DIXIÈME ANNÉE N° 1 — PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 — DU 7 AU 13 MAI 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

L'UNION RÉVOLUTIONNAIRE

« Il est profondément regrettable que les révolutionnaires se divisent en écoles irréconciliables. » — « Devant les forces bourgeoises organisées, les socialistes et révolutionnaires devraient faire abnégation de leurs préférences personnelles, et s'unir en une seule phalange pour mettre bas la bourgeoisie », telles sont les premières réflexions que ne peuvent s'empêcher de faire ceux que séduit le mouvement d'idées qui mène la société vers une transformation, et qui n'en voient que l'ensemble. Le camarade H... dont nos lecteurs ont pu lire, dans les deux derniers numéros des *Temps Nouveaux*, la remarquable étude sur le mouvement social-démocrate allemand, tout en faisant le procès de cette même social-démocratie, ne peut s'empêcher de formuler le même regret : « Si, au lieu de se déchirer, socialistes et anarchistes voulaient s'unir dans la lutte contre la bourgeoisie ! »

Il y a, en effet, à première vue, pour qui ne va pas au fond des choses, une anomalie difficile à expliquer. Socialistes, anarchistes, si on s'en tient à leurs propres déclarations, tendent au même but : affranchissement économique des individus par la suppression de l'appropriation individuelle des moyens de production. Comment se fait-il, qu'ayant un but commun, ils soient ennemis?

⁂

Comme ce n'est pas la première fois que l'on formule ces reproches, j'ai déjà dit, dans le journal, je ne sais combien de fois, les raisons qui faisaient que la division entre gens qui semblent avoir le même but, était inévitable; pourquoi l'entente était, non seulement impossible, pas même désirable. Au risque de se répéter, il est toujours bon de revenir sur une question qui passionne ainsi les gens.

Entre socialistes et anarchistes la similitude de but n'est qu'apparente. La divergence d'idées, entre eux, est aussi profonde que celle qui peut exister entre eux et les partis bourgeois.

Nous voulons, socialistes et anarchistes, l'égalité économique pour tous. C'est entendu.

Mais comment arriverons-nous à ce but? Voici la divergence qui surgit dès le point de départ, et une divergence pas minime, car elle met aux prises, dès le début, les deux écoles : les socialistes politiciens voulant s'emparer des fonctions de l'État pour imposer leur régime — un régime le même pour tous; — tandis que les anarchistes disent que la révolution ne se fera pas par en haut, par des lois, mais par en bas, par l'action propre des individus qui, malgré gouvernements et lois, malgré les institutions, sauront se grouper au mieux de leurs tendances, de leurs aptitudes.

Les socialistes politiciens disent aux individus : « Suivez-nous! Faites-nous escalader le pouvoir, et, une fois là, nous vous affranchirons. »

Les anarchistes, au contraire, disent : « Méfiez-vous de ceux qui veulent vous libérer! N'attendez d'améliorations que celles que vous saurez accomplir vous-mêmes. La loi est impuissante, là où les individus ne savent pas agir par eux-mêmes; elle est une entrave, là où, ils veulent être eux-mêmes; car la loi est un niveau moyen qui opprime ceux qui sont aussi bien en deçà qu'au delà. Etant données les diversités de caractères et de tempéraments, il ne peut y avoir, sans oppression, une règle commune applicable, indistinctement, à tous. »

Comme on voit, l'antagonisme entre les différentes écoles socialistes est le résultat de l'évolution de l'idée elle-même. Il est inévitable, et il n'appartient à personne de faire qu'il ne soit pas, à moins de demander aux divergents de changer leur propre mentalité; ce qui n'aboutirait à rien, car la divergence se reproduirait sitôt que l'on voudrait agir. Et l'on se demande quelle besogne pourrait sortir d'une union d'éléments aussi disparates que ceux du fameux mariage de la carpe et du lapin.

⁂

Mais là n'est pas la seule raison qui rende cette union impossible. Si nous prenons le cas des social-démocrates allemands que nous cite le camarade H..., par exemple, il est bien certain que l'on n'arrive pas à commander à un nombre aussi grand d'adhérents, en restant complètement soi, en gardant intact le programme d'action que l'on s'est élaboré au début. Il a fallu que les socialistes révolutionnaires qu'ont été les Liebknecht, les Bebel et consorts, abandonnent, au fur et à mesure qu'ils voulaient agrandir leur champ d'action, quelques lambeaux de leur programme socialiste révolutionnaire, qui, comme le démontre le camarade H..., n'est resté que quelque chose de vague, d'éloigné, de très peu tangible, que l'on sort de temps à autre pour satisfaire ceux que mécontente le piétinement sur place.

De sorte que lorsqu'on vient me dire que les social-démocrates ont réussi à embrigader trois millions d'électeurs, il me vient de suite à l'idée une caricature vue en mon enfance — sur une assiette à dessert : Un fantassin aux prises avec un Chinois. — « Capitaine! j'ai fait un prisonnier. — Amène-le! — Je peux pas. C'est lui qui me tient! »

Nos social-démocrates sont dans la situation de ce fantassin. Ils sont bien arrivés à les grouper, à les endoctriner, en leur faisant espérer que, lorsque eux, Bebel, Liebknecht et consorts, seraient au pouvoir, ils feraient des lois qui apporteraient le bonheur sur terre. Au lieu d'espérer le bien-être de Bismarck ou de Guillaume, ceux qui les écoutent, l'attendent de Bebel, de Wollmar, ou de Bernstein. Ils ont changé de Messie, ils n'ont pas changé de mentalité. Pour eux, la révolution sociale, la transformation économique, ce sont leurs nouveaux chefs au pouvoir, en place des anciens; mais la conception est restée la même.

C'est que, pour changer la mentalité de cette foule, cela aurait demandé du temps, du dévouement, et ne pas espérer le triomphe aussi proche. Les social-démocrates ont préféré la quantité à la qualité. Et les voilà dans la situation de notre fantassin : ils sont forcés d'écarter de leur programme et de leur action, tout ce qui pourrait effaroucher leurs électeurs. Ils reçoivent de ces derniers le ton, au lieu de le leur donner.

⁂

Ce chiffre énorme d'adhérents condamne les chefs de la social-démocratie plus éloquemment que les plus violentes attaques que nous pouvons formuler contre eux. Des socialistes, des révolutionnaires doivent être la force active de la nation. Trois millions, c'est la majorité. Avoir derrière soi trois millions de soldats et ne pas avoir trouvé le moyen d'imposer quelques solides changements dans l'état social, c'est une preuve de faiblesse et non de force.

Et c'est à cette masse d'inertie que l'on voudrait que nous allions noyer nos idées, notre activité, nos aspirations, tout ce qui fait notre force et notre raison d'être!

Leur façon d'opérer et la nôtre sont inconciliables. Prisonniers qu'ils sont de leur nombre, ils ne pourraient rien accepter de notre programme, sous peine de voir se disloquer leurs

troupes. C'est nous qui serions forcés de nous modeler à leur tactique qui est de ne pas bouger sans l'exequatur d'un grand manitou quelconque, ce qui est la mort de toute action, de toute énergie, de toute idée.

Quelle figure ferions-nous, si, préconisant aux individus l'indépendance, l'initiative, l'action par soi-même, nous concluions en leur demandant de s'enrégimenter dans le parti le plus férocement sectaire qui existe?

⁂

Les partis retardataires ne marchent que sous l'aiguillon de ceux qui se refusent à suivre les sentiers battus, agissent par eux-mêmes, et, négligeant la conquête du moment, travaillent à celle du lendemain, aspirant « toujours plus. » C'est l'action de ceux-là qui favorise l'œuvre de ceux qui, se prétendant pratiques, se contentent de moissonner ce que les autres ont semé. C'est parce que les premiers fraient le chemin, que les autres peuvent suivre... de loin. Si le rôle de pionniers n'a rien d'enviable pour ceux qui ont besoin de commander aux autres pour s'imaginer qu'ils font quelque chose, il est, par contre, assez beau pour satisfaire ceux que dégoûtent les combinaisons louches de la politique. En tout cas, les deux actions sont trop irréductibles, pour jamais pouvoir marcher d'accord. Elles ne peuvent produire qu'à condition de se combattre.

J. GRAVE.

AU PAYS DES MOUCHARDS

C'est de la France qu'il s'agit, comme on le verra par la lettre ci-dessous que nous avons reçue :

Citoyen,

J'ai l'honneur de vous communiquer le fait suivant, en vous demandant l'hospitalité dans vos colonnes :

Me trouvant sous le coup des lois scélérates et inscrit sur « l'État vert » de 1902, j'étais porté comme disparu.

Reconnu à la suite d'une bagarre et obligé de quitter mon travail, je vins me réfugier à T... (1), où de nouveau j'ai trouvé de l'emploi.

Mais, selon l'usage adopté par Dupuy, mon passage et mon séjour furent transmis au citoyen préfet du département.

Mme la directrice des postes, oubliant le secret professionnel et le caractère des dépêches officielles, n'a pas hésité à faire connaître à mon patron qu'il avait embauché un anarchiste.

Heureusement que celui-ci est satisfait de mon travail, et se contenta de me faire connaître le fait que je vous signale.

. . . .

Je suis décidé à tout pour obtenir satisfaction, et ne reculerai pas devant l'intimidation ou la menace. Je revendique hautement la responsabilité de ce que j'avance.

Salutations fraternelles,

TOURNAY GASTON.

DU POSITIVISME
A LA PHILOSOPHIE LIBERTAIRE

Quand on étudie la philosophie positive, on est frappé de voir que son prolongement direct conduit infailliblement à la philosophie libertaire, c'est-à-dire à l'anéantissement systématique du concept autorité et du concept capital.

Auguste Comte a émis que la sociologie comme la morale sont des sciences démontrables aux mêmes titres que la physique ou la chimie. Il nous a dit également que l'homme peut découvrir les lois de la nature, mais qu'il ne peut les créer.

Ces lois existent de toute éternité comme la matière.

Or donc, que devient le principe d'autorité de l'homme sur l'homme s'il est prouvé que le code, tel qu'il existe, n'est qu'un fatras invraisemblable de prétendues lois créées de toutes pièces par l'homme et n'ayant aucune base scientifique.

L'homme vraiment émancipé ne doit se soumettre qu'aux lois fatales de la nature, et les modifier à son profit, si possible.

Ce qui précède est la condamnation de l'autorité et nous montre que tous les êtres humains sont égaux devant ce que les Grecs appelaient la fatalité. L'ennemi commun, le seul ennemi, est la nature : l'union des hommes doit se faire contre elle, qui est la synthèse de toutes les forces aveugles réunies.

De même que le concept autorité de l'homme sur l'homme est antiscientifique et illogique, le concept capital ne l'est pas moins, car il implique l'oisiveté d'un petit nombre et le travail fatalement excessif de la majorité des êtres humains. Or, chaque être humain, considéré comme organe de la société, a une fonction bien déterminée, c'est de travailler pour entretenir sa vie, se reproduire et satisfaire ses divers sens et ses diverses facultés, sans toutefois nuire à l'ensemble du corps social dont il fait partie intégrante.

Il doit, autrement dit, « consommer suivant ses besoins, produire suivant ses moyens ». Mais amasser et accumuler ne peut être fait qu'au détriment de la masse et engendrer l'oisiveté d'un certain nombre, ce qui est une perte sèche pour l'ensemble du corps social.

Nous nous résumons en formulant ces quelques lois qui caractérisent bien la tendance positive et scientifique de la philosophie libertaire.

La critique scientifique du concept autorité nous paraît se résumer en ces deux formules :

1° L'homme tend de plus en plus à s'affranchir du joug de l'homme et à n'obéir qu'aux lois naturelles en sociologie et en morale comme en physique et en chimie.

2° L'autorité ne peut être utile au progrès que quand elle est *temporaire, limitée et librement consentie;* ce n'est plus, à cette période d'évolution, à proprement parler de l'autorité.

La critique scientifique du concept capital peut également se résumer dans ces deux formules :

1° Chacun pour vivre doit produire, et chacun produisant, le capital devient inutile.

Tout être humain doit produire des utilités suivant ses facultés physiques et intellectuelles et pouvoir consommer suivant ces mêmes facultés.

2° Toute fonction sociale qui ne concourt pas à produire ou à accroître directement ou indirectement la satisfaction des besoins intellectuels et physiques de l'homme est inutile et même nuisible : c'est la condamnation *ipso facto*, de la guerre, du commerce, de la magistrature, etc., etc.

Enfin notre conviction intime est que l'homme deviendra d'autant meilleur que les lois de la nature, dans quelque branche que ce soit, seront mieux connues de lui.

C. B. D'AGOUMER.

(1) Nous tenons le nom de la localité à la disposition de la *Ligue des Droits de l'Homme*.

DES FAITS

Beautés administratives.

L'administration aurait évidemment bien tort de se gêner, puisque toute réclamation contre ses façons de faire — ou de ne rien faire — est considérée comme un crime de lèse-majesté. Consciente de son omnipotence, elle en prend à son aise. Elle met une certaine coquetterie à se moquer du public pour le principe, même lorsqu'il ne lui en coûterait pas plus de le servir convenablement.

Un chef-d'œuvre administratif du genre vaudevillesque, c'est l'histoire de l'éclairage des Tuileries. Après plusieurs années de sollicitations et d'efforts, le peuple souverain a obtenu qu'on daignât éclairer, le soir, le jardin des Tuileries. C'est fait. Les Tuileries sont maintenant éclairées. Seulement, on continue de fermer les grilles à la même heure qu'autrefois! De sorte que cette électricité, payée par nous, n'illumine qu'un désert. N'est-ce pas charmant? Ah! chien de public, tu nous as ennuyés pour avoir de la lumière! Eh bien! soit! Que la lumière soit! Mais, pour t'apprendre à réclamer, tu n'en profiteras pas, et ton argent sera dépensé en pure perte. Ainsi raisonne l'administration que la Patagonie elle-même ne nous envie plus. Courteline n'aurait pas trouvé cela! L'éclairage dépend de la Ville : la fermeture des grilles dépend de l'État. La Ville ne s'occupe pas de ce que fait l'État; l'État s'inquiète de ce que fait la Ville, comme un poisson d'une pomme. L'État et la Ville ne sont d'accord que pour mener le contribuable en bateau.

Cette jolie situation peut durer pendant des siècles; on ne voit aucune raison pour qu'elle prenne fin. La force d'inertie est le trait commun de toutes les branches de l'administration. Au Palais de Justice, c'est exactement la même chose. On se rappelle peut-être l'accident de la passerelle du Globe céleste qui, pendant l'Exposition de 1900, s'écroula et tua plusieurs personnes. Ces gens furent tués sur le coup et enterrés dans les quarante-huit heures. La mort n'attend pas. Mais, quatre ans après les catastrophes, les héritiers des victimes n'ont pas encore réussi à faire juger les procès en indemnité qu'ils ont intentés à la Ville et à la Société du Globe, civilement responsables. Certains de ces procès sont à peine entamés : on est encore à se demander quelle est la juridiction compétente! Les familles, privées dans un accident pareil du chef dont le travail était leur seule ressource, ont le temps de mourir de faim avant que les tribunaux daignent accorder à leur affaire un instant d'attention.

Quant aux malheureux qui comptent sur l'Assistance publique pour obtenir un morceau de pain, leur ignorance des réalités de la vie est attendrissante. Il faut être capitaliste pour avoir les moyens d'attendre que l'Assistance publique ait suffisamment enquêté et paperassé, pour se croire autorisée à vous accorder un secours. Un vieux brave homme, septuagénaire, ancien sergent blessé en 1870, tombé dans l'indigence, avait demandé à être admis dans un asile. Les jours, les semaines, les mois passèrent, sans que le pauvre vieux obtînt seulement qu'on voulût bien lui répondre. Il finit par comprendre la vanité de ses espérances : il vient de se brûler la cervelle. La réponse à sa demande arrivera peut-être l'année prochaine...

(*Le Temps*, 21 avril 1904.)

MOUVEMENT SOCIAL

Le jury de la cour d'assises de l'Ariège vient d'acquitter un homme qui avait tiré un coup de revolver sur un ancien juge d'instruction. L'homme s'appelle Guichard, et le juge Castagné. Castagné avait mené contre Guichard, sur la plainte de son associé Helfmann, une longue enquête haineuse et partiale, malgré que son innocence éclatât, et l'avait même fait emprisonner, quitte à le relâcher le lendemain. Pourquoi ce juge s'acharnait-il ainsi contre un innocent? Tout simplement parce que ce juge était l'amant de Mme Helfmann, femme de l'associé. C'est à quoi tient la justice.

Guichard, ruiné dans son commerce par son arrestation et cette instruction scandaleuse, ne s'est pas cru satisfait par un non-lieu. Il porta

plainte contre le juge inique, et c'est dans l'impossibilité d'obtenir satisfaction qu'il fit parler la poudre.

Pour bien des gens, un magistrat est quelqu'un de supérieur aux autres hommes, un sage, un juste, qui plane au-dessus des vulgaires passions humaines, est sourd à la voix de l'intérêt ou du plaisir et n'a cure que de la sereine justice... Puisse le cas du père Castagné leur donner à réfléchir !

* * *

La France est plus près de la Mandchourie qu'on ne pense. Les engins qu'on y fabrique pour écrabouiller « les diables étrangers », s'y retournent aussi contre les fabricants eux-mêmes et écrabouillent, faute d'ennemis, des compatriotes. La culasse d'un canon, qui était en mauvais état, fit explosion au cours d'exercices de tir près de Toulon, tua un pointeur, blessa grièvement deux canonniers, un maréchal des logis, et légèrement trois canonniers.

C'est charmant. L'Etat vous prend de force pour vous enseigner le métier de soldat, pendant la paix, et c'est déjà très beau, mais il devrait s'arranger au moins pour que le jeu se borne là, et n'y pas ajouter des choses qui ne sont point inscrites au programme. Je me demande pourquoi les parents des victimes ne poursuivraient pas l'Etat responsable, sinon pour assassinat, du moins pour homicide par imprudence ?

Si nous faisions le compte de toutes les existences que la caserne a brisées, d'une façon ou de l'autre, depuis 33 ans...

* * *

Nous accusons les lois d'être absurdes ; c'est presque toujours les individus que nous devrions accuser d'être stupides. Un jeune médecin qui aimait une chanteuse et la voulait épouser, fut contrecarré dans ce projet par ses parents. Il avait mille moyens de sortir d'affaire, dont le plus simple était d'aimer sa belle sans l'épouser. Et le remède qu'il trouva, ce fut... de la tuer et de se tuer. Les bras vous en tombent. Et notez que les cas de ce genre sont assez fréquents. Alors, comment voulez-vous faire une société raisonnable, avec des individus aussi déraisonnables ?

* * *

Erratum. — Dans le M. S. de la semaine dernière, j'avais conseillé aux femmes de s'entendre entre elles « pour s'assurer contre les risques *de l'amour* ». On a imprimé : *de l'honneur.* Qu'est-ce que l'honneur a à voir là-dedans ? Rien du tout.

R. C.

* * *

Un nouveau Sacré-Cœur. — Un camarade montrait, dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, la Patrie sous ses côtés féroces. Il traitait d'importance l'ambitieux crétin couronné qui, au delà des Vosges, mesure à la longueur et au redressement de ses moustaches, son degré d'intelligence.

Mais je crois que point n'est besoin d'aller en Allemagne pour juger dans toute sa splendeur le fétiche Patrie.

La France, pays de lumière et d'intelligence, nous donne encore le meilleur exemple. Il n'y a guère plus de quinze jours, qu'avec la plus grande solennité, on transférait aux Invalides le « cœur » de La Tour-d'Auvergne. C'est avec un air attendri et majestueux, que la presse nous racontait avec force détails cette grandiose cérémonie. Deux suppléments illustrés de journaux, qui, dans la postérité, auront la cimaise au musée des âneries, se sont efforcés de nous rendre plus vivante cette mascarade patriotique au moyen de leurs coutumières et grotesques images d'Epinal.

Cependant il manquait une chose à cette farce pour qu'elle fût bien jouée : un drapeau colossal, avec, sur la partie blanche, un *cœur bien saignant* de La Tour-d'Auvergne.

Combien heureuse eût été cette pensée ! Si j'étais ministre de la guerre, j'en ferais la proposition.

Le nouveau Sacré-Cœur de La Tour-d'Auvergne remplaçant celui du juif galiléen eût été une belle trouvaille. Il y aurait eu ainsi assimilation complète ; le morceau de viande sacré du *champ d'honneur* eût fait un beau pendant à celui du fils de l'Eternel.

A quand le sacré viscère patriotique brodé ou peint sur le torchon dénommé drapeau ?

LARIVIÈRE.

* * *

A propos des élections. — Les camarades du Chambon se sont, à l'occasion des élections, payé une pinte de bon sang. Les lecteurs des *Temps Nouveaux* pourront en faire autant en lisant la lettre de Natron, le candidat fumiste, à son copain Georges, candidat pour de bon.

Une seule liste s'offrait aux suffrages des électeurs, elle était ainsi composée :

C., maître de forges ;
D., fabricant de limes ;
E., maître de forges ;
F., fabricant de limes,
et ainsi de suite.

Pour se donner le plaisir de dire quelques vérités à tous ces bienfaiteurs du peuple, ainsi qu'aux moutonniers électeurs, les camarades ont décidé, au lieu de l'âne blanc de Zo d'Axa, de présenter aux Chambonnaires le type le plus rudimentaire de leur localité, Natron. Et ce musard-là qui ne travaille que quand la faim le talonne par trop, en fait entendre de dures au riche seigneur de Bergognon et autres lieux, député, maire et capitaliste. Je crois que les lecteurs des *Temps Nouveaux* ne perdront pas leur temps en lisant Natron. Quelques affiches avaient été placardées et des circulaires-programme distribuées au grand esbaudissement de la population peu habituée à ce spectacle.

GALHAUBAN.

Mouvement ouvrier. — L'on connaît les incidents qui se sont produits, lors des dernières tentatives de grève générale des ouvriers mineurs, et comment les dirigeants de l'ancienne Fédération ont manœuvré pour faire échouer un mouvement qui, à plusieurs reprises, se présentait dans d'excellentes conditions.

Ces trahisons réitérées de la part des Basly et des Cotte, qui dirigent pour quelque temps encore l'ancienne Fédération, ont amené les meilleurs parmi les éléments miniers à se retirer de la Fédération, et à former une nouvelle organisation.

Et il n'en pouvait être autrement ; chez les mineurs, plus encore que dans beaucoup d'autres corporations, on a besoin d'être fortement groupé pour pouvoir tenter même la plus minime réclamation.

Si en effet, dans certaines industries, un travailleur isolé peut exiger de son employeur, par sa capacité professionnelle ou autre, de meilleures conditions de travail, cela devient absolument impossible pour les ouvriers mineurs.

Les revendications de ces travailleurs n'ont de valeur vis-à-vis des Compagnies que si elles sont appuyées par une forte organisation. C'est pour cela que les mineurs qui se sont retirés de la Fédération, se sont réunis pour jeter les bases d'une organisation exclusivement ouvrière, et en ayant soin d'introduire dans ses statuts fondamentaux que *« quiconque sera investi d'un mandat politique, ne pourra faire partie du Comité fédéral, ni être délégué dans aucun congrès de mineurs ».*

La nouvelle organisation a tenu son congrès à la Bourse du travail de Paris, les 1er et 2 mai, et Montceau-les-Mines a été choisi pour siège de la nouvelle organisation, qui a pris pour titre : *Union Fédérale des ouvriers mineurs de France.*

Le Congrès s'est ensuite occupé des différentes revendications des travailleurs de la mine et en a arrêté les grands points, ainsi que les moyens pour les faire aboutir.

En dehors des questions d'ordre purement professionnel, comme la question des retraites, des caisses de secours, les accidents du travail, la journée de huit heures, etc., etc., qui ont donné lieu à d'importantes discussions, le Congrès a affirmé ses tendances sur un vote de principe qu'il est intéressant de signaler.

« Considérant que l'émancipation intégrale est le but que ne doivent jamais perdre de vue les travailleurs, le Congrès se prononce pour l'expropriation des mines sans indemnité.

« Il considère, en outre, que la socialisation des mines, conséquence de cette expropriation, implique leur mise en valeur communiste par les producteurs associés. »

Le prochain Congrès aura lieu à Lens l'année prochaine.

* * *

Premier mai des plus calmes cette année. Quelques réunions publiques dans les grandes villes, et c'est tout. Si un revirement ne se produit pas, le Premier Mai sera bientôt passé à l'état de légende.

Toutefois, il est question, dans un certain nombre d'organisations ouvrières, de provoquer pour le 1er mai 1905, un mouvement en faveur de la journée de huit heures.

Il serait entendu qu'à cette date chacun irait travailler comme d'habitude, puis une fois les huit heures de travail accomplies, le travail serait abandonné partout.

A première vue, la question ainsi présentée semble intéressante. Elle sera mise à l'étude dans les organisations ouvrières et soumise au congrès corporatif de Bourges qui aura lieu en septembre prochain.

* * *

La grève de MM. les officiers de la marine marchande continue. Si ce n'était que la grève, comme nous l'avions expliqué la semaine dernière, est dirigée contre les simples matelots, nous ne pourrions qu'applaudir ; nous nous contenterons aujourd'hui de quelques constatations de circonstance.

Lorsqu'il y a quelques mois, les ouvriers du port de Marseille, durement exploités, se mettaient en grève pour obtenir une réduction de la journée de travail, les mêmes journaux, sympathiques aujourd'hui aux revendications de MM. les officiers, ne tarissaient pas sur le manque de patriotisme de ces travailleurs. C'était, à les entendre, la ruine de Marseille au profit de Gênes, en Italie, et de Barcelone, en Espagne, le commerce français dans la Méditerranée était perdu, etc., etc.

Aujourd'hui, de par la volonté des officiers, le travail est à nouveau arrêté, mais il n'est plus du tout question de patriotisme, les mêmes journaux félicitent les grévistes et les encouragent à poursuivre « le maintien d'une forte discipline à bord ». Ce qui était antipatriotique pour le simple travailleur, n'a plus les mêmes résultats, paraît-il, lorsque ce sont les officiers qui le provoquent.

Et ainsi nous pouvons voir que Messieurs les journalistes bourgeois ne pincent la corde patriotique que pour la mettre à l'unisson de la corde capitaliste, et ce n'est, en réalité, que le même air qu'ils jouent sur deux cordes différentes.

Quoique l'on ne soit pas dans la presse bourgeoise à une contradiction près, nous ne manquerons pas, quand l'occasion se présentera — et cela ne tardera sans doute pas — de leur rappeler l'attitude prise par eux dans cette grève.

A moins que l'on ne consente à nous expliquer par quel phénomène un acte qui est antipatriotique pour de simples matelots, devient tout à coup très patriotique lorsque ce sont des officiers qui s'y livrent.

Nous attendons avec curiosité cette explication.

A Fromelennes, dans les Ardennes, plus de 800 ouvriers métallurgistes sont en grève depuis plusieurs semaines ; l'application de la journée de 10 heures en est la cause. Le patron, en effet, a renvoyé une cinquantaine de jeunes gens de moins de 18 ans, pour pouvoir faire travailler 12 et 14 heures dans son usine. Les ouvriers demandent la réintégration de leurs jeunes camarades et la journée de 10 heures.

Cette grève a un caractère tout particulier, par la position géographique de la petite localité de Fromelennes, à cheval sur les frontières française et belge. Beaucoup de grévistes sont Belges, et habitent un village très rapproché de la frontière, si bien que cette grève acquiert un caractère international tout particulier.

Les réunions des grévistes ont lieu tour à tour en territoire belge et français, et l'on peut voir les gendarmes, chiens de garde des deux pays, coopérer à la répression. C'est à tous les points de vue l'Internationale policière.

Les gendarmes belges chassent les grévistes jusqu'en territoire français, et ce, sans que la presse qui, il y a très peu de temps, faisait mine de protester pour une quelconque prétendue violation de frontière, songe cette fois à s'indigner en aucune façon.

Des ouvriers en grève, cela n'a aucune importance ; il y a des cas où le patriotisme de ces Messieurs n'est pas applicable, et celui-ci en est un. Le patriotisme étant d'essence exclusivement capitaliste, il n'y a pas lieu d'en faire parade pour protéger des ouvriers qui se révoltent contre l'arbitraire patronal.

La semaine dernière, dans un bois, les gendarmes belges ont tiré sur un groupe de grévistes qui

étaient en France, et nos bons nationalistes n'ont pas cru devoir élever la moindre plainte.

Des grévistes tués, ce serait encore des ennemis de moins pour nos bons patriotards.

D'autre part, le patron bien français qui comptait sur les autorités belges pour faire reprendre le travail à « ses » ouvriers, n'y est pas encore parvenu, et il n'a réussi jusqu'à ce jour qu'à faire expulser quelques militants qui étaient allés faire des réunions en territoire belge.

P. Delesalle.

Roanne. — *Les grèves.* — La grève des maçons est terminée. Le plus grand nombre de patrons ayant accepté le tarif réclamé par leurs ouvriers, ceux-ci comptent que ledit tarif sera admis par les prud'hommes et espèrent, par ce moyen, obliger les récalcitrants à payer le même salaire que leurs collègues.

Firminy. — La grève des menuisiers continue.

L'accord s'est fait sur les points suivants : 1° suppression du travail aux pièces; 2° journée de dix heures avec minimum de huit heures en hiver; 3° les ouvriers obtiennent que des frais de déplacement leur seront alloués au delà de 3 kilomètres; 4° paie toutes les quinzaines; 5° salaire moyen de 0 fr. 50 l'heure, suppression de la retenue pour l'assurance sur les accidents du travail.

Par contre, les patrons s'obstinent à vouloir établir un tarif de main-d'œuvre qui servirait de base à la fixation du salaire de l'ouvrier soit au-dessus, soit au-dessous du prix moyen.

Ils exigent, en second lieu, que les ouvriers fournissent leurs outils ou subissent une retenue de 3 0/0.

Le juge de paix a conseillé aux deux parties de s'en rapporter, pour la solution de ces deux dernières difficultés, à un arbitrage. Les ouvriers ont refusé et paraissent décidés à aller jusqu'au bout. Forts de ce qu'il n'y a pas de renégats parmi eux, ils espèrent triompher sur ces deux questions comme sur les autres. Deux fois par jour ils répondent à l'appel et des patrouilles circulent constamment pour se rendre compte que des ouvriers des localités environnantes ne viennent pas faire leur travail; précaution qui n'est pas inutile, des entrepreneurs de Saint-Etienne et du Chambon ayant pris des travaux à leur compte et amené avec eux des ouvriers. Ceux-ci, d'ailleurs, devant la conduite qui leur a été faite, ont regagné leurs pénates. C'est ce qu'ils avaient de mieux à faire.

Galhauban.

Toulon. — Les maçons viennent de se mettre en grève.

Malgré que leur syndicat ait usé de toutes les démarches pour éviter un conflit, les patrons n'ont pas voulu se soumettre à la raison. Un seul s'était rendu à une convocation générale, faite aux entrepreneurs par les ouvriers, pour discuter les réclamations qui motivent la grève, et obtenir, si possible, une entente à l'amiable.

Voyant l'inutilité de ses efforts, le syndicat réunit ses adhérents en séance plénière, et le 24, à huit heures du matin, la grève générale fut décrétée à l'unanimité.

A cette heure, plus de 600 grévistes parcourent la ville et les faubourgs, entraînant sur leur passage les quelques hésitants qui animent quelques rares chantiers.

Leur cahier de revendications n'est pas très volumineux. Voici les désirs qu'il renferme :

La journée de dix heures, du 1er février au 31 octobre ainsi répartie : prise du travail à six heures, déjeuner de 8 heures à 8 h. 30, dîner de midi à 1 h. 30, cessation à six heures;

Du 1er novembre au 31 janvier, neuf heures : prise du travail à sept heures, cessation à cinq heures, avec une heure pour le repas de midi ;

Fixation de deux catégories dans le métier :

1re catégorie, à 5 fr. 50 par jour : maçons, plafonneurs, carreleurs, couvreurs et monteurs d'angles ;

2e catégorie, 5 francs par jour : maçons, bâtisseurs et enduiseurs;

L'ouvrier devra connaître avant trois jours dans quelle catégorie il est classé ;

Suppression complète du travail à la tâche ;

Frais de transport, aller et retour, à la charge de l'entrepreneur pour les ouvriers travaillant hors du périmètre de la commune, et indemnité de déplacement de 2 francs, lorsqu'un ouvrier sera obligé de coucher sur place, sauf lorsqu'il aura été embauché sur le chantier ;

Droit pour l'ouvrier de demander le renvoi d'un contremaître qui tenterait de faire effectuer des travaux en dehors des heures fixées ;

Payement des ouvriers à la journée, ou le samedi à la semaine et à la quinzaine, mais jamais au mois.

Ils sont plutôt modestes, ces ouvriers.

E. Cosmao.

Allemagne.

On nous écrit de Bonn que depuis onze semaines les deux frères Piète et Scarceriaux sont arrêtés. Depuis ce temps on est sans nouvelles d'eux et l'on ignore encore pour quel motif ils sont *enfermés*.

J. L.

Hongrie.

20 avril. — Depuis de longues années, les employés des chemins de fer de l'Etat se plaignent et ce n'est que cette année-ci qu'ils ont commencé à chercher un moyen d'amélioration de leur sort. Depuis quelque six mois, on a travaillé ardemment et on a réussi à fonder un syndicat et un journal des employés des chemins de fer. Depuis on fait chaque fois de nouvelles adhésions, chaque fois de nouvelles révélations. L'état des employés est, en effet, le pire qui puisse exister. J'ai lu quelque part, dans un livre de Tolstoï, que les ouvriers y travaillent trente-six heures par jour et j'ai souri.

Aujourd'hui je l'ai pourtant bien compris. En effet, la plupart se couchant à 7 heures du soir, doivent se réveiller de nouveau à 1 heure de la nuit pour continuer à travailler jusqu'au lendemain soir 7 heures. Avec cela, les traitements sont dérisoires. L'ingénieur, diplômé ainsi qu'un docteur en droit, ne peut souvent aller au delà de 3.000 couronnes par an, après vingt années d'études. En 1901, ils firent un mémorandum décrivant et montrant leur situation, qu'ils remirent au ministre du commerce. Celui-ci *promit* une amélioration, mais ce fut tout.

Il y a déjà trois ans de cela. Cette année on reprit cette question et les employés adressèrent une lettre ouverte au ministre où ils écrivirent ouvertement qu'ils en avaient assez et qu'ils sont décidés à combattre, si on ne leur accorde pas leur droit. En même temps, ils dirent que ne voulant pas nuire aux intérêts communs de la Hongrie, ils ne se mettent pas en grève, mais attendent la réponse du ministre. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils se mettront en grève le 1er mai.

La lettre fut publiée par le *Budapesti Naplo* et fut reproduite, commentée et discutée par tous les journaux. La plupart soutinrent même que c'était une question d'urgence. Une commission fut instituée et voilà notre revendication à la Chambre sous forme de proposition. Elle est admise, mais... seulement pour les plus hauts fonctionnaires dont les gages dépassent déjà 5.000 et 6.000 couronnes.

Les ouvriers ordinaires n'en furent point étonnés, ayant déjà maintes fois vu de telles ironies. Ils s'agitèrent encore plus vivement et organisèrent pour le 20 courant un Congrès général des employés des chemins de fer de l'Etat. Dès le commencement du mois, les bureaux des directions furent envahis par des demandes de congé de la part des employés et des délégués qui voulaient se rendre au Congrès à Budapest. C'en fut assez pour alarmer la Direction, qui les refusa toutes en bloc sous différents prétextes. Les ouvriers ne se découragèrent point et commencèrent par faire de petites réunions locales et départementales avant le Congrès, malgré la défense des autorités.

La surveillance de la police devint plus grande. Les ouvriers ne devaient pas quitter leur travail, sous peine de s'exposer aux plus grandes pénalités. Pendant ce temps, l'agitateur principal, l'âme du mouvement, le chef de station Sarlay, fut suspendu. A ce bruit, les employés cessèrent le travail et aucun train ne partit plus de Budapest, gare de l'Ouest. Comme un éclair ce bruit se répandit et bientôt de partout on n'entendait que grève et cessation du travail. A Budapest, les ouvriers ainsi que le machiniste descendirent de wagon en disant que le directeur-président pouvait seul maintenant conduire les voitures. Immédiatement on défendit, de la part de la Direction, à tout employé d'assister à des réunions qui se feraient dans l'intention de discuter l'amélioration de l'état des employés des chemins de fer.

Le machiniste Turcsanyi, l'ingénieur F. Yusth, Breuer et Faludy, ayant demandé l'autorisation pour une réunion, furent également suspendus de leurs fonctions. Ce fut un coup de foudre pour tous et, en un clin d'œil, toutes les gares le surent et tous les ouvriers cessèrent le travail. A 7 h. 15 du soir, le dernier train arrive à Budapest. A 8 h. 15 on reçut un télégramme de Rakos que le train s'est également arrêté dans cette station, le machiniste et les autres employés ayant refusé d'aller plus loin.

Quand un autre train devant aller à Budapest passa près de Rakos, les ouvriers se mirent devant et empêchèrent le train de circuler. Les ouvriers en descendirent et se déclarèrent bientôt solidaires et de commun accord avec ceux qui étaient déjà à Rakos.

Pendant ce temps, on voulut déjà se réconcilier et on promit à Sarlay et à Turcsanyi de les remettre en leurs fonctions s'ils décidaient les ouvriers à reprendre le travail. Ils refusèrent nettement et se déclarèrent heureux d'avoir été les martyrs du mouvement. Le train qui devait quitter la gare de l'Ouest pour Vienne était déjà prêt à partir, et le signal du départ fut donné. Quelle ne fut pas la stupéfaction des centaines d'agents qui y montaient la garde quand, au lieu de siffler, le train ne bougea point et que les ouvriers descendirent, se déclarant solidaires avec les autres. Les billets furent rendus et, en quelques minutes, la salle de la gare devint déserte et obscure. A 11 heures, on reçut un télégramme disant que les communications téléphoniques et télégraphiques étaient momentanément impossibles, les fils ayant été partout coupés et les poteaux renversés.

Les employés de la gare de l'Est n'étaient pas encore bien au courant de la grève et conduisirent le dernier train de Budapest à Zimoni. En chemin, ils rencontrèrent leurs camarades et, s'unissant à eux, ils abandonnèrent également le travail, laissant le train en panne au milieu du chemin.

Pendant ce temps, le train rapide allant de Vienne à Budapest arrivait à Vacz. Les employés de la gare de Vacz mirent au courant du mouvement les conducteurs du train qui, sans aucune hésitation, descendirent du train, disant : « Que le président Ludwig conduise plus loin le train. »

A la gare de l'Est, pendant ce temps, on télégraphia successivement que des trains devant y arriver de Kelenfold et de Széged s'étaient arrêtés en route, les conducteurs ayant refusé d'avancer. Plus tard, on manda que le train express arrivant de Constantinople s'était de la même manière arrêté brusquement en chemin à Kobolkut et que les voyageurs devraient passer la nuit dans le train.

Le train arrivant de Zagrab s'était également arrêté à Budafok, d'où les voyageurs vinrent en voiture à Budapest. En même temps, on a coupé les fils de ces lignes, de telle sorte que toute communication est impossible.

***

Le comité exécutif du Congrès s'est réuni aujourd'hui et a voté unanimement la grève. La proclamation en fut vivement acclamée.

La Direction, se voyant en danger, s'adressa au directeur de l'École Polytechnique, lui demandant s'il n'avait pas d'élèves à mettre à sa disposition pour remplacer les grévistes. On lui répondit simplement que les élèves n'avaient pas encore de pratique.

En fait, le gouvernement craint terriblement et fait garder scrupuleusement toutes les gares et toutes les lignes. En attendant, les grévistes sont réunis en petits groupes dans plusieurs villes de Hongrie. Les routes sont encombrées d'autant d'agents de police que de soldats et de simples passagers qui, en partie, ont commencé à se servir de leurs jambes pour arriver à leur but.

Les ouvriers de Fiume voulant également venir à Budapest pour assister au Congrès, en demandèrent la permission à la Direction, qui refusa nettement. Mais, plus intelligents qu'elle, ils prirent eux-mêmes un train et partirent ainsi en seigneurs à Budapest. Ici seulement leur joie fut gâtée, car on les arrêta immédiatement. Mais, dans la prison, la police les maltraita et les y tint une journée entière sans leur donner même un peu d'eau pour boire.

Le comité de la grève écrivit et placarda en même temps une lettre au ministre lui décrivant encore une fois leur mauvais état. Ils dirent que si on les a oubliés, eux les 40.000 esclaves des chemins de fer Royaux Hongrois, c'est parce qu'on croyait qu'ils dormaient. Mais en réalité ils vivent et luttent, et leur silence ne veut point dire qu'ils sont satisfaits de leur état. Pour cela, le ministre ne doit pas nous forcer à être traîtres à ceux qui se sont déjà mis

en grève et qui ont obtenu satisfaction — les hauts fonctionnaires — car nous nous mettons en grève et nous solidarisons avec ceux qui ont déjà fini de combattre.

Les gares sont en ce moment occupées militairement. Toutes sont désertes, mais rigoureusement gardées. Les soldats sont tous prêts à tirer, et les fusils en faisceaux nous indiquent assez sous quel régime nous nous trouvons pour ne pas avoir besoin de nous renseigner ailleurs. La plupart des grévistes se dirigent vers Zsuglo où est leur camp principal.

A chaque moment de nouveaux grévistes arrivent. Parmi eux toutes sortes de types et d'hommes.

Une grande variété avec tout cela, car l'ingénieur en chef est à côté du balayeur employé de la gare. On proteste énergiquement contre les procédés barbares du gouvernement.

On mande pendant la nuit que la grève a également éclaté à Pozsoni. Les ouvriers n'ayant appris la proclamation de la grève que très tard, ne cessèrent le travail qu'à minuit. Les autorités locales ont demandé des soldats pour les avoir à leur disposition en cas de troubles. Mais le conseil directeur a refusé de le faire, craignant d'empirer la situation. De même la grève a été proclamée à Szeged, à Rokus et à Szeged-Tisza.

Le contrôleur Jules Bene ayant harangué les employés à Arad, fut révoqué de ses fonctions par le directeur Stankovits.

A cette nouvelle, les employés aux écritures ont déclaré cesser le travail si on ne le rétablit pas dans ses fonctions. Le directeur ayant refusé, tous se sont mis en grève.

De Komarom, Csongrad, Kassa, Temesvar, Wagy-Becskerek, Sepsi-Szent-Gyorgy arrivent également des télégrammes annonçant la grève des employés.

A Debreczin il y a 74 trains en gare qui ne peuvent pas partir. A Szolnal, grand centre de chemins de fer, il y a de très grands troubles.

Des bombes de dynamite sont découvertes à chaque instant, et le machiniste du dernier train qui part d'ici est menacé avec le revolver. Il dit simplement que s'il l'avait su, il ne se serait pas engagé à aller plus loin. Bientôt tous quittent le travail, déclarant ne pas vouloir mettre leur vie en danger, malgré la surveillance des gendarmes qui étaient venus avec le train. A Nyitra, le train qui devait y arriver s'était arrêté en route, le machiniste ayant appris que la grève était déclarée. Il décrocha la locomotive et voulut partir seul, laissant les voyageurs en panne. Un commerçant qui allait à Nyitra pour y voir sa femme mourante, se jeta devant la locomotive et ne voulut la laisser partir que si on le conduisait également à Nyitra. Après beaucoup d'hésitations, il fut reçu sur la locomotive et il partit au milieu des cris « Vive la grève! » poussés par les autres employés.

De Kolosvar et de Székesféhérvar on mande également que les trains qui sont sortis de la gare se sont arrêtés en route et que les passagers ont dû coucher dans les trains.

Pendant ce temps les quelque 50.000 grévistes qui se trouvent ici, à Zuglo, attendent la réponse de la délégation qui a été envoyée chez le ministre pour savoir si on leur accordait ce qu'ils demandent.

21 avril. — Les victuailles, les œufs et le lait ne pouvant plus arriver qu'en très petite quantité par voiture, ont grandement haussé de prix. De même pour la viande et autres aliments. Mais quoique toute la population souffre, elle ne cesse de montrer sa sympathie pour les grévistes.

La délégation qui est allée conférer hier soir, n'a obtenu encore aucun résultat, ou du moins on n'en sait encore rien. Ce matin, le ministre a fait demander à ceux qui ont été une fois employés dans les chemins de fer, s'ils voulaient rentrer en service. Mais ils ont refusé, se solidarisant avec leurs camarades. Les pourparlers avec le ministre continuent. Les grévistes demandent :

1° L'amnistie *en bloc* pour le présent, l'avenir et le passé;

2° L'autorisation du Congrès qui doit avoir lieu aujourd'hui;

3° La mise en question de cette affaire au Parlement;

4° L'administration ne doit pas empêcher la formation du syndicat des employés des chemins de fer;

5° Le secrétaire d'Etat Vörös doit garantir l'application de ces conditions;

6° Le service doit être repris immédiatement, si le ministre cède.

A la Chambre, grand tumulte aujourd'hui. Tous les partis attaquent le ministère, qui veut congédier les ouvriers et en embaucher de nouveaux, ainsi que le génie.

Gezo Polonyi proteste contre les brutalités d'hier et contre la violation des droits de la constitution. Il dit que le génie (l'armée) ne pourra pas remplir les services, ne sachant pas la langue hongroise. Il dit en outre que le projet d'augmentation de la liste civile peut être négligé, et que le ministre veuille bien céder cet argent, qui doit être donné au roi, aux employés pauvres des chemins de fer.

En outre, on ne pourra point éteindre le mouvement, si on remplace les ouvriers par des soldats, *car les baïonnettes à leur tour pourront se mettre en grève*. Il dit qu'une nouvelle ère s'ouvre pour les soldats. Le président du Conseil veut lui couper la parole, en disant que c'est une *excitation directe de l'armée* à la révolte.

Pendant ce temps, une grande démonstration a lieu dans l'Andrassy-ul où se trouve la Direction centrale des chemins de fer hongrois.

22 avril. — Plusieurs trains ont commencé à circuler, conduits par des soldats. Mais ils ne peuvent le faire régulièrement, car bien des fils ont été coupés, ainsi que des rails et des ponts.

En même temps, le directeur d'une grande usine qui fournit le charbon aux trains électriques de la capitale, a fait savoir que si on ne met pas à sa disposition 200 wagons, les omnibus et les trains devront également cesser le travail, faute de charbon.

De Munkas sont arrivées 10.000 couronnes pour les grévistes. De plus, on dit qu'on a reçu d'ailleurs quelques centaines de milliers de marks. Le comité de la grève vient de placarder de nouveau que les pourparlers n'ont encore abouti à aucun résultat, et que la grève doit continuer en attendant. Quant aux autres événements, rien d'intéressant. Grande animation dans les rues. Les jalousies sont baissées dans maints magasins, par crainte des vitres cassées. A la Chambre, on pérore toujours sans aucun résultat.

23 avril. — Ce matin, un grand nombre de trains conduits par les soldats ont également commencé à circuler. Un grand nombre de journaux s'apitoient sur le sort de l'Etat « en disant qu'il est trop faible pour qu'on se donne encore la peine de l'éprouver ». On a fait des calculs et on a trouvé qu'il a déjà perdu jusqu'à présent une cinquantaine de millions et que prolonger la lutte, c'est le ruiner complètement. Avis aux ouvriers qui veulent bien voir les forces qu'ils ont dans leurs mains. Le plan du gouvernement est net : Si les ouvriers ne reprennent pas leur travail, de nouveaux seront embauchés et le régiment des chemins de fer du génie fournira les machinistes et mécaniciens.

Mais tout vient d'être renversé par l'ordre donné par le roi et qui est tombé, comme la foudre, sur les grévistes :

« Tous les réservistes et tous ceux de l'armée territoriale qui se trouvent dans les services des chemins de fer sont rappelés et doivent entrer au service des chemins de fer. »

Cela n'empêche pas les ouvriers de persévérer dans leur œuvre. Un des conducteurs de la grève ayant annoncé aux grévistes l'ultimatum du gouvernement et les décisions prises par lui comme nous l'avons vu plus haut, reçut pour toute réponse : « Nous persévérons dans la lutte. »

Les journaux continuent à flatter leur clientèle bourgeoise en disant « que les ouvriers ne font point leur devoir de citoyens, en refusant le travail, car de cette manière ils nuisent à tout le monde. Ils disent en outre qu'ils ne devraient pas penser seulement à eux, mais aussi à leurs concitoyens qui souffrent à cause d'eux (*sic*). »

Comme l'a promis hier le ministre du commerce, le gouvernement n'a plus pour lui d'autres avocats et défenseurs que la force brutale et la violence.

Le camp des grévistes est aujourd'hui dissous. En même temps, on a arrêté de nouveau Sarlay qui avait excité les grévistes contre l'ordre de militarisation du roi.

Après-midi, on vit un long nuage de poussière traverser la rue de Kerepes. C'étaient les agents qui se dirigeaient vers le camp des grévistes à Zuglo. Le préfet y déclare qu'à la suite des désordres, les grévistes sont dépourvus de leur camp.

En outre, personne ne doit quitter le local, car il doit remettre en main à chacun l'ordre de venir à la caserne le lendemain même.

Les ouvriers coururent chez Varsoni, qui leur déclara que le parti des indépendants s'occuperait d'eux au Parlement. Les ouvriers doivent se contenter de cette promesse. En attendant, la militarisation a vivement ennuyé les grévistes : 14.000 d'entre eux devront se soumettre à ces conditions; mais cela fut déjà assez pour désespérer certains ouvriers qui reprennent petit à petit leur travail.

25 avril. — Les pourparlers entre les ministres et les chefs des différents partis n'ont abouti à rien. Le ministre n'a rien voulu accorder et le député Vazsony a déclaré que dans ce cas le parti social-démocrate, s'entendant avec les ouvriers, ferait proclamer la grève générale. Polony ajouta que les députés se joindraient aux ouvriers et se mettraient également en grève.

Quand les députés quittèrent le Parlement, ils crièrent que la Hongrie était administrée par des détraqués qui devaient être chassés avec des soufflets.

Quand Vazsoni rapporta la réponse du ministre au Club social-démocrate, il fut reçu aux cris de : « A bas les détraqués! Vive la grève! »

Les journaux du gouvernement se plaignent de l'indulgence de celui-ci. On a calculé que les dommages jusqu'à présent montent à 400 millions.

Rudnay, qui a arrêté le 20 courant les employés des chemins de fer de Fiume, vient d'être traduit devant la justice.

Quant au gouvernement, on parle de la décision ferme de ses membres de faire tout leur possible pour améliorer l'état des employés.

.˙.

A Elesd, il y eut hier un véritable massacre. Le parti de l'indépendance avait organisé une grande réunion à laquelle se trouvait dès 2 heures une foule de 4.000 personnes présentes. La plupart des assistants étaient des paysans roumains. En ouvrant la séance, on lut une dépêche de François Kossuth qui ne pouvait venir à la réunion à cause de la grève. A cette nouvelle, les paysans crièrent : « A bas! Nous ne voulons pas les entendre. » On pria les paysans de se calmer, mais ils ne le voulurent point. Un escadron de hussards arriva, et fut bientôt bombardé avec des pierres et des briques. Un paysan blessa gravement le chef de l'escadron. Celui-ci saisit son revolver, mais, avant de l'avoir déchargé, un autre le frappa sur la main. Mais celui-ci reçut un coup de sabre sur la tête et mourut sur-le-champ. A ce moment on entendit un coup de revolver et un autre officier tomba mort. Il eut seulement le temps de commander : Feu! Au même moment la gendarmerie fit feu et *vingt-trois paysans furent tués sur-le-champ* et quarante-six blessés. Parmi les blessés, il y en a peut-être plus d'un quart pour lesquels il n'y a plus aucun espoir. Tous sont à l'hôpital.

.˙.

A Szeged, il y a plus de 5.000 grévistes et l'on craint fortement une grève générale. Il en est de même à Nagyvarad et à Debreczen. Toutes ces petites villes sont occupées militairement et bien gardées.

.˙.

Aujourd'hui, les charretiers se sont également mis en grève. En attendant, ils sont déjà 2.000. On ne veut leur accorder aucun local pour se réunir et deux fois déjà ils ont dû déménager dans la même journée. C'est justement l'époque où on a le plus besoin d'eux, les locataires déménageant ici le 1er mai.

La Chambre vient d'être ajournée sur un ordre émanant directement du roi. Elle sera ouverte quand Sa Majesté le voudra. L'avenue d'Andrassy (les Champs-Elysées de Budapest) était, comme d'habitude, très animée aujourd'hui, quand tout à coup on vit un cordon d'agents commandés par huit officiers, s'avancer dans la foule. Bientôt ils entrèrent dans plusieurs locaux et arrêtèrent à tort et à travers tous ceux que l'on supposait être des employés des chemins de fer. La plupart furent brutalement emmenés vers la préfecture de police, où on leur demanda isolément s'ils voulaient reprendre le travail. Naturellement, ils durent répondre oui, et c'est ainsi qu'ils furent contraints d'aller à la gare de l'Ouest, où ils signèrent leur engagement. Un employé privé, passant dans la rue, voulut suivre son chemin, et, pour cela, dut couper le cordon. Ce fut assez pour que les agents le prissent et le conduisissent à la police. Le député Lengyel qui le vit, et voulut le défendre, fut emprisonné de suite, malgré ses protestations et les cris de ceux qui l'entouraient et qui criaient contre la violation des lois. Le Comité exécutif de la grève fut également arrêté au cours de la journée, sous divers prétextes. Sarlay fut livré en outre au parquet. Vazsony ayant demandé sa mise en liberté en vertu de la loi, on lui répondit insolemment que si on l'avait emprisonné, ce n'était pas pour le délivrer...

A la dernière heure, j'apprends que le Comité

exécutif nouvellement choisi, après avoir conféré avec les partis de l'opposition, a décidé que : Vu la violence employée par les autorités et les partis de l'opposition devant s'occuper de la situation des employés des chemins de fer, si ces derniers reprennent le travail, il recommande aux ouvriers de reprendre leur travail. C'est ainsi que finit la grève des employés des chemins de fer, après une durée de cinq jours.

26 avril. — La grève est finie, mais la police continue ses poursuites et plusieurs promoteurs de la grève ont été emprisonnés. Les journaux s'empressent de blâmer la conduite des grévistes, alors même qu'au début ils semblaient sympathiser avec eux.

M.

Espagne.

Barcelone. — L'attentat contre Maura, le successeur de la politique de Canovas, le grand inquisiteur, a fait apprendre aux gouvernants qu'il y aura toujours des êtres disposés à se sacrifier, afin de leur faire comprendre ce qu'ils ne veulent jamais comprendre par les protestations des victimes et d'un petit nombre d'hommes aimant la justice et la vérité.

Angiolillo voulut venger les fusillés de Montjuich; Michel Artal a voulu venger les torturés d'*Alcala del Valle*.

Quelques *ouvriers* qui n'ont jamais su ce qu'est le travail, se donnant comme la représentation des travailleurs, firent visite au roi, en lui demandant quelques améliorations pour les ouvriers de Barcelone.

Tous les syndicats ont protesté dans la presse.

Madrid. — Les tournées de propagande par les camarades partis d'ici, donnent d'excellents résultats. Dans leurs meetings, on admet la controverse. Les journaux, même les bourgeois, publient le succès qu'obtiennent les idées anarchistes.

Bilbao. — Les camarades qui organisèrent le meeting de protestation au sujet des tortures d'*Alcala del Valle*, ont été poursuivis.

Le 1er mai, paraîtra un journal qui s'appellera *Primero de Mayo* et qui aura pour objet de propager les idées anarchistes.

Valladolid. — Deux camarades qui étaient en prison pour les événements d'il y a six mois, ont été mis en liberté provisoire de même que 41 détenus. Il en reste encore deux.

L. Homnes.

Mardi 26 avril, le train dans lequel se trouvait M. Maura, président du conseil, a été, à la sortie de la gare d'Alicante, criblé de balles et de pierres par un groupe de 30 à 40 personnes postées au bord de la voie du chemin de fer. Les voitures seules furent atteintes.

Visez juste! A force de manquer ce coquin, vous lui fabriqueriez un prestige...

M. L.

Turquie

Constantinople. — *La comédie des fausses décorations.* — Quelle comédie que celle qui vient de se jouer devant les assises de notre ville!

Un homme d'Etat, une Excellence, s'il vous plaît, directeur-propriétaire de trois journaux, un aide de camp de Son Altesse le Grand Vizir, quatre à cinq comparses accusés du trafic de fausses décorations, ont été condamnés à plusieurs années de bagne.

Le bagne pour avoir profité de la bêtise humaine! C'est un peu trop. Au fond ils n'ont pas fait autre chose que ce que font les souverains patentés. Eux également exploitent la sottise humaine, qui aime tant à se couvrir de crachats. Vaniteux, les hommes recherchent et payent fort cher les hochets, qui à leurs yeux, les relèvent et leur donnent plus d'importance.

Cependant la justice les laisse bien tranquilles, eux. Pourquoi donc venir déranger de pauvres diables dans leur trafic innocent. Est-ce parce qu'ils ne réclamaient de leurs clients qu'un peu de vil métal là où les souverains reconnus exigent de la flagornerie et de la lâcheté? C'est peut-être bien là qu'il faudrait chercher la raison du verdict.

Nous ne nous occuperons donc pas de l'affaire en elle-même, mais bien des personnages qui y ont joué les principaux rôles.

A tout seigneur tout honneur! Le premier rôle dans cette comédie, qui a fait rire toute la ville, revient sans conteste à Fahir Baba ou Fahir Bey. Fahir a commencé par être crieur de journaux et est arrivé à être à la tête de trois journaux, deux turcs et un français. N'allez pas croire qu'il était homme d'action et de grand savoir. Non seulement la langue française lui était complètement étrangère, car il ne la parlait même pas, mais encore ses connaissances en turc, sa langue maternelle, se réduisaient à savoir à peine signer son nom. Ne vous étonnez pas de voir un pareil individu atteindre le rang d'Excellence, et jouer un grand rôle dans les affaires de l'Etat.

Pareille aventure n'arriverait peut-être pas en France ou dans les autres pays civilisés de l'Europe. Mais en Turquie et en Russie, ces deux pays où la barbarie, chassée des pays d'Occident, a cherché refuge, tout est possible. Ces faits sont même à l'ordre du jour. Tout ce que l'on y demande à un homme d'Etat, c'est de bien moucharder son collègue. Au plus grand mouchard, les plus grands honneurs. Fahir possédait à fond l'art d'espionner son semblable et maints projectiles, envoyés par ceux qu'il harassait de ces poursuites, venaient confirmer qu'il était passé maître en cette science. Fahir Baba avait aussi une autre corde à son arc. Beau gars, il jouait auprès de son maître et seigneur, le Sultan Rouge, le même rôle que les mignons auprès de Henri III. Ceci vous explique la grande liberté dont il jouissait et les actes qu'il se permettait. Il tablait trop sur la bienveillance de la bête fauve qui a pour antre Yildiz, et ne se doutait guère que les grâces des puissants sont éphémères.

Il vient, un peu tard, il est vrai, de s'en apercevoir et sur l'ordre de son maître, il a été gratifié de quinze ans de bagne.

C'est trop pour la vente de fausses décorations. Je suis sûr qu'en faisant la comparaison que je viens de faire plus haut, un juge équitable, le bon juge de Château-Thierry, par exemple, l'aurait purement et simplement acquitté.

C'est peu pour l'homme qu'était Fahir Baba. Une crapule de son espèce, grand mouchard devant l'Eternel, grand oppresseur des plus faibles que lui, méritait autre chose que le bagne, c'est le gibet sur la place publique qu'il lui aurait fallu.

Sa condamnation a rempli de joie tous les Byzantins. Européens, comme musulmans, sont d'accord que la peine est au-dessous de la valeur d'un tel personnage et l'on chuchote, bien bas, que sa grâce est une question de temps.

Le vampire de la Turquie rencontrerait-il quelques difficultés dans le choix d'un mignon?

Sido.

VARIÉTÉS

INDICATION DES PRINCIPALES ÉTAPES

DE

LA PHYLOGÉNIE DES HOMINIENS

(*Suite*) (1)

C'est, en effet, en subissant des modifications analogues à celles reproduites de nos jours par les Batraciens que les précurseurs des Reptiles et des Mammifères réussirent à quitter le séjour des eaux pour prendre pied sur les rivages émergés et coloniser cette surface terrestre où de si hautes destinées attendaient un de leurs descendants.

Les découvertes paléontologiques confirment entièrement ces données en montrant que les plus anciens Vertébrés terrestres furent exclusivement des animaux appartenant à la morphologie batracienne.

Ainsi, d'accord avec les indications fournies par l'anatomie comparée, les documents paléontologiques attestent que les formes batracoïdes constituent bien un groupe zoologique de transition établissant le passage entre les Vertébrés aquatiques et les Vertébrés terricoles. Enfin, corroborant les indications anatomiques, il importe de le remarquer, les Batraciens occupent, dans la superposition des couches géologiques, exactement la place que leur conformation anatomique leur assignait.

On les trouve dans les terrains carbonifériens les plus inférieurs, peut-être même déjà dans les dernières strates dévoniennes. Ils apparaissent donc longtemps après les Vertébrés exclusivement aquatiques, les Poissons, lesquels datent du milieu des temps siluriens (Sélaciens et Ganoïdes); ils sont postérieurs en outre aux formes mixtes des Poissons, à ces poissons Dipnés desquels les types archaïques, Dipterus, Holodus, etc., se rencontrent dans les couches dévoniennes. Enfin ils précèdent les Vertébrés exclusivement pulmonés, c'est-à-dire ne présentant plus traces de branchies, les Reptiles.

Il en résulte que, quoique profondément différents de leurs ancêtres carbonifériens, les Batraciens actuels fournissent, grâce à leurs transformations, des documents d'une valeur inappréciable pour les recherches phylogéniques, parce qu'ils reproduisent encore, durant le cours de leur existence, des modifications morphologiques que les groupes supérieurs des Vertébrés ne vont plus montrer que rapides et écourtées durant leur évolution embryologique.

C'est donc à la survivance des formes batraciennes que l'on doit de connaître, approximativement, le processus qui permit à nos ancêtres ichthyomorphes de perdre leurs organes aquatiques et d'en acquérir de nouveaux, rendant possibles l'adaptation à la vie aérienne et la marche sur le sol émergé.

Je me suis peut-être, pour un résumé, étendu un peu longuement sur cette transformation de la vie aquatique en vie terricole, mais on me pardonnera, je l'espère, en faveur de l'importance considérable de cette phase morphologique.

C'est grâce aux Batraciens que la réalité de la transformation des êtres vivants, particulièrement celle des Vertébrés, c'est-à-dire tout spécialement celle des formes zoologiques qui entrent dans notre propre généalogie, que cette réalité, confirmée par l'embryologie, est accessible à tous et devient, puisque l'on n'a qu'à regarder sans le secours d'aucun instrument, tellement claire et évidente qu'elle ne peut manquer de s'imposer à l'intelligence de tout homme de bonne foi.

Oui, il est impossible de le contester, nous descendons d'animaux aquatiques analogues, mais non identiques, à des Poissons.

Ce fait, si étonnant de prime abord, notre propre évolution embryologique le confirme pour chacun de nous.

∴

Si les Batraciens actuellement vivants fournissent d'inappréciables documents pour la connaissance et la reconstitution des modifications morphologiques et physiologiques ayant eu pour résultat la conquête de la terre ferme par les Vertébrés, on ne saurait en dire autant des Reptiles nos contemporains.

Quoique nombreux encore puisqu'ils sont près de quatre mille formes différenciées vis-à-vis de neuf cents Batraciens, les Reptiles actuels, représentés par des tortues, des crocodiles, des lézards et des serpents, ne nous transmettent que des indications bien insuffisantes sur les caractères des primitifs Vertébrés devenus uniquement pulmonés.

C'est qu'ils ne représentent que les vestiges, souvent trop transformés, et surtout très amoindris, d'un immense ensemble de formes, excessivement variées, desquelles la toute première origine semble remonter aux dernières époques carbonifériennes. Car on reconnaît des Reptiles bien caractérisés dans les terrains permiens.

Ces Reptiles, s'épanouissant dès le début de

(1) Voir les numéros 52 et 53.

l'ère secondaire, ont, durant les temps mésozoïques, présenté les variations morphologiques les plus remarquables et ont atteint les tailles les plus gigantesques auxquelles soient parvenus des animaux terricoles (Atlantosaurus, 30-35 mètres). Aussi les Reptiles furent, pendant les millions d'années que durèrent les périodes secondaires, les maîtres incontestés de notre planète.

Pour que les Reptiles puissent nous donner d'utiles indications concernant notre phylogénie, il faut s'adresser non aux formes actuelles, mais aux formes disparues.

Lorsque les Vertébrés amphibiens commencèrent à se répandre sur les rivages bas et marécageux des océans primaires, les parties de la croûte terrestre qui, émergées, étaient devenues continentales ou insulaires, présentaient toutes les conditions nécessaires pour favoriser chez ces animaux la formation de nouvelles modifications biologiques.

Le sol n'était ni aride ni inhabité. Une alimentation végétale et animale s'offrait aux besoins des nouveaux arrivants. Dès les temps siluriens, des plantes du type des Lycopodiacés couvraient les surfaces exondées.

Accrue progressivement pendant le dévonien, la flore terrestre allait devoir aux conditions particulièrement favorables de chaleur et d'humidité qui signalèrent la période houillère d'acquérir une extension considérable. Ainsi l'abondance des substances végétales rendait possible la formation de Vertébrés terrestres herbivores.

Fertile, le sol ne manquait pas non plus d'habitants; nous avons vu, dès le silurien, les Invertébrés déjà adaptés à la respiration atmosphérique (Scorpion).

Au carbonifèrien, plus d'un millier d'Insectes de formes variées, d'une taille souvent énorme (70 cent. d'envergure), étaient venus se joindre aux précédents Invertébrés.

La nourriture animale et végétale ne pouvait donc faire défaut. C'est pourquoi, dès le moment où les Vertébrés furent devenus exclusivement aptes à respirer l'air libre, rien ne s'opposa à leur envahissement des surfaces continentales.

La colonisation de la terre ferme par les Vertébrés commença donc à s'accomplir.

Alors, immédiatement sans doute, sous l'influence des conditions mésologiques nouvelles et si variées qui s'offraient à eux, les formes des Vertébrés pulmonés se mirent-elles à se multiplier et à se différencier dans toutes les directions.

Ainsi se produisit à la fin des temps paléozoïques et à l'aurore des temps secondaires une sorte d'immense éclosion des Vertébrés herpétoïdes.

Tous n'étaient pas destinés à devenir des Reptiles véritables.

La phase d'élaboration, c'est-à-dire de formation des Vertébrés terricoles qui paraît surtout correspondre à l'époque permienne, a donné naissance à un nombre considérable de formes mixtes, ambiguës, à caractères complexes produisant des types bien difficiles à caractériser. Car il y eut toute une période durant laquelle les Vertébrés amphibiens en voie d'adaptation terricole devaient à peine se distinguer de leurs descendants immédiats : les Vertébrés déjà exclusivement pulmonés. Or, en même temps, c'est-à-dire immédiatement, des divergences durent déjà commencer à se produire chez ces derniers, car si la majeure partie d'entre eux ne devaient pas tendre à acquérir des caractères d'organisation supérieurs à ceux des formes herpétoïdes, il se manifesta certainement, dès cette toute première phase de différenciation, des variations qui permirent, dans la suite, à un certain nombre des descendants de ces prototypes Vertébrés pulmonés, de réaliser la morphologie mammalienne.

Les Théromorphes et, parmi eux, principalement les Thériodontes, apparaissant avec les Rhynchocéphaliens, dès le début des temps permiens, en fournissent l'indication.

Formes synthétiques s'il en fut, les Théromorphes présentent parfois réunis sur un seul individu des caractères anatomiques aujourd'hui dispersés chez les Batraciens, chez les Reptiles et enfin les Mammifères.

De ce fait, il résulte évidemment que, dès leur sortie des eaux, les Vertébrés commencèrent à se différencier et que de ce moment date la toute première élaboration des formes mammaliennes.

*
* *

Sans doute, parmi les Théromorphes actuellement connus, on n'a point encore retrouvé de forme susceptible d'avoir donné naissance aux Mammifères véritables, mais d'abord on est loin d'avoir exhumé tous les animaux fossiles ; ensuite il est très probable que les Théromorphes ne sont point les ancêtres des Mammifères, mais seulement un groupe morphologiquement voisin, des collatéraux.

Il est en effet facile de concevoir des formes de Vertébrés pulmonés qui, un peu moins herpétoïdes que les Thériodontes, ont pu être le point de départ d'une descendance devenue graduellement mammaloïde.

De ce qu'on sait, il demeure acquis qu'il a existé, tout à fait à l'origine, une grande affinité entre les ancêtres des Reptiles et ceux des Mammifères.

Ce fait est mis en pleine évidence par la difficulté que les paléontologistes éprouvent souvent à classer des débris incomplets ; aussi des erreurs d'attribution ont été et seront assurément encore commises, tellement ces formes archaïques sont similaires et difficiles à distinguer.

Si les Vertébrés pulmonés semblent avoir, dès le tout primitif début, tendu à se différencier, l'évolution des groupes qui en résultèrent ne se produisit point de la même façon, ni avec la même rapidité, pour les uns et pour les autres.

Les formes qui conservèrent, sans grandes modifications, l'organisation inférieure qui résulte d'une circulation ne permettant qu'une oxygénation incomplète des globules sanguins, celles que nous comprenons sous la dénomination de Reptiles, se trouvant sans doute mieux en harmonie avec les milieux ambiants d'alors, acquirent rapidement un développement considérable tant en variations multiples qu'en puissance musculaire.

Nous avons déjà rappelé que les temps mésozoïques furent l'ère de prédominance des Reptiles.

A côté d'eux, les formes qui, collatérales aux Théromorphes, se montrèrent aptes à modifier, à perfectionner leur ancien mode d'hématose, chez lesquelles put s'organiser un cœur à double circulation, durent sans doute à la lenteur avec laquelle un si important perfectionnement put se réaliser, d'avoir une évolution beaucoup moins rapide que les Reptiles ; aussi, pendant la majeure partie de l'ère secondaire, le rôle des organismes à sang chaud (Oiseaux et Mammifères) fut-il très effacé.

Les protoformes des Mammaliens, en élaboration, avons-nous vu, dès la fin de l'ère paléozoïque, n'acquirent guère des caractères mammalogiques assez tranchés, assez différenciés pour être nettement reconnus, que vers les temps jurassiques.

A cette époque, pendant que les descendants de leurs anciens congénères herpétoïdes arrivent à posséder des tailles déjà énormes, les plus archaïques Mammifères connus sont des animaux très petits, encore dépourvus de placenta, et analogues comme organisation aux Marsupiaux.

(*A suivre.*) PIERRE G. MAHOUDEAU.

(*Revue de l'Ecole d'anthropologie*. Janvier 1904.)

BIBLIOGRAPHIE

C'est une véritable histoire de la *Commune* (1), que, sous forme de roman, se sont efforcés de nous donner les frères Margueritte. A côté des personnages fictifs, ils ont tenté de donner la physionomie des principaux personnages du drame populaire, essayé de retracer les principaux faits et événements de la tragédie sociale de 1871.

Seulement, ils n'ont pu connaître les individus, et comme les documents qui existent viennent surtout des adversaires, ou d'ex-révolutionnaires ayant fait leur *mea culpa*, j'ai bien peur que, malgré tout leur souci d'être impartiaux et véridiques, ils n'aient été injustes pour quelques-uns. Il est vrai que ce sont des détails qui se perdent dans l'ensemble.

Certes, on sent leur effort pour être vrai ; mais, quelle que soit la largeur d'idées dont ils ont pu faire preuve sur certaines questions spéciales, n'empêche qu'ils sont réactionnaires, en ce sens qu'ils ne comprennent rien à l'antagonisme économique que recouvre notre état social, qu'ils ont senti dans le mouvement du 18 mars, dont ils s'effraient, comme d'un danger vague que l'on ressent, sans pouvoir le définir. Ce qui fait que, tout en voulant rendre justice à chacun, ils ne peuvent s'empêcher, en beaucoup de cas, de penser et de juger en réactionnaires.

Patriotes, ils ne peuvent pardonner à la Commune d'avoir fait la révolution « sous l'œil de l'ennemi » ! d'avoir parlementé avec les Allemands, alors que le prétexte de sa révolte contre le gouvernement légitime était justement de ne pas les avoir chassés !

Comme si la Commune, qui avait bien du mal à résister à Versailles, pouvait faire autre chose que d'accepter le fait accompli.

Ensuite, c'est l'éternel cliché des « déclassés, des aigris de toutes les professions, faillis, ratés, ceux que leur caractère ou leurs instincts, la dureté des mœurs et des lois avaient rejetés de la grande route et qui, n'ayant plus rien à perdre, gagnaient du temps, au moins ces jours où l'on vivait double (page 257), qu'ils nous représentent comme les principaux fauteurs de la révolution.

Et cet autre ! même page : « Une écume aussi de repris de justice et de gens sans aveu, déchet fatal de toute société, et qui aux heures troubles monte à la surface, affluait là. »

Qu'au 18 mars, il y ait eu des aigris, des ratés, cela ne fait aucun doute, il n'y a pas de parti qui en soit indemne. Mais c'est se faire une étrange idée d'un mouvement révolutionnaire, que d'attribuer à ces gens une action prépondérante, et *d'en faire* la cheville ouvrière du mouvement. Pour que se soulèvent les foules, il faut des causes profondes, une évolution d'idées qui n'est plus en harmonie avec les barrières fixes de l'autorité. Et alors, en période révolutionnaire, il se dégage un tel enthousiasme, une telle surexcitation, que les haines particulières sont bien forcées de se remiser.

Les ratés, les aigris, purent parader autour de la Commune, gouvernement constitué, ils ne furent certainement pour rien dans le mouvement révolutionnaire proprement dit. Ce n'est qu'aux périodes de répression que leur action arrive à étouffer la voix de la justice.

Quant aux repris de justice, quoique jeune à ce moment-là, j'étais assez âgé cependant pour observer et réfléchir. Et ce que je me rappelle bien, c'est que, au temps de la Commune, on ne voyait plus ces figures louches de souteneurs et de raccrocheuses qui pullulèrent à l'entrée des troupes, ramenées par elles.

C'est comme les conciliateurs, ils nous font en la personne de l'un d'eux un tableau pathétique de leur désintéressement, de leur dévouement, pour arrêter l'effusion du sang, et amener l'entente entre Paris et Versailles.

Que, parmi ces conciliateurs à outrance, il y ait eu des gens sincères, convaincus, cela est fort possible. *Il peut y en avoir partout*, quoiqu'il y eut surtout des politiciens ne voulant se compromettre dans aucun camp, ne sachant pas de quel côté serait la victoire. Mais même tous auraient-ils été sincères, leur œuvre n'en était pas moins néfaste, car ils énervaient le mouvement révolutionnaire, et, autant que l'armée, ils contribuèrent à la défaite de la Commune, car leur abstention entraîna celle de la province. Ce fut le crime inoubliable

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 8, rue Garancière.

des Tolain, des Louis Blanc, des Clemenceau qui, en restant à l'Assemblée de Versailles, contribuèrent, par leur présence, à tromper la province, et assumèrent ainsi, devant l'histoire, une part du meurtre des 35.000 cadavres que coûta le rétablissement de l'ordre.

La Commune n'eut qu'un tort, ce fut de parlementer avec eux. En période révolutionnaire, les conciliateurs, quelle que soit la pureté de leurs intentions, par la force même des choses, ne peuvent que faire le jeu de la réaction. Qui se place sur la route de la révolution pour l'arrêter ou la réconcilier avec le passé, devient une entrave. A leurs objurgations, il n'y a qu'une réponse : la suppression, s'ils persistent à imposer leur médiation.

Par contre, ils nous font un tableau saisissant de l'antre de réaction que fut Versailles, un portrait vengeur de l'horrible crapule que fut Thiers ; nous démontrant comment ce gnome couard et fielleux fit tous ses efforts pour amener les Parisiens à se soulever, afin de les écraser sous la mitraille, et asseoir son autorité sur les cadavres de ceux qu'il ne pouvait désarmer qu'en les fusillant.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

La Dépopulation, par P. A. Hirsch; une brochure chez Storck, 16, rue de Condé.

Education libertaire (en bulgare), de Domela Nieuwenhuis, à Sophia.

Les libertaires et l'Esperanto, par E. Chapelier ; une brochure, 0 fr. 10, chez l'auteur, 34, rue de Rome, Saint-Gilles-Bruxelles.

Dualisme cosmogonique et religieux (vers), par Alhaiza, à *La Rénovation*, 130, rue de Rosny, Montreuil-sous-Bois.

La sociologia en la escuela, par Clemencia Jacquinet ; 1 broch. à *El Productor*, Barcelone.

A lire :

La Tyrannie moderne ; E. Rod., *Le Figaro*, 2 mai.

L'Individualisme scolaire ; Dr Toulouse, *Le Journal*, 2 mai.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Pour compléter notre collection des *Cahiers de la Quinzaine*, nous aurions besoin de la plupart des numéros de la première série. Quelqu'un peut-il nous les procurer à des prix raisonnables ?

LYON. — Des camarades du Groupe d'art social désireraient entrer en relations avec un groupe ou avec des camarades de Buenos-Ayres. Prière de répondre au camarade Pierre Bancel, café Bordat, 17, rue Paul-Bert, Lyon (Rhône).

SAINT-LOUIS, 22 avril 1904. — Les camarades formant *The Saint-Louis Debating Club* (le Club des débats) ont pris l'initiative d'organiser un Congrès Libertaire International à l'occasion de l'Exposition de Saint-Louis, du 5 au 12 septembre 1904.

Ce congrès sera libre ; quiconque pourra s'y présenter et exposer des idées qui lui sembleront bonnes, parler en son nom personnel ou en celui d'autres individualités ou groupes.

Les points les plus urgents à traiter pour nous seraient :

1° Les diverses tendances de l'anarchie ;

2° La civilisation et l'Inquisition en Espagne ;

3° L'anarchie et le Trade-Unionisme Américain.

Nous invitons les camarades de toutes les nationalités, ainsi que ceux qui, sans être anarchistes, s'intéressent à la diffusion des idées libres et humanitaires, à se mettre en correspondance avec nous.

Nous désirerions connaître la situation exacte de l'anarchie dans chaque pays.

Ceux qui pourraient venir à Saint-Louis pendant la durée de l'Exposition, sont priés d'adhérer à notre initiative.

Cordiales salutations pour *The Saint-Louis Debating Club*.

LAURENT CASAR.

P. S. — Prière aux journaux libertaires de reproduire.

CONVOCATIONS

La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron. — Jeudi 12 mai, causerie par un camarade. Rendez-vous à prendre pour les camarades qui voudront aller à Vaux en *bicyclette* à la Pentecôte.

Tous les jeudis et samedis, vente des produits.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 7, Maxime Leroy : Le Droit inconnu. — Mercredi 11, soirée musicale et littéraire : *Ruy Blas*, de Victor Hugo. — Le mardi, cours d'allemand par Mme Liepus. — Le jeudi, cours de diction par M. Jelmo, du Théâtre Antoine.

Causeries populaires des IXe et XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 11, à 8 h. 1/2, causerie : « Après la bataille, nouvelle bataille. »

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 9, à 8 h. 1/2, causerie par Libertad : « Nouvelles attitudes. » — Vendredi, cours d'espagnol.

Le Milieu-Libre de Provence. — Dimanche 8 mai, réunion de tous les adhérents à 5 heures du soir. Urgence.

Samedi 7 mai, à 8 h. 1/2 du soir, à l'U. P. « Le Livre », 12, rue de l'Ancienne-Comédie :

1° Conférence de Liard-Courtois sur ses souvenirs du bagne.

2° Concert avec le concours des poètes chansonniers révolutionnaires.

3° *Le Bétail*, pièce antimilitariste de Victor Méric. Prix d'entrée, 0 fr. 50.

SAINT-OUEN. — **Causeries populaires**. — Réunion le samedi 7 courant, à 8 h. 1/2 du soir, chez Duval, 82, rue des Rosiers.

ROUBAIX. — **Palais du Travail, 8, rue du Pile.** Réunion à 8 heures du soir, le samedi 7. Causerie par Degreef sur *L'Evolution, la révolution*.

SAINT-ETIENNE. — **Groupe de l'Action directe.** Réunion mercredi 11 mai, à 8 heures du soir, salle du café Jacquemond, cours Victor-Hugo. Les camarades détenteurs de cartes de la tombola sont priés de rendre les invendus et de régler leur compte.

Appel est fait à tous les partisans de l'A. D. pour régler la note de l'imprimeur.

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

Sommes versées ou à verser en une seule fois :
D., à Melun, 6 fr. — A. D., à Cloverdale, 17 fr. — H. A., rue de V., à Paris, 4 fr. 80.

En tout : 27 fr. 80.
Listes précédentes : 1052 fr. 55.
A ce jour : 1080 fr. 35.

Les invendus de province viennent de nous rentrer. Ils indiquent une augmentation de vente de 3 à 400 exemplaires par semaine environ. Ce n'est pas encore le succès, mais c'est un progrès cependant, qui permet d'avoir l'espoir, si nous pouvons continuer quelque temps, de couvrir le déficit.

AVIS

Voilà plusieurs envois de cartes illustrées qui disparaissent à la poste ; nous prions les camarades qui en font venir, de joindre au montant les frais de recommandation : 0 fr. 10 pour la France, 0 fr. 25 pour l'extérieur.

AUX AMIS

Je prépare des numéros de suppléments qui seront consacrés à la famille, la propriété, l'administration, la magistrature, etc. Ceux de nos amis qui auraient des extraits à m'envoyer, des sources à indiquer, des volumes à me signaler, me faciliteront la besogne, et m'aideront à la faire plus complète, en m'aidant de leurs connaissances.

Pour le volume sur la religion, je reçois toujours quelques adhésions. J'espère pouvoir le mettre en train au commencement de l'année prochaine. A ceux qui connaissent de bons passages à reproduire, et surtout des volumes à faire entrer dans la bibliographie, je serais bien reconnaissant de me les signaler.

J. GRAVE.

PROPAGANDE

En dehors de nos collections nécessaires, nous avons des années, 5, 6 et 7 complètes que, à titre de propagande, nous laissons à 5 fr. franco, en gare. Il n'y en a qu'un petit nombre. Ce serait un cadeau à faire aux Bibliothèques de syndicats ou d'U. P.

EN VENTE

Notre supplément fondé pour enregistrer les aveux que les bourgeois laissent, parfois, tomber sur leur mauvaise organisation sociale, est une mine précieuse à consulter. Seulement ces aveux étant publiés au hasard des recherches ou de la rencontre, les sujets y sont pêle-mêle, répartis sur 12 années d'existence, ce qui rend les recherches difficiles.

Pour parer à cet inconvénient, j'ai entrepris de réunir en volume les articles par sujets. Il a déjà été publié, sous le titre de *Bibliothèque documentaire*, deux volumes : *Guerre-Militarisme* et *Patriotisme-Colonisation*, dans lesquels sont contenus les extraits de près de 400 auteurs différents, tant anciens que modernes, ayant écrit sur les sujets qui font les titres des volumes.

Chaque volume, édité sur beau papier, illustré de dix dessins hors texte dus au crayon de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, d'Agar, Angrand, Couturier, Cross, Jourdain, Lebasque, Roubille, gravés par Berger, est vendu 9 francs en librairie, mais à ceux qui prendront les deux, ils seront laissés au prix de souscription : 13 francs les deux.

Le troisième en préparation, sur *La Religion*, sera publié sitôt que nous aurons soldé les dettes des deux premiers. Suivront ensuite : *La Famille*, *Le Parlementarisme*, *La Magistrature*, etc.

Il a été également fait un tirage à part des dix dessins de chacun des volumes, vendus 5 francs la série. Pour ceux qui prendront les deux, 6 francs.

L'imprimeur vient de nous livrer l'affiche dessinée par le camarade Leomin. Aux camarades qui voudraient l'afficher, en payant le timbre, il leur sera expédié autant d'exemplaires qu'ils enverront de 0 fr. 18.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Dôle. — Je le continuerai aussi de temps à autre.

W. C., à Bruxelles. — Le mandat paie l'abonnement jusqu'à fin d'avril seulement. L'autre était terminé de fin janvier.

Causeries populaires du Xe et du XVIIIe. — Convocation arrivée trop tard. Pour le mardi. Voilà plus de mille fois que je le répète.

Marion. — Reçu mandat. Merci. L'U. P. reçoit déjà le journal.

A. M., à Trélazé. — Entendu. Le journal sera envoyé aux deux adresses.

A. B., à Londres. — Nous avons publié, dans le numéro 52, à peu près les mêmes renseignements que vous nous envoyez sur la grève des boulangers.

Cornet, à Lyon. — Votre adresse ? Je voudrais vous répondre par lettre.

C., à Tulle. — Pour le 1er volume. Voyez la note y relative en ce numéro.

Enseignement Mutuel. — J'ai toujours inséré lorsqu'on m'a envoyé.

Reçu pour le journal : P., à Beauvais, 2 fr. — Z., à Hanoï, 2 fr. — J. P., à New-York, 17 fr. — A. L., à la Salle, 5 fr. — J. A., à M. Donald, 1 fr. — Un camarade par F., 5 fr. — J. H., 1 fr. — W. E., à Londres, 1.20. — K., à Pueblo, 2 fr. — C., à Chicago, 10 fr. — Didaret, 2 fr. — Merci à tous.

T., rue Fr. — V., à Nîmes. — A., à Pont-de-Beauvoisin. — V., à Porto-Alègre. — J. L., à Helemme. — L. B. J. — A. D., à Hermes. — G. V. D., à Amsterdam. — R., à Paris. — C. à Tulle. — J. G., à Digne. — H., à Paris. — D. L., à Marseille. — R., à Firminy. — L. V., à Autun. — F., à Nouméa. — Fr., à Manosque. — P. L., Asnières. — P. B., à Rouesse. — P., à Ambazac. — O. J., à Saint-Même. — T., à Rennes. — P. P., à Aigues-Mortes. — F., à Peyrins. — K., à Genève. — D., à Abbeville. — J. M., à Toulouse. — E. L., rue des P. — B., à Bruxelles. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS

DIXIÈME ANNÉE N° 2 PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 DU 14 AU 20 MAI 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

UNE GRÈVE NOUVELLE

Une grève qui mérite d'attirer tout particulièrement l'attention des travailleurs, c'est bien la grève qui sévit actuellement à Marseille. Les causes en sont toutes nouvelles.

En effet, le conflit ne porte pas sur une question de salaires; ce n'est pas non plus, à proprement parler, une grève de solidarité, bien que l'incident qui l'a déterminée ait pu paraître lui donner ce caractère.

Ce qui distingue cette grève, c'est qu'elle s'est nouée sur une question de principe, et ce principe n'est ni plus ni moins que le principe d'autorité. C'est le principe de hiérarchie même qui est la cause du litige.

MM. les officiers de la marine marchande se plaignent de ne pouvoir plus exercer sans contrôle ou sans reddition de comptes ce despotisme autocratique qui a rempli l'histoire maritime de tant de tortures, d'abominations et d'assassinats impunis.

Leurs plaintes, formulées par M. Famin, président de l'association fédérative des capitaines au long cours, devraient, à mon avis, être affichées dans toutes les Bourses du travail, pour servir d'enseignement à tous les travailleurs et leur montrer jusqu'où peut aller la puissance des syndicats bien organisés.

Voici ce que dit M. Famin :

> La tyrannie des inscrits maritimes syndiqués est intenable, et les actes journaliers d'indiscipline qui sont commis par eux vont jusqu'à compromettre la sécurité des navires.
>
> Les syndiqués pratiquent le droit de visite à tout moment; ils contrôlent eux-mêmes si tous les matelots employés appartiennent bien au syndicat. Malheur au capitaine qui chercherait à s'affranchir de cette tutelle gênante! Son navire serait mis en interdit par le syndicat et l'armateur n'aurait d'autre ressource que de se séparer de son capitaine.
>
> Lorsqu'un navire quitte le port, il doit emmener deux représentants officiels du syndicat, un sur le pont, l'autre aux machines, et tous deux sont chargés de la police du bord. Le capitaine ne peut rien faire sans leur assentiment, et s'il résiste aux ordres de ces représentants du syndicat, c'est la mise en interdit du navire.

Il résulte de ces doléances que le syndicat des inscrits maritimes a acquis une force à tel point redoutable que c'est lui qui dicte les conditions de travail et règle les rapports à intervenir entre les travailleurs et ceux qui les dirigent. Il traite d'égal à égal avec ses prétendus maîtres qui, effrayés aujourd'hui, veulent enrayer et reconquérir l'autorité perdue.

Ici l'ouvrier n'est plus le bétail exploitable à merci et impunément. Exploitable il l'est encore, sans doute, mais seulement dans la limite qu'il lui convient à lui-même d'accepter.

Notez, je vous prie, le dernier alinéa : « Lorsqu'un navire quitte le port *il doit emmener deux représentants officiels du syndicat... chargés de la police du bord*. Le capitaine *ne peut rien sans leur assentiment*, et s'il résiste aux ordres de ces représentants du syndicat, *c'est la mise en interdit du navire*. »

Il me semble que c'est là un résultat, et que voilà un syndicat qui est arrivé à quelque chose! Il serait parvenu, si les plaintes de M. Famin ne sont pas exagérées, à tout simplement détruire à bord la hiérarchie.

Des deux piliers qui sont les soutiens de la société capitaliste : l'autorité et la propriété, le premier se trouve gravement ébranlé par la simple volonté, la bonne entente et l'organisation intelligente des travailleurs que jusqu'ici il écrasait. C'est un enseignement précieux qui doit servir pour guider la tactique à l'égard du second.

Naturellement, comme il arrive toujours en pareil cas, les bénéficiaires de l'abus menacé, croient tout perdu et pensent que la fin du monde est proche. Du monde capitaliste, peut-être... Ils s'imaginent être acculés dans une impasse et veulent rebrousser chemin. Leur aveuglement ne leur permet pas d'apercevoir l'issue qui mène hors de cette prétendue impasse, vers une route autrement large et belle que celles qu'ils ont jusqu'ici parcourues.

Leur éducation et leurs préjugés ne leur laissent pas concevoir les rapports entre capitaine et marins autrement que comme rapports entre maître et esclaves.

Telle est d'ailleurs la conception qui, sur toute l'échelle sociale, règle les rapports entre humains. Le gouvernant, quelque démocratique que soit son pouvoir, s'estime le maître et fait appel aux baïonnettes pour résoudre les difficultés que lui suscitent ses gouvernés; le patron juge exorbitant que l'ouvrier ose discuter avec lui, même sur les intérêts qui lui sont propres; le père n'est-il pas, dans la famille, le maître et seigneur à qui tous, femmes et enfants, doivent obéissance et qui, à l'occasion, le fait savoir à renfort de gifles? etc., etc.

Dans l'armée, dans la marine, « il faut de la discipline ». Et cette discipline on ne la comprend que s'exerçant par coercition, avec châtiments à l'appui.

Cette grève aura eu l'inestimable avantage de porter la hache dans cet épais taillis de préjugés.

Il faut que les maîtres d'aujourd'hui en fassent leur deuil et se résignent à devenir les égaux de demain. Il faut qu'ils s'habituent de plus en plus à considérer, dans le groupement qu'aujourd'hui ils commandent, la distribution des rôles sous son jour rationnel et équitable : la répartition, sans hiérarchie aucune, d'attributions diverses dont le fonctionnement constitue une collaboration égalitaire, librement consentie et librement discutée, à une même œuvre.

Ce sera, espérons-le, la formule de demain et dont la grève de Marseille fait pressentir l'avènement.

André Girard.

L'ENSEIGNEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Dans un des quartiers de l'arrondissement de Passy, s'était porté, comme candidat du « bloc » un personnage très suspect parmi les groupes anarchistes, où, sous prétexte d'un individualisme outrancier, il émettait des théories saugrenues, qui avaient le don de mettre en joie tous ceux en mal « d'originalité ».

Cela n'a pas empêché les journaux du « bloc » : l'*Aurore*, la *Petite République*, l'*Humanité*, de l'inscrire sur la liste des candidats qu'ils patronnaient!

Il est regrettable que ledit candidat n'ait pas été élu. Ce jour-là, le suffrage universel aurait reçu le soufflet qu'il mérite.

A noter aussi certaines campagnes abstentionnistes qui m'avaient tout l'air de faire le jeu de quelques candidats plus pressés d'être élus, que scrupuleux sur le choix des moyens.

Ce n'est pas facile de démasquer ces palinodies. Tous ne sont pas aussi bêtes d'aller signer des reçus, comme Prost. Mais avant de se laisser enrôler dans une campagne semblable, les camarades, à mon avis, feront bien de contrôler la source des recettes et dépenses. L'idée n'a qu'à perdre dans ces tripotages.

J. Grave.

La prétendue décadence anarchiste

Un journaliste libertaire de Paris a poussé récemment un cri de rappel angoissé, à propos de la décadence dans laquelle l'anarchie serait déjà tombée et menacerait de s'engloutir. Plusieurs de nos camarades ont été troublés dans leur quiétude à l'ouïe de cette voix, d'ailleurs fort éloquente, et ils se sont adressés avec une certaine anxiété à ceux de leurs amis, qu'ils croyaient plus ou moins autorisés par leur expérience et leurs études à formuler une opinion personnelle, peut-être plus optimiste.

N'ayant pas lu toutes ces réponses, il me serait difficile de hasarder un jugement sur l'impression générale qui s'est dégagée de l'ensemble des milieux anarchistes. Il me semble toutefois que la plupart des compagnons n'ont pas été ébranlés dans leur belle humeur de confiance et de résolution; ils ne frémissent pas d'épouvante à la pensée de rester bientôt seuls, hagards et faméliques, sur un autre radeau de la *Méduse*, perdu dans un océan sans bornes. J'ai même rencontré des amis animés d'un entrain joyeux et se disant encouragés dans leur espoir par les événements mêmes. Depuis l'époque, encore très rapprochée de nous, où le mot « anarchie » dans le sens de « société sans maître », ouvrit de force les pages des lexiques officiels, il leur semble que le progrès a été vraiment très considérable, quoique fort inégal dans les allures. Si, par un soudain prodige, il était possible de dresser une statistique de ceux qui se proclament « anarchistes » consciemment ou inconsciemment, le nombre en serait centuple peut-être de celui des hommes dont la pensée libertaire était représentée aux réunions de Genève, de La Haye et de Saint-Imier.

Dans ces derniers temps, une diminution apparente peut s'être produite, mais qu'importe, puisque tant d'individus, dont nous nous serions bien passé, avaient obéi au prestige du mot, sans se préoccuper au fond de la chose que ce mot représentait? On vit même un temps où il était de mode, dans la société élégante, de se dire anarchiste pour effarer le bourgeois, et faire sursauter les douairières sur leurs fauteuils de velours. On prenait des airs mystérieux qui répandaient en même temps l'effroi d'un intérêt satanique de curiosité : les fumistes étaient à la fois poètes et porteurs de bombes, laissant deviner, par d'habiles réticences, qu'ils travaillaient, avec des compagnons ténébreux, à la fabrication de « marmites à renversement ». C'était alors le beau temps pour émouvoir les dames d'un double frisson d'admiration et de terreur, et préparer ses futurs effets dans le monde littéraire, au théâtre, au salon, dans les cénacles qui mènent à l'Académie. Des croix d'honneur, des pensions, des sous-préfectures, des missions à l'étranger ont eu raison de tous ces anarchistes de la première heure. Ne faut-il pas nous en réjouir? Plus nous serons débarrassés de faux frères, de camarades douteux, de compagnons qui nous servent et nous trahissent du même coup, et plus nous aurons à nous féliciter d'être laissés à nous-mêmes, à la poursuite de nos idées, à la réalisation de nos œuvres.

C'est une loi de la physiologie qui le veut : après la période d'ingestion vient celle de la digestion, autrement importante, et la seule qui compte pour l'assimilation des principes nutritifs. L'homme ne semble plus aussi affairé qu'au moment du repas, mais c'est alors que se renouvelle sa vie.

Quel charme de plus, si le nombre des anarchistes prétendus tels pouvait diminuer de tous ceux qui, malgré leurs principes, ne dédaignent pas de se faire des prêcheurs dogmatiques et fondateurs de parti! La vanité l'emporte si facilement sur les meilleures résolutions que maint camarade se laisse aller à pérorer sur les sujets les plus divers, sans bien les connaître, et groupe volontiers des camarades autour de lui comme pour se faire autant de disciples. En cela maint anarchiste ne ressemble que trop aux politiciens. Que peuvent les déclarations de foi pour changer les caractères et les mœurs! Aussi faut-il constater chaque année un certain déchet de discoureurs et de journalistes que peu à peu les « mauvais bergers » ramènent sur les sentiers battus.

Restent les anarchistes qui le sont jusqu'à la moelle des os, ceux qui pensent foncièrement que tout pouvoir, toute loi, pervertissent le maître et le sujet, et qui, prenant ce point de départ pour leur activité, ne travaillent qu'en égaux, tendant tous leurs muscles et leur volonté vers le renversement des oppresseurs et le relèvement des humbles.

Ce n'est point une sinécure, un métier de bras-croisés, quoi qu'en disent les gens fort occupés à triturer la matière électorale et à jongler avec les bilboquets politiques. La vie de l'anarchiste correspond à sa valeur morale tout entière, car il donne tout ce qu'il a, d'une part en lutte, de l'autre en propagande. Les exemples abondent autour de nous de vaillants qui ont tout sacrifié, le bien-être, la famille, la liberté. Combien parmi nos camarades peuvent nous raconter les horreurs de la prison, celles des bataillons d'Afrique, des bagnes du Maroni ou de la Montagne d'Argent? Combien surtout, dont l'existence de misère ou de torture, devant des berceaux vides, ne fut pas aussi dramatique mais qui n'en fut pas moins poignante?

D'ailleurs, tout cet héroïsme n'est que le décor naturel produit dans la société contemporaine par l'énergie des convictions. Quelle peut en être l'origine, si ce n'est l'évidence de plus en plus claire de la vérité? La science progresse. Chaque jour elle nous révèle des faits nouveaux, fruits de l'observation et de l'expérience et dus par conséquent à l'initiative personnelle des chercheurs, ce qui est de nature essentiellement anarchique. Chaque jour, elle nous enseigne à classer toute ces connaissances nouvelles suivant un ordre logique, indépendant de toute routine, de toute tradition aristotélicienne ou autre, et ceci encore est de l'anarchie pure. Chaque jour, le monde intellectuel et moral change d'axe, prenant pour régulateur de son évolution, non plus seulement le caprice des rois, le dogme des prêtres, les redites de l'école, mais les conditions économiques et sociales d'un milieu, de mieux en mieux étudié. N'est-ce pas aussi de l'anarchie, quoique non toujours consciente?

Enfin, parmi les malheureux qui sont jetés par le destin en dehors du fonctionnement normal des sociétés et qui sont connus sous le nom si juste de « déclassés », la proportion de ceux qui sont amenés à se demander les causes de leur situation et qui se les expliquent scientifiquement, s'accroît forcément en raison même des progrès de l'instruction et se trouvent ainsi, parmi la marche inéluctable des choses, enroutés dans la voie de l'anarchie. Par un double mouvement de convergence, c'est-à-dire à la fois par les progrès de la science objective et par l'évolution subjective des individus, la part de la conception anarchiste dans l'idéal humain, grandit incessamment et, chose curieuse, paradoxale en apparence, l'union des idées et des volontés en vue d'une œuvre déterminée, se fait d'autant plus étroitement que les individus se différencient, se personnalisent plus énergiquement dans leurs tendances. N'ayant aucun maître à combattre, ils s'unissent d'autant plus volontiers avec leurs égaux. L'immensité même de leurs désirs entraîne parfois quelques-uns d'entre eux à se désespérer, à se parler de « décadence anarchiste », mais le courant même de l'histoire leur donne tort et, malgré les petites oscillations du moment, nous voyons le faisceau des volontés révolutionnaires grossir de plus en plus, également éloigné en moyenne des Nietzsche qui veulent écraser les faiblesses et des Tolstoï qui nous disent de ne point résister aux forts.

ELISÉE RECLUS.

(*Vrije socialist*).

GARDE CIVIQUE

Par le flanc droit... par file à gauche... marche!

Dans le froid piquant du matin, les doigts gourds sur la plaque du fusil, chaque section de la compagnie échelonnée sur l'avenue du tir, s'ébranle d'un pas cadencé par le rythme de son tapin.

C'est dimanche; de par la loi, sous la livrée d'ordonnance, nous voilà une fois de plus le jouet de nos chefs.

Il y a quelques jours, nous reçûmes chacun une carte nous priant!!! de nous trouver en armes à 7 heures 1/2 du matin... etc...

Quelques-uns bougonnent d'être arrachés trop tôt du plumard après la veillée prolongée du samedi; les autres échangent de grosses farces plus ou moins obscènes, dont la verve s'exalte sous le quasi-anonymat de la tenue; peu songent au rôle macabre qu'ils peuvent être appelés à jouer.

Ce sont des commerçants, des employés, des stagiaires, tous jeunes gens dont les moyens permettent l'achat de l'équipement, dont les contributions établissent légalement un certain bien-être. Favorisés par le sort lors du tirage, les uns ont échappé à la milice, les autres, grâce aux seize cent francs de leur papa, se firent remplacer. De vingt à quarante ans, dix fois par an, ils seront astreints au maniement du flingot et au service de garnison, ils auront payé leur tribut au pays, quittes à être convoqués à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, en cas de grève ou d'émeute.

Ce n'est pas risible, benêts qui blaguez; vous ne voyez pas derrière le sourire ou la parole aimable de l'épicier, le droguiste, ou l'avocat galonné qui vous commande, l'instrument terrible que vous pouvez être aux mains du pouvoir. Vous êtes la jeunesse instruite qui pourrait être touchée par les idées humanitaires, vite; on vous enrégimente jusqu'à ce que l'âge remuant soit passé. En cas de conflit, on vous convoque en armes (autant qui ne manifesteront pas) soumis à des chefs qui ont sur vous dans l'occurrence, les mêmes droits que les officiers sur la troupe.

Au moins il ne reste dans la rue que les mal vêtus, les blouses et bourgerons maculés au travail, que les balles trouent plus impunément que la redingote bourgeoise.

Et puis, vous, dont l'existence est relativement plus heureuse, qui n'éprouvez pas le besoin immédiat de la révolte, resteriez-vous neutres? Peut-être blâmeriez-vous les brutalités policières ou gendarmesques? Quoi de plus simple? on vous met une tunique sur le dos, des armes à la main, après quelques heures de consignation, de mécanisation, dans une banque, une école, un palais législatif ou un cirque, on vous sort brusquement, cartouches en giberne, pour barrer une rue ou les abords d'un quartier. Les sifflets et les huées vous agacent, une demi-brique vous tombe sur l'épaule, un pavé défonce le shako de votre voisin, vous faites feu!...

Joignez à cela, si vous êtes commerçant, le tort fait à votre négoce, pour les rues consignées, les passants filant, atterrés sans consommer, les vitrines brisées par les balles des revolvers de pacotille, les boulons et les cailloux lancés par la foule; le temps perdu pour vos affaires, votre travail, ou même vos plaisirs contrariés, autant de motifs de vexation et de contrariété, tout vient à point, et... c'en est fait de votre neutralité, vous faites le coup de feu, vos

mains se souillent de poudre et de sang, vous n'êtes plus à craindre, ne sont-ils pas matés ceux que l'on met de moitié dans ces crimes?

Votre plomb va faire des veuves et des orphelins, vous assassinez ceux par qui vous vivez, vos propres ouvriers qui vous gagnent votre pain et votre bien-être dans un effort journalier commun. Et cela parce qu'ils ont le tort de revendiquer le droit de manger à leur faim, de ne plus avoir froid et de jouir eux aussi de tout ce qu'ils se crèvent à produire ; quelquefois même parce qu'ils ont la naïveté de réclamer les droits électoraux égaux aux vôtres!

— Sur l'épaule gauche... arme!

Maintenant nous traversons la banlieue, les maisons s'espacent. Au loin, à gauche, les buttes du tir s'estompent dans la buée argentée du matin, on perçoit les coups de feu progressants des premiers arrivés, étouffés dans le brouillard comme un bruit de planches déchargées d'un charroi. A droite, une cité ouvrière dont les petits logis, une dizaine tous semblables, profilent leurs toits surplombants parmi les carrés de choux givrés. Les enfants accourent au-devant des tambours qui les égaient.

Pauvres gosses, ils ne voient pas que ce flicfloc, ces galons, cette tenue, ne sont qu'une mise en scène masquant une réalité perfide, que sur un mot, un geste de nos chefs, ces fusils coucheraient une rafale de plomb sur les leurs, brisant l'agonie des vieux, fauchant les initiatives non écloses des adultes, exprimant dans le geste sinistre de la mort, toutes les revendications au bien-être de leurs jeunes âmes étouffées et meurtries par le salariat, l'atelier et un travail de bête, écrasant leurs forces anémiées.

Devant ces enfants barbouillés, aux yeux clairs et rieurs, j'ai eu honte, honte pour moi et pour tous, gardes ou gradés, comme dans un rêve atroce j'ai fait mon tir, chargeant en tremblant ces longues cartouches aux pointes meurtrières et brutales. Pendant les salves de peloton, j'ai eu la vision nette d'une tête blonde entre les silhouettes de la cible et mon cran de mire, j'ai vu mon bambin. Moi aussi je suis père, de quel droit détruirai-je? Mon fils est-il d'une autre pâte que les moutards de tout à l'heure, ai-je le droit de leur enlever leurs parents, leurs soutiens? Si on en faisait autant à mon petit homme?

Et cela parce qu'il plaît à quelques parasites de rogner la part d'autrui, d'accaparer tout pour eux, parce que des fous sont atteints de la monomanie du galon et du commandement!

Riez donc, crétins, la salve en fusée qui vient d'éclater vous fait tordre; ririez-vous aussi si les silhouettes étaient vivantes, et si dans une culbute horrible, la mort tordait des chairs expirantes sous votre agonie de plomb? Peut-être!

Portez... arme! Rompez vos rangs... marche!

En repassant devant la cité, les derniers coups de feu s'éteignent; encore trois, puis deux, enfin le dernier. Au loin s'étend l'horizon vallonné des champs, masqués tout à l'heure par les buées bleues que le soleil dégèle, un grand souffle frais balaye l'odeur écœurante de la poudre, et d'une fenêtre part un gai rire argentin.

Levant la tête, je vis à la croisée ouverte, une grosse frimousse joueuse emmitoufflée d'un châle. Il semblait si heureux le bambin blotti entre les solides bras, contre la large poitrine de son père, et pourtant, pourquoi cette arme sur mon épaule?

Oh! sois tranquille petit, dont le rire faisait écho à la dernière cartouche, semblant narguer dans son ingénuité toute cette brutalité, puisses-tu être bon prophète et ne jamais connaître cette plaie hideuse qu'est le militarisme; jamais une balle ne sortira de mon arme contre qui que ce soit, tout mon sang se révolte à cette seule pensée, aucune force humaine ne triomphera de ma raison, aucune brutalité ne me fera violer ma conscience; qu'aucun pouvoir ne compte sur ma lâcheté pour paralyser ma haine de ses actes inhumains par une complicité forcée, sang et cervelles, vous êtes choses trop précieuses pour en éclabousser la terre ou les pavés.

LÉOMIN.

Bruxelles, le 14 mars 1904.

DES FAITS

Sur la demande du gouvernement français, à ce qu'il paraît, le ministre de l'intérieur d'Italie a fait saisir *La Voce della Verita* que nos camarades publient à Rome.

Et la raison ne manque vraiment pas d'imprévue.

Nos camarades, pour bien montrer à leurs contemporains le bonhomme qu'est, en réalité, notre mannequin national, ont simplement reproduit un ordre du jour de flétrissure, voté jadis par la Chambre des députés, contre notre panamiste élyséen en rappelant qu'il mettait ses policiers en rapport avec Arton pour sauver ses copains qui avaient palpé dans le Panama.

C'est ce petit fait historique rappelé fort à propos par nos camarades, qui a motivé la saisie.

Nos amis d'Italie savent maintenant à quoi s'en tenir sur le « libéralisme » de notre République, troisième du nom.

∴

Les petits bénéfices du cabinet de S. M. — Pendant que dans toute la Russie retentissaient les cris des manifestations patriotiques, organisées sur la prescription du ministère de l'Intérieur, le cabinet de Sa Majesté manifestait son patriotisme d'une façon quelque peu originale. Pour augmenter la capacité de transport de la partie occidentale du Transsibérien, on a commandé d'urgence, dans le commencement du mois de février, 500 nouveaux trucks découverts. On a jugé plus avantageux d'acquérir les matériaux pour la construction de ces trucks, au compte du cabinet de Sa Majesté; or, le gérant des affaires du cabinet de Sa Majesté dans le gouvernement de Tomsk, a estimé l'occasion excellente pour majorer artificiellement les prix des matériaux vendus. Les poutres, qu'on vendait en automne 2 à 2 1/2 roubles la pièce, ont été vendues 3, 4 et enfin 5 roubles la pièce. Et les forêts ressortissant du cabinet, dans ce pays, sont immenses.

∴

Un bon pasteur au Soudan. — A Dinguira (Soudan), existe une mission où sont recueillies les petites négresses sans famille; sous le couvert de la charité, on opère comme dans les maisons similaires de la métropole. Les enfants y sont indignement exploitées, on exige d'elles un travail au-dessus de leurs forces, on les nourrit, nous allons dire comment, et on les frappe à la moindre faute, avec une barbarie révoltante. Le 7 janvier 1904, sept jeunes filles, lasses d'être maltraitées, se sauvèrent de l'école de Dinguira et vinrent se présenter à l'administrateur de Kayes. Ces jeunes filles, à la mission depuis cinq ou six ans, ne parlaient pas un mot de français et il fallut l'assistance d'un interprète pour les comprendre. Au moment où les congrégations, chassées de France, vont envahir les colonies, il n'est peut-être pas inutile de faire ressortir ce détail qui montre ce que vaut le dévouement tant vanté des religieuses. M. le médecin-major Lemasle, désigné pour examiner les blessures que portaient les petites filles, adressa à l'administrateur en chef du Soudan un rapport dont nous extrayons les passages les plus concluants.

« Cas particuliers : Léonie, plaie de la jambe; Félicie, plaie de la jambe et du poignet; Fanta, plaie de la jambe et du poignet.

« Toutes ces blessures sont au même niveau et ont été causées par le frottement des fers.

« La nommée Maqueronne souffre d'une plaie au-dessous de l'œil; cette blessure a été provoquée par un coup de cravache, asséné avec la dernière violence. La jeune Hélène porte, dans le dos, une cicatrice provenant d'un coup de cravache donné il y a plus d'un an. »

Les plaintes de ces enfants ne varient pas; la nourriture est insuffisante et exclusivement composée d'arachides déjà pressées. L'huile ayant été extraite, cet aliment n'a absolument aucune valeur nutritive. Elles se plaignent, en outre, de l'excès du travail et des tortures infligées par les sœurs. Un rapport de l'adjoint Delille, en date du 15 janvier 1904, prouve le bien fondé de ces plaintes. Ce fonctionnaire a constaté, lors de la visite à la Mission, que les élèves portaient des meurtrissures et des écorchures provenant de coups de corde et de la mise aux fers. Il a constaté aussi que les petites filles de cinq à dix ans employées à broyer les arachides, accomplissent une tâche au-dessus de leurs forces et ont toutes des callosités très douloureuses au bout des doigts. M. Delille remarqua également que le français n'est pas enseigné à la Mission. La sœur supérieure, pressée de questions, avoua qu'elle mettait les fers, mais ne voulut pas montrer les instruments de torture.

Il y a trop longtemps que l'on nous vante l'esprit de sacrifice des sœurs; partout où elles se fixent, elles n'ont qu'une idée : amasser pour enrichir la Maison-Mère. Pour arriver à ce but, elles ne reculent devant rien; le produit intégral du travail des enfants qu'elles élèvent revient à la Mission et ces bonnes mères torturent, sans pitié, les malheureuses fillettes qui ne rapportent pas à la Congrégation le bénéfice convoité.

Les populations musulmanes du Soudan exècrent avec juste raison les religieuses.

(*Des journaux bourgeois*).

MOUVEMENT SOCIAL

Les sentiments familiaux et l'argent, dans la haute bourgeoisie. — Un homme avait deux fils. Un ancien député à l'Assemblée nationale et membre de l'Institut, s'il vous plaît. Sa femme mourut, et il se remaria. Mais il se trouvait que sa seconde femme était déjà mère d'un jeune fils, que du reste notre homme avait reconnu comme sien et légitimé.

L'homme mourut. Son testament exprimait sa volonté formelle que son troisième enfant fût considéré comme son fils légitime à l'égal des deux autres, et il y menaçait ses fils aînés de sa malédiction, s'ils contestaient le droit de leur frère.

Ils le contestèrent pourtant, ces bons fils et bons frères. Ils le contestèrent, afin de dépouiller leur cadet de sa part de l'héritage, lequel, se montant à deux millions et demi, était cependant bien assez gros pour trois. Et pour cela, ils allèrent remuer tous les coins cachés de l'existence de leur père, de leur mère et de leur belle-mère, les étalèrent en public, montrèrent que leur frère consanguin, né deux mois seulement après la mort de leur propre mère, était un enfant adultérin — horreur! — obtinrent l'annulation de sa légitimation — honnêtes gens, respirez! — et purent ainsi se partager la grosse somme, au détriment de celui qui est tout de même leur frère, quoiqu'ils en aient, et au mépris de la malédiction paternelle, dont ils se moquent comme de l'an 40.

Est-ce beau?

∴

54 soldats du 125e d'infanterie, ayant à se plaindre de la sévérité de leur capitaine et du surmenage, se sont mutinés : ils quittèrent la caserne après l'appel du soir, et allèrent passer la nuit dans un village distant de 4 kilomètres.

On envoya des patrouilles de soldats et de gendarmes, qui les ramenèrent au matin. Le colonel a

ouvert une enquête — qui leur donnera, tort, cela va de soi. Mais que 54 soldats se soient mutinés pour rien, nous aurons peine à le croire.

R. C.

⁂

Besançon. — Le jeune et déjà actif groupe d'études sociales de Besançon a profité de la campagne électorale qui vient de prendre fin pour étendre sa propagande.

A la grande colère des socialistes blocards de l'endroit, nos camarades ont fait principalement par l'affiche une très belle campagne abstentionniste.

Comme de juste, nos Lucullus n'ont pas manqué, dans leur fureur, de déverser l'injure contre les anarchistes, et le traditionnel cliché que nous faisions « le jeu de la réaction » nous a été servi.

N'empêche qu'il y a ici de sincères révolutionnaires qui sont prêts à venir grossir nos rangs et qui ont été au scrutin plus par habitude et par un reste de préjugé, que par une forte conviction.

Quoi qu'il en soit, nous comptons que la propagande faite en période électorale portera ses fruits et que notre groupe va bientôt prendre un nouvel essor.

Nous vous tiendrons au courant des résultats.

Mouvement ouvrier. — La grève des états-majors de la marine marchande du port de Marseille continue, et, nous ne saurions trop le répéter, si ce n'était le prétexte — asservir plus étroitement les simples matelots — nous ne pourrions que nous en réjouir. C'est la justification, par ceux-là même qui les ont toujours le plus attaqués, de toutes les tentatives faites par les travailleurs pour améliorer leur sort.

Bien mieux, c'est une véritable *grève générale* de tous les états-majors de la marine marchande que sont en train de provoquer les galonnés de Marseille, puisque leurs collègues du port du Havre viennent à leur tour de décider de ne plus embarquer, jusqu'à ce que satisfaction leur soit accordée.

Ces messieurs, comme de juste, formulent les mêmes revendications, dont l'essence tient en ces quelques lignes :

1° *Le capitaine a seul qualité pour composer son équipage ;*

2° *Les litiges disciplinaires entre états-majors et équipages, seront soumis dans les vingt-quatre heures du fait accompli, au capitaine, qui les solutionnera ou les transmettra à l'autorité maritime.*

Ces quelques lignes n'ont l'air de rien, mais ce n'est ni plus ni moins que la vieille formule : « Un capitaine doit avoir le droit de vie et de mort sur son équipage » que ces grévistes d'un nouveau genre ont la prétention d'imposer aux hommes sous leurs ordres.

Comme de juste, les syndicats des inscrits maritimes et des dockers maintiennent de leur côté les droits de leurs membres, et la pression officielle patronale et gouvernementale ne parvient pas à les faire céder.

Les journaux bourgeois et réactionnaires qui, lors de la grève des simples matelots, dans des appels d'un patriotisme intéressé, déploraient chaque jour l'arrêt du travail ne pipent plus mot aujourd'hui. Ils sont, à n'en pas douter, avec les grévistes, et nous les attendons, lorsqu'à leur tour les travailleurs d'une corporation n'hésiteront pas, pour défendre leur droit à la vie, à provoquer une grève générale.

Ils viendront alors nous servir « le patriotisme », les intérêts nationaux; » la ruine de notre commerce », et autres formules du même genre.

La grève actuelle contre laquelle ils ne protestent pas, au contraire, sera la meilleure réponse à leur faire.

⁂

La Chambre consultative des associations ouvrières de production, organise pour le dimanche 15 mai, un très démocratique banquet... à 7 francs par tête — à peu près le salaire hebdomadaire d'une des nombreuses exploitées de l'usinier Motte, de Roubaix.

Cela à vrai dire, ne nous intéresserait pas outre mesure si, dans certains milieux, l'on n'émettait la prétention de transformer la société par le seul fait de la multiplicité des associations de production.

Ce banquet « démocratique » aura donc lieu, et, qui mieux est, sous la présidence du nationaliste Doumer, à ce qu'annonce M. Manoury, en faisant son apologie et en présentant sa défense dans le dernier numéro de l'*Association ouvrière*, y prononcera un « important discours politique ».

Et M. Manoury prépare MM. les coopérateurs, car il prévoit que le discours de son maître pourra choquer quelques-uns de ses amis.

Le discours de M. Doumer ne vous plaira sans doute pas, leur dit-il en substance, mais qu'à cela ne tienne. M. Doumer tient la caisse ; il nous a fait obtenir d'importantes subventions et, l'an dernier encore, il a fait porter à notre crédit, 200.000 francs au lieu de 140.000... donc applaudissons dimanche prochain M. Doumer.

Avouons que voilà une morale sociale qui n'est pas ordinaire.

N'empêche que M. Daudé Bancel, qui se prétend toujours anarchiste, n'hésitera pas, avec la méthode qui lui est propre, d'arranger les faits à sa manière, à affirmer que l'on ne fait pas de politique, et de la plus sale, chez MM. les coopérateurs.

⁂

La grève de Fromelennes provoquée, voulue, par la Société française des métaux, est vraiment intéressante.

Cette société a, en effet, l'Etat lui-même comme principal client, et c'est pour résister à une loi de cet Etat que cette Société force les malheureux qu'elle emploie à la grève. De plus, cette Société, qui s'intitule elle-même « française » est allée justement installer ses usines à cheval sur la frontière, dans le seul but de mettre en concurrence les travailleurs de deux pays et d'en profiter pour baisser les salaires. Procédé bien capitaliste, mais qu'il est bon tout de même de signaler pour la bonne éducation de ceux qui croient encore au « patriotisme » de leurs exploiteurs.

Je l'ai dit la semaine dernière, la cause du conflit est le renvoi d'une cinquantaine de jeunes gens, ce qui permettrait à la Société de faire travailler 12 et 14 heures dans ses usines.

Des manœuvres ont été tentées par la Direction pour essayer la reprise du travail. Le directeur est allé en Belgique faire signer à de pauvres diables une demande de reprise du travail, mais toutes les combinaisons ont échoué.

Des travailleurs qui s'étaient rendus en Belgique pour engager leurs camarades à la résistance, ont été eux, expulsés *manu militari* par les gendarmes belges et français qui coopèrent à la répression.

On annonce l'envoi de nouveaux gendarmes sur le théâtre de la grève.

Les grévistes, eux, réclament un peu d'aide pour faire patienter les petits qui crient famine.

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — La grève des menuisiers est terminée. Les ouvriers, outre les points sur lesquels ils avaient déjà obtenu satisfaction et que j'ai mentionnés dans le dernier numéro, obtiennent encore que les outils seront fournis par les patrons. Ils cèdent sur un seul point. Ils acceptent de faire un travail d'essai qui servira de base à établir le prix de la journée.

C'est donc, en somme, une victoire ouvrière ; j'insiste sur le fait qu'ils ont obtenu la suppression du *travail aux pièces*. Et maintenant il leur appartient de faire respecter leur nouveau tarif. C'est l'union qui leur a donné la victoire, ce n'est qu'en restant unis qu'ils en garderont les fruits.

Galhauban.

Angleterre.

Protectionnisme. — Les gouvernements ont toutes les sollicitudes. Voici maintenant que l'Angleterre se propose de protéger le peuple anglais, physiquement et moralement, de toute contamination étrangère. Dans ce but, des inspecteurs seront chargés d'empêcher le débarquement « de toute personne adonnée au crime ou à la prostitution, ou ne possédant pas de moyens probables d'entretien, ou d'un caractère notoirement mauvais, ou souffrant d'une maladie infectieuse ou dégoûtante, ou refusant de donner des renseignements satisfaisants sur son origine. »

Ainsi, l'Angleterre ne serait dorénavant ouverte qu'aux étrangers qu'une diligente police choisirait : sains de corps et d'esprit, riches ou du moins aisés, et jouissant d'un caractère bien fait !

Où s'arrêtera la rage protectionniste des Etats ? Certes, elle succombera un jour à ses propres outrances, mais en attendant, c'est contre elle que nous aurions le plus besoin d'être protégés. Protégeons-nous nous-mêmes.

Am. C.

Italie.

Milan, 9 mai. — Du *Secolo* : La Cour d'assises de Milan vient de condamner, sans la participation d'un jury et par contumace, J.-B. Vignati, gérant du journal anarchiste le *Cri de la foule*, à 52 mois de réclusion et 4.500 francs d'amende, et Falcioni, rédacteur au même journal, à 18 mois de réclusion pour prétendus délits d'injure à l'armée et d'excitation à la haine des classes, relevées dans trois articles de ce journal.

Turquie

Effets de la peur. — On n'est pas tranquille à Yildis. — La politique hamidienne se rendant compte de la force que constituent les bandes révolutionnaires en Arménie, est entrée dans une phase d'entente cordiale. Après les propositions faites au vaillant Antranik, voici une nouvelle démarche auprès des insurgés de Sassoun.

Je reçois la communication suivante :

« Un télégramme de Moush en date du 9 avril « (V. S. donc 22 avril) informe que le prélat et le « vali de Bitlis ainsi que l'évêque de Moush, accom- « pagnés de quelques notables arméniens, se sont « rendus sur la montagne de Sassoun pour entamer « des pourparlers avec les insurgés et pour les con- « seiller de s'abstenir de toute démonstration. On « leur a fait savoir en même temps que le sultan a « promis de les laisser en liberté s'ils veulent se ren- « dre volontairement. »

Il est peu probable que les insurgés s'y laisseront prendre.

Garabed.

Japon.

C'est en 1882 que fut faite la première tentative d'introduire au Japon les idées socialistes.

Ce fut vers la fin de cette année que des étudiants japonais, revenant dans leur patrie, après un séjour de quelques années aux Etats-Unis d'Amérique, traduisirent en japonais *Poverty and Progress* de Henry Georges.

Mais cette première tentative d'introduire la pensée socialiste au Japon n'aboutit pas, et ce n'est guère que depuis 1897 que le socialisme a pris racine au pays du soleil levant, grâce à l'opiniâtre propagande du camarade Katajama et du professeur Abé.

En 1903, *Fimio-Jano*, surnommé l'Eugène Sue des socialistes japonais et qui fut autrefois consul du Japon en Chine, a fait paraître en langue japonaise un roman socialiste intitulé « *L'Etat de l'Avenir* » ou plus exactement « *L'Etat des choses dans l'Avenir* ». Ce livre aurait une bien plus grande valeur socialiste que *Looking backwards*, ou Dans l'An 2.000, de Bellamy.

(D'un journal viennois.)

Etats-Unis

A Felluride (County of San Miguel), les mineurs se sont mis en grève l'août dernier et en décembre l'état de siège était proclamé. Les radicaux connus étaient arrêtés comme des vagabonds et mis à travailler dans les rues; ceux qui s'y refusaient étaient entassés dans un train spécial et expédiés hors les limites de la county (comté), au milieu des montagnes désertes. Un mineur ayant refusé de se soumettre, fut mis au pilori pendant plusieurs heures, dans le froid du mois de décembre.

Finalement, l'état de siège fut levé vers la fin du mois de janvier, et les bannis se sont paisiblement rendus dans leurs foyers. La troisième nuit, la « Citizens Alliance » (composée des ménagers des mines, marchands, joueurs et autres voyous), dont la majorité fait partie de la la milice, s'est armée et a arrêté 80 grévistes et leurs amis, enfonçant les portes, insultant les femmes et chassant les enfants, de minuit à deux heures du matin. Quelques prisonniers n'eurent pas seulement le temps de se chausser; on les assommait à coups de crosse de revolvers, on les parquait dans un local humide, et ensuite, ils étaient chassés pour la deuxième fois de Felluride.

Alors les mineurs se décidèrent à aller chez le gouverneur Peabody, et à lui dire que, s'il ne voulait ou ne pouvait les protéger, ils se chargeraient de leur propre protection. Le gouverneur ne voulut pas les voir. Alors les mineurs s'armèrent et voulurent retourner quand même. Mais le gouverneur

de nouveau déclara l'état de siège pour protéger les voyous.

La même histoire a eu lieu à Trinidad. Là, on avait déclaré l'état de siège dans le comté Las Animas, détruit le bureau et la machinerie de « Il Lavoratore », brûlé tous documents et listes de souscriptions. De Molli, Fairley, Ewans, Mouney, organisateurs des mineurs, l'un après l'autre furent assaillis et frappés à coups de revolver, et reçurent l'ordre de quitter le comté. L'un des prêcheurs de calme, l'organisateur Wardjon, avait dit ici à Pueblo, dans une réunion de protestation, qu'à présent, à son grand regret, on avait émasculé les hommes et fait d'eux des poltrons.

En dépit de toutes les misères faites à travers la région minière, les sauvageries capitalistes ont à peu près cessé dans le district de Criple Creek, Teller C. Mais la grève dure toujours, parce qu'on est déterminé à travailler seulement huit heures ou pas du tout.

Les idées anarchistes sont vierges dans ces parages, mais, avec l'aide du camarade Ciancabilla et autres qui ont envoyé des périodiques de nos idées, je fus à même de semer la littérature. Nous avons formé un groupe entre Italiens, ainsi qu'une coopérative de l'Union des travailleurs des moulins et fonderies des métaux, dont je suis l'organisateur et le secrétaire. Je suis aussi délégué au Conseil du travail de Pueblo, et mes discours sont mieux reçus que je ne l'attendais. Je crois que notre philosophie et notre tactique s'établiront pour rester dans cette partie du monde, surtout si ces conditions despotiques continuent à prédominer.

A. Klemencic.

Brésil.

Nous avons reçu de Rio-de-Janeiro le premier numéro de la revue anarchiste *Kultur*.

Cette publication mensuelle de 12 pages est alimentée par des souscriptions volontaires, contient des articles sur tous les sujets nous intéressant, signés de camarades de tous pays; c'est une de nos meilleures publications. En outre, nos camarades commencent à fonder des Universités populaires qui, entre leurs mains, seront d'excellents instruments de propagande. La tentative de grève générale de l'année dernière a démontré que l'ignorance était la plus grande ennemie des travailleurs et les anarchistes se mettent sérieusement à la besogne pour la dissiper.

Australie.

L'extermination systématique des noirs. — Une dépêche de Sydney aux journaux annonce qu'un gros scandale vient d'éclater en Australie, à l'occasion d'une expédition que le gouvernement avait envoyée dans la Nouvelle-Guinée pour venger l'assassinat d'un missionnaire, le révérend Chalruces.

L'expédition a massacré, paraît-il, toutes les tribus qu'elle a rencontrées, même celles qui s'offraient à livrer et à punir les coupables.

Le fait relève de la politique générale d'extermination systématique des noirs, qui a été adoptée par les gouvernements australiens.

L'opinion publique en Australie est tellement hypnotisée par l'idée d'une « Australie blanche » qu'elle accepte cette politique barbare contre les noirs avec indifférence et même avec approbation.

Les témoignages dignes de foi et nombreux qui corroborent la nouvelle de ces massacres, permettent de penser que l'affaire fera quelque bruit en Australie, et aussi en Angleterre.

(*L'Aurore*, 1er mai).

VARIÉTÉS

INDICATION DES PRINCIPALES ÉTAPES DE

LA PHYLOGÉNIE DES HOMINIENS

(*Suite et fin*) (1)

En effet, dans le trias de l'Afrique australe (Cap) on signale des Allothériens. Et la base des terrains jurassiques de l'Amérique du Nord fournit des Marsupiaux.

Il est probable que la grande extension des Reptiles, leur nombre, leur force opposèrent longtemps un obstacle puissant au développement des formes mammaliennes.

Les conditions mésologiques durent, de leur côté, y contribuer dans une large mesure. Enfin la dislocation des grandes surfaces continentales, la submersion des régions boréales furent, sans doute, autant d'entraves qui retardèrent l'évolution des Mammifères.

Ce ne fut probablement pas un mal pour eux, car peut-être durent-ils aux difficultés qu'ils eurent alors à surmonter et à une lutte pour l'existence cruelle et incessante, d'acquérir, par disparition des plus mal doués, des qualités, des perfectionnements qui devaient, dans des milieux nouveaux, procurer à leurs descendants la suprématie finale sur notre planète.

D'autre part, peut-être est-ce à ce développement lent mais continu d'animaux de mieux en mieux doués, de mieux en mieux organisés, qu'il faut attribuer la disparition totale, c'est-à-dire sans descendance, l'extinction en un mot de la majeure partie des herpétoïdes de l'ère mésozoïque.

Quoique trop rares encore pour donner des renseignements définitifs, les débris des Mammifères secondaires témoignent de grands progrès réalisés par eux durant les dernières périodes crétaciques.

Les terrains du crétacé supérieur dans l'Amérique du Sud (République argentine) renferment à côté des ultimes représentants des grands Reptiles dinosauriens des Mammifères aplacentaires et placentaires et parmi ces derniers prédominent les Ongulés. On y trouve, en outre, des Tillodontes, des Rongeurs, des Edentés, peut-être un précurseur des Primates, avec le Nothopithecus, qui paraît relier les Ongulés typothériens aux Simiens.

Après cela, on ne saurait s'étonner de constater partout, dès le début des temps tertiaires, la présence des Mammifères.

Leurs groupes sont relativement nombreux : deux pour les aplacentaires et cinq pour les placentaires.

Parmi les aplacentaires, les Allothériens, représentants des plus anciennes formes mammaliennes connues, vont atteindre leur apogée et disparaître avec la fin de l'éocène inférieur.

Les descendants des Marsupiaux survivent encore de nos jours en Australie et en Amérique.

Les placentaires du début de l'éocène comprennent des carnassiers de types archaïques, ancêtres des Carnivores actuels, ce sont les Créodontes; des Ongulés condylarthrés, groupe disparu, progéniteurs des Ongulés périssodactyles ou à doigts impairs, et peut-être aussi des Ongulés artiodactyles ou à doigts pairs, et enfin peut-être sont-ils les ascendants, par un type condylarthré bien curieux, le Phénacodus primævus, de certains Primates et par eux peut-être de l'Homme? (D'après l'opinion du paléontologiste Cope).

Aux Ongulés condylarthrés se trouvent associés des Ongulés amblypodes, groupe éteint lui aussi, composé de grands Mammifères terrestres, présentant des affinités avec les Ongulés périssodactyles et avec les Ongulés proboscidiens.

Deux autres groupes importants complètent cette série des plus anciens Mammifères tertiaires : ce sont les Tillodontes, animaux plantigrades disparus, apparentés aux Marsupiaux, aux Edentés, aux Ongulés condylarthrés, et aux Pachylémuriens, et enfin, paraissant former un passage entre les Carnivores et les Rongeurs.

Le dernier groupe est celui des Pachylémuriens ou Prosimiens primordiaux issus probablement des Ongulés condylarthrés, ayant des affinités avec les Carnivores créodontes et les Insectivores et en outre progéniteurs possibles — ce qui ne signifie pas probables — de certains Simiens, sinon de tous.

En face de cette ancienne faune mammalogique déjà si variée, possédant des carnivores, des herbivores, des frugivores et des insectivores, les grands herpétoïdes mésozoïques sont disparus; les Mammifères ont désormais pris place au premier rang qui leur appartient pour toujours.

Devenus prépondérants, les Mammifères vont, comme autrefois, aux temps secondaires, les Reptiles, se mettre à envahir non seulement la surface du sol émergé, mais à envoyer des colonies peupler les eaux des océans, des lacs et fleuves et même s'essayer à la conquête de l'espace aérien, comme l'avaient fait les Ptérosauriens (Sauriens ailés).

***

Ainsi, avec l'aurore des temps tertiaires, à l'ancienne prépondérance zoologique des Reptiles a succédé la suprématie des formes mammaliennes.

Les prototypes les plus imméniats des ancêtres des Hominiens vont donc pouvoir se développer avec plus de sécurité.

C'est en effet pendant les commencements des temps tertiaires que s'élaborèrent les caractères qui devaient aboutir à la formation des types hominiens.

Seulement, quoique déjà assez nombreux, les documents paléontologiques relatifs aux Mammifères ne sont pas encore suffisants pour permettre de jalonner, d'une façon définitive et précise, la route évolutive suivie par nos plus proches ancêtres zoologiques.

Car si le développement embryologique peut indiquer la succession des principales phases de notre phylogénie — par exemple la présence de traces de branchies et des palettes natatoires apparaissant chez l'embryon humain, sont les témoins incontestables de l'existence dans notre série ancestrale d'ascendants de formes ichthyoïdes — si l'anatomie comparée venant corroborer ces indications peut montrer comment le poumon succède à la branchie et comment la nageoire se transforme en extrémité pentadactyle, cependant les détails précis du passage d'une forme à une autre ne peuvent être fournis que par les découvertes paléontologiques.

En un mot, la trop grande rapidité avec laquelle l'évolution embryologique résume, raccourcit et par suite voile et obscurcit et même parfois déforme la répétition ontogénique des phases ancestrales et, d'autre part, le champ trop limité des investigations de l'anatomie comparée des êtres vivants, ne pouvant interroger que des descendants, toujours profondément modifiés, ne permettent pas de savoir avec précision quand et comment les formes spécifiques actuelles se séparèrent, en s'en différenciant, de leurs ascendants et de leurs collatéraux.

Seule, en conséquence, la paléontologie peut, en retrouvant les restes d'un animal, procurer des renseignements absolument exacts, car, seule, elle peut nous mettre en présence de formes ataviques.

Mais comme la récolte des fossiles faite jusqu'à présent n'équivaut encore qu'à une infinitésimale partie des êtres qui ont vécu sur notre globe, il en résulte que des lacunes considérables existent dans toutes les séries.

Aussi les documents concernant nos plus proches grands-parents zoologiques, les Primates et les formes apparentées aux Primates, sont-ils excessivement rares.

Parmi les collatéraux ou les ancêtres possibles des Protohominiens, on signale l'existence dans les terrains crétacés de la Patagonie de Prosimiens : les Notopithécides (Ameghino).

Les Prosimiens se rencontrent abondants dans les couches éocènes de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Si intéressants qu'ils soient, les Prosimiens ne sont pas des Primates, ils n'ont peut-être fourni aucun ascendant à des Primates, même Simiens, et ne sont peut-être qu'un groupe col-

(1) Voir les numéros 52, 53 et 1.

latéral séparé avant la fin des temps mésozoïques des futures formes primatiennes.

A l'époque éocène, plus probablement oligocène, on connaît, encore, en Patagonie, de très intéressants petits Primates véritables, mais Primates Cébiens (singes d'Amérique), qui doivent à la présence de certains caractères supérieurs d'avoir été appelés Homonculidés.

Le vaste continent américain ne fournit donc, pendant la période éocène, que des types précurseurs ou inférieurs des Primates.

Après une lacune correspondant à l'oligocène, en Europe on se trouve, avec le miocène moyen, en présence des formes primatiennes, les unes très voisines du groupe anthropoïdes archaïques.

C'est l'Oréopithécus de la Toscane montrant des affinités avec le Cynocéphale gelada, c'est-à-dire avec les Singes pithéciens.

Ce sont, en France, le Dryopithèque, type archaïque de Gorilles, et le Pliopithèque apparentable aux Gibbons. Donc deux anthropoïdes ancestraux.

Fait de la plus haute importance sur lequel nous insisterons, car la présence d'Anthropoïdes nettement caractérisés dès le miocène moyen indique que l'Homme n'est pas loin.

Mais des formes hominiennes archaïques, nous ne possédons encore aucun débris osseux.

Trop rares sont les vestiges fossiles des Primates.

La célèbre découverte de Java vient-elle combler un peu cette lacune? Nous la discuterons plus tard. Nous nous bornerons ici à faire remarquer que le Pithécanthrope a été trouvé dans les couches les plus supérieures des terrains pliocènes, celles qui précèdent immédiatement les dépôts quaternaires.

Or, depuis longtemps, en Europe, dans des strates géologiques à très peu près aussi anciennes que les couches de Java, dans les alluvions post-pliocènes ou pléistocènes les plus inférieures, on a retrouvé des preuves, en nombre considérable, de l'existence d'un être humain, assez intelligent et déjà alors assez avancé au point de vue industriel pour travailler la pierre d'une façon parfois même remarquable.

C'est l'industrie chelléenne des alluvions quaternaires.

En conséquence, le Pithécantrope des îles de la Sonde serait presque, sinon complètement, le contemporain des vestiges industriels de l'Europe, et cependant aucune sorte d'outil, nulle pierre taillée, ou ayant servi à un usage quelconque, n'a été retrouvée dans son gisement.

Dès lors les formes hominiennes, pourrait-on se demander, seraient-elles développées plus rapidement dans l'Europe occidentale que dans les régions australes des terres asiatiques?

On ne saurait encore le dire. Des recherches nombreuses restent à faire pour élucider un peu cette intéressante question. Cependant de précieuses indications existent déjà : ainsi dans l'Occident européen, régions à vrai dire les plus fouillées, des données, actuellement devenues évidentes, assignent à l'existence de formes hominiennes assez intelligentes pour être industrielles une ancienneté dépassant de beaucoup l'aurore des temps quaternaires.

Sans doute il est désormais impossible, après toutes les recherches entreprises dans ce but, d'admettre encore la taille intentionnelle ou même usuelle des silex trouvés à Thenay dans des couches oligocènes, ce sont des pseudo-outils dus, ainsi que les craquelages présentés par beaucoup d'eux aux intempéries atmosphériques et à des chocs accidentels.

Mais il n'en serait plus de même, semble-t-il, des pièces recueillies au Puy Courny. D'abord les couches du Cantal sont d'un âge beaucoup plus récent que les gisements du Loir-et-Cher, elles appartiennent en effet au miocène supérieur; ensuite les silex du Puy Courny, bien différents de ceux de Thenay, sont autrement suggestifs que ces derniers. Il présentent des pièces qui, ramassées dans une alluvion quaternaire, ne seraient l'objet d'aucun doute.

On peut donc espérer que des recherches nouvelles, exhumant peut-être les ossements d'un Primate hominien, viendront faire une certitude de ce qui n'est encore qu'une logique probabilité.

En outre, les travaux récents des géologues belges et en particulier de M. Rutot, l'éminent conservateur du Musée d'histoire naturelle de Bruxelles, ont démontré que depuis le pliocène moyen (silex trouvés dans le Kent (Angleterre) sur le plateau du Chalk), jusqu'à l'industrie quaternaire des carrières de Chelles, aucune lacune ne subsistait plus désormais dans la série progressive de l'industrie de la pierre.

On a, en effet, la succession suivante (1) :

Pliocène : moyen. — (Glaciaire pliocène). Industrie du Chalk, plateau du Kent (Angleterre).

Supérieur. — Industrie de Saint-Prest (Eure-et-Loire). — Silex de Forest Cromer Beds (Angleterre).

Quarternaire. — Industrie de Reutel (vallée de la Lys), Belgique. — Silex de Mafles et d'Aiseau (Belgique). — Silex de Mesvin (Belgique). — Silex de Chelles.

En conséquence, sauf une lacune, qui ne tardera peut-être pas à être comblée, située entre l'industrie du miocène supérieur au Puy Courny, et celle du plateau du Chalk, au pliocène moyen, lacune correspondant au pliocène inférieur, l'existence d'un Hominien tertiaire industriel est désormais établie dans l'Occident européen.

Cet Hominien industriel suppose un ancêtre déjà Primate supérieur, marcheur bipède, mais non encore industriel.

Or, les silex du Puy Courny assignent à ce précurseur de l'homme industriel, une date antérieure à l'époque du miocène moyen, c'est-à-dire à l'époque qui correspond à la présence, dans l'Europe occidentale, de formes anthropoïdes bien différenciées de celles du Dryopithèque et du Pliopithèque.

Ce qui signifie qu'au miocène moyen les ancêtres des Hominiens, et ceux des Anthropoïdes avaient déjà divergé et formaient chacun une famille zoologique distincte.

Les types archaïques des Hominiens commençaient donc, dès ces temps très lointains, la lente élaboration morphologique qui devait réaliser les races hominiennes actuelles.

A l'époque quaternaire avec les crânes du Néanderthal, de Spy, de Chancelade, l'Homme, parfaitement caractérisé comme Primate supérieur, est connu par ses ossements.

Là se termine l'évolution progressive des formes zoologiques qui ont précédé la réalisation du type hominien et desquelles ce type hominien et desquelles ce type provient directement, c'est-à-dire l'étude de nos ancêtres, la connaissance de notre généalogie.

PIERRE G. MAHOUDEAU.

(*Revue de l'Ecole d'Anthropologie*, janvier 1904).

(1) L'état actuel de la question de l'antiquité de l'homme, par A. Rutot. Extrait du *Bulletin de la Société belge de géologie*, 1903.

LES SALONS

On entre au Salon et l'on se trouve devant deux mille toiles. Cette longue file de tableaux, c'est deux mille manifestations d'individualités diverses, de manières différentes, sans grande liaison entre elles. Voici des paysages, des portraits, des scènes d'intérieur, d'histoire, de genre, des compositions symboliques, des peintures décoratives, des images officielles. Ce tout mêlé, sans ordre d'aucune façon, distribué, on dirait, au petit bonheur. Quelle va être l'impression que nous emporterons de cette foire immense? Mon Dieu! je n'en vois pas d'autre qu'un ahurissement complet. Car notre faculté de prendre plaisir des choses demande comme toutes les autres à ne point être fatiguée.

Notre attention trop longtemps éveillée finit par s'engourdir et par regarder du même œil indifférent l'œuvre du maître et celle du faiseur. Voici trois toiles de Carrière; on sait le charme intime et profond de ses figures, l'atmosphère lointaine dans laquelle il les place et quelle gravité sereine et douce elles font descendre en nous. A côté, voici une demi-douzaine de paysages de Lebasque, baignés de lumière tendre, frais et agréables, pleins de vie et de couleur gaie; plus loin, des portraits de M. la Gandara aux teintes maladives, tandis que, dans la salle qui suit, les femmes de M. Caro Delvaille seront dans les notes les plus claires et les plus vives. La sensation que me donne une toile est vite détruite par celle que me donne la voisine. Il n'y a pas moyen de prolonger son émotion et de lui donner dans le souvenir une assise sérieuse et durable. Une minute efface l'autre et il ne demeure rien. D'autant plus qu'aucune idée commune ne relie les exposants; chacun a sa petite compréhension, son procédé spécial et le spectateur est noyé dans toute cette diversité. Mes yeux quittant le « Chérubin, de Mozart » une toile délicieuse et fine tombent sur la « Bretagne mystique », une tartouillade infinie et neutre à tous égards. Mon plaisir est gâté et corrompu.

Dans un musée, tout est généralement classé. Les œuvres qui y sont exposées ne se présentent pas à nous avec l'inconnu des choses nouvelles. Elles sont l'expression de sensibilités qui sont passées et dont nous pouvons sentir les manifestations d'une façon presque abstraite, dégagée des contradictions de la vie actuelle. Ici, tout nous assaille, chaque œuvre sollicite de notre cerveau une émotion particulière et nous ne pouvons répondre à toutes. C'est le vice essentiel de ces sortes de réunions.

Mais encore en parlé-je comme si toutes les productions d'art y étaient caractéristiques. Mais presque rien n'y est significatif et surtout ne reflète la vie de notre temps. Les trois quarts de ces toiles témoignent de préoccupations puériles, vaines ou ostentatoires. On remarque aussi beaucoup la recherche de l'originalité sans que l'ouvrier ait la moindre vue originale de la nature et du temps.

Alors, le vrai mérite, le beau travail, que fait-il dans cette galère? Il se perd et n'est guère plus remarqué que s'il n'existait pas.

Le génie simple et vrai ne peut que gagner à se retirer de ces meetings d'où ne sort, à l'instar des autres, qu'un peu de bruit inutile. J'aime à croire que s'il s'y produit, c'est pour des raisons pratiques de lutte pour l'existence. Je ne me charge pas de trouver une solution qui résolve la question à ce point de vue. Mais si nous nous demandons seulement quel est là le bénéfice de l'art, nous répondrons qu'il n'y en a pas. Le Salon est l'équivalent des expositions de saison dans les grands magasins, où il y a quelques objets nécessaires au milieu d'une multitude de fla-fla qui ne servent à rien. Eblouies, fascinées, les femmes achètent tout sans discernement. Il n'y a que lorsqu'elles sont rentrées chez elles qu'elles aperçoivent le peu de raison de leurs emplettes et se rendent compte qu'elles n'en tireront aucun profit.

Les seules expositions qui peuvent hausser la conscience esthétique des gens, ce sont celles que fait un seul artiste. Là, on voit un ensemble où tout se confirme, où chaque partie étaye l'autre, où tout s'élève si l'œuvre est bonne, où tout s'écroule si elle est mauvaise.

Nul ne peut en imposer par une adresse fortuite ou une chance de main passagère. C'est la vérité même, à l'encontre des fallacieuses exhibitions.

JEAN DENAUROY.

BIBLIOGRAPHIE

Par le cas Pindy, que connaissent les lecteurs des *Temps Nouveaux*, ils peuvent se rendre compte du degré de confiance qu'il faut accorder à ce que raconte M. da Costa dans sa *Commune vécue* (1), et apprécier quelle en est la valeur historique. Cependant, elle est intéressante à lire, pour qui sait lire à côté, car on y retrouve un état d'âme qui nous en dit long sur l'avortement des révolutions.

C'est cette croyance qu'ont la plupart de ceux qui se disent révolutionnaires que, lorsqu'ils ont chassé de leurs places les créatures du régime qu'ils ont flanqué par terre, et se sont installés dans leurs fonctions, ils ont accompli la révolution, un grand

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Motteroz, 7, rue St-Benoît.

changement social a été opéré. Ils n'ont plus qu'à attendre béatement toute une manne de félicités qui va leur tomber du régime nouveau, en accomplissant exactement les mêmes actes qu'accomplissaient leurs devanciers.

Ainsi, dans le livre de M. da Costa, on voit Raoul Rigault s'improviser procureur de la Commune; da Costa est fait — ou se fait — son substitut. Ils s'installent à la préfecture de police. A l'aide du personnel des groupes blanquistes, dont les membres n'ont plus aucune répugnance pour le métier de mouchard, du moment qu'il s'agit de moucharder pour le gouvernement de leur choix, ils organisent une police politique. Et M. da Costa s'extasie devant l'œuvre à laquelle il a collaboré: ils ont eu l'habileté d'avoir pu, avec moins de 200 agents, assurer un aussi beau service de police politique que celui qui fonctionnait sous l'empire! oubliant que, lorsqu'ils le combattaient, ils n'avaient pas d'épithètes assez flétrissantes pour stigmatiser cette façon de gouverner.

Et cet état d'esprit, développé par l'état centralisateur que nous subissons depuis des siècles, mais qui s'est renforcé sous l'influence jacobine, et que n'est pas faite pour l'affaiblir la propagande de la « conquête des pouvoirs publics », s'il est répandu dans un trop grand nombre de cerveaux, est surtout fort cultivé dans les groupes blanquistes, où chaque sous-chef de groupe sait d'avance quelle fonction il a droit d'espérer, lorsqu'on aura descendu le gouvernement bourgeois.

Mon père qui, sous l'empire, faisait partie d'un de ces groupes, nous racontait, non sans ironie, les confidences de celui qui l'y avait affilié. En grand secret, il lui avait confié qu'il espérait, si on réussissait à mettre l'empire par terre, être nommé commissaire de police, mais qu'il ne l'oublierait pas, qu'il le prendrait pour son secrétaire!

Une autre fois, c'était aux premiers temps de la déroute du septennat. Me promenant avec un camarade qui avait fréquenté les groupes blanquistes, nous rencontrâmes un de ses copains de groupe qui se pavanait en uniforme flambant neuf de gardien de cimetière! Que voulez-vous, tout le monde ne peut pas être receveur-général!

La reconnaissance se fit, on s'aborda, puis, de fil en aiguille, on se mit à discuter des idées. Mon ami et moi, trouvions qu'il n'y avait guère de différence entre la république Grévy et la république Mac-Mahon. « Comment! fit le garde, pas de différence! vous trouvez! Mais auparavant, ce n'étaient que des bonapartistes qui arrivaient à se caser dans l'administration, tandis qu'à l'heure actuelle, les républicains y pénètrent peu à peu! Sous Mac-Mahon je n'aurais jamais été nommé. »

Mon camarade et moi, nous nous regardâmes en souriant.

M. E. Guillaumin, qui a déjà écrit quelques études sur la vie champêtre, continue à nous retracer la vie du paysan bourbonnais. Sous le titre, un peu prétentieux sous ses apparences modestes: *La Vie d'un simple* (1), qu'il aurait été plus « simple » de nous donner avec son seul sous-titre: « Mémoires d'un métayer », l'auteur, cette fois-ci, prend un paysan depuis son enfance, le menant au seuil de la tombe, nous retrace ce que fut la vie du paysan de la génération qui s'en va.

M. Guillaumin, paraît-il, est un fermier qui a vécu et vit toujours de la vie du paysan. Son roman nous donne bien la sensation de la vie réelle du paysan. Il ne nous donne pas de grands aperçus, se bornant à l'horizon étroit de celui qu'il a entrepris de nous peindre. Mais il est intéressant par les traits de mœurs que l'on y trouve.

Sous le titre: *Farces et moralités* (2), Mirbeau a rassemblé, en le même volume, quelques pièces en 1 acte, jouées sur différentes scènes: on y retrouve *L'Epidémie, Le Portefeuille*, dont j'ai déjà eu à parler.

M. Wells, dans *Anticipations* (3), dont MM. Davray et Kozakiewicz nous donnent une traduction, essaie de tracer un tableau de ce que sera la société future.

C'est bien perdre son temps que d'essayer de prédire ce que sera la société dans cinquante ans, vu que trop de faits concourent à son évolution, pour que nous puissions dire ce qu'il en adviendra. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de travailler, de toutes nos forces, à la mettre dans la voie que nous désirons lui voir prendre. Mais notre sens de prévision ne peut aller au delà.

Mais je trouve cette présomption encore bien plus grande chez notre auteur qui, je crois, est traité de socialiste dans son pays, mais me semble absolument ignorer même l'a b c d de la question qui agite les masses de notre époque. Avant de prédire l'avenir, il serait peut-être bien de s'enquérir de ce qui se passe sous ses yeux.

Faisant découler tous les changements sociaux du développement des moyens de transport, M. Wells nous prophétise le gouvernement par une espèce d'aristocratie d'ingénieurs; la nécessité pour les peuples forts de mater les peuples retardataires, la renaissance d'une espèce de religiosité panthéiste.

Ça amuse les gens, et ce n'est pas dangereux.

J. Grave.

Nous avons reçu:

Jean des Brebis, par E. Moselly; 1 vol., 3 fr. 50, chez Ollendorff, 50, Chaussée d'Antin.

Revue générale de bibliographie, paraissant tous les mois, n° 10, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Les résultats des grèves agricoles, par de Rocquigny; *Musée social*, 5, Las Cases.

Les Menettes de Roumegoux, par A. Delmas; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Vseobecna Starka, par S. Nacht; une brochure à *Omladina*.

Le Socialiste et les syndicats, par T. Mauve; 1 broch., 0 fr. 10, Imprimerie Moderne, à Agen.

A lire:

Propagande socialiste, Charles Maurice, « Etudes socialistes », fascicule 6.

Le *Citoyen contre son juge*, J. M. Gros, attaché civil au ministère de la guerre. La *France* (Bordeaux), 5 mai.

DANS LES REVUES

Derniers numéros du *Mercure de France*:

M. Albert Mockel publie une étude attentive sur le poète délicat, subtil et pur de la *Chanson d'Eve*, Charles Van Lherberghe, né près de Gand, en 1862.

Un tendre disciple, M. Léautaud, glorifie copieusement M. Henri de Régnier. Elle n'est pas inintéressante, encore qu'un peu vieillote déjà, la figure de ce poète voluptueux, élégant, « distingué » (le mot est ici bien de saison!) auquel tout a toujours miraculeusement réussi: il fut un des promoteurs du défunt mouvement symboliste, auquel nous devons cette appréciable conquête: le vers libre et polymorphe.

M. Léautaud a des mots amusants sur son grand homme: « On sent tout de suite qu'il est *né*, dit-il. *On en pensera ce que l'on voudra: par le temps qui court, ça nous change.* »

Du succès récent de l'*Iphigénie* de Moréas, à Orange et à Paris, M. Paul Souchon infère un renouveau probable de la tragédie et du théâtre en vers.

On aime les poètes au *Mercure*, on leur consacre de longues pages. Marius-Ary. Leblond se plaisent à rechercher dans l'admirable et puissant auteur des *Villes tentaculaires* et des *Campagnes hallucinées*, Emile Verhearen, la survivance flamande de l'Espagne.

Pierre Quillard résume le livre de M. Victor Bérard: *Les Phéniciens* et l'*Odyssée*, où le dernier mot semble avoir été dit sur Homère et son œuvre.

A propos du père Pissaro, Charles Morice s'insurge contre « cette doctrine, que: le poète, l'artiste et le philosophe sont les égaux du tailleur de pierres et du tailleur d'habits ». Je reviendrai, sans doute un jour, sur cette doctrine, où je vois à la fois du faux et du vrai.

De cet article, à détacher, sur l'impressionnisme, ces cinq lignes d'une vérité qui dépasse de beaucoup son sujet: « Le tort de l'impressionnisme serait de se croire éternel, de fermer le chemin, de se fixer; alors il se mentirait à lui-même. Il a été un geste, un *mouvement*, c'est-à-dire une vague de l'océan humain; « les vagues se suppléent éternellement » disait Hugo, et c'est leur condition et c'est leur raison d'être.

Enfin, M. Remy de Gourmont, avec un livre d'un M. Albalat pour prétexte, flagelle cruellement l'intolérable prétention des magisters dans l'*Art d'écrire*. « L'art d'écrire est difficile et son enseignement chimérique. « Toutes les rhétoriques du monde n'apprendront pas le beau style à tous les rhétoriciens du monde, et d'ailleurs qui nous dira ce qu'est le beau style? — Il y a le style, qui est quelque chose d'intimement personnel à l'écrivain, le style, beau ou laid, gras ou maigre, fort ou chétif, et qui, surtout, comme l'esprit, ne souffle que là où il veut. — Le style vient des idées et non des mots, remarquait, je crois, Balzac; pas de style sans pensée. Un mot de Stendhal, cité par de Gourmont, est là-dessus décisif: « Ce n'est pas le tout de faire de jolies phrases, il faut avoir quelque chose à mettre dedans. »

M. de Malarce, dans le *Journal des Economistes* d'avril, oppose à l'économie, à la prévoyance et à la mutualité obligatoire, auxquelles certains théoriciens autoritaires rêvent aujourd'hui d'assujetir l'ouvrier, l'économie, la prévoyance, la mutualité librement consenties; car l'obligation est sans valeur morale, sans force éducative, et c'est dénaturer la vertu elle-même que de la vouloir fonder par des lois.

Mais l'économie, la prévoyance et la mutualité sont-elles actuellement des vertus? Oui, pour les économistes, dont le moindre péché est de méconnaître les réalités douloureuses de l'existence ouvrière: non, pour nous. Loin d'élargir et d'aérer la vie du pauvre, elle la font plus étroite et plus irrespirable encore, en sacrifiant le présent à l'incertain avenir; ce sont des vertus d'ilote à la chaîne, muet et lâche; on leur préférerait de beaux vices impudents.

Dans le même *Journal des Economistes*, G. de Molinari n'alloue qu'une minime confiance à la Cour d'arbitrage de la Haye, « cette agence de la paix commissionnée par les gouvernements. »

La nôtre est moindre encore, et le récent arrêt de cette cour, conférant à l'Angleterre, à l'Allemagne et à l'Italie un privilège de priorité pour le recouvrement de leurs créances contre le Venezuela, ne l'accroîtra pas. Pourquoi ce privilège? C'est que Allemagne, Angleterre et Italie, préalablement à l'arbitrage, s'étaient livrées, contre l'humble Venezuela débiteur, à une agression militaire. Loin qu'elle les en punisse, la bonne Cour récompense les agresseurs, légitime l'agression, encourage, pour l'avenir, l'indéfectible penchant des gouvernements pour la violence. Qu'est-ce qu'il y a de changé au monde?

Georges Deherme (*La Coopération des Idées*, 1er mai) intitule: *Sur l'éducation populaire* le récit, accompagné de réflexions acides, des événements qui précédèrent la chute de l'U. P. remarquable fondée par lui au faubourg Antoine.

M. Deherme, en rentrant cet hiver d'une mission asiatique, s'était ému de l'influence prise en son absence par un M. X, dont le passé n'était peut-être pas irréprochable, mais dont le présent l'était. Au nom de la morale, divinité secourable, M. Deherme entreprit d'évincer M. X; mais l'U. P., avertie, presque tout entière prit parti pour M. X. contre Deherme qui ferma l'U. P.

Et voici que Deherme, ratiocinant sur sa défaite, proclame la faillite de l'éducation populaire: « La vérité scientifique, les doctrines philosophiques sont impuissantes socialement. Elles ne relient point les hommes. Ceux qui savent plus raisonnent mieux, mais le plus souvent, ils n'agissent point d'après des raisons ».

C'est appliquer en somme de bien grands mots à de petites choses. Les ouvriers du faubourg Antoine, dans la querelle engagée entre Deherme et M. X., avaient le droit d'intervenir, je pense; ils ont bien fait de l'exercer. M. Deherme déclare qu'il ne se soumettra jamais aux caprices du nombre, de la majorité, de la foule. (« Le troupeau bêlant des majorités, dit-il, ne représente que la stupidité et l'ignominie ».) Mais pourquoi les ouvriers se seraient-ils soumis aux caprices de M. Deherme? M. Deherme est très intelligent, il peut citer Auguste Comte et le criminologue Sighele, mais l'intelligence ni la science ne sauraient justifier la dictature d'un homme sur d'autres hommes. C'est là ce que l'U. P. du faubourg Antoine a signifié à M. Deherme, et celui-ci a bien tort de s'en fâcher.

Quant à l'éducation populaire, elle continuera, avec ou sans M. Deherme, son œuvre humble et féconde. Nous y collaborons tous, nous autres qui allons au peuple, non pour en extraire des mandats et des dignités, mais pour accroître ses connaissances et élargir sa raison et sa conscience, en vue d'un but précis (dédaigné par M. Deherme): la Révolution sociale et morale, la Révolution intégrale. Nous ne prétendons pas le convertir tout en-

---

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Stock.
(2) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.
(3) Un vol., 3 fr. 50, au « Mercure », 30, rue de Condé.

tier, ce peuple; mais quelques hommes, chaque jour, se détachent de la masse, du « troupeau bêlant », et viennent à nous. Ce sont sur ceux-là que nous comptons pour créer un avenir sinon délicieux, du moins meilleur. Ils sont le noyau vivant de l'ordre futur.

Am. C.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Toulon, le 7 mai 1904.

Camarade Grave,

Dans la dernière publication de la liste de souscription, ouverte en faveur de notre chère Louise Michel, nous accusions un total de 356 fr. 60.

Nous avons reçu encore : du Groupe d'Art Social (Lyon) 4 fr.; de Kérihuel (Lorient) 3 fr. 50.

Ce qui porte le total à 356 fr. 60 + 7 fr. 50 = 364 fr. 10.

Il s'agit aujourd'hui de répartir cette somme au mieux de la propagande. Nous avons jugé, d'accord avec Louise, d'en faire profiter les *Temps Nouveaux*, le *Libertaire* et le *Pioupiou de l'Yonne*.

Pour éviter les critiques de nos adversaires, nous avions fait insérer dans les journaux locaux, *que puisque Louise ne voulait pas accepter la somme recueillie pour elle, nous laissions les souscripteurs libres de réclamer les sommes qu'ils avaient versées.* Quelques souscripteurs sont venus réclamer.

En outre, il y a des frais compris dans de nombreux télégrammes, lettres, etc...

Le montant de l'argent réclamé joint aux frais s'élève à 72 fr. 50.

Il reste donc 364 fr. 10 — 72 fr. 50.

Je déduis de ce reste 3 fr. 25 pour les présents frais de mandats et timbres; il reste par conséquent 288 f. 25, ainsi répartis :

100 francs aux *Temps Nouveaux*; *100 francs* au *Libertaire* et *88 fr. 25* au *Pioupiou de l'Yonne*.

Nous croyons avoir bien fait.

Les groupes socialistes de Toulon et d'Alençon avaient aussi organisé une collecte.

Le total, 306 fr. 10, a été versé dans la caisse des maçons actuellement en grève à Toulon.

E. Cosmao.

N. B. — Tous les comptes ci-dessus arrêtés ont été visés par la Jeunesse syndicale.

San-Francisco. — Le 17 avril, le groupe international donna une petite soirée en trois langues : italienne, française et espagnole, au bénéfice des camarades espagnols torturés à Alcalla del Valle. Soirée réussie et charmante qui rapporta 135 francs envoyés aussitôt aux amis d'Espagne, avec les plus grands sentiments de haine contre le gouvernement espagnol.

CONVOCATIONS

L'Education Libre, 26, rue Chapon. — Grande conférence scientifique sur « le Radium et l'énergie radiante », faite au profit de « *La brochure à distribuer* », à 8 h. 1/2 du soir, salle de la Maison commune, 45, rue de Saintonge.

Vestiaire ; entrée gratuite pour les enfants.

Dimanche 22 mai, ballade de propagande à Brévannes.

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Réunion ndi 16 mai, à 9 heures du soir, salle des Commissions, 2e étage, Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau. Causerie par le camarade Frimat sur « l'Unité ouvrière ».

Groupe d'Education sociale. — Soirée familiale, le vendredi 13 mai, à 8 heures 1/2 du soir, salle du Palmier, 15, rue de Rome.

Conférence de Louis Pauthier sur « L'Exploitation des employés dans les grands magasins ».

Concert avec le concours de Nicolaï, Chambier, le père La Purge, Jack Sivral, Villeval, Chérétin, etc., dans leurs œuvres. *Le Bétail*, pièce antimilitariste de Victor Méric.

Prix d'entrée : 50 centimes.

L'Effort du Grand-Montrouge, 33, rue du Marché, à 8 h. 1/2 du soir :

Vendredi 13. — Van Costen : L'Enfant, droits et devoirs des parents.

Jeudi 19. — Dr Polak : L'Hygiène infantile.

La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron. — Jeudi 19 mai, à 9 heures du soir. Causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures, vente de produits.

Douai. — Réunion du **Cercle d'Etudes Sociales**, le 15 mai à 4 heures du soir, à Aniche ; tous les camarades sont priés d'y assister.

Objet : 1° Dispositions pour organiser des causeries ; 2° Des journaux et brochures libertaires.

Lyon. — **L'Emancipation.** — Tous les dimanches matin de 10 heures à midi au siège, 42, rue Sala, réunions amicales, causeries contradictoires. — Prêts de livres ; distribution de brochures.

Toulon. — **Jeunesse syndicale.** — Dimanche 22 mai, grande ballade champêtre. Itinéraire : Départ au siège du groupe, 100, cours Lafayette, à 6 h. 1/2 du matin. Sur tout le parcours, grande propagande anarchiste.

Les camarades qui veulent y assister doivent apporter leur nourriture. Apporter aussi pour la distribution journaux, brochures, chansons, images anarchistes.

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

Sommes versées ou à verser en une seule fois :

E. P., à Peyrins, 5 fr. — V. P., à Levallois, 4 fr. — Anonyme, 1 fr. — F. D., à Lyon, 20 fr. — L. G. D., Chaux-de-Fonds, 24 fr.

En tout : 54 francs.

Listes précédentes : 1,080 fr. 35.

A ce jour : 1.134 fr. 35.

De l'affiche de Léomin, il a été fait un tirage à part, en sanguine, sur papier fort, que nous laissons à 2 fr. 50. Aux collectionneurs, 2 fr. 75 franco.

La bibliothèque des chemins de fer nous ayant rendu les invendus de *Patriotisme-Colonisation*, les défraîchis seront laissés, à nos lecteurs, au prix de 1 fr. 55 franco, au lieu de 3 fr. 50. — Les défraîchis de *Guerre-Militarisme*, mêmes conditions. Les deux ensemble, 2 fr. 60 en gare.

PROPAGANDE

En dehors de nos collections nécessaires, nous avons des années, 5, 6, 7 et 8 complètes que, à titre de propagande, nous laissons à 6 fr. 60 franco, en gare. Il n'y en a qu'un petit nombre. Ce serait un cadeau à faire aux Bibliothèques de syndicats ou d'U. P.

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40**; édition d'amateur : **3 fr. 50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel.	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 30
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15

PETITE CORRESPONDANCE

J. G., à Pont-de-la-Sèche. — Reçu mandat. Si les vieux timbres ne sont que des timbres courant, ça ne vaut pas les frais de poste.

A. P., à Paris. — L'abonnement ne finit que fin octobre.

H., à St-Etienne. — Reçu adresses. Merci.

L. R., à St-Louis. — Numéro réexpédié.

A. S., à Larchères. — Envoyez l'abonnement. Le remboursement par la poste est trop cher. Il faudrait le majorer de 0 fr. 40.

L. A. — J'ai répondu, par avance, à vos objections : on peut faire une entente, entre gens d'opinions différentes, sur des points précis et bien déterminés : tels, par exemple, le syndicat pour résister à la rapacité patronale — tel le refus de l'impôt, le refus du service militaire, etc. — mais non sur un programme général. Il n'est pas prouvé du tout que le socialisme soit une étape nécessaire. D'abord, quel genre de socialisme?

F. B. — Lu les vers. Pas mauvais, mais n'en insérons que lorsqu'ils sont au-dessus de la moyenne.

M. F., à Orléans. — Merci pour les adresses. Le service sera fait. Je fais également la réclamation pour la gare. Le journal est expédié toujours le jeudi.

L. H. J., Suisse; J. R., à Roanne, E. H., à Digne. — Reçu extraits. — Merci.

Reçu pour le journal : P. C., à Mendoza, 4 fr.; C. F., au Havre, 10 fr.; L. C., 1 fr.; R. B., à San Francisco, 9 fr. 75. — J. E., 1 fr.; Jeunesse syndicale de Toulon, partie de la souscription Louise Michel, 100 fr. — Merci à tous.

F., à Fouquières. — J. L., à Elbeuf. — J. C., à Lorient. — C. M., à Marseille. — P. C., à Garches. — P., à Bourdika. — B., à Barcelone. — A. M., à Paris. — A. R., à Paris. — E. C., à St-Quentin. — C. P., à Creil. — F. C., à Tenon. — B., à Avignon. — H. P., à Troyes. — K., à Tourcoing. — C. R., à St-Junien. — A. G., à Malaunay. — P. M., à Marseille. Reçu mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

DIXIÈME ANNÉE N° 3 — PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 — DU 21 AU 27 MAI 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

TOUJOURS SUR L'UNION

Mon dernier article sur l'*union révolutionnaire* (1) m'a valu quelques lettres auxquelles je vais essayer de répondre, en tâchant de donner plus de développement à mon argumentation. Evidemment, ça ne pourra être que la répétition de ce que nous disons depuis que paraît le journal, mais cela est inévitable. Le public d'un journal change toujours peu à peu. Les derniers lecteurs arrivés, ne connaissant pas ce qui a été dit dans les numéros précédents, arrivent, forcément, à reformuler les objections déjà posées avant eux. Mais c'est le rôle d'un journal de tourner en rond.

⁂

« J'ai lu de vous, m'écrit un correspondant dont la lettre résume assez les autres, une brochure : *La Panacée-Révolution*, où vous reconnaissez qu'une révolution violente qui s'accomplirait à l'heure actuelle, ne pourrait assurer l'organisation d'une société anarchiste. Alors, pourquoi ne pas accepter les réformes qui, en attendant notre émancipation définitive, peuvent transformer l'ordre social actuel, et nous apporter quelques améliorations? »

Il est très difficile d'écrire un article dont on soit content, et encore plus difficile de s'exprimer assez clairement pour être bien compris. Mon correspondant traduit, ici, mes idées un peu trop librement.

Dans la brochure dont il parle (2), je n'ai pu affirmer que notre idéal social ne pouvait s'appliquer à l'heure présente. Etant donné que la grande masse ne fait rien pour sortir de l'état présent, il y a de grandes chances pour que cette affirmation soit la vérité. Mais il peut, demain, surgir tels événements qui fassent remonter à la surface telles idées qui semblent, à présent, noyées sous une couche épaisse de superstitions et de préjugés; de sorte que telle affirmation qui semble vraie au moment où elle est prononcée, peut être controuvée une heure après.

Ce que j'ai dit, c'est qu'une révolution faite par des individus ignorants de ce qu'ils détruisent et de ce qu'ils veulent édifier, n'aurait aucune chance de succès. Que l'on ne me fasse pas dire davantage.

⁂

Ce dont il faudrait également se bien pénétrer, c'est que les anarchistes ne sont pas un parti politique ayant la prétention de diriger l'évolution sociale dans le sens décrété selon leurs formules, d'empêcher telles réformes politiques qu'il plaira à nos gouvernants d'imaginer, dans le but de retarder le moment où il faudra s'attaquer aux seules vraies, aux seules efficaces réformes économiques.

Evidemment, comme n'importe quel électeur choisissant son candidat, lorsque nous émettons telle ou telle critique, c'est bien dans l'intention d'amener à notre façon de voir, ceux auxquels nous nous adressons, mais comme nous savons que les idées sont très longues à s'implanter dans les cerveaux, surtout lorsque ce sont des vérités qui ont à combattre un long passé d'erreurs, nos critiques visent davantage à faire réfléchir les individus par la suite, que de les amener immédiatement à notre façon d'envisager les choses.

Que la réforme combattue soit appliquée, ce n'en sera que mieux; son échec, ou les résultats contraires qu'elle donnera, sera la meilleure illustration de notre critique, une démonstration par le fait qui viendra renforcer notre argumentation.

Certainement, nous aussi, sinon notre action n'aurait pas de raison d'être, nous entendons bien travailler à l'évolution humaine ; mais non pas en directeurs — prétention qui ne peut être que le fait de l'ignorance — seulement à la façon de pionniers débarrassant la route des embarras qui entravent la marche, en sapant les obstacles qui empêchent la vue de se porter au loin ; comme des gens qui entendent bien apporter leur contribution au progrès humain, mais en sachant d'avance que ce progrès ne peut se constituer que par la somme réunie des efforts de tous.

⁂

Sachant que toute réforme qui ne s'attaque pas vraiment à l'organisation économique, ne peut avoir que des résultats tout à fait minimes et surtout transitoires, nous disons : Arrachez à vos exploiteurs toutes les améliorations qu'au cours de la lutte il vous sera possible de leur imposer, mais n'en faites pas un but, puisque, celles-là arrachées, il vous faudra en imaginer d'autres pour suppléer à l'insuffisance de celles appliquées, et lutter toujours et sans cesse, tant que vous n'aurez pas aboli l'exploitation de l'homme par l'homme, en rendant la terre et les moyens de production à la libre disposition de tous.

Si nous combattons réformistes et socialistes, c'est encore pour cette autre raison, qu'ils veulent obtenir leurs réformes par des moyens qui servent davantage l'ambition et les appétits de quelques individualités, que la transformation sociale soi-disant réclamée par eux.

Nous les combattons parce que les moyens qu'ils mettent en œuvre, au lieu d'habituer les individus à développer leur initiative et leur volonté, tendent à les endormir dans la foi trompeuse de la bonne volonté de politiciens sans vergogne.

Nous ne combattons donc pas les réformes elles-mêmes, mais ceux qui les promettent, parce que, de ce qui ne devrait être qu'un incident de la lutte, ils veulent, essayant de rapetisser l'idéal humain, faire le but principal des efforts individuels, faisant miroiter aux yeux de ceux qu'ils veulent tromper, comme un résultat définitif, ce qui ne peut être qu'une mesure transitoire.

Nous n'avons jamais dit qu'il ne fallait pas accepter toute amélioration qui se présentait, mais nous disons qu'il ne faut pas la demander comme une faveur, ne pas l'attendre d'une loi, mais agir pour l'accomplir soi-même. Et surtout ne pas croire qu'il n'y a plus qu'à se reposer, une fois une réforme accomplie.

L'organisation économique qui nous enserre de toutes parts, est trop puissante pour ne pas annihiler toute réforme qui ne tranche pas dans le vif, et même, le plus souvent, de par le simple jeu de ses rouages, elle arrive à faire, de cette soi-disant réforme, un nouveau moyen d'exploitation que n'avaient pas prévu ceux qui l'acclamaient.

Nous ne sommes pas des adversaires des réformes, mais seulement des « empêcheurs de réformer en rond ». C'est-à-dire que nous ne voulons pas tourner toujours dans le même cercle, et que nous essayons de dégager des phénomènes économiques les enseignements qui peuvent nous indiquer la voie.

(*A suivre.*) J. Grave.

(1) Voir le n° 1.
(2) Extraite de *l'Individu et la Société;* 1 vol., chez Stock.

AU PAYS DES MOUCHARDS

C'est toujours de la France qu'il s'agit.

On se rappelle le Russe Bourtseff, et son ami Krakoff, expulsés de Suisse, au mois de décembre dernier, sur l'injonction du tzar. Bourtseff ayant déjà été condamné à Londres, pour la publication du journal qu'il faisait, les deux expulsés vinrent en France.

On nous apprend que le gouvernement français vient de prendre contre eux un arrêté d'expulsion, sans l'ombre d'aucun motif, tout simplement sur l'injonction de l'ambassade russe, qui aurait affirmé à M. Delcassé que la bombe qui, dernièrement, a fait explosion à Moscou, portait les initiales de Bourtseff!

Et devant les affirmations — dont il n'y a pas à faire ressortir le burlesque — des serviteurs du monsieur qui a des apparitions, nos gouvernants se sont inclinés et expulsent Bourtseff et son ami.

Que nous soyons menés par les habiles, cela nous le savons. Mais s'ils se mettent au service des fous, ils risquent de se démonétiser plus vite.

J. G.

RÉPUTATIONS

Mme Sarah Bernhardt, invectivant, sur la scène, un de ses comparses, le cingle du mot : épicier! Aussitôt, les épiciers protestent et l'un d'eux publie, en style châtié, son indignation. Il dit les droits et les mérites de l'épicerie; qu'elle est prête à verser son sang pour la patrie; qu'elle a fourni des généraux à la première République et des explorateurs au monde entier; et enfin, ô raison suprême! que « c'est elle qui fait le plus d'affaires ». Cet épicier de lettres n'est pas un niais, et son épître à la grande comédienne vaut qu'on la commente.

Ce serait un sujet à traiter en alignant des proverbes, si la mode n'en était passée. Tirons donc, du fond de notre puits, une modeste glose.

« Epicier! », ce nom ne veut pas dire marchand d'épices, quand on en étiquète un critique sarceyien. « Epicier! », prononcé sur le ton péjoratif, ne diminue pas le vendeur de moutarde. Alors, dit l'épicier, le vrai, pourquoi cette épithète plutôt qu'une autre? Il est bon, le vrai épicier! Pourquoi les mots sont-ils tels que nous les employons? Croit-il que l'étymologie explique quelque chose? Je sais bien que des scrutateurs, soucieux de présenter à leur secrétaire de rédaction l'article d'actualité, ont découvert la raison qui détourna ce mot de son devoir. Mais leur exégèse est douteuse... et restreindrait ma ratiocination.

Certes, aux sots prétentieux que l'on veut qualifier, on eût pu dire, avec plus de justesse et de justice : éditeur! académicien! directeur de journal ou de théâtre! critique d'art! etc. Mais on a dit : épicier, et l'on continue. C'est que la fortune des mots est souvent en raison inverse de leur valeur. Au lieu d'exprimer exactement la pensée par le mot ou la phrase propre, le causeur et l'écrivain choisissent la formule toute faite, ironique ou imagée : il faut de la couleur et de la variété dans le discours ; nous observons cette règle à bon compte.

Redoutons, cependant, que la protestation de l'épicerie ne s'étende à d'autres honorables humains que désoblige notre langage. Les philistins sont morts, heureusement! Mais les pompiers! Voyez-vous toutes leurs compagnies se lever en masse, parce qu'on aurait parlé d'eux à M. Bouguereau? Le Père Combes, qui est bien avec la province, parviendrait peut-être à calmer ceux du Midi et du Nord; mais ceux de Paris, qui sont de « petits pioupious français », comment leur ferait-on oublier cet outrage à l'armée? Au nom de la paix et du bien publics, circonscrivons le mal à la pacifique épicerie! Et tournons en notre bouche une langue circonspecte.

L'épicier ne méritait point, d'ailleurs, ce coup du hasard.

Comme le boulanger, il est la providence du client indigent. Vers la fin de la semaine, la ménagère dépourvue attend avec inquiétude et mauvaise humeur le samedi soir, toujours si lent à venir. C'est alors qu'elle passe, rapide, dans la boutique où le café brûlé caresse de son souffle les fromages évaporés et, empoignant des poireaux par leur queue verte, s'écrie : « J'ai oublié mon porte-monnaie ; je vous descendrai ça tout à l'heure! » « Ça » c'est les deux sous qui manquent pour colorer la soupe maigre que, rentré au logis, le compagnon avalera en maugréant. Sans chiffres ni livres, d'innombrables opérations de crédit se font ainsi chaque jour, dans l'étroit magasin où un pauvre accorde aide et confiance à des pauvres plus malheureux que lui.

Cette profession n'est donc point vile. Il suffit d'ailleurs qu'un métier soit utile pour qu'on doive l'estimer. Les escrocs et les proxénètes, et les honnêtes gens aussi, savent cela et volontiers déclarent qu' « il n'y a pas de sots métiers ». Ils ont raison. Il n'y en a pas de sots, il n'y en a pas de nobles. On se plaît à donner aux grands artistes posture de héros ; on vilipende les faux et les mauvais artistes, — ou du moins ceux que l'on juge tels. Or, tous font le même métier. Un métier ne vaut que par celui qui l'exerce. (Je disais bien que pareil sujet devait se traiter en proverbes.)

Mais si les épiciers portent le poids du dédain public, ils peuvent s'en consoler, car je ne connais pas de corporation qui ne soit chargée de ce faix. Peintres, politiciens, poètes, médecins, avocats, vidangeurs, nous sommes tous honnis par le Monsieur d'en face. Et que dire de nous, confrères, qu'on maudit et redoute? Nous devons tout savoir, et nous n'avons pas le temps de regarder. Nous devons pondre, sans concevoir. Nous nous voyons vieillir, sans voir naître notre œuvre ; et pourtant nous avons tous du talent et un rôle à remplir. Nous sommes dégoûtés de notre sort, et parfois dégoûtants. Alors quelques-uns d'entre nous s'en vont se reposer ailleurs, sur le premier lit qu'ils rencontrent. Notre vie est précaire et nous prépare avec soin une mort misérable ; car nous n'aurons pas de retraite, et, seul, un bourgeois aberré consentirait à nous donner sa fille. *L'Ile des Diurnales*, découverte par Loyson-Bridet, est un amas d'ordures où se dresse le phare des mers civilisées. La Presse mène le monde ; c'est pourquoi tant de gens persistent encore à croire que le monde aura une fin.

Nous nous bombardons de sarcasmes et d'injures du haut des forteresses que sont les corporations, à l'intérieur desquelles, par surcroît, règnent l'indiscipline et la guerre civile. C'est l'universelle erreur humaine, l'éternelle illusion rapetissée. Les exigences et les coutumes de chaque état décident les hommes à attacher plus d'importance à tel geste et moins à tel autre. Le peintre admire des femmes nues que M. Prudhomme anathématise et dénonce. Les mères de famille redoutent la guerre, que M. François Coppée exalte et réclame. Ainsi la loi morale qui nous régit se diversifie et se contredit en quelques-unes de ses applications. Est illégal ce qui gêne.

Déplacez ou élargissez ces exemples, vous connaîtrez la cause profonde des conflits entre nations, entre religions, entre races. Et si vous remontez jusqu'au sommet du Sinaï, où vous croyez que Moïse, enveloppé du nuage de feu, s'agenouille pour recevoir les ordres d'un tonitruant Jéhovah, vous verrez le prophète se chauffer le ventre au soleil, sous un ciel pur et nu.

On peut donc tremper ses doigts dans la cannelle et étonner la terre. Celui qui vendrait au plus bas prix les meilleurs des pruneaux, et en s'enrichissant, serait l'égal de César ; et une future Sarah Bernhardt chantera peut-être la gloire d'un Potin génial à venir.

Décidément l'épicier protestataire avait tort. Il est inélégant et vain de vouloir de l'honneur pour sa caste ou pour sa boutique, puisqu'on est toujours l'imbécile ou le malfaiteur de quelqu'un. Comme les paletots faits d'avance, l'honneur de tout le monde n'habille bien personne : il faut *s'honorer* sur mesure.

CHARLES-JEAN LEFRANC.

Nouveaux Dialogues des morts

CHARLES BAUDELAIRE — EMILE ZOLA

BAUDELAIRE. — Parmi tant de trépas odieusement vulgaires, votre mort inopinée m'apporte enfin un peu de cette originalité, dont je fus si friand à l'époque où j'employais mon art à noter les moindres sursauts désespérés de mon âme, pour l'ébahissement cruel des imbéciles et des satisfaits.

Aujourd'hui que j'ai avalé mes méditations abstruses de moi-même dans un bâillement de lassitude et d'ennui (car le néant aussi m'a déçu) je prendrai un plaisir — hélas! terrestre — à ratiociner avec un homme de votre envergure, cependant que la chatouillante morsure des larves effiloquera votre dépouille...

ZOLA. — Tout le bénéfice de cette conversation sera pour moi.

BAUDELAIRE. — A cet aimable mensonge — car si jamais intelligence éprouva de l'antipathie pour la mienne, ce fut la vôtre — on voit bien que vous êtes un néophyte de la mort. Les habitudes séculaires du monde éclaboussent notre pestilence jusqu'en ce suprême refuge dont je me suis institué portier ou huissier, quelque temps, par un dernier effet de mon humeur bizarre et mystificatrice : je faisais, ou je croyais faire aux arrivants les honneurs de l'Immobile, du Sourd, du Muet, de l'Aveugle... Mais ils étaient si ahuris de leur déportation que je tourmentais mon souvenir de cerveau sans parvenir à les émotionner... Les athées n'étaient pas les moins déconcertés d'entre tous les morts... Aussi, après quelques essais infructueux, je me dégoûtai de cette fantaisie platonique que me prêtait l'une des intelligences en qui je me survis et je me décidai à attendre le bon ange ou le bon démon que j'avais toute ma vie invoqué.

ZOLA. — Vous l'attendez encore?

BAUDELAIRE. — Est-ce vous qui en doutez? Il est resté dans mes œuvres. Mais laissez-moi vous avouer que j'ai menti à moi-même et aux autres en implorant le sommeil de la mort. Ce goût du néant dont je me suis vanté n'était que le goût de l'inconnu de l'au-delà. J'attendais l'épilogue de la vie comme une nouveauté, non comme une solution. En vérité, pouvais-je croire à cette monotonie de silence, d'obscurité et d'immobilité que nulle alternative ne rend sensible au rien qu'on est — tandis que j'imaginais les tourments de l'Enfer?

ZOLA. — Pourquoi pas les délices du Paradis?

BAUDELAIRE. — Ils ne répondaient pas à l'idée que je me faisais d'une puissance régnant sur les horreurs mondiales. Le patron des crimes et des détresses de l'humanité me paraissait devoir être Satan, l'esprit du mal. J'aurais été plus désappointé de trouver un Dieu de bonté installé ici que je ne l'ai été de ne rien trouver du tout. En imputant à une omnipotence infailliblement cruelle l'abomination de ma naissance, j'avais le droit de refuser l'exécrable vie qu'elle me forçait de traîner, courbé sous son aiguillon. De là à m'estimer supérieur aux hommes et à les détester de consentir sans révolte à leurs fonc-

tions de brutes, il n'y avait qu'un pas à faire — je le fis. Esclave de la Destinée injuste et tyrannique, je m'insurgeai contre elle ; je contrevins à ses lois immuables, respectées lâchement : je n'agis point ; je créai à mes aspirations un idéal extra-terrestre, flottant au-dessus des réalités splénétiques du présent, entre l'attractif mystère du passé et le flamboyant mirage de l'avenir, et je m'évadai, avec les deux têtes de Janus, vers les sublimes, vers les fastueuses extravagances du rêve. L'orgueil a sauvé mon génie du naufrage de mes facultés ; sans lui, j'aurais préféré, par indolence, l'impression vague, non analysée, à l'art positif et je n'aurais pas même été poète...

Zola. — C'est que l'orgueil est une force et qu'il contient l'action. Mais vous estimez encore, votre point de départ reconnu faux, que vous avez bien fait d'agir ainsi, c'est-à-dire de ne pas agir ? Vous êtes-vous demandé ce qu'il adviendrait de l'universelle humanité si tous ceux qui la reçoivent, pour la transmettre, améliorée, à leurs enfants, en décidaient comme vous ?

Baudelaire. — Je vous attendais là. Du seul fait que la vie m'était insupportable, que j'éprouvais à la subir le sentiment d'une injustice, cette injustice émanât-elle d'un concept démoniaque ou fût-elle seulement le résultat d'une indifférence de la nature, j'avais le droit de secouer son joug.

Zola. — C'est une vanité, qui n'a pas même le mérite d'être originale, que de croire qu'on vaut mieux que sa place au monde. Vous avez pris pour une aristocratie de votre esprit ce qui n'était qu'une tare commune. La vie offre des joies robustes ; témoigner de l'horreur pour elle, c'est manifester platement d'une impuissance ou plutôt d'une lâcheté; c'est se reconnaître, avant toute entreprise, les bras trop courts pour l'étreindre. Le rêveur veule la boude par dépit de la trouver trop grande; mais il sait encore se faire honneur de sa faiblesse qu'il prend pour un excès de délicatesse dont il a préféré souffrir que de se corriger.

Baudelaire. — Plus tard, en effet, j'ai eu la franchise de pleurer sur ses joies que j'avais méconnues dans ma pusillanimité; j'ai eu le regret des sensations saines que j'eusse éprouvées dans l'accomplissement normal de ma vie d'homme ; mais je n'étais pas constitué pour l'effort qu'elles réclamaient. L'injustice de ma naissance n'éclate-t-elle pas autant dans cette nouvelle disproportion, où je reconnais mes forces inférieures à celles de la vie, que dans la précédente où je jugeais ses turpitudes indignes de mes aspirations. Qu'elle se trouvât au-dessus ou au-dessous de moi, elle ne m'était pas accessible ; qu'avais-je de mieux à faire que de la mépriser ?

Zola. — A la fois descendre et vous élever jusqu'à son niveau : la vie dominait votre courage par l'idée que vous vous faisiez de son énorme activité brutale, vos rêves excédaient ses limites — *est in medio verum* — pour parler une langue qui vous est familière. Sur la foi d'une appréhension, d'un malaise moral, vous vous êtes laissé entraîner dans un abîme de paresse et de désespérance ; l'inclination littéraire vous a bien un peu facilité cette chute ; si vous ne vous étiez engagé sur cette insidieuse voie, vous eussiez pu vaincre votre appréhension, dissiper votre malaise, vivre déjà.

Baudelaire. — Cela vous est aisé à dire ; je prétends, au contraire, que mon horreur de la vie était plus qu'un malaise et mon impuissance plus qu'une appréhension. Je conçois qu'il n'y ait rien d'aussi parfaitement eurythmique que le développement d'un être sain dans un milieu adéquat à ses facultés, propre à satisfaire ses appétits, le contenant, en un mot, sans le gêner, et s'adaptant à sa parfaite anatomie comme le maillot élastique et soyeux au corps de l'athlète. Mais cette heureuse connexité n'existait point entre la vie et votre serviteur. Il eût fallu que je fisse de moi mon propre Procuste, pour me raccourcir et m'allonger simultanément jusqu'à la vie ; c'est-à-dire qu'il eût fallu, non, comme vous le déclarez avec autorité, que je me modifiasse, mais que je me déformasse. Aussi bien, me serais-je maltraité sans résultat ; monstre avant l'opération, j'aurais été monstre pire après et monstre infécond, parce qu'inacclimaté. Tel que j'ai vécu, conformément aux auspices que je tirai de l'humeur misanthrope de mes jeunes années, alimentant mes maux et mes vices, à l'instar des engraisseurs, pour préparer à mon génie une plus succulente nourriture, j'ai réalisé le plus grand bénéfice possible de ma disgrâce naturelle : *Stulti aliquando sapientes* — pour vous rendre la politesse — j'ai développé mon talent dans le sens qui lui plaisait et j'ai été un poète d'une indestructible originalité ; mes accents sincères, tout en me faisant plaindre, m'ont acquis des sympathies distinguées qui valent mieux pour moi que les contentements un peu vulgaires de la bonne santé, que l'estime même d'un public plus entêté dans son amour, il est vrai, plus fétichiste, mais aussi plus facilement admiratif et dupable, de qui le charlatan le moins retors éveille les bravos, s'il sait flatter ses sombres instincts.

Zola. — Voilà une péroraison qui ressemble fort à une sévère critique de mon œuvre. Il est certain qu'elle est destinée à vaincre en popularité la vôtre. Tout en étant d'un art moins sobrement achevé, moins nerveux et plus diffus, elle est plus largement humaine, plus colossale, plus flatteuse aussi, j'y consens, en cela que, après avoir condamné la société actuelle et ses éléments, elle conclut non par la négation de cette société, mais par l'espoir de la voir rénover par l'individu qu'elle affirme : en un mot, elle juge l'homme plus inconscient, plus erroné que criminel. Mais je voudrais restreindre ces débats à la défense de nos vanités particulières...

Baudelaire. — Nous sommes assez en dehors de la vie pour ne pas redouter un pareil avortement. Remarquez, cependant, que vous avez constaté, comme moi, quelques-unes des monstruosités humaines et que, à tout prendre, j'étais aussi bien en droit de conclure par l'irrémissible erreur de la vie, que vous par la possibilité et la nécessité de sa réforme. D'accord sur l'évidence des abominations mondiales, il ne dépendait plus que de votre optimisme et de mon pessimisme de nous faire diverger. Il vous plaît de croire que l'homme est né bon, et moi de croire qu'il est né mauvais, ce n'est qu'affaire d'appréciation, cela demeure hypothétique et nous pourrions des heures ergoter là-dessus, sans en dire plus que les philosophes professionnels sur le terrain desquels nous empiétons — moi poète, et vous romancier, devenu sur le tard évangéliste...

Zola. — Je ne me soucie pas de rompre une lance inutile en l'honneur de la vertu des hommes ; cette vertu m'est indifférente du moment qu'elle excède les bornes de la nature ou qu'elle est du domaine sentimental. Je pourrais vous demander de me définir le bien et le mal avant de discuter sur la bonté et sur le vice : l'homme n'est bon ou n'est mauvais que selon votre appréciation du bien et du mal, ce qui n'est pas dire que vous ayez la connaissance infaillible de ce mal. Sa moralité peut exister au delà de votre conception ; il peut être imbu d'une éthique supérieure et, comme tel, vous paraître immoral... Mais je suis plus pratique, ou — si vous voulez — plus vulgaire, et mon idéal n'est point si haut. Avec le contingent de passions et de vices que vous semblez avoir à cœur de trouver à l'homme — et que je vous concède — la vie, telle que nous l'avons reçue, telle qu'elle dépend de nous d'être encore, n'est point mauvaise, mais elle l'est dans le simulacre où nous la vivons.

Sans doute, j'ai constaté, comme vous, la misère et l'abjection de la vie, mais je les ai sises, non dans l'individualité, mais dans la société des hommes. J'ai voulu qu'ils fussent des gens raisonnables, ce qui vaut mieux que des honnêtes gens ; qu'ils écoulassent régulièrement les flots de leur égoïsme entre deux digues bâties avec son limon : *similia similibus curantur*. Mon ambition n'est point qu'ils soient des saints selon la morale (qui ne peut être encore qu'une hypocrite bienséance, une ridicule palinodie du mal qui règne, une puérile et vaine protestation en faveur du bien supérieur quand le bien élémentaire est méconnu) — je ne demande présentement aux hommes que de devenir des êtres, selon la vie, non de la bonté abstraite, selon les dogmes — de l'action, en général, selon l'évolution, de l'économie, selon la force, de la sagesse et de la logique, selon l'harmonie de leurs rapports — selon la solidarité : notre morale ne doit être que la réglementation du meilleur emploi de l'activité humaine. Je n'ai pas, comme vous, gémi sur les péchés, « les souvenirs, les regrets, les spasmes, les peurs, les angoisses, les cauchemars, les colères et les névroses », pas davantage je n'ai plaint les *lunatiques* et prié la magnanime clairvoyance de Dieu de s'intéresser aux cas pathologiques des quelconques Bistouris. J'ai crié seulement ma haine aux crimes sociaux. J'ai dit aux grabataires, aux grelotteux, aux affamés, aux sans logis, ma pitié de leur souffrance et mon indignation de leur lâcheté ! J'ai abominé les injustices et les inégalités ; le mésemploi des forces et l'inexacte répartition des droits. Il ne m'importait pas de savoir si nous étions bons, du moment que nous étions lésés. J'ai couru au plus pressé : j'ai visé au réel et plutôt que de rêver de m'évader dans un Chanaan avec un carcan au col, j'ai d'abord tenté de briser ma cangue pour vivre seul ici ! Qu'avez-vous essayé pour vous défaire de la vôtre ? Vous l'avez oubliée ! Vous avez donné le change à vos douleurs humaines, en vous en créant d'une autre espèce. Vous avez trouvé indigne de pleurer sur un mal commun mais terrible et vous vous en êtes créé un, plus hautain, plus spirituel, mais, à coup sûr, plus illusoire.

Baudelaire. — Donc j'ai eu tort ? car vous établissez que le mérite d'une œuvre, qui de plus doit être positive, est proportionnel au degré d'optimisme qu'elle exprime, selon votre idéal, et que, plus elle est de conclusions réconfortantes, plus elle est humaine ?

Zola. — Plus elle est humaine, oui — et plus, en ce sens, elle a de mérite ; car je n'ai pas besoin de spécifier que l'art n'entre pour rien dans cette évaluation...

Baudelaire. — Je voudrais au contraire que vous en tinssiez compte.

Vous l'excluez trop légèrement d'une question où il a toute prépondérance. Que sommes-nous l'un et l'autre, sinon et, avant toutes choses, des artistes ?

Zola. — Des hommes ; des consciences sociales.

(*A suivre.*) John-L. Charpentier.

COUPS DE GRIFFES

Les Japonais n'ont qu'à bien se tenir. Voici en effet ce que le correspondant du *Journal* adresse par dépêche :

« Une anecdote populaire raconte que l'empereur, seul dans son cabinet de travail, vit se dresser devant lui un prêtre qui lui disait : « Sire, cette guerre sera sanglante. Ta place à « toi, maître du peuple, est à la tête de tes « armées. » L'empereur voulut répondre ; mais il n'y avait plus personne. Il courut dans l'antichambre. Un valet lui répondit qu'il n'avait vu personne passer, ajoutant seulement que le métropolite Antoine attendait pour être reçu. Introduit aussitôt auprès de l'empereur, le métropolite lui remit une icône ancienne et partout vénérée, venant de Nijni-Novgorod et représentant saint Séraphin. Et l'anecdote veut que

l'empereur ait reconnu dans le portrait de l'icône le visage même du mystérieux prêtre apparu. »

D'autre part on mande aux journaux :

« Dans les sphères de la cour on est très inquiet au sujet de l'état psychique du tzar. On parle à voix basse des manifestations non équivoques d'hallucination religieuse dont il a été victime ces temps derniers. »

Le czar serait donc maboule?

Cela explique comment il pouvait, avec une telle inconscience, parler de désarmement, alors qu'il ne rêvait qu'à *faire la guerre*.

MOUVEMENT SOCIAL

A Saint-Etienne, une maison contenant une trentaine de *locataires s'écroule*, ensevelissant sous ses décombres douze personnes. Quatre sont mortes, les autres plus ou moins grièvement blessées. Des premiers éléments de l'enquête, il résulte que depuis quelque temps des lézardes s'étaient produites; les plafonds se fendaient et se bossuaient; des ingénieurs du corps des mines consultés constatèrent les dégâts et conseillèrent la restauration. Mais la propriétaire, Mlle Brun, ne voulait rien entendre. A un locataire qui lui faisait part de ses appréhensions, elle répondit qu'il n'avait qu'à donner ses trois mois et aller habiter ailleurs, puisqu'il avait peur chez elle.

On prétend même qu'elle aurait reçu de la Compagnie des mines une indemnité lui permettant de faire les réparations nécessaires.

D'autre part, les murs n'avaient qu'une *épaisseur de trente centimètres*. On avouera que c'est tout à fait insuffisant, surtout pour une maison à quatre étages.

Il est donc hors de doute que la responsabilité de la propriétaire est engagée. Cependant, je ne demande pas qu'on lui coupe la tête pour lui apprendre à avoir un peu plus de souci de la vie de ses semblables. Non. Mais je ferai remarquer que si cette maison n'avait pas appartenu à une seule personne, celle-ci pouvant à son gré, par amour de l'argent, jouer avec la vie de *ses locataires*, il est plus que probable que la chose ne serait pas arrivée. C'est donc la mauvaise organisation sociale que nous subissons, basée sur la valeur de l'argent, et la propriété individuelle, qui est cause de cette catastrophe.

Un autre enseignement à tirer de là, c'est que dès la nouvelle de l'effondrement, des hommes se sont présentés nombreux pour coopérer au sauvetage. Il y avait péril de mort, dans cet enchevêtrement, des pans de mur restant debout et menaçant à chaque instant de s'abîmer sur eux. Et ce dévouement qui se rencontre chez l'homme partout où il y a des vies à sauver, qui est pour ainsi dire inné en lui, est la plus belle réponse qu'on puisse faire à ceux qui, prétendant que l'homme est foncièrement mauvais, croient par cela même légitimer la société actuelle.

*
* *

Les autorités se sont émues et une commission composée d'architectes et d'ingénieurs a été nommée par la ville. Elle a pour mission de rechercher et signaler aux autorités les maisons branlantes.

Parallèlement à cette action administrative, n'y a-t-il pas place pour une autre action ? A quand la grève des locataires ?

*
* *

La catastrophe serait due, paraît-il, à un mouvement de terrain produit par le vide occasionné par de vieux travaux de mine.

Il est de notoriété publique qu'il y a une vingtaine d'années, le remblayage des galeries et chantiers abandonnés se faisait dans de très mauvaises conditions et souvent *on ne remblayait pas du tout*.

Depuis le directeur jusqu'au plus petit ingénieur, tout le monde est au bénéfice. Sortir des bennes de charbon, cela rapporte ; mais descendre des bennes de remblai, cela dépense et diminue le boni. On fait les remblais tant bien que mal, plutôt mal que bien, et c'est pourquoi l'on voit, dans les environs de Saint-Etienne, des quartiers entiers tomber maison par maison, et disparaître insensiblement, tel le quartier des Trois-Ponts, à Firminy.

GALHAUBAN.

CHAUMONT (Marne). — Le maire (radical, s'il vous plaît!), qui est le patron de la *seule industrie* (ganterie) qui existe à Chaumont, et qui occupe environ 2.000 ouvriers et ouvrières, est un patron intelligent !

Pour enrayer le mouvement syndicaliste (ou plutôt pour le détourner de son vrai chemin) qui s'était fait jour depuis quelques années, au lieu de le combattre ouvertement, en refusant de reconnaître les syndicats, ou encore en chassant les militants, notre patron républicain s'y prend plus adroitement.

Pour bien montrer qu'il voulait et qu'il était de cœur avec ses ouvriers (*ses collaborateurs*, comme il les appelle), il leur a fait cadeau d'une « bourse du travail », que des imbéciles ont acceptée avec enthousiasme.

Dans les discours qui, de part et d'autre, ont embelli la cérémonie de la remise de la bourse aux intéressés, il n'a été question — et il ne pouvait en être autrement — que d'union et d'entente entre le capital et le travail ! Nous verrons ce que ça durera.

Mouvement ouvrier. — La grève des officiers de la marine marchande s'est subitement terminée, au moment où les officiers des ports de Dunkerque, le Havre, Bordeaux, se solidarisaient avec ceux de Marseille, c'est-à-dire au moment même où le mouvement allait devenir réellement général.

Les officiers affirment qu'ils ont satisfaction, et les inscrits maritimes de leur côté crient victoire.

Tout est donc bien qui finit bien. Que cette prétendue victoire générale ne soit faite que de concessions mutuelles, cela est plus que probable, encore que l'on ne connaisse pas en toutes ses parties l'arrangement intervenu.

Voici, du reste, les bases de l'arrangement qui, en substance, se réduit à ceci :

Les officiers dont on demande la réintégration, affirment sur l'honneur n'avoir pas tenu les propos qu'on leur prête, il y a lieu de les réintégrer sans exiger d'eux des excuses écrites ni des déclarations de regrets; les autres points en litige sont réglés par la loi, et l'administration de la marine a seule qualité pour l'appliquer.

Quoi qu'il en soit, je crois que le fait seul, pour les inscrits maritimes, d'avoir provoqué une grève d'officiers, est assez intéressant en lui-même et il est à prévoir qu'à l'avenir les états-majors de la marine marchande y regarderont à deux fois avant de provoquer les équipages; et, concessions ou pas, la nature même du conflit fait que seul le prolétariat de la marine est appelé à en bénéficier.

D'autre part, la grève des officiers pose un principe intéressant, qui est celui du droit de grève sans contestation aucune pour les simples matelots, droit qui leur était contesté, puisque lors de leur dernière grève, les journaux réactionnaires étaient unanimes à vouloir considérer les inscrits maritimes comme relevant de la justice militaire, ce qui aurait eu pour résultat de les faire considérer comme déserteurs en cas de grève.

La grève des officiers approuvée par les mêmes a mis justement fin à cet état de choses.

Vainqueurs ou vaincus, les inscrits maritimes profiteront certainement un jour de cette grève d'un nouveau genre.

Nous aurons l'occasion alors d'y revenir.

*
* *

La grève des métallurgistes de Fromelennes continue. La Compagnie des Métaux, dans l'espérance de tuer le mouvement, n'a rien trouvé de mieux que d'exciter les ouvriers belges contre les ouvriers français et elle espère, à l'abri de cette division, tenter une reprise du travail. C'est là vraisemblablement une tactique qui sera déjouée.

D'autre part, la Fédération de la Métallurgie a cru devoir envoyer des délégués dans les ministères, dans un but que je ne parviens pas bien à saisir; ses militants moins que tous autres, et ils ne se font pas faute de le clamer bien haut, n'ignorant pas que la classe ouvrière n'a rien à attendre de ceux-là même dont la mission est de défendre la société capitaliste.

C'est là une grosse faute, car l'on est habitué de la part de cette importante organisation à une attitude qui contraste avec cette manière de faire.

Les délégués n'ont, du reste, reçu que beaucoup de boniment et pas mal de promesses qui n'ont servi à rien, puisque la grève continue et que la troupe et la gendarmerie sont toujours sur les lieux pour *protéger la propriété capitaliste et provoquer les travailleurs*.

Nos camarades s'apercevront vite de leur inutile compromission.

*
* *

Ce que je prévoyais la semaine dernière dans mon M. O. est arrivé. M. Doumer a prononcé son « grand discours politique » au banquet des « *Associations de production* », si bien que voici ces organismes « ouvriers » tout à fait enrégimentés sous la bannière nationaliste de M. Doumer.

C'est dans la plus sale, dans la plus infecte des politiques que, pour quelques billets de mille, sous la forme de subventions, se sont engagées les *Associations de production*. Il en est, du reste, toujours ainsi; de concessions en concessions, la politique force les organismes ouvriers, qui n'ont pas le soin de s'en tenir prudemment éloignés, à abdiquer un jour toute pudeur, à ne plus voir qu'un *intérêt immédiat*.

Est-ce là un excellent calcul de la part des bonzes qui dirigent, pour peu de temps encore, il faut l'espérer, les Associations ouvrières ? Il est permis d'en douter.

En effet, que le gouvernement attaqué si vigoureusement par M. Doumer, s'avise, pour se venger, de leur chercher noise — et cela lui serait facile, car dans l'arsenal des lois il en trouverait facilement qu'il pourrait leur appliquer et leur porter ainsi un tort considérable — et les lanceurs de ministère Millerand-Doumer en seraient pour leurs frais.

Sous prétexte de les fédérer, quelques personnalités, plus encombrantes qu'utiles, ont la mainmise depuis quelque temps sur les *Associations de production*; si ces groupements ne veulent pas sombrer, il est temps qu'ils se débarrassent de ces parasites.

M. Manoury, pour une place au Conseil supérieur du travail, d'autres pour des croix ou des subventions, les imbéciles et les farceurs pour des palmes quelconques, ont complètement vicié le but des associations d'ouvriers, qui risquent ainsi de devenir exclusivement des agences de combinaisons électorales.

Nous ne saurions trop engager les véritables travailleurs, qui pensent que la coopération a un autre but, à balancer, et vivement, les avocats et les marchands d'orviétan politique qui se sont glissés dans leurs rangs.

A ce prix, mais à ce prix seul, ils risquent de ne pas sombrer complètement dans la poursuite des combinaisons politiques.

P. DELESALLE.

*
* *

Les grèves. — On signale une grève des maçons à THIERS. Les grévistes, au nombre d'environ 120, réclament une augmentation de salaires et la réduction de la journée à 10 heures.

A PANISSIÈRES, il y a de l'agitation chez les tisseurs de la maison Froget. Menacés d'une diminution de salaire, les ouvriers se sont mis en grève.

A ROANNE, ce sont les teinturiers de la maison Gerbay qui réclament une meilleure répartition du travail.

Enfin, à FIRMINY, les menuisiers protestent par la voie de la presse contre le manque de foi de certains de leurs patrons qui, après avoir accepté une augmentation de 0 fr. 50 par jour, ne veulent, maintenant que les ouvriers ont repris le travail, accorder que 0 fr. 25.

GALHAUBAN.

TOULON. — *La grève des maçons*. — L'entente entre patrons et ouvriers n'a pu encore s'établir, malgré que depuis quatre semaines la grève sévisse. Et cela n'a rien d'étonnant.

Si, au lieu de mendigoter quelques sous sur les marchés, dans les rues, dans les faubourgs, à de presque aussi malheureux qu'eux, les grévistes avaient montré de l'énergie, on n'aurait pas assisté au triste spectacle de l'un d'eux se pendant de misère; leurs femmes, à l'heure actuelle, n'imploreraient pas la pitié du passant miséreux, lui demandant, pour soutenir la lutte du pot de terre contre le pot de fer, le centime qu'il dépense dans un plaisir éphémère.

Mais non! Ces esclaves qui dressent des châteaux magnifiques et habitent des taudis infects, sont légalistes!

La loi leur permet de quêter !... et ils quêtent ! La loi leur défend tout mouvement de révolte !... et ils restent paisibles, attendant sans doute qu'un messie décrète leur libération.

Ce messie, en la personne du juge de paix, s'est présenté ; et quoi qu'il ait des sentiments élevés ! n'a pu leur proposer le bonheur complet, mais tout simplement son arbitrage.

« Est-ce légal ? » se demandèrent-ils. Et ils acceptèrent.

Hélas ! les patrons, eux, pas si benêts, n'ont pas coupé dans le pont et restent aux conditions premières d'embauchage : c'est-à-dire 5 fr., 4 fr. 75, et 4 fr. 50 pour 10 heures de travail.

Pendant ce temps, on se remue ! Réunions sur réunions sont données et, dans chacune, le patronat maçon toulonnais est blâmé à outrance. On placarde des protestations, dans lesquelles on se réclame noblement d'opposer aux mensonges, aux intrigues inavouables, aux basses manœuvres de ce patronat, la probité, la loyauté, la parole d'honneur !

Un de ces factums se termine en ces termes : Camarades, luttons pour notre cause sans défaillance, avec la conscience du devoir, avec le sentiment de la correction et de la justice.

Vive la grève ! Honte aux patrons qui ne font pas honneur à leur parole !

On serait tenté de croire qu'avec des mots ronflants et des phrases sonores, ces meurt-de-faim se remplissent le ventre.

Il leur faudra, s'ils veulent être vainqueurs, employer une méthode et des moyens d'action tout autres que ceux enseignés par les politiciens qui les mènent.

E. Cosmao.

Danemark.

La manifestation du 1er mai à Copenhague. — La social-démocratie danoise a eu, comme tous les ans, sa grande journée de démonstration ouvrière. Manifestation énorme et pacifique d'un cortège interminable de syndicats dont les membres ont défilé par la ville derrière les musiques et les bannières. Copenhague a un bourgmestre et des députés socialistes ; c'étaient eux qui ouvraient la marche. Et, auprès d'eux, de grandes affiches à lettres rouges, réclamant pour l'ouvrier les trois-huit. Les revendications des ouvriers danois sont, à l'ordinaire, précises, pratiques, opiniâtres. Ils réaliseront peut-être les trois-huit ; en tout cas, des milliers et des milliers d'entre eux défilèrent le 1er mai, portant, sans une exception, à leur chapeau, le symbole de leur réclamation, trois 8 entrelacés, des bannières, et encore des bannières ; des blanches, des rouges surtout ; des médailles et des fleurs pour en rehausser l'ornement. Des inscriptions pas toujours neuves (l'Union fait la force, etc.), mais qui ont parfois une valeur de protestation. « A bas le militarisme ! » crie l'une, en lettres rouges énormes sur fond blanc. Et la police ne s'en émeut pas ; elle fait la haie pour protéger le passage du placard subversif. Est-ce qu'à Copenhague, on aurait le droit de proclamer tout haut son opinion ? Personne ne se serait-il donc plaint que c'est là « insulter l'armée », ou bien tout le monde approuve-t-il ici cette déclaration antimilitariste ? Ils nous étonnent, ces Danois. Leur manifestation est étonnante aussi pour son allure d'ensemble ; c'est une ballade de printemps, en masse, désordonnée, bon enfant. Par instants elle se présente plus régulièrement : il y a des musiques qui jouent l'air socialiste danois, la *Marseillaise*, la *Marche des Girondins*, etc. Les musiciens sont généralement en haut de forme et redingote noire ; on les suit tranquillement, car ils ramènent les airs trop vifs à une petite allure danoise tranquille. Les cordonniers, les forgerons passent en chantant des chœurs ; les porteurs de lait — des gamins de dix à douze ans — lancent aussi, gaiement, une chanson révolutionnaire. Et puis ce sont les télégraphistes, les téléphonistes, les relieurs, victimes en ce moment d'un lock-out, mais qui se vengent des patrons en promenant une affiche humoristique qui représente un atelier de patron relieur pendant le lock-out : le patron, sa femme, ses enfants se démènent pour faire le travail des ouvriers absents. Tout ça n'est pas bien méchant ; on comprend que des vieilles, des enfants, des familles entières se joignent à la manifestation ; c'est une promenade des corporations ouvrières.

E. A.

Espagne.

On nous communique la lettre ci-jointe :

Chers amis,

J'ai retardé un peu ma réponse, mais vous ne devez pas vous étonner de cela, car le peu de temps que j'ai de disponible m'empêche de le faire avec la promptitude que je désirerais. J'aurais encore retardé un peu plus, si une affaire qu'il faut traiter rapidement ne m'avait fait prendre la plume pour vous la communiquer.

Le gouvernement, stimulé par la haute bourgeoisie, au sujet de la propagande anarchiste qui se fait dans toute l'Espagne, poussé par l'attentat contre Maura, par l'insuccès du voyage royal, par le mouvement que les libres penseurs, depuis quelque temps, ont créé contre le cléricalisme, a résolu de donner un coup terrible contre les radicaux, et encore plus contre les anarchistes.

J'ai su, de bonne source, que la police, depuis quelques jours, établit une liste sur laquelle se trouvent, à l'heure actuelle, cinq cents inscrits. On cherche à faire éclater une « bombe » ou autre chose semblable pour gagner l'opinion et punir cruellement tous ceux qui agissent activement contre la réaction.

Nous en sommes à une affaire que la police barcelonnaise étudie pour provoquer un attentat, afin de pouvoir mettre en œuvre : persécution, tourments et fusillades.

Penser à dénoncer cela dans la presse espagnole est une naïveté, car les journalistes espagnols n'ont pas assez de courage pour cela : il faut que ce soit la presse du dehors qui le fasse.

La confidence qui m'a été faite est peut-être exagérée, mais il y a beaucoup de détails qui tendent à démontrer qu'elle doit être vraie.

Maura qui ne voulait pas aller en Andalousie, où se trouve le roi, y est allé pour lui faire signer quelques décrets, parmi lesquels s'en trouve un pour la *répression de l'anarchisme*, dans lequel il est dit que : *seront punis de peines affreuses, non seulement ceux qui feront acte de propagande, mais aussi les penseurs.*

Un pétard a fait explosion au couvent des jésuites ; cela a peut-être bien été fait par ces derniers, car un jésuite a été blessé à un doigt de la main droite — c'est bien par hasard. *Tel est le commencement* de la comédie qui va bientôt se jouer à Barcelone.

Ces jours-ci, de nombreux télégrammes ont été envoyés d'ici à Madrid, dans lesquels la bourgeoisie recommande au gouvernement de donner des ordres sévères contre les radicaux.

Seulement, l'ennuyeux, c'est qu'il y a à frapper non seulement ceux de Barcelone, mais aussi ceux de toute l'Espagne.

En ce moment, je n'ai pas l'esprit tranquille, et les pensées viennent en si grand nombre à mon cerveau, qu'elles ne me donnent même pas le temps de les transcrire ; mais je crois que j'en ai dit assez pour que vous puissiez me comprendre. Je ne puis continuer, le sang bout dans mes veines, je voudrais être l'électricité.

Il faut que vous préveniez Grave de cette affaire. Il faut gagner du temps, afin de faire échouer les plans scélérats de ces misérables.

Il faut que la presse de Paris et de France le publie, afin que si ces plans réussissent, nous ayons l'opinion pour nous.

J'espère que vous ferez de votre mieux pour l'écrire à Grave, et si vous pouviez le faire vite ce serait préférable.

Je dois écrire quelques lettres, car il faut se préparer et le faire savoir.

Ce dont je vous parlais tout à l'heure doit se faire quand le roi sera à Madrid.

La tournée de propagande anarchiste qui se fait par toute l'Espagne a un grand succès. Dans les grandes villes comme dans les petites, les idées sont bien reçues. Dans quelques villages de l'Andalousie les autorités ont défendu les meetings et les conférences. Quelques camarades ont été menacés par la *guardia civil* d'être mis en prison s'ils continuent la tournée. Mais malgré cela la propagande se fait, et il y a partout des camarades disposés à prendre la place de ceux qui seront détenus.

Le journal *Tierra y Libertad* a été dénoncé pour des articles racontant les tortures dont ont été victimes les ouvriers d'Alcala del Valle. Il y a quelque temps que nos journaux sont l'objet d'une grande persécution. Le but de la bourgeoisie espagnole, c'est de tuer toute propagande anarchiste, même de faire disparaître les syndicats.

* *

Bilbao. — Les ouvriers des mines de la Compagnie franco-belge se sont mis en grève. Ils réclament moins d'heures et plus de salaire et que les wagonnets soient tirés par des chevaux.

* *

Barcelone. — Dans le club *Fraternité Républicaine* a eu lieu un meeting, pour commémorer le 1er mai, donné par les socialistes et les républicains. Le camarade Herreros a pris la parole pour démontrer au public le vrai but de cette journée, en combattant en même temps les politiciens pour leur propagande menteuse. Une bagarre s'est produite qui a duré deux heures.

* *

Les syndicats ouvriers, au théâtre *Nuevo Retiro*, ont mis en scène *Los Malos Pastores* de Mirbeau, au bénéfice des ouvriers détenus. Des proclamations et des brochures antimilitaristes furent distribuées parmi le public. La police voulut arrêter ceux qui les donnaient ; mais ceux-ci, en se moquant des sergots, purent se défiler.

* *

Les employés des tramways ont fait des demandes à la Compagnie en lui donnant quinze jours pour répondre. Si elles ne sont pas acceptées, ils se mettront en grève.

* *

La police a arrêté le camarade Navarro, correspondant du journal *Tierra y Libertad*. On l'accuse d'être l'auteur des proclamations clandestines.

Depuis l'attentat contre Maura, on ne permet pas de circuler aux brochures, pas plus qu'aux imprimés légaux. Ces jours passés furent arrêtés deux ouvriers qui distribuaient des convocations du syndicat des maçons, et même le maître de l'imprimerie où elles furent faites.

L. Hounès.

Italie.

Un de nos lecteurs nous dit que ce n'est pas le *Grido della Folla* qui a été saisi à Rome, mais un journal catholique : *La Voce della Verita*, pour les motifs que nous indiquions.

Nous avions donné la nouvelle d'après un journal anarchiste italien.

Turquie.

La comédie des fausses décorations. — Dans ma précédente, je vous ai tracé le premier rôle dans l'affaire des fausses décorations. Les autres inculpés principaux sont Mehmed bey, aide de camp du grand vizir, et un sujet autrichien du nom de Kahane.

Mehmed bey est un jeune homme sympathique, marié à une femme européenne. Pour lui, les affaires sont les affaires ! Que lui importait que des gogos portassent des décorations plus ou moins authentiques ? L'essentiel pour lui dans cette entreprise, était de remédier à la pénurie dans laquelle le gouvernement impérial laisse moisir ses fonctionnaires. Chacun sait que le gouvernement turc ne paye ses serviteurs que deux fois l'an et chaque fois les émoluments de deux ou tout au plus de trois mois, le solde restant à devoir.

Kahane est un type intéressant à un autre point de vue. Crapule, comme son chef Fahir, il ne reculait devant rien pour emplir ses poches, et pour lui, comme pour l'empereur Vespasien, l'argent n'avait pas d'odeur. On prétend, et pour ma part je n'en doute même pas, qu'à côté des fausses décorations, il faisait le doux métier de mouchard.

Le premier, Mehmed bey, est tombé entre les mains de la dénommée justice, qui tout naturellement l'a condamné à cinq ans de bagne, cependant que le second, Kahane, a réussi à prendre la clef des champs. On le suppose à Paris ou à Londres.

Il y a encore quatre ou cinq autres complices, dont un tabellion, mais ceux-ci n'étaient que de simples manœuvres. Ils ont récolté chacun une, deux et trois années de prison.

Le vrai bouc émissaire de cette escroquerie a été un pauvre Arménien du nom de Manasse. Manasse remplissait les fonctions de rédacteur au journal français *Servet*, feuille dont se servait Fahir pour insérer la collection des décorations qu'il distribuait si largement. Je ne sais en quoi consistait le crime de ce pauvre scribe pour avoir payé de sa vie la faute des autres, car on vient de m'apprendre que

Manasse est mort en prison, lisez : a été empoisonné ou a succombé aux tortures subies.

On m'assure que le gouvernement actuel a inauguré tout un système de tortures qui dépasseraient en horreur toutes les inventions, pourtant si suggestives, des anciens moines inquisiteurs.

Après avoir bien torturé les victimes, on s'en défait en les jetant dans le Bosphore. Le Bosphore a joué et continue à jouer un rôle sanglant dans les annales de la Turquie. Depuis la fameuse noyade des janissaires en 1826, jusqu'aux dernières vêpres arméniennes, des centaines de mille de cadavres y ont été jetés.

On me raconte que lors de la construction des quais, des scaphandriers descendus pour des travaux sous-marins se sont faits immédiatement remonter et sont restés des journées entières malades, en proie à des hallucinations causées par la vue des nombreux cadavres qui s'y trouvaient entassés.

La conscience doit tout de même être un vain mot pour les gouvernants, quels qu'ils soient.

VIDO.

Etats-Unis.

Des statistiques publiées récemment sur le nombre d'ouvriers qui chôment chaque jour, aux Etats-Unis, montrent que 22.000 cigariers, 51.000 poseurs de briques et de tuiles, 13.000 métallurgistes, 17.000 ouvriers des manufactures de chaussures, 10.000 travailleurs du cuir, 260.000 ouvriers qui travaillent le bois de construction, 108.000 ouvriers employés par 183 combinaisons industrielles, 17.000 typographes, sont sans travail chaque jour de l'année.

Transvaal.

Au milieu des dramatiques nouvelles du Yalu et de Port-Arthur, on n'a pas fait attention à un débat de haut intérêt qui s'est produit au Parlement anglais, à propos d'une enquête officielle faite, à l'initiative du Parlement au Cap, sur les conditions actuelles du travail dans les mines d'or transvaaliennes. Ce débat a été, cependant, plein de révélations bien faites pour révolter le sentiment d'humanité moderne. Elles ont été présentées, ces révélations, par deux des anciens membres de la majorité conservatrice, dégoûtés de la politique Balfour et Chamberlain : le major Seeley et M. Winston Churchill. S'appuyant sur les officiels Livres Bleus rendant compte de l'enquête en question, ils ont pu établir que le régime actuel du travail des indigènes dans les mines d'or sud-africaines rappelle, par sa barbarie, le régime d'esclavagisme qui sévissait dans les Etats du Sud des Etats-Unis, avant le terrible livre de Mrs. Beecher-Stowe, *La Case de l'Oncle Tom* et la guerre de Sécession. D'abord, le salaire des noirs, qui était de 63 shillings sous le régime boer, qui protégeait paternellement le travail, a été réduit à 33 shillings par mois, malgré l'extrême renchérissement du prix de la vie provoqué par la guerre et par ses suites. De plus, il se trouve encore réduit à peu près à rien par l'imposition de l'ignoble trucksystem, répudié par presque tous les pays civilisés et qui consiste, on le sait, à obliger le travailleur à s'alimenter dans des cantines exploitées par le patron lui-même, lequel fait payer à ses clients forcés des prix exorbitants. Sans compter que le mineur noir du Rand est contraint désormais à fournir son dur labeur souterrain pendant les sept jours de la semaine, sans un seul moment de repos, pour un salaire que ses patrons, grâce au truck-system, lui paient d'une main, tandis qu'ils lui en enlèvent les deux tiers de l'autre, le troisième tiers étant affecté au paiement de la taxe spéciale dont les huttes des noirs ont été frappées depuis la substitution du régime anglais au régime boer. Mais ce n'est pas tout. Sous le régime de lord Milner et avec son consentement, a été introduite l'application de la peine du fouet aux mineurs « récalcitrants ». Des surveillants stimulent constamment, à coups de nerf de bœuf, l'ardeur laborieuse des malheureux qui peinent sous terre pendant toute la semaine. Les nègres, malades eux-mêmes, sont souvent flagellés jusqu'au sang et lorsque, épuisés, ils tombent et qu'on ne peut plus nier leur impuissance au travail, on les envoie dans des infirmeries déplorablement insalubres d'où ils ne sortent souvent que pour être enterrés, si bien que la mortalité du personnel noir, qui était de 10 à 15 pour 1000 sous le gouvernement boer, a quintuplé et même sextuplé, étant de 80 pour 1000 aujourd'hui.

Tels sont les faits exposés dans des discours brûlants de MM. Seeley et Winston Churchill au Parlement de Londres et auxquels M. Lyttelton, ministre des colonies, n'a pu opposer que de vagues excuses balbutiées, — tant ils sont avérés et indiscutés, — et des protestations contre les « traîtres à la patrie » qui dévoilent de pareilles turpitudes nationales.

(*Des journaux bourgeois.*)

Australie.

Dans ces derniers temps, parut une brochure parlant du sort de la population primitive d'Australie, à laquelle les Anglais ont aussi volé la terre, comme les Africains à la population primitive de l'Afrique du Sud, argument cher aux Anglais, mangeurs de Boers. Ici, c'est le témoignage de Walter Malcolmson, écrivant dans le *Times* de samedi :

« J'ai passé quinze ans dans les forêts de l'Australie et j'ai travaillé dans les contrées les plus reculées du *Queensland*, de la *Nouvelle-Galles du Sud*, de *Victoria*, de l'*Australie du Sud* et *de l'Ouest*. Dans le *Victoria*, l'*Australie du Sud* (excepté la contrée du nord) et la *Nouvelle-Galles du Sud*, les indigènes sont presque civilisés... hors du monde. Il y en a encore un bon nombre dans le *Queensland* et l'*Australie de l'Ouest*. Le *Protector* des indigènes évalue, dans son dernier rapport, leur nombre, dans l'*Australie de l'Ouest*, à 12.000.

« Le plus grand nombre de ces 12.000 malheureux font du travail forcé chez les planteurs. Ils ne reçoivent pas de gages et sont très maltraités. Après une expérience de plusieurs années dans le nord-ouest de l'*Australie Occidentale*, mon opinion est que là, les indigènes vivent dans un état pire que celui des nègres lors des jours de l'esclavage américain. J'ai plusieurs fois vu que leurs maîtres les frappaient avec un fouet ou un bâton, et cela pour des fautes insignifiantes ; j'ai vu aussi bien des fois ces ouvriers manger des restes, aux alentours des stations, pour calmer leur faim.

« Les soldats policiers sont pourvus de chaînes pour faire revenir les domestiques déserteurs. S'il y en a un qui est arrêté, alors l'un des bouts de la chaîne est mis autour du cou de l'indigène, et l'autre bout à la selle du soldat. Deux à deux, liés au cou l'un de l'autre, des prisonniers indigènes travaillent à la route du chemin de fer de l'Etat, entre Cossack et Rouburne.

« La plupart des juges (!) sont des planteurs qui ont de ces esclaves dans leur service. Un juge de paix, qui, à lui seul, représente le tribunal, peut, d'après la loi de l'*Australie Occidentale*, mettre en prison un indigène, et cela pour une période de trois ans. Lorsque sir Gerard Smith était gouverneur de la colonie, il écrivait au ministre des colonies (Chamberlain) concernant les indigènes, qu'ils étaient fouettés et mis en prison avec une vigueur tout à fait hors de proportion avec le genre de leur faute. »

Malcolmson nous fait encore connaître le témoignage de l'évêque Reilly, de Perth, en *Australie Occidentale*, qui lui a écrit concernant ces faits, et qui appelle ce travail forcé chez les planteurs une forme d'esclavage.

Une demande de Malcolmson pour pouvoir donner témoignage devant le Parlement australien des cruautés qui s'y passent, fut refusée. *L'Australie de l'Ouest* est l'Etat des esclaves dans la République, dit Malcolmson, et son souhait sincère est que, là-bas, le dernier indigène soit vite mis hors de ses souffrances.

(Traduit de *Het Handelsblad*, journal catholique d'Anvers, du 14 avril 1904.)

EXPOSITION CLAUDE MONET

Les trente-neuf toiles de Claude Monet exposées en ce moment chez Durand-Ruel sont parmi les plus belles choses qu'il nous ait été donné de voir. Après les cathédrales de Rouen, les vues de Mantes et d'Eragny, Monet nous étonne encore.

Cette fois, c'est le ciel de Londres qu'il a pris pour thème et ce que nous voyons, ce sont les phases délicates et magnifiques tour à tour du conflit entre le brouillard et le soleil. Voici le pont de Charing-Cross, dont les arches se devinent à peine dans la brume. Les trains se croisent et mêlent leurs fumées blanches dans la buée grise qui sourd de partout, monte du fleuve et descend de la nue. Puis Waterloo-Bridge avec ses quais d'où émergent les hautes cheminées d'usines.

Le soleil perce enfin l'atmosphère humide et dense et projette ses rayons sur le vieux pont, dont les pierres reflètent une lumière adorablement jeune et fraîche. Mais le ciel se couvre et le décor prend une couleur blafarde et angoissante.

C'est un drame véritable dont nous suivons les péripéties, les yeux émerveillés. Vainqueur encore, l'astre se reflète dans les flots glauques comme un incendie de pourpre et d'or. Il dilue la bruine épaisse et semble faire bouillir l'eau du fleuve qui s'évapore avec le charme léger d'une rosée rose.

Enfin, c'est le Parlement qui présente sa silhouette architecturale, lointaine ou proche, selon le temps. Dans l'air chargé de brouillard, la tour de Westminster s'élève comme un songe. On distingue à peine le vol retenu et gracieux des blanches mouettes qui descendent droit sur la Tamise. Plus loin, le soleil a troué la nue. Ses rayons se volatilisent et mêlent par nuances imperceptibles leur or intense et chaud aux violets et aux roses plus tendres, puis à toute la gamme des couleurs qui se fondent dans le ciel incendié.

* * *

Ces toiles nous émeuvent comme font les grandes symphonies. Et ne sont-elles pas elles-mêmes des symphonies de couleurs ? La correspondance est très sensible entre toutes ces nuances qui se pénètrent, vibrent, palpitent, chantent, je ne trouve pas d'autre mot, et la savante harmonie des différents moyens orchestraux. De même qu'à l'audition, nous nous sentons enveloppés d'un charme tout-puissant, nous goûtons par la vue, la joie de nous perdre dans la beauté infinie. Sans pensée, sans fatigue, nous respirons l'air parfumé du pays de fantaisie. Mais ici, cette fantaisie n'est pas l'œuvre de la cérébralité seulement, elle n'est pas disjointe de la nature.

C'est l'univers physique qui nous donne cette splendeur variée infiniment. C'est pourquoi l'impression n'est pas maladive ; elle est saine et forte. Monet nous dévoile le rêve permanent et divers qu'est le monde. Il nous montre la réalité, mais la réalité enchantée.

JEAN DENAUROY.

VARIÉTÉS (1)

L'HABILLEMENT DU NOUVEAU-NÉ

La loi naturelle exige que le jeune être jouisse de l'entière liberté de tous ses mouvements.

Les vêtements doivent être uniquement une protection contre le froid et remplacer, pour le jeune être humain, le cuir ou la fourrure qui constituent le revêtement cutané de certains jeunes animaux, ou la chaleur de la mère qui leur donne l'abri de son propre corps.

Mais des usages très anciens, qui puisent leur origine dans le souci de la commodité des parents, ont établi l'habitude d'emmailloter les jeunes enfants. Par ce moyen on les transforme en des petits paquets très réguliers, dont l'enveloppe rigide constituée par une épaisse couverture de laine permet de les déplacer tout d'un bloc, les transporter aisément, et même les accrocher en cas de besoin. Une mode ancienne, pieusement conservée dans quelques campagnes, consiste à enrouler autour de ces petits paquets des lisières de drap qui les font ressembler à des petites momies égyptiennes.

Quel que soit le genre du maillot, il constitue un appareil d'immobilisation dont les effets physiologiques sont les suivants :

Les membres sont condamnés à une inactivité à peu près absolue, qui entrave leur développement. La circulation est ralentie, principalement aux extrémités qui se refroidissent, malgré l'épaisseur des enveloppes dont elles sont revêtues.

Les mouvements respiratoires sont moins fréquents et moins étendus qu'ils ne le seraient normalement, et cela a une grosse importance, l'élargissement de la cage thoracique se faisant en raison de l'ampliation des organes respiratoires qui y sont contenus.

La connaissance de ces méfaits du maillot et le bon sens vulgaire, quand il n'est pas entravé des traditions, exigent donc une révolution

(1) Voir les numéros 43, 45, 47, 48 et 50.

complète dans la manière usuelle de vêtir les nouveaux-nés.

Une grande robe d'une étoffe de laine souple et chaude (flanelle, molleton ou finette) constitue presque à elle seule les vêtements suffisants et nécessaires.

Elle sera très large et très longue, dépassant beaucoup les extrémités de membres inférieurs étendus et coulissée dans le bas. Elle sera pourvue de manches très larges, se boutonnant aux poignets et sera fermée au cou également par un bouton, en s'appliquant exactement sur la partie supérieure de la poitrine, tout en laissant le cou bien dégagé.

Pour compléter l'habillement du nourrisson, il suffira, sous cette robe :

1° D'une bande de flanelle ou de crêpe faisant plusieurs fois le tour du ventre au niveau du nombril protégé, pendant les premiers jours jusqu'à sa chute, par une petite couche de coton hydrophile sec et propre.

2° D'une longue chemise de toile fine.

3° D'un mouchoir croisé en fichu autour du cou et sur la poitrine.

Les pieds ne seront revêtus de chaussons de laine qu'en cas de tendance particulière au refroidissement, qui ne se trouve généralement que chez les enfants débiles.

La tête sera nue en toute saison. C'est la meilleure garantie contre les rhumes de cerveau.

Ce genre d'habillement présente les avantages :

De laisser à tous les mouvements toute leur liberté ;

De permettre plus rapidement les changements motivés par les évacuations ;

D'être moins coûteux que l'habillement ancien et, par suite, de pouvoir, pour le même prix, comprendre assez de pièces de rechange pour que la mère ne soit pas occupée à des lavages si fréquents.

Il protège très suffisamment l'enfant contre le froid, à la condition que l'enfant ne soit pas perpétuellement tenu et secoué dans les bras, sous prétexte de calmer ses cris.

L'enfant ne doit être pris par la mère que pour lui donner sa nourriture, le nettoyer et le changer.

Ce n'est pas une poupée avec laquelle mère, grand'mère, sœurs, tantes et voisines puissent faire joujou, sans inconvénients.

C'est un petit être qui possède naturellement tous les moyens de vivre et de se développer, mais qui subit malaisément les moindres obstacles à l'accomplissement régulier de ses fonctions.

Toute mère qui n'a pas conservé une mentalité enfantine, doit empêcher qu'on tripote son petit et s'abstenir de le faire elle-même en dehors des cas nécessaires.

Tout le reste du temps, le nouveau-né doit le passer couché dans son lit.

Je dis « son lit » et non pas son « berceau », cet ustensile devant être rigoureusement banni de toutes les maisons. Le bercement trouble au début la digestion de l'enfant, puis il s'y habitue et ce mouvement calme momentanément ses cris, alors qu'il serait nécessaire d'en chercher les motifs.

Il remplit, vis-à-vis des petits enfants, le rôle de l'opium vis-à-vis des malades dont il fait cesser passagèrement les souffrances en laissant persister, et souvent en aggravant, l'origine du mal.

Le lit de l'enfant se composera tout simplement d'une corbeille en osier analogue à celle des pèse-bébés, bien maintenue sur des tréteaux en bois solidement reliés entre eux.

Pas de rideaux.

Sous l'enfant.

La literie se composera :

De deux paillasses, l'une de varech, — l'autre au-dessus, de la balle d'avoine fréquemment renouvelée,

D'un oreiller de crin,
D'une toile cirée blanche.

Sur l'enfant.

D'une couverture de laine,
D'un couvre-pieds de laine tricotée.

L'édredon de duvet sera réservé pour les débiles ou les périodes de grand froid.

Le lit sera placé dans un angle d'une pièce où n'arrivent pas de courants d'air, où la lumière du jour ne frappe pas directement les yeux de l'enfant et où il ne soit pas exposé au rayonnement immédiat d'un appareil de chauffage.

Tels sont les moyens rationnels de garantir du froid le nouveau-né sans nuire à aucune de ses fonctions.

Ceux que nous venons d'indiquer s'écartent notablement des usages courants et même de la doctrine enseignée par les représentants de la science officielle.

Seul, parmi les spécialistes, le Dr Henri Fischer, dans son volume *Puériculture*, préconise ce mode d'habillement qui, dans la pratique, m'a donné les meilleurs résultats.

Dr E. D.

BIBLIOGRAPHIE

Geffroy, dans *L'Apprentie* (1), nous donne l'histoire d'une famille d'ouvriers parisiens.

En prenant son point de départ à la fin de l'empire, cela lui a permis, en passant, de nous donner une vision du siège et de la Commune.

L'histoire est sombre, et malheureusement que trop vraie pour beaucoup. C'est le père, d'abord travailleur, rangé, les fils grands, bons sujets, apportant leurs gains à la maison, la famille est heureuse.

Mais le siège a passé, un des fils a été tué, l'autre périt également à l'entrée des Versaillais. Le père se dérange peu à peu. Ce sont, les jours de paie, les longues stations chez le marchand de vin, avec les copains. Puis, l'ivrognerie s'accentuant, la débâcle et la déchéance, malgré le courage de la mère et de la fille aînée qui s'exténuent au travail pour faire vivre quand même la maisonnée.

La fille cadette, prise par la rue, rebutée par la misère du logis, se sauve, mais pour sombrer dans la basse prostitution. Entre temps, la mère meurt tuée par la fatigue, tandis que la fille aînée continuera sa rude vie d'ouvrière résignée.

***

Sous ce titre : *La Femme, conformation, fonctions, maladies et hygiène spéciale* (2), qui est, pour ainsi dire, une table analytique du volume, le Dr Galtier-Boissière traite rapidement de chacun des sujets indiqués, car c'est surtout une œuvre de vulgarisation, tendant à faire connaître au gros public les premières notions, que l'on devrait apprendre à l'école, de physiologie et de pathologie ayant trait spécialement à la femme.

L'ouvrage est accompagné de planches anatomiques coloriées du squelette, des muscles et des organes féminins.

***

M. J. Reinach continue son *Histoire de l'affaire Dreyfus*. Je viens de terminer la lecture du volume qu'il consacre à la participation, dans l'affaire, de Cavaignac et Félix Faure (3).

Comme ses précédents, c'est un fidèle historique de l'affaire, où les palinodies des gros bonnets de l'état social, si elles n'y sont pas tracées à traits profonds, sont assez bien indiquées pour que celui qui sait lire, puisse les noter au passage et mesurer la faillite des institutions dont M. Reinach est le défenseur.

***

La maison Garnier vient de publier une édition, illustrée par Tofani, de *Quo Vadis?* (4), de Sienkiewicz.

Tout le monde, maintenant, connaît ce roman, qui est intéressant comme roman, mais où l'histoire et la vérité sont outrageusement violées, pour y permettre une glorification du christianisme.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.
(2) Un vol., chez Schleicher, 15, rue des Saint-Pères.
(3) Tome IV, 7 francs, chez Fasquelle.
(4) Un vol., 3 fr. 50, 6, rue des Saints-Pères.

***

Les Menettes de Roumégoux (1), c'est le titre d'une nouvelle qui donne son nom à tout un recueil que publie M. Delmas sur la vie bourgeoise dans quelques vieilles villes d'Auvergne.

C'est bien le vieux voltairianisme de la campagne. De grosses farces sur les curés ou leur servante, ce qui n'empêche nullement d'aller à vêpres et à la messe.

Intéressant, cependant, pour les quelques traits de mœurs locales qui tendent à disparaître et que l'auteur note avant qu'ils soient tout à fait oubliés.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Revue générale de bibliographie, chez Schleicher.

Necessidad de la Associacion, par J. Prat ; « El Productor », Barcelone.

Anarquia, par A. Girard ; « Juventud libertaria », Barcelone.

A lire :

Un enfer industriel, Dr Romme ; *La Revue*, 1er mai.

A voir :

Le Credo, de Jossat ; *Assiette au beurre*, n° 163.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Vendredi, 13 mai.

Cher camarade,

Je tiens, par ces quelques mots, à ajouter à l'intelligence de la campagne anti-électorale. Je pense que vous les insérerez et que vous m'accorderez que depuis huit ans que je partage les luttes anarchistes, à Paris, je n'ai pas abusé de ce droit de camaraderie, puisque c'est la première fois que je tiens à répondre.

A Paris, la campagne abstentionniste s'est menée dans très peu de quartiers, si peu que vous comprendrez qu'il est nécessaire que je mette les points sur les *i*, afin de ne pas aider à la confusion dans le cerveau des camarades et des sympathiques.

Pour d'autres, je ne sais trop... Mais j'ai vu, pour le douzième, un ordre du jour de dernière heure (dans l'*Humanité* du dimanche 8 mai) de remerciements à ses électeurs! et de désistement en faveur d'un candidat socialiste! par un candidat abstentionniste! Cela m'a paru du dernier grotesque... pour ne pas dire plus.

Dans un autre quartier, une campagne soi-disant abstentionniste était entièrement menée contre un candidat au profit, par conséquent, d'autres candidats.

Cela m'a simplement prouvé que le travail n'était pas bien fait et, pour dire vrai, m'en doutant un peu et ne me tenant pas ordinairement à de simples critiques, avec quelques camarades nous l'avons organisé différemment en d'autres quartiers.

Tout d'abord dans le onzième, quartier de la Folie-Méricourt, d'où, par suite de l'élection au premier tour, nous nous sommes transportés au dix-huitième où notre présence ne pouvait influencer en rien le débat, les deux partis en présence se trouvant à trois ou quatre mille voix de différence.

Je me crois obligé de dire que le cas contraire m'eût été parfaitement indifférent et que gêner les partis politiques, si avancés soient-ils, ne m'empêcherait nullement de travailler où cela me semble utile et me paraît devoir donner un résultat.

Que les camarades ne se préoccupent pas trop de la source des recettes et des dépenses : pour organiser huit réunions, et les garnir d'auditeurs, autant que possible était (non de camarades, puisque volontairement nous avions négligé l'insertion dans tout journal libertaire, et les autres n'inséraient pas), nous avons dépensé *sept* ou *huit* francs... et beaucoup de bonne volonté.

Avant d'être expliqué, le syllogisme : *Notre ennemi c'est notre maître; — or l'électeur est le maître* (le peuple souverain); *donc l'électeur, voilà l'ennemi*, a été lu par des milliers de personnes, commenté, discuté dans la rue et sur la place, s'étalant orgueilleusement aux meilleurs endroits dans le onzième et le dix-huitième.

Dans aucune de ces réunions (de même que dans celles du troisième et de Saint-Ouen, où nous fûmes) le nom d'un candidat n'a été prononcé; ni le mot nationaliste sans être accolé à socialiste et réciproquement, afin de rester ce que nous voulions être :

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Manasse est mort en prison, lisez : a été empoisonné ou a succombé aux tortures subies.

On m'assure que le gouvernement actuel a inauguré tout un système de tortures qui dépasseraient en horreur toutes les inventions, pourtant si suggestives, des anciens moines inquisiteurs.

Après avoir bien torturé les victimes, on s'en défait en les jetant dans le Bosphore. Le Bosphore a joué et continue à jouer un rôle sanglant dans les annales de la Turquie. Depuis la fameuse noyade des janissaires en 1826, jusqu'aux dernières vêpres arméniennes, des centaines de mille de cadavres y ont été jetés.

On me raconte que lors de la construction des quais, des scaphandriers descendus pour des travaux sous-marins se sont faits immédiatement remonter et sont restés des journées entières malades, en proie à des hallucinations causées par la vue des nombreux cadavres qui s'y trouvaient entassés.

La conscience doit tout de même être un vain mot pour les gouvernants, quels qu'ils soient.

VIDO.

Etats-Unis.

Des statistiques publiées récemment sur le nombre d'ouvriers qui chôment chaque jour, aux Etats-Unis, montrent que 22.000 cigariers, 51.000 poseurs de briques et de tuiles, 13.000 métallurgistes, 17.000 ouvriers des manufactures de chaussures, 10.000 travailleurs du cuir, 200.000 ouvriers qui travaillent le bois de construction, 108.000 ouvriers employés par 183 combinaisons industrielles, 17.000 typographes, sont sans travail chaque jour de l'année.

Transvaal.

Au milieu des dramatiques nouvelles du Yalu et de Port-Arthur, on n'a pas fait attention à un débat de haut intérêt qui s'est produit au Parlement anglais, à propos d'une enquête officielle faite, à l'initiative du Parlement au Cap, sur les conditions actuelles du travail dans les mines d'or transvaaliennes. Ce débat a été, cependant, plein de révélations bien faites pour révolter le sentiment d'humanité moderne. Elles ont été présentées, ces révélations, par deux des anciens membres de la majorité conservatrice, dégoûtés de la politique Balfour et Chamberlain : le major Seeley et M. Winston Churchill. S'appuyant sur les officiels Livres Bleus rendant compte de l'enquête en question, ils ont pu établir que le régime actuel du travail des indigènes dans les mines d'or sud-africaines rappelle, par sa barbarie, le régime d'esclavagisme qui sévissait dans les Etats du Sud des Etats-Unis, avant le terrible livre de Mrs. Beecher-Stowe, *La Case de l'Oncle Tom* et la guerre de Sécession. D'abord, le salaire des noirs, qui était de 63 shillings sous le régime boer, qui protégeait paternellement le travail, a été réduit à 33 shillings par mois, malgré l'extrême renchérissement du prix de la vie provoqué par la guerre et par ses suites. De plus, il se trouve encore réduit à peu près à rien par l'imposition de l'ignoble trucksystem, répudié par presque tous les pays civilisés et qui consiste, on le sait, à obliger le travailleur à s'alimenter dans des cantines exploitées par le patron lui-même, lequel fait payer à ses clients forcés des prix exorbitants. Sans compter que le mineur noir du Rand est contraint désormais à fournir son dur labeur souterrain pendant les sept jours de la semaine, sans un seul moment de repos, pour un salaire que ses patrons, grâce au trucksystem, lui paient d'une main, tandis qu'ils lui en enlèvent les deux tiers de l'autre, le troisième tiers étant affecté au paiement de la taxe spéciale dont les huttes des noirs ont été frappées depuis la substitution du régime anglais au régime boer. Mais ce n'est pas tout. Sous le régime de lord Milner et avec son consentement, a été introduite l'application de la peine du fouet aux mineurs « récalcitrants ». Des surveillants stimulent constamment, à coups de nerf de bœuf, l'ardeur laborieuse des malheureux qui peinent sous terre pendant toute la semaine. Les nègres, malades eux-mêmes, sont souvent flagellés jusqu'au sang et lorsque, épuisés, ils tombent et qu'on ne peut plus nier leur impuissance au travail, on les envoie dans des infirmeries déplorablement insalubres d'où ils ne sortent souvent que pour être enterrés, si bien que la mortalité du personnel noir, qui était de 10 à 15 pour 1000 sous le gouvernement boer, a quintuplé et même sextuplé, étant de 80 pour 1000 aujourd'hui.

Tels sont les faits exposés dans des discours brûlants de MM. Seeley et Winston Churchill au Parlement de Londres et auxquels M. Lyttelton, ministre des colonies, n'a pu opposer que de vagues excuses balbutiées, — tant ils sont avérés et indiscutés, — et des protestations contre les « traîtres à la patrie » qui dévoilent de pareilles turpitudes nationales.

(*Des journaux bourgeois.*)

Australie.

Dans ces derniers temps, parut une brochure parlant du sort de la population primitive d'Australie, à laquelle les Anglais ont aussi volé la terre, comme les Africains à la population primitive de l'Afrique du Sud, argument cher aux Anglais, mangeurs de Boers. Ici, c'est le témoignage de Walter Malcolmson, écrivant dans le *Times* de samedi :

« J'ai passé quinze ans dans les forêts de l'Australie et j'ai travaillé dans les contrées les plus reculées du *Queensland*, de la *Nouvelle-Galles du Sud*, de *Victoria*, de l'*Australie du Sud* et *de l'Ouest*. Dans le *Victoria*, l'*Australie du Sud* (excepté la contrée du nord) et la *Nouvelle-Galles du Sud*, les indigènes sont presque civilisés... hors du monde. Il y en a encore un bon nombre dans le *Queensland* et l'*Australie de l'Ouest*. Le *Protector* des indigènes évalue, dans son dernier rapport, leur nombre, dans l'*Australie de l'Ouest*, à 12.000.

« Le plus grand nombre de ces 12.000 malheureux font du travail forcé chez les planteurs. Ils ne reçoivent pas de gages et sont très maltraités. Après une expérience de plusieurs années dans le nord-ouest de l'*Australie Occidentale*, mon opinion est que là, les indigènes vivent dans un état pire que celui des nègres lors des jours de l'esclavage américain. J'ai plusieurs fois vu que leurs maîtres les frappaient avec un fouet ou un bâton, et cela pour des fautes insignifiantes ; j'ai vu aussi bien des fois ces ouvriers manger des restes, aux alentours des stations, pour calmer leur faim.

« Les soldats policiers sont pourvus de chaînes pour faire revenir les domestiques déserteurs. S'il y en a un qui est arrêté, alors l'un des bouts de la chaîne est mis autour du cou de l'indigène, et l'autre bout à la selle du soldat. Deux à deux, liés au cou l'un de l'autre, des prisonniers indigènes travaillent à la route du chemin de fer de l'Etat, entre Cossack et Rouburne.

« La plupart des juges (!) sont des planteurs qui ont de ces esclaves dans leur service. Un juge de paix, qui, à lui seul, représente le tribunal, peut, d'après la loi de l'*Australie Occidentale*, mettre en prison un indigène, et cela pour une période de trois ans. Lorsque sir Gerard Smith était gouverneur de la colonie, il écrivait au ministre des colonies (Chamberlain) concernant les indigènes, qu'ils étaient fouettés et mis en prison avec une vigueur tout à fait hors de proportion avec le genre de leur faute. »

Malcolmson nous fait encore connaître le témoignage de l'évêque Reilly, de Perth, en *Australie Occidentale*, qui lui a écrit concernant ces faits, et qui appelle ce travail forcé chez les planteurs une forme d'esclavage.

Une demande de Malcolmson pour pouvoir donner témoignage devant le Parlement australien des cruautés qui s'y passent, fut refusée. L'*Australie de l'Ouest* est l'Etat des esclaves dans la République, dit Malcolmson, et son souhait sincère est que, là-bas, le dernier indigène soit vite mis hors de ses souffrances.

(Traduit de *Het Handelsblad*, journal catholique d'Anvers, du 14 avril 1904.)

EXPOSITION CLAUDE MONET

Les trente-neuf toiles de Claude Monet exposées en ce moment chez Durand-Ruel sont parmi les plus belles choses qu'il nous ait été donné de voir. Après les cathédrales de Rouen, les vues de Mantes et d'Eragny, Monet nous étonne encore.

Cette fois, c'est le ciel de Londres qu'il a pris pour thème et ce que nous voyons, ce sont les phases délicates et magnifiques tour à tour du conflit entre le brouillard et le soleil. Voici le pont de Charing-Cross, dont les arches se devinent à peine dans la brume. Les trains se croisent et mêlent leurs fumées blanches dans la buée grise qui sourd de partout, monte du fleuve et descend de la nue. Puis Waterloo-Bridge avec ses quais d'où émergent les hautes cheminées d'usines.

Le soleil perce enfin l'atmosphère humide et dense et projette ses rayons sur le vieux pont, dont les pierres reflètent une lumière adorablement jeune et fraîche. Mais le ciel se couvre et le décor prend une couleur blafarde et angoissante.

C'est un drame véritable dont nous suivons les péripéties, les yeux émerveillés. Vainqueur encore, l'astre se reflète dans les flots glauques comme un incendie de pourpre et d'or. Il dilue la bruine épaisse et semble faire bouillir l'eau du fleuve qui s'évapore avec le charme léger d'une rosée rose.

Enfin, c'est le Parlement qui présente sa silhouette architecturale, lointaine ou proche, selon le temps. Dans l'air chargé de brouillard, la tour de Westminster s'élève comme un songe. On distingue à peine le vol retenu et gracieux des blanches mouettes qui descendent droit sur la Tamise. Plus loin, le soleil a troué la nue. Ses rayons se volatilisent et mêlent par nuances imperceptibles leur or intense et chaud aux violets et aux roses plus tendres, puis à toute la gamme des couleurs qui se fondent dans le ciel incendié.

* *

Ces toiles nous émeuvent comme font les grandes symphonies. Et ne sont-elles pas elles-mêmes des symphonies de couleurs? La correspondance est très sensible entre toutes ces nuances qui se pénètrent, vibrent, palpitent, chantent, je ne trouve pas d'autre mot, et la savante harmonie des différents moyens orchestraux. De même qu'à l'audition, nous nous sentons enveloppés d'un charme tout-puissant, nous goûtons par la vue, la joie de nous perdre dans la beauté infinie. Sans pensée, sans fatigue, nous respirons l'air parfumé du pays de fantaisie. Mais ici, cette fantaisie n'est pas l'œuvre de la cérébralité seulement, elle n'est pas disjointe de la nature.

C'est l'univers physique qui nous donne cette splendeur variée infiniment. C'est pourquoi l'impression n'est pas maladive; elle est saine et forte. Monet nous dévoile le rêve permanent et divers qu'est le monde. Il nous montre la réalité, mais la réalité enchantée.

JEAN DENAUROY.

VARIÉTÉS (1)

L'HABILLEMENT DU NOUVEAU-NÉ

La loi naturelle exige que le jeune être jouisse de l'entière liberté de tous ses mouvements.

Les vêtements doivent être uniquement une protection contre le froid et remplacer, pour le jeune être humain, le cuir ou la fourrure qui constituent le revêtement cutané de certains jeunes animaux, ou la chaleur de la mère qui leur donne l'abri de son propre corps.

Mais des usages très anciens, qui puisent leur origine dans le souci de la commodité des parents, ont établi l'habitude d'emmailloter les jeunes enfants. Par ce moyen on les transforme en des petits paquets très réguliers, dont l'enveloppe rigide constituée par une épaisse couverture de laine permet de les déplacer tout d'un bloc, les transporter aisément, et même les accrocher en cas de besoin. Une mode ancienne, pieusement conservée dans quelques campagnes, consiste à enrouler autour de ces petits paquets des lisières de drap qui les font ressembler à des petites momies égyptiennes.

Quel que soit le genre du maillot, il constitue un appareil d'immobilisation dont les effets physiologiques sont les suivants :

Les membres sont condamnés à une inactivité à peu près absolue, qui entrave leur développement. La circulation est ralentie, principalement aux extrémités qui se refroidissent, malgré l'épaisseur des enveloppes dont elles sont revêtues.

Les mouvements respiratoires sont moins fréquents et moins étendus qu'ils ne le seraient normalement, et cela a une grosse importance, l'élargissement de la cage thoracique se faisant en raison de l'ampliation des organes respiratoires qui y sont contenus.

La connaissance de ces méfaits du maillot et le bon sens vulgaire, quand il n'est pas entravé des traditions, exigent donc une révolution

(1) Voir les numéros 43, 45, 47, 48 et 50.

complète dans la manière usuelle de vêtir les nouveaux-nés.

Une grande robe d'une étoffe de laine souple et chaude (flanelle, molleton ou finette) constitue presque à elle seule les vêtements suffisants et nécessaires.

Elle sera très large et très longue, dépassant beaucoup les extrémités de membres inférieurs étendus et coulissée dans le bas. Elle sera pourvue de manches très larges, se boutonnant aux poignets et sera fermée au cou également par un bouton, en s'appliquant exactement sur la partie supérieure de la poitrine, tout en laissant le cou bien dégagé.

Pour compléter l'habillement du nourrisson, il suffira, sous cette robe :

1° D'une bande de flanelle ou de crêpe faisant plusieurs fois le tour du ventre au niveau du nombril protégé, pendant les premiers jours jusqu'à sa chute, par une petite couche de coton hydrophile sec et propre.

2° D'une longue chemise de toile fine.

3° D'un mouchoir croisé en fichu autour du cou et sur la poitrine.

Les pieds ne seront revêtus de chaussons de laine qu'en cas de tendance particulière au refroidissement, qui ne se trouve généralement que chez les enfants débiles.

La tête sera nue en toute saison. C'est la meilleure garantie contre les rhumes de cerveau.

Ce genre d'habillement présente les avantages :

De laisser à tous les mouvements toute leur liberté ;

De permettre plus rapidement les changements motivés par les évacuations ;

D'être moins coûteux que l'habillement ancien et, par suite, de pouvoir, pour le même prix, comprendre assez de pièces de rechange pour que la mère ne soit pas occupée à des lavages si fréquents.

Il protège très suffisamment l'enfant contre le froid, à la condition que l'enfant ne soit pas perpétuellement tenu et secoué dans les bras, sous prétexte de calmer ses cris.

L'enfant ne doit être pris par la mère que pour lui donner sa nourriture, le nettoyer et le changer.

Ce n'est pas une poupée avec laquelle mère, grand'mère, sœurs, tantes et voisines puissent faire joujou, sans inconvénients.

C'est un petit être qui possède naturellement tous les moyens de vivre et de se développer, mais qui subit malaisément les moindres obstacles à l'accomplissement régulier de ses fonctions.

Toute mère qui n'a pas conservé une mentalité enfantine, doit empêcher qu'on tripote son petit et s'abstenir de le faire elle-même en dehors des cas nécessaires.

Tout le reste du temps, le nouveau-né doit le passer couché dans son lit.

Je dis « son lit » et non pas son « berceau », cet ustensile devant être rigoureusement banni de toutes les maisons. Le bercement trouble au début la digestion de l'enfant, puis il s'y habitue et ce mouvement calme momentanément ses cris, alors qu'il serait nécessaire d'en chercher les motifs.

Il remplit, vis-à-vis des petits enfants, le rôle de l'opium vis-à-vis des malades dont il fait cesser passagèrement les souffrances en laissant persister, et souvent en aggravant, l'origine du mal.

Le lit de l'enfant se composera tout simplement d'une corbeille en osier analogue à celle des pèse-bébés, bien maintenue sur des tréteaux en bois solidement reliés entre eux.

Pas de rideaux.

Sous l'enfant.

La literie se composera :

De deux paillasses, l'une de varech, — l'autre au-dessus, de la balle d'avoine fréquemment renouvelée,

D'un oreiller de crin,

D'une toile cirée blanche.

Sur l'enfant.

D'une couverture de laine,

D'un couvre-pieds de laine tricotée.

L'édredon de duvet sera réservé pour les débiles ou les périodes de grand froid.

Le lit sera placé dans un angle d'une pièce où n'arrivent pas de courants d'air, où la lumière du jour ne frappe pas directement les yeux de l'enfant et où il ne soit pas exposé au rayonnement immédiat d'un appareil de chauffage.

Tels sont les moyens rationnels de garantir du froid le nouveau-né sans nuire à aucune de ses fonctions.

Ceux que nous venons d'indiquer s'écartent notablement des usages courants et même de la doctrine enseignée par les représentants de la science officielle.

Seul, parmi les spécialistes, le Dr Henri Fischer, dans son volume *Puériculture*, préconise ce mode d'habillement qui, dans la pratique, m'a donné les meilleurs résultats.

Dr E. D.

BIBLIOGRAPHIE

Geffroy, dans *L'Apprentie* (1), nous donne l'histoire d'une famille d'ouvriers parisiens.

En prenant son point de départ à la fin de l'empire, cela lui a permis, en passant, de nous donner une vision du siège et de la Commune.

L'histoire est sombre, et malheureusement que trop vraie pour beaucoup. C'est le père, d'abord travailleur, rangé, les fils grands, bons sujets, apportant leurs gains à la maison, la famille est heureuse.

Mais le siège a passé, un des fils a été tué, l'autre périt également à l'entrée des Versaillais. Le père se dérange peu à peu. Ce sont, les jours de paie, les longues stations chez le marchand de vin, avec les copains. Puis, l'ivrognerie s'accentuant, la débâcle et la déchéance, malgré le courage de la mère et de la fille aînée qui s'exténuent au travail pour faire vivre quand même la maisonnée.

La fille cadette, prise par la rue, rebutée par la misère du logis, se sauve, mais pour sombrer dans la basse prostitution. Entre temps, la mère meurt tuée par la fatigue, tandis que la fille aînée continuera sa rude vie d'ouvrière résignée.

***

Sous ce titre : *La Femme, conformation, fonctions, maladies et hygiène spéciale* (2), qui est, pour ainsi dire, une table analytique du volume, le Dr Galtier-Boissière traite rapidement de chacun des sujets indiqués, car c'est surtout une œuvre de vulgarisation, tendant à faire connaître au gros public les premières notions, que l'on devrait apprendre à l'école, de physiologie et de pathologie ayant trait spécialement à la femme.

L'ouvrage est accompagné de planches anatomiques coloriées du squelette, des muscles et des organes féminins.

***

M. J. Reinach continue son *Histoire de l'affaire Dreyfus*. Je viens de terminer la lecture du volume qu'il consacre à la participation, dans l'affaire, de Cavaignac et Félix Faure (3).

Comme ses précédents, c'est un fidèle historique de l'affaire, où les palinodies des gros bonnets de l'état social, si elles n'y sont pas tracées à traits profonds, sont assez bien indiquées pour que celui qui sait lire, puisse les noter au passage et mesurer la faillite des institutions dont M. Reinach est le défenseur.

***

La maison Garnier vient de publier une édition, illustrée par Tofani, de *Quo Vadis?* (4), de Sienkiewicz.

Tout le monde, maintenant, connaît ce roman, qui est intéressant comme roman, mais où l'histoire et la vérité sont outrageusement violées, pour y permettre une glorification du christianisme.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.
(2) Un vol., chez Schleicher, 15, rue des Saint-Pères.
(3) Tome IV, 7 francs, chez Fasquelle.
(4) Un vol., 3 fr. 50, 6, rue des Saints-Pères.

***

Les Menettes de Roumégoux (1), c'est le titre d'une nouvelle qui donne son nom à tout un recueil que publie M. Delmas sur la vie bourgeoise dans quelques vieilles villes d'Auvergne.

C'est bien le vieux voltairianisme de la campagne. De grosses farces sur les curés ou leur servante, ce qui n'empêche nullement d'aller à vêpres et à la messe.

Intéressant, cependant, pour les quelques traits de mœurs locales qui tendent à disparaître et que l'auteur note avant qu'ils soient tout à fait oubliés.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Revue générale de bibliographie, chez Schleicher.

Necessidad de la Associacion, par J. Prat ; « El Productor », Barcelone.

Anarquia, par A. Girard ; « Juventud libertaria », Barcelone.

A lire :

Un enfer industriel, Dr Romme ; *La Revue*, 1er mai.

A voir :

Le Credo, de Jossat ; *Assiette au beurre*, n° 163.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Stock.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Vendredi, 13 mai.

Cher camarade,

Je tiens, par ces quelques mots, à ajouter à l'intelligence de la campagne anti-électorale. Je pense que vous les insérerez et que vous m'accorderez que depuis huit ans que je partage les luttes anarchistes, à Paris, je n'ai pas abusé de ce droit de camaraderie, puisque c'est la première fois que je tiens à répondre.

A Paris, la campagne abstentionniste s'est menée dans très peu de quartiers, si peu que vous comprendrez qu'il est nécessaire que je mette les points sur les i, afin de ne pas aider à la confusion dans le cerveau des camarades et des sympathiques.

Pour d'autres, je ne sais trop... Mais j'ai vu, pour le douzième, un ordre du jour de dernière heure (dans l'*Humanité* du dimanche 8 mai) de remerciements à ses électeurs! et de désistement en faveur d'un candidat socialiste! par un candidat abstentionniste! Cela m'a paru du dernier grotesque... pour ne pas dire plus.

Dans un autre quartier, une campagne soi-disant abstentionniste était entièrement menée contre un candidat au profit, par conséquent, d'autres candidats.

Cela m'a simplement prouvé que le travail n'était pas bien fait et, pour dire vrai, m'en doutant un peu et ne me tenant pas ordinairement à de simples critiques, avec quelques camarades nous l'avons organisé différemment en d'autres quartiers.

Tout d'abord dans le onzième, quartier de la Folie-Méricourt, d'où, par suite de l'élection au premier tour, nous nous sommes transportés au dix-huitième où notre présence ne pouvait influencer en rien le débat, les deux partis en présence se trouvant à trois ou quatre mille voix de différence.

Je me crois obligé de dire que le cas contraire m'eût été parfaitement indifférent et que gêner les partis politiques, si avancés soient-ils, ne m'empêcherait nullement de travailler où cela me semble utile et me paraît devoir donner un résultat.

Que les camarades ne se préoccupent pas trop de la source des recettes et des dépenses : pour organiser huit réunions, et les garnir d'auditeurs, autant que possible était (non de camarades, puisque volontairement nous avions négligé l'insertion dans tout journal libertaire, et les autres n'inséraient pas), nous avons dépensé *sept* ou *huit* francs... et beaucoup de bonne volonté.

Avant d'être expliqué, le syllogisme : *Notre ennemi c'est notre maître; — or l'électeur est le maître* (le peuple souverain); *donc l'électeur, voilà l'ennemi*, a été lu par des milliers de personnes, commenté, discuté dans la rue et sur la place, s'étalant orgueilleusement aux meilleurs endroits dans le onzième et le dix-huitième.

Dans aucune de ces réunions (de même que dans celles du troisième et de Saint-Ouen, où nous fûmes) le nom d'un candidat n'a été prononcé; ni le mot nationaliste sans être accolé à socialiste et réciproquement, afin de rester ce que nous voulions être :

absolument neutres ou plutôt absolument ennemis des candidats et des électeurs, des bergers, bons ou mauvais, et du troupeau électoral.

Nous avons distribué plus de 3.000 brochures sur l'absurdité de la politique, chaque camarade tenant à en payer un cent (1 fr.), à les plier, à les distribuer; distribué aussi plus d'un millier de *Libertaire*, autant de *Temps Nouveaux*, enfin vendu des brochures en très grand nombre.

Nous ne nous sommes pas préoccupés du nombre d'abstentions que notre campagne a pu produire, travail sans contrôle et qui n'était pas notre but immédiat. Il nous a plu simplement d'éveiller le cerveau des individus à cette heure de fièvre et d'agitation où nous pouvions les rencontrer et de leur donner le désir de connaître les idées qui pouvaient nous placer au-dessus des ambitions des médiocres et des emballements ridicules des foules.

Nous pensons avoir réussi dans le onzième et dans le dix-huitième; nous n'avons pas eu à remercier *nos électeurs;* personne n'a commis la bêtise de voter pour nous, tout le monde a bien compris qui nous étions et vu que le nom du candidat répondait tout simplement à une formalité.

Peut-être cela tient-il à ce que nous n'avons pas réédité l'erreur des premiers socialistes de vouloir nous compter sur le dos d'un individu, n'attendant pas du nombre le fait d'avoir raison et ne nous plaisant pas à tailler des verges pour nous fustiger.

Bien plus, nous avons prouvé, par l'exemple, dans douze préaux d'école, en pleine période électorale, que, sans autorité, sans président qui hurle et qui rappelle à l'ordre, sans étouffer aucune idée, des réunions se vivaient où des pensers différents se heurtaient, en toute sérénité. Quel contraste avec les réunions électorales où les appétits, les intérêts et la bêtise faisaient se manger le nez à des amis de la veille!

Pour terminer, que tous les camarades se disent bien que la campagne anti-électorale, avec les préaux gratuits et l'affichage gratuit, est un moyen à employer pour la diffusion de nos idées. Ce moyen ne demande pas d'argent et ne nécessite pas de tripotages. Il demande seulement : 1° beaucoup de bonnes volontés pour la confection d'affiches plaisantes, attirant l'œil, suppléant ainsi au nombre, pour l'affichage en bonne place, pour la distribution raisonnée de brochures et de journaux; 2° de l'esprit de suite; 3° une grande observation de soi-même pour ne pas se laisser attirer dans le piège des contradicteurs qui vous verraient, avec plaisir, tomber dans la partialité.

De ce qu'un travail est mal fait, il ne s'ensuit pas qu'il ne soit pas à faire, *il faut le recommencer mieux*.

En toute camaraderie.

ALBERT LIBERTAD.

CONVOCATIONS

La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron. — Jeudi 26 mai, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, vente de produits.

Vendredi 20 mai, à 8 h. 1/4 du soir, Hôtel des Sociétés savantes, 8, rue Danton, grande conférence par Louise Michel et Ernest Girault.

Sujets traités : A travers la mort. — Vers la Cité Meilleure.

Entrée : 1 fr. et 0 fr. 50.

L'Aube sociale, Université populaire, 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe) :

Vendredi 20. — Van Costen : L'Enfant, droits et devoirs des parents.

Mercredi 25. — Causerie : Les mauvais poètes : 1° Rostand, par le camarade Gonon.

Vendredi 27. — Dr Petit : La vie du sang (avec projections).

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller :

Vendredi 20 mai, à 8 h. 1/2. — Cours d'espagnol.

Lundi 23 mai, à 8 h. 1/2. — Les Théories anarchistes, par A. Libertad.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême :

Mercredi 25 mai, à 8 h. 1/2. — A propos de l'Education.

Groupe pour la défense morale des instituteurs et institutrices laïques. — Mercredi 25 mai, à 8 heures précises, grande salle des fêtes de la Bourse du travail : *L'idée de paix à l'école.* Orateurs inscrits : Ch. Richet, Gaston Moch, Henriette Meyer, etc.

Théâtre d'Action. — Samedi 21 mai, à 8 h. 1/2, salle de l'U. P. du XIVe, grande soirée familiale et privée.

Conférence par Han Ryner. Concert. *Le Bétail*, 1 acte, de Victor Méric.

Vestiaire : 0 fr. 50.

Congrès antimilitariste d'Amsterdam : Groupe de Paris. — Afin d'assurer plein succès à l'œuvre du Congrès antimilitariste d'Amsterdam, des camarades de tous groupements se sont réunis pour former au plus tôt un comité d'organisation à Paris.

Ce comité a décidé de centraliser les adhésions, souscriptions, rapports, etc., pour la France.

Le camarade Louis Pauthier a été désigné comme secrétaire : il se mettra directement en rapport avec Domela Nieuwenhuis.

Les camarades ont, en outre, résolu d'agir en dehors de tout patronage et de toute estampille spéciale. Aucun organe, aucune individualité ne doit plus qu'un autre être l'organe du Congrès. Ils sollicitent de chaque journal libertaire et de tous les journaux socialistes l'adhésion la plus franche et d'aider le plus possible à la réussite du Congrès.

La publication des rapports fera l'objet d'une réunion postérieure où sera également agitée la question de l'envoi des délégués.

Le comité d'organisation fixe sa prochaine réunion à samedi 21 mai 1904, salle Salzac, 1 *bis*, boulevard Magenta, à 8 h. 1/2 du soir.

N.-B. — Pour toute correspondance, souscriptions, rapports, etc., écrire au secrétaire, le camarade Louis Pauthier, 37, rue de Buci, Paris-VIe.

SAINT-OUEN. — **Les Libertaires.** — Le samedi 21 courant, à 8 h. 1/2 du soir, chez Duval, 82, rue des Rosiers, causerie par Libertad.

Sujet traité : L'immoralité du mariage.

LIMOGES. — **Groupe et Bibliothèque anarchiste**, 29, avenue du Champ-de-Juillet, au fond de la cour, à gauche. — Samedi 21 mai, à 8 h. 1/2 du soir, inauguration du nouveau local. Causerie par un camarade sur un sujet d'actualité. Concert libertaire par les camarades Darthoux, Douat et quelques amateurs.

Permanence les jeudis soir de 8 à 10 heures et les dimanches de 9 heures à midi.

Appel est fait à tous ceux qui veulent s'instruire, de n'importe quelle opinion.

MARSEILLE. — Samedi 28 courant, à 9 heures du soir, Bar Frédéric, rue d'Aubagne, réunion de tous les souscripteurs pour le développement du journal *Les Temps Nouveaux*.

Adhésions et perceptions des mensualités.

Le Milieu-Libre de Provence. — Dimanche 22 mai, à 5 heures, réunion. Discussion des moyens de création immédiate de la colonie.

Les camarades sont instamment priés de venir à cette réunion.

AVEUX ET DOCUMENTS

La crise industrielle et commerciale, qui sévit avec intensité sur presque tous les marchés, force aujourd'hui les peuples civilisés à chercher de nouveaux débouchés pour écouler — à profit ou même à perte — le stock énorme d'une surproduction toujours croissante, et nous avons le spectacle inouï d'un monde entier, qui serait la contre-partie du « radeau de la *Méduse* », où chaque individu s'étiolerait, dépérirait lentement, s'acheminerait vers la ruine, par l'impossibilité absolue de pouvoir acheter, payer et consommer la part de richesses de toutes sortes que lui réserve la production.

On comprend que, dans ces conditions, la lutte pour l'exportation devienne particulièrement acerbe, et que « la conquête du client » passe chez beaucoup de peuples avant la conquête des territoires. On ne se bat plus pour la gloire; on se bat pour l'argent. La mainmise sur le marché chinois, ardemment souhaitée par les deux adversaires, n'a-t-elle pas été le vrai mobile du conflit russo-japonais? La guerre n'est plus qu'un « pis aller » des batailles économiques. C'est assez dire que les questions d'exportation doivent aujourd'hui figurer au premier rang des préoccupations d'un peuple, et qu'on ne saurait trop perfectionner les rouages délicats et compliqués, susceptibles d'en assurer pacifiquement le succès...

(*Le Petit Journal*, 11 mai 1904.)

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

Sommes versées ou à verser en une fois :

J. M., à Paris, 1 fr. — Collecte à la « Jeunesse syndicaliste de Paris », 2 fr.

En tout : 3 francs.

Listes précédentes : 1.134 fr. 35.

A ce jour : 1.137 fr. 35.

AUX AMIS

Je leur rappelle que, sans négliger la vente au numéro, c'est surtout à l'augmentation des abonnés qu'il faut viser, pour maintenir le journal, et que nous avons fait imprimer des carnets d'abonnement pour ceux qui voudront nous en demander.

Prière aussi de nous envoyer des adresses d'abonnés possibles.

A NOS ABONNÉS

A ceux qui renouvellent leur abonnement, je renouvelle ma demande, en les priant instamment d'en tenir compte : c'est de nous envoyer la dernière bande, ou, tout au moins, son numéro d'ordre. Ils nous éviteront ainsi des pertes de temps bien inutiles.

PETITE CORRESPONDANCE

T., au Tlioult. — Au 125e d'infanterie, à Poitiers.

M. G., à Crémone. — Reçu abonnement, seulement je vous rappelle que nous perdons 20 0/0 sur le change des timbres.

D. B., à Quimperlé. — Nous attendrons.

Un de nos lecteurs demande dans quelles publications on peut se procurer les comptes rendus de la Société de biologie et ceux de l'Académie des sciences?

Paris, à Morat. — Je renvoie le numéro. Je n'y comprends rien. Le service cependant a été fait.

G., à Nantes. — N'ayant pas reçu d'autre avis de vous, j'ai marqué l'abonnement jusqu'à fin mars 1905.

B., à Paris. — Expédié brochure. Voyez le numéro 47, le mandat a bien été reçu. Une des souscriptions y est portée.

L. B., à Mazac. — Oui, il y a eu erreur de notre part. J'avais oublié de marquer l'abonnement reçu.

C. P. — Comme il s'est écoulé plusieurs millions d'années depuis qu'une combinaison chimique a donné naissance à la matière organique, et comme il lui a fallu sans doute des milliers d'années pour évoluer de sa première forme à la suivante, ce phénomène se reproduirait de nos jours, que nous ne pourrions pas nous en rendre compte. On trouve, actuellement, dans les eaux, des grumeaux de matière organique. Sont-ils les descendants de la matière primitive, ou de création relativement récente, c'est ce que l'on ignore. Mais, actuellement, les forces en jeu ne donneraient-elles plus naissance à de la matière organique primitive, que cela ne prouverait rien. Aux temps primitifs, l'atmosphère était beaucoup plus chargée de carbone, et le carbone est la principale base de la matière organique. Il y avait, certainement, des conditions de température et d'électricité différentes d'aujourd'hui. Pour qu'un phénomène se reproduise indéfiniment, il faut qu'il retrouve indéfiniment les conditions hors desquelles il ne peut s'accomplir.

P., à Reims. — Vous êtes abonné pour six mois.

P. B., à Monnai. — L'envoi est toujours fait, mais n'a pas encore été réglé.

J. H., à Rotterdam. — Cinquante centimes.

Homnès. — Inutile de vous astreindre à envoyer lorsqu'il n'y a rien de saillant.

E. Marin. — Lu le *Quatrième Etat*. Trop vague.

L. B., à Bâle. — Non, *Mutual Aid* n'est pas traduit. Je n'ai pas le volume sous la main, pour vous donner l'éditeur anglais. — *Autour d'une vie*, 3 fr. 25, recommandé.

M. *à Trélazé.* — *La Terre*, 15 fr., chez Hachette.

Reçu pour le journal : Didaret, 1 fr. — V. L., à Barre, 1 fr. — Latapie, 2 fr. — B. à Paris, 5 fr. — B., au Mans, 10 fr. — J. J. à Paris, 3 fr. — M. à Paris, 0,05. — L. C., à Lyon, 2 fr. — G., par A., Paris, 2 fr. — Merci à tous.

J. à La Rochelle. — V., à Nîmes. — M. à Anvers. — Ch. R. à Chaux-de-Fonds. — C. L., à Hodimont. — T., à Vaux. — T. M., à Poitiers. — R. R. à San Francisco. — O. B., à Barcelone. — P. J., à Saint-Paul en Jarret. — D. à Verviers. — P. G., à Fontenoy. — O., à Venzolasca. — H. au Havre. — S. G., Spezzia. — E. B., à Genève. — Chinon. — L. F., à Laon. — R., à Guérigny. — G. P., à Spring Valley. — G. T., Chaumont. — G. D., à Bidoit. — S., à Mein. — M. V., à Bucarest. — C. M., à Marseille. — B., à Marseille. — Deux frères en pensée. — P., à Monnai. — B., à Firminy. — A. D., à Vincennes. — C., à Joyeuse. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

DIXIÈME ANNÉE N° 4 PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 DU 28 MAI AU 3 JUIN 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

LES

SECRETS DE NOTRE DÉFENSE

Avec une emphase patriotique des plus drôles, le *Matin* vient de servir à ses lecteurs une mirobolante histoire d'espionnage, agrémentée, comme il convient, de force circonstances ténébreuses et détails pittoresques. Mais en laissant de côté la sauce feuilletonesque, évidemment préparée dans le but d'affriander le public par un journal passé maître en cet art, le fond de l'histoire au moins semble exact. C'est en tout cas ce qui ressort des notes officielles où le gouvernement, sans nier les faits, se borne à en atténuer l'importance.

L'importance des faits reste d'ailleurs très suffisante pour que soient grandement émus ceux qui en attachent encore à ces sortes de choses. Jugez plutôt.

Dans un volumineux paquet remis par un M. Hedemann, journaliste de son état, à notre attaché naval à Londres, oui, dans le paquet tombé providentiellement entre les mains d'un journaliste patriote (que fût-il arrivé, Seigneur! si ce journaliste n'eût pas été patriote!) ne se trouvaient pas moins de quatre-vingt-cinq plans, dont plusieurs originaux, concernant la défense maritime du port de Toulon. Et il se trouvait encore, dans ce sensationnel paquet, une sorte de questionnaire rédigé par l'état-major allemand et montrant cet état-major admirablement renseigné sur les défenses de Brest et de Cherbourg.

Inutile d'ajouter qu'avant de tomber en possession de cet honnête journaliste, les documents en question avaient été promenés à travers l'Europe, offerts et vendus à toutes les puissances qui pouvaient y trouver leur compte. Ils ne pouvaient plus maintenant faire recette qu'en retournant à leur origine et c'est ainsi que le *Matin* fut en mesure de faire à son pays ce cadeau patriotique.

Le document secret, en effet, a ceci de particulier et d'avantageux, qu'il est une marchandise susceptible d'être vendue plusieurs fois de suite par le même marchand. Lorsque vous avez, une fois, échangé votre monnaie contre une livre de sucre et sucré votre café avec, nul épicier ne saurait faire une seconde fois trafic de ce même sucre. Si vous commercez, au contraire, dans les plans de mobilisation, recettes pour poudres sans fumées, devis de sous-marins et produits similaires, vous pouvez très bien, après avoir écoulé votre camelote en Allemagne, en Angleterre ou en Italie, trouver au retour des fonctionnaires français tout disposés à verser quelques milliers de francs pour que d'aussi précieux documents ne tombent jamais en possession de l'Allemagne, de l'Italie ou de l'Angleterre.

Le commerce, on le voit, est avantageux. Aussi est-il florissant. Au dire des statistiques, les gens de toutes nationalités qui vivent dans le document secret, faisant métier de trahison et d'espionnage, se comptent par milliers. C'est, d'ailleurs, la seule catégorie de citoyens auxquels les mystères des différentes « défenses nationales » soient de quelque utilité. L'affaire Dreyfus nous avait déjà très joliment documentés sur la fréquence des fuites et la haute importance des secrets que l'on garde — ou plutôt que l'on ne garde pas — dans les bureaux de l'état-major. Cette nouvelle histoire de toute une liasse de documents se promenant à la recherche des amateurs, pour finalement rester en gage chez un hôtelier, nous confirme dans cette opinion que la « fuite » est la règle et que les fameux secrets de la défense nationale sont d'ordinaire les secrets de polichinelle.

Si le public, au moins, tirait de là un définitif mépris pour ces momeries grotesques et le courage de ne plus se laisser imposer les mille servitudes coûteuses et honteuses dont on l'accable au nom d'une « défense » qui est justement sa perte! Je ne sais rien, pour ma part, de plus bouffon, dans la grande farce patriote et militaire, que la scène où l'on voit des solennels gaillards extraire d'armoires de fer, transporter d'un casier à l'autre, dans des portefeuilles cadenassés, des plans de forteresses, dont le premier entrepreneur venu a pu prendre copie, quand ce n'est pas ses manœuvres qui ont barboté l'original.

Et qu'est-ce que ces gens occupés à combiner de fameux moyens de défense, tout en sachant que l'étranger doit en avoir fatalement et immédiatement connaissance, c'est-à-dire que tout sera à recommencer demain? Est-ce que par simple dignité, et sans se préoccuper de ce qui se passe chez le voisin, tout groupement d'hommes se respectant tant soit peu, ne devrait pas rompre avec ces pratiques de maniaques?

Mais il y a peu de « fuites », hélas! à la bêtise des foules. L'idée d'une chose secrète, d'un secret gardé quelque part, avec des gestes minutieux et des rites solennels, a toujours exercé sur l'âme des simples une impression profonde, et revêtu, à leurs yeux, d'un grand prestige, les hommes préposés à ce soin sacré. Les castes gouvernantes ont su de tout temps mettre à profit ce moyen d'en imposer au grand nombre. Aujourd'hui encore les choses ne se passent pas autrement.

On nous parle des « secrets de la défense nationale », on fait autour un certain nombre de grimaces, et sans se demander si ces mystères ne courent pas les rues ou ne cachent pas de dérisoires puérilités, aussitôt tout un troupeau d'imbéciles se met à trembler de respect et d'émotion.

Et que de gens, fort avisés pour le reste, se hâtent encore de rejoindre le troupeau dès qu'il est question de cette grande blague moderne : *la Défense nationale*.

Charles Albert.

LE COMMUNISME SANS THÉORIE

Nous avons assez exprimé ici ce que nous pensions de certaines coopératives pour pouvoir, une fois en passant, dire ce que nous avons trouvé d'excellent dans le fonctionnement d'une de ces tentatives.

Certes, jamais nous n'avons mis le « principe » — des hommes qui se réunissent pour coopérer à une production déterminée — en jeu; ce que nous nous sommes efforcés de critiquer, c'est le fonctionnement lui-même de certains de ces groupements qui reflètent trop exactement n'importe quelle exploitation de la société capitaliste et la prétention de certains de pouvoir transformer la société. La participation aux bénéfices n'est pas de la coopération et trop de coopératives ne sont presque exclusivement que de véritables exploitations à participations aux bénéfices.

La coopération, comme nous l'entendons, doit être à base exclusivement communiste et c'est d'une tentative de ce genre que nous voudrions parler aujourd'hui.

Certes les travailleurs qui en ont pris l'initiative et qui l'ont fait vivre n'ont jamais publié de longs manifestes sur leur tentative « communiste »; ils n'ont eu qu'un but : s'affranchir du patronat, mais sans la théorie; ces camarades ont sur certains points appliqué les principes communistes dans une aussi large mesure

que cela est, je crois, possible en société capitaliste.

Quelques ouvriers mécaniciens ont donc eu l'idée de fonder, il y a quelque huit années, une « *Association d'ouvriers en instruments de précision*. Cette « Association » a fait exclusivement appel aux travailleurs de la corporation pour former son maigre capital social, et seuls des ouvriers syndiqués en font partie. Des statuts réglementaires, « imposés » par la loi, la régissent, mais en réalité dans la seule mesure où il ne peut pas être passé outre. C'est ainsi, par exemple, que si les statuts prévoient qu'il sera versé un « dividende » aux actionnaires — obligation de la loi — dans la pratique, il est bien entendu entre les associés qu'il n'y aura jamais de dividendes répartis.

Mais le côté intéressant de cette tentative est plutôt dans l'application pratique et journalière et ces camarades, dans une industrie très minutieuse, sont parvenus à résoudre des problèmes qui, lorsqu'ils sont émis théoriquement devant quelques capitalistes ou leurs soutiens, les font sourire et déclarer inapplicables.

Les « associés », qui, au début, n'étaient que quelques-uns, sont à présent plus de quarante, et cela augmente considérablement la valeur de leur expérience.

C'est ainsi que le salaire des associés est *absolument égal pour tous*, pas un ne touche à la paie plus que son voisin.

La « journée », suivant l'expression consacrée, est de 0 fr. 95 de l'heure et tous, petites mains et ouvriers finis — et quelques-uns d'entre eux passent pour les coqs de la corporation — touchent le même salaire, calculé sur le nombre d'heures de présence à l'atelier, et ce ne sont justement pas les moins habiles qui sont les moins partisans de cette égalité absolue des salaires.

Tous les associés travaillent « à la journée », le travail « aux pièces » si pernicieux est inconnu ; il n'y a ni ristourne ni dividende ni rien de ce genre. On y a rompu complètement avec les vieilles combinaisons de la coopération qui consistent à faire, on ne sait exactement pourquoi, une part au travail, une à l'intelligence et une au capital! Ces camarades estiment que les besoins pouvant être identiques, c'est le salaire qui doit être égal. Bien mieux; quelques-uns parmi eux songent déjà, si leur tentative se développe, à égaliser les salaires dans le sens des besoins, en favorisant d'une manière qu'ils se proposent d'étudier les plus chargés de famille.

A côté de l'égalité de salaire, ces camarades ont aussi résolu le problème de la division du travail.

Il n'y a dans leur petite usine, — en dehors de l'un d'entre eux chargé exclusivement de chercher du travail, d'aller voir les clients et qui, malgré son titre de directeur, et il l'est si peu ; touche le même salaire, augmenté seulement de ses frais de déplacement et autres inhérents à sa charge. — ni chef d'atelier ni contremaître. Ouvrez votre intelligence! bourgeois, personne ne commande et tout marche quand même à souhait dans cette usine où les travailleurs emporteront cette année plus de 150.000 fr. de salaires.

Je dis bien : personne ne commande ; une commission « du travail », choisie parmi les plus capables, répartit la besogne suivant les aptitudes, et cette répartition intelligente et librement consentie fait que chacun, pour le plus grand bénéfice de tous, arrive à produire le maximum.

Bien mieux ; quelques genres de travaux menaçant de devenir parfois monotones, il se produit un échange de travail en cours d'exécution, et les camarades reprennent alors plus allègrement la besogne.

Il n'y a non plus ni cloche, ni sifflet dans cette ruche.

L'atelier est ouvert dix heures par jour, mais en réalité personne ou à peu près ne travaille dix heures. Celui qui habite au loin vient un peu plus tard et tel qui tient à aller déjeuner chez lui prend un quart d'heure ou une demi-heure de plus que ses camarades, et chacun touche le salaire du temps passé à l'atelier.

Les associés travaillent un peu plus fort lorsqu'il s'agit de livrer une commande pressée et posent l'outil une fois le coup d'épaule nécessaire donné.

Pas d'heure militaire comme dans l'usine capitaliste, libre entrée et libre sortie, et cela ne nuit en aucune façon à « la bonne marche » de l'entreprise. Cette façon de comprendre la liberté produit au contraire d'excellents résultats.

La journée moyenne du travail atteint à peine 9 heures par jour et ces camarades, s'ils n'étaient pris par la concurrence, le manque de capitaux et d'autres contingences de la société actuelle, la diminueraient encore certainement.

Le seul règlement d'atelier qu'il y ait, réside dans la conscience des associés, l'intérêt commun étant là un intérêt individuel; la seule règle de travail consiste en une stimulation réciproque.

Et cet essai n'est pas, comme on pourrait le croire, une petite affaire. Il y a, je le répète, actuellement plus de quarante travailleurs associés qui travaillent. Chacun touche un salaire moyen de 8 fr. 50 à 9 francs par jour, ce qui fait, au bout de chaque semaine, plus de 2.000 fr. de salaires. C'est là une somme dont pourraient se montrer fières, nombre d'usines capitalistes.

Ces camarades font là l'apprentissage de la liberté, et ce qu'il y a surtout d'intéressant, c'est que si quelques-uns d'entre eux sont en réalité, imbus d'idées communistes, la majeure partie ne semble pas avoir d'autre but que de s'affranchir du patronat; la théorie n'a tenu qu'une place relativement restreinte et la pratique, au contraire, a donné des résultats très appréciables.

L'exemple de ces quelques travailleurs montre bien que la classe ouvrière est plus prête qu'on ne semble le supposer dans certains milieux, à produire pour le seul profit de la société tout entière. Je le répète, les travaux exécutés dans cet atelier « communiste » sont des plus délicats et des plus compliqués et cela donne encore plus de valeur à la tentative.

Certes, comme dans tout essai de ce genre entrepris en société capitaliste, il y aurait peut-être de nombreuses réserves à formuler, mais tel quel, il conserve quand même à nos yeux une forte valeur éducative.

Je n'ai voulu, du reste, fixer pour aujourd'hui que quelques points. Je me propose d'y revenir et d'examiner plus en détail quelques-uns des problèmes que soulève cette intéressante tentative.

P. DELESALLE.

TOUJOURS SUR L'UNION

(Suite et fin) (1)

II

Mais si les anarchistes ont renoncé à la prétention de se croire des « conducteurs de peuple », la majeure partie des individus croient encore que l'on peut tripatouiller l'évolution humaine comme une campagne électorale, et qu'il suffirait que les uns consentissent à marcher un peu moins vite, les autres un peu plus, pour que le progrès se fît vers l'orientation que lui donnerait la coalition.

Il reste à savoir, si une entente pareille se réalisant, elle serait un bien ou un mal.

Les idées s'élargissant tous les jours par leur discussion, s'il se faisait une entente sur chaque vérité contestée, ce serait une entrave à leur évolution future. Réjouissons-nous donc que l'on ne puisse réaliser cette entente que d'aucuns voudraient voir s'établir.

Mais si nous devons renoncer à la prétention de « diriger » l'évolution humaine, nous ne devons pas renoncer à « l'influencer » et cette influence se fera d'autant plus sentir que nous aurons déployé plus d'activité, — à condition, bien entendu, que nous nous approcherons, le plus possible, de l'idéal qui se dégage de l'activité des générations qui se succèdent.

* * *

Perdus dans cette immense coopération de forces qui poussent l'humanité vers un aboutissement que nous essayons de deviner, mais que nous ne voyons qu'à travers les influences que nous subissons, nous ne pouvons pas dire ce qu'il sera, puisqu'il n'y a rien de préétabli, mais seulement ce que nous voudrions qu'il fût, en essayant de subordonner notre activité à ce but.

Et justement, parce que nous reconnaissons combien minimes sont nos efforts, en face de cette accumulation d'efforts des morts et des vivants que nous avons à combattre, nous devons chercher à éviter toutes concessions qui tendraient à amoindrir notre œuvre.

Certainement, en attendant la réalisation d'un idéal, plus ou moins éloigné, il est préférable de réaliser, en cours de lutte, n'importe quelle réforme, pouvant amener une amélioration, ne fût-elle que temporaire. Telle, par exemple, la loi des huit heures, m'indique un de mes correspondants.

Il vaut mieux ne travailler huit heures que dix, et même, j'ajouterai, que six au lieu de huit et même moins, tant que le travail vous sera imposé par le mode capitaliste, au lieu d'être la libre manifestation du goût et des aptitudes.

Mais les grèves qu'a occasionnées l'application de la loi Millerand-Colliard qui ne tendait qu'à réduire à dix heures la durée de travail des femmes et enfants, nous montrent ce que valent les réformes par la voie parlementaire.

La loi est impuissante, là où la cohésion des travailleurs n'est pas assez forte pour l'imposer aux exploiteurs; aussi, au lieu de chercher des députés pouvant nous faire de bonnes lois, nous préférons travailler à susciter parmi nos camarades de travail, l'état d'esprit qui les amènera à imposer d'eux-mêmes les conditions de travail qui leur sembleront préférables.

Alors, encore une fois, nous sommes ici en complète contradiction avec ceux qui n'espèrent qu'en l'efficacité du parlementarisme. Et comme il est évident que si on est bien convaincu des critiques que l'on émet, de l'efficacité des moyens que l'on préconise, ce ne peut être que la lutte, lorsque des moyens si dissemblables se trouvent en présence.

* * *

Si on pouvait endiguer l'évolution humaine ; si, par exemple, on pouvait dire aux socialistes : « nous sommes convaincus de l'inanité de vos moyens, mais comme il n'y a rien de tel que la pratique pour faire voir clair, nous allons vous donner dix ans, vingt ans, cinquante ans — le temps ne fait rien à l'affaire — pour appliquer votre système. Si vous réussissez, c'est que nous avions tort dans nos critiques; mais si l'expérience démontre que vous aviez tort, c'est vous qui nous aiderez par vos moyens », on comprendrait une pareille alliance.

Mais une convention pareille, si elle peut se contracter entre deux individus, ne peut réunir des centaines de milliers d'individus, dont aucun n'a qualité pour traiter au nom des autres.

---

(1) Voir le n° 3.

Au bout du délai fixé pour l'expérience — en admettant qu'il n'y aurait pas de récalcitrants — les bénéficiaires du contrat ne manqueraient pas de bonnes raisons pour démontrer que leur système est infaillible, que ce ne sont que les circonstances qui ont manqué pour la réussite et demander un nouveau délai pour continuer la tentative. Des ententes pareilles n'ont aucune valeur. En économie sociale, chacun doit agir par ses propres moyens, sans s'occuper des activités contraires.

Convaincus que le parlementarisme est une entrave à l'émancipation humaine, nous devons le combattre, surtout lorsqu'il est préconisé par ceux qui prétendent avoir le même but que nous, ne pouvant le considérer que comme un mensonge, puisque nous nous efforçons de démontrer que ce moyen est en contradiction avec le but poursuivi.

⁂

On me dit encore : le socialisme étant une étape nécessaire de l'évolution, pourquoi ne pas en hâter l'avènement, pour passer plus vite à notre idéal!

Voilà encore une grossière erreur. Que nous ayons à passer par beaucoup d'étapes avant d'arriver à la réalisation de notre idéal complet, cela est fort probable. Mais bien malin serait celui qui pourrait dire ce que seront ces étapes, et par quelles organisations l'humanité aura à passer pour atteindre le but qu'elle s'assigne, et qui varie avec les générations qui se succèdent!

En tout cas, l'Etat socialiste n'est pas une étape plus enviable que toute autre étape, et ses mauvais effets, — si jamais il lui était donné d'arriver au pouvoir — ne seront atténués qu'autant que nous aurons travaillé à ruiner la notion de l'Etat. Ce qui prouve que la meilleure façon de travailler à la réalisation de son idéal, est de le propager en son intégralité.

« Les esprits ne sont pas assez ouverts pour accepter notre idéal philosophique en son entier », nous dit-on, et on nous propose de le diminuer de tout ce que les retardataires ne peuvent accepter. Ce qui fait que c'est nous qui retournerions en arrière. Drôle de moyen d'aller de l'avant!

Que cet idéal ne soit pas accessible à tous, c'est ce dont nous pouvons nous apercevoir tout les jours. Mais, jusqu'à présent, le seul moyen que l'on ait de propager une idée, et de lui trouver des adhérents, c'est de l'exposer dans toute son intégralité. Laissons à ceux qui ne seront pas aptes à la comprendre, le soin d'y retrancher ce qu'ils ne pensent pas pouvoir digérer. Notre rôle est d'empêcher qu'on les rogne au point de les rendre méconnaissables. Quels que soient nos efforts, les mutilations seront bien assez fortes déjà, sans que nous nous en mêlions nous-mêmes.

Ce qui gêne nos maîtres, c'est l'absolu de nos revendications. N'allons pas leur enlever ou laisser enlever ce qu'elles ont d'efficace.

Et, surtout, ne perdons pas de vue que l'on n'arrivera jamais à unifier les conceptions de toute l'humanité, pas davantage celles de tout un peuple, pas même de toute une classe, et que notre propagande peut avoir pour but d'amener le plus de gens possible à notre façon d'envisager les choses, mais n'essayons pas de courir après cette chimère : la disparition des différences d'idées chez les individus.

N'est-ce pas, au contraire, de leur lutte que se dégage peu à peu la vérité, au milieu d'erreurs innombrables, il est vrai. Mais que les individus se paient moins de mots, qu'ils n'acceptent plus les idées toutes faites, et s'habituent à raisonner par eux-mêmes, ils sauront vite dégager la vérité de l'erreur.

J. Grave.

P. S. — Entre autres lettres que m'a valu le premier article, j'en ai reçu une d'un socialiste de Limoges, m'invitant à une polémique sur les mérites respectifs de l'anarchie et du socialisme.

Mais, la polémique ramenant des points déjà traités dans mon article, c'était déjà une raison pour la refuser. Si cela m'est égal de tourner en rond au cours de mon existence, je n'aime pas à le faire dans la même discussion. A ce compte-là, il n'y a pas de raison que ça finisse. De plus, le ton de mon contradicteur était celui de l'homme qui s'est dit : « Voilà un gaillard qui m'embête. Attends mon bonhomme, je vais te régler ton compte en cinq sec. » Si j'aime à discuter une question pour tâcher de l'éclaircir, je me refuse aux polémiques qui débutent comme une provocation. Il n'en sort jamais rien. J'ai décliné.

Mon contradicteur ne se tenant pas pour battu, me renvoie ses objections, sous forme de questions cette fois-ci, croyant m'embarrasser davantage.

Ces questions, il ne se les est peut-être jamais posées, c'est pour cela qu'elles ont le mérite de lui sembler neuves; mais il y a fort longtemps que, pour nous, anarchistes, elles sont hors de discussion. S'il veut avoir mon opinion là-dessus, je ne puis que le renvoyer à ce que j'ai déjà écrit : *La Société mourante et l'anarchie.* — *La Société future.* — *L'individu et la société*, et *l'Anarchie, but et moyens.* Stock ne demande qu'à en vendre, et moi je ne serais pas fâché de lui en voir faire un nouveau tirage.

J. G.

Nouveaux Dialogues des morts

(*Suite et fin*) (1)

CHARLES BAUDELAIRE — EMILE ZOLA

Baudelaire. — Tranchons le mot, des moralistes? Ou, plutôt, puisque le vocable ne répond pas à votre profession de foi — des sociologues. Cette qualité est incompatible avec la qualité de l'artiste, en général, et du poète, en particulier, de qui la magie a pour condition essentielle le désintéressement; cette qualité est d'ordre idéal et nullement utilitaire. La poésie, ai-je écrit, (vous me pardonnerez la familiarité d'une citation personnelle) la poésie n'a pas la vérité pour objet, elle n'a qu'elle-même. Les modes de démonstration des vérités sont autres et sont ailleurs ». Il faut faire à chacun son lot, comme dit le populaire ; le vôtre a son intérêt, mais celui de l'artiste n'est pas moindre. Et je me demande ce qu'il restera de nous, si vous jugez de notre mérite à la façon de M. Homais, qui aurait admiré Athalie si elle n'avait été une tragédie religieuse.

Zola. — Je ne vous demande pas de nous rappeler sans cesse que vous êtes des hommes, quand vous écrivez, je vous demande seulement de ne pas l'oublier et que vous serez lus. Votre œuvre individuelle est destinée à devenir sociale! Sans parler d'éduquer vous pourriez ne pas corrompre, il suffirait pour cela que vous fussiez des consciences humaines. Quand bien même vous vous désintéresseriez momentanément du milieu, vous ne pourriez vous en abstraire. Vos poèmes seraient imbus et comme saturés de son souvenir. Le beau, selon Platon, est la splendeur du vrai — mais le vrai est l'expansion libre de la vie, sa loi d'action est bonté. Si le vrai de votre nature est le vrai de la vie, c'est-à-dire, le bien — vous l'exprimerez nécessairement.

Baudelaire. — Cela revient à dire que j'ai été néfaste, non par mon indifférence sociale, mais par la nature même de mon génie. Cette nature étant mauvaise n'a pu distiller que des poisons. Je le sais; aussi ai-je mis au fronton de mon livre cette épigraphe : « Les fleurs du mal » dans le même esprit que Dante écrivait en lettres noires, à la porte de son Enfer : « *Lasciate ogni speranza, voi ch'intrate.* » Mais je vous répète que cette nature je l'avais, je ne me l'étais point faite. Il faut me plaindre et non me détester. L'infirme est irresponsable de sa difformité.

Zola. — Les infirmités physiques sont des accidents; les infirmités morales sont des erreurs. On peut toujours corriger celles-ci quand elles ne sont pas le résultat d'un détraquement du mécanisme physiologique, mais d'un raisonnement défectueux ou d'une conception fausse de la vie.

Baudelaire. — Je voudrais bien que vous me définissiez, non seulement la vérité générale humaine, mais encore l'état de parfaite santé intellectuelle qui permet d'en avoir la compréhension.

Zola. — Cet état de parfaite santé, vous l'avez vous-même exprimé tout à l'heure. L'homme le réalise quand il constate que l'exigence de ses appétits se trouve concorder avec les satisfactions que la vie lui offre; quand la plénitude de ses aspirations n'excède pas le domaine des possibilités naturelles. La vérité générale qu'il conçoit alors est exclusivement, dans la conservation de cette harmonie entre son individualité et le milieu qui la fait fleurir. Chaque fois qu'il se trouve empêché dans la satisfaction de ses besoins, ou lésé dans la somme des joies auxquelles il est en droit de prétendre de la vie, il a le sentiment infaillible que la vérité est dénaturée.

Baudelaire. — Cette définition me satisferait presque si elle ne supposait les hommes capables de concevoir aussi simplement une vérité en qui cesseraient toute agitation et tout tourment.

Zola. — Il y a toujours un élément de justice et de raison dans ces pires erreurs des hommes; leurs tâtonnements maladroits sont le témoignage de la recherche du mieux qui les obsède.

Baudelaire. — J'inclinerais plutôt à croire que, comme sur ma naissance, un atavisme séculaire pèse et pèsera sur la destinée des génération du présent et de l'avenir — Atavisme qui les incitera à perpétuer la foi en un espoir mystérieux qu'ils ne croient pas en leur pouvoir d'atteindre, parce qu'ils le placent hors de leur portée. Un trop épais infini de ténèbres enveloppe la petite flamme du monde, pour qu'à sa clarté débile les hommes se décident à résoudre le problème de leur bonheur. Ils attendront que le voile se déchire et que l'Isis fabuleuse rayonne de très haut, sur leurs fronts éblouis, dans une explosion pétulante de lumière?

Il semble que dans la confusion de se sentir livrés à leurs propres ressources, les hommes aient le tourmentant souvenir d'un âge enfantin de leur race où une intelligence souveraine les instruisait et les conduisait. L'esprit de notre dogme, le symbole du péché originel, est fait de cette transmission à travers les époques de l'impuissance issue du châtiment ancestral, de cette persistance d'inacclimatation des hommes à la terre. De plus, un espoir de futurition, en qui se concentrent nos appétits de joie insatiable, nos exigences toujours plus grandes que les satisfactions possibles, nous fait rêver d'éternité devant l'imparfait et le fugace de cette vie....

Zola. — Par son extrême, cet espoir meurtrier aboutit au mépris du présent à l'abolition de nos volontés, à la haine et à la mort de nos plus légitimes instincts — tels ces moines qui tous les jours, régulièrement, se creusent une tombe dans la terre — et cette lâcheté de l'homme devant la vie, l'injustice de la société la provoque, la favorise, rend son développement fatal. — La société ajoute aux obstacles naturels qui combattent les énergies de nos volontés; elle multiplie les difficultés qui se lèvent contre nos impulsions et, par là, se fait complice de ce qu'il y a de misérable en nous.

Baudelaire. — En supposant qu'une volonté toute-puissante dispose de nous, nous serions en effet plus sages — humainement parlant — de nous aider nous-mêmes, comme le charre-

(1) Voir le numéro 3.

tier de l'apologue, en attendant le secourable avatar. « Le bien de la société exige que l'homme se croie libre », a dit Voltaire. Mais nous sommes foncièrement fatalistes; notre nature nous porte à la dénégation du libre arbitre et à la vénération craintive de l'incompréhensible et du merveilleux; notre besoin de rêve n'est qu'une manifestation de cette particularité de *notre* nature, et ceux-là même qui ont perdu la foi, ne se retournent vers la science que parce qu'elle promet, et qu'elle promettra *toujours* plus qu'elle ne tiendra.

Zola. — Je veux bien reconnaître avec vous qu'un antagonisme indubitable existe entre notre raison et nos sensations et nos sentiments. Mais la résistance obstinée de l'homme aux immenses, aux impérieuses séductions de la vie; sa sinistre endurance des maux que sa race s'est créée (ou qu'elle a laissés se créer et qu'il perpétue) ne sont pas autant causés par le mystique atavisme que vous dénoncez, que par l'influence du hasard du milieu où il naît et la conséquence du passé. Faites-lui cette vie bonne, il ne croira plus à l'autre. Pourquoi les Grecs, qui comme les chrétiens, se convainquaient de leur asservissement à la Destinée, n'eurent-ils guère que des philosophes inquiets de vivre? « Bien vivre — vivre le mieux possible » voilà le fond de la philosophie de Diogène et d'Aristippe; « savoir vivre, vivre avec sagesse » voilà le fond de celle de Zénon — « vivre activement », voilà le fond de celle d'Epicure; mais vivre, tous les philosophes grecs en sont là; c'est le tourment de tous, l'obsession rationnelle — c'est que les Grecs vivaient une vie plus large...

Baudelaire. — Ils avaient surtout pour Dieu, Zeus, un dieu vassal, qui n'était pas même créateur, puisqu'il avait reçu le monde pour prix de sa victoire dans sa lutte avec Cronos, à Olympie.

Zola. — Vassal ou suzerain, les hommes ne se croyaient pas moins ses esclaves. Non, ce n'est point par ce qu'ils ont l'esprit mystique que les hommes se désintéressent de la vie; c'est par ce que la vie leur est injuste qu'ils deviennent religieux. L'homme a souffert, sa raison qui lui fait voir l'anomalie de son état, sans lui donner le moyen immédiat d'y remédier, qui l'entraîne avec elle dans le désarroi tourbillonnant, vertigineux et formidable des calamités sociales, sa raison, que l'apparence des vérités a faussée, lui paraît une ennemie, une prophétrice malveillante qui, pour avoir une fois manqué de parole, est condamnée comme Cassandre à passer pour folle.

Et cependant la raison est primordiale, elle est l'utilité. Par elle, l'homme a déterminé et utilisé les fatalités de la nature, c'est-à-dire les lois des faits. Dans le réseau inextricablement tramé par les séries de la nature, — combinaisons terriennes, climatériques et généalogiques — la raison lui a donné la connaissance des éléments du hasard — toujours neutres — c'est-à-dire bons ou mauvais, selon l'intelligence qu'il en a et l'usage qu'il sait en faire, et lui a permis de discerner les motifs de l'action. C'est par elle, et il le peut, que l'homme doit se modifier et modifier son milieu. Dans le projet de philosophie orgueilleuse et pessimiste que vous nous avez laissé, vous établissez, pour justifier votre passiveté néfaste, que le monde a connu le progrès, l'apogée et qu'il est entré en décadence. Je veux me persuader, au contraire, qu'il a eu dans l'Inde et la Grèce une enfance aborigène, gracieuse et subtile, et qu'il achève seulement son adolescence d'éphèbe oriental et vicieux, dépaysé dans nos brumes et tourmenté par elles de cauchemars. Nous attendons de l'éclosion superbe de sa virilité, de l'épanouissement de sa force, la vie plus belle, plus large, plus humaine!

Par delà les lassitudes, les dégoûts, les hésitations qu'éprouvent les plus résolus et les meilleurs d'entre nous, comme un irradiant soleil sur la tourmente des océans, nous apercevons la grande lueur de Vérité que les brouillards empoisonnés du monde ne parviennent pas à voiler et nos enthousiasmes se ravivent. Il faut se persuader que c'est en se rendant maîtres de la vie qu'on la dirigera — il faut agir!

John-L. Charpentier.

MOUVEMENT SOCIAL

Montpellier. — Sortant d'une réunion organisée à la B. du T., à l'occasion du 1er mai, quelques personnes continuèrent à chanter dans la rue des refrains révolutionnaires.

Trois sous-officiers d'infanterie qui passaient par là, se crurent sans doute attaqués personnellement par les chants antimilitaristes des assistants; car l'un d'eux alla jusqu'à menacer ces derniers de son sabre. L'organe sabre que l'État ajoute à ses larbins ayant besoin de fonctionner comme les autres, amène fatalement ceux qui en sont pourvus à se transformer en assassins.

Dans la bousculade qui résulta de cet acte ridicule, l'un des sous-offs reçut, paraît-il, un coup de canne sur la tête, et ils s'esquivèrent tous trois devant l'attitude décidée de la foule. Avec les fauteurs du trouble, le trouble disparut, et bientôt les manifestants se séparèrent tranquillement.

On aurait pu croire que tout était terminé, sans le zèle intempestif d'un mouchard amateur, le fils du chef de la sûreté, qui se mit à filer un brave paysan qui, après avoir passé la journée du dimanche à Montpellier, s'en retournait chez lui. Pressentant à sa mine que l'individu qui le suivait, devait avoir des mauvaises intentions, le pauvre campluchard ne trouva rien de mieux que d'aller se réfugier et porter plainte au plus prochain poste de police. Le policier y arriva après lui, et, à son grand étonnement, le fit arrêter. Il a comparu dernièrement devant l'éternel président Boyer, qui sur la seule déposition nette du mouchard, l'a condamné à *six mois de prison pour outrages à des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions.*

A force de me demander quelles pouvaient bien être les fonctions qu'exerçaient les trois sous-offs, je me suis rappelé qu'ils accompagnaient une jeune dame en toilette très tapageuse. Serait-ce là la clef du mystère?

Dans ce cas, puisque le général André s'occupe d'améliorer l'uniforme de l'armée, je lui proposerais de transformer le képi de ses gradés en casquette à trois ponts. Ce serait plus en rapport avec... l'exercice des fonctions qu'ils remplissaient à ce moment-là.

F. Franques.

⁂

Roubaix. — Un nouvel assassinat, commis par les gabelous, vient d'être perpétré sur la frontière belge.

Trois gamins revenaient tranquillement, porteurs de quelques emplettes, lorsque, à la vue de ces terribles contrebandiers — le plus âgé avait quatorze ans, le plus jeune neuf — un douanier alla s'embusquer derrière le pilier de la grille d'un château et, lorsqu'ils furent à sa portée, leur intima l'ordre de s'arrêter. Deux parvinrent à s'enfuir, mais le plus âgé, Charles Ledez, serré de près, ne s'étant pas arrêté à l'injonction de celui qui le poursuivait, le courageux gabelou lui tira presque à bout portant deux coups de revolver. Le gamin s'affaissa en murmurant: « Mon Dieu, maman, je suis tué! »

Une dame, Mme Darras-Bonnard, témoin du meurtre, ayant adressé des reproches au meurtrier, celui-ci se contenta de répondre: « Que voulez-vous? Ça y est, ça y est! »

En effet, commissionné pour empêcher d'entrer en fraude douze sous de marchandises belges, avec ordre de tuer ceux qui tenteront de passer outre, il n'a fait que son devoir. Le jeune Ledez se trouve à portée de son revolver, il l'abat, il doit recevoir les félicitations de ceux qui l'ont armé. Que voulez-vous qu'il en soit de plus?

⁂

A ce propos, il ne serait pas superflu de vous donner une idée de la misère qui sévit sur les populations de la frontière du Nord. Presque toutes les familles doivent avoir recours à la fraude pour pouvoir subsister, car, contrairement à ce qui est accrédité, les fraudeurs ne sont pas tous des professionnels dans nos contrées, le nombre en est très restreint et va en diminuant tous les jours, de ceux qui en vivent exclusivement. La grande majorité est composée de ménagères qui vont ou envoient leurs enfants chercher les articles nécessaires à l'alimentation de leurs familles, y trouvant un bénéfice qui compensera un peu le maigre salaire que le père apportera le samedi pour sa semaine, s'il a eu l'heureuse chance d'avoir œuvré les six jours sans arrêt. Et, combien souvent, pendant les longs jours de chômage, le père, pour sauver les siens d'une affreuse misère, ne se décide-t-il pas à partir en Belgique, pour porter un ballot de café vert qu'il essaiera, à ses risques et périls, d'introduire en France, comme notre malheureux camarade Louis Pétoux, il y a vingt ans, et condamné par la cour d'assises de Douai à huit ans de réclusion et quinze ans d'interdiction de séjour, pour avoir eu le courage de défendre sa charge contre ceux qui voulaient la lui enlever. Malgré sa résistance, arrêté et conduit à la caserne des douanes, là on le ligotta sur une planche, couché sur le dos, et ainsi maîtres de leur victime, ses agresseurs le rouèrent de coups, l'accablèrent d'injures, et les femmes des douaniers lui crachèrent au visage, comme Judas, dit-on, fit à Jésus. Oh! les lâches...

P. Lanneau.

Mouvement ouvrier. — L'agitation qui se produit depuis déjà pas mal de temps parmi les ouvriers dockers de Marseille, semble vouloir entrer dans une nouvelle phase. Voici, en effet, les faits qui se sont passés à la fin de la semaine dernière.

Manot, secrétaire de l'Union syndicale des ouvriers des ports et docks, était appelé chez divers patrons. Il s'y rendit dans l'espoir d'amener une solution favorable aux conflits pendants.

Quel ne fut pas son étonnement lorsqu'un patron lui proposa sans ambages de bien vouloir favoriser une grève générale pour permettre aux armateurs et aux entrepreneurs de la manutention de porter un double coup aux organisations ouvrières et au gouvernement!

Pour cette besogne de trahison envers ses camarades de travail, on a offert à Manot une somme de 50.000 francs et une place hors Marseille lui assurant des appointements mensuels de 500 francs.

Manot fit mine d'accepter, mais il réclama 25.000 francs d'acompte; la somme fut trouvée trop forte, et finalement le patron en question remit à Manot une première provision de 5.000 francs.

Manot prit la somme et réunit aussitôt ses camarades du conseil de l'Union; il fut décidé que l'on saisirait immédiatement de cette tentative de corruption le représentant du gouvernement.

Tels sont les faits. Malheureusement, depuis le jour où cette tentative de corruption s'est produite, nous avons eu deux jours de fêtes carillonnées et les choses sont restées en l'état.

Il est certain que nous allons apprendre des choses intéressantes, car cette offre de 50.000 fr. suivie de 500 fr. d'appointements faite à un militant ouvrier, n'est vraiment pas ordinaire.

En tout cas, il faut que MM. les exploiteurs soient de bien fichus imbéciles pour croire que, Manot parti, c'en était fait de l'organisation syndicale.

Jusqu'à présent, le *Temps* et autres journaux bourgeois qui ne tarissent pas de reproches lorsque les travailleurs se mettent en grève, se sont bien gardés de souffler mot de cette tentative patronale.

Les vieux clichés sur « l'industrie nationale » ces grèves qui « ne profitent qu'à l'étranger », ont été soigneusement remisés.

J'espère être suffisamment et très exactement renseigné la semaine prochaine, pour pouvoir parler longuement de cette intéressante affaire.

⁂

Il semble bien que nous voici revenus dans une période très active de grèves; à tel point que la place me manquerait certainement s'il me fallait seulement résumer les causes de toutes. Force me sera donc de signaler seulement les principales.

Ce sont d'abord les grèves du textile qui sont loin d'être terminées, puisqu'elles englobent encore à l'heure actuelle plus de 6.000 grévistes. A Lille seulement, 4.000 tisseurs de toile sont en lutte depuis les premiers jours d'avril. Ils réclament une augmentation de 8 0/0 semblable à celle obtenue à Armentières. J'ajoute que si les grévistes de Lille n'obtiennent pas satisfaction, leurs camarades d'Armentières et d'Houplines se verront à leur tour retirer la prime de 8 0/0 qu'ils ont actuellement, les

patrons ne s'étant engagés à la leur maintenir que si leurs concurrents lillois l'accordaient à leurs ouvriers.

En cas de non-réussite, il faut s'attendre à voir éclater à nouveau une grève générale du textile dans le Nord.

A Tourcoing, plus d'un millier de tisseurs de tapis-moquette sont en grève, soutenus par leur syndicat, certainement l'un des plus forts de la région.

A Amiens, plusieurs centaines de teinturiers-apprêteurs continuent la lutte, sans être plus avancés qu'au premier jour, les exploiteurs se refusant à la moindre concession.

A Villefranche, l'énergie des grévistes ne parvient pas à faire céder les capitalistes, forts de l'aide et de la protection du gouvernement.

A Rennes, toutes les fileuses de l'usine Porteu ont cessé le travail et réclament avec une augmentation de salaire le renvoi d'un directeur qui, certainement, a dû être garde-chiourme quelque part.

Enfin, quelques centaines de tisseurs et fileurs sont en grève à Châtel-Nomexy et à Moyenmoutiers dans les Vosges.

Et ce n'est certainement pas tout, la presse semblant s'être donné le mot pour faire le plus profond silence sur l'agitation ouvrière qui a lieu actuellement aux quatre coins de la France.

Je rappelle que, partout, la cause initiale de la grève des ouvriers du textile est l'application de la journée de 10 heures que leur avait prétendument donnée la trop fameuse loi Millerand-Colliard, qui se traduit aujourd'hui par des diminutions de salaires.

A Fromelennes, comme il était à prévoir, les promesses ministérielles n'ont servi à rien, sinon, semble-t-il, à rendre patron et gendarmes plus provocants envers les travailleurs.

Et cependant la Compagnie française des Métaux travaille en grande partie pour l'État et c'est pour cela, paraît-il, que les ouvriers comptaient, bien à tort — ils s'en aperçoivent aujourd'hui — que l'on tenterait quelque chose en haut lieu pour amener la Compagnie à céder.

C'est le contraire qui s'est plutôt produit, car jamais police et gendarmerie n'ont agi avec autant de brutalité que depuis ces regrettables démarches. Ce sera, espérons-le, un enseignement pour ces pauvres bougres qui apprendront ainsi à leurs dépens que l'on n'obtient jamais de ses exploiteurs ou du pouvoir que ce que l'on a le courage de leur arracher.

A Cluses, dans la Haute-Savoie, 500 ouvriers horlogers environ sont en grève. Leur mouvement et l'évolution de l'industrie dans cette région mériteraient certainement d'être étudiés en détail. Ces travailleurs avaient en effet presque tous, il y a à peine une vingtaine d'années, un autre métier ou cultivaient la terre; certains étaient même de petits propriétaires. Les gains, au début, relativement rémunérateurs, leur firent abandonner la terre tout à fait, et petit à petit la misère est venue. La grande industrie avec travail à domicile s'est emparée d'eux et en a fait des esclaves du grand bagne capitaliste; les salaires ont alors baissé à tel point qu'un horloger qui gagnait encore 100 francs par mois, parvient à peine aujourd'hui à gagner 70 francs.

De plus, certaines maisons paient les ouvriers en marchandises. Les ouvriers doivent, sous peine de renvoi, se servir au magasin patronal qui, bien entendu, prélève encore un solide bénéfice.

Las d'être exploités ainsi de deux côtés à la fois, ces travailleurs se sont groupés; ce que voyant, un exploiteur a renvoyé les sept plus actifs d'entre eux.

C'est pour protester contre le renvoi de leurs camarades dont ils demandent la réintégration, et aussi pour obtenir une augmentation de salaire que ces paysans d'hier se sont révoltés.

Des manifestations que tente de réprimer l'armée, naturellement au service des exploiteurs, se répètent chaque jour. Des collisions ont eu lieu, et un policier a été assez sérieusement endommagé. Deux gendarmes ont dû aussi quitter leur service. Des arrestations s'en sont suivies bien entendu. Enervés par la répression, il s'en est fallu de peu que l'usine et la maison particulière du patron ne soient saccagées.

Ce n'est sans doute que partie remise, car ces ex-paysans ne semblent pas sans énergie.

Schneider, l'exploiteur du Creusot, a, depuis deux ans environ, monté de nouveaux hauts fourneaux dans les environs de Cette, mais il faut croire que les travailleurs de cette région ne se laissent pas aussi facilement mener qu'au Creusot, car un vent de révolte a passé par là.

Pour intimider les grévistes, le potentat Schneider fait annoncer la fermeture complète de l'usine qui cesserait de fonctionner.

Si cette décision est maintenue, c'est 206 ouvriers, dont 150 sont pères de famille, qui se trouveront sur le pavé. Mais Schneider n'est pas à quelques vies humaines près.

Les ouvriers agricoles de la Camargue sont en grève au nombre de 3.000. Les propriétaires de la région devant ce mouvement si spontané n'en sont pas encore revenus.

Les grévistes se plaignent de la mauvaise qualité de la nourriture qui leur est fournie par leurs employeurs et demandent un salaire qui leur permette de subvenir aux besoins de leur ménage.

Les grévistes ont établi leur quartier général à la Bourse du travail d'Arles et des comités de grève dans les principaux centres des environs.

A Villeneuve de la Raho, dans les environs de Perpignan, autre grève d'ouvriers agricoles. Les grévistes parcourent les campagnes environnantes pour entraîner leurs camarades.

La gendarmerie « protège » les propriétés.

A Brest, la grève générale des ouvriers boulangers a été décidée dimanche dernier, les patrons s'étant montrés intransigeants devant les réclamations de leurs ouvriers.

A l'issue d'une réunion qui a eu lieu à la Bourse du travail, une manifestation a été décidée et les grévistes ont parcouru les rues de la ville drapeau rouge en tête.

Dans une dizaine de boulangeries, les grévistes ont quelque peu malmené le patron et son matériel, les devantures ont été cassées et les pétrins renversés. Le maire socialiste ayant voulu prêcher le calme, a été à son tour violemment bousculé.

Un patron, ayant eu la malencontreuse idée d'arroser les manifestants avec de l'eau chaude, tout a été saccagé chez lui.

Cette manifestation très énergique ne s'est terminée que tard dans la nuit.

Le matin, quelques patrons avaient fait droit aux revendications des grévistes. Les autres boulangeries sont fermées.

A Brest aussi, grève des dockers qui ont formulé comme suit leurs revendications : fixation du prix de la journée à cinq francs au lieu de quatre, avec augmentation de cinquante centimes par homme pour les bateaux charbonniers dépassant 100 tonneaux; fixation du prix de la journée de travail à l'usine à six francs avec augmentation d'un franc pour les travaux en dehors des dix heures réglementaires; fixation du salaire pour les travaux du dimanche, à un franc l'heure; fixation à dix heures de la durée de la journée de travail et toute heure commencée comptant pour une demi-journée de travail.

On avouera que les dockers de Brest ne sont pas très exigeants et que ce ne sont pas leurs revendications qui porteront une bien grande atteinte au régime de la propriété.

N'empêche que les patrons se refusent de faire droit à ces maigres revendications.

Tout cela est loin de calmer les esprits et il est à prévoir qu'une agitation violente se produira à Brest, les travailleurs de la région ayant suffisamment crevé de faim.

P. Delesalle.

Allemagne.

J'habitais Bonn depuis quelques mois. Le 8 février 1904, sans aucun motif, une perquisition se fit chez moi pendant mon absence et les violateurs du domicile n'oublièrent pas de prendre légalement un certain nombre de livres et de journaux, tous vendus publiquement en Allemagne. Pourtant je fus arrêté le soir à l'atelier et conduit au poste de police où je fus détenu. Je n'ai rien pu y apprendre si ce n'est que je serais conduit à la prison de la ville où je restai 3 semaines. Un fait pourtant : un mouchard amateur voulant redoubler de zèle et s'attirer quelques compliments sur son flair pénétrant, s'obstinait, sous fausses promesses de la remettre en liberté à condition d'aveux, contre une pauvre servante qu'il croyait s'être rendue coupable d'un vol de 5 marks.

Enfermé donc à la prison, je fus mis dans une cage infecte de 2 mètres sur 1 m. 05. Et cela dura 5 jours; puis d'autres cellules eurent ma visite. Avec moi se trouvaient, dans des conditions semblables, deux autres camarades, les frères Pieete.

Je cite en passant que les brutalités des gardes ne sont ni plus ni moins démocratiques qu'ailleurs. En ce qui concerne la nourriture, il n'y a pas beaucoup à se plaindre, vu que la plupart du temps je crevais de faim, quand, à côté de cela, des sociétés officielles s'il vous plaît, font des recherches pour prévenir les maladies et diminuer le nombre des souffrants. Enfin, le 14 mai, je fus mis entre les mains de la police et reconduit à la frontière belge; je ne sais pas encore pourquoi je fus détenu et maltraité de la sorte. Quant à ma sortie, je suppose que je fus mis dehors faute de place, car d'autres attendaient leur tour.

Une lettre datée du 19 courant m'apprend que les deux camarades sont encore détenus. Tous deux sont mariés; Wilhem Pieete a un enfant et sa femme malade est dans l'impossibilité de travailler, la commune lui donne 5 marks par semaine; l'autre famille se compose de la femme et deux enfants et ici et là, la misère fait ravage parmi ces 5 victimes de l'ordre capitaliste.

J. S. X.

Voici les adresses des camarades :

Antoine Pieete, Kessenicherstr. 76; Wilhelm Pieete, Kessenicherstr. 72, à Bonn, pour ceux qui voudraient venir en aide à leurs familles.

Espagne.

Madrid. — Les patrons de restaurants ayant refusé de faire droit aux demandes d'amélioration présentées par les cuisiniers, garçons et chefs d'office, on croit que ceux-ci se mettront bientôt en grève.

∴

Bilbao. — Les ouvriers boulangers sont en grève. Le pain commence à manquer. Seuls travaillent les patrons et leurs familles et quelques *esquirols* (jaunes) venus de la campagne. Les grévistes demandent quelques améliorations et une augmentation de salaires.

La gendarmerie fait des patrouilles.

∴

Burgos. — Les ouvriers de l'usine électrique viennent de terminer la grève avec un succès complet.

Au début de la grève, le directeur fit venir des journaliers des villages voisins pour remplacer les grévistes, mais obligé de reconnaître leur incapacité, il dut accepter les conditions du syndicat des ouvriers. Ceux-ci ont exigé le paiement de leurs salaires pendant les jours de grève, ainsi que celui des *esquirols*, au nombre d'environ deux cents et qui sont repartis dans leurs villages, ayant compris ce qu'est la solidarité.

∴

Un pétard a fait explosion à l'entrée du couvent des jésuites ; un de ceux-ci a été blessé à la main.

Le correspondant du journal *El Heraldo* a télégraphié à Madrid qu'on attribue cet attentat à un groupe de jeunes anarchistes.

Ce misérable sait parfaitement que ce ne sont pas les anarchistes, et s'il avait le courage et l'honnêteté de ceux qu'il tâche de calomnier, il pourrait peut-être nous apprendre ce qu'on manigance depuis quelques jours à la préfecture contre les libres penseurs et surtout contre les anarchistes.

∴

Vilanueva de las Minas. — La grève des ouvriers des Chemins de Fer du midi vient de cesser, grâce à l'intervention du syndicat des employés des chemins de fer d'Espagne ; le gouvernement, alarmé, ayant conseillé à la Compagnie de céder.

Les ouvriers ont repris le travail et désigné comme arbitre M. Dato, ancien ministre ; ils sont sûrs de tout obtenir, la Compagnie a fait toutes les promesses.

Parfait ! mais les ouvriers feraient bien de ne pas s'endormir là-dessus ; les travailleurs savent par de tristes expériences ce que valent les promesses de bourgeois.

L. Hornes.

Russie.

La Russie révolutionnaire (Revoluzionnaïa Russia), organe des *Socialistes-révolutionnaires*, publie dans son dernier numéro le *Projet du programme du Parti*, élaboré par la rédaction du journal avec le concours — motions, rectifications, compléments — des comités locaux dans tout le pays et qui représente ainsi la pensée collective de cette fraction du socialisme russe, que nous donnons à titre de document.

Après avoir donné une analyse profonde de l'ordre de choses sous le régime capitaliste, qui actuellement gouverne le monde entier et démontré le rôle du socialisme international, le journal déclare que :

« ..... Le *Parti socialiste-révolutionnaire* envisage sa *tâche* au point de vue constitutif comme étant organiquement associée à la lutte universelle *du Travail* contre l'exploitation de l'individu et contre les formes de l'organisation sociale qui entravent son développement intégral. Tout en adoptant une tactique particulière, répondant aux conditions concrètes de l'actualité russe, le Parti poursuit son œuvre en s'inspirant de l'intérêt général de la lutte des travailleurs.

« ... La réalisation complète de son programme, c'est-à-dire l'expropriation de la classe capitaliste, la réorganisation de la production et la transformation de l'ordre social sur une base socialiste, suppose une victoire entière de la classe des travailleurs organisés en parti socialiste et révolutionnaire et admet, au cas échéant, la dictature provisoire de celui-ci.

« ... Tant que le processus de la transformation sociale en Russie n'aura pas accusé une direction socialiste, le *Parti socialiste-révolutionnaire* se fera un devoir de soutenir, de défendre et même d'user de moyens révolutionnaires pour arracher au gouvernement les réformes suivantes :

A. — *En politique et au point de vue des droits civiques* :

L'institution dans le pays d'une république démocratique avec l'autonomie poussée aussi loin que possible, des provinces et des communes, tant urbaines que rurales. L'application à l'égard des différentes nationalités assujetties à la Russie, du principe fédératif exercé sur une large échelle, en leur reconnaissant le droit absolu de se constituer librement. L'attribution du droit de suffrage direct et secret à tous citoyen et citoyenne ayant vingt ans révolus sans distinction de religion ou de nationalité ; la représentation proportionnelle, la législation exercée directement par la nation (referendum, propre initiative) ; l'élection dans tous les services publics des fonctionnaires en tout temps révocables et passibles devant les tribunaux ; la liberté absolue de conscience ; la liberté de parole, de presse et de réunion, la liberté d'association des ouvriers et de grève, les droits civiques égaux pour tous, l'inviolabilité de l'individu et du domicile ; la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; la déclaration de la religion comme chose privée, intéressant chacun en particulier ; l'instruction laïque, obligatoire et gratuite, égale pour tout le monde ; l'observation de l'égalité vis-à-vis les différentes langues des populations ; la justice distribuée gratuitement ; la suppression de l'armée permanente ; l'organisation d'une milice.

B. — *En économie politique* :

1. Dans les questions concernant la législation ouvrière, le *Parti socialiste révolutionnaire* se donne comme but de sauvegarder les forces morales et physiques de la classe ouvrière et de contribuer à l'accroissement chez elle des facultés nécessaires dans la lutte pour son émancipation, lutte dans laquelle les intérêts locaux, directs ou professionnels seront subordonnés au point de vue matériel aux intérêts généraux. Le parti luttera :

Pour la diminution des heures de travail, en tant qu'il sera possible de l'effectuer dans la limite du travail supplémentaire ;

Pour la fixation aux termes de la loi d'un maximum de la journée de travail, conformément aux exigences de l'hygiène, établies par la science (prochainement huit heures dans la plupart des branches de la production et au-dessous, suivant que la fabrication de tel ou tel produit présente un danger plus ou moins grand et qu'elle s'exerce dans des conditions plus ou moins favorables au point de vue de la santé de l'ouvrier) ;

Pour le minimum des salaires, établi de commun accord entre les représentants du self-government et les unions professionnelles des travailleurs ;

Pour l'assurance des ouvriers contre tous les cas (accidents, chômage, maladie, vieillesse, etc.) par l'Etat avec la participation des patrons, basée sur le self-government des salariés ;

Pour la protection du travail, par la loi, dans toutes les branches de la production, de même que dans le commerce, conformément aux exigences de l'hygiène et sous la surveillance des inspecteurs des fabriques, *élus* par les ouvriers eux-mêmes (aménagement des ateliers, salubrité des locaux, défense de travailler aux enfants au-dessous de l'âge de 16 ans, limitation du travail des mineurs, défense aux enfants et aux femmes de travailler dans certaines branches et à ces dernières dans certaines périodes, repos hebdomadaire suffisant et ininterrompu) ;

Pour l'organisation des ouvriers en corps de métier et *leur participation* dans l'organisation intérieure des établissements industriels.

2. Dans les questions de la politique agraire et des relations au point de vue de la propriété foncière, dans l'intérêt du socialisme et de la lutte contre le principe de propriété sous le régime bourgeois, le Parti *socialiste-revolutionnaire* se donne comme but de réaliser, conformément aux traditions du peuple russe et aux formes adaptées à sa vie, les conceptions communistes du paysan, en général, et particulièrement dans leur application au travail et à la possession de la terre, qu'il considère comme le bien commun, dont la jouissance doit appartenir à ceux qui la travaillent.

Partant, le Parti défendra la socialisation des terres appartenant aux particuliers, c'est-à-dire l'entière *expropriation* de ceux-ci en proclamant leurs domaines comme propriété nationale et en en transférant la direction sur des bases démocratiques aux communes et aux unions agricoles, afin d'en assurer la jouissance en proportion égale à tous les cultivateurs. Au cas où cette exigence essentielle et fondamentale de notre programme agraire minimum ne pourrait être réalisée sur-le-champ par des moyens révolutionnaires, le Parti socialiste-révolutionnaire se guidera dans sa politique agraire par des combinaisons contribuant le mieux à sa réalisation dans toute son étendue ; il proposera des réformes possibles à accomplir éventuellement et susceptibles à faire aboutir prochainement, telles que : extension des droits des communes et des unions agricoles après l'expropriation des propriétaires fonciers ; confiscation des terres appartenant aux couvents, aux domaines, à la maison impériale, etc., en les transférant, en même temps que les terres appartenant à l'Etat, aux communes rurales, afin de satisfaire à leurs propres besoins et de leur servir de réservoir pour domicilier le trop-plein de la population et les immigrants ; limitation du prix de fermage en proportion du bénéfice net (déduction faite des frais généraux, de la production et de la rémunération normale du travail exécuté), remboursement des frais pour les améliorations apportées aux champs, quand la jouissance de ceux-ci passe à un autre titulaire ; transformation de la rente, moyennant un impôt spécial sur le revenu, prélevé au bénifice des communes et des organes du self-government.

3. Dans les questions de la politique des finances le *Parti socialiste révolutionnaire* préconisera l'impôt progressif sur le revenu et sur les héritages et il demandera en même temps l'exemption de tout impôt, les revenus ne montant pas au-dessus d'une certaine somme. Le Parti combattra la politique de protectionnisme en même temps que l'impôt indirect (excepté pour les objets de luxe) et en général tous les impôts et toutes les contributions frappant le travail.

4. Dans les questions touchant les municipalités et les zemstvos, le Parti exigera : le développement des services publics de toutes sortes (médecine gratuite, organisation agricole sous les auspices des zemstvos, distribution d'eau aux frais de la commune, éclairage, voies de communication, etc.) ; l'attribution aux communes urbaines et rurales du droit d'imposer les immeubles et de les aliéner surtout dans le cas où il serait nécessaire de pourvoir au besoin de la population ouvrière de se loger. Le Parti défendra la politique de l'indépendance des zemstvos et des communes et de même la politique de l'Etat dans le cas où elle serait favorable au développement des coopératives basées sur un principe absolument démocratique.

5. Quant aux moyens, qui sous le régime bourgeois seront employés dans le but de socialisation de telle ou telle branche dans l'économie nationale, le *Parti socialiste révolutionnaire* ne saurait y contribuer qu'en tant qu'il aura reçu la garantie que la corrélation des forces sociales et la nature des mesures adoptées pour la transformation de l'ordre social dans un esprit démocratique ne contribueraient pas à un assujettissement plus complet de la classe ouvrière à la bourgeoisie.

Le *Parti socialiste révolutionnaire* prévient en général la classe ouvrière contre le « *socialisme d'Etat* » qui d'une part présente le système de demi-mesures, propres à bercer la classe ouvrière, et d'autre part une sorte de capitalisme étatiste très original qui est appelé, dans un but politique et fiscal, à concentrer entre les mains de la bureaucratie les différentes branches de la production et du commerce.

En inaugurant la lutte directement contre l'absolutisme par des moyens révolutionnaires, le *Parti socialiste révolutionnaire* demande en même temps la convocation du Zemski Sobor (Assemblée constituante), dont les délégués seront librement élus par toute la nation sans distinction de sexe, de classe, de nationalité, ni de religion, dans le but de liquider le régime autocratique et de réorganiser l'ordre social actuel. Le Parti défendra son programme à l'Assemblée constituante et s'efforcera de le mettre en pratique pendant la période révolutionnaire. »

M. S.

HYGIÈNE PRATIQUE

Hygiène du vêtement.

L'hygiène de la peau, dont nous avons parlé dans un précédent article, est, pour une partie au moins conditionnée par l'hygiène du vêtement ; et par vêtement nous entendons ici tout ce qui vêt, le linge et les habits.

Notre linge, c'est-à-dire le vêtement que nous appliquons immédiatement sur la peau, est le plus généralement confectionné en tissu de laine, de coton ou de toile. Nous ne parlerons pas des tissus de soie qui ne constituent que des vêtements de luxe et sans aucune utilité pratique particulière ; le linge de toile (toile de chanvre, toile de lin, batiste) est, lui aussi, presque un objet de luxe et est remplacé, même avec avantage, pour la confection de chemises et caleçons par les tissus de coton ; tout le linge confectionné est du reste, sauf de rares articles de luxe et un assez grand nombre de mouchoirs, entièrement fait en tissus de coton. Le travailleur n'a donc guère à choisir — et cela suffit — qu'entre deux articles, les articles de laine et les articles de coton. Ici nous devons mettre en garde contre certains euphémismes employés par les fabricants, et signaler les flanelles dites de coton qui n'ont de la flanelle que le nom, la véritable flanelle étant tissée exclusivement avec de la laine.

De ces deux tissus quel choisir ? La question budgétaire pourra faire pencher la balance en faveur du tissu de coton, les tissus de laine étant d'un prix bien supérieur, mais ce sont là, considérations qui n'ont rien à faire avec l'hygiène. Envisagée au seul point de vue hygiénique, la solution n'est pas douteuse et les tissus de laine l'emportent de beaucoup. Que demandons-nous, en effet, à nos vêtements ? Nous leur demandons de protéger notre corps contre les abaissements ou les élèvements de température. Or, par des expériences bien conduites, il a été prouvé que la laine est plus mauvaise conductrice de la chaleur que le coton et qu'elle absorbe beaucoup plus vite les rayons solaires ; elle nous défend donc bien contre une élévation extérieure de chaleur trop considérable, et, d'autre part, elle nous protège encore contre les abaissements de température, en entravant la déperdition de la chaleur humaine, en conservant notre propre chaleur corporelle. En plus de ces propriétés en rapport avec le calorique ambiant ou interne, nous demandons à nos vêtements qu'ils empêchent, d'une part, l'humidité de l'air de venir au contact de notre peau, d'autre part, la sueur de notre corps de s'évaporer trop vite et de nous causer ainsi une déperdition rapide de chaleur, un refroidisse-

ment avec toutes ses conséquences pathologiques. Là encore, la laine est plus indiquée, car de tous les tissus, c'est elle qui possède le pouvoir absorbant le plus considérable.

En définitive, c'est à la laine que nous devons accorder notre préférence pour les vêtements qui nous revêtent intimement (chemises, caleçons, bas ou chaussettes). Mais cette médaille a son revers; la laine, en effet, plus que la toile ou le coton, s'encrasse, se salit et s'infecte vite et qui devrait changer une fois de chemise de coton, devra changer au moins deux fois de chemise de laine. Disons immédiatement qu'un change renouvelé deux fois la semaine est un minimum et qu'en bonne hygiène on devrait rejeter toute pièce du linge corporel qui porte une trace quelconque, fût-elle minime, de poussière ou d'une souillure,

De toute nécessité nous devons avoir linge de jour et linge de nuit. Le soir venu et avant de nous mettre au lit nous devons quitter, sans exception, tous les vêtements que nous avons portés pendant le jour et revêtir une chemise de nuit ; disposés sur une chaise ou sur des portemanteaux, autant que possible dans une autre pièce que celle où l'on doit dormir, ils se débarasseront pendant la nuit de l'humidité et des odeurs dont ils se sont imprégnés pendant le jour. Si l'on ne possédait pas de linge de nuit, il vaudrait mieux s'habituer à coucher nu la nuit, protégé par les seuls draps et couvertures, que coucher avec la chemise que l'on a portée pendant le jour ; dans le midi de la France, nombre de pauvres couchent nus et ne s'en trouvent pas plus mal. Bien des femmes possèdent chemises de jour et chemises de nuit, mais, par une habitude inconcevable et aussi illogique et détestable qu'elle est fréquente, passent le soir leur chemise de jour et dorment enveloppées dans leurs deux chemises. A quoi bon alors avoir l'une et l'autre ? Cette habitude est constante dans beaucoup de pensions de filles, où une pudeur locale ne permet pas de se dévêtir complètement tous les soirs. Le même reproche s'adresse à tous ceux, hommes, femmes et enfants, qui, sous prétexte qu'ils portent de la flanelle dite de santé, se gardent bien d'avoir gilet de flanelle de jour et gilet de flanelle de nuit, mais les gardent au contraire le plus longtemps possible, mettant deux ou trois fois la semaine chemise propre sur gilet de flanelle sale, sans se douter qu'ainsi employée leur flanelle pourrait plus justement s'appeler flanelle de maladie. Nombre d'affections de la peau boutonneuses, pustuleuses, d'excoriations, d'éruptions prurigineuses n'ont pas d'autres causes que le port de vêtements de laine insuffisamment renouvelés. Une autre mauvaise pratique, assez répandue dans les internats d'enfants et parmi certaines classes d'ouvriers, est de se coucher avec son caleçon et ses chaussettes.

Nos vêtements de dessous seront eux aussi en laine et nous les choisirons tels pour les mêmes raisons qui nous ont fait mettre au premier rang le linge de flanelle, à savoir d'une part, que de tous les tissus, la laine entrave le mieux la déperdition de chaleur humaine. D'autre part, dans nos contrées tempérées nous les choisissons de couleurs foncées parce que, mieux que les couleurs blanches, elles absorbent les rayons solaires et permettent le réchauffement du corps. Sur ces deux points, les coutumes se sont du reste pliées à l'hygiène et, dans nos pays, l'on ne trouve guère chez les marchands que des étoffes de laine et de couleurs foncées.

Cependant, depuis quelques années, s'est répandu l'usage de porter soit des vêtements imperméables ou imperméabilisés, soit des vêtements en cuir. Si, dans certains cas et pour certains usages, ces vêtements peuvent rendre des services, il faut bien savoir que, portés d'une manière habituelle et continuelle, ils entravent en grande partie l'exhalaison de la sueur et la respiration cutanée et de ce fait sont antihygiéniques au premier chef.

La coupe des vêtements n'est pas indifférente. Si la coupe des vêtements masculins est aujourd'hui d'une simplicité pratique qui ne semble susceptible que de peu d'améliorations, on ne saurait en dire autant des vêtements féminins. Aux femmes, surtout, nous devrons répéter que les vêtements ne doivent être ni trop amples, ni trop étroits, qu'ils doivent être ajustés de façon à ce que les articulations jouent facilement, que tous les mouvements soient libres, qu'ils ne doivent comprimer ni la taille, ni la poitrine, et ne gêner le fonctionnement d'aucun organe ; et nous avons en vue ici, aussi bien les corsages trop étroits aux manches exiguës que les corsets trop strictement lacés, ou que les cordons des jupes et jupons férocement serrés ; aux femmes qui ne portent pas de corsets, nous conseillerions de suspendre leurs jupes par des bretelles et de supprimer tous ces cordons serrés à la taille. La question du corset est si importante qu'elle fera l'objet d'un article spécial.

Nous dirons la même chose aux hommes qui retiennent leurs pantalons au moyen d'une ceintures ; plus ces ceintures sont serrées, plus elles sont étroites dans le sens de la largeur) et plus elles sont mauvaises ; elles nuisent à la digestion et favorisent la production des hernies. Nous ne ferons exception que pour une ceinture large (de 15 à 20 centimètres) et bien mise, bien étalée, qui double alors le sangle abdominale et soutient le poids des viscères.

De même le port de jarretières est défectueux ; il entrave la circulation veineuse des membres inférieurs et est une cause non négligeable des varices.

D'une manière générale, toute striction est nuisible. Au cou, une cravate trop serrée, un col trop étroit gênent la circulation de la tête et peuvent amener de la congestion céphalique, des maux de tête et des vertiges. Trop chaudes les cravates rendent la peau sensible aux refroidissements et sont cause des maux de gorge et des laryngites qu'elles prétendent éviter. Mieux vaut ne pas couvrir le cou et dégager cette partie du corps. Je ne sais pas que l'on ait fait la statistique comparative des maux de gorge chez les marins et les soldats de l'armée de terre, mais l'ont peut prédire, à coup sûr, qu'elle ne serait pas à l'avantage de ces derniers.

Nous devons bien veiller, en hiver surtout, à n'avoir que le nombre de vêtements strictement nécessaires à nous défendre contre le froid ; une trop grande épaisseur de vêtements, des vêtements trop chauds, amollissent le corps et prédisposent aux refroidissements ; cela est encore plus vrai, s'il est possible, chez les enfants que chez les adultes. Quoiqu'il en soit, retenons que, toutes choses égales d'ailleurs, un plus grand nombre de vêtements superposés, défend mieux contre le froid, que des vêtements en moins grand nombre, mais d'une plus grande épaisseur ; au point de vue du calorique, les vêtements agissant, en plus de leur nature propre, par l'air qu'ils renferment dans leurs mailles et par les lames d'air comprises entre chacun d'eux ; or, nous savons tous que l'air est très mauvais conducteur de la chaleur.

Les ouvriers se trouveront bien — et pour certains, cette mesure constitue une pratique indispensable — d'avoir vêtements de travail et vêtements de repos.

Comme notre linge, nos habits seront pendus la nuit pour qu'ils s'aèrent et brossés chaque jour ; il est mauvais de les jeter le soir, bouchonnés et pêle-mêle sur une chaise au pied de son lit, encore plus mauvais de les étendre sur le lit lui-même et de s'en servir comme couvertures.

Tous nos vêtements, notre linge comme nos habits, sont le réceptacle, puis le véhicule de nombre de germes morbides, il est indispensable de les faire désinfecter quand nous avons été atteints de certaines maladies, scarlatine, diphtérie, gale... Mais ce serait une excellente habitude de posséder des vêtements de rechange et de faire procéder, de temps en temps, tous les six mois, par exemple, plus souvent en temps d'épidémies, à leur désinfection complète, soit à l'étuve sèche à 100°, soit par les vapeurs sulfureuses : on éviterait ainsi bon nombre de maladies.

Dr A. D.

BIBLIOGRAPHIE

Ribot, dans les *Maladies de la personnalité*, a décrit certains cas pathologiques où le malade pouvait, sous le coup d'un choc moral ou physique, oublier tout — jusqu'à son nom — de son existence passée, et recommencer une existence nouvelle, comme s'il naissait seulement à la vie, puis oublier celle-ci et se rappeler la première, au point où il l'avait laissée, et alterner ainsi.

Henry Fèvre, s'emparant de cette idée, a imaginé (1) une jeune bourgeoise, Hélène qui, prise d'épouvante dans un incendie, s'enfuit affolée pour aller s'abattre, prise de catalepsie, sur l'herbe des fortifications.

Trouvée par des rôdeurs en quête d'une occasion, elle est dépouillée de ses vêtements pour habiller la pierreuse qu'ils traînent avec eux. L'un d'eux est bien tenté par la beauté de la jeune fille sans défense, mais une ronde d'agents arrive assez à temps pour faire fuir les malandrins. Elle emmène à l'hôpital la dormeuse avec les effets de la pierreuse.

Hélène, lorsqu'elle reprend connaissance, a complètement perdu la mémoire de son existence passée. Elle ne se souvient plus de rien, que de son prénom, dont elle n'est même pas bien sûre.

Les médecins qui la soignent, prévenus contre elle par ses haillons, s'imaginent qu'elle refuse de répondre et de donner son identité, pour cacher quelque méfait, ne s'inquiètent pas de ce qu'ont d'obscur et d'anxieux ses réponses, ils passent à côté du cas intéressant sans s'en douter, et lui signent son exeat lorsqu'elle peut se lever.

Une camarade de salle qui sort en même temps qu'Hélène, s'est intéressée à sa détresse morale qu'elle devine, elle lui propose de l'emmener à son usine où elle la présentera au contremaître dont elle est la maîtresse, ce qui lui donne des chances de la faire embaucher.

Et, de fait, malgré qu'il se soit aperçu qu'Hélène n'a jamais fait aucun travail manuel, l'héritier du droit féodal consent à la prendre. Mais il explique à quelles conditions ! Hélène s'enfuit affolée, mais pour tomber en les mains d'une jeune femme qui fait semblant de s'intéresser à elle, la flatte, la cajole et lui offre de l'emmener dans une maison hospitalière où, en échange d'un travail facile et agréable, elle aura la vie heureuse et assurée.

On devine quelle est la maison hospitalière et quel travail facile y est demandé. Hélène veut s'enfuir, mais on l'enferme, espérant l'amener, sinon à accepter, tout au moins à subir le métier auquel la destine le souteneur « officiel » — puisque agréé par l'autorité — qui dirige la maison. Mais une des pensionnaires, apitoyée par la douleur de la jeune fille, s'arrange pour la faire fuir au milieu de la nuit, pendant que tout le monde dort.

Elle va s'échouer sur un banc du boulevard où, au matin, elle est accostée par une jeune ouvrière qui l'emmène chez elle. La mère, un peu grognon, la reçoit d'assez mauvaise grâce, mais la jeune ouvrière, aidée par la suite par son frère Pierre, obtient que sa protégée soit acceptée dans la famille où elle finit enfin par connaître un peu de repos et de tranquillité et où elle gagnera sa vie, en aidant à des travaux de culture.

Et le temps se serait peut-être passé ainsi, Hélène se faisant à son nouveau milieu, si un jour, travaillant chez une cliente, elle n'était amenée, par la fille de cette dernière qui repasse ses leçons, à élucider un point d'histoire ; une autre fois, c'est le piano, et, graduellement, voilà que son ancienne éducation lui revient tout doucement, aidée en cela par Pierre, le frère de son amie, qui s'emploie de son mieux à l'aider à déchirer le voile qui recouvre le passé.

Entre temps, une grève se déclare à l'usine où

(1) *La Traversée de l'enfer*, 1 vol., 3 fr. 50, chez Per Lamm, 7, rue de Lille.

travaille Pierre, et Fèvre a dessiné ici une page palpitante de vie ouvrière.

Pierre est socialiste révolutionnaire, voire même tant soit peu anarchiste. Mais à l'annonce que ses camarades de grève et d'atelier doivent aller démolir ses machines, il veut aller les défendre, persuader ses camarades que ce n'est pas aux machines qu'il faut s'attaquer.

Il me semble qu'ici Pierre fait erreur.

La machine, en effet, ne fait actuellement du tort à l'ouvrier que parce qu'elle est la propriété d'un seul qui en tire les profits pour lui seul, ne laissant que le chômage aux ouvriers.

D'autre part, je ne crois pas que le sabottage soit un moyen de lutte bien recommandable : tout moyen qui entraîne la tromperie et le mensonge est plutôt fait pour diminuer celui qui l'emploie.

Mais dans la grève dont il s'agit ici, les ouvriers se révoltent contre les provocations patronales. C'est ouvertement, en plein jour, sous l'impulsion de la révolte qu'ils mettent l'usine à sac. S'ils s'attaquent aux machines, c'est parce que, propriétés du patron, ils veulent faire à ce dernier le plus de tort possible, afin qu'il souffre de la grève dans la proportion qu'ils en souffrent eux-mêmes. Et je trouve que le Pierre de Fèvre qui est fort malmené par les grévistes, laissé sur le carreau de l'usine avec une patte cassée, n'a, après tout, que ce qu'il mérite. Lorsqu'on est en guerre, il faut avoir recours aux moyens de la guerre et, surtout, ne pas se mettre entre les belligérants.

Mais Hélène avait un fiancé qui n'a pas accepté passivement la disparition de celle qu'il aime. A force de recherches, il finit par retrouver les traces de la disparue et, un beau jour, il s'amène où elle a trouvé un refuge.

A la vue de son fiancé, tout le passé resurgit brusquement à la mémoire d'Hélène qui tombe dans les bras de l'arrivant en prononçant son nom.

L'idylle qui commençait à s'ébaucher avec Pierre s'évanouit. Hélène rentre dans sa famille, où elle pourra raconter ce qu'elle a vu dans sa traversée de l'enfer social.

Par certains côtés le roman de Fèvre est peut-être un peu feuilleton ; peut-être aussi, à certains endroits, poussé trop au noir, un peu trop pessimiste, mais intéressant et soulevant des idées.

Mais ce que je conseillerais à son éditeur, ça serait de ne pas employer de pareil papier à chandelle, surtout qu'il y a ajouté des illustrations qui ont la prétention d'enjoliver le bouquin, et ne font que davantage ressortir la mauvaise qualité du papier.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Pour l'Arménie et la Macédoine, V. Berard, P. Quillard, de Pressensé ; 1 vol., 2 fr., à la Société nouvelle d'éditions, 17, rue Cujas.

L'Eglise de France au XVIIe siècle, par R. Musset ; 1 vol., 1 fr. 50, à *Pages libres*, 3, rue de la Sorbonne.

La Russie et le Japon, conférence par Nicolas Alexeieff ; 1 broch., 0 fr. 30.

La Substancia universal, par Bloch et Paraf-Javal, 1 vol., en la Escuela Moderna, calle de Bailen, 56.

Paroles d'avenir, par G. Renard ; 1 broch., 0 fr. 50 Société nouvelle d'éditions.

Lettre à Sully-Prudhomme, par J.-E. Lagarrigue, Santiago.

La Résurrection de la chair, cinq actes, par J. Princet ; 3 fr. 50, chez Stock.

Maître Lacombasse, nouvelle, par Ajalbert ; 1 fr., chez Stock.

A lire :

Le Régime démocratique actuel, par F. Delaisi, *Pages libres*, n° 177.

A voir :

Quelques dessins de *Postes, télégraphes, téléphones* ; *Assiette au beurre*, n° 164.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

J'ai reçu deux brochures signées Fehmi, où l'auteur — que j'avais vu plusieurs fois auparavant — déclare avoir voulu faire de la contre-police pour le compte des révolutionnaires turcs.

C'est un métier qui ne va pas sans laisser la suspicion sur celui qui le fait. Aujourd'hui l'accusation de moucharдise pèse sur M. Fehmi, qui est venu me trouver au bureau pour me demander de l'aider à se laver de cette accusation.

Je ne connais rien aux choses de Turquie, je ne puis intervenir dans cette question. Mais M. Fehmi ayant affirmé que M. Ahmed Riza était prévenu de sa tentative ; que c'était par conséquent fort de son approbation qu'il l'avait entreprise, je veux bien insérer l'extrait ci-dessous que M. Fehmi m'envoie, afin de l'aider à se justifier si cela est possible.

J. G.

***

Lettre ouverte à M. Ahmed Riza, directeur du « Mecheeret », journal du parti jeune turc modéré.

A la suite d'une critique dans l'*Européen*, revue internationale de Paris, qui avait pour point de départ mon opuscule : *Tablettes révolutionnaires d'un jeune Turc*, vous avez publié dans cette même revue une longue lettre, où tout en parlant aux lecteurs et à M. Maurice Kahn, le critique très renseigné, vous répliquez à l'alinéa suivant de mon opuscule, chapitre Contre-police révolutionnaire :

« Quelle victoire pour nous si nous pouvions étudier les ravages de la police politique du sultan, comme ils étudient, eux, tous nos agissements, par des provocateurs qui sont dans nos rangs ! » J'ai voulu tenter ce coup ; j'ai voulu être utile à mon parti et je me suis employé à ce contre-espionnage révolutionnaire, ayant au préalable avisé un des chefs du parti de la jeune Turquie, M. Ahmed Riza.

« Le fait est qu'au début, à ma première entrevue avec M. Z., je fus effrayé moi-même de mon audace ; mais la réflexion et quelques entretiens avec l'honorable A. Riza me démontrèrent la loyauté de mes agissements. »

C'est net, catégorique, Monsieur Riza. Cela demandait de votre part de deux choses l'une : ou un aveu positif ou un démenti formel.

Voici ce que vous avez choisi dans votre lettre publiée par l'*Européen* :

— « Tout Ottoman libéral qui s'inquiète du sort de sa patrie et qui travaille à l'amélioration par un régime constitutionnel peut revendiquer le titre de jeune Turc, sans que ce titre lui confère toutefois le droit de prendre aucun engagement au nom du parti. C'est donc au lecteur, au public, qu'il appartient de distinguer l'étiquette de la marchandise (*la marchandise c'est mon opuscule*) et de faire des réserves prudentes. Or l'auteur (*c'est moi*) de la brochure en question est allé lui-même au-devant de ses lecteurs : il a résolument avoué qu'il était un ancien espion de l'ambassade ottomane. »

Il me répugne de sacrifier mon temps, qui me coûte très cher, à des questions personnelles. Malgré cela, je ne puis me laisser accuser.

Vous, Monsieur Riza, qui fûtes trompé par des fripons qui passaient pour jeunes Turcs et dont les plus influents sont retournés dans l'Empire, après avoir trahi notre cause, les camarades de là-bas, et votre bonne foi évidente, vous laissez aujourd'hui penser à quelques réfugiés que je suis un misérable. Mais au moins, je croyais qu'avant de lancer ces insinuations, vous auriez le courage de dire nettement, sans réticence, la vérité et de m'arracher le faux nez dont vous avez eu l'air de m'affubler.

Vous ai-je, Monsieur Riza, avisé au préalable que je voulais faire du contre-espionnage ?

Vous ai-je demandé des nouvelles pour amorcer les rats de l'ambassade ottomane ?

Suis-je venu maintes fois chez vous rendre compte de mes agissements ?

Dites oui ou non : Si oui, je ne suis donc pas douteux. Si non, prouvez-le.

J. Fehmi,
242, rue de Vaugirard.

Le Rayon de Soleil, Société de Vacances populaires, informe ses amis et adhérents que son siège social se trouve transféré dans les nouveaux locaux de l'U. P. *L'Education de Montmartre*, 7, rue de Trétaigne (112, rue Marcadet), XVIIIe arrond.

La Ligue Antimilitariste du Ve, constatant une fois de plus la duplicité et la goujaterie du sieur Combes, ministre, qui vient d'expulser, contrairement à sa parole donnée deux réfugiés socialistes russes, Bourtsef et Krakof, et considérant la nécessité de défendre la liberté d'opinion contre les attentats des gouvernements coalisés de tous les pays, adhère entièrement à la campagne de protestation suscitée par cet événement odieux.

CONVOCATIONS

Causeries populaires des Xe et XIe, 5, cité d'Angoulême :

Mercredi 1er juin, à 8 h. 1/2. — Causerie : De tous à tous.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Mu[...]ler :

Vendredi 27 mai, à 8 h. 1/2. — Cours d'espagno[l].

Lundi 30 mai, à 8 h. 1/2. — Causerie par A. Liber[tad], sur les théories anarchistes : L'Enfant.

Les Plombiers réunis, Société coopérative d[e] production à base communiste :

Samedi 4 juin, à 8 h. 1/2, salle de l'Emancipation. Grande fête familiale. — Conférence par Liard-Courtois. — Concert avec le concours assuré de : Montéhus, Ch. Chambiet, Père Lapurge, Nicolaï Aubry, Choral l' « Emancipation », Villeval. — Bal de nuit.

L'Aube sociale, Université populaire, 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe) :

Vendredi 27 mai. — Dr Petit : La vie du sang, avec projections.

Mercredi 1er juin. — Conseil d'administration.

Samedi 4 juin. — Soirée mensuelle : 1° Dr Pozercki, de l'Institut Pasteur : La Physique de l'amour ; 2° Audition de E. Bans dans ses Ballades rouges.

Congrès antimilitariste d'Amsterdam. — Groupe de Paris. — Le comité d'organisation du Congrès antimilitariste d'Amsterdam, réuni samedi soir, salle Salzac, a décidé de tenir 4 grands meetings dans Paris, avec le concours de Domela Nieuwenhuis et de nombreux orateurs, les 6, 7, 8 et 9 juin 1904.

Il rappelle aux militants libertaires et socialistes que le temps presse pour les adhésions et les souscriptions qui sont recueillies chez le camarade Louis Pauthier, secrétaire du groupe de Paris, 37, rue de Buci (6me arrondissement).

Une réunion privée sera tenue incessamment.

Saint-Ouen. — **Les Libertaires de Saint-Ouen.** — Samedi 28 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle Duval, 82, rue des Rosiers, causerie par Béquet sur : Le travail chez la femme.

Tourcoing. — **Groupe Germinal.** — Réunion tous les mardis, à 8 heures du soir, rue de Gand, cours Bosso.

Marseille. — **Jeunesse syndicaliste révolutionnaire.** — Réunion générale, dimanche 30 mai. Questions urgentes.

Le Milieu Libre de Provence. — Dimanche, 29 mai, à 5 heures du soir. Discussion sur les moyens de création immédiate.

SOUSCRIPTION

pour le développement du journal.

Sommes versées en une fois :

Deux jeunes gens à Bourg-Argental, 2 fr. 50. — B. K., à Garzan, 5 fr. — E. D., rue G., 5 fr.

En tout : 12 fr. 50.

Listes précédentes : 1.137 fr. 35.

A ce jour : 1.149 fr. 85.

PETITE CORRESPONDANCE

C. J., à Marseille. — Votre abon. finira fin octobre.

B., Le Caire. — Cela va. Merci.

L. G., à Brest. — Pour l'abon. J., il se peut que j'aie fait erreur. Je rectifie.

V., à Grigny. — Distribuez.

Jurol. — Lu votre article. Pas assez d'arguments.

Le Mans. — Lu la coupure. Des faits semblables n'ont de poids que lorsqu'ils sont accomplis par des hommes sains.

Imprensa Social, Bahia. — C'est le premier numéro que nous recevons.

E., à Nice. — Merci des renseignements.

A. B., à Limoges. — Arrivé trop tard, passera semaine prochaine.

Reçu pour le journal : C. J., à Marseille, 0 fr. 35. — E. B., Le Caire, 2 fr. 15. — Merci à tous.

B., à La Haye. — J. M., à Bourg-Argental. — L. F., à Laon. — G. L., au Havre. — H. T., rue C. — C. P., à La Machine. — N. S., à Choumla. — G. M. B., à Turin. — J. D., à Genève. — A. A., à Saint-Laurent. — E. R., à Lorgues. — L., à Condé-sur-Noireau. — L. E., à Lyon. — M., à Lorient. — A. D., à Nantes. — p. P., à Aigues-Mortes. — R. D., à Limoges. — C. et R., à Lons-le-Saunier. — K., à Lorient. — B., à Berne. — N. V., à San-Paulo. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet, rue Bleue, 7.

DIXIÈME ANNÉE N° 5 | PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 | DU 4 AU 10 JUIN 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

LE CONGRÈS

DES

UNIVERSITÉS POPULAIRES

Lorsqu'un organisme ou une organisation est en formation suivant les voies normales de l'évolution, on peut remarquer que cet organisme ne parvient à sa cohésion parfaite que par une série de cohésions locales, spontanées, des divers éléments composants, qui, allant en s'étendant, établissent des liens de plus en plus complexes entre ces éléments et leurs différents groupements.

Cette marche est surtout visible en sociologie. L'élément éclôt, grandit, s'étend, et quand il a acquis le sentiment de son individualité, quand, en somme, il a réalisé la puissance nécessaire pour poursuivre son rôle purement individuel, un autre horizon s'ouvre à lui : il prend conscience de son rôle social, et, pour parvenir à le remplir à souhait, il ressent la nécessité de la coordination de ses efforts avec ceux des individualités sociales de même nature. Ces coordinations en amènent ultérieurement d'autres de plus en plus complexes jusqu'à complète constitution de l'organisme nécessaire.

Nous citerons entre autres exemples de ce processus sociologique, celui des syndicats ouvriers, comme étant le plus caractéristique.

La confédération générale du travail en France, qui devient de plus en plus une véritable puissance susceptible de tenir tête au capitalisme, ne fut pas créée d'une pièce et préalablement à toute l'organisation ouvrière française. Elle fut, tout au contraire, l'aboutissement normal nécessaire, l'organisme de coordination résultant de toutes les activités, soit individuelles, soit groupées de la masse ouvrière.

C'est d'abord isolément que le syndicat, groupe élémentaire, lutta pour le succès de ses intérêts particuliers. Quand sa vitalité propre eut atteint le degré d'intensité suffisant pour qu'il acquît conscience de son rôle, il comprit que l'œuvre sociale qui lui incombait dépassait ses moyens propres d'action, que des intérêts plus larges que ses intérêts particuliers étaient à sauvegarder et la nécessité d'une entente, passagère peut-être d'abord, puis permanente, avec les organes semblables, lui apparut.

D'où les Unions de syndicats, puis les fédérations de métiers, les Bourses du travail, la Fédération des bourses, et enfin la Confédération générale.

Toute cette vaste fédération d'individualités et de groupes actifs s'est faite de proche en proche, spontanément, au fur et à mesure que chaque groupe ou sous-fédération avait pris conscience de son individualité et de sa force d'action. Et il y a lieu de constater que la puissance acquise par l'organe collectif d'ensemble est en raison directe de la force de chacune des unités qui le composent et que si la Confédération générale du travail est parvenue à la puissance qu'elle possède, elle n'a pu y parvenir qu'après que les syndicats avaient eux-mêmes acquis individuellement une force de vitalité suffisante.

Les Universités populaires, cet organe tout nouveau d'émancipation intellectuelle de la classe ouvrière, ont suivi — nous le constatons avec joie — une marche identique. Formées isolément et un peu au hasard des initiatives et des besoins locaux, elles se sont inspirées, dans leur organisation propre, des conditions particulières, des contingences spéciales au milieu de chacune d'elles. Et c'est cette absence d'uniformité, c'est cette physionomie particulière prise par chacune d'elles, qui fut la condition de sa force, car elle représente la plus exacte adaptation de milieu, garantie de la plus durable vitalité.

En outre, la faveur avec laquelle l'idée d'un Congrès a été accueillie auprès des Universités populaires de France, prouve que celles-ci ont accompli l'étape individuelle dont nous venons de parler ; elles ont acquis la conscience de leur individualité ; une sphère d'activité plus étendue leur paraît nécessaire. L'étape fédérale s'ouvre pour elles.

Une nouvelle force d'émancipation sociale est née.

***

Je n'ai pas l'intention de donner ici un compte rendu détaillé du Congrès des Universités populaires. Je tiens seulement à relever la physionomie toute particulière et nouvelle que ce Congrès a présentée ainsi que l'état d'esprit général qu'il a révélé parmi cette élite ouvrière qui compose les Universités populaires.

On a reproché souvent aux Congrès d'être de petits parlements édictant des prescriptions et règlements qui ont pour effet, par l'uniformité qu'ils imposent, d'entraver le développement propre et de nuire à l'originalité des divers groupes composants.

Ce qui caractérisa le congrès des U. P., ce fut précisément cette préoccupation unanime de ne rien paraître imposer, de ne formuler aucune prescription, de laisser à chaque groupe toute son autonomie. Et cette préoccupation fut constante. Bien des propositions furent écartées, contenant cependant des germes d'idées fructueuses, parce que leur application généralisée aurait pu porter quelque obstacle à l'indépendance absolue de telle ou telle U. P. Et, à chaque fois, la conclusion de chaque discussion était... qu'il ne fallait pas conclure et laisser chaque U. P. libre de profiter ou non, à sa guise, des idées émises au cours du congrès et de s'organiser suivant les circonstances et le milieu dans lesquels elle se trouvait placée. Comme le fit remarquer Ch. Guieysse, ce qui fit la beauté de ce congrès, c'est que c'était le premier congrès où l'on ne vota pas.

Et de fait, on n'a pour ainsi dire pas voté. Lorsque, à la fin, on en vint aux vœux formulés, on décida qu'il ne serait pas voté pour les accepter ou les refuser — car l'acceptation ou le refus aurait pu être interprété comme une prescription, une atteinte à l'autonomie de chaque U. P. On se borna simplement à indiquer lesquels d'entre les vœux méritaient d'être mentionnés dans le compte rendu qui sera ultérieurement imprimé par les soins de la Fédération parisienne.

Et peut-être était-ce encore trop !

Des manifestations de ce genre sont de nature à rassurer ceux qui redoutent une décadence de l'esprit libertaire. Elles attestent les progrès qu'au contraire cet esprit a réalisés et réalise de jour en jour. Car il s'infiltre partout. Partout s'abandonne l'esprit centraliste, qui sacrifie l'unité au tout, au profit de l'esprit autonomiste qui subordonne au contraire l'ensemble aux éléments composants, comprenant que la prospérité du premier est en dépendance directe de la prospérité des seconds.

Et lorsqu'un tel esprit se manifeste aussi conscient, aussi scrupuleux dans l'exercice de son activité qu'il s'est manifesté au congrès des U. P., il est permis d'envisager l'avenir avec confiance, car on peut dire que l'abîme est franchi entre la mentalité bourgeoise, autoritaire et hiérarchique d'hier et la conscience libertaire de demain.

André Girard.

Nous avons reçu du camarade Alberto Ghiraldo, directeur de la revue *Martin Fierro*, à Buenos-Aires, la somme de 109 fr. 75, léguée au journal par le camarade Mario A. Betemps. Le numéro 9 de *Martin Fierro* nous apprend que Mario A. Betemps, un ouvrier, s'est tué parce que, étant sur le point de s'unir à une femme qu'il aimait, un médecin l'avertit qu'il était atteint d'une affection congénitale ne lui laissant aucun espoir d'avoir des enfants sains.

Il a voulu que l'argent qu'il laissait servît à la propagande anarchiste. Il a demandé aussi la publication, après sa mort, d'une lettre dans laquelle il exposait ses opinions anarchistes et révolutionnaires en antithèse avec les théories socialistes. Cette lettre est publiée dans le même numéro de *Martin Fierro*. Citons-en les dernières lignes :

« Tu me diras : « Mais ne vois-tu pas, malheureux, que manifester ainsi sa façon de penser c'est nuire à tes propres intérêts! Les gouvernements bourgeois actuels — tel le clergé au temps de l'Inquisition — s'arrangeront pour faire taire la voix qui ne parle que d'humanité, alors qu'ils ont, eux, pour mission, d'aggraver encore le régime de l'oppression. » A quoi je répondrai : Que m'importent les lâches persécutions de tyrans odieux, si mon unique bonheur est d'agir selon les ordres de ma conscience... Les plus cruelles persécutions ne peuvent qu'augmenter la satisfaction que j'en éprouve! Dans une société égoïste, il y a une jouissance sans égale, la plus forte que puisse connaître un homme libre : c'est de dire franchement sa façon de penser et c'est de se sentir propre au milieu de tant de boue. »

COLLABORATIONS ORIGINALES

La politique du Gagne-Petit.

Quand Millerand dit à Jaurès : « Faisons-nous les retraites ouvrières? » Jaurès répond : « Ce sera pour demain ; aujourd'hui, nous sécularisons. »

Quand je dis à Jaurès : « L'occasion se présente d'un acte décisif de sécularisation », Jaurès me répond : « Ce sera pour après-demain, car il faut faire auparavant les retraites ouvrières. »

Sans me décourager, je propose alors de mener les deux réformes de front : pas de réponse.

Cette politique n'est pas neuve. Je l'ai combattue pendant vingt ans, ayant le regret d'avoir de vieux amis pour adversaires. Il y avait aussi parmi eux de futurs révolutionnaires qui devaient faire le saut périlleux loin en avant dans le domaine des hypothèses, pour revenir, par un saut renversé, à leur point de départ. Car c'est la Révolution maintenant qui en est à la politique du *gagne-petit*, qualifiée par Briand, si j'ai bonne mémoire, de « *politique des résultats* ». A ce mot, tout au fond de l'Empyrée, l'ombre de Spuller a dû tressaillir. On reprenait sa formule de prédilection ; on objurguait les « impatients » comme lui ; comme lui on proclamait qu'il n'y avait au monde qu'une sagesse, qui était, à l'exemple du prophète biblique, de bayer aux étoiles jusqu'à ce qu'il arrivât sur l'aile des corbeaux une alouette rôtie. Tu devais donc reparaître, « esprit nouveau » des jours que je croyais passés! C'est dans les feuilles de la Révolution que je retrouve aujourd'hui les vieux articles démarqués de l'ancien rédacteur en chef de la *République française*. Que de joies il aurait goûtées à joindre ses applaudissements à ceux de MM. Aynard et Ribot, quand du haut de la tribune tombait la prédication de systématique patience!

Pour moi, j'avais rajeuni de vingt ans, tout à l'admiration de ce joli travail d'écureuil en cage qui nous ramenait à nos commencements. Ce n'est pas le vote qui aurait pu dissiper mon rêve, car il fut digne en tous points des plus belles journées de l'opportunisme d'antan. Briand approuvait le faux rappel de M. Nisard, parce que l'ambassadeur ne devait jamais revenir à Rome. M. Ribot, parce que l'ambassadeur devait retourner à son poste demain. Et tous deux fondaient leur conviction sur les paroles de M. le président du Conseil, qui n'avait dit ni oui ni non et ne disait plus rien du tout. Ceux qui soutiennent le ministère et ceux qui le combattent votaient d'enthousiasme le même ordre du jour. La politique du *gagne-petit*, qui met le même langage dans la bouche des partis opposés, a de ces « résultats » lumineux.

Il y en a d'autres encore. J'apprends avec plaisir que le grand avantage de la journée d'hier c'est l'autorisation donnée par M. Combes à la majorité de discuter le Concordat après les vacances de janvier 1905, s'il lui plaît. Le progrès est en effet notable sur *l'inébranlable* résolution de Jaurès qui ne voulait entendre parler de rien de pareil avant le vote de l'impôt sur le revenu et des retraites ouvrières. Par bonheur, M. Combes a plus d'influence que moi (et cela se comprend sur l'esprit de Jaurès, car l'orateur socialiste, qui sait très bien que ni l'impôt sur le revenu ni les retraites ouvrières ne seront votés avant janvier prochain, triomphe maintenant de la proposition de M. Combes qu'il jugeait subversive lorsqu'elle venait de moi.

Quant à savoir si M. Combes sera pour ou contre le Concordat, il aurait pu le dire, mais il ne l'a pas dit, car s'il avait dit sa pensée — comme on admettait autrefois que les chefs du gouvernement avaient le devoir de le faire — il est à craindre que MM. Ribot et Briand n'eussent pas eu occasion de s'embrasser. M. Combes a cru qu'il suffisait d'enterrer le pouvoir temporel, pour grande nouveauté, et M. Ribot s'est empressé de réclamer le droit d'officier à la cérémonie.

Par surcroît, M. le président du Conseil a bien voulu nous faire connaître que le Concordat était hors d'usage — en quoi il se distingue de M. Briand qui, si on venait à dénoncer le Concordat sans avoir discuté son rapport, prévoit pour nous les pires malheurs. Mais M. Combes est-il partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ou de ce fameux Concordat *renforcé* qu'il proposa jadis à nos méditations? Nous ne saurions le dire. Et s'il a pris lui-même son parti entre les deux conceptions qui procèdent de deux idées contradictoires, il s'est soigneusement abstenu de toute indication à cet égard.

Il me semble pourtant — et c'est bien ce qui fait que je suis en désaccord avec Jaurès — qu'un chef de gouvernement, engagé dans un conflit de fond avec l'Eglise romaine, doit avoir des vues générales d'où procèdent sa méthode d'action, et sa manière de régler les cas particuliers qui se présentent. Je me permets de croire que c'est là-dessus qu'il lui convient principalement de s'expliquer devant le Parlement et devant le pays, afin de préparer la mentalité générale sur laquelle il doit faire fond pour le succès. Nos hommes d'Etat étaient bien loin de cette idée l'autre jour à la Chambre. L'effort général s'employait à tout rétrécir, à tout ramener aux proportions d'un fait divers dont on s'abstient de rechercher les causes générales et les conséquences sur la marche de l'humanité. Nisard et Merry del Val s'étaient heurtés, comme il arrive aux automobiles, aux fiacres, aux omnibus. L'occupation générale était de tirer chacun par les jambes pour le remettre d'aplomb. Après cela, roule comme tu peux, mon ami, jusqu'à la prochaine rencontre.

J'entends bien qu'on voulait avant tout sauver le ministère, et ce souci ne m'est point étranger, faut-il croire, puisque si M. Combes n'a pas été battu au Sénat, j'y suis peut-être pour quelque chose. Seulement, je me préoccupe moins des ministres que des idées qu'ils représentent. Au Luxembourg, M. Combes contre M. Waldeck-Rousseau représentait une politique de sécularisation en progrès sur la procédure de recul qui nous était soumise. Que représentait-il avant-hier à la Chambre quand il courbait la tête sous les félicitations contradictoires de M. Ribot, sans oser dire franchement lequel des deux faisait erreur?

Sauver un ministre par l'équivoque pour le maintenir nominalement au pouvoir, frappé de diminution, quel avantage? Pour conserver la vie au cabinet, on lui supprime toutes ses raisons de vivre. On aboutit surtout à compromettre l'idée, à déconcerter l'esprit public, stupéfait de trouver dans la bouche des hommes d'action tous les lieux communs où se fonde la politique d'inertie. On voulait éviter à tout prix, allègue-t-on, de donner une revanche à Rome par la défaite du ministère. N'est-il pas clair aujourd'hui que c'est l'impossibilité de cette revanche qui faisait la force du gouvernement en obligeant tous les républicains à se ranger derrière M. Combes? Voilà précisément pourquoi la victoire était assurée si, au lieu de s'abandonner aux conseils de la peur, on avait eu le courage de marcher hardiment à l'ennemi. On l'a compris peut-être en entendant parler M. Ribot. Le dé était jeté et la fausse manœuvre avait produit le désarroi général qui mêlait les disparates, les contraires, dans la confusion d'un vote sans vertu.

Je ne veux rien pousser au noir. Gouvernement et majorité se sont un jour trompés de tactique. La faute n'est point irréparable si, au lieu de s'entêter dans l'impasse, chacun cherche de bonne foi à reprendre au plus tôt le droit chemin au grand jour. C'est à Jaurès et à Briand que je souhaite particulièrement l'heureuse initiative d'un mouvement qui rendra toute sa puissance au ministère. J'ai le droit de n'être pas de leur avis et de leur donner mes raisons, mais je n'ai garde de méconnaître qu'ils sont deux grandes forces d'avenir dans le parti républicain. Ce serait une erreur de croire que la journée d'avant-hier ne produira pas ses conséquences et que nous pourrions faire d'un commun accord le silence sur le conflit avec Rome, mais nous pouvons serrer les rangs pour soutenir d'un même effort les chocs prochains. La marche en avant fera la discipline entre tous les républicains d'action, comme toujours.

G. Clemenceau.

(*L'Aurore*, 29 mai 1904.)

CROCS ET GRIFFES

Un syndicat à créer. — A la suite de l'affaire Sylviac, les « gens du monde », abonnés au téléphone, ont formé un syndicat en vue de se défendre contre l'arbitraire de cette administration. C'est leur droit.

Mais il y a un autre monopole qui est tout aussi oppressif, vexatoire, rapace dont le public a à souffrir, sans penser à se regimber ; c'est le monopole des propriétaires qui, non contents de s'être approprié ce qui ne leur appartient pas, et de vous faire payer chèrement et d'avance la jouissance de la part d'abri qu'ils consentent à vous concéder, vous imposent un tas d'obligations plus vexantes les unes que les autres.

Le public est désarmé en face de leurs prétentions, parce qu'il faut bien se loger, et que celui qui cherche est toujours en état d'infériorité en face de celui qui voit venir.

Mais, si en attendant l'expropriation, les locataires voulaient bien sortir de leur torpeur, et s'unir en société de résistance contre les exigences de M. Vautour, on pourrait déjà diminuer sa puissance. Résister à l'accroissement incessant des loyers, exiger le nettoyage et l'assainissement des locaux, refuser de payer d'avance, boycotter les locaux de ceux qui ne voudraient pas s'y plier, résister aux mille et une vexations que ces messieurs se permettent d'imposer, parce que le public est assez veule pour

les supporter. Il y a une besogne à entreprendre.

Sans préjudice de celle qui pourrait venir par la suite, lorsque la mentalité se sera développée : le refus du loyer.

∴

Le bluff. — Il y a un journal qui, lorsqu'on fera l'histoire de la presse de notre époque, restera comme le type de l'espèce.

Ce journal assez fort pour se faire faire des excuses par un procureur général qu'il vilipendait ; assez sûr de lui-même pour oser, malgré la loi contre les outrages aux souverains, s'attaquer à un roi pour amener un mouvement de bourse, sur les actions du chemin de fer du Congo dont l'administrateur est en même temps intéressé dans *Le Matin*, — c'est de lui qu'il s'agit — a pu également amener le gouvernement à cette mascarade qu'il a intitulée « Marche de l'Armée », dont le ridicule s'atténue par le tragique de la mort de deux ou trois des imbéciles qu'on a entraînés là-dedans.

Le ministre de la guerre interpellé a répondu que lorsqu'on lui a proposé l'affaire, il avait cru à quelque chose comme une course de chevaux. On n'avoue pas plus ingénument que l'on prend ses subordonnés pour du bétail.

∴

On vient d'arrêter un officier de l'état-major, que l'on a surpris en train de gratter ses livres, parce qu'il avait été prévenu d'une vérification.

C'est relativement à l'affaire Dreyfus. Il s'agirait de l'achat du témoin Czernusky.

Ce qu'il y a de beau dans l'affaire, c'est que lorsque ce témoignage se produisit au procès de Rennes, tout le monde savait à quoi s'en tenir sur la valeur du témoin, et le ministère Waldeck commença même un semblant d'enquête ; mais il dut l'abandonner devant la clameur de la presse nationaliste.

Tous ces faits confirment deux points que nous n'avons jamais cessé d'affirmer : 1° Que les gouvernants ne sont capables de faire que ce que l'opinion publique leur permet de faire ; 2° que le gouvernement n'est que le défenseur des intérêts capitalistes. La preuve, c'est que le voilà aux ordres de la presse capitaliste.

J. Grave.

∴

Un dîner officiel ou les lois méprisées. — Le 15 mars, à Marseille, en l'hôtel de la préfecture des Bouches-du-Rhône, M. le préfet et M. le président du conseil général offraient à manger à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et à M. le ministre des colonies.

Il faisait une faim de bloc. Un art exquis, encore que peu démocratique, avait présidé au menu : *Un menu de 22.000 francs !* Enfoncé, l'ancien régime !

A ce prix, on peut manger autre chose que de la carne ou du curé : *Consommé Trianon, Mousseline d'écrevisses, Saumon glacé, Selle d'agneau, Cimier de daim, Neige au Moët, Faisans truffés...*

— Du faisan le 15 mars, dans un dîner officiel ?

— C'est comme je vous le dis... ! A cette grave nouvelle, la *Société de répression du braconnage des chasseurs provençaux* sentit en son cœur une terrible émotion. Son secrétaire général saisit sa plume et écrivit :

— « Notre Société proteste énergiquement, Monsieur le Préfet, et ne peut s'expliquer, qu'en votre présence, dans la préfecture, du gibier soit servi en temps prohibé, à M. le garde des sceaux, chef suprême de la magistrature, qui a charge de faire respecter la loi... »

Ce poulet — le poulet, à la différence du faisan, n'est jamais prohibé — comme on pense, demeura sans réponse. Mais l'affaire continue. La Société des Chasseurs de France, forte de ses cinq cent mille membres, annonce qu'elle complète, par une plainte en règle, la vaine protestation des chasseurs provençaux.

Et voilà comment les autorités les mieux constituées de notre chère France enseignent à leurs sujets cette vertu éminemment révolutionnaire : le mépris des lois, décrets, règlements, arrêtés et autres saintes écritures !

Si les sujets allaient un jour s'en souvenir ?...

Am. C.

∴

Il est incontestable que les ouvriers qui s'entendent avec leurs camarades des autres nations pour résister à l'avidité de leurs exploiteurs sont d'infâmes « sans patrie ». Par contre, les patrons qui s'entendent avec leurs compères des autres pays, sont on ne peut plus patriotes.

Demandez plutôt au sieur Motte, l'exploiteur de Roubaix, qui, ces jours derniers, vice-présidait quelque part en Suisse le « Congrès *international* de l'industrie cotonnière ».

Motte, du reste, est très désigné pour faire parade de « patriotisme ».

Il est même tellement patriote qu'il a été établir des usines en Russie pour pouvoir exploiter les moujiks de la nation « amie et alliée ».

Motte est décidément le type le plus parfait de l'exploiteur patriote.

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

Roubaix. — La série rouge continue et, après le jeune Ledez, qui n'était âgé que de dix ans au lieu de quatorze, comme le mentionnait le journal conservateur de notre localité, je dois vous apprendre un nouveau crime, accompli, cette fois, dans une circonstance tout aussi terrible. Dimanche matin, vers neuf heures, trois maraudeurs, dit-on, avaient franchi l'enclos de la propriété de M. Masurel à Tourcoing. Le concierge, averti de leur présence, alla de suite en prévenir son patron, qui partit immédiatement avec son larbin, muni de son fusil de chasse ; deux d'entre eux étaient encore sur l'étang. Se voyant découverts, vite, ils enjambèrent une barque, regagnèrent la berge pour s'enfuir ; malheureusement, l'un d'eux, moins prompt dans sa course, fut rejoint par M. Masurel qui, le prenant par le bras, lui dit : « On va vous conduire à la police. »

Mais, comme cela ne lui souriait guère, il se dégagea, et courut à travers les taillis.

C'est ici que se passe la scène tragique. Le concierge reculant de quelques pas cherche une éclaircie, épaule son fusil et, abat son homme à trente pas, comme un lapin. L'assassiné est un nommé Gustave Cornille, tisserand en tapis, demeurant rue de la Blanche-Porte, 288, à Tourcoing.

Lorsque le commissaire arriva sur les lieux, il interrogea les témoins de cette scène de sauvagerie digne des temps barbares et, chose à noter et à ne pas oublier, le meurtrier déclara qu'il n'avait fait qu'obéir à l'ordre de son patron : « Puisqu'il se sauve, tirez ! »

A la descente du parquet, on a mis le meurtrier en état d'arrestation.

Sans doute, le meurtrier est certainement le larbin assez lâche et vil au point d'obéir à une injonction de meurtre ; mais la grande responsabilité incombe ici à M. Masurel qui se croit en droit par sa possession de tirer sur les humains comme sur le gibier. Il est vrai qu'il nie avoir donné l'ordre de tirer à son employé. Mais qui donc des deux est le menteur ? Oh ! Il n'y a pas l'ombre d'un doute, c'est certainement le larbin. Vous verrez !

P. Lanneau.

∴

L'affaire des cinq officiers poursuivis pour avoir refusé leur concours à l'expulsion des congréganistes de Ploërmel vient de recevoir sa conclusion définitive. On se souvient que le conseil de guerre de Nantes avait acquitté les cinq prévenus du chef de refus d'obéissance, parce que la loi de 1791 sur les réquisitions n'avait pas été observée et que l'ordre n'avait pas été notifié aux officiers dans la forme strictement légale ; il les avait simplement condamnés pour abandon de poste. C'était déjà joli. Je voudrais bien voir ce qu'il adviendrait du troupier de 2e classe refusant d'exécuter un ordre parce qu'il ne lui est pas signifié dans la forme légale.

Eh bien, le conseil de revision ayant cassé ce jugement, le conseil de guerre de Tours, appelé à juger à nouveau, a fait beaucoup mieux. Il a acquitté purement et simplement les cinq officiers, du chef d'abandon de poste aussi bien que du chef de refus d'obéissance. Et ce n'est pas moi qui blâmerai le conseil de guerre de Tours ; il est assurément encore plus intelligent que celui de Nantes, et il me donne, à moi, troupier, une leçon que je n'oublierai pas un jour de grève. Il va au fond des choses, celui-là. Il met résolument de côté les arguties juridiques, et culbute les petites combinaisons hypocrites. Il est clair comme le jour que les cinq officiers de l'affaire de Ploërmel ont refusé de marcher contre les congréganistes, parce que congréganistes chers à leur cœur ; il est non moins clair que le conseil de guerre de Tours a acquitté les cinq prévenus parce que tel était bien le motif de leur refus d'obéir. Comme dans l'affaire du colonel de Saint-Remy, des galonnés, défenseurs sans pareils de la sainte discipline et représentants qualifiés de l'esprit militaire et de la justice militaire, affirment par un jugement audacieux que la conscience est au-dessus de la discipline et que l'homme est au-dessus du soldat. La jurisprudence paraît bien être devenue définitive : c'est une doctrine qui prend corps et se précise, et que l'on nous enseigne officiellement.

L.

Mouvement ouvrier. — Il faut croire que j'ai touché assez juste l'autre semaine, car M. Manoury, dans le journal *L'Association ouvrière*, organe de la Chambre consultative des associations ouvrières, tente sur mon dos de justifier les palinodies de cette Société vis-à-vis de M. Doumer.

Si c'est ma personne que M. Manoury a voulu viser en parlant de la « reconnaissance du ventre », j'avoue ne pas comprendre, et je serais fort satisfait de le voir « éclairer sa lanterne ». Ma vie publique et aussi ma vie privée sont à sa disposition s'il le désire.

Ceci dit, je maintiens que rien n'est plus déprimant et démoralisant pour les organismes ouvriers, quels qu'ils soient — coopératives, syndicats, Bourses du travail, etc., etc. — que de recevoir des subventions. C'est là, du reste, le moyen employé par les dirigeants pour s'assurer de la sagesse des organisations qui y ont recours, et cela à très peu d'exceptions près.

La crainte du retrait de la subvention a été, dans bien des cas, pour des organismes ouvriers, le commencement de la lâcheté, et je ne suis pas le seul à considérer que c'est le cas pour nombre de Bourses du travail qui ont ainsi failli à leur raison d'être. En tout cas, ce n'est pas les « trois millions qui en valent bien six », donnés en 1848, aux associations ouvrières par Louis Blanc, dont me parle M. Manoury, qui me feront changer d'avis, au contraire. Cet argent — bêtement gâché pour la plupart — n'ayant servi qu'à créer de nouveaux bagnes très capitalistes, et n'ayant « émancipé » quelques ouvriers qu'en les faisant les exploiteurs de leurs camarades. Telle la « Société des lunetiers », qui existe encore et qui fait un tort énorme aux ouvriers de ma corporation.

D'autre part, le silence de M. Manoury, en ce qui concerne le côté exclusivement « politique » de la question est trop significatif pour qu'il me soit permis d'insister. Les associations ouvrières sont bien, dès maintenant, à la remorque de la politique nationaliste de M. Doumer, et avant peu nous en verrons certainement les résultats.

Enfin, dans son post-scriptum, M. Manoury, avocat, veut bien me rappeler qu'il a été élu au « Conseil supérieur du travail » par 166 voix. C'est là, en effet, un succès brillant, mais je n'en continue pas moins à me demander pourquoi les associations ouvrières qui croient à l'utilité de cet organisme, ont été choisir justement un « avocat » comme membre « ouvrier ».

∴

Les ouvriers boulangers de Brest dont j'ai signalé l'attitude énergique la semaine dernière, ont vu leurs efforts couronnés de succès, et après moins de huit jours de lutte, la grève s'est terminée par une victoire. Les grévistes, il est vrai, n'y ont pas été par quatre chemins, et c'est par les moyens révolutionnaires qu'ils ont fait céder les patrons.

Chaque jour, des manifestations avaient lieu à

travers la ville, et principalement devant la demeure des exploiteurs. Quelques-uns d'entre eux ont même été mis à mal, et dans plusieurs boutiques le matériel a été quelque peu saccagé.

Là où les autorités, au service des patrons, avaient envoyé des militaires pour remplacer les grévistes, ceux-ci les ont chassés, et le travail a dû être suspendu partout.

Cette attitude, on ne peut plus énergique, a assuré aux grévistes le triomphe complet de leurs revendications, qui portaient principalement sur la suppression du travail de nuit et le relèvement de certains salaires.

Bien entendu, la presse bourgeoise n'a cessé de dénoncer ces travailleurs qui n'ont eu recours qu'à leur énergie pour obtenir satisfaction.

L'exemple de cette grève menée on ne peut plus révolutionnairement, est un beau succès de plus à l'actif des partisans de l'action directe, car c'est à leur attitude courageuse que ces travailleurs doivent leur victoire.

Cette grève montre une fois de plus la supériorité de l'action virile sur celle de tous les marchands d'orviétans politiques, partisans de conciliations et d'arbitrages, fondateurs de syndicats patronaux, prêcheurs de calme et de résignation, et endormeurs de tout acabit.

A Brest aussi, grève des ouvriers dockers qui réclament des améliorations générales dans leurs conditions de travail.

Là encore les grévistes ne semblent pas vouloir se laisser mener en aucune façon. Le calme et la dignité légendaires ne leur conviennent pas non plus et c'est ainsi qu'à la sortie d'une réunion où ils avaient discuté de la situation, les grévistes sont allés manifester devant la maison de M. René Chevillotte, un des directeurs de la maison d'armement Chevillotte frères. Des pavés ont été lancés dans la porte d'entrée qui a cédé sous les coups. Les manifestants se sont rendus ensuite au port de commerce et ont jeté à l'eau le matériel servant au déchargement des bateaux. Remontant en ville, ils se sont arrêtés devant les bureaux de M. Bazin, entrepreneur de camionnage, rue de Siam, où se trouve la préfecture maritime, ont forcé la devanture et brisé toutes les glaces.

Sur les quais, gardés par la troupe, des collisions ont eu lieu. Les dockers ont tenté de forcer les cordons de troupe pour envahir la *Jeanne-d'Arc*. Ils se sont précipités sur les soldats et tenté de leur arracher leurs baïonnettes. Un militaire a frappé d'un coup de crosse un docker qui a été transporté à l'hôpital.

Malgré cette protection accordée à leurs exploiteurs, l'énergie des grévistes ne faiblit pas un instant et nul doute que l'attitude dont ils ne se sont pas départis depuis le début ne leur fasse obtenir satisfaction.

Le gouvernement cher à l'ancien « grève-généraliste » Briand fait annoncer l'envoi de nouvelles troupes à Brest pour « maintenir l'ordre ».

Et la grève menace de s'étendre, car un certain nombre de navires porteurs de charbon ayant été se faire décharger à Cherbourg par suite de la grève des dockers de Brest, les dockers de Cherbourg en ont profité pour réclamer eux aussi une augmentation de salaire. Ils réclament, comme leurs camarades de Brest, 5 francs par jour et une heure et demie de repos.

Les entrepreneurs refusent de leur donner satisfaction.

L'administration se proposant de faire décharger les navires par des marins, des incidents sont à prévoir.

A Lyon, les dockers et mariniers de la Compagnie de Navigation sont en grève, et si les conditions de travail sont les mêmes qu'il y a quelques années — je fus successivement aide-cuisinier, puis chauffeur à bord d'un bateau de cette Compagnie — je puis affirmer que ce n'est pas en vain que ces travailleurs réclament.

Il n'y avait pas de syndicat dans mon temps, et c'est à la suite du déplacement du secrétaire du Syndicat que la grève a été déclarée. Les grévistes en profitent pour formuler leurs revendications générales : journée de neuf heures payée 6 francs ; paiement des heures supplémentaires, etc., etc.

Les travailleurs, qui sont en grève depuis le 16 mai, n'ont pas faibli un instant.

Les quais sont gardés et quelques bagarres se sont produites. Des arrestations, naturellement, ont eu lieu, et le maire socialiste !! Augagneur, qui pérorait samedi dernier en compagnie de nos « socios » parisiens, fait « protéger » la propriété de MM. les exploiteurs.

Aucun changement chez les tisseurs du Nord. La grève continue sans apporter de solution. D'un appel de la *Fédération*, j'extrais les passages suivants :

« Depuis les 26 mars et 1er avril, nos frères textiles des vingt tissages de Lille et environs sont en grève pour obtenir un tarif uniforme et l'institution d'une Commission mixte.

« Malgré leur admirable énergie et leur union indissoluble, leurs efforts restent impuissants à vaincre l'intransigeance inhumaine de leurs patrons.

« Cependant, ils n'ont rien négligé pour essayer d'arriver à la solution du conflit ; ils ont, par la voix de leur Syndicat, adressé plus de 36 *lettres* aux patrons et aux pouvoirs publics, plusieurs démarches auprès du préfet, auprès de M. Combes, président du Conseil des ministres. »

Si après ces trente-six lettres ces malheureux ne s'aperçoivent pas que les pouvoirs publics se f...... d'eux, c'est que vraiment ils ont du temps à perdre. Peut-être pourraient-ils, par contre, demander aux boulangers de Brest comment ils s'y sont pris, cela vaudrait certainement mieux qu'écrire à Combes et aux patrons.

Par contre, la solidarité internationale en faveur des grévistes vient de se manifester, et le Comité de la grève a reçu des Syndicats similaires allemands une somme assez importante, et les Syndicats anglais ont donné 5.000 francs. D'autres secours sont attendus.

Les patrons d'Armentières et d'Houplines ont fait savoir à leurs ouvriers qu'ils maintenaient « provisoirement » la prime de 8 0/0. La crainte de l'agitation est le commencement de la sagesse.

A Lorient, la grève des ouvriers du bâtiment, qui dure depuis deux mois, menace d'entraîner une grève générale de toutes les corporations.

A Rouen, la grève est générale parmi les ouvriers menuisiers.

P. Delesalle.

Saint-Etienne. — Encore une grève. Les maçons réunis en assemblée générale, à la Bourse du travail, ont par 188 voix contre 59 décidé de cesser le travail. Le vote avait lieu à bulletin secret. Voici le texte de l'ordre du jour adopté : Les ouvriers maçons.... après avoir entendu les délégués de la commission rendant compte de leur entrevue avec les patrons qui refusent de payer le tarif de 0 fr. 55 signé par eux en 1895 : décident d'obtenir satisfaction par tous les moyens légaux (*pourquoi légaux ?*) et réclament que le tarif de 0 fr. 55 soit porté à 0 fr. 65 pour les maçons et de 0 fr. 35 à 0 fr. 40 pour les aides (*ils ont probablement moins de besoins que les maçons*) ; dans aucun cas la journée ne dépassera 10 heures, toute heure supplémentaire sera payée 0 fr. 80 ; les heures de nuit 1 fr. 30 pour les maçons, 0 fr. 70 et 0 fr. 80 pour les manœuvres (*race inférieure*). Les maçons peuvent-ils se passer des goujats ? Je ne le crois pas. S'il n'y avait que des maçons, ceux-ci seraient obligés de faire eux-mêmes leur mortier ; ceux qui font le mortier sont aussi nécessaires que ceux qui l'emploient ; ils ont les mêmes besoins ; dès lors pourquoi seraient-ils moins payés. Mais, malheureusement, nous n'en sommes pas encore là, et cette différence de salaires causera encore bien des discordes entre ouvriers.

D'autre part, pourquoi parler de moyens légaux ? Nos aïeux en 1789-93, *dont tout le monde se réclame*, ont-ils usé de moyens légaux ?

Pour moi, je ne vois dans toutes ces grèves partielles que le prélude de la grève générale-révolution et c'est ce qui fait que je m'y intéresse.

Galhauban.

Toulon. — Tout a une fin. C'est fatal.

La grève des maçons qui, depuis 4 semaines, tenait 900 ouvriers dans l'anxiété du lendemain, vient de se terminer.

Je disais dans le dernier compte rendu la qualité que ces ouvriers avaient amalgamée à leurs douleurs : la légalité. Il était facile de prévoir, du pas dont traînaient les projets d'entente, que les mois succéderaient aux mois, sans que brillât, sur le cahier de revendications, la moindre satisfaction appréciable. Car si les exploités avaient, en somme, de la persévérance, les exploiteurs, en revanche, avaient l'air décidés à ne pas céder de sitôt. Peut-être ceux-là le comprirent-ils ? Quoi qu'il en soit, on les vit chambarder sens dessus dessous quelques chantiers et bâtisses ; donner à un contremaître une correction qu'un tel personnage mérite toujours ; sommer de quitter l'ouvrage les trente ou quarante affamés qui l'avaient repris. Enfin, l'action illégale et directe fut en honneur. Oh ! pas longtemps.

Messieurs les patrons eurent vite assez de ces visites.

En gens pratiques, ils préférèrent accorder avec empressement le peu que désiraient les grévistes.

La victoire est complète. Toutes les revendications présentées sont acceptées. Une partie est appliquée, l'autre ne le sera qu'en octobre prochain.

Les vainqueurs pourront désormais apprécier à leur juste valeur les deux méthodes d'action dont se sert le prolétariat pour combattre le capital : le légalisme et l'action directe, et user, si de nouveau l'occasion se présente, de celle qui ces jours-ci leur donna plus de liberté et de bien-être.

E. Cosmao.

Limoges. — Les ouvriers maçons, tailleurs de pierre et terrassiers sont en grève, grève pacifique malgré les promenades à travers la ville, drapeau rouge en tête, et quelques murmures de l'*Internationale*, grève nouveau genre en ce qui concerne notre localité.

Préfet, maire, député, patrons et architectes, dès le mois de *février* dernier furent avisés, par voie d'affiches, en termes des plus amers, des privations qu'enduraient les ouvriers de ces corporations, les maçons gagnant à peine 700 francs par an et les manœuvres 550 francs. Ces affiches émanant du syndicat de cette corporation avisaient donc les autorités susdésignées, *que si le 1er mai il n'était pas* accordé 0 fr. 50 de l'heure aux maçons et un déplacement de 2 francs par jour pour les travaux en campagne et 0 fr. 25 pour les manœuvres, la grève serait déclarée ce jour-là.

Prévenances, courtoisies, démarches auprès de tous les pouvoirs, rien de ces choses n'a fait aboutir les quémandeurs dans leurs désirs. Les balades pacifiques continuent ; rien dans l'attitude des grévistes ne fait présager qu'ils auront gain de cause.

Les boulangers parlent aussi de se mettre en grève afin d'obtenir la suppression du travail de nuit. Trop souvent dupés par les politiciens, l'attitude qu'ont eue les syndiqués de cette corporation pendant le mouvement contre les bureaux de placement, nous fait croire qu'ils sauront passer outre aux recommandations qui déjà leur sont adressées par les philanthropes de la politique. De là dépend leur succès.

A. Beaure.

Allemagne.

Condamnation cannibalesque. — Quand, récemment, le train ramenant d'Italie l'empereur Guillaume II passa à Mulhouse, devant le terrain d'exercices, il se trouva précisément que des soldats de la garnison étaient exercés dans l'art de tuer les hommes.

L'officier fit rendre les honneurs, ce qui, paraît-il, eut pour effet de satisfaire le potentat. Mais le train ayant passé à toute vapeur, un petit soldat manifesta sa surprise... mettons : un peu bruyamment.

Mal lui en prit. Pour ce simple fait, il a été chassé de l'armée et condamné à sept années de réclusion.

Sept années, camarades ! !

Et dire que sans cet incident de Mulhouse, cet homme, ce petit soldat, appelé, le cas échéant, à se battre pour son empereur et pour l'Allemagne où pourtant il ne possédait rien au soleil, aurait versé son sang pour augmenter la puissance dudit potentat et de son empire.

Que voilà une de ces anomalies qui déconcertent !

De pareilles condamnations font frémir. Mais l'on se dit, tout de même, que ne peut pas durer une société où de tels actes peuvent s'exercer impunément. De semblables atrocités doivent disparaître à jamais.

Science, instruction, dessillez ceux qui ne voient pas encore toute l'horreur insupportable des iniquités sociales !

Ensuite, la puissance du peuple travailleur aura vite fait de se substituer à la puissance de ceux à qui nous permettons de nous gouverner plus ou moins bêtement, plus ou moins férocement.

B. C.

Espagne.

Séville. — Le congrès ouvrier des syndicats qui appartiennent à la *Fédération Régionale Espagnole*, a commencé ses séances. En principe, on a décidé à l'unanimité de recourir à la grève générale comme moyen d'émancipation, de maintenir les syndicats absolument éloignés de la politique, d'entreprendre une propagande pour la formation de Fédérations internationales, et de poursuivre l'abolition du travail à forfait, surtout pour le métier de cordonnier.

Un grand nombre de propositions ont été présentées par les délégués qui représentent la plupart des syndicats de l'Espagne, et seront discutées aux prochaines séances.

Les journaux annoncent qu'un des délégués a été arrêté arbitrairement.

* *

Salamanque. — Les manœuvres se sont mis en grève, demandant une augmentation de salaires; la plupart des patrons ont déjà souscrit aux conditions des ouvriers, aussi l'on pense que le travail reprendra bientôt.

* *

Ciudad-Rodrigo. — Les tailleurs de pierres et les maçons sont en grève. La presse bourgeoise prétend ignorer pourquoi. C'est peut-être parce qu'ils sont trop riches!

* *

La Corogne. — Tous les syndicats se sont réunis pour commémorer les événements sanglants de mai 1901, par un meeting où les orateurs ont conseillé aux travailleurs l'union et la solidarité. La foule a fait ensuite une grande manifestation en se rendant au cimetière où l'on a déposé des couronnes sur les tombes des ouvriers morts.

* *

Santander. — La grève des mineurs devient de jour en jour plus alarmante. Les grévistes parcourent le chantier et font pression sur leurs camarades pour les décider à se joindre à eux. On craint des conséquences malheureuses.

* *

Barcelone. — On attend deux des commissions de propagande anarchiste qui doivent bientôt commencer la tournée en Catalogne. On projette un grand meeting à Barcelone même, où le local est prêt et d'autres dans les villes avoisinantes.

On croit que le préfet fera tout ce qu'il pourra pour empêcher la propagande, mais les camarades sont décidés aussi.

Il y a quelque temps déjà que la bourgeoisie et le gouverneur sont d'accord pour étouffer toute propagande non seulement anarchiste, mais même syndicaliste, et pour cela ils emploient tous les moyens. Tous ceux qui parlent dans les réunions et meetings ont des procès. Le journal *El Productor* est saisi toutes les semaines; les correspondants des journaux anarchistes sont mis en prison sous le moindre prétexte; il est défendu de parler des tortures d'*Alcala del Valle*, de l'attentat contre Maura, d'écrire contre le militarisme, etc., etc. Mais comme malgré toutes ces précautions des brochures et des proclamations sont imprimées et distribuées et que la police enrage de ne pouvoir trouver leurs auteurs, le préfet et ses sergots, poussés par les grands bourgeois, ne reculent plus à faire ce qu'ils mijotent depuis longtemps. Le gouverneur, M. Gonzalez Rothwos, a écrit à plusieurs patrons chez qui travaillent des camarades, pour lui faire savoir que ces ouvriers étaient anarchistes et leur conseiller de les renvoyer; mais les patrons étant contents d'eux les ont gardés.

Le camarade Miranda, dont le patron avait reçu une lettre dans le même sens, lue par l'intéressé, alla se présenter au préfet; celui-ci furieux le menaça de l'envoyer au bagne avec d'autres camarades; à quoi le camarade répondit qu'il pouvait faire ce qu'il lui plairait, mais que s'il manquait de travail et n'avait pas de pain pour ses enfants, il ne répondrait pas de ses actes.

Devant cette attitude vaillante, le *brave* gouverneur devint aussitôt plus doux et gentil qu'un nourrisson.

Les plans scélérats, qui devaient amener une affaire contre les anarchistes, et à propos desquels une lettre a été insérée dans les *Temps Nouveaux*, ont été pour le moment abandonnés à cause de la publicité que l'on en a faite en Espagne et à l'étranger.

Il est à remarquer que les camarades, en apprenant ces nouvelles, au lieu de s'effrayer répondirent que si cela arrivait, chacun devait faire son devoir et répondre du tac au tac.

* *

Tarragone. — Le camarade Bergillos qui était condamné à quatorze ans de bagne pour un article antimilitariste, est en liberté. Les journalistes d'ici, qui ont travaillé de leur mieux à sa mise en liberté, lui ont offert un déjeuner amical.

Bergillos est resté un an en prison.

L. Hombres.

22 mai 1904.

Italie.

Dans cette délicieuse Italie, où fleurissent le meurtre et le vol gouvernemental, le sang a été versé par les soldats et les soi-disant agents de l'ordre en défense de la bourgeoisie latifondiste de l'Apulie. A Cerignola (province de Foggia), les paysans étaient, ces jours passés, en agitation, réclamant de leurs patrons des améliorations aux contrats de travail. Ils ne demandaient que de raisonner avec les propriétaires pour s'accorder avec eux sur leurs pétitions ; mais ceux-ci ayant refusé une entrevue, ils se décidèrent à abandonner le travail. La grève proclamée le 16 courant, des paysans au nombre d'environ 300 tentèrent, aux portes du pays, de débaucher quelques-uns de leurs compagnons qui voulaient travailler. Alors s'avança la troupe, conduite par un délégué de police, qui tenta de repousser la foule. Une pierre frappa le délégué dans son chapeau qui tomba à terre, et alors fut ordonné de faire feu. Deux grévistes, dont l'un un enfant de treize ans, tombèrent morts, et onze furent blessés plus ou moins gravement. Un de ces derniers a expiré l'autre jour à l'hôpital. Je ne vous fais pas de commentaires. L'agitation continue, et Cerignola est gardée par une véritable armée de soldats et d'agents de police.

* *

La réaction triomphe. Le vaillant journal anarchiste *Il Grido della folla* a dû cesser pour le moment ses publications, à cause des persécutions policières qui cherchent à étouffer toute libre voix. Son gérant Cassinelli a été arrêté ainsi qu'un autre camarade, signataire de deux numéros uniques parus en place de ce journal. *L'Agitazione* aussi subit continuellement les persécutions de la police et de la magistrature coalisées. Dernièrement encore elle fut séquestrée pour deux articles, l'un contre les vols ministériels, et l'autre traitant des victimes politiques.

Foscolo Fabbri.

Forli, 22 mai 1904.

Etats-Unis.

Nous marchons à grands pas vers un cataclysme, impossible de se méprendre. S'il est vrai que les Etats-Unis sont le pays du vingtième siècle, il est non moins vrai qu'ils sont surtout le pays des audaces, de toutes les audaces.

La simplicité démocratique des fondateurs de la nation a presque complètement disparu, et le président actuel est incontestablement un facteur très actif pour aider à cette transformation. Par des excès de dépenses publiques, nullement en rapport avec les besoins, qui en résultent; par un système manifeste de corruption officielle, devenu si considérable que le peuple habitué depuis longtemps aux résultats de la politique : « aux vainqueurs les dépouilles » ; le peuple, dis-je, est manifestement surpris de l'audace de ses maîtres. La même corruption s'observe aussi bien dans les affaires municipales que dans les affaires nationales. Chaque institution est un foyer de corruption. En ce moment, c'est dans l'administration des postes que le scandale est le plus grand. Le tout s'accomplit au grand jour, avec une audace insolente.

Du haut en bas de l'échelle, les hommes politiques, d'accord avec les fournisseurs de l'Etat, véritables brigands de l'industrie et du commerce, agissent comme si tout ce qui est n'existait que pour être exploité par eux.

Les fortunes se font avec une rapidité vertigineuse. C'est le « enrichissez-vous » de Guizot qui est à l'ordre du jour. Pour arriver à la fortune, tous les moyens étant bons, on peut voir les rois de la finance, les Morgan, Schwab et compagnie employer des procédés qui enverraient leurs auteurs en prison, s'ils n'étaient si puissants.

Chaque jour, le premier magistrat du pays, le locataire de la Maison-Blanche, viole la constitution américaine par des actes autocratiques, dignes de l'empereur de Russie. C'est la révolution de Panama, préparée, arrangée à New-York, entre quelques millionnaires intéressés et les futurs gouvernants de la nouvelle nation; c'est le président Roosevelt qui, sans attendre les résultats du soulèvement, reconnaît la nouvelle république. C'est le même homme, qui, sans tenir compte des corps législatifs, s'empresse d'augmenter le nombre de pensionnés de l'Etat, pour assurer sa nomination. Le train de la maison présidentielle n'a aucun rapport avec le passé si simple (ô ombre de Jefferson!) de ses prédécesseurs. Le luxe le plus effréné, la pompe des cours royales, l'opulence sous toutes ses formes, tout cela tranche étrangement avec les coutumes ancestrales et complète magnifiquement le tableau.

La guerre avec l'Espagne a puissamment contribué à introduire le militarisme. En haut lieu, il n'est question que de cuirassés, d'augmentation de l'effectif militaire. Le président s'entoure de traîne-sabres. L'impérialisme a ses nécessités.

Comme tout s'enchaîne, si d'une part l'ordre politique est de plus en plus autoritaire, d'autre part dans l'ordre économique une transformation aussi grande s'opère. Je veux parler de ces « Trusts », monstrueuses fédérations d'industries ou entreprises quelconques, créant une sorte de monopole dans leurs branches respectives. Le succès des premiers a encouragé la formation d'un grand nombre d'autres. Tout est en trust aujourd'hui. Le nombre d'indépendants diminue chaque jour. La lutte est impossible contre ces coalitions; maîtres du marché, les « trusts » ont tous les bénéfices pour eux en diminuant les frais généraux de production et vendant leurs produits à leur prix.

Par suite de cette centralisation, le prix des substances nécessaires à l'existence a augmenté, d'après les dernières statistiques, de 75 0/0. Le prix des salaires reste stationnaire avec une très légère tendance à la baisse.

Le cri du jour est donc contre les trusts, et, naturellement la presse, la bonne presse, qui est là pour créer la confusion et façonner l'opinion publique, parle de bondes, d'utiles lois pour terrasser le géant. Comme tous les élus ne sont que les agents ou aspirants tels des monopoleurs, le trust a encore de beaux jours devant lui. Pourtant le développement des « trusts » a forcé les hommes à penser comme ils ne l'ont pas fait depuis longtemps.

En général, les « trusts » sont composés des mêmes individus, banquiers pour la plupart. Un petit travail s'accomplit, entre créateurs de trusts, digne d'être cité.

L'émission des actions est toujours « allongée », c'est-à-dire que, pour une entreprise ayant un capital réel de 1.000.000 de dollars, la valeur des actions émises équivaut à 10 fois ce capital ou plus. C'est ce que les financiers appellent « water stock » (arrosage). Quand le possesseur de quelques-uns de ces stocks (fonds) cherche à obtenir une avance comme sécurité, les banques lui accordent si peu de valeur que le détenteur essaie de s'en débarrasser à la première occasion.

Il y avait une telle quantité de ces fonds émis dans le Trust de l'acier qu'un nombre considérable de dupes ont été ruinées.

Comme les gouvernants sont les compères de tous ces flibustiers, ces derniers agissent au grand jour et impunément. La corruption des politiciens montre journellement au peuple les résultats de l'Etat, du gouvernement.

La tentative de suppression de divers journaux, particulièrement des publications anarchistes en leur refusant le droit de seconde classe (au sou la livre pour l'affranchissement), l'interdiction de meetings dans diverses parties du pays, et surtout l'acte arbitraire maintenant, pendant plusieurs semaines, John Turner à Ellis Island, sont des exemples de faits qui ont aidé à ouvrir les yeux du peuple.

Ce qui a également un effet immense sur l'esprit public, c'est qu'aussitôt que les ouvriers se mettent en grève, les troupes sont immédiatement envoyées sur les lieux « dits de trouble » et les grévistes sont arrêtés, leurs meetings interdits. C'est dans le Colorado, appelé désormais la « Sibérie d'Amérique », que se manifeste dans toute sa beauté la nouvelle tendance.

L'armée qui broie les corps, la magistrature qui sanctionne tous les méfaits du capital, ont la haute

main dans la lutte des ouvriers contre leurs patrons. Depuis le 1er septembre, les mineurs de l'Ouest sont en grève pour la journée de huit heures.

Avant cette date, la législature de cet État avait voté une loi imposant cette journée ; naturellement la cour suprême s'empressa d'annuler la dite loi.

C'est toujours ainsi. Avis aux votants.

Le gouverneur de l'État, le sieur Peabody, envoya les troupes sur les lieux et depuis cette époque les soldats terrorisent les paisibles habitants.

Les premiers jours, les patrons cherchèrent à intimider les ouvriers. Tous les moyens furent employés pour les faire capituler. Plus fermes, plus résolus que jamais, ceux-ci refusèrent de se soumettre.

Alors le général, grand maître de la place, fit arrêter les plus actifs.

Le district affecté par la grève est en état de siège. Les soudards y accomplissent toutes sortes d'actes arbitraires : suppression de journaux, prise de possession du local des grévistes sont les moyens usités.

Environ 75 mineurs furent arrêtés et ensuite expulsés.

La condition réelle des États-Unis, à l'heure actuelle, est une immense oligarchie financière ayant le contrôle absolu des pouvoirs exécutifs dans les affaires municipales et nationales ; les libertés publiques menacées par la concentration des moyens de production et de transportation, le militarisme prenant de plus en plus l'ascendant dans le but de restreindre les libertés du peuple.

HUMUS.

Nouvelle-Calédonie.

D'une « lettre ouverte à M. Clemenceau » que l'on nous prie de publier, nous extrayons les passages ci-dessous :

1er avril 1904.

Monsieur le sénateur,

Vous n'êtes sans doute pas ignorant des atrocités commises en Nouvelle-Calédonie contre les malheureux libérés des travaux forcés.

Le libéré ayant expié sa peine est assujetti à deux appels par an ; de plus, il ne peut changer de résidence sans en avertir l'autorité.

Si le libéré veut essayer sa capacité de travail dans l'industrie, le travail lui est enlevé par les hommes libres ou bien les relégués. Il ne leur reste donc que le travail des mines, — quand il marche dans ces dernières.

Or, depuis 1900, toute une nuée de Tonkinois, d'Annamites, de Javanais, de Japonais, d'Indous et de Dalmates a été attirée dans le pays par ordre du gouvernement ; ajoutez les naturels du pays et des villes environnantes, impossible aux libérés de trouver du travail.

Que faire alors, tant qu'existera cette loi absurde, de 1854, sur la résidence ?

Ou crever de faim dans une localité où le travail est pris par les autres ; ou rompre son ban pour aller ailleurs, et alors tomber sous le coup de la loi. Ne croyez-vous pas que cet état de choses doive être changé ?

(Suivent *212 signatures*.)

République Argentine.

BUENOS-AYRES, *5 mai 1904*. — Le 1er mai a été célébré cette année, comme jamais il ne l'avait été. Dès la veille diverses réunions eurent lieu, préparant ainsi les manifestations du lendemain, exhortant les uns et les autres à concourir à donner, par le nombre, un caractère plus imposant à l'acte.

De tous côtés les travailleurs répondirent à l'appel. Le total des deux manifestations (car il y en eut deux) en masse compacte ne prit pas moins d'une heure à défiler : « l'Union des travailleurs » (parti socialiste), puis la Fédération ouvrière (parti anarchiste).

La première partie du point assigné comme rendez-vous, grossissait ses rangs par les corporations qui successivement s'ajoutaient à la colonne.

Les drapeaux rouges déployés encadrent le défilé. Les chants révolutionnaires scandent la marche accompagnée des fanfares des sociétés, jusqu'au point terminus, « Place Colon », derrière la maison du gouvernement, « La Casa rosada », où de nombreux discours furent prononcés. Là ces milliers de travailleurs acclamèrent les orateurs qui exprimèrent leurs pensées et la manifestation fut terminée, car la police fit rompre les groupes qui tendaient à se reformer, interdisant toutes nouvelles démonstrations.

Pendant ce temps, la seconde suivait un différent itinéraire se rendant au point assigné : « Place Mazzini », située à quelque distance de la première ; là, les discours devaient être prononcés.

Un nombre assez considérable de manifestants, réunis sur la place, attendaient l'arrivée de la colonne qui bientôt apparut. Aussitôt la foule se porta à sa rencontre et pour un moment, la chaussée quoique large en cet endroit, « Le Paseo de Julio », fut envahie et la circulation interrompue. Un des tramways arrêté voulut forcer le passage en coupant la colonne, les manifestants s'y opposèrent ; cris, vociférations de part et d'autre, les chevaux se trouvent dételés.

Un agent de police pris dans ce remous tire un coup de revolver. Alors ce fut le signal, les policiers à pied se lancèrent sabre au clair, revolver au poing (car ici le revolver est en permanence, c'est une habitude prise maintenant ; ils le portent toujours en bandoulière).

Les cavaliers les secondèrent et pendant un quart d'heure les balles sifflèrent dans toutes les directions, car les policiers n'étaient pas les seuls armés ; il y eut beaucoup de blessés de part et d'autre, mais forcément plus du côté des manifestants.

Deux cadavres restèrent sur la place, un policier et un manifestant, lequel fut porté par les camarades au journal *La Protesta* dont le local est dans le voisinage ; de là, il fut placé sur une échelle, recouvert d'un drapeau rouge, porté sur les épaules, jusqu'au bureau de « La Fédération » Calle-Pozos, traversant ainsi la partie de la ville la plus animée. Un millier de camarades l'escortaient.

A un certain endroit, la police voulut dissoudre le cortège, prête à recommencer, quand devant l'attitude résolue des manifestants, leur chef donna ordre de laisser passer. Enfin, aussitôt arrivés au local de la Fédération, un fort piquet de police, doublé d'un détachement de pompiers (car ici ils cumulent et sont force policière) se présenta avec ordre de reprendre le cadavre coûte que coûte.

Les fusils n'eurent pas l'occasion de servir. Ils emportèrent leur trophée, qui fut enterré le lendemain par la police, n'ayant été réclamé par aucun membre de sa famille.

Il y eut des arrestations, bien entendu.

Tel fut le 1er mai 1904.

P. S. — Depuis, les journaux nous ont appris qu'un second policier avait succombé à ses blessures.

Il y eut également un certain nombre de personnes arrêtées remises en liberté.

Tous commentaires sont superflus.

A. M.

⁂

BUENOS-AIRES, *2 mai 1904*. — On télégraphie du nord de la province de Santa-Fé que six ou sept cents Indiens se sont soulevés et menacent le village de San-Javier.

Comme toujours les autorités racontent des histoires à dormir debout. Les Indiens en question auraient été fanatisés par trois ou quatre des leurs qui leur auraient prédit un prochain déluge. Je ne saisis pas très bien en quoi cette prédiction peut les avoir rendus dangereux pour leurs voisins civilisés. Ce qui est plus probable, c'est qu'ils ont été poussés à bout par les cruautés dont ils sont continuellement victimes. Ça finira probablement encore une fois par de nouveaux massacres sous prétexte de répression.

La constitution argentine confère pourtant aux Peaux-Rouges les droits de citoyens ; on a même rédigé cette déclaration de droits en idiomes pinchua, charrùa, guarani, etc., mais ça n'était probablement que le droit de se faire casser la gueule qu'on leur a donné.

G. A.

VARIÉTÉS

UN ENFER INDUSTRIEL

I

L'hygiène sociale est une belle science, pleine de bonnes intentions et farcie de sentiments humanitaires. Sentinelle vigilante, elle signale les maux et misères de ceux qui peinent et souffrent et, au nom des idées de solidarité, réclame impérieusement des mesures contre un état de choses qui lui paraît défectueux. Mais neuf fois sur dix, il se trouve que les mesures qu'elle préconise sont insuffisantes ou irréalisables, de par le mécanisme même de la société moderne. C'est pourquoi, en mettant crûment en lumière les imperfections et la faiblesse originelle de notre organisation sociale, elle prend une position qu'on peut qualifier de révolutionnaire.

En ce qui concerne l'alcoolisme, par exemple, elle demande qu'on endigue le flot montant de l'alcool, et tout le monde lui donne raison. Mais n'est-il pas évident que l'État actuel, quelle qu'en soit la forme politique, ne peut pas toucher à la poule aux œufs d'or qui lui apporte 600 millions sur un budget de 3 milliards ? Elle mène une campagne furieuse contre le logement insalubre, faite au moment où la décentralisation des moyens de production et le *sweating-system* sont en train de faire du logis ouvrier un prolongement de la fabrique. Elle nous apprend que, soignée tout au début par le repos et une bonne alimentation, la tuberculose pouvait guérir, et l'Allemagne a accompli ce tour de force de couvrir son territoire de sanatoria populaires. Mais l'ouvrier ne peut guère y aller sans voir sa famille sombrer dans la misère, et, lorsqu'il en sort guéri, il ne tarde pas à succomber à une nouvelle atteinte du mal, une fois qu'il se retrouve dans le milieu qui l'a rendu tuberculeux.

Elle voudrait aussi assainir le milieu industriel, et très imprudemment elle soude les assises, l'armature même de l'organisme social. Mais ici, plus peut-être que partout ailleurs, éclate l'antagonisme inéluctable entre les exigences de l'hygiène et les conditions du travail.

Je n'en voudrais pour preuve que ce qui se passe dans les filatures de laine, que la Chambre est en train d'enquêter et sur lesquelles les grèves du Nord viennent d'attirer l'attention. Justement c'est à cette question que le Dr Vermersch a consacré sa thèse de doctorat. On sait que ce genre de littérature prête peu à la déclamation et aux effets de style et qu'on n'y trouve généralement que des faits appuyés sur des chiffres et des analyses. Ceux que M. Vermersch nous donne, justifient une fois de plus ce que nous venons de dire sur l'impuissance de l'hygiène, en face de l'état actuel des choses.

II

Le travail de la laine présente, au point de vue industriel, ceci de particulier qu'il ne peut se faire que dans certaines conditions de chaleur et d'humidité. Dans un atelier de filature insuffisamment chauffé, la matière visqueuse qui entoure la fibre textile se coagule, et la laine, devenue sèche et rude, se prête mal aux opérations d'étirage et de filage.

Hiver comme été, les salles de filature sont donc chauffées, et à aucun prix le thermomètre ne doit y descendre au-dessous de 24 degrés. C'est, en effet, à cette température que le travail commence, le matin. Mais au cours de la journée, par le fait de la chaleur qui se dégage des moteurs et des machines en marche, la température monte peu à peu dans l'atelier, et arrive au bout de quelques heures à 25, puis à 30 degrés, pour atteindre parfois les limites extrêmes de 39 à 40 degrés !

L'humidité est la seconde condition technique qu'exige le travail de la laine. Il faut, en effet, savoir que, grâce au frottement auquel elle est soumise pendant le travail, la laine se charge d'électricité, et que, dans cet état, les fibres textiles se dissocient, se disloquent, s'effilochent et se cassent, quand elles sont mises sur le métier. Cet inconvénient ne peut être evité que si l'électricité se décharge dans l'air, au fur et à mesure qu'elle se forme. C'est pourquoi l'atmosphère de l'atelier doit être cons-

tamment maintenue dans un certain degré d'humidité, la vapeur d'eau étant, comme on sait, bonne conductrice de l'électricité. On y arrive de plusieurs façons. Depuis quelques années, on emploie des « humidificateurs » spéciaux, mais dans nombre d'usines on a encore recours à l'ancien procédé, qui consiste tout simplement à envoyer, dans les salles, de la *vapeur vive*, et cela aussi bien en hiver qu'en été, alors qu'il y a dans l'atelier une température de 30 à 35 degrés !

La chaleur humide qui règne dans l'atelier, fait donc de la salle de filature une véritable étuve, un bain turc, un hammam, dans lequel l'ouvrier va peiner onze et douze heures par jour. Et cette étuve présente encore ceci de particulier, que l'atmosphère qui y règne ne doit à aucun prix être renouvelée.

C'est que, pour pouvoir fabriquer de bons filés de laine, l'air surchauffé et saturé d'humidité qui règne dans l'atelier doit être soustrait aux variations de l'air extérieur. Aussi les anciennes filatures avaient-elles des murs épais et de petites fenêtres ; les plafonds étaient extrêmement bas, et les salles superposées aux autres ne communiquaient entre elles que par des portes à tambour. L'aménagement des ateliers modernes est relativement plus hygiénique, bien que les salles soient encore « enfouies » au centre de la fabrique. Il y en a même qui possèdent des appareils de ventilation, seulement les ouvriers ne tiennent pas du tout à les voir fonctionner. Et cela pour deux raisons. La première, c'est que les courants d'air, en arrivant sur leurs corps baignés de sueur, les exposent à tous les inconvénients du refroidissement brusque. En second lieu, cet air frais rend les fils secs et cassants, et augmente les déchets, ce qui pour l'ouvrier se fait sentir par un surcroît de travail et une *diminution de salaire*. Les ateliers sont donc ventilés le soir, après le départ des ouvriers, et la ventilation consiste tout bonnement à ouvrir toutes grandes les fenêtres.

Quand on respire dans un air qui n'est pas renouvelé, il s'y fait une accumulation d'acide carbonique. C'est le cas des étuves dans lesquelles on travaille la laine. Les hygiénistes nous disent que lorsque l'air arrive à contenir près de trois dix-millièmes de son volume d'acide carbonique, il commence à être nuisible à la santé. Or, dans les salles de filature, on trouve fréquemment de 5 à 6, parfois 9 p. 10.000 d'acide carbonique. M. Vermersch a eu la curiosité de voir combien il y avait de microbes dans l'eau dont la vapeur remplit l'atelier. Il a trouvé quelque chose comme 10.000 bactéries par centimètre cube. Très judicieusement, il ajoute qu'il est « infiniment plus dangereux de respirer constamment un air saturé de vapeur, provenant d'une eau infectée, que de boire cette même eau ».

Est-ce tout ? Non pas. Dans ces ateliers dans lesquels les ouvriers sont entassés contre les métiers, dans cet air surchauffé et saturé d'humidité, dans cette atmosphère chargée de microbes et d'*acide carbonique*, il se fait encore un dégagement d'odeur venant du corps en sueur, un dégagement de gaz toxiques, provenant de la décomposition de matières grasses, sans parler d'autres fermentations organiques inévitables en pareil milieu. Il n'y a qu'à se figurer ce milieu pour le qualifier, sans hésitation, d'enfer industriel. « Les individus habitués à séjourner dans ces salles, écrit M. Vermersch, ne semblent pas se rendre compte du degré de viciation de l'air ; mais les personnes étrangères qui y pénètrent pour la première fois, en sont fort incommodées. » Et assez naïvement, il ajoute : « Sans doute, il s'agit ici d'une question d'accoutumance et d'impressions subjectives, qui ne sauraient servir de critérium absolu. » Evidemment. Mais nous avons dit que ce n'est pas dans les thèses de doctorat qu'il faut aller chercher des phrases à effet. Celles-ci sont du reste inutiles en face des faits que nous venons de signaler.

III

Il va de soi qu'en pénétrant dans cette étuve, dans cet enfer, où il va passer dix, onze, et même douze heures par jour, l'ouvrier ne restera pas les bras croisés. Il travaillera, et son travail est loin d'être aisé.

Voyons-le donc à l'œuvre, dans l'atelier où se trouvent les métiers à filer, dits renvideurs. Chaque métier, long de 13 à 15 mètres, possède 600 broches. La conduite de deux métiers se faisant face réclame un premier fileur, quatre rattacheurs et deux aides bâcleurs. C'est un travail délicat, qui demande une grande attention : il faut réparer les filés qui se cassent, supprimer les nœuds, éviter les effilochages, empêcher les fils de s'enchevêtrer, veiller à l'alimentation régulière du métier. Ainsi occupé, l'ouvrier n'a jamais un instant de repos, tant que le métier fonctionne, et à la fin de la journée, il est exténué de fatigue, d'autant que tout cela se passe dans une atmosphère dont nous connaissons maintenant les « inconvénients ».

Pour ne pas étouffer dans cet air suffocant, les ouvriers sont à peine couverts d'un léger pantalon de toile, la poitrine et le buste complètement nus. Pour calmer la soif qui les tourmente, ils font un usage immodéré de boissons, eau, bière, café, tisanes amères. Pour se rafraîchir la bouche, toujours sèche, ils mâchent constamment du tabac. Aussi les crachats se répandent-ils partout dans les ateliers, dans les corridors, jusqu'aux water-closets. Et le soir, en sortant fatigués et éreintés de cet enfer, les ouvriers s'en vont chez le marchand de vin, pour réveiller l'appétit absent par du genièvre et autres poisons du même genre, au grand scandale des ligues antialcooliques qui prêchent l'abstinence...

Dans les salles de préparation, où le travail est moins pénible, on ne trouve que des femmes et des filles. Aux bobinoirs, aux gills-box, aux lisseuses, elles n'ont qu'à surveiller la marche des machines, à alimenter les métiers, à enlever et à ranger la laine travaillée. « Le poids des écheveaux qu'elles ont à manipuler dépasse rarement 5 kilos, de sorte que l'effort à fournir n'est jamais bien considérable. C'est M. Vermersch qui nous le dit. Dans la plupart des établissements, surtout depuis une loi récente, il se trouve des petits tabourets, qui permettent à l'ouvrière de s'asseoir quand elle a le temps. Tant mieux.

Cependant l'atmosphère surchauffée et humide dans laquelle elles travaillent reste toujours accablante, surtout en été. Légèrement vêtues, quoique d'une façon décente, les ouvrières n'ont pas le temps, « négligent » de se couvrir quand elles passent dans les salles moins chauffées ou quand elles sont appelées au bureau. Inutile d'insister sur la façon dont cette transition brusque du chaud au froid agit sur leur organisme.

On ne fait sa toilette que le soir, avant le départ. A l'heure actuelle, en beaucoup d'endroits, les ouvrières sont obligées de se laver les mains et la figure près de leur métier en marche. Aussi arrive-t-il de temps en temps que leur chevelure se prend dans la machine en marche qui l'arrache avec le cuir chevelu. C'est un des aléas du métier. Une cuvette commune sert à dix ou quinze personnes pour les usages les plus divers, depuis la toilette de la figure, des mains et des pieds jusqu'à la toilette intime !

Et que gagne un ouvrier ou une ouvrière occupés dans une filature de laine ? Cela dépend. Si les fileurs se font des journées de 4 à 6 francs, les rattacheurs ne gagnent que 2 fr. 50 à 3 fr. 40 par jour, tandis que le salaire journalier des bobineurs et des bâcleurs ne dépasse pas, à Tourcoing, *quatre-vingt-quinze centimes !*

IV

Est-il utile d'ajouter que l'anémie, les rhumatismes, les affections cardiaques et les maladies de l'appareil respiratoire, la tuberculose en tête, ravagent cette population ouvrière ? On comprend qu'il ne peut en être autrement, et on le comprend encore mieux, quand on veut bien se figurer la vie que ce maigre salaire octroie à l'ouvrier hors de l'atelier.

Mais quelle idée M. Vermersch a-t-il eue d'établir cette misère devant quatre professeurs assemblés dans une salle de la Faculté de Médecine ? Né et élevé dans un milieu industriel, où les filatures abondent, il devait bien savoir que la laine ne peut pas être travaillée ailleurs que dans une étuve. Mais, voilà, M. Vermersch est un adepte fervent de l'hygiène sociale, et il est convaincu que pour le médecin, « c'est accomplir une œuvre éminemment sociale, que d'analyser les conditions de travail imposées à l'ouvrier ».

M. Vermersch connaîtrait-il, par hasard, le secret pour fabriquer de bons filés de laine dans une atmosphère qui ne soit pas celle d'une étuve ? Oui et non. Il pense notamment que les filatures pourraient fort bien fonctionner avec des ateliers chauffés *seulement* à 24 degrés et dotés de ventilateurs, qui, ajoutons-le, enveloppant les ouvriers de courants d'air, rendent plus pénible leur travail et diminuent leur maigre salaire ! Passons.

Dr R. Romme.

(*La Revue*, 1er mai 1904.)

BIBLIOGRAPHIE

Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique, par Onésime Reclus ; 1 vol., 3 fr. 50, à la « Librairie Universelle », 33, rue de Provence.

Mémoires inédits du comte Massachich ; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

The Anglo-Russian litterary Society Proceedings for février-avril.

Flogging in the navy, by J. Collinson, chez William Reeves, 83, Charing Cross road, London, W. C.

Declaraciones de Etievant, à « Tierra y Libertad », Madrid.

Affaire Ruel, par Ch. R., 1 fr. 50, à la « Librairie de propagande socialiste », 14, rue Victor-Massé.

Des cahiers de 1789 au Concordat, par P. Brizon ; 1 vol., 1 fr. 50, à « Pages Libres », 8, rue de la Sorbonne.

La grande duperie du siècle : les frères ∴ en Suisse et en France, par W. Vogt ; 1 vol., 5 francs, chez Bertout, 5, rue de l'Echaudé.

A lire :

Les deux Sociétés, G. Clemenceau ; l'*Aurore*, 31 mai.

A voir :

Les Larbins ; l'*Assiette au Beurre*, numéro 165.

A TRAVERS LES REVUES

L'Art pour tous commence, dans son numéro 10, la publication de l'*Art du peuple*, de William Morris, en disant que cette conférence n'a jamais été publiée en France. Le premier volume du supplément des *Temps Nouveaux* en contient, sous différents titres, six longs extraits.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

-*- Les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont informés que c'est notre camarade André Girard qui s'occupera désormais de la publication (administration et rédaction) de *L'Education Intégrale*, revue mensuelle fondée par Paul Robin.

Adresse : 1, rue Chaintron, Grand Montrouge (Seine). — Abonnement annuel : France, 2 francs ; Union postale, 2 fr. 50.

Le camarade Lasnel se voyant forcé de vendre sa bibliothèque, la laisserait pour moitié prix de sa valeur.

S'adresser à son nom chez le marchand, 25, rue de la Roquette.

Samedi 4 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Salzac, 1 *bis*, boulevard Magenta : réception de Domela Nieuwenhuis; conférence par Duchmann Henri, sur le congrès; partie de concert avec le concours de Nicolaï, le père La Purge, d'Avray, Chambiet, Villeval, etc. — Entrée gratuite.

CONVOCATIONS

L'Enseignement mutuel, 41, rue de La Chapelle. — Samedi 4. Théodore Reinach, tableaux de mœurs antiques : les Mimes d'Hérondas. — Dimanche 5. Causerie enfantine, L. Albayrac. — Mardi 7. Cours d'allemand. — Mercredi 8. André Spire, Histoire de la poésie française : VIII. Molière. — Jeudi 9. Cours de diction. — Samedi 11. L. Halévy, Histoire politique de l'Eglise (publication de Pages Libres).

La Coopérative Communiste, 68, rue François Miron. — Jeudi 9 juin, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, vente de produits.

Jeunesse syndicaliste de Paris. — Réunion du lundi 6 juin, salle des Commissions, 2e étage. Bourse du travail, rue du Château-d'Eau. Causerie par le camarade Lelièvre; sujet traité : le Syndicat.

Samedi 4 juin, 8 h. 1/2, Salle de l'Emancipation, 38, rue de l'Eglise. Grande fête familiale au profit des Plombiers Réunis, société coopérative de production à base communiste. — Conférence par Liard-Courtois. — Concert avec le concours assuré de Monthéus, Ch. Chambiet, père Lapurge, Nicolaï, Aubry, Villeval, Choral de l'Emancipation. — Bal de nuit.

Prix de la carte : 0 fr. 25. On en trouve dans toutes les coopératives et à la bibliothèque communiste, 38, rue de l'Eglise.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême :

Samedi, 4 juin, salle des Omnibus, 27, rue de Belleville. — Meeting populaire de protestation. Le Petit Père et Marianne; l'Expulsion de Bourtzeff et Krakhoff; la Police internationale; le Czarisme républicain.

Prendront la parole : Charles Malato, Ernest Girault, A. Libertad, etc. — Entrée : 0 fr. 25.

Mercredi 8 juin, à 8 h. 1/2: A travers l'Idée.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller :

Vendredi 3 juin, 9 heures, cours d'espagnol. — Lundi 6 juin, à 8 h. 1/2. Causerie sur les théories anarchistes : l'Enfant, par A. Libertad.

Les Causeries populaires ont fait une quête à la réunion de Louise Michel-Girault, en faveur de la camarade C. Lambin, arrêtée pour le crime d'être la sœur de son frère. Cette quête a produit 27 fr. 50.

L'Aube Sociale, Université populaire, 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe).

Samedi 4 : Soirée mensuelle ; 1° Dr Pozerchi : La Physique de l'Amour ; — 2° Audition de E. Bans dans ses Ballades Rouges. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 25. — Mercredi 8 : Mme Félix : L'Enseignement congréganiste. — Vendredi 10 : Dr Monheimer Gomès : Les maladies mentales et la littérature contemporaine.

KREMLIN-BICÊTRE. — Samedi 11 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Charlet, 139, route de Fontainebleau. Grande soirée artistique, gratuite et privée, avec le concours de l'*Action théâtrale* et de l'orchestre indépendant de Gentilly.

Audition des poètes-chansonniers dans leurs œuvres.

L'Echelle, pièce en 1 acte de Morès. — *L'Outrage*, pièce en 1 acte de Bonis-Clarance.

BESANÇON. — **Groupe d'Études sociales de la Raison**, 9, rue Portune. — Réunion des camarades tous les soirs. — Causeries, discussions, chants. — Ballade de propagande les dimanches.

TOURCOING. — Mardi 14 juin, à 8 heures du soir, réunion du *Groupe Germinal*. Causerie par un camarade de Roubaix; tous les camarades sont priés d'être présents.

SAINT-OUEN. — **Groupe les Libertaires.** — Salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles, le samedi 4 courant, à 8 h. 1/2 du soir, causerie faite par Béquet, sur le travail chez la femme, suivi d'une soirée familiale.

MONTCEAU-LES-MINES. — **Jeunesse Syndicaliste.** — Réunion dimanche 5 juin, à 7 h. 1/2 du matin, café Basset (salle à manger), rue du Nord. Urgence.

Pour faire partie du groupe, il suffit d'être syndiqué, exception faite pour les camarades n'ayant pas de syndicat de leur profession dans la localité. Ceux qui désirent se faire inscrire peuvent le faire à chaque réunion. Celles-ci ont lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois.

Le groupe formé en dehors de toute politique n'est composé que de jeunes camarades, partisans de faire une incessante propagande syndicale, anticapitaliste, antimilitariste et antireligieuse.

Il fait appel à tous les camarades conscients, désireux de s'émanciper et les engage à venir l'aider dans l'œuvre qu'il a entreprise, contre l'indifférence et l'inaction dans lesquelles sont plongés la plupart des syndiqués.

MARSEILLE. — **Le Milieu-Libre de Provence.** — Dimanche 5 juin, à 5 heures, réunion des adhérents. Formation de la colonie.

Tous les libertaires sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu, dimanche 5 juin, à 6 heures du soir, pour l'organisation de conférences.

BRUXELLES. — **Groupe d'études sociales.** — Mardi 7 juin, salle Saint-Michel, rue d'Or, conférence sur les *Martyrisés d'Alcala del Valle* et historique des événements qui ont suivi, par Moineau (de Liège) ; *Les écoles de bienfaisance et leurs systèmes d'éducation*, par Désiré de Paepe ; *Les horreurs de la prison des Minimes* (Bruxelles), par Chapelier.

L'entrée au meeting est fixée à 0 fr. 10, pour continuer les mouvements de protestation.

Pour les réunions du groupe d'études sociales de Bruxelles, s'adresser 4, rue de Rollebeck, à Bruxelles.

AVEUX ET DOCUMENTS

M. le lieutenant-colonel Rousset. Alors nous sommes d'accord. *Le service militaire* obligatoire a eu pour mobile essentiel et primordial la préoccupation d'assurer l'ordre et, en particulier, l'ordre moral. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. Paul Constans (Allier). Quand nous vous disons que l'*armée sert à défendre le coffre-fort de la bourgeoisie*, nous sommes dans le vrai, vous ne faites que confirmer notre assertion, et nous retenons la déclaration que vous venez de faire à la tribune. C'est en effet le principal but de votre armée, qui est dirigée contre les travailleurs.

. . . .

M. Gervais, et il ajoute (M. Freycinet) : « Aujourd'hui, la vie du soldat est de nature plutôt à amoindrir sa valeur morale qu'à l'augmenter. Retenu pendant plusieurs années au régiment, employant à des manœuvres fastidieuses quatre à cinq fois plus de temps qu'il faudrait, occupé uniquement à des soins matériels, il passe une grande partie de ses journées dans l'oisiveté .. »

. . . .

M. Messimy. Je répète *qu'en temps de paix*, lorsque les hommes ne peuvent faire l'apprentissage de la guerre, des privations, des campagnes, *garder des soldats* un long temps, forcément désœuvrés, *c'est* simplement *préparer par l'oisiveté, la paresse et la débauche, des hommes qui peuvent se livrer à des actes regrettables, c'est jeter dans l'armée elle-même des germes morbides de décomposition et de faiblesse.* (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Exclamations à droite et sur divers bancs.*)

(*Chambre des députés, séance du 26 mai 1904.* Journal officiel.)

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

Voici bientôt 4 mois que fonctionne l'essai d'agrandissement du journal. Quelques chiffres pour voir où nous en sommes :

Nous avons reçu, sommes versées une fois pour toutes 1149.85 + 1082.50 sur les souscriptions mensuelles = 2232.35. Tout est dépensé. Mais avec cela nous avons suppléé au déficit de 15 numéros. Mais là-dessus, il a été dépensé tant en impression d'affiches que frais de timbre et de pose, 258.50; reste 1973.85 à répartir entre 15 numéros, ce qui donne une moyenne de 131.60 par numéro. Les premiers ont absorbé beaucoup plus, les derniers moins.

La dernière mensualité inscrite dans le n° 52, portait à 342.70 les promesses de souscriptions mensuelles, ce qui, pour 6 mois, faisait 2056.20. Nous avons reçu déjà 1082.50, il ne reste à rentrer que 973.70. Mais là-dessus, il nous faut déduire au moins 150 fr. de souscripteurs qui n'ont plus donné suite à leur promesse ; reste 823.70, pour une dizaine de numéros qu'il nous reste à publier pour remplir les 6 mois d'essai que j'avais demandés, 80 fr. environ par numéro. L'augmentation, tant au numéro, qu'en abonnés, a couvert la différence. C'est à peu près le déficit des derniers numéros parus. Mais il ne nous reste que deux mois pour trouver une vente qui couvre ce déficit de 80 fr. Cela me paraît un dur morceau à avaler, mais je compte sur la bonne volonté des camarades qui nous a déjà fait faire un pas assez important, et je leur rappelle que c'est surtout du côté des abonnements qu'il faut chercher. Il ne faut que deux abonnés contre cinq acheteurs au numéro.

Pour ceux que des raisons particulières empêchent de s'abonner, insister chez les libraires pour avoir le journal. La maison Hachette doit le leur fournir.

Il nous reste aussi un certain nombre d'affiches que nous pouvons envoyer toutes timbrées pour 0 fr. 20 l'exemplaire.

J. GRAVE.

EN VENTE

Nous venons de donner à relier 10 collections du Supplément des Temps Nouveaux, *depuis la première année jusqu'à fin avril 1902.*

La collection, qui embrasse 7 années, formera 3 beaux volumes que nous offrons, tout reliés, pour 20 francs.

Il n'en sera mis que dix collections en vente à ce prix.

A ceux qui enverront 10 francs de plus, il leur sera donné les 7 années du journal, en 2 volumes reliés.

A NOS ABONNÉS

A ceux qui renouvellent leur abonnement, je renouvelle ma demande, en les priant instamment d'en tenir compte : c'est de nous envoyer la dernière bande, ou, tout au moins, son numéro d'ordre. Ils nous éviteront ainsi des pertes de temps bien inutiles.

PETITE CORRESPONDANCE

Au camarade qui nous demandait le renseignement suivant : — « Société de biologie », hebdomadaire, rue de l'Ecole de Médecine, 15.

T., à Paris. — Lu votre feuille, mais jusqu'à présent je ne vois pas de faits.

Un camarade de Paris voudrait-il nous donner un coup de main pour faire des bandes, pour les adresses d'essai ?

H. B., à Monceaux. — Si chacun de nos abonnés nous en envoyait deux comme vous, nous serions assurés de l'existence du journal.

L. H., à Barcelone. — La succursale de la maison Hachette doit vous fournir le journal, si vous l'y demandez.

Severin. — Passera un de ces jours. — Pas de nouvelles non plus.

C. D. Amiens. — Abon. servi. Merci.

P. M., à Londres. — Reçu mandat. Merci du renseignement.

X. — « Mutual Aid », chez Heinemann, Londres, 3 shillings 6 pence.

P. L., à Montignac. — *L'anarchie, sa philosophie*, de Kropotkine, c'est 1 fr. par la poste. Nous ne pouvons plus la laisser à 0 fr. 60.

Nous avons 7 francs à faire parvenir à la mère de Spano. Quelque camarade peut-il nous faire parvenir l'adresse ?

J. L., à Helemme et C., à Meaux. — Réexpédions les numéros.

Douai, Cercle d'études. — Nous utiliserons votre lettre pour le mouvement ouvrier de la semaine prochaine. La place nous manque pour insérer les comptes rendus de réunions.

Reçu pour les Droits de l'enfant : Bouillon 1 fr. — N. V., à San-Paulo, 5 fr.

Reçu pour le journal : C. et R., à Lons-le-Saunier, 0 fr. 80. — Severin, 1 fr. — Mme C., à Bicêtre. — A. G., à Grenade, 1 fr. — L., à Liège, 2 fr. — De Buenos-Ayres, Q. Betemps, 169 fr. 75. — Merci à tous.

F., à Beaune. — G., à Paris. — P. C., à Garches. — A. D., à Hermes. — L. D., à Germantown. — Y. H., à Marseille. — B., rue R. — G. D., à Montereau. — L. A. P., Calvados. — L. V., à Lille. — T. G., à Vaux. — E. V., à Nîmes. — G. M., à Laxou. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

DIXIÈME ANNÉE N° 6 PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 DU 11 AU 17 JUIN 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

ASSASSINS LÉGAUX

Cela va bien, et si cela continue, ce n'est pas l'agression de l'escarpe qui sera à craindre, mais la rencontre d'un agent de l'autorité, ou d'un propriétaire apeuré. Les fameux Apaches, dont ces temps derniers les quotidiens nous ont chanté les exploits, en les « arrangeant » plus ou moins, ne sont que peccadilles, lorsque Joseph Prudhomme s'en mêle.

Il y a quinze jours, le camarade Lanneau nous relatait, dans les *Temps Nouveaux*, l'assassinat, près de Roubaix, d'un gosse de dix ans, coupable de s'être enfui devant un vaillant douanier qui, sans doute, a fait son apprentissage de tueur dans une des campagnes coloniales où « notre brave armée va porter le progrès et la civilisation » chez les peuples assez retardataires pour ne pas connaître les bienfaits d'une autorité compliquée, d'un industrialisme raffiné.

La semaine dernière le même camarade nous a raconté l'affaire de ce propriétaire faisant tuer un maraudeur, coupable, également, de s'être enfui devant la menace d'être livré à la police. Son méfait? Il avait dérobé quelques œufs de cane!

Cette semaine, enfin, les journaux bourgeois nous ont raconté plus fort encore; ce n'est pas dans la campagne, c'est en plein Paris, en plein jour, en plein centre populeux, qu'une nouvelle brute vient de se signaler.

Deux jeunes gens avaient commis le crime de s'aimer sans l'assentiment de leurs parents. Surpris par la mère du garçon, la jeune fille, — dix-huit ans — pour échapper à cette mégère, se refugie dans la première maison dont elle trouve la porte ouverte. Surprise de la locataire qui, effrayée, se met à crier au secours. Son mari qui travaillait non loin de là, arrive, armé d'un revolver. La jeune fille, tremblante, tombe à genoux demandant grâce, voulant expliquer son intrusion. Cet homme — car il a, paraît-il, droit à ce qualificatif — ce bourgeois, d'autant plus brave qu'il voit qu'il n'a affaire qu'à une enfant, et qui, le plus probable, aurait tourné le dos, s'il s'était trouvé en face d'un homme menaçant, n'écoute aucune explication; en trois coups de revolver, il vous abat l'intruse, heureux de faire voir comment se conduit un brave bourgeois de Paris à l'égard d'une jeune fille effrayée.

Et, glorieux de son exploit, à la foule accourue au bruit des détonations : « N'ayez plus peur, en voilà une qui ne fera plus aucun mal! »

Et il plastronne, et il fait le beau. — Il a défendu la propriété! Jusqu'à ce que l'ami de l'assassinée faisant irruption, et mis au courant de la tragédie se précipite sur l'ignoble brute, se préparant à en faire justice; ce dont il fut empêché, fort malheureusement, par la foule.

∴

Certes, je suis contre tout jugement, contre toute pénalité. J'estime que la mort de l'assassin ne fait pas revivre la victime; aucune réparation ne vaut le dommage. Mais l'état social nous ayant fait don de certaines mentalités dangereuses pour la sécurité individuelle, il faut bien se défendre : Mieux vaut tuer le diable que le diable ne vous tue.

Il y a des crimes engendrés par le Code : tels sont les crimes dits passionnels; amants tailladant la maîtresse qui en a assez; époux canardant la femme infidèle; tels, ceux engendrés par le droit de propriété, absolvant le propriétaire qui, pour une poignée de cerises, pour un choux de deux sous, aura fusillé ou assommé le délinquant, s'il le prend sur le fait.

S'ils savaient payer, non pas de leur peau, mais seulement de quelques années de prison, leur soi-disant désespoir d'amour, la vengeance du pseudo-outrage de leur honneur, leur soi-disant légitime défense — car, c'est à remarquer, c'est presque toujours sur des faibles que s'exerce leur bravoure, — la plupart de ces gaillards-là acquerraient vite un plus grand respect de la vie des autres.

∴

Il ne faudrait pas en conclure que je demande une loi pour punir des crimes que tolère, et même justifie la loi. Je suis pour qu'on démolisse toutes celles qui existent. Seulement, ce que j'aimerais à voir, c'est que les parents, les amis des victimes, la foule au besoin, lorsqu'ils se trouvent en présence d'un acte semblable, où l'auteur n'a pas l'excuse de la légitime défense, pas même de la peur, vous écharpassent le monsieur sans autre forme de procès. On abat bien un chien enragé.

Et si l'auteur échappait aux représailles immédiates, que l'opinion publique moins veule à leur égard, leur fasse sentir par son mépris et sa mise en quarantaine, que la vie humaine est au-dessus d'une vanité froissée, d'un petit dommage matériel.

Si on faisait le vide autour des « héros », retour du Tonkin, du Dahomey ou du Figuig, relatant leurs hauts faits, peut-être y aurait-il moins de gens disposés à les accomplir. Si on avait moins d'indulgences pour les crapuleries, on serait moins porté à en accomplir.

J. Grave.

L'ÉDUCATION AU JAPON [1]

On a dit avec raison, en 1866, que c'était le maître d'école allemand, bien plus que les armées prussiennes, qui avait remporté sur l'Autriche la victoire de Sadowa.

La débâcle de la sainte Russie, si hostile à l'instruction primaire et si sanguinairement répressive à l'égard de sa jeunesse studieuse, est due, elle surtout, à l'incomparable supériorité intellectuelle du Japon sur l'empire des tzars.

Le « Nippon », si justement surnommé *Le pays du Soleil Levant*, a su, par un effort de volonté absolument unique dans l'histoire, se mettre, dans moins de deux générations, au pair des pays occidentaux, et atteindre les sommets les plus lumineux de la civilisation contemporaine. Aussi est-il très caractéristique que la première nouvelle qui soit parvenue en Europe de l'Extrême-Orient, depuis l'ouverture des hostilités, ait été la découverte d'une planète faite à l'observatoire de Tokio, par l'astronome japonais Hirayama.

Les jalons précurseurs de l'éducation moderne au Japon furent posés au dix-huitième siècle par les Hollandais qui détenaient, à cette époque, le monopole commercial à Nagasaki.

En 1856, une école de langues étrangères était déjà en pleine floraison à Tokio. Quelques années plus tard, en 1863, le gouvernement japonais invita l'ex-missionnaire de l'église réformée américaine, G.-F. Verbek, à ouvrir une école à Nagasaki. Ce nouveau centre d'éducation fut ensuite transporté à Tokio, où le Dr Verbek s'associa vingt-quatre professeurs étrangers qui enseignèrent l'anglais, le français, l'allemand, le russe et le chinois.

(1) Nous donnons cet article à titre de document.

Mais le système actuel d'éducation élémentaire ne put être inauguré au Japon qu'après que le peuple s'était libéré, par une révolution héroïque, du régime féodal.

Le nouveau ministère d'instruction publique, issu de la Révolution, envoya plusieurs délégations en Europe et en Amérique, pour étudier les meilleures méthodes pédagogiques et appela, en 1873, le Dr David Murray des Etats-Unis, pour lui confier la charge d'un *conseiller d'éducation*.

Sous la direction de Verbek et de Murray, la nouvelle organisation pédagogique fit des progrès phénoménaux, et il n'y a aucune exagération à affirmer que le Japon possède, à l'heure qu'il est, un des meilleurs systèmes d'éducation du monde entier.

L'éducation japonaise commence par les « Kindergärten » (jardins d'enfants) de Froebel, pour aboutir à l'Université. La série intermédiaire comprend les écoles primaires, élémentaires et secondaires, les instituts d'aveugles, de sourds et muets, et les écoles techniques et professionnelles.

Depuis 1880 *l'instruction est obligatoire*. Les écoles primaires sont établies sur tout le territoire de l'Empire.

On créa d'abord deux catégories d'écoles primaires : la première, pour les enfants de 6 à 9 ans, et la seconde pour ceux de 9 à 13. Chaque catégorie fut ensuite divisée en huit degrés, d'une durée de six mois par degré, ce qui éleva à *huit ans*, de 6 à 14, la durée totale de l'éducation primaire.

En vertu de la loi scolaire de 1890, les villes et les villages sont astreints à bâtir des écoles avec salle de gymnastique. Ces établissements doivent être assez vastes pour contenir tous les enfants en âge de les fréquenter. Le nombre de ces édifices et les terrains nécessaires sont désignés par les gouverneurs des provinces, après consultation des autorités municipales. Quand une commune est trop pauvre pour entretenir une école, elle s'unit à sa ou ses voisines. Les frais des constructions sont supportés par un impôt scolaire. Si ces frais ne peuvent être payés en argent, ils le sont par des contributions en nature ou par des travaux d'utilité publique. En cas d'indigence absolue, le gouvernement provincial prend les frais à sa charge, quitte à se faire rembourser ensuite par le pouvoir central.

Le règlement scolaire au Japon établit, qu'en dehors des dimanches, les vacances annuelles ne doivent pas dépasser 90 jours par an. Il fixe ponctuellement les heures des classes et définit clairement les devoirs et les attributions des inspecteurs généraux et locaux. Chaque nouveauté pédagogique européenne et américaine est obligatoirement recherchée, approuvée, acceptée ou repoussée. Tous les fonctionnaires au-dessous du ministre de l'Instruction publique sont élus en raison de leur capacité.

Dans les écoles primaires élémentaires (enfants de 6 à 10 ans) le programme comprend la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la composition, la gymnastique et la morale.

Cette dernière est définie de la façon suivante : *la culture de la conscience, de l'amour filial et paternel, de la bonté, de la fidélité, de la politesse, de la valeur et de la dignité personnelles, du respect d'autrui et de la frugalité*. La vérité nous oblige à dire que l'enseignement de cette morale rationnelle est malheureusement terni par le développement nocif de l'esprit patriotique.

Dans les écoles primaires supérieures (enfants de 10 à 14 ans) l'enseignement comprend en plus des matières citées : la géographie, l'histoire, le dessin, le chant, un travail manuel, une langue étrangère et les premiers éléments du commerce et de l'agriculture.

Il y a encore à côté des écoles officielles de nombreux établissements, très prospères, d'instruction primaire, soutenus par des fonds particuliers. C'est également coutume courante de doter les écoles officielles.

Pour subvenir à ce merveilleux système d'éducation publique, le Japon, victorieux de la Chine, a commencé par affecter la totalité de l'indemnité de guerre, soit 250 millions de francs, à l'enseignement et à la construction des écoles.

En 1874 les écoles publiques du Japon n'étaient encore fréquentées que par 1.700.000 enfants. Ce chiffre s'est élevé pour 1901 à 4.600.000 et dépasse aujourd'hui *cinq millions*.

De 1873-1878 le nombre des maîtres d'école était de 17.000. Il était de 92.000 en 1901 et atteint 100.000 en 1904.

En 1874 le trésor central dépensa pour l'instruction publique 8 millions de francs, en 1895 21 millions, en 1901 75 millions et aujourd'hui, plus de *cent millions*.

Telles sont les dépenses de l'Etat seul pour l'instruction publique!

A cette somme il faut encore ajouter 25 millions de yen (environ 67 millions de francs) qui proviennent des municipalités, des districts et des préfectures.

Jusqu'à l'heure présente il n'y a au Japon que deux Universités, celle de Tokio, fondée en 1877 et celle de Kyoto qui date de 1897. Mais il faut tenir compte que l'enseignement universitaire est moins nécessaire pour faire des *hommes*, que les écoles primaires, secondaires et les institutions d'enseignement spécial qui abondent dans le pays.

A l'instar des universités de l'Amérique du Nord, celle de Tokio possède sa grange-modèle, son jardin, des essais, ses laboratoires, ses musées agricoles, son hôpital de vétérinaires, ses vergers, 2.000 hectares de forêts et une admirable *selva* géante et presque vierge. Dans l'Université de Kyoto il y a une fabrique d'électricité.

Dans quel pays d'Europe avons-nous des institutions semblables.

Les *écoles spéciales* rivalisent souvent avec les universités de Tokio et de Kyoto. Nous n'en citerons que deux, les plus célèbres, celles de *Senmon* et de *Keio-Guidjiku*, où l'on enseigne la littérature, le droit et la politique. Keio, le fondateur de l'école qui porte son nom, a formulé de la façon suivante le programme de son établissement :

« *Notre système d'enseignement consiste à donner la plus grande importance aux sciences occidentales modernes. Les sciences classiques du Japon et de la Chine ne contiennent rien qui mérite d'être pris en considération. La raison d'être de l'importance de la science occidentale est qu'elle se base sur la nature, qu'elle explique les causes et les effets des choses, qu'elle verse une lumière immense sur l'humanité et qu'elle a donné à la vie une direction positive, exacte et compréhensible.* »

Ce langage est digne des plus grands penseurs et des plus profonds philosophes qui ont illustré notre planète et nous fait espérer, malgré les tristesses de l'heure présente, mieux que l'entente, la réconciliation et la fusion des Jaunes et des Blancs, de toutes les races du globe en une humanité homogène et libre.

Frédéric Stackelberg.

JEUX DE PRINCES

Dans la forêt, par troupeaux, les cerfs et les biches errent. Gracieux et paisibles, ils broutent l'herbe; les mères vont devant, les jeunes faons suivent. Rien n'est joli comme d'en rencontrer sur sa route ; ils s'arrêtent au bruit de vos pas; leurs yeux très doux vous examinent avec un peu d'étonnement, mais sans frayeur. Si vous ne faites pas mine de les poursuivre, ils ne s'en iront qu'ils n'aient bien considéré le bipède étrange, l'animal un peu laid que vous êtes; puis, leur curiosité satisfaite, ils reprendront tranquillement leur promenade. Ces apparitions de jolies bêtes pacifiques complètent le décor de la forêt; elles donnent l'illusion d'un autre temps, d'un autre lieu; et l'anarchiste égaré là, qui souffre de ne pouvoir échanger des signes d'amitié avec tous les vivants même à quatre pattes, sympathise avec ces êtres de douceur et de beauté, se réjouit d'être loin des mensonges, loin des vols, loin des tueries.

Pas si loin que cela.

Un son de cor a retenti, d'abord faible dans l'éloignement, puis plus près et plus fort; on distingue bientôt des aboiements, des galops, toute une rumeur qui approche. L'anarchiste a tendu l'oreille, puis il va regarder sur la route, mécontent, car il devine encore une vilenie de ses semblables. Tout d'un coup, une bête effarée franchit l'allée, un cerf dont les bois ramifiés disent les ans et ont attiré sur lui la cupidité humaine. Au bout de quelques minutes, une meute de chiens traverse la route au même endroit et s'élance sur sa trace. Des piqueurs à cheval les suivent. Les chiens portent gravée sur leur poil l'initiale du maître. Les piqueurs portent sur leur dos la livrée du maître. Et c'est aussi injurieux que si l'on avait marqué leur chair d'une lettre.

De tous les chemins, des cavaliers débouchent : gens à l'air hautain, à la mine rogue; on reconnaît tout de suite des grands seigneurs. C'est le comte un tel ou le marquis un tel qui chasse à courre. O sans-culottes nos pères, où êtes-vous? Depuis votre mort, le monde a beaucoup marché... à reculons.

Sous prétexte de tradition sans doute, ces nobles personnages sont vêtus d'habits ridicules, costumes d'opéra-comique, défroques de cirque qui font rire aux larmes, la première fois qu'on les voit. Ils portent en sautoir des cors de chasse ornés de rubans, dont d'ailleurs ils ne savent pas jouer ; ils portent à leur ceinturon un glaive, dont du reste ils ne se serviront pas. Ces magots jouent aux massacreurs. Si l'un deux, gonflé de graisse, tombe de cheval, c'est pain bénit. Naturellement, il y a parmi eux des officiers, beaucoup d'officiers : partout où l'on tue, la gent galonnarde est là.

Hommes, femmes, quand ils passent près de vous, des bouffées de parfums emplissent vos narines. Tous ces gens, en course vers la mort, sentent bon.

Après les cavaliers, des équipages; après les équipages, des voitures de louage, où trônent de gros bourgeois venus de la ville voisine pour suivre la chasse, eux aussi, et qui n'en peuvent d'aise de se frotter, même d'un peu loin, à toute cette aristocratie parfumée. Après les bourgeois en fiacres, des manants à pied qui s'époumonent à courir par les chemins de traverse, pour le plaisir du spectacle, ou dans l'espoir de coopérer à la capture, de tenir la bride d'un cheval, de rendre un service quelconque, d'être là au moment du dépeçage, et de rentrer chez eux avec un morceau de viande ou une aumône d'argent. Et parmi ceux-ci, essoufflé, traînant la jambe, en costume Louis XV et très sale, tenant deux ou trois bêtes en laisse, le « valet des chiens ». Après tout c'est encore moins humiliant que le titre de valet d'hommes.

L'anarchiste a enfourché sa bicyclette, qui reposait dans l'herbe à côté du livre ouvert, et il s'est mêlé à tout ce monde, écoutant les conversations, regardant les visages, observant, méditant, se documentant sur ses contemporains. Il sent monter en lui du mépris pour cette gaîté criminelle qui salit la bonne forêt, de la colère pour ces mentalités sauvages qui font une partie de plaisir d'une partie de meurtre, et un immense amour pour la bête traquée.

Les aboiements des chiens se rapprochent. Ceux-ci mettent à leur poursuite une ardeur folle. Il leur en veut de se faire les alliés des hommes dans leurs besognes mauvaises, de les aider dans leurs amusements cruels ; et le spec-

tacle de ces bêtes dressées à chasser d'autres bêtes, le fait songer à un autre spectacle tant de fois vu autour des casernes : des pauvres dressés à chasser d'autres pauvres...

Du moins, le zèle sanguinaire des chiens a une excuse : leur proximité de l'état de nature primitif où tout être était l'ennemi de tout être, où il fallait choisir entre deux alternatives : être le fauve ou la proie. L'antique instinct du meurtre, nécessité, en l'absence de tout labeur productif, par le besoin d'une nourriture immédiate, n'a pas été aboli chez eux par des siècles de raisonnement et une pratique déjà longue de la vie sociale. Et puis enfin, ils sont sincères, eux. Ils n'ont ni religions, ni codes, ni morales, ni philosophes, ni économistes, ni prédicateurs ; ils n'ont pas, ces chiens, de vertu et de charité plein la gueule. Ils n'ont point recours à de honteuses subtilités, à des tours de passe-passe d'éloquence pour justifier leur œuvre sanglante ; ils disent tout crûment : « J'ai envie de mordre, je mords ! » C'est bien. Ils ne trompent personne ; ils n'ajoutent pas la malhonnêteté à la férocité, comme les beaux messieurs et les belles dames qui se rengorgent sur les beaux chevaux ou qui se prélassent dans les belles calèches, et qui disent : « Ah ! comme nous sommes intelligents !... Ah, comme nous sommes bons !... Ah, comme nous sommes des êtres délicats et supérieurs !... »

Ces êtres délicats et supérieurs, pourquoi tuent-ils ? Par un instinct de lutte non encore aboli ? Non, car ils sont lâches et prudents, ils n'oseraient frapper eux-mêmes, ils se contentent de suivre leurs valets qui frapperont pour eux. Pourquoi donc chassent-ils ? Par vanité, pour étaler leur luxe de chevaux, de chiens, de valetaille. Il semble aussi qu'en se ruant sur le cerf, sur l'animal tout de grâce et de beauté, ce soit précisément à cette beauté qu'ils en veuillent, comme si elle offusquait leur laideur de pithécanthropes non encore débarbouillés du singe. Détruire de la beauté, de la vie, de la joie, ce fut toujours la grande occupation des aristocraties, — et souvent aussi des plèbes, hélas !

Tandis que les élégants gentlemen chevauchent à leur aise dans les chemins frayés, les piqueurs galopent derrière les chiens, à travers les taillis, les fourrés ; sans répit, couverts de sueur, à bout de souffle, et obligés de sonner du cor pour indiquer aux chasseurs la direction et les péripéties. Ces laquais, esclaves-bourreaux, en entrant au service du seigneur, abandonnent leur personnalité et jusqu'à leur nom ; car, en même temps que la livrée, leurs maîtres, par amour de la tradition, les affublent de noms de vaudeville : Labranche, Lafleur, Laramée. Ils perdent aussi toute leur dignité d'hommes.

Dans leur course folle, les branches leur cinglent le visage, les déchirent, les ensanglantent. Arrivé à un carrefour, l'anarchiste vit l'un d'eux dont la joue fendue laissait couler un ruisselet de sang jusque sur son épaule, et souillait le bel uniforme du patron. L'homme était cramoisi, couvert de sueur qui se mêlait au sang de la blessure, et le maître l'admonestait sévèrement, mécontent que les chiens eussent perdu la piste. Alors l'esclave blessé s'époumona en des cris de bête fauve pour rassembler sa meute et l'exciter à la recherche, et, saisissant son cor, il souffla dedans à perdre haleine. Le rouge de sa face devint violet, et, sous l'effort, un nouveau flot de sang jaillit de sa joue ouverte. Puis il repartit à travers les fourrés, à la suite des chiens.

Et la chasse reprit, sous les yeux du maître de fort méchante humeur. Des traînards ralliaient la chasse, sans se presser, au petit trot de leur monture, deux à deux : jeunes hommes et jeunes femmes flirtant, échangeant des sourires et des mots d'esprit, officiers en mal de dot chauffant de riches héritières, nobles dames blasées heureuses, de se frotter à du drap de caserne, frissonnantes au contact de l'homme tueur d'hommes, vaincues d'avance par l'odeur d'écurie mêlée aux parfums chers. Et d'élégants adultères se mijotaient, parmi tout ce pieux monde rué vers un meurtre.

Parfois les voitures s'arrêtent, s'entassent en longues files dans les allées, et dedans les gens se dressent, tendant l'oreille aux sons lointains du cor ou aux cris de la meute, incertains de la direction à prendre. Les petits bourgeois dans leurs fiacres, derrière les calèches des grands seigneurs, sont pleins d'émotion. Un gros homme pérore très haut, et quoique le sens de ses discours s'adresse à son épouse et à sa progéniture, on sent qu'il parle pour être entendu de tous. Il affecte d'être au courant des moindres usages de la chasse à courre ; il désigne par leur nom les sonneries de trompe — débûcher, bien-aller, hallali ; — il étale toute son érudition cynégétique d'une voix forte et il regarde autour de lui si on l'écoute. A son fils, occupé à décrotter ses narines, il expose en criant comment le veneur reconnaît l'âge du cerf à l'examen de ses traces sur le sol. Daguet, dix-cors, foulées, allures, — sa bouche est pleine de termes de vénerie où il s'embrouille, andouille qui parle d'andouillers. Ce pauvre homme, dont toute la vie s'est passée à moisir derrière un comptoir et à vendre à faux poids, cherche à se donner le change à lui-même ; les romans d'aventures lus dans son enfance lui remontent à la cervelle, pleins d'Indiens, Peaux-Rouges et de trappeurs. Et, entouré d'un cercle de badauds, ce bonnetier retiré des affaires disserte sur les choses de la forêt avec l'assurance d'un vieux coureur de bois.

La chasse reparaît et les voitures s'ébranlent à sa suite. Le soir commence à descendre et tout le monde en a assez. La sale bête ! disent les piqueurs qui n'en peuvent plus de fatigue. La sale bête ! disent les chasseurs qui craignent qu'elle leur échappe et humilie leur vanité. La sale bête ! disent les dames, qui n'auront pas assez de temps pour leur toilette du dîner. La sale bête ! disent les bourgeois, indignés à l'idée qu'ils pourraient être privés du spectacle d'une agonie et qu'ils auraient dépensé en vain l'argent du fiacre. La sale bête ! disent les croquants à pied, qui voient leur échapper l'espoir d'une aumône.

Heureusement, le cerf n'en peut plus ; il s'arrête, il hésite, revient sur ses pas ; les chiens sont à ses trousses. Ce n'est pas trop tôt. Il s'élance par dessus un village, dans un carré de bois coupé plein de ronces, de taillis épineux et impénétrables, et s'y couche au plus épais, épuisé, rendu. Les chiens sont si las, eux aussi, qu'il faut que les piqueurs mettent pied à terre et les prennent par la peau du dos pour les aider à franchir le grillage.

Adossé à un buisson d'épines, les cornes basses, menaçantes, le cerf tient tête aux chiens qui aboient lugubrement, assis sur leur derrière, presque nez à nez avec lui, mais n'osent s'élancer. Un piqueur est là, le couteau de chasse au poing. Il voudrait bien frapper, pour en finir, car il est harrassé, lui aussi, mais il n'ose. Quant aux patrons, ils attendent le résultat, là-bas, loin du danger, en roulant des cigarettes. Tout en balançant ses cornes qui tiennent tant d'ennemis en respect, la pauvre bête jette à droite et à gauche des regards désespérés pour une fuite impossible. L'anarchiste s'est approché, et son cœur, pitoyable aux vaincus, se serre. Tous ces gens lui font l'effet d'immondes bourreaux. Pâle, il se dit que la disparition d'un méchant homme est moins préjudiciable à l'ensemble des choses que celle d'un bel animal ; pour la paix de sa conscience, il souhaiterait que les bois aigus du cerf pénétrassent justicièrement dans le ventre du gentilhomme amateur de boucheries ; et il sent quel soulagement ce serait pour son sentiment du juste horriblement froissé, si cet animal paisible anéantissait cette bête fauve.

Tout à coup, le cerf a fait volte-face et d'un bond a franchi la muraille d'épines. Les curieux qui l'entouraient se sauvent avec des cris ; car tous ces gens si avides de voir la mort, tiennent à leur peau.

L'anarchiste n'a pu contenir sa joie, et, parmi les clameurs de déception et de rage, il a crié au fugitif un bravo enthousiaste. On ricane autour de lui, on hausse les épaules, et des regards de mépris, presque de colère, s'abattent sur l'original, le gêneur.

Malheureusement, la pauvre bête n'a pu échapper à son sort. Trahie par ses forces et cernée de toutes parts, elle s'est réfugiée sous un autre amas de ronces, dans un trou plein d'eau vaseuse. C'est là qu'un piqueur lui envoie lâchement une balle, puis l'achève à coups de surin.

Alors, les manants accourent et aident les larbins à retirer la bête morte du fossé bourbeux. Ils la traînent triomphalement par les pattes, et la déposent, couverte de boue et d'écume, aux pieds des chasseurs. Descendues de cheval ou de calèche, les belles dames du beau monde allongent leur joli cou et contemplent ce cadavre. Pas une ombre d'émotion sur leur visage, pas un mot de pitié sur leurs lèvres.

Encore tout fumant de sueur, on dépiaute le malheureux cerf ; encore haletants de la course, les piqueurs mettent habit bas, retroussent leurs manches de chemise, et le couteau à la main, se transforment en équarisseurs : ils taillent, coupent, arrachent, dans cette chair chaude et presque vive : la peau, la tête et les sabots mis de côté comme trophées, les bons morceaux empaquetés pour la table des maîtres, on distribue des parts douteuses à ceux du populaire qui viennent tendre la main puis se sauvent honteusement, serrant contre eux le lambeau de viande, de viande riche, — et on livre le reste, carcasse et tripailles, aux chiens, aux malheureuses bêtes qu'on a fait jeûner pour les rendre féroces, pour les forcer à faire ce métier honteux qu'elles ne feraient pas sans l'aiguillon de la faim.

Et tandis qu'elles se ruent, avec des grognements et des batailles, de tous leurs crocs, sur ces restes d'un corps naguère plein de vie et de joie, les maîtres et les valets se font vis-à-vis et, sonnant en fanfare dans leurs trompes, célèbrent par des airs alternés l'ignoble curée bestiale. Les seigneurs répondent à leurs laquais, daignant rivaliser avec eux — d'ailleurs mal, ces gâteux n'ayant pas le souffle de ces rustres — et, pis encore que bourreaux, se révèlent cabotins.

A côté, dans les calèches, on a ouvert des paniers, sorti de la vaisselle, des victuailles fines et coûteuses, et l'on fait sauter les bouchons de champagne. Des rires partent, des cris, toute une joie indécente et déplacée, après ce lâche crime, devant ce sang et cette boucherie. Elle aussi, la meute des gens chics se jette à la curée. Le voisinage de la noble bête pantelante et déchirée, ne lui ôte pas l'appétit ; au contraire ! L'aristocratie ne s'amuse bien que quand il y a du sang qui coule. Depuis 1871, le marquis de Galiffet s'ennuie.

Lorsque tous ces individus auront enfin délivré la forêt maternelle de leur présence qui la souille, que vont-ils faire ? Ils s'en retourneront vers les petits théâtres et les soupers fins, vers les adultères smarts, les sodomies selects et les confessionnaux de bon ton. Ces dames, qu'une tuerie a distraites un moment, iront présider des œuvres charitables, fonder de saintes associations, tenir comptoir à des ventes de bienfaisance, avec de l'humidité plein les paupières, avec de la bonté et de la pitié plein la bouche. Les impudents !

Quant aux jolis messieurs rouge, bleu et or, bien pommadés et bien corsetés, ils vont aller dans leurs casernes, traquer et pourchasser de pauvres diables, sans répit. Taïaut ! taïaut ! Les têtes qui ne leur plairont point, ils les expédieront sur la bonne terre d'Afrique, aux compagnies de discipline. Hallali ! Jusqu'au jour où

un Corse galonné quelconque les achèvera à coups de revolver, sur une route ou dans un silo. Sonnez la curée!

... Par les sentiers à présent tout envahis d'ombre, l'anarchiste s'en va, rempli de tristesse encore plus que de colère, pris de malaise et de nausée. Tandis que retentissent, de plus en plus loin, le choc clair des coupes et le rire frais des femmes, il est poursuivi par l'odeur âcre et et fétide du sang chaud, du poil vaseux, de la chair palpitante, des boyaux crevés. Et il est hanté par le souvenir du cerf acculé et faisant front à la meute, par l'image de deux grands yeux tristes cherchant une issue, désespérés et pleins de larmes.

Là-bas, parmi des scintillements de lumière, les cris redoublent, la joie infâme. C'est l'aristocratie qui s'amuse.

René Chaughi.

CROCS ET GRIFFES

Le sieur Kouropatkine télégraphie au czar :

J'ai l'honneur de porter respectueusement à la connaissance de Votre Majesté, qu'aujourd'hui 22 mai, en présence de toutes les troupes rassemblées constituant les forces principales, a été célébré un service d'actions de grâces en l'honneur de Saint Nicolas le Thaumaturge.

Les petits Japonais ont encore de beaux jours devant eux si leurs adversaires s'amusent longtemps ainsi.

Et il faut le croire, car voici ce que le correspondant du *Journal* télégraphie à Paris :

Saint-Pétersbourg, le 20 mai.

Demain partira pour le théâtre de la guerre une église de campagne envoyée par le monastère de Saint-Innocent et comprenant une tente d'une longueur de douze mètres sur sept de large, un magnifique autel, de riches ornements sacerdotaux et de nombreuses icones.

Décidément les alliés de MM. Loubet, Combes et Cie sont encore au-dessous de ce qu'il était permis de supposer. Avec de pareils alliés, les militaristes français n'ont qu'à se bien tenir.

*
* *

Voici, d'après un journal bourgeois, comment ont été défendus les propagandistes par le fait de Liège :

Me Tchoffen prend à son tour la parole, en faveur de Boutet. Le jeune défenseur demande des poursuites contre les écrivains, surtout français qui répandent des doctrines malsaines dans le peuple ouvrier, qui n'est pas assez fort pour comprendre ces romanciers. Ces philosophes sont responsables des attentats reprochés à ceux qui mettent en pratique leurs théories.

Me Tchoffen ignore certainement que des milliers d'individus crèvent de faim chaque année, tout en faisant des fortunes scandaleuses à leurs exploiteurs; il ignore tout des conditions économiques dans lesquelles se débat la classe ouvrière.

Ce singulier défenseur ne doit pas s'être fait beaucoup de mal aux méninges pour essayer d'arracher à la « justice » ceux que de par la loi il avait pour mission de défendre.

Oh! que non!

DES FAITS

Nous avons annoncé récemment le succès de la colonne envoyée contre les tribus coniaguies, et dirigée par le commandant Delsort. Le *Journal officiel de la Guinée française*, du 1er mai, dit que le vieux chef Allouthène, auteur responsable du meurtre du lieutenant Maucorgé, commis il y a deux ans, a été tué, dans le bois sacré d'Ytiou, *ainsi que le plus grand nombre de ses guerriers*.

(*Le Temps*).

*
* *

Un télégramme de Liao-Yang annonce que les nombreuses voitures d'ambulance à deux roues envoyées dernièrement et coûtant 400 roubles, sont impropres à toute espèce de service.

Il est, en effet, impossible d'y rester ou debout ou couché. On a dû reprendre pour le transport des blessés les brancards portés par des coolies.

(*Le Journal*).

MOUVEMENT SOCIAL

On a interpellé la semaine dernière au sujet du livre d'histoire de Gustave Hervé. Le ministre de l'instruction publique Chaumié en a profité pour faire un bien beau discours empreint de la marque nationaliste la plus prononcée.

Jaurès en a profité pour faire un discours ni chair ni poisson que, très spirituellement, ma foi, relève l'auteur de l'ouvrage.

Comme le ministère n'était pas en danger, un certain nombre de « socialistes » ont voté contre, mais d'autres aussi nationalistes que Millevoye se sont courageusement abstenus.

Voici leurs noms : *Basly, Brisson, Deville, Lamendin, Millerand* (naturellement), *Salis, Vigne*.

*
* *

Amiens. — Je crois bien faire en vous adressant ce compte rendu de la police correctionnelle de notre ville d'après le *progrès de la Somme* :

Les montreurs d'ours. — Nous avons raconté dans quelles circonstances un certain nombre de nomades, montreurs d'ours, avaient été arrêtés à leur arrivée à Amiens.

« Ces individus, au nombre de sept comparaissent devant le tribunal ; ce sont : Mitère Ywanowich, 38 ans; Mitère Georges, 17 ans; Mitère Savoi, 15 ans; Stevan Théwitch, 18 ans; Stevan Peter, 15 ans; Hika Ywanowitch, femme Stevar, 18 ans et Marie Kowitch, 39 ans.

« Les 5 premiers sont inculpés de vol de bois commis dans les circonstances, que l'on sait au préjudice de M. Gervais et les deux femmes d'outrages adressés aux gardes Dufrenoy et Darras.

« Ils nient. — Le tribunal les condamne : Mitère Ywanowitch en 3 mois de prison : les 4 autres hommes en 1 mois et Hika Ywanowitch en 8 jours de la même peine.

« Il acquitte Marie Kowitch. »

Un de mes amis se trouvait à l'audience et voici exactement ce qu'il a entendu : C'est le soi-disant volé qui parle : « Tous ces gens-là m'ont entouré en me demandant du bois, pour me débarrasser d'eux je leur donnais l'autorisation, ils en prirent à peu près un fagot d'une valeur d'environ 0 fr. 50 centimes. »

Et voilà sur quoi on les a condamnés, ce qui a été donné est considéré comme vol.

Tous ces malheureux sont ou doivent être Roumains.

Vive la justice distributive. A. D.

Mouvement ouvrier. — Il semble bien, à voir ce qui se passe actuellement à Brest, à Lorient, à Morlaix etc., que l'on médit quelque peu lorsque l'on cite la Bretagne comme la contrée la plus réactionnaire de France. Certes, il y a dans la campagne bretonne des paysans qui pressurés, abrutis, restent encore sous l'influence cléricale, mais à mesure que ces paysans d'hier s'éveillent à la vie industrielle, ils ne sont pas longs à secouer le joug! et le courage qu'ils déployaient, il y a un peu plus d'un siècle, pour défendre ce qu'ils croyaient être leur foi qui n'était en réalité que les privilèges de leurs seigneurs et maîtres, ils le retrouvent aujourd'hui, ouvriers de la grande industrie et du bagne capitaliste, pour défendre leurs salaires et chercher à acquérir un peu plus de bien-être.

On l'a vu, il y a quelques mois, pour les métallurgistes d'Hennebont; les capitalistes en ont fait l'expérience ces jours-ci à Brest et à Lorient.

A Brest, après la grève des boulangers qui s'est terminée par une victoire — mais qui menace de reprendre, les patrons n'observant pas la convention qu'ils ont signée — les ouvriers coiffeurs sont entrés dans le mouvement, et, nouveau succès, les employeurs ayant fait droit à leurs revendications. Un patron que les ouvriers étaient allés voir pour lui exposer leurs *desiderata* ayant eu la malencontreuse idée de recevoir les grévistes en matamore, une hachette à la main — dont il blessa du reste un ouvrier — vit sa boutique défoncée en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire.

Devant la menace de grève, les marchands de nouveautés ont cédé à leurs employés qui réclamaient la fermeture des magasins le dimanche. Malgré ces satisfactions partielles, les ouvriers des autres corporations n'en continuaient pas moins à s'agiter, et aux dockers qui n'avaient pas obtenu satisfaction ne tardaient pas de s'adjoindre les ouvriers des diverses corporations du bâtiment qui réclament un minimum de salaire de 0 fr. 50 de l'heure.

Mais toute cette agitation avait naturellement chauffé les esprits et à la sortie des réunions, qui avaient lieu pour la plupart à la Bourse du travail, des incidents ont eu lieu; et la maison d'un armateur nommé Chevillotte a dû subir un assaut, la Banque populaire a eu ses vitres brisées à coups de pierres; la sacristie de l'église des Carmes a eu ses volets arrachés; divers cafés et magasins ont été lapidés. Les grévistes ont essayé de fermer les portes de la ville pour empêcher la gendarmerie de les suivre, puis ils ont renversé une voiture des tramways pour barrer la route.

Au port du commerce, deux boîtes de patron ont été aussi mises à mal et des barriques, des passerelles, ont été précipitées dans les bassins; sur d'autres points de la ville des manifestations se sont aussi produites.

Bien entendu, des collisions se sont produites avec la police, la gendarmerie et l'armée, qui ne manque pas, là aussi, de protéger la propriété. On cite même un soldat qui a cassé sa crosse de fusil sur la tête d'un gréviste. Par contre le commissaire central qui s'est montré particulièrement brutal, a été fortement houspillé et deux ou trois gendarmes blessés.

A Plougastel, une collision s'est produite entre les gendarmes et les grévistes.

Les grévistes ont pu, à cette occasion, faire l'expérience qu'il n'est pas bon de fournir la moindre parcelle d'autorité à ses meilleurs amis. Brest possède, en effet, depuis les dernières élections, une municipalité « socialiste » dont font partie quelques ouvriers qui, avant d'être poussés là, donnaient leur coup d'épaule avec les camarades et ces jours-ci le maire « socialiste » !! n'a pas hésité à prendre un arrêté que ne se serait pas refusé à signer le premier bourgeois venu et dont voici la teneur :

Article premier. Tout attroupement de nature à troubler la tranquillité des habitants et toute manifestation, quel qu'en soit le but ou l'objet, sont formellement interdits sur la voie publique à partir de neuf heures du soir.

Art. 2. Les participants à toute manifestation de ce genre ou se livrant à des cris ou des chants de nature à troubler le repos des habitants, seront appréhendés par les agents de la police et, au besoin, par la force armée, pour être poursuivis par les tribunaux compétents.

Les travailleurs brestois en sont déjà revenus de leur municipalité « socialiste » qui agit absolument comme la précédente.

Après la publication de cet arrêt, toutes les troupes de la garnison, 400 gendarmes à cheval et trois compagnies du 118e venus de Morlaix, ont pris possession militairement des rues et du port de commerce.

Les « socialistes » se sont mués en protecteurs de la propriété capitaliste.

Une fédération des syndicats patronaux, comprenant 1.000 membres, a été constituée sous le titre d' « Union des syndicats commerciaux et agricoles de l'arrondissement de Brest ». Son but avoué est de résister par tous les moyens aux exigences des travailleurs. Les grévistes ont donc maintenant contre eux les patrons réunis et la municipalité « socialiste ».

Leur courageuse tentative n'en devient que plus intéressante.

A Lorient, la situation n'est pas moins grave et la place me manque même pour pouvoir résumer tous les incidents.

Là, la grève des ouvriers menuisiers, charpentiers et maçons dure depuis deux mois et l'on peut

dire que c'est poussés à bout par la mauvaise volonté patronale, que les grévistes se sont révoltés; la preuve en est dans ce qu'écrit le journal réactionnaire local *Le Nouvelliste* qui reconnaît que « la grève était modèle, les grévistes très conscients et nul désordre en perspective, tout au plus des manifestations nocturnes d'une importance caractéristique, mais sans plus. Tout devait rester en somme sur le terrain des revendications syndicales. »

On ne peut pas avouer, plus franchement, comme on le voit, que c'est bien poussés à bout, las d'une lutte sans issue, que les grévistes ont agi, et il faut avouer qu'ils ont fait montre de patience.

Mercredi dernier donc, à la sortie d'une réunion tenue à la Bourse du travail, les grévistes décidèrent d'aller faire une visite dans les chantiers. Au cours de leur tournée, ils démolirent la charpente élevée dans une maison de la rue Brizeux par des ouvriers non grévistes qui refusaient de quitter le travail. Dans la soirée, un grand nombre d'ouvriers de l'arsenal accompagnant les grévistes, ont parcouru les places et les rues, chantant l'*Internationale* et la *Carmagnole*, et criant : « Vive l'anarchie ! »

Dans plusieurs maisons, principalement chez Josse, Borgat, Béziers, entrepreneurs, les vitres furent cassées et les palissades démolies. Arrivés près des chantiers Moreau, cet intelligent exploiteur n'ayant rien trouvé de mieux que de menacer les manifestants d'un fusil, fureur légitime de ceux-ci, qui tournent leur exaspération sur les magasins et chantiers et y mettent le feu.

La presse locale, bien entendu, a raconté cela à sa façon, en voulant en faire non l'acte de revendication qu'il fut en effet, mais un pur acte de vandalisme, omettant de placer à leur véritable place les menaces patronales.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée des gendarmes et des pompiers ne préserva pas le chantier qui continua à brûler, mais la demeure du patron provocateur fut épargnée, ce qui semble bien prouver que les choses ne se sont pas précisément passées comme le raconte cet intéressant exploiteur, qui attaque la ville en 48.000 francs de dommages-intérêts.

Bien entendu, des arrestations ont eu lieu. D'abord Legoff, secrétaire du syndicat, arrêté comme il sortait de chez le maire qui l'avait attiré, semble-t-il, dans un véritable guet-apens. Trois autres arrestations furent encore faites.

De plus une instruction est ouverte pour vol, pillages et incendies et tout est mis en œuvre pour essayer de prouver que les troubles ont été « votés » au cours d'une réunion tenue à la Bourse du travail. Enfin, un employé aux écritures de la mairie de Lorient aurait été surpris essayant d'incendier la mairie.

Le conseil municipal a voté à l'unanimité moins deux voix, des félicitations aux neuf gendarmes qui, chargeant plusieurs centaines d'émeutiers, ont sauvé la vie de la famille Moreau, déjà entourée par les flammes.

Qu'en dites-vous de ces neuf gendarmes qui « chargent » plusieurs *centaines* de grévistes, éteignent le feu et sauvent la vie d'une famille !

C'est sans doute pour se moquer d'eux que le conseil municipal leur a voté des *félicitations*.

Je demande moi qu'on les décore. Esthérazy l'était bien.

Depuis ces faits l'on arrête à tort et à travers tous ceux qui sont suspects de quelques idées. Vingt des arrêtés qui avaient été incarcérés à la prison du 62e de ligne se sont rebellés.

A Morlaix, les garçons boulangers présentent les mêmes revendications que ceux de Brest. S'ils n'ont pas satisfaction, ils se mettront en grève.

A Cherbourg, les dockers, à l'arrivée d'un navire chargé de fûts de vin, ont refusé le service tant qu'on ne leur accorderait pas 5 francs par jour, au lieu de 3 fr. 50 qu'ils touchaient jusqu'alors. MM. Levastois et Lerenard, entrepreneurs de transports, ayant donné satisfaction aux ouvriers, ceux-ci ont repris le travail.

Cette satisfaction immédiate accordée à ces travailleurs montre combien ils étaient exploités. Une augmentation de salaires de 30 0/0 n'est en effet pas une chose ordinaire.

A Cherbourg encore, grève des ouvriers employés à la démolition des navires au nombre d'environ 60 ; les grévistes demandent 4 francs par journée de travail au lieu de 3 fr. 25.

Au Havre, grève partielle des ouvriers dockers.

Dans le département des Bouches-du-Rhône, la grève des ouvriers agricoles a arrêté tout travail sur une surface de plus de deux cent mille hectares.

Les propriétaires refusent d'accepter les revendications des ouvriers.

Les grandes exploitations sont abandonnées; les préjudices éprouvés par leurs possesseurs sont considérables.

Dans les environs de Béziers et dans tout l'Hérault en général, les ouvriers agricoles continuent à s'organiser. A Lespignan une réunion a eu lieu à la mairie. De l'ordre du jour j'extrais le passage suivant :

« Déclarent se rendre solidaires de tous les mouvements prolétariens qui se produisent actuellement en vue de l'émancipation intégrale des travailleurs. »

Jacques Bonhomme se remue ferme. C'est bon signe.

A Marseille, la situation reste toujours très tendue et l'agitation est vive parmi les dockers. Les entrepreneurs, naturellement, font tout ce qu'ils peuvent pour l'aggraver, — leur but étant de tuer l'organisation ouvrière, ce qui les rendrait maîtres de la situation — en tentant par tous les moyens d'éluder des contrats qu'ils ont librement signés.

Une collision a eu lieu à bord de deux navires de la Compagnie Cyprien Fabre qui violait ouvertement ses engagements. Les « jaunes » qui travaillaient avaient fait mine, à un moment donné, de tenir compte de l'avis de leurs camarades; mais, au moment où ils quittaient le bord, deux d'entre eux tirèrent des coups de revolver dans la direction des rouges. Ceux-ci, furieux, se ruèrent alors sur eux et une violente bagarre se produisit.

Des ouvriers furent blessés.

A la suite de ces faits, le travail a complètement cessé et la Compagnie va faire désarmer ses navires. Les officiers de ces navires font à leur tour appel à leurs collègues pour tenter un nouveau mouvement de grève générale des officiers.

A la Compagnie Axel Busck on ne travaille pas non plus, les dockers ayant demandé le renvoi d'un contremaître, ce qui leur a été refusé.

A la Compagnie Estier frères le chômage est complet. Les ouvriers qui travaillaient au mois demandent d'être traités comme leurs camarades.

Ces diverses grèves atteignent 2.000 ouvriers environ, et si une entente n'intervient pas au sujet du débarquement des officiers de la Compagnie Cyprien Fabre, c'est à nouveau la grève générale en perspective.

Mon intention était de parler un peu longuement cette semaine de ce que *La Voix du Peuple* appelle si justement *le drame social de Neuilly*. 39 malheureux et malheureuses sont actuellement en prison et doivent passer prochainement en cour d'assises pour vols, pillages et incendies commis au cours d'une grève.

Je tâcherai, la semaine prochaine, d'examiner en détail et de dégager les responsabilités du « crime social » qui est sur le point de se commettre.

Je signale seulement pour aujourd'hui la triste situation dans laquelle se trouvent les familles des malheureux emprisonnés.

Les gosses sont nombreux et les parents étant au clou la becquée est rare. Avis aux camarades.

Adresser les souscriptions à la confédération du travail, Bourse du travail.

P. Delesalle.

Espagne.

Jerez de la Frontera. — Les camarades de la *Mano Negra* sont tous dehors, les pauvres bougres, mais l'existence qui leur est faite est pitoyable. On leur refuse partout du travail parce qu'ils sont libertaires et c'est la misère, la misère noire pour quelques-uns d'entre eux; les trois quarts du temps ils crèvent de faim. Le vendredi saint, est mort, à 69 ans, le plus vieux militant de cette affaire, celui qui, malgré les tortures, les privations, les menaces et les offres avantageuses, n'a eu qu'un seul devoir, qu'un seul amour : celui de la lumière, de la vérité et de la justice, le brave compagnon Manuel Sanchez. Il y a du reste des lettres ou du moins des dépositions de lui, qui sont publiées dans la brochure sur cette affaire.

J'ai bien lu le contenu de cette brochure et après vérification des faits, je ne puis que confirmer son contenu.

Il y a notamment un endroit où il est dit que les agriculteurs ne gagnent que 2 réaux ou réales (0 fr. 25) soit 0 fr. 50 par jour, ceci est très *vrai* et même très nombreux sont les travailleurs qui ne gagnent que ça ici. Le kilo de pain vaut ici 0 fr. 50 (soit 2 reales) et tout le reste est fort cher, le double qu'en France à peu près, et gagnant si peu, comment veut-on que vivent ces malheureux; comment veut-on qu'ils ne soient pas révoltés, et quand au surplus il y a femme et enfants à entretenir sur ce kilo de pain, je me demande vraiment comment ils tiennent debout. Je ne peux pas me l'expliquer, quoique étant sur les lieux et mieux placé que quiconque pour m'en rendre compte. Et dire encore qu'il en est qui vont s'offrir à moins, juste pour un morceau de pain. Ce fait se passe même journellement où je travaille, où des hommes viennent demander du travail en disant au directeur : Vous me payerez ce que vous voudrez.

La maison est réputée pour être celle qui paie le mieux, et tout le monde cherche à y entrer; et la plus haute paye des manœuvres est de 2 pesetas par jour (soit 2 francs).

On a la mauvaise habitude de dire que les Espagnols sont fainéants, on le serait à moins; comment veut-on et comment peut-on exiger de ces hommes une somme d'efforts quelconque avec une nourriture pareille?

Je sais que pour mon compte j'aimerais mieux voler, voire même tuer pour voler (des riches bien entendu) plutôt que de travailler à accumuler la fortune d'un exploiteur dans ces conditions-là.

Le vendredi saint est ici quelque chose d'abominable, on est bien dans le pays de l'inquisition. Un vrai temps de carnaval, de curés et acolytes du même acabit, déguisés en bourreaux, croix à la main. Il y en a de toutes les couleurs, chapeaux pointus sur la tête avec un bout dudit chapeau qui descend devant la figure pour se terminer en pointe sur le ventre, avec deux trous à l'emplacement des yeux, on dirait de vrais fantômes; si les enfants, voire même les grandes personnes voyaient cela circuler dans les rues, ils auraient je crois tellement peur, qu'ils n'y remettraient jamais plus les pieds.

Ils font ainsi des processions pendant les huit jour que dure la soi-disant semaine sainte; nuit et jour, ils représentent à chaque fois une des phases où plutôt une des imbécillités que la religion enseigne.

Tantôt c'est Jésus-*Christ*; tantôt c'est sa mère portée par dix ou douze bonshommes, qui se reposent tous les 4 ou 5 mètres, tellement c'est lourd à traîner la bêtise, car ils y mettent des statues de plus de 2 mètres de hauteur, bien habillées d'or ou d'argent, au milieu d'un vrai jardin de fleurs et une quantité innombrable de cierges et de bougies qu'il y a sur tout ce fourbi.

Tantôt c'est Dieu qui est mort, traîné toujours par la bêtise humaine, dans un cercueil en cristal, monté sur 6 pieds, et au travers duquel on le voit tout nu.

Autrefois cloué sur une énorme croix et enfin ressuscité au milieu des fleurs et des chandelles, dont il m'est impossible de dire à peu près le nombre, car il y en avait tellement que je ne sais si c'est par centaines où par mille qu'il faudrait compter; de plus je ne pouvais guère ni en approcher sous peine de me faire découvrir de force et bien battre si je faisais le récalcitrant et ensuite fourré au bloc. Donc je n'ai vu qu'en passant et pas trop près et de plus ma compagne en avait peur et ne voulait pas regarder, c'est tout te dire. A toutes ces couenneries s'y joignent : la police, la gendarmerie, la magistrature, la troupe, et toutes les sinécures gouvernementales ainsi que les notabilités des gros exploiteurs qui exigent la présence du personnel qu'ils oppressent, sous peine de renvoi, tels : Pedro Domecq, négociant en vin et cognac de Xérès, si réputé du monde entier, et forçant les ouvriers à aller à la messe tous les dimanches. Un contrôleur est à la porte de l'église qui note la présence de chacun.

Alicante. — La grève des ouvriers qui travaillent à la construction du port est terminée. Les ouvriers ont obtenu une diminution d'une heure sur la journée de travail.

∴

Barcelone. — Les ouvriers agricoles se sont réunis pour se syndiquer et rédiger des pétitions à présenter aux patrons.

L'enthousiasme règne parmi ces exploités et s'étend par tous les villages de la Catalogne.

* *

Les menuisiers, ébénistes et scieurs ont de fréquentes réunions, car quelques patrons n'exécutent pas les engagements auxquels ils avaient eux-mêmes souscrit.

* *

Séville. — Maura a été sifflé par le public; un citoyen lui jeta une pierre. Quelques empanachés se mirent à la poursuite de celui-ci, mais il put s'échapper.

Maura trouve partout où il passe l'hostilité du peuple; il ne va que gardé par une nuée d'agents de police, et, encore, protégé par une cotte de mailles.

* *

La Corogne. — Quelques jeunes hommes qui avaient fait une tournée de propagande républicaine, acclamèrent Salmeron en entrant au cercle du parti républicain. Ce cri, entendu par le préfet qui se trouvait là, le mit en rage et il fit charger sur tous les gens qui se trouvaient dans la rue. La bagarre dura un certain temps, et il y eut beaucoup de blessés.

Cet attentat contre les citoyens a indigné toute la ville; on prépare un meeting de protestation où prendront part des orateurs de tous les partis.

Hommes.

Italie.

Les massacres de Cerignola. — Dans la riante plaine une fois encore a retenti la fusillade, et le sang prolétarien a trempé l'herbe inculte.

Des mains fratricides se sont unies ici pour l'infâme besogne et ont semé la mort.

La décharge meurtrière a duré 5 minutes et 32 êtres ont été atteints. Il est certain que plusieurs soldats ont tiré en l'air, autrement le nombre des victimes à déplorer eût été encore plus considérable. Deux furent massacrés, 8 périrent.

Durant l'autopsie des deux cadavres, *de la bouche de Morra, garçon de 13 ans, frappé au front, fut retiré un morceau de pain!*

Seul cet épisode si tragique dans sa simplicité, démontre bien que la *cause* du massacre ne fut pas les pierres lancées par les grévistes, comme l'affirmait la presse réactionnaire, leur attitude était pleine de calme et de dignité, lorsqu'ils étaient à la barrière invitant les *Kroumirs* à s'unir à eux.

Une pierre fut jetée atteignant la *paglietta* du délégué préfet commissaire mais ne partant pas pour cela de la masse des grévistes qui se trouvaient face aux soldats — mais de l'épaule de ceux-ci. — Mais comme la vie humaine peut être supprimée cruellement pour une malencontreuse pierre lancée on ne sait d'où, peut-être de quelqu'un qui détestait personnellement l'illustre et non moins héroïque préfet (?)

A peine ce fusilleur vit son élégante *paglietta* jetée à terre qu'il commanda le feu. Aussitôt commença le carnage, et ce ne fut qu'après que l'on entendit les trois sommations.

C'est avec la mitraille que l'on reçoit la masse désarmée qui, le cœur aux lèvres, venait *prier* ses frères, les autres travailleurs, de ne pas les remplacer auprès de ces inhumains propriétaires tant que ceux-ci n'auraient pas accepté le nouveau tarif.

La tragédie de Cerignola est un assassinat; après les morts de *Berra, Sandela Giarratano* et de *S. Annunziata*, nous avons à enregistrer ceux de Cerignola.

Le grand livre de l'histoire des parias a besoin de ces victimes pour secouer l'ignorance de la foule qui, devant ces massacres demeure indifférente, inerte.

Les causes qui ont déterminé la grève des *façonniers* sont multiples, mais l'essentielle est celle-ci :

L'immigration temporaire pendant les moissons et les vendanges, des ouvriers des provinces limitrophes, la main-d'œuvre locale étant insuffisante.

Le plus triste en ceci, c'est que les immigrants s'offrent au travail à plus bas prix que ceux de la région.

Figurez-vous que le salaire journalier varie entre 4 fr. 25 et 1 fr. 75, cela pour 12 et 14 heures de travail.

Les propriétaires préfèrent occuper des étrangers, étant donné que ceux-ci dorment dans d'innomables taudis, véritables foyers d'infection, mais à proximité; les travailleurs, à l'aube, se trouvent plus prompts et plus *frais* que les travailleurs des localités voisines qui doivent parcourir de nombreux kilomètres pour se rendre au travail.

De ce synthétique tableau, on voit clairement combien est triste la situation misérable faite à cette classe, prompte à recevoir les coups de fouets, sans jamais se révolter.

La plèbe bénévole demande du travail et du pain, les gouvernants philanthropes italiens répondent avec le plomb royal.

Mais à quand la fin?

Pour nous, tristes anarchistes de la vérité, il ressort de ce rapide exposé, que tout un organisme caduque comme la foule, si idolâtré des uns et si bafoué des autres, meurt de ne point posséder la force vraie de son élévation.

Russie.

Eydtkuhnen, 1er juin. — Le parti révolutionnaire socialiste en Pologne, imitant le Comité de l'insurrection polonaise de 1863, a créé une contre-police et un tribunal revolutionnaire dans le but de faire la guerre aux agents de police et aux délateurs.

Au début du mois de mai, cette nouvelle Sainte-Vehme a fait exécuter vingt des agents de la police secrète. Les plus coupables ont été pendus dans un bois des environs. Les autres ont été attirés dans les maisons désertes, où on leur a infligé des corrections corporelles très dures.

Une véritable panique règne parmi les hommes de la police. Le gouverneur a demandé qu'on lui envoie quelques agents de Saint-Pétersbourg.

(D'après *Le Temps*.)

Pologne.

Varsovie, 3 juin. — *Une grève de faim.* — Dans la prison de Pawiak, 100 prisonniers politiques ont fait une grève de faim. Ils ont déclaré qu'ils refuseront toute nourriture tant que l'on n'aurait mis en liberté le petit Czarnobrody, un collégien de 14 ans, arrêté pour menées séditieuses.

La grève a duré trois jours. Les autorités ont fini par céder et par relâcher l'enfant.

Etats-Unis.

Nous avons signalé en son temps l'arrestation, à New-York, du camarade anglais John Turner, venu aux Etats-Unis pour faire une série de conférences et arrêté en vertu de la loi sur les anarchistes, loi votée après le meurtre du président Mac Kinley. Turner vient de rentrer en Angleterre; il a raconté à un rédacteur du journal libéral *The Daily News*, les circonstances de son arrestation et de sa détention.

C'est à l'issue de sa première conférence, donnée le 23 octobre à New-York, au Murray Hill Lyceum, qu'une bande nombreuse et bien armée de policiers vint l'arrêter, — faute d'avoir su, comme l'auraient voulu les autorités, l'empêcher de débarquer, ce qui n'était pourtant pas difficile — et le conduisit à l'île Ellis, dans la baie de New-York. Après avoir été fouillé assez brutalement, il fut enfermé, dans un sous-sol, dans une cage de fer construite pour les fous furieux, — anarchiste et fou furieux, évidemment, c'est tout un — et il allait y rester *16 semaines* parce qu'il eut la prétention de ne pas se laisser purement et simplement réembarquer et de dire à ses amis d'Amérique ce qu'il avait à leur dire sur « les Syndicats et la grève générale » et autres sujets de quelque intérêt. Pour cela, il n'y eut qu'un moyen, ce fut que des camarades ou simplement peut-être des hommes ayant le goût de la liberté, versent pour lui aux autorités une caution de 5.000 dollars! A ce prix, Turner fut extrait de sa cage de fer et put faire sa tournée de conférences et rentrer tranquille à Londres.

Finalement, d'ailleurs, la cour suprême de Washington a confirmé les jugements des tribunaux qui avaient eu à juger l'affaire, et Turner ne peut mettre désormais un pied dans la grande République américaine; il ne pourra plus contempler, que de la mer, sans approcher, la statue gigantesque de *la Liberté éclairant le monde*, qui se dresse, m'a-t-on dit, dans le port de New-York, enseigne mensongère d'une République dont les maîtres n'ont pas le cerveau plus grand que celui du plus stupide inquisiteur.

L.

VARIÉTÉS

COLLABORATIONS ORIGINALES

. . . .

Le vieux solitaire (*John D. Rockefeller, le roi du pétrole et de l'acier*) sait à merveille que les paroles, si belles soient-elles, ne coûtent rien à qui les prodigue. Il a la bouche pleine de maximes d'honnêteté, de travail, de persévérance, et il déclarera imperturbablement que la puissance d'un pays et le bonheur social ne peuvent s'appuyer sur la convoitise, l'intérêt personnel, la concurrence effrénée qui vise aux plus gros bénéfices en payant le plus maigre salaire.

Ces réflexions et les recommandations qu'il y ajoute, de venir en aide à ceux qui souffrent, ne sont, en définitive, qu'impersonnelles. Il développe un thème et ne semble même pas s'apercevoir, tant l'inconscience du multimillionnaire est stupéfiante, qu'il prononce à chaque phrase sa propre condamnation.

IV

On éprouve un sentiment d'indignation impuissante, et par cela même d'autant plus douloureuse, au spectacle de cette richesse aussi fabuleuse que révoltante. Cette fortune resplendissante, objet de tant de jalousies, constitue la plus sanglante critique de la morale et de la vie sociale modernes. Qu'est-ce que cet homme tout-puissant, sorte de demi-dieu, qui dicte, par l'intermédiaire de ses « trusts », des lois presque au monde entier, et décide de la prospérité ou de la misère de millions de ses semblables? Est-ce un bienfaiteur des pauvres, sert-il de leçon vivante d'énergie et d'encouragement au travail, ou est-ce au moins un Mécène généreux d'art? Non! tout le monde vous dira, et John Rockefeller prendra un plaisir particulier à être là-dessus d'accord avec l'opinion générale, que sa fortune est née dans la boue et a grandi avec l'aide du hasard, sur la misère et les ruines que son action n'a cessé de « créer » autour de lui. Après avoir eu la chance de tomber sur la première source de pétrole, il n'a eu l'âme tranquille que le jour où il est arrivé à s'emparer de toutes celles de ses voisins. Son « appétit » insatiable a usé, dans cette guerre de spoliations, d'assez de ruse et de « trucs » pour mériter, dans les conditions normales, « plusieurs siècles de bagne ». Il en est pourtant sorti indemne. Après avoir dépouillé ses voisins, Rockefeller, devenu le plus grand producteur du pétrole, a conçu l'idée gigantesque d'exploiter tous ses concitoyens, en leur imposant, par voie de trusts, un prix double et même triple pour le pétrole. Ses chers concitoyens une fois « tondus », il a élargi le domaine de ses bienfaits, en y englobant le vieux monde.

Enhardi par l'impunité de « ses succès », il met la main sur les chemins de fer, les mines de charbon, celles de cuivre, enfin sur les banques et sur la spéculation. Toujours en marge « du Code », il jongle avec ses articles; si ses actes tombent souvent sous leurs « griffes », sa personne et sa fortune restent toujours indemnes. C'est l'homme qui a eu pour mission de démontrer que le crime contre la fortune publique ou privée, tel que le conçoit le législateur moderne, n'est qu'une simple maladresse individuelle! Les gardiens de la loi, impuissants à s'emparer des véritables criminels, ne nous offrent, à leur place, que des spéculateurs malheureux ou maladroits. Tandis que les prisons américaines se remplissaient des victimes des catastrophes financières, leur auteur marchait, sur cette route couverte de ruines et de dévastations, vers la conquête de son « empire ». Et s'il lui est arrivé d'augmenter les prix des produits de consommation mondiale, il peut se vanter d'avoir travaillé, avec une ardeur égale, à la diminution des salaires des ouvriers.

Ce grand dompteur du code criminel a pourtant le mérite de n'avoir jamais dissimulé son audace. S'il fut un des premiers à violer la loi sur les « trusts », il a été en même temps l'homme qui l'a violée le plus ouvertement et le plus fréquemment. De nombreux procureurs « vertueux » se sont efforcés d'engager avec lui des conversations édifiantes, mais sa douce persuasion a toujours eu raison de leur incompréhension des affaires. A l'heure qu'il est, la gloire d'avoir su déjouer le Code et ses représentants lui suffit du reste pleinement. Il sait qu'il a pour persuasifs garants de son honorabilité,

les quelques milliards qui lui servent d'anges gardiens devant son pays et la postérité. Maître de la fortune privée de la plupart de ses concitoyens, il sait qu'il pourrait, le cas échéant, peser également sur le gouvernement de son pays. Et s'il ne fait pas, c'est que la marche des choses publiques favorise largement les intérêts de son « empire d'affaires ».

Il n'est peut-être pas très considéré, mais il est en revanche très admiré. Un jour viendra, n'en doutons point, où, désireux de goûter à ce nouveau plat pour lui, « la considération de ses contemporains », il se l'offrira comme les autres se payent un dessert. Un coup de bourse supplémentaire avec quelques milliers de familles ruinées de plus, en fourniront les frais. Et ce moment inévitable une fois arrivé, les Etats-Unis auront une université Rockefeller, des bibliothèques Rockefeller et un grand citoyen — John Rockfeller — de plus!

V

En attendant, M. Rockefeller « opère ». Il allège les fortunes de tous ses concitoyens, et à mesure que sa fortune grandit, le nombre des personnes qui bénéficient de son « activité », augmente dans des proportions fantastiques. Tous y passent : consommateurs, producteurs, petits rentiers, petits spéculateurs, et surtout les salariés de toutes sortes. C'est à lui surtout qu'il faut attribuer le mérite d'avoir fait baisser la moyenne des salaires et augmenter le prix des vivres.

Et cette contradiction flagrante entre la cherté des vivres toujours grandissante et la diminution incessante des salaires, devient un problème des plus inquiétants pour les Etats-Unis.

Les « trusts », en centralisant la direction des affaires entre les membres d'un petit groupe de capitalistes, du reste presque toujours les mêmes, leur ont facilité la mainmise sur la fortune publique. Trop intéressés à la réussite de ces combinaisons d'accaparement, ils n'ont pu résister à la tentation de drainer les ressources dont dispose le public américain sous toutes les formes.

Les produits de première nécessité ont ainsi augmenté aux Etats-Unis depuis une dizaine d'années dans une porportion de 50 à 60 0/0.

La viande, dont la livre (en moyenne) ne coûtait que 10 cents, en 1895, coûte aujourd'hui 16 cents; le porc a monté de 10 à 18; les œufs (la douzaine) de 15 à 32. Il en est de même du pétrole, du charbon, des outils, etc. Les trusts ont bouleversé toute la vie et laissé partout les traces douloureuses de leur domination!

Mais, afin de réaliser vite des fortunes aussi scandaleuses qu'inouïes, ils ont cru utile de mettre dedans les petits capitalistes en faisant monter les paris et les actions des trusts au triple de leur valeur. Afin d'obtenir des dividendes engageants, il a fallu, d'autre part, procéder à des économies de toute sorte. C'est ainsi, par exemple, que le fameux trust de l'acier, après avoir inauguré son activité par une augmentation de salaires d'environ 10 millions de francs par an, les a ensuite diminués d'environ 50, de sorte que les ouvriers et les employés ont payé la réalisation du plus gigantesque des trusts par une perte annuelle d'environ 40 millions. A tort ou à raison, on a attribué l'initiative de cette belle économie à M. Rockefeller, un des plus intéressés dans le trust de l'acier, devenu aujourd'hui le maître absolu de cette entreprise. Le salaire des employés des chemins de fer américains, dont le nombre dépasse 650.000, s'élevait annuellement à une somme d'environ 190 millions de francs. Or, les capitalistes qui se trouvent à la tête des compagnies de chemins de fer ont décidé de diminuer successivement les salaires. Cette diminution atteint déjà actuellement, en comparaison des années précédentes, environ 5 0/0.

N'oublions point que les Etats-Unis viennent de bénéficier de plusieurs années de prospérité commerciale exceptionnelle. Que sera-ce si une crise aiguë forçait réellement les capitalistes à procéder à des économies inévitables ?

Pour comprendre le « sans gêne » des grands financiers américains, citons ce fait criard :

Il y a une quinzaine de mois, MM. Pierpont-Morgan, Rockefeller et consorts, se voyant embarrassés par une trop grande quantité des actions privilégiées, ont fortement engagé leurs employés à les acheter. Pour leur faire avaler cette combinaison nouvelle, on a fait marcher certaine presse, qui a poussé jusqu'aux nues le désintéressement de tous les roitelets du « trust de l'acier ». Braves gens! Ne voulaient-ils pas réaliser l'idéal de la *fraternité dans les bénéfices* ? Un grand nombre de millions de ce *preferred stock* sont venus de la sorte échouer parmi les 150.000 employés du trust, au cours de 85 dollars! Voici qu'un an après, ces mêmes *actions privilégiées* ne valent plus que 55 dollars! Mais, admirons la logique des choses! Afin de donner à ce papier déprécié une plus-value, il faut naturellement augmenter son rendement. Pour augmenter le rendement, diminuer les... salaires. En Europe, une opération de cette sorte aurait sans doute amené le fameux conseil d'administration, y compris l'illustre M. Schwab, l'homme aux appointements de 5 millions de francs, en correctionnelle.. Aux Etats-Unis, on continue encore à admirer ce coup de génie qui permet de « réconcilier » les intérêts de l'employé lésé par la diminution des salaires, en lui offrant une compensation en vue qui l'attend sous forme de la hausse des cours de ses petites valeurs.

Et si ces procédés arrivent à se généraliser, le temps n'est pas très éloigné où les économies réalisées par les travailleurs s'en iront à une vingtaine de rois industriels et financiers qui « opèrent » actuellement aux Etats-Unis. D'ores et déjà, M. Rockefeller peut réclamer la gloire d'avoir le plus travaillé pour le triomphe de la juste cause. Ses exploits sont à la fois les plus nombreux et les plus impunis. M. Pierpont-Morgan a failli se brouiller avec la justice américaine, M. Schwab se trouve presque dans ses filets à la suite de quelques bilans qui manquent d'adresse; lui, Rockefeller, il a failli être attaqué, mais il n'a jamais été « inquiété ». Qui donc oserait douter de son honorabilité?

VI

Son fils John D. Rockefeller jeune à qui le « vieux » inspire tous ses sentiments — et l'on pourrait dire ses hypocrisies cléricales — va comme lui haranguer la classe dominicale dans l'église baptiste de New-York. Comme lui il se frappe la poitrine en confessant ses péchés, personne au monde n'en étant exempt, mais il a bien soin de faire remarquer que l'on a grand tort de croire que ceux qui possèdent des biens en abondance mènent une vie de jouissance sans trêve et traversent chaque jour de leur existence sans difficultés, sans aucun des soucis qui accablent tant d'autres.

Les homélies de ces martyrs multimillionnaires effarent les pauvres diables auxquels elles s'adressent, surtout quand le vieux Rockefeller les termine en engageant son auditoire à prendre des actions pour aller au ciel, — en passant, cela va de soi, par Wall street, qui est la rue de la Bourse à New-York.

. . . .
. . . .

VII

. . . .
. . . . Celui que l'on pourrait appeler le Méphisto de ce cénacle (conseil secret de John D. Rockefeller), est un vieillard souffreteux qui ne paraît presque jamais en scène, l'avocat Samuel Dodd, que le vieux solitaire consulte et écoute dans les grandes circonstances; Dodd n'ignore rien des arcanes de la loi et de ses artifices ou de ses arguties. C'est lui qui indique le rôle à jouer dans les assemblées des sociétés auxquelles Rockefeller participe, et dont le nombre va s'augmentant avec le drainage des capitaux.

. . . .
. . . .

L. de Norvins.

(*L'Homme le plus riche de la terre*; *La Revue*, 15 février 1904.)

Dans une de nos prochaines Variétés, nous donnerons une étude inédite sur le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, tirée de papiers inédits d'Elie Reclus.

BIBLIOGRAPHIE

Sous le titre : *Contre la police des mœurs* (1) la « Fédération abolitionniste internationale section française », publie les discours et rapports qui furent prononcés ou lus en sa séance du 6 juin 1903.

Ce que se propose la fédération abolitionniste, chacun le sait, c'est de combattre l'arbitraire de la police à l'égard de celles qui font métier de leur corps, et d'obtenir que, replacées sous le droit commun, elles ne soient plus tracassées pour un métier que l'état reconnaît, puisqu'il a la prétention d'en réglementer l'exercice; que tous les défenseurs de l'ordre social existant, avouent — en se voilant la face — être inhérent à l'organisation sociale elle-même. Eux disent, pour pallier : à la nature humaine, si imparfaite, soupirent-ils hypocritement.

Les orateurs dont ce petit livre rapporte les discours, ont admirablement fait le procès des souteneurs officiels, pudibondement dénommés agents des mœurs. Mme Avril de Sainte-Croix, MM. de Pressensé, Yves Guyot, et d'autres, ont ma foi, défendu la personnalité humaine aussi bien que pourraient le faire des anarchistes, tapé vigoureusement sur cette institution qui semble un anachronisme dans une société qui contient cependant pas mal d'institutions caduques.

Seulement, ce que l'on n'a pas dit, et ce que n'auraient pas manqué d'ajouter des anarchistes, c'est que c'est très bien de combattre l'arbitraire policier, dont sont victimes les déchues de l'ordre social — et non des révoltées comme le déclarent emphatiquement de bons faiseurs de paradoxes — mais insuffisant, et qu'il y aurait à aviser à ce que des femmes ne soient pas dans l'obligation de prêter leur corps pour manger; que la prostitution n'est qu'une conséquence de la société capitaliste, qu'il faut combattre les causes qui l'engendrent.

Il est vrai que si l'on agitait cette question à la fédération, il y a des philanthropes, comme ce bon M. Guyot, par exemple, qui trouveraient que l'on va trop loin, et, peut-être, au nom de la libre concurrence, dont il est un ardent défenseur, le verrions-nous venir nous dire, lui aussi, que la prostitution est « un mal nécessaire »!

⁂

Jean des Brebis (ou le *Livre de la misère*) (1) de M. E. Moselly contient une demi-douzaine d'histoires très littéraires qui sont à leur place chez un éditeur littéraire, très attrayantes à lire; mais que l'on ne comprend guère dans une publication comme les *Cahiers* qui s'annonçaient comme un recueil de documentation sociale, mais font depuis quel que temps, à mon sens, un peu trop de littérature pure et simple.

Après tout ce n'est qu'un avis personnel et je le donne pour ce qu'il vaut.

⁂

Pages Libres ont entrepris d'éditer une histoire complète de l'Eglise romaine qu'ils ont divisée par périodes, et dont ils ont confié la rédaction à des auteurs différents. C'est une tentative qui peut se justifier.

Cinq volumes ont déjà paru :

I, L'*Eglise et l'empire romain* par F. Delaisi. — II, L'*Eglise au moyen âge* par A. Rebillon. — III, L'*Eglise et le seizième siècle*, par J. Luchaire. — IV, L'*Eglise de France au dix-septième siècle*, par H. Masset. — V L'*Eglise et la révolution française*, par P. Brizon. Restent à paraître :

VI, L'*Eglise et les Etats*, par La Chesnais. — VII, L'*Eglise et les partis* (2) par C. Guieysse.

Jusqu'à présent, je n'ai eu le temps de lire que les deux premiers volumes. Cela m'a semblé, sauf erreur, un peu terne. J'attendais mieux de *Pages Libres*.

⁂

Ajalbert vient de rééditer son livre *L'Auvergne* (3), où il nous promène à travers cette province, nous détaillant ses curiosités, déterrant, chemin faisant, quelques bribes d'histoire ou de légende, sans oublier ses villes d'eaux et ses industriels.

⁂

Reçu le premier numéro de *Libre Examen*, c'est *L'Homme libre* transformé en revue. Il y a, il me semble, beaucoup de reproductions pour un premier numéro. Enfin, souhaitons-lui une plus longue vie que son prédécesseur. Adresse : 13, rue Montparnasse.

J. Grave.

---

(1) Un vol. 1 fr. 50, chez Cornély; 101, rue de Vaugirard.

(1) Livraison de mai *Cahiers de la Quinzaine* 5ᵉ série, un vol. 2 fr. 50, chez Ollendorf.

(2) Chaque volume, 1 fr. 50; *Pages Libres*, 8, rue de la Sorbonne.

(3) 3 fr. 50, chez Stock.

Nous avons reçu :

La Sarabande (mœurs électorales), par M. A. Leblond, 1 volume, 3 fr. 50, chez Fasquelle.

Les conflits intersexuels et sociaux, par le Dr Toulouse; 1 volume, 3 fr. 50, chez Fasquelle.

Comment on se défend contre les accidents de la menstruation, par le Dr A. Barattier; 1 brochure, 1 franc, à l'*Edition médicale*, 29, rue de Seine.

L'Education fondée sur la science, par C.-A. Laisant; 1 volume, 2 fr. 50, chez Alcan, 208, boulevard Saint-Germain.

Le Métayage par familles françaises, « Musée Social », 5, rue Las-Cases.

A lire :

Le plus lourd tribut, par L. Descaves, *Le Journal*, 3 juin.

CONVOCATIONS

-•- **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 15 courant, à 8 h. 1/2, causerie féministe antiféministe.

-•- **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Vendredi 10, cours d'espagnol. — Lundi 13, à 8 h. 1/2, théorie sur l'anarchie (L'Enfant), par A. Libertad.

-•- **La Coopérative Communiste**, 68, rue François Miron. — Jeudi 16 juin, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

De 8 heures à 10 heures du soir, les jeudis et samedis, vente de produits.

-•- **La Pensée Libre**, 16, rue Emile Raspail. — Samedi 11 juin, salle Dimet, conférence par M. Hugues Millière : L'Antisémitisme.

-•- **L'Enseignement mutuel**, 41, rue de La Chapelle. — Réunions de juin :

Samedi 11. — Daniel Halévy, Histoire politique de l'Eglise (IV) (publication de *Pages Libres*).

Mercredi 15. — Soirée musicale et littéraire.

Samedi 18. — Robert Dreyfus : L'expédition de Rome, 1848-1849.

Mercredi 22. — Thé intime, discussion sur les questions d'actualité.

Samedi 25. — Soirée musicale et littéraire.

Mercredi 29. — P. Edger : Le positivisme et l'obscurantisme révolutionnaire.

Cours à 8 h. 1/2 du soir : le mardi, cours d'allemand par Mme Liepus ; le jeudi, cours de diction par M. Jelmo, du Théâtre Antoine.

Le jardin est ouvert le dimanche de 2 heures à 6 heures.

-•- **L'Aube Sociale**, Université populaire, 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe) :

Vendredi 10. — Dr Monheimer Gomès : Les maladies mentales dans la littérature contemporaine.

Mardi 14. — Poujol : L'Exposition de Saint-Louis avec projections.

Mercredi 15. — Conseil d'administration.

Vendredi 17. — Dr Poirier : Rayons X et radium avec expériences et projections.

-•- Dans sa dernière réunion, la *Section de l'épicerie* adhérente au *Syndicat des employés* du département de la Seine, a décidé à l'unanimité de se séparer dudit syndicat et de former une organisation spéciale d'employés de l'épicerie ayant pour titre: *Syndicat des employés de l'épicerie du département de la Seine, gros et détail*, dont le siège provisoire, en attendant son admission à la Bourse du travail, est fixé *salle Jules*, 6, boulevard Magenta, où dès maintenant toute communication doit être adressée.

Le nouveau syndicat voulant montrer qu'il n'est pas moins d'accord avec les principes ouvriers organisé, dans la grande salle de la Bourse du travail, sous les auspices de la *Fédération nationale des travailleurs de l'alimentation*, pour le jeudi 23 juin, à 9 heures du soir, un grand meeting où seront convoqués tous les employés de l'épicerie.

-•- **Maison du Peuple**, 20, rue Charlemagne. — Lundi 13 juin, à 8 h. 1/2. Grande réunion antimilitariste.

-•- KREMLIN-BICÊTRE. — Fête familiale, le 11 juin, 139, route de Fontainebleau, Kremlin. Conférence par Libertad. Chants, musique, théâtre.

-•- SAINT-OUEN. — **Les Libertaires**. — Causerie faite par la citoyenne Petit : Pourquoi la femme doit être antimilitariste, le samedi 11 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles.

-•- MARSEILLE. — **Le Milieu-Libre de Provence**. — Dimanche 12 juin, à 5 heures, réunion de tous les adhérents. Fondation de la colonie. Nous recherchons un cultivateur et un cordonnier qui seraient prêts à se rendre à la colonie. Ecrire au *Milieu-Libre*, 11, rue d'Aubagne.

-•- NIMES. — **Groupe des Etudes Economiques libertaires**. — Les camarades ne s'étonneront pas en apprenant que le groupe est sur le point de disparaître, aussi nous avons tenu avant d'en fermer la porte, de leur dire quelques paroles !

Nous voudrions surtout savoir ce que pensent faire les camarades qui sont détenteurs des volumes ?

Nous les avions convoqués une fois pour vider cette question mais ceux qui sont détenteurs de livres, comme à l'habitude, ne se rendirent pas à notre appel.

Nous convoquons à nouveau et pour la dernière fois, les camarades à assister à la réunion du jeudi 16 juin, dans la salle du groupe, boulevard Gambetta, café Soulas, au 1er, où la question sera posée : Le groupe a-t-il son utilité? Doit-il exister, oui ou non ?

Donc les camarades sont bien avertis ; qu'ils ne viennent pas nous dire que les choses se passent dans l'obscurité et, s'ils ne s'y rendent, nous ferons comme nous croirons bien faire.

Nous serions tout de même heureux de voir nos nombreux amis qui en furent les fondateurs venir y discuter.

-•- LIMOGES. — Tous les jeudis et samedis, réunion des camarades de 8 à 10 heures du soir, au local du groupe, 28, avenue Champ-de-Juillet (au fond de la cour à gauche).

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

Mme P., 4 fr. — P. R., 10 fr.
Listes antérieures : 1.149 fr. 85.
A ce jour : 1.163 fr. 85.

La semaine dernière, j'ai donné un état de la situation financière du journal. Les invendus du mois étant rentrés depuis, je puis aujourd'hui donner un état des progrès accomplis.

Le tirage n'est augmenté que de 500 exemplaires (7.500 au lieu de 7.000). Mais la vente s'étant régularisée, le nombre des invendus moins nombreux, nous permet de compter sur une augmentation d'un millier d'acheteurs nouveaux, tant au numéro qu'abonnés. C'est assez joli, après seize semaines seulement ; nous pourrions en être satisfaits, si nous n'étions talonnés par la nécessité de combler le déficit, afin de ne pas retomber dans les suppressions de numéros ou de suppléments. Il nous faut encore une augmentation de 1.500 acheteurs, pour pouvoir tenir; c'est pourquoi je demande à ceux qui ont aidé à la diffusion du journal, de bien vouloir continuer encore quelque temps à le faire circuler autour d'eux.

Nous étudions quelques autres modifications, afin d'y apporter encore plus de variété.

J. G.

AVIS

Il nous reste deux collections des années 4, 6 et 7 de *La Révolte*, et 9 du *Révolté*. Nous les offrons à raison de 5 francs chacune, plus les frais d'envoi.

Nous venons de recevoir une réimpression de la brochure de notre camarade R. Chaughi : *L'Immoralité du mariage*. Nous la tenons à la disposition de nos lecteurs, au prix de 7 francs le cent. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 15.

La chanson : *Ouvrier, prends la machine*, qui était épuisée, vient d'être réimprimée. Le même fascicule contient aussi : *Les Briseurs d'images*. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 10.

AUX ACHETEURS AU NUMÉRO

Le journal doit se trouver dans toutes les gares du Métro. Le demander instamment.

EN VENTE

Nous venons de donner à relier 10 collections du **Supplément des Temps Nouveaux**, *depuis la première année jusqu'à fin avril 1902.*

La collection, qui embrasse 7 années, formera 3 beaux volumes que nous offrons, tout reliés, pour 20 francs.

Il n'en sera mis que dix collections en vente à ce prix.

A ceux qui enverront 10 francs de plus, il leur sera donné les 7 années du journal, en 2 volumes reliés.

A NOS ABONNÉS

A ceux qui renouvellent leur abonnement, je renouvelle ma demande, en les priant instamment d'en tenir compte : c'est de nous envoyer la dernière bande, ou, tout au moins, le numéro d'ordre. Ils nous éviteront ainsi des pertes de temps bien inutiles.

COLLECTIONS DE 30 DESSINS

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** par Luce. — **Porteuses de bois,** par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X.— **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle,** dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux,** par Delannoy. — **Les Défricheurs,** par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux,** par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice,** par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40**; édition d'amateur : **3** fr. **50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

PETITE CORRESPONDANCE

P. T., à Marseille. — Votre abon. finira fin août.

A., au Havre. — Reçu lettre, mais ce que vous racontez se passe tous les jours dans tous les régiments. Il faut des choses plus saillantes ; sans cela il faudrait de nouvelles rallonges au journal.

E. M. R., à M. B. — Votre abon. se terminera fin août.

A. G. — J'ai fait passer à Girard.

Aube Sociale. — Oui, toute communication envoyée directement à l'imprimerie est mise au panier. Envoyez toutes les semaines si vous voulez être sûr que l'on y pense, pour le mardi au plus tard.

O. J., à St-Meme. — C'est bien cela. Merci.

H. J., à Hirson. — Abon. servi. Merci.

A. A., à Willock. — Reçu abon. Expédié comme vous avez dit. Merci.

F. C., à Lons-le-Saunier. — Votre bande a été mise à l'impression sans faire attention. Du reste, imprimée à part, ça aurait compliqué le service.

X? — Quel numéro du *Mercure* ? Je n'ai rien trouvé dans le dernier.

G. K., à Halle. — Merci. Nous avons eu des nouvelles depuis.

A., à Dabon. — Lu les vers « A Satan ». Pas mal ; mais trop vagues.

Reçu pour le journal : T., à Marseille 0 fr. 50. — A. G., 0 fr. 50. — C. F. au Mans, 10 fr. — X. G., 1 fr. — M., 0 fr. 50. — A. H., à Luçon, 1 fr. — Merci à tous.

H. V., à St-Junier. — B., à Rodez. — L. G., à Brest. — Vve L., au Mans. — B. rue B. — A., à Orléans. — B., à St-Léger. — M. rue G. — M., à Dison. — X., à Tunis. — P., à Bourkika. — P. S., à Bourg-Argental. — G. V. à Autun. — E. L., rue de B. — T., à Rennes. — B. L., à St-Junien. — T., à Lons-le-Saunier. — P. D., à Lille. — Falot anarchiste, Troyes. — H., à Marseille. — D., à Limoges. — G., à Lyon. — R. G., à St-Martin. — O. B., à Barcelone. — C. R., à Chaux-de-Fonds. — L. B., à Jemeppes. — J. S., à St-Junien. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : **J. GRAVE.**

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

DIXIÈME ANNÉE N° 7 PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 DU 18 AU 24 JUIN 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

MILLERAND L'ASTUCIEUX

ET COMBES L'HONNÊTE

Il faudrait ne jamais laisser passer une grande séance, de la Chambre ou du Sénat, une journée parlementaire comme on dit, sans la soumettre à l'analyse.

N'est-ce pas en ces heures solennelles de la vie politique qu'on apprend le mieux à connaître le politicien ?

Or il y eut, comme on sait, vendredi dernier, à la Chambre, une de ces séances qui font époque au cours d'une législature. On ne s'en serait d'ailleurs pas douté la veille. Ou plutôt il fallait être du bâtiment pour s'en douter. Les événements les plus graves de la vie parlementaire, en effet, se produisent toujours, on le sait, à propos de bottes. Et ce n'est pas là, soit dit en passant, ce qui fait le moins d'honneur au système.

La question agitée ne semblait donc pas fort passionnante ni très fertile en incidents. Il s'agissait d'une modeste réforme, excellente comme toujours sur le papier, mais qui, à l'usage, avait donné exactement le contraire de ce qu'on en attendait. Tandis qu'on avait cru arracher un peu à la rapacité de la basoche le malheureux justiciable, en le protégeant d'un nouveau tarif de frais de justice, on l'avait livré un peu plus encore aux griffes des corbeaux. La chose n'est pas rare en matière de réformes et il n'est point d'usage que nos élus sortent, pour si peu, de leur caractère. D'autant plus que le ministre compétent reconnaissait l'erreur de fort bonne grâce et s'engageait à la réparer sans perdre une heure. On connut pourtant, dès que l'on entendit le citoyen Millerand demander la parole, que ce modeste débat allait s'enfler jusqu'à des proportions difficiles à prévoir. Il est notoire, en effet parmi la gent politicienne, que Millerand l'astucieux a médité la perte de Combes l'honnête. Or, un grand principe politique, le plus grand peut-être, veut que la chose importante ne soit pas de savoir *comment* on gouvernera, mais *qui* gouvernera.

Millerand l'astucieux a donc jugé que le tarif des avoués pourrait devenir la pelure d'orange où glisserait son ennemi et il s'évertue à dramatiser l'affaire. Ce qui n'eût été, sous le ministère de cet ancien ministre, qu'une vétille sans importance devient un crime abominable. Ce n'est là d'ailleurs qu'un fait entre mille et la politique tout entière du Cabinet est détestable. « En tout cas, s'il en est qui consentent à voir la République endosser les fautes du gouvernement, libre à eux. Quant à lui, Millerand, il s'y refuse ! »

D'aussi belles paroles, hélas, ne serviront à rien. Combes l'honnête est beaucoup plus fort que Millerand l'astucieux. Et la façon plus que magistrale, élégante, dont il va casser les reins à son adversaire, mérite de rester comme un modèle du genre.

Combes l'honnête a été accusé jadis d'avoir demandé un million à certains religieux pour les soustraire à la loi terrible qu'il appliquait lui-même sans faiblesse à tous les porteurs de froc. Or Combes l'honnête n'a jamais trafiqué de son pouvoir. Il a refusé deux millions que venait lui offrir un corrupteur. S'il n'a pu, en son temps, écraser d'un mot la calomnie, c'est qu'un intérêt politique supérieur lui commanda de taire le nom d'un des artisans de corruption. Or ce fut Millerand lui-même qui vint lui démontrer cet intérêt en l'adjurant d'étouffer l'affaire, de ne pas divulguer ce nom. Aujourd'hui ce même Millerand attaque d'une façon sournoise, déloyale, celui auquel il demandait autrefois un sacrifice aussi lourd au nom d'un intérêt politique commun. Si la Chambre entend cette histoire, c'est la bataille gagnée. Nous sommes loin, il est vrai, du tarif des avoués et l'honnêteté de Combes l'honnête n'est pas en jeu. Mais bah ! un ministre qui se défend a bien le droit d'attester à grands coups de poing sur la poitrine la pureté de son âme.

Combes l'honnête prend donc la parole et, parmi des phrases sans portée, glisse celle-ci : « Si je supprime les congrégations, c'est uniquement dans l'intérêt de la République *et je ne songe pas à m'enrichir de leurs dépouilles.* » L'effet est immédiat. « Et le million des Chartreux ! » crie-t-on à droite. Combes l'honnête de lâcher alors tout le paquet, avec *la minute d'émotion obligatoire*, laquelle amène le non moins obligatoire *tonnerre d'applaudissements*. Millerand l'astucieux comprend cette fois qu'il en sera pour son astuce, et qu'il faut décidément quelqu'un de bien plus fort que lui pour bouter dehors une honnêteté aussi robuste.

Quant à Combes l'honnête, il est devenu, depuis cette grande journée, beaucoup plus honnête encore. Les journaux amis ne peuvent plus écrire son nom sans évoquer l'image de la vertu. Et il n'y a pas dans les histoires anciennes, où pourtant les traits d'héroïsme fourmillent, d'exemple assez fameux pour en approcher sa conduite. M. Combes n'est plus seulement « l'honnête homme », il est devenu « le grand honnête homme ».

M. Combes se trouve donc solidement assis dans une réputation d'honnête homme.

Je ne voudrais rien changer aux habitudes d'un vieillard, mais pourrait-on me dire pourquoi M. Combes s'élève si haut, par l'honnêteté, au-dessus de ses contemporains, en particulier dans la présente affaire?

Est-ce pour avoir caché et couvert la faute d'un homme de son parti, alors qu'il l'aurait dénoncé à grands gestes d'indignation, si elle eût été le fait d'un adversaire? Pour avoir pensé qu'il y avait des intérêts supérieurs à ceux de la vérité et de la justice?

Ou bien est-ce pour avoir su se libérer d'un secret, soi disant si lourd, si douloureux, au moment précis où ce secret pouvait, en tombant, assommer un adversaire? C'est ce qui s'appelle avoir l'honnêteté habile.

A moins que ce ne soit tout simplement pour avoir su résister à la plus grossière, à la plus bête des corruptions? Alors n'insistons plus, et disons-nous que l'on peut être honnête à assez bon compte, en politique.

Et c'est la vraie morale à tirer de cette histoire.

« L'honnêteté » est, après tout, une chose fort relative. A le droit de se dire honnête tout individu agissant avec des intentions pures. Le tout est de savoir par quels actes se traduira, quelle *forme* revêtira cette pureté d'intentions. Et c'est là où le milieu est tout-puissant. Il y a, sans doute, parmi les hommes politiques comme ailleurs des « hommes honnêtes » et je veux bien que M. Combes en soit un. Mais la façon dont même ceux-là conçoivent l'honnêteté nous oblige alors à penser qu'il est tout de même bien malhonnête, en bloc (oh! sans calembourg) le milieu où, avec les meilleures intentions du monde, on est peu à peu conduit à se faire de l' « honnête » une idée aussi baroque, aussi fausse.

Charles Albert.

PROMENADES TURQUES

Le musée des janissaires. — Outre-pont, sur la grande place de Et-Meïdan, est le musée des janissaires. Une salle voûtée, grande, spacieuse et laissant pénétrer à flots l'air et la lumière,

renferme une centaine de ces anciens guerriers ottomans.

A elles seules, ces statues en cire de grandeur naturelle, revêtues de costumes anciens, dont quelques-uns authentiques, coiffées d'énormes turbans, de hauts bonnets ou de bicornes rappelant de loin ceux de nos amiraux, constituent toute l'histoire de la Turquie.

C'est avec ces guerriers, recrutés parmi les jeunes chrétiens enlevés à leurs parents et qui, sans patrie, sans famille, ne connaissaient d'autre loi que la volonté de leurs chefs, d'autre culte que celui de leur drapeau, que les premiers sultans conquérirent l'ancien empire de Byzance et poussèrent jusqu'à Vienne. Mais ce qui avait fait la grandeur de l'empire ottoman précipita également sa chute.

Les premières années de leur institution, conduites par des chefs habiles, ces hordes guerrières ne reculèrent devant rien. Mais quand l'empire, mal organisé, commença à déchoir, ces mêmes hordes sauvages, n'ayant plus de peuples étrangers à piller et à massacrer, se jetèrent sur la population autochtone. Leur arrogance alla si loin, que souvent ils forcèrent les sultans à changer les ministres qui ne leur allaient pas. Il arriva même un temps où ils firent et défirent des padischahs.

Las de leurs excès et de leurs pillages, le sultan Mahmoud II décida leur extermination. Après s'être formé des contingents à l'européenne, il se servit de la soldatesque nouvelle pour supprimer l'ancienne. Voici en quels termes l'historien Collas raconte le massacre des janissaires dans son livre l'*Empire Ottoman* :

« La place de l'Et-Meïdan fut couverte des cadavres de 4.000 janissaires, exterminés par le fer, le feu et la mitraille; les jours suivants le nombre de 25.000 autres compléta l'extermination de ce corps redoutable; leurs femmes, leurs enfants, furent noyés dans le Bosphore » (28 juillet 1826)

Telle fut la triste fin de ces héros de la gloire ottomane, qu'au jour de leur institution un saint derviche, très vénéré parmi les Turcs, Hadji Bektache, bénit comme suit : « Puisse leur valeur être toujours brillante, leur épée tranchante, leur bras victorieux ! » Paroles bien dignes d'un saint homme.

Dans la galerie de ces anciens guerriers, on voit de vieux ministres, assis sur des divans, les pieds croisés à l'orientale, leurs babouches posées à terre, et se faisant lire les courriers du jour. Tout autour sont rangés dans des poses respectueuses les aides-de-camp, chambellans et autres serviteurs de ce haut bonnet à immense turban. Très caractéristique est le cercle qui entoure le cheik-ul-islam (ministre des cultes). Des turbans qui, déroulés, couvriraient bien toute la salle, de longues barbes très respectables et des attitudes qu'on ne doit chercher que chez les représentants du bon Dieu sur la terre.

Le plus caractéristique de ces types est celui d'un soldat, originaire de Trébizonde, et qui portait le doux nom de Ahmed.

Ce brave homme est assis sur un tabouret, pinçant une espèce de mandoline et regardant un réchaud sur lequel grillent quelques épis de maïs. Le guide nous raconte qu'en temps de paix, Ahmed pratiquait le métier de rôtisseur d'épis de maïs. Malheur au client qui après avoir demandé le prix de sa marchandise, la trouvait trop chère et ne la lui achetait pas. Ahmed, sans autre forme de procès, lui tranchait la tête en disant : « Apprends canaille, que les épis d'Ahmed ne sont jamais trop chers. »

Tout près de cette célébrité lugubre se trouve un de ses compatriotes, aussi cruel que lui. Celui-ci se nommait Mehmed, et ses assassinats furent si nombreux que le gouvernement dut y mettre un terme en le condamnant à mort. On le voit, les mains liées derrière le dos, conduit au supplice par le bourreau et ses aides. A voir les figures si expressives de ces deux bandits, on est tout disposé à prendre ces contes pour tout à fait véridiques.

Le même guide nous raconte que deux statues représentant de jeunes adultes voilés, sont complètement détériorées et ne peuvent être restaurées. A notre question pourquoi des adultes se voilaient, il nous dit que les janissaires enlevaient tout jeune homme imberbe et beau et en faisaient leur mignon. On se vit alors dans l'obligation de voiler les jeunes garçons tout comme les femmes et de cacher de la sorte, leurs charmes aux yeux de ces brutes sanguinaires.

Les janissaires ont-ils tous été massacrés par Mahmoud II ? J'en doute fort. De nombreux fugitifs ont dû se cacher dans divers endroits de la ville et le carnage cessé, la fureur populaire apaisée, ils ont dû reprendre leurs premières occupations, avec plus de retenue seulement. Pour ma part, j'ai toujours considéré les touloumbadjis (pompiers volontaires) comme les descendants directs des survivants de 1826. Comme leurs ancêtres, ils jouissent de nombreux privilèges, sont exempts d'impôt, mais sont tenus en cas d'incendie à aider à l'extinction du feu. Qui n'a jamais vu ces forcenés courir presque nus par les rues, pour se rendre sur la place du sinistre, qui les a entendu crier, gueuler, qui les a vu non éteindre le feu, mais au contraire l'activer pour faire plus facilement main basse sur tout ce qui se présente à leur portée, n'a pas douté un seul instant que ce sont là les dignes descendants des anciens janissaires. A quand le Mahmoud de ces nouveaux janissaires?

RIVERAIN DU BOSPHORE.

LES PRÉCIEUSES RIDICULES

On ne se lasse jamais de relire souventefois les œuvres qui en valent la peine. Je relisais donc la belle comédie de Molière, à laquelle je me permets d'emprunter le titre ci-dessus, quand pour me reposer un peu, je pris mon journal.

J'y vis entre autres nouvelles, l'échec de M. Octave Mirbeau au prix Toirac.

Cela me fit souvenir d'un de mes amis, qui fut jadis nationaliste, et qui dans un éclair de raison me demandait : « A quoi sert un Président de la république, une Chambre des députés, sinon pour vivre à nos dépens? »

A quoi sert une armée, une magistrature, une... une... Académie... lui répliquai-je?

Ayant attaqué son armée, il en fut tout contrit; quand à l'Académie, il me répondit qu'elle était « le flambeau de la littérature ».

Mon camarade qui depuis a bien changé, me dit aujourd'hui : « ... en effet tu avais raison, une académie est à la pensée humaine ce que le garrot est au cou du patient : un instrument pour anéantir chez l'écrivain, le penseur ou l'artiste, toute idée un peu originale ou un peu élevée. »

L'Académie n'est-elle pas une forme de l'autorité ayant pour but de maintenir l'état de choses actuel tel qu'il est.

Tuer un individu dans sa force physique par un travail de douze heures dans d'infects ateliers, ou tuer cet autre individu dans ce qui fait sa valeur, en l'empêchant de penser librement comme à la caserne, ou en l'empêchant d'écrire, n'est-ce pas le but de tout oppresseur ?

Routine littéraire, routine d'atelier, ou routine patriotique, c'est la même chose.

Malheur à celui qui ne courbe pas l'échine devant le patron ou devant le galonnard : c'est la perte de son travail, ou la perte de la vie !

Excommunié, le libre esprit qui veut écrire ce qu'il pense sans emphase, ou qui prétend ne pas aller à la remorque des thuriféraires de notre belle société !

Il y eut autrefois la terrible dictature de la toute-puissante et toute cléricale Sorbonne, qui permit à Etienne Dolet et à bien d'autres d'aller rendre visite à la potence ou au bûcher.

Quant à l'Académie *française*, le puissant larbin de l'impuissant Louis XIII n'avait point l'intention, quand il fonda ladite académie, de développer la pensée ou la belle littérature, mais plutôt d'y mettre un frein.

Sous le règne de Louis *le Grand*, La Fontaine ne fut-il pas disgracié ! Par quelle fortune Molière fut-il en honneur? N'y eut-il pas une académie de peinture dont le chef suprême était Lebrun qui savait flatter dans ses peintures l'ambition et l'orgueil de la progéniture de Richelieu et d'Anne d'Autriche ?

Aujourd'hui les formes sont changées, voilà tout et M. Mirbeau en disgrâce à l'Académie, n'en a que plus de mérite à l'estime des libres esprits.

Son incomparable comédie *Les Affaires sont les Affaires*, dans laquelle Isidore Lechat personnifie une des nombreuses bêtes puantes qui composent la Société bourgeoise actuelle, n'est pas faite pour être récompensée de l'Académie.

Il me semble, au contraire, que ce chef-d'œuvre théâtral où se réunissent avec harmonie, la plus acétique et la plus fine ironie à la plus éclatante réalité, eût été diminuée de valeur par cette récompense. Et en récapitulant ce qui se passe en ce moment, nous voyons toutes les institutions *qui se donnaient des airs de précieuses*, se dévoiler tout simplement *ridicules*.

La Sainte Armée dont on ne parle qu'avec un frémissement de tous les membres de notre corps, a emboîté le pas.

Après avoir transféré avec de pompeuses simagrées le cœur de feu La Tour d'Auvergne aux Invalides, la voilà qui joue aux courses à pied, afin de servir de publicité à un grand journal.

Après l'Armée-fétiche, c'est l'Armée-affiche.

Après l'Armée, c'est l'Académie. Voilà bien le commencement de la fin !

Les *Précieuses ridicules* courent au suicide, il nous faut leur presser le pas !

LARIVIÈRE.

CROCS ET GRIFFES

Fonctionnaires en vadrouille! — La presse s'est défrayée, ces deux dernières semaines, avec les scandales de Nevers. Le premier jour, toute la presse a donné. Les journaux du bloc, sans doute parce qu'ils savaient de qui il s'agissait; les autres, croyant taper sur des créatures du gouvernement.

Lorsqu'on a su que l'on avait affaire à des nationalistes, les journaux bien pensants ont essayé de repêcher nos bonshommes, en affirmant que les faits avaient été grandement exagérés.

Il se serait agi de simples particuliers, leur escapade n'avait d'autre importance que de nous démontrer que ces bons richards, qui d'après leur définition, sont « les classes éclairées », ne s'amusent pas autrement que des brutes et des goujats.

Mais que dire de cette fine fleur des autorités : un maire, un procureur, un substitut, le secrétaire et des conseillers de préfecture, un commandant de gendarmerie! et j'en passe.

Voyez-vous, au lendemain de cette vadrouille, le maire prenant des arrêtés contre des grévistes qui troublent l'ordre; le procureur ou le substitut, requérant contre le poivrot qui, en état d'ivresse, aurait cassé les vitres dans une maison de tolérance!

Quand on a la prétention de juger autrui, c'est à condition de ne pas avoir les défauts que l'on reproche aux autres. Et il me semble que celui qui a fait l'assaut d'une maison de tolérance, troussé une fille amenée, sinon de force, tout au moins brusquement, venant, au sortir de ce gueuleton, déclamer, dans le prétoire,

contre le vice et l'immoralité! est plutôt en mauvaise posture. Si j'avais eu la moindre dose de respect pour les sacrées fonctions du juge, il me semble que ce respect, lui aussi, s'en irait en vadrouille. Ces juges ont fait là, une propagande par le fait qui, comme dit l'autre, n'est pas dans un sac.

Et voyez-vous ces richards, en train de s'empiffrer les mets les plus délicats, de s'entonner les vins les plus savoureux, sans s'occuper de ce que ça coûte, et qui, faisant une collecte entre eux, pour imposer silence aux récriminations de la femme qu'ils avaient malmenée, ont trouvé le moyen, à une vingtaine qu'ils étaient, de réunir la somme de 16 francs! — Les journaux qui ont pris leur défense, soutiennent que c'était 22 fr. 50. Mais un journal local maintient que ce n'était que 16 francs. — C'est égal 16 ou 22.50 c'est plutôt maigre. Ils ont ajouté la pingrerie à la muflerie.

J. Grave.

De graves inondations ont eu lieu à Mamers; une rivière a débordé, causant en même temps que de nombreux dégâts, la mort d'une quinzaine de personnes.

L'évêque du Mans, dans une lettre au curé de l'endroit, en donne les raisons suivantes :

« De semblables malheurs, dit-il, se multiplient et se propagent, hélas! de façon inquiétante pour la France. Sans doute, ce sont des avertissements de la Providence à ceux qui s'obstinent à s'éloigner de Dieu, le seul et véritable maître de nos destinées. Nos prières doivent s'unir pour réparer les fautes passées publiques et privées et éclairer les aveugles qui nous perdent avec eux. »

Je suis vraiment heureux en ce qui me concerne, de ne pas appartenir à une religion dont le grand maître se venge aussi cruellement sur ses sujets. Pauvres catholiques!

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

Peut-être se rappelle-t-on le bruit fait il y a environ deux mois, lors du voyage de notre mannequin national en Italie, autour de la découverte à Marseille d'un « grand complot anarchiste. » D'après les journaux bourgeois — largement renseignés par la police — un anarchiste italien dans une réunion tenue chez un de ses compatriotes, aurait prononcé un discours des plus « subversifs », au cours duquel il aurait dit, notamment, ces paroles : « Il ne faut pas que Loubet revienne vivant, et si vous êtes ici, assez lâches pour reculer, j'irai, moi, faire le coup. »

Naturellement la police a saisi ce prétexte pour arrêter à tort et à travers les malheureux Italiens qui avaient l'habitude d'aller au bar Pomini, où avait eu lieu la soi-disant réunion.

Or, il fut établi au cours de l'instruction, par plus de dix personnes, que Micaele Giovanni, qui était accusé d'avoir prononcé ces paroles, n'avait pas quitté son magasin le jour où le « complot » avait été ourdi. Force a donc été de l'acquitter.

Mais comme il fallait que dame justice ait quand même raison, elle a condamné un autre Italien nommé Cazzulari, à trois mois de prison pour avoir écrit le mot *morte* sur un portrait de Loubet, et à deux mois le tenancier du bar où s'était formé le « complot »!

* *

Salaire de famine. — En me balladant à bicyclette, comme un véritable bourgeois, dans les environs d'Amiens, j'en apprends toujours. C'est ainsi qu'à Picquigny, voyant des femmes minables confectionner des sacs avec une habileté consommée, la curiosité aidant, je leur demandai ce qu'elles gagnaient par jour. Elles me répondirent : nous nous levons à 4 heures du matin pour nous mettre au travail jusqu'à 8 heures du soir pour un gain de 0 fr. 70 à 80, ce qui fait environ 0 fr. 05 de l'heure.

Les deux malheureuses questionnées m'ont appris qu'elles étaient environ 50 dans la même situation.

Je ne puis faire un tableau exact de la misère qui règne en souveraine dans cette localité.

Les philanthropes qui occupent de ces femmes portent noms : Bernheim, de Paris, Snodwer, Tanguy, de Lille. En quittant ces femmes, un jeune enfant de 2 à 3 ans, m'a menacé d'un balai. Est-ce parce que je porte un chapeau et qu'il me prenait déjà pour un ennemi?

Delucheux.

* *

Roubaix. — Comme pendant à l'affaire du jeune Ledez, tué par le douanier *Charlemagne Lequeuche*, je dois vous dire que ce dernier vient d'être mis en liberté provisoire et sera seulement poursuivi par le tribunal correctionnel de Lille sous l'inculpation d'homicide involontaire par imprudence, M. Ledez père, ayant traité avec la direction des douanes pour la somme de quatre mille francs. Voilà un ogre auquel il n'arrivera pas de bobo. C'est égal, c'est raide hein! : pourchasser un enfant, lui crier « Arrête ou je te tue » et le fait constaté par de nombreux témoins qui l'ont affirmé et maintenu, et s'en tirer de la sorte, c'est on ne peut plus charmant de la part des exécuteurs légaux. Bah! Après tout, n'est-ce pas dans l'ordre de choses établie?

L'autre pendant est tout aussi renversant; je veux parler de l'industriel roubaisien, plusieurs fois millionnaire et châtelain à Tourcoing et son larbin qui a pour nom *Salens*. Vous le croirez si vous pouvez, mais ici, comme là, il serait très difficile de trouver les caractères de meurtre, attendu que le garde, en exécutant l'ordre de son maître, n'avait nullement l'intention de tuer le fugitif; tout au plus, en tirant les deux coups de fusil, voulait-il le blesser pour le mettre hors d'état de se sauver. La chose admise, ne doivent-ils pas — puisque par l'indignation du public M. Masurel fût arrêté — profiter de la même faveur que le gabelou, ce qui vient d'être fait, en versant un caution de dix mille francs pour le maître et mille pour le valet.

Donc, on a renvoyé ces brutes à leur métier sanguinaire; l'un pourra, puisque couvert par la direction des douanes, c'est-à-dire par l'État, recommencer son ignoble exercice sur d'autres marmots, et le millionnaire industriel-châtelain, puisque puissant du jour, prendre pour cible d'autres intrus qui pourraient avoir la fantaisie, très criminelle, de vouloir passer la haie trouée de son parc pour aller faire un tour en barquette sur l'étang, le dimanche, en plein jour, au vu et au su de tous les passants, et non, comme on l'a prétendu d'abord, pour y marauder des œufs de cane, puisque la presse conservatrice a dû le lendemain rectifier son affirmation; mais il fallait bien excuser le très catholique *Masurel* soutenu par une presse non moins catholique et suivre le précepte : « Homicide point ne seras de fait ni volontairement. » Oh! Les Pharisiens.

Pre Lanneau.

Mouvement ouvrier. — Bien que la situation soit un peu moins tendue que la semaine passée, les grèves continuent à être nombreuses.

C'est d'abord à Lorient où la grève bat toujours son plein pour les ouvriers du bâtiment, qui réclament avec la journée de dix heures, un minimum de salaire de 0 fr. 40 pour les menuisiers, 0 fr. 50 pour les charpentiers et 0 fr. 45 pour les maçons.

Depuis les incidents que j'ai signalés les chantiers sont partout gardés militairement, ce qui est loin d'apporter l'apaisement, et de nombreux conflits ont eu lieu entre les soldats transformés en chiens de garde de la propriété, et les grévistes qui veulent obtenir au moins de pouvoir vivre en travaillant, ce qui n'est pas précisément très subversif.

Des réunions et des manifestations ont lieu chaque jour; gendarmerie et police coopèrent à d'assez nombreuses arrestations, dans le but évident d'influencer les grévistes.

J'ai signalé en son temps la victoire des ouvriers boulangers qui, après quelques jours de lutte, ont obtenu, avec certaines améliorations de détails, la suppression du travail de nuit. Quelques patrons ayant tenté à nouveau de faire travailler la nuit, les ouvriers boulangers ont organisé une manifestation à travers la ville.

Le maire de Brest, Aubert, élu comme « socialiste révolutionnaire », il y a un mois, est maintenant complètement au service des patrons, et est intervenu à plusieurs reprises pour empêcher ses camarades d'hier de manifester.

Les journaux bourgeois sont unanimes à le féliciter de son « énergie ».

A Morlaix, les ouvriers boulangers réclament aussi la suppression du travail de nuit; une réunion contradictoire de patrons et de boulangers a eu lieu. Des patrons ont cédé sur toutes les revendications, mais ils demandaient de commencer le travail à trois heures; les ouvriers ont maintenu cinq heures.

A Brest, la grève des dockers continue; toutefois plusieurs entrepreneurs comprenant l'inutilité de la résistance, même sous la protection de l'armée, ont adhéré aux revendications formulées par les ouvriers. Le travail a repris chez les entrepreneurs qui ont accordé satisfaction.

Le port, bien entendu, est gardé militairement, et, à plusieurs reprises, il y a eu conflit. Les gendarmes, venus de tous les points du département, se montrent plus particulièrement violents.

L'agitation va de plus s'étendre aux inscrits maritimes qui ont déjà formulé leurs principales revendications. Le comité de Brest a de plus envoyé un important manifeste exposant la situation dans les ports environnants, et l'agitation gagne Douarnenez, Camaret, Audierne, Concarneau, et en général toute la côte bretonne.

D'autre part, la Bourse du Travail a fait afficher un appel invitant toutes les femmes couturières, repasseuses, modistes, blanchisseuses, domestiques, etc., à assister à une réunion générale qui se tiendra mercredi soir, pour discuter les voies et moyens propres à augmenter les salaires et diminuer les heures de travail.

A Marseille, où la situation, qui, au début de la semaine dernière, semblait devoir être on ne peut plus menaçante, tout est rentré dans « l'ordre » sans que l'on s'explique très bien pourquoi.

On semble aussi faire le silence autour de la tentative de corruption faite auprès du secrétaire du syndicat, Manot, et le journal *Le Charbonnier*, organe des ouvriers charbonniers de Marseille, met en doute la tentative de « corruption ».

Quoi qu'il en soit, la situation ne semble pas très nette, et pour ma part, je suis on ne peut plus surpris d'un aussi brusque revirement que rien ne faisait prévoir.

L'arbitrage accepté d'un commun accord au moment où, en tous cas, l'on pouvait s'y attendre le moins, ne me dit rien qui vaille.

Le conflit pendant entre les ouvriers cammionneurs et les patrons, qui était en voie d'arrangement, est à nouveau rouvert par suite du renvoi d'un ouvrier. C'est le système des coupes sombres qu'ils tentent de renouveler, mais le syndicat veille et si l'ouvrier n'est pas repris, la grève sera à nouveau déclarée.

Dans le Nord, le travail a repris un peu partout chez les tisseurs, très peu seulement résistent encore.

Par contre, les travailleurs de l'industrie tullière de Caudry se sont mis en grève.

Les teinturiers et apprêteurs de dentelles, de guipures, de tulles unis, de broderies, etc., se répartissent entre cinq ateliers distincts.

La presque totalité des ouvriers des quatre premiers industriels sont en grève. Quant aux ouvriers du dernier patron, qui sont au nombre de trente-deux, ils ne sont pas syndiqués et ont continué à travailler. Néanmoins, leur patron a déclaré qu'il terminerait l'apprêt des pièces en magasin, après quoi il fermerait son établissement pour se solidariser avec ses confrères.

Il ne sera pas banal de voir le patron donner lui-même une leçon de solidarité à ses exploités.

P. Delesalle.

A la suite de toutes les grèves où les mineurs ont obtenu quelque amélioration à leur sort, les compagnies, pour récupérer ce surcroît de dépenses, ont augmenté le prix de la houille. Ce qui fait qu'on entend souvent commerçants et ouvriers, dire, lorsque les mineurs sont en grève : « Qui donc paiera tout ça? Nous autres. » Et alors on n'a pas du public la sympathie et la solidarité sur lesquelles on serait en droit de compter. Il est vrai que pour le commerçant, ce surcroît de dépense est compensé par un surcroît de recette provenant de ce que le mineur gagnant plus, dépense davantage. Mais pour le métallurgiste, le maçon, par exemple, s'il y a augmentation de dépense il n'y a pas augmentation

de gain et alors c'est un peu plus de gêne; sa faculté de consommer étant très limitée, il s'en suit que quelques sous de moins influent de suite sur le budget.

Il y aurait, cependant, un moyen peut-être, de faire en sorte que le mieux être des uns n'aggrave la gêne des autres. Pour cela, il faudrait que lorsque les mineurs se déclarent en grève, ils tiennent au public le raisonnement suivant : « Soyez avec nous et nous serons avec vous. Nous prenons l'engagement, si vous nous aidez à triompher du mauvais vouloir de nos patrons, de ne pas permettre à notre tour que ceux-ci vous fassent payer notre augmentation de salaire. Si une hausse sur les charbons se produit, nous cesserons de nouveau immédiatement le travail ». Je soumets l'idée telle quelle. Qu'on la discute dans les syndicats de mineurs. L'idée n'est pas de moi; elle m'a été suggérée par la lecture de *Responsabilité et solidarité ouvrière*, petite brochure de Nettlau. Comme l'auteur, je crois qu'il y a quelque chose à faire pour intéresser le public à la réussite des grèves ouvrières. Il faut qu'il y trouve un intérêt immédiat.

Agitation. — A Panissière, les tisseurs de la maison Froget qui étaient en grève, grève que j'ai mentionnée dans un précédent numéro, ont par leur attitude belliqueuse forcé leur patron à capituler. Il y a quelques jours, à la suite d'une altercation entre grévistes et renégats, un de ceux-là fut arrêté, mais il dut être relâché car les tisseurs commencèrent immédiatement le siège de la caserne de gendarmerie. La situation pouvant devenir grave, le préfet envoya à Panissière un commissaire de police de Saint-Etienne. Soit conseils de celui-ci, soit l'espoir de prendre plus tard sa revanche ou encore la peur d'être passé à tabac par ses ouvriers révoltés, M. Froget consentit à appliquer l'ancien tarif. Malheureusement, il y aura quelques victimes de la grève, une vingtaine; ce qui fait qu'il n'y a là qu'une demi-victoire.

A Saint-Etienne, les maçons sont toujours en grève. En comptant les aides, on peut estimer à un millier environ le nombre de chômeurs. Quelques ouvriers, malfaiteurs ou estropiés de cervelle, se refusent à faire cause commune avec leurs camarades. Une liste a été dressée de leurs noms, mais ce n'est pas assez. Il ne peut pas y avoir de neutres dans ces conflits : il faut être pour ou contre et si on est contre, gare au châtiment.

A Firminy, les maçons également se sont réunis et ont jeté les bases d'un syndicat. Avec les menuisiers, ce sont, je crois, les seuls ouvriers du bâtiment de notre ville qui soient syndiqués. Qu'attendent les autres pour en faire autant? Et même pourquoi ne formerait-on pas un seul syndicat composé d'autant de sections qu'il y a de professions.

Enfin, les coiffeurs se mettent, eux aussi, à s'agiter. Ils réclament une heure pour manger tranquilles et ils ont bien raison. On travaille pour manger, si on n'a pas le temps de le faire, mieux vaut ne pas travailler. Un grand nombre de patrons coiffeurs ont accepté; mais une trentaine d'autres ne veulent pas céder et on les a mis à l'index. Que le public prenne fait et cause pour les pommadins et boycotte franchement les récalcitrants et on les verra bientôt mettre les pouces.

GALHAUBAN.

LIMOGES. — Un mois s'est écoulé depuis la déclaration de la grève des maçons; ces derniers conservant toujours le même calme stupide devant l'obstination des entrepreneurs. Ceux-ci, prévenus trois mois à l'avance, ont pris toutes précautions pour amener leurs esclaves à résipiscence.

Quand donc comprendra-t-on dans les Syndicats limogeaux la stérilité des prévenances envers les exploiteurs et l'emploi des politiciens pour trancher les conflits entre ouvriers et patrons? Hélas, encore trop empreints du respect des maîtres grâce à l'éducation reçue au sein même de leurs Syndicats, où les rabatteurs d'élections pullulent, donnent des ordres et seuls sont écoutés, ce jour ne nous semble pas proche.

Les ouvriers boulangers ont obtenu gain de cause en ce qui concerne la suppression du travail de nuit. Le travail commence à trois heures du matin.

Ce changement s'est opéré sans grève. Peut-être les patrons, se souvenant de l'énergie déployée il y a peu de temps par leurs ouvriers, ont-ils craint le renouvellement de certains faits désagréables pour leur personne; toujours est-il qu'après un referendum favorable à la suspension du travail de nuit, ils ont pris l'engagement de ne faire commencer le travail qu'à 3 heures du matin.

Cependant, malgré l'engagement pris, certains patrons n'en ont tenu aucun compte et, la semaine dernière, des patrouilles d'ouvriers boulangers ont surpris des réfractaires dont les devantures ont été brisées.

Le nommé Jarry, patron, a tiré des coups de fusils sur les ouvriers qui protestaient et en a blessé un à la cuisse.

Notons que depuis ces faits, la presse ne souffle plus mot de l'affaire.

A. BEAUBE.

LYON. — Les dockers de la Compagnie fluviale de navigation se sont mis en grève pour pouvoir obtenir la journée de 6 francs et 9 heures de travail; pour les persuader qu'ils ont tort de ne point se laisser exploiter aux prix qui leur sont offerts ni de se soumettre à la volonté de leurs exploiteurs, les policiers rivalisent de brutalité à leur égard. Par ordre de leurs chefs, ils vont à la sortie de l'asile de nuit et de la « Bouchée de Pain », raccoler les miséreux pour le compte de ladite Compagnie de navigation, pour les amener à remplacer les ouvriers en grève, et s'ils ne veulent point accepter cet obligatoire contrat de travail, ils sont immédiatement arrêtés pour délit de vagabondage.

C'est ainsi qu'au vingtième siècle la société bourgeoise et capitaliste comprend la liberté du travail.

Le Groupe *Germinal*.

Allemagne.

La lutte économique. — La Commission générale des syndicats, laquelle correspond, en Allemagne, à notre Confédération générale du travail, vient de publier sa statistique annuelle.

La Commission générale, au 31 décembre 1903, groupait 945.426 travailleurs, répartis entre 61 fédérations. L'augmentation annuelle avait été de *192.707 membres*. Il est peu d'exemples d'un si magnifique essor. A la fin de 1904, nul doute que la Commission générale aura dépassé le chiffre formidable d'un million de membres. Et, ainsi que l'observe très justement (et très inattenduement) un jeune publiciste social-démocrate, M. Albert Thomas, « un million de syndiqués, c'est une victoire plus certaine encore et d'effet plus durable que trois millions d'électeurs ».

Cependant la classe ouvrière n'est pas seule à s'organiser sur des bases solides. A l'appel de l'Union centrale des industriels allemands, la classe patronale a créé, au commencement de mai, une confédération de tous ses syndicats.

Son but sera, notamment, de défendre le patronat contre les *revendications illégitimes* (comment donc!) des travailleurs, et de protéger les ouvriers jeunes en temps de conflit. La Confédération interdit l'embauchage de tout ouvrier gréviste ou *lockouté*, tandis qu'elle s'impose de secourir tout patron endommagé par quelque grève ou quelque boycottage.

Contre le syndicalisme ouvrier, voici donc que se lève le syndicalisme patronal. La vieille société ne se rendra pas sans combattre. Empruntant à l'adversaire ses armes et ses moyens, elle le suit sur son terrain. Et l'on nous parlerait encore de la conquête des pouvoirs! Non, ce qui importe, ce n'est pas l'escalade des sièges électifs, c'est, de plus en plus, la lutte économique : les mille escarmouches pour l'élévation du salaire ou pour l'abaissement de la durée du travail, par quoi le prolétariat préludera à la prise de possession des mines, des champs et des ateliers.

Les ouvriers agricoles en Prusse. — M. Albert Sudekum, dans l'*Humanité*, a donné quelques renseignements sur la condition, cruellement servile, des ouvriers agricoles en Prusse.

Ils vivent sous le régime d'une loi d'exception, l'ordonnance sur les domestiques de 1854, qui, en leur interdisant toute coalition, toute entente, fait d'eux comme une poussière humaine, écrasée aux pieds des employeurs.

Jugez-en par ce texte :

« Les ouvriers qui cherchent à déterminer les patrons ou les autorités à de certains actes ou à de certaines concessions, soit en concertant la cessation du travail, soit en empêchant, par une entente, le travail chez un ou plusieurs patrons, soit en incitant à une semblable coalition, sont punis de prison jusqu'à un maximum d'un an. Sont punis d'une amende pouvant aller jusqu'à 15 marks (18 fr. 75), ou d'un emprisonnement de trois jours, les ouvriers qui refusent ou abandonnent le service ou le travail sans motif légitime. »

En vertu de ladite ordonnance, le placeur qui offrirait un emploi à un ouvrier déjà placé, encourrait pour ce fait une amende de 15 à 20 marks. Naguère encore, les propriétaires terriens pouvaient infliger des peines corporelles aux gens à leur service.

On conçoit si, par l'effet d'un si doux régime, les campagnes se dépeuplaient. « Se réfugier à la ville, écrit M. Sudekum, chercher asile parmi les masses organisées du prolétariat des cités, était pour le travailleur des champs l'unique moyen de se soustraire aux brutalités du système patriarcal. »

Or, voici que l'abandon des campagnes, considéré comme désertion, va tomber à son tour sous le coup des lois. La rupture du contrat de travail sera désormais interdite. Lié à la terre, l'ouvrier agricole sera plus serf que jamais.

Telle est la dernière imagination d'une caste de hobereaux en délire. Le régime qui en est là, à chercher son salut dans la restauration de l'esclavage, est bien près de sa chute. Soyons sans inquiétude. Les esclaves finiront bien toujours par avoir raison de la féodalité des tyrans.

AM. C.

Russie.

Patriotisme et superstition. — Malgré les pertes sensibles essuyées par l'avant-garde du général Kouropatkine, malgré l'immersion tragique de l'amiral Makharoff (les deux commandants étaient richement pourvus d'icones lors de leur départ pour le théâtre de la guerre), les masses populaires russes conservent une croyance inébranlable dans la puissance conquérante de ses amulettes. Actuellement, c'est le tour de l'amiral Skrydlow qui, après un court séjour à Sébastopol, s'empresse de rejoindre ses escadres en Extrême-Orient. Surabondamment muni d'icones que lui remirent les municipalités des principales villes, ses bagages ne cessent de s'enrichir, sur les innombrables stations du Transsibérien. A Toula, par exemple, une armée de pèlerins de Kiew remit à l'amiral une image de la mère de Dieu. Cette sainte image, peinte d'après le croquis d'un vétéran de la guerre de Crimée, représente la Sainte Vierge debout aux bords de la mer sur deux sabres en croix. L'amiral reçut le cadeau en remerciant chaudement, et immédiatement le télégraphe annonça la joyeuse nouvelle aux quatre coins de la sainte Russie.

Quant à la superstition des masses populaires, il y a des rapports relatant qu'un grand nombre de soldats de Kouropatkine sont convaincus que les Japonais sont des enchanteurs et par suite invulnérables. Parmi les populations rurales de l'empire, dont la plupart n'ont jamais entendu parler du Japon, n'ont jamais vu une carte et n'ont naturellement pas la moindre notion des causes de cette guerre sanglante, bien d'autres légendes suggestives sont répandues. Le correspondant d'un journal russe a interviewé les paysans des gouvernements de Moscou, Kursk, Kharkoff, Podolie et Kherson sur leurs opinions de la guerre. Voici ce qu'il raconte : dans un village les paysans lui affirmèrent qu'il est très difficile de combattre les Japonais parce qu'ils sont invisibles. A leur opinion, les Japonais sont de petits insectes ne sortant que la nuit. Cet insecte se cache sous l'herbe avec son dard et c'est là qu'il faut aller le chercher. C'est une vraie plaie pour nos soldats! Cet insecte leur glisse dans la semelle et leur suce le sang. Une fois bien repu, il se retire, le misérable, mais le pauvre soldat rend le dernier soupir. Et il nous faut combattre un pareil génie malfaisant!

« Je ne voulais pas en croire mes oreilles » raconte le correspondant russe; « tout d'abord, je crus que les paysans voulaient se payer ma tête, mais plus tard je m'aperçus que les pauvres diables parlaient sincèrement. »

Cette petite preuve de la superstition paysanne n'est pas invraisemblable. Dans un pays où les commandants en chef s'en vont en guerre chargés de saintes images miraculeuses, il n'est pas étonnant de voir les paysans à leur tour s'expliquer les événements historiques au moyen de la sorcellerie et de l'entrée en jeu du diable lui-même. X...

(D'après la *Gazette de Francfort*.)

Turquie.

Constantinople, 7 juin 1904. — *Instruments de civilisation*. — Vendredi dernier, 3 courant, à 6 heures du soir, deux brutes appartenant à la ma-

rine russe, se sont livrées sur la voie publique à des actes dépassant tout ce qu'on peut imaginer d'ignominieux, à un tel degré qu'on a de la peine à croire qu'ils ont été accomplis par des hommes.

Ces deux marins se promenaient ivres dans la grande rue de Péra et insultaient de la façon la plus bestiale toute femme se trouvant sur leur route. Ils passaient un bras autour du cou de la femme, tandis qu'ils portaient l'autre main sous les jupes et, la tenant serrée, la secouaient rudement. Cet outrage a été subi par au moins une vingtaine de femmes, en pleine rue, à 6 heures du soir, sans que personne n'osât corriger les brutes. Même chose inconnue jusqu'ici, une dame turque a été violentée de cette même façon sous les yeux mêmes de la police, sans que celle-ci intervînt le moins du monde. Un portefaix chargé d'un lourd fardeau a été jeté par terre, la vitre d'une voiture a été brisée sans que le cocher, ce qui n'aurait été que justes représailles, leur eût cinglé la figure avec son fouet.

Ces deux brutes continuèrent leur promenade, bousculant les passants, effrayant le public et rentrèrent, comme si rien n'était, à l'ambassade russe.

Un Turc.

Arménie.

Constantinople, le 4 juin 1904. — On se rappelle que le sultan avait donné ordre aux autorités ecclésiastiques arméniennes, de conférer avec les révolutionnaires arméniens de Sassoun, pour les amener à renoncer aux hostilités, sous promesse de ne pas les poursuivre et de garantir leur liberté.

Dans le n° 2 des *Temps Nouveaux*, j'avais exprimé des doutes sur la réussite de cette tentative, et voici maintenant un extrait d'un compte rendu, envoyé au patriarcat par les prélats de Bitlis et de Moush, démontrant combien il était illusoire de croire à la possibilité d'une entente :

« Nous, soussignés, prélats de Moush et de Bitlis ; six membres du Conseil civil (dépendant du patriarcat arménien), sommes partis pour Sassoun, le 18 avril (v. s.), vers 9 h. 1/2 à la turque, avec S. E. le vali de Bitlis, l'adjoint procureur général de Bitlis, l'adjoint gouverneur de Bitlis, et les deux membres arméniens du *Idaré Menylissi* (conseil administratif) de Bitlis. Nous sommes descendus le même soir dans le village arménien Kzel Hatch, se trouvant au pied du couvent Saint-Hovhannès. A notre grande surprise, nous étions déjà *devancés par le commandant militaire Salih pacha avec quelques bataillons de soldats*. La route directe entre Moush et Sassoun étant impraticable à cause de la neige, nous avions dû prendre la route de Kezel-Hatch. Le dimanche 11 avril (v. s.), à 9 heures du soir, nous arrivâmes à Latchenkan, village Kurde du Sassoun. Nous y trouvions le père Arakel Mouradian, adjoint supérieur du couvent Saint-Hovhannès ; le gouverneur de Guirdj et le Kaïmakam (sous gouverneur) du village Koulpi, tous mandés là par ordre spécial de S. E. le vali. Vers le soir, toute la commission fut convoquée, et on nous exhiba 5 Kurdes blessés et un cadavre. Le vali prétendait que ces six Kurdes étaient des victimes des Arméniens, et nous réclama une déclaration à ce sujet. Comme les agresseurs n'étaient connus de personne, il nous était impossible de donner la déclaration demandée, et nous nous sommes bornés à dire dans notre rapport que nous avons vu cinq blessés et un cadavre.

« Le lundi 12 avril, nous avons, sur la proposition du commandant militaire, envoyé le Père Arakel auprès des Arméniens réfugiés dans les montagnes du Sassoun. Le Père Arakel était muni de votre lettre du 4 mars, ainsi que de deux lettres d'exhortation, rédigées par nous, en date du 11 avril. Pour remplir cette mission, on ne voulait accorder au Père Arakel que six heures, délai dans lequel il était matériellement impossible d'aller et revenir. Avec grand'peine nous avons pu décider le vali à prolonger ce terme de trois heures, ce qui fait que le Père Arakel avait pour aller à Sassoun, conférer avec les réfugiés et revenir à Latchenkan, en tout, neuf heures, ce qui est encore insuffisant, car, non seulement la distance était grande, mais nous ignorions complètement à quel endroit se trouvaient les réfugiés, et il devait se rendre aux villages de Chinik et de Sémal, pour s'enquérir de l'endroit où ils se trouvaient.

« Nous attendions le retour du P. Arakel pour le mardi matin, 13 avril, mais il ne nous fut pas permis de l'attendre. Nous recevions ordre de nous mettre en route avec tous les fonctionnaires, et nous nous dirigeâmes sur Chinik, où le commandant militaire avec les soldats impériaux nous avait devancés. A l'approche de Chinik, nous entendions le grondement des canons suivi de coups de fusils. Arrivés enfin à Chinik qui est un village arménien, nous constations que le village avait été incendié et entièrement rasé. Il en était de même pour Sémal. A Chinik, on nous invita de nouveau à signer une déclaration comme quoi Chinik avait été incendié par les Arméniens, ce que nous avons refusé de faire, étant donnée l'absence de preuves. Nous avons par conséquent déclaré dans notre rapport que nous avons constaté que les villages Chinik et Sémal avaient été incendiés et que les auteurs nous étaient inconnus. Le commandant militaire fit appeler le P. Arakel au village Thorine le même jour, d'où il fut conduit sous escorte à Chinik. On l'amena directement chez le vali, où on le questionna en présence de tous les membres de la commission. Le P. Arakel déposa qu'il avait été impossible d'obtenir des réfugiés le résultat espéré. Au premier abord, les réfugiés voulaient répondre par écrit aux lettres que leur présenta le P. Arakel, lorsque tout-à-coup les réfugiés virent à l'aide d'une longue-vue, avancer sur eux les soldats turcs. Le danger étant imminent, les réfugiés estimèrent qu'il n'y avait plus de temps à perdre et ils dirent au P. A. ! « Allez vous-en, vous voyez bien que les soldats s'avancent déjà sur nous, quelle autre réponse voulez-vous de nous ? » Toute la journée nous avons entendu la fusillade sans interruption.

« Le mercredi, 14 avril, sont arrivés sous escorte, par ordre du gouverneur, le P. Vartan Hagopian, adjoint supérieur du couvent Saint-Garabed, et le moine Stépan Baghdassarian. Le lendemain le P. Vartan subit un interrogatoire. On l'accusait d'avoir envoyé des provisions aux réfugiés, ce qu'il contesta vivement. On l'a ensuite conduit dans la tente du procureur général, et y resta isolé de toute relation extérieure. On questionna alors le moine Stépan qui fut également emprisonné dans une autre tente. Le lendemain ils furent remis en liberté.

Du 16 au 19 avril nous n'avons pu rien faire. Pendant ces quatre jours il n'y avait pas de fusillade.

« Le 20 avril, vers 9 h. du matin, le grondement du canon et les coups de fusils ont recommencé sur les montagnes situées en face des villages Chinik et Sémal, et ont duré treize heures. La bataille a été reprise le lendemain à 3 heures et a duré jusqu'à sept heures du soir.

« Au retour du P. Arakel, nous voulions retourner à Mousch, mais le vali refusait de nous laisser partir ; pour retarder notre retour à Moush, il prétexta devoir télégraphier à Yildiz, ce qu'il fit en effet, en nous faisant savoir que nous avions à formuler par écrit le désir de quitter le lieu. A cet effet il nous fit remettre un écrit que nous devions signer si nous voulions partir. De nouveau nous étions forcés à refuser notre signature, vu que cet écrit contenait des choses n'ayant aucune relation avec notre demande, et dont cependant le gouverneur exigeait la confirmation. Nous avons alors formulé nous-mêmes une demande et après l'avoir signée, nous sommes partis de Chinik le 21 avril à 9 heures, et sommes arrivés à Moush à 3 h. 1/2 du soir. »

Il résulte donc de ce rapport que le sultan n'avait nullement l'intention de ne pas poursuivre *les réfugiés du Sassoun*, et que cette démarche était simplement faite pour sauver les apparences, car il est prouvé maintenant que le gouvernement avait *donné ordre* aux troupes de foudre sur les Arméniens *avant l'arrivée* de la commission. C'est d'ailleurs la tactique habituelle de la Bête rouge.

Edward Greene.

Egypte.

On nous écrit du Caire :

« Il y a quelques jours, a eu lieu à Alexandrie, dans la grande salle de la Société *Artigiana Italiana*, un meeting de *locataires organisé par la loge La Severa, afin de s'occuper* de l'incessante augmentation des loyers. Après un échange de vues on a nommé un Comité, lequel a déjà tenu plusieurs réunions, pour étudier *« les moyens de combattre et d'enrayer la marche toujours ascendante du prix des loyers »*.

Il décida de rédiger une sorte de mémoire dans lequel sera montrée l'ascension fantastique du prix des loyers, et la disposition énorme entre les prix payés par les locataires et la valeur des immeubles. Avec ce mémoire, un projet de réglementation ayant pour but de chercher à porter remède au mal sera présenté à S. A. le Khédive (1), au Conseil législatif et aux représentants des puissances. Mémoire et projet seront d'ailleurs discutés et approuvés, *s'il y a lieu*, dans un meeting général.

La Commission internationale formée à Alexandrie, pour la protection des locataires, a fait afficher à la Bourse, et distribuer en ville, à grand nombre d'exemplaires, une circulaire proclamation disant que la lutte pour la vie nous met dans l'impérieuse nécessité de lutter de toutes nos forces contre l'avidité des propriétaires d'immeubles... etc.

Il faut avouer que les motifs de plaintes ne manquent point. Au Caire, à Alexandrie, dans toutes les villes d'Egypte, la tendance à la hausse est générale. Les classes laborieuses ne sont pas seulement les plus lourdement atteintes par la cherté des habitations ; tout concourt à les écraser et à leur rendre l'existence intolérable : l'eau, le sel, la viande, la volaille, le charbon, les fruits, même la glace en cette saison d'été où la chaleur est insupportable, tous les produits en général atteignent des prix exorbitants.

En ce qui concerne la capitale, je connais un assez grand nombre de personnes en lutte avec leurs propriétaires, qui, chaque six mois, leur adressent des lettres recommandées les engageant à payer une augmentation de loyer ou à vider les lieux. De fait, les locataires sont placés entre l'enclume et le marteau. Certains propriétaires portaient dernièrement les loyers de 90 à 300, et de 60 à 130 livres sterling par an !

Qui pis est, ne voilà-t-il pas que l'administration des wakfs, — bien libres de l'Etat — paraît-il *œuvre de bienfaisance*, se met de la partie, et met le couteau sur la gorge des locataires de ses immeubles.

Aussi la campagne commencée à Alexandrie, excite un vif intérêt. On en trouve l'écho dans la presse. Citons par exemple ce passage : « On aura beau objecter qu'il n'y a rien à faire... et que chacun est libre de vendre ou de louer son bien au prix qui lui convient !... Si ce principe est, à la rigueur, admissible quand l'objet à vendre ou à louer est purement de luxe, il devient draconien lorsqu'il s'agit d'un objet de première nécessité ; et encore faut-il admettre que la loi morale défend à un homme d'honneur de dépasser la juste mesure, encore que la loi civile l'y autorise !

« En l'occurrence, et le Code et les actuels contrats imprimés de baux d'appartements sont tout en faveur du propriétaire qui ne manque pas de s'en prévaloir ; de telle sorte qu'on est porté à admettre que les articles qui les composent semblent être l'œuvre « non point de législateurs impartiaux, mais bien plutôt de propriétaires intéressés. »

Car naturellement, il s'est tout de suite trouvé de bons apôtres pour indiquer que « le vrai remède à la situation actuelle est... d'obtenir le concours de la municipalité et du gouvernement, etc. » Le gouvernement, nous avons appris à le connaître — et à nous méfier de lui — dans la question de la suppression des octrois. Et ce n'est pas lui, instrument de tyrannie aux mains des possédants, qui va nous délivrer de ces derniers, et mettre un frein à leur avidité.

La question, d'ailleurs, sera intéressante à suivre, et nous y reviendrons.

E. B.

VARIÉTÉS

PAGES RÉTROSPECTIVES

Le 21 juillet 1877 marquera dans l'histoire des relations entre le travail et le capital aux Etats-Unis. En un même jour on a pendu onze mineurs. C'est l'affaire dite des Molly Maguire ; une société secrète que les mineurs avaient instituée pour se défendre de toutes façons, meurtres et assassinats compris, contre les sévices et violences de leurs employeurs. La société existe depuis 1862 ; une douzaine de contremaîtres ou policiers ont successivement disparu ; tout porte à croire qu'ils ont péri par la main des Molly Maguire, c'est pour cela qu'une douzaine de ceux-ci ont été exécutés ; on en a pris quelques autres que l'on dit vouloir pendre aussi, mais leur condamnation n'est pas encore officielle.

Quelle vie les mineurs mènent pour un misérable salaire ! Il faut être descendu au fond des

mines pour s'en faire une idée ; il faut avoir vu ces hommes noirs à demi-nus, ruisselant de sueur, travailler dans une atmosphère étouffante, dans une obscurité où quelques lampes fumeuses se débattent çà et là : les parois suintent l'humidité : ils pataugeant dans la boue, ils piochent, les uns ployés en deux, les autres courbés sur le dos ou sur le flanc. Ce n'est pas une vie cela, il faudrait même l'appeler un supplice, n'était qu'on s'habitue à tout : jusqu'aux anguilles dit-on, qui s'habituent à être écorchées toutes vives. Des accidents de toute nature les menacent à chaque instant. Tantôt on apprend qu'il y en a de noyés par les inondations ; d'écrasés dans les éboulements, tantôt qu'ils ont été victimes d'une explosion de grisou. La statistique donne tous les ans un lugubre total des vies perdues, des membres cassés. L'on sait à une fraction près ce qu'un million de tonnes de houille contient de kilogrammes de chair humaine. Pour un pareil travail il ne faut certes pas des énervés, des amollis, des hommes qui aiment leurs aises et leur confort, il faut de rudes ouvriers, des gens qui ne soient pas avares de leurs peines. C'est pour cela qu'on les paie très mal et que les mineurs dans presque tous les pays sont les plus pauvres parmi les prolétaires, tandis que nombre de leurs employeurs ont fait des fortunes colossales. Il n'est pas trop difficile en effet de faire fortune quand le Gouvernement vous fait cadeau, pour peu que vous preniez la peine de le demander, d'un amas de houille qui jusque là appartenait à la nation, quand cette houille on ne la paie qu'un morceau de pain à l'ouvrier qui l'a extraite et qu'on la vend des prix exorbitants à la consommation industrielle ou ménagère. Mais on a peur que le producteur se révolte et veuille se faire payer davantage ; on a peur qu'il n'exige du beurre sur son pain. Il est donc nécessaire de l'intimider pour le tenir à la courte ration : il travaille durement, il sera traité durement.

C'est ce qu'aucun des journaux d'ici n'a osé rappeler, ils ont tous feint d'ignorer cet état de choses et de ne voir dans les Molly Maguire que d'abominables malfaiteurs, que des assassins qui assassinaient pour le plaisir d'assassiner, ils nous les ont représentés comme autant de Thugs égarés dans notre civilisation ; mais des causes qui leur ont mis le revolver en main ils ne nous disent pas un mot. A en croire les gazettes, il n'y aurait pas le moindre reproche à adresser à tous ces excellents contremaîtres, aux vertueux policiers tués pendant qu'ils accomplissaient leur devoir.

Cependant l'action est égale à la réaction ; en général la vengeance se mesure à l'insulte. Ce parti pris du journalisme nous a frappé dans un pays de presse libre : nous nous serions attendus à ce que les organes de l'opinion publique nous eussent dit tout ce qu'il y avait à dire sur les Mollies, d'un côté, tout ce qui les inculpait, d'un autre côté, tout ce qui les disculpait. Au contraire nous n'avons entendu que des cris de haine et de colère contre les malheureux qui allaient être exécutés, et dont le triste sort qui se préparait était pourtant de nature à inspirer des réflexions sérieuses et impartiales. Il nous choquait de lire dans des journaux de la libre Amérique : « Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que les préparatifs pour la pendaison en masse de cette tourbe de coquins se font de la manière la plus satisfaisante... Le comité des grâces a refusé de s'occuper de cette affaire... Le gouvernement de la Pensylvanie a été assiégé par les femmes, par les mères, par les enfants de ces chenapans, criant pardon, implorant miséricorde ; mais il a déclaré avec fermeté qu'il eût voulu un plus grand nombre de ces exécutions ou condamnations à mort pour les occire tous ensemble le même jour... C'est avec un véritable soulagement que nous enregistrons la déclaration de l'excellent gouverneur... » Entre ces journalistes et les Peaux-Rouges qui dansent autour du poteau auquel ils ont attaché leurs prisonniers de guerre, où donc est la différence? On eût dit que l'existence de ces onze Molly Maguire compromettait le salut de la société tout entière. Si un seul eût échappé, la société était en danger. On affectait l'épouvante afin d'être impitoyable. Les gazetiers accourus de tous les coins de l'Union, pour faire assister leur public à ce lugubre spectacle, recevaient ordre de se pourvoir de revolvers pour, en cas d'émeute, faire feu sur les émeutiers ; des officiers de milice faisaient bonne garde autour des prisons ; pendant les trois nuits qui précédèrent l'exécution, tous les bureaux télégraphiques durent rester ouverts dans la prévision qu'il faudrait mettre sur pied les régiments de Philadelphie et des environs. La surveillance immédiate des prisonniers était confiée à des gens armés de carabines chargées. Ces gens sont aux gages des capitalistes. *The Philadelphia and Reading Coal and Iron company* et la *Lehigh and Wilkes barre Coal company* avaient eu l'idée d'enrôler à leur service un corps spécial, *The Coal and Iron Police* des gaillards robustes et bien choisis, auxquels on avait distribué des cartes officielles d'agents de police. De sorte qu'ils appartenaient au Gouvernement mais dépendaient des administrateurs des mines qui les payaient sur l'argent des actionnaires. Ils étaient à la fois des fonctionnaires publics et les domestiques de certains particuliers, organisation qui nous rappelle M. Thiers, Président de la République Française et Président du Conseil d'administration des mines d'Anzin, qui, apprenant qu'une grève avait éclaté parmi ses mineurs, envoie par télégraphe l'ordre au préfet et au général du département, de se mettre à la disposition de son directeur et de faire parader devant les grévistes un régiment équipé en guerre. De ces policiers de nature mixte, les uns gardèrent l'habit officiel, d'autres se déguisèrent en mineurs pour s'aboucher avec les ouvriers et même s'enrôler parmi les Molly Maguire insaisissables jusque là, pour connaître les secrets de leur institution et les noms de leurs membres pour jouer parmi eux le rôle de mouchards et d'agents provocateurs. En effet, c'est sur le témoignage de l'un d'eux, et de lui seul, que huit Mollies ont été condamnés à mort.

L'exécution, nous raconte la *Tribune*, s'est passée parfaitement, aussi bien qu'on pouvait le désirer, n'a donné lieu à aucun accident ; elle fait le plus grand honneur aux bourreaux et divers agents qui ont fonctionné dans la cérémonie ». L'assistance était nombreuse dans les prisons, où l'on n'entrait qu'avec des cartes de faveur et où l'exécution devait avoir lieu entre les quatre murs. Des multitudes s'étaient assemblées aux alentours de la prison. Toute la population des mineurs, toute celle des Irlandais était là ; des charretées de parents jusqu'aux sixième et septième degrés, car tous les condamnés avaient de la famille : c'étaient des pères, c'étaient des mères c'étaient des femmes : l'un des suppliciés n'avait pas moins de huit enfants qu'on avait amenés là. Tous les patients, les récits sont unanimes là-dessus, ont marché à la mort avec courage et sang-froid : ils ont même montré une fermeté extraordinaire qui leur valut un certain respect du public, la sympathie des Irlandais, l'enthousiasme de leurs camarades. Il est vrai qu'ils étaient tous pieux et dévots catholiques ; qu'ils s'étaient tous bien et dûment confessés, qu'ils étaient pardonnés, absous, communiés, viatiqués, huilés, bénits. Jusqu'aux degrés de l'échafaud, chacun avait son prêtre tout au moins qui lui tenait un crucifix devant la bouche : des femmes leur avaient fait présent à tous d'une écharpe en velours noir avec un Christ brodé en argent.

Ils baisaient le crucifix, ils baisaient les mains du prêtre, ils allèrent jusqu'à serrer la main du bourreau et, montés sur la fatale plate-forme, ils pardonnèrent à tout le monde, même aux espions qui les avaient trahis. « Ils sont morts comme meurent les saints » s'écrient les catholiques ; de l'un d'eux qui, sous le nœud de la corde, ne regardait que le ciel, on a même dit qu'il avait l'air d'être au *Paradis* dans la compagnie des saints anges. Voilà ce que l'on a gagné à tuer onze prolétaires, en plein midi, dans la grandiose République des Etats-Unis, en face de Philadelphie, la cité de l'Amour des Frères, tout près du palais de l'Exposition, où tant de magnifiques discours sur la religion, la civilisation et le progrès viennent d'être prononcés.

La peine du talion est encore dans nos mœurs. Une douzaine de Molly Maguire ont tué une douzaine de policiers ; il est donc juste qu'on tue une douzaine de Molly Maguire, mais ces Mollies eux-mêmes n'ont pas tué, rien que pour leur amusement ; quoi qu'en disent les policiers et contremaîtres, ils ont tué pour venger ceux des camarades qui sont morts de misère imméritée, pour venger ce qu'ils avaient souffert eux-mêmes de brutalités et d'insolences. Mais ces Molly, de pauvres diables sans instruction, ne s'étaient attaqués qu'à des policiers et contremaîtres qui n'en pouvaient mais ; leurs coups frappaient à faux, ils ne se sont donc pas vengés. Si la Haute Cour de la Pensylvanie, jugeant dans sa souveraine sagesse, avait en rétaliation des iniquités commises fait pendre en face des Mollies une douzaine de directeurs et de gros actionnaires des mines de Reading, de Lehigh et de Wilkesbarre, le sentiment de l'équité eût été satisfait dans le peuple prolétaire. Mais la vindicte autoritaire n'est exercée que d'un côté et pas de l'autre, voilà pourquoi le nom de Molly Maguire est en honneur plus que jamais dans une partie de la population !

Cinq jours après la pendaison, la *Tribune*, qui est peut-être le journal le plus influent des Etats-Unis, et qui n'avait rien fait pour empêcher la décision, qui avait dit au contraire que les préparatifs marchaient de la manière la plus satisfaisante, cinq jours après la *Tribune* nous servait l'article suivant :

« Et après ?

« Comme mesure politique, la pendaison des Molly n'a pas eu de succès. Deux hommes ont été assassinés dans la nuit qui a suivi l'exécution ; d'autres ont mystérieusement disparu. On a recommencé à placarder des images de cercueils, des bandes armées et masquées parcourent les campagnes, les gens qui se sentent menacés envoient leurs femmes et leurs enfants se réfugier dans les villes. Les Molly appartiennent à une race à laquelle des siècles d'oppression ont enseigné la haine des lois. Les Pensylvaniens pensent les pouvoir civiliser par la terreur. Il leur faudra recourir à de tout autres moyens que celui d'il y a quelques jours.

. . . .

« Il ne faudra pas oublier qu'à l'origine les Molly Maguire étaient une association d'honnêtes gens ligués pour améliorer leurs salaires et pour agir sur les élections, mais non pas ligués pour tuer et piller. Ils appartiennent à ce peuple irlandais qui est intelligent, qui est affectionné, qui est dévot. Si on en a fait des brutes, c'est qu'on les a mis en dehors de l'humanité. Il n'est personne ayant vu une mine de près qui puisse s'étonner qu'on cherche dans le whiskey et dans le crime une diversion à tant de misère, à tant d'ennui ! Le mineur vit et respire dans le charbon, il mange son porc salé, couche dans une porcherie et retourne travailler à la mine. Quelques mauvais drôles congédiés après la guerre, ont trouvé là d'excellents matériaux à manipuler. De là les Molly et leurs meurtres. Il serait temps de manipuler les mineurs autrement ! »

Cela est fort bien dit après : avant cela eût mieux valu, cent fois mieux. Cependant mieux vaut tard que jamais !

ÉLIE RECLUS.

(Des papiers inédits).

BIBLIOGRAPHIE

Sous le titre : *L'Individualisme anarchiste* (1), M. V. Basch, tout en faisant la plus large place à une étude de Stirner, passe rapidement en revue le mouvement philosophique allemand du commencement du dix-neuvième siècle, démontrant comment Stirner est sorti du mouvement contre-hégélien. Puis, suivant pas à pas Stirner dans sa métaphysique, finit par une critique du communisme anarchiste.

Stirner et sa métaphysique, ai-je dit, c'est le mot employé par M. Basch qui, en parlant des divers systèmes philosophiques qu'il étudie, démontre comment leurs auteurs sont forcés de se construire une métaphysique, afin de pouvoir consolider leur argumentation ; celle-ci n'ayant de force qu'autant qu'il y a un point de départ accepté.

Et Stirner, comme les autres, n'y faillit pas ; car son « Moi », son « Unique » ne sont autre que des entités métaphysiques, qu'il est forcé de traiter en abstractions, pour arriver à leur attribuer l'absolu de puissance qu'il réclame pour eux.

Si, au lieu de parler d'un « Moi », d'un « Unique », d'un « Individu » : Stirner et tous les néo-individualistes, avaient dû tenir compte dans leurs raisonnements que la terre est peuplée de milliards de « Moi », d'« Uniques », d'« Individus », pouvant se réclamer, tous, des mêmes droits absolus, ils auraient été gênés dans les entournures de leurs affirmations, ou forcés de conclure à la prédominance des « Forts », des « Intelligents », des « Mieux doués », sous quelque rapport que ce soit. C'est-à-dire, à une aristocratie, au régime actuel. Alors, nul besoin de se poser en réformateur de l'ordre social, il n'y a qu'à avouer que l'on n'est qu'un bourgeois manqué, en quête des moyens de se glisser dans les rangs des privilégiés de l'ordre social ; et que si l'on se réclame des droits « intellectuels », appétits serait bien plus exact !

Et cela ne m'offusquerait nullement, toutes les réclamations ont le droit de se faire jour. Seulement aux gens qui viendraient leur dire : « Les bourgeois nous embêtent ; dans leur société, il n'y a de jouissance que pour ceux qui ont de l'argent. Je me sens, cependant, tout aussi capable qu'eux de jouir et d'exploiter. Associons-nous, pour les mettre par terre ; en qualité de plus intelligent, je prendrai leur place ; vous, vague humanité, vous continuerez à produire, heureux de peiner pour un cerveau au lieu d'avoir à engraisser un ventre ! ceux qui ne se croient ni des « Ventres » ni des « Cerveaux », mais seulement des hommes possédant ces deux organes, parce qu'ils ne pourraient pas vivre sans, et qui, par conséquent, envisagent l'association comme un échange de services mutuels, et non un moyen d'exploitation, ces gens-là, répondraient : « Merci bien ! autant que faire une révolution, je veux la faire pour ne plus être exploité. Pas plus par un « Cerveau » que par un « Ventre ». Votre transformation sociale n'est pas la mienne. Tâchez de vous mettre à la place du bourgeois, si vous pouvez, moi je veux travailler à me débarrasser d'eux comme de vous ».

Du reste, M. Basch fait très bien ressortir comment l'individualisme de Stirner aboutit tout droit à l'aristocratisme, au mépris de ceux que nos « intellectuels » dénomment le « troupeau », et comment il laisse de côté la question des rapports de tous ces « Uniques » entre eux, pour ne pas être obligé de conclure.

Mais « l'Individu » n'est pas la seule entité créée par Stirner, elles naissent en foule sous sa plume. Et lui qui a la prétention d'abattre les entités : Morale, société, etc., à chacune qu'il abat, vous en oppose de suite une autre. L'entité-Science, l'entité-Volonté, et quantité d'autres se dressent immédiatement. Allez donc discuter !

Ainsi, pour appuyer l'omnipotence de son « Unique », Stirner nous dit que « l'homme libre n'est déterminé ni par un autre, ni pour un autre ; il se détermine pour lui-même !

Pour notre homme, la Volonté est une puissance, l'homme fort veut parce qu'il est libre de déterminer sa volonté qui dégringole ainsi de son rang d'entité.

Or, n'en déplaise à Stirner, l'homme n'est pas libre de déterminer sa volonté. Il a bien le choix entre plusieurs motifs déterminants, mais ce choix est influencé par une multitude de causes qui agissent en lui, sans qu'il s'en rende compte, le plus souvent. L'homme est le produit de ses progéniteurs directs, ancestraux, qui lui transmettent un tempérament énergique ou nonchalant. Il est déterminé par son milieu social, par son éducation, par le climat, la température, par un état d'esprit gai ou triste, par une dépression ou une surexcitation physiologique, par son état de santé et mille autres causes qui ne me viennent pas sous la plume, mais que chacun peut trouver en y réfléchissant.

Stirner a beau mettre une capitale à Volonté, cette dernière n'est pas une force par elle-même ; elle n'est qu'une résultante ; son plus ou moins de force, de persistance, dépend d'autres qualités, d'autres défauts découlant eux-mêmes d'autres conditions. En réalité, l'homme n'est pas libre dans le sens absolu du mot, et Stirner si, au lieu d'être un littérateur, avait possédé quelques connaissances biologiques et physiologiques, n'aurait pas avancé son ânerie de l'« Unique » libre et tout-puissant !

Par contre, si M. Basch m'a paru maître de son sujet en ce qui concerne l'individualisme de Stirner, je le trouve plutôt faible, lorsqu'il aborde le communisme anarchiste.

Ainsi, par exemple, il prétend que « l'anarchisme, tout en acceptant la métaphysique et la biologie individualistes, se distingue de l'individualisme libéral, de sa psychologie qui prétend subordonner, dans le Moi, la raison au sentiment »... « Individualisme libéral et anarchisme sont fondés sur la même hypothèse de l'harmonie préétablie d'un ordre naturel et de la bonté originaire et foncière du genre humain » (page 256).

D'autre part, en morale, paraît-il, nous n'accepterions de considérer comme bons que les actes utiles à la race, (page 258).

Enfin, faisant confusion sur cette affirmation de l'égalité de tous, il entreprend de nous démontrer que c'est bien l'inégalité qui est la règle dans la nature.

Il faut convenir qu'il doit être difficile à un critique d'établir une synthèse générale de l'idée communiste anarchiste ; il doit lui arriver quelquefois de se trouver sans doute, devant des affirmations contraires, mais dans ce cas, on fait la critique de chaque auteur, sans lui attribuer la portée d'un credo général.

Je me suis insurgé, déjà, nombre de fois, contre cette croyance que l'on nous attribue à une bonté originaire de l'homme, et je m'insurge encore. Il est faux que je croie à la bonté originaire de l'homme, pas plus, du reste, à la méchanceté innée que lui attribuent les économistes. L'homme étant déterminé, il n'est que ce que le font le milieu, l'éducation et les circonstances. Tantôt bon, tantôt mauvais, selon qu'il croit y avoir intérêt.

Non, je ne crois pas à une harmonie préétablie, puisque, convaincu de l'origine animale de l'homme, ce n'est pas dans le passé que je cherche cette harmonie, mais dans l'avenir, par l'évolution.

L'homme étant sociable, devant avoir des relations avec ses semblables, je crois qu'il découle une morale de ces rapports — qu'on la nie, ou qu'on l'affirme, cela est purement du byzantinisme. — Du moment que j'ai des rapports avec les autres, je suis amené à juger leurs actes à mon égard, comme eux jugeront les miens envers eux, et, évidemment, je chercherais à me rapprocher de ceux dont les rapports me seront agréables, ou bienfaisants, je m'éloignerais de ceux qui me seront désagréables ou malfaisants. Voilà comment s'établit la morale. Evidemment, elle varie et évolue comme nous varions et évoluons. Cela ne veut pas dire qu'elle n'existe pas.

Mais que nous n'acceptions d'envisager comme bons que les actes utiles à la race, cela demande un peu plus d'explications.

Si, comme on a fait de la société, on prétend faire une nouvelle entité de la race, en faire un être ayant des besoins différents des miens et auxquels je dois subordonner mes actes, je repousse votre entité et prétends qu'avant de rechercher si mes actes sont utiles ou nuisibles à la race, j'ai d'abord à voir s'ils me sont utiles ou agréables à moi. Mais qu'il y ait corrélation étroite entre l'individu et la race, c'est une autre affaire. Si l'individu développe ses facultés, progresse intellectuellement et physiquement, la race ne peut qu'y gagner ; si l'individu se délabre physiquement et intellectuellement, la race y perd. Evidemment, ne sont bons que les actes qui n'ont aucune mauvaise répercussion sur la descendance. Mais comme ils ne peuvent en avoir sur la descendance sans en avoir sur l'individu lui-même, cette affirmation n'a pas les caractères que lui donne Basch.

Je ne crois pas non plus, qu'il ait été question, nulle part, de subordonner la raison au sentiment ; puisque ce que nous appelons sentiment n'est, dans le domaine idée, que ce que nous appelons instinct, dans le domaine action, c'est-à-dire, la répétition d'actes acquis, que nous ne contrôlons plus, parce que nous les considérons comme réguliers et inévitables.

Nos sentiments sont des vérités — ou que nous croyons telles, jusqu'à ce que nous les analysions — acquises, qui, en nous faisant agir spontanément enlèvent aux relations humaines ce qu'il y aurait de mortellement ennuyeux s'il n'y avait en présence que des êtres ayant la prétention de n'agir que d'après le raisonnement, après avoir pesé toutes les chances pour ou contre d'une action.

A chaque fois que nous acceptons une vérité comme acquise, c'est un sentiment qui se forme en nous. Nous ne chasserons pas plus le sentiment que l'instinct, puisque l'homme qui voudrait ne marcher qu'en analysant chacun des mouvements qui font mouvoir ses jambes, se rendrait la marche très difficile. Mais en combattant ce que nous appelons des erreurs ; en démontrant que chaque individu ne doit accepter comme vrai, que ce qu'il a reconnu lui-même être la vérité, c'est la meilleure démonstration que nous n'entendons pas subordonner la raison au sentiment.

Quant à l'inégalité, qui existe dans la nature, nous ne l'avons jamais niée, bien au contraire, puisque c'est sur cette inégalité et cette divergence que nous nous appuyons pour combattre l'Etat, les lois, et toute réglementation ayant pour but de s'appliquer uniformément à tous. C'est parce que nous reconnaissons que chaque individu a ses aptitudes particulières, ses tendances propres, que nous voulons son autonomie. Quand nous parlons d'égalité, nous avons peut-être tort de ne pas expliquer, comment nous l'entendons, mais tant qu'il ne se sera pas créé un glossaire approprié aux idées nouvelles, nous sommes bien forcés d'employer celui qui existe. Lorsque nous réclamons l'égalité pour tous, nous entendons égalité de moyens, ou plutôt que chacun soit libre — et qu'il lui soit possible — d'employer les moyens qu'il lui convient.

Je ne voudrais pas dire des choses désagréables à M. Basch ; mais lorsqu'il aura des autorités à citer, il devrait trouver de meilleur garants qu'un M. Vacher de Lapouge, et ses « races nobles » qui ne reposent sur aucune donnée scientifique. Ce soi-disant anthropologue, malgré sa phraséologie n'est arrivé à les mettre debout que par une méconnaissance complète des données scientifiques qu'il prétend utiliser.

J. Grave.

(1) Un volume 6 francs, chez Alcan, 103, boulevard Saint-Germain.

Nous avons reçu :

La *Bible d'Amiens*, par J. Ruskin, 1 volume, 3 fr. 50, au *Mercure*, 26, rue de Condé.

L'Esprit militaire (histoire sentimentale), par Stéfane. Pol., 1 vol., 3 fr., chez Girard et Brière, 16, rue Soufflot.

Bazaine fut-il un traître? par Elie Peyron, 1 vol., 2 fr., chez Stock, 27, rue Richelieu.

Revue générale de bibliographie française (numéro de juin), chez Schleicher, 25, rue des Saints-Pères.

Le mouvement littéraire socialiste depuis 1830, par J.-M. Gros, 1 vol., 3 fr. 50, chez Albin Michel, 59, rue des Mathurins.

A lire :

Le Guêpier, par G. Clémenceau ; *L'Aurore*, 13 juin.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Congrès antimilitariste d'Amsterdam (groupe de Paris). — Le comité d'organisation fait un pressant appel aux groupements, syndicats, etc., ainsi qu'à toutes les individualités, à l'effet d'assurer le succès du Congrès de Hollande. Il serait urgent que dans toutes les villes de France les camarades se concertassent en vue d'une agitation à créer et élaborassent, individuellement ou en commun, des rapports substantiels.

Le Congrès d'Amsterdam devant être autre chose qu'une vaine parlotte, nous prions les groupes et les camarades qui, dans l'impossibilité d'envoyer un délégué, nous adresseraient leur travail, d'exposer surtout des *moyens pratiques de désorganisation militaire*.

Adresser les communications, rapports, etc., au secrétaire Miguel Almereyda, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, ou au trésorier, A. Delalé, Bourse du travail, bureau 18, 3, rue du Château-d'Eau (10e).

mines pour s'en faire une idée; il faut avoir vu ces hommes noirs à demi-nus, ruisselant de sueur, travailler dans une atmosphère étouffante, dans une obscurité où quelques lampes fumeuses se débattent çà et là : les parois suintent l'humidité : ils pataugeant dans la boue, ils piochent, les uns ployés en deux, les autres courbés sur le dos ou sur le flanc. Ce n'est pas une vie cela, il faudrait même l'appeler un supplice, n'était qu'on s'habitue à tout : jusqu'aux anguilles dit-on, qui s'habituent à être écorchées toutes vives. Des accidents de toute nature les menacent à chaque instant. Tantôt on apprend qu'il y en a de noyés par les inondations; d'écrasés dans les éboulements, tantôt qu'ils ont été victimes d'une explosion de grisou. La statistique donne tous les ans un lugubre total des vies perdues, des membres cassés. L'on sait à une fraction près ce qu'un million de tonnes de houille contient de kilogrammes de chair humaine. Pour un pareil travail il ne faut certes pas des énervés, des amollis, des hommes qui aiment leurs aises et leur confort, il faut de rudes ouvriers, des gens qui ne soient pas avares de leurs peines. C'est pour cela qu'on les paie très mal et que les mineurs dans presque tous les pays sont les plus pauvres parmi les prolétaires, tandis que nombre de leurs employeurs ont fait des fortunes colossales. Il n'est pas trop difficile en effet de faire fortune quand le Gouvernement vous fait cadeau, pour peu que vous preniez la peine de le demander, d'un amas de houille qui jusque là appartenait à la nation, quand cette houille on ne la paie qu'un morceau de pain à l'ouvrier qui l'a extraite et qu'on la vend des prix exorbitants à la consommation industrielle ou ménagère. Mais on a peur que le producteur se révolte et veuille se faire payer davantage; on a peur qu'il n'exige du beurre sur son pain. Il est donc nécessaire de l'intimider pour le tenir à la courte ration : il travaille durement, il sera traité durement.

C'est ce qu'aucun des journaux d'ici n'a osé rappeler, ils ont tous feint d'ignorer cet état de choses et de ne voir dans les Molly Maguire que d'abominables malfaiteurs, que des assassins qui assassinaient pour le plaisir d'assassiner, ils nous les ont représentés comme autant de Thugs égarés dans notre civilisation; mais des causes qui leur ont mis le revolver en main ils ne nous disent pas un mot. A en croire les gazettes, il n'y aurait pas le moindre reproche à adresser à tous ces excellents contremaîtres, aux vertueux policiers tués pendant qu'ils accomplissaient leur devoir.

Cependant l'action est égale à la réaction; en général la vengeance se mesure à l'insulte. Ce parti pris du journalisme nous a frappé dans un pays de presse libre : nous nous serions attendus à ce que les organes de l'opinion publique nous eussent dit tout ce qu'il y avait à dire sur les Mollies, d'un côté, tout ce qui les inculpait, d'un autre côté, tout ce qui les disculpait. Au contraire nous n'avons entendu que des cris de haine et de colère contre les malheureux qui allaient être exécutés, et dont le triste sort qui se préparait était pourtant de nature à inspirer des réflexions sérieuses et impartiales. Il nous choquait de lire dans des journaux de la libre Amérique : « Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que les préparatifs pour la pendaison en masse de cette tourbe de coquins se font de la manière la plus satisfaisante... Le comité des grâces a refusé de s'occuper de cette affaire... Le gouvernement de la Pensylvanie a été assiégé par les femmes, par les mères, par les enfants de ces chenapans, criant pardon, implorant miséricorde; mais il a déclaré avec fermeté qu'il eût voulu un plus grand nombre de ces exécutions ou condamnations à mort pour les occire tous ensemble le même jour... C'est avec un véritable soulagement que nous enregistrons la déclaration de l'excellent gouverneur... » Entre ces journalistes et les Peaux-Rouges qui dansent autour du poteau auquel ils ont attaché leurs prisonniers de guerre, où donc est la différence? On eût dit que l'existence de ces onze Molly Maguire compromettait le salut de la société tout entière. Si un seul eût échappé, la société était en danger. On affectait l'épouvante afin d'être impitoyable. Les gazetiers accourus de tous les coins de l'Union, pour faire assister leur public à ce lugubre spectacle, recevaient ordre de se pourvoir de revolvers pour, en cas d'émeute, faire feu sur les émeutiers; des officiers de milice faisaient bonne garde autour des prisons; pendant les trois nuits qui précédèrent l'exécution, tous les bureaux télégraphiques durent rester ouverts dans la prévision qu'il faudrait mettre sur pied les régiments de Philadelphie et des environs. La surveillance immédiate des prisonniers était confiée à des gens armés de carabines chargées. Ces gens sont aux gages des capitalistes. *The Philadelphia and Reading Coal and Iron company* et la *Lehigh and Wilkes barre Coal company* avaient eu l'idée d'enrôler à leur service un corps spécial, *The Coal and Iron Police* des gaillards robustes et bien choisis, auxquels on avait distribué des cartes officielles d'agents de police. De sorte qu'ils appartenaient au Gouvernement mais dépendaient des administrateurs des mines qui les payaient sur l'argent des actionnaires. Ils étaient à la fois des fonctionnaires publics et les domestiques de certains particuliers, organisation qui nous rappelle M. Thiers, Président de la République Française et Président du Conseil d'administration des mines d'Anzin, qui, apprenant qu'une grève avait éclaté parmi ses mineurs, envoie par télégraphe l'ordre au préfet et au général du département, de se mettre à la disposition de son directeur et de faire parader devant les grévistes un régiment équipé en guerre. De ces policiers de nature mixte, les uns gardèrent l'habit officiel, d'autres se déguisèrent en mineurs pour s'aboucher avec les ouvriers et même s'enrôler parmi les Molly Maguire insaisissables jusque là, pour connaître les secrets de leur institution et les noms de leurs membres pour jouer parmi eux le rôle de mouchards et d'agents provocateurs. En effet, c'est sur le témoignage de l'un d'eux, et de lui seul, que huit Mollies ont été condamnés à mort.

L'exécution, nous raconte la *Tribune*, s'est passée parfaitement, aussi bien qu'on pouvait le désirer, n'a donné lieu à aucun accident; elle fait le plus grand honneur aux bourreaux et divers agents qui ont fonctionné dans la cérémonie ». L'assistance était nombreuse dans les prisons, où l'on n'entrait qu'avec des cartes de faveur et où l'exécution devait avoir lieu entre les quatre murs. Des multitudes s'étaient assemblées aux alentours de la prison. Toute la population des mineurs, toute celle des Irlandais était là; des charretées de parents jusqu'aux sixième et septième degrés, car tous les condamnés avaient de la famille : c'étaient des pères, c'étaient des mères c'étaient des femmes : l'un des suppliciés n'avait pas moins de huit enfants qu'on avait amenés là. Tous les patients, les récits sont unanimes là-dessus, ont marché à la mort avec courage et sang-froid : ils ont même montré une fermeté extraordinaire qui leur valut un certain respect du public, la sympathie des Irlandais, l'enthousiasme de leurs camarades. Il est vrai qu'ils étaient tous pieux et dévots catholiques; qu'ils s'étaient tous bien et dûment confessés, qu'ils étaient pardonnés, absous, communiés, viatiqués, huilés, bénits. Jusqu'aux degrés de l'échafaud, chacun avait son prêtre tout au moins qui lui tenait un crucifix devant la bouche : des femmes leur avaient fait présent à tous d'une écharpe en velours noir avec un Christ brodé en argent.

Ils baisaient le crucifix, ils baisaient les mains du prêtre, ils allèrent jusqu'à serrer la main du bourreau et, montés sur la fatale plate-forme, ils pardonnèrent à tout le monde, même aux espions qui les avaient trahis. « Ils sont morts comme meurent les saints » s'écrient les catholiques; de l'un d'eux qui, sous le nœud de la corde, ne regardait que le ciel, on a même dit qu'il avait l'air d'être au Paradis dans la compagnie des saints anges. Voilà ce que l'on a gagné à tuer onze prolétaires, en plein midi, dans la grandiose République des Etats-Unis, en face de Philadelphie, la cité de l'Amour des Frères, tout près du palais de l'Exposition, où tant de magnifiques discours sur la religion, la civilisation et le progrès viennent d'être prononcés.

La peine du talion est encore dans nos mœurs. Une douzaine de Molly Maguire ont tué une douzaine de policiers; il est donc juste qu'on tue une douzaine de Molly Maguire, mais ces Mollies eux-mêmes n'ont pas tué, rien que pour leur amusement; quoi qu'en disent les policiers et contremaîtres, ils ont tué pour venger ceux des camarades qui sont morts de misère imméritée, pour venger ce qu'ils avaient souffert eux-mêmes de brutalités et d'insolences. Mais ces Molly, de pauvres diables sans instruction, ne s'étaient attaqués qu'à des policiers et contremaîtres qui n'en pouvaient mais; leurs coups frappaient à faux, ils ne se sont donc pas vengés. Si la Haute Cour de la Pensylvanie, jugeant dans sa souveraine sagesse, avait en rétaliation des iniquités commises fait pendre en face des Mollies une douzaine de directeurs et de gros actionnaires des mines de Reading, de Lehigh et de Wilkesbarre, le sentiment de l'équité eût été satisfait dans le peuple prolétaire. Mais la vindicte autoritaire n'est exercée que d'un côté et pas de l'autre, voilà pourquoi le nom de Molly Maguire est en honneur plus que jamais dans une partie de la population !

Cinq jours après la pendaison, la *Tribune*, qui est peut-être le journal le plus influent des Etats-Unis, et qui n'avait rien fait pour empêcher la décision, qui avait dit au contraire que les préparatifs marchaient de la manière la plus satisfaisante, cinq jours après la *Tribune* nous servait l'article suivant :

« Et après ?

« Comme mesure politique, la pendaison des Molly n'a pas eu de succès. Deux hommes ont été assassinés dans la nuit qui a suivi l'exécution; d'autres ont mystérieusement disparu. On a recommencé à placarder des images de cercueils, des bandes armées et masquées parcourent les campagnes, les gens qui se sentent menacés envoient leurs femmes et leurs enfants se réfugier dans les villes. Les Molly appartiennent à une race à laquelle des siècles d'oppression ont enseigné la haine des lois. Les Pensylvaniens pensent les pouvoir civiliser par la terreur. Il leur faudra recourir à de tout autres moyens que celui d'il y a quelques jours.

. . . .

« Il ne faudra pas oublier qu'à l'origine les Molly Maguire étaient une association d'honnêtes gens ligués pour améliorer leurs salaires et pour agir sur les élections, mais non pas ligués pour tuer et piller. Ils appartiennent à ce peuple irlandais qui est intelligent, qui est affectionné, qui est dévot. Si on en a fait des brutes, c'est qu'on les a mis en dehors de l'humanité. Il n'est personne ayant vu une mine de près qui puisse s'étonner qu'on cherche dans le whiskey et dans le crime une diversion à tant de misère, à tant d'ennui ! Le mineur vit et respire dans le charbon, il mange son porc salé, couche dans une porcherie et retourne travailler à la mine. Quelques mauvais drôles congédiés après la guerre, ont trouvé là d'excellents matériaux à manipuler. De là les Molly et leurs meurtres. Il serait temps de manipuler les mineurs autrement ! »

Cela est fort bien dit après : avant cela eût mieux valu, cent fois mieux. Cependant mieux vaut tard que jamais !

ELIE RECLUS.

(*Des papiers inédits*).

BIBLIOGRAPHIE

Sous le titre : *L'Individualisme anarchiste* (1), M. V. Basch, tout en faisant la plus large place à une étude de Stirner, passe rapidement en revue le mouvement philosophique allemand du commencement du dix-neuvième siècle, démontrant comment Stirner est sorti du mouvement contre-hégélien. Puis, suivant pas à pas Stirner dans sa métaphysique, finit par une critique du communisme anarchiste.

Stirner et sa métaphysique, ai-je dit, c'est le mot employé par M. Basch qui, en parlant des divers systèmes philosophiques qu'il étudie, démontre comment leurs auteurs sont forcés de se construire une métaphysique, afin de pouvoir consolider leur argumentation ; celle-ci n'ayant de force qu'autant qu'il y a un point de départ accepté.

Et Stirner, comme les autres, n'y faillit pas ; car son « Moi », son « Unique » ne sont autre que des entités métaphysiques, qu'il est forcé de traiter en abstractions, pour arriver à leur attribuer l'absolu de puissance qu'il réclame pour eux.

Si, au lieu de parler d'un « Moi », d'un « Unique », d'un « Individu » : Stirner et tous les néo-individualistes, avaient dû tenir compte dans leurs raisonnements que la terre est peuplée de milliards de « Moi », d' « Uniques », d' « Individus », pouvant se réclamer, tous, des mêmes droits absolus, ils auraient été gênés dans les entournures de leurs affirmations, ou forcés de conclure à la prédominance des « Forts », des « Intelligents », des « Mieux doués », sous quelque rapport que ce soit. C'est-à-dire, à une aristocratie, au régime actuel. Alors, nul besoin de se poser en réformateur de l'ordre social, il n'y a qu'à avouer que l'on n'est qu'un bourgeois manqué, en quête des moyens de se glisser dans les rangs des privilégiés de l'ordre social ; et que si l'on se réclame des droits « intellectuels », appétits serait bien plus exact !

Et cela ne m'offusquerait nullement, toutes les réclamations ont le droit de se faire jour. Seulement aux gens qui viendraient leur dire : « Les bourgeois nous embêtent ; dans leur société, il n'y a de jouissance que pour ceux qui ont de l'argent. Je me sens, cependant, tout aussi capable qu'eux de jouir et d'exploiter. Associons-nous, pour les mettre par terre ; en qualité de plus intelligent, je prendrai leur place ; vous, vague humanité, vous continuerez à produire, heureux de peiner pour un cerveau au lieu d'avoir à engraisser un ventre ! ceux qui ne se croient ni des « Ventres » ni des « Cerveaux », mais seulement des hommes possédant ces deux organes, parce qu'ils ne pourraient pas vivre sans, et qui, par conséquent, envisagent l'association comme un échange de services mutuels, et non un moyen d'exploitation, ces gens-là, répondraient : « Merci bien ! autant que faire une révolution, je veux la faire pour ne plus être exploité. Pas plus par un « Cerveau » que par un « Ventre ». Votre transformation sociale n'est pas la mienne. Tâchez de vous mettre à la place du bourgeois, si vous pouvez, moi je veux travailler à me débarrasser d'eux comme de vous ».

Du reste, M. Basch fait très bien ressortir comment l'individualisme de Stirner aboutit tout droit à l'aristocratisme, au mépris de ceux que nos « intellectuels » dénomment le « troupeau », et comment il laisse de côté la question des rapports de tous ces « Uniques » entre eux, pour ne pas être obligé de conclure.

Mais « l'Individu » n'est pas la seule entité créée par Stirner, elles naissent en foule sous sa plume. Et lui qui a la prétention d'abattre les entités : Morale, société, etc., à chacune qu'il abat, vous en oppose de suite une autre. L'entité-Science, l'entité-Volonté, et quantité d'autres se dressent immédiatement. Allez donc discuter !

Ainsi, pour appuyer l'omnipotence de son « Unique », Stirner nous dit que « l'homme libre n'est déterminé ni par un autre, ni pour un autre : il se détermine pour lui-même !

Pour notre homme, la Volonté est une puissance, l'homme fort veut parce qu'il est libre de déterminer sa volonté qui dégringole ainsi de son rang d'entité.

Or, n'en déplaise à Stirner, l'homme n'est pas libre de déterminer sa volonté. Il a bien le choix entre plusieurs motifs déterminants, mais ce choix est influencé par une multitude de causes qui agissent en lui, sans qu'il s'en rende compte, le plus souvent. L'homme est le produit de ses progéniteurs directs, ancestraux, qui lui transmettent un tempérament énergique ou nonchalant. Il est déterminé par son milieu social, par son éducation, par le climat, la température, par un état d'esprit gai ou triste, par une dépression ou une surexcitation physiologique, par son état de santé et mille autres causes qui ne me viennent pas sous la plume, mais que chacun peut trouver en y réfléchissant.

Stirner a beau mettre une capitale à Volonté, cette dernière n'est pas une force par elle-même ; elle n'est qu'une résultante ; son plus ou moins de force, de persistance, dépend d'autres qualités, d'autres défauts découlant eux-mêmes d'autres conditions. En réalité, l'homme n'est pas libre dans le sens absolu du mot, et Stirner si, au lieu d'être un littérateur, avait possédé quelques connaissances biologiques et physiologiques, n'aurait pas avancé son ânerie de l' « Unique » libre et tout-puissant !

Par contre, si M. Basch m'a paru maître de son sujet en ce qui concerne l'individualisme de Stirner, je le trouve plutôt faible, lorsqu'il aborde le communisme anarchiste.

Ainsi, par exemple, il prétend que « l'anarchisme, tout en acceptant la métaphysique et la biologie individualistes, se distingue de l'individualisme libéral, de sa psychologie qui prétend subordonner, dans le Moi, la raison au sentiment »... « Individualisme libéral et anarchisme sont fondés sur la même hypothèse de l'harmonie préétablie d'un ordre naturel et de la bonté originaire et foncière du genre humain » (page 256).

D'autre part, en morale, paraît-il, nous n'accepterions de considérer comme bons que les actes utiles à la race, (page 258).

Enfin, faisant confusion sur cette affirmation de l'égalité de tous, il entreprend de nous démontrer que c'est bien l'inégalité qui est la règle dans la nature.

Il faut convenir qu'il doit être difficile à un critique d'établir une synthèse générale de l'idée communiste anarchiste ; il doit lui arriver quelquefois de se trouver sans doute, devant des affirmations contraires, mais dans ce cas, on fait la critique de chaque auteur, sans lui attribuer la portée d'un credo général.

Je me suis insurgé, déjà, nombre de fois, contre cette croyance que l'on nous attribue à une bonté originaire de l'homme, et je m'insurge encore. Il est faux que je croie à la bonté originaire de l'homme, pas plus, du reste, à la méchanceté innée que lui attribuent les économistes. L'homme étant déterminé, il n'est que ce que le font le milieu, l'éducation et les circonstances. Tantôt bon, tantôt mauvais, selon qu'il croit y avoir intérêt.

Non, je ne crois pas à une harmonie préétablie, puisque, convaincu de l'origine animale de l'homme, ce n'est pas dans le passé que je cherche cette harmonie, mais dans l'avenir, par l'évolution.

L'homme étant sociable, devant avoir des relations avec ses semblables, je crois qu'il découle une morale de ces rapports — qu'on la nie, ou qu'on l'affirme, cela est purement du byzantinisme. — Du moment que j'ai des rapports avec les autres, je suis amené à juger leurs actes à mon égard, comme eux jugeront les miens envers eux, et, évidemment, je chercherais à me rapprocher de ceux dont les rapports me seront agréables, ou bienfaisants, je m'éloignerais de ceux qui me seront désagréables ou malfaisants. Voilà comment s'établit la morale. Evidemment, elle varie et évolue comme nous varions et évoluons. Cela ne veut pas dire qu'elle n'existe pas.

Mais que nous n'acceptions d'envisager comme bons que les actes utiles à la race, cela demande un peu plus d'explications.

Si, comme on a fait de la société, on prétend faire une nouvelle entité de la race, en faire un être ayant des besoins différents des miens et auxquels je dois subordonner mes actes, je repousse votre entité et prétends qu'avant de rechercher si mes actes sont utiles ou nuisibles à la race, j'ai d'abord à voir s'ils me sont utiles ou agréables à moi. Mais qu'il y ait corrélation étroite entre l'individu et la race, c'est une autre affaire. Si l'individu développe ses facultés, progresse intellectuellement et physiquement, la race ne peut qu'y gagner ; si l'individu se délabre physiquement et intellectuellement, la race y perd. Evidemment, ne sont bons que les actes qui n'ont aucune mauvaise répercussion sur la descendance. Mais comme ils ne peuvent en avoir sur la descendance sans en avoir sur l'individu lui-même, cette affirmation n'a pas les caractères que lui donne Basch.

Je ne crois pas non plus, qu'il ait été question, nulle part, de subordonner la raison au sentiment ; puisque ce que nous appelons sentiment n'est, dans le domaine idée, que ce que nous appelons instinct, dans le domaine action, c'est-à-dire, la répétition d'actes acquis, que nous ne contrôlons plus, parce que nous les considérons comme réguliers et inévitables.

Nos sentiments sont des vérités — ou que nous croyons telles, jusqu'à ce que nous les analysions — acquises, qui, en nous faisant agir spontanément enlèvent aux relations humaines ce qu'il y aurait de mortellement ennuyeux s'il n'y avait en présence que des êtres ayant la prétention de n'agir que d'après le raisonnement, après avoir pesé toutes les chances pour ou contre d'une action.

A chaque fois que nous acceptons une vérité comme acquise, c'est un sentiment qui se forme en nous. Nous ne chasserons pas plus le sentiment que l'instinct, puisque l'homme qui voudrait ne marcher qu'en analysant chacun des mouvements qui font mouvoir ses jambes, se rendrait la marche très difficile. Mais en combattant ce que nous appelons des erreurs ; en démontrant que chaque individu ne doit accepter comme vrai, que ce qu'il a reconnu lui-même être la vérité, c'est la meilleure démonstration que nous n'entendons pas subordonner la raison au sentiment.

Quant à l'inégalité, qui existe dans la nature, nous ne l'avons jamais niée, bien au contraire, puisque c'est sur cette inégalité et cette divergence que nous nous appuyons pour combattre l'Etat, les lois, et toute réglementation ayant pour but de s'appliquer uniformément à tous. C'est parce que nous reconnaissons que chaque individu à ses aptitudes particulières, ses tendances propres, que nous voulons son autonomie. Quand nous parlons d'égalité, nous avons peut-être tort de ne pas expliquer, comment nous l'entendons, mais tant qu'il ne se sera pas créé un glossaire approprié aux idées nouvelles, nous sommes bien forcés d'employer celui qui existe. Lorsque nous réclamons l'égalité pour tous, nous entendons égalité de moyens, ou plutôt que chacun soit libre — et qu'il lui soit possible — d'employer les moyens qu'il lui convient.

Je ne voudrais pas dire des choses désagréables à M. Basch ; mais lorsqu'il aura des autorités à citer, il devrait trouver de meilleur garants qu'un M. Vacher de Lapouge, et ses « races nobles » qui ne reposent sur aucune donnée scientifique. Ce soi-disant anthropologue, malgré sa phraséologie n'est arrivé à les mettre debout que par une méconnaissance complète des données scientifiques qu'il prétend utiliser.

J. Grave.

(1) Un volume 6 francs, chez Alcan, 103, boulevard Saint-Germain.

Nous avons reçu :

La *Bible d'Amiens*, par J. Ruskin, 1 volume, 3 fr. 50, au *Mercure*, 26, rue de Condé.

L'Esprit militaire (histoire sentimentale), par Stéfane. Pol., 1 vol., 3 fr., chez Girard et Brière, 16, rue Soufflot.

Bazaine fut-il un traître? par Elie Peyron, 1 vol., 2 fr., chez Stock, 27, rue Richelieu.

Revue générale de bibliographie française (numéro de juin), chez Schleicher, 25, rue des Saints-Pères.

Le mouvement littéraire socialiste depuis 1830, par J.-M. Gros. 1 vol., 3 fr. 50, chez Albin Michel, 59, rue des Mathurins.

A lire :

Le Guêpier, par G. Clémenceau ; *L'Aurore*, 13 juin.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Congrès antimilitariste d'Amsterdam (groupe de Paris). — Le comité d'organisation fait un pressant appel aux groupements, syndicats, etc., ainsi qu'à toutes les individualités, à l'effet d'assurer le succès du Congrès de Hollande. Il serait urgent que dans toutes les villes de France les camarades se concertassent en vue d'une agitation à créer et élaborassent, individuellement ou en commun, des rapports substantiels.

Le Congrès d'Amsterdam devant être autre chose qu'une vaine parlotte, nous prions les groupes et les camarades qui, dans l'impossibilité d'envoyer un délégué, nous adresseraient leur travail, d'exposer surtout des *moyens pratiques de désorganisation militaire*.

Adresser les communications, rapports, etc., au secrétaire Miguel Almereyda, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, ou au trésorier, A. Delalé, Bourse du travail, bureau 18, 3, rue du Château-d'Eau (10e).

mines pour s'en faire une idée ; il faut avoir vu ces hommes noirs à demi-nus, ruisselant de sueur, travailler dans une atmosphère étouffante, dans une obscurité où quelques lampes fumeuses se débattent çà et là : les parois suintent l'humidité : ils pataugeant dans la boue, ils piochent, les uns ployés en deux, les autres courbés sur le dos ou sur le flanc. Ce n'est pas une vie cela, il faudrait même l'appeler un supplice, n'était qu'on s'habitue à tout : jusqu'aux anguilles dit-on, qui s'habituent à être écorchées toutes vives. Des accidents de toute nature les menacent à chaque instant. Tantôt on apprend qu'il y en a de noyés par les inondations ; d'écrasés dans les éboulements, tantôt qu'ils ont été victimes d'une explosion de grisou. La statistique donne tous les ans un lugubre total des vies perdues, des membres cassés. L'on sait à une fraction près ce qu'un million de tonnes de houille contient de kilogrammes de chair humaine. Pour un pareil travail il ne faut certes pas des énervés, des amollis, des hommes qui aiment leurs aises et leur confort, il faut de rudes ouvriers, des gens qui ne soient pas avares de leurs peines. C'est pour cela qu'on les paie très mal et que les mineurs dans presque tous les pays sont les plus pauvres parmi les prolétaires, tandis que nombre de leurs employeurs ont fait des fortunes colossales. Il n'est pas trop difficile en effet de faire fortune quand le Gouvernement vous fait cadeau, pour peu que vous preniez la peine de le demander, d'un amas de houille qui jusque là appartenait à la nation, quand cette houille on ne la paie qu'un morceau de pain à l'ouvrier qui l'a extraite et qu'on la vend des prix exorbitants à la consommation industrielle ou ménagère. Mais on a peur que le producteur se révolte et veuille se faire payer davantage ; on a peur qu'il n'exige du beurre sur son pain. Il est donc nécessaire de l'intimider pour le tenir à la courte ration : il travaille durement, il sera traité durement.

C'est ce qu'aucun des journaux d'ici n'a osé rappeler, ils ont tous feint d'ignorer cet état de choses et de ne voir dans les Molly Maguire que d'abominables malfaiteurs, que des assassins qui assassinaient pour le plaisir d'assassiner, ils nous les ont représentés comme autant de Thugs égarés dans notre civilisation ; mais des causes qui leur ont mis le revolver en main ils ne nous disent pas un mot. A en croire les gazettes, il n'y aurait pas le moindre reproche à adresser à tous ces excellents contremaîtres, aux vertueux policiers tués pendant qu'ils accomplissaient leur devoir.

Cependant l'action est égale à la réaction ; en général la vengeance se mesure à l'insulte. Ce parti pris du journalisme nous a frappé dans un pays de presse libre : nous nous serions attendus à ce que les organes de l'opinion publique nous eussent dit tout ce qu'il y avait à dire sur les Mollies, d'un côté, tout ce qui les inculpait, d'un autre côté, tout ce qui les disculpait. Au contraire nous n'avons entendu que des cris de haine et de colère contre les malheureux qui allaient être exécutés, et dont le triste sort qui se préparait était pourtant de nature à inspirer des réflexions sérieuses et impartiales. Il nous choquait de lire dans des journaux de la libre Amérique : « Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que les préparatifs pour la pendaison en masse de cette tourbe de coquins se font de la manière la plus satisfaisante... Le comité des grâces a refusé de s'occuper de cette affaire... Le gouvernement de la Pensylvanie a été assiégé par les femmes, par les mères, par les enfants de ces chenapans, criant pardon, implorant miséricorde ; mais il a déclaré avec fermeté qu'il eût voulu un plus grand nombre de ces exécutions ou condamnations à mort pour les occire tous ensemble le même jour... C'est avec un véritable soulagement que nous enregistrons la déclaration de l'excellent gouverneur... » Entre ces journalistes et les Peaux-Rouges qui dansent autour du poteau auquel ils ont attaché leurs prisonniers de guerre, où donc est la différence ? On eût dit que l'existence de ces onze Molly Maguire compromettait le salut de la société tout entière. Si un seul eût échappé, la société était en danger. On affectait l'épouvante afin d'être impitoyable. Les gazetiers accourus de tous les coins de l'Union, pour faire assister leur public à ce lugubre spectacle, recevaient ordre de se pourvoir de revolvers pour, en cas d'émeute, faire feu sur les émeutiers ; des officiers de milice faisaient bonne garde autour des prisons ; pendant les trois nuits qui précédèrent l'exécution, tous les bureaux télégraphiques durent rester ouverts dans la prévision qu'il faudrait mettre sur pied les régiments de Philadelphie et des environs. La surveillance immédiate des prisonniers était confiée à des gens armés de carabines chargées. Ces gens sont aux gages des capitalistes. *The Philadelphia and Reading Coal and Iron company* et la *Lehigh and Wilkes barre Coal company* avaient eu l'idée d'enrôler à leur service un corps spécial, *The Coal and Iron Police* des gaillards robustes et bien choisis, auxquels on avait distribué des cartes officielles d'agents de police. De sorte qu'ils appartenaient au Gouvernement mais dépendaient des administrateurs des mines qui les payaient sur l'argent des actionnaires. Ils étaient à la fois des fonctionnaires publics et les domestiques de certains particuliers, organisation qui nous rappelle M. Thiers, Président de la République Française et Président du Conseil d'administration des mines d'Anzin, qui, apprenant qu'une grève avait éclaté parmi ses mineurs, envoie par télégraphe l'ordre au préfet et au général du département, de se mettre à la disposition de son directeur et de faire parader devant les grévistes un régiment équipé en guerre. De ces policiers de nature mixte, les uns gardèrent l'habit officiel, d'autres se déguisèrent en mineurs pour s'aboucher avec les ouvriers et même s'enrôler parmi les Molly Maguire insaisissables jusque là, pour connaître les secrets de leur institution et les noms de leurs membres pour jouer parmi eux le rôle de mouchards et d'agents provocateurs. En effet, c'est sur le témoignage de l'un d'eux, et de lui seul, que huit Mollies ont été condamnés à mort.

L'exécution, nous raconte la *Tribune*, s'est passée parfaitement, aussi bien qu'on pouvait le désirer, n'a donné lieu à aucun accident ; elle fait le plus grand honneur aux bourreaux et divers agents qui ont fonctionné dans la cérémonie ». L'assistance était nombreuse dans les prisons, où l'on n'entrait qu'avec des cartes de faveur et où l'exécution devait avoir lieu entre les quatre murs. Des multitudes s'étaient assemblées aux alentours de la prison. Toute la population des mineurs, toute celle des Irlandais était là ; des charretées de parents jusqu'aux sixième et septième degrés, car tous les condamnés avaient de la famille : c'étaient des pères, c'étaient des mères c'étaient des femmes : l'un des suppliciés n'avait pas moins de huit enfants qu'on avait amenés là. Tous les patients, les récits sont unanimes là-dessus, ont marché à la mort avec courage et sang-froid : ils ont même montré une fermeté extraordinaire qui leur valut un certain respect du public, la sympathie des Irlandais, l'enthousiasme de leurs camarades. Il est vrai qu'ils étaient tous pieux et dévots catholiques ; qu'ils s'étaient tous bien et dûment confessés, qu'ils étaient pardonnés, absous, communiés, viatiqués, huilés, bénits. Jusqu'aux degrés de l'échafaud, chacun avait son prêtre tout au moins qui lui tenait un crucifix devant la bouche : des femmes leur avaient fait présent à tous d'une écharpe en velours noir avec un Christ brodé en argent.

Ils baisaient le crucifix, ils baisaient les mains du prêtre, ils allèrent jusqu'à serrer la main du bourreau et, montés sur la fatale plate-forme, ils pardonnèrent à tout le monde, même aux espions qui les avaient trahis. « Ils sont morts comme meurent les saints » s'écrient les catholiques ; de l'un d'eux qui, sous le nœud de la corde, ne regardait que le ciel, on a même dit qu'il avait l'air d'être au Paradis dans la compagnie des saints anges. Voilà ce que l'on a gagné à tuer onze prolétaires, en plein midi, dans la grandiose République des Etats-Unis, en face de Philadelphie, la cité de l'Amour des Frères, tout près du palais de l'Exposition, où tant de magnifiques discours sur la religion, la civilisation et le progrès viennent d'être prononcés.

La peine du talion est encore dans nos mœurs. Une douzaine de Molly Maguire ont tué une douzaine de policiers ; il est donc juste qu'on tue une douzaine de Molly Maguire, mais ces Mollies eux-mêmes n'ont pas tué, rien que pour leur amusement ; quoi qu'en disent les policiers et contremaîtres, ils ont tué pour venger ceux des camarades qui sont morts de misère imméritée, pour venger ce qu'ils avaient souffert eux-mêmes de brutalités et d'insolences. Mais ces Molly, de pauvres diables sans instruction, ne s'étaient attaqués qu'à des policiers et contremaîtres qui n'en pouvaient mais ; leurs coups frappaient à faux, ils ne se sont donc pas vengés. Si la Haute Cour de la Pensylvanie, jugeant dans sa souveraine sagesse, avait en rétaliation des iniquités commises fait pendre en face des Mollies une douzaine de directeurs et de gros actionnaires des mines de Reading, de Lehigh et de Wilkesbarre, le sentiment de l'équité eût été satisfait dans le peuple prolétaire. Mais la vindicte autoritaire n'est exercée que d'un côté et pas de l'autre, voilà pourquoi le nom de Molly Maguire est en honneur plus que jamais dans une partie de la population !

Cinq jours après la pendaison, la *Tribune*, qui est peut-être le journal le plus influent des Etats-Unis, et qui n'avait rien fait pour empêcher la décision, qui avait dit au contraire que les préparatifs marchaient de la manière la plus satisfaisante, cinq jours après la *Tribune* nous servait l'article suivant :

« Et après ?

« Comme mesure politique, la pendaison des Molly n'a pas eu de succès. Deux hommes ont été assassinés dans la nuit qui a suivi l'exécution ; d'autres ont mystérieusement disparu. On a recommencé à placarder des images de cercueils, des bandes armées et masquées parcourent les campagnes, les gens qui se sentent menacés envoient leurs femmes et leurs enfants se réfugier dans les villes. Les Molly appartiennent à une race à laquelle des siècles d'oppression ont enseigné la haine des lois. Les Pensylvaniens pensent les pouvoir civiliser par la terreur. Il leur faudra recourir à de tout autres moyens que celui d'il y a quelques jours.

. . . .

« Il ne faudra pas oublier qu'à l'origine les Molly Maguire étaient une association d'honnêtes gens ligués pour améliorer leurs salaires et pour agir sur les élections, mais non pas ligués pour tuer et piller. Ils appartiennent à ce peuple irlandais qui est intelligent, qui est affectionné, qui est dévot. Si on en a fait des brutes, c'est qu'on les a mis en dehors de l'humanité. Il n'est personne ayant vu une mine de près qui puisse s'étonner qu'on cherche dans le whiskey et dans le crime une diversion à tant de misère, à tant d'ennui ! Le mineur vit et respire dans le charbon, il mange son porc salé, couche dans une porcherie et retourne travailler à la mine. Quelques mauvais drôles congédiés après la guerre, ont trouvé là d'excellents matériaux à manipuler. De là les Molly et leurs meurtres. Il serait temps de manipuler les mineurs autrement ! »

Cela est fort bien dit après : avant cela eût mieux valu, cent fois mieux. Cependant mieux vaut tard que jamais !

ELIE RECLUS.

(*Des papiers inédits*).

BIBLIOGRAPHIE

Sous le titre : *L'Individualisme anarchiste* (1), M. V. Basch, tout en faisant la plus large place à une étude de Stirner, passe rapidement en revue le mouvement philosophique allemand du commencement du dix-neuvième siècle, démontrant comment Stirner est sorti du mouvement contre-hégélien. Puis, suivant pas à pas Stirner dans sa métaphysique, finit par une critique du communisme anarchiste.

Stirner et sa métaphysique, ai-je dit, c'est le mot employé par M. Basch qui, en parlant des divers systèmes philosophiques qu'il étudie, démontre comment leurs auteurs sont forcés de se construire une métaphysique, afin de pouvoir consolider leur argumentation ; celle-ci n'ayant de force qu'autant qu'il y a un point de départ accepté.

Et Stirner, comme les autres, n'y faillit pas ; car son « Moi », son « Unique » ne sont autre que des entités métaphysiques, qu'il est forcé de traiter en abstractions, pour arriver à leur attribuer l'absolu de puissance qu'il réclame pour eux.

Si, au lieu de parler d'un « Moi », d'un « Unique », d'un « Individu » : Stirner et tous les néo-individualistes, avaient dû tenir compte dans leurs raisonnements que la terre est peuplée de milliards de « Moi », d' « Uniques », d' « Individus », pouvant se réclamer, tous, des mêmes droits absolus, ils auraient été gênés dans les entournures de leurs affirmations, ou forcés de conclure à la prédominance des « Forts », des « Intelligents », des « Mieux doués », sous quelque rapport que ce soit. C'est-à-dire, à une aristocratie, au régime actuel. Alors, nul besoin de se poser en réformateur de l'ordre social, il n'y a qu'à avouer que l'on n'est qu'un bourgeois manqué, en quête des moyens de se glisser dans les rangs des privilégiés de l'ordre social ; et que si l'on se réclame des droits « intellectuels », appétits serait bien plus exact !

Et cela ne m'offusquerait nullement, toutes les réclamations ont le droit de se faire jour. Seulement aux gens qui viendraient leur dire : « Les bourgeois nous embêtent ; dans leur société, il n'y a de jouissance que pour ceux qui ont de l'argent. Je me sens, cependant, tout aussi capable qu'eux de jouir et d'exploiter. Associons-nous, pour les mettre par terre ; en qualité de plus intelligent, je prendrai leur place ; vous, vague humanité, vous continuerez à produire, heureux de peiner pour un cerveau au lieu d'avoir à engraisser un ventre ! ceux qui ne se croient ni des « Ventres » ni des « Cerveaux », mais seulement des hommes possédant ces deux organes, parce qu'ils ne pourraient pas vivre sans, et qui, par conséquent, envisagent l'association comme un échange de services mutuels, et non un moyen d'exploitation, ces gens-là, répondraient : « Merci bien ! autant que faire une révolution, je veux la faire pour ne plus être *exploité*. Pas plus par un « Cerveau » que par un « Ventre ». Votre transformation sociale n'est pas la mienne. Tâchez de vous mettre à la place du bourgeois, si vous pouvez, moi je veux travailler à me débarrasser d'eux comme de vous ».

Du reste, M. Basch fait très bien ressortir comment l'individualisme de Stirner aboutit tout droit à l'aristocratisme, au mépris de ceux que nos « intellectuels » dénomment le « troupeau », et comment il laisse de côté la question des rapports de tous ces « Uniques » entre eux, pour ne pas être obligé de conclure.

Mais « l'Individu » n'est pas la seule entité créée par Stirner, elles naissent en foule sous sa plume. Et lui qui a la prétention d'abattre les entités : Morale, société, etc., à chacune qu'il abat, vous en oppose de suite une autre. L'entité-Science, l'entité-Volonté, et quantité d'autres se dressent immédiatement. Allez donc discuter !

Ainsi, pour appuyer l'omnipotence de son « Unique », Stirner nous dit que « l'homme libre n'est déterminé ni par un autre, ni pour un autre : il se détermine pour lui-même !

Pour notre homme, la Volonté est une puissance, l'homme fort veut parce qu'il est libre de déterminer sa volonté qui dégringole ainsi de son rang d'entité.

Or, n'en déplaise à Stirner, l'homme n'est pas libre de déterminer sa volonté. Il a bien le choix entre plusieurs motifs déterminants, mais ce choix est influencé par une multitude de causes qui agissent en lui, sans qu'il s'en rende compte, le plus souvent. L'homme est le produit de ses progéniteurs directs, ancestraux, qui lui transmettent un tempérament énergique ou nonchalant. Il est déterminé par son milieu social, par son éducation, par le climat, la température, par un état d'esprit gai ou triste, par une dépression ou une surexcitation physiologique, par son état de santé et mille autres causes qui ne me viennent pas sous la plume, mais que chacun peut trouver en y réfléchissant.

Stirner a beau mettre une capitale à Volonté, cette dernière n'est pas une force par elle-même ; elle n'est qu'une résultante ; son plus ou moins de force, de persistance, dépend d'autres qualités, d'autres défauts découlant eux-mêmes d'autres conditions. En réalité, l'homme n'est pas libre dans le sens absolu du mot, et Stirner si, au lieu d'être un littérateur, avait possédé quelques connaissances biologiques et physiologiques, n'aurait pas avancé son ânerie de l' « Unique » libre et tout-puissant !

Par contre, si M. Basch m'a paru maître de son sujet en ce qui concerne l'individualisme de Stirner, je le trouve plutôt faible, lorsqu'il aborde le communisme anarchiste.

Ainsi, par exemple, il prétend que « l'anarchisme, tout en acceptant la métaphysique et la biologie individualistes, se distingue de l'individualisme libéral, de sa psychologie qui prétend subordonner, dans le Moi, la raison au sentiment »... « Individualisme libéral et anarchisme sont fondés sur la même hypothèse de l'harmonie préétablie d'un ordre naturel et de la bonté originaire et foncière du genre humain » (page 256).

D'autre part, en morale, paraît-il, nous n'accepterions de considérer comme bons que les actes utiles à la race, (page 258).

Enfin, faisant confusion sur cette affirmation de l'égalité de tous, il entreprend de nous démontrer que c'est bien l'inégalité qui est la règle dans la nature.

Il faut convenir qu'il doit être difficile à un critique d'établir une synthèse générale de l'idée communiste anarchiste ; il doit lui arriver quelquefois de se trouver sans doute, devant des affirmations contraires, mais dans ce cas, on fait la critique de chaque auteur, sans lui attribuer la portée d'un credo général.

Je me suis insurgé, déjà, nombre de fois, contre cette croyance que l'on nous attribue à une bonté originaire de l'homme, et je m'insurge encore. Il est faux que je croie à la bonté originaire de l'homme, pas plus, du reste, à la méchanceté innée que lui attribuent les économistes. L'homme étant déterminé, il n'est que ce que le font le milieu, l'éducation et les circonstances. Tantôt bon, tantôt mauvais, selon qu'il croit y avoir intérêt.

Non, je ne crois pas à une harmonie préétablie, puisque, convaincu de l'origine animale de l'homme, ce n'est pas dans le passé que je cherche cette harmonie, mais dans l'avenir, par l'évolution.

L'homme étant sociable, devant avoir des relations avec ses semblables, je crois qu'il découle une morale de ces rapports — qu'on la nie, ou qu'on l'affirme, cela est purement du byzantinisme. — Du moment que j'ai des rapports avec les autres, je suis amené à juger leurs actes à mon égard, comme eux jugeront les miens envers eux, et, évidemment, je chercherais à me rapprocher de ceux dont les rapports me seront agréables, ou bienfaisants, je m'éloignerais de ceux qui me seront désagréables ou malfaisants. Voilà comment s'établit la morale. Evidemment, elle varie et évolue comme nous varions et évoluons. Cela ne veut pas dire qu'elle n'existe pas.

Mais que nous n'acceptions d'envisager comme bons que les actes utiles à la race, cela demande un peu plus d'explications.

Si, comme on a fait de la société, on prétend faire une nouvelle entité de la race, en faire un être ayant des besoins différents des miens et auxquels je dois subordonner mes actes, je repousse votre entité et prétends qu'avant de rechercher si mes actes sont utiles ou nuisibles à la race, j'ai d'abord à voir s'ils me sont utiles ou agréables à moi. Mais qu'il y ait corrélation étroite entre l'individu et la race, c'est une autre affaire. Si l'individu développe ses facultés, progresse intellectuellement et physiquement, la race ne peut qu'y gagner ; si l'individu se délabre physiquement et intellectuellement, la race y perd. Evidemment, ne sont bons que les actes qui n'ont aucune mauvaise répercussion sur la descendance. Mais comme ils ne peuvent en avoir sur la descendance sans en avoir sur l'individu lui-même, cette affirmation n'a pas les caractères que lui donne Basch.

Je ne crois pas non plus, qu'il ait été question, nulle part, de subordonner la raison au sentiment ; puisque ce que nous appelons sentiment n'est, dans le domaine idée, que ce que nous appelons instinct, dans le domaine action, c'est-à-dire, la répétition d'actes acquis, que nous ne contrôlons plus, parce que nous les considérons comme réguliers et inévitables.

Nos sentiments sont des vérités — ou que nous croyons telles, jusqu'à ce que nous les analysions — acquises, qui, en nous faisant agir spontanément enlèvent aux relations humaines ce qu'il y aurait de mortellement ennuyeux s'il n'y avait en présence que des êtres ayant la prétention de n'agir que d'après le raisonnement, après avoir pesé toutes les chances pour ou contre d'une action.

A chaque fois que nous acceptons une vérité comme acquise, c'est un sentiment qui se forme en nous. Nous ne chasserons pas plus le sentiment que l'instinct, puisque l'homme qui voudrait ne marcher qu'en analysant chacun des mouvements qui font mouvoir ses jambes, se rendrait la marche très difficile. Mais en combattant ce que nous appelons des erreurs ; en démontrant que chaque individu ne doit accepter comme vrai, que ce qu'il a reconnu lui-même être la vérité, c'est la meilleure démonstration que nous n'entendons pas subordonner la raison au sentiment.

Quant à l'inégalité, qui existe dans la nature, nous ne l'avons jamais niée, bien au contraire, puisque c'est sur cette inégalité et cette divergence que nous nous appuyons pour combattre l'Etat, les lois, et toute règlementation ayant pour but de s'appliquer uniformément à tous. C'est parce que nous reconnaissons que chaque individu a ses aptitudes particulières, ses tendances propres, que nous voulons son autonomie. Quand nous parlons d'égalité, nous avons peut-être tort de ne pas expliquer, comment nous l'entendons, mais tant qu'il ne se sera pas créé un glossaire approprié aux idées nouvelles, nous sommes bien forcés d'employer celui qui existe. Lorsque nous réclamons l'égalité pour tous, nous entendons égalité de moyens, ou plutôt que chacun soit libre — et qu'il lui soit possible — d'employer les moyens qu'il lui convient.

Je ne voudrais pas dire des choses désagréables à M. Basch ; mais lorsqu'il aura des autorités à citer, il devrait trouver de meilleur garants qu'un M. Vacher de Lapouge, et ses « races nobles » qui ne reposent sur aucune donnée scientifique. Ce soi-disant anthropologue, malgré sa phraséologie n'est arrivé à les mettre debout que par une méconnaissance complète des données scientifiques qu'il prétend utiliser.

J. GRAVE.

(1) Un volume 6 francs, chez Alcan, 103, boulevard Saint-Germain.

Nous avons reçu :

La *Bible d'Amiens*, par J. Ruskin, 1 volume, 3 fr. 50, au *Mercure*, 26, rue de Condé.

L'Esprit militaire (histoire sentimentale), par Stéfane. Pol., 1 vol., 3 fr., chez Girard et Brière, 16, rue Soufflot.

Bazaine fut-il un traître? par Elie Peyron, 1 vol., 2 fr., chez Stock, 27, rue Richelieu.

Revue générale de bibliographie française (numéro de juin), chez Schleicher, 25, rue des Saints-Pères.

Le mouvement littéraire socialiste depuis 1830, par J.-M. Grès, 1 vol., 3 fr. 50, chez Albin Michel, 59, rue des Mathurins.

A lire :

Le Guêpier, par G. Clémenceau ; *L'Aurore*, 13 juin.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Congrès antimilitariste d'Amsterdam (groupe de Paris). — Le comité d'organisation fait un pressant appel aux groupements, syndicats, etc., ainsi qu'à toutes les individualités, à l'effet d'assurer le succès du Congrès de Hollande. Il serait urgent que dans toutes les villes de France les camarades se concertassent en vue d'une agitation à créer et élaborassent, individuellement ou en commun, des rapports substantiels.

Le Congrès d'Amsterdam devant être autre chose qu'une vaine parlotte, nous prions les groupes et les camarades qui, dans l'impossibilité d'envoyer un délégué, nous adresseraient leur travail, d'exposer surtout des *moyens pratiques de désorganisation militaire*.

Adresser les communications, rapports, etc., au secrétaire Miguel Almereyda, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, ou au trésorier, A. Delalé, Bourse du travail, bureau 18, 3, rue du Château-d'Eau (10e).

mines pour s'en faire une idée; il faut avoir vu ces hommes noirs à demi-nus, ruisselant de sueur, travailler dans une atmosphère étouffante, dans une obscurité où quelques lampes fumeuses se débattent çà et là : les parois suintent l'humidité : ils pataugeant dans la boue, ils piochent, les uns ployés en deux, les autres courbés sur le dos ou sur le flanc. Ce n'est pas une vie cela, il faudrait même l'appeler un supplice, n'était qu'on s'habitue à tout : jusqu'aux anguilles dit-on, qui s'habituent à être écorchées toutes vives. Des accidents de toute nature les menacent à chaque instant. Tantôt on apprend qu'il y en a de noyés par les inondations; d'écrasés dans les éboulements, tantôt qu'ils ont été victimes d'une explosion de grisou. La statistique donne tous les ans un lugubre total des vies perdues, des membres cassés. L'on sait à une fraction près ce qu'un million de tonnes de houille contient de kilogrammes de chair humaine. Pour un pareil travail il ne faut certes pas des énervés, des amollis, des hommes qui aiment leurs aises et leur confort, il faut de rudes ouvriers, des gens qui ne soient pas avares de leurs peines. C'est pour cela qu'on les paie très mal et que les mineurs dans presque tous les pays sont les plus pauvres parmi les prolétaires, tandis que nombre de leurs employeurs ont fait des fortunes colossales. Il n'est pas trop difficile en effet de faire fortune quand le Gouvernement vous fait cadeau, pour peu que vous preniez la peine de le demander, d'un amas de houille qui jusque là appartenait à la nation, quand cette houille on ne la paie qu'un morceau de pain à l'ouvrier qui l'a extraite et qu'on la vend des prix exorbitants à la consommation industrielle ou ménagère. Mais on a peur que le producteur se révolte et veuille se faire payer davantage; on a peur qu'il n'exige du beurre sur son pain. Il est donc nécessaire de l'intimider pour le tenir à la courte ration : il travaille durement, il sera traité durement.

C'est ce qu'aucun des journaux d'ici n'a osé rappeler, ils ont tous feint d'ignorer cet état de choses et de ne voir dans les Molly Maguire que d'abominables malfaiteurs, que des assassins qui assassinaient pour le plaisir d'assassiner, ils nous les ont représentés comme autant de Thugs égarés dans notre civilisation; mais des causes qui leur ont mis le revolver en main ils ne nous disent pas un mot. A en croire les gazettes, il n'y aurait pas le moindre reproche à adresser à tous ces excellents contremaîtres, aux vertueux policiers tués pendant qu'ils accomplissaient leur devoir.

Cependant l'action est égale à la réaction; en général la vengeance se mesure à l'insulte. Ce parti pris du journalisme nous a frappé dans un pays de presse libre : nous nous serions attendus à ce que les organes de l'opinion publique nous eussent dit tout ce qu'il y avait à dire sur les Mollies, d'un côté, tout ce qui les inculpait, d'un autre côté, tout ce qui les disculpait. Au contraire nous n'avons entendu que des cris de haine et de colère contre les malheureux qui allaient être exécutés, et dont le triste sort qui se préparait était pourtant de nature à inspirer des réflexions sérieuses et impartiales. Il nous choquait de lire dans des journaux de la libre Amérique : « Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que les préparatifs pour la pendaison en masse de cette tourbe de coquins se font de la manière la plus satisfaisante... Le comité des grâces a refusé de s'occuper de cette affaire... Le gouvernement de la Pensylvanie a été assiégé par les femmes, par les mères, par les enfants de ces chenapans, criant pardon, implorant miséricorde; mais il a déclaré avec fermeté qu'il eût voulu un plus grand nombre de ces exécutions ou condamnations à mort pour les occire tous ensemble le même jour... C'est avec un véritable soulagement que nous enregistrons la déclaration de l'excellent gouverneur... » Entre ces journalistes et les Peaux-Rouges qui dansent autour du poteau auquel ils ont attaché leurs prisonniers de guerre, où donc est la différence? On eût dit que l'existence de ces onze Molly Maguire compromettait le salut de la société tout entière. Si un seul eût échappé, la société était en danger. On affectait l'épouvante afin d'être impitoyable. Les gazetiers accourus de tous les coins de l'Union, pour faire assister leur public à ce lugubre spectacle, recevaient ordre de se pourvoir de revolvers pour, en cas d'émeute, faire feu sur les émeutiers; des officiers de milice faisaient bonne garde autour des prisons; pendant les trois nuits qui précédèrent l'exécution, tous les bureaux télégraphiques durent rester ouverts dans la prévision qu'il faudrait mettre sur pied les régiments de Philadelphie et des environs. La surveillance immédiate des prisonniers était confiée à des gens armés de carabines chargées. Ces gens sont aux gages des capitalistes. *The Philadelphia and Reading Coal and Iron company* et la *Lehigh and Wilkes barre Coal company* avaient eu l'idée d'enrôler à leur service un corps spécial, *The Coal and Iron Police* des gaillards robustes et bien choisis, auxquels on avait distribué des cartes officielles d'agents de police. De sorte qu'ils appartenaient au Gouvernement mais dépendaient des administrateurs des mines qui les payaient sur l'argent des actionnaires. Ils étaient à la fois des fonctionnaires publics et les domestiques de certains particuliers, organisation qui nous rappelle M. Thiers, Président de la République Française et Président du Conseil d'administration des mines d'Anzin, qui, apprenant qu'une grève avait éclaté parmi ses mineurs, envoie par télégraphe l'ordre au préfet et au général du département, de se mettre à la disposition de son directeur et de faire parader devant les grévistes un régiment équipé en guerre. De ces policiers de nature mixte, les uns gardèrent l'habit officiel, d'autres se déguisèrent en mineurs pour s'aboucher avec les ouvriers et même s'enrôler parmi les Molly Maguire insaisissables jusque là, pour connaître les secrets de leur institution et les noms de leurs membres pour jouer parmi eux le rôle de mouchards et d'agents provocateurs. En effet, c'est sur le témoignage de l'un d'eux, et de lui seul, que huit Mollies ont été condamnés à mort.

L'exécution, nous raconte la *Tribune*, s'est passée parfaitement, aussi bien qu'on pouvait le désirer, n'a donné lieu à aucun accident; elle fait le plus grand honneur aux bourreaux et divers agents qui ont fonctionné dans la cérémonie ». L'assistance était nombreuse dans les prisons, où l'on n'entrait qu'avec des cartes de faveur et où l'exécution devait avoir lieu entre les quatre murs. Des multitudes s'étaient assemblées aux alentours de la prison. Toute la population des mineurs, toute celle des Irlandais était là; des charretées de parents jusqu'aux sixième et septième degrés, car tous les condamnés avaient de la famille : c'étaient des pères, c'étaient des mères c'étaient des femmes : l'un des suppliciés n'avait pas moins de huit enfants qu'on avait amenés là. Tous les patients, les récits sont unanimes là-dessus, ont marché à la mort avec courage et sang-froid : ils ont même montré une fermeté extraordinaire qui leur valut un certain respect du public, la sympathie des Irlandais, l'enthousiasme de leurs camarades. Il est vrai qu'ils étaient tous pieux et dévots catholiques; qu'ils s'étaient tous bien et dûment confessés, qu'ils étaient pardonnés, absous, communiés, viatiqués, huilés, bénits. Jusqu'aux degrés de l'échafaud, chacun avait son prêtre tout au moins qui lui tenait un crucifix devant la bouche : des femmes leur avaient fait présent à tous d'une écharpe en velours noir avec un Christ brodé en argent.

Ils baisaient le crucifix, ils baisaient les mains du prêtre, ils allèrent jusqu'à serrer la main du bourreau et, montés sur la fatale plate-forme, ils pardonnèrent à tout le monde, même aux espions qui les avaient trahis. « Ils sont morts comme meurent les saints » s'écrient les catholiques; de l'un d'eux qui, sous le nœud de la corde, ne regardait que le ciel, on a même dit qu'il avait l'air d'être au Paradis dans la compagnie des saints anges. Voilà ce que l'on a gagné à tuer onze prolétaires, en plein midi, dans la grandiose République des Etats-Unis, en face de Philadelphie, la cité de l'Amour des Frères, tout près du palais de l'Exposition, où tant de magnifiques discours sur la religion, la civilisation et le progrès viennent d'être prononcés.

La peine du talion est encore dans nos mœurs. Une douzaine de Molly Maguire ont tué une douzaine de policiers; il est donc juste qu'on tue une douzaine de Molly Maguire, mais ces Mollies eux-mêmes n'ont pas tué, rien que pour leur amusement; quoi qu'en disent les policiers et contremaîtres, ils ont tué pour venger ceux des camarades qui sont morts de misère imméritée, pour venger ce qu'ils avaient souffert eux-mêmes de brutalités et d'insolences. Mais ces Molly, de pauvres diables sans instruction, ne s'étaient attaqués qu'à des policiers et contremaîtres qui n'en pouvaient mais; leurs coups frappaient à faux, ils ne se sont donc pas vengés. Si la Haute Cour de la Pensylvanie, jugeant dans sa souveraine sagesse, avait en rétaliation des iniquités commises fait pendre en face des Mollies une douzaine de directeurs et de gros actionnaires des mines de Reading, de Lehigh et de Wilkesbarre, le sentiment de l'équité eût été satisfait dans le peuple prolétaire. Mais la vindicte autoritaire n'est exercée que d'un côté et pas de l'autre, voilà pourquoi le nom de Molly Maguire est en honneur plus que jamais dans une partie de la population!

Cinq jours après la pendaison, la *Tribune*, qui est peut-être le journal le plus influent des Etats-Unis, et qui n'avait rien fait pour empêcher la décision, qui avait dit au contraire que les préparatifs marchaient de la manière la plus satisfaisante, cinq jours après la *Tribune* nous servait l'article suivant :

« Et après?

« Comme mesure politique, la pendaison des Molly n'a pas eu de succès. Deux hommes ont été assassinés dans la nuit qui a suivi l'exécution; d'autres ont mystérieusement disparu. On a recommencé à placarder des images de cercueils, des bandes armées et masquées parcourent les campagnes, les gens qui se sentent menacés envoient leurs femmes et leurs enfants se réfugier dans les villes. Les Molly appartiennent à une race à laquelle des siècles d'oppression ont enseigné la haine des lois. Les Pensylvaniens pensent les pouvoir civiliser par la terreur. Il leur faudra recourir à de tout autres moyens que celui d'il y a quelques jours.

. . . .

« Il ne faudra pas oublier qu'à l'origine les Molly Maguire étaient une association d'honnêtes gens ligués pour améliorer leurs salaires et pour agir sur les élections, mais non pas ligués pour tuer et piller. Ils appartiennent à ce peuple irlandais qui est intelligent, qui est affectionné, qui est dévot. Si on en a fait des brutes, c'est qu'on les a mis en dehors de l'humanité. Il n'est personne ayant vu une mine de près qui puisse s'étonner qu'on cherche dans le whiskey et dans le crime une diversion à tant de misère, à tant d'ennui! Le mineur vit et respire dans le charbon, il mange son porc salé, couche dans une porcherie et retourne travailler à la mine. Quelques mauvais drôles congédiés après la guerre, ont trouvé là d'excellents matériaux à manipuler. De là les Molly et leurs meurtres. Il serait temps de manipuler les mineurs autrement! »

Cela est fort bien dit après : avant cela eût mieux valu, cent fois mieux. Cependant mieux vaut tard que jamais!

ELIE RECLUS.

(Des papiers inédits).

BIBLIOGRAPHIE

Sous le titre : *L'Individualisme anarchiste* (1), M. V. Basch, tout en faisant la plus large place à une étude de Stirner, passe rapidement en revue le mouvement philosophique allemand du commencement du dix-neuvième siècle, démontrant comment Stirner est sorti du mouvement contre-hégélien. Puis, suivant pas à pas Stirner dans sa métaphysique, finit par une critique du communisme anarchiste.

Stirner et sa métaphysique, ai-je dit, c'est le mot employé par M. Basch qui, en parlant des divers systèmes philosophiques qu'il étudie, démontre comment leurs auteurs sont forcés de se construire une métaphysique, afin de pouvoir consolider leur argumentation ; celle-ci n'ayant de force qu'autant qu'il y a un point de départ accepté.

Et Stirner, comme les autres, n'y faillit pas ; car son « Moi », son « Unique » ne sont autre que des entités métaphysiques, qu'il est forcé de traiter en abstractions, pour arriver à leur attribuer l'absolu de puissance qu'il réclame pour eux.

Si, au lieu de parler d'un « Moi », d'un « Unique », d'un « Individu » : Stirner et tous les néo-individualistes, avaient dû tenir compte dans leurs raisonnements que la terre est peuplée de milliards de « Moi », d' « Uniques », d' « Individus », pouvant se réclamer, tous, des mêmes droits absolus, ils auraient été gênés dans les entournures de leurs affirmations, ou forcés de conclure à la prédominance des « Forts », des « Intelligents », des « Mieux doués », sous quelque rapport que ce soit. C'est-à-dire, à une aristocratie, au régime actuel. Alors, nul besoin de se poser en réformateur de l'ordre social, il n'y a qu'à avouer que l'on n'est qu'un bourgeois manqué, en quête des moyens de se glisser dans les rangs des privilégiés de l'ordre social ; et que si l'on se réclame des droits « intellectuels », appétits serait bien plus exact !

Et cela ne m'offusquerait nullement, toutes les réclamations ont le droit de se faire jour. Seulement aux gens qui viendraient leur dire : « Les bourgeois nous embêtent ; dans leur société, il n'y a de jouissance que pour ceux qui ont de l'argent. Je me sens, cependant, tout aussi capable qu'eux de jouir et d'exploiter. Associons-nous, pour les mettre par terre ; en qualité de plus intelligent, je prendrai leur place ; vous, vague humanité, vous continuerez à produire, heureux de peiner pour un cerveau au lieu d'avoir à engraisser un ventre ! ceux qui ne se croient ni des « Ventres » ni des « Cerveaux », mais seulement des hommes possédant ces deux organes, parce qu'ils ne pourraient pas vivre sans, et qui, par conséquent, envisagent l'association comme un échange de services mutuels, et non un moyen d'exploitation, ces gens-là, répondraient : « Merci bien ! autant que faire une révolution, je veux la faire pour ne plus être exploité. Pas plus par un « Cerveau » que par un « Ventre ». Votre transformation sociale n'est pas la mienne. Tâchez de vous mettre à la place du bourgeois, si vous pouvez, moi je veux travailler à me débarrasser d'eux comme de vous ».

Du reste, M. Basch fait très bien ressortir comment l'individualisme de Stirner aboutit tout droit à l'aristocratisme, au mépris de ceux que nos « intellectuels » dénomment le « troupeau », et comment il laisse de côté la question des rapports de tous ces « Uniques » entre eux, pour ne pas être obligé de conclure.

Mais « l'Individu » n'est pas la seule entité créée par Stirner, elles naissent en foule sous sa plume. Et lui qui a la prétention d'abattre les entités : Morale, société, etc., à chacune qu'il abat, vous en oppose de suite une autre. L'entité-Science, l'entité-Volonté, et quantité d'autres se dressent immédiatement. Allez donc discuter !

Ainsi, pour appuyer l'omnipotence de son « Unique », Stirner nous dit que « l'homme libre n'est déterminé ni par un autre, ni pour un autre : il se détermine pour lui-même !

Pour notre homme, la Volonté est une puissance, l'homme fort veut parce qu'il est libre de déterminer sa volonté qui dégringole ainsi de son rang d'entité.

Or, n'en déplaise à Stirner, l'homme n'est pas libre de déterminer sa volonté. Il a bien le choix entre plusieurs motifs déterminants, mais ce choix est influencé par une multitude de causes qui agissent en lui, sans qu'il s'en rende compte, le plus souvent. L'homme est le produit de ses progéniteurs directs, ancestraux, qui lui transmettent un tempérament énergique ou nonchalant. Il est déterminé par son milieu social, par son éducation, par le climat, la température, par un état d'esprit gai ou triste, par une dépression ou une surexcitation physiologique, par son état de santé et mille autres causes qui ne me viennent pas sous la plume, mais que chacun peut trouver en y réfléchissant.

Stirner a beau mettre une capitale à Volonté, cette dernière n'est pas une force par elle-même ; elle n'est qu'une résultante ; son plus ou moins de force, de persistance, dépend d'autres qualités, d'autres défauts découlant eux-mêmes d'autres conditions. En réalité, l'homme n'est pas libre dans le sens absolu du mot, et Stirner si, au lieu d'être un littérateur, avait possédé quelques connaissances biologiques et physiologiques, n'aurait pas avancé son ânerie de l' « Unique » libre et tout-puissant !

Par contre, si M. Basch m'a paru maître de son sujet en ce qui concerne l'individualisme de Stirner, je le trouve plutôt faible, lorsqu'il aborde le communisme anarchiste.

Ainsi, par exemple, il prétend que « l'anarchisme, tout en acceptant la métaphysique et la biologie individualistes, se distingue de l'individualisme libéral, de sa psychologie qui prétend subordonner, dans le Moi, la raison au sentiment »... « Individualisme libéral et anarchisme sont fondés sur la même hypothèse de l'harmonie préétablie d'un ordre naturel et de la bonté originaire et foncière du genre humain » (page 256).

D'autre part, en morale, paraît-il, nous n'accepterions de considérer comme bons que les actes utiles à la race, (page 258).

Enfin, faisant confusion sur cette affirmation de l'égalité de tous, il entreprend de nous démontrer que c'est bien l'inégalité qui est la règle dans la nature.

Il faut convenir qu'il doit être difficile à un critique d'établir une synthèse générale de l'idée communiste anarchiste ; il doit lui arriver quelquefois de se trouver sans doute, devant des affirmations contraires, mais dans ce cas, on fait la critique de chaque auteur, sans lui attribuer la portée d'un credo général.

Je me suis insurgé, déjà, nombre de fois, contre cette croyance que l'on nous attribue à une bonté originaire de l'homme, et je m'insurge encore. Il est faux que je croie à la bonté originaire de l'homme, pas plus, du reste, à la méchanceté innée que lui attribuent les économistes. L'homme étant déterminé, il n'est que ce que le font le milieu, l'éducation et les circonstances. Tantôt bon, tantôt mauvais, selon qu'il croit y avoir intérêt.

Non, je ne crois pas à une harmonie préétablie, puisque, convaincu de l'origine animale de l'homme, ce n'est pas dans le passé que je cherche cette harmonie, mais dans l'avenir, par l'évolution.

L'homme étant sociable, devant avoir des relations avec ses semblables, je crois qu'il découle une morale de ces rapports — qu'on la nie, ou qu'on l'affirme, cela est purement du byzantinisme. — Du moment que j'ai des rapports avec les autres, je suis amené à juger leurs actes à mon égard, comme eux jugeront les miens envers eux, et, évidemment, je chercherais à me rapprocher de ceux dont les rapports me seront agréables, ou bienfaisants, je m'éloignerais de ceux qui me seront désagréables ou malfaisants. Voilà comment s'établit la morale. Evidemment, elle varie et évolue comme nous varions et évoluons. Cela ne veut pas dire qu'elle n'existe pas.

Mais que nous n'acceptions d'envisager comme bons que les actes utiles à la race, cela demande un peu plus d'explications.

Si, comme on a fait de la société, on prétend faire une nouvelle entité de la race, en faire un être ayant des besoins différents des miens et auxquels je dois subordonner mes actes, je repousse votre entité et prétends qu'avant de rechercher si mes actes sont utiles ou nuisibles à la race, j'ai d'abord à voir s'ils me sont utiles ou agréables à moi. Mais qu'il y ait corrélation étroite entre l'individu et la race, c'est une autre affaire. Si l'individu développe ses facultés, progresse intellectuellement et physiquement, la race ne peut qu'y gagner ; si l'individu se délabre physiquement et intellectuellement, la race y perd. Evidemment, ne sont bons que les actes qui n'ont aucune mauvaise répercussion sur la descendance. Mais comme ils ne peuvent en avoir sur la descendance sans en avoir sur l'individu lui-même, cette affirmation n'a pas les caractères que lui donne Basch.

Je ne crois pas non plus, qu'il ait été question, nulle part, de subordonner la raison au sentiment ; puisque ce que nous appelons sentiment n'est, dans le domaine idée, que ce que nous appelons instinct, dans le domaine action, c'est-à-dire, la répétition d'actes acquis, que nous ne contrôlons plus, parce que nous les considérons comme réguliers et inévitables.

Nos sentiments sont des vérités — ou que nous croyons telles, jusqu'à ce que nous les analysions — acquises, qui, en nous faisant agir spontanément enlèvent aux relations humaines ce qu'il y aurait de mortellement ennuyeux s'il n'y avait en présence que des êtres ayant la prétention de n'agir que d'après le raisonnement, après avoir pesé toutes les chances pour ou contre d'une action.

A chaque fois que nous acceptons une vérité comme acquise, c'est un sentiment qui se forme en nous. Nous ne chasserons pas plus le sentiment que l'instinct, puisque l'homme qui voudrait ne marcher qu'en analysant chacun des mouvements qui font mouvoir ses jambes, se rendrait la marche très difficile. Mais en combattant ce que nous appelons des erreurs ; en démontrant que chaque individu ne doit accepter comme vrai, que ce qu'il a reconnu lui-même être la vérité, c'est la meilleure démonstration que nous n'entendons pas subordonner la raison au sentiment.

Quant à l'inégalité, qui existe dans la nature, nous ne l'avons jamais niée, bien au contraire, puisque c'est sur cette inégalité et cette divergence que nous nous appuyons pour combattre l'Etat, les lois, et toute réglementation ayant pour but de s'appliquer uniformément à tous. C'est parce que nous reconnaissons que chaque individu a ses aptitudes particulières, ses tendances propres, que nous voulons son autonomie. Quand nous parlons d'égalité, nous avons peut-être tort de ne pas expliquer, comment nous l'entendons, mais tant qu'il ne se sera pas créé un glossaire approprié aux idées nouvelles, nous sommes bien forcés d'employer celui qui existe. Lorsque nous réclamons l'égalité pour tous, nous entendons égalité de moyens, ou plutôt que chacun soit libre — et qu'il lui soit possible — d'employer les moyens qu'il lui convient.

Je ne voudrais pas dire des choses désagréables à M. Basch ; mais lorsqu'il aura des autorités à citer, il devrait trouver de meilleur garants qu'un M. Vacher de Lapouge, et ses « races nobles » qui ne reposent sur aucune donnée scientifique. Ce soi-disant anthropologue, malgré sa phraséologie n'est arrivé à les mettre debout que par une méconnaissance complète des données scientifiques qu'il prétend utiliser.

J. Grave.

(1) Un volume 6 francs, chez Alcan, 103, boulevard Saint-Germain.

Nous avons reçu :

La Bible d'Amiens, par J. Ruskin, 1 volume, 3 fr. 50, au *Mercure*, 26, rue de Condé.

L'Esprit militaire (histoire sentimentale), par Stéfane. Pol., 1 vol., 3 fr., chez Girard et Brière, 16, rue Soufflot.

Bazaine fut-il un traître? par Elie Peyron, 1 vol., 2 fr., chez Stock, 27, rue Richelieu.

Revue générale de bibliographie française (numéro de juin), chez Schleicher, 23, rue des Saints-Pères.

Le mouvement littéraire socialiste depuis 1830, par J.-M. Gros, 1 vol., 3 fr. 50, chez Albin Michel, 59, rue des Mathurins.

A lire :

Le Guêpier, par G. Clémenceau ; *L'Aurore*, 13 juin.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

— Congrès antimilitariste d'Amsterdam (groupe de Paris). — Le comité d'organisation fait un pressant appel aux groupements, syndicats, etc., ainsi qu'à toutes les individualités, à l'effet d'assurer le succès du Congrès de Hollande. Il serait urgent que dans toutes les villes de France les camarades se concertassent en vue d'une agitation à créer et élaborassent, individuellement ou en commun, des rapports substantiels.

Le Congrès d'Amsterdam devant être autre chose qu'une vaine parlotte, nous prions les groupes et les camarades qui, dans l'impossibilité d'envoyer un délégué, nous adresseraient leur travail, d'exposer surtout des *moyens pratiques de désorganisation militaire*.

Adresser les communications, rapports, etc., au secrétaire Miguel Almereyda, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, ou au trésorier, A. Delalé, Bourse du travail, bureau 18, 3, rue du Château-d'Eau (10e).

Nous tenons à la disposition des camarades des circulaires explicatives et des listes de souscriptions.

Congrès antimilitariste d'Amsterdam. — *Appel aux individualités, groupes, Universités populaires, Syndicats et Bourses du Travail :*

Camarades, militants,

Le Congrès antimilitariste d'Amsterdam doit réussir.

Pour cela, il faut que toutes les bonnes volontés, les initiatives des individus et des groupements, soient employées au succès de ce Congrès.

En dehors de toute personnalité, en dehors de toute coterie, ce congrès s'organise activement.

N'émanant pas d'un congrès corporatif, aucune organisation ouvrière centrale n'est spécialement chargée de s'occuper de ce Congrès antimilitariste.

Cependant les syndicats et Bourses du Travail gardent toujours leur autonomie. Les individus ou groupes d'individus pareillement.

S'ils trouvent indispensable la propagande antimilitariste et qu'ils pensent, comme nous, qu'un congrès dans ce sens ne peut qu'accentuer cette propagande, ils voudront participer à ce congrès et nous aider matériellement à l'organiser.

Les recettes et les dépenses seront publiées chaque semaine dans les publications libertaires et autres qui voudront bien les insérer.

Le Congrès est en bonne voie, il dépend de tous les camarades révolutionnaires, antimilitaristes, de le maintenir dans cette voie jusqu'au bout.

Plusieurs résolutions sont à prendre dans ce congrès; il dépend de tous les révolutionnaires conscients d'y participer individuellement ou collectivement, d'y représenter leurs idées personnelles ou celles de leurs groupements, d'y fournir des rapports.

La propagande antimilitariste est la plus urgente. Pour que les résultats en soient efficaces, il faut s'entendre : c'est la raison du Congrès.

Envoyer tout ce qui concerne le Congrès antimilitariste d'Amsterdam : adhésions, communications et souscriptions au trésorier, le camarade Delalé, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris. (X^e).

Le Comité d'organisation.

CONVOCATIONS

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Réunion le lundi 20 juin, à 9 heures du soir, salle B des Cours, Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau. Causerie par le camarade Vallet sur l'apparition des êtres organisés.

La Coopérative Communiste, 68, rue François Miron. — Jeudi 16 juin, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, vente de produits.

Jeunesse libertaire du Ve. — Mardi 21 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Octobre, 46, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, grande conférence publique et contradictoire par Paraf-Javal.

Sujet : « Les troupeaux humains. »

L'Aube Sociale, Université populaire, 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe) :

Vendredi 17. — Dr Poirier : Rayons X et Radium avec expériences et projections.

Mercredi 22. — Causerie entre camarades : Le Congrès des U. P. ; l'enseignement qu'il comporte, par le camarade Raoul.

Vendredi 24. — Trichet : La Paix universelle est-elle une utopie ?

L'Enseignement mutuel, 41, rue de La Chapelle. — Conférences à 8 h. 1/2 du soir :

Samedi 18 juin. — Robert Dreyfus : L'Expédition de Rome 1848-1849.

Mercredi 22. — Thé intime, discussion sur les questions d'actualité.

Cours à 8 h. 1/2 du soir : le mardi, cours d'allemand par Mme Liepus ; le jeudi, cours de diction par M. Jelmo, du théâtre Antoine.

Le dimanche 19, promenade au Jardin des Plantes sous la direction du Dr Poirrier ; le dimanche 26, causerie par Mlle Gueller.

BORDEAUX. — **Groupe antimilitariste.** — Réunion tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, de tous les antimilitaristes, rue Kléber (ex Saint-Jacques), n° 65, au coin de la rue Laville, chez Lachaud, au débit international.

Réunion des anarchistes tous les samedis soir, à la même adresse, à la même heure.

Vente des journaux et brochures du parti.

MARSEILLE. — **Le Milieu-Libre de Provence.** — Dimanche 19 juin, à 5 heures, réunion de tous les adhérents : Création de la Colonie ; communications importantes.

Samedi 18 juin, à 9 heures du soir (salle du bar Frederic, rue d'Aubagne, 11, causerie par Jean Marestan, sur les « Tendances nouvelles de l'anarchisme ».

Mercredi 22 juin, à 9 heures du soir, dans une salle qui sera annoncée dans les journaux locaux, grande conférence publique et contradictoire.

Jeunesse Syndicaliste et Révolutionnaire. — Dimanche 19 juin, à 9 heures du soir, grande fête familiale avec le concours des artistes du Théâtre Social.

ALGER. — **Groupe de propagande libertaire.** — Tous les dimanches, ballade de propagande à la campagne. Les camarades désireux d'y prendre part devront se rendre le samedi soir au local de l'U. P. pour s'entendre.

EN VENTE

Des dix collections des trois premiers volumes du supplément que nous avons annoncées, il n'en reste plus que trois de disponibles.

Avis aux retardataires. Prix : 20 francs les trois volumes reliés.

Les sept années correspondantes du journal seront laissées aux preneurs du supplément, pour 10 fr., en deux volumes reliés.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau. *franco*	1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	1 85
Du rêve à l'action (vers), par H. E. Droz	5 »
Intimités et Révoltes (vers), par La Jarlière	1 50
Les Résolutions (vers), par A. Pratelle	1 50
Las aventuras de Nono, par J. Grave	2 »
Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, 4 vol. chaque	2 »
Origen del Cristianismo —	2 »
Cuaderno manuscrito, —	2 »
La Sociedad futura, par J. Grave, 2 vol.	4 »
Cartilla, primer libro de lectura	1 50
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8 »
— — édition de propagande	2 75
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8 »
— — éd. de propagande	2 75

A ceux qui s'engagent à souscrire au 3e volume en préparation, les deux volumes illustrés sont laissés au prix de souscription, 13 francs.

L'Enfer du soldat, par J. de la Hire	2 »

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine, franco.	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 »
La Société future, par J. Grave	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2 75
Les Ventres, par Pourot	2 75
Galafieu, par H. Fèvre	2 75
Malfaiteurs, par J. Grave	2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations	2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau	1 »
Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.	2 75
La Commune, par Louise Michel	2 75
Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave.	2 »
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis.	2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert	2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen	2 75
Sous la casaque, par Dubois-Desaulle	2 75
Ceux de Podlipnaïa, par Retchnikoff	2 75
Les Jugements du Président Magnaud, annotés par Leyret	2 75
La Colonne, par Descaves	2 75

AUX ACHETEURS AU NUMÉRO

Le journal doit se trouver dans toutes les gares du Métro. Le demander instamment.

AVIS

Il nous reste deux collections des années 4, 6 et 7 de *La Révolte*, et 9 du *Révolté*. Nous les offrons à raison de 5 francs les 3 années, plus les frais d'envoi.

VIENT DE PARAITRE

Cartes postales illustrées : *Epouvantails* et *Le Calvaire des mineurs*, réductions de nos lithographies, *Les Malheureux; Ouvrier et patron ; Educateur et électeur !* Enfin les portraits de : L. Tolstoï; S. W. Balmascheff et G. Bresci.

L'exemplaire par la poste : 0 fr. 10.

N° 1. — *Fraternité*, dessin de R. Mouton, vers de Montéhus.

N° 2. — *Les Conscrits*, dessin de Ch. Aubry, vers de Couté.

N° 3. — *La Crosse en l'air*, dessin de Ch. Aubry, vers de J.-B. Clément.

N° 4. — *La Révolte*, dessin de G. Wuyts, vers de Xavier Privas.

N° 5. — *Harmonie*, dessin de Ratel, fragment de « Travail » et autographe de Zola.

Six cartes anticléricales de J. Hénault, 0 fr. 50.

Dix cartes postales, *Patriotisme-Colonisation*, 0 fr. 60.

Sous peu paraîtra une série de 12 de nos lithographies en réduction, gravées sur bois par Berger. Nous les annoncerons aussitôt parues.

PETITE CORRESPONDANCE

B. P., à Barre. — Reçu cartes postales; merci. Vous envoyons des nôtres.

L., à Epinal — Le libraire doit avoir le journal le vendredi, le samedi au plus tard. Qu'il insiste auprès de Hachette.

G. P., à Gand. — Six francs, cela fait 9 mois d'abonnement. Le vôtre finira donc fin février 1905.

Anonyme. — Reçu la coupure l'*Idée de patrie*. D'où l'article est-il tiré ?

Fernick — Je me suis inspire de ton article. Si je n'ai pas inséré, c'est que je crois que ces faits doivent être traités par l'ironie et non par l'indignation.

J. V., à Saint-Paul-en-Jarret. — Reçu mandat. Ça va bien.

R., à Firminy. — B. doit avoir tout reçu maintenant.

C., à Avignon. — Reçu mandat. Merci de votre solidarité.

C. F., à Flémalle. — L'abonnement sera servi.

J. D., à Paris — En effet, je n'ai pas reçu le volume, c'est pourquoi il n'en a pas été parlé. Pour vous, j'insérerai, car, à moins d'un grand intérêt pour nos lecteurs, je ne vois pas pourquoi nous nous inquiéterions de volumes dont l'auteur et les éditeurs nous refusent le service.

O., à Lyon. — Nous n'insérons pas de correspondances particulières.

J. G., à Lyon. — Les lithos ont, marges comprises, 45 × 46; nos gravures tirées de l'édition, 28 × 37.

E. G. D., à Montereau. — En effet, il doit y avoir un groupe de « Jeunesse » à Sens, mais nous n'avons pas d'adresse.

G. T., à Velles. — Nous pouvons vous envoyer ce volume pour 1 fr. 85, franco.

Reçu pour le journal : L. C., 2 fr. — C., à Bourg-Argental, 0 fr. 50. — Jeunesse syndicaliste de Toulon, 1 fr. 50. — Groupe d'Etudes sociales d'Epinal, 2 fr. — G. de C., San Paulo, 6 fr. — Les camarades d'Amiens, 4 fr. — Le groupe de Saleux (trimestriel) 5 fr. — Merci à tous.

P. P., à Aigues-Mortes. — D., à Harnes. — R., à Montpellier. — H., au Havre. — E. M., à Lyon. — A. C., à Brassac. — R., à Alger. — L. D., à Ostende. — X., à Ténès. — D., à Sadeillan. — E. B., à Paris. — C., à Bruxelles. — E. S., à Aeltre. — R., à Firminy. — B., à Marseille. — T., à Paris. — A. P., à Paris. — H. B., à Mouvaux. — P. M., à Bollène. — M., à Dison. — P., à Bruxelles. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

DIXIÈME ANNÉE N° 8 — PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 — DU 25 JUIN AU 1er JUILLET 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

LES

RÉFORMES DE M. MILLERAND

Charles Albert, la semaine dernière, a finement fouaillé les tireurs de combinaisons politiques. Il n'y aurait certes pas eu à y revenir, si, sous cette comédie d'une course au portefeuille, ne se dissimulait une tentative beaucoup plus grave, qui, en cas de réussite, est susceptible de retarder la faillite vers laquelle est fatalement entraînée la société capitaliste.

Que nos très modernes politiciens se moquent de ceux qui les ont chargés de veiller à leurs intérêts, je le comprends; mais il me semble que jusqu'à présent, pour la galerie tout au moins, ils avaient essayé d'y mettre des formes. Ils s'en sont cette dernière fois dispensés complètement et, à peu de jours de distance, ils viennent de se livrer à deux manifestations, qui, bien qu'indépendantes, devraient être de nature à ouvrir les yeux aux plus fervents admirateurs de notre régime politico-bourgeois.

C'était, il y a huit jours, l'attitude prise par les socialistes dans le débat soulevé par la gaffe du bonhomme que les catholiques reconnaissent comme chef, débat nous ayant montré des socialistes plus « opportunistes » que leurs illustres devanciers.

N'écoutant qu'un intérêt politique immédiat, nous avons vu jusqu'où pouvaient être entraînés les prétendus socialistes qui siègent au Palais-Bourbon.

Jamais, semblait-il, l'occasion ne s'était présentée plus belle pour porter le fer vif dans le chancre clérical; unique, exceptionnelle était l'occasion de prononcer avec la suppression du budget des cultes, cette séparation de l'Eglise et de l'Etat qui figure sur tous les « programmes » républicains depuis bientôt quarante ans.

Les « petits profits » chers à M. Briand ont exigé de renvoyer une fois de plus la question aux calendes grecques.

La semaine dernière, autre chanson, c'était le fort ténor Millerand qui, pour la deuxième fois, sur une question incidente, tentait, par une manœuvre, de renverser un ministère qui, à son avis, n'a que trop duré.

Le public reste froid devant toutes ces sales combinaisons de la politique; rien ne l'émeut plus... tant on lui en a fait voir, et c'est de cette indifférence qu'est faite en partie la force des gouvernants.

En tout cas, si, nous-mêmes, restons convaincus que les changements de ministère n'ont guère d'importance, nous croyons que l'attitude de Millerand à diverses reprises mérite peut-être que l'on s'y arrête un instant, et je vais essayer de démontrer que les travailleurs peuvent y être assez directement intéressés.

Car il n'y a pas, c'est au risque même de compromettre sa situation politique future, que l'ancien collègue de Galliffet a agi, à différentes reprises, et c'est avec l'appui effectif et soutenu par tous les représentants du grand patronat, qu'il a exécuté ses diverses tentatives. Et cela, je crois, doit nous donner à réfléchir.

Millerand, on ne saurait trop le rappeler, a hérité des conceptions politiques de Waldeck-Rousseau, qu'il *a faites siennes* ; du Waldeck-Rousseau fondateur du grand cercle républicain où trônaient les plus gros capitalistes et les plus grands exploiteurs; dont font partie tous les Motte et les Schneider; et l'idée générale de cette politique consiste presque exclusivement dans une soumission, chaque jour plus étroite, de la classe ouvrière à l'Etat bourgeois.

Et c'est justement pourquoi Millerand reprochait surtout au ministère de trop délaisser ce qu'il appelle les « lois sociales » qui doivent, non émanciper les travailleurs, mais, en réalité, les museler un peu plus dans le but évident de prolonger la société capitaliste.

C'était à n'en pas douter le fond du programme de Waldeck-Rousseau, devenu depuis celui de Millerand et de tous les prétendus « *réformistes* » qui le suivent.

Faire voter un faisceau de lois qui restreignent de plus en plus la puissance d'action de la classe ouvrière, qui fassent que toute tentative de rébellion contre l'oligarchie patronale puisse être immédiatement et facilement réprimée : tel est le véritable but.

Et là-dessus Millerand a un programme complet et des projets de loi tout préparés.

En première ligne vient le projet de loi sur « l'arbitrage en cas de grève », que la classe ouvrière a du reste déjà rejeté dans ses congrès.

Millerand, homme-lige du grand patronat, prévoyant, parallèlement à l'organisation de la classe ouvrière, un développement du mouvement de grèves que nous avons pu constater dans ces derniers temps, et ce dans un sens de plus en plus révolutionnaire, n'a, ni plus ni moins, que songé à mettre un frein à ces réclamations chaque jour se précisant et devenant plus conscientes.

Et comme il n'ignore pas qu'avec tous ses défauts, ses dangers et ses inconvénients multiples, la grève reste encore un excellent terrain d'éducation économique pour les travailleurs qui y participent; qu'en discutant leurs intérêts immédiats, ils sont fatalement appelés à s'occuper et à discuter de la légitimité de la société capitaliste tout entière, il tente de parer au danger en « réglementant » la grève, c'est-à-dire en essayant de la rendre quasi impossible, et du même coup, de lui enlever son caractère de revendication sociale pour la réduire, suivant son expression, à un « conflit juridique ».

Impossibilité pour les travailleurs de se concerter pour quitter le travail au moment où ils le jugent le plus utile à leur intérêt ; obligation d'en prévenir leurs employeurs — qui auraient ainsi le temps de s'y préparer — un certain laps de temps déterminé par la loi ; obligation de recourir à un arbitrage, etc., etc., et pour qui sait dans quelles conditions les grèves éclatent la plupart du temps, et combien la spontanéité est d'un grand poids dans le résultat final, le projet Millerand apparaît tout aussitôt comme n'ayant d'autre but que d'éviter au patronat l'aléa des grèves.

Et ce projet de muselage savamment dosé n'est pas le seul, d'autres viennent s'y ajouter, ce qui montre bien tout un plan arrêté qui consiste, je le répète, à rendre quasi impossible toute tentative de révolte de la classe ouvrière.

Dans cet ordre d'idées, je citerai les modifications à la loi sur les syndicats. Avec toutes ses imperfections et en la violant comme *ils le font* chaque jour, les travailleurs ont encore les coudées franches. C'est, tournée à leur profit, la liberté d'association qu'ils possèdent. Et c'est là un danger contre lequel la bourgeoisie exige des « modifications ». Mais comme il serait peut-être difficile de revenir trop en arrière, on a tourné la difficulté, et c'est dans le sens de la « liberté », nous dit-on, que l'on se propose d'élargir la loi. Et cette « liberté » consiste à donner aux syndicats et aux unions de syndicats le droit de commercer et de posséder, ce qui n'a d'autre but en réalité que de donner au patronat la possibilité d'avoir recours contre eux; c'est, en un mot, lui fournir la possibilité de les ruiner lorsqu'il le voudra ou les empêcher de bouger s'ils ne veulent pas être entraînés à cette

éventualité ; c'est certainement leur enlever en grande partie leur caractère de groupe de lutte, c'est à nos yeux leur enlever leur principale raison d'être.

Et ces « réformes » ne sont pas les seules ; une loi sur les « retraites ouvrières », en fournissant à la société capitaliste des fonds dont elle a besoin, pourrait être du même coup un excellent émollient. La crainte de perdre la retraite — à 65 ans, c'est-à-dire jamais pour la grande majorité des travailleurs — ou bien de la voir réduite, aurait une influence certaine dans bien des cas et arrêterait ceux qui, espérant n'avoir plus que quelques années à trimer, reculeraient à se lancer dans un mouvement de révolte qui leur semblerait comporter des aléas.

Enfin, la formation d'une aristocratie ouvrière, par le recrutement d'une armée de fonctionnaires ouvriers, l'introduction du « suffrage universel » dans les ateliers et la nomination de délégués à toutes sortes de commissions d'arbitrage, de « conseils » plus ou moins supérieurs, et toutes les combinaisons de même ordre, ne visent pas à autre chose. La bourgeoisie en les rapprochant d'elle s'assurerait ainsi le concours, sinon des plus intelligents, tout au moins des ambitieux qui auraient conquis une certaine influence sur leurs camarades de travail. La tentative déjà ébauchée est indéniable, et il serait difficile de la nier ou même de la dissimuler.

Tels sont, esquissés à grandes lignes, les dangers que nous prévoyons si la politique dite « réformiste » dont M. Millerand s'est fait le champion, pour le plus grand profit et la prolongation de la société capitaliste, venait à triompher.

Je n'ignore pas que si la classe ouvrière ne parvenait pas à résister et à échapper à cette tentative, c'est que décidément elle ne serait pas prête ; mais j'estime que c'est justement en montrant le danger qu'elle pourra plus facilement et plus efficacement se préparer à y résister, car il n'y a pas à se le dissimuler tôt ou tard cette tentative de diversion sera tentée.

A la classe ouvrière de s'y préparer dès maintenant.

P. Delesalle.

D'UNE SENTENCE COLLECTIVISTE

Pour conserver aux dieux leur prestige, il faut les situer au loin.

Les républicains et les socialistes ont pour Ernest Renan une grande vénération. Ils ont adopté, afin d'entretenir leur piété, des manuels dont les journalistes notoires sont les auteurs, et où, châtrés, écorchés, désossés, sont figurés les tronçons de l'œuvre renanienne.

Or, M. Psichari ayant réuni, sous le titre de *Mélanges religieux et historiques*, des écrits inédits de Renan, il arrive qu'on y trouve des opinions sur la propriété et la liberté qui ne sont pas conformes au dogme socialiste. Anathème à l'hérésiarque ! auraient pu s'écrier les croyants. Mais M. Léon Blum était là.

M. Léon Blum est, parmi les sociologues, les économistes et les critiques littéraires du parti socialiste, un des plus éminents. Il paraît connaître les questions dont il traite, ce qui suffit à le distinguer. Mais il méprise l'éclectisme et n'oublie jamais qu'il est socialiste et juif, soit qu'il se livre à la critique historique ou à la critique d'art, soit qu'il juge le *Retour de Jérusalem*, où M. Maurice Donnay n'a pas oublié, lui non plus, qu'il est, à sa façon, antisémite.

M. Léon Blum, portant le bouclier du critique littéraire et l'épieu du collectiviste, intervint donc. Nous assistâmes alors à quelques jeux d'escrime de parade ; et notre combattant triompha de l'adversaire, qui manquait. Puis ce fut un chant de gloire autour d'une nouvelle effigie de Renan. Car voilà l'auteur des *Dialogues philosophiques* partisan du monopole de l'enseignement, de la séparation de l'Église et de l'État. Il n'a pas paru nécessaire de lui faire adopter la tactique de M. Combes à l'égard des congrégations religieuses, et Renan reste là, dans l'opposition. Quant à son avis sur les questions sociales, il est sans importance, « la connaissance des faits économiques lui ayant toujours manqué ».

Je ne puis écouter en paix ces louanges intéressées des grands hommes : cette couronne de lauriers leur est un bonnet d'âne. Vouloir enrôler dans tel ou tel camp un philosophe de la puissance de Renan, c'est mettre un corset à une Vénus antique. Décidément les partis politiques sont bien des maisons de commerce ; il leur faut des enseignes, et les plus inappropriées à cet emploi sont les meilleures. On nous donne la même farce qu'aux « échos » de nos feuilles publiques : vous arrêtez-vous à un titre grave ou imprévu, c'est du racolage pour un marchand de pastilles ; recherchez-vous quelque jugement neuf sur un événement politique, on vous assourdit de boniments électoraux. Pourquoi Renan, qui faisait le métier de philologue, de philosophe et d'écrivain, aurait-il apprécié sainement le spectacle de la vie sociale ? C'est un sujet qu'on ne traite, — comme tous les sujets, — qu'inspiré par son intérêt.

Or, de par son éducation et son tempérament, Renan était un « bourgeois ». Il se disait, paraît-il, libéral. C'est bien cela. Il serait aujourd'hui opportuniste à la façon de M. Waldeck-Rousseau ou à celle de M. Jaurès, qui sont peu différentes l'une de l'autre. Il aurait la prudence et l'égoïsme tout naturel et légitime de sa caste. Il interpréterait aussi bien que quiconque les phénomènes sociaux, mais il se placerait pour les voir en un lieu qui lui soit agréable, et M. Prudhomme dit peut-être la seule incontestable des vérités en affirmant que tout dépend du point de vue auquel on se place.

Aussi les ouvriers qui prétendent diriger eux-mêmes leurs affaires, paraissent-ils être les plus judicieux. Pour malaisée que soit leur tâche, ils l'ont simplifiée, cependant. Si l'on s'interdit de regarder plus haut et plus loin que la société actuelle, on est bien obligé de convenir que toute conciliation entre leurs intérêts et les intérêts opposés, ne peut être que louche ou provisoire. Eux seuls savent bien ce qui les gêne et ce qui les satisferait. Ils sont forcément réfractaires au dilettantisme ; et dès qu'on s'efforce de fixer son raisonnement sur le papier, on devient dilettante. La logique de celui qui a faim est de manger, et tout ce qu'il peut entendre alors, lui est discours de magister.

Un ouvrier intelligent peut trouver plaisir et profit à lire Renan : son esprit y gagne ; non son estomac. Or, l'ouvrier, considéré seulement dans sa fonction sociale d'ouvrier, n'est qu'un estomac et des muscles, et ses actes de protestation, de révolte, de désorganisation, de réorganisation, ne peuvent tendre qu'à éviter la douleur à ses muscles et à son estomac. Que dans cette action, l'intelligence de l'ouvrier ait un rôle, c'est incontestable ; mais elle n'agit que sous l'impulsion directe des autres organes. Et que peut-il y avoir de commun entre les pensées du prolétaire contemporain et la pensée de Renan, à qui l'eau minérale suffisait, sans doute pour se mettre en paix avec sa conscience stomachique ?

Et puis, l'exégèse, c'est aussi un état d'âme ! Il est bien difficile de dire, si l'on s'en tient aux textes, quel est, d'Anatole France ou de M. Maurice Barrès, le plus fidèle disciple de Renan. Il se pourrait même que M. Léon Blum l'ait pénétré mieux que tous, se souvenant au cours de ses travaux de cet aphorisme ironique ou profond des *Souvenirs de Jeunesse* : « Quand on a le droit de se tromper impunément, on est toujours sûr de réussir. »

Charles-Jean Lefranc.

COLLABORATIONS ORIGINALES

Les grèves et la République.

Les cochers de l'*Urbaine* agitent de nouveau la question de la grève. Une fois de plus, ces travailleurs se sentent acculés, par l'exploitation sans bornes des Compagnies, à la suprême ressource d'un conflit. Ils ont déjà, à plusieurs reprises, dans des conditions diverses, tenté d'arracher, par le dépôt simultané de leurs fouets, les justes concessions que leur refuse l'obstination des maîtres.

A vrai dire, il n'est pas de cause plus digne d'intérêt que la leur. Ce n'est pas seulement la *moyenne* exorbitante que leur impose l'avidité patronale qui constitue leur légitime grief. Il est trop évident que dans un Paris sillonné de tramways, percé de métropolitains, en proie aux automobiles, muni de téléphones, la chasse au client devient difficile pour les cochers de fiacre.

Peu importe aux entrepreneurs : ils exigent un prix fixé, non d'après le produit réel de la journée de travail, mais d'après leurs âpres convoitises, et ils négligent, en même temps, soit de donner à leur cavalerie l'alimentation qui leur permettrait de faire face à un supplément de besogne, soit de payer aux aides indispensables un salaire qui retombe trop souvent à la charge du cocher. Admirons en passant la logique des autorités qui ne se font nul scrupule, en dépit de l'orthodoxie économique, d'intervenir pour établir un tarif *maximum* du prix des courses, mais qui trouvent tout à fait superflu et apparemment hérétique de compléter cette mesure en instituant, par la même occasion, le salaire *minimum* des travailleurs soumis à cette loi singulièrement unilatérale et boiteuse !

De l'autre côté de la Manche, à Londres, des circonstances identiques ont amené les cochers de *cabs* et de *fourwheelers* à recourir à la grève. Si celle-ci doit éclater à Paris, grâce à la fin de non-recevoir des Compagnies, il faut souhaiter, d'une part, que le public, mieux informé, donne l'appui de ses sympathies effectives à ce juste mouvement et, d'autre part, que la corporation des cochers, instruite par l'expérience, assure au syndicat, non seulement en pleine bataille, mais avant, pendant et après, la plénitude de force sans laquelle les victoires ouvrières ne se remportent pas.

Rien, en vérité, n'est plus déplorable que l'inertie coutumière du public en présence de ces efforts parfois désespérés d'une fraction du prolétariat pour améliorer son sort. Comment se fait-il que le sombre drame industriel de Neuville ait pu se dérouler sans qu'aucun accès d'indignation vint briser une odieuse tyrannie et sauver les victimes d'une exploitation sans nom ?

Il est, dans l'enfer que notre société crée trop souvent pour les producteurs de sa richesse, des degrés et je mets au défi que l'on me signale beaucoup de situations comparables à celles des ouvriers de ce petit bourg du Cambrésis. Là se rencontrent et se renforcent les causes multiples d'une exploitation intensive : il n'existe qu'un unique établissement industriel, et c'est la carte forcée pour les malheureux condamnés à y gagner leur pain ; dans ce petit centre rural, le patron est seigneur et maître, et quand le salarié, las de ce régime ou chassé par l'employeur, va chercher ailleurs une occupation, il a été noté d'avance, dénoncé, il est à l'*index* du voisinage tout entier ; 450 ouvriers travaillent à cette usine.

Conformément aux pratiques trop usuelles par lesquelles on déroute le salarié et on l'empêche de se rendre un compte exact des éléments de son salaire, la paye se fait sur des fiches improvisées, embrouillées à plaisir, où

chevauchent au hasard additions, multiplications et soustractions, et où un professionnel de la tenue de livres en partie double aurait de la peine à se démêler. Aussi bien le système a-t-il porté ses fruits. Nulle part dans la région les salaires n'atteignent un taux aussi dérisoire.

A prendre pour exact le plaidoyer en chiffres publié par les patrons, et qui ne concernerait d'ailleurs que 188 sur les 450 ouvriers de la maison, on constate qu'il y a jusqu'à deux ouvriers qui gagnent quatre francs par jour; que la grande moyenne gagne *moins* de trois francs; qu'un bon nombre ne touchent que de 1 fr. 30 à 2 francs, et un nombre encore assez considérable, 1 fr. 20.

Voilà ce qu'on avoue; ce qu'on tait, c'est que la majorité (plus de 250 sur 450) ne gagnent pas même par jour cette somme infime de vingt-quatre sous. Et pour obtenir ce salaire de famine, il faut conduire deux métiers — et quels métiers! l'outillage n'a pas subi de modifications depuis les temps déjà lointains de la fondation de la maison, et c'est sur la main-d'œuvre et sur elle seule que se rattrape le patron pour assurer son profit.

La plupart des articles confectionnés à Neuville y sont payés moitié *moins* que dans le reste de la région. Par exemple, à Beauvais, à quelques kilomètres, on paie couramment un certain produit 0 fr. 08 le mille de duites; à Neuville, on donne 0 fr. 036, pas la moitié. Ce n'est pas tout. L'ouvrier, en entrant à l'usine, doit accepter un monstrueux contrat par lequel la maison ne compte jamais, sur le travail rendu, 102 centimètres que pour un mètre.

Comme si cela ne suffisait pas, la fraude intervient comme à Armentières et à Houpplines, pour accroître le bénéfice patronal: on mesurait les pièces rendues avec un tambour qui se trouvait compter une moyenne de 107 mètres pour 100 mètres. Par un hasard providentiel, quand le vérificateur des poids et mesures, enfin averti, voulut procéder à la vérification, il se trouva que le tambour venait d'être brisé.

En outre, un savant système d'amendes venait encore rogner sur le mince salaire des ouvriers. Je ne sais si, comme dans une usine de Normandie que je connais, on faisait payer au personnel 0 fr. 10 centimes par tête et par quinzaine pour l'entretien des *water-closets*, d'ailleurs immondes — ce qui, dans un établissement de plusieurs centaines d'ouvriers, représente un coquet loyer de plus de *mille francs* par an. Ce que je sais, c'est qu'on frappait le travailleur — en vertu de quel code? — d'une peine pécuniaire, et quand il s'efforçait de faire disparaître les *taches* des trames à lui remises, et quand la *tache* subsistait dans la pièce livrée, et pour des fils cassés et pour mille et un motifs analogues, si bien qu'une fois au moins — sublime exemple de l'équité patronale! — un ouvrier s'est trouvé, pour une pièce qui lui rapportait 4 fr. 50 de façon, devoir d'amendes, réparations, etc., pas moins de 6 fr. 40.

Le patron tenait ses serfs par tous les bouts, par tous les moyens: un économat fonctionnait à côté de l'usine. C'était l'esclavage, sans espoir, sans terme. Il fallut de l'héroïsme à ceux qui osèrent prendre l'initiative de l'émancipation et fonder un syndicat en plein fief capitaliste.

La lutte était engagée; du côté patronal on ne recule devant rien. On voulait à tout prix la grève avant la consolidation du syndicat, avant l'achèvement des préparatifs nécessaires. Malgré la courageuse et clairvoyante résistance des fondateurs du syndicat, qui n'hésitèrent pas à jouer leur influence dans l'intérêt de leurs frères de misère, les manœuvres des patrons réussirent à provoquer le conflit. Il est aisé de se représenter les moyens mis en œuvre pour l'exaspérer et pour entraîner les chefs du syndicat à des démarches dont on pût faire le prétexte d'une répression à outrance.

Ce qui devait se passer se passa. Il y eut fermentation, manifestations, troubles; j'aimerais bien savoir quel est l'homme ayant du sang dans les veines, pour pacifique et modéré qu'il soit, qui puisse s'étonner ou se scandaliser de la véhémence passionnée d'une lutte ainsi engagée! Ce qui devrait surprendre, c'est qu'une masse inorganique, ainsi écrasée pendant des générations, avant même d'avoir atteint le degré de l'organisation consciente, ait su se contenir et se modérer comme l'ont fait les grévistes de Neuville.

Par un accident infiniment moins prémédité que le bris du tambour, une maison d'habitation patronale a été incendiée... Regrettable incident, assurément, encore qu'infiniment moins regrettable, après tout, que le sacrifice si allègrement accepté de tant de vies quand il s'agit du rétablissement de ce qu'on appelle l'ordre!

En tout cas, il serait monstrueux, soit de mettre cet incendie à la charge des apôtres du syndicat, c'est-à-dire de la méthode d'organisation, soit de traduire, sous une inculpation presque capitale devant un jury de classe, une poignée d'accusés désignés par la haine patronale plus que par des témoignages dignes de foi, soit d'abandonner à une tyrannie sans nom, les serfs de Neuville. C'est ici que la démocratie républicaine se doit à elle-même de prouver qu'il y a quelque chose de changé en France.

FRANCIS DE PRESSENSÉ.

(*L'Humanité*, 14 juin 1904.)

CROCS ET GRIFFES

Je ne sais pas si vous avez lu dans les journaux, récemment, le procès de ces deux anarchistes de Marseille accusés de complot contre M. Loubet; j'en lisais un petit compte rendu dans le *Figaro* cette semaine. Je crois que le résultat du procès vaudrait la peine d'être connu par les lecteurs des *Temps Nouveaux*.

Eh bien! le « complot » est tombé à l'eau — il n'existait pas. Mais afin de pouvoir à tout prix punir les deux accusés, on les a convaincus des crimes suivants:

N° 1 (Cazzulari) convaincu d'avoir écrit le mot « mort » au bas d'un portrait du Président et d'avoir « irrévérencieusement mis une pipe dans la bouche du Président (!) » — trois mois de prison.

N° 2 (le tenancier du bar) convaincu « d'avoir donné l'hospitalité au régicide Bresci » — deux mois de prison.

Qu'en dites-vous? Il y a maintenant cinq ou six ans que Bresci a commis son crime et a disparu. Sous quel article du Code peut-on classifier le « crime » d'avoir donné l'hospitalité à cet homme en 1898 ou 1899, c'est-à-dire *avant* qu'il eût commis son attentat contre le roi d'Italie? La punition, me semble-t-il, est un peu tardive — et combien utile!

Quant au n° 1, il paraît que le crime de « lèse-majesté » existe aussi bien dans les Bouches-du-Rhône qu'à Berlin.

G. C.-H.

∴

La Société biblique de Londres était aux anges: depuis quelques années, il lui arrivait du Japon des demandes continuelles de bibles à distribuer — gratuitement — au peuple, qui les réclamait de tous côtés. On s'attendait naturellement à des conversions en masse; mais, chose étonnante, on avait beau expédier des bibles, on ne voyait pas venir les conversions. A la fin, cela a mis la puce à l'oreille des trop naïfs propagandistes, qui ont découvert que ces bibles étaient vendues à des fabricants de plateaux en papier mâché, et que, sous cette nouvelle forme, artistement peinturlurées et laquées, elles revenaient en Angleterre propager le culte de la bimbeloterie japonaise.

Pas bêtes et très pratiques tout de même, les petits « *Jep* ».

DES FAITS

LA MISÈRE. — Pour ajouter au compte de la société capitaliste et autoritaire.

— *Pour échapper à la misère*, un comptable de 59 ans, Jean Girod, s'est, le 16 juin, précipité dans la Seine du haut du Pont-Neuf. On a repêché son cadavre.

— Le même jour, une infirmière a trouvé, contre la porte d'entrée de la Maternité, un enfant mâle âgé d'environ un mois et portant, épinglé à ses langes, ce billet d'une terrible signification: « *Je suis trop pauvre* pour élever mon enfant. Je le confie à l'Assistance publique que j'indemniserai dès que je gagnerai ma vie. »

— D'autre part, il ne se passe pas un seul jour sans qu'on retire de la Seine un ou deux cadavres d'homme, de femme ou d'enfant.

Comme la vie est douce!

LOUIS MALAQUIN

Notre cher camarade Louis Malaquin, l'anarchiste bien connu, est mort à Nice, le 15 juin, après une longue et douloureuse maladie.

Quoique faible de constitution, Malaquin, qui n'avait que 36 ans, n'est mort ni d'épuisement, ni d'une maladie contagieuse, mais simplement des suites de la tentative d'assassinat perpétrée contre lui par la police le 28 septembre 1903, lors des troubles provoqués par la fermeture de la Bourse du travail.

A cette occasion, notre ami était à son poste de combat, parmi les travailleurs.

Il parlementait avec M. Cluzan, lorsqu'une bande de policiers se précipita sur lui et le cribla de coups. Quand il fut enfin arraché des mains de ces brutes, nous constatâmes que son corps était terriblement meurtri et qu'il avait une jambe gravement blessée; ses béquilles étaient restées en route.

A la suite de cette agression, il resta six semaines au lit. Depuis, chaque tentative qu'il fit pour se remettre au travail le remit au lit. Terrassé finalement par les lésions internes que lui avait values le guet-apens policier, il vient de succomber après deux mois de terribles souffrances, que même les soins attentifs et dévoués de son incomparable compagne n'ont pu soulager.

Malaquin habitait Nice depuis dix ans et était, qu'on me passe l'expression, l'âme du mouvement prolétarien et socialiste de toute cette région.

N'ayant pas qualité pour faire les éloges de l'excellent ami, de l'homme érudit et du vaillant révolutionnaire que nous pleurons, je me contente de dire que Malaquin fut un des meilleurs parmi les bons, un des plus fermes et dévoués parmi les précurseurs de la Révolution communiste et libertaire.

Tous les camarades seront de mon avis et les revues et journaux auxquels il collabora attesteront la véracité de ces paroles.

Parmi les revues et journaux qui le comptèrent comme collaborateur, je ne citerai que la *Revue Blanche*, le *Mercure de France*, les *Temps Nouveaux*, le *Libertaire*, le *Journal du Peuple* et la *Lutte sociale*.

Jeudi, le 16 juin, à 6 h. 1/2 du soir, la classe ouvrière de Nice a fait à Malaquin des funérailles comme il ne s'en était encore jamais vu dans cette ville.

Près de trois mille citoyens et citoyennes ont suivi le corbillard qu'ombrageait de ses plis un vaste drapeau rouge cravaté de noir.

La police stupéfaite a laissé faire et l'étendard du prolétariat, confié à des mains sûres, a pu, pour la première fois, flotter librement dans les principales artères de notre ville.

A la gare, d'où la dépouille de notre ami a été dirigée sur Paris, plusieurs discours furent prononcés.

La foule s'est écoulée ensuite en acclamant les revanches prochaines de la Sociale triomphante.

UN PROSCRIT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

A Autun comme partout ailleurs probablement, les écoles laïques ont fêté l'anniversaire de la loi sur l'enseignement gratuit et obligatoire; seulement, de peur qu'on ne l'ignore ou pour bien prouver leur enseignement, on a promené quelques enfants dans quelques rues de la ville, ayant à leur tête la musique militaire. Il y a bien une musique municipale, mais songez donc! Quelle calamité! si on eût pu supposer un seul instant qu'à l'idole Dieu, la laïque n'avait pas substitué l'idole Patrie...

G. L.

*
* *

Orléans. — Tout dernièrement, l'on ne sait trop pourquoi, un de nos camarades du 131e d'infanterie à Orléans, se jetait sous un train en marche. L'opération fut réussie. Ecrabouillement complet.

Détail : Les débris du malheureux furent jetés entre quatre planches très économiquement, et comme il s'agissait d'un suicidé, par conséquent d'un lâche, un homme de sa compagnie fut désigné pour laver les vêtements déchiquetés. La tunique qui, comme le reste, contenait encore de gros caillots de sang, fut lavée, réparée et réintégrée au magasin. Dans l'un des souliers, il restait un bout d'orteil. Le tout a été lavé au lavoir commun devant tout le monde. Le linge de corps a été donné au cuisinier pour torchonner ses marmites.

Si notre camarade s'était fait tuer dans une grève, il y aurait eu grave cérémonie.

— La loi de deux ans supprime un grand nombre d'emplois. Déjà le nombre des employés se trouve ainsi réduit pour une compagnie :

Ordonnances des officiers et adjudants........	13
Hommes de corvées des sous-offs, exempts d'exercice........	8
Tailleurs-cordonniers, élèves, auxiliaires et honoraires compris........	12
Tambours, clairons, élèves compris........	8
Musiciens, secrétaires, scribes........	7
Elèves prévôts, cyclistes, garde-magasins	5
Hommes de réfectoire et employés au matériel de la compagnie........	3
Dérouilleurs, sapeurs........	3
Perruquier, cuisiniers........	3
Servants au cercle et à la cantine........	3
Armuriers, peintres........	3
A l'hôpital, à l'infirmerie ou en convalescence en moyenne........	10
En permission à titre de faveur........	12
Total........	90

L'effectif des compagnies étant en moyenne de 105 hommes, il reste donc une douzaine d'hommes disponibles pour l'exercice de tous les jours.

Ordre secret : Ce soir, vers quatre heures, l'ordre arrivait aux soldats boulangers de se mettre en mesure d'aller prendre le train au premier signal; défense absolue leur était faite de communiquer cet ordre à leurs camarades. Avant cinq heures, tout le monde savait la nouvelle.

Nos camarades boulangers ne doivent pas quitter le casernement jusqu'à nouvel ordre. Ils semblent décidés à ne pas satisfaire les ventres bourgeois.

Un soldat du 131e.

*
* *

Nous recevons de Djenien-Bou-Rezg, dans le Sud Oranais, des détails circonstanciés et que nous résumons sur des actes d'odieuses violences commis sur un soldat de la légion étrangère — 2e régiment, 4e bataillon — et qui ont entraîné sa mort. On verra, par ce récit, que la brutalité de certains gradés et l'insouciance de certains autres aidant, la vie des légionnaires ne pèse pas lourd sur la terre d'Afrique.

Il s'agit d'un soldat nommé Clerc, qui remplissait un emploi de postier et qui, ayant terminé ses quinze ans de service, avait droit à la retraite. Pendant la durée de son séjour au régiment, il n'avait eu que quatre jours de salle de police. Mais le 18 mai dernier, un inspecteur venait examiner le service et, à la suite de cet examen, Clerc était condamné à quelques jours de prison. Le 21, le caporal de semaine, nommé Hulen, constatait que le prisonnier tenait des propos incohérents; il en avertissait le sergent Hubert, qui lui répondait que si le prisonnier faisait l'imbécile on l'attacherait. Le soir, Hulen prévenait un autre caporal, Rambauer, que l'ancien postier devenait fou; ce caporal allait à son tour trouver le sergent et en recevait la même réponse.

Le 21, Clerc qui avait le délire, enleva de son lit de camp deux ou trois planches et les passa par la lucarne de sa prison. Le sergent alla trouver le capitaine commandant de la 15e compagnie, et lui dit que le postier avait tout brisé dans sa prison. Le capitaine ordonna de l'attacher avec des cordes, ce qui fut exécuté, et les fit même serrer plus étroitement, les trouvant trop lâches; on ne l'avait d'ailleurs pas prévenu que le prisonnier était fou. Le lendemain, le caporal de service constatait que Clerc était beaucoup plus mal et lui enlevait les cordes. Le 26, il le trouvait mort, étendu, la face contre terre. L'autopsie révéla que Clerc était atteint d'œdème complet de la cervelle, et qu'il avait succombé à une méningite. S'il avait été soigné à temps, il eût peut-être guéri; l'odieux traitement qu'il avait subi le vouait à une mort certaine. Et il ne fut même pas soumis à la visite du major.

Un autre soldat de la légion, nommé Ritter, qui avait détérioré un jeu de loto, a été puni de soixante jours de prison. Il s'est tué d'un coup de fusil dans la tête.

Nous pourrions demander au ministre de la guerre d'ouvrir une enquête sur ces faits. Nous savons d'avance qu'elle ne servirait à rien.

(*L'Aurore*, 18 juin.)

Mouvement ouvrier. — On reparle, paraît-il, en haut lieu — il faut bien faire quelque chose pour les « ouvriers » — d'une loi sur les « retraites ouvrières ».

Il paraît même qu'il y a une commission spéciale qui siège de temps à autre. C'est même cette commission qui nous donne l'occasion d'en reparler, et pour être difficile son travail n'en est pas moins intéressant.

Il paraîtrait qu'elle a décidé que l'Etat majorera, dans la limite de 360 francs, les retraites des ouvriers du commerce et de l'industrie d'une somme de 120 francs et les retraites des ouvriers de l'agriculture d'une somme de 100 francs, sans garantir aucun minimum de retraite.

Afin d'atténuer les charges de la période initiale, elle a fixé au taux uniforme de 50 francs l'allocation à servir aux vieux ouvriers âgés de soixante-cinq ans et plus au jour de la promulgation de la loi.

Nous savons ainsi que le « maximum » de la retraite sera de 360 francs et que l'Etat y participera pour 120 francs, toujours au maximum pour les ouvriers de l'industrie et seulement pour 100 francs pour ceux de l'agriculture. Un prélèvement sur les salaires qui déjà aujourd'hui ne permettent pas de vivre, paiera le reste. Explique qui pourra la différence entre l'ouvrier agricole et celui de l'industrie, pour ma part, je ne la saisis pas très bien.

L'âge, comme on le voit, reste fixé à soixante-cinq ans, ce qui donne à espérer à la commission qu'il n'y aura pas beaucoup de rentiers à servir et comme les ouvriers, leur vie durant, auront versé, ce sera encore tout bénéfice.

Pour ceux qui, dès à présent, ne trouvent plus de travail parce qu'ils n'en peuvent plus, on leur accorderait 50 francs par an, juste le salaire de Loubet pour vingt minutes.

Si après cela les travailleurs ne sont pas satisfaits des « réformes » que les « démocrates » leur préparent dans l'ombre des « commissions », c'est que vraisemblablement ils sont bien difficiles.

La grève de Fromelennes qui vient de prendre fin, est vraiment pleine d'enseignements. La Compagnie française des Métaux, qui a pour principal client l'Etat — ministères de la guerre, de la marine, des postes — se refusait et se refuse encore, malgré cette fin de grève, à appliquer la fameuse réforme de M. Millerand qui a nom la loi de dix heures. Dans ce but, au moment de l'application de la loi, elle renvoya purement et simplement de ses usines soixante-cinq jeunes gens de moins de dix-huit ans, et ce, pour pouvoir faire travailler les adultes 12 et 14 heures, suivant le bon plaisir des directeurs. Voyant cela, les ouvriers de l'usine, parents pour la plupart des jeunes gens congédiés, se mirent en grève, en réclamant leur réadmission et la journée de dix heures obligatoire dans ce cas. La lutte a duré plus de deux mois, les ouvriers ont réclamé auprès de l'Etat, principal client de leurs employeurs, en demandant qu'il fasse appliquer le cahier des charges accepté par la Compagnie; partout les démarches des ouvriers se sont butées à une fin de non-recevoir. L'Etat bourgeois se refuse à faire appliquer à ses propres clients les lois et les décrets qu'il édicte, et ce n'est qu'au moyen et grâce à de sales combinaisons politiques qu'il serait intéressant de raconter que la grève s'est terminée par une solution bâtarde, les ouvriers étant las de souffrir.

Battus, les ouvriers acceptent le renvoi des soixante-cinq jeunes gens et la seule concession que la Compagnie daigne faire pour ne pas avoir à appliquer la loi de « protection ouvrière » est d'accorder une indemnité égale à trois mois de salaire aux jeunes gens renvoyés. C'est pour rien et j'ose espérer qu'après un tel exemple l'on ne viendra plus nous parler des « réformes » de M. Millerand et que j'apprécie, du reste, d'autre part.

Cette grève est aussi pleine d'enseignements par d'autres côtés. C'est ainsi que je crois avoir déjà signalé comment cette usine étant à cheval sur la frontière, la Compagnie avait tout fait pour exciter l'antagonisme entre les ouvriers belges et français qu'elle exploite. De plus, durant toute la grève, la gendarmerie des deux pays a coopéré à la protection de la propriété patronale et les quelques ouvriers venant de Belgique, qui avaient continué à travailler, étaient accompagnés à la frontière par la gendarmerie belge et « remis » aux gendarmes français qui les escortaient ensuite à l'usine. Touchante collaboration contre laquelle nos bons patriotes — des ouvriers français ont été frappés par des gendarmes belges — soutiens du capitalisme avant tout, n'ont pas songé à protester; et Combes qui expulse les curés allemands qui viennent conférencier en France — ce qui est stupide — admet très bien par contre que les gendarmes belges tapent sur les ouvriers français, et naturellement pas un socialiste ne se trouve pour lui en demander compte.

L'Etat protège ceux qui violent ses lois et se font aider par les forces policières des pays voisins.

Nous vivons décidément à une drôle d'époque.

A Brest, la grève des dockers est terminée et grâce à leur énergie, en grande partie, ils obtiennent gain de cause sur presque tous les points.

C'est qu'ils commençaient à agir sérieusement les dockers, et cela a donné à réfléchir à leurs exploiteurs. C'est ainsi qu'à la sortie d'une réunion, tenue à la Bourse du travail, et après avoir feint de se séparer pour dépister la police, ils se dirigèrent par différentes routes vers les quais, puis vers minuit, se ruèrent sur le *Brestois* et jetèrent une quarantaine de fûts de vin à l'eau, non sans en avoir défoncé; puis ils partirent; un des dockers étant resté en arrière pour jeter un fût à l'eau, fut saisi par les agents et conduit au poste.

Ayant su qu'un des leurs était écroué au poste, les grévistes reviennent sur leurs pas et somment les agents de laisser le prisonnier en liberté, sans quoi ils menacent de prendre le poste d'assaut. D'autres grévistes assurant que personne n'avait été fait prisonnier, ils repartirent et, armés de gourdins, parcoururent le port en éteignant tous les becs de gaz.

Devant cette attitude qui menaçait d'avoir des suites, les entrepreneurs convoquèrent les délégués des grévistes et voyant qu'ils pourraient avoir à regretter trop d'intransigeance, accordèrent satisfaction sur les bases suivantes :

1° Le travail sera désormais rétribué à raison de 0 fr. 50 l'heure; les journées commenceront à sept heures du matin et finiront à six heures du soir;

2° Les heures supplémentaires seront payées à raison de 0 fr. 75 l'une, ainsi que celles des dimanches et jours fériés;

3° Le déchargement des wagons effectués pour le compte des Moulins brestois sera payé à raison de 0 fr. 60 l'heure;

4° Un acompte de 2 francs sera donné à chaque homme tous les soirs.

C'est, je le répète, une victoire à peu près complète que les grévistes doivent exclusivement à leur énergie.

Deux dockers arrêtés au cours d'une bagarre ont été condamnés, Bonizet à quarante jours de prison, et à trois mois, Le Bott, pour entrave à la liberté du travail!

Dame Justice est partout au service des capitalistes.

A Lorient, l'agitation continue à être très vive et à la grève du bâtiment est venue s'ajouter celle des déchargeurs et des dockers. Les travailleurs de

toutes ces corporations réclament une augmentation de salaire. Par suite des diverses grèves qui durent depuis pas mal de temps, grâce à la férocité des exploiteurs, la misère est grande dans nombre de familles, mais pour tant faire que de crever de faim en travaillant, les ouvriers préfèrent résister.

Tout cela devra avoir une fin et, si une solution n'intervient pas à bref délai, il faut s'attendre à de graves incidents.

A Nice, grève des employés de tramways. Les voitures ne circulent plus, quelques-unes que la Compagnie avait essayé de faire sortir des dépôts ont été prises d'assaut par les grévistes, qui ont enlevé les perches aux trois tramways sortis ; ceux-ci sont restés en panne. Les grévistes ont ensuite enlevé les aiguilles aux abords du dépôt de tramways. Le directeur a alors arrêté la sortie des voitures.

Une autre nuit, un kiosque de tramways a été incendié et les aiguillages fortement endommagés à nouveau.

Cette attitude des grévistes a fortement impressionné la Compagnie qui ne tardera pas, vraisemblablement, à mettre les pouces et à accorder satisfaction aux grévistes.

Les soldats du 7e génie ont travaillé à remettre les aiguilles en place.

La paye s'est effectuée sans incident.

On assure que si les dockers de Nice cessent le travail pour appuyer le mouvement des employés de tramways, les dockers de Marseille et de Gênes suivront leur exemple.

A Marseille, la grève du camionnage continue. On espérait que l'accord pourrait se faire par suite de l'entrevue que les délégués des patrons et des ouvriers ont eue chez le président du tribunal civil. Mais il n'en a rien été, les délégués ouvriers n'ayant qu'un mandat limité et devant en référer à une assemblée générale de leur corporation. Une nouvelle réunion aura lieu.

P. DELESALLE.

Les grèves. — Pas de changement dans la grève des maçons de Saint-Etienne.

FIRMINY. — Les ouvriers serruriers se sont mis en grève. Ils réclament la journée de dix heures avec minimum de 0 fr. 50 l'heure et frais de déplacement. Les grévistes sont au nombre de 33 et comprennent la totalité d'ouvriers serruriers de la localité.

Au Chambon-Feugerolles, la société des usines de Trablaine faisant fi du tarif passé, en 1901, entre elle et la chambre syndicale, les ouvriers ont cessé le travail. Ils réclament, en outre, la réparation des trois pilons et un pilonnier pour chaque pilon. Une entrevue eut lieu entre une délégation des ouvriers de l'usine assistés d'une délégation de la chambre syndicale et le directeur de l'usine, mais elle n'eut aucun résultat. Pour intimider ses ouvriers, le patron les a menacés de fermer la boîte. La grève continue.

*
* *

Dans la Loire, les chambres syndicales de mineurs s'occupent de la prime du 3 0/0 qui doit prendre fin avec ce mois-ci.

Des réunions ont été ou vont être données pour étudier les moyens propres à conserver cette prime à expiration de la sentence arbitrale. Toutefois il ne paraît pas y avoir beaucoup d'agitation chez les intéressés. Et cependant leur situation est vraiment lamentable. C'est avec quatre et peut-être bientôt 3 (trois) journées qu'il faut entretenir la maisonnée. C'est la gêne pour le plus grand nombre et la misère pour ceux qui sont chargés de famille. Dans la mine, les ingénieurs les traitent moins bien que leurs chevaux. Pour un mot, un geste, c'est le renvoi ou la mise à pied ; tels les six du puits Combe-rigol à Grand-Croix qui, pour n'avoir pas pu accomplir la tâche, ont été punis d'une mise à pied de 8 jours. Et notez bien que ce retard provenait d'une avarie des perforatrices et n'était donc pas imputable aux ouvriers. C'est pourquoi je crois que la diminution de salaires provenant de la suppression de la prime sera acceptée, subie par les ouvriers. Ils ronchonneront, mais je doute qu'ils aient le courage de faire servir leur pic à autre chose qu'à abattre du charbon.

Je ne sais si cela est vrai partout, mais ici plus il y a de misère, plus il y a de servitude, d'avachissement. Il n'y a que le jeu qui ne se ressent pas du chômage, au contraire. Et ils ont toujours 10 sous pour faire la partie de boules, alors qu'ils n'en ont pas pour le syndicat. Quand donc le besoin de savoir et la volonté domineront-ils dans le peuple sur le besoin de boire et de jouer ?

GALHAUBAN.

Allemagne.

Les frères Piette, détenus à la prison de Bonn, depuis le 9 février, sont nés en Belgique, de parents hollandais. Ils ne sont pas reconnus comme Belges, ni comme Hollandais ; de là, leur a-t-on dit, cette longue détention, car on ne sait à quelle frontière les conduire.

Et pendant ces longs mois, leur famille est dans une misère épouvantable.

GUILLAUME PIETTE, Bessnicherstr. 72. — ANTOINE PIETTE, 76, même rue.

Espagne.

Le compagnon Miguel Artal, qui, on se le rappelle, tira sur le président du conseil d'Espagne, Maura, lors du voyage de celui-ci à Barcelone au mois d'avril dernier, a été jugé la semaine passée.

Il a été démontré au cours du procès que, sans ses décorations qui ont détourné la balle, le chef des tortionnaires espagnols subissait le sort de son illustre devancier Canovas.

Le jury, se conformant au réquisitoire du procureur du roi, a rendu un verdict de culpabilité pour tentative d'assassinat avec préméditation.

La Cour a condamné Artal à 17 ans, 4 mois et 1 jour d'emprisonnement. A la lecture de l'arrêt, Artal a crié : « Germinal! » On se rappelle que le même cri fut poussé par Angiolillo, condamné à mort pour le meurtre de Canovas.

Artal a ensuite essayé de parler en public, mais les gendarmes l'ont entraîné et l'ont poussé dans le fourgon cellulaire.

Artal est maintenant au bagne, mais la misère n'en est pas moins grande en Espagne.

*
* *

OVIEDO. — Dans la mine *Carnarosa*, qui appartient au marquis de Comiblas, une explosion de grisou s'est produite. On compte vingt-cinq morts, mais on croit qu'ils seront plus de quarante, étant donné le nombre des disparus. Les cadavres sont complètement carbonisés et difficiles à identifier.

Il règne une grande consternation parmi les familles des morts. On dit que le sinistre est dû à un ouvrier qui fuma dans la mine ; mais il y en a qui assurent que la vraie cause est la négligence de la compagnie. Si cela est, voici une explosion que les lois bourgeoises ne punissent pas.

*
* *

MADRID. — Les modistes ont tenu un *meeting*, où plusieurs ouvrières ont parlé sur la nécessité de l'association, pour se défendre contre l'exploitation dont elles sont victimes, et en invitant en même temps les autres femmes à s'associer. Elles se sont constituées en syndicat.

*
* *

SANTANDER. — Il s'est constitué un Cercle d'études sociales. Les camarades demandent que des brochures et journaux y soient envoyés pour la *bibliothèque*. L'adresse : *Emilio Carral*, Kiosco no 1, *Plaza Velarde, Santander*.

*
* *

BARCELONE. — Les ouvriers horticulteurs qui étaient en grève, il y a une semaine, ont obtenu de la plupart des patrons les améliorations qu'ils demandaient.

Les grévistes, pendant la nuit, entraient dans les potagers et détruisaient les fruits et les plantations. A différentes reprises, entre patrons et grévistes, le bâton, le couteau et le revolver sont entrés en jeu ; deux patrons sont morts, un gréviste blessé d'une balle, et beaucoup d'*esquirols* ont été battus. Malgré l'intransigeance des bourgeois qui se moquaient de ces ouvriers, en disant « la misère leur fera reprendre le travail », ils ont appris que contre la misère, les ouvriers ont employé la force, et qui a fait plus que les raisons qu'ils avaient données avant de commencer la grève.

*
* *

Les ouvriers coiffeurs, qui avaient demandé aux patrons la réglementation des heures de travail et un jour de fête par semaine, se sont mis en grève.

Les patrons ont commencé à se rendre, et on croit que bientôt tous le feront, en voyant que le public les a boycottés.

Le préfet et sa police ont commis toutes sortes d'arbitraires. Ce premier jour de la grève, soixante grévistes ont été détenus. Non satisfait de cela, il a puni les patrons qui s'étaient rendus, pour avoir à leur porte la contremarque *Label* qui apprenait au public l'acceptation du syndicat gréviste.

M. Nothwos est dans une belle colère. Il devait bientôt recevoir du gouvernement une grande récompense pour avoir *tué* tout mouvement syndicaliste ; et voici que les deux syndicats qu'il croyait les moins révolutionnaires, lui ont fait voir qu'il faut se méfier des apparences.

L. HOMBES.

Russie.

L'on sait que violant l'engagement pris par Alexandre III, son prédécesseur, de ne pas toucher à l'autonomie de la Finlande, le czar Nicolas II a résolu, il y a quatre ans, de rattacher cette province à « son empire ».

Depuis les révoltes s'y produisent souvent, et la presse domestiquée ne nous en apporte que rarement les échos.

Cette fois, il n'y a pas eu possibilité de cacher l'acte d'un Finlandais, qui a vengé ses compatriotes, en tirant sur le général Bobrikoff, gouverneur général de la Finlande.

C'est au moment où Bobrikoff entrait au Sénat que le fils d'un sénateur, Eugène Schaumann, a tiré trois coups de revolver sur le représentant du czar qui est mort quelques heures après.

Le général Bobrikoff était gouverneur de la Finlande depuis quatre ans et s'était fait plus particulièrement remarquer par sa cruauté dans la répression.

C'est lui qui fut chargé d'appliquer la politique de russification à outrance, adoptée par le gouvernement du tsar, et il avait reçu, il y a quelques mois, des pouvoirs quasi-dictatoriaux.

Il y a trois mois, le général Bobrikof demandait au gouvernement de Pétersbourg que ses pouvoirs fussent renforcés et rendus plus efficaces contre la propagande subversive. Du texte de son rapport, que publie la revue de P. Struve, *Osvobojdénié*, nous extrayons quelques détails caractéristiques. Il réclamait le droit de suspendre à son gré les publications périodiques, d'ordonner l'interdiction d'importer en Finlande les périodiques étrangers qui auraient une attitude hostile à l'égard des intérêts russes, d'être seul maître d'autoriser l'entrée en Finlande des livres, revues et journaux étrangers, de frapper administrativement (c'est-à-dire sans jugement) d'une amende pouvant aller à 1.000 francs, ou d'une suspension *temporaire*, ou d'une suppression définitive, le journal dont la direction refuserait de déclarer *le nom* de l'auteur de tel ou tel article, d'appliquer le système du caviar, en vue de supprimer, dans les livres ou les revues importés, les passages gênants, *etc.*, etc.

A la suite de tout ces faits, le mécontentement était partout et il n'est pas surprenant qu'il se soit traduit par un acte. Tôt ou tard ce despotisme devait provoquer la vengeance.

Eugène Schaumann, son acte accompli, s'est immédiatement suicidé.

On dit que depuis le czar a des hallucinations.

Enfin, on annonce, dès à présent, que le gouvernement de Pétersbourg songe à donner pour successeur à Bobrikof le gouverneur de Vilna, Wahl. Ce serait remplacer la brute simple par la brute double, par la brute méchante, tortionnaire, sanguinaire. Tout porte à croire que M. de Plehve y regardera à deux fois.

Turquie.

CONSTANTINOPLE. — Il a quelques années, une jeune et belle ouvrière fut enlevée en plein Paris par un satyre qui ne la rendit à ses premières occupations qu'après une séquestration de deux ou trois jours.

Le même fait vient de se dérouler dans notre ville, avec la seule différence qu'à Paris la jeune ouvrière ne perdit que son innocence et qu'ici les victimes payèrent de leur vie leur résistance. Voici le fait dans toute son horreur :

Un fiancé et sa promise se promenaient aux champs, loin de toute habitation, lorsqu'ils furent surpris par plusieurs soldats. Le jeune homme qui, sans aucun doute, avait cherché à défendre l'objet de son amour, fut littéralement décapité. Quant à la jeune fille, elle succomba à son tour aux outrages subis.

Les faits de ce genre se répètent chaque année à cette époque des excursions au grand air. Les soldats qui pullulent hors de la ville, trouvent l'occasion de donner libre cours à leurs instincts brutaux, renforcés par la claustration et la discipline de fer auxquelles ils sont soumis et dont sont si fiers les hommes de tous les Etats.

Il est cependant tout naturel que ces hommes, déjà brutaux de nature, dépourvus de toute culture morale, rendus plus sauvages par la claustration et la discipline que MM. les officiers se plaisent à rendre de plus en plus forte, il est certain que de pareils individus, une fois en liberté, n'agiraient pas autrement que des bêtes fauves échappées de la cage des dompteurs. Il faut aussi noter que les centres joyeux sont défendus aux soldats et qu'une police spéciale parcourt les rues galantes, pourchassant sans pitié les soldats qu'ils y surprennent.

VIDO.

Etats-Unis.

En 1903, au cours de la grande grève de Paterson, le camarade anglais, Mac Queen, ayant commis le crime abominable d'*exciter aux violences* les ouvriers, fut condamné par des justiciards féroces à cinq ans de travaux forcés.

Demeuré sous caution en liberté provisoire, il s'enfuit alors en Angleterre. Mais ayant connu que sa fuite allait ruiner son garant, un ami dévoué, Mac Queen prit le parti de retourner en Amérique : il vient de s'y constituer prisonnier.

Cette reddition volontaire honore notre camarade.

Doux pays, que la libre Amérique ! — république égalitaire que les nègres doivent chérir depuis leur affranchissement, pour sa clémente justice. — Le 21 mai dernier, Fisher, un nègre, fut fouetté à Wilmington (Del.) de 40 coups d'un énorme fouet à 9 lanières. Un journal local, détaillant l'exécution, explique que la victime resta une heure exposée au pilori, les mains attachées, et qu'après les premiers coups, tombant de faiblesse, elle se tordait délirante de douleur, avec des cris affreux, implorant grâce à ses bourreaux insensibles. Lorsque les liens furent lâchés, l'homme s'effondra comme une masse sur le sol, d'où il fut traîné mourant dans sa cellule, pour y subir le restant de sa condamnation, soit cinq ans de prison. Tout cela parce que ce nègre vola un dollar à une femme.

Le même jour et au même endroit, 16 autres nègres furent fouettés, tandis que cinq cents spectateurs contemplaient la scène. Tendres mœurs !

La république américaine s'émancipe. Non seulement, elle expulse les anarchistes, mais elle rend les déserteurs. Est-ce que déserter serait pour elle synonyme d'anarchie ?

Un matelot italien — du navire de guerre *Liguria* commandé par le duc des Abruzzes en personne, s'avisa de fausser compagnie à son bagne flottant, ainsi qu'à son prince, lors d'une relâche à San-Francisco. Le navire partit pour l'Extrême-Orient. Notre homme libéré se crut libre sur le sol américain. Mal lui en prit. La police veillait et l'empoigna sur l'ordre même du consul américain — car le duc des Abruzzes s'était fait fort d'affirmer que pas un de ses hommes ne déserterait à San-Francisco. — Le marin passa en justice et, malgré ses dénégations, fut accusé d'anarchisme, et, plus fort, de vouloir construire des torpilles (*sic*) à l'usage des anarchistes. On lui refusa l'interprète et malgré les efforts surhumains de ses amis, il fut embarqué sur le premier vapeur en partance pour Honolulu, où l'attend là — ô constance princière ! — le prince des Abruzzes, avec son navire et deux ou trois ans de cachot.

Pourvoyeurs des bagnes étrangers, mensonges et fausses accusations contre des hommes fuyant les casernes, tel est le crime sans précédent de la république de Roosevelt.

RAYMOND BACHMANN.

P.S. — On craint pour d'autres déserteurs n'ayant pas deux ans de séjour dans le pays.

R. B.

Japon.

La position prise par les socialistes japonais, dans le conflit actuel avec la Russie, a été, dès le début même, très nette et très franche. Ils ont été et restent hostiles à la guerre, non seulement à la guerre avec la Russie, mais à toute guerre, en général. C'est peut-être la première fois, dans l'histoire du Japon, que le cri de *A bas la guerre* a été poussé sur la terre des Samouraï et des modernes Nippons. En tout cas, la protestation des socialistes japonais contre la guerre a été courageuse et énergique.

Deux de nos camarades, rédacteurs dans les grands journaux quotidiens de Tokio, n'ont pas hésité à sacrifier leur situation à la cause de la paix. Je dois dire qu'ils ont réussi, depuis lors, à fonder, avec l'aide d'autres socialistes, un journal hebdomadaire qui mène campagne contre la guerre, pour la paix générale qui sera réalisée par le socialisme. Ce journal, modeste mais bien rédigé, promet d'avoir un grand succès. Les socialistes ont également réussi à organiser, à Tokio et dans les environs, des meetings contre la guerre. J'ai appris que ces meetings avaient parfaitement réussi. Un droit d'entrée de 25 centimes a suffi à couvrir les frais d'affiche et de location. Le succès avec lequel les socialistes ont mené cette agitation prouve qu'ils ont conquis un réel prestige dans l'opinion publique. Le premier meeting, tenu au Y. M. C. A.-hall, à Tokio, a eu lieu au milieu d'une assistance nombreuse. Quelques représentants du parti de la guerre ont essayé de troubler l'assemblée, mais ils n'y ont pas réussi. Ce succès a stupéfié la presse aussi bien que le public. On n'aurait jamais cru que les socialistes auraient osé, en pleine fièvre guerrière, organiser une réunion pareille (1).

Je suis persuadé que l'attitude du parti socialiste est restée la même, depuis mon départ du Japon, bien que la guerre soit maintenant déclarée. Nos camarades auront la même conduite que les socialistes allemands, au cours de la guerre franco-prussienne. Ce sentiment a été exprimé à diverses reprises, dans les derniers meetings, et il a été approuvé par les socialistes japonais.

Quant à l'influence probable des événements actuels sur l'éveil de la conscience de classe des travailleurs japonais, je puis affirmer qu'ils auront pour conséquence de leur faire mieux comprendre leurs intérêts et les dangereux caractères de la guerre. Beaucoup d'ouvriers ont pu déjà constater que la guerre avec la Chine ne leur avait apporté aucun bienfait. Sans doute cette guerre a développé l'industrie japonaise, mais la situation des travailleurs n'a fait qu'empirer. L'indemnité de guerre, considérable, payée par la Chine, n'a aucunement profité aux travailleurs japonais.

Les dépenses croissantes nécessitées par l'armée et la flotte, les forcent à travailler davantage que jadis. Beaucoup d'entre eux me disaient, l'été dernier, qu'ils ne désiraient pas du tout la guerre, parce que celle-ci aurait pour conséquence immédiate d'augmenter le prix du riz, alors que les salaires ne seraient pas près de s'élever de sitôt, au moins dans les industries qui ne sont pas intéressées directement par la guerre. Ils n'oublient pas que dans la guerre contre la Chine, ce sont les prolétaires qui ont livré les batailles, mais que les résultats et les récompenses ont été pour ceux qui ne s'étaient pas battus.

En ce qui me concerne, j'ai contre la guerre les griefs suivants, griefs qui sont aussi ceux de mes camarades et des travailleurs :

1° Ce sont les travailleurs seuls qui font les frais de l'armée et de la marine. L'immense majorité des soldats japonais appartient à la classe ouvrière ;

2° Pendant la guerre, ce sont les travailleurs qui subiront le plus de pertes et de souffrances ;

3° Après la guerre, ils devront en supporter les frais ; et peut-être aussi un nouvel accroissement de dépenses militaires et navales ;

4° Les prolétaires japonais se battront avec des prolétaires russes qui ne sont nullement leurs ennemis.

Maintenant la guerre est ouverte et va se dérouler dans toute sa brutalité. Quoique adversaire de la guerre, je dois, comme Japonais, désirer que mon pays ne soit pas battu par la Russie. Je n'oublie pas que la Russie a massacré les juifs à Kischineff, qu'elle a tué de nombreux ouvriers dans les grèves, et qu'elle maltraite actuellement les Finlandais! Mais ce que je désire surtout, c'est que la guerre se termine le plus tôt possible !

Je souhaite ardemment que les prolétaires des deux pays comprennent le véritable caractère de la guerre et qu'ils s'unissent pour lutter contre les gouvernements capitalistes qui sont la cause de toutes les guerres.

Chicago, 1er février 1904.

SEN KATAYAMA.

(*Mouvement socialiste*, 15 avril 1904 ; traduit par R. BRIQUET.)

(1) Voici, tel que nous l'apporte l'*Iskra*, organe du Parti Social-Démocrate russe (n° 54), l'ordre du jour — et non le manifeste — voté dans ces meetings, auquel nous faisions allusion le mois dernier, dans l'introduction aux opinions socialistes sur la guerre : Nous, socialistes, nous sommes les adversaires de toutes les guerres, parce qu'elles sont toujours nuisibles aux intérêts de l'humanité et toujours contraires aux intérêts du prolétariat. La classe ouvrière du Japon n'a aucune inimitié pour la classe ouvrière de Russie, et pourtant, en cas de guerre, les ouvriers des deux pays s'entretuent pour le bon plaisir de ceux qui profitent de la guerre. La guerre viole les intérêts les plus essentiels, les plus nobles de l'humanité.

(*N. D. L. R.*)

VARIÉTÉS

L'ALIMENTATION DU NOURRISSON

Si l'on en juge par l'effrayante mortalité qui frappe les nourrissons et qui est due, de l'avis unanime, principalement aux troubles digestifs, rien ne serait si difficile que de bien alimenter les jeunes enfants.

Cependant, nous voyons presque toutes les mères et les nourrices s'acquitter de cette tâche, d'où dépend la vie de l'enfant, de telle façon qu'on peut être légitimement surpris qu'un seul enfant résiste aux mauvaises conditions dans lesquelles est mis son frêle organisme.

Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'à peine un enfant sur cent, dans les villes, et aucun, dans les campagnes éloignées des centres, ne sont nourris d'une façon raisonnable.

Mais comment en serait-il autrement, quand la personne qui est chargée de ce soin, mère ou nourrice, n'y est préparée par aucune connaissance indispensable, et quand, au contraire, ses tendances naturelles la portent à ne suivre que les impulsions d'une sentimentalité puérile et à n'écouter que les conseils de commères stupides.

C'est cet aréopage de vieilles femmes qui détient, dans chaque village ou dans chaque quartier, le recueil de recettes infaillibles transmises pieusement de générations en générations et à l'aide desquelles chaque enfant qui naît est voué au trépas, à moins qu'il ne soit doué d'une résistance exceptionnelle ou que sa mère ne soit, par extraordinaire, rebelle aux « leçons de l'expérience ».

Ce sont ces commères qui s'insurgent et ameutent les voisins contre la mère ou la nourrice coupable de laisser crier leur nourrisson.

Ce sont elles qui excitent à gaver les pauvres petits êtres pour qu'il « profite vite » et qu'il puisse dignement se présenter à ces concours que les pouvoirs publics organisent à l'instar de ceux des animaux gras.

Ignorance, manque de réflexion, sensiblerie qui va jusqu'à la lâcheté de la part des parents, autorité malfaisante exercée par des personnes toujours mal renseignées et souvent malintentionnées : telles sont les deux principales causes du déchet que les statistiques enregistrent chaque année dans le nombre des jeunes êtres destinés à perpétuer la race humaine.

Le rôle des autorités scientifiques se borne, d'ailleurs, à collectionner ces relevés, à les faire ressortir en tableaux aux couleurs voyantes et à jeter, suivant l'expression qui leur est chère, le cri d'alarme.

Quelques politiciens, — catégorie des philanthropes — inventent de nouvelles commissions dont ils seront présidents, pour organiser des institutions diverses de secours qui leur assurent des décorations ou des privilèges et abou-

tissent à une plus rapide hécatombe de nouveaux nés.

On ne peut en voir un plus bel exemple que dans la Pouponnière créée à Versailles et entretenue à grand renfort de réclame dans les journaux, même socialistes (*La Petite République*) et où, malgré le prix très élevé payé par les parents, les enfants sont infiniment plus mal soignés que chez la plupart des nourrices. Je connais personnellement un nombre suffisant de cas, pour m'être fait, à ce sujet, une opinion appuyée sur des faits irréfutables.

Le rôle des autorités consiste, d'autre part, à revêtir du titre de médecin-inspecteur, un certain nombre de praticiens chargés officiellement de la surveillance de tous les enfants de moins de deux ans placés en nourrice.

La garantie offerte par cette organisation est purement illusoire. Le médecin-inspecteur (je remplis cette fonction) doit faire une visite par mois à toutes les nourrices soumises à sa surveillance, examiner les locaux, la nourrice et le nourrisson, et veiller à ce que les prescriptions officielles soient bien remplies

A cela doit se borner son rôle : si l'enfant est malade, c'est à la famille ou à la nourrice qu'il incombe de lui faire donner des soins par le médecin de leur choix et à leurs frais.

Dans la pratique, la plupart des médecins inspecteurs profitent de leurs visites réglementaires pour essayer de faire l'éducation de la nourrice. Ils lui indiquent les quelques règles indispensables à suivre. Mais, quelque simples que soient ces règles, elles sont rarement suivies ou même écoutées. La nourrice ne lit même jamais les pages de son livret où elles sont imprimées, perdues, il est vrai, au milieu d'un fatras de texte de lois rédigées dans ce galimatias spécial qu'est le langage administratif.

En fait, la nourrice qui est salariée par les parents n'a pour but que de donner satisfaction aux parents et cela est tout naturel. Les parents, eux, ne jugent la nourrice que par la progression du poids de leur enfant. Ils ne trouvent jamais qu'il augmente assez vite : ils sont tout prêts à accuser la nourrice de laisser jeûner leur enfant.

A chaque visite, ils lui apportent des farines alimentaires, de préparations spéciales, que leur a recommandées le pharmacien et qui doivent faire grossir plus vite leur enfant. Cependant, à chaque visite, le médecin inspecteur recommande à la nourrice de ne pas dépasser la dose de lait qu'il lui indique et de ne rien y ajouter sous peine d'accidents dans la santé de l'enfant.

Entre ces deux indications contraires, la nourrice ne sait que faire et la conduite à tenir est d'autant plus difficile que, si les parents font venir un médecin, celui-ci ne manque presque jamais d'exprimer un avis différent de celui du médecin inspecteur, en vertu de la bonne confraternité.

Par ce moyen, le peu d'utilité que pourrait avoir l'inspection des nourrices, se trouve réduit à néant.

D'autre part, les pouvoirs publics n'ont pas jugé qu'il y eût lieu d'établir ce rouage administratif vis-à-vis des mères. Une nourrice n'a pas officiellement le droit de mal soigner son nourrisson, mais une mère a le droit de faire absolument ce qu'elle veut de son enfant, et est censée ne pas avoir besoin de conseils.

Nous ne parlerons que pour mémoire des quelques organisations privées, consultations gratuites de nourrissons, gouttes de lait, qui existent depuis quelques années dans certains centres.

Ils ne fonctionnent que grâce à des distributions gratuites de lait. C'est ce lait que la mère vient chercher, elle est obligée de subir, pour l'obtenir, des avis et des remontrances qu'elle écoute distraitement. De plus, elle doit perdre chaque fois une matinée. Enfin, ces organisations n'intéressent qu'une très minime partie de la population.

Il résulte de cet aperçu que, pour les soins à donner aux jeunes enfants et les moyens de diminuer leur mortalité, les autorités, la charité privée et toutes les organisations existantes font beaucoup de bruit et infiniment peu de besogne utile. Chaque individu n'a donc à compter que sur lui-même.

Cette constatation est loin de me déplaire, il serait fort à désirer que dans les diverses branches de l'activité humaine, l'organisation sociale laissât à chacun la latitude d'agir à sa guise. Dès lors, chacun chercherait naturellement à s'éclairer sur les meilleurs moyens de pourvoir à son propre intérêt qui, bien compris, ne peut jamais faire obstacle à l'intérêt des autres.

Je me propose pour but d'indiquer d'une façon aussi claire et aussi précise qu'il me sera possible, les règles indispensables à suivre pour mener à bien l'élevage des jeunes enfants.

Elles sont, comme on le verra, peu nombreuses, faciles à exécuter, quelque modiques que soient les ressources pécuniaires des parents. Elles n'entraînent même pas une notable dépense de temps. Les seuls obstacles à leur accomplissement sont, d'une part : le travail au dehors accaparant toute la journée de la mère ; d'autre part, l'état d'esprit des parents.

Ces obstacles ne sont pas insurmontables. J'indiquerai les moyens qui me paraissent susceptibles de les supprimer.

BIBLIOGRAPHIE

M. Anatole France vient de réunir en un volume *Crainquebille, Putois, et quelques autres récits profitables :*

Crainquebille forme la moelle du livre. L'aventure vulgaire et lamentable du pauvre marchand des quatre-saisons est maintenant populaire et son héros vit dans nos esprits comme un ami familier. Nous le voyons, par une de ces belles matinées qu'Anatole France sait si bien évoquer, « allant par la ville et criant des choux, des carottes et des navets. Son cri allègre caresse nos oreilles comme un air favorable ; il porte sur sa voiture légère la nourriture fraîche et odorante de ses « bonnes » légumes et, à travers les ennuis de la rue, il garde son humeur amène et gaillarde.

Mais l'ingénuité du cœur et l'innocence des intentions ne sauvent pas les pauvres gens des misères de la loi et de la majestueuse inflexibilité des règlements : l'affaire de Crainquebille le prouve surabondamment. Notre ami connut l'infortune pour n'avoir pas obtempéré aux ordres impérieux de l'agent 64. Ce n'est pas que des idées d'indiscipline eussent corrompu son cerveau obéissant, mais il croyait être dans son droit alors que l'agent *Matra*, n° 64, en pensait autrement. Il passa en police correctionnelle, fut condamné à quinze jours de prison et perdit la considération de sa clientèle en même temps que sa pratique.

Si, à l'heure actuelle, Crainquebille traîne encore dans les bas-fonds une existence misérable, il n'a probablement pas élucidé les raisons qui le firent bannir de la société honnête. Il ne doit s'en prendre qu'à la « vie » de sa malchance, car pour percevoir tous les méfaits de ces lois dures qui frappent si fort les humbles, il est nécessaire de n'être pas soi-même un humble et de s'être émancipé du respect que le commun leur porte.

Là, l'examen de l'idée de justice et de ses manifestations est magistrale. Chaque trait porte en plein au cœur de la chose qu'il vise et c'est une jubilation que de lire en paroles claires et souveraines ces pensées qui sont si confuses dans l'entendement général et dont les hommes semblent fuir la bienfaisante lumière.

Le paragraphe « Toutes les épées d'un Etat sont tournées dans le même sens. En les opposant les unes aux autres, on subvertit la République... » serait à citer en entier. Jamais paroles révolutionnaires ne furent proférées avec une grâce plus persuasive et jamais la force de la raison ne revêtit forme plus élégante. La dérision de juger y est constatée dans d'autres contes qui sont fort beaux, mais où manque cependant ce rayon de candeur qu'Auguste Crainquebille projette pour toute son affaire.

Dans *Putois*, nous voyons comment une légende se forme et comment se condense autour du noyau fragile d'une menue plaisanterie, l'agrégation redoutable des interprétations. Pour éviter d'avoir à visiter le dimanche une cousine ennuyeuse, Mme Bergeret imagine l'existence d'un jardinier nommé Putois, qui ne peut travailler chez elle que ce jour-là.

Et comme la cousine lui demande à chaque occasion des nouvelles de l'ouvrier, Mme Bergeret se trouve contrainte de continuer son innocente supercherie. Mais la fable prend corps, Putois devient un personnage réel, un être sournois et terrible, d'autant plus vivant qu'il est plus mystérieux, un faiseur de mauvais tours capable d'aller jusqu'au crime ; une servante s'étant laissé séduire, le coup lui fut attribué et il devint alors un galant invincible auquel nulle maritorne ne résistait. Ainsi, la parole innocente de Mme Bergeret avait fait naître un mythe autour duquel on disputait, dans la ville, et le fantôme de Putois était plus vivant que ne l'aurait été Putois lui-même s'il avait existé.

La naissance d'une croyance, le développement de l'idée qu'on s'en fait, le processus de son évolution, tout cela est décrit d'une touche fine, légère et vraie.

Il n'est pas de plaisir intellectuel plus pur que celui d'une lecture d'Anatole France. Son œuvre est comme un paysage lumineux que le soleil éclaire jusqu'aux extrêmes limites où peut aller notre vue. Dans cette atmosphère légère et diaphane, rien n'est laissé dans l'ombre et il nous semble vivre en pleine liberté. Une vaste compréhension des choses, la connaissance naturelle des hommes font monter de tous ses récits une ironie dont le sourire porte un peu de tristesse aux commissures de nos lèvres. C'est qu'en effet elle résulte tout entière du contraste risible et triste à la fois entre ce que pourrait être la vie et ce qu'elle est. Mais l'impression qu'elle nous laisse est cependant optimiste, comme Anatole France l'est lui-même. Il a souvent écrit que la vérité porte en elle une force invincible que les défaites passagères peuvent affaiblir, mais qu'elles sont impuissantes à annihiler. Nous le croyons aussi, malgré les revers et les retards que nous prévoyons. Le temps est loin encore où la justice et la raison régneront harmonieusement sur la terre. Travaillons à les y implanter et goûtons les prémices des jours heureux qu'elles donneront aux hommes dans les esquisses qu'en essaient les esprits libérés.

Anatole France est des nôtres. Si, par ses relations et l'opinion qu'il a des étapes nécessaires, il se rapproche du socialisme (auquel il a fait adhésion, d'ailleurs) par l'essence de son caractère, sa négation absolue, tranquille, naturelle des puissances sociales, il est anarchiste.

On a souvent parlé de son anarchisme comme d'une chose luxueuse, trop délicate pour être répandue, comme d'un état d'esprit subtil sans réflexion possible sur la vie sociale. Nous ne le prenons pas ainsi. Une vérité dite en souriant est une vérité, aussi valable que celle prononcée sur un ton sévère. Les pages « profitables » sont nombreuses dans la plupart de ses livres, nous entendons en profiter.

JEAN DENAUROY.

***

Nous appuyons sans réserve aucune tous les opprimés contre tous les oppresseurs et, dans l'occurrence, contre les dirigeants roumains, nous sommes solidaire des juifs prolétaires, voire même bourgeois, en tant que persécutés comme race, l'antisémitisme devant être détruit dans son germe. Ceci posé, nous déplorons la critique lamentable que M. Clarnet, dans sa médiocre brochure (1), s'efforce d'adresser à l'historien connu de Jassy, M. A.-D. Xénopol. Nous avons été bizarrement stupéfaits de la désinvolture avec laquelle M. Clarnet dénigre la Révolution de 1848, qui pourtant en place publique, à Bucarest, brûla avec éclat et dans une pompe diabolique, le règlement organique, cet ukase doublement infâme, car il édictait le privilège de la noblesse roumaine et le servage du paysan d'un côté, l'assujettissement czarien de l'autre.

Sans cesse mis au ban de la civilisation, le juif ne pouvait s'assimiler, cela est certain, mais qu'importe : ce que nous devons surtout mettre en évidence, ce nous semble, c'est que fût-il réfractaire à toute assimilation à l'élément roumain, cela ne saurait modifier en rien la question, qui est indépendante de toute possibilité ou probabilité d'assimilation et dont la solution, simultanée de celle de la

(1) *Les Juifs roumains*, par M. A. Clarnet, broch. in-8, 24 pages, Paris 1903.

question paysanne — cet autre pivot du problème social en Roumanie — ne saurait être que révolutionnaire.

Somme toute, si M. Clarnet a réellement à cœur la cause, si juste, des juifs de Roumanie, le plus loyal service qu'il pourrait lui rendre serait d'en laisser à d'autres le souci.

NELLY D'ARBY.

Nous avons reçu :

L'Eglise et les Etats (trois exemples de séparation), par P. G. La Chesnais; 1 vol. 1 fr. 50, à *Pages Libres*.

Population et subsistances, par G. Giroud; 1 broch., 1 fr., chez Schleicher frères.

Le refus de service militaire et sa véritable signification, par E. Armand; 1 broch., 0 fr. 05, à l'*Ere Nouvelle*, 68, rue François-Miron.

Pæans cyniques, par E. Lericolais; 1 vol., 3 fr. 50, Société parisienne d'éditions, 5, rue de Savoie.

A lire :

Les dépouilles des congrégations; *L'Action*, 21 juin

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Le Congrès antimilitariste aura lieu les 26, 27 et 28 juin 1904 dans l'Edifice du « Maatschappij tot Nut van't Algemeen », Nieuwezids Voorburgwal, en face du Palais-Royal.

La séance d'ouverture est fixée au 26 juin, à 11 heures du matin.

Ordre du jour : 1° Ouverture de la séance; 2° Communications.

Questions à traiter : L'Antimilitarisme et le mouvement des syndicats;

L'Antimilitarisme et l'enseignement;

L'Antimilitarisme et la grève militaire dans le cas de guerre;

L'Antimilitarisme et le refus personnel d'entrer en service;

L'Antimilitarisme et les Etats fédérés de l'Europe;

L'Antimilitarisme et l'Etat;

L'Antimilitarisme et la Bourse;

L'Antimilitarisme et la Religion;

L'Antimilitarisme et le Néo-malthusianisme.

Nous supposons que presque tous les rapports qui ont été dressés éventuellement, se rangent sous une des rubriques mentionnées ci-haut, et dans le cas où il n'y aurait pas de rapports concernant un point que l'on voudrait traiter, ce point en question ne sera pas traité.

Les délégués ou personnes qui ont l'intention d'assister au Congrès, sont priés d'en faire part, avant le 22 juin courant, à M. de Boer, Da Costakade, 40, Amsterdam (Hollande) en mentionnant s'il faut s'occuper du logement et combien l'on désire dépenser à ce sujet. L'on est en outre prié de faire savoir quand et à quelle heure l'on arrive afin de pouvoir être attendu à la gare d'arrivée.

Ceux qui s'intéressent à suivre les séances peuvent obtenir des cartes à 25 cents, par séance, ainsi que des cartes à fl. 1,— une fois payés pour toutes les séances.

Au nom du Comité préparatoire,

F. DOMELA NIEUWENHUIS,
Hilversum, Schooklaan 12 (Hollande).

CONVOCATIONS

La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron. — Jeudi 30 juin, à 9 heures du soir, compte rendu financier.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, vente de produits.

Lundi 27 juin, à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion importante de camarades pour s'entendre au sujet du lancement d'un manifeste pour le 14 juillet.

Causeries Populaires du XVIIIe, 30, rue Muller :

Lundi 27 juin, causerie sur les théories anarchistes, par A. Libertad.

Vendredi 24, cours d'espagnol.

Causeries Populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême :

Mercredi 29 juin, causerie féministe, et antiféministe par les camarades H. Duchmann et Cleyre Yvelin.

L'Aube Sociale, Université populaire, 4, passage Davy :

Vendredi 24 juin. — Trichet : La Paix universelle est-elle une utopie ?

Mercredi 29. — Mad. Noel Tolb, publiciste : Le féminisme de Marcel Prévost.

Vendredi 1er juillet. — Hypnotisme et suggestion.

Samedi 2. — Soirée mensuelle : 1° Conférence par Liard-Courtois l'ex-forçat : Après le bagne ; 2° Audition de Jehan Rictus dans ses œuvres. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 25.

SAINT-OUEN. — **Les Libertaires de Saint-Ouen**. — Causerie faite par un camarade, le samedi 25 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles.

GRENOBLE. — **Bibliothèque d'Etude Libre**. — Les camarades qui ont des livres en mains depuis fort longtemps, sont invités à bien vouloir les rapporter au camarade Guinet, rue Saint-Laurent, 69.

Il est regrettable que les camarades qui ont des livres ne soient pas plus conscients, car parmi eux, il y en a qui ont des ouvrages depuis des mois, tandis que d'autres attendent pour lire.

Nota. — Les camarades libertaires sont prévenus que, comme par le passé, les réunions ont lieu tous les samedis et lundis (ancien café Rosset), rue Pasteur, à 8 heures du soir.

Invitation est faite à tous les lecteurs des journaux anarchistes.

LYON. — Les libertaires sont invités à assister à une réunion privée, café Bordat, salle du premier, rue Paul Bert, 17, le dimanche 26 courant, à 2 heures.

MARSEILLE. — **Milieu-Libre de Provence**. — Jeudi 30 juin, à 9 heures du soir, réunion des adhérents. Communications diverses.

TOURCOING. — **Groupe Germinal**. — Samedi 25 juin, salle Désiré Volt, rue de Menin, 174, à 8 heures du soir, grande conférence publique et contradictoire avec le concours des camarades Broutchoux, mineur du Pas-de-Calais, Degreef, membre de la Fédération nationale de l'Industrie textile. Sujet traité : L'Action syndicale ; la Grève générale.

Mardi 28 juin, réunion du *Groupe Germinal*, à 8 heures du soir, cour basse, rue de Gand. Les camarades détenteurs des cartes sont priés d'être présents pour régler les frais de la conférence.

Causerie par Henri, de Roubaix.

AVEUX ET DOCUMENTS

La politique. — M. Edmond Picard a dernièrement, dans un cercle d'avocats, défini, paraît-il, de façon pittoresque et très juste, l'état d'âme du mandataire public au moment où, entraîné dans la masse de ses amis politiques, le plus indépendant d'entre eux perd toute indépendance, et en arrive « à penser en bande ».

— Ce phénomène, disait M. Picard, opère irrésistiblement. Il y a quelques jours, au Sénat, on votait le budget de la guerre. Avant de venir en séance, je m'étais demandé : « Que ferai-je? Voterai-je oui, voterai-je non? » Je me disais : « Dans un Etat organisé il faut une force publique, ne fût-ce que pour exécuter les mandats de justice. Qu'est-ce donc que le droit sans la force?... Une tortue sans carapace! » Et ma conclusion était ce que la logique imposait : « Je voterai oui. » Mais me voici en séance; l'appel nominal commence. Aussitôt le phénomène se produit; à droite, on vote oui; autour de moi, on vote non. Aussitôt la logique de mon raisonnement est bousculée par d'autres considérations : « Je vais faire de la peine à mes amis!... Demain on criera!... Je devrai m'expliquer!... J'aurai un tas d'ennuis! » Tant et si bien que l'un de MM. les secrétaires appela : « Monsieur Picard! » je répondis : « Non! »

(*Le Soir*, Bruxelles, 12 mai 1904.)

SOUSCRIPTION
pour le développement du journal.

J. M., 5 fr. — A. R., 5 fr. — A. P., Londres, 14 fr. 50. Ensemble : 24 fr. 50.

Listes précédentes : 1.163 fr. 85.

A ce jour : 1.188 fr. 35.

AVIS

Nous venons de recevoir une réimpression de la brochure de notre camarade R. Chaughi : *L'Immoralité du mariage*. Nous la tenons à la disposition de nos lecteurs, au prix de 7 francs le cent. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 15.

La chanson : *Ouvrier, prends la machine*, qui était épuisée, vient d'être réimprimée. Le même fascicule contient aussi : *Les Briseurs d'images*. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 10.

AUX ACHETEURS AU NUMÉRO

Le journal doit se trouver dans toutes les gares du Métro. Le demander instamment.

EN VENTE

Une série de 12 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée ; elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 15 la série. Voici les titres : *L'Assassiné*, de L. C. Dissy; *Les Bienheureux*, Heidbrinck; *Les sales corbeaux*, Hénault; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul; *Provocation*, Lebasque; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque; *L'Incendiaire*, Luce; *Mineurs belges*, C. Meunier; *Porteurs de bois*, Pissarro; *Les Errants*, Rysselberghe; *La Libératrice*, Steinlen, *La Débâcle*, Vallotton.

Le camarade Henault vient de nous mettre en dépôt six nouvelles cartes postales anticléricales; 0 fr. 60 franco, la série. Un seul exemplaire, 0 fr. 10.

PETITE CORRESPONDANCE

Gal., à Paris. — Vous en trouverez quelques-uns au bureau du journal.

J. d'H., à Mont-Saint-Amand. — Votre abon. se terminera fin nov.

E. B., à Hanoï. — Abon. servi. Merci. Envoyons numéros et affiches.

G. L., à Londres. — J'envoie le numéro, mais ne retrouve pas L. parmi nos abonnés?

M. R., au Havre. — Non, ce n'était pas le camarade que vous dites. Reçu mandat. Merci.

M. J. D., à Buzeu. — Reçu mandat. Un des deux volumes du Thorold Rogers est épuisé. Je ne me rappelle plus lequel.

C. B., à Barcelone. — 0 fr. 20 le numéro.

J. L., à Montigny. — Les numéros réexpédiés. L'adresse avait été mal mise la première fois. Que les camarades insistent auprès du libraire. Hachette doit fournir le nombre qu'on lui demande.

F., au Mans. — A quelle adresse faut-il envoyer les volumes?

G., à La Bridoire. — Les almanachs avaient été expédiés. On les réexpédie.

F. et T., à Chaumont. — Reçu timbres. Votre abon. est terminé de fin mai.

Constancia, Buenos-Ayres. — Nous ne disposons plus de volumes pour service de presse.

Reçu pour le journal : P. M., à Bollène, 0 fr. 60. — B., 0. fr. 80. — D. C., à Lynnewood, 4 fr. — G. H., à Tully, 1 fr. — L'anarchie, c'est l'avenir de l'humanité, 3 fr. 50. — J. M., à Oakland, 12 fr. — Merci à tous.

J. R. à Vercoiran. — N. L., à Epinal. — A. R., à Paris. — K., à Lausanne. — L. A., à Sherodsville. — H. T., rue C. — N. L., à Epinal. — A. P. Orléans. — G., à Lyon. — H., à Barenton. — V. A., à Conliège. — A. L., à Saint-Louis. — Dr C., à Marseille. — Jeunesse syndicaliste, Saint-Etienne. — R., à Chaux-de-Fonds. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

DIXIÈME ANNÉE N° 9 — PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 — DU 2 AU 8 JUILLET 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

LES GIRONDINS ET LES ANARCHISTES

La grande Révolution est pleine d'événements, tragiques au plus haut degré. La prise de la Bastille, la marche des femmes sur Versailles, l'assaut des Tuileries et l'exécution du roi ont retenti dans le monde entier. Nous en avons appris les dates dès notre enfance. Cependant, à côté de ces grandes dates, il y en a eu d'autres, dont on oublie presque toujours de parler, mais qui eurent à nos yeux une signification encore plus grande pour résumer l'esprit de la Révolution à un moment donné et pour déterminer sa marche à venir.

Ainsi, pour la chute de la royauté, le moment le plus significatif de la Révolution — celui qui en résume le mieux la première partie et qui va désormais frapper toute sa marche d'un certain caractère populaire, c'est le 21 juin 1791, — cette nuit mémorable où des inconnus, des hommes du peuple, arrêtèrent le roi fugitif et sa famille à Varennes, au moment où ils allaient franchir la frontière et se jeter dans les bras de l'étranger. De cette nuit date la chute de la royauté. De ce moment, le peuple entre en scène pour repousser les politiciens à l'arrière-plan.

∴

On connaît l'aventure. Tout un complot avait été ourdi à Paris pour faire évader le roi et le renvoyer de l'autre côté de la frontière, où il se serait mis à la tête des émigrés et des armées allemandes.

Que les royalistes y aient vu le moyen de mettre le roi en sûreté et de mater en même temps la Révolution, cela se comprend. Mais nombre de révolutionnaires de la bourgeoisie favorisaient aussi ce plan. Les Bourbons ayant quitté la France, on mettait Philippe d'Orléans sur le trône et on se faisait octroyer par lui une constitution bourgeoise, sans avoir besoin du concours, toujours dangereux, des révoltes populaires.

Le peuple déjoua ce plan.

Un inconnu, Drouet, ex-maître de postes, reconnaît le roi au passage, dans un hameau. Mais la voiture royale part déjà au galop... Alors Drouet se lance dans la nuit, bride baissée, à la poursuite de la voiture. Il ne la rattrape qu'à Varennes, où un délai imprévu l'avait retenue, et là il a à peine le temps de courir chez un ami, un cabaretier. — *Es-tu bon patriote, toi ? — Je crois bien ! — Alors, allons arrêter le roi !* Et suivis de quatre ou cinq copains, ils barrent le chemin à la voiture, au moment où elle traversait le pont. Ils font descendre les voyageurs et conduisent leurs prisonniers, — le roi, déguisé en laquais, et sa famille — à la municipalité...

Bientôt le tocsin sonne, et se répandant dans la nuit, de village en village, il fait accourir les paysans, armés de fourches et de bâtons, de toute part à Varennes et sur la route de Paris. Vers le matin, ils étaient déjà des milliers, et la foule, grossissant toujours sur la route, ramène le roi prisonnier à Paris.

C'en était fait de la royauté. Elle tombait dans l'opprobre.

∴

Au 14 juillet 1789, la royauté avait perdu sa forteresse ; mais elle avait gardé sa force morale, son prestige. Trois mois plus tard, le 6 octobre, le roi devenait l'otage de la Révolution, mais le principe monarchiste restait toujours debout. Le roi, autour duquel se ralliaient les possédants, restait encore très puissant. Les Jacobins même n'osaient l'attaquer.

Mais, cette nuit que le roi, déguisé en domestique, mais reconnu par les paysans, passa dans l'arrière-boutique d'un épicier de village, coudoyé par les « patriotes », à la lumière d'une chandelle plantée dans une lanterne, — cette nuit où le tocsin sonna pour empêcher le roi de trahir la nation, et que les paysans accoururent pour le restituer, prisonnier, au peuple de Paris, — cette nuit la royauté s'effondrait pour toujours. Le roi, autrefois symbole de l'unité nationale, perdait sa raison d'être en devenant le symbole de l'union internationale des tyrans contre les peuples. Tous les trônes en Europe s'en ressentirent.

En même temps le peuple entrait en lice pour forcer dès lors la main aux meneurs politiques. Ce Drouet qui, sans en avoir reçu les ordres de personne, agit et déjoue les plans des politiciens ; ce villageois qui, dans la nuit, de son propre élan, pousse sa bête et lui fait franchir au galop côtes et vallons, à la poursuite du traître séculaire — le roi, — c'est l'image du peuple qui dès lors, à chaque moment critique de la Révolution, va prendre les affaires en ses mains et dominer les politiciens.

L'envahissement des Tuileries par le peuple au 20 juin 1792, la marche des faubourgs de Paris contre les Tuileries au 10 août 1792, la déchéance et le reste, tous ces grands événements s'ensuivront désormais comme une nécessité historique.

∴

Une autre date, tout aussi pleine de signification, et peut-être la plus tragique de toutes les dates de la Révolution, c'est celle de la chute des Girondins, le 31 mai 1793.

Si l'arrestation du roi à Varennes clôture une époque, la chute des Girondins en clôture une autre. Elle devient en même temps l'image de toutes les révolutions à venir. Désormais, il n'y aura plus de longtemps une révolution sérieuse possible, si elle n'aboutit pas à son 31 mai. Elle aura sa journée, où les prolétaires se sépareront des révolutionnaires bourgeois, pour marcher là où ceux-ci ne peuvent les suivre sans cesser d'être bourgeois, — ou bien elle s'arrêtera de *ce* côté du 31 mai, et alors ce ne sera pas une *révolution*.

De nos jours même on sent tout le tragique de la situation qui se présentait à cette date aux républicains de 1793. Ou bien, déclarer la Révolution close, alors que le régime féodal restait encore debout. Ou bien, proscrire les républicains girondins qui jusqu'alors avaient bravement donné l'assaut à la royauté, mais qui maintenant, craignant pour les fortunes des privilégiés, s'arrêtaient soudain en disant à la Révolution : « Tu n'iras pas plus loin. Le roi renversé, c'est l'*ordre* qui doit régner. Respect à la propriété — point de rêves égalitaires : nous n'en voulons plus ! »

Aux abords du 31 mai 1793 il ne s'agissait plus d'un roi, traître et parjure. C'était à d'anciens camarades de lutte qu'il fallait déclarer la guerre ; car sans cela, la réaction de Thermidor allait commencer dès juin 1793, alors que l'œuvre principale de la Révolution — la destruction du régime féodal — n'était qu'à peine ébauchée.

C'est à cette situation si tragique qu'a trait le pamphlet de Brissot, *A ses commettants*, dont nous avons déjà parlé. Il est daté du 26 mai — quelques jours avant le soulèvement du peuple de Paris qui emporta les Girondins. C'est pourquoi il est si précieux pour comprendre le vrai sens de la lutte qui, le roi renversé, s'engageait entre le peuple et la bourgeoisie.

∴

On ne peut lire ce pamphlet sans sentir qu'il y va d'une question de vie ou de mort. C'est sa tête que Brissot joue en lançant ce pamphlet, où il s'acharne à demander la guillotine pour ceux qu'il appelle « les anarchistes ». Après l'apparition de ce pamphlet il ne restait plus qu'une de ces deux issues : ou bien les Girondins guillotinaient « les anarchistes », ou bien les Girondins étaient chassés de la Convention, et alors c'étaient eux qui devaient périr. On sent, en lisant ce pamphlet, le couperet suspendu sur l'un ou l'autre parti.

∴

Ceux que Brissot vise le plus, c'est « les partageux », « les fauteurs de désordre », « les enragés ». C'est la Commune de Paris, *le peuple* dans toute la France. Mais il sait qu'ils ne sont pas seuls. Il y a « le triumvirat » : Marat, Danton, Robespierre. Et sur ces trois, c'est Robespierre et le club des Jacobins qui couvrent aux yeux de la bourgeoisie les deux autres.

Aussi Brissot dirige-t-il toute sa rage contre le club des Jacobins, très influent à cette époque à Paris et surtout en province. S'il réussissait, avec l'aide des « crapauds du Marais » (le « centre » de la Convention), à faire le coup d'Etat qui mettrait « le triumvirat » en accusation, ce serait le commencement de ce que fut, quatorze mois plus tard, le coup d'Etat de Thermidor : — le triomphe de l'*ordre* bourgeois. Mais s'il échoue, il sait aussi que Robespierre, Saint-Just et les autres Jacobins, voyant le danger, s'empresseront d'envoyer à l'échafaud tout le parti de la Gironde.

C'est donc contre Robespierre que Brissot dirige surtout ses attaques.

Il sait parfaitement qu'il est absurde de mettre en un seul panier Robespierre et ceux qu'il appelle les anarchistes. L'élégant, le correct Robespierre — et ce peuple de sans-culottes en sabots, ces « hommes à piques » couverts de haillons, qui forment la force de la Commune de Paris et du club des Cordeliers, — Brissot sait très bien que ce sont deux mondes différents.

Mais il emploie le procédé que tous les réactionnaires ont toujours employé : il appelle Robespierre « anarchiste », alors qu'il sait que rien ne répugne plus à Robespierre que l'anarchie, le règne de la foule — quoi ! la foule elle-même. Il sait que Robespierre a un grand respect pour « les propriétés » ; qu'il a l'amour de « *l'ordre* ». Mais il profite de ce que Robespierre, qui hait les tyrans de toute sorte, et veut de tout son être le triomphe de la Révolution, s'est prononcé contre les propriétaires fonciers, qu'il a accepté la taxe sur les denrées pour nourrir le peuple, qu'il se laisse inspirer par les enseignements de Jean-Jacques, — et cela suffit.

S'il réussissait seulement à soulever contre lui les colères et l'audace des bourgeois, s'il réussissait seulement à faire guillotiner le triumvirat, — ce serait assez pour arrêter la Révolution.

C'est à cela que visent ses pamphlets.

∴

Or, d'où vient cette haine de Brissot?

Si l'on voulait en croire les historiens parlementaires qui se copient les uns les autres, ce serait « la fougue », l'ambition de la Gironde, son « manque de tact parlementaire » qui auraient mis Robespierre en colère!...

Ça, c'est une révolution, racontée par un politicien parlementaire : la lutte des titans, racontée par un épicier.

La réalité est que cette lutte datait du commencement même de la Révolution ; qu'elle avait son origine dans l'essence même de la Révolution ; qu'elle est de tous les siècles et se répètera chaque fois qu'il y aura une révolution...

Mais pour la comprendre, il faut revenir à 1791.

PIERRE KROPOTKINE.

ARRIVISTES

Dans ce chaos innomable d'intérêts, d'ambitions, d'égoïsmes, de passions exacerbées qui s'intitule la société ; dans l'infinie variété d'épithètes dont nous avons la manie de nous gratifier mutuellement, un produit nouveau a surgi quelconque, multicolore, ondoyant et divers : nous avons nommé l'arriviste. Rien n'étant nouveau sous le soleil, le mot est sans doute moins ancien que la chose, car de tout temps, il s'est rencontré des gens pas du tout scrupuleux sur le choix des moyens leur permettant « d'arriver ».

Pourtant, à cette époque de crises non plus accidentelles, mais chroniques, symptômes de la désagrégation d'une société expirante, dans cette concurrence effrénée qui rend la lutte pour la vie si odieuse, si inhumaine, dans cette ruée féroce à la recherche des fonctions privilégiées, et même de l'humble travail salarié, l'arriviste est devenu légion. Dans tous les mondes, dans tous les milieux, il pullule. Essayons donc de le décrire sous ses aspects multiples, tel qu'il nous est apparu sur la plaque sensible de notre observation plus ou moins psychologique.

L'arriviste en herbe fait déjà des siennes sur les bancs de l'école et du collège. Piller les devoirs de ses voisins et tricher dans les compositions ne sont pour lui qu'un jeu d'enfant, c'est le cas de le dire. Il se fait la main et s'entraîne pour les rôles plus importants qu'il sera appelé à jouer.

Un peu plus tard, nous le trouvons dans les nombreuses sociétés où l'on s'occupe de tout, sauf de faire naître, de développer le véritable esprit sociable. Dans beaucoup de ces groupements (pas tous, gardons-nous des généralisations injustes), notons qu'il s'agit bien plus de flatter la vanité des états-majors que de travailler dans l'intérêt bien entendu des sociétaires. Enumérer les buts variés et apparents de ces sociétés diverses serait kilométrique, et nous ne le tenterons point ; ce qui est certain, c'est que la plupart ne sont que des marchepieds électoraux, des antichambres de coureurs de popularité et de quémandeurs de décorations, des milieux on ne peut plus propices à l'élection de ce champignon politicien : l'arriviste. La foire aux vanités qui s'appelle la hiérarchie, étant la base de ces sociétés, notre homme s'y trouve bien à l'aise pour manœuvrer, ruser, finasser, en vue de la conquête du galon, son rêve. Faisant le bon apôtre, protestant de son désintéressement absolu, et ne voulant « rien être », il intriguera dans la coulisse pour que son nom sorte du scrutin. Devenu un personnage, il imposera ses idées, ses projets, s'attribuera le mérite de toutes les initiatives, et, véritable mouche du coche et gaffeur incorrigible, il sera bientôt le plus insupportable des collègues. Assez souvent notre héros s'imaginera être un talent incompris et méconnu, et comme tel, professera un mépris hautain pour ce qu'il appelle le vulgaire, la vile multitude.

Par ce temps de veulerie quasi-générale où l'abaissement des caractères semble être en raison directe de la diffusion de l'instruction, le demi-savoir cause d'innombrables victimes. Il devait mener à tout et voilà que, le cas est fréquent, il aboutit au dégoût, au mépris du travail manuel, dont l'utilité sociale est tant méconnue sous le régime du salariat. Que faire et comment ce tireur au flanc tirera-t-il son épingle du jeu ? Après avoir flairé le vent et jeté du lest inutile, aidé de la cabale et de l'intrigue, à force d'habileté et de souplesse, cuirassé par l'égoïsme contre les défaillances du sentiment, et jouant des coudes sans vergogne, notre homme fera sa trouée dans la mêlée sociale et s'inquiétera peu de savoir s'il passe sur le dos des camarades.

Ayant pris pour devise : « Que chacun se débrouille », qui est bien, au fond, la formule exacte de l'égoïsme bourgeois, il sera plein de pitié pour les timides, les mal doués et les malchanceux, voués aux ingrates besognes, qui forment le troupeau des résignés, toujours bernés, dupés, tondus, toujours taillables et corvéables à merci. Demandez-lui alors quelle opinion il professe, et s'il lui reste un peu de franchise, il vous répondra que les véritables opinions font crever de misère généralement, ce dont il se soucie peu, et qu'il lui plaît de se ranger du côté du manche, du côté des plus forts qui ont toujours raison...

Ah ! les opinions, vraiment ils nous amusent ceux qui en ont plein la bouche avec leurs prétendues « opinions ». Selon nous, les vraies, les sincères, les seules qui comptent, ce sont celles qui vous attirent le dédain des imbéciles, l'ironie méprisante des « gens pratiques » et la haine de tout ce qui vous entoure ; celles qui vous exposent à la perte de tous vos avantages matériels, aux persécutions, à la prison, à l'exil, à la mort même ; celles-là seules nous commandent l'admiration et le respect. Mais les autres, celles qui rapportent à ceux qui s'en affublent fortune, honneurs, considération et tout ce qui s'ensuit ; celles qui cachent tant bien que mal, sous les mots pompeux, tous les appétits et toutes les cupidités, tous les servilismes et toutes les platitudes, toutes les capitulations de conscience, quelle honte et quelle pitoyable dérision !

Pour celles-là nous n'avons qu'un insurmontable dégoût. Et qu'est-ce enfin qu'une opinion au sens propre du mot, sinon tout ce qui repose sur la libre recherche de la vérité pour elle-même, avec l'aide de la seule raison ; une façon de tout juger, de tout comprendre, avec une bonne foi absolue, en toute indépendance d'esprit et abstraction faite de sa situation personnelle ? — Un beau jour, l'arriviste se frappe le front en se disant : « Je sens en moi l'étoffe d'un magistrat. » Et quittant prestement un élevage de cochons et de lapins dont Landerneau rit encore, notre homme se met en campagne armé de la devise antique : « La fortune sourit aux audacieux. » Avec un aplomb phénoménal, un bagout étourdissant qui remplace le stage ordinaire, et surtout le vrai physique de l'emploi, il commence, comme il convient, par berner ses concitoyens et décroche un modeste mandat électif. Premier avatar : l'orléaniste à tous crins devient subitement un républicain fort présentable. Dès lors, il n'y a plus qu'à aller de l'avant. Il intrigue à gauche, il intrigue à droite, flirte avec le radical du cru et visite le cardinal dans la même journée ; tel Homais qui prendrait le masque de Tartufe, harcèle tous ceux qui ont quelque influence, assiège les bureaux avec une ténacité que rien ne rebute, et finalement, ô joie sans égale ! voit sa nomination de juge de paix à l'*Officiel*.

La farce est jouée et, qui plus est, absolument authentique. Alors du haut de son siège, drapé majestueusement dans sa toge et solennellement prudhommesque, cachant une âme de boue sous un vernis de respectabilité fort imposante, Monsieur le Juge distribue au petit bonheur ce qu'il appelle la justice ! Et toutes les bonnes têtes qui défilent devant son comptoir, sont loin de supposer qu'ils ont devant eux un des plus beaux spécimens d'arriviste qu'il soit possible d'imaginer ! O l'ignoble comédie humaine ! O l'atroce cabotinage de ceux qui s'érigent en dirigeants, en maîtres de ce pauvre peuple ignorant !

Un certain nombre d'arrivistes sont passés par l'anarchie, séduits par la beauté des gestes et l'attrait d'originales théories, beaucoup aussi par pose, par snobisme intellectuel, dont la vogue dura quelque temps. Mais le dilettantisme n'est pas une conviction, et bientôt le néophyte s'est demandé ce qu'il était venu faire en cette galère. Ceux qui, trop nombreux, hélas ! victimes de l'habitude et d'un atavisme séculaire, fascinés par ce Sésame qui ouvre toutes les portes : l'argent, n'admettent pas la possi-

bilité d'une société fonctionnant sans lui, ceux-là n'ont jamais été des anarchistes. Il est certain que cette farouche anarchie, rude école de volonté et de désintéressement qui essaie de tremper les caractères, de rassurer les trembleurs, de refaire une éducation viciée, faussée par l'autorité et le propriétarisme, d'orienter la pensée affranchie, libre de tout *credo* et de tout dogme, vers de nouveaux horizons, d'abolir toutes les contraintes qui ligotent l'individu et le livrent sans défense au Moloch Etat, de recréer lentement, patiemment, sans vaines utopies, aidé de la force des choses, une vraie société harmonisée par la justice, où la misère serait vaincue, où le bonheur ne serait plus un mythe; il est certain, disons-nous, que cette conception de la vie sociale ne peut s'adapter à la mentalité de l'arriviste. Ce jouisseur s'attendait à mieux, et après avoir bégayé quelque temps la langue nouvelle qu'il n'eut guère envie d'apprendre, il retourne à ses premières amours, à cette bourgeoisie dans laquelle il compte trouver un jour le fromage de Hollande tant convoité.

Au sommet de l'échelle sociale, nous trouvons enfin l'arriviste arrivé, qui occupe toutes les avenues du pouvoir et de la politique. Nous savons que dans la curée des places, dans l'assaut enragé des budgétivores autour de l'assiette au beurre, il incarne à merveille la médiocratie triomphante. Mais ne pouvant le juger *de visu*, nous laissons à d'autres camarades mieux placés que nous le plaisir d'en tracer d'amusantes silhouettes, heureux si l'esquisse de ceux que nous avons coudoyés a pu intéresser un peu nos lecteurs.

SÉVERIN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les maniaques de la surpopulation donnent *aux autres* le conseil de mettre au monde des enfants; mais ils ne disent pas aux mères pauvres comment elles pourront s'y prendre pour élever leurs petits. Alors il arrive que celles-ci, à bout de forces, se tuent et tuent leurs petits avec elles. Nous nous permettons de penser qu'il eût été préférable que ces pauvres femmes fussent instruites des expédients de l'amour stérile. Elles n'eussent pas eu ainsi à faire mourir l'enfant qu'elles avaient eu tant de peine à faire vivre. Et peut-être aussi que, n'ayant pas ce surcroît de fardeau, elles eussent pu mieux lutter et n'eussent pas eu non plus à se faire mourir elles-mêmes.

Mais j'avoue que ce n'est là qu'un expédient destiné à atténuer la misère actuelle. Car s'il est odieux qu'une femme soit mère sans l'avoir résolu, il est non moins odieux qu'une femme soit contrainte à se priver d'être mère et que les joies de la maternité soient un luxe réservé aux femmes riches.

Une jeune bonne de vingt-six ans, Joséphine Ulliet, s'est asphyxiée avec son enfant (six ans), au moyen d'un réchaud de charbon, dans une chambre d'hôtel garni de Levallois-Perret. Elle était sans place, à bout de ressources. « Depuis longtemps, dégoûtée d'une vie qui se faisait de plus en plus dure pour elle et pour son fils, elle ne se sentait plus le courage de lutter. » Ce sont les propres termes de sa lettre au commissaire de police. Elle s'est asphyxiée un dimanche... ce fut sa partie de campagne, à elle. On a sauvé son enfant : il est à l'hôpital, renaissant ou remourant, je ne sais. Le plus bel avenir s'ouvre devant lui.

Et je demande aux maniaques de l'enfantement obligatoire : « Qu'est-ce que vous en pensez? Voulez-vous donner aux femmes pauvres les moyens d'élever leurs enfants, ou ceux de n'en pas avoir? C'est l'un ou l'autre. Parlez. » Et les maniaques s'en vont répétant leur éternel refrain : « Faites des enfants! Faites des enfants! »

⁂

Le conseil de guerre de Marseille (car ils existent plus que jamais, les conseils de guerre, depuis qu'on nous a promis de nous en débarrasser) vient de condamner à 5 ans, 3 ans, 1 an, 4 mois et 8 jours de prison, des chasseurs alpins qui avaient dévalisé deux chalets, sous la conduite d'un sergent et d'un caporal.

Ils étaient donc en service commandé? Pourquoi les punir? Et d'ailleurs, la dévalisation des maisons (des maisons des civils, naturellement) rentre dans les attributions de l'armée. En temps de guerre, elle s'y emploie de son mieux. Naguère, en Chine, elle s'y est très bien employée. De quoi donc sont coupables ces braves alpins? De n'avoir ni incendié, ni volé, ni égorgé? C'est vrai, ils n'ont pas rempli leur devoir jusqu'au bout. Ils méritaient d'être punis.

Faisons néanmoins valoir, en leur faveur, que s'exerçant, manœuvrant, faisant *la petite guerre*, ils ne s'étaient sans doute pas crus tenus d'accomplir tous les exploits de la grande, sans parler de la timidité des premiers débuts. Allons! que MM. les officiers du conseil veuillent bien leur être indulgents. Une autre fois, ils feront mieux.

R. C.

⁂

Un père! — Au mois de mai dernier, le caporal Paul P..., du 43e d'infanterie de ligne, avait eu, avec un sous-officier de son régiment, une violente altercation, à la suite de laquelle il était menacé d'être traduit devant le conseil de guerre de sa région.

Effrayé, il déserta et se réfugia en Belgique, où il réussit à trouver du travail dans les mines de Vouillet.

Il vient d'être arrêté sur la dénonciation de son propre père.

Voici le piège qui lui a été tendu, pour l'attirer à la frontière :

Il y a quelques jours, son père alla le trouver en Belgique et lui annonça que sa mère, gravement malade, désirait le revoir avant de mourir. Paul P... n'hésita pas un instant et partit pour Maubeuge, où habitent ses parents.

Mais, à la descente du train, près de la frontière, à Sous-le-Roi, il fut saisi par les gendarmes qui l'attendaient.

Cet étrange père a tenté d'expliquer sa conduite en disant qu'on l'avait menacé de lui enlever la place qu'il occupe dans une banque s'il ne livrait pas le déserteur. Il semble en effet que P... soit de ses intérêts un peu plus soucieux que de raison. Car, trait de caractère qui achève de le faire connaître, le lendemain du jour où il faisait arrêter son fils, il se rendait en Belgique pour réclamer à la Société de Vouillet le salaire de celui-ci.

Nous allons voir maintenant s'il se trouvera un conseil de guerre pour condamner la victime de cette trahison.

(*L'Aurore*, 23 juin.)

⁂

NEUVILLE. — *Pour des cerises.* — Le 17 courant, vers 2 heures et demie du soir, deux trimardeurs passaient sur la route. L'un d'eux se nommait Minguet, Joseph-Pierre, 27 ans, chiffonnier. L'autre était un vieillard de 65 à 70 ans, dont on ignore encore le nom. Il faisait chaud, les pauvres bougres avaient soif, et sans doute ne reluisait en leur poche pas la moindre piécette qu'ils pussent, à l'auberge voisine, échanger contre un bon verre de vin.

Ils étaient arrivés à l'Espérance, commune de Neuville.

Par-dessus la haie, ils aperçurent dans un jardin de belles cerises dont l'aspect leur fit venir l'eau à la bouche.

Ce serait si bon de se rafraîchir avec quelques-uns de ces beaux fruits. Sitôt pensé, sitôt fait, et Minguet essaya d'escalader la haie.

Mais le propriétaire était là. Daviau, Alphonse, c'est son nom, alla chercher son fusil et, s'approchant du vieillard, il lui appliqua un violent coup de crosse sur la figure. Le sang coula et le vieillard supplia : « Laissez-moi, je suis infirme, et ce n'est pas moi qui voulais voler vos cerises. »

Minguet, alors, sauta et brisa la barrière du jardin.

Daviau le coucha en joue et l'atteignit dans le dos, puis il tira encore une fois sur lui.

Minguet prit la fuite, mais Daviau se lança à sa poursuite. L'ayant atteint, il allait tirer sur lui à bout portant, lorsque M. Sornay, journalier, qui était accouru au bruit des détonations, d'un mouvement brusque écarta le canon du fusil et se plaça entre Daviau et Minguet.

Daviau fut désarmé à grand'peine, car il déclarait vouloir tuer le maraudeur.

Ce dernier, rejoint par la gendarmerie, a été arrêté pour bris de clôture.

(*D'un journal bourgeois.*)

⁂

LYON. — Par des moyens ignobles et criminels, l'infecte police lyonnaise a réussi à faire quitter cette ville par le malheureux Sauvageon, pauvre victime estropiée par l'autorité militaire, qui s'obstinait à vouloir vendre le *Nouveau Manuel du soldat* sur la voie publique, s'il ne voulait point succomber sous les coups, comme ce marchand de charbon de la rue Burdeau, qui fut tué fin 1903, par un coup de revolver tiré par le gardien de la paix Zéhlé.

Comme c'est la fonction qui crée l'organe, s'étant fait la main à cette pratique, le besoin d'exercer y aidant, n'ayant pour le moment de victime expiatoire à sa disposition, c'est contre le camarade Agrain qu'ils ont une tendance à vouloir exercer leur zèle.

Ayant imprimé une brochure, qui n'a pas le don de leur plaire et dont il a fait réglementairement le dépôt, muni d'un permis de colportage, toutes les formes légales étant parfaitement accomplies, mais comme ce n'est point la légalité qui les gêne, on l'arrête à tout instant, on le séquestre ensuite pendant plusieurs heures dans les différents bureaux de police, le remettant après en liberté, en gardant toutes les brochures qu'il avait en sa possession.

C'est sans doute depuis l'alliance franco-russe que ces procédés de cosaques se sont implantés dans les mœurs de nos dirigeants; il faudrait être d'excellente mauvaise foi pour ne pas vouloir croire que nos gouvernants et leurs souteneurs à gages ne sont point les vigilants défenseurs de la liberté individuelle et du droit de propriété.

Le Groupe Germinal.

⁂

Signe des temps. — Sous cette rubrique, un journal stéphanois relate le fait suivant :

Un colporteur vendait sur la voie publique des brochures antimilitaristes, lorsque survint un agent, qui, entendant outrager l'armée, intima au vendeur l'ordre de le suivre au bureau central. Refus de celui-ci, qui se coucha à terre. Survint un dragon. Avec la vue de l'uniforme, l'espoir revint au cœur du cogne. Mais, invité à prêter main-forte, notre cavalier refusa et continua tranquillement son chemin. De même un employé de la ville.

« Bref, dit le journal, un commerçant, un soldat « et un employé municipal furent du parti de la « rébellion contre l'ordre établi, et devant l'hostilité « croissante de la foule, l'agent dut se retirer et « abandonner le prisonnier. »

Une médaille à ce flic pour le consoler de n'avoir pu sauver la société.

Mouvement ouvrier. — C'est à se demander vraiment en quel temps nous vivons, et si, grâce à l'alliance russe, l'on ne parviendra pas à nous faire accepter en France les mœurs de ce peuple prétendu libre. Tout, en effet, se passe maintenant ici comme en Russie; l'on peut, au cours d'une grève, tirer sur les travailleurs, en blesser une dizaine, sans que les journaux s'en émeuvent autrement que par de vagues dépêches à leur quatrième page.

Cela s'est encore vu la semaine dernière à Nice, au cours de la grève des employés des tramways; la police a tiré à coups de revolvers sur les grévistes qui manifestaient; à part les dépêches de quelques lignes, fournies par les agences spéciales, aucun journal, voire et y compris surtout ceux dits « socialistes », n'a daigné consacrer le plus petit article à ce qui, il y a quelques années, aurait été considéré par eux comme un crime social.

Et cependant la fusillade de Nice a été grave; voici les faits.

A la sortie d'une réunion, les grévistes organisèrent, au nombre de 300 environ, une manifestation; croisant en route une patrouille conduite par un policier, celle-ci fut huée. Prévenu, le poste central envoya aussitôt une trentaine d'agents qui étaient en réserve, et qui arrivèrent au pas de course, revolver au poing.

Naturellement une bagarre se produisit, qui ne dura que quelques instants, mais assez cependant pour faire une dizaine de victimes pour le moins, dont sept durent être transportées immédiatement à l'hôpital.

Parmi les blessés, un nommé Rossi a été atteint par une balle dans le dos. Un vieillard, nommé

Miglio, aurait reçu une balle dans la cuisse; un nommé Micellon aurait été blessé au bras. Quatre agents seraient également blessés, entre autres l'agent Isnard aurait reçu une balle au bras gauche.

Les agents, pour leur défense, disent qu'ils ont été accueillis par les grévistes à coups de pierres.

Un des blessés est encore en danger de mort à *l'heure où j'écris*.

Et de ces graves faits, je le répète, aucun renseignement les relatant dans les journaux de nos socialistes domestiqués.

Il est fini le temps où les Jaurès, Briand et Cie allaient dans les réunions publiques exhiber les chemises ensanglantées des malheureux tombés à Fourmies, ce qui, il faut bien l'avouer, les a admirablement servis.

Aujourd'hui, l'on peut tirer sans crainte sur les travailleurs, la presse domestiquée a organisé partout la conspiration du silence. Ne pas créer d'ennuis au ministère est actuellement *le seul article du programme socialiste*.

Et vraiment puisque la masse est assez veule pour le supporter, les socialistes *auraient bien tort* de ne pas en prendre à leur aise et les policiers de se gêner.

⁂

Il semble, à voir combien les grèves deviennent chaque jour plus nombreuses, qu'il y a entente entre le patronat pour exaspérer les travailleurs en accumulant les difficultés autour de l'application des lois dites de protection ouvrière — loi de 10 heures entre autres — et refuser les quelques vagues améliorations qu'ils réclament.

C'est ainsi que le *Bulletin de l'Office du travail* a eu à enregistrer dans son numéro de mai, 135 grèves déclarées dans un seul mois, et encore tous les conflits n'y sont-ils pas signalés.

Dans ces conditions, il nous est fort difficile de donner même un piètre résumé de cette formidable agitation et force nous est de ne relever que les plus importants et les plus graves conflits.

Voici les principaux dont nous avons pu avoir connaissance:

A Frevent, les ouvriers du tissage Rollepot ont cessé le travail et réclament un relèvement des tarifs correspondant à la baisse des salaires qu'a entraînée l'application de la loi dite de 10 heures. Le directeur de l'usine s'y refuse.

A Lorient, la grève des menuisiers et des maçons continue, car seuls quelques patrons ont cédé aux revendications des grévistes.

La ville est toujours gardée militairement et, à partir de 9 heures du soir, il est interdit de circuler en groupe. C'est l'arbitraire dans toute sa splendeur.

Des camarades qui se réunissent pour faire de petites causeries sont gardés par les gendarmes, convaincus qu'ils se concertent pour tramer des complots terribles.

La stupidité policière est la même partout.

A Marseille, les conflits sont passés à l'état permanent. Pas de jour où une Compagnie ou une autre ne viole les engagements pris antérieurement. Ces jours derniers, c'était à la Compagnie transatlantique dont les ouvriers avaient quitté le travail à Marseille et à Alger.

A Tourcoing, grève des aides-maçons. A la sortie d'une réunion, les policiers ayant voulu arrêter un gréviste une bagarre s'ensuivit. L'un des mouchards, à qui l'on a appris que des grévistes doivent être considérés comme des pires malfaiteurs, sortit son revolver et tira par deux fois. Heureusement, personne ne fut atteint.

A Albi, les ouvriers de la manufacture de chapellerie albigeoise ont quitté le travail, se refusant à accepter de nouveaux tarifs qui diminuent sensiblement leurs salaires.

A Tarascon, grève des ouvriers ferblantiers-zingueurs; des manifestations ont lieu en ville chaque jour. Le directeur de l'usine a tenté de faire travailler quelques renégats sous la protection des gendarmes.

A Rouen, les menuisiers sont en grève depuis plus d'un mois et leur principale revendication porte sur le salaire minimum de 60 centimes de l'heure réclamé par ces travailleurs.

A Limoges, grève des garçons des deux plus grands cafés dont les patrons, non contents de leur donner aucun salaire, entendent prélever un tant pour cent sur les pourboires.

Les garçons de café se plaignent de plus de l'insuffisance de la nourriture et de la durée du service qui atteint parfois dix-huit heures sur vingt-quatre.

Des travailleurs de Bordeaux qui étaient venus pour les remplacer sont repartis lorsqu'ils ont appris qu'ils venaient remplacer des grévistes.

A Limoges encore, la grève des maçons qui dure depuis quarante-cinq jours reste stationnaire.

Dans les environs de Paris, les employés des tramways de Pierrefitte à Saint-Cloud se sont mis en grève et réclament un minimum de 5 francs par jour après six mois de présence à la Compagnie. Revendication, on le voit, on ne peut plus anodine.

A Paris, les ouvriers orfèvres de la maison Hennegrave, qui s'étaient mis en grève, ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction. Le travail aux pièces, si pernicieux à tous les points de vue, est supprimé et les heures de travail seront réduites dans les mêmes proportions pour tout le personnel.

⁂

De Béziers, un camarade m'écrit que la propagande marche assez bien parmi les ouvriers agricoles. Chaque dimanche, des conférences sont faites soit à la Bourse du travail, soit dans les communes des environs, et de nouveaux groupements se créent au grand dépit des gros propriétaires qui se rendent compte de l'impossibilité où ils se trouvent de remonter le mouvement.

Les syndicats créés lors des dernières grèves, et que, par suite du manque d'éducation, l'on aurait pu craindre de voir se désagréger, prospèrent au contraire, et de nouveaux adhérents viennent chaque jour les grossir. Dans quelque temps, pour la seule région du Midi, la Fédération comptera 10.000 paysans syndiqués.

Le 2e Congrès des travailleurs agricoles qui se tiendra à Narbonne, du 13 au 16 août prochain, et où d'importantes questions seront discutées, ne pourra que développer ce mouvement, qui est on ne peut plus intéressant à suivre de très près.

P. Delesalle.

Chez les mineurs. — Ainsi que tout le faisait prévoir, les Compagnies ont prévenu leurs ouvriers, qu'à partir du 1er juillet, la sentence arbitrale Baliot-Beaupré n'aurait plus d'effet. Cependant, en vrais pères de famille que sont les actionnaires, ils ont bien voulu, *malgré la très mauvaise situation commerciale*, consentir à accorder, jusqu'à nouvel ordre, une prime de 1 1/2 p. 100, soit 5 centimes au minimum et 10 centimes au maximum. Malgré ce qu'en peuvent dire les Compagnies intéressées, la situation commerciale n'est pas mauvaise du tout pour elles.

Nous savons, de bonne source, que le dernier dividende distribué a été de 73 francs pour des actions émises à *100 francs*, ce qui est assez coquet, je crois. Au lieu de se donner des airs de philanthrope, nos maîtres feraient mieux d'adopter la formule de nos anciens Capets: « Tel est notre bon plaisir. » Ce serait moins hypocrite, mais combien plus vrai.

⁂

De la part des mineurs, tout se bornera à des protestations, et il ne peut guère en être autrement. Dans les conditions actuelles de travail, une grève n'aurait *peut-être* des chances d'aboutir, qu'à condition de dégénérer en émeute. Une grève pacifique aboutirait forcément à un échec, et les mineurs ne sont pas décidés à casser les œufs.

Cependant, le syndicat rouge n'a pas encore perdu leur confiance. Ainsi, hier avaient lieu, à Firminy, des élections pour le renouvellement partiel des membres du Conseil d'administration de la caisse de secours. Deux listes étaient en présence: celle du syndicat jaune et celle du syndicat rouge. Cette dernière a été élue par 640 voix sur 930 votants. C'est donc une victoire pour le syndicat.

⁂

Saint-Etienne. — *Les grèves*. — Pas de changement pour la grève des maçons. Un certain nombre d'entre eux ont trouvé du travail dans les localités voisines. La grève traîne donc en longueur et je crains qu'elle ne se termine guère avantageusement pour les ouvriers. Il faut comprendre en effet que tous les grévistes ne sont pas des héros et que la faim est mauvaise conseillère. Il importerait donc d'agir résolument et de ne plus se soucier des *moyens légaux* sur lesquels ils ont trop compté jusqu'à présent.

Au Chambon-Feugerolles la grève des ouvriers en limes de l'usine de Trablaine continue. Eux aussi emploient pour le moment les moyens légaux et le juge de paix a mission d'amener une réconciliation entre les deux antagonistes; réconciliation qui pourrait se faire si les ouvriers consentaient à renier la Chambre syndicale.

Malheureusement pour les patrons, les Chambonnaires sont têtus. Ils l'ont montré à maintes reprises; en 1889 où une grève dura neuf semaines; en 1900 où celle de chez Bessonne ne prit fin qu'au bout de cinq mois. Si peu instruits que soient les ouvriers en matière économique, ils comprennent cependant que du moment que la Chambre syndicale est vue d'un mauvais œil par les patrons, c'est qu'elle est une entrave à l'exploitation patronale. Leur intérêt est donc de ne pas signer de tarif qui ne serait pas approuvé par leur syndicat et ils sont bien résolus à ne pas le faire. Une entrevue a eu lieu hier entre les patrons et *ses ouvriers* par-devant le juge de paix. Il n'y a pas eu de solution. Il importe que les ouvriers tiennent jusqu'au bout; car leur échec serait un rude coup porté à l'autorité morale de leur syndicat.

Encore une fois, l'enseignement à tirer de cela, c'est l'inanité des lois. Le syndicat est reconnu par la loi de 1884 et a donc l'existence légale; néanmoins *les patrons* ne le reconnaissent qu'autant qu'ils y sont contraints par la coalition ouvrière. Laissons donc à d'autres — ceux qui le croient utile — le soin de faire de l'action parlementaire. Notre besogne à nous c'est de développer dans les cerveaux ouvriers *le comprennement* (comme disait Cabassu) et la volonté. Comprendre et vouloir, tout est là.

Galhauban.

Espagne.

Palma de Mallorca. — Les ouvriers maçons qui sont depuis quelques jours en grève, ont tenu un *meeting* pour protester contre la conduite des patrons. On a prononcé des discours violents et voté la continuation de la lutte jusqu'au triomphe des revendications.

⁂

Vinaroz. — La grève des dockers s'est aggravée, une foule de femmes et d'enfants sifflèrent les *esquirols*. Les gendarmes arrivés purent rétablir l'ordre. On craint que de semblables effets se reproduisent, car il règne une grande excitation.

⁂

Jerez. — Les ouvriers de la campagne ont présenté de nouvelles demandes d'amélioration aux patrons, en leur donnant cinq jours de temps pour les accepter. Faute de quoi, ils feront la grève. Il faut noter que le paysan de l'Andalousie est le plus affamé du monde, et ce qu'ils demandent, c'est un peu plus de pain pour se soutenir. Le gouvernement envoie des gendarmes et des troupes, car il craint qu'il y ait de sanglantes bagarres, dues à la grande misère et à la grande excitation qu'il y a parmi les ouvriers.

⁂

Sevilla. — On croit que les ouvriers métallurgistes se mettront bientôt en grève, si les patrons n'acceptent pas les améliorations demandées.

⁂

Valladolid. — Dans les villages de cette province, les paysans font de leur mieux pour améliorer le travail et se faire respecter. Dans quelques entreprises ils ont refusé l'emploi des machines parce qu'elles font renvoyer un grand nombre de travailleurs. Des bagarres se sont produites contre les ouvriers non syndiqués. Le préfet a fait concentrer la gendarmerie.

⁂

Barcelone. — Sous le titre de *Société d'Union Ouvrière d'Education populaire*, s'est constituée une nouvelle association qui compte de grands et vaillants éléments. Son but est de créer des écoles libres où l'on donnera aux enfants une instruction rationnelle en dehors de tout dogme religieux et politique. Jusqu'à présent, les écoles libres étaient toujours en danger, car elles n'étaient soutenues que par des ouvriers, qui, avec de grands efforts, ne pouvaient pas couvrir les frais; et, plus encore, les professeurs, pour la plus petite chose, étaient emprisonnés. Désormais il y aura un personnel suffisant et capable, parmi lequel des docteurs dans toutes les ramifications de la science. On a la pensée de créer une Université populaire qui concentrera les initiatives des écoles disséminées par toute l'Espagne, sans qu'elles perdent leur autonomie absolue. Les radicaux sont d'accord, et ils feront abstraction de leurs idées politiques, afin que l'en-

fant puisse recevoir l'instruction intégrale, et afin de faire reculer l'*avalanche noire* qui s'est enracinée en Espagne.

Dans le théâtre *Circulo Espagnol*, s'est tenu un grande meeting de locataires. Tous les orateurs firent des discours violents, en montrant l'élévation du loyer pour les maisons où demeurent les ouvriers; car pendant que les maisons où les riches vivent, produisent cinq pour cent, les loyers des pauvres leur font produire le double, tout en étant antihygiéniques, au point qu'on n'y peut respirer.

On a créé une association de locataires, afin de faire les efforts nécessaires pour diminuer le loyer et se solidariser quand un locataire est chassé par le propriétaire; faute de recevoir satisfaction, l'association votera la grève générale des locataires.

Les grèves des coiffeurs et des horticulteurs continuent en partie et elles auraient déjà fini par le triomphe des grévistes, si le M. Rothowe, ennemi de l'ouvrier, n'avait fait de son mieux pour l'empêcher. Il a commis toutes sortes d'arbitraires contre les grévistes, et même contre les patrons qui ont accepté les demandes, en leur faisant payer des amendes pour avoir mis de petits placards sur les portes de leurs établissements afin d'en avertir le public.

*
* *

MADRID. — Le vaillant journal anarchiste *El Rebelde*, dont tous les rédacteurs sont en prison, continue sa campagne malgré tout. *L'Espagne Inquisitoriale* de Paris est recherchée et lue avec enthousiasme. Le gouvernement, dont le but est de faire disparaître toute propagande écrite, ne pourra rien avec ceux-ci qui se publient à l'étranger et où les camarades espagnols pourront dire les infamies des sbires d'une nation en proie aux vers de la plus basse politique et aux corbeaux jésuites.

LADISLAO HOMNES.

Turquie.

Constantinople, 18 *juin* 1904. — Les régiments hamidiés, créés pour l'extermination des chrétiens d'Asie, font de nouveau parler d'eux. A Sassoun, le commandant de ces brutes fit avancer ses régiments, raser 54 villages arméniens et en passer les habitants au fil de l'épée : femmes, enfants, vieillards, tous furent impitoyablement massacrés.

L'Europe civilisée et civilisatrice s'est émue, comme toujours, et M. de Pressensé a interpellé, le 9 juin, à la Chambre, le ministre des affaires étrangères au sujet des événements d'Arménie. Il a demandé que la flotte française, en ce moment dans les eaux turques, fasse respecter, au nom de la France, l'humanité outragée.

M. Delcassé a répondu que le sultan a donné des instructions pour que ces faits, « profondément regrettables » ne se renouvellent pas. Il a terminé ainsi :

« Le gouvernement a fait son devoir, tout son devoir, il continuera à le faire. »

Nous n'en doutons pas un seul instant, car nous savons ce qu'est le devoir de tout gouvernement. Mais ce que l'honorable M. Delcassé n'a pas ajouté, c'est que le sultan de son côté fera son devoir, tout son devoir, qui consiste à exterminer les Arméniens jusqu'au dernier.

La réponse de M. Delcassé ne nous surprend guère, car tout autre ministre à sa place en aurait fait autant :

Comment, Monsieur de Pressensé, aurait-il dit, vous voulez que nous, gouvernement, qui envoyons des innocents au bagne pour avoir osé simplement protester contre des idées émises et établies depuis des centaines d'années, intervenions dans les actes du gouvernement turc qui ne fait que châtier des citoyens réclamant un peu de liberté? Si au lieu du bagne il les envoie *ad patres*, il ne se montre par là que plus expéditif. Ce ne sont que des faits « profondément regrettables » qui ne regardent que le Grand Turc et sa bande d'assassins.

Mais de là à faire intervenir notre flotte, quelle naïveté, Monsieur de Pressensé! Comment, vous en êtes encore à croire que nous avons des cuirassés, des marins, pour faire respecter la France au nom de l'humanité? Mais ils ont bien autre chose à faire, nos amiraux! Ils ont l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie à civiliser, ils doivent prôner dans les festins qu'on leur offre, ils doivent danser dans les bals qu'on donne en leur honneur, ils doivent manger, boire, danser et flirter. Est-il occupation plus noble? Qu'importe qu'à quelques jours de là des milliers de vies humaines soient fauchées sans pitié. Ah! s'il s'agissait de faire rentrer quelques créances véreuses, dans les coffres de quelques louches financiers, notre concours irait de soi.

Aussi le Grand Turc reconnaissant, de ses mains dégouttantes de sang humain, accrochera-t-il sur les belles poitrines ornées des uniformes de nos héros, des crachats en or et en argent sertis de pierres précieuses.

A la prochaine ripaille donnée en leur honneur, nos marins porteront fièrement ces décorations reçues au prix de milliers de vies arméniennes. J'en ai bien vu au bal de l'Union française, qui portaient des décorations décernées par l'autocrate de toutes les Russies, cet autre vampire digne de son frère turc.

Une pareille décoration ne peut que déshonorer ceux qui la portent et dégrader le pays qui leur en permet le port.

VIDO.

Arménie.

Constantinople, 22 *juin* 1904. — Les journaux nous ont appris que M. Delcassé est d'avis que les Arméniens ont le droit de se défendre. C'est une vérité banale et nul n'a besoin d'être ministre pour savoir que la nature nous a donné des dents pour mordre et des poings pour frapper. Mais ce qui frappe dans cette phrase c'est l'adverbe de temps. — Ce droit n'a donc pas toujours existé et ce n'est que *maintenant*, après les horribles massacres de Bitlis, qu'ils l'ont acquis? Je ne puis croire que M. Delcassé ait eu l'intention de dire cela, car ce serait dire que la victime n'a le droit de se défendre que quand elle est abattue et qu'elle a perdu ses forces, et cela reviendrait aussi à comparer le peuple arménien à cette autre victime : le condamné à mort, qui après avoir entendu prononcer sa sentence obtient le droit problématique de se défendre.

Je suis plutôt porté à croire que M. Delcassé a voulu dire que les Arméniens ont maintenant le droit de recourir à tous les moyens, et qu'ils ne sauraient jamais être dans leur tort, même alors qu'ils feraient sauter les banques et les ambassades pour répondre à la criminelle inaction de l'Europe. En effet l'Europe n'aurait rien à reprocher à ce peuple exaspéré s'il vengeait ses souffrances sans nom sur ceux qui sont la cause principale des massacres et l'exemple des procédés macédoniens de l'année dernière a bien démontré que pour se faire entendre par l'Europe, il n'y a rien de plus efficace que de faire parler la dynamite. En présence de ce qui se passe actuellement en Arménie, tout devient justiciable, même le crime! Les lettres reçues de Mouche et d'Erzeroum qu'on lira plus bas, démontrent que le grand tort des Arméniens a été de ne pas être suffisamment organisés et approvisionnés pour la lutte. Si chaque Arménien avait eu un fusil et des cartouches, si chaque femme avait eu une bombe et un poignard, l'Arménie aurait pu se passer de la pitié de l'Europe!

Aussi ai-je de bonnes raisons pour croire que les choses finiront par là.

*
* *

Voici les lettres dont je parle plus haut.

Mouche, le 1er *mai* 1904. — Dans notre missive du 25 avril nous vous avons dit que les femmes des villages du Sassoum arrivent peu à peu dans notre ville avec leurs enfants. Cette semaine le nombre des fugitifs s'élève à mille. Malgré nos démarches, nous n'avons reçu aucune notification officielle de la part du gouverneur local au sujet de ces malheureux. Nos moyens restreints nous ont à peine permis de soulager leur misère mais ils sont complètement dépourvus de tout. Nous apprenons encore qu'un grand nombre errent dans les montagnes et dans les ravins et nous n'avons aucune perspective sur leur sort.

Signé : PÈRE KNEL.

*
* *

Erzeroum, 8 *mai* 1904. — Les nouvelles sont rares et il est très difficile d'obtenir des informations sur la situation de Mouche et environs. Les communications sont coupées et nous sommes sans nouvelles du Père Knel. Il ne vient point de voyageurs de ces parages. Une lettre de Mouche, datée du 23 avril, nous informe qu'à Mouche même, on est complètement sans nouvelles des environs. Dans les cercles gouvernementaux, on nous dit que les soldats impériaux ont dispersé les révolutionnaires, les ont chassés de leurs refuges et incendié les villages qui contenaient des insurgés; les habitants paisibles de ces villages auraient été transportés à Mouche. Toutefois avons-nous appris, de source officieuse et indirecte, que les révolutionnaires n'ont pas été subjugués entièrement. Après le bombardement, ils se sont fait un passage à travers les rangs des soldats et ont pu se réfugier, une partie dans les villages du Sassoun, une autre partie dans les montagnes. De ceux qui ont été pris, quelques-uns sont conduits directement à la prison, tandis que les autres sont gardés dans la ville sous surveillance. Parmi ces derniers, il ne se trouve que des garçons de dix à douze ans et des vieilles femmes; *il n'y a ni jeunes femmes ni jeunes filles*.

Le gouvernement a informé le prélat que pendant trois jours, ces détenus recevront du pain sec par les soins des autorités, mais ce délai passé, le soin de les nourrir incombe au prélat. Ce dernier refuse et les malheureux réfugiés sont reconduits dans les villages des montagnes.

Le 23 avril on attaqua le village arménien Pertag dans la plaine de Mouche, mais nous sommes sans détails. J'ai appris d'une source étrangère, que le consul anglais à Bitlis s'est rendu à Mouche. Dans notre vilayet, tout est tranquille, mais Houssan est inquiété par les Kurdes. Le centre de la ville d'Erzeroum a vu recommencer, depuis dix jours, les emprisonnements arbitraires. Aux anciens prisonniers se sont ajoutés jusqu'aujourd'hui seize nouvelles victimes. Ils sont gardés tout nus dans des lieux humides et laissés sans nourriture aucune pendant des journées entières. Ils sont journellement soumis à la bastonnade et on leur arrache des lambeaux de chair avec des tenailles et ainsi de suite.

Le prétexte qui sert au gouvernement pour justifier ces cruautés est le soupçon de comités dans la ville, ce qui cependant n'est pas vrai.

*
* *

Dépêche communiquée aux ambassadeurs européens. — *Mouche, le* 12 *juin*. — Depuis le 27 mars, les Kurdes avaient envahi le Sassoun pour attaquer la population et les réfugiés arméniens, tandis que le prélat et le conseil arméniens, en vertu d'un iradé impérial, devaient ouvrir des négociations avec les réfugiés dont les chefs auraient accepté la réconciliation.

Le vali et le commandant n'ont pas voulu suivre cette démarche et, sans attendre le retour des messagers, ordonnèrent l'attaque avec vingt bataillons, six canons et de nombreuses bandes de Kurdes. Du 25 avril au 29 mai, trois mille hommes, femmes et enfants, furent massacrés et cinquante villages détruits. Il se trouve à Mouche, actuellement, quatre mille réfugiés, pour la plupart des malades et des blessés, et tous sans vêtements ni nourriture. La mortalité atteint le chiffre moyen de 10 par jour.

La distribution de pain ordonnée par le mutessarif est irrégulière, insuffisante et le pain avarié. Sans le secours des chrétiens de la ville, la plupart mourraient de faim.

Le 8 juin le vali a ordonné le transfert des réfugiés dans les villages du voisinage; il y eut à cette occasion des scènes de violence indescriptibles. Grâce à l'intervention du consul français de Van en mission ici, une émeute sanglante a pu être évitée. Des secours immédiats sont indispensables, sinon les malheureux mourront par centaines. Depuis quelques jours les massacres ont recommencé dans les villages des réfugiés; la population est affolée et les pillages, les incendies et les viols sont à l'ordre du jour. Dans la ville même 31 boutiques du bazar ont été détruites et toutes les affaires sont suspendues; une recrudescence de misère est imminente, par suite du manque de sécurité des communications entre la ville et les environs. Toutes les mesures de rigueur n'atteignent que les habitants paisibles qui en subissent seuls les conséquences.

Le vali est revenu de Sassoun depuis le 23 mai et s'occupe maintenant de la recherche des réfugiés de Sassoun qu'il suppose être dans les villages environnants.

Le 27 mai le vali s'est rendu en personne chez l'évêque de Mouche pour l'informer qu'un iradé impérial accorde l'amnistie à tous ceux qui se soumettraient aux autorités.

Le gouverneur de Mouche a été remplacé par celui de Guindje, sans que l'on sache à quoi attribuer ce changement. Le nouveau gouverneur n'inspire pas grande confiance.

Etats-Unis.

La guerre patronale dans l'état du Colorado. — En 1893 s'était formée une Fédération des mineurs des métaux à Butte City (Montana), avec l'objectif d'amé-

liorer leurs conditions morales et matérielles, demandant la journée de huit heures de travail et trois dollars minimum de paye.

La résistance à cette demande fut des plus obstinées dans l'Etat du Colorado, spécialement à Cripple Creek et Telluride. Les mineurs étaient armés, ils eurent gain de cause sur toute la ligne par leur attitude violente. Mais bientôt les patrons n'ont plus voulu reconnaître leurs propres contrats et les mineurs avaient bien du mal à ménager leurs affaires sans grève. Il y a deux ans, la Fédération des mineurs de l'Ouest (Western Federation of Miners) érigée en convention s'était nettement déclarée pour le principe socialiste avec la déclaration que « l'ouvrier étant le producteur de toutes les richesses, par cela même c'est à lui qu'appartient tout le produit du travail.

Les ouvriers des fonderies de métaux ont été admis dans la Fédération, mais ceux-ci travaillaient douze heures, pour un salaire minimum d'un dollar et demi.

Donc, le conflit était inévitable. De plus, les patrons s'imaginaient que le socialisme était seulement le bavardage de quelques amateurs, faiseurs d'embarras; ils s'étaient préparés à détruire à *tout prix* l'influence de la Fédération. Au mois de février, quand les membres et sympathiseurs de l'union de Telluride étaient expulsés des mines par « l'Alliance des citoyens » (lisez patrons, managers, joueurs, gérants), le président de celle-ci (C. H. Moyer) avait cherché à organiser la rentrée forcée des expulsés. Mais il fut arrêté à Ouray, sous l'inculpation qu'il avait violé l'honneur du drapeau, et ramené à Telluride où on avait proclamé l'état de siège pour la deuxième fois, et on déclarait que Moyer y serait retenu par « nécessité militaire ». La Fédération ayant porté plainte, alla en cour suprême de l'Etat du Colorado contre l'abus d'autorité du gouverneur Peabody.

Pendant ce temps, se produisait une explosion préarrangée dans la « Vindicator Mine Cripple Creek » où une demi-douzaine des jaunes perdaient la vie; mais les autorités ne parvinrent pas à en rejeter la responsabilité sur les membres de la Fédération; donc fiasco.

Il y a quelques semaines, on avait arrêté tous les grévistes à Berwind pour les déporter à Trinidad sous prétexte de les faire « registrer », 83 en tout. On avait fait marcher les malheureux environ 25 kilomètres sur le désert sablonneux, au pas gymnastique, escortés par la milice à cheval; un homme est tombé mort et les autres, lorsqu'ils arrivèrent à Trinidad, étaient dans un état pitoyable tel que même les amis de Peabody protestèrent, et une semaine après l'état de siège était levé dans las Animas County.

Pour le 21 mai, nous nous sommes réunis à Denver en douzième convention; moi j'étais envoyé comme délégué d'une union de 216 fondeurs de métaux de Pueblo.

Eh bien, j'ai remarqué que le mal est que les délégués ont trop foi dans la légalité, mais autrement ils sont bien socialistes, cherchant à obtenir la valeur intégrale de leur travail par *tous les moyens*, y compris la tactique anarchiste que je présentais.

On avait envoyé trois délégués pour dire aux jugeurs « que nous avions assez d'attente pour savoir leur opinion sur l'affaire Moyer ». La réponse fut « que Moyer serait libéré à bref délai ». Finalement, on décida de continuer la grève jusqu'au dernier sou, et la dernière goutte de sang avec le but final de se débarrasser du salariat pour l'inauguration du socialisme.

Pensez donc, après une lutte qui dure depuis le 4 juillet de l'an passé avec le président dans l'enceinte à bétail, tout le « Comité exécutif » est resté le même pour la défense des principes socialistes ainsi que près de neuf mille grévistes et leurs familles; ça ne pouvait pas durer ainsi.

Décidément il fallait trouver le moyen d'étouffer la vitalité de la Fédération, vu que les propriétaires des mines sont près de la banqueroute, la majorité des mines étant inondées.

On mit 250 livres de dynamite sous la plate-forme de la gare de l'Independence Cripple Creek, avec un revolver au milieu de la dynamite couvert par un pied de chaise, et relié avec un fil de fer long de 400 pieds jusqu'aux hangars d'une mine proche.

Le lundi 6 juin, à six heures du matin, quand les jaunes s'apprêtaient à rentrer chez eux après leur travail, on provoquait l'explosion, en en envoyant une quinzaine dans l'éternité et blessant plusieurs grièvement.

Tout était prêt : « L'Alliance des citoyens », avec la milice, ont arrêté les autorités civiles, sympathiques aux unionistes; le shérif, chef de police, coroner, assesseur, bref, tout le bureau exécutif du Comité de Feller, a eu à choisir — *ou bien démissionner*, — ou bien la corde; après ça on faisait la même chose avec les membres du Conseil municipal d'Independence Goldfield, Altman et Victor qui font parti du district de Cripple Creek, comme camp principal.

L'attentat avait eu lieu à six heures; dans la matinée, les jugeurs de Denver ont rendu leur verdict légal, en reconnaissant au gouverneur « le droit de déclarer l'état de siège à sa discrétion personnelle, et de faire arrêter tous ceux qu'il croit nécessaire pour sauvegarder la tranquillité publique, sans avoir à rendre compte à l'autorité judiciaire ». Résultat :

1° On a arrêté tous les membres des unions composant le district, et déportés dans les déserts du Kansas et du Nouveau Mexique.

2° Les grévistes ont découvert de riches mines d'or dans la contrée voisine Fremont, on les a tous arrêtés; la découverte n'est pas encore confisquée, mais ça va venir.

3° Les quatre magasins, propriété de la Fédération, ont été détruits : dégâts 100.000 francs.

4° Tous les documents des unions volés.

5° Deux unionistes délibérément tués, et plusieurs grièvement blessés.

6° La mine « Portland », qui était favorable aux mineurs, et qui avait travaillé pendant tout le temps des troubles, a été fermée par ordre militaire.

7° *Victor Record*, journal quotidien unioniste, fut envahi par huit hommes masqués et armés de revolvers, qui ont tout brisé à coups de marteau.

Et avec tout cela, la population de Denver et Pueblo reste les bras croisés. Denver est à 70 kilomètres de Cripple Creek, et Pueblo un peu plus de 50.

Mon discours dans le « Trades Assembly », en blâmant les patrons mineurs et « l'Alliance des citoyens », avait bien donné du courage à ceux qui ont cru que la « machine infernale » était le travail des grévistes, et un courant d'opinion commence à se dessiner nettement contre les propriétaires des mines. On a, pour la troisième fois, demandé à Roosevelt d'intervenir; mais il s'en moque, tant que l'on restera les bras croisés, et si on se révolte, on aura affaire à son armée protectrice des exploiteurs; voilà pourquoi on regarde de très près ce que nous faisons.

En novembre prochain, auront lieu des élections, mais il y aura du nouveau avant cela, car je crois que nous marchons carrément vers un cataclysme qui sera une étape de plus vers l'émancipation prolétarienne de ces Montagnes Rocheuses qui fournissent l'or aux « chevaliers d'industrie », et le plomb aux producteurs.

A. Klémencic.

∴

Les événements du Colorado.

Les tragiques événements qui depuis dix mois se déroulent dans la région minière de « Cripple Creek », dans l'Etat du Colorado, suffiront au delà pour prouver au monde entier ce que vaut la constitution de la Grande République des Etats-Unis d'Amérique, réputée comme étant la plus libre et la plus respectueuse des droits de l'homme, sans distinction de classes ni de partis. Ils suffiront pour prouver d'une façon indéniable que l'autorité, même sous la forme la plus démocrate et la plus libérale, ne connaît et ne sait respecter d'autres droits que ceux qui sont directement en accord avec son intérêt, et qu'elle n'hésite jamais pour se défendre, à passer par-dessus toutes les institutions qui sont la base même de sa constitution.

Ces événements démontreront aussi, que les lois, qu'elles soient dénommées libérales ou tyranniques, ne peuvent suffire à la défense de l'Etat. L'autorité se croit toujours obligée, pour se défendre, d'avoir recours au crime ou au brigandage non déguisé par une apparence de légalité. Des temps anciens comme des temps modernes, aucun gouvernement n'a fait exception à cette règle.

Enfin la tragédie de « Cripple Creek », qui menace de se terminer par la suppression complète de ces mineurs qui ont osé réclamer la journée de huit heures, tout en ne faisant usage que des droits prescrits par les lois et la constitution de la Grande République des Etats-Unis, mettra la libre Amérique au niveau de la jésuitique Espagne et de l'autocrate Russie.

Voici, sans exagération, un résumé des événements sanglants de la région minière de Cripple Creek Colorado, d'après les renseignements parvenus à la presse bourgeoise, malgré la censure de la presse décrétée par le gouverneur de l'Etat, dès le commencement de la grève des mineurs.

Les mineurs de la région minière du Colorado faisaient parti de la « Western Federation of miners » (Fédération des mineurs de l'Ouest) indépendante de la « United worker mines of America ».

Lorsque la grève fut déclarée, la « Western Federation of miners » possédait une force politique toute-puissante. Ses membres, tous démocrates, s'étaient emparés par l'usage du bulletin de vote, le suffrage universel, de tous les pouvoirs publics dépendant du district « Cripple Creek ». Les chefs de police, les juges, les conseillers du district de Cripple Creek et un bon nombre de députés et de sénateurs de l'Etat du Colorado, dépendaient de la « Western Federation of miners ».

Les revendications des mineurs se bornaient à demander la journée de huit heures, encore non admise dans toutes les corporations ouvrières d'Amérique, et la reconnaissance de leur Fédération par les compagnies minières.

Dès le début de la grève, elles déclarèrent hautement qu'elles ne céderaient en rien dans les revendications des grévistes et emploieraient tous les moyens possibles pour réduire à néant la « Western Federation of miners ».

A l'arrogance outrée des Compagnies, les mineurs répondirent avec fermeté qu'ils lutteraient jusqu'à la mort, mais qu'ils ne permettraient jamais aux « scabs » (jaunes) de les remplacer dans leur travail. Possédant un fort capital, la Western Federation pouvait, tout en restant sur le terrain pacifique, résister pendant longtemps aux puissants capitalistes des Compagnies minières. Aussi, dès le début, ils ne se bornèrent qu'à user légalement de leur droit en empêchant les scabs de prendre leur place dans la mine. (Les lois des Etats-Unis d'Amérique et particulièrement celles de l'Etat du Colorado, disent reconnaître les Unions et les protéger dans leurs intérêts. Cette question fut discutée et reconnue lors de la grande grève des mineurs de la région d'anthracite en 1902.)

La milice bourgeoise, sorte de garde municipale, sous prétexte de rétablir l'ordre et répondant à l'appel de MM. les capitalistes des Compagnies minières de « Cripple Creek », intervint et commença la grande série des actes de brigandages qui, aujourd'hui plus que jamais, se manifestent avec une sauvagerie et une férocité des plus inouïes. Un grand nombre de mineurs arrêtés par la milice furent traduits devant les tribunaux civils qui les acquittèrent tous.

Les grévistes ayant avec eux le droit, défendu par leurs amis les politiciens, tenant avant tout à conserver leur pouvoir, en s'assurant les votes de la « Western Federation of miners », auraient certainement été les plus forts et auraient pu, avant peu, obliger les Compagnies minières à capituler, si le ministre Peabody, le pire des bandits de la libre Amérique, grand actionnaire des mines du district de Cripple Creek et gouverneur de l'Etat du Colorado, ne venait d'un seul coup de main, déclarer l'état de siège pour tout le district minier en grève et annuler au même instant, toutes les garanties constitutionnelles.

Par la volonté de Peadody s'élevant pour défendre ses intérêts et ceux de sa caste, les capitalistes des Compagnies minières de Cripple Creek, au-dessus de la constitution des Etats-Unis, reconnue comme étant la chose sacrée et inviolable de la libre Amérique, tous les crimes et toutes les grandes atrocités furent permis. Pour conduire à ses fins son œuvre criminelle, la milice bourgeoise, légalement organisée, était impuissante à défendre Peabody et sa bande, les actionnaires des mines.

Aussi le gouverneur du Colorado fit appel aux « cow-boys », sortes de cosaques américains, à la fois bergers et voleurs de grands chemins. Ceux-ci, en grand nombre, vinrent former la milice à la solde des actionnaires des mines et commandée par un major aussi sauvage que féroce.

Les grévistes s'armèrent et résistèrent vaillamment à la férocité des cow-boys, mais ils ne tardèrent pas à être écrasés par le nombre et par les cruautés mêmes de la milice. Un grand nombre d'entre eux furent tués ou blessés, les prisons furent remplies de prisonniers grévistes.

Les mineurs blessés en défendant leurs droits, ainsi que tous les prisonniers, furent torturés. Un ex-sénateur de l'Etat du Missouri, devenu un leader des grévistes du Colorado, est blessé et fait prisonnier dans un combat entre les mineurs et la milice. Il réussit à faire parvenir une lettre à la presse bourgeoise, malgré la grande surveillance dont il est l'objet.

Dans cette lettre il rapporte qu'ayant été blessé

dans une rencontre avec la milice, il fut fait prisonnier. En prison il fut frappé et laissé pour mort par les soudards; pendant quinze jours,on le laissa sans eau et sans vivres, lui refusant également de soigner ses blessures. Il termine sa lettre en disant qu'il ne sait quand il sortira d'entre les mains de ses geôliers farouches, peut-être jamais, ajoute-t-il!

Les journaux ouvriers tous énergiques et très nombreux dans le Colorado, surtout à Denver, capitale de l'Etat du Colorado, mais tous politiciens, démocrates ou socialistes démocrates, furent traités avec la dernière des cruautés. Les bureaux de rédaction furent envahis par les cosaques américains, tous les papiers furent saisis, tout le matériel d'imprimerie fut brisé avec rage, tous les rédacteurs des journaux furent arrêtés. Et parce que ceux-ci eurent l'audace de protester, en disant que la milice commettait des abus d'autorité et qu'elle se conduisait contre toutes les lois et qu'ils se croyaient avoir le droit de se défendre contre les cow-boys comme contre n'importe quels autres voleurs de grands chemins, ils furent assommés à coups de crosse de fusil, piétinés par les soudards et jetés ensuite dans des cachots infects. Alors commença la série des procès devant la cour martiale. Les mineurs arrêtés, ainsi qu'un grand nombre de leurs défenseurs parmi la presse, furent condamnés par ordre du bandit Peabody, maître omnipotent de l'Etat du Colorado et représentant suprême de la force capitaliste. Les avocats venus des différents points des Etats-Unis pour défendre les accusés et faire respecter la loi furent arrêtés, brutalisés et avec menaces ils furent conduits à la frontière de l'Etat du Colorado par les cow-boys de la milice. D'innombrables rencontres eurent lieu entre les grévistes et la milice. Les mineurs se défendirent vaillamment, mais ils furent écrasés par le nombre et la férocité des cosaques américains.

Le sinistre, l'infâme Peabody, l'âme des affameurs américains, ayant décrété la censure de la presse, il qualifia crime toute communication avec l'extérieur relatant la conduite de ses sbires. La presse, la poste, le télégraphe, tout fut soumis à la censure. Il a donc été très difficile de savoir jusqu'à ce jour, le nombre exact de mineurs assassinés et emprisonnés par les soudards de la milice, mais l'on peut néanmoins affirmer, toujours d'après les informations de la presse bourgeoise, qu'à un certain moment tous les mineurs unionistes furent arrêtés et ceux qui ne furent pas tués sur le coup par les cow-boys furent traînés comme des bêtes fauves jusqu'à la frontière de l'Etat du Colorado.

Tous les mineurs unionistes ayant été expulsés du territoire du Colorado, les colonies minières firent venir des mineurs « scabs » des différents points des Etats-Unis.

Ces mineurs furent engagés par des agents spéciaux avec promesse d'un bon salaire. Mais arrivés dans la région minière de Cripple Creek, ils furent traités comme des forçats, sans aucuns ménagements, et sans aucuns égards dus à des hommes libres. Gardés très étroitement par les cosaques américains, ils furent contraints de travailler pour un prix dérisoire au gré de MM. les actionnaires des mines; on les parqua dans un camp comme des bêtes de somme et on les obligea de coucher dans des baraques infectes où ils étaient obligés de dormir les uns sur les autres pour cause du manque d'espace. Et, dernier raffinement de tyrannie, il leur fut interdit de correspondre avec qui que ce soit. Cependant malgré le zèle des gardes-chiourmes de la milice, un mineur put faire parvenir une lettre à un de ses amis. Cette lettre fut publiée par un journal de Chicago; son contenu était un cri de détresse et un appel au secours. Nous sommes traités, disait cette lettre, pis que des forçats. L'on nous oblige à remplir une tâche des plus lourdes et des plus pénibles; l'on refuse de nous payer; l'on nous donne une nourriture grossière et insuffisante et l'on nous contraint de coucher dans des baraques en bois privées d'air et trop petites pour nous permettre d'allonger nos corps sur les planches qui nous servent de lit... Si l'on ne vient pas nous délivrer, nous sommes exposés à être tués d'un moment à l'autre par les soldats de la milice.

Un peu dans tous les Etats-Unis, la presse relata les faits ignobles et inouïs commis par la milice et par les autorités militaires du Colorado, sans cependant trop protester.

Le président des Etats-Unis, Roosevelt, nomma une commission militaire pour faire un rapport sur le conflit entre les grévistes et les actionnaires des mines du Colorado. L'on assura même, à un certain moment, que la Cour suprême de Washington avait ordonné la mise en arrestation de Peabody et de son principal complice, le commandant de la milice; mais il n'en fut rien.

Pendant quelque temps, il se produisit une sorte d'accalmie de laquelle les mineurs expulsés profitèrent pour revenir dans la région minière de Cripple Creek. Certaines compagnies de moindre importance consentirent à occuper derechef des mineurs unionistes.

Pendant cet intermède les « mines owners », les propriétaires des mines qui s'étaient déclarés à outrance les ennemis de la « Western Federation of miners » fortifièrent leurs foyers, afin de porter un coup décisif aux mineurs unionistes.

Les mercenaires de la milice, quelle que puisse être leur force, ne pouvaient produire qu'un effet moral de réprobation parmi les gens un tant soit peu pensants.

Tous les journaux des Etats-Unis avaient peu ou prou parlé des abus de la milice et certes si les événements eussent continué ainsi, les mineurs unionistes auraient fini par acquérir la sympathie de l'opinion publique comme lors de la grève des mineurs de la région anthracite en 1902.

Le président de la « Western Federation of miners » détenu depuis longtemps déjà, fut amené à Denver, la capitale du Colorado, sous l'escorte d'un fort détachement de soudards de la milice, pour être jugé par les tribunaux militaires de cette ville. En arrivant à la gare, le prisonnier était attendu par le secrétaire de la Western Federation of miners. Celui-ci, sous l'escorte qui accompagnait son camarade détenu, s'avança résolument vers lui pour lui tendre la main et l'assurer de sa sympathie et de celle de ses autres camarades.

Le secrétaire fut aussitôt repoussé avec brutalité par les cosaques américains, un officier l'insulta et leva la main sur lui pour le frapper. Mais avant que la brute galonnée, le chef des soudards capables des plus viles besognes, eût le temps de frapper l'unioniste, celui-ci honteusement outragé et plein d'indignation, envoya le chef des sbires rouler à terre dans un mouvement magnanime d'un homme fermement convaincu qu'il se trouve en face des pires bandits et des pires scélérats. Les cow-boys voyant leur chef à terre, se jettent aussitôt comme des brutes sur le mineur plein de dignité et de fierté et faisant face à toute une armée de lâches et de gens sans aveu, refoulant par la volonté de Peabody, l'âme des capitalistes d'Amérique, les défenseurs des droits de la grande République.

En un clin d'œil la bravoure des cosaques américains, les sbires des capitalistes de la libre République, eut raison de l'arrogance et de la ténacité du secrétaire de la « Western Federation of miners » qui, massacré à coups de crosses de fusils et ayant perdu toute connaissance, fut transporté à la prison où s'acharnèrent de nouveau sur lui les sbires des capitalistes.

Cet acte de sauvagerie, quoique n'étant pas le moindre, attira sur les mineurs certains sentiments de sympathie de la part de l'opinion publique.

C'est alors que les actionnaires des mines de Cripple Creek centralisèrent leurs forces dans « the Citizen's alliance », l'Alliance des citoyens, société formée par les actionnaires des mines et comprenant toute la racaille des renégats et tous les gens sans aveu recrutés parmi la police et les mineurs non unionistes.

Pour exterminer complètement la « Western Federation of miners » il fallait trouver un prétexte, qui pût un tant soit peu justifier les actes de banditisme du gouverneur Peabody et de sa bande. Ce prétexte, The citizen's alliance devait le trouver dans un attentat à la dynamite des plus épouvantables.

Le 5 juin, à deux heures du matin, une formidable explosion de dynamite se produisit à la gare de Victor, au moment où des mineurs non unionistes se préparaient à se rendre dans un pays voisin de Victor, lieu de leur résidence. Treize mineurs furent tués sur le coup et un grand nombre furent grièvement blessés.

L'enquête démontra que cette explosion avait été occasionnée par une énorme bombe de dynamite du poids d'environ quatorze kilos d'explosible, et qui aurait détoné à l'aide d'un revolver mis en action par un long fil de fer traversant la gare dans toute sa longueur.

Avant cette formidable explosion, The citizen's alliance avait préparé une grande démonstration qu'elle devait mettre en action, dès les premiers moments qui suivirent l'attentat. Les mineurs unionistes furent de suite accusés comme étant les auteurs de l'explosion de Cripple Creek et tous les membres de The citizen's alliance hurlèrent: « Mort aux unionistes et à leurs défenseurs! »

Les soudards de la milice, sans autres prétextes et sans aucune sommation, envahirent le siège de la Western Federation of miners et assassinèrent avec la plus atroce férocité tous les mineurs qui se trouvaient là.

Les actionnaires des mines organisèrent un grand meeting invitant tous les mineurs unionistes et non unionistes.

Lorsque les mineurs unionistes voulurent prendre la parole pour se disculper de l'accusation portée contre eux, ils furent tués à bout portant par les membres de The citizen's alliance tous armés de revolvers de fort calibre.

Un journal, un grand quotidien, s'étant signalé par sa sympathie pour les mineurs unionistes, fut mis au pillage par les membres de The citizen's alliance. Ses bureaux de rédaction furent envahis, saccagés. Toutes les machines à imprimer et les linotypes furent jetées dans la rue et brisées en mille pièces. Les rédacteurs et tous les employés du journal furent frappés, terrassés et conduits en prison.

Des chasses aux mineurs unionistes furent organisées; les membres de The citizen's alliance rivalisèrent avec les soudards de la milice; ces monstres cherchèrent à se surpasser dans la férocité et dans le carnage. La plupart des mineurs de la Western Federation qui tombèrent entre leurs mains, furent tués et massacrés avec une férocité inouïe.

Les persécutions ne s'arrêtèrent pas aux mineurs unionistes. Tous ceux qui manifestèrent la moindre sympathie pour les membres de la Western Federation eurent à subir les outrages de la populace et de la milice. Plusieurs personnes officielles furent sommées de donner leur démission. Un sheriff, sorte de préfet de police, ayant voulu résister aux sommations qui lui étaient faites, on lui jeta un paquet de corde à ses pieds, ce qui signifiait que s'il ne donnait pas sa démission, il serait pendu *illico*.

La cour suprême, obéissant à la volonté plus suprême encore des capitalistes, a rendu à la date du 5 juin, un décret ainsi conçu :

« Le gouverneur a seul droit de décider qu'un pays est en état de révolte. Il est de son devoir de prendre toutes les mesures qu'il croit bonnes pour réprimer toute rébellion. Il a le droit de tuer ou d'ordonner la mort de tous les rebelles sans aucune forme de procès. »

Après l'attentat à la dynamite, les membres de la « Western Federation of miners » lancèrent un manifeste protestant contre cet attentat, et s'offrant à faire toutes les recherches possibles pour arriver à l'arrestation des coupables.

Les journaux socialistes protestent contre l'attentat de la gare de Victor, et accusent les membres de « The citizen's alliance » d'en être les auteurs.

Enfin tous les mineurs qui ne succombèrent pas sous les coups des soudards de la milice et des sbires de « The citizen's alliance » furent entassés dans des wagons à bestiaux, et expulsés de l'Etat du Colorado. Les uns furent débarqués, sous la garde de la milice, dans les plaines désertes du Kansas et les autres dans les contrées non moins désertes de l'Arizona, où il faut franchir des centaines de milles pour atteindre un endroit habité.

LAURENT CASAS.

(San Francisco, le 13 juin 1904.)

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

BREST. — **L'Égalité**, Société civile coopérative de consommation; siège social, 79, rue Saint-Yves, Brest (Finistère) :

27 juin 1904. — Un acte arbitraire et révoltant, une mesure ignoble, mesure prise par un sous-préfet vendu à on ne sait quelle caste, réactionnaire ou cléricale, et tendant à supprimer notre liberté d'action, vient d'être commis dans notre ville.

Alors qu'aucun motif ne l'imposait, des mesures d'ordre des plus formidables avaient été prises, mesures sous tous les points arbitraires, car elles ne tendaient qu'à exciter les paisibles citoyens réunis à la salle de Venise pour défendre et discuter les intérêts de leur Société coopérative.

A la suite de cette réunion, afin de protester contre cette mesure ignoble, il a été proposé et voté par l'assemblée l'ordre du jour suivant :

« Les citoyens et citoyennes réunis le 23 juin 1904

à la salle de Venise, afin de s'entendre sur l'extension à donner à leur coopérative ouvrière « L'Egalité », apprenant que deux brigades de gendarmes à cheval et à pied stationnent à la porte de la salle,

« Se demandent si la population ouvrière de Brest ne pourra plus s'assembler pour discuter ses intérêts et ses affaires privés, sans encourir le risque d'être la victime des brutalités et des excitations policières et gendarmesques;

« Se demandent de quel droit la liberté la plus primitive, celle de la rue, est aussi outrageusement violée par les représentants d'un gouvernement de prétendue défense républicaine;

« Se demandent si, même dans un but essentiellement pacifique, nous ne pouvons plus avoir de réunions pour la discussion de nos intérêts particuliers et commerciaux, sans risquer de nous faire écraser sous les pieds des chevaux d'une soldatesque féroce;

« Constatant que rien dans la ville ne motive de semblables provocations, blâment les autorités responsables de ces mesures ignobles.

« Envoient l'expression de leur plus profond mépris aux dirigeants coupables d'exposer la vie de nos femmes et de nos enfants à l'arbitraire des policiers et mouchards qui ne demandent qu'à frapper et à maltraiter. Constatent par là, que tous les gouvernements se valent, et qu'ils ont tous pour but d'opprimer les travailleurs, même quand ils ne donnent aucun prétexte à cette oppression et à ces brutalités;

« Préviennent notre cher premier ministre Combes qu'il ne suffit pas aux travailleurs de manger du curé et que nous réclamons énergiquement la mince parcelle de liberté que nous accorde la société actuelle et le renvoi immédiat des troupes et des gendarmes de la ville de Brest. »

Recevez nos salutations fraternelles.

L'Administrateur délégué,
Y. Le Bras.

-•- Lyon. — **Groupe Germinal.** — Le groupe ayant l'intention de réorganiser la bibliothèque, prie instamment les détenteurs de livres de vouloir bien les rapporter au plus tôt, au café Bordat, 17, rue Paul-Bert. Très urgent.

CONVOCATIONS

-•- **La Coopérative Communiste**, 68, rue François-Miron. — Jeudi 7 juillet, à 9 heures du soir, sera traitée la question du nouveau local. Organisation d'une ballade pour le 14 juillet.

Tous les jeudis et samedis, vente de produits.

-•- **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Réunion le lundi 4 juillet, à 9 heures du soir, salle B des Cours, Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau: causerie par le camarade Bergiat sur le Mouvement ouvrier italien depuis l'Internationale.

-•- **Causeries Populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 6 juillet, à 8 h. 1/2, causerie par le camarade Cagnoli sur la Tyrannie syndicale.

-•- **Causeries Populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Vendredi 1er juillet, à 9 heures, cours d'espagnol. — Lundi 4 juillet, à 8 h. 1/2, causerie sur la Philosophie positiviste, par un de ses fervents.

-•- **Libre-Entente révolutionnaire.** — Vendredi 1er juillet, à 9 heures, salle de l'Union bellevilloise, 67, rue Julien-Lacroix, 9, cité de Gênes, réunion des camarades voulant participer au lancement du manifeste qui sera lancé le 14 juillet.

-•- **L'Enseignement Mutuel**, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 2 juillet: Albert Chenevier, Gouvernement direct et gouvernement représentatif. — Mercredi 6: Thé intime, discussion sur les questions d'actualité.

-•- **L'Aube Sociale**, Université populaire, 4, passage Davy (50, avenue de Saint-Ouen, XVIIIe). — Vendredi 1er juillet: Collinot, Hypnotisme et suggestion. — Samedi 2: Soirée mensuelle: 1° Conférence par Liard-Courtois (ex-forçat): Après le bagne; 2° Audition du poète Jehan Rictus dans ses œuvres. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 25. — Mercredi 6: Conseil d'administration. — Vendredi 8: Atget, *Les affaires sont les affaires*, d'Octave Mirbeau, avec auditions.

-•- Aubervilliers. — **Les En dehors**, Groupe d'études sociales et de propagande libertaire. — Samedi 2 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Chéry, 1, rue des Ecoles, réunion des camarades. Un manifeste à lancer.

-•- Saint-Ouen. — **Les Libertaires de Saint-Ouen.** — Causerie faite par Libertad, sujet traité: Amoralité de l'anarchie, salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles, le samedi 2 juillet, à 8 h. 1/2 du soir.

-•- Lyon. — Le groupe **L'Emancipation** se réunit tous les dimanches matin.

-•- Lorient. — **Jeunesse Syndicaliste lorientaise.** — Réunion le mardi 5 juillet au bois de Kerroman, à 7 heures du soir. Les camarades détenteurs de livres appartenant à la J. S. L. sont priés de les apporter.

-•- Limoges. — Samedi 2 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, au local du groupe, 28, avenue de Juillet: causerie par le citoyen Camille Leymarie, publiciste, sur ses souvenirs de la Commune.

A TRAVERS LES REVUES

Nous avons reçu les numéros 1 et 2 du *Réveil de l'Esclave*, hebdomadaire publié par les camarades d'Alger.

Dans ces deux numéros, la ligne de conduite des camarades est nettement anarchiste, on ne peut donc qu'applaudir à leur effort.

Je n'ai à faire qu'une petite réserve pour mon compte personnel. Les camarades d'Alger m'ayant demandé ma collaboration, je leur ai répondu que n'arrivant pas à faire tout le travail qui m'incombe aux *Temps Nouveaux*, il m'était impossible de leur promettre de la copie, mais qu'ils pouvaient reproduire de moi ce que bon leur semblerait. Je n'avais pas prévu que mon nom figurerait à côté de ceux de Prost et Paraf-Javal. Inutile de dire que mon anarchisme n'a rien à voir avec celui de ces deux personnages.

J. Grave.

AVEUX ET DOCUMENTS

Avoir le gouvernement! Etre le gouvernement! Est-ce que le parti ouvrier belge ne commencerait pas à sacrifier un peu trop à cette toquade? N'était-il pas puissant en 1892 quand il n'était encore rien, parlementairement parlant, et qu'il a imposé sa volonté à la plus violente coalition clérico-doctrinaire? N'est-ce pas surtout en dehors de cette politique de candidatures, de compétitions électorales, de polémiques personnelles, de tout ce bagage bourgeois, qu'une classe agit principalement sur l'évolution sociale? N'est-ce pas dans les organisations économiques que se condensent les véritables forces de progrès ou de résistance? Le surplus n'est-il pas accessoire et n'y a-t-il pas faute à transformer cet accessoire en principal?

Etre du gouvernement! Faire partie d'un ministère! A cela s'applique la parabole de la ville assiégée: ceux qui sont dehors voudraient tous entrer, mais ceux qui sont dedans voudraient bien sortir. Un homme a-t-il plus d'influence sur la marche sociale quand il fait partie du troupeau parlementaire ou quand il marche isolé et libre? Ai-je plus d'action depuis qu'on m'a fait sénateur que lorsque je n'étais rien qu'un combattant qu'on arrêtait chez lui à cinq heures du matin, tant on le craignait lors de la lutte héroïque pour le suffrage universel?

J'ai tellement le sentiment de tout cela que si vraiment on veut donner mon siège à l'ami Cavrot, je campe, pour lui faire place, ma démission dans les vingt-quatre heures.

Edmond Picard, sénateur.

(*Le Soir*, 20 juin, d'après *Le Peuple* de Bruxelles.)

AUX AMIS

Je leur rappelle que l'on peut obtenir le journal dans toutes les gares, même celles du Métro, à Paris, et dans les librairies de n'importe quelle ville. Aux libraires qui répondent qu'ils ne le connaissent pas, il n'y a qu'à leur dire qu'ils n'ont qu'à en faire la demande aux Messageries Hachette.

C'est un point important, pour la diffusion du journal, qu'il se trouve chez beaucoup de libraires. Ceux qui s'intéressent à son existence, peuvent y aider, en insistant auprès des libraires pour qu'ils le tiennent, et en s'astreignant, au besoin, à leur acheter un numéro pendant quelques semaines de suite.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous tenons à leur disposition des carnets d'abonnement.

D'autre part, le service de quelques exemplaires sera fait aux adresses que l'on voudra bien nous envoyer.

La bibliothèque des chemins de fer nous ayant rendu les invendus de *Patriotisme-Colonisation*, les défraîchis seront laissés, à nos lecteurs, au prix de 1 fr. 55 franco, au lieu de 3 fr. 50. — Les défraîchis de *Guerre-Militarisme*, mêmes conditions. Les deux ensemble, 2 fr. 60 en gare.

EN VENTE

Une série de 12 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée; elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 15 la série. Voici les titres: *L'Assassiné*, de L. C. Dissy; *Les Bienheureux*, Heidbrinck; *Les sales corbeaux*, Hénault; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul; *Provocation*, Lebasque; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque; *L'Incendiaire*, Luce; *Mineurs belges*, C. Meunier; *Porteurs de bois*, Pissarro; *Les Errants*, Rysselberghe; *La Libératrice*, Steinlen, *La Débâcle*, Vallotton.

AUX ACHETEURS AU NUMÉRO

Le journal doit se trouver dans toutes les gares du Métro. Le demander instamment.

PETITE CORRESPONDANCE

E. M., à Marseille. — Ai expédié votre lettre à J.

E. D., à Pont-Saint-Vincent. — Nous envoyons le journal pendant un mois aux adresses que l'on nous communique.

B., à Santa-Fé, et D., à Rio-de-Janeiro. — Le marchand de timbres nous dit qu'il serait preneur des timbres usés 4 c. jaune et 6 c. noir, ainsi que de ceux de la nouvelle série du Brésil. Si vous pouvez vous en procurer, vous pourriez payer les petites sommes avec cela, à raison de 2 francs le cent.

A. G., à Paterson. — Reçu mandat. Abonnement sera servi.

E. D., à Saint-Quentin. — Lorsque vous nous aurez indiqué le moyen de faire imprimer les brochures sans payer l'imprimeur et le marchand de papier, nous pourrons les envoyer gratuitement.

A. de N., Funchal. — Reçu l'extrait. Merci. Sera utilisé. Je n'avais pas vu le volume.

H. T., rue C. — Reçu coupure. Sera utilisée. Merci.

S., à Londres. — Bon. J'ai trouvé.

C., à Saint-Junien. — La lithographie avait été expédiée. Comme vous ne donnez pas votre adresse, nous réexpédions au dépositaire du journal.

G. E., à Mondragon. — Nous l'avons, mais sans musique.

Reçu pour le journal: Vente de vieux timbres, 31 fr. 25. — D., à Tamatave, 4 fr. — L. C., 5 fr. — T., à Poitiers, 0 fr. 45. — P. G., aux Echelets, 0 fr. 50. — A. T., à Avignon, 0 fr. 50. — Lorient, Jeunesse syndicaliste, 2 fr. 50. — V. M., à Lyon, 0 fr. 50. — F. B., à Annonay, 1 fr. — L. G., Brest, 0 fr. 50. — B., à Rouen, 2 fr. 25. — C. C., à Paris, 3 fr. — Merci à tous.

M., à Limoges. — B., au Mans. — J. G., à Dorignies. — E. D., à Pont-Saint-Vincent. — J., à Lorient. — F. J., à Gargenville. — B., à Chinon. — M. C., à Turin. — G. M., à Dobritch. — A. R., à Paris. — A. D., à Vincennes. — E. D., à Saint-Quentin. — J. S., à Saint-Junien. — C. C., à Paris. — T. G., à Vaux. — S., à Lyon. — K., à Hennebont. — V., à Nimes. — U., à Esschen. — L., à Verviers. — E. B., à Hanoi. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

DIXIÈME ANNÉE N° 10 — PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 — DU 9 AU 15 JUILLET 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

ON NE GARDE QUE

CE QUE L'ON SAIT DÉFENDRE

Quelque brutale qu'ait été l'appropriation de la terre, elle ne put s'accomplir intégralement ; elle ne s'implanta qu'en respectant certains droits affirmés par les dépossédés. Et les droits féodaux qui sont restés comme le type du droit de conquête et d'oppression à outrance, n'allaient pas sans quelques obligations du suzerain envers le vassal ; sans la reconnaissance par le premier, de quelque servitude réclamée sur son domaine par ceux qu'il pliait sous sa domination.

Evidemment, au cours des temps, les propriétaires firent tous leurs efforts pour affranchir leur domaine des servitudes consenties. La bourgeoisie, héritière des féodaux, ne fut pas la dernière à vouloir soustraire la propriété aux servitudes que faisaient peser sur elle la coutume et l'usage. Et, appuyée par l'autorité, par la magistrature et le nouveau code, un grand nombre surent enlever aux communes et aux riverains l'usage de certains droits datant de nombreux siècles.

Cela ne fut pas sans protestations ni luttes de la part des dépossédés : lutte sous toutes ses formes : juridique, résistance à la force armée, bris des clôtures élevées ; parfois suppression du propriétaire. En certains endroits ce dernier eut raison de la résistance, mais en d'autres l'énergie des usagers sut les amener à subir ce qu'ils ne pouvaient empêcher. M. Demolins, dans *Les Français d'aujourd'hui*, en cite plusieurs cas.

⁂

Le fait s'est reproduit tout dernièrement. Nos lecteurs doivent se rappeler ce fait qui défraya la presse pendant plus d'une semaine. Les habitants de Counozouls, petite commune de l'Aude, ruinés par les procès que leur faisait un M. Jodot, propriétaire d'une forêt sur laquelle les Counozouliens réclamaient certains droits de dépaissance et d'usage, respectés par les anciens propriétaires, s'étaient mis en état d'insurrection. Ils s'étaient armés, et gardaient leur village, perché au haut d'un roc, facile à défendre, et en chassaient les porteurs de papiers timbrés, exécuteurs des sentences d'une magistrature instituée pour la défense des droits du propriétaire, s'appuyant sur des titres, contre les propriétaires dépossédés n'ayant plus que de vagues droits tolérés.

L'autorité s'émut. Le préfet intervint, conseillers généraux, députés, se mirent en branle. On les avait laissé écraser de procès sans s'émouvoir ; la crainte d'un conflit armé tira tout le monde de sa torpeur. Aujourd'hui, les journaux annoncent que l'affaire est arrangée. Un propriétaire nouveau, la société Ader, se substitue au propriétaire récalcitrant, reconnaissant les droits des Counozouliens, leur faisant des conditions favorables de salaire pour les travaux d'exploitation en cours ; et, encore mieux, leur cédant la part de forêt dépendant de la commune, moyennant un paiement annuel.

⁂

Le nouveau propriétaire a-t-il agi par philanthropie, ou seulement par une meilleure compréhension de la situation ? cela n'a rien à voir dans la question. Ce qu'il y a de certain, c'est que si les Counozouliens n'avaient pas fait parler d'eux par leur menace de résistance violente, il ne serait venu à personne l'idée de s'interposer dans leur différend avec M. Jodot appuyé par la magistrature, ils auraient succombé dans ce duel juridique.

C'est leur énergie qui leur vaut la sauvegarde des droits qu'ils défendaient. Ce qui prouve donc, que « l'on ne garde que ce que l'on sait défendre », de même que « l'on n'acquiert que ce que l'on sait prendre ». Ce sont deux axiomes de sociologie qui conduiront les individus à leur émancipation lorsqu'ils sauront les mettre en pratique.

J. Grave.

ABDUL-HAMID ET FRANÇOIS-JOSEPH

Décidément la mode est aux décorations. Après la ferblanterie, si largement distribuée aux officiers de l'amiral Gourdon, voilà que le Commandeur des vrais croyants vient d'envoyer toute une mission spéciale pour porter la plus grande de ses décorations à son ami François-Joseph Ier, empereur romain et apostolique. D'après les journaux qui se connaissent dans cet article, le bigot François serait le troisième heureux possesseur de cette chère babiole. Le premier a été, comme cela se comprend, le fougueux et chevaleresque Kaiser et le second l'ex-marcheur Edouard d'Angleterre.

Que ces monarques y mettent de l'importance, je le comprends, mais ce que je ne peux concevoir, c'est leurs sujets qui, non seulement assistent impassibles à l'échange de ces crachats, mais encore qui souvent, trop souvent, hélas ! prennent part à la joie du souverain. Il ne se trouve donc personne assez courageux pour leur faire tâter du doigt le fin fond de la chose.

Ainsi les Viennois ne se doutaient pas que les lâches mandés de leur non moins lâche mandant, n'avaient pas seulement pour mission d'accrocher sur la poitrine du pieux Habsbourg, la décoration si convoitée, mais bien de prier le voisin gênant de fermer les yeux sur les affaires de Macédoine. Et pour un gris-gris, des milliers de vies humaines seront sacrifiées. Si les Viennois savaient cela, ils n'auraient pas fêté la mission ottomane ; ils l'auraient lapidée, renvoyée honteusement à leur lâche seigneur et maître.

Mais il ne savait pas cela, le brave peuple viennois, et il a pris part à la fête, a payé les réceptions, dîners, bals, etc., donnés en l'honneur de ces assassins. Il s'est ainsi transformé, inconsciemment, il est vrai, en complice.

Vido.

HYGIÈNE ET SOLIDARITÉ

Savoir, c'est prévoir.
Prévoir, c'est pouvoir.
Pouvoir, c'est devoir.

L'hygiène, décidément, préoccupe les gouvernements et passionne les administrations.

On objectera, avec vraisemblance, que les administrations, quelle qu'en soit la forme, et les gouvernements, d'où qu'ils tiennent leur prestige, ont d'ordinaire un autre, un seul souci, celui d'éterniser leur raison d'être, c'est-à-dire le *statu quo*.

Et en effet, c'est une engeance très spécieuse, retorse et jamais à court d'expédients. Présentement donc, pour conserver quelque apparence de nécessité, les pouvoirs publics suivent, d'une allure, il est vrai, bien ataxique, un mouvement qu'ils font semblant d'avoir innové.

Toutefois, malgré qu'ils en aient, encore est-il qu'ils restent passifs ; car ils représentent les points morts, l'inertie, la résistance. Et un courant les entraîne, dont ils n'ont pas l'air d'en-

trevoir la puissance, lequel emporte les hommes et les collectivités, dans l'accomplissement d'une transformation profonde, vers l'avènement d'une ère nouvelle.

Les vieilles habitudes fétichiques et centripètes se voient déracinées; le vieux régime, issu d'une première illusion anthropomorphique, avec son mécanisme subjectif et son oubli mortel de la vie, périclite, parallèlement à l'impérieuse montée du réel, toute une éclosion innombrable et contemporaine de tendances et de futuritions.

L'hygiène entre dans les mœurs parce que chacun se substantialise, devient quelqu'un.

Réduit jadis à la consistance amorphe et quantitative d'une unité conceptuelle et symbolique, l'homme a conquis peu à peu la matérialité; il n'est plus un simple signe numérique, *mais* une synthèse concrète et vivante; il a sa forme corporelle, il a des besoins, des sentiments, des idées, qui rendent explicite et saillante son individualité, son organisation.

Or, la fin première et dernière d'un être organisé, c'est l'exercice normal de ses fonctions vitales, c'est la santé.

C'est aussi pourquoi l'hygiène — qui est *la science de la santé* — a pris, dans les destinées sociales, une signification prépondérante.

Aujourd'hui on réglemente le travail industriel et l'hygiène des ateliers, des mines, des chantiers; on institue des comités de salubrité et des laboratoires d'analyse; on édicte éventuellement des quarantaines et des mesures de désinfection.

On opine, on ergote, on décrète. Mais les parlottes ne fondent, ne réalisent rien. Enfermées dans un monde figuratif, elles ne supputent rien qui dépasse le conventionnel. Dans la conjoncture, elles produisent, comme il fallait s'y attendre, une œuvre fantaisiste, mesquine et tatillonne, imprégnée du vieil esprit démarcatif: l'hygiène officielle proclame le respect des classes, alors que l'hygiène comme science, comme adaptation systématique des connaissances biologiques, réclame et suppose le respect des individus.

Si l'intervention gouvernementale est quasiment inopérante, elle est quand même un signe des temps; elle indique le développement grandissant, la portée aujourd'hui capitale de l'hygiène, elle indique un moment historique, elle est une manifestation épisodique et liminaire du transformisme social.

Et elle est loin d'être isolée.

L'activité privée, en effet, subit la même impulsion prophylactique. De toutes parts, surgissent persévéramment les créations variées du nouvel apostolat. Sociétés des habitations ouvrières, du jardin ouvrier, ligues antituberculeuses, ligues et journaux antialcooliques, congrès antivénériens, maisons pour convalescents, établissements pour enfants débiles, sanatoires, dispensaires, les études similaires se poursuivent d'arrache-pied, les entreprises et les organes appropriés vont toujours se multipliant.

Œuvre de ci, œuvre de ça. On s'assemble, on s'agite, on s'acharne. On travaille avec zèle et gratis, à la diffusion du bien-être, à la confortation des faibles et à l'enrayement des plus notoires contagions (1), et l'on emploie sensément la désirable stratégie contre l'ennemi protée, l'ennemi commun, la maladie. Mais on néglige de compter les coups d'épée dans l'eau; car on s'épuise en rubriques choisies, prospectus décoratifs et visées myopiques; de logique, de méthode, on n'a cure. Les résultats seront presque nuls parce qu'il y a dans la donnée initiale et dans la pensée directrice un vice rédhibitoire. Aveuglés par la passion routinière du catalogueur, atteints d'immobilisme et d'incuriosité, confinés dans la matière verbale et abstraite, accrochés, du reste, à la notion naïve d'une dualité individuelle et, partant, sociale, misonéistes, pour tout dire, les promoteurs et leurs émules ont sacrifié la chose à son schéma, l'être à sa fonction, l'essence à la contingence; au lieu d'envisager l'homme physiologiquement, dans son adéquation naturelle et sociale, ils considèrent l'existence par catégories, ontologiquement, suivant son identification économico-politique. La manie du compartimentage et la croyance à l'immanence de l'heure présente leur font voir, non point des hommes ayant les mêmes besoins, mais des unités légales dissemblablement réparties. Ici également, le respect des classes efface donc celui des personnes.

Aussi, pour intéressantes, pour indicatives que soient, d'ailleurs, ces tentatives semi-officielles, il est clair qu'elles n'aboutissent qu'à d'obliques palliatifs.

Par le soin qu'elles impliquent des santés corporelles, elles répondent peut-être, en quelque manière, au mouvement qui précipite les masses et les idées vers l'individualisme; mais elles ne répondent pas au but, ce but qui prime tous les autres, parce que pour tout homme, la santé prime tous les biens (1).

Mais d'abord — et c'est la plus urgente vérité, — la santé n'est pas un objet qui se laisse impunément accaparer.

En thèse générale, au surplus, l'accaparement n'est qu'une imbécillité. Il faut semer pour récolter. Les utilités gagnent à la propagation; c'est à cette condition qu'elles se développent, qu'elles se multiplient et qu'elles étendent proportionnellement la vie universelle et l'empire des facultés. En outre, il y a des phénomènes infaillibles, une loi rigoureuse de répercussion, en conséquence de laquelle chacun, par contact ou par contre-coup, éprouve la joie ou subit la souffrance de chaque autre.

L'isolement est une utopie. Aussi la société, machinée d'après un plan, des idées, des tendances qui ont épuisé leur objet, la société, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, est une utopie. Les gens pratiques prêchent l'épargne, le culte absolu du moi, et l'appareil économique, dans son ensemble et dans ses détails, consacre la religion antisociale des instincts primitifs.

Mais l'avenir n'est pas au passé. Le monde a marché malgré la furieuse résistance de ceux qui prétendent le conduire. Devant l'onanique fétichisme de l'or, devant les autels sanglants des modernes sauvageries, se dresse désormais l'accomplissement, l'échéance fatidique de toute une évolution: c'est ainsi qu'à la longue, s'est constituée l'adaptation normale de la pensée à la phénoménalité; à la longue s'est développée la puissante ordonnance du déterminisme expérimental, avec le sens du réel et l'intelligence de la mesure. Cette nouvelle discipline a transformé les mœurs dans leur intimité même et dissipé l'erreur égocentrique.

Sans doute il y a transitoirement du tirage. Trahis par les réminiscences de l'égoïsme ancestral, et désemparés, du reste, aussi par les contradictions dont fourmille un régime de contrainte et d'imposture, les hommes subissent la lutte pour l'existence et l'immoralité obligatoire avec la docilité banale que leur commande le souci matériel de la vie.

Les besoins primaires devancent toutes les raisons, cela va de soi, mais la masse des affamés, rivée au travail et privée du luxe des idées, possède quand même un idéal et elle a la prescience, affective ou raisonnée, d'un monde meilleur où la cohérence détrônera la coercition, où la sincérité remplacera la ruse.

Alors seulement les individus pourront s'épanouir, avec l'appoint du concours mutuel, en un faisceau pressé d'énergies, dans la maturité confiante et tranquille de leurs instincts solidarisés, et l'hygiène, en même temps, cessera d'être une science théorique et inapplicable.

A quoi sert la science, en effet, dans une société qui met la salubrité en coupe réglée, monopolise le confort, entretient l'existence de foyers morbides et favorise l'éternelle dissémination des contages, l'éternelle misère physiologique? Car le métal-monnaie d'abord, le papier-monnaie, les bons quelconques, et tous les emblèmes réglementaires de l'échange, manipulés par toutes les mains, souillés par tous les contacts, infectés par tous les milieux, sont les instruments supérieurs et les véhicules ordinaires de la contagion: le misérable engin qui promène le mirage de la vie économique promène aussi la dévastation, la pathogénie et la mort.

(*A suivre.*) Dr SEGARD.

(1) L'alcoolisme aussi est un processus de contagion: c'est parce qu'il y a beaucoup de cabarets qu'il y a beaucoup d'ivrognes; la vérité réciproque n'empêche pas la justesse de cette assertion. Bien plus, nombreux sont les cas où l'action et la réaction produisent de la sorte un cercle vicieux. L'effet devient une cause, et la cause un effet. Quant à la cause originelle, la cause des causes, on l'atteint chaque fois, si l'on remonte le courant des phénomènes. L'alcoolisme a son principe dans l'inégalité économique et l'impossibilité qui s'ensuit d'être heureux.

(1) Le plus précieux des biens, c'est la liberté, semble-t-il. Mais quand la santé est absente, le déterminisme est faussé, la liberté n'existe pas. De même, sans la liberté, sociologiquement parlant, la santé n'est pas admissible.

COLLABORATIONS ORIGINALES

L'affaire de Neuvilly.

Dans un article émouvant de simplicité, Buré a dit ici même l'effroyable histoire de ces trente-neuf malheureux tisseurs des deux sexes, expiant dans les cachots de la République le crime de misère. C'est la sombre tragédie sociale des *Tisserands* de Hauptmann, que notre petit village industriel du Nord fait revivre. Je laisse l'exposition du drame à mon excellent collaborateur et ami:

Neuvilly, sur la ligne de Valenciennes, est un petit centre de 2.700 habitants. La famille Cayez y possède un tissage de cinq cent trente-cinq métiers, qui occupe environ quatre cent cinquante personnes, hommes, femmes et enfants. On y paie communément des salaires de *vingt-quatre sous par jour* et un tout petit nombre de privilégiés — deux cents environ — parviennent à gagner de 1 fr. 30 à 3 fr. Deux ouvriers seulement se font 4 francs par jour. En fait, nombre d'articles sont payés à Neuvilly cent pour cent meilleur marché qu'à Armentières et Houplines où pourtant la misère est si grande.

L'ingéniosité patronale s'est déployée pour instituer un système d'amendes et de retenues. Les jours de paie on se croirait chez Dreissiger, le fabricant de futaine des *Tisserands*. Pas une pièce n'est acceptée sans réserve. Toujours *le visiteur* y trouve des défauts. Il y a mieux. Le vérificateur des poids et mesures, à qui l'on avait rapporté que les pièces rendues étaient mesurées avec un tambour qui se trouvait compter en moyenne 107 mètres pour 100 mètres, se rendit à l'usine. Quand il se présenta, il apprit que le tambour venait d'être cassé. Malencontreuse coïncidence! La preuve des fraudes patronales se trouve dans ce fait que des ouvriers qui ont eu le courage d'aller aux prud'hommes se sont vu allouer de 20 à 30 francs de supplément sur les offres du patron. A Neuvilly, est-il besoin de le dire, les lois de protection sociale sont inconnues. Le patron est maître absolu. On raconte qu'un contremaître zélé faisait respecter ses droits à coups de bâton. A côté de l'usine fonctionne un économat où la philanthropie des Cayez force les ouvriers à s'approvisionner: on y vend fort cher de mauvais produits.

Ceci se passe à quelques heures de Paris, dans notre République française de « solidarité », de « fraternité », deux ans après le règne d'un ministre du commerce qui représenta le socialisme au gouvernement.

Un régime comme celui que dépeint Buré ne va pas sans jeter quelques ferments de haine dans les âmes. Les indifférents eux-mêmes ne pourront s'en étonner. Ce qu'ils ne soupçonneraient pas, et ce qui est pourtant, en pareille

rencontre, le phénomène de psychologie sociale le plus ordinaire, c'est que les passions d'inimitié se manifestent invariablement avec plus de violence dans la petite cohorte des oppresseurs que dans la masse inerte des opprimés. Il y a longtemps qu'on l'a dit : l'oppresseur est la première victime du mal qu'il déchaîne autour de lui. Avant tout autre, quoi qu'il puisse dire, il a conscience de son crime et, sentant qu'il attente aux droits de l'humanité, prévoyant l'inévitable revanche, il cherche, par l'écrasement complet, à supprimer le droit de légitime défense chez le compagnon de labeur dont il a fait son adversaire.

Que l'opprimé se soumette en silence, qu'il ploie l'échine jusqu'à terre dans la servitude abêtie, qu'il aille au-devant des coups, qu'il lèche la main qui le torture, ce ne sera jamais assez. Encore plus bas, toujours plus bas, pour que le redressement des générations à venir demeure impossible. Et la bête, en effet, qui seule survit dans l'homme *servilisé*, souvent s'abaisse jusqu'à se faire au joug, jusqu'à ne plus rien concevoir en dehors des tortures, qui lui paraissent le lot naturel de sa destinée. Le bœuf, à la charrue, s'arrête-t-il en attitude de révolte pour savoir ce que devient son droit aux mains du laboureur qui met à la fin du sillon l'abattoir ? L'homme, à l'autre bout du timon, a besoin de songer longtemps pour découvrir qu'il peut rompre le lien de fer qui l'unit à la bête en se faisant un sort meilleur.

Et la chaîne infrangible qui rive le corps et l'âme à la machine, combien plus dure encore ! C'est là que se consomme l'affreux sacrifice de l'être *mécanisé*, ravalé par le monstre de fer qui le tient en ses engrenages au rang de la bielle vulgaire dont on ne saurait dire, dans la stupeur du balancement sans fin, si c'est l'acier qui commande ou qui obéit. L'idéal de l'asservissement cette fois ! Plus rien de l'initiative humaine, de l'énergie volontaire. Une créature de somme qu'on détache pour dormir, pour manger, pour procréer à l'usage des machines futures, et qui quotidiennement revient prendre le joug par simple besoin de vivre, sans chercher plus que la bête elle-même un motif à la vie.

Eh bien ! non. Il reste trop de l'homme encore en ces mornes automates auprès de qui pâlit la classique peinture du paysan de La Bruyère. Que l'un deux se redresse, que son regard stupide affronte sans pensée l'œil inquiet du dominateur qui le met en œuvre, et le fort recevra le choc du reproche cruel qui survit dans le faible, alors même que le misérable est hors d'état de le formuler. En cette prunelle vide, il lit la révolte qui n'y est pas encore, parce qu'il sait qu'elle y sera. Combien de jours, de mois, d'années, de siècles, peut-être, aura libre carrière sa domination ? Il l'ignore, il sait que l'esprit humain est à l'œuvre, et que cette œuvre — étant de liberté — prononce sa condamnation. Alors, sans rien vouloir connaître, sans attendre des jours dont la seule menace l'affole, sentant redoubler son éternelle peur des comptes à venir, il redouble de précautions ombrageuses, de mesures restrictives, de violences contre tout ce qui pourrait être tentative de libération. Alors, toutes les occasions sont propices, tous les prétextes sont valables pour la répression qui doit arrêter l'effort de la masse terrorisée.

Vais-je dire que les foules, ignorantes en leurs mouvements incoordonnés, n'apportent pas souvent aux puissances sociales l'excuse des manifestations de brutalité ? L'histoire serait là pour me démentir. Je cherche à caractériser un processus d'humanité sans flatter ni vilipender l'une ou l'autre partie. Je dénonce un système de terreur sociale bien autrement durable, bien autrement meurtrier que la terreur politique d'une crise révolutionnaire. Je le dénonce moins pour maudire que pour apitoyer, pour faire réfléchir et les forts qui abusent, et les indifférents qui laissent faire, et les pouvoirs publics qui doivent à tous indistinctement l'arbitrage du droit.

Car c'est là toute l'histoire de Neuvilly. Les tisserands essayent d'une société coopérative de consommation. Le maître répond par une réduction de salaires. La grève ! Le maire, un brasseur, les directeurs d'une sucrerie viennent en aide généreusement aux ouvriers luttant pour le droit à la vie. Menace de la fermeture de l'usine, suivie d'un commencement d'exécution. Attroupement tumultueux. Des cailloux sont jetés à travers la grille du château. Nul dommage. Mais la conclusion, lorsqu'une lampe renversée mettra le feu à des tentures, que les grévistes ont incendié le château. Gendarmes et magistrats tout aussitôt d'apparaître. C'est le cinquième acte réglé par la coutume de tous les temps. Ah ! « *le fait du Prince* », c'est là qu'on peut le découvrir dans sa hideuse nudité. C'est là aussi que les pouvoirs publics auront soin de ne pas l'apercevoir.

La grève est finie. Soixante-dix tisseurs sont renvoyés. Soixante-dix familles privées de leur pain ! C'est la religion qui triomphe, car l'usine et ses dépendances s'emplissent de tous les crucifix décrochés des prétoires, et c'est au nom du Christ que l'égoïsme féroce de la ploutocratie déchaîne ses pires cruautés. Car aussitôt le travail repris, vingt-sept accusés, puis douze, sont voiturés à l'instruction, hommes, femmes, jeunes filles, en tas. On terrorise les témoins. Un maréchal des logis les interroge *dans le bureau même du patron*. Pour détruire le syndicat ouvrier, qui tient en échec l'économat patronal, on saura sur qui faire tomber la lourde main d'un juge dont l'avancement ne peut attendre le succès des revendications ouvrières.

Malgré tout, il faut prononcer dix-neuf mises en liberté provisoire, et comme on redoute le jury, on met en route vers la police correctionnelle le plus grand nombre des accusés bien que la qualification du délit l'interdise, car il faut, *dans un intérêt social*, des condamnations. On n'en pourra pas obtenir pour le crime d'incendie faute de preuves. Mais quelques mois de prison distribués aux « mauvaises têtes » seront d'un avertissement salutaire aux innocents, qui croient voir dans les lois de la République les garanties de leurs droits. C'est M. le garde des sceaux de la République — un radical presque socialiste, s'il vous plaît, — qui préside naturellement à toute cette affaire. Et je vois les journaux conservateurs se lamenter sur la cruelle durée d'une détention, déjà vieille de trois jours, dont souffrent trois officiers convaincus d'avoir faussé la comptabilité des deniers de l'Etat. Comparez.

G. Clemenceau.

(*L'Aurore*, 4 juillet.)

CROCS ET GRIFFES

L'Indépendance de la magistrature. — A la Commission du million. — M. le Procureur général Bulot. — Il n'y a eu qu'une seule communication à la chancellerie. J'ai pu causer des affaires avec M. le garde des sceaux ou avec M. le Président du Conseil. J'avais peut-être emporté le dossier à ce moment pour conférer avec les pièces sous les yeux...

M. Sembat. — Vous avez parlé de l'intérêt supérieur : il y a donc une raison d'Etat devant laquelle un magistrat est obligé de s'incliner?

M. Bulot. — Sous peine d'être révoqué, évidemment ! ... L'instruction n'a pas continué longtemps ; elle a abouti à un non-lieu parce que, ne pouvant aller plus loin, je me suis incliné devant la raison d'Etat, « le fait du prince » si vous voulez.

Citoyens français, vous voilà désormais avertis. Si vous n'êtes amis de magistrats ou de politiques, quand vous aurez affaire à la justice, jouez simplement à pile ou face — à moins que vous ne préfériez l'action directe... ou la monarchie constitutionnelle de l'Angleterre.

(*Européen* du 2 juillet.)

⁂

Mentalité d'état-major. — Entendu l'autre jour à l'audience de l'affaire Valcarlos-Rochefort, ce mot d'un des plus gros messieurs de la presse catholique et nationaliste à l'un des plus gros messieurs de l'état-major.

Me Labori plaidait. Il venait d'écraser l'agent de police Guénée et son compère Henry.

— C'est dommage qu'elle n'ait pas pénétré, dit le journaliste au militaire.

Elle, c'était la balle de l'assassin de Rennes.

(*Européen* du 2 juillet.)

⁂

Autre exemple. — *Les services du lieutenant-colonel Rollin.* — Rollin avait un talent tout spécial pour décacheter la correspondance suspecte qu'apportait chaque matin un facteur-chef de l'administration des postes. Il employait certain fer à repasser qui, entre ses mains habiles, accomplissait des prodiges.

Un jour, un agent occasionnel qui avait été mis à la disposition du service des renseignements par la sûreté générale, tenta de trahir nos intérêts. Barbier, ainsi s'appelait ce très jeune gredin, avait été installé à Bruxelles. Rollin sut bientôt qu'il avait offert à un agent allemand de lui vendre les noms des agents français à l'étranger. Aussitôt Rollin dépêcha un agent de la Section spéciale à Bruxelles avec mission de ramener le misérable Barbier avant qu'il eût pu tenir sa promesse.

— Il nous le faut ici mort ou vif, dit Rollin. Allez, s'il le faut, jusqu'à la boulette inclusivement.

Ce sont ces qualités de rapidité dans la décision et d'implacable énergie dans l'exécution qui ont valu à Rollin d'être promu chef de bataillon alors qu'il avait à peine quarante ans, puis d'être placé, pendant une période particulièrement difficile, à la tête de ce service auquel il avait consacré plusieurs années de sa vie.

(*Petit Parisien* du 30 juin.)

MOUVEMENT SOCIAL

Un jeune Algérien, ayant accompli au 3e zouaves l'année de service qu'il avait à faire, renonça à la dispense à laquelle il avait droit. Il y a comme ça des gens qui trouvent qu'un an de caserne, ce n'est pas encore assez. Etait-ce son pauvre galon de caporal qui avait tourné la tête à celui-ci? Peut-être. Il voulait donc hâter encore du métier ; il en tâta.

On le fit passer au 1er zouaves, à Fort-National. Là, il tomba sous la coupe d'un lieutenant à qui sa tête déplaisait sans doute, car il passait tout son temps à l'injurier et à le punir, sous les moindres prétextes. Si bien qu'un jour, las de cette persécution continuelle, ne se sentant pas la force de supporter cette existence durant deux ans entiers, le caporal dit à ses camarades : « Demain je ne serai plus au 1er zouaves ; le lieutenant m'en a fait trop voir, il m'a trop humilié devant toute la compagnie, je ne peux plus, je ne peux plus... »

Le lendemain, il se tirait dans la tête une balle de fusil, qui le tuait net. Solution vraiment bien *bête*. Ne pouvait-il en trouver une autre?

Naturellement, enquête ouverte, comme toujours. Et malgré les dépositions accablantes des hommes de la compagnie, le lieutenant n'a pas été inquiété, et continue son petit métier, comme devant.

⁂

Je ne sais quel conseil de guerre vient de condamner à 5 ans de travaux publics un soldat qui avait refusé de faire le peloton de punition, avait jeté son fusil à terre, puis l'avait ramassé pour en menacer le sergent, menace bien inoffensive, sans cartouche ni baïonnette, 5 ans de travaux publics.

Ils existent toujours, les conseils de guerre.

⁂

Plutôt que de porter sur l'acte de l'anarchiste Baumann un jugement qui, de toutes façons, serait inscientifique, donc injuste, j'aime mieux reproduire simplement le compte rendu de son procès paru dans l'*Aurore* (1er juillet). Abstraction faite de l'acte

que d'ailleurs la loi nous défend d'apprécier librement, on trouvera dans certaines réponses de Baumann quelque bon sens.

Les médecins l'ont déclaré responsable. Mais son acte est bien d'un fou.

Ancien engagé volontaire en 1870, Auguste Baumann est un ouvrier ornemaniste d'une remarquable habileté. Il connaissait son mérite et n'entendait travailler qu'à bon prix. Prétention, certes, bien légitime. Mais le résultat fut qu'il ne trouva pas souvent à travailler, d'autant qu'il n'est plus très jeune. Après avoir quelque temps lutté contre la misère, il se résolut à un éclat « pour protester, a-t-il dit, contre la misère publique ».

Le 17 octobre 1903, rencontrant rue Cassette, l'abbé Lebel qu'il ne connaissait nullement, il lui tira trois coups de revolver.

L'abbé fut très grièvement blessé. Il fallut le trépaner deux fois. Une balle lui est restée dans la tête. Son état est encore tel qu'hier à l'audience, au moment de déposer, il s'est presque évanoui et il fallut l'emporter.

Quant à Baumann, après son attentat, il avait pu se retirer sans être inquiété, la rue Cassette étant d'ordinaire déserte.

Ce fut lui-même qui, le 1er décembre, vint se constituer prisonnier, expliquant que voulant se suicider, il apportait sa tête à la guillotine.

Sa défense, hier, devant le jury, a été un mélange d'extravagances et de traits de lucidité.

Comme le président lui demandait s'il est anarchiste, Baumann, secouant sa longue barbe blanche et redressant sa tête de patriarche, répondit :

— Je suis, moi, un révolté, et c'est assez.

Le président ajoutant qu'il savait bien qu'il n'avait pas à craindre la guillotine, puisque sa victime n'était pas morte, Baumann répliqua :

— Et Vaillant?

Puis il continua :

— Si je n'ai pas tué l'abbé, c'est que mon revolver ne valait rien. Le marchand qui me l'a vendu est un voleur comme tous les marchands.

A l'observation que l'abbé Lebel est un prêtre charitable, Baumann eut cette riposte :

— Avec notre argent.

Le président décrivant les blessures de l'abbé Lebel et rappelant qu'il avait encore une balle dans la nuque :

— Eh bien, fit Baumann, comme ça il aura la tête plombée.

Puis il se mit à débiter une profession de foi.

— La société a trois pivots, le curé, le soldat, le juge : le curé qui entretient l'ignorance, le soldat qui réprime toute velléité d'émancipation sociale, et le juge qui achève ceux que les balles ont épargnés. Je n'en voulais pas à l'abbé Lebel, mais à la caste. J'ai tiré sur lui comme j'aurais tiré sur un général. On ne voulait plus de moi pour travailler. On préférait de plus jeunes, qu'on paie moins cher. Il ne me restait que trois moyens : la restitution, que vous appelez le vol, la mendicité, ou le suicide.

J'ai écarté la restitution ; je n'ai pas voulu m'avilir en mendiant, j'ai choisi le suicide par la guillotine.

Et comme conclusion :

— Je ne suis pas un assassin, je suis un justicier. La justice est la sanction des iniquités sociales.

Enfin, un témoin déposant qu'après l'attentat, il avait pris Baumann par l'épaule :

— Vous, m'avoir pris par l'épaule! Allons donc! Si seulement vous m'aviez touché du bout du doigt, je vous aurais cassé la figure, pour vous apprendre à faire le policier amateur!

L'accusation visait la tentative d'assassinat. Le jury, sur une plaidoirie de Me Justal, a écarté la préméditation et Baumann, déclaré coupable de meurtre, a été condamné à quinze ans de travaux forcés et dix ans d'interdiction de séjour. Ch.

⁂

Paris, 1er juillet. — On mande de Cherbourg : Un groupe de sous-officiers et marins a entonné hier soir l' « Internationale » sur le pont du contre-torpilleur *Forbin*. Le commandant fit immédiatement arrêter le premier maître-fourrier et quatre matelots. L'officier marinier a été puni de 15 jours d'arrêts de rigueur et les hommes de 1 mois de prison sans solde ni sursis.

(*D'un journal bourgeois.*)

⁂

Un acte révoltant quoique très légal, ce qui prouve que loi et justice ne sont pas synonymes — vient de se passer à Saint-Etienne. Un ménage, dont le mari presque aveugle, exploitait un café dans une des principales rues de la ville. Comme il n'est pas donné à tout le monde de réussir dans le commerce, ceux-ci firent de mauvaises affaires. C'est ainsi qu'ils devaient à leur propriétaire environ 300 francs de location. Pour cette minime somme, représentant à peine le quart de la valeur du matériel du café, celui-ci fit procéder à la vente du fonds de café et du mobilier de sa locataire. Celle-ci fut tellement affectée de sa situation, qu'au moment où la vente commença, elle tenta de se suicider en s'enfonçant, à deux mains, un couteau dans le ventre.

On a peu d'espoir de la sauver. Ce qui n'empêcha pas les hommes de loi de continuer la vente.

Sujet de commentaires peu flatteurs de la part de la population et de la presse, le propriétaire a cru devoir se disculper, en envoyant une note à un journal local.

Ecoutez : Ce que j'ai fait, c'est ce qu'auraient fait à ma place, c'est ce que font tous les jours tous les propriétaires, et je ne crois pas pour cela être sans cœur, ni sans pitié. Je ne suis pas assez riche pour pouvoir garder chez moi gratuitement des locataires qui ne me paient point, ni pour leur faire remise de ce qu'ils me doivent.

Evidemment, et tant que la loi sanctionnera le droit de propriété, on verra des faits pareils se reproduire.

GALHAUBAN.

Mouvement ouvrier. — *La Voix du peuple* publie dans son dernier numéro paru l'ordre du jour du prochain congrès corporatif qui aura lieu a Bourges, du 12 au 17 septembre.

Ce Congrès, de l'avis de tous, se présente comme un des plus intéressants qui aura eu lieu jusqu'à ce jour. Le développement pris et l'activité déployée par la Confédération générale du travail, sa méthode d'action assez nettement révolutionnaire, ont attiré les critiques et même parfois les attaques perfides de certains politiciens, dépités de voir les organisations ouvrières mener leur propagande absolument en dehors de leur influence.

Socialistes réformistes et positivistes nettement réactionnaires ont mené l'assaut de concert.

Pendant sept ou huit années, la Confédération n'a existé que sur le papier et jamais ces éléments qui aujourd'hui, en agissant de concert, n'obéissent qu'à des inspirations politiques, n'avaient songé à la faire vivre, mais maintenant qu'elle peut devenir un danger pour l'état bourgeois, il faut à tout prix essayer d'enrayer son action.

Fidèles à leur axiome « Réunir les partisans de l'ordre contre ceux du désordre », les positivistes se sont chargés de tenter, sinon de détruire tout au moins de changer l'orientation de l'organisation révolutionnaire qu'est aujourd'hui la Confédération générale du travail.

En bons politiciens, ces adversaires de tout mouvement révolutionnaire cherchent un moyen de s'en emparer, et c'est pour cela qu'à Bourges, au lieu d'échanger des vues sur les meilleurs moyens à employer pour tenter l'assaut de la société capitaliste, il sera perdu un temps précieux à discuter à nouveau sur la revision de statuts.

Et cette revision de statuts portera presque entièrement sur « la représentation proportionnelle ». Actuellement, chaque syndicat, dans l'organisation ouvrière en vaut un autre, et c'est justement ce que ne veulent pas admettre deux ou trois organisations plus riches en nombre qu'en action effective, et où l'influence positiviste se fait plus particulièrement sentir.

En demandant « une représentation proportionnelle » basée sur l'effectif de chaque groupement, trois ou quatre fortes organisations, dont les conditions économiques propres à leur industrie ont permis le développement plus facilement que dans d'autres corporations, espèrent par des « coups de majorité » se rendre maîtresses du mouvement syndical et pour cela le diriger. Il y a là certes un gros danger qui n'échappera à aucun militant.

Nous avons vu, en effet, de petites organisations avoir plus d'influence sur le patronat que de fortes et vieilles organisations qui se contentent de piétiner sur place et de n'être que des mutuelles plus ou moins déguisées.

Notre conception du mouvement syndical est tout autre et nous estimons que tout groupement par le fait qu'il existe répond à une nécessité, et quelle que soit sa force numérique, il doit en valoir un autre.

L'organisation ouvrière se doit donc à elle-même de considérer tous ses groupements comme égaux, et il est regrettable de constater, dès maintenant, qu'un temps précieux sera employé au prochain congrès de Bourges, pour discuter à nouveau une question déjà écartée par les précédents congrès corporatifs.

En attendant, je ne saurais trop engager les camarades qui ne dédaignent pas batailler dans le mouvement syndical à étudier de très près cette question et de la discuter dans leur organisation.

Quoique, je le répète, il soit à prévoir que beaucoup de temps sera encore perdu cette année à discuter « les modifications de statuts » que l'on pouvait espérer définitifs après le Congrès de Montpellier qui avait été presque uniquement consacré, lui aussi, à modifier ce qui existait auparavant, d'autres questions importantes sont à l'ordre du jour du Congrès de Bourges.

J'en examinerai quelques-unes la semaine prochaine.

⁂

A Brest, l'agitation est à peu près générale et l'une après l'autre dans toutes les corporations les travailleurs présentent leurs cahiers de revendications à leurs exploiteurs.

Les employés des tramways n'ayant pu obtenir de réponse de la compagnie qui les emploie, se sont mis en grève et ont formulé les revendications suivantes : 1° augmentation de salaire pour les chauffeurs; 2° augmentation de 50 centimes pour les hommes d'équipe de nuit; 3° augmentation de 15 francs par mois pour les cantonniers; 4° rétablissement de la prime d'économie aux ouvriers de l'usine; 5° réintégration d'un ouvrier mécanicien.

Craignant que les ouvriers, outrés des procédés employés vis-à-vis d'eux, ne s'attaquent au matériel, la compagnie, au risque de tuer net quelques malheureux, avait continué à envoyer un courant à haute tension par les fils conducteurs. La tentative a échoué et dans plusieurs endroits les fils ont quand même été coupés et la grève continue.

Depuis les dernières élections municipales, Brest possède une municipalité « socialiste » dont font partie quelques-uns de ceux qui, avant d'être élus, semblaient ne pas manquer d'énergie.

Maintenant tout est changé, et les énergiques d'hier, pourvus d'une parcelle d'autorité, sont en train de l'employer contre ceux qui les ont élus et les travailleurs brestois font en ce moment l'expérience de leur nouvelle municipalité socialiste. La semaine dernière, tout un quartier de la ville était gardé militairement, simplement parce qu'avait lieu une réunion pour la coopérative. La municipalité ne peut plus souffrir la moindre réunion et le nouveau maire socialiste ne croit pouvoir siéger que protégé par la gendarmerie et la troupe qu'il réquisitionne au moindre prétexte.

Dimanche dernier, cette intelligente façon de procéder a exaspéré les ouvriers et, à la sortie d'une réunion, les gendarmes ayant voulu se montrer agressifs, les travailleurs qui, cette fois, étaient en nombre, se sont bien défendus. La lutte à certain moment a même été vive, et les pandores n'ont pas toujours eu le dessus, malgré les coups de sabre et les chevaux lancés sur la foule.

Il s'en est même fallu de peu que l'un d'eux, qui avait déjà une corde au cou lorsque ses collègues parvinrent à le délivrer, ne fût précipité à la mer.

Une manifestation ayant été préparée pour protester contre les procédés employés vis-à-vis des travailleurs et les gendarmes continuant a poursuivre les manifestants, ceux-ci se sont défendus et les ont, à plusieurs reprises, criblés de cailloux et huit d'entre eux auraient, à ce qu'il paraît, été assez grièvement blessés. Du côté des travailleurs il y a aussi des blessés dont plusieurs femmes; mais ceux-ci sont soignés à domicile par crainte des représailles.

Dans la soirée, les dockers étant allés en groupes à la gare chercher le drapeau de leur syndicat, une nouvelle manifestation a eu lieu, et c'est drapeau rouge en tête qu'une manifestation imposante s'est déroulée à travers la ville; mais comme cette fois les gendarmes avaient reçu l'ordre de rentrer dans leur casernement, aucun nouvel accident n'eut lieu.

Par contre le maire « socialiste » avait réquisitionné la troupe, et la gare ainsi que plusieurs points de la ville étaient gardés militairement.

La grève des employés des tramways continue et il est probable qu'à l'heure où paraîtront ces lignes, la grève sera générale pour les ouvriers du bâtiment et les allumeurs de gaz.

P. DELESALLE.

* *

Rectification. — Ce ne sont pas les ouvriers en limes de l'usine de Trablaine, au Chambon-Feugerolles qui sont en grève, mais les ouvriers de l'outillage. Seulement la grève de ceux-ci, pourrait bien, si elle se prolonge, entraîner une cessation de travail pour ceux-là.

Une nouvelle entrevue a eu lieu en présence du juge de paix. Devant les prétentions des patrons, la conciliation a échoué et les pourparlers ont été rompus. La grève continue donc.

Galhauban.

Etats-Unis.

Une catastrophe terrible, indescriptible, due à l'avidité capitaliste, vient de se produire, le mercredi 15 juin, à dix heures du matin, sur la rivière de l'Est.

Un bateau d'excursion, le *Général Slocum*, qui transportait environ 2.500 personnes, principalement des femmes et des enfants, a pris feu et les flammes se sont propagées avec une rapidité effrayante.

Les passagers, pris de panique, se jetaient à l'eau pour échapper aux flammes. Et quand le *Général Slocum* se fut enfin échoué près de North Brother Island, des centaines de femmes et d'enfants se débattaient dans l'eau, où un grand nombre d'entre eux ont trouvé la mort.

Le *Général Slocum* avait embarqué vers neuf heures du matin, au quai de la 3e rue Est, les invités à la 17e excursion de l'église luthérienne allemande de Saint-Marc.

L'excursion avait été organisée par les dames de l'église ; il y avait à bord tous les enfants de l'école du dimanche et plus d'un millier de parents et amis. Ce monde plus ou moins religieux et innocent, ne s'attendait guère, que quelques instants après leur embarquement, les attendait une fin aussi tragique.

On a beaucoup commenté sur la puissance divine qui n'a pu protéger ses adorateurs, ce pieux monde en route vers d'innocents plaisirs. C'est sur les crimes du capital qu'on aurait dû faire de plus longs et plus justifiés commentaires.

La rapidité avec laquelle les flammes ont gagné les parties hautes du bateau, explique la panique effroyable qui s'est déclarée parmi les passagers. Quelques instants après la première alarme, on voyait des femmes et des enfants, les vêtements en feu, sauter dans la rivière. Il s'est produit alors des scènes affreuses. Des mères jetaient leurs enfants à l'eau pour les sauver des flammes. Sur le pont supérieur, où beaucoup de malheureux s'étaient réfugiés, il se produisait de formidables poussées ; des groupes de femmes tombaient dans la rivière, la balustrade du pont ayant cédé sous la pression. Quand le bateau se fut enfin échoué sur les plages de North Brother Island, les deux ponts se sont effondrés, entraînant dans les flammes un certain nombre de passagers. Le nombre des morts s'élève approximativement à neuf cents.

Inutile de dépeindre les scènes déchirantes ou lugubres, qu'il est facile du reste de s'imaginer.

C'est donc un véritable holocauste, un sacrifice fait au veau d'or.

Il suffit de citer le témoignage de témoins oculaires pour que les *Temps Nouveaux* sachent au juste ce dont sont capables les gouvernants et capitalistes américains.

Le témoignage de Jacob Miller qui se trouve parmi les passagers sauvés, est significatif. Tous les autres témoins entendus, sans exception aucune, n'ont fait que confirmer son témoignage. « J'ai pris sept ceintures, a dit Jacob Miller, et elles sont *toutes* tombées en morceaux quand j'ai voulu les essayer. Il est bien certain qu'un grand nombre de personnes auraient été sauvées si les ceintures de sauvetages avaient été en bon état.

L'examen des ceintures de sauvetage trouvées sur la côte de North Brother Island, a prouvé que : la toile qui les recouvrait était tellement pourrie que le moindre effort la déchirait et tout le liège s'en échappait.

La pompe du bord n'a pu fonctionner, les tuyaux ayant crevé. Insuffisance de bateaux ou de radeaux de sauvetage sur un paquebot transportant 2.500 personnes, tel est l'acte d'accusation formulé contre la « Knickerbocker Steamboat-Company ».

C'est la vieille, la même sempiternelle histoire : l'argent, le dieu dollar et la corruption officielle se moquent de la vie humaine. Il a été prouvé que les ceintures de sauvetage étaient les mêmes que lors du lancement du bateau, il y a treize ans.

Les renouveler eût coûté de l'argent, la vie humaine ne coûte rien.

Les pompes du bord n'étaient pas en état de fonctionner, leur entretien coûte de l'argent ; qu'importent les vies humaines ? Comme pour l'incendie de « l'Iroquois Théâtre » de Chicago, comme pour les nombreux accidents qui arrivent journellement sur les différentes voies ferrées, la cause en est la même.

La cupidité, la soif de domination, et en somme le capitalisme et l'autorité seuls, sont responsables de ces terribles catastrophes, ces fléaux de notre époque.

On parle de punir les coupables. Ce ne sont pas quelques individualités plus ou moins proéminentes qu'on devrait punir, c'est un système qu'on devrait jeter à bas. D'ailleurs, les gros financiers intéressés se moquent du code, et ne s'en servent que pour asservir et exploiter les petits. Les inspecteurs nommés par le gouvernement ont de hautes influences, aussi, seuls quelques subalternes seront sacrifiés pour calmer et satisfaire l'opinion publique.

Puissent les souffrances morales et physiques créés par cette catastrophe, aider à dessiller les yeux aux ignorants et aider à jeter à bas le régime de misères et d'oppression sous lequel nous vivons.

Hubus.

* *

Correspondance particulière de Het Handelsblad. — *New-York*, 17 *juin* 1904. — A cause de ce qui était déjà survenu, dans le commencement de l'année, 1904 était considéré ici comme une année de malheur ; mais l'incendie du bateau à vapeur *General Slocum* dépasse tous les accidents passés, même ce terrible incendie de théâtre à Chicago, au commencement de l'année.

Mais, ici, comme là-bas, la corruption dans le corps des employés est encore la cause que les règlements de sécurité n'étaient pas exécutés, et par conséquent qu'un millier de vies humaines sont perdues.

Combien de gens sont estropiés et forcés pour un certain temps de rester inactifs, par cette catastrophe ? Mais à part ces malheureux qui comblent les hospices, on a dû aussi héberger ceux — et il y en a des dizaines ! — qui, devenus enragés par la perte de toute leur famille, ou de beaucoup d'êtres chéris, doivent être soignés dans les sections des aliénés. Beaucoup de ces derniers sont considérés comme incurables par les médecins ; c'est donc pire que la mort, pour ainsi dire.

Quand, il y a un mois, l'inspection officielle eut lieu, on avait déclaré sur le papier qu'elle était trouvée « first class ». Oui, on avait fait quelques réparations et mis çà et là un peu de couleur. Mais qu'est-ce qu'on sait maintenant ? Que les défauts suivants existaient :

a. Les bouées de sauvetage ne pouvaient flotter ;

b. Les ceintures de sauvetage qu'on a trouvées, étaient inutilisables, et la plupart remplies avec du liège pourri. En outre, personne ne savait comment se mettre une ceinture pareille, tandis que les endroits où on les garde étaient si hauts, que seulement les personnes d'une certaine hauteur pouvaient les atteindre ;

c. Tous les canots de sauvetage étaient ainsi placés, que pas un seul ne put être mis dehors au moment fatal ;

d. Les vis des tuyaux d'incendie étaient cachés de telle sorte que les pièces ne purent être mises ensemble ;

e. Bien que « dans les livres » il fût fait mention de plusieurs nouveaux tuyaux d'incendie, — qu'on disait avoir été renouvelés lors des réparations de l'hiver passé — plusieurs témoins déclarent que les tuyaux cassaient l'un après l'autre ;

f. Tandis qu'il y avait trop peu de matelots à bord pour un si grand bateau, ils étaient inexpérimentés quant à l'emploi du matériel d'incendie ;

g. Bien que le capitaine du *Slocum*, un marin éprouvé, voyait qu'en tournant immédiatement le gouvernail vers une des deux côtes de l'East-River, les passagers pourraient se sauver, il n'osa pas à cause de la rude marée, car le gouvernail n'était pas capable de faire cela, parce que la liaison du gouvernail n'était pas assez forte : au lieu d'être construite, comme c'est exigé, en fils d'acier, c'était tout simplement une grosse corde.

A ceci l'on pourrait encore ajouter bien des détails, mais ce sont les plus fortes négligences.

(Traduit de *Het Handelsblad*, journal catholique d'Anvers, du 27 juin 1904.)

Arménie.

Erzeroum, le 18 mai 1904. — Il serait trop long de vous décrire toutes les atrocités commises dans la plaine de Mousch et au Sassoun.

L'attaque et le bombardement de Guélié-Kouzan a été une des plus formidables. On comptait 8 bataillons de soldats et environ 15.000 Kurdes venus principalement de Giudj.

Après le bombardement de Guélié-Kouzan, les soldats et les Kurdes furent lâchés sur la population terrifiée. Femmes, vieillards et enfants sont massacrés, les jeunes femmes violées, éventrées et leurs seins coupés. Les soldats brûlent les cadavres ou les coupent en morceaux, qu'ils jettent dans le fleuve, afin de dissimuler le nombre des victimes. Ceux des habitants qui, dans l'effroyable panique, parviennent à s'enfuir, se divisent en groupes pour prendre des directions différentes, vu l'impossibilité de suivre en bloc la même route.

Le premier groupe cherche un refuge sur les côtes de la montagne Odok ; le second groupe s'est rendu à Guépin, dans le district de Khian, où ils ont été cernés le 11 mai par les troupes et les Kurdes. Ils ont pu résister jusqu'au 14 mai, mais alors le manque de vivres et le froid vif les forçaient de choisir entre un dernier effort suprême ou le massacre certain. Concentrant toutes leurs forces, ils ont réussi à faire une brèche dans les rangs des soldats, mais à peine une cinquantaine ont pu échapper, tout le reste a péri sous les baïonnettes ou les balles des soldats.

Un troisième groupe réussit à atteindre les rochers de Guirichik qui se trouvent entre Talvorik et Guélié-Kouzan, mais eux aussi ne pouvaient échapper à la mort. Les rochers étant inaccessibles, les troupes ont fait descendre les fugitifs en bombardant la montagne et d'innombrables Kurdes achevaient ceux qui n'avaient pas été tués par les obus. Les survivants sont très rares.

A part ces trois colonnes, il y avait encore le gros de la population, comprenant pour la plupart des femmes et des enfants qui avaient pris la route de Mousch. Les troupes et les bandes kurdes leur ont donné la chasse et ont fini par les tuer tous, c'est-à-dire qu'ils ont tué tous les hommes et emporté toutes les jeunes femmes. Onze Arméniens de Khédan et Guirma s'étaient rendus aux Kurdes de Bitlis dans l'espoir de sauver leur vie, mais ils furent tués sur le champ.

Une partie des jeunes hommes a été ligotée et torturée avec des fers, des tenailles, etc...

Chaque jour des groupes de 100 et 200 femmes et orphelins arrivent à Mousch. Ils sont installés et gardés sous une rigoureuse surveillance. Les habitants de douze villages s'étaient réfugiés à Talvorik (ou Talori) ainsi qu'avait été le cas avec Guélié-Kouzan. Les bandes et les troupes qui avaient opéré à Guépin et à Guirichik marchaient maintenant sur Talvorik ; du côté opposé s'avançaient également sur Talvorik six bataillons de soldats venant de Diarbékir et de nouvelles bandes kurdes formées par diverses tribus se joignirent aux soldats réguliers. Talvorik, assiégé de quatre côtés, fut attaqué et bombardé le 18 mai (il se peut que cette date soit inexacte, car une autre lettre que j'ai reçue également d'Erzeroum, mentionne le bombardement de Talvorik entre le 4 et 7 mai).

Ce fut un massacre général et Talvorik d'un bout à l'autre ne fut qu'un grand lac de sang dans lequel nageaient des débris humaines.

On ignore s'il y a des sauvés.

Maintenant le Sassoun est exterminé et le théâtre des opérations hamidiennes est transféré dans la plaine de Mousch.

Le prétexte pour attaquer Mousch était facile à trouver. Quelques échappés au massacre du Sassoun réfugiés à Mousch en fournirent l'occasion. Pertak est détruit et les habitants dispersés. — Le 5 mai, des Kurdes, des soldats et des gendarmes, guidés par le kurde Féro, attaquèrent le village Megrakom sous prétexte que des fédais s'y cachent. — Une faible résistance de la part des paysans faisait le jeu des troupes et le village fut incendié et les habitants qui ne pouvaient fuir à temps, assassinés.

Les villages Guermed, Alikehban, Avazaakpur et Arnid subissent le même sort.

Le nombre des villages incendiés du Sassoun seul s'élève à 42.

La question du Sassoun ne causera plus de difficultés, elle est maintenant résolue par l'anéantissement du Sassoun arménien.

Un ordre spécial interdit aux survivants de retourner à leur foyer.

Le vali, Férid Bey, conduisait la manœuvre du

massacre de Guélié-Kouzan jusqu'au dernier moment.

On craint beaucoup dans le vilayet d'Erzeroum une répétition du massacre.

Les Turcs répandent partout le bruit que de forts comités existent afin d'exciter les Kurdes et de provoquer le carnage.

Comme autrefois à Varsovie, l'ordre et le calme règnent en Arménie. — Serait-ce la fin des vêpres ou y aurait-il encore des Arméniens en Arménie?

EDWARD GREENE.

VARIÉTÉS

L'ALIMENTATION DU NOUVEAU-NÉ

(Suite) (1)

Les conditions qu'il est nécessaire et suffisant de remplir pour mener à bien l'alimentation du nouveau-né sont :

1° De lui donner le seul aliment qu'il soit en état d'assimiler, c'est-à-dire uniquement du lait.

2° De lui procurer cet aliment sous sa forme la plus assimilable : le lait de femme remplit mieux que tout autre cette condition.

3° De le lui donner en quantité et à des intervalles tels que la digestion d'un repas soit terminée avant d'en commencer un nouveau.

Je vais essayer de faire comprendre pourquoi il est indispensable de satisfaire à ces conditions, nous verrons ensuite comment on peut le plus aisément les remplir.

Il peut paraître inutile à un certain nombre de nos lecteurs d'insister sur la nécessité de ne donner aux jeunes enfants (jusqu'à l'âge d'un an) d'autre aliment que du lait. C'est qu'alors ces lecteurs n'ont pas vu des mères donner de la soupe à des enfants de moins de six mois, des pommes de terre à tout âge, des farines lactées, phosphatines ou autres spécialités pharmaceutiques presque dès la naissance.

Ils ne savent pas que dans la Basse-Normandie les enfants goûtent à l'eau-de-vie dès leurs premiers mois et qu'un peu partout on fait assister le nourrisson aux repas de la famille et on n'a pas la cruauté de lui refuser de goûter un peu à tout ce qu'on mange.

J'ai vu des exemples de tout cela presque chaque jour, presque dans chaque maison.

J'ai perdu mon temps à mettre les parents en garde contre une manière de faire qui devait tôt ou tard entraîner des troubles digestifs et je n'ai vu mes avertissements écoutés que quand ces troubles s'étaient produits.

Je ne crois donc pas inutile de dire aux gens de bonne volonté : tout enfant ne doit, jusqu'à l'âge d'un an au moins, ne prendre quelque aliment que ce soit en si petite quantité que ce soit, autre que du lait.

Mais quel lait et sous quelle forme?

Il semble que les lois naturelles nous indiquent assez que l'aliment idéal du nouveau-né est le lait de sa mère. Et cependant cela n'est pas exact.

Ce qui est vrai, c'est que le lait de femme convient mieux à l'enfant que le lait de n'importe quel animal, préparé de quelque façon que ce soit. Mais il serait souvent très utile à l'enfant que ce lait lui soit fourni par une autre femme que sa mère.

Il arrive fréquemment qu'un enfant nourri par sa mère présente les symptômes d'une nutrition languissante, même s'il digère bien ce lait, si la mère en a en quantité suffisante et si la qualité, vérifiée par une analyse, paraît excellente.

Si l'on fait alors nourrir cet enfant par une autre femme, présentant une constitution différente de celle de la mère (par exemple brune et maigre, alors que la mère est blonde et grasse), on verra en quelques mois l'aspect du petit être se transformer, sa chair se raffermir, sa vitalité augmenter, et cela sans que la nourrice lui donne plus de lait que n'en donnait la mère et sans que ce lait analysé renferme une plus grande quantité de substances nutritives.

C'est qu'à côté des éléments que la chimie sait déceler, le lait en renferme d'autres qui échappent encore à nos connaissances et dont nous voyons seulement *les effets*.

Ceux-ci sont assez nets pour qu'on puisse affirmer que la mère n'est pas dans tous les cas la meilleure nourrice de son enfant. Il est quelquefois nécessaire, et *il serait très souvent utile* que les prédispositions héréditaires léguées par la mère à son enfant ne soient pas aggravées par les qualités de même ordre de la nourriture qu'elle lui fournit en la tirant d'elle-même, mais qu'elles soient au contraire combattues par un lait doué de propriétés opposées.

Seulement, nous ne pouvons prévoir à la naissance, les inconvénients possibles pour l'enfant de téter sa mère ; ce n'est que par les résultats acquis au bout de quelques mois qu'on peut juger la question.

Il est d'ailleurs très rare que la santé de l'enfant souffre de l'allaitement maternel au point de mettre sa vie en danger. Si j'ai tenu à indiquer les troubles de nutrition qui en peuvent résulter, c'est en me plaçant au point de vue de la meilleure nourriture qu'il soit possible de donner à l'enfant pour en faire un être humain aussi bien portant que possible.

Dans tous les cas, le lait de femme est supérieur au lait d'animal, l'allaitement au sein est préférable au biberon, celui-ci renfermerait-il le lait le plus habilement maternisé et le plus scientifiquement stérilisé.

Il est, à notre époque, nécessaire d'appuyer cette proposition par des faits, car les industriels doublés de philanthropes et appuyés d'autorités médicales, ont fait une telle réclame pour le lait stérilisé que beaucoup de mères croient actuellement, de très bonne foi, rendre service à leurs enfants en leur refusant l'allaitement au sein, pour leur fournir du lait stérilisé.

On est allé dans cette voie jusqu'à dresser des statistiques où l'on met en regard les taux de la mortalité pour un même nombre d'enfants nourris au sein ou au lait stérilisé, sans s'inquiéter de savoir ou d'indiquer dans quelles conditions étaient par ailleurs élevés ces enfants.

Pour des hommes habitués à la précision des recherches scientifiques, de telles campagnes ne servent qu'à disqualifier ceux qui les mènent. Mais pour le grand public, le coup porte d'autant mieux qu'un nom connu et un titre officiel appuient les conclusions, quand une société savante ne leur donne pas une apparente garantie de véracité.

Il suffit cependant, pour remettre dans la bonne voie les parents dévoyés ou hésitants, de les prier de regarder autour d'eux sans idée préconçue.

En ville, on ne voit plus guère d'enfants nourris au sein, non pas que toutes les mères préfèrent le biberon, mais parce que les ouvrières n'ont pas le loisir d'allaiter leurs enfants.

Mais dans les campagnes, l'allaitement au sein est encore la règle. Seuls sont nourris au biberon les enfants confiés en garde aux professionnelles de cet allaitement, dites nourrices sèches. Quelques-unes font très consciencieusement leur métier, soignent de leur mieux leur nourrisson et suivent même assez scrupuleusement les conseils du médecin.

Leur docilité à cet égard provient de ce que, malgré leurs précautions, l'enfant nourri au biberon a très souvent des malaises, et que chaque fois, elles font appeler le médecin, pour qu'en cas de danger, leur responsabilité vis-à-vis des parents soit mise à couvert.

Au contraire, la nourrice qui allaite un nourrisson, écoute d'une oreille distraite les recommandations du médecin ; elle voit en effet que son nourrisson s'élève bien et n'a que des malaises passagers, malgré qu'elle lui donne à téter autant et aussi souvent qu'il peut en prendre. Elle ne se décide à changer de méthode que dans les cas rares où l'enfant est réellement malade.

Il n'est pas besoin d'accumuler les statistiques : chaque enfant nourri au biberon exige trois fois plus de visites de médecin que l'enfant nourri au sein, et comme cela se reproduit toujours, dans tous les villages, dans toutes les régions, quels que soient les enfants, quelles que soient les nourrices, il est évident que ce résultat est indépendant de toutes conditions spéciales à l'enfant et à la nourrice et ne provient que du mode d'alimentation.

Ce fait d'observation constante pour nous médecins, peut être vérifié par qui que ce soit. Il suffit d'habiter un mois un village quelconque et de causer avec les quelques nourrices de l'endroit.

Il en ressort cette conclusion pratique que les parents qui mettent leur enfant en nourrice au biberon par raison d'économie paient en visites de médecin et en médicaments deux ou trois fois la somme qu'ils auraient dépensée en mettant leur enfant en nourrice au sein — et qu'en fin de compte, l'enfant est moins bien portant.

Il est une objection possible : c'est que les nourrices stérilisent mal ou pas du tout leurs biberons et le lait qu'elles y mettent.

Le fait est vrai en général.

Mais la question intéressante pour les parents n'est pas de prendre parti pour ou contre la valeur alimentaire du lait stérilisé.

Ils ont un enfant à élever ou à faire élever.

Or, ce qui est évident pour tous ceux qui sont à même de l'observer, c'est que les enfants nourris au sein s'élèvent plus aisément avec beaucoup moins de malaises et de maladies que les enfants nourris au biberon.

Je reconnais que ces maladies sont d'autant moins fréquentes qu'on prend plus de précautions pour livrer à l'enfant du lait propre dans des biberons propres.

Mais ces précautions indispensables sont précisément un des principaux inconvénients de l'élevage au biberon, puisqu'on ne peut attendre d'une salariée ignorante des risques que peut causer sa négligence, une minutie constante dont ne sont pas capables toutes les mères.

Ce que ne sauraient dissimuler les plus ardents propagandistes de l'alimentation des enfants au lait animal, c'est qu'il comporte une foule de risques qu'on ne peut éviter qu'en connaissant toutes les causes pouvant les produire et en surveillant de très près et constamment chacune des opérations.

L'alimentation au sein ne comporte aucun de ces risques et n'exige ni ces connaissances spéciales, ni cette attentive surveillance, ni cette sérieuse perte de temps.

J'ai pu suivre de très près, journellement, des enfants nourris avec du lait stérilisé industriellement et entourés de tous les soins les plus méticuleux par des mères intelligentes, très dociles aux conseils du médecin. L'élevage de ces enfants absorbait toutes les journées de la mère, aidée cependant de domestiques. Et malgré tout, ces enfants n'avaient jamais un état de santé générale florissant. Les chairs étaient molles, les enfants étaient gras, mais pâles et bouffis. Très fréquemment les selles étaient anormales, tournant au vert, grumeleuses, trop fréquentes ou trop liquides.

Je pouvais comparer ces enfants à d'autres du même âge, nourris au sein, dans le même village et dans des conditions d'hygiène générale moins favorables ; les mères n'ayant pas le temps de s'occuper constamment de leurs enfants et n'ayant pas de domestiques. Cependant ceux-ci s'élevaient bien, les accidents digestifs étaient rares et de courte durée. Leurs muscles étaient fermes, la teinte de leur peau attestait une circulation active, et les selles avaient cet

(1) Voir le numéro 8.

aspect de pâte jaune qui indique un fonctionnement normal de l'intestin.

Je sais que tous mes confrères ont fait des observations analogues. Pour tous les médecins qui ne décident que par ce qu'ils voient, la question est jugée.

Seuls les médecins qui n'exercent pas, mais puisent leurs renseignements dans les livres et les quelques auteurs de ces livres qui ont un intérêt personnel à prendre parti, ont osé diriger les mères dans la voie de l'allaitement au lait animal, pour le plus grand dommage des jeunes enfants.

Ces mauvais conseils ont trouvé d'autant plus de faveur dans le public que d'une part, la production capitaliste exige que les ouvrières abandonnent leur foyer et que, d'autre part, les personnes aisées trouvent beaucoup plus agréable et moins coûteux de se passer d'une nourrice.

Une campagne menée avec bonne foi, mais bien mal à propos contre l'usage de ces « remplaçantes », a encore accentué le mouvement. Le but de l'auteur était de décider les mères à nourrir elles-mêmes leurs enfants plutôt que de les confier à des nourrices. Le résultat a été que beaucoup de mères se passent maintenant de nourrices, mais les remplacent par des biberons.

L'erreur commise provient de ce que Brieux a été trop naïf. Comment a-t-il pu s'imaginer qu'une femme née de bourgeois, élevée bourgeoisement, et vivant dans un milieu bourgeois, sacrifierait jamais quoi que ce soit de son bien-être, de ses occupations mondaines, de ce qui constitue le fond de son existence?

Sa conception était juste, et ses conseils étaient excellents... à condition que la société actuelle fût autre qu'elle n'est.

En l'état actuel, il faut au contraire, dans l'intérêt des enfants, qui prime à mon avis tous les autres, conseiller aux mères de faire nourrir leurs enfants par d'autres femmes, toutes les fois qu'elles ne peuvent ou ne veulent les nourrir elles-mêmes.

Seulement les nourrices qu'on veut prendre dans les familles, devraient exiger qu'on prît avec elles leurs enfants.

Il faudrait que tout le monde sache bien que toute femme qui a du lait pour un enfant en a toujours pour deux ; lorsque son lait vient à diminuer, elle peut s'aider de lait animal et ce mode d'alimentation mixte donne de très bons résultats, surtout quand les enfants ont déjà quelques mois.

Les parents du nourrisson gagneraient à ce que la nourrice garde son enfant : celle-ci n'aurait pas ainsi les inquiétudes causées par les mauvaises nouvelles qu'elle reçoit trop souvent de son petit laissé au pays et mal soigné, et ces soucis n'influeraient pas défavorablement sur son lait. Une nourrice, dans ces conditions, demanderait un salaire moindre et y gagnerait encore, sans faire entrer en ligne de compte la santé de son enfant.

Voilà dans quelle voie on pourrait réaliser une amélioration immédiate intéressant deux enfants et deux familles.

Mais, connaissant l'état d'esprit des familles bourgeoises, je ne vois que l'union des nourrices en un syndicat d'une forme quelconque, qui soit capable de vaincre les préjugés de caste.

Et cependant, en dehors de la question pécuniaire, quels avantages découleraient de l'élevage côte à côte de deux petits êtres humains du même âge, nourris par la même femme, traités par elle de la même façon ! Les parents du nourrisson n'oseraient pas agir autrement que la nourrice, et, dans l'intérêt de leur enfant, traiteraient l'enfant de la nourrice comme le leur. Les deux petits bénéficieraient des mêmes avantages et il n'est pas impossible que plus tard, même séparés par les barrières sociales, ils retrouvent, quand on leur rappellerait leurs premières années, un peu du sentiment d'affection mutuelle qui devrait unir tous les membres d'une société normalement constituée.

Dr E. D.

Errata au n° 4. — A la page 7, 1re colonne, ligne 38, tout un membre de phrase est supprimé. J'avais écrit : passent le soir *leur chemise de nuit par-dessus* leur chemise de jour et...

Même page, colonne 2, ligne 28, le mot : *étroites* devait être répété : plus ces ceintures sont serrées, plus elles sont étroites (étroites dans le sens de la largeur) et plus...

A TRAVERS LES REVUES

Combien d'efforts scientifiques restent inaperçus! Dans la paix de leurs laboratoires bien clos, nos savants oublient le monde et en sont oubliés. Qui donc, hormis quelques spécialistes, connaît les recherches d'un René Quinton sur la genèse marine? Qui savait les travaux de Curie, avant l'attribution du prix Nobel? Et pourtant, il faut que des communications s'établissent entre la science et la société, ou plus exactement entre la science et cette élite humaine, plus vaste qu'on ne pense, que n'intéressent point les choses du turf ni du vélodrome, les gambades de nos plus notoires baladins de la politique, des lettres et des arts, qui se rit des « travaux » de la commission des Chartreux, mais qu'attirent passionnément les problèmes qui se posent de toutes parts devant l'esprit humain.

Or, à ceux-là, épris de science et de philosophie, avides de se donner une culture spirituelle complète, à ceux-là s'adresse la *Revue des Idées*, études de critique générale. Par elle, nous voici peut-être enfin en possession de l'instrument de travail qu'il fallait aux non-spécialistes que nous sommes.

***

E.-J. Marey vient de mourir. De ce physiologiste considérable, la Revue qui nous occupe, publia, en mars, un article d'un haut intérêt : *L'économie de travail et l'élasticité*. Pourquoi, dans les organismes animaux, les fonctions s'effectuent-elles sans secousse et sans bruit? Parce que les tissus en sont élastiques. Et, par cette élasticité, une notable économie de travail est réalisée. Au contraire, le tramway qui passe dans une rue l'ébranle toute et l'emplit d'un fracas infernal. Un jour, pourtant, viendra où ce tramway glissera silencieux sur les rails, tout en ne dépensant plus que le minimum d'énergie. « C'est le jour où l'on aura mieux compris la nécessité, au point de vue du rendement, de supprimer les chocs destructeurs du travail utile. »

Cette idée, Marey l'appliqua à la traction des fardeaux. Le dynamomètre lui démontra qu'en tirant une voiture au moyen de traits élastiques, on économisait au moins 26 pour 100 de travail.

L'intérêt — pour nous — de ces recherches est qu'elles s'appliqueront un jour à toutes les branches du travail manuel. Alors « on découvrira les lois qui doivent régler la masse des divers outils, la longueur de leur manche, et même les dimensions que chaque outil doit avoir, suivant la taille et la force de celui qui l'emploie. »

C'est dans ce sens que « la science est révolutionnaire » et apporte sa pierre à la société future. Par elle, le travail s'affranchit peu à peu de la servitude de souffrance et de peine, pour créer dans la joie et la santé. Aux travailleurs de consommer l'œuvre libératrice, en mettant la main sur l'outillage et sur la terre, en faisant la révolution.

Comme en psychologie *Th. Ribot*, M. Georges Palante aperçoit en sociologie deux conceptions adverses : l'une, intellectualiste, idéaliste, laquelle subordonne les faits aux idées, considérées comme forces motrices de l'histoire; l'autre, dite du *vouloir-vivre*, qui, à l'inverse, subordonne les idées aux faits, en d'autres termes aux besoins, aux instincts, aux appétits des individus des clans, des castes ou des classes. Cette conception c'est celle d'un Schopenhauer et d'un Nietzsche; elle est également celle d'un Marx, avec son matérialisme historique.

Sans doute il n'est pas vrai que l'histoire soit une « logique en acte » et obéisse docilement à l'impulsion des idées humaines. Mais est-il exact de considérer le vouloir-vivre comme l'explosion irrémédiablement brutale des instincts de proie et de « l'indéracinable égoïsme »? Est-il donc inconciliable avec les sentiments sociaux, avec les généreux élans du cœur et de la pensée, avec l'enthousiasme de l'idéal, cet idéal dont le nom sonne si mal aujourd'hui? Enfin, ne devrons-nous faire nulle différence entre l'égoïsme de l'homme social du vingtième siècle et l'égoïsme de l'anthropopithèque ancestral?

Je n'en crois rien. Et c'est pourquoi je souhaite ardemment qu'un immense vouloir-vivre s'empare de tous les hommes, de tous ceux qui, courbés sous les jougs, n'ont pas encore véritablement vécu. Oui, qu'il leur souffle des désirs de résistance, des frénésies de révolution, qu'il les lance sur les routes ardentes au bout desquelles il y a pour tout le monde de la liberté, de la sécurité et du pain!

Que l'on considère la révolution sociale comme une éruption d'idéal ou comme l'expression formidable du vouloir-vivre de toute une classe, au fond peu nous importe. Mais qu'au nom du vouloir-vivre — du vouloir-vivre des seuls forts — de bons apôtres s'efforcent à présent de redresser les gibets où s'est lamentée tant de siècles la douleur des vaincus, c'est ce que nous n'acceptons pas.

***

M. Frédéric Houssay offre un aperçu des recherches qu'il poursuit depuis treize ans sur l'origine des doctrines évolutionnistes. Par l'étude d'une foule de documents et de textes, affirmations isolées d'anciens naturalistes, récits de géographes, vieilles images, croyances populaires, ornements sculptés, dessinés ou peints, il arrive à cette opinion que notre hypothèse biologique de la genèse marine, pour ne parler que de celle-ci, renouvelle scientifiquement une tradition qui fut constante au moyen âge et dans l'antiquité.

Ainsi ce ne sont pas seulement les formes vivantes qui, s'engendrant les unes des autres, font, depuis que le monde est monde, une chaîne que rien n'est venu rompre, ce sont les idées humaines aussi. Tout ce que nous disons a été dit déjà, ou balbutié; tout ce que nous pensons a été pensé ou rêvé. Et les attributions des paternités intellectuelles sont toutes à peu près fictives, puisqu'il est démontré que ce trésor de science, notre orgueil, est une formation collective, anonyme et séculaire. En M. Tout-le-Monde, M. de Voltaire saluait jadis son maître en intelligence.

Avec cela, que devient le culte du Grand Homme, de l'Individu supérieur, du héros créateur des vérités nouvelles, dont on nous assassine aujourd'hui les oreilles?

Pour qui sait qu'une société ne s'étudie pas seulement dans ses institutions politiques, juridiques et religieuses, mais aussi dans ses mœurs, dans son art et jusque dans son idiome, rien n'est plus attachant que les vingt pages consacrées par M. Antoine Thomas à la langue française au moyen âge (numéro de mai).

***

J'ai remarqué dans la *Revue du XXe Siècle*, une lettre *A un criminel*, par Jean Bidegain.

Il parle bien, Jean Bidegain. Et voici ce qu'il nous dit : Ce que les juristes nomment crimes et délits, ce sont des produits sociaux. C'est un fait que la société capitaliste et autoritaire voue chaque année des milliers de misérables aux délinquances prévues par ses législateurs obtus et punis par ses magistrats intègres. Les meurtres et les vols commis au delà des barrières du Code ont leur source la plus abondante dans les meurtres et les vols commis en deçà d'elles, et l'on ne voit entre les uns et les autres qu'une épaisseur de convention et de légalité.

***

Ces idées, voici trente ans bientôt que l'anarchiste les professe. On se félicite de les retrouver sous la plume d'un jeune écrivain.

Dans la même revue, le docteur Scheffler s'élevait naguère contre la réglementation haïssable dont la société bourgeoise frappe les prostituées. Il démontrait l'impuissance des mesures policières, tant au point de vue moral qu'au point de vue prophylactique, et revendiquait pour les femmes qui font commerce de leur sexe, le bénéfice du droit commun.

M. Scheffler n'hésite pas à reconnaître toutefois que la prostitution doit être combattue; mais outre qu'il veut la combattre dans ses causes, il ne cherche pas dans l'arsenal des codes, ses armes de combat; il n'appelle pas l'autorité au secours de la vertu. Et c'est très bien.

*
* *

L'Education intégrale, fondée en 1890 par Paul Robin, fut déjà signalée ici. André Girard vient d'en prendre le secrétariat (1, rue Chaintron, à Montrouge, Seine). Robin, Girard, ces deux noms indiquent assez l'orientation nettement libertaire de *l'Education intégrale* dont nous recommandons vivement la lecture.

Au dernier numéro, Girard commence une étude sur l'évolutionnisme et l'éducation.

Autre revue libertaire : *Le Libre examen*, d'Ernest Girault. Un catalogue de tous les périodiques anarchistes des deux mondes confère un prix réel à son premier fascicule.

*
* *

A la notice que le proscrit a dédiée à la mémoire de Louis Malaquin, il n'est pas oiseux d'annexer ce détail : littérairement, Louis Malaquin était LUDOVIC MALQUIN. C'est sous ce nom qu'il rédigea plusieurs années, aux *Temps Nouveaux*, cette chronique des revues, notamment ; c'est sous ce nom que de nombreux camarades, dont je fus, le connurent, l'aimèrent et ne l'oublieront point.

AM. C.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Le Congrès antimilitariste international réuni à Amsterdam, vient de décider, à l'unanimité, la constitution d'une Association Internationale.

Un comité central avec sous-comités régionaux vient d'être nommé.

La nouvelle Internationale recrutera ses membres parmi les syndicats et associations ouvrières.

Le siège de son secrétariat général sera à Amsterdam.

Domela Nieuwenhuis a été nommé secrétaire général.

Le Congrès décide que le prochain congrès se tiendra à Oxford, au mois de juin prochain.

Les secrétaires pour la France : Georges Yvetot, Miguel Almereyda.

Un de nos amis demande à se procurer des *Cahiers de la Quinzaine*, les numéros suivants :

1re série : 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9 et 11.

Et de *Pages Libres*, les numéros suivants :

1 à 9, 11, 13, 14, 15, 17 à 27, 35, 37, 40, 41, 43, 48, 49.

Adresser les propositions au journal.

Appel aux Militants, Groupes, Syndicats, Coopératives, pour la publication du huitième numéro du « *Pioupiou* » de l'Yonne.

Camarades,

Une fois encore — et nous espérons que ce n'est pas la dernière — nous venons solliciter votre concours pour notre cher *Pioupiou* auquel ses nombreux procès en Cour d'assises ont valu la célébrité, mais non la richesse.

A l'heure où les tribuns du nationalisme affirment la puissance de leurs doctrines ; à l'heure où ils cherchent à nier l'évidence du mouvement antimilitariste et jettent le discrédit sur nos conceptions fraternitaires, il importe que vous répondiez à leur défi en ne nous oubliant pas, en envoyant votre mitraille pour que notre prochain numéro paraisse *le 1er novembre 1904*.

A la veille d'entrer à la caserne, notre *Pioupiou* rappellera aux conscrits les surprises et les déceptions qui les y attendent. Il leur dira que le prolétaire en uniforme n'est pas l'ennemi du prolétaire en blouse ; qu'ils ne doivent pas tirer sur les travailleurs en grève. Il leur clamera que les fantaisies géographiques qu'on appelle frontières ne sont pas un obstacle à la fraternité des peuples.

Persuadés que nous sommes que tous, socialistes, libertaires, syndiqués, vous voudrez accorder votre appui à notre journal qui, par trois fois, a eu les honneurs de la Cour d'assises pour sa propagande énergique, pour avoir démontré qu'il y avait un code de justice militaire pour les simples soldats, pour avoir dit que la caserne était l'école de la lâcheté et de la peur, et surtout, mais surtout, pour avoir dit que notre véritable ennemi n'était pas l'ouvrier allemand, italien, russe ou anglais, mais bien les capitalistes exploiteurs de tous les pays qui prennent nos fils, nos frères à vingt ans pour en faire les chiens de garde de leurs coffres-forts, — nous n'insisterons pas. A tous, camarades, nous vous disons à l'avance : Merci ! Et nous crions :

Vive l'Internationale des travailleurs ! Plutôt l'insurrection que la guerre !

Les Commissions.

Adresser les souscriptions (en mandat-poste de préférence) et la copie, avant le 15 septembre prochain, au citoyen Albert Monneret, typographe, à Cassoir-Auxerre (Yonne). — Nous prions les camarades qui nous retournent leurs listes et qui ont droit à autant de numéros qu'il y a de fois 10 centimes souscrits, de nous fixer, quand le chiffre leur paraît trop élevé, le nombre de numéros qu'ils désirent recevoir.

CONVOCATIONS

La Chanson sociale. — Dimanche 10 juillet, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, conférence par L. Parassols sur : « J. B. Clément et son œuvre », et par Daniel Coutures sur : « Ce que sera la Chanson sociale ». A 4 heures, apéritif-concert par nos amis Chambiet, A. Villeval, Aubry, Lambal, Gratien, Nitou, etc.

Entrée 0 fr. 50, donnant droit à une consommation.

Cette matinée aura lieu dans les jardins de la maison Janbard, 215, boulevard de la Gare. En cas de mauvais temps, dans la salle.

Causeries Populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 13 juillet, causerie sur « La sélection au profit de l'espèce humaine », par Paraf-Javal.

Causeries Populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Vendredi 8, cours d'espagnol. — Lundi 11 juillet, causerie sur « les Théories anarchistes ».

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 11 juillet, causerie par Chemel sur les origines des êtres organisés (sélection naturelle), correspondance et organisation de la propagande antimilitariste.

L'Aube Sociale (Université populaire), 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe). — Vendredi 8 juillet. Atget : *Les affaires sont les affaires*, d'Oct. Mirbeau, avec auditions. — Mercredi 13. Mme Cleyre Yvelin : La femme à travers les âges, avec projections. — Vendredi 15. Dr Manheimer Gomès : Les enfants anormaux.

L'Enseignement Mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 11 juillet. Daniel Halévy. Histoire politique de l'Eglise (V), le trône et l'autel (publications de *Pages Libres*. — Mercredi 13. La réunion n'aura pas lieu. — Jeudi 14. Fête annuelle ; compte rendu moral et financier ; tirage de la tombola. Partie littéraire et musicale. Bal (entrée 0 fr. 25, donnant droit à un billet de tombola).

Le mardi, cours d'allemand, par Mme Liepus. — Le jeudi, cours de diction, par M. Jelmo, du théâtre Antoine.

Dimanche 10 juillet. — Visite à l'exposition des Primitifs Français. Causerie par L. Bruneteaux. Rendez-vous, pavillon de Marsan (Louvre), à 9 h. 3/4.

QUATRE-CHEMINS. — **Les Libertaires des Quatre-Chemins.** — Salle Chéry, 1, rue des Ecoles, samedi 9 juillet. — Réunion des camarades.

BORDEAUX. — **Groupe antimilitariste**, rue Kléber, 65, au coin de la rue Laville, chez Lachaud, au débit international. Réunion tous les jeudis soir, à 8 heures et demie. Lecture du manifeste sur *Le 14 Juillet*, fête dite nationale.

BORDEAUX. — Les anarchistes discutent tous les samedis soir, de 8 h. 1/2 à minuit, en la même demeure.

LYON. — **Groupe d'Art social.** — Réunion du groupe samedi 9 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, café Bordat, 17, rue Paul-Bert. Répétition. Organisation d'un cours d'espagnol qui sera fait par le camarade Baptiste Martenot.

MARSEILLE. — **Groupe de Jeunesse Syndicaliste.** — Grande ballade à Fontaine d'Ivoire.

Départ à 8 heures précises du matin ; port de vivres pour la journée et journaux pour la propagande. — Rendez-vous au bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne.

MARSEILLE. — Grande réunion dimanche soir 10 juillet, à 6 heures, bar Frédéric (salle du fond), rue d'Aubagne, 11. Causerie par E. Merle sur le « Congrès antimilitariste d'Amsterdam » et la « Propagande antimilitariste en Provence ». — *Urgence.*

AVEUX ET DOCUMENTS

Le devoir des soldats russes. — Un publiciste de Moscou vient d'éditer un petit livre destiné aux soldats allant en Extrême-Orient, et du modèle de celui de lord Wolseley, intitulé : *Livre de poche du soldat.*

En outre des avis moraux et religieux, le livre contient aussi plusieurs passages curieux : Vous allez combattre un ennemi rusé et subtil ; donc prenez bien soin, en lui donnant quartier, de tenir votre baïonnette dirigée vers sa poitrine, jusqu'à ce que ses armes soient en votre possession. Attention aux artifices japonais ! Si l'ennemi se sauve c'est qu'il a l'intention de vous attirer dans une embuscade. Tirez toujours de manière à tuer, et rappelez-vous qu'un Japonais de plus sous terre, c'est un de moins dessus. »

Le devoir des soldats est désigné en ces termes :

« Un soldat qui meurt pour le tzar meurt pour Dieu, et sa récompense sera égale, et un soldat tué en cette guerre meurt pour le tzar et Dieu, car il est dans les desseins de Dieu que les païens doivent ressentir son courroux.... Rappelez-vous qu'un soldat russe est un modèle au monde. Il est plus courageux, endurant et plus obéissant que n'importe quel autre guerrier. Il doit vivre selon sa réputation... »

Le petit livre conclut comme suit :

« En allant au combat, pensez à vos mères, femmes, ou fiancées. Rappelez-vous que chacune d'elles préférerait ne jamais vous revoir que vous revoir vaincus. »

(*Daily News*, 14 juin.)

EN VENTE

Une série de 12 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée ; elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 15 la série. Voici les titres : *L'Assassiné*, de L. C. Dissy ; *Les Bienheureux*, Heidbrinck ; *Les sales corbeaux*, Hénault ; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul ; *Provocation*, Lebasque ; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque ; *L'Incendiaire*, Luce ; *Mineurs belges*, C. Meunier ; *Porteurs de bois*, Pissarro ; *Les Errants*, Rysselberghe ; *La Libératrice*, Steinlen , *La Débâcle*, Vallotton.

PETITE CORRESPONDANCE

E. B., à Limoges. — Votre abon. finissait fin juin.

G. D., à Montereau.— Non, ne connaissons personne à Sens.

C. P., à Creil. — En effet, il y a eu erreur. Votre abon. est marqué jusqu'à fin juin 1905.

J. R., à Nîmes. — Bien reçu. Mais avant de les recommander, je voudrais les lire.

Graingean. — Cela est trop général pour mériter d'être relevé.

Gl. V., à Autun. — Sur l'hygiène, il y en aura toute une série. Oui, il en faudrait sur chaque branche de connaissances ; mais c'est plus facile à constater ce qui manque qu'à le remplacer.

L., à Lyon. — Je crois que « *lois scélérates* » sont épuisées. Nous allons voir.

Quelques chercheurs de vérités, Montredon. — Bien reçu cotisation et celle du mois passé. Merci.

M., à Buxières. — Oui, il y a une rude besogne d'échenillage à faire dans l'éducation.

Reçu pour le journal : A. M., à New-York, 17 fr. 75. — Le Puy, 4 fr. — Remise sur un volume, 3 fr. — Y., 5 fr 50. — D., à Amiens, 1 fr. — G., à Jonzac, 2 fr. — A. G., n° 13, 2 fr. — L. C., 0 fr. 30. — H. A., à Granges, 0 fr. 50. — Groupes des « Hommes libre. Porto Alegre, 5 fr. — J. R., à Marseille, 10 fr. — J. N., Meteleu, 0 fr. 50. — Bridgeville : d'un camarade français par A. G., 12 fr. 75. — L. M., à Tours, 2 fr. — J. R., 30 fr. — Merci à tous.

F., à Nouméa. — A. D., à Hermes. — Y. G., à Brest. — Dr F., à Beaume. — P. G., à Apt. — G., à Auxerre. — Dr Z., à Paris. — M. V., à Paris. — G. V., à Autun — C. F., à Avallon. — J. D., à Saint-Etienne. — E. à Lardières. — R. D., à La Haye. — Descartes. — J. P. — J. V. M., Anvers. — Groupe d'E. S. du Bray. — S., à Lyon. — B., à Firminy. — Paris, à Morat. — Fr., au Mans. — G. D., à Montargis. — Person. — E. L., rue de B. — D., à Bourg-Argental. — C., à Saint-Junien. — L., à Verviers. — C., à Clarence. — H. C., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

DIXIÈME ANNÉE N° 11 — PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 — DU 16 AU 22 JUILLET 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

SOMMAIRE

TABLEAUX DE MŒURS

L'enquête parlementaire sur l'affaire dite du million des Chartreux n'aboutira probablement à rien, comme toute vraie enquête. Elle n'en a pas moins contribué à « faire la lumière », mais sur un point qui, à la vérité, n'était pas l'objet de ses recherches : j'entends les mœurs du monde de la politique, des affaires, de la magistrature et de la presse. Sans parler de l'Eglise, qui reste prudemment dans l'ombre, mais n'en est pas moins prudente et agissante, là comme partout.

Ce que nous apprenons n'est pas nouveau. Par tant de scandales : Panama, Boulangisme, affaire Dreyfus, affaire Humbert et d'autres de moindre notoriété, nous savions déjà ce qu'il faut penser de la probité et du désintéressement spéciaux à ces milieux. Ce n'est ici qu'une redite, mais qui a son utilité. Notre instruction se complète, notre expérience se mûrit. Notre dégoût de la politique grandit.

S'il fallait en croire sur parole chacun des plus ou moins intéressants personnages qui sont venus déposer — comme le long d'un mur — devant la commission d'enquête, on les prendrait tous pour de petits saints. Ce serait peut-être se leurrer. En même temps qu'il se décerne un brevet de loyauté, de civisme et de vertu, chacun accuse les autres d'être des coquins, des escrocs, des maîtres chanteurs, des concussionnaires, des corrupteurs, des vendus, à tout le moins des menteurs. La plupart du temps, ces choses-là sont dites en termes très choisis, mais, pour qui sait le sens des mots, elles sont dites. Mettons qu'il y ait un peu d'exagération dans l'appréciation pessimiste qu'ils font des autres et beaucoup dans l'estimation optimiste qu'ils font d'eux-mêmes, et nous ne serons pas loin de la vérité.

Voici un homme, un ingénieur, mêlé à beaucoup d'affaires, frotté à beaucoup d'hommes politiques, qui s'en va trouver un sien ami, haut fonctionnaire, et, après avoir causé de la température, lui dit à brûle-pourpoint : « Dites donc, il me vient une drôle d'idée. Pourquoi les Chartreux n'offriraient-ils pas deux millions au gouvernement pour être autorisés? » Là-dessus on se quitte et le haut fonctionnaire va répéter confidentiellement le propos à l'oreille d'un haut membre du gouvernement ou d'un de ses proches. Comme la chose s'est ébruitée et comme on s'indigne, comme on parle de tentative de corruption, l'ingénieur fait la bête : « Quoi? c'est une idée amusante qui m'est venue, un mot sans conséquence jeté en l'air en causant; j'ai dit cela comme j'aurais dit autre chose. » Et le fonctionnaire : « J'ai rapporté cela au fils du ministre, parce que j'ai pensé qu'il était de mon devoir de fonctionnaire de rapporter au gouvernement une conversation qui pouvait l'intéresser. » En effet.

Il se trouve que ces deux amis sont des copains de Millerand, qu'on rencontre toujours là où il y a de l'eau trouble à remuer, et qui n'a qu'un rêve depuis qu'il n'est plus ministre : le redevenir. De méchantes langues disent que c'est lui qui, pour faire tomber Combes et prendre sa place, a machiné ce guet-apens. Comme s'il en était capable!

Donc Millerand supplia le gouvernement, au nom de « l'intérêt supérieur de l'Etat », de ne point nommer son ami l'ingénieur. Pourquoi? Parce que l'ingénieur avait recueilli et donné une somme de cent mille francs, soi-disant pour la campagne électorale, au président d'un « Comité républicain du commerce et de l'industrie », et que, d'après Millerand, les actes de cette sorte, quoique très louables, ne doivent pas être connus du public. Et pourquoi ne seraient-ils pas connus si vraiment ils sont louables?

Des gens d'affaires qui apportent de l'argent, et des cent mille, pour aider un gouvernement dans la lutte électorale, des commerçants et des industriels qui recueillent des fonds pour lui, on nous fera difficilement croire que ce soit par dévouement, pour les beaux yeux de la République. Dans un récent numéro de *Pages libres* (21 mai), Francis Delaisi montrait fort bien, au cours d'une excellente étude sur *Le régime démocratique actuel*, quel est le véritable rôle et le véritable but de tous ces comités de commerçants et d'industriels qui prennent part aux luttes électorales et qui donnent tant d'argent à la politique, — pour en recevoir encore plus. On comprend dès lors que Millerand, gouvernant d'hier et de demain, chéri des gros industriels qu'il protège et comble de primes, qui sait comment on est élu et comment on gouverne, veuille tenir le public dans l'ignorance de ces choses.

D'un autre côté, les Chartreux racontaient à qui les voulaient entendre, qu'un homme, qu'ils refusent de nommer, était venu leur proposer, de la part d'hommes politiques influents, de les faire autoriser, moyennant la forte somme : 300.000 fr. d'abord, « pour arroser la meute », autrement dit pour acheter le vote d'une partie de la Chambre; puis deux millions, après le vote favorable. Pour ne pas nommer l'émissaire venu pour faire chanter leurs millions, les bons pères invoquent la parole donnée et s'évitent ainsi la peine de prouver leur accusation qui, atteignant des adversaires, est œuvre pie. Sur le masque du mystérieux émissaire, on met des noms; mais, naturellement, tout le monde nie. Tout le monde est victime, personne n'est coupable! Oh! les gens vertueux que tous ces gens-là!

Autour de ces personnages principaux gravite une armée d'aigrefins, comme il y en a tant autour des hommes politiques, lesquels, même lorsqu'ils sont honnêtes (cela arrive), fournissent inconsciemment (plus ou moins) la provende à des nuées d'individus mal famés, sans cesse au guet des affaires fructueuses.

Un journaliste grenoblois qui prenait, je ne sais pourquoi, un énorme intérêt au sort des Chartreux, s'en vient à Paris questionner les uns et les autres sur l'issue probable de leur demande. Quelqu'un lui dit : « Edgar est à vendre; allez donc voir Vervoort. » Il s'en va voir M. André Vervoort, qu'il est inutile, je pense, de présenter à nos lecteurs; il le trouve dans une sorte de maison louche où ce gentleman donne ses rendez-vous, et où il lui déclare tout de go : « Il y a deux sortes de journalistes : les journalistes de chiens crevés et les journalistes d'affaires. » Parole mémorable, qui révèle chez le beau-frère de M. de Rochefort une profonde connaissance de la société contemporaine. Les journalistes de chiens crevés, ce sont ceux qui dissertent sur le trépas du général Bobrikof, par exemple; les journalistes d'affaires, cela se comprend à demi-mot. M. Vervoort et ses amis sont des journalistes d'affaires.

On parla d'Edgar, des Chartreux, du ou des millions qu'ils devraient bien cracher, moyennant quoi Vervoort, ami d'Edgar, se faisait fort de les faire autoriser, et l'on se donna rendez-vous pour le lendemain au Moulin-Rouge. Pour une raison ou pour une autre, l'affaire ne se fit pas. Mais quel tableau de mœurs!

A propos de M. Vervoort et des journalistes d'affaires, la commission d'enquête fut amenée à s'occuper d'histoires de cercles et tenta faiblement d'y porter une lumière vacillante. Des cercles, cela s'autorise, se surveille, se ferme ou se tolère. On y est parfois en contravention avec les règlements. On y joue, alors qu'on n'y

devrait pas jouer. Etc... Vous voyez toutes les ressources qu'il y a là pour les « journalistes d'affaires » et les garçons influents, amis de Pierre, de Paul ou d'Edgar. Le gouvernement ferme les yeux, ou les ouvre... puis les referme. Pour n'être pas molestés, ou contraints de disparaître, il n'est point de sacrifices que les cercles ne soient disposés à faire. Pour un homme intelligent, il y a mille façons de vivre, de bien vivre à Paris.

« Quand des contraventions ont eu lieu, demandait un enquêteur au préfet de police, des influences peuvent-elles empêcher les poursuites? — Je ne puis répondre, dit M. Lépine. » *Je ne puis répondre*, cela est fort commode dans les cas embarrassants, et nombre de témoins ne se sont pas fait faute d'y avoir recours; mais cela répond tout de même fort bien.

Le procureur général fut beaucoup plus franc. « Vous avez parlé, vous aussi, de l'intérêt supérieur, lui disait-on. Il y a donc une raison d'État devant laquelle un magistrat est obligé de s'incliner? — Sous peine d'être révoqué, évidemment. » Et le compte rendu d'ajouter, entre parenthèses : *Rires*. Mais en vérité, cela vaut mieux que des rires. Cela mérite réflexion. Pour le public, s'entend. Car pour nous, nous n'ignorions pas que l'indépendance de la magistrature était un mythe, et que les juges, sauf de bien rares exceptions, jugent forcément comme il plaît aux maîtres.

Nous connaissons la manière dont les magistrats traitent les pauvres diables ou les journalistes de chiens crevés. Voici, en parallèle, la façon dont ils se comportent envers d'autres. M. de Valles, juge d'instruction, menait une enquête d'où pouvait sortir l'innocence ou la culpabilité de M. Edgar Combes, fils du président du Conseil. Ce jeune homme avait fait citer comme témoin de moralité M. Michel Lagrave, ce même fonctionnaire ami de l'ingénieur aux 100.000 francs et de Millerand, dont j'ai parlé plus haut. M. Lagrave vient devant le juge et commence à déposer. Mais voici que la porte du cabinet s'ouvre et qu'en sort M. Edgar Combes lui-même, qui écoutait dans la pièce voisine, avec la complicité du juge. Il entre pour *aider* M. Lagrave à faire sa déposition, dans le sens qui lui est le plus favorable, naturellement. Et en effet, la déposition s'acheva ainsi, faite par le témoin et l'enquêté de concert, devant le juge bon enfant, avec toutes les modifications, corrections, enjolivements qu'on voulut.

Alors, quoi? Autant supprimer tout de suite ces simulacres de justice vis-à-vis des gouvernants, de leurs parents et de leurs amis, et déclarer tout bonnement qu'ils sont au-dessus des lois, et ne relèvent, comme au bon vieux temps, que de leur caprice. Ce serait plus franc, plus conforme à la réalité, d'abord; cela éviterait ensuite des pertes de temps bien inutiles, et serait l'occasion de quelques petites économies pour le budget.

René Chaughi.

SOLIDARITÉ SOCIALE

Vendredi dernier, un contremaître de l'usine Derriey, avenue Philippe-Auguste, a été tué par un ouvrier, Victor Pivoteau. Des ouvriers présents firent mine de vouloir s'emparer du meurtrier, mais ils reculèrent devant l'énergie calme de ce dernier, qui leur déclara qu'il ne se laisserait pas arrêter par des mouchards amateurs, les envoyant chercher des gardiens de la paix, payés pour cette besogne.

Devant le commissaire, Pivoteau déclara que, renvoyé de l'usine par celui qu'il venait de tuer, il crevait de misère depuis huit mois. C'est en se trouvant inopinément devant celui qu'il considérait comme la cause première de sa misère, qu'il avait senti s'éveiller le désir de vengeance.

Chaque fois que l'on se trouve devant un acte pareil, la tâche est difficile. La vie humaine étant respectable par-dessus tout, on ne peut qu'être attristé de voir s'accomplir tant d'actes de représailles, alors qu'on rêve la solidarité de tous.

Mais, quel que soit l'humanitarisme dont on se réclame, est-il bien décent, avant d'avoir en mains tous les éléments du procès, de s'appesantir sur le meurtrier, de le juger et de le condamner sans l'entendre, comme l'a fait le sieur Gérault-Richard, dans la toujours *Petite Répugnante* du 10, où, jetant l'anathème sur le meurtrier, il énumère les qualités de l'excellent socialiste qu'était Pellissier, le contremaître tué, « qui avait un souci égal du bien-être de ses camarades et des intérêts patronaux qui lui étaient confiés! »

Et le député Coutant chante également les qualités socialistes du président de ses réunions électorales « qui avait voué son existence à l'émancipation de ses camarades! »

⁂

Que M. Coutant, député, pleure celui qui travaillait à son élection, cela prouve qu'il a de la reconnaissance. Que M. Gérault-Richard qui fut — il y a longtemps — anarchiste, qui se dit socialiste et se trouve être un des chefs du parti qui se réclame de ce nom, mais qui, en même temps, trouve qu'il n'y a, avec les idées dont il se réclame, aucune incompatibilité à être un des plus forts actionnaires d'une usine d'exploitation dont le nom de *Chair aux gens* est plutôt désastreux pour ceux qui la dirigent, fasse l'éloge de celui « qui, tout en étant soucieux du bien-être de ses camarades, savait défendre les intérêts patronaux dont il avait la garde », cela n'a rien de surprenant. M. Josse est orfèvre. Mais cela démontre l'inconscience de ceux qui se piquent des étiquettes de parti comme on se pare d'une cocarde, ne comprenant pas que, du jour où un individu se dit socialiste, certaines fonctions dans l'état social lui sont interdites de par le fait des idées qu'il proclame, et qu'il ne suffit pas d'afficher certaines idées par des discours, elles doivent, si on est sincère, se traduire par une façon de vivre qui n'est pas celle de ceux qui acceptent l'ordre capitaliste tel quel.

Il peut se trouver des contremaîtres justes, comme on trouve de temps à autre un patron équitable. Mais ce n'est que l'exception, la très rare exception.

Dans le courant ordinaire des choses, un contremaître est un garde-chiourme pour le compte du patron. Sa charge est de faire suer à l'activité de l'ouvrier, tout ce qu'elle est susceptible de pouvoir rendre. S'il se trouvait trop souvent du côté de l'ouvrier, le patron, qui le paie pour défendre ses intérêts, aurait vite fait de le remercier.

⁂

J'ignore ce qu'était Pellissier. Gérault-Richard et Coutant affirment qu'en plus de l'excellent socialiste qu'il était, il fut l'ami des ouvriers qu'il dirigeait!

J'ai, moi, là, sur ma table, une lettre d'un camarade d'atelier de Pivoteau, ayant travaillé lui aussi sous les ordres de Pellissier, affirmant que ce dernier était le modèle du vrai garde-chiourme; qu'avant d'échouer dans la maison Derriey, il avait été contremaître dans une autre usine; mais que le patron avait dû le remercier, le trouvant, lui patron, trop féroce! Attendons, pour nous faire un jugement. Et, pendant que j'écris cet article, un autre camarade vient me confirmer les faits.

Un acte semblable ne doit pas être jugé de parti pris, et sur des sensations. Il doit être analysé scrupuleusement, et on doit tenir compte de tous ses éléments, si on veut en tirer la philosophie qu'il comporte. Or, lorsqu'on l'analyse, l'acte de Pivoteau signifie qu'il existe une solidarité sociale, que ceux qui assument une part d'autorité, soit dans l'ordre politique, soit dans l'ordre économique, ont tort d'oublier; car elle peut leur être rappelée, d'une façon un peu rude, parfois.

Au premier abord, rien ne paraît plus simple et plus légitime que de congédier l'ouvrier dont la tête ne vous revient plus, ou qui supporte mal vos rebuffades. Si charbonnier n'est plus maître chez soi, que devient le droit du patron?

Cependant, cet homme a une famille qu'il ne pourra plus nourrir si on le met sur le pavé. Même lorsqu'il n'a ni femme, ni enfant, il a besoin de manger lui-même. L'acte si simple de le remercier de ses services, se transforme en un acculement à la misère, si, mis sur le pavé en une période de chômage, il ne retrouve plus d'embauche de quelque temps!

⁂

Pendant longtemps, les exploités ont accepté l'organisation économique sans la discuter; trouvant légitime que le patron les embauche ou les remercie à son gré.

Mais des hommes — se réclamant du socialisme — sont venus leur dire que l'organisation économique était injuste; qu'il était ignominieux que quelques-uns, une minorité, puissent exploiter les autres, la majorité.

Tant que ces socialistes eurent à lutter pour se faire connaître, qu'ils n'eurent aucune chance de devenir eux aussi des gouvernants, ils affirmèrent aux travailleurs qu'ils n'avaient rien à espérer de l'autorité, qu'ils ne s'affranchiraient que par la révolution.

Ce n'est que lorsqu'ils purent passer du côté du manche qu'ils commencèrent à élaguer la révolution de leurs programmes, et à parler réformes. Aujourd'hui, ils prétendent que l'on peut défendre les droits du capital, et travailler à l'émancipation des travailleurs. Devenus patrons, ils anathématisent aujourd'hui ceux dont ils contribuèrent à susciter l'esprit de révolte. Ce sont là simples évolutions de fantoche.

Pour qui scrute les faits, il se dégage cette grande loi de solidarité des êtres, qui veut que quiconque fait du tort à son semblable, s'attire la haine qui peut bien rester inerte, mais aussi devenir active. A manier l'autorité et l'arbitraire, on suscite la révolte. Tout acte qui s'accomplit, produit un ébranlement social qui a sa répercussion quelque part.

Cette répercussion, il n'est pas toujours possible d'en suivre les effets. Il faut un choc en retour, pour en mesurer les résultats. Et alors la leçon qui s'en dégage est que la solidarité n'est pas un vain mot, et que qui veut la justice pour lui, doit la pratiquer envers les autres.

J. Grave.

HYGIÈNE ET SOLIDARITÉ

(*Suite*) (1)

Savoir, c'est prévoir.
Prévoir, c'est pouvoir.
Pouvoir, c'est devoir.

Ensuite, sans compter la corruption (2) qui n'épargne rien, ni personne, sans considérer l'attitude incurablement besogneuse et l'humeur quasi-nostalgique des riches comme des pauvres, sans faire mention des fléaux consacrés, l'ignorance, l'alcoolisme et la puissance de la routine, il y a encore une source abondante et insidieuse de souffrances dans la ségrégation à outrance, le séparatisme intéressé auquel

(1) Voir le n° 10.
(2) En tout ceci, le point de vue hygiénique ou antihygiénique est seul considéré.

aboutit la religion du capital. « Chacun pour soi » est la formule axiomatique de la loi vitale. Dès lors, on peut faire fi du mensonge que représente le respect humain, on doit éviter comme un leurre tout attentionnement pour autrui. — Eh bien, un tel système, adopté à la lettre, occasionnerait les pires désastres. Il évoque immédiatement l'empire désolé des protistes victorieux, la perpétuelle menace de l'invisible, et l'odieuse prophétie du mal sous la figure de chaque passant. Ce sont les tuberculeux répandant, comme à plaisir, leurs infâmes crachats dont les résidus poudroyants vont infester l'atmosphère; ce sont les vénériens semant voluptueusement leurs virus; ce sont les septicémiques de tout genre, et ceux qui les soignent, comme ceux qui les approchent, colportant la contamination; c'est la multitude fluctueuse des malades, jointes les unités disséminées d'un entourage trop souvent ingénu, presque tout le monde enfin, qui joue avec le poison, en laisse flotter partout les émanations meurtrières, et pratique le mal sans malice, rejetant sur le fantôme du hasard la responsabilité des ruines accumulées. Voilà pourtant comment on a compris jusqu'ici le protectionnisme mutuel contre « la matière homicide »; voilà donc où mène l'habitude impersonnelle de la tutelle administrative, la foi paralytique en l'infaillibilité, l'omniscience et l'omnipotence de la providence officielle. On accepte, une fois pour toutes, le départ entre l'hygiène publique et l'hygiène privée, et cette sentence préjudicielle autorise ultérieurement les crimes ininterrompus d'omission.

Comme s'il y avait deux hygiènes, deux biologies, comme si nous avions deux organisations consubstantielles.

Non, l'hygiène sociale et l'hygiène individuelle n'ont pas, à proprement parler, d'existence indépendante; ce sont deux virtualités complémentaires; il faut qu'elles se fusionnent, qu'elles se combinent, comme le font les deux images de l'objet dans la vision binoculaire, comme les symboles partitifs dans l'idéation bicérébrale.

La loi des répercussions équivaut du reste à un impératif expérimental. La logique est d'accord avec l'égoïsme. On travaille pour soi-même en protégeant la santé d'autrui.

Au préalable, toutefois, il y a des connaissances qui doivent imprégner les esprits, devenir, pour ainsi dire, instinctives, connaissances primaires sur l'interprétation étiologique des contacts, sur le contenu zymotique des poussières. Alors, désormais renseigné, chacun participera, dans son intérêt même, à l'œuvre universelle de prophylaxie et d'assainissement.

En outre, au moins temporairement, l'initiative de l'exemple incombant aux plus avertis, l'imitativité, inhérente encore à la nature humaine, induira même les plus réfractaires à conformer leur conduite à la volonté du milieu.

Ainsi, la fonction des fonctions, comme on peut désigner l'hygiène, atteint son maximum de portée, elle sort de l'inertie et du non-sens, elle devient effective par la pénétration d'une constante, le principe moteur, l'altruisme.

Mais un altruisme compréhensif, non pas confessionnel, mais rationnel, non pas expectant, mais au contraire, militant.

L'altruisme, ainsi conçu, n'est rien moins qu'un rêve de philanthropie sentimentale; c'est l'égoïsme lui-même, dont une longue évolution a poli les angles et arrondi l'expression, c'est l'égoïsme altruisé, l'égoïsme objectivé. Loin d'être une chimère, il est tellement réel que tous les hommes en ont sans cesse la preuve et l'intuition dans la vivante expérience de tous les jours.

En dehors des créations classiquement humanitaires, on éprouve, en effet, pour ainsi dire à chaque pas, la pratique du sacrifice. Il y a comme un don perpétuel de soi, qui commence au respect des bienséances, et va jusqu'au détachement sublime des héroïsmes. Sans aller si loin, il n'est personne qui n'ait eu l'agrément d'obliger son semblable. — De même, le sentiment du patriotisme, jalousement entretenu par les maîtres du monde, est une forme déjà spacieuse de l'altruisme, encore que faussée par l'influence doctrinale, par la vieille fiction du cloisonnage géographique. Fiction bien déchue, d'ailleurs; car tous les peuples de la terre sont en intime et incessante relation, les frontières se vermoulent, les esprits s'émancipent, les sympathies s'élargissent; l'avenir, — le présent, pourrait-on dire, — est à la manifestation concrète et plénière des existences et à la réalisation commutative du bonheur.

Ainsi, la loi des répercussions régit toute l'économie sociale. C'est un vice de perspective qui incite les pseudo-civilisés comme les barbares à la manie d'accaparer; le bonheur s'annule en s'accaparant; plus il se donne, plus il s'affirme; plus il s'étend, plus il s'accroît.

C'est une vérité d'expérience. Elle ne pouvait frapper l'homme des cavernes, brutalisé par la nature et talonné par la faim. Après des siècles de souffrances communes, d'espoirs communs, de pensées communes, elle est comprise aujourd'hui par l'homme qui a rendu la terre sociable et découvert le concept de la justice.

Mais si telles sont présentement ses idées, si tel est son idéal, les faits toutefois continuent à les démentir avec une cruelle évidence. Les faits, non pas. Au contraire, il y a des faits d'un caractère matériel et documentaire, comme les récents progrès dans l'hygiène démologique et les œuvres nombreuses de bienfaisance; il y a des faits d'ordre moral, comme le respect pour les faibles et la tendance indéfectible au désintéressement; il y a des faits, constamment inachevés, petits ou grands, individuels ou collectifs, qui dénotent l'appétition du bien, les efforts synchroniques et spontanés vers l'équilibre et l'équité. C'est une lutte sans merci entre l'homme organisé viscéralement, l'homme rétrospectif ayant pour toute morale une mâchoire et des griffes, et l'homme constitué socialement, armé d'expérience et d'idéalité, mesurant sur la sienne la conscience d'autrui. Si l'un est soutenu par la force des choses et la logique du mouvement, l'autre a sans doute pour lui la puissance d'inertie et l'absolutisme des routines, et la stabilité lui paraît assurée.

Illusion. Elle dure par un miracle d'artifice, tant les privilégiés sont gens tenaces et précautionnés. N'importe. Le fétichisme et la crédulité sont démonétisés. La mécanique de la centralisation et du bon plaisir n'est plus bonne que pour les quelques-uns qui s'en trouvent bien. Le règne des entités périclite affreusement. Et sur les ruines du monde subjectif, l'homme se dresse, dans son entièreté psychophysique, dans dans sa finalité ego-altruiste.

Pour le moment, la vie sociale et morale est pleine de contradictions; la routine, ambitieuse d'éternité, contrarie la simple poussée évolutive; les errements du passé, les menues obligations, astrictions et restrictions du vieux régime dérangent violemment l'orientation logique et naturelle de l'activité normale. C'est une lutte laborieuse de tous les instants, entre les aptitudes et les habitudes, entre l'homme et son ombre, entre l'évolutionnisme et l'immobilité.

Le résultat n'en paraît guère incertain ni problématique. C'est l'inévitable; les forces morales ont une puissance d'expansion comparable à celle des fluides et, comme elle, irrésistible. Les aspirations régnantes, qui laissent voir en principe un ensemble homogène et contiennent tout un monde virtuel, font effort pour s'actualiser. Elles trouvent par-ci par-là des issues provisoires sur des horizons plus ou moins vastes et très divers, comme les groupements politiques d'opposition, par exemple, et les œuvres sans nombre à tendances libérales; elles trouvent quelque diversion dans la littérature, le roman, le drame, où sont acclamées les vertus intrinsèques et glorifiés les caractères indivis, où l'on vit quelques heures d'humanité paroxystique pour choir derechef dans la réalité frissonnante, parmi les froides pétrifications du passé; elles trouvent, par conséquent, des dérivatifs; elles se traduisent, tant bien que mal, en actes partiels; mais il reste quand même toujours de l'énergie motrice, qui peu à peu s'accumule. Qui s'accumule jusqu'au moment fatal où sa distension déterminera un cataclysme, où elle brisera d'un coup toute la parlerie dont on l'enveloppe et les forces brutes qu'on lui oppose.

L'acte suprême et décisif aura l'éclat d'un météore. L'élan, une fois donné, empoignera les masses, de proche en proche, et une véritable crise de solidarité emportera vers sa nouvelle destinée la société aryenne (1) secouée dans ses fondements. Ce sera la torpeur et la conscience, ce sera la mort et la vie dans un combat corps à corps.

Laquelle triomphera? Sera-ce la mort, l'écrasement du bon vouloir, l'invalidation du mérite, l'aveulissement, l'avilissement général? Ou sera-ce la vie, l'émancipation des énergies, leur développement local et simultané, la réalisation amiable et sereine du possible?

Si nous ignorons l'avenir, parce qu'il n'est pas essentiellement l'éternelle reproduction, l'effigie servile du passé, du moins sommes-nous à même d'en concevoir une délinéation, parce qu'il n'est pas une production gratuite et volatile du hasard et parce que tout s'enchaîne, au contraire : ce sont toujours les mêmes forces naturelles et la même nature humaine, et celle-ci, dans la filiation des causes et des effets, subit l'inéluctable loi du déterminisme.

Par exemple, il est certain qu'une transformation, une révolution dans les idées, les sentiments, la manière de penser, aura quelque jour pour conséquence une révolution dans les tendances, dans les mœurs et la manière d'agir. Cette prévision comporte une certitude mathématique, comme la solution d'une équation. Aux arrêts du déterminisme correspondent les rigueurs de la logique. Pour construire, en outre, il faut détruire. Il y aura violence, il y aura bouleversement, parce que les routines sont trop peu ductiles pour se plier d'elles-mêmes à la profonde vicissitude de la psychologie.

Les routines se concrétionnent dans la loi.

La loi n'a rien pour elle, ni science, ni logique, ni morale; elle n'a d'autre sanction, d'autre base que la force.

(*A suivre.*) Dr SEGARD.

COLLABORATIONS ORIGINALES

Les capitalistes anglais et le travail d'esclavage

I

Le vote récent de la Chambre des Communes légalisant l'importation en masse d'ouvriers chinois au Transvaal est, au fond, la conséquence parfaitement logique de la guerre sud-africaine. Ceux qui ont été partisans de cette guerre et qui protestent aujourd'hui contre un tel développement sont obligés d'avouer qu'ils se sont trompés. Heureusement, le nombre de personnes qui font cet aveu, soit ouvertement, soit tacitement, est assez grand. La majorité gouvernementale a été exactement la même — 51 voix

---

(1) Aryenne. Parce que ce sont les Aryas qui tiennent la cime de la civilisation. Chez eux, l'histoire nous montre, au dernier siècle surtout, comment un mouvement révolutionnaire se répercute rapidement. Quant aux autres races, l'exemple suffira, c'est-à-dire l'expérience, l'intelligence de leurs intérêts, la contagion du bien. Les idées sont les forces les plus fortes.

devrait pas jouer. Etc... Vous voyez toutes les ressources qu'il y a là pour les « journalistes d'affaires » et les garçons influents, amis de Pierre, de Paul ou d'Edgar. Le gouvernement ferme les yeux, ou les ouvre... puis les referme. Pour n'être pas molestés, ou contraints de disparaître, il n'est point de sacrifices que les cercles ne soient disposés à faire. Pour un homme intelligent, il y a mille façons de vivre, de bien vivre à Paris.

« Quand des contraventions ont eu lieu, demandait un enquêteur au préfet de police, des influences peuvent-elles empêcher les poursuites? — Je ne puis répondre, dit M. Lépine. » *Je ne puis répondre*, cela est fort commode dans les cas embarrassants, et nombre de témoins ne se sont pas fait faute d'y avoir recours; mais cela répond tout de même fort bien.

Le procureur général fut beaucoup plus franc. « Vous avez parlé, vous aussi, de l'intérêt supérieur, lui disait-on. Il y a donc une raison d'État devant laquelle un magistrat est obligé de s'incliner? — Sous peine d'être révoqué, évidemment. » Et le compte rendu d'ajouter, entre parenthèses : *Rires*. Mais en vérité, cela vaut mieux que des rires. Cela mérite réflexion. Pour le public, s'entend. Car pour nous, nous n'ignorions pas que l'indépendance de la magistrature était un mythe, et que les juges, sauf de bien rares exceptions, jugent forcément comme il plaît aux maîtres.

Nous connaissons la manière dont les magistrats traitent les pauvres diables ou les journalistes de chiens crevés. Voici, en parallèle, la façon dont ils se comportent envers d'autres. M. de Valles, juge d'instruction, menait une enquête d'où pouvait sortir l'innocence ou la culpabilité de M. Edgar Combes, fils du président du Conseil. Ce jeune homme avait fait citer comme témoin de moralité M. Michel Lagrave, ce même fonctionnaire ami de l'ingénieur aux 100.000 francs et de Millerand, dont j'ai parlé plus haut. M. Lagrave vient devant le juge et commence à déposer. Mais voici que la porte du cabinet s'ouvre et qu'en sort M. Edgar Combes lui-même, qui écoutait dans la pièce voisine, avec la complicité du juge. Il entre pour *aider* M. Lagrave à faire sa déposition, dans le sens qui lui est le plus favorable, naturellement. Et en effet, la déposition s'acheva ainsi, faite par le témoin et l'enquêté de concert, devant le juge bon enfant, avec toutes les modifications, corrections, enjolivements qu'on voulut.

Alors, quoi? Autant supprimer tout de suite ces simulacres de justice vis-à-vis des gouvernants, de leurs parents et de leurs amis, et déclarer tout bonnement qu'ils sont au-dessus des lois, et ne relèvent, comme au bon vieux temps, que de leur caprice. Ce serait plus franc, plus conforme à la réalité, d'abord; cela éviterait ensuite des pertes de temps bien inutiles, et serait l'occasion de quelques petites économies pour le budget.

RENÉ CHAUGHI.

SOLIDARITÉ SOCIALE

Vendredi dernier, un contremaître de l'usine Derriey, avenue Philippe-Auguste, a été tué par un ouvrier, Victor Pivoteau. Des ouvriers présents firent mine de vouloir s'emparer du meurtrier, mais ils reculèrent devant l'énergie calme de ce dernier, qui leur déclara qu'il ne se laisserait pas arrêter par des mouchards amateurs, les envoyant chercher des gardiens de la paix, payés pour cette besogne.

Devant le commissaire, Pivoteau déclara que, renvoyé de l'usine par celui qu'il venait de tuer, il crevait de misère depuis huit mois. C'est en se trouvant inopinément devant celui qu'il considérait comme la cause première de sa misère, qu'il avait senti s'éveiller le désir de vengeance.

Chaque fois que l'on se trouve devant un acte pareil, la tâche est difficile. La vie humaine étant respectable par-dessus tout, on ne peut qu'être attristé de voir s'accomplir tant d'actes de représailles, alors qu'on rêve la solidarité de tous.

Mais, quel que soit l'humanitarisme dont on se réclame, est-il bien décent, avant d'avoir en mains tous les éléments du procès, de s'appesantir sur le meurtrier, de le juger et de le condamner sans l'entendre, comme l'a fait le sieur Gérault-Richard, dans la toujours *Petite Répugnante* du 10, où, jetant l'anathème sur le meurtrier, il énumère les qualités de l'excellent socialiste qu'était Pellissier, le contremaître tué, « qui avait un souci égal du bien-être de ses camarades et des intérêts patronaux qui lui étaient confiés! »

Et le député Coutant chante également les qualités socialistes du président de ses réunions électorales « qui avait voué son existence à l'émancipation de ses camarades! »

* * *

Que M. Coutant, député, pleure celui qui travaillait à son élection, cela prouve qu'il a de la reconnaissance. Que M. Gérault-Richard qui fut — il y a longtemps — anarchiste, qui se dit socialiste et se trouve être un des chefs du parti qui se réclame de ce nom, mais qui, en même temps, trouve qu'il n'y a, avec les idées dont il se réclame, aucune incompatibilité à être un des plus forts actionnaires d'une usine d'exploitation dont le nom de *Chair aux gens* est plutôt désastreux pour ceux qui la dirigent, fasse l'éloge de celui « qui, tout en étant soucieux du bien-être de ses camarades, savait défendre les intérêts patronaux dont il avait la garde », cela n'a rien de surprenant. M. Josse est orfèvre. Mais cela démontre l'inconscience de ceux qui se piquent des étiquettes de parti comme on se pare d'une cocarde, ne comprenant pas que, du jour où un individu se dit socialiste, certaines fonctions dans l'état social lui sont interdites de par le fait des idées qu'il proclame, et qu'il ne suffit pas d'afficher certaines idées par des discours, elles doivent, si on est sincère, se traduire par une façon de vivre qui n'est pas celle de ceux qui acceptent l'ordre capitaliste tel quel.

Il peut se trouver des contremaîtres justes, comme on trouve de temps à autre un patron équitable. Mais ce n'est que l'exception, la très rare exception.

Dans le courant ordinaire des choses, un contremaître est un garde-chiourme pour le compte du patron. Sa charge est de faire suer à l'activité de l'ouvrier, tout ce qu'elle est susceptible de pouvoir rendre. S'il se trouvait trop souvent du côté de l'ouvrier, le patron, qui le paie pour défendre ses intérêts, aurait vite fait de le remercier.

* * *

J'ignore ce qu'était Pellissier. Gérault-Richard et Coutant affirment qu'en plus de l'excellent socialiste qu'il était, il fut l'ami des ouvriers qu'il dirigeait!

J'ai, moi, là, sur ma table, une lettre d'un camarade d'atelier de Pivoteau, ayant travaillé lui aussi sous les ordres de Pellissier, affirmant que ce dernier était le modèle du vrai garde-chiourme; qu'avant d'échouer dans la maison Derriey, il avait été contremaître dans une autre usine; mais que le patron avait dû le remercier, le trouvant, lui patron, trop féroce! Attendons, pour nous faire un jugement. Et, pendant que j'écris cet article, un autre camarade vient me confirmer les faits.

Un acte semblable ne doit pas être jugé de parti pris, et sur des sensations. Il doit être analysé scrupuleusement, et on doit tenir compte de tous ses éléments, si on veut en tirer la philosophie qu'il comporte. Or, lorsqu'on l'analyse, l'acte de Pivoteau signifie qu'il existe une solidarité sociale, que ceux qui assument une part d'autorité, soit dans l'ordre politique, soit dans l'ordre économique, ont tort d'oublier; car elle peut leur être rappelée, d'une façon un peu rude, parfois.

Au premier abord, rien ne paraît plus simple et plus légitime que de congédier l'ouvrier dont la tête ne vous revient plus, ou qui supporte mal vos rebuffades. Si charbonnier n'est plus maître chez soi, que devient le droit du patron?

Cependant, cet homme a une famille qu'il ne pourra plus nourrir si on le met sur le pavé. Même lorsqu'il n'a ni femme, ni enfant, il a besoin de manger lui-même. L'acte si simple de le remercier de ses services, se transforme en un acculement à la misère, si, mis sur le pavé en une période de chômage, il ne retrouve plus d'embauche de quelque temps!

* * *

Pendant longtemps, les exploités ont accepté l'organisation économique sans la discuter; trouvant légitime que le patron les embauche ou les remercie à son gré.

Mais des hommes — se réclamant du socialisme — sont venus leur dire que l'organisation économique était injuste; qu'il était ignominieux que quelques-uns, une minorité, puissent exploiter les autres, la majorité.

Tant que ces socialistes eurent à lutter pour se faire connaître, qu'ils n'eurent aucune chance de devenir eux aussi des gouvernants, ils affirmèrent aux travailleurs qu'ils n'avaient rien à espérer de l'autorité, qu'ils ne s'affranchiraient que par la révolution.

Ce n'est que lorsqu'ils purent passer du côté du manche qu'ils commencèrent à élaguer la révolution de leurs programmes, et à parler réformes. Aujourd'hui, ils prétendent que l'on peut défendre les droits du capital, et travailler à l'émancipation des travailleurs. Devenus patrons, ils anathématisent aujourd'hui ceux dont ils contribuèrent à susciter l'esprit de révolte. Ce sont là simples évolutions de fantoche.

Pour qui scrute les faits, il se dégage cette grande loi de solidarité des êtres, qui veut que quiconque fait du tort à son semblable, s'attire la haine qui peut bien rester inerte, mais aussi devenir active. A manier l'autorité et l'arbitraire, on suscite la révolte. Tout acte qui s'accomplit, produit un ébranlement social qui a sa répercussion quelque part.

Cette répercussion, il n'est pas toujours possible d'en suivre les effets. Il faut un choc en retour, pour en mesurer les résultats. Et alors la leçon qui s'en dégage est que la solidarité n'est pas un vain mot, et que qui veut la justice pour lui, doit la pratiquer envers les autres.

J. GRAVE.

HYGIÈNE ET SOLIDARITÉ

(*Suite*) (1)

Savoir, c'est prévoir.
Prévoir, c'est pouvoir.
Pouvoir, c'est devoir.

Ensuite, sans compter la corruption (2) qui n'épargne rien, ni personne, sans considérer l'attitude incurablement besogneuse et l'humeur quasi-nostalgique des riches comme des pauvres, sans faire mention des fléaux consacrés, l'ignorance, l'alcoolisme et la puissance de la routine, il y a encore une source abondante et insidieuse de souffrances dans la ségrégation à outrance, le séparatisme intéressé auquel

---

(1) Voir le nº 10.
(2) En tout ceci, le point de vue hygiénique ou anti-hygiénique est seul considéré.

aboutit la religion du capital. « Chacun pour soi » est la formule axiomatique de la loi vitale. Dès lors, on peut faire fi du mensonge que représente le respect humain, on doit éviter comme un leurre tout attentionnement pour autrui. — Eh bien, un tel système, adopté à la lettre, occasionnerait les pires désastres. Il évoque immédiatement l'empire désolé des protistes victorieux, la perpétuelle menace de l'invisible, et l'odieuse prophétie du mal sous la figure de chaque passant. Ce sont les tuberculeux répandant, comme à plaisir, leurs infâmes crachats dont les résidus poudroyants vont infester l'atmosphère ; ce sont les vénériens semant voluptueusement leurs virus ; ce sont les septicémiques de tout genre, et ceux qui les soignent, comme ceux qui les approchent, colportant la contamination ; c'est la multitude fluctueuse des malades, jointes les unités disséminées d'un entourage trop souvent ingénu, presque tout le monde enfin, qui joue avec le poison, en laisse flotter partout les émanations meurtrières, et pratique le mal sans malice, rejetant sur le fantôme du hasard la responsabilité des ruines accumulées. Voilà pourtant comment on a compris jusqu'ici le protectionnisme mutuel contre « la matière homicide » ; voilà donc où mène l'habitude impersonnelle de la tutelle administrative, la foi paralytique en l'infaillibilité, l'omniscience et l'omnipotence de la providence officielle. On accepte, une fois pour toutes, le départ entre l'hygiène publique et l'hygiène privée, et cette sentence préjudicielle autorise ultérieurement les crimes ininterrompus d'omission.

Comme s'il y avait deux hygiènes, deux biologies, comme si nous avions deux organisations consubstantielles.

Non, l'hygiène sociale et l'hygiène individuelle n'ont pas, à proprement parler, d'existence indépendante ; ce sont deux virtualités complémentaires ; il faut qu'elles se fusionnent, qu'elles se combinent, comme le font les deux images de l'objet dans la vision binoculaire, comme les symboles partitifs dans l'idéation bicérébrale.

La loi des répercussions équivaut du reste à un impératif expérimental. La logique est d'accord avec l'égoïsme. On travaille pour soi-même en protégeant la santé d'autrui.

Au préalable, toutefois, il y a des connaissances qui doivent imprégner les esprits, devenir, pour ainsi dire, instinctives, connaissances primaires sur l'interprétation étiologique des contacts, sur le contenu zymotique des poussières. Alors, désormais renseigné, chacun participera, dans son intérêt même, à l'œuvre universelle de prophylaxie et d'assainissement.

En outre, au moins temporairement, l'initiative de l'exemple incombant aux plus avertis, l'imitativité, inhérente encore à la nature humaine, induira même les plus réfractaires à conformer leur conduite à la volonté du milieu.

Ainsi, la fonction des fonctions, comme on peut désigner l'hygiène, atteint son maximum de portée, elle sort de l'inertie et du non-sens, elle devient effective par la pénétration d'une constante, le principe moteur, l'altruisme.

Mais un altruisme compréhensif, non pas confessionnel, mais rationnel, non pas expectant, mais au contraire, militant.

L'altruisme, ainsi conçu, n'est rien moins qu'un rêve de philanthropie sentimentale ; c'est l'égoïsme lui-même, dont une longue évolution a poli les angles et arrondi l'expression, c'est l'égoïsme altruisé, l'égoïsme objectivé. Loin d'être une chimère, il est tellement réel que tous les hommes en ont sans cesse la preuve et l'intuition dans la vivante expérience de tous les jours.

En dehors des créations classiquement humanitaires, on éprouve, en effet, pour ainsi dire à chaque pas, la pratique du sacrifice. Il y a comme un don perpétuel de soi, qui commence au respect des bienséances, et va jusqu'au détachement sublime des héroïsmes. Sans aller si loin, il n'est personne qui n'ait eu l'agrément d'obliger son semblable. — De même, le sentiment du patriotisme, jalousement entretenu par les maîtres du monde, est une forme déjà spacieuse de l'altruisme, encore que faussée par l'influence doctrinale, par la vieille fiction du cloisonnage géographique. Fiction bien déchue, d'ailleurs ; car tous les peuples de la terre sont en intime et incessante relation, les frontières se vermoulent, les esprits s'émancipent, les sympathies s'élargissent ; l'avenir, — le présent, pourrait-on dire, — est à la manifestation concrète et plénière des existences et à la réalisation commutative du bonheur.

Ainsi, la loi des répercussions régit toute l'économie sociale. C'est un vice de perspective qui incite les pseudo-civilisés comme les barbares à la manie d'accaparer ; le bonheur s'annule en s'accaparant ; plus il se donne, plus il s'affirme ; plus il s'étend, plus il s'accroît.

C'est une vérité d'expérience. Elle ne pouvait frapper l'homme des cavernes, brutalisé par la nature et talonné par la faim. Après des siècles de souffrances communes, d'espoirs communs, de pensées communes, elle est comprise aujourd'hui par l'homme qui a rendu la terre sociable et découvert le concept de la justice.

Mais si telles sont présentement ses idées, si tel est son idéal, les faits toutefois continuent à les démentir avec une cruelle évidence. Les faits, non pas. Au contraire, il y a des faits d'un caractère matériel et documentaire, comme les récents progrès dans l'hygiène démologique et les œuvres nombreuses de bienfaisance ; il y a des faits d'ordre moral, comme le respect pour les faibles et la tendance indéfectible au désintéressement ; il y a des faits, constamment inachevés, petits ou grands, individuels ou collectifs, qui dénotent l'appétition du bien, les efforts synchroniques et spontanés vers l'équilibre et l'équité. C'est une lutte sans merci entre l'homme organisé viscéralement, l'homme rétrospectif ayant pour toute morale une mâchoire et des griffes, et l'homme constitué socialement, armé d'expérience et d'idéalité, mesurant sur la sienne la conscience d'autrui. Si l'un est soutenu par la force des choses et la logique du mouvement, l'autre a sans doute pour lui la puissance d'inertie et l'absolutisme des routines, et la stabilité lui paraît assurée.

Illusion. Elle dure par un miracle d'artifice, tant les privilégiés sont gens tenaces et précautionnés. N'importe. Le fétichisme et la crédulité sont démonétisés. La mécanique de la centralisation et du bon plaisir n'est plus bonne que pour les quelques-uns qui s'en trouvent bien. Le règne des entités périclite affreusement. Et sur les ruines du monde subjectif, l'homme se dresse, dans son entièreté psychophysique, dans dans sa finalité ego-altruiste.

Pour le moment, la vie sociale et morale est pleine de contradictions ; la routine, ambitieuse d'éternité, contrarie la simple poussée évolutive ; les errements du passé, les menues obligations, astrictions et restrictions du vieux régime dérangent violemment l'orientation logique et naturelle de l'activité normale. C'est une lutte laborieuse de tous les instants, entre les aptitudes et les habitudes, entre l'homme et son ombre, entre l'évolutionnisme et l'immobilité.

Le résultat n'en paraît guère incertain ni problématique. C'est l'inévitable ; les forces morales ont une puissance d'expansion comparable à celle des fluides et, comme elle, irrésistible. Les aspirations régnantes, qui laissent voir en principe un ensemble homogène et contiennent tout un monde virtuel, font effort pour s'actualiser. Elles trouvent par-ci par-là des issues provisoires sur des horizons plus ou moins vastes et très divers, comme les groupements politiques d'opposition, par exemple, et les œuvres sans nombre à tendances libérales ; elles trouvent quelque diversion dans la littérature, le roman, le drame, où sont acclamées les vertus intrinsèques et glorifiés les caractères indivis, où l'on vit quelques heures d'humanité paroxystique pour choir derechef dans la réalité frissonnante, parmi les froides pétrifications du passé ; elles trouvent, par conséquent, des dérivatifs ; elles se traduisent, tant bien que mal, en actes partiels ; mais il reste quand même toujours de l'énergie motrice, qui peu à peu s'accumule. Qui s'accumule jusqu'au moment fatal où sa distension déterminera un cataclysme, où elle brisera d'un coup toute la parlerie dont on l'enveloppe et les forces brutes qu'on lui oppose.

L'acte suprême et décisif aura l'éclat d'un météore. L'élan, une fois donné, empoignera les masses, de proche en proche, et une véritable crise de solidarité emportera vers sa nouvelle destinée la société aryenne (1) secouée dans ses fondements. Ce sera la torpeur et la conscience, ce sera la mort et la vie dans un combat corps à corps.

Laquelle triomphera ? Sera-ce la mort, l'écrasement du bon vouloir, l'invalidation du mérite, l'aveulissement, l'avilissement général ? Ou sera-ce la vie, l'émancipation des énergies, leur développement local et simultané, la réalisation amiable et sereine du possible ?

Si nous ignorons l'avenir, parce qu'il n'est pas essentiellement l'éternelle reproduction, l'effigie servile du passé, du moins sommes-nous à même d'en concevoir une délinéation, parce qu'il n'est pas une production gratuite et volatile du hasard et parce que tout s'enchaîne, au contraire : ce sont toujours les mêmes forces naturelles et la même nature humaine, et celle-ci, dans la filiation des causes et des effets, subit l'inéluctable loi du déterminisme.

Par exemple, il est certain qu'une transformation, une révolution dans les idées, les sentiments, la manière de penser, aura quelque jour pour conséquence une révolution dans les tendances, dans les mœurs et la manière d'agir. Cette prévision comporte une certitude mathématique, comme la solution d'une équation. Aux arrêts du déterminisme correspondent les rigueurs de la logique. Pour construire, en outre, il faut détruire. Il y aura violence, il y aura bouleversement, parce que les routines sont trop peu ductiles pour se plier d'elles-mêmes à la profonde vicissitude de la psychologie.

Les routines se concrétionnent dans la loi. La loi n'a rien pour elle, ni science, ni logique, ni morale ; elle n'a d'autre sanction, d'autre base que la force.

(*A suivre.*) Dr SÉGARD.

COLLABORATIONS ORIGINALES

Les capitalistes anglais et le travail d'esclavage

I

Le vote récent de la Chambre des Communes légalisant l'importation en masse d'ouvriers chinois au Transvaal est, au fond, la conséquence parfaitement logique de la guerre sud-africaine. Ceux qui ont été partisans de cette guerre et qui protestent aujourd'hui contre un tel développement sont obligés d'avouer qu'ils se sont trompés. Heureusement, le nombre de personnes qui font cet aveu, soit ouvertement, soit tacitement, est assez grand. La majorité gouvernementale a été exactement la même — 51 voix

(1) Aryenne. Parce que ce sont les Aryas qui tiennent la cime de la civilisation. Chez eux, l'histoire nous montre, au dernier siècle surtout, comment un mouvement révolutionnaire se répercute rapidement. Quant aux autres races, l'exemple suffira, c'est-à-dire l'expérience, l'intelligence de leurs intérêts, la contagion du bien. Les idées sont les forces les plus fortes.

— quand il s'est agi du protectionisme de M. Balfour, et quand il s'est agi du décret légalisant le travail d'esclavage chinois. Autrement dit, ce sont les mêmes serviteurs du capitalisme qui désirent taxer la nourriture et qui veulent établir le travail de *sweating* dans les mines sud-africaines. Les chiffres aideront le prolétariat à comprendre la situation. Déjà une campagne systématique a commencé dans tout le pays en vue de l'abrogation du décret et le gouvernement conservateur, n'eût-il pas été condamné avant, l'est bien maintenant.

Suivant notre constitution, chaque ministère peut rester au pouvoir pendant sept ans, à moins qu'il ne soit en minorité absolue sur une question importante, et généralement les ministères qui n'ont pas subi de défaite grave, restent cinq ou six ans. Le gouvernement actuel ne s'en ira certainement pas tant qu'il n'y sera pas forcé, car les *tories* savent qu'il n'y a guère un seul siège sur lequel ils puissent compter avec certitude. Le tout est de savoir si le ministère lui-même peut rester uni. Même après la démission de M. Chamberlain, d'une part, et celles du duc de Devonshire, de lord Georges Hamilton et de M. Ritchie, d'autre part, le cabinet reste profondément divisé. En l'absence de M. Balfour, qui est malade, son frère Gérard se déclare partisan d'une protection minimum, tandis que M. Austen Chamberlain, suivi par M. Lyttleton et autres, reste favorable à la politique de l'ancien ministre des colonies. Il est difficile de croire qu'un groupe aussi peu homogène puisse subsister longtemps, mais la crainte de la ruine totale qui suivrait une dissolution prolongera sa vie pendant quelque temps encore.

En attendant, le pays doit se former une opinion nette sur la question du travail de semi-esclavage au Transvaal, question d'une telle importance qu'elle ne pourra manquer d'attirer l'attention européenne.

II

Les faits sont, en peu de mots, ceux-ci : on fera venir toute une armée d'ilotes chinois au Transvaal dans le même but que celui que s'était proposé le parti de M. Rhodes en organisant la guerre sud-africaine,c'est-à-dire pour augmenter les dividendes payés par les bonnes mines et pour faciliter l'exploitation des mines inférieures, pour lesquelles on trouverait des actionnaires en Europe. On se souvient que les reproches adressés au président Krüger par les propriétaires des mines d'or étaient de deux catégories : 1° il établissait le monopole de la dynamite et taxait la production minière ; 2° il refusait de forcer les indigènes à travailler à bas prix dans les mines. Ce dernier reproche était le plus grave, et on ajoutait, hypocritement, que par suite de lois insuffisantes sur la vente des alcools, un grand nombre d'ouvriers cafres étaient fréquemment gris. Le reste de la propagande qui aboutit à la guerre n'était qu'un tissu de mensonges destinés à prouver le bien fondé de ces reproches.

Les avantages qu'espéraient obtenir les propriétaires des mines en abolissant le régime boer étaient : 1° de pouvoir forcer les indigènes à travailler dans les mines, ou de pouvoir faire venir des ouvriers chinois, ce que les Boërs n'auraient jamais permis ; 2° d'abolir tout impôt sur la production de l'or. A leur désespoir, la guerre dura si longtemps et coûta si cher, que même M. Chamberlain se vit obligé d'insister sur leur participation aux frais, sous forme d'une dette transvaalienne. D'autre part, la non-activité des mines pendant une année leur avait causé de grandes pertes, et la première chose qu'ils firent en reprenant l'exploitation, fut de baisser considérablement les salaires. Le résultat en fut que les indigènes — dont un grand nombre avaient gagné pas mal d'argent pendant la guerre — refusèrent de venir. Si lord Milner avait osé, il aurait suivi les désirs des capitalistes en recourant à des moyens de violence, mais même ce *proconsul* maladroit recula devant la perspective d'une insurrection parmi les indigènes immédiatement après une guerre à mort avec les Boërs. Une agitation en faveur de l'importation du travail jaune fut donc commencée, et c'est cette agitation qui vient d'aboutir à la ratification d'un décret adopté par lord Milner sur la recommandation de l'*Official Legislative Council* qu'il a institué au Transvaal.

Afin de justifier ce décret, lord Milner et le gouvernement anglais ont été obligés de désavouer toutes les raisons qui avaient été données autrefois pour expliquer au public britannique la nécessité de la guerre. Du commencement jusqu'à la fin, on avait prétendu que le but du parti de la guerre était d'obtenir les droits politiques pour « tout homme civilisé » au Transvaal, et, ajoutait-on, sous le régime britannique, une place beaucoup plus considérable serait faite aux ouvriers blancs au Transvaal, et notamment à Johannesburg, où la prospérité serait plus grande que jamais.

L'attitude qu'ont maintenant adoptée les capitalistes et les politiciens anglais qui leur donnent leur appui, est tout autre. La prospérité économique du Transvaal ne peut être maintenue, disent-ils, qu'en important du travail asiatique à bon marché. Si, par la prospérité du Transvaal, on entend la prospérité des fondateurs de sociétés et autres exploiteurs des mines d'or, cela peut être vrai, en partie. Il est certain que l'on a, pendant longtemps, travaillé aux mines avec de l'argent emprunté et il faut croire qu'un grand nombre de banques anglaises et sud-africaines sont très engagées. Toutes les mines — à l'exception des plus riches — doivent avoir à se débarrasser d'une lourde charge financière, et l'on comprend bien que les propriétaires désirent se procurer de la main-d'œuvre à bon marché. Afin de faire venir les indigènes, les salaires ont dû être augmentés, de façon à atteindre la même élévation qu'avant la guerre, mais en dépit de cela, le nombre des ouvriers indigènes est moins élevé qu'alors. Naturellement, les amis de la cause ouvrière en Angleterre font valoir que l'on doit utiliser le travail blanc. A cela, les propriétaires des mines donnent deux réponses, qu'il est instructif de comparer. Ils disent :

1° Les blancs *ne veulent pas* faire le travail qui est fait par les indigènes.

2° Le travail blanc est trop coûteux pour être économiquement possible.

Il va sans dire que l'une de ces réponses est basée sur un mensonge, et quelques personnes de beaucoup d'expérience pratique disent qu'elles sont fausses toutes les deux. De l'avis de M. Cresswell, qui possède au plus haut point une telle expérience, le travail blanc est, à la longue, le plus économique. Mais M. Cresswell a également publié le contenu d'une lettre que lui a adressée un représentant des capitalistes des mines : il y est dit qu'ils ne veulent pas courir le risque d'établir au Transvaal un prolétariat blanc, *qui demanderait des droits politiques* et pourrait contrôler la législation tout comme le parti ouvrier en Australie ou en Nouvelle-Zélande.

On voit donc que : les mêmes personnes qui rendirent la guerre inévitable sous le prétexte de vouloir obtenir des droits politiques pour tous les blancs, s'opposent maintenant à la formation d'une population blanche qui réclamerait des droits politiques. C'est exactement ce que prédirent ceux d'entre nous qui furent opposés à la guerre dès le début. Les dupes voient maintenant qui avait raison.

III

La situation est donc celle-ci : Que les mines puissent supporter le coût du travail blanc ou qu'elles ne le puissent pas, les propriétaires désirent l'exclure, sachant que le prolétariat blanc travaillerait en faveur des intérêts ouvriers et taxerait le capital beaucoup plus lourdement que ne le firent les Boërs. Cela rendrait impossible l'exploitation de nouvelles mines inférieures et arrêterait l'affluence de nouveaux capitaux que les financiers espèrent attirer. Le *Legislative Council* a donc déclaré que sans le travail chinois l'industrie minière ne pourrait se développer — opinion qui, venant de sa part, ne pouvait étonner personne. La plupart des fonctionnaires britanniques à Prétoria et à Johannesburg savent que leurs salaires dépendent des capitalistes, et ils décident, par conséquent, que les intérêts de ces derniers sont analogues aux intérêts du Transvaal. En Angleterre, le gouvernement tory et sa majorité se mettent encore aujourd'hui, de même que pendant la guerre, du côté des capitalistes, et ainsi le travail chinois sera maintenant importé.

Le danger est que le prolétariat anglais ne comprenne mal cette conséquence et adopte une attitude de haine envers les Chinois. Ce serait faux. On doit combattre la politique de semi-esclavage autant dans l'intérêt des Chinois que dans celui de la démocratie européenne. Il est tout à fait vrai que les Chinois sont de bons travailleurs, frugaux et sobres. Mais qu'arrive-t-il quand de grandes masses de Chinois viennent dans un pays étranger pour travailler pendant peu de temps seulement ? Ils tombent au-dessous du niveau de leur civilisation antérieure. On se propose d'importer prochainement 150.000 Chinois au Transvaal, et au bout de quelques années, les capitalistes espèrent les voir au nombre de 300.000. Les Chinois se lieront pour deux ou trois ans en comptant retourner en Chine à la fin de cette période. Ils n'emmèneront par conséquent ni leurs femmes ni leurs enfants, et Johannesburg deviendra une nouvelle Sodome chinoise.

M. Lyttleton, ministre des colonies, déclare que « toute facilité » sera donnée pour le transport des femmes et des enfants. Mais cette déclaration n'est qu'un outrage au bon sens. Tout homme pratique sait bien que les Chinois n'emmèneront pas leurs familles, et s'ils le faisaient, le résultat serait une population chinoise d'environ 750.000 personnes, c'est-à-dire un nombre dépassant de beaucoup toute la population blanche de l'Afrique du Sud. Les propriétaires des mines ne le désireraient pas et les Chinois ne le veulent pas. Ce que l'on est si en train d'organiser, ce sont d'immenses établissements fermés dans lesquels les Chinois vivront comme dans une espèce de prison. Ils ne pourront pas sortir sans permission et jamais pour une période plus longue que 48 heures à la fois. S'ils s'échappent, on les poursuivra comme des esclaves en fuite, et on les punira.

Le gouvernement chinois a stipulé qu'ils ne doivent pas être fouettés, mais la promesse donnée à cet effet est sans valeur. S'ils ne sont pas fouettés, ils seront brutalisés d'une autre façon. Leurs chefs croient que toutes les « races inférieures » doivent être gouvernées par la terreur, et la crainte même d'une émeute parmi tous ces serfs les rendront plus cruels. Il est également faux de dire que tous ces engagés sauront parfaitement à quoi s'en tenir sur le genre de vie qui les attend. Il est certain qu'on leur mentira.

A l'heure actuelle, la mortalité même parmi les ouvriers blancs travaillant dans les mines d'or du Transvaal est beaucoup plus forte que dans les mines de charbon en Angleterre et parmi les Cafres la mortalité est énorme. C'est même là la raison pour laquelle ils ne veulent travailler dans les mines que moyennant des salaires très élevés. La cause de la mortalité est due en partie au fait que les indigènes ne supportent pas, en général, la vie souterraine, et en partie à la poussière que produit le forage. Pour remédier à ce dernier mal, il faudrait faire de nouvelles dépenses et les capitalistes ne veulent pas y consentir.

Ainsi le gouvernement britannique a inauguré une politique de dégradation et de destruction de vies humaines afin de permettre à quelques capitalistes — qui ne sont pas tous Anglais — de faire fortune en exploitant les mines d'or. Si jamais la démocratie britannique doit organiser une opposition sérieuse, c'est ici qu'il faut le faire. Et il faut espérer que le prolétariat comprendra que dans cette lutte, il s'agit de combattre non pas le travail chinois en faveur du travail britannique, mais la ploutocratie et l'ilotisme au nom de la démocratie et de la civilisation.

JOHN M. ROBERTSON.

(*L'Européen*, 5 mars 1904.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Cendre, ancien cuisinier des Chartreux, ayant juré, crucifix en main, que le mystérieux X... aux deux millions était Mascuraud, président du Comité du commerce et de l'industrie, il y eut grand émoi à la commission d'enquête. Elle fit paraître Mascuraud, qui déclara solennellement avec un trémolo dans la voix, qu'il fallait que la commission lui rendît tout de suite son honneur. Il y avait plusieurs dates d'un voyage possible de Mascuraud à la Chartreuse. On n'en vérifia qu'une qui se trouva infirmée par un alibi. Alors ce fut du délire. La commission cria : « Vive Mascuraud ! » La commission tout entière serra les mains de Mascuraud. Mascuraud sortit de là tout pâle. L'honneur était rendu à Mascuraud.

Il arrive tous les jours que des hommes, aussi honnêtes, aussi innocents que Mascuraud, plus même si c'est possible, sont accusés comme lui d'une chose qu'ils n'ont pas commise. Et non seulement ils sont accusés, mais souvent même arrêtés, emprisonnés, mis au secret. Ils ne prennent pas l'attitude théâtrale de Mascuraud, ou, s'ils la prennent, elle ne leur sert de rien : le juge d'instruction les engage à ne pas « jouer la comédie ». Il arrive parfois que ces hommes sont, contre toute attente, reconnus et déclarés innocents. Dans ce cas, on leur ouvre la porte de la prison, après bien des formalités, et on leur permet d'en sortir; ce qui est déjà beaucoup. Mais le juge et son greffier ne crient pas : « Vive un tel ! », ne serrent pas les mains d'un tel, et ne prononcent pas à cette occasion des paroles solennelles et émues. O l'égalité républicaine !

Mascuraud a de la chance d'être Mascuraud. Je connais des gens qui, il y a dix ans, furent remis en liberté, de la seconde façon. Ce n'était qu'en liberté *provisoire*. Or, comme personne n'a jamais pris la peine de leur signifier que leur liberté était devenue définitive, ils ne sont toujours, depuis dix ans, et ne seront jamais, jusqu'à leur mort, qu'en liberté provisoire. Comme ce sont des gens qui se moquent de tout, et qui ne mettent pas leur honneur dans les fantaisies d'un monsieur payé par l'Etat ou d'une commission, ils ne s'en portent pas plus mal.

Un autre citoyen qui vient défendre son honneur (comme tous ces gens-là ont de l'honneur, mon Dieu!) devant la commission d'enquête, c'est notre ami Millerand. Lors d'une perquisition chez un citoyen quelconque, on avait trouvé des lettres de Millerand, et le procureur de la République, un nommé Cottignies, avait osé parler de ces lettres dans son rapport au ministre et constater que Millerand était en relation d'affaires avec un tel et un tel. D'où colère de Millerand, venant protester devant la commission contre l'usage fait de ces lettres et contre les sous-entendus perfides du procureur. Lui aussi parla de sa loyauté, de sa pauvreté, etc., et demanda qu'on lui rendît son honneur. On le lui rendit.

Notons en passant que Cottignies fut accusé d'avoir écrit son rapport sous la dictée du gouvernement, désireux d'être désagréable à Millerand. Il va de soi que ce forfait fut nié par tous. Mais, tout de même, ce sont bien là façons de gouvernants.

Quoi qu'il en soit, Cottignies, bouc émissaire, fut, à la suite de tout ce bruit, obligé de donner sa démission.

Tous les jours, des gens aussi et plus honorables que Millerand, sont molestés et outragés par la magistrature et la police ; ils se voient soupçonnés, inquiétés, interrogés, parfois arrêtés pour une lettre d'eux trouvée dans une perquisition, et je ne sache pas que ces choses coutumières aient jamais entraîné la démission d'un magistrat. Comme quoi il en coûte moins de s'en prendre à un vulgaire individu comme vous et moi, qu'à un grand seigneur comme le baron Millerand. O l'égalité républicaine !

Cette brave commission d'enquête n'a pas voulu terminer ce qu'elle appelle ses travaux, sans décerner des brevets d'honnêteté à tout le monde : à la famille Combes, à Mascuraud, à Millerand, à Pichat, etc... On dirait vraiment que les deux camps ennemis se sont entendus dans la coulisse pour sauver chacun ses brebis galeuses : « Dites que nos amis sont la perle des gens vertueux, nous dirons que les vôtres sont la crème des honnêtes gens. » Et la conclusion qui se dégage de cette comédie, c'est bien en effet que tout ce monde-là se vaut : ils sont tous aussi honnêtes, — à moins qu'ils ne soient tous aussi crapules.

⁂

Un député ayant eu l'audace de demander l'interdiction du port de l'arme aux officiers, sous-officiers et soldats, en dehors du service commandé et des exercices réglementaires, le grand républicain général André déclara nettement que la suppression du port de l'arme porterait atteinte à l'honneur de l'armée et les socialistes votèrent pour le port du sabre.

Ce dont je demanderais la suppression, si j'étais député, c'est le port du grattoir. Ce n'est pas que nos officiers s'en servent mal. C'est qu'ils s'en servent trop bien.

Encore quelques-uns d'entre eux arrêtés : colonel Rollin, capitaines François et Mareschal. Qu'avaient-ils fait ? Oh rien, des misères : grattages, surcharges, faux, — rien que de conforme aux « usages de l'armée ».

Réflexion faite, je m'explique très bien cet amour du grattoir chez les militaires. D'abord, un grattoir, c'est un sabre en petit; c'est quelque chose qui coupe. Le maniement de l'un conduit tout naturellement au maniement de l'autre. Ensuite, un grattage, cela ressemble à un meurtre : c'est l'assassinat d'un mot. Les militaires traitent les mots gênants comme les vies humaines gênantes : ils les suppriment.

⁂

« Bou Zaïan a été pendant douze ans soldat aux tirailleurs ; rien que ce fait indique qu'il ne s'agit pas d'un indiscipliné dangereux dont on ne peut venir à bout. Après son service, il travailla au port comme portefaix et se montra actif et robuste. Un beau jour, il prit part à une rixe avec plusieurs de ses coreligionnaires et fut condamné par le tribunal de la Driba à quatre mois de prison qu'on l'envoya purger à Djouggar.

« Il est sorti de là à l'état de loque humaine, estropié pour toujours, un pied brisé, une épaule non seulement démise, mais avec un large trou dans la chair. Des débris de corde sont encore incrustés dans ses poignets tuméfiés. »

(*Dépêche tunisienne* du 25 juin.)

⁂

Voici d'autres faits recueillis par *La Dépêche tunisienne*, et qui se sont passés à ce même pénitencier agricole du Djebel Djouggar. Une instruction judiciaire est d'ailleurs en cours :

« 1° Un commerçant indigène du nom de Mohamed ben Saïd Bou Baker est intervenu respectueusement auprès d'un surveillant pour l'empêcher de frapper un détenu, ancien agent de police, travaillant au chantier du Pont-du-Fahs ; le malheureux détenu sanglotait sous les coups de matraque qui pleuvaient sur son dos.

« 2° Un nommé Hadj Amor ben Belgassem a raconté devant témoins qu'étant en prison à la Driba de Tunis, il avait été le compagnon de deux évadés de Djouggar, originaires l'un de Kairouan, l'autre de Teboursouk ; ils s'étaient échappés tous deux à la suite des mauvais traitements qu'ils subissaient de la part de leurs surveillants et ils étaient venus se constituer prisonniers à Tunis. Que, de plus, en audience publique, ils s'étaient plaints d'avoir été dépouillés de leurs vêtements et linge ; les malheureux par surcroît furent condamnés pour évasion — amère ironie — alors qu'ils étaient revenus se constituer prisonniers à Tunis.

« 3° Plusieurs indigènes du Pont-du-Fahs auraient acheté du crieur public de ce village des burnous, des tapis qui appartenaient aux détenus de Djouggar et que certains gardiens auraient fait vendre pour leur compte. Ils ajoutent que depuis que quelques réclamations avaient été formulées, ces vêtements n'étaient plus vendus à Pont-du-Fahs, mais à Kairouan.

« 4° Qu'il y a quelque temps, un prisonnier mis en liberté aurait été poursuivi et rejoint par un surveillant qui l'accusait d'avoir volé un burnous et des savates. Ces objets étaient bien la propriété du libéré et il fallut l'intervention du cheikh Abdessitahar et de plusieurs indigènes notables pour faire délivrer le malheureux qui, tout épouvanté, leur disait, en les implorant : « Je suis mort, si je retourne là-bas ! »

« 5° Qu'un prisonnier de Djouggar serait venu se plaindre auprès du caïd de Zaghouan des mauvais traitements que les prisonniers subissaient au pénitencier ; que, revenant d'enterrer un prisonnier, une dispute s'éleva entre lui et son camarade de corvée, que le gardien intervint et asséna un coup de matraque sur la tête de son camarade qui roula à terre raide mort ; que sur l'ordre du gardien il chargea son camarade sur ses épaules et qu'il l'enterra à son tour. Le fait se serait passé le 7 mai.

« 6° Qu'un gardien indigène, au mois d'octobre dernier, se trouvant en état d'ivresse, aurait roué de coups un israélite tunisien, Mardochée Taïeb, et comme les consommateurs du café devant lequel se passait la scène, voulaient intervenir, le garde-chiourme, pour les terroriser, sortit un revolver dont il se mit à tirer des coups dans le mur de ce café tenu par Hadj Ahmed, à Pont-du-Fahs.

« 7° Qu'un indigène de Tabarka, qui remplissait les fonctions de fossoyeur et purgeait une peine de *un an* de prison pour délit d'adultère, aurait raconté qu'il aurait enterré pendant la durée de sa peine, 218 *détenus*, tous ou presque tous ayant succombé sous les coups de matraques qu'ils avaient reçus de la part de leurs « caporaux », détenus élevés au grade de surveillants. Les gardiens, aurait-il ajouté, assistaient en spectateurs indifférents à ces scènes de brutalité.

« 8° Qu'un indigène domicilié au cap Bon, près de Kelibia, au lieu dit Tazmour, et condamné pour avoir tué un de ses coreligionnaires, par imprudence, au cours d'une noce, s'était un jour évanoui sous la violence des coups qu'il recevait.

« Qu'on l'avait, aurait-il déclaré, enterré sans s'inquiéter s'il était bien mort et qu'il ne fut sauvé que grâce à la bonté de bergers qui purent entendre les cris de désespoir qu'il poussait dans sa tombe.

« Les notables de Pont-du-Fahs auraient aussitôt reçu sa déposition et auraient constaté *de visu* que le pauvre malheureux avait le cuir chevelu enlevé sous les coups de bâton.

« Il résulte enfin des nombreuses attestations qui nous ont été données que les prisonniers libérés de Djouggar sont unanimes à déclarer que les surveillants ou « caporaux » sont les plus acharnés à les maltraiter et qu'ils n'avaient jamais osé, jusqu'à ce jour, se plaindre d'eux, parce qu'ils redoutent de tomber un jour dans un piège tendu et de se voir cribler de coups de revolver sous le prétexte qu'ils auraient cherché à s'évader.

« Il y a plus, un détail navrant qui indique en quelle estime on tient ce pénitencier : Les indigènes sachant que les détenus sont très exposés à la mort pendant leur séjour à Djouggar, s'empressent de porter de fausses accusations contre leurs parents afin de les faire condamner et de la sorte hériter plus tôt. »

⁂

Deux faits à l'usage de ceux qui trouvent que, dans la civilisation actuelle, tout est bien.

« 1° Une famille italienne, composée du père, de la mère et de huit enfants, habitant le quartier de la Villette, vient d'éprouver de graves symptômes d'empoisonnement après avoir mangé de la viande de porc avariée. C'est là un accident qui, heureusement, n'est pas fréquent et que nous ne relèverions pas s'il ne s'accompagnait pas d'un détail qui l'explique et qui est en même temps tragiquement caractéristique du régime social actuel.

« La viande empoisonneuse, qui se composait d'un kilo de rognures, avait coûté *trente centimes*. C'est avec cette somme qu'*une famille de dix personnes* était obligée de pourvoir à sa subsistance. Mais il est entendu, n'est-ce pas ? qu'il n'y a point de question sociale. »

(*Aurore* du 16 juin 1904.)

« 2° On trouvait, un de ces derniers soirs, dans la rue Mollerue, à Péronne, un jeune homme évanoui sur la chaussée.

« M. le commissaire, informé du fait, se rendit sur les lieux et fit conduire ce jeune homme à l'hospice, où il ne reprit connaissance que mardi après-midi.

« Il a déclaré être originaire d'Amiens, se nommer Billet Henri, âgé de 17 ans, et n'avoir plus de parents.

« Il était proprement vêtu et a dit s'être trouvé mal *parce qu'il avait faim.* »

(*Progrès de la Somme* du 16 juin 1904.)

∴

Je ne veux pas faire le procès de la société parce qu'une locomotive a éclaté dans une gare. Mais cet accident me fait songer à d'autres catastrophes, celle du Métropolitain entre autres. On se rappelle que la principale cause de tant de morts fut l'absurde agencement des quais, dont une extrémité conduit bien à un escalier de sortie, mais dont l'autre aboutit.. à un mur. Pour empêcher le renouvellement de pareilles catastrophes, il n'y avait qu'une chose à faire : percer une seconde sortie à la place du mur. Il y a un an que la tragédie a eu lieu, et le mur est toujours à sa place. C'est que pour refaire une double sortie à chaque station, cela eût coûté quelque argent, et que MM. les administrateurs n'ont pas cru devoir faire cette dépense. Au prochain incendie dans le Métro, hommes, femmes et enfants iront encore s'écraser contre le mur et y trouver l'asphyxie, mais, en attendant, les dividendes des actionnaires sont intacts.

R. C.

Mouvement ouvrier. — Avant d'entreprendre l'examen des questions sérieuses qui seront soumises au Congrès de Bourges — si toutefois la discussion des questions oiseuses en laisse le temps nécessaire — il me faut examiner à nouveau celle de la représentation proportionnelle, au moyen de laquelle politiciens, positivistes et autres, tenteront de s'emparer des différents rouages de la Confédération générale du travail.

A part la proposition de principe, il n'y a pas moins de quatre autres propositions fixant la proportionnalité des voix à accorder à chaque organisation. Ce qu'il y a de curieux et montre combien les auteurs de ces propositions sentent la faiblesse de la question de principe qu'ils prétendent poser, c'est qu'aucune de ces propositions n'admet la proportionnalité complète, intégrale; toutes absolument ont des restrictions tendant à diminuer la proportionnalité à mesure que grossit le chiffre des membres d'une organisation, si bien que les diverses propositions qui ont la prétention de corriger un arbitraire, arrivent à en commettre de bien plus grands encore.

Ce sont bien là combinaisons de politiciens dépités de voir le mouvement syndical leur échapper.

Et il y a de plus un réel danger, car s'il est incontestable que certaines corporations ont plus de facilités que d'autres à grouper leurs membres, il ne s'ensuit pas pour cela qu'elles doivent devenir à elles seules maîtresses d'un mouvement où les intérêts de tous les travailleurs, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, doivent être égaux.

C'est ainsi que le danger serait réel et incontestable, si l'on accordait la proportionnalité dans une organisation générale des travailleurs aux ouvriers et employés de l'Etat, dont les intérêts immédiats, par exemple, diffèrent énormément de ceux de l'industrie privée. Dans ces derniers temps on a pu constater que certains ministres se sont montrés favorables et ont même encouragé les travailleurs sous leur dépendance à se syndiquer, de là le prompt développement de plusieurs organisations de travailleurs de l'Etat. Et justement, pendant que certaines catégories de ces travailleurs étaient plutôt poussées à se grouper en syndicats ouvriers, dans l'industrie privée, au contraire, le patron y apportait toutes les entraves possibles. Et alors on aperçoit facilement qu'il y aurait un réel danger à accorder à ces organismes une quelconque prépondérance qu'ils tireraient du nombre de leurs membres dans le mouvement ouvrier en général. Ils ont, du reste, tellement bien compris que leurs intérêts étaient sensiblement différents des ouvriers de l'industrie privée, qu'ils ont créé de leur côté une Fédération de tous les ouvriers d'Etat.

Seule la représentation à égalité pour toutes les organisations peut rétablir l'équilibre, et le Congrès de Montpellier avait été admirablement bien inspiré lorsqu'il prenait la résolution, qu'à l'avenir, seuls les syndicats auraient voix délibérative à égalité dans les congrès ouvriers.

Il n'y aura pas de bonne besogne hors de là au Congrès de Bourges.

∴

A Toulouse, grève des garçons de café et restaurants qui réclament, avec une augmentation de salaire, une diminution des heures de travail.

Les patrons ayant refusé de faire droit aux revendications ouvrières, la grève a été décidée dans la nuit du samedi au dimanche.

Dimanche, Toulouse a ressemblé à Londres, grands et petits cafés, où règne ordinairement, ce jour-là, une grande animation, étaient fermés.

Les grévistes, au nombre de trois à quatre cents, ont manifesté à travers la ville.

Quelques bagarres ont eu lieu, notamment devant un café où le fils du patron de l'établissement crut devoir provoquer les grévistes. Le matériel a été quelque peu endommagé.

Si les patrons se refusent à faire droit aux revendications ouvrières, il est à prévoir que la grève sera de longue durée.

De nouvelles manifestations en ville auront lieu.

∴

Brest. — Les employés de tramways sont toujours en grève. Ils ne semblent pas près de mollir, malgré les manœuvres de la compagnie. Chaque soir les fils, trolleys, rails sont endommagés; pas une voiture ne sort. La compagnie leur a offert hier tout ce qu'ils demandaient, sauf le renvoi des deux directeurs et la réintégration d'un ouvrier; ils ont refusé et continuent la grève.

La ville est sens dessus dessous; les plâtriers sont en lutte ; on s'attend à une grève générale du bâtiment.

Des gendarmes et soldats de tous les départements limitrophes sont en permanence; c'est le règne du sabre, les provocations sont multiples.

Dimanche dernier, à la sortie d'une réunion du bâtiment, une troupe de gendarmes ayant voulu couper une manifestation, s'est fait rosser d'importance. Jamais de mémoire de gendarme on n'avait vu pareille pile. Ils en demandaient grâce; les sabres des gendarmes à pied ont été arrachés, brisés, jetés dans les égouts ou servaient à combattre ceux à cheval.

On voyait des ouvriers se battre en duel au sabre avec les cognes.

Cet après-midi, 4 grévistes boulangers viennent d'être condamnés à 6 et 4 mois de prison sans sursis et 50 fr. d'amende.

Rendez-vous tout à l'heure sur le Champ de Bataille; on *s'attend à de graves événements* (prophétie) à moins que nous ne soyons noyés par la multitude des soldats.

Dimanche matin, réunion générale des ouvriers de l'Arsenal. Qu'en sortira-t-il?

Peut-être la décision de grève générale, comme il a été décidé à Rochefort, *me dit-on*, devant le piètre résultat obtenu près du ministre, à moins que cette foule inconsciente ne passe sa colère sur les libertaires, qu'une cabale montée durant mon absence se propose de chasser du syndicat pour leurs protestations contre leurs chers amis les édiles ouvriers. L'avenir nous instruira.

∴

Une nuit à la mémoire de Combes. — 8 juillet, minuit. — Assassinats dans les règles. Charge de gendarmerie à 8 h. 1/4 sur Champ de Bataille, sans sommations. Foule piétinée : 2 enfants tués à coups de crosse, nombreux blessés partout; arrestations en masse. Gendarmes à cheval, vraies bêtes féroces. Femmes, enfants assommés. Rue de Siam, près le Grand Café, 2 coups de clairon , charge : place des Portes balayée, puis rassemblement des gendarmes en carré et feu à volonté : plus de 200 coups de revolver en trois minutes tirés dans la direction des remparts, d'où pleuvaient pierres et tessons de bouteilles, et dans la direction de la place de la Liberté où j'étais. Derrière moi un camarade crie : « A moi ! » Nous faisons demi-tour, il s'affaisse. On le relève pas de gymnastique, gendarmes chargeant et tirant derrière nous. On le transporte rue de Paris, dans une pharmacie : une balle en cuivre dans le genou; dans la même pharmacie une jeune fille de vingt ans, balle entrée au-dessus du sein, sortie dans le dos; *je l'ai vu*; un jeune homme de dix-neuf ans y était aussi : gras du mollet enlevé par une balle. Je ne veux pas exagérer, mais suis sûr de 60 personnes au moins blessées. On parle de 4 tués dont 2 gosses. Population atterrée, folle de colère; réprobation unanime de conduite des cognes. Les plus calmes sont surexcités après cette boucherie. J'ai entendu plus de 10 balles me siffler aux oreilles; pas touché par miracle. On dit quelques cognes descendus de cheval.

Toutes places publiques transformées en camp. Vrai régime de la terreur. Arrestations continuelles, passages à tabac ignobles. Réunion des dockers interdite ce soir.

A cette heure l'ordre règne. Vive la République! La responsabilité de tout cela peut tomber sur la *Dépêche* de Brest, elle le demandait à cor et à cri. Je présume sa joie demain matin.

8 h. matin. — Je m'en doutais, jamais compte rendu ne fut plus mensonger en même temps que plus cynique.

J. Le Gall.

Portugal.

Il y a un mouvement anormal parmi la classe des travailleurs. L'exploitation sans frein et la tyrannie que l'industrialisme exerce sur son personnel les fait sortir du sommeil léthargique où ils avaient vécu et les incite à se libérer du joug tyrannique du salaire et de l'Etat.

Les ouvriers du textile, qui sont des milliers de tous les sexes, et les plus opprimés, se groupent et se remuent pour mettre fin aux abus dont ils sont victimes.

Les ouvriers du bâtiment se concertent pour établir un maximum général d'heures de travail.

Ce mouvement d'émancipation des esclaves modernes ne se fait pas seulement dans les centres comme Lisbonne et Porto, mais aussi dans les provinces l'esprit de révolte se propage, le travailleur s'indigne, se cabre contre l'omnipotence des maîtres.

Dans les villes catholiques par excellence, où le prêtre prêche tous les jours obéissance et soumission au patron, des grèves se produisent et si les éléments avancés des associations ouvrières continuent et élargissent leur propagande, le Portugal ouvrier sortira entièrement de sa torpeur et marchera de pair avec ses frères d'outre-frontières. Tous les amants de la liberté qui veulent sincèrement la libération de l'humanité, qu'ils soient socialistes ou anarchistes, doivent prendre l'initiative du mouvement de libération des opprimés. Le moment est propice pour lancer la semence dans tous les coins du Portugal.

Du *Despertar* (*Le Réveil*).

Brésil.

Le groupe « *Les Hommes libres* » de Porto-Alègre a fait paraître un manifeste à l'occasion du 1er mai où il rappelle la véritable signification de cette date, et les événements qui en sortirent. Ceci pour protester contre les « pitreries » par lesquelles les autoritaires fêtent la plupart du temps cette date.

Nos camarades ont organisé une campagne de presse contre les atrocités d' « Alcala del Valle »; ils ont été suivis par les organes libres penseurs.

Indo-Chine.

Ligne du Yun-Nan. — Il y a quelque temps encore on rencontrait fréquemment sur les routes du Tonkin au Kouang-Si, des groupes de Chinois miséreux, vêtus à peine de quelques haillons où grouillait la vermine, couverts de crasse et de plaies, la face hâve et les yeux faméliques. Etape par étape, couchant le long des routes, dans les *dinhs* isolés, ou même à la belle étoile quand ils ne trouvaient pas d'abri, mendiant et à l'occasion volant leur nourriture, ils s'acheminaient douloureusement vers la patrie à laquelle on les avait arrachés par des promesses fallacieuses.

Tous ces malheureux étaient des anciens coolies renvoyés des chantiers de la ligne du Yun-nan. Ils avaient été recrutés en Chine et amenés au Tonkin où on les avait expédiés de suite dans la haute région, sur l'emplacement des travaux. Là, ils arrivèrent dans un pays malsain, très peu peuplé et sans ressources pour un surcroît de population. De son côté, la société qui les employait n'avait prévu aucune organisation pour remédier à ce double inconvénient. Ni magasins d'approvisionnements, ni ambulances ni médecins, par conséquent, pas de vivres et pas de soins médicaux. Le jour de la paie venu, on remettait aux coolies l'argent qu'ils avaient gagné, puis on les laissait se débrouiller. S'il n'y avait pas de riz à acheter dans la région, c'était tant pis pour eux.

De même, pour leur campement, aucune précaution hygiénique n'était prise. Les coolies chinois ne

sont généralement pas très portés à la propreté. Ils vivent dans des cahutes en paillottes, pêle-mêle, dans une promiscuité repoussante. Le soir, une fois leur journée terminée, harassés de fatigue, ils ne demandent plus qu'à se reposer, sans se préoccuper du lieu où ils se couchent. Les rudes travaux de terrassement, de maniement de poids lourds, auxquels ils se livrent, rendant fréquentes les excoriations, les plaies, lesquelles au contact de la saleté s'enveniment, ils sont bientôt atteints de maladies infectieuses, d'ulcères, qui les font incapables de travailler. C'est le cas répété sur les chantiers du Yun-nan. Alors le malade était renvoyé purement et simplement, sans qu'on lui accordât les moindres soins; on le priait d'aller mourir ailleurs.

Telle était la raison des cortèges lamentables de Chinois affamés dont nos routes furent à un moment encombrées. Si aujourd'hui nous ne voyons plus de ces malheureux, c'est pour le motif péremptoire qu'il n'y a plus personne sur les chantiers, que tous les coolies qu'on y a amenés sont morts ou ont regagné la Chine.

Cela marque une incurie coupable de la part de la société qui a entrepris la construction du chemin de fer du Yun-nan. Les directeurs de cette société se vantaient cependant d'avoir l'habitude de tels travaux, d'en avoir conduit de plus difficiles, dans des régions moins avantagées et de les avoir menés à bien. Mais ils n'ont pas prouvé jusqu'ici cette capacité; ils ont même fait complètement faillite à leurs promesses.

E. Babut.

(*Tribune Indo-Chinoise* 10 avril, 1904.)

Erratum. — Une erreur s'est glissée dans mon article de dimanche dernier : *Les coolies chinois de la Ligne du Yun-nan.*

C'est à tort que j'ai mis en avant la responsabilité de la société de construction au sujet du renvoi brutal des coolies malades ou blessés. La société de construction, dont les chantiers commencent seulement après Lao-kay, n'a pu renvoyer de coolies chinois dans de telles conditions, et ce, pour la bonne raison qu'elle n'en a pas à son service.

La vérité est qu'en effet, pendant un long moment les routes du Tonkin ont été sillonnées par les minables théories de ces coolies, dépenaillés, sans une sapèque et mourant de faim, mais ceux-ci provenaient des chantiers de l'entreprise Daurelle.

Mais pour ce qui est du ravitaillement et de l'organisation sanitaire, ce que j'ai écrit ne reste pas moins tout entier pour la société de construction. Si les coolies chinois ne sont pas revenus en bandes miséreuses de ses chantiers, c'est qu'elle n'a pu encore trouver de main-d'œuvre chinoise. En trouverait-elle, que ce qui s'est passé sur les chantiers de l'entreprise Daurelle, se passerait également chez elle. Les nombreux Italiens qu'elle a employés et qui ont été mis à la porte par elle malades et sans ressources, le prouvent surabondamment.

E. B.

(*Tribune Indo-Chinoise*, 13 avril.)

VARIÉTÉS

La répartition de la fortune en Prusse

On lit dans les *Nouvelles politiques de Berlin* :

Les résultats complets des évaluations relatives aux impôts complémentaires (*Ergænzungssteuer*) pour l'année 1895-1896 sont aujourd'hui connus. Ils indiquent que, pour cette année, la fortune totale soumise à l'impôt se monte, en chiffres ronds, à 60 milliards. Il est vrai que ce chiffre ne représente pas la somme totale de la fortune en Prusse; car, indépendamment des erreurs qui, naturellement, sont inséparables d'une première évaluation, il faut considérer que les fortunes inférieures à 6.000 marks sont exemptes de l'impôt, et que, moyennant certaines conditions, des fortunes plus considérables jouissent aussi de l'exemption de l'impôt, en particulier, et jusqu'à concurrence de 20.000 marks, celles des personnes qui sont exemptées de l'impôt sur le revenu. Si l'on tient compte que, au nombre de ces fortunes exemptes de l'impôt se trouve, par exemple, tout le montant des dépôts des caisses d'épargne, soit 4 milliards en chiffres ronds, et que la même faveur est accordée, par suite des dettes qui les grèvent, à de nombreuses propriétés foncières et à des industries, qui représentent, en soi, une valeur supérieure à 6.000 marks, on ne dépassera sûrement pas la vérité en évaluant à 20 milliards la fortune exempte de l'impôt. On trouve ainsi que la fortune totale en Prusse se monte à 80 milliards.

En ce qui concerne la répartition de la fortune imposable, quant à ses différentes catégories, la fortune capitalisée entre en ligne de compte pour un peu plus de 26 milliards, la propriété foncière pour un peu plus de 23 milliards, le capital placé dans l'industrie pour 10 milliards en chiffres ronds.

Pour ce qui est de la répartition de la fortune quant à son importance, on pourra considérer les fortunes de 6.000 à 32.000 marks comme petites, celles de 32.000 à 100.000 marks comme moyennes, celles de 100.000 à 500.000 marks comme grandes, celles de 500.000 à 2 millions de marks comme très grandes. En partant de cette base, on trouve que ces différentes classes de fortunes sont représentées, en ce qui concerne l'estimation de l'impôt (ce qui permet de conclure au total de la fortune imposable), dans les proportions suivantes :

Très grandes fortunes...	14 0/0
Grandes fortunes.......	44.9 0/0
Moyennes fortunes......	24.4 0/0
Petites fortunes........	16.7 0/0

Les Nouvelles politiques de Berlin concluent de ces chiffres que la répartition de la fortune en Prusse ne présente rien d'anormal.

(*Les Débats*, 28 décembre 1895.)

***

Le rapport annuel du Collège des bourgmestres et échevins de la ville de Bruxelles pour 1895 signale que sur 1.000 décès, il y en a près de 400 d'enfants de moins de 15 ans, appartenant pour la majeure partie à la classe nécessiteuse. La mortalité des jeunes enfants est surtout effrayante : de 0 à 1 an, 805 décès pendant l'année dernière; de 0 à 5 ans, 1.264 décès; 64 décès sont attribués à la débilité congénitale. A Bruxelles, les maladies zymotiques ont exercé leurs ravages particulièrement dans la population pauvre.

La répartition des décès dus à ces maladies, étudiée au point de vue des conditions sociales de la population bruxelloise, donne les résultats suivants :

Le *croup* : classe aisée, 7; classe pauvre, 65.

La *scarlatine* : classe aisée, 4; classe pauvre, 12.

La *coqueluche* : classe aisée, 3; classe pauvre, 34.

La *rougeole* : classe aisée, 4; classe pauvre, 58.

La *fièvre typhoïde* : classe aisée, 10; classe pauvre, 31.

La *variole* : classe aisée, 0; classe pauvre, 3.

La *phtisie pulmonaire*, maladie des milieux misérables, donne : classe riche, 2; classe aisée, 115 : classe pauvre, 478.

Une statistique sur les écoles de Vienne, dressée il y a quelques années, signalait plus de 1.500 écoliers souffrant de la faim.

Un journal viennois ajoutait qu'il se passe des jours où les élèves ne mangent rien et où ils tombent d'inanition durant les classes.

L'auteur d'une enquête faite à ce sujet dans cette même ville, a relevé le nombre de 119 écoliers des deux sexes ne recevant aucun repas à midi, de 324 autres en étant souvent privés, de 266 n'ayant seulement qu'un morceau de pain, le matin, de 184 ne mangeant rien de chaud à midi, et de 900 dînant de pain, de café ou de légumes.

D'après les affirmations des instituteurs, cette misère augmente en hiver; ils citent une école où le nombre des enfants affamés dépasse 400.

En 1890, à la rentrée des classes, un recensement des enfants qui ne recevaient pas la nourriture à midi de leurs parents eut lieu et constata la présence de 4.300 écoliers sans pain. Or le capital de l'œuvre privée ne lui permettait de fournir que 2.870 repas, et encore avec la plus stricte économie; *il y eut 1.430 écoliers non aidés.*

Le Dr Henry Eyre faisant une enquête sur cette question, à Londres, arrivait aux conclusions suivantes :

30 0/0 des enfants ont probablement mangé chaque jour;

30 0/0 n'ont mangé que par occasion;

20 0/0 n'auraient pour nourriture que des farineux;

13 0/0 une alimentation suffisante;

Et 7 0/0 journellement souffraient de la faim.

Des calculs établis il y a quelques années indiquaient qu'il fallait 25.000 livres sterling (625.000 francs) pour pouvoir assurer un repas par jour à tous les élèves nécessiteux de la capitale anglaise.

Le même phénomène existe naturellement dans les autres capitales et les centres industriels de l'Europe.

Les enquêtes faites dans les grandes villes de notre pays au sujet du logement ont surabondamment prouvé que la classe ouvrière est mal logée : les règles les plus élémentaires de l'hygiène, et, partant aussi, les principes les plus essentiels de la morale sont lettre morte.

Cette lamentable condition des enfants pauvres a frappé de tout temps les esprits généreux. Des œuvres dues à l'initiative privée ont tenté de donner à manger aux pauvres petits affamés, mais la mission assumée, souvent trop lourde, trop onéreuse pour des particuliers, n'a pu être remplie jusqu'ici convenablement et elle a été souvent abandonnée.

(*La Justice*, 12 janvier 1896.)

BIBLIOGRAPHIE

M. Onésime Reclus est convaincu qu'un peuple n'a de puissance que par le nombre de kilomètres qu'il couvre, et par le nombre d'habitants qu'il peut mettre en ligne. Il pense que ces entités : France, Angleterre, Allemagne, Russie, etc., représentent différentes formes de l'évolution humaine, et, que, dans ces formes, il y en a une meilleure, et, comme Français, il conclut, évidemment, que c'est la France qui représente cette forme meilleure; qu'elle se doit à elle-même de ne pas se laisser absorber par ses concurrentes qui grandissent en hommes et en territoires; qu'il faut donc que la France se taille un grand empire, et qu'elle fasse beaucoup d'enfants; ou trouve le moyen de s'annexer ceux des autres.

Et alors, envisageant la question coloniale au point de vue gouvernemental et politique, il donne les raisons qui, au point de vue pratique, lui font envisager l'Afrique d'une assimilation plus facile, par sa proximité, comme devant soulever le moins de difficultés avec les autres puissances, et par les intérêts que la France y a déjà, et par le droit de suzeraineté qui lui est déjà reconnu sur une bonne part; il lâche son cri d'alarme : *Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique* (1).

Notre auteur envisage cette conquête comme pouvant se faire pacifiquement : par voie d'entente et d'échange avec les autres puissances européennes, par voie de persuasion avec les noirs. Ce n'est pas un fervent du panache. Il pense qu'il vaut mieux amener les nègres à s'assimiler ce qu'ils pourront de nos connaissances et de notre civilisation, et tâ-

(1) Un volume, 3 fr. 50, à la Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

cher d'en faire des Français par leurs mœurs et leurs tendances.

Seulement, il part de cette idée absolue que l'agrandissement de la France est, pour elle, une condition de vie; comme il est plutôt sceptique à l'égard du désarmement; comme il croit à l'inégalité des races et, partant, à leur lutte, il est évident qu'il ne rejetterait pas la conquête par la force, si elle était rendue nécessaire.

Etant donné que nos gouvernants ont besoin d'une armée, et, cette armée existant, nécessité il y a de l'exercer, — en dehors des fameux débouchés à ouvrir à notre commerce, — l'esprit colonisateur est une maladie qui durera tant que nous aurons des gouvernants.

Et si les hommes politiques étaient moins pris par les mille petites ficelles du métier, afin de se maintenir au pouvoir, ou pour s'y hisser, il est évident que M. Onésime Reclus leur apporte là un programme de grande envergure, mais qui, justement, dépasse leur mentalité, rompue aux intrigues de couloir.

Quant à moi, qui crois que les empires militaires sont appelés à s'effondrer plus ou moins vite, qui pense qu'un pays n'est grand que par la part d'activité intellectuelle qu'il apporte dans l'évolution humaine, et non par la grandeur de son territoire, le nombre de sa population; pour moi qui suis pour le libre développement de chaque groupe humain, je demande qu'on laisse chacun tranquille chez soi.

*
* *

Tout le monde connait l'histoire de cette fille du roi des Belges, mariée à un archiduc d'Autriche, s'éprenant un beau jour d'un comte, simple lieutenant dans l'armée autrichienne.

S'il n'en avait été que cela, le mari, la famille auraient fermé les yeux, c'est ce qu'on fit comprendre à la princesse Louise. Il s'en passe bien d'autres dans ce monde-là.

Mais cette fille de roi ne voulait pas se prêter à cette hypocrisie. Ayant assez de son mari, elle prétendait divorcer comme une simple mortelle, et vivre au grand jour, comme elle l'entendait. Voilà où commençait le scandale. On la fit enfermer comme une folle, et on faussa tant soit peu la justice militaire pour faire empoigner l'amoureux, le comte Mattachich, et le faire condamner, sous prétexte de fausses traites — signées par la princesse Louise — à six ans de prison.

Mais lorsqu'on a de l'argent et des relations, il devient difficile, à notre époque, même à des monarques, de faire disparaître complètement les gens. Il n'y a que les pauvres diables pour qui il faut des circonstances exceptionnelles pour les faire revenir sur l'eau. L'affaire Mattachich fut évoquée au Parlement. Des députés socialistes prirent sa défense, et, en fin de compte, le gouvernement autrichien fut forcé de relâcher Mattachich avant l'expiration de sa peine. Et, sitôt libre, ce dernier qui a à cœur de prendre la défense de celle qu'il aime, d'obtenir sa libération, s'est empressé de raconter son histoire sous le titre : *Mémoires inédits du comte Mattachich*, et dont nous avons la traduction française (1), où il démontre comment les gouvernements se débarrassent de l'individu qui les gêne.

Mais s'il y en eut qui traversèrent les injustices sociales, sans en apercevoir d'autres que les leurs, le comte Mattachich — et c'est à son honneur — n'a pas vu que celles dont il fut victime. Il a compris que l'arbitraire dont il souffrait, s'appesantissait également sur d'autres victimes, moins capables de se défendre, même lorsque n'intervient pas la raison d'Etat, rien que par le simple jeu des institutions existantes. Il y a, dans son livre, de fort bonnes pages pour notre supplément, sur le régime pénitentiaire militaire en Autriche.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Français et Anglais devant l'anarchie européenne, par J. Finot; — *De l'ensemble des moyens de la solution pacifique*, par R. de La Grasserie; — *La Guerre*, par E. Fontanès; brochures 2, 4 et 5 de la Bibliothèque pacifiste internationale, 0 fr. 50, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

L'anarchie et le collectivisme, par A. Naquet; 1 vol., 3 fr. 50, Bibliothèque internationale d'édition, 53, rue Saint-André-des-Arts.

Resumen de la historia de España, par N. Estévanes; 2 pesetas, à la Escuela Moderna, calle de Bailen, 56, Barcelone.

Contre Dieu, contre les religions, contre l'esprit religieux, par Marie Sellos; Imprimerie Moderne, Meulan-Hardricourt.

Cauciones libertarias, Juventud libertaria, Barcelone.

Michel Bakounine, Max Nettlau; Biblioteca dell' Avvenire Sociale, Messina.

Le rôle de la femme, conférence par le Dr Fischer; 1 broch., 0 fr. 15.

Le Militarisme, conférence par le Dr Fischer; 1 vol., 0 fr. 25.

Ces deux conférences ont été faites dans une loge, il est vrai, mais ce n'est pas une raison pour la *Bibliothèque des Temps Nouveaux* de Bruxelles qui les édite, de les décorer des petites folichonneries maçonniques dont ils ont cru bon d'illustrer la couverture. C'est plutôt bêbête.

La maison Philibert, Jean Lorrain; 1 vol. ill., 3 fr. 50, Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

Le Prolétariat de l'amour, par H. Turot; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

Le peuplement français de la Tunisie, par H. Lorin, Musée social, 15, rue Las-Cases.

Ravisez-vous! par L. Tolstoï, 1 broch., 1 fr. 50 chez Tcherkoff, Christchurch, Hants-Angleterre.

A lire :

Le crime social de Neuvilly, F. de Prèssensé : *L'Humanité*, 3 juillet.

A voir :

Les E.·. de la V.·. par Jossot ; *Assiette au beurre*, n° 169.

(1) Un vol., 3 fr. 50, Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

-•- Brest. — **La Jeunesse syndicale** demande à entrer en relations avec les autres jeunesses syndicales. Ecrire à Le Gall, 13, rue d'Algésiras.

CONVOCATIONS

-•- **L'Enseignement Mutuel**, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 16 juillet. Han Ryner, homme de lettres : Alfred de Vigny. — Mercredi 20. André Spire : Histoire de la Poésie française (IX) : Molière (II). — Samedi 23. G. Bessière, avocat à la Cour : La congrégation hospitalière et charitable : son but, ses œuvres.

Le mardi, cours d'allemand, par Mme Liepus. — Le jeudi, cours de diction, par M. Jelmo, du théâtre Antoine.

-•- **Jeunesse Syndicaliste.** — Vendredi 15, rédaction de l'affiche pour la controverse Keufer-Griffuelhes; causerie par Chemel.

-•- **L'Aube Sociale** (Université populaire), 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe). — Vendredi 15. Dr Manheimer-Gomès : Les enfants anormaux. — Mercredi 20. Conseil d'administration. — Vendredi 22. Henry Duchmann : Le congrès antimilitariste d'Amsterdam.

-•- Saint-Ouen. — **Les Libertaires.** — Causerie par Roger-Sadrin, sur l'Internationale, sa nouvelle fondation, à la salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles, le samedi 16 courant, à 8 h. 1/2 du soir.

VIENT DE PARAITRE

Responsabilités, drame social en 4 actes, par J. Grave, 1 brochure chez Stock, franco 2 francs.

Le Livre d'Or des officiers français de 1789 à 1815, d'après leurs mémoires et souvenirs, par Henri Chapoutot. Le titre est un peu long, mais il indique où l'auteur a puisé les faits qu'il présente. Edition des *Temps Nouveaux*, 1 vol. franco 2 fr. 75.

EN VENTE

Une série de 12 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée ; elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 15 la série. Voici les titres : *L'Assassinée*, de L. C. Dissy; *Les Bienheureux*, Heidbrinck; *Les sales corbeaux*, Hénault; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul; *Provocation*, Lebasque; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque; *L'Incendiaire*, Luce; *Mineurs belges*, C. Meunier; *Porteurs de bois*, Pissarro; *Les Errants*, Rysselberghe; *La Libératrice*, Steinlen, *La Débâcle*, Vallotton.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . » 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant. . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont. . . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac. . . . . » 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton . . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce. . . . . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . . » 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier. . . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . . » 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel. » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . . . » 20
Au Café, par Malatesta. . . . . » 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille . . . . » 15
L'Anarchie, par Girard . . . . » 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin. . . » 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . . » 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannel . . . . » 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi . . » 15

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Marseille. — 1 fr. 50 le colis de 5 kilos.

B., à Caudebec. — Retournez-nous le numéro de la *Révolte*.

M. D., à Paterson. — Pour le livre de Rossi, je ne sais pas.

S., à Saint-Just-des-Marais, et S., à Marseille. — Merci pour les adresses. Des exemplaires seront envoyés.

P. M., à Lyon. — Impossible d'insérer votre appel. Il n'y a pas plus de raison pour cela que tant d'autres cas semblables qui nous arrivent à chaque numéro.

P. L., à Roubaix. — Le cas que vous nous envoyez n'est plus pareil. Le blessé, là, est l'agresseur.

Reçu pour le journal : E. D., à Lyon, 5 fr. — L. C., 1 fr. — Roanne, entre camarades, par B., 20 fr. — Bruxelles, quelques camarades, par P., 1 fr. 60. — Merci à tous.

L., à Epinal. — T., à Rennes. — V., à Nîmes. — Groupe de San Paulo. — C. M., à Marseille. — E. N., à Paris. — B. P., à La Flamengrie. — T., à Vaux. — R., à Firminy. — L. G., à Brest. — T., à Paris. — M., à Torchefelon. — P., à Bruxelles. — C., à Mostaganem. — T. R., à Pavilly. — A. P., à Montrouge. — J. L., à Caudebec. — V. B., à St-Jean de Valréas. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

IMPRIMERIE CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

DIXIÈME ANNÉE N° 12 PARIS ET DÉP. 0,10 — EXTÉRIEUR 0,15 DU 23 AU 29 JUILLET 1904

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . Fr 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (Ve)

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

La semaine prochaine, la composition typographique des Temps Nouveaux *sera complètement changée. Roubille a bien voulu nous dessiner le titre, ainsi que divers titres de rubriques ; le titre du supplément sera dessiné par Dissy ; Hermann-Paul et Grandjouan ont dessiné les autres rubriques.*

Nous profiterons de ce changement pour faire faire un lancement : nous prions les camarades de réclamer le journal, partout où ils pourront. La caisse se vide, il est urgent d'attraper le mille d'augmentation qui nous manque, si nous voulons pouvoir continuer sans trous.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

On n'entend parler que de lutte antituberculeuse. Ligues, dispensaires, œuvres multiples de philanthropie et de bienfaisance sont fondés avec accompagnement de discours officiels. Les ministres honorent de leur présence les diverses inaugurations. La campagne antituberculeuse peut se réclamer des plus hautes personnalités, et ses congrès sont patronnés officiellement par les gouvernements européens.

La tuberculose, maladie contagieuse, est considérée comme un fléau social ; elle concourt à la dépopulation ; elle fait disparaître chaque année, en France, autant d'individus qu'il y en a dans cinq corps d'armée. Les tuberculeux sont une charge pour la société et un danger pour tous. Le devoir de charité, la défense de la santé personnelle et de la santé des siens, l'intérêt bien entendu, tout commande de mener la lutte contre la tuberculose.

⁂

Le premier congrès international se tint à Berlin en 1899. Les médecins des sanatoriums allemands y préconisèrent le traitement des phtisiques dans ces institutions spéciales. Depuis cette époque, la fortune des sanatoriums a été faite. On ne pouvait guérir que dans ces établissements. D'ailleurs les statistiques publiées étaient *extraordinaires*. On vit d'abord se fonder un certain nombre de sanatoriums pour malades riches ou aisés ; ces maisons ont fait de brillantes affaires : le séjour y est coûteux et peu accessible aux petites bourses. L'engouement aidant, il fut possible d'ouvrir des sanatoriums plus modestes pour les malades des classes moyennes. L'Assistance publique elle-même édifiait à Angicourt un sanatorium qui s'est ouvert en 1900. On fait une campagne pour créer des sanatoriums populaires. Les instituteurs parlent d'avoir le leur (à Sainte-Feyre, dans la Creuse). Le syndicat des travailleurs et employés des chemins de fer a également projeté l'installation d'un sanatorium.

On a, en effet, affirmé que « le sanatorium pour toutes les classes de la société est le meilleur moyen de cure ». On est arrivé à ce que, pour le public, « la lutte contre la tuberculose est en quelque sorte symbolisée par le sanatorium ». Donc il s'agit d'établir « des sanatoriums en nombre suffisant pour *tous* les tuberculeux pauvres ». (Le mot « tous » n'a pas été souligné par moi).

Avant d'aller plus loin, je voudrais expliquer ce qu'est un sanatorium.

⁂

Le sanatorium est un établissement fermé, établi en pleine campagne et destiné au traitement rationnel des tuberculeux. L'emplacement doit être naturellement choisi dans les meilleures conditions d'hygiène : climat salubre, sol perméable, exposition au soleil, région à l'abri des vents et des grandes variations de température, et surtout sans brouillards et sans humidité. On a même exigé plus : on a décrété que les sanatoriums devraient être placés à des altitudes élevées, parce que cette condition favorise la circulation et les mouvements respiratoires, augmente la richesse du sang et qu'en même temps on a la certitude d'un air sec privé de poussières. Le froid, la neige n'empêchent pas la cure de se faire en plein hiver. Davos est le type des sanatoriums d'altitude.

Si les Suisses ont préconisé les sanatoriums de montagne et voulu faire de l'altitude un principe, cela se comprend pour des raisons tout à fait spéciales.

Mais l'altitude ne convient pas à tous. On ne peut pas par exemple adapter brusquement des gens du Midi à un air froid et vif. D'ailleurs la montagne est mal supportée par les fébricitants, elle prédispose aux hémoptysies, aux congestions. Au fond, un tuberculeux peut guérir n'importe où, et le préjugé de l'altitude a une tendance à s'effacer. Il dépend du médecin de conseiller, suivant les cas, *et à ceux qui peuvent le faire*, la cure maritime, la cure de montagne ou la simple campagne. Le grand air, loin de toute agglomération, loin des fumées, un air pur en somme, peu humide et sans poussières, voilà les conditions réelles que l'on doit chercher pour le traitement des tuberculeux.

Le sanatorium doit en tout cas être installé au-dessus des vallées ou des bas-fonds pour éviter les brouillards et l'humidité. Il doit être orienté de préférence au midi. Quelquefois on le construit en demi-cercle avec une orientation au midi, à l'ouest et au sud-ouest; ainsi les bâtiments eux-mêmes forment un abri contre les vents froids du nord et de l'est. Ces bâtiments possèdent, du côté du soleil, des galeries, dites galeries de cure, où les pensionnaires, trop malades pour sortir, doivent prendre l'air, couchés sur une chaise longue. En dehors, s'étendent des terrains plus ou moins vastes, jardins et parcs, dans lesquels sont installés des espèces de hangars ouverts et bien exposés, de façon à permettre, pendant la journée, une cure plus complète aux malades plus valides. La cure d'air est en même temps une cure de repos; les tuberculeux doivent rester pendant certaines heures étendus sur leur chaise longue dans ces hangars spéciaux qu'on appelle plus brièvement « des cures ». La cure d'air est continuée pendant la nuit, puisque les fenêtres des chambres restent ouvertes, sauf dans certains cas tout à fait spéciaux. La cure se fait ainsi même en hiver : stations au dehors pendant la journée et fenêtres ouvertes pendant la nuit. On fait attention que les malades ne se refroidissent pas et soient suffisamment couverts : des couvertures, un cruchon d'eau chaude aux pieds. Le bénéfice du grand air n'est jamais interrompu.

Les chambres doivent être vastes, pourvues de larges fenêtres, et bien exposées. Elles sont ordinairement à un lit — quelquefois, pour les pauvres, à plusieurs lits, quatre ou cinq; on commence alors à se rapprocher de la salle d'hôpital; les pauvres ont plus de chances d'être astreints à des chambres communes qu'à des chambres isolées. Dans les pièces il ne doit y avoir ni tentures, ni tapisseries; les murs devraient être vernissés pour être facilement nettoyés et désinfectés.

La description qui précède correspond aux sanatoriums pour malades aisés et aux sanatoriums officiels pour tuberculeux pauvres; les uns et les autres ont été construits à grands frais en vue de leur but spécial. Mais assez souvent, surtout pour les sanatoriums destinés aux malades payants des classes moyennes, aux

petites bourses, on s'est contenté d'aménager des bâtiments déjà existants. Les frais d'installation sont beaucoup moindres. Le sanatorium se trouve ainsi réduit à sa plus simple expression : une maison de campagne isolée, servant au traitement des tuberculeux sous une surveillance médicale immédiate. Au fond, le sanatorium de n'importe quelle catégorie n'est pas autre chose. D'ailleurs le traitement est le même. Si les galeries de cure peuvent faire défaut, on retrouve partout les abris en plein air où les malades passent la journée. La cure de plein air est partout aussi rigoureuse. Le reste du traitement est semblable.

Ce traitement consiste essentiellement en trois points : grand air, repos et suralimentation. La vie au sanatorium est réglée de façon à réaliser ces trois points. Et quand je dis réglée, je me sers du terme exact. L'emploi du temps, de chaque heure, est déterminé par un règlement.

Les repas sont au nombre de cinq ou six ; ce sont eux qui coupent les stations de chaise longue. La nourriture doit être variée ; le beurre et les œufs sont au premier rang et on donne ordinairement de la viande crue une fois par jour. Voici, par exemple, pour trois petits repas et deux grands repas :

A 7 ou 8 heures, café au lait et tartines beurrées ;

A 10 heures, pain, lait, œufs crus, viande crue ;

A 1 heure, grand repas (potage, hors-d'œuvre, plats de viandes et de légumes, desserts) ;

A 4 heures, comme à 10 heures ;

A 7 ou 8 heures, potage, plat de viande, plat de légumes, dessert.

Chaise longue dans l'intervalle : au total, 5 à 7 heures de chaise longue suivant la saison, et 10 à 11 heures de lit.

J'ai dit que tout était déterminé par un règlement : heures de chaise longue, heures des repas, prescriptions diverses. Mais ce n'est pas applicable à tous les malades. Il y en a qui doivent garder le lit ; ce sont, par exemple, ceux qui ont de la fièvre ou qui présentent des complications ; la plupart sont en même temps obligés d'obsrever la diète lactée ou un régime mixte. La suralimentation n'est donc pas toujours possible. En dehors de cette première catégorie de malades, les pensionnaires sont soumis, dans les conditions que nous avons exposées plus haut, à la cure de repos rigoureuse. Mais les moins atteints, les mieux portants peuvent jouir de certaines libertés d'allure, à condition d'éviter les intempéries, la fatigue, les imprudences de toute sorte ; les veillées demeurent naturellement interdites. Les malades de cette troisième catégorie peuvent quelquefois sortir des limites de l'établissement, vaquer à certaines occupations ou plutôt à certaines récréations de plein air, se livrer à un exercice modéré, à une gymnastique rationnelle. D'ailleurs aux malades des deux dernières catégories on apprend à faire de la gymnastique respiratoire, on leur applique l'hydrothérapie. Tous les malades sont pesés régulièrement, par exemple tous les quinze jours. Tous sont soumis à la surveillance médicale et à des examens périodiques, en dehors de toutes complication. Le médecin établit sur chacun une fiche de renseignements pour le poids, la température, les signes physiques et fonctionnels, la marche de la maladie, les particularités diverses. Des soins spéciaux, des médications diverses sont appliqués dans l'occurrence en cas de besoin. Le médecin d'ailleurs habite à demeure dans le sanatorium qu'il dirige et il doit surveiller attentivement la stricte observance du règlement.

Ce fameux règlement comporte comme principale prescription, en dehors des heures de repas et de chaise longue, l'interdiction de cracher par terre ou même dans son mouchoir. Chaque malade reçoit en entrant un crachoir de poche individuel. Ce crachoir est nettoyé et désinfecté fréquemment.

L'habitude du crachoir individuel est certainement le résultat le plus sûr du traitement au sanatorium.

M. PIERROT.

(*A suivre.*)

DES FAITS

A propos de la loi militaire, d'après un article de CHARLES CHAUVIN paru dans l'*Européen* :

La réduction des effectifs s'impose. La surenchère continuelle que nous nous sommes imposée jusqu'aujourd'hui, ne repose sur aucune base solide et constante, ne peut être continuée matériellement, et constitue, en un mot, un « bluff », ce dont il est aisé de faire la démonstration mathématique.

Nos dépenses militaires annuelles s'élèvent à un milliard 270 millions en principal, à 1 milliard 300 millions en y comprenant les dépenses annexes (Légion d'honneur, pensions, etc.), et à 2 milliards en y ajoutant la part de notre dette qui constitue notre passif militaire.

Sur un budget total de 3 milliards 600 millions, les dépenses improductives représentent donc les deux tiers environ des ressources du pays, alors que la proportion déjà formidable n'est que de 40 0/0 pour l'Allemagne et la Russie qui sont, après la France, les pays les plus chargés.

D'autre part, nos effectifs sont de 746.000 hommes et officiers pour 38 millions et demi d'habitants.

Tandis qu'annuellement et par million d'habitants, l'Angleterre incorpore 1.170 recrues, l'Autriche 2.670, la Russie 2.810, l'Italie 3.430 et l'Allemagne 4.120, le prélèvement annuel de la France est de 5.800 jeunes gens.

Si on admet la règle économique établie que les ressources en hommes d'un pays ne permettent qu'une contribution d'un soldat par cent habitants, on constate que tous les Etats européens sont bien en dessous de cette proportion, tandis qu'elle est chez nous de près de 2 0/0.

Pour obtenir ces effectifs sur le papier, il a fallu prendre non seulement des malingres, mais des malades.

Les résultats, nous les trouvons exposés dans un article très documenté du docteur Lowenthal dans la *Revue* du 1er avril.

Les derniers relevés, ceux de 1901, fournissent sur un effectif total de 554.219 hommes, 2.977 décès, soit une mortalité générale de 5,37 p. 1000.

La mortalité du soldat qui, de 1846 à 1859, était de 16 p. 1000, dit le médecin inspecteur Laveran, s'est abaissée progressivement à 10, 9 et enfin à 6. Il est vrai que le chiffre des réformes et retraites pour incurables, s'est progressivement élevé.

En effet, de 1863 à 1901, nous ne sommes arrivés à abaisser notre mortalité militaire de 94 0/0 qu'en accroissant de 300 0/0 la proportion des réformes.

L'armée d'Algérie-Tunisie fournit un taux de mortalité beaucoup plus élevé que l'armée de l'intérieur. Il le dépasse de près de 150 0/0.

La mortalité, par suite de maladie, des soldats ayant moins d'un an de service, dépasse de 80 0/0 celle des anciens soldats.

Quant à la mortalité des prisonniers militaires, elle arrache au docteur Lowenthal l'épithète de « scandaleuse ».

Tandis que la mortalité générale de l'armée est en France de 4,51 p. 1000 et en Algérie-Tunisie de 11,10, elle est dans les prisons militaires de 10,16 en France et de *42,13* en Algérie-Tunisie.

Ainsi plus de 4 hommes sur 100 périssent annuellement dans les bagnes militaires d'Afrique. Mais la statistique ne dit pas après quelles tortures, ni en quel état sont ceux qui résistent momentanément.

Immédiatement après les prisonniers, dans l'échelle de la mortalité, viennent ceux que les chefs appellent dédaigneusement les « embusqués », c'est-à-dire les secrétaires d'état-major et de recrutement, et les infirmiers militaires, qui se recrutent en général parmi les jeunes gens les plus instruits du contingent et aussi parmi les moins vigoureux.

Cependant si nous envisageons comparativement l'état sanitaire de l'armée allemande, nous voyons que la mortalité totale de l'armée française dépasse celle de sa concurrente de 130 0/0.

En vingt ans, l'armée française, dont les effectifs sont inférieurs à ceux de l'armée allemande en moyenne de plus de 50.000 hommes, a perdu 40.000 hommes de plus que l'armée allemande.

La tuberculose, en particulier, donne un taux de malades de 300 0/0 plus élevé dans l'armée française que dans l'armée allemande, un taux de mortalité de 300 0/0 plus élevé, un taux de réformes de 440 0/0 plus élevé.

Les pertes totales dues à la tuberculose dans l'armée française, dépassent de plus de 400 0/0 celles de l'armée allemande, et tandis que chez elle elles tendent à s'abaisser, chez nous elles ne cessent de s'accroître.

Nous devons reproduire intégralement les conclusions du docteur Lowenthal qui est revêtu de fonctions officielles : « Notre armée, qui devrait être une école de salubrité et d'hygiène, au même titre qu'elle est une école de courage et d'abnégation, constitue au contraire un des facteurs les plus puissants de l'affaiblissement physique et de la dépopulation du pays, par le chiffre excessif des maladies et des décès, et encore et surtout par le nombre considérable de moribonds, d'infirmes et de non-valeurs de toute nature qu'elle élimine tous les ans. »

X.

*
* *

Formalités administratives. — Dans les environs du Chambon-Feugerolles, une route desservant un groupe de maisons assez important était en assez mauvais état. Quelqu'un porté de bonne volonté et sachant peut-être par expérience combien étaient lentes à agir les autorités compétentes, s'avisa de procéder lui-même aux travaux nécessaires. Il amena là du mâchefer et remit le chemin en assez bon état, à la satisfaction générale. Générale, non ! Quelqu'un s'en trouva offusqué et ordre lui fut donné, par le monsieur des Ponts et Chaussées, d'avoir à défaire ce qui avait été fait et remettre la route en son *état primitif*, et ce dans les quarante-huit heures. « Vous vous mêlez de ce qui ne vous regarde pas », lui dit l'honorable fonctionnaire. Je te crois ! si les gens prenaient la louable habitude de faire eux-mêmes leurs affaires, que deviendraient les bureaucrates et tous les commis des bureaux ? N'est-ce pas que c'est beau tout de même, l'administration !

GALHAUBAN.

HYGIÈNE ET SOLIDARITÉ

(*Suite et fin*) (1)

Parvenu à la pleine conscience de sa personnalité, l'homme se fait sa loi. Pour qui et pour quoi irait-il abdiquer son libre arbitre ? Comment voudrait-il se laisser dédoubler, avoir un fragment corporel embrassant toutes les fonctions vitales et un fragment figuratif renfermant les obéissances et les tyrannies, quelque chose et rien du tout ? Consentirait-il au morcellement, quand l'unité est la condition même de l'individualité ?

Etre ou n'être pas, il n'y a pas d'alternative, car il a congédié les fantômes et les fétiches dont son enfance avait garni l'espace.

Il s'est dégagé, à la longue, du fouillis d'abstractions qui déguisait toute la nature. Il s'est objectivé.

Mais en prenant conscience de lui-même, il a, par le fait même, pris conscience des autres.

C'est la transformation expérimentale des hommes et des sociétés, laquelle doit s'achever par l'adaptation du milieu.

L'homme, l'individu psychophysique, sera désormais l'unique but et l'unique principe de l'association. Autrement dit, l'association est une fonction ; la société n'est rien, l'individu est tout. La société qui n'a été jusqu'ici qu'un instrument d'oppression, et qu'on a personnifiée par calcul ou faiblesse d'esprit, la société, qui désigne l'assemblage des énergies et la circulation des utilités, retrouvera tout simplement son véritable sens et remplira sa destination ; elle est, c'est-à-dire qu'elle sera, pour l'individu, un multiplicateur qui développe à l'infini tous les

---

(1) Voir les nos 10 et 11 des *Temps Nouveaux*.

efforts personnels, elle sera une puissance qui favorise la domestication, l'humanisation progressive des choses comme des êtres et garantit l'acclimatation du bonheur.

Le bonheur, c'est aussi la force, et la force de chacun a pour coefficient celle de tous.

Le bonheur commence à la santé. La santé individuelle est tributaire de la santé générale. La santé est communicative, elle est donnante et moralisante.

La maladie, au contraire, en dehors de la contagiosité immédiate ou lointaine, qui peut, d'un seul foyer, faire sortir mille calamités, la maladie entame la vitalité du milieu et diminue la valeur de chaque individu.

Cette vérité, pour être comprise, n'en restait pas moins stérile dans un monde où l'altruisme était une fantaisie et une erreur, la charité, une vertu, la vie, une passade, et la maladie, un principe; où quelques-uns mouraient d'excès, la plupart, de privations, et presque tous, de malemort. Aussi un pareil monde, auquel foisonnaient tous les biens et qui n'avait qu'un geste à faire pour s'emparer du bonheur, sera sans doute le sujet d'un mélancolique étonnement pour les hommes de demain, affranchis contre les pièges du langage, moins regardants sur la question du mien et du tien, mais plus ouverts sur la valeur intrinsèque du moi et du toi et sur le mal de s'exploiter les uns les autres au lieu d'exploiter la nature solidairement.

Parmi ces hommes libres, libérés dorénavant d'intentions vénales, il est clair que s'établira tout un échange de sympathies, étant donnée leur entente immanquable, intuitive et réciproque, de l'intérêt personnel ou collectif.

L'humanité aura dépassé l'enfance et dépouillé l'égoïsme exclusif et naïf, individuel ou familial des premiers âges.

S'il est vrai, d'autre part, que toute évolution tend à l'équilibre, elle aura dépassé la période formative, correctionnaire, dissymétrique et préparé de haute lutte la rectification organique de sa destinée.

L'équilibre, il se trouvera réalisé dans les modes les plus divers de la raison vitale: savoir, entre les besoins toujours croissants et les utilités rapidement progressantes, entre les fonctions physiologiques de chaque organisme, entre les affinités différentielles des différents individus et les accueillances du milieu, entre les appétitions et appétits respectifs des uns et des autres, entre l'offre et la demande (1). Sans doute y aura-t-il de prime abord quelques tâtonnements dans la composition des forces, car il ne s'agit pas d'un équilibre statique comme celui qu'on prétend nous imposer, mais d'un équilibre mobile, qui exige un préambule de mise en marche. Quoi qu'il en puisse être, il s'établira spontanément; il sera, non plus un ajoutage, la création telle quelle provenant d'un agent quelconque, mais simplement l'habitus des faits, la modalité ordinaire de la vie sociale. Il s'établira spontanément; il aura, par conséquent, la stabilité, il aura cette pertinence qui caractérise l'harmonie immanente des forces naturelles (2).

L'équilibre existera pareillement dans les sentiments, dans les suggestions du sens moral; il n'y aura plus, à proprement parler, d'égoïsme et d'altruisme; il y aura les deux, si l'on veut, mais sans mitoyenneté, mais neutralisés mutuellement, c'est-à-dire convergents, c'est-à-dire concordants et toujours appariés.

Un milieu vénal entretenait l'égoïsme absolu et la défiance réciproque. Il ne pouvait tolérer ni sincérité, ni dignité, ni conscience, car la conscience, la dignité, la sincérité sont la floraison naturelle de la cité libre, où les hommes concevront la valeur de soi-même et celle d'autrui. Il faut, en effet, sentir le prix total de la vie pour apprécier la portée réelle de l'hygiène et savoir cultiver la force et la beauté.

De même que la protection légale des personnes resterait parfaitement inefficace s'il n'y avait tout un système autonome de concessions mutuelles, de même la protection collective de la santé n'aura qu'un résultat mince et précaire, tant qu'elle conservera la forme extrinsèque et captieuse d'une fonction distributive.

Le salut, au contraire, sera dans la diffusion du bien-être et du savoir, dans l'émancipation des volontés, dans le développement fonctionnel de l'initiative, qui seule peut donner avec la vision intuitive du bien, l'intime sentiment des responsabilités personnelles; il sera dans les mœurs désintéressées, lorsque tous les hommes se feront les champions attitrés, sans distinction comme sans préférence, de la santé.

Malgré la raideur et l'indigence des moyens, les moyens administratifs employés jusqu'ici, nonobstant la dénutrition systématique des masses et l'aveuglement du grand nombre en matière d'étiologie, malgré l'abstention quasi générale de précautions, le frelatage en grand, l'antagonisme en détail, malgré l'effort contentieux des influences contraires, enfin envers et contre tout, on a quand même à peu près supprimé certaines entités morbides comme le choléra, la peste et la lèpre (1). On tâche de faire davantage. En dehors des procédés classiques et plus ou moins pratiques de désinfection, d'isolement, d'éloignement, on s'ingénie à produire des vaccins curatifs et des sérums immunisants. Mais les uns sont encore sujets à caution, les autres n'ont qu'un effet spécifique et transitoire.

L'immunité la plus sûre, c'est l'équilibre et l'énergie des fonctions vitales. La prophylaxie la plus sûre, la seule vraie, c'est l'hygiène prodiguée à tous et mise en pratique par chacun, jalousement, vis-à-vis d'autrui, comme de lui-même.

Outre que la force apporte avec elle les éléments de la résistance, il y a encore que l'hygiène systématisée provoquera l'anéantissement des causes de souffrance.

La maladie est la règle aujourd'hui.

Demain elle deviendra sans doute un phénomène.

Après-demain elle ne sera plus qu'un souvenir historique.

Alors on se rappellera cette humanité souffreteuse et dépareillée, avec ses troupeaux d'esclaves, ses coins malpropres et son charroi d'immondices et d'infamies, cette humanité qui travaillait pour l'illusion minuscule de l'or, prenait l'ombre pour la proie et méconnaissait tout l'attrait, toutes les promesses de force et de bonheur qu'il y a, pour tous les hommes tant qu'ils sont, dans la simple pratique de la justice.

Affaire de milieu.

A présent, hélas! les instincts les meilleurs, les sentiments vraiment humains, toute la morale infuse et consolidée par le travail des siècles, tout est corrompu, travesti, voire étouffé, broyé par la nécessité maléfique du mercantilisme. C'est une galopade générale d'hallucinés vers le mirage d'un paradis artificiel, c'est une lutte, sans motif et sans avantage pour personne, de chacun contre tous.

Le temps manque de bien faire, l'occasion manque d'être heureux.

Ce champ de bataille où rien n'est épargné, la bonté, la beauté, la vérité, la vie, ce régime de violence, véritable organisation du désordre, représente le prolongement du passé, la victoire de l'inertie.

Néanmoins la routine prête aux éléments une apparence de discipline, et à leur confusion, un simulacre de logique et de stabilité.

Mais des empires, des États sont tombés, qui paraissaient inébranlables; toutes les constructions politiques sont éphémères, dans la masse comme dans les détails; ces ouvrages disparates et monstrueux n'ont qu'un semblant d'équilibre et qu'une portée provisoire; la légalité, chimère d'un jour, n'est qu'un accessoire inégal et fragile de l'évolution. Tranquillement la nature travaille et la destinée humaine se poursuit malgré tous les obstacles.

Ainsi l'homme a fini par accepter la réalité, c'est-à-dire qu'il accepte le témoignage de ses sens et la relativité du savoir. Il a saisi la définition des choses et la conscience de soi-même. Il se configure, il s'objective.

L'irrésistible essor de l'âme individuelle et du principe de solidarité détermine des ondes progressives de revendications, des grèves, du malaise, une agitation insurrectionnelle. En dehors et en dépit du train traînard de la vie, — la parodie officielle de la vie, — il y a donc l'effort évolutif, la poussée intérieure, qui est la vie elle-même dans la manifestation puissante et méthodique de ses énergies spontanées.

C'est un mouvement qu'on n'arrêtera pas, que nulle formule et nulle force armée n'arrêteront.

Tant pis pour certains intérêts privés, pour ces gens qui ont borné leur idéal au volume de leur appétit et trouvent que tout est pour le mieux dans un monde qui leur procure une existence de parasites. Tant pis pour le dogme de l'ordre et celui du respect décerné aux grands.

Ce qui est grand, c'est l'homme. Mais il faudra bien qu'il brise le cadre où son organisme est difformé, son activité, pervertie, son développement, tourmenté, son génie, ruiné. Il faudra qu'il signifie, qu'il positionne son individualité par l'adaptation, la libération du milieu; que, faisant table rase, il se garantisse la possession définitive de soi-même.

Il aura les droits qu'il aura pris, la liberté qu'il se sera donnée, l'existence qu'il aura conquise.

Ce sera la guerre.

Une horrible guerre, mais qui sera la condition même d'une immense pacification, la préface d'une renaissance.

Aujourd'hui l'homme est un instrument; le cours des jours n'est pour lui qu'une série linéaire et monotone de mouvements réglés et passifs, une perpétuelle répétition des mêmes gestes mécaniques, un cauchemar de minceur, d'uniformité, d'inexistence.

La parole est à la volonté.

Dès qu'il le voudra, il saura refaire le monde, reprendre humainement sa place dans la nature et dans la société, mettre au service de son avenir toute la liberté, toute la plasticité nécessaires au jeu subtil de ses énergies vitales. Il saura donc se faire un milieu qui n'admettra ni autorité ni soumission, un milieu social où il n'obéira plus qu'au suffrage de ses affinités, à l'appel de ses aptitudes, aux exigences de ses besoins.

Ce sera la vie.

Dès lors, en effet, délivré des formules juridiques et enfantines qui prétendaient régir sa conscience, affranchi des étroitesses conventionnelles et de la tutelle centrale qui les synthétise, du vieil engrenage de symboles et d'investitures qui avait, depuis toujours, canalisé son activité, laminé ses forces vives et supprimé son être et sa puissance d'expansion, émancipé, enfin, objectivé, enfin, l'homme se développera désormais, dans la pleine mesure de sa vitalité, suivant les lois mêmes de sa nature; ses facultés pourront s'épanouir dans tous les sens, à l'in-

---

(1) L'offre et la demande. Cette loi est une des plus précieuses de la science économique officielle. Elle se vérifie toujours, dit-on. Exemple : l'offre dépasse la demande lorsque les produits alimentaires encombrent désespérément les magasins, tandis qu'il y a dans les alentours une masse de gens qui désespèrent de manger à leur faim. Pour la science (?) économique officielle, la faim n'existe pas, l'homme non plus. L'homme est un outil au service du capital. L'économiste, ajouterons-nous, est un théoricien au service d'un fatras subjectif.

(2) Harmonie ne veut pas dire finalité. L'harmonie, l'accord parfait, le rythme font plutôt penser à la fréquence, à la constance du nombre entier dans les lois naturelles. Voyez les lois physiques, chimiques, biologiques, les lois de Képler, par exemple, en astronomie. Le savoir, en progressant, marche en même temps vers l'unification. La nature est simple, la vérité aussi.

(1) La lèpre, entre parenthèse, n'est pas considérée comme contagieuse.

fini, leur intensité augmentant sans cesse par le rayonnement réciproque. Dès lors, il ne mettra plus son ambition dans la possession farouche d'un pauvre argent, mais dans les délices de l'intelligence, l'intelligence de tout, celle du bien comme celle du vrai, celle qui fait découvrir les moyens d'être heureux et fort par le bonheur et la force des autres.

Et c'est tout simple.

C'est tout simplement une affaire de milieu.

La sincérité, qui n'est aujourd'hui qu'un luxe, un danger, voire une impossibilité, sera devenue un penchant spontané, une vertu sociale élémentaire et nécessaire.

Et la sincérité est la base même de l'hygiène.

Dr E. Ségard.

Une visite à l'Exposition de Saint-Louis

Quelques camarades et moi, avons visité l'Exposition Universelle de Saint-Louis.

Ayant déjà visité plusieurs grandes expositions, nous ne vîmes d'abord rien de bien saillant pouvant attirer particulièrement notre attention, si ce n'est des perfectionnements nouveaux dans le machinisme et dans l'électricité. Mais lorsque nous visitâmes le Palais de l'Education et de l'Economie sociale, nous fûmes très surpris lorsque nous vîmes dans la section réservée à la police, toute une exposition d'instruments de torture.

En outre des cages de fer très basses et très étroites, appelées cellules et qui semblent plutôt être faites pour enfermer des animaux féroces que pour emprisonner des êtres humains, nous remarquons tout un attirail de fers : des chaînes, des poucettes, des menottes, d'énormes bracelets d'acier, des bâillons en fer, le tout perfectionné avec les derniers raffinements de l'art.

Ainsi, par exemple, les bracelets d'acier et les menottes possèdent à l'intérieur une dentelure, sorte de dents de loup qui pénètrent dans les chairs à mesure que l'on tourne, à l'aide d'une clé, le mécanisme de la serrure, d'une force capable de réduire en bouillie les poignets les plus solides.

Au milieu de tous ces objets « d'art » figurent des revolvers de gros calibre et des « clubs », gros gourdins en bois de fer dont sont continuellement armés les policemen, en plus de leurs revolvers, et dont ils usent avec le plus grand sans-gêne, même souvent envers les gens les plus inoffensifs.

Nous remarquons aussi des photographies représentant des pauvres malheureux tombés sous les coups des policemen. Les uns ont le crâne défoncé par le « club » ou traversé de part en part par les balles du revolver du policeman ; les autres ont la poitrine ouverte, les côtés brisées et le cœur perforé par les armes des féroces représentants de la force de la plus grande République du monde entier.

Nous savions très bien que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique plaçait au-dessus de tout le « club » du policier, rempart du capital, plus respecté et plus honoré dans ce pays que la science et les arts. Mais nous n'aurions pu nous imaginer qu'il aurait eu le cynisme d'exposer à la face du monde civilisé, comme dernier perfectionnement de l'éducation des hommes et de l'économie sociale, des instruments de torture qui ne devraient figurer que dans un musée de l'Inquisition présidé par un Torquemada ou par un Maura quelconque ; mais non dans une Exposition faite au nom du progrès de la science et des arts.

Laurent Casas.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Vous vous rappelez l'affaire Célina Renoir ? Une jeune fille de 19 ans, détenue à la prison de Lille pour avoir passé en contrebande des boîtes d'allumettes, mise au cachot par un froid glacial et y ayant les pieds gelés, à ce point qu'il fallut les lui amputer. La gardienne-chef, une Mme Legrain, fut poursuivie à raison de ces faits, et vient d'être jugée par le tribunal correctionnel de Lille. Le *Journal de Roubaix* (10 juillet) nous apporte un compte rendu détaillé de ce procès.

« M. Broigne, commissaire aux délégations judiciaires, qui a procédé à l'enquête, expose d'abord les faits.

« Le 22 janvier, dit-il, à la suite d'un acte de mutinerie qui s'était produit à l'atelier de travail, trois filles détenues furent punies de cachot.

M. le Président : Vous parlez d'actes de mutinerie ; quels sont-ils ? — *R.* : Pendant le travail, les prisonnières ont jeté leur travail, renversé les tables à terre et la fille Célina Renoir a répondu par des propos grossiers aux observations qu'on lui faisait.

D. : Qu'a-t-elle dit ? — *R.* : Elle a dit à une gardienne, Mme Carton : « Vous braillez, Madame Carton, comme si vous aviez affaire à vos vaches. »

« A la suite de cela, continue M. Broigne, les filles Renoir, Landrieux et Desmet furent mises en cellule. Mme Meurillon, autre gardienne, leur fit revêtir la tenue d'usage : une chemise, un caraco en droguet, un jupon et des bas ; elle ne leur mit pas à ce moment d'espadrilles. Dans l'intervalle, Mme Legrain, la gardienne-chef, arriva et donna l'ordre d'enlever les bas, qu'elle considérait comme un vêtement de faveur, ce qui fut fait. On ne leur apporta des espadrilles que le soir, avec leur paillasse.

D. : Il est pourtant d'usage que les détenues au cachot gardent leurs bas ? — *R.* : Oui, l'article 34 du cahier des charges le prescrit : des bas et des espadrilles ou des chaussons de cuir.

M. Broigne : Alors, Mme Bretel, une gardienne, a constaté deux jours après que Célina Renoir avait les pieds rouges, elle en a informé Mme Legrain qui, le lendemain, lui a fait donner des bas ; la situation s'est ensuite aggravée et on a dû la transporter à l'infirmerie.

D. : Célina Renoir s'était plainte ? — *R.* : Non, il n'y a pas eu une plainte de sa part.

D. : Combien de temps est-elle restée en cellule ? — *R.* : Elle est restée huit nuits et neuf jours.

D. : Elle a dit aussi que pendant quatre jours on ne lui avait pas donné à boire. — *R.* : Oui, une gardienne a reconnu d'ailleurs ne pas lui avoir donné à boire pendant deux jours.

M. le Président : C'est un véritable régime de torture que quinze jours de cellule par une température qui a été souvent en dessous de zéro.

Mme Legrain est interrogée.

« On donne sur votre compte des renseignements favorables, lui dit M. le Président, mais vous avez causé des blessures graves par inhumanité. Cette fille Renoir était détenue pour un simple délit fiscal, sa peine était terminée, elle subissait une contrainte, et pour une réponse inconvenante, vous lui infligez quinze jours de cellule. »

R. : Ce n'est pas moi qui ai infligé cette punition.

D. : En cellule, vous aviez le devoir de la surveiller et vous lui avez fait enlever les bas. — *R.* : A Douai, où j'ai été pendant quatre ans et demi, c'était la règle de ne pas les laisser aux femmes mises au cachot, car c'est une cause de suicide. A Lille, on laissait les bas, je m'en étonnais.

D. : Pourquoi les avez-vous fait enlever ? — *R.* : Je croyais que c'était une faveur.

D. : Et voilà une femme prévenue d'un délit de peu d'importance que vous mettez au cachot, sans bas, presque sans vêtements, debout, sans rien pour s'asseoir, pendant quinze jours. — *R.* : C'est l'habitude. Je n'ai jamais vu cette femme malade, sinon j'aurais fait attention.

D. : Et pendant quatre jours on ne lui a pas donné à boire ? — *R.* : Jamais on ne m'a dit ça ; Mme Bretel m'a dit qu'elle lui en avait donné.

D. : Cela a eu des conséquences épouvantables. — *R.* : Je les ai déplorées moi-même assez amèrement.

M. le Président donne lecture de la déposition faite, au cours de l'instruction, par Célina Renoir. Arrêtée en décembre, elle devait être libérée le 5 avril 1904, ayant été condamnée à douze jours de prison et 500 francs d'amende. Pour une réponse à propos de son travail, on la mit au pain sec ; elle répondit, on la mit en cellule. Là, on la fit mettre en chemise, et on lui remit un petit jupon léger, un caraco très léger ; les jambes et les pieds nus. Quelques jours après, elle signale à la gardienne qui, le matin, venait lui retirer sa paillasse, qu'elle était incapable de la porter. « C'est bien, lui dit celle-ci, la servante la portera. » Le troisième jour, elle avait les jambes et les pieds enflés, elle ne pouvait entrer ses espadrilles. Enfin, le neuvième jour, comme la température devenait plus douce, elle sentit qu'elle avait les pieds gelés. Elle n'avait plus la force de se tenir debout.

Mme Legrain : Nous avons dû la mettre avec deux autres filles au cachot après une révolte. Il y a à la prison de Lille de fortes têtes, qui ne reculent pas à descendre au cachot pour accompagner des camarades. Il y a entre elles une grande solidarité. Elles s'excitent : Veux-tu descendre ? Il fallait maintenir l'ordre.

M. le Président : Ce n'était pas une raison pour leur infliger un traitement barbare. »

L'avocat de Mme Legrain demande son acquittement. Il trouve que « déjà, elle et son mari (gardien-chef) ont été frappés d'une peine très dure ; ils sont révoqués, ce qui les réduit à la misère ». Quoi ! ils sont dans le cas de milliers de gens qui se trouvent sans place et cherchent du travail. Si cela c'est être frappé d'une peine très dure, alors qu'on avoue que tous les travailleurs révoqués par leurs patrons sont frappés d'une peine très dure. La peine dont a été frappée Mme Legrain, est en tous cas moins dure que celle qui consiste à avoir les deux pieds gelés puis amputés, et à rester estropiée toute sa vie.

« Dans l'espèce, ajoute Me Cointrelle, la grande responsabilité incombe à l'administration ; l'état des cellules est lamentable ; il y règne une grande humidité : tout cela n'est point imputable à Mme Legrain. Ce qu'on peut lui reprocher, c'est de n'avoir pas donné de bas ; mais elle voulait prévenir un suicide toujours possible. »

C'était donc par sollicitude pour l'existence de la détenue, que la gardienne-chef lui faisait retirer ses bas (bas prescrits par le cahier des charges), par une température de — 3°, dans une cellule pleine d'humidité et dont l'état est lamentable. Que la grande responsabilité incombe à l'administration, soit ; ce n'est pas une raison pour que les chiens et chiennes de garde aggravent de leur propre initiative la cruauté de lois et de règlements déjà assez barbares. Et ne pas avoir donné à boire, pendant plusieurs jours, à cette malheureuse, était-ce aussi pour prévenir « un suicide toujours possible » ?

Et le tribunal de rendre son jugement :

« Attendu que le délinquant, détenu par mesure de défense sociale ou d'amendement individuel, n'en a pas moins droit pendant la durée de cette détention à un traitement équitable et humain ;

« Attendu que c'est à raison d'une méconnaissance de ce droit, suivie de conséquences graves, que Noé Eugénie, femme Legrain, est poursuivie devant ce Tribunal aux termes de l'article 320 du Code pénal ;

« Attendu à cet égard qu'il résulte de l'instruction et des débats qu'à la date du 22 janvier 1904, à Lille, la prévenue, femme Legrain, surveillante en chef de la maison d'arrêt, imputant à la détenue Renoir Célina une réponse inconvenante, lui a infligé, à titre de punition, le séjour, par une température rigoureuse et pour une durée de quinze jours, dans une cellule où, contrainte, nonobstant les règlements et l'usage même suivi dans ladite maison d'arrêt, de se tenir debout, à peine vêtue, et les pieds nus sur le sol, elle a contracté par congélation un mal nécessitant l'amputation totale de son pied droit et l'amputation partielle de son pied gauche ;

« Attendu que ces faits caractérisent à la charge de la femme Legrain, le délit de blessures par défaut de précautions et par inobservation des règlements relevé par la prévention ;

« Attendu, sur l'application de la peine, que les agissements de la prévenue apparaissent d'autant plus répréhensibles, qu'ils se sont produits à l'occasion d'un manquement de peu de gravité, d'une jeune fille d'antécédents non défavorables, détenue seulement pour commission d'un simple délit fiscal...

« En conséquence, Mme Legrain est condamnée à huit jours de prison, sans sursis. »

C'est tout bonnement dérisoire. Car de deux choses l'une. Ou le châtiment est considéré comme une vengeance, et il doit être égal au dommage causé, et dans ce cas Mme Legrain devait être condamnée à la congélation et à l'amputation des deux pieds. Ou le châtiment est considéré comme une

réparation, et le dommage causé doit être réparé ou indemnisé, et dans ce cas il faut que les personnes responsables de son malheur fassent des rentes à Célina Renoir. Mais les huit jours de prison de Mme Legrain ne veulent rien dire, car ils ne vengent ni n'indemnisent la pauvre jeune fille. Sera-t-elle indemnisée par l'Etat, responsable des actes de ses subordonnés? Il serait un peu fort que cela ne fût pas.

En attendant, Célina ne peut marcher, même avec des béquilles. Les médecins qui la soignent déclarent qu'il lui faut des chaussures orthopédiques. Ils ont fait demander l'argent nécessaire à l'administration pénitentiaire, qui l'a refusé, en disant qu' « aucun crédit n'était prévu pour ce genre de dépenses ». Voilà comment débute l'indemnité, la grosse indemnité à laquelle Célina Renoir a droit.

Pendant qu'ils y sont, ces cochons-là sont capables de faire terminer à leur victime sa prison, et même sa cellule, à sa sortie de l'hôpital.

Est-ce que des faits comme celui-là ne devraient pas soulever d'indignation tout le public?

R. Ch.

* *

Les journaux d'Amiens nous apportent le récit d'une manifestation qui se serait produite les 13 et 14 juillet.

Le 13, à la retraite aux flambeaux, la musique militaire fut accueillie au bruit des sifflets à roulettes et des cris: « A bas l'armée! A bas les conseils de guerre! »

Le 14, au sortir de la revue, les mêmes cris saluèrent les chasseurs à cheval.

Inutile de dire que des arrestations ont été opérées.

* *

Vous souvenez-vous de ce que vous avez fait pendant la journée et la nuit du 23 au 24 septembre 1901? Non! Ni moi non plus. C'est cependant cette question qui a été posée à un individu, arrêté il y a quelques jours à Pélussin, sous l'inculpation d'assassinat, et sur la dénonciation de quelqu'un qui s'est ensuite rétracté, ce qui lui a valu une ordonnance de non-lieu.

Seulement, comme le gars avait résisté lors de son arrestation, le tribunal correctionnel lui a tout de même infligé quarante jours de prison.

Achetez donc un agenda, notez scrupuleusement l'emploi de votre temps afin de pouvoir répondre à toute question indiscrète; et surtout, si vous êtes innocent, laissez-vous arrêter sans protester. La justice le veut ainsi.

Galhauban.

Mouvement ouvrier. — Le Congrès de la Fédération des ouvriers menuisiers qui s'est tenu la semaine dernière à la Bourse du travail de Paris, nous a donné d'excellents renseignements sur la marche de cette organisation qui compte actuellement trente-deux syndicats groupant environ douze mille adhérents. C'est là un bien faible effectif incontestablement si l'on songe à l'importance de cette corporation, mais quoique cela, l'influence de la Fédération, qui va chaque jour se développant, comme il l'a été constaté au Congrès, ne tardera pas à se faire sentir. D'excellents et intéressants renseignements sur les conditions du travail dans la corporation ont été fournis par les délégués.

C'est ainsi que l'un d'eux, fort bien documenté, au cours de remarques générales précieuses, a cité ces faits typiques: Si, dans les environs de Nancy et des régions allemandes, a-t-il dit, les industriels peuvent livrer des bois ouvrés à un prix extrêmement bas, c'est qu'ils ont profité de l'état de dispersion des forces de travail pour avilir de plus en plus les salaires. Si une porte fabriquée à Nancy est livrée à Paris au prix de 8 fr. 25, alors que, dans cette dernière ville, le prix de façon est de 15 francs, c'est que le patron a spéculé durement sur la main-d'œuvre. Tandis qu'à Paris le salaire est de 7 francs, dans un grand nombre d'autres villes, à Auch, par exemple, les menuisiers ne sont même pas payés à raison de 40 centimes l'heure.

En parlant des rabais faits par certains entrepreneurs, rabais qui inévitablement se répercutent sur les salaires des ouvriers, un délégué a signalé que ceux-ci atteignaient parfois le chiffre de 45 0/0. *Une* étude sérieuse de la question sera faite, les villes et les architectes qui pratiquent couramment cet abus seront invités à le faire cesser et les entrepreneurs qui continueront à le pratiquer seront mis à l'index si besoin est, lorsque les rabais consentis seront supérieurs à 15 0/0. Le Congrès a pris l'excellente décision — qui devrait bien être imitée dans d'autres corporations — de réunir en brochure les documents qui ont été apportés et qui pourront être fournis à la Fédération sur ces importantes questions. L'on pourra posséder ainsi les conditions du travail d'une importante corporation. Enfin, pour se renseigner encore plus amplement, il a été décidé d'envoyer un délégué au Congrès international des ouvriers du bois qui va se tenir sous peu à Amsterdam sur l'initiative de la Fédération des menuisiers allemands.

La corporation s'étant prononcée antérieurement sur la question des grèves et de la grève générale, la discussion a été courte et n'a fait que confirmer ses décisions précédentes.

La création d'un organe corporatif a ensuite été décidée, et une commission nommée pour étudier la mise en application.

A propos du Congrès de tous les syndicats qui va se tenir prochainement à Bourges, le camarade Bonnet de Marseille a fait émettre un vœu, invitant les syndicats fédérés à repousser, au prochain Congrès de la Confédération générale du Travail, le principe de la représentation proportionnelle qui aurait pour effet d'écraser sous la force du nombre les petits syndicats dont l'effort de propagande est aussi énergique et fécond que celui des organisations puissantes par la masse de leurs adhérents; il demande que l'on suive le principe du vote par unités syndicales.

Ce vœu adopté à l'unanimité est intéressant à enregistrer, car il montre bien que l'on n'est pas disposé dans certaines corporations à jouer au coup de la « majorité » et que l'on y estime que les Congrès ouvriers ont d'autres besognes plus importantes à accomplir. Après quelques échanges de vues sur des questions d'ordre intérieur, le Congrès a été clos par une petite fête intime qui réunissait le soir même tous les délégués.

* *

A Marseille, la situation est à nouveau très tendue. Les compagnies violant à tout instant les engagements pris par *elles*, les dockers en sont naturellement exaspérés.

La Compagnie des Messageries Maritimes, à la suite de l'index prononcé par les dockers, a désarmé tous ses cargo-boats et, ce matin, les chantiers de cette compagnie sont complètement déserts.

D'autre part, les compagnies marseillaises qui font le service de l'Algérie n'ayant pas accepté les conditions des dockers d'Alger, vont être la cause d'un nouveau conflit avec les dockers du syndicat international de Marseille.

Enfin d'autres compagnies ont été mises à l'index pour quelques jours.

Mais la solidarité ouvrière, de quelque façon qu'elle se manifeste, — et j'avoue que faute de pouvoir enquêter moi-même sur place, nombre de points me restent obscurs — ne plaît pas à Messieurs les officiers qui, à nouveau, comme il y a quelques mois, prennent fait et cause pour les compagnies contre les ouvriers et menacent de débarquer, ce qui du reste doit être fait à l'heure actuelle.

Et comme la première fois, ces états-majors débarquant des navires pour essayer de faire échouer les revendications ouvrières, cette grève nouveau genre n'est pas pour nous déplaire, car elle justifie les mouvements ouvriers passés et futurs.

Plus moyen pour nos journaleux au service du patronat ou tout au moins défenseurs de la classe capitaliste, de verser des larmes sur « la ruine de notre grand port », ni de pouvoir jouer de la corde patriotique, puisque ce sont MM. les officiers qui viennent aggraver un conflit en lui-même anodin, en généralisant un mouvement qui n'est que partiel.

Je le répète, la situation se présente toujours de façon si bizarre à Marseille qu'il est difficile de prévoir ce qui peut advenir. Il nous faut donc attendre pour être fixé définitivement.

Le patronat brestois est si satisfait des mesures de répression prises qu'il a chargé le député Isnard de *réclamer* à Combes la croix d'honneur laissée par Esterhazy pour la coller au nommé Tourel, sous-préfet.

Grève ou plutôt lock-out patronal pour les ouvriers verriers de Saint-Germer (Oise).

L'organisation du syndicat ouvrier a déplu au seigneur verrier de Saint-Germer, lequel a voulu imposer à ses ouvriers un tarif tout à fait désavantageux. Les ouvriers, tous syndiqués, ont, en riant, accueilli cette provocation et ils attendent que le patron éprouve les inconvénients de la mesure prise contre eux.

Ces travailleurs, qui ont osé se grouper pour défendre leurs salaires, ne touchaient pas, la plupart du temps, le moindre salaire. A l'aide d'un économat audacieusement imposé, où la marchandise coûte un tiers plus cher qu'ailleurs, le patronat trouvait double profit. Malgré leur misère, les ouvriers ont refusé de toucher leur dernière paie, ne voulant plus supporter de retenues totales.

La grève des ouvriers horlogers est générale à Cluses et dans les environs. Le gouvernement qui continue à faire bien les choses, a envoyé aux patrons 30 gendarmes et une compagnie du 30e de ligne.

La grève générale des ouvriers horlogers ayant été définitivement décidée, ces derniers ont parcouru la ville précédés d'un drapeau rouge et en chantant l'*Internationale*.

Des troubles graves sont à craindre, les grévistes étant en très grand nombre.

P. Delesalle.

Au moment d'envoyer la copie à l'imprimerie, les journaux nous apportent la nouvelle que les fils de l'usinier Crettiez, à Cluses, ont tiré sur des manifestants ouvriers qui ne les menaçaient nullement. Il y aurait 4 morts et 25 blessés, — 100 d'après le *Petit Parisien*.

A Besançon, le fils d'un autre industriel, Cattin, a également tiré, sans provocation, sur un gréviste qu'il a blessé.

Ils vont bien les jeunes bourgeois. Est-ce que ce serait l'éducation de M. Demolins qui produirait déjà des résultats?

Tant mieux! Le problème se pose au moins catégoriquement.

A Cluses, les ouvriers, outrés, ont incendié l'usine.

* *

Chambon-Feugerolles. — La grève des ouvriers de Trablaine continue et ne paraît pas près de finir. Un certain nombre de grévistes ont trouvé du travail ailleurs et bonne garde est faite pour qu'aucun ouvrier ne vienne les remplacer à l'usine.

Cela ne pourrait avoir lieu que si des ouvriers étrangers au pays venaient par ici, car aucun Chambonnaire ne consentira à accepter les conditions que veut imposer le directeur. Celui-ci voudrait en effet être *seul juge* de la façon du travail, accepter ou refuser le travail de l'ouvrier. En attendant, les actions qui avant la grève étaient cotées 408 fr. à la Bourse de Lyon, sont aujourd'hui au-dessous de 25 fr. Après tout, cela a peut-être été fait intentionnellement pour évincer les petits actionnaires. Les gros en sont bien capables et c'est ainsi que pas mal de grandes fortunes se sont édifiées.

A Saint-Etienne, pas de changement dans la grève des maçons. Patrons et ouvriers paraissent résolus à lutter pacifiquement. La mitraille des prolos triomphera-t-elle de l'or des patrons? L'avenir nous le dira.

* *

Musiac. — Les dentellières du côté de Bas-en-Basset (Haute-Loire) travaillent de 12 à 15 heures par jour pour gagner 10 à 12 sous. Les bienfaiteurs du peuple qui siègent au Palais-Bourbon peuvent décider, comme ils l'ont fait l'année dernière, que des leçons seraient données aux petites filles dans les écoles primaires, cela ne remédiera pas à grand'chose. Ce n'est pas le savoir-faire qui manque aux femmes de la Haute-Loire, c'est le gain qui n'est pas en rapport avec le travail. Payez-les davantage, et vous aurez de belles dentelles.

A Saint-Etienne, des tisseurs gagnent, façon de maître, 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour. Pour le compagnon qui travaille sur le métier d'un autre, c'est moitié façon. Calculez. La passementerie émigre de plus en plus dans les montagnes de la Haute-Loire et cela est pour beaucoup dans la baisse des tarifs, les filles et garçons de paysans travaillant presque pour rien.

A Firminy et dans toute la région, je crois, les mineurs font sept journées par quinzaine. Vivez donc avec 30 à 40 francs par quinzaine, et 20 à 25 fr. pour les ouvriers de l'extérieur. Où est là-dedans la liberté au travail, tant prônée par les bourgeois? Le droit au travail, certes, nous en sommes, nous le voulons et ne l'avons guère. Mais si nous faisons la grève forcée, aujourd'hui, nous saurons nous en souvenir un jour quand vous réclamerez aide et protection pour les jaunes.

Galhauban.

⁂

Brest. — Je veux compléter par quelques renseignements l'exposé des faits qui se passent à Brest et l'enseignement qui s'en dégage.

Actuellement la ville est retombée dans le calme; les grèves des employés de tramways et des plâtriers se déroulent tranquillement; il serait d'ailleurs impossible qu'il en fût autrement, vu le nombre excessif des troupes. Gendarmes à pied, à cheval, dragons, coloniaux, fantassins, marins, forment un total que je ne crois pas inférieur à 4.000 hommes, et tous, ou à peu près, décidés à massacrer sans merci la canaille qui bougerait. Ils sont en cela habilement dirigés par les ignobles représentants du petit père Combes : les fameux Touret, sous-préfet, et Collignon, préfet du Finistère, exécuteurs des basses-œuvres des capitalistes. Un promeneur qui traverse la ville, est surpris de voir tous ces soldats allongés la nuit sur les trottoirs devant les faisceaux que garde un troupier l'arme au pied. Continuellement les patrouilles circulent, scrutant les passants d'un air arrogant, et malheur à celui qui élève la voix! L'on affame et l'on fatigue les soldats pour les exciter contre nous, nous faisant porter la responsabilité de leur surmenage. C'est ainsi que l'on fait de bons assassins, surtout parmi les marsouins (coloniaux) habitués à piller et massacrer les naturels aux colonies; leur langage est dégoûtant de haine et de mépris pour les ouvriers. Ce sont les types parfaits des soldats de métier. Et je ne sais si c'est près de finir. L'autre jour, le bureau du bâtiment ayant été appelé par le préfet, celui-ci leur proposa d'intervenir près des patrons s'ils acceptaient de faire certaines concessions à leurs revendications. Ils refusèrent, puis demandèrent l'autorisation pour une réunion publique, réclamant qu'on n'y envoyât pas de troupes; le préfet leur répondit : « Je veux bien vous accorder une réunion, mais s'il faut 1.000 hommes pour assurer *le service d'ordre*, j'en enverrai 2.000, s'il en faut 2.000 j'enverrai 4.000 hommes; et *cela dans votre intérêt*. » Autre fait; le maire *socialiste, ouvrier* horloger, *ex-trésorier* de la *Bourse du travail* à qui ils demandaient une salle communale pour cette réunion, la leur refusa disant : « Encore une réunion! mais il y en a de trop; il est temps que cela cesse. »

Cette réunion vient donc d'avoir lieu ce matin dans une salle privée. Les ouvriers du bâtiment jugeant que le moment n'est pas propice, que le travail diminue, ont décidé d'attendre et d'ajourner à des temps meilleurs la cessation du travail. Mais ils n'en restent pas moins décidés à résister à toute diminution de salaire ou augmentation d'heures de travail.

Il vient justement de se créer ici une association étroite des patrons, décidés à un gigantesque lock-out; c'est le pacte de famine organisé, appuyé par l'armée et les dirigeants. Attendons donc un moment, différer n'est pas renoncer.

Mais ce qui est regrettable, c'est l'émasculation des énergies par l'intrusion de la politique dans notre milieu. Autrefois, ce n'était qu'un concert unanime d'imprécations contre la bourgeoisie, les réactionnaires; tous marchaient la main dans la main; maintenant, il existe un mot d'ordre auquel il est défendu de se soustraire : « La municipalité socialiste tu adoreras. »

Pour avoir dévoilé et stigmatisé les actes de nos édiles comme ils le méritaient, les libertaires sont l'objet de toutes sortes d'injures de la part de la masse inconsciente des ouvriers de l'arsenal. Il est défendu par cette foule de critiquer le nouveau conseil municipal, quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse. Ce sont de vrais pontifes appuyés sur l'aveuglement populaire. Mais heureusement, la règle n'est pas générale et il est quelques individus que les faits actuels éduquent et instruisent.

Il est, en effet, écœurant de voir la conduite de ces édiles anciens action directe et révolutionnaires. Le pis est qu'ils se recommandent encore du titre de révolutionnaires et n'en veulent pas démordre. Rien ne leur répugne pour obtenir la tranquillité et rester dans leur fauteuil rouge. Leur cercle d'études sociales vient de placarder l'autre jour une affiche, un vrai appel à l'imbécillité publique; en voici l'esprit : « Vous nous avez nommés pour faire des réformes; les troubles actuels, suscités par des fauteurs de désordres probablement stipendiés par la bourgeoisie, nous arrêtent. Nous prions donc tous les honnêtes et conscients travailleurs de rester calmes et de répudier tout désordre. »

C'est honteux de cynisme, pour des individus qui nous faisaient descendre dans la rue autrefois au premier prétexte. L'on n'est honnête et conscient maintenant que quand l'on reste chez soi; si l'on aide les grèves, l'on devient calotin, réac. Alors donc, vive le socialisme, surtout quand ses adeptes réquisitionnent les troupes, dénoncent les agitateurs et ne trouvent pas un mot contre les massacres des ouvriers, ni contre leurs auteurs. D'après cette affiche parue le lendemain du 8 juillet, c'est encore le lapin qui a eu tort.

Ouvrez la bouche, camarades, l'augmentation de salaire, la diminution d'heures de travail, vont vous y tomber illico; vous avez une municipalité socialiste!!! Ne luttez plus contre vos patrons.

Mais tout a une fin et déjà quelques-uns s'aperçoivent qu'ils sont roulés. Nos édiles nous font de la bonne propagande pour l'avenir, si actuellement ils enrayent le mouvement.

P. S. — Les jugements de classe continuent. Trois dockers viennent d'être condamnés à 13, 10 et 2 mois pour avoir pris part à la manifestation du 3 juillet où les gendarmes furent bafoués.

J. Le Gall.

Espagne.

Nous avons reçu de camarades détenus à la prison de Xérès, la protestation suivante :

« L'Espagne prétend être comptée au nombre des nations civilisées, mais elle est encore en pleine barbarie. Les gouvernants, qui se disent chargés d'assurer la paix et la tranquillité du pays, ne font pas un geste qui ne soit une injustice ou une infamie, — toujours naturellement contre les hommes qui pensent, contre les prolétaires. En ce pays, l'on respire la mort. Du dernier des policiers à l'homme d'État réactionnaire, tous torturent et tuent.

Dans l'ouvrier moderne, désireux d'améliorer sa situation économique et sociale, ils ne veulent voir que le paria du temps passé, l'esclave résigné, subissant toutes les exigences de son seigneur et maître. Et ceux qui, suivant l'impulsion du temps, tentent d'instituer la lutte libératrice, l'autorité met tout en œuvre pour les supprimer. Pourtant, devant la force de l'autorité, l'autre force se développe et soutient le combat front à front, corps à corps, progrès contre réaction, prolétaires contre bourgeois; l'une ne connaît que la force; l'autre s'appuie sur la raison et sur la science; l'une pratique le vol, l'assassinat, toute la barbarie; l'autre veut la paix et la justice. Mais que l'on ne s'étonne pas que, las de souffrir, le peuple espagnol, après les événements d'Alcala del Valle, de Xérès, de Séville, de Barcelone, et tant d'autres, ait recours aux moyens énergiques pour en finir avec tous les tyrans. La tyrannie existe dans tous les pays, mais nulle part on n'emprisonne et on ne torture comme on le fait en Espagne, pour la plus petite manifestation. Et nulle part comme en Espagne, on n'observe le silence de tous en présence des fusillades du peuple, le silence de la presse qui ne s'occupe de ces faits, si elle s'en occupe, que pour prouver que le gouvernement et la bourgeoisie ne sont pas coupables. Tous se taisent, moins cependant les anarchistes : aux décharges des Mauser, aux sentences des tribunaux, au régime des cellules, ils répondront par la dynamite. Car il faut que les idées de l'avenir se fraient un chemin par la force, quand on prétend les anéantir par la force. La dynamite, le poignard et le feu auront raison de l'inquisition espagnole. »

José Tomalvo.

Prison de Jerez, 29 juin 1904.

Ont signé : Diego Martinez, Julian Romero, Francisco Romero, Francisco Mancilla, Juan Mancilla, Miguel Lopez, Juan Vieto, Antonio Padilla, José Adida, Juan Jimenez.

Indo-Chine.

La douane est en train de nous aliéner irrémédiablement, je le crains, l'esprit des populations indo-chinoises. Et c'est le système déplorable des perquisitions qui en est la cause.

Personne n'ignore qu'une perquisition dans une maison indigène, c'est la ruine de ses habitants, ou à peu près.

Voici comment cela se passe généralement, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent :

A tort, ou à raison, je veux admettre que c'est à raison la plupart du temps, une accusation est portée à la douane contre tel indigène, habitant tel village, qui se livre dans sa maison à une fabrication frauduleuse d'alcool de riz. Une perquisition est décidée. Un agent des douanes européen, accompagné par un certain nombre d'auxiliaires indigènes, dits matelots, font irruption un beau matin, à la première heure, dans le village suspect. On en garde les issues. On fait appeler le *ly-truong*, si ce n'est pas lui qui est accusé de fraude, et on pénètre dans la maison désignée par la dénonciation. D'abord on commence par se saisir de tous ceux qui s'y trouvent, hommes, femmes et enfants; puis on les ligotte. Ensuite se fait la perquisition. Naturellement, qu'on découvre ou qu'on ne découvre pas les preuves du délit, l'opération est conduite de même et les résultats diffèrent peu. C'est-à-dire que l'on met l'habitation sens dessus dessous; que les matelots qui sont autant à la recherche de tout ce qui est bon à voler que des indices de la fraude, brisent sous le prétexte de mettre la main sur ceux-ci, tous les objets qui leur paraissent pouvoir contenir un *magot* caché. Je passe sur les violences qu'on ne se fait faute de commettre sur la personne des inculpés. S'ils sont réellement des contrebandiers, c'est, avant la forte amende, sinon la prison, que ne manqueront pas de leur appliquer les gens de loi, une expiation anticipée de leur crime, un acompte sur le châtiment; s'ils sont innocents, c'est parce qu'il est toujours criminel d'avoir été l'objet d'une accusation, et, surtout, d'être innocent. Et je ne parle pas des viols que font subir aux femmes les perquisiteurs indigènes, abusant des malheureuses que leurs liens mettent sans défense à la merci de ces brutes.

Quels sentiments peuvent éprouver pour les Français, les populations qui voient se renouveler chaque jour de tels actes de véritable piraterie sous le couvert de l'exécution de la loi? Et quelle loi? Une loi qui interdit à tout un peuple de fabriquer l'alcool qu'il lui plaît à boire, qui lui est nécessaire pour la célébration de certaines fêtes rituelles. Si le pays qui souffre de pareilles vexations, qui s'incline par la force à un tel arbitraire, accumule sa haine et attend l'occasion propice pour la faire exploser, ceux contre qui cette révolte se fera pourront-ils dire qu'ils ne reçoivent pas le sort qu'ils ont mérité? Et pourtant, nous avons affaire à un peuple extraordinairement souple et soumis. Si un jour celui-ci s'insurge, nous devons avouer que nous aurons fait tout pour cela.

Je le répète, le système des perquisitions actuel est en train d'indisposer à jamais les populations annamites contre nous. Et pour quels avantages nous gagnons-nous de gaîté de cœur ces rancunes redoutables? Nous en connaissons trop la piètrerie.

Ernest Babut.

(*Tribune Indo-Chinoise*, 4 mai 1904.)

VARIÉTÉS

ALIMENTATION DU NOURRISSON

(*Suite*) (1).

Comment doivent être alimentés les jeunes enfants qui, pour une raison sérieuse, ne peuvent être allaités par une femme?

En ce moment, la réponse à peu près unanime de tous les gens instruits, sera qu'il faut donner à l'enfant du lait de vache stérilisé, pasteurisé ou tout au moins bouilli avec soin.

Et cependant malgré la quasi-unanimité des suffrages, malgré que cette opinion ait l'appui de l'Académie de médecine et soit devenue, en quelque sorte, un dogme propagé par l'administration, mes observations confirmées par celles de quelques autres praticiens, m'engagent tout au moins à ne pas considérer la question comme résolue.

Théoriquement, le mérite du lait stérilisé s'appuie sur deux considérations.

1° Cette opération détruit les germes nocifs contenus dans le lait et qui pourraient donner à l'enfant la tuberculose, la gastro-entérite, la fièvre typhoïde, et d'une façon générale toutes les maladies microbiennes, dont la liste est très longue;

2° La stérilisation rendrait, d'après les chimistes, le lait plus aisément assimilable par l'enfant.

La première de ces affirmations est sujette à de sérieuses objections.

(1) Voir les nos 8 à 10 des *Temps Nouveaux*.

L'ébullition même prolongée, et la pasteurisation ne détruisent pas tous les microbes contenus dans le lait, — les partisans les plus déterminés de cette opération le reconnaissent parfaitement. Ils veulent bien se contenter de ce que, par ce moyen, quelques-uns soient mis hors d'état de nuire.

La stérilisation parfaite du lait exige le chauffage très prolongé ou à plusieurs reprises dans des appareils spéciaux permettant de porter la température sous pression au delà de 100 degrés.

Même cette opération industrielle ne donne pas toujours de garanties absolues. Il faut encore qu'elle soit pratiquée immédiatement après la traite, sinon les agents microbiens pourront être détruits, mais ils auront eu le temps de produire des poisons solubles dans le lait qui, eux, ne seront pas détruits par l'opération.

Enfin, la stérilisation à l'autoclave pratiquée dans les meilleures conditions a le gros inconvénient, reconnu par tous, de donner au lait une saveur désagréable, très différente de celle qui lui est naturelle.

Pour éviter cet inconvénient, on a construit des appareils où le lait est contenu dans des récipients uniquement en argent. Ils ont figuré à l'Exposition de 1900. Je n'ai pas été à même d'en juger les résultats.

Mais pratiquement on peut conclure que la stérilisation vraie, c'est-à-dire celle qui prive le lait de tout germe nocif, est une opération délicate, par suite coûteuse, relevant de la grande industrie, et par conséquent ne pouvant servir qu'à la petite minorité des riches et dans le voisinage des grands centres.

Encore altère-t-elle les propriétés du lait dans des limites que nous ne connaissons encore pas.

Quant à l'ébullition simple, ou au chauffage au bain-marie pratiqués à la maison, cela n'a aucune valeur au point de vue de la destruction des microbes.

Enfin, malgré les affirmations des chimistes, il reste à prouver que le lait cuit se digère mieux que le lait cru. Les avis des praticiens, seuls juges en fait de la question, sont opposés et il est impossible d'étayer une règle générale à suivre sur des constatations assez précises.

Laissons donc les théories, et voyons comment on peut le mieux faire pratiquement.

Les grands désavantages du lait animal sur le lait de femme, c'est d'abord que ces laits constituent des aliments différents. Ils contiennent bien tous les mêmes substances (du moins l'état actuel de la chimie ne permet pas d'en distinguer de spéciales à l'un d'eux), mais ces substances ne sont ni en même proportion, ni surtout sous la même forme. Cela suffit pour que le lait animal ne soit pas aussi aisément et complètement digéré par l'enfant que le lait de femme.

Mais surtout celui-ci offre l'immense avantage d'être puisé sans aucun intermédiaire. Avec les quelques précautions qui ont été indiquées à propos de l'hygiène de la nourrice, l'enfant ne peut absorber avec le lait aucune souillure venue du dehors.

Or, il est démontré que bien plus que les germes pouvant être contenus dans le lait, ceux qui sont venus s'y mêler après la traite sont susceptibles de développer des maladies infectieuses. De ces faits certains découlent les conclusions suivantes :

Il faut donner à l'enfant du lait animal qui se rapproche autant que possible du lait de femme comme composition chimique et constitution physique. Il faut appliquer tous ses soins à ce que le lait ne soit souillé par aucun germe, venu du dehors depuis le moment où il est trait jusqu'au moment où il est absorbé par l'enfant.

Pour réaliser la première de ces deux conditions, on a imaginé de nombreux procédés tendant à ramener la composition du lait animal à celle du lait de femme. On est arrivé à peu près complètement à résoudre ce problème de chimie, mais les résultats physiologiques n'ont pas répondu aux espérances — ce qui prouve que ces laits diffèrent par autre chose que ce que la chimie actuelle peut déceler. On en est réduit à invoquer la présence, dans le lait de femme, de ferments spéciaux qu'on n'a pu cependant isoler.

Comme d'ailleurs la materaisation du lait de femme est encore une opération industrielle coûteuse, elle n'est, comme la stérilisation parfaite, utilisable que par une faible minorité.

Toute femelle animale peut servir à l'alimentation d'un enfant, et, en fait, on utilise, suivant les pays, la vache, la chèvre, l'ânesse ou la jument, pour ne citer que les principales.

Ce qui, dans chaque pays, décide du choix de la femelle nourricière, ce ne sont pas les rapports plus ou moins étroits qui peuvent exister entre la composition de son lait et celui du lait de femme, mais bien plutôt la commodité provenant du nombre plus ou moins grand de femelles de telle ou telle espèce.

Ce fait a d'autant mieux sa raison d'être que la composition du lait dans chaque espèce animale est sujette à des variations, suivant la race et les individus, infiniment plus importantes que les différences tenant à l'espèce.

Une des influences prépondérantes sur la composition du lait, est l'époque de la lactation : il faut donc, avant tout, choisir une bête dont le petit ait, autant que possible, l'âge de l'enfant à nourrir.

Le meilleur moyen d'obtenir que le lait parvienne à l'enfant indemne de toute infection, serait de faire téter la femelle par l'enfant. Cela n'est pratiquement possible qu'avec la chèvre.

On a reproché au lait de chèvre son goût spécial. Mais outre que même les grandes personnes s'y habituent très bien, il existe des races de chèvres dont le lait est presque dépourvu de cette saveur forte.

Le lait de chèvre, lit-on dans tous les traités, diffère considérablement du lait de femme. La caséine y est presque en proportion double, et le sucre en beaucoup moins grande quantité.

Mais il y a des chèvres chez lesquelles ces éléments varient du simple au double. Et de même le lait de femme n'est-il pas sujet aux plus importantes variations?

J'ai suivi plusieurs enfants nourris exclusivement au lait de chèvre, et qui se sont remarquablement bien élevés. Cette constatation a plus de poids pour moi que toutes les analyses.

Je conseille donc nettement de faire allaiter les enfants par des chèvres quand cela sera possible — c'est-à-dire quand la chèvre aura mis bas à peu près à l'époque de la naissance de l'enfant, et quand on se sera assuré que l'animal est doux et accepte bien son nourrisson.

Dès lors les soins à prendre se réduisent à ceux que prend une femme qui allaite : nettoyage des mamelles et des parties voisines immédiatement après chaque tetée, nettoyage de la bouche de l'enfant aussi fréquemment.

Je crois que d'autres femelles animales se prêteraient également à l'allaitement direct, mais je n'en connais pas directement d'exemples fréquents. Je sais seulement qu'en Bretagne une femme a mené à bien plusieurs enfants en leur faisant téter une truie.

Quand le lait doit être puisé dans un récipient avant d'être donné à l'enfant, il y a des précautions minutieuses à prendre. Il faudrait qu'avant la traite, les pis et la région avoisinante soient nettoyés très sérieusement, que les mains de la personne qui trait soient parfaitement propres, que le vase dans lequel on trait vienne d'être rincé à l'eau bouillante et pas essuyé ; que, de ce vase, le lait soit directement versé dans celui parfaitement propre où l'enfant boira, et que l'enfant ne boive jamais que du lait qui vienne d'être trait.

Voilà évidemment des conditions qui ne sont, pour ainsi dire, jamais réalisées, et cependant elles sont toutes indispensables.

C'est bien pourquoi l'allaitement au lait animal cause tant de déboires, tant de maladies, tant de morts ; et pourquoi il faut tout faire pour l'éviter.

Je ne connais, en l'état actuel, aucun moyen d'échapper aux dangers du lait animal tel qu'il est partout recueilli et livré au public.

Peut-être pourra-t-il se faire un jour que les laitiers trouvent intérêt à livrer de bon lait au public. Actuellement, leur intérêt et celui des trop nombreux intermédiaires est tout opposé.

Il reste encore aux mères qui ne peuvent complètement allaiter ou faire allaiter leurs enfants, un moyen de salut : c'est de nourrir en partie leurs enfants au sein et de compléter seulement la ration journalière avec du lait animal.

Il est prouvé que, dans ces conditions, les inconvénients du lait animal sont très diminués. Cela est possible pour les ouvrières qui, absentes dans la journée, pourraient donner le sein à leurs enfants le matin, le soir et dans la nuit.

Cela est possible aux mères qui n'ont pas assez de lait pour allaiter complètement leurs enfants. Cela est encore possible, en confiant plusieurs enfants à la même nourrice qui donnerait à chacun un peu de son lait et un peu de lait animal.

Il ne faut pas négliger les gros avantages que possède l'allaitement mixte sur l'alimentation au lait strictement animal. Ils sont certains, et beaucoup de praticiens les déclarent presque aussi grands que ceux de l'allaitement complet au lait de femme.

Si, en fin de compte, une mère est absolument réduite à ne donner à son enfant que du lait du commerce, il faut qu'elle veille à ce que, chez elle, au moins, ce lait passe par le moins de récipients possible, que chacun de ces récipients soit d'abord frotté, lessivé, puis passé à l'eau bouillante et égoutté sans être essuyé, que dans chacun de ces récipients le lait soit couvert et mis à l'abri des poussières et des mouches. Il faut qu'elle s'efforce d'avoir du lait frais au moins deux fois par jour, trois fois si c'est possible. Enfin, qu'elle le fasse bouillir si elle craint qu'il tourne, à l'époque des chaleurs.

Quant au récipient qui sert à l'enfant, le verre ou la timbale sont préférables au biberon. On lui fait prendre à la cuiller. Tout cela est facile à nettoyer et on peut ne faire prendre à l'enfant son lait que très lentement, ce qui est très important.

Ce lait sera, bien entendu, à bonne température ; cela, toutes les mères le savent.

Le biberon est un mauvais instrument. Il donne à la mère la facilité de ne pas s'en occuper ; l'enfant tète comme il l'entend, quelquefois si goulûment qu'il s'engoue et régurgite une partie du lait, quelquefois s'endort et reprend au réveil l'absorption d'un lait mêlé de salive et fermenté.

Le biberon est plus difficile à nettoyer qu'une timbale ou un verre. Il faut encore nettoyer la tétine et la conserver propre.

Je ne parle que pour mémoire des biberons à tube. Après avoir tué des millions d'enfants, ils ont à peu près disparu, malgré les réclames des fabricants et des commerçants. Partout où il en existe encore, il n'y a qu'un procédé à employer: les détruire en invitant la mère à vous poursuivre si elle le désire. Il y a tout intérêt à frapper vivement l'opinion et il est juste d'agir comme on le ferait en voyant quelqu'un sur le point de se tuer par imprudence ou maladresse.

En résumé, le lait animal comme aliment d'un jeune enfant est toujours dangereux. Il l'est effroyablement quand ce lait est livré par le commerce longtemps après la traite et ayant subi une série de manipulations que peu de personnes connaissent en détail. Il l'est encore, si l'on peut recueillir soi-même le lait animal, avec les précautions de propreté minutieuses que j'ai indiquées.

Il l'est toujours, mais infiniment moins, si l'enfant peut téter directement l'animal. Il ne l'est presque plus, si le lait animal ne constitue qu'un appoint à l'allaitement par une femme.

Il est donc indispensable et urgent que tout le monde s'efforce de procurer aux enfants la possibilité d'être nourris au lait de femme au moins partiellement; les bonnes volontés s'emploieraient bien plus utilement dans cette direction que dans l'organisation de distributions de lait animal *qui peut* être de meilleure qualité que celui du commerce, mais n'en constitue pas moins pour l'enfant un aliment qui ne lui convient pas.

Dr E. D.

J'ai reçu du médecin de la Pouponnière de Versailles une lettre protestant contre l'appréciation contenue dans un de mes articles précédents sur les soins donnés aux enfants dans cet établissement.

D'autre part, cette même appréciation a provoqué des avis favorables à ma thèse de la part de médecins indépendants.

Il serait peu intéressant pour les lecteurs d'ouvrir une polémique à ce sujet, d'autant que les prix très élevés de la Pouponnière la rendent inutilisable à la plupart d'entre eux.

Mais je leur dois de prouver *chacune* de mes affirmations de fait, surtout quand elle est contestée par qui que ce soit.

Je m'occupe donc d'obtenir des parents et des confrères, desquels je tiens les cas que je connais, l'autorisation de les *citer*. Je serai, en outre, reconnaissant à toute personne qui me signalerait des cas analogues aux miens, *avec attestations d'un médecin*. La réunion d'un grand nombre de faits sera le seul moyen de juger cette question aux yeux de tous ceux qui s'y intéressent.

P.-S. — Spinoza. Dans une telle affection, chaque cas particulier exige un examen spécial et un traitement approprié.

Dr E. D.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

La Conférence Internationale de Saint-Louis.

Les camarades de Saint-Louis (Etats-Unis) nous prient d'attirer l'attention des camarades français sur la conférence internationale qui se tiendra dans cette ville *du 5 au 12 septembre 1904*, afin de discuter les principes et la tactique libertaires et anarchistes.

Voulant profiter de l'Exposition Universelle, qui amènera des milliers de personnes de toutes les les parties des Etats-Unis, ainsi que des autres pays du monde entier à Saint-Louis, les camarades de cette ville ont décidé d'organiser des réunions où l'on discutera ouvertement et au grand jour nos principes.

Les réunions ne porteront pas le caractère d'un congrès proprement dit, composé de délégués ayant chacun leur mandat ; elles seront plutôt des libres rencontres de camarades qui discuteront les meilleurs moyens de faire la propagande libertaire ; alors tous les camarades y seront les bienvenus.

Logement et nourriture pourront être fournis à bon marché, mais les amis qui viennent à Saint-Louis devront naturellement les payer eux-mêmes, les camarades n'étant pas à même de les procurer gratuitement.

Les camarades qui ne pourront pas se rendre en Amérique, mais qui pourtant voudront soutenir l'œuvre de la Conférence internationale, sont informés que les rapports ou essais généraux, etc., pourront être envoyés *jusqu'à la fin d'août*.

On peut écrire en *français* : préférables cependant sont les langues *allemande* ou *anglaise*.

Les rapports qui sont demandés, et dont la discussion pourra beaucoup collaborer au bon succès de la Conférence de Saint-Louis, concernent les sujets suivants :

Anarchisme ; Communisme ; Individualisme ; Anarchisme contre Social-démocratie et Parlementarisme ; La question des sexes et l'Anarchie ; Sionisme ; Religion ; Anarchie et violence ; La Grève générale ; Syndicalisme ; Fédération des groupes ; Notre Littérature ; Le Drame moderne et l'Anarchie ; enfin, toutes les questions qui concernent la propagande.

Pour les Etats-Unis surtout, la Conférence internationale de Saint-Louis aura encore une importance plus grande que celle d'une discussion générale sur des points théoriques ou pratiques. Les camarades américains la considèrent en même temps comme une manifestation contre les persécutions auxquelles les anarchistes ont été en butte aux Etats-Unis, particulièrement pendant ces dernières années.

« Cette démonstration — comme le disent nos amis de Saint-Louis dans un manifeste qui est largement répandu — est d'autant plus nécessaire, ici, aux Etats-Unis, car nous voulons qu'elle soit une réponse et un avertissement à la république réactionnaire des Roosevelt qui, avec des lois scélérates, tente de violenter la pensée, d'étouffer la parole, de *supprimer* le droit de grève, de propagande, d'association, de résistance. »

Que tous ceux qui voudront aider au bon succès de la Conférence internationale de Saint-Louis, unissent leurs efforts !

Il s'agit ici d'une œuvre internationale de la révolution, œuvre qui s'oppose directement et à l'Internationale de l'Eglise et des gouvernements et à celle de la Social-démocratie. C'est l'Internationale Libertaire et Révolutionnaire qu'il s'agit de défendre contre tous les efforts communs de la réaction et du parlementarisme.

Tous les rapports, essais, communications, etc., doivent être adressés à l'adresse suivante :

Saint-Louis Debating Club
1008, N. — *17th Street*
SAINT-LOUIS, M.O.
(U. S. America.)

— **Confédération Générale du Travail** (*section des Bourses du travail*). — Aux Bourses du Travail ou Unions locales de Syndicats :

Conformément aux statuts de la C. G. T., et suivant le désir nettement exprimé par les B. du T. qui répondirent au *Referendum* concernant la question, une Conférence des Bourses aura lieu à l'issue du Congrès corporatif de Bourges et dans le même local.

Chaque Bourse du Travail ou Union locale de Syndicats tiendra à être représentée à cette conférence qui aura lieu les lundi 19 et mardi 20 septembre 1904.

Ordre du jour : *a.* Le Viaticum de la Section des Bourses; *b.* L'Office national ouvrier de Statistique et de Placement; *c.* Le Placement gratuit des B.d.T.; *d.* La Circulaire Waldeck-Rousseau; *e.* Questions administratives diverses.

Si quelques Bourses ou Unions locales de Syndicats pensaient qu'il y ait lieu de faire figurer à l'ordre du jour définitif de cette conférence d'autres questions, elles voudront bien nous les faire parvenir au plus tôt afin que le Comité, s'il est nécessaire, lance une nouvelle et dernière circulaire pour la fin du mois d'août.

Pour le Comité des B. du T. :
Le secrétaire, G. YVETOT.

— TOULON. — **La Jeunesse syndicale** demande aux camarades de Montceau-les-Mines, l'adresse de la Jeunesse syndicale qu'ils ont formée. Ecrire à E. Cosmao, 111, route de Marseille, à Toulon (Var).

— Le camarade Robinet qui prit l'initiative de publier un manifeste à l'occasion du 14 juillet (manifeste qui ne parut pas faute de fonds), informe que les 3 francs reçus sont versés à la Jeunesse Syndicaliste qui avait versé 2 fr. 50.

CONVOCATIONS

— **L'Aube Sociale** (Université populaire), 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe). — Vendredi 22 juillet, Henry Duchmann : Le Congrès antimilitariste d'Amsterdam. — Mercredi 27 : Causerie entre camarades; La Loi et l'Autorité, par le camarade Coudray. — Vendredi 29, F. Nathan : Le style comme expression de l'état social, avec projections.

— **Jeunesse Syndicaliste de Paris**, 1 *bis*, boulevard Magenta. — Controverse sur le Syndicalisme entre les camarades A. Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre, et V. Griffuelhes, secrétaire de la Confédération du Travail, le vendredi 29 juillet, à 8 heures du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple (la salle est à ciel ouvert).

Entrée : 0 fr. 30, pour couvrir les frais.

— **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 27 juillet, causerie sur la « *loyauté scientifique* », par Paraf-Javal.

— **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 25 juillet, causerie sur « la formation de l'être moral », par un philosophe positiviste.

— **L'Enseignement Mutuel**, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 23 juillet, G. Bessière, avocat à la Cour : La Congrégation hospitalière et charitable : son but, ses œuvres. — Mercredi 27 : Soirée musicale et littéraire.

Le mardi, cours d'allemand par Mme Liepus. — Le jeudi, cours de diction par M. Jelmo, du Théâtre Antoine.

— SAINT-OUEN. — **Les Libertaires.** — Controverse entre Butaud et Laval, samedi 23 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles. Sujet traité : Le Syndicalisme.

— **Les Libertaires des 4-Chemins.** — Samedi 23 juillet, à 8 h. 1/2, salle Chéry, 1, rue des Ecoles: Discussion entre les camarades; organisation d'une ballade de propagande.

— LYON. — **Groupe d'Art Social.** — Tous les camarades du groupe sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le samedi 23 juillet, à 8 h. 1/2, café Bordat, 17, rue Paul-Bert, section théâtrale.

Dimanche 24 juillet, à 8 h. 1/2, même salle, réunion de la section de propagande.

— LORIENT. — **Jeunesse syndicaliste.** — Réunion tous les premier dimanche (après le 5) et troisième mois. Causeries.

Tous les détenteurs de livres sont priés de les remettre chez le camarade Jambel, 22 *bis*, rue Rattier.

— MARSEILLE. — Réunion samedi 24 juillet, à 9 heures du soir, Bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Causerie par divers camarades. Dispositions à prendre au sujet des résolutions du Congrès antimilitariste d'Amsterdam.

— SAINT-SERVAN. — **Groupe libertaire.**— Réunion tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, 3, rue Corbinière. Causeries et lectures.

VIENT DE PARAITRE

Responsabilités, drame social en 4 actes, par J. Grave, 1 brochure chez Stock, franco 2 francs.

Le Livre d'Or des officiers français de 1789 à 1815, d'après leurs mémoires et souvenirs, par Henri Chapoutot, préface par J. Grave. Le titre est un peu long, mais il indique où l'auteur a puisé les faits qu'il présente. Edition des *Temps Nouveaux*, 1 vol. franco, 2 fr. 75.

PETITE CORRESPONDANCE

Causeries populaires du XVIIIe — Libertaires des Quatre-Chemins. — A cause de la fête du 14, le tirage du dernier numéro a été avancé d'un jour. Vos convocations arrivées trop tard. Je suis fatigué de répéter que c'est pour le mardi matin qu'il les faut.

D., à Grenoble. — L'ab. G. est terminé depuis fin juin. — Je change l'adresse de D. — Vos timbres anglais n'ont aucune valeur marchande, 0 fr. 75 le kil.

Paris à Morat. — La poste de Morat a répondu que : le journal avait été servi régulièrement, que c'était à la pension qu'il devait disparaître.

Marion. — L'ab. sera servi.

L., à Epinal. — Oui, envoyez-nous ce dont vous pouvez disposer de *Lois scélérates*.

R., à Auxonne. — Votre abon. finira fin sept. — Nous envoyons à toutes les adresses que nous pouvons nous procurer.

J. P., à Barcelone. — *L'Etat* n'est pas paru en brochure.

E. B., à Louzé. — Entendu.

C., à Meaux. — L'abonn. sera servi.

B., à Lyon. — Ai répondu par lettre recommandée, lundi.

Reçu pour le journal : Jeanquimarche, 20 fr. — Marion, 10 fr. — C., à Bourg-Argental, 0 fr. 45. — Toulon, Jeunesse syndicale, 1 fr. 50. — Un partisan de l'émancipation intégrale, 4 fr. — Merci à tous.

M., à Orléans. — C. L., à Châlons. — C. M., à Flemalle. — T. R., à Bologne. — C. R., à Ratenelle. — M. C. C., à Lisbonne. — E., à Saint-Georges-Hauteville. — C., à Bruxelles. — B., Château-Chinon. — R., à Mirepoix. — E., à Halle. — F. F., à Galeata. — H. T., rue C. — G. P., à Gand. — H., au Havre. — J., à Lorient. — J. M., à Oakland. — P. L., à Asnières. — C. C., à Avignon. — F. B., à Berne. — P. N., à Varna. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

Dixième Année. — N° 13 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ❖ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 30 Juillet au 5 Août 1904*



POUR LA FRANCE		Ex-Journal " LA RÉVOLTE "	POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Paraissant tous les Samedis	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "	Six Mois	4 »
Trois Mois	1.50		Trois Mois	2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e^



A NOS CAMARADES DESSINATEURS

Avec ce numéro, nous inaugurons un nouvel aspect typographique du journal. Pour bien faire, il serait bon d'avoir des dessins de rechange afin de varier de temps à autre.

Nous accepterons, avec plaisir, les dessins de rubriques que l'on voudra bien nous envoyer pour l'intérieur du journal et nous ferons clicher ceux qui auront réellement un cachet artistique.

Solution Pacifique

Les révolutionnaires, qui émettent la simple opinion que la question sociale ne pourra se dénouer que par la violence, sont, on le sait, des buveurs de sang. Cette opinion, qu'ils expriment non comme un vœu, mais plutôt presque comme un regret, leur est imputée à crime, envisagée qu'elle est, de mauvaise foi, comme l'expression de leur plus cher désir.

Que de fois n'a-t-on pas entendu des phrases dans le genre de celles-ci : « Ces farouches révolutionnaires qui veulent tout mettre à feu et à sang... », ou « ces anarchistes à tous crins qui ne rêvent que plaies et bosses... » !

Donc, c'est entendu, nous sommes des ogres, des cannibales qui, par goût, repoussent systématiquement les solutions pacifiques qu'entrevoient, prédisent et préconisent nos plus édulcorés philanthropes et nos économistes les plus distingués. Et la question, en apparence si ardue, qui nous préoccupe tant, peut et doit, à leur avis, se terminer par un baiser Lamourette de toutes les classes aujourd'hui antagonistes.

Nous ne demanderions pas mieux. Mais...

Il y a un mais, qui vient d'être fort explicitement posé par les Crettiez, de Cluses.

On sait les faits. Une grève de solidarité se déclare à Cluses, parmi les ouvriers bijoutiers, par suite du renvoi de sept d'entre eux, dont ils réclament la réintégration. La grève dure depuis deux mois par l'obstination du patron à ne pas céder, quand, cependant, les choses paraissent sur le point de s'arranger sur l'intervention des autres patrons horlogers de la région. Mais le patron Crettiez, avec une mauvaise foi insigne, ajoute exigences sur exigences, comme pour rendre l'accord impossible. Une manifestation a lieu, manifestation toute pacifique, cela a été prouvé. On se porte devant la maison du patron récalcitrant. Les fils de celui-ci tirent sur la foule des coups de fusil, tuent trois manifestants dont une femme et un enfant, et en blessent une centaine d'autres.

Cet acte est la manifestation éclatante des sentiments que la bourgeoisie nourrit à l'égard de la classe ouvrière.

Car il ne faut pas s'y tromper. Les tirades émues, les protestations d'intérêt touchant « l'intéressante classe ouvrière » qui s'épanouissent autour des livres en « chose » de poule de philanthropes suaves ou de verbeux politiciens sont, — sauf de *très, très* rares exceptions — parade, snobisme ou flagornerie intéressée. La mentalité bourgeoise et la mentalité ouvrière sont inconciliables. Un abîme les sépare.

Il faut avoir vécu dans l'intimité de la bourgeoisie, avoir eu tout loisir pour l'étudier dans tout son abandon, pour savoir quelle aversion, quel dégoût même elle ressent pour cette classe à qui elle s'estime bien supérieure. Ces philanthropes à la générosité facile, à la poignée de main si libéralement octroyée à l'ouvrier qu'ils appellent « mon brave », il faut les entendre, entre la chartreuse et le cigare, dans l'épanchement de leurs confidences dont la sincérité s'épanouit aux chauds effluves d'une plantureuse digestion. Il faut admirer ces belles madames, patronnesses de ventes charitables, visiteuses de pauvres, il faut les voir minauder, papoter, jacasser, en leurs boudoirs douillets, affecter des pâmoisons de pécores dégoûtées lorsqu'elles parlent d' « ouvriers ». Oh ! ce mot « ouvrier », il faut l'entendre prononcer par une bouche bourgeoise ! Quelle morgue, quelle arrogance se trahissent dans son inflexion ! Il siffle entre les lèvres dédaigneusement plissées, et tombe, cinglant comme un outrage, comme un crachat.

L'antagonisme qui sépare ces deux classes est irrémédiable.

Mais l'obstacle à une réconciliation rêvée ne vient pas — que l'on s'en convainque bien ! — du côté de la classe humiliée et dépossédée. Car si l'ouvrier fronde assez volontiers ou larde de brocards le bourgeois par trop fastueux qui passe, faisant des « magnes », si parfois aussi il se fâche et fait de la casse à tort et à travers, en revanche quelle bonne volonté, quelle déférence et quel dévouement même ne manifeste-t-il pas, la plupart du temps, à l'égard de celui qu'il croit, au fond, supérieur à soi ! Une séculaire empreinte de servitude et d'obéissance le plie encore, sans qu'il en ait conscience, à une humilité révoltante. Débonnaire, bien intentionné, crédule et naïf, c'est, vis-à-vis de son maître, un grand enfant qu'un mot, un geste, un sourire esquissé à propos aura le don de combler d'une inaltérable reconnaissance.

De la part de son ennemi, il en va autrement. Maître, il entend rester maître en tout et pour tout. Il a pour l'ouvrier la haine du spoliateur envers le dépossédé. Et cette haine est irréductible, car elle est faite de peur, la peur d'une contrainte à la restitution. Ce n'est que forcé, tout moyen dilatoire épuisé, qu'il consent à des concessions.

C'est par lui, par son entêtement à refuser toute réparation du préjudice que son appropriation injuste cause à la classe adverse, par son obstination à maintenir — par cette appropriation — la séparation de l'humanité en deux classes, que la solution pacifique de la question sociale est utopique. Ce n'est pas au dépossédé — lui qui a tout à gagner — qu'il faut faire le reproche de la rendre impossible. C'est au

spoliateur qui, lui, pense avoir tout à perdre.

Les coups de fusil de Cluses l'auraient confirmé une fois de plus — si c'eût été nécessaire.

André Girard.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

Je me suis étendu un peu longuement sur la description d'un sanatorium. Puisqu'on a présenté ces établissements comme les seuls endroits où l'on peut guérir de la tuberculose, il m'a bien fallu montrer ce qu'était un sanatorium et en quoi consistait le traitement qu'on y emploie.

Mais pour pouvoir juger de la lutte antituberculeuse et des moyens proposés, il faut encore expliquer ce qu'est la tuberculose, quelles sont ses formes et ses localisations.

La tuberculose est une affection causée par un microbe, le bacille de Koch. Elle s'attaque à différents organes, par exemple, aux ganglions, aux os, aux articulations, aux méninges, à l'intestin, etc., enfin au larynx, aux plèvres, aux poumons.

Les tuberculoses ganglionnaires et osseuses sont plus fréquentes dans l'enfance. Dans le premier cas il peut y avoir simplement du gonflement des ganglions, ordinairement ceux du cou, que l'on peut sentir sous le doigt, ou même qui apparaissent à la vue, déformant ainsi la région. Les ganglions peuvent rester indéfiniment à ce stade, et souvent ils rétrocèdent d'eux-mêmes ou encore mieux avec un traitement approprié. Ce traitement consiste en une hygiène convenable : alimentation substantielle et surtout grand air; l'air maritime dans ce cas est excellent et convient merveilleusement à cette forme. Il existe des sanatoriums marins pour les enfants lymphatiques et scrofuleux, c'est-à-dire atteints de tuberculose ganglionnaire (2). En dehors de l'air marin, du soleil, l'hydrothérapie est ici très utile (frictions, douches, bains salés), et surtout la propreté : non seulement la propreté des mains et de la peau, mais celle de la bouche et principalement des fosses nasales et de l'arrière-gorge.

Je ne veux pas parler du traitement interne, des médicaments usités, ce n'est pas ici le lieu. Mais il arrive que les ganglions enflammés peuvent se ramollir; il en résultera la formation d'abcès froids (humeurs froides). Le traitement général est le même; du traitement local je ne parlerai pas non plus, me bornant à dire que la guérison locale et la cicatrisation seront d'autant plus promptes que l'état général sera meilleur, c'est-à-dire si les règles d'hygiène mentionnées plus haut peuvent être appliquées intégralement.

Le traitement est semblable pour les tuberculoses osseuses et articulaires. L'exemple qu'on pourrait en donner comme type est la coxalgie, c'est-à-dire la tuberculose de l'articulation de la hanche. Qui n'a pas vu ces enfants qu'on promène au grand air, couchés et immobilisés dans de grandes voitures?

Il y a eu une époque, au commencement de l'ère de l'antisepsie, où l'on a usé et abusé des interventions chirurgicales vis-à-vis des tuberculoses ganglionnaires et osseuses (extirpation, curettage, grattages, etc.). Je n'ai pas l'intention de me lancer dans une critique de thérapeutique chirurgicale; je *constate* simplement que les méthodes sanglantes ne sont appliquées qu'à un nombre de cas relativement restreints et qu'on tend de plus en plus à s'en tenir au repos avec immobilisation (s'il s'agit de lésions articulaires), aidé du grand air, de l'air marin surtout. L'Assistance publique possède à Berck un établissement pour les enfants spécialement atteints de lésions osseuses.

Les lésions ganglionnaires, osseuses et articulaires sont considérées comme étant ordinairement assez bénignes, je veux dire qu'elles sont assez facilement suivies de guérison (guérison laissant souvent des cicatrices, des ankyloses, des déformations) si le traitement hygiénique peut être suffisamment prolongé et assez tôt institué, si le terrain est assez résistant, etc. Mais il faut bien savoir que toute lésion tuberculeuse, si bénigne qu'elle soit (lupus ou tuberculose de la peau, tuberculose ganglionnaire ou osseuse, pleurésie, etc.), peut être le point de départ d'une généralisation aiguë (granulée) qui emportera le malade en quelques semaines, sans qu'un traitement efficace puisse intervenir. Tout foyer tuberculeux peut, d'autre part, donner naissance à une nouvelle localisation de la maladie sur un autre point du corps.

Les organes ordinairement atteints par cette infection secondaire sont les *poumons*. Le péril est d'autant plus grand que le foyer tuberculeux initial est encore en période d'activité. (Exemple : fistule anale, tuberculose testiculaire, lupus, abcès froids quelconques, etc.) Mais ce péril existe avec de vieilles lésions, en apparence éteintes. Les anciens pleurétiques, par exemple, sont fortement exposés à finir *poitrinaires*. La *pleurésie* simple, l'inflammation de l'enveloppe du poumon est, en effet, dans le plus grand nombre des cas, de nature tuberculeuse. Elle peut être considérée comme une affection le plus souvent bénigne; mais même après sa guérison, elle est dangereuse par ses conséquences. Je dois ajouter que pour qu'une vieille lésion tuberculeuse, en apparence guérie, puisse entraîner par la suite l'éclosion d'un processus tuberculeux, aigu ou chronique, il faut que l'organisme soit affaibli par une cause quelconque, fatigue, surmenage (quelquefois grossesse chez la femme), mauvaises conditions de vie.

**

La forme de tuberculose la plus fréquente, surtout après la puberté, est la forme pulmonaire ou phtisie. Elle peut être contractée par contagion directe, ou, comme nous l'avons vu, elle peut être la suite d'une autre lésion tuberculeuse. Il existe une forme rapide, la phtisie subaiguë ou galopante, emportant les malades en quelques mois, contre laquelle le médecin est pratiquement impuissant. Elle s'attaque de préférence aux jeunes gens (entre 15 et 25 ans); la moindre résistance de l'organisme (puberté, croissance rapide, etc.) en est la cause.

Les cas les plus nombreux de tuberculose pulmonaire appartiennent à la forme chronique (phtisie chronique). Ce sont les malades qui en sont atteints qu'on appelle dans le public des poitrinaires.

La maladie évolue lentement, quelquefois d'une façon régulière, ordinairement avec des intervalles d'amélioration plus ou moins longs; elle aboutit le plus souvent à la mort au bout de quelques années (quelques mois dans les cas rapides, 2 ans en moyenne dans la classe ouvrière, 5 ou 6 ans ou beaucoup plus chez des gens placés dans de meilleures conditions).

La maladie s'annonce par la perte des forces, un peu d'amaigrissement, s'accompagnant quelquefois de troubles dyspeptiques (troubles de la digestion). Le malade a de la toux sèche sans expectoration, parfois des sueurs pendant la nuit; il existe dans quelques cas de l'élévation de température dans la soirée. Dans cette première période (phtisie au 1er degré), la maladie est très difficile à reconnaître. Un examen médical soigneux et une auscultation très attentive peuvent seuls mettre sur la voie. Dans certains cas, le diagnostic se trouve facilité par l'apparition d'un crachement de sang (hémoptysie).

Plus tard apparaissent les crachats, crachats jaunes verdâtres, épais, contenant les fameux bacilles. Alors la tuberculose pulmonaire est « *ouverte* » en communication avec les bronches, donc contagieuse. La toux est grasse. Le dépérissement s'accentue; ce dépérissement aboutit plus tard à la maigreur extrême et à l'épuisement. L'expectoration est de plus en plus abondante, et le malade souffre d'étouffements (dyspnée). La mort arrive par consomption, à moins d'un incident (grippe, par exemple) ou de complications (tuberculose laryngée ou méningée) qui précipitent les événements.

**

Dans la forme pulmonaire, comme dans les autres formes de tuberculose, le traitement consiste à relever les forces de l'organisme, pour lui permettre de lutter victorieusement, si c'est possible, contre la maladie. C'est là, en effet, tout le traitement de la tuberculose. Nous ne possédons contre cette affection aucune médication spécifique. Après avoir essayé toute espèce de médicaments, on a fini par reconnaître que leur résultat le plus clair était ordinairement de fatiguer l'estomac (dyspepsie) et d'entraver l'alimentation. Comme c'est l'alimentation seule qui permet de lutter contre la déchéance, contre la consomption qu'amène la tuberculose, on comprend que ce résultat était déplorable. Il y a cependant des indications pour chercher le soulagement de tel ou tel symptôme, pour aider au relèvement de l'état général, ralentir la dénutrition, etc.; c'est au médecin à juger; mais le plus souvent il emploiera pour l'administration médicamenteuse la voie sous-cutanée (piqûre). — Somme toute, on peut dire que toute la médication de la tuberculose se réduit à l'hygiène : repos, grand air et nourriture abondante.

Cette thérapeutique a d'autant plus de chances de succès qu'elle est appliquée plus tôt, par exemple pendant le premier degré de la phtisie. A la seconde période, elle est le plus souvent inefficace; à la troisième (période terminale), elle est nulle. Mais la guérison, quand elle est obtenue, ne peut se maintenir que si le traitement peut être continué pendant très longtemps (deux ans environ). Ce qui n'empêchera pas d'ailleurs l'ancien malade de retomber, s'il se trouve de nouveau placé dans de mauvaises conditions (insalubrité du logement ou de l'atelier, surmenage, privations, etc.).

Il faut tenir compte aussi du plus ou moins grand degré de résistance des malades, ce qui est le résultat de l'hérédité et aussi des bonnes conditions dans lesquelles se sont faites la croissance et l'éducation.

(*A suivre.*) M. Pierrot.

(1) Voir le n° 12.

(2) Le lymphatisme et la scrofule sont d'anciens termes qui ne correspondent plus tout à fait aux idées actuelles. Si les manifestations dites scrofules appartiennent communément à la tuberculose, le lymphatisme n'indique qu'une tendance à la réaction ganglionnaire assez fréquente chez tous les enfants. Cependant, pour le public, les deux termes sont à peu près synonymes et on désigne dans le langage usuel, sous le nom de lymphatiques, des enfants affaiblis, candidats à la tuberculose.

DANS L'ARGENTINE

Une période historique ne peut véritablement s'apprécier, se qualifier, qu'après un certain temps écoulé, pendant lequel on aura palpé, jugé les résultats, la valeur du travail accompli. De quel nom se caractérisera notre époque de si rapide transformation, où tout se modifie, où toutes les manifestations, de quelque ordre soient-elles, sont empreintes de la marque progressive, dont l'impulsion se manifeste à chaque nouvelle circonstance, de plus en plus accentuée?

L'homme entraîné dans cette ascension con-

tinuelle des découvertes scientifiques, dans cette évolution unique dans les annales de l'humanité ; où chaque jour ajoute un fait nouveau aux connaissances acquises ; se trouvant fatalement dans l'obligation de s'orienter sans cesse dans ce milieu toujours progressant ; acquiert par cette accommodation constante qu'il est obligé de soutenir pour la vie, une conception plus vaste du mouvement général des nations, de la solidarité existant entre elles, de leur rouage social : lequel étreint les uns, le grand nombre, favorisant la minorité qui l'exploite.

Déjà, le point de démarcation, fixé, soit par des conventions mercantiles, le plus souvent par la force, par la force brutale des armes, dont le mercantilisme est encore le but, — la frontière, — tend à disparaître ; elle est minée par le mélange des populations de plus en plus facile ; elle est menacée, attaquée par tous les penseurs, les hommes sensés démontrant par la plume, par la parole, que ces divisions factices que le préjugé maintient, devront disparaître devant l'humanité consciente, convaincue que notre seul ennemi est celui qui se dit notre maître !

Le dogme politique ou religieux devant être accepté et non discuté, se trouve frappé mortellement du jour où l'on se demande sa raison d'être !

La vapeur, l'électricité sillonnant en tous sens le monde moderne, ouvrant partout de nouveaux débouchés à l'activité humaine, développent simultanément tous les points du globe. Les peuples épars sur la planète s'élèvent presque d'un pas égal et bientôt il n'y aura ni vieux, ni nouveaux continents, mais une humanité éclairée, appliquant son savoir au bien-être général, reliant les fonctions entre elles, pour la plus grande harmonie des conditions d'existence, universalisant les conceptions, déterminant chez les différents peuples, en dépit de leurs tendances locales, de l'influence directe du milieu respectif, — une allure vers l'avenir tendant de plus en plus à la similitude, à une convergence commune vers l'affranchissement, non de tel ou tel groupe, mais de l'homme. Fantaisie, erreur, optimisme, utopie, diront peut-être beaucoup, se retranchant derrière les « Toujours », les « Jamais », ces deux affirmations d'un emploi si facile, dont le moindre défaut est de n'avoir aucune signification. Et pourtant la constatation est simple, la démonstration facile.

La République Argentine, pour ne prendre qu'un exemple, dont l'histoire nationale ne remonte pas au delà de 1810, ayant mis à profit, à cette époque, l'invasion de Napoléon I[er] en Espagne, dont le désarroi bien accentué déjà fut au comble ; — après avoir successivement traversé les périodes les plus diverses, depuis la dictature cruelle et sanguinaire du célèbre Rosas, jusqu'à la forme présente, qualifiée « République représentative fédérale », dont le gouvernement se compose : d'un président élu pour 6 ans, ses ministres, un Sénat, une Chambre des députés — nationale — car le même rouage est répété quatorze fois, chaque province ayant le même contingent de législateurs, moins le président, qui est « un » ; plus 10 « gobernaciones » qui sont des divisions territoriales n'ayant pas encore mérité le titre de province, à cause de leur nombre insuffisant d'habitants. Ceci quant à la forme politique, qui certes ne manque pas de complications, laquelle a pour réel avantage de procurer des places aux rongeurs de budget et leurs séides, qui comme partout sont légion. — Toutes ses petites frontières internes sont autant de forteresses derrière lesquelles se retranchent ces roitelets, taillant, rognant, vivant du travail d'autrui, comme tout gouvernant qui se respecte.

Le caractère du criollo, ou plus communément « du fils du pays », est le *dulce farniente*, ce qui favorisa considérablement l'introduction et l'installation étrangères.

Avant le grand mouvement migratoire qui fit converger de tous les points de l'Europe, mais particulièrement de l'Europe latine, la quantité d'individus qui aujourd'hui détermine une allure particulière spéciale à toute grande agglomération cosmopolite, la vie était relativement facile, les conditions économiques du pays n'étant pas encore bien élaborées ; tout se passait en famille, les uns donnant facilement, les autres recevant de la façon la plus naturelle.

Mais la civilisation pénétrant avec son cortège d'avantages et de maux, organisa peu à peu la propriété, des étendues immenses furent données aux uns et aux autres, ou, plus simplement, les maîtres d'alors se partagèrent les terres encore incultes, escomptant à l'avance la valeur, en réalité fictive, que la spéculation devait un jour leur donner. La fortune privée s'organisa, les barrières s'élevèrent entre ces diverses *acquisitions*. Et le cavalier qui, la veille, franchissait l'espace sur la terre d'Amérique, se trouva le lendemain chevaucher sur la propriété de tel ou tel. Quant à lui, il n'aurait désormais plus rien, que ce qu'il pourrait acheter. Tout était pris !

Les étrangers apportèrent avec eux l'industrie, les chemins de fer, les capitaux : l'exploitation s'organisa à l'européenne, et nous sommes, actuellement, après cette courte période nationale, arrivés déjà à une situation équivalente au vieux monde dont elle émane.

Les propriétaires, les industriels, en un mot, ceux qui détiennent, possèdent, exploitent, auxquels se louent ceux dont l'unique ressource est le salaire, que les mêmes considérations économiques réduisent comme partout au minimum, sont les maîtres de la situation.

Mais tant il est vrai que les mêmes causes reproduisent les mêmes effets, les idées de revendication pénétraient avec les capitaux exploiteurs. Le livre, le journal, le télégraphe surtout, dont l'action plus rapide détruit la distance, effaçant de la pensée la séparation, fait revivre les hommes des deux hémisphères dans une communion d'idées.

C'est la force moderne, la force intellectuelle, que nul potentat, nulle restriction ne peut atteindre ; elle passe, pénètre partout, invisible, et pourtant cette force anonyme, tous les jours accomplit son œuvre niveleuse, dont le flux irrésistible emporte les fureurs séniles de l'autoritarisme.

Ces conditions font, qu'aujourd'hui, la question économique est nettement posée des deux côtés de l'équateur, et les difficultés pour atteindre la solution se dressent comme autant d'entraves sur le chemin à parcourir. Lois restrictives sur les réunions, les associations, seront présentées par le gouvernement, de libres qu'elles étaient, seront ou non autorisées, et nous verrons dans quelles conditions.

La liberté ! ce mot dont l'usage est si général : depuis la congrégation qui réclame en son nom, jusqu'à l'idéal philosophique le plus élevé, et dont s'agrémentent les discours des trônes, monarchiques et républicains actuels, les péroraisons ampoulées des quêteurs de popularité, les constitutions, n'est et ne sera en réalité qu'un mot, un simple mot, tant que les conditions économiques n'auront cessé d'être spoliatrices du travailleur qui seul produit la richesse sociale, que la légalité de notre organisation dépossédé, ne lui laissant, sous forme de salaire, que les moyens d'entretenir tant bien que mal, sans sécurité, sans appui que lui-même, sa machine humaine, indispensable complément de la machine d'acier.

La liberté constitutionnelle ne subsiste que jusqu'au jour où son application est jugée préjudiciable à ceux qui gouvernent, qui logiquement sont les représentants, les défenseurs désignés de ceux qui détiennent la richesse sociale.

Les peuples anciens, comme les nouveaux, ne peuvent avoir de liberté qu'en raison de l'équité, de la justice qu'ils auront su établir dans leurs mœurs, dans leurs rapports, dans leur moralité.

Dans notre ordre social, est-il besoin de le dire, sans solidarité, où l'individu n'a d'autre perspective que lui-même, ne concevant que son bien propre, divisé en classes aux intérêts distincts, antagonistes.

Toute la gamme des exploiteurs, depuis le marchand, le prêtre, le juge, le soldat et leurs dérivés, ont une conception de leur liberté réciproque bien différente de celle que nous concevons pour tous. Ils ne cessent d'en parler, s'en réclament quand leurs privilèges sont menacés.

C'est en son nom que les moines de toutes robes protestent actuellement en France.

C'est en son nom qu'ils protestèrent ici, il y a deux ans, lorsque fut présentée à la Chambre une loi établissant le divorce.

La simple constatation de leur œuvre suffit à démontrer le peu de rapport existant entre leur influence et la liberté.

L'instruction qu'ils donnent, l'éducation spéciale par laquelle ils déterminent la concentration de l'esprit, de toute l'énergie organique de l'individu, sur un seul point — le culte et ses pratiques — a pour conséquence le déséquilibre psychique le plus complet.

Plus de contrastes, plus de diversités d'où naissent les comparaisons, plus d'autres pensées que celles établies par les mômeries religieuses, absorbant d'autant plus toutes idées divergentes, que par son action elle élimine tout raisonnement, tout jugement ; réduisant le croyant à l'état d'inconscience, érigeant en principe l'obéissance, brisant tous ressorts, détruisant toute initiative.

Les hommes, à cet état d'abêtissement, ne sont plus qu'un troupeau à la merci de ceux qui les y ont réduits : ils sont prêts pour l'exploitation. Qu'ont-ils de commun avec la liberté ?

Rien, absolument rien, car la leur est édifiée sur l'asservissement du peuple.

Malgré que la constitution argentine soit une des plus amples, sinon la plus large, la plus ouverte où (selon la lettre) tous les hommes sont égaux, le pouvoir clérical, vieil héritage de la domination espagnole, et son complément, l'Etat capitaliste, ont encore trop de forces pour que ces principes ne soient que des paroles généreuses, qui n'ont pu pénétrer dans les mœurs.

A. MOREAU.

****



Le ministère des finances vient de dresser la statistique des successions déclarées l'an dernier.

Les 399.164 héritages déclarés à l'enregistrement avaient une valeur de 5.320 millions. Déduction faite du passif, l'actif net soumis aux droits s'est trouvé ramené à près de 5 milliards — exactement 4.923.948.060 francs pour 386.032 successions.

Voici le tableau où ces successions sont classées suivant leur importance en 13 catégories :

	Nombre	Sommes
De 1 à 500...	121.558	32.981.111
De 501 à 2.000...	105.597	136.444.987
De 2.001 à 10.000...	102.800	508.509.857
De 10.001 à 50.000...	41.847	903.353.842
De 50.001 à 100.000...	7.079	487.463.396
De 100.001 à 250.000...	4.423	687.203.062
De 250.001 à 500.000...	1.523	523.158.460
De 500.001 à 1.000.000...	706	498.195.626
De 1.000.001 à 2.000.000...	353	494.298.934
De 2.000.001 à 5.000.000...	119	361.886.336
De 5.000.001 à 10.000.000...	17	133.043.423
De 10.000.001 à 50.000.000...	7	104.774.564
Au-dessus de 50 millions......	1	50.634.400
Totaux........	386.032	4.923.948.060

Il résulte des chiffres précédents qu'il est décédé en France l'an dernier 497 millionnaires, puisque 497 successions supérieures à un million ont été déclarées.

La succession de 50 millions 634.460 francs est celle de M. Arthur de Rothschild.

Ces chiffres sont assez éloquents par eux-mêmes et nous dispensent pour aujourd'hui de les commenter longuement.

Cette unique succession de 50 millions — et l'on dit partout que c'est là un chiffre très réduit pour éviter de payer des frais de succession — dépassant à elle seule les 121.558 petites successions, dit assez combien la fameuse *Egalité* qui s'affiche sur tous nos monuments est fausse.

Et ces 497 millionnaires qui crèvent dans une seule année, montrent aussi combien les travailleurs doivent suer pour faire des rentes à tous ces parasites. Ces chiffres méritent peut-être un examen plus détaillé. Nous tâcherons tout de même d'y revenir.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — Plus que jamais la lutte ouvrière se poursuit avec une acuité surprenante, et le journal n'y suffirait plus s'il fallait, chaque semaine, relever dans leurs détails, une partie seulement des faits principaux qu'elle entraine.

La semaine dernière, nous n'avons pu que signaler sans nous y étendre, la tragédie de Cluses. Girard se charge, d'autre part, de tirer les enseignements que comporte une telle mentalité patronale; je me contenterai donc d'exposer rapidement les faits, qui, du reste, parlent assez haut par eux-mêmes.

Par suite de la facilité d'obtenir la force motrice, produite par la « houille blanche », toute une partie de la Savoie a été gagnée à l'industrie et dans plus de quinze gros villages, dont Cluses est justement un des principaux, l'industrie de l'horlogerie est à peu près la seule ressource de la contrée.

Près de 20.000 habitants en vivent, ou plutôt en crèvent, à faire la fortune d'un certain nombre d'exploiteurs. Rares sont les salaires supérieurs à 80 francs par mois et il n'est pas rare de voir des femmes travailler pendant quatre semaines pour arriver à toucher 25 à 30 francs. Tout un système est de plus organisé pour que ces travailleurs touchent le moins d'argent possible et des *économats* tenus par les patrons ou leurs séides, se chargent de produire de nouveaux bénéfices patronaux.

Malgré une situation aussi précaire, un syndicat, vu de suite d'un mauvais œil par le patronat de la région, fut fondé il y a quelque temps. Cependant, c'est une cause politique qui a mis le feu aux poudres et fait éclater la grève. En effet, lors des dernières élections municipales, les ouvriers de Cluses formèrent et soutinrent une liste ouvrière opposée à la liste « réactionnaire » des patrons, d'où grande fureur de celui qui est le véritable provocateur de la tuerie qui a ensanglanté Cluses, du patron Crettiez, qui renvoya sept de ses ouvriers les plus actifs coupables d'avoir combattu sa liste. Ce que voyant, leurs camarades firent cause commune avec eux et la grève fut déclarée. Pendant près de deux mois les ouvriers luttèrent; mais, inébranlable, autoritaire et vindicatif, l'exploiteur Crettiez ne voulut rien entendre. C'est en vain qu'ayant répondu aux ouvriers que le travail manquait, ceux-ci, à condition que tous travailleraient, demandèrent de réduire les heures de travail. Peine inutile, car le but de cet exploiteur type était bien de les affamer.

C'est dans ces conditions que le 12 juillet dernier, les ouvriers des autres communes des environs de Cluses firent cause commune avec leurs camarades et que la grève fut générale dans la région.

Bien entendu, le gouvernement envoya des troupes, non à ces ouvriers « républicains » qui avaient en somme combattu les « réactionnaires », pour faire appliquer la devise républicaine de *Liberté*, mais bien aux patrons réactionnaires contre les ouvriers.

Malgré l'envoi de la troupe et mille autres provocations, la situation restait plutôt « calme » et les ouvriers horlogers ne semblaient pas vouloir devenir des révoltés bien méchants. Quelques vitres avaient bien été démolies de-ci de-là, au cours des manifestations, mais c'est à peu près les seuls « actes » auxquels s'étaient livrés les grévistes.

Mais arrivons au drame.

Le lundi, 18 juillet, dans la soirée, les grévistes résolurent de faire une manifestation à travers la petite ville; très légalitaires, les manifestants en demandèrent l'autorisation au maire, qui l'accorda. Au chant de l'*Internationale*, la manifestation se déroulait aussi « pacifique » que l'aurait désirée un député socialiste, lorsque arrivés sous les fenêtres de l'usinier Crettiez, tout à coup et sans que l'on sût exactement d'où cela partait, des coups de feu furent tirés.

Décrire l'émotion et la panique qui s'ensuivit parmi les manifestants, est chose presque impossible. La fusillade, malgré les cris de douleur, continuait toujours, et plus de quarante coups de fusil furent tirés. Résultat : cinq morts et près de cent blessés, dont quelques-uns grièvement.

Le premier moment de stupeur passé, l'on constata que c'étaient les quatre fils Crettiez qui, en bons rejetons d'exploiteurs, s'étaient offert, aidés d'un de leurs amis, cette belle tuerie.

Les autorités entrèrent dans la maison — gardée militairement — et cherchèrent à mettre en arrestation les assassins qui, leur coup fait, avaient été se cacher dans une cave, par où ils espéraient s'enfuir.

Bien leur en avait pris, car, exaspérés, fous de rage, ce que l'on comprendrait à moins, les grévistes rompant le cordon de troupe qui gardait l'usine, se précipitèrent dans celle-ci, à la recherche de leurs assassins. Ne les trouvant pas, ils tournèrent leur fureur sur le matériel qui fut mis en pièces, et quelques instants après, l'usine flambait.

Devant l'attitude des grévistes, force fut aux autorités de laisser flamber l'usine, et ce ne fut que le soir que l'on put pénétrer dans les décombres, pour savoir ce qu'étaient devenus les auteurs du massacre.

Les autorités trouvèrent trois des fils Crettiez cachés dans une cave, le quatrième s'était enfui.

Il fallut, bien entendu, les faire sortir sous la protection des gendarmes et à la faveur de la nuit pour les protéger contre la légitime exaspération de leurs victimes.

Ils sont à présent à la prison de Bonneville, où leur frère qui s'était enfui est venu les rejoindre, ainsi que l'ingénieur Vemflet, leur ami et complice.

Tels sont, aussi fidèlement rapportés que possible, les faits qui se sont passés dans la petite ville de Cluses, aujourd'hui aussi tristement célèbre que Fourmies.

∴

Aujourd'hui, le travail est repris à Cluses, les autres patrons qui sont eux aussi bien un peu cause de ce qui est arrivé, sont subitement devenus plus conciliants. Les ouvriers de l'usine Crettiez sont répartis dans les autres ateliers de la localité.

Restent les victimes et leurs familles. La Confédération a fait paraître, distribuer et afficher à profusion deux énergiques manifestes faisant appel à la solidarité ouvrière.

A Paris, le jour des obsèques des victimes, les bannières rouges flottaient à la Bourse du travail et une large écharpe de crêpe portant au milieu : *Le prolétariat aux victimes de Cluses*, a barré le monument sans que Lépine ait osé faire intervenir ses sbires.

∴

Presque à la même heure où les fils Crettiez effectuaient leur sanglant exploit, à Casamène, dans les environs de Besançon, les ouvriers graveurs en boites de montres, en grève depuis quelques jours, manifestaient dans les rues.

Comme ils passaient devant la propriété de leur exploiteur, le sieur Cattin, ils furent accueillis par deux coups de fusil chargé à plomb.

L'un des manifestants, Chetelat, a été blessé.

Le patron a été mis en état d'arrestation.

C'est bien une lutte sanglante que semble vouloir provoquer le patronat. Peut-être ne tardera-t-il pas à le regretter.

∴

Brest, 25 juillet. — Le remue-ménage recommence. C'est maintenant à Kérinou-Lambezellec que la grande famille exerce ses petits talents au profit des actionnaires. Kérinou est une commune touchant Brest; c'est là qu'est l'usine électrique des tramways. Depuis trois jours la Compagnie réussit à faire circuler deux ou trois voitures sur une petite partie de la ville, grâce à une formidable escorte de gendarmes et de soldats et au concours d'une demi-douzaine de sacripants racolés dans les campagnes environnantes. Ceux-ci sont nourris et logés à l'usine; rien n'est trop cher pour eux : plats fins et champagne récompensent leur ignoble conduite.

Cependant tout ne va pas au gré des actionnaires, car les fils sont endommagés sur presque toute l'étendue de la ville. Aussi voudraient-ils se venger dans le sang des ouvriers. A la rentrée des voitures, hier soir, à 6 h. 1/2 (avant la nuit, par prudence), les grévistes, aidés par la population qui leur est entièrement sympathique, s'en furent conspuer les traitres. Le fameux Thévenay, le chef dont les employés demandent le renvoi, cause de la grève, celui qui trouve le moyen d'infliger autant d'amendes que de solde aux ouvriers, s'en vint sur la porte narguer la foule. Celle-ci, furieuse, l'invectiva; ce fut prétexte à sortie des soldats, dragons, gendarmes qui logent à l'usine et qui s'en donnèrent à cœur joie pendant une heure, chargeant, bousculant, écrasant grévistes et habitants sans distinction d'âge ni de sexe. Ce fut une deuxième édition en petit de la soirée du 8 juillet, moins les coups de revolver. Un homme eut le visage balafré d'un coup de sabre. Les chevaux rentraient dans les boutiques; le lieutenant en voulant sabrer blessa grièvement son cheval. C'était d'une férocité révoltante. Aussi furent-ils accueillis d'une grêle de pierres. Deux hommes furent arrêtés puis relâchés devant la colère des camarades. Enfin, à 8 h. 1/2, Sa Majesté Tourel, sous-préfet, fit son apparition et avec son air bonasse, d'ami de l'ouvrier, fit rentrer la troupe, parlementant avec la foule. Il fut accueilli par des huées; puis il fit rentrer les grévistes, quelques conseillers municipaux de Lambezellec et une délégation de la population, salle du Châtelet, où on discuta les revendications des employés. Les habitants réclamèrent instamment le renvoi de Thévenay, ne répondant pas du calme, vu la surexcitation des grévistes contre cet individu qui, l'année dernière, tira plusieurs coups de revolver sur des gens qui lui reprochaient son ignominie et qui fut déjà chassé de deux villes pour faits semblables. Le préfet *promit* de faire son possible; ce lui serait cependant facile, les quatre municipalités : Brest, Saint-Pierre, Saint-Marc, Lambezellec, demandant l'expulsion de ce saligaud par sécurité publique. Mais la Compagnie se fait tirer l'oreille, l'individu ayant, dit-on, un engagement assuré par un fort cautionnement. En tout cas, les grévistes sont décidés à la résistance; ils sont d'ailleurs appuyés par toute la population.

Les plâtriers ont repris le travail avec 0 fr. 25 d'augmentation pour la plupart. Ils auraient eu 0 fr. 50 s'ils avaient été plus énergiques. Un bon point pour le calme.

Toujours les verdicts de classe : un camarade interpelle jeudi soir des soldats, leur reprochant leur conduite; appréhendé par une douzaine d'agents, il est arrêté, passé à tabac et condamné le lendemain sans témoins ni instruction à quatre mois de prison avec sursis; et la série continue.

Toujours des troupes, patrouilles et vexations policières. J. Le Gall.

Dernière heure. — La grève des tramways est terminée.

∴

Un bourgeois nommé Boyer, docteur de son métier, au lieu de soigner ses malades, a, dans une conférence !! intitulée *Socialisme et Anarchie*, tenté d'endormir les malheureux exploités de Brest. Leur action énergique et décisive gêne sans doute ses ambitions.

Nous aurons probablement à reparler de cette tentative de diversion que veulent essayer, à l'abri de théories plus ou moins socialistes, quelques gavés bourgeois, ce médecin en rupture de malades en tête.

Camarades de Brest, méfiez-vous de ces faux intellectuels ! Faites vos affaires vous-mêmes.

∴

Après ceux de Toulouse, Limoges, Béziers, Perpignan, Cette, Montpellier, etc., les garçons de café de Bordeaux, après une courte grève, viennent d'ob-

tenir satisfaction et il a été fait droit à leurs principales réclamations sur les bases suivantes :

1° Les frais sont supprimés, mais les patrons pourront prélever une somme mensuelle de 5 francs pour la casse.

2° Le tronc sera la propriété exclusive du personnel.

3° Le port de la moustache est facultatif.

4° Indemnité quotidienne de 2 francs pour les garçons de salle qui ne sont pas nourris dans la maison.

C'est une première victoire.

Tout de même il est curieux de constater, 115 ans après la prise de la Bastille, que des travailleurs soient encore obligés de réclamer « le port facultatif de la moustache ».

Vraiment le progrès ne va pas vite.

A Morlaix, grève des ouvriers maçons et manœuvres qui réclament : les maçons, qui sont payés 3 francs et 3 fr. 25 par jour, demandent une augmentation de salaire d'un franc ; les manœuvres, payés 2 fr. 25 et 2 fr. 50, demandent 50 centimes d'augmentation.

Ces malheureux, comme l'on voit, ne sont pas trop exigeants et ce ne sont pas leurs réclamations qui amèneront la révolution que montre tout bourgeois lorsqu'une grève se produit.

Bien entendu, Messieurs les entrepreneurs de bâtiment de la ville refusent toute augmentation de salaire et menacent de fermer leurs chantiers si les ouvriers ne reprennent pas immédiatement le travail.

Ils pourraient aussi tirer dessus... comme à Cluses !

A Hazebrouck, grève d'ouvriers tisseurs.

A l'issue d'une réunion qu'ils avaient tenue hier soir, les 200 grévistes du tissage Tersen ont brisé les portes et les fenêtres de la maison habitée par le directeur du tissage.

Il a fallu l'intervention de la gendarmerie pour rétablir l'ordre.

Et l'on sait chez les exploités ce que cela veut dire : *rétablir l'ordre.*

A Caudry, grève des ouvriers teinturiers et apprêteurs qui dure depuis bientôt deux mois.

A Lille, grève des ouvriers des usines Peugeot, fabricants de cycles, au nombre de 450 environ.

A Rochefort, les employés de magasin ont fait une manifestation pour obtenir la fermeture des magasins le dimanche.

A Castres, grève des ouvriers plâtriers qui réclament 0 fr. 50 d'augmentation par jour.

Et force m'est encore d'en oublier volontairement.

P. Delesalle.

Russie.

Enlèvement de la Sainte-Mère de Kazan. — Pauvre, pauvre sainte Russie ! Jusqu'aux dieux qui l'abandonnent !

Un télégramme de Kazan nous apprend que la célèbre Vierge Noire, propriété du couvent de Bogoroditzky, vient d'être enlevée par des voleurs. Cette icône avait une valeur matérielle considérable, représentée par les innombrables pierreries qui l'ornaient, cadeaux des empereurs et riches seigneurs russes. Elle avait aussi une non moins grande valeur religieuse, l'image jouissant du prestige de produire des miracles, tels que de rendre la vue aux aveugles, la parole aux muets, de guérir les paralytiques et autres maladies incurables. Chaque année, au 26 juillet, l'image est enlevée du couvent et promenée en grande pompe à travers la ville. Sur tout le parcours de la procession, des milliers et des milliers de pèlerins, accourus des environs, sont agenouillés, tête nue et des cierges allumés aux mains. Extasiés, ils supplient la Sainte-Mère de leur pardonner les péchés commis, et la prient d'intervenir pour eux auprès de son auguste Fils, moyennant offrande, offrande qui revient naturellement au couvent.

Toute une légende entoure cette sainte image qui compte parmi les reliques les plus célèbres de la pieuse Russie. Elle fut trouvée dans le sol de Kazan et sur son emplacement le couvent actuel fut élevé. Lors de la conquête de Kazan par Ivan le Terrible, en 1552, la Sainte-Mère lui fut d'un aide précieux, et depuis elle portait toujours bonheur aux armes russes.

Comment expliquer le vol de cette image? Il est impossible que des malfaiteurs se soient introduits et aient enlevé la Sainte-Mère. On ne peut pas raconter au peuple le vol d'une divinité. On lui dira que la Sainte-Vierge, touchée des malheurs de la patrie, est partie pour l'Extrême-Orient, aider Kouropatkine et Skrydlow dans leurs plans de massacres ; en attendant, on lui présentera une autre icône que les pauvres paysans, dans leur ignorance, s'empresseront d'adorer et d'embellir de nouveaux cadeaux.

Le gouvernement, de son côté, se saisira d'une occasion aussi propice pour crier au peuple son impiété et sa trop grande tolérance pour les hérétiques. Les moujiks, excités et abrutis par l'alcool qu'on leur distribuera largement en guise de consolation, se jetteront sur la population tartare, polonaise ou juive, cet éternel bouc émissaire de l'autocratie russe, en extermineront une partie, et en attendant ne penseront pas aux échecs des armes russes. Il faut bien que l'Eglise prête aide et secours aux gouvernements dans l'abrutissement des peuples. Sans cela, elle n'aurait plus sa raison d'être.

Turquie.

Constantinople, 16 juillet 1904. — *La fête du 14 juillet.* — Cette année, le libre penseur Constans, qui dans un banquet récent a glorifié les bienfaits de la cléricaille en Orient, et a affirmé que sans elle c'en était fait du prestige de la France dans cette contrée, n'a pas voulu, comme de coutume, présider la réunion de la colonie française à l'occasion du 14 juillet. Il a préféré filer sur Paris avec l'espoir caché de décrocher un portefeuille dans le futur ministère. La fête n'en a pas moins eu lieu, et le même drapeau qui, au vendredi saint, porte le deuil du Dieu crucifié, et aux fêtes catholiques flotte si fièrement sur l'ambassade, a également déployé ses trois couleurs pour le jour du 14 juillet.

Dès 10 heures du matin, la salle des fêtes de l'ambassade était bondée de monde. Le chargé d'affaires, M. E. Bapst, présidait, entouré de tous les cagots de l'ambassade et du consulat — et ils sont nombreux. J'ai remarqué également des frocs, des soutanes. Des discours furent tout naturellement prononcés, mais pas un ne fit l'historique de la fête. Le second député, M. de Vendeuvre, en l'absence du premier député, n'a pas trouvé mieux que de surnommer l'alliance avec la Russie de « précieuse amitié qui a créé à la France une situation si belle et si grande que peut-être n'en avait-elle jamais connu de telle au cours de sa glorieuse histoire ». Ici je me permettrai de faire remarquer à M. le second député que ses connaissances en histoire sont médiocres. Du reste, cette petite phrase me démontre le bien fondé des louanges adressées par M. Constans aux institutions scolaires des Frères des écoles chrétiennes.

Dans sa réplique, le chargé d'affaires a qualifié la fête du 14 juillet, fête du drapeau tricolore, fête de patriotisme et de conciliation, « à laquelle aucun Français animé de sentiments généreux ne saurait refuser de s'associer ». Paroles sonores, si vous voulez, mais vides de sens.

S. M. I. le sultan, animé des sentiments généreux dont parlait si éloquemment le chargé d'affaires, a tenu à s'associer à cette *fête*, et a envoyé deux de ses chambellans porter ses félicitations à M. Bapst.

M. Bapst s'est empressé, dans la beuverie générale qui clôtura la fête, de porter son premier toast au sultan. Je m'attendais à ce que M. de Vendeuvre ajoutât : protecteur des lettres et des sciences, bienfaiteur de son peuple, toute la ritournelle enfin, mais le second député a été modeste et s'est contenté de vider son verre à la santé du chargé d'affaires et de l'ambassadeur absent.

La nuit, une fête eut lieu à la résidence d'été de l'ambassadeur. En ville, le jardin municipal des Petits-Champs était pavoisé et des feux d'artifice étaient tirés. L'orchestre exécuta la *Marseillaise* et l'*Hymne turc*, ce qui ne flatte guère une oreille attentive. *L'Hymne turc* est une suite de prières, de supplications pour la conservation des jours précieux du monarque, là où la *Marseillaise* crie sus aux tyrans et pousse à l'extermination des oppresseurs.

Mais le clou de la fête a été le salut de 21 coups de canon du drapeau républicain et révolutionnaire par le stationnaire du sultan rouge.

⁂

Malgré les agents civils nommés par les puissances européennes, malgré toutes les belles promesses du gouvernement turc, les mouvements insurrectionnels n'en continuent pas moins en Macédoine. C'est ainsi que le 2 juillet, plus de trente maisons furent pillées et incendiées à Gumendjé, dans le vilayet de Salonique. Le gouverneur de Salonique chercha à étouffer l'événement, mais l'inspecteur général l'apprit par ses agents civils. Le caimacam (sous-préfet) coupable fut destitué et livré aux tribunaux qui, sans doute, l'absoudront et le renverront à Constantinople, où l'attendent déjà une récompense et un grade supérieur.

Sur la ligne Salonique-Uskub, une mine de 10 kil. de dynamite fut découverte. Le bruit courut qu'elle était destinée aux agents civils en tournée d'inspection, mais il fut aussitôt démenti. Dans leur tournée d'inspection, les agents comptèrent 406 maisons incendiées.

Un nouvel attentat à la dynamite a été commis sur la ligne Salonique-Dédéagatch. Un poste militaire gardant la voie fut attaqué et eut trois soldats et un gardien blessés. Voilà pour la Macédoine.

Du côté de l'Arménie, j'apprends de source certaine que le parti hentchakiste (parti irrédentiste arménien) a envoyé aux différents ambassadeurs accrédités auprès du sultan, une circulaire réclamant la cessation immédiate des massacres de Sassoun, sous menace d'user de représailles en faisant sauter une ambassade quelconque. Les ambassadeurs remirent cette circulaire à la Porte, qui a immédiatement mis en arrestation arbitraire trois cents jeunes gens arméniens, résidant à Constantinople, et les exila, sans autre forme de procès, dans les différentes forteresses de l'empire. Elle a également redoublé la surveillance autour des ambassades, mais nous savons ce que vaut la surveillance en pareil cas.

En dernier lieu, j'apprends que le comité arménien s'est entendu avec le macédonien pour une action commune. Nous avons encore de beaux jours en perspective dans l'empire du sultan.

(20 juillet 1904.)



L'Alimentation du Nourrisson

(Suite) (1).

Je ne voudrais pas, en montrant les dangers du lait animal pour les jeunes enfants, laisser croire qu'il suffise d'élever ces enfants au sein pour les mettre à l'abri de toute maladie de cause alimentaire.

Il faut encore, et cela est évident, que le lait de la femme qui nourrit soit de qualité suffisante.

Mais il faut surtout qu'il soit donné à l'enfant en quantité et à intervalles convenables ; autrement dit, il faut que le nourrisson ait des repas réglés.

C'est là une condition indispensable à la santé de l'enfant ; c'est, en outre, une condition indispensable à la bonne utilisation du temps de la femme qui nourrit, et que, pour plus de simplicité, je désignerai sous le nom générique de nourrice, même s'il s'agit de la mère de l'enfant.

L'observation montre que tous les enfants alimentés irrégulièrement digèrent mal, ont des renvois, de la rougeur de la peau aux fesses, aux jambes, parfois même des écorchures, que leurs selles sont irrégulières, d'abord insuffisantes, puis trop fréquentes, que les matières ont l'aspect grumeleux, verdissent au bout de quelques instants, sentent très

(1) Voir le n° 12.

mauvais; que ces enfants toussent fréquemment, ce qui fait dire aux parents qu'ils « ont la poitrine grasse », qu'ils ont des coliques, ce qui les fait souvent crier et fait dire aux parents « qu'ils sont méchants »; enfin qu'ils deviennent rapidement très gras, réalisant le type du « bel enfant » rêvé par toutes les mères, mais les exposent à fondre et à disparaître en quelques jours, à la moindre infection.

Ces beaux enfants sont des êtres dont la nutrition souffre. Et cela s'explique aisément. L'assimilation d'une certaine quantité du lait qui convient le mieux à l'enfant exige un certain temps, variable avec la quantité du lait, l'âge de l'enfant et ses aptitudes spéciales dépendant de son état général.

Si, pendant la durée de cet acte digestif, l'enfant absorbe une nouvelle quantité de lait, la digestion et l'assimilation de l'aliment sera troublée.

Ces troubles seront cependant assez légers pour ne se révéler par aucun symptôme frappant pour l'entourage : il n'y aura pas les symptômes qui caractérisent l'indigestion aiguë et l'enfant ne paraîtra pas en souffrir. Sa langue sera un peu blanche, il dormira d'un sommeil plus long, et se réveillera grognon, et en criant. Vite la nourrice mettra fin à ces cris en lui donnant à téter tant qu'il en voudra prendre. Les mêmes phénomènes se répèteront, mais de plus l'urine sera bientôt chargée de produits irritants résultant d'une imparfaite élaboration des substances nutritives : de là les rougeurs et excoriations de toute la peau baignée par cette urine, ce que les commères appellent des « feux de dents » même quand la première dent est encore bien loin de paraître. Le tube digestif est d'abord en état d'excitation anormale, ce qui produit la constipation. Puis il est fatigué et la digestion met de plus en plus longtemps à se produire et l'enfant fait des matières grumeleuses et mal liées où les commères découvrent les germes des dents. Enfin l'intestin est irrité : les matières apparaissent liquides et les selles fréquentes en même temps que peuvent se produire des vomissements de lait caillé et des coliques. Dans les circonstances défavorables, comme pendant l'été, l'infection se greffe sur cet état et emporte aisément l'enfant. Même s'il évite ces accidents, les substances alimentaires incomplètement élaborées, mal assimilées, ne profitent pas à l'enfant. Il fait de la graisse. Mais cette surcharge graisseuse dissimule l'insuffisance de formation des muscles et des os, cependant que le teint pâle de la peau atteste une circulation peu active dans les parties superficielles.

A cela peuvent se borner les dégâts : beaucoup d'enfants ont passé ainsi leur première année en état de malaises inaperçus ou dont la cause n'a pas été soupçonnée et, ayant eu la chance d'échapper aux diverses infections répandues dans les milieux humains, sont devenus des adultes en apparence bien portants. Cependant ils sont sujets à des indispositions fréquentes, résistent mal aux fatigues, ont l'humeur souvent sombre et le caractère inégal. Enfin ils subissent de bonne heure les atteintes de l'usure générale des organes et des tissus qu'on qualifie du nom de vieillesse.

Mais plus souvent les enfants mal nourris dans le premier âge, n'atteignent pas l'âge adulte sans encombre. Le rachitisme qui déforme les os, retarde le développement du squelette, s'oppose aux fonctions des membres et retentit sur le développement du cerveau, les atteint dès les premières années. Les maladies infectieuses les frappent plus fréquemment que les enfants bien nourris, prennent chez eux une allure plus grave, et les enlèvent en plus grand nombre.

Parmi ces maladies infectieuses, les plus à craindre chez les nouveaux-nés sont celles qui débutent par le tube digestif, et qu'on a appelées diarrhée verte des nouveaux-nés, choléra infantile, etc.

Certainement les enfants nourris au sein paient un tribut infiniment moindre à cette affection si souvent mortelle que les enfants nourris au lait animal.

Cependant elle n'est pas rare chez eux dans les mois chauds de l'année, pendant cette période désastreuse pour les petits; j'en vois trop souvent des exemples. Cela ne devrait pas se produire, et cela ne se produirait pas... si les nourrices savaient.

Si elles savaient bien tout le mal qu'elles font en donnant à téter à l'enfant tant qu'il en veut, souvent même plus qu'il n'en veut, elles ne l'exposeraient pas consciemment à tant de dangers. Mais elles ne savent pas. Quand on leur dit ce que j'écris en ce moment ou quand elles le lisent, car cela a déjà été rabâché, elles ne le croient pas. Elles croient bien plutôt les matrones, les grand'mères qui leur disent : « Donne-lui donc à téter à ce petit, tant qu'il en voudra, il n'en prendra jamais que ce qu'il lui faut. J'en ai élevé des enfants, moi, et je sais mieux ce qui leur va que des médecins qui n'en ont quelquefois pas à eux. »

Voilà le premier argument qu'on oppose au réglage des tétées : l'expérience des vieilles éleveuses.

Il porte parce que le public et souvent ces femmes elles-mêmes, ignorent ce que sont devenus les enfants qu'elles ont élevés, ou ne rattachent pas les maladies et les morts survenues chez eux aux troubles primordiaux de leur nutrition.

Un second obstacle dans le même sens et plus fort encore, c'est l'incapacité où sont les parents de laisser crier un enfant, soit par sensiblerie, soit tout simplement par désir d'avoir la paix. Le médecin a beau leur dire que l'enfant ne risque rien à crier, que les hernies sont provoquées par la laxité des tissus et les coliques provenant de mauvaises digestions, et jamais par les cris; il a beau les supplier de patienter trois ou quatre jours au plus, qu'ensuite l'enfant criera infiniment moins qu'il ne l'a jamais fait, il est bien rare qu'on obtienne cette patience de la nourrice et surtout de son mari qui tient à dormir.

Remarquons que cet effort n'est nécessaire que dans le cas où il s'agit de régler un enfant qui jusqu'alors ne l'était pas.

Quand on a pris la précaution de le régler dès la naissance, on n'entend crier un nourrisson que s'il survient quelque phénomène anormal.

Il y a donc tout intérêt à bien faire dès le début. C'est le médecin qui a assisté la mère pendant ses couches qui doit lui indiquer la distribution des tétées.

Pendant le premier mois, l'enfant doit être mis au sein toutes les deux heures, de 6 heures du matin à 8 heures du soir, ce qui fait huit tétées pour la journée, et une fois au milieu de la nuit, entre minuit et une heure.

Pendant les mois suivants, les tétées seront espacées de deux heures et demie, en conservant la tétée de la nuit vers minuit.

Enfin, à partir de l'âge de 6 mois, l'enfant cessera de téter la nuit et ne prendra le sein dans la journée que toutes les trois heures.

Quant à la quantité de lait que l'enfant doit prendre à chaque tétée, on peut, si l'enfant a été réglé dès la naissance, le laisser au sein aussi longtemps qu'il le désire à chaque tétée. Son appareil digestif, dans ces conditions, fonctionne normalement et l'enfant ne boit que ce dont il a besoin.

Mais s'il s'agit de régler la nourriture d'un enfant qui a été auparavant mal alimenté, l'instinct du nourrisson n'est plus un guide auquel on puisse se fier. Il réclame souvent et prend beaucoup parce qu'il éprouve des tiraillements d'estomac et des malaises dus aux troubles déjà produits dans les fonctions digestives. Pour remettre cela en ordre, il faut avoir la fermeté de résister à ces demandes, de supporter les cris et peser l'enfant avant et après chacune des premières tétées pour s'assurer qu'il prend la quantité de lait qui lui convient.

Dans tous les cas, il faut que les nourrices, aidées du médecin, s'habituent à tenir compte des nombreux indices que j'ai énumérés et qui signalent le début de troubles intestinaux. Ils leur permettront d'établir la ration qui convient à chaque enfant et qui ne dépend pas seulement de son âge, mais aussi de sa capacité propre et de la valeur nutritive du lait de la nourrice.

Parmi ces moyens de contrôle, on accorde à la balance le premier rang.

Entre les mains du médecin, cet instrument rend de très grands services. Il lui fournit un des éléments précis pour apprécier l'état de la nutrition de l'enfant. Mais cette appréciation se base sur bien d'autres éléments et le médecin ne se laisse pas obnubiler uniquement par cette constatation du poids. C'est au contraire une fâcheuse tendance de la part des mères qui pèsent constamment leurs enfants de ne considérer que cette échelle des poids, de se désespérer si la courbe descend un jour ou monte trop brusquement un autre jour, même alors que l'enfant manifeste évidemment le meilleur état de santé. Cet exercice exige d'ailleurs de la part de celles qui s'y livrent beaucoup de temps et leur cause des appréhensions non justifiées.

Il est très utile de peser un nourrisson à intervalles réguliers, par exemple toutes les semaines, ce qui fournit une idée juste de son accroissement de développement. Ainsi disparaissent les inévitables irrégularités quotidiennes qui se fondent dans une moyenne seule utile à connaître.

Il faut n'accorder aux soins du nourrisson que juste le temps qui lui est strictement nécessaire. Peser un enfant avant et après chaque tétée, faire bouillir son lait dans ces prétendus appareils stérilisateurs qu'emploient maintenant presque toutes les mères, bercer l'enfant ou le tenir constamment dans les bras, tous ces soins inutiles ou même nuisibles à l'enfant accaparent complètement la nourrice et font de la maternité une chose de luxe permise seulement aux rentières.

Si l'on sait au contraire qu'un enfant qui a, à intervalles réguliers, sa ration de bon lait, n'a besoin d'autre chose que d'un bon lit où il soit à l'abri du froid ou du chaud et de tout danger extérieur, dès lors la nourrice a de longs moments de liberté qu'elle peut employer à son ménage, à travailler chez elle et même au dehors si elle pouvait faire garder son enfant à peu de frais et quitter son travail pour l'allaiter.

Dr E. D.

Erratum. — Dans le numéro 11, page 3, 3e colonne, il y a : « ou sera-ce la vie, l'émancipation des énergies, leur développement *local* et simultané ».

J'avais écrit *loyal*.

Entre le numéro 11 et le numéro 12, il doit manquer quelque chose en surcharge, dont je me souviens vaguement, au sujet de la force brutale. Quand je dis vaguement, c'est que, comme texte, je ne sais plus. Si je devais le remettre, j'écrirais :

« Les primitifs peuvent obéir à la force. L'homme obéit à sa conscience. »

Dr E. Ségard.

Je rappelle instamment aux abonnés qui renouvellent, mon appel de bien vouloir nous envoyer la dernière bande, afin de nous éviter une perte de temps inutile.



Sous ce titre, le *Livre d'or des Officiers français* (1), que le lecteur ne se trompe pas : c'est bien un récit des hauts faits de la soldatesque — et de la soldatesque la plus haut gradée, s'il vous plaît — que lui apporte le camarade Chapoutot ; mais ces hauts faits n'y sont pas arrangés et appréciés par des historiens qui ne peuvent rapporter un fait, surtout lorsqu'il s'agit de la gloire militaire, sans le commenter ou lui attribuer des causes ou des mobiles venant justifier leurs théories préconçues sur les « desseins profonds » d'hommes providentiels, le patriotisme touchant d'hommes dévoués, etc., etc. On connaît l'antienne.

Ce n'est pas non plus un de ces livres antimilitaristes qui commencent déjà à former un joli fonds de bibliothèque, et auxquels les défenseurs de l'armée reprochent du parti pris.

Non. L'histoire, ici, est écrite par ceux qui la firent. Les actes sont appréciés par ceux qui les accomplirent, par ceux qui aidèrent à les accomplir, ou furent à même de connaître leurs auteurs. Toutes chances d'être plus près de la vérité.

∴

Aux attaques formulées contre la guerre, contre l'armée, leurs défenseurs répliquent :

« L'armée est l'école de l'Honneur, du Patriotisme, du Dévouement, de l'Abnégation, et d'un tas d'autres vertus auxquelles on ne saurait mettre trop de capitales, car il est entendu que le militarisme les possède à un tel degré, qu'elles y passent à l'état d'entités !

« Il n'y a que les poltrons, que les sans-patrie, que les égoïstes pour oser dire du mal de ces institutions, sans lesquelles les peuples s'avachiraient dans la mollesse et l'inertie ! »

Les timorés et les timides qui ne veulent contrarier personne, nous disent : « Peut-être bien l'armée n'a-t-elle pas toutes les vertus qu'on lui attribue, mais, probablement, la faites-vous pire qu'elle n'est ? D'autre part, si nous ne voulons pas être subjugués par des voisins sans scrupules, force nous est bien d'accepter ce « mal nécessaire », en nous contentant d'admirer cet idéal... irréalisable, hélas ! ou tout au moins si éloigné : un état social sans soldats ! »

∴

Tant que parlent seuls des adversaires, celui qui ne se donne pas la peine de réfléchir, pense avoir satisfait le bon sens, lorsqu'il veut faire preuve de largeur d'idées, en faisant la moyenne des opinions en présence, avouant que tout n'est pas pour le mieux, mais qu'il faut bien se plier à ce que l'on ne peut empêcher.

Et voilà justement où est le sel du livre du camarade Chapoutot, c'est que ce dernier n'y fait parler que des maréchaux, des généraux, de gros bonnets de l'armée qualifiée de grande par les chauvins, pour démontrer quelle en fut la quintessence. Ils sont donc qualifiés pour parler de la guerre et de l'armée.

Hé oui ! les personnages que l'ami Chapoutot a pris à charge de présenter au lecteur, ne sont pas des personnages inventés pour leur faire exprimer sa propre façon de penser. Ce sont des gens ayant vécu les faits dont ils parlent, ayant pignon sur l'histoire. C'est armé d'une seule paire de ciseaux que notre auteur a arrangé les pages de son livre ; c'est dans les mémoires, dans la correspondance de ceux qu'il voulait peindre, qu'il est allé chercher les matériaux de l'acte d'accusation qu'il voulait dresser contre l' « Infâme ». Et, lorsqu'on l'aura lu, on reconnaîtra que ceux qui n'ont apporté que leur imagination contre l'institution dont chacun souffre, dont chacun se plaint lorsqu'il est forcé d'en supporter les conséquences, mais contre la tyrannie de laquelle très peu osent se révolter, ne l'ont nullement calomniée.

∴

Car, voyez l'esprit diabolique de l'auteur : non content d'amener à la barre des gens qualifiés, honorés, qui ont donné leur nom à des rues, à des places, à des boulevards, dont la statue se dresse sur les places publiques, à plusieurs exemplaires pour quelques-uns, auxquels l'histoire — l'histoire officielle — décerne les qualificatifs de grands hommes, de braves, de héros, il choisit ses exemples dans la période la plus admirée de notre histoire, admirée non seulement par ceux qui font profession de chanter les louanges de l'armée et de la guerre..... quand elle se fait loin de chez eux, et que ce sont les autres qui sont forcés de la faire — mais aussi par nombre de gens qui veulent bien admettre que la guerre, le militarisme pourraient bien, après tout, n'être que des survivances de l'antique barbarie, mais qu'un peuple se doit à lui-même de respecter les pages glorieuses de son passé, d'honorer ceux qui défendirent le pays et le firent grand !

∴

Phrases creuses que tout cela. On en comprendra tout le mensonge, en lisant les aveux que l'auteur a su aller repêcher dans les *Mémoires* ou *Correspondances* publiés par ceux — ou leurs descendants — qu'il traîne au pilori ; on verra ce qu'il faut penser de la guerre susciteuse d'énergie, de l'armée, école de l'honneur, de l'abnégation et du désintéressement.

La guerre, on l'a dit, et ceux qui la firent l'avouent, engendre la sauvagerie, la misère physique, matérielle et morale.

L'armée, — on l'a dit, et ce sont des maréchaux, des généraux qui viennent le certifier, — par sa hiérarchie, par sa discipline, par ses enseignements, ne peut susciter que le servilisme, le mensonge, la cupidité, et toutes sortes de dépravations.

Avec la guerre entrent en scène le meurtre, le vol, le viol, actes peu propres, on l'avouera, à améliorer le caractère moral de ceux qui les accomplissent.

Si l'on peut citer de soldats des actes de courage et d'abnégation, c'est que, dans toutes les situations, l'homme obéit souvent à des impulsions contraires au milieu qui l'entoure, mais l'armée tend surtout à développer des sentiments qui ravalent l'homme au niveau de la brute. Voilà ce que viennent déclarer ceux qui firent de la guerre un métier, et furent des soldats par excellence.

∴

Peguy a eu l'excellente idée de réimprimer *Le Prologue d'une révolution* (1), le livre, devenu introuvable, de Louis Ménard. Livre de courage, car c'est au lendemain des journées de juin que l'auteur, prenant la défense des persécutés, osa le publier.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Le choix de la femme (roman), par P. Pourot ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Dujarric, 50, rue des Saints-Pères.

Lettre à M. Raoul Gineste, par J. E. Lagarrigue ; 1 broch., Santiago.

El sindicato, par E. Pouget ; à *Tierra y Libertad*, 1 Cristobal Bordin, Madrid.

L'éducation sociale du peuple et l'échec des U. P., par M. Duhamel ; 1 broch., 0 fr. 30, à *La Pensée*, 28, rue Berthollet.

Leyendas de la Humildad, por F. Basterra ; 1 broch., chez Garcia Hermanos, Esmeralda 445, Buenos Ayres.

Productores, zanganos, e parasitos, por Lisperguer ; 1 broch., San Pablo 17-18, Santiago, Chili.

Administration estrada cabrera, por Felipe Estrada Paniagua ; 1 vol., *Impresa Nacional*, Guatemala.

La preparacion del porvenir, por J. Grave ; Biblioteca Juventud libertaria, Barcelone.

De New-York à la Nouvelle-Orléans, par J. Hurel, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

Un héros de notre temps, par Lermontoff, chez Stock.

Actualités scientifiques, par M. de Nansouty, 1 vol., 3 fr. 50, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Louis Blanc, par Tchernoff, 1 brochure, 0 fr. 50, à la Société nouvelle d'éditions ; 17, rue Cujas.

Le Livre des Mille et une Nuits, tome XV, traduction Mardrus ; 1 vol., 7 fr., chez Fasquelle.

Por la muerte de los idoles, 1 broch., Barcelone.

(1) Un volume, 2 fr. 75 franco, aux *Temps Nouveaux*, 4, rue Broca.

(1) *Cahiers de la Quinzaine* de juin, prix 4 francs.

CORRESPONDANCES & COMMUNICATIONS (1)

Nous insérons cet appel signé par des révolutionnaires russes et dont, pour les raisons que l'on comprendra, nous ne donnons pas les noms.

A tous les camarades anarchistes !

Camarades ! Nous venons de former le groupe *Anarchie* en vue de créer une littérature scientifique et populaire anarchiste pour venir en aide aux pionniers de la propagande anarchiste en Russie dans leur travail immense et dur qu'ils viennent d'entamer. Nous disons « dans leur travail immense et dur » ; et nous sommes convaincus que personne ne contestera la vérité de ces paroles. Sur qui se ruent avec tant de brutalité et de férocité les capitalistes et leurs laquais — l'Etat tout entier, — sinon sur les anarchistes ! Nos camarades anarchistes peuvent-ils compter, à l'exemple de beaucoup d'autres partis socialistes, sur le concours des libéraux ? — Assurément non ! Notre tactique est trop destructrice ; immense est aussi l'abîme que nous avons creusé entre le capital et le travail, et trop implacable notre haine envers les bienfaits « de la culture et de la démocratie » pour que les libéraux propriétaires et leurs idéologues ultra-radicaux profèrent en notre faveur d'autres choses que le classique « à mort !... »

Et si nos camarades se sont mis à l'œuvre, s'ils se soutiennent par la foi ferme qu'un jour le Carthage bourgeois — le Capital et l'Etat — sera détruit, ce n'est que la conception anarchiste avec sa tactique destructive et constructive en même temps, avec son idéal aussi profond que simple, qui peut déployer toutes les énergies des masses pour produire un travail immense et systématique, nécessaire dans la grande lutte à soutenir jusqu'au détrônement du veau d'or.

L'expérience de l'Europe occidentale nous encourage. Le fait est que l'anarchisme grandit de jour en jour dans les pays occidentaux. Salué par les amis et maudit par les ennemis, il se développe en un mouvement grandiose. Et rien d'étonnant ! La démocratie a fait faillite, elle a montré toute son incapacité sociale. Ce n'est pas par des pierres, mais par une grêle de balles de nouveau système que le parlement a répondu au prolétariat demandant du pain !

De plus en plus l'ouvrier européen s'habitue à comprendre qu'il est dupe de tous les hâbleurs qui lui promettaient tous les bonheurs possibles du suffrage universel ; il comprend que ce n'est que la révolution qui peut le sauver de la dégénérescence et lui permettre d'attaquer victorieusement enfin les fortifications bourgeoises.

En Allemagne même, dans cette heureuse Arcadie de 83 députés et 3 millions d'électeurs social-démocrates, même là on commence à se demander : Aboutira-t-on à quelque chose par ces hâbleries « scientifiques ? » — A rien, parce qu'on s'est désarmé pendant la guerre, parce qu'on a rendu le socialisme pour le pouvoir démocratiquement assaisonné !... Là aussi la grande clameur de mécontentement commence à monter, et on salue l'aube nouvelle de l'Anarchie.

En France, aux orgies sauvages et escroqueries des parlementaires, à l'impuissance et à la chétivité des socialistes « orthodoxes » et opportunistes, le mouvement prolétarien a également répondu par la renaissance du syndicalisme révolutionnaire qui, sous l'influence vive de l'Anarchisme, s'est fait connaître déjà dans la lutte systématique, opiniâtre et vraiment révolutionnaire des grèves. Faut-il insister sur le mouvement qui se déploie actuellement en Espagne et en Italie ?

Et en Russie, que fait-on ?

Là, ce sont Messieurs les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires qui opèrent. Ceux-là en soutane rouge accomplissent une opération démocratique douloureuse de l'âme et de la pensée du prolétaire : leurs démonstrations « scientifiques » ne permettent pas encore aux ouvriers de lever la main sacrilège sur la propriété privée ; l'ouvrier doit tout d'abord contribuer au développement de la culture du pays, il doit servir « d'avant-garde »... à la dictature bourgeoise !...

(1) Il nous manque un dessin pour cette rubrique.

Ceux-ci se distinguent par leur attitude ambiguë; ils flirtent avec tous les partis « terroristes » jusqu'à l'avènement de la « suprématie populaire », ils ne se contentent pas d'une révolution bourgeoise, mais... ils ont pour toutes leurs revendications des réformes identiques à celles de la social-démocratie pour les villes, et « la socialisation du sol » — l'essence bourgeoise et étatiste sous le vernis socialiste — pour la campagne!...

Et les masses cherchent toujours... La pensée prolétarienne se débat dans les ténèbres, elle cherche fiévreusement de nouvelles issues. Par les grèves générales, le prolétaire russe a montré sa force, la grandeur de la lutte ouvrière.

Qui peut formuler les aspirations des masses? Qui peut trouver une devise convenable à la lutte des masses? Ou bien, faut-il contempler de sang-froid cet odieux spectacle des bacchanales organisées par les démocrates en vue d'exploiter et de détourner de leur but toute l'action et la conscience de ces masses?

Non! L'anarchisme qui a proclamé la lutte contre tous les exploiteurs et contre tous les Etats, trouvera enfin cette devise suprême de la lutte ouvrière et contre toutes les tendances d'adoucir la haine de classe par le miel démocratique. Et alors une force nouvelle et vive sera imprimée au mouvement des masses qui répondront par leur voix puissante à l'appel anarchiste...

Nos camarades se sont mis à l'œuvre. Assurément, ils comptaient sur notre concours et ils en avaient parfaitement le droit. Le concours général, et large, de toutes les bonnes volontés est nécessaire maintenant. Mais notre groupe « Anarchie » se borne à créer une littérature scientifique et populaire. Et cela est nécessaire, car la littérature est une arme puissante et indispensable, quoique élémentaire, pour élargir et fortifier notre influence.

Camarades, nous sommes profondément convaincus que chacun de vous ne tardera pas à nous venir en aide. Nous croyons que vous prêterez votre concours constamment et régulièrement... Nous espérons qu'en combinant nos forces, nous nous créerons cette arme spirituelle dont le défaut rend inévitablement impuissante l'importance et la force des armes réelles. Et cette combinaison des forces morales et physiques rendra l'anarchie capable d'atteindre notre but suprême, celui de créer le paradis du travail et l'harmonie universelle sur les ruines de l'esclavage et de l'exploitation.

A bas la tyrannie du capitalisme et de l'Etat!

Vive le mouvement ouvrier international anarchiste!

Groupe de l'édition « *Anarchie* ».

S'adresser pour toutes les correspondances venant de l'étranger à la rédaction des *Temps Nouveaux*, 4, rue Broca, Paris.

Le groupe *Anarchie*.

Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs.

La fête du 7 Août.

Les membres de l'Université populaire *Germinal*, 37, rue Sadi-Carnot, à Nanterre, ont organisé en faveur du Comité national de l'Association, une fête champêtre qui aura lieu le 7 août dans les jardins de l'U. P. et à laquelle les camarades parisiens sont invités à prendre part.

Le programme, dont nous donnerons le détail dans le prochain numéro, comprendra une brève causerie :

LA NOUVELLE INTERNATIONALE

par les camarades Henri Duchmann, rédacteur au *Libertaire*, et Miguel Almereyda, secrétaire, pour la France, de l'A. T. A.

La causerie sera suivie d'une représentation donnée par le groupe théâtral de l'U. P. Zola. Des chants et des récits termineront cette fête.

Afin de conserver à cette manifestation un cachet familial, les membres de *Germinal* informent les camarades désireux de prendre leurs repas à la campagne, qu'ils mettent gratuitement à la disposition de ceux qui apporteront des provisions, des couverts et tout le confort possible. Les repas, dont le prix est fixé à 1 fr. 50, seront préparés pour les camarades qui voudront bien prévenir quelques jours à l'avance.

Nous donnerons, en même temps que la composition du programme, l'horaire des trains et le lieu de rendez-vous pour les camarades parisiens. Il faut que cette première fête de l'Association antimilitariste soit une grandiose et cordiale manifestation.

Les camarades des U. P. d'Argenteuil, de Villeneuve-la-Garenne et de l'Ile Saint-Denis, de Bezons, de la Garenne-Colombes, etc., sont spécialement invités.

Les adhésions sont reçues au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, à l'U. P. *Germinal*, et au siège de l'A. I. A., 45, rue de Saintonge (Maison commune).

-*- **Nouvelle tournée Louise Michel-Girault.** — Louise Michel devant se rendre cet hiver en Algérie, accompagnée de Girault, désire s'arrêter, pour y conférencier, dans les villes suivantes :

Ivry. — Aubervilliers. — Argenteuil. — Montargis. — Nevers. — Moulins. — Montluçon. — Commentry. — Clermont-Ferrand. — Alais. — Bessèges. — Nîmes. — Vauvert (Gard). — Cette. — Mèze. — Pézenas. — Béziers. — Coursan. — Narbonne.

Les camarades de ces localités qui peuvent et désirent organiser les réunions sont priés d'écrire de suite à E. Girault, 67, rue de Buffon, Paris.

-*- Un groupe de camarades d'Amiens croit utile d'informer les camarades de partout qu'ils n'ont rien de commun avec le nommé Albert Lucas, peintre, qui a quitté la localité.



-*- **Causeries populaires du XI**e, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 3 août, à 8 h. 1/2, causerie : « Histoire du congrès antimilitariste, par un camarade qui n'y a pas été, et n'a vu personne en revenant. »

-*- **Causeries populaires du XVIII**e, 30, rue Muller. — Lundi 1er août, à 8 h. 1/2, causerie sur « les théories anarchistes ».

-*- **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 1er août, causerie par le camarade Frimat. Sujet : Une révolution à faire dans l'organisation ouvrière. — Commentaire sur la brochure du camarade Biais. — Controverse sur le syndicalisme entre les camarades A. Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre, et V. Griffuelhes, secrétaire de la Confédération du Travail, le vendredi 29 juillet, à 8 heures du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple.

Entrée : 0 fr. 30 pour couvrir les frais.

-*- **Les Libertaires de Saint-Ouen.** — Causerie entre camarades, salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles, le samedi 30 juillet, à 8 h. 1/2 du soir.

-*- MARSEILLE. — Réunion samedi 30 juillet, à 9 heures du soir, bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Mesures à prendre au sujet des résolutions du congrès d'Amsterdam.

Par convocation spéciale, les groupements de notre ville ont été invités.

A NOS LECTEURS

Comme je l'ai annoncé dans le dernier numéro, je fais tirer un mille de plus cette semaine, et déposer le journal dans de nouvelles localités.

Nous avons usé toutes nos ressources; si nous ne voulons pas revenir à notre point de départ, c'est-à-dire supprimer une semaine sur deux soit le supplément, soit quatre pages du journal, il nous faut trouver tout de suite mille acheteurs de plus.

Nous voici arrivés à la fin des six mois d'essai que nous avions demandés. Nous n'avons pas à nous plaindre; grâce aux concours dévoués que nous avons rencontrés, l'essai a marché sans difficultés pendant ces six mois. Mais six mois d'efforts c'est long. La fatigue se fait sentir chez certains. Les dernières souscriptions promises ont bien du mal à rentrer.

Sur 138 souscripteurs ayant promis de verser, pendant six mois, différentes sommes s'élevant à un total de 2.056 francs, il nous est rentré 1.361 francs. Là-dessus 30 souscripteurs se sont complètement libérés, 91 ont fait de un à cinq versements, 17 n'ont plus donné signe de vie. L'augmentation de vente, de quelques abonnements et de quelques camarades ayant versé plus qu'ils n'avaient promis, ont heureusement suppléé aux souscriptions retardataires.

Ces souscriptions en retard viendront si elles peuvent; ce que je demande à tous ceux qui s'intéressent à la propagande du journal, c'est de redoubler d'efforts pour faire augmenter la vente, et surtout de nous trouver des abonnés nouveaux. Nous tenons des carnets d'abonnements à leur disposition.

Ceux des souscripteurs auxquels il est fait des envois d'exemplaires en remboursement de leur souscription, sont priés de nous faire savoir si l'envoi doit leur être continué.

Je profite de l'occasion pour rappeler que nous sommes encombrés de brochures, de volumes, de gravures lithos, cartes postales, etc., qui, en circulation, feraient de la propagande, et dont la vente, en même temps qu'elle assurerait l'existence du journal, nous permettrait d'en faire paraître de nouvelles.

Encore un coup d'épaule et ça marchera.

J. GRAVE.

EN VENTE

Notre supplément fondé pour enregistrer les aveux que les bourgeois laissent, parfois, tomber sur leur mauvaise organisation sociale, est une mine précieuse à consulter. Seulement ces aveux étant publiés au hasard des recherches ou de la rencontre, les sujets y sont pêle-mêle, répartis sur 20 années d'existence, ce qui rend les recherches difficiles.

Pour parer à cet inconvénient, j'ai entrepris de réunir en volume les articles par sujets. Il a déjà été publié, sous le titre de *Bibliothèque documentaire*, deux volumes : *Guerre-Militarisme* et *Patriotisme-Colonisation*, dans lesquels sont contenus les extraits de près de 400 auteurs différents, tant anciens que modernes, ayant écrit sur les sujets qui font les titres des volumes.

Chaque volume, édité sur beau papier, illustré de dix dessins hors texte dus au crayon de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton, Willaume, Agar, Angrand, Couturier, Cross, Jourdain, Lebasque, Roubille, gravés par Berger, est vendu 9 francs en librairie, mais à ceux qui prendront les deux, ils seront laissés à 15 francs les deux.

Le troisième en préparation, sur *La Religion*, sera publié sitôt que nous aurons soldé les dettes des deux premiers. Suivront ensuite : *La Famille*, *Le Parlementarisme*, *La Magistrature*, etc.

VIENT DE PARAITRE

Responsabilités, drame social en 4 actes, par J. Grave ; 1 brochure chez Stock, franco 2 francs.

Le Livre d'Or des officiers français de 1789 à 1815, d'après leurs mémoires et souvenirs, par Henri Chapoutot, préface par J. Grave. Le titre est un peu long, mais il indique où l'auteur a puisé les faits qu'il présente. Edition des *Temps Nouveaux*, 1 vol. franco, 2 fr. 75.



J. S., à Saint-Imier. — Tout reçu. Merci.

Quelqu'un de nos lecteurs à Sens, si toutefois il y en a, voudrait-il entrer en relations avec nous?

G., à Philippopoli. — Votre abonnement se terminera fin novembre.

C. L., à Larçay. — Je réexpédie le numéro. L'envoi avait été fait.

C., au Chambon. — Changeons l'adresse, mais une autre fois envoyez-nous, sinon la bande, au moins son numéro, cela nous évite une perte de temps.

G., Saint-Jean de la Ruelle. — Nous pouvons vous fournir tous les volumes que vous voudrez.

P., Lorient. — Trop tard pour ce numéro. La semaine prochaine.

Reçu pour le *Pioupiou de l'Yonne* : H., à Nancy, 1 fr.

Reçu pour le journal : P. V., à Pittsburg, 6 fr. 30. — R. B., San Francisco : excédent d'une commande de livres, 25 fr. — J. S., à Saint-Imier, 3 fr. — Deux amis de Dortain, 1 fr. 50. — L. C., à Montevideo, 7 fr. — G., par A., 4 fr. — L. C., 1 fr. — H., à Nancy, 1 fr. — Larchevêque, 2 fr. — Merci à tous.

J. P., à Saint-Paul-en-Jarey. — J. L., à Brest. — M. C., à Nesles. — E., à Limoges. — L., à Epinal. — S., à Gouda. — H. C., à Sousse. — T. H., à Villes. — K., à Lorient. — D., à Masseret. — L., à Suippes. — V., à Nîmes. — E. M., à Laxou. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 14 — PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ✧ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 — Du 6 au 12 Août 1904



POUR LA FRANCE
Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 ✣ PARIS-Ve



Tu ne tueras pas !...

« Qui frappe par l'épée, périra par l'épée ! » Voilà deux sentences que les dirigeants russes — qui aiment tant à citer les textes bibliques — devraient bien méditer. Peut-être comprendraient-ils, enfin, que la terreur n'est pas un système de gouvernement.

Lorsqu'il prit le pouvoir, il y a deux ans, M. de Plehwe déclarait à un rédacteur du *Matin* : « Ce qui fait la force des révolutionnaires, c'est la désorganisation de la police. Avant deux mois, il n'y aura plus un seul révolutionnaire en Russie ! »

Depuis deux ans, une demi-douzaine d'exécutions de tortionnaires ont eu lieu en Russie. La dernière en date est celle de M. de Plehwe lui-même, venant rappeler aux gouvernants que lorsqu'un peuple est en ébullition pour son émancipation, les hommes à poigne sont emportés un peu plus vite que les autres. Voilà tout.

∴

Il faut avouer que, à part les journaux soldés par l'ambassade russe, la presse, cette fois-ci, — jusqu'au circonspect *Petit Parisien*, — si elle n'a pas déclaré en termes formels que le directeur de Nicolas II n'avait que ce qu'il mérite, elle l'a donné à entendre.

Evidemment, en réprouvant « l'assassin », Il est convenu que tout individu qui agit selon sa conscience est un monstre s'il ne possède, pour se justifier, une parcelle d'autorité sociale.

Depuis des siècles, ceux qui se sont succédé au pouvoir en Russie, font peser la terreur sur ceux qu'ils gouvernent. Tout être indépendant qui se cabre contre l'arbitraire, est envoyé au bagne, en exil, ou pendu. Et comme les actes de révolte se sont multipliés, on a multiplié les arrestations et les exécutions. Et M. de Plehwe trouvant que ses prédécesseurs n'avaient pas été assez énergiques, déclarait, en prenant le pouvoir, qu'il ferait mieux.

Et, de fait, il a poussé aux mesures pires :

Il y avait un pays, la Finlande, qui, quoique sous la suzeraineté de l'empire moscovite, avait gardé certaines libertés, et une certaine indépendance. Cette indépendance, que les tsars juraient tous de respecter, M. de Plehwe, au mépris de la parole du maître qu'il dirigeait, obtint un décret qui la détruisait, y faisant opérer les arrestations, la déportation et les exécutions sur les mécontents.

Arrestations et déportations en Russie. Massacres des juifs. Persécutions contre les Arméniens.

Tout le monde sait que si la France, assez forte pour forcer le sultant à tenir ses engagements envers des usuriers cosmopolites, se trouve désarmée, lorsqu'il s'agit de protéger les populations que la « bête rouge » ne cesse de faire égorger, cela tient uniquement à la politique russe qui protège le massacreur.

Et, enfin, la guerre russo-japonaise, entreprise contre toute espèce de logique et de droit.

La pensée persécutée, les nationalités opprimées, des milliers de libertés humaines violées, des vies humaines fauchées par centaines de mille peut-être, avant que la guerre soit terminée. Voilà le bilan de M. de Plehwe.

Mais la morale bourgeoise qui trouve que, tout de même, il est allé un peu loin, croit cependant nécessaire de flétrir l'acte de révolte qui supprima cette bête féroce.

Vous avez le droit d'abattre l'apache qui, au coin de la rue, vous assaille. Le jury aura même des indulgences pour le propriétaire qui aura abattu l'étranger qui aura mis le pied sur sa propriété pour y cueillir une pomme, mais on ne doit pas résister à celui qui veut vous empêcher de penser, vous contraindre aux actes qui vous répugnent, disposer de votre vie et de votre liberté, s'il peut se servir des forces sociales.

Morale d'esclave ! Il est bon que, parfois, une victime se lève, dans un élan d'indignation en face d'un pouvoir formidable, pour rappeler à ceux qui en sont investis, qu'ils ne peuvent, toujours, malgré leur puissance, se soustraire à la responsabilité de leurs actes.

∴

Je ne suis pas de ceux qui poussent des cris de joie, à la mort d'un ennemi. Je trouve que les applaudissements sont toujours déplacés ; car la disparition d'un homme — puisque ça fut un homme — est toujours une chose angoissante, et qu'ensuite je pense surtout à la vraie victime, à celui qui, souffrant des injustices commises au détriment des autres, a su trouver en lui assez de courage pour se lever en vengeur de l'humanité, et faire justice de l'oppresseur. Je me dis que si l'humanité est délivrée d'un monstre, ce n'est qu'en sacrifiant quelqu'un de ses meilleurs.

Si on est un monstre lorsqu'on se révolte contre l'injustice, de quel nom stigmatisera-t-on celui qui, par esprit de classe, fait faucher les vies par milliers ?

M. de Plehwe pouvait, comme celui qui l'a tué, agir par conviction.

Seulement, M. de Plehwe, s'il savait courir quelque danger, se sentait couvert par toute une organisation sociale et pensait s'en garer en redoublant de persécutions. Lorsqu'il décidait d'un acte qui devait entraîner la suppression de vies et de libertés humaines, il pouvait se croire à l'abri de tout danger. Et, en somme, n'était-ce pas pour défendre les privilèges dont il jouissait, les honneurs, les grades qu'il conquerrait !

En lançant sa bombe, l'inconnu qui en fit justice, n'avait rien à attendre en récompense. A part les sympathies de la minorité révoltée dont il faisait partie, il savait qu'il n'avait à attendre que les anathèmes et les injures du plus grand nombre. Il savait qu'en détruisant de Plehwe, l'autorité, tout en étant atteinte, ne croulerait pas du coup ; qu'il fallait qu'il restât

comme holocauste de la libération future.

Et si le cœur se rétrécit, en pensant que, pour que la conscience soulagée respire plus librement, il faut encore des victimes au minotaure de l'autorité qui, pendant tant de siècles, a impunément malaxé la matière humaine, il est réconfortant, malgré tout, de penser aussi que les « vagues individualités » se refusent enfin à se laisser anihiler, triturer, au profit d'entités qui n'abritent que les appétits d'une minorité impudente.

Oui, les individus commencent à prendre conscience de leurs droits. La responsabilité des maîtres fait son apparition dans les relations sociales !

Inclinons-nous. C'est la justice des faits qui s'affirme !

J. Grave.

Le Sauveur du Tzarisme

Depuis ces derniers deux ans, le parti révolutionnaire avait concentré tous ses efforts contre de Plehwe qui incarnait la répression et avait mis, lui, son point d'honneur à écraser ses adversaires.

Cette lutte n'a pas été sans sacrifices. Il y a cinq mois, le parti avait dépensé 50.000 roubles. A l'heure actuelle, les dépenses dépassent 75.000 roubles.

De Plehwe était détesté même par ceux qui lui avaient confié le pouvoir. Il était trop canaille pour eux-mêmes.

Pobiedonostzeff, le Torquemada de Russie disait de lui : « On ne peut avoir confiance en lui. Il a changé trois fois de religion. »

Tous les ministres depuis Loris Melikoff, de 1881-1882, ont eu peur de sa canaillerie.

C'est de Plehwe qui a organisé le cabinet noir; non seulement la correspondance des simples mortels, mais même des ministres et des hommes d'État était ouverte.

Loris Melikoff, dans sa lettre à un général, tout récemment publiée, disait : « Ne m'écrivez rien, ne m'envoyez rien par poste ou télégraphe. »

Le cabinet noir fut si développé par Plehwe qu'à l'heure actuelle il compte plus de 125 employés.

Toutes les mesures réactionnaires de ces derniers vingt-cinq ans, ont été, ou conçues par lui, ou formulées et soumises par lui au tzar.

Restriction des droits des « zemstvos ».

Restriction des droits des municipalités.

Abolition des juges de paix.

Imposition de concierges obligatoires : trois pour les grandes maisons ; deux pour les maisons ordinaires, pour le service de surveillance de jour et de nuit. Ces concierges pouvaient seulement se recruter à la police. Chaque jour, chaque concierge, devait faire son rapport à la police. De ce fait, rien qu'à Saint-Pétersbourg, Moscou et quelques grandes villes, il avait ainsi imposé 50.000 mouchards payés par les propriétaires.

Sous la forme de surveillances exceptionnelles, la Russie entière se trouvait, en réalité, sous le régime de l'état de siège.

Tout individu invitant chez lui plus de douze personnes est tenu de donner les noms et adresses de ses invités.

Un professeur de l'Université ou de lycée, s'il est disposé à donner des leçons privées à des enfants de paysans, pour leur apprendre à lire et à écrire, est obligé de demander une autorisation spéciale au commissaire de police. Ce n'est que muni de cette autorisation qu'il peut obtenir celle du ministre.

Ce sont ces vexations : l'antisémitisme, la persécution des nationalités : Finlande, Arménie, Géorgie et la chasse aux intellectuels, en général, et surtout aux étudiants et ouvriers, qui rendaient le nom de Plehwe odieux à chaque Russe.

Sans exagération, on peut dire qu'à l'exception des mouchards et de ses créatures, pas un homme digne de ce nom n'aura regretté sa disparition.

Tcherkesoff.

Un groupe d'ouvriers nous a apporté la somme de 31 fr. 50, produit d'une collecte faite dans les ateliers Derriez en faveur de leur camarade Piveteau.

La liste porte 61 signatures. On comprendra les raisons qui nous empêchent de donner les noms.

Mais cette souscription spontanée démontre ce qu'il faut penser des assertions de la *Petite Repugnante*, qui proclamait Pellissier comme le modèle des socialistes et des contremaîtres.

Nous faisons passer la somme à Piveteau.

Détail typique que nous ont raconté les ouvriers porteurs de la souscription.

Dans les ateliers, il y a toujours quelques chiens couchants, cherchant à se faire bien venir des patrons. Pour les obsèques de Pellissier, un groupe de ces individus-là organisa une souscription pour l'achat d'une couronne. Lorsque le porteur de la liste se présenta au bureau de l'atelier, le beau-frère du patron le pria de prendre la porte en demandant qu'on lui fiche la paix avec ce type !

Qu'y aurait-il là-dessous?

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

J'ai essayé de montrer comment on traite actuellement les tuberculeux. Nous avons vu que ce traitement est celui qui est suivi dans les sanatoriums. Ce traitement n'a rien de mystérieux. Il s'agit de rendre des forces à l'organisme, en le plaçant dans les meilleures conditions d'hygiène possibles, en lui donnant le repos le plus complet de façon à éviter toute déperdition de forces, en lui fournissant une alimentation intensive de façon à réparer les dépenses organiques entraînées par la maladie.

Qu'est-ce que le sanatorium procure donc de spécial aux malades qui viennent y chercher la guérison? De l'air, une nourriture substantielle, du repos? On peut avoir cela partout ailleurs. Partout ailleurs on peut avoir également les soins et les conseils médicaux. Tout praticien pourra indiquer au malade les règles du traitement hygiénique à suivre, les soins à prendre, les précautions à observer, donner le traitement approprié et les conseils nécessaires, répondant à des cas spéciaux et aux indications particulières présentées par chaque individu; il suffira qu'il revoie de temps en temps son malade pour suivre la marche du traitement et modifier ses prescriptions. Je ne sache pas que les fonctions de médecin de sanatorium procurent une compétence spéciale, et je crois que tout confrère peut traiter des tuberculeux.

Que reste-t-il des avantages du sanatorium? J'ai cherché dans ces dernières semaines tout ce qu'on a pu dire pour la défense des établissements. Je n'ai trouvé que deux points : la surveillance et l'éducation.

Il semble que ce que je viens de dire au sujet des conseils donnés par le médecin traitant, satisfait à ces deux points. Mais, d'après les partisans des sanatoriums, cela ne suffit pas : il faut la discipline sévère, le règlement appliqué à la lettre, une surveillance de tous les instants, toutes choses qu'on ne peut trouver que dans un sanatorium. Comme exemple de ce traitement idéal, je veux rapporter ici les renseignements qui m'ont été donnés par un malade et ami : il s'agit d'un sanatorium très bien installé pour malades payants. La pension y est de 20 francs par jour au *minimum* (sans vin, sans médicaments); les suppléments à des prix très élevés. Voici comment on y est traité : il y a le fameux règlement qui astreint les malades à l'emploi du temps à peu près tel que je l'ai décrit précédemment : repas à heures fixes, séances de chaise longue. Mais ce règlement tout le monde le viole, surtout les médecins. « Un docteur (qui était au médecin chef ce qu'est un pion au professeur) passait dans les cures (abris pour cure en plein air) pour constater la présence des malades : si l'on était marqué absent, le médecin chef ne disait rien. Donc, surveillance de forme. Le soir, après le dîner, il y avait *trois* malades dans les cures, sur 40 environ. La suralimentation n'était aucunement surveillée. L'administration et le service médical n'étaient pas (théoriquement, au moins) dans la même main. Sur une plainte, le médecin renvoyait à l'administration, et *vice versa*. Soins dans les cures : on sonnait pendant trois quarts d'heure avant que personne vînt. Les malades allaient dans un casino du voisinage à volonté ; d'ailleurs, il suffisait de le demander. Il y a deux ans un break venait les chercher après le déjeuner. Le soir, réunion des malades, et jeu (roulette). De là, l'explication des trois malades dans les cures. Soins du médecin chef : un examen tous les quinze jours ; jamais il n'est allé visiter les cures, à 100 mètres de son cabinet. Il s'absentait quelquefois. Il confiait alors l'établissement au médecin-adjoint qui filait dans une ville voisine avec une jeune fille malade. Pendant la saison de 1900 à 1901, une dame de mœurs légères était attachée à l'établissement. »

Je n'ai pas à donner le nom du marchand de soupe qui dirige le sanatorium, les gens qui sont à la tête d'établissements médico-financiers étant extrêmement chatouilleux dans leurs intérêts.

Voilà donc des malades qui sont allés se faire traiter dans un sanatorium (considéré de premier ordre) ; ils croient que l'entrée dans un sanatorium leur donne l'assurance de la guérison ; ils payent pour l'obtenir ; ce n'est pas à eux à s'occuper du traitement, cela ne les regarde pas ; ils se conduisent comme des fous, et le résultat c'est la mort. Telle est la conséquence de l'ignorance ; tel est le danger de se confier à une autorité quelconque. Et si des malades payants peuvent ainsi être soignés dans un sanatorium riche, je laisse à imaginer comment pourraient être traités des malades pauvres dans un sanatorium populaire dirigé par des médecins fonctionnaires.

On me dira que ce n'est pas la règle, qu'il existe des sanatoriums où la discipline est très sévère, où le règlement est rigoureusement observé, où les malades sont traités et bien traités.

Or, il s'agit d'une maladie où la guérison s'obtient par la volonté du malade (conditions de vie mises à part). Il faut que le tuberculeux sache son état et les moyens d'y remédier. Il ne suffit pas qu'il connaisse le traitement, il faut qu'il se rende compte des raisons du traitement et qu'il ait conscience que c'est de lui-même que dépend son amélioration. De cette façon, il n'y a pas besoin de discipline, de règlement, de surveillance autoritaire, et il n'y aura pas à craindre que les conseils de l'entourage, qui doit être aussi éduqué, viennent entraver l'effort du médecin traitant.

Je n'ai pas à m'étendre plus longuement auprès des camarades sur l'inutilité de la discipline passive et de l'autorité. Tout au plus pourrait-on arguer de leur nécessité auprès de malades inintelligents. Quant à ceux qui ne veulent pas se conformer au traitement, je ne

(1) Voir les nos 12 et 13.

crois pas qu'une discipline puisse venir à bout de qui que ce soit, si cette discipline n'est pas volontairement acceptée. Et je n'ai pas à me placer au point de vue policier de l'interdiction du suicide.

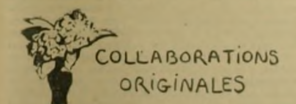
D'ailleurs, le sanatorium ne peut pas être une prison; on peut en sortir comme on veut. Il ne reste au fond, comme avantage du sanatorium, que l'éducation.

Mais est-il nécessaire que le malade aille faire un *stage* de quelques mois au sanatorium pour acquérir cette éducation? Comme le sanatorium a perdu beaucoup de sa valeur parmi les médecins, c'est cependant ce que réclament ses partisans pour donner au malade des *habitudes* qu'il ne perdra plus. Quant à moi, j'estime que cette éducation peut être donnée par tout médecin traitant assez consciencieux pour se donner la peine de régler la vie de son malade sur un emploi du temps rationnel, et de lui expliquer en détail tout ce qu'il a à faire. C'est d'ailleurs la façon de traiter (*cure libre*) la plus communément employée en France : auprès d'Arcachon (Lalesque), sur les bords de la Méditerranée, etc. On peut l'appliquer partout, et la cure libre s'accorde avec la modicité des ressources (Brunon, en Normandie).

On pourra demander à quoi bon cette dissertation. Elle n'a d'intérêt que pour le riche ou tout au moins pour celui qui dispose de quelques ressources. Ces malades peuvent entrer dans un sanatorium fermé ou bien s'installer dans une villégiature avec tout le confort nécessaire et réaliser les conditions du sanatorium sans avoir besoin de s'enfermer avec d'autres malades. Mais pour les ouvriers tuberculeux, si nombreux, que peuvent-ils faire? Ils seront très heureux de trouver dans les sanatoriums les soins nécessaires, le repos, le grand air qu'ils sont incapables de se procurer eux-mêmes.

C'est ce que nous allons examiner.

(*A suivre.*) M. PIERROT.



PLEHWE

Des cinq ou six hommes d'Etat de grande envergure qui affligèrent ces dernières années le monde de leur activité hors ligne, le plus puissant était, sans contestation possible, Sa Haute Excellence le secrétaire d'Etat, ministre de l'Intérieur, et secrétaire pour la Finlande, W. von Plehwe. C'est peut-être pour cela qu'il était le moins connu. La raison n'en est pas, comme on pourrait le penser, la claustration à peu près absolue à laquelle s'astreignait le potentat de la Fontanka, soit dans sa demeure environnée d'une triple muraille d'agents de la sûreté, soit dans son bureau qui était une forteresse plus inexpugnable que Port-Arthur, soit dans sa voiture blindée qui lui enleva, jusqu'à la minute fatale de la bombe, l'angoisse des sorties obligatoires, et qui avait été payée sur les fonds spéciaux affectés à « la sûreté de l'empire ».

Non. La sûreté de l'empire étant la sûreté de M. de Plehwe, il était de toute évidence que l'homme dût paraître aussi mystérieux que le système. C'est le propre des grands hommes que d'être incompris. Ils subissent autrement que le commun des mortels le fardeau de leurs actes. On les juge non pas d'après ce qu'ils font, mais d'après ce que la foule éprouve en les sentant agir. On fait fi de leurs principes, pour se rabattre mesquinement sur les sensations, pour eux négligeables, de ceux qui souffrent de la mise en vigueur de leurs vastes et inébranlables idées. Ainsi se faisait-il que M. de Plehwe était méconnu, comme Erostrate, comme Torquemada, et comme Ravachol. C'est regrettable. Car enfin, puisque Nietzsche a analysé, d'une façon générale, la psychologie du grand homme, et qu'il a dénoncé Napoléon comme étant une synthèse du surhumain et de l'inhumain, on peut se demander pourquoi M. de Plehwe, ayant été incontestablement, de par sa puissance et ses actes dépourvus de toute considération simplement humaine, un grand homme, l'on ne l'assimilerait pas à ces synthèses magnifiques et horribles qui surgissent dans les malsains marécages des civilisations complètes, tels les tigres dans les jungles surchauffées.

Il eût suffi cependant d'analyser la moustache de cet Allemand ultra-russe, pour percer le secret de son système ultra-humain. Il en était d'elle comme de sa mentalité : nietzschéenne à la racine pour aboutir à ce qu'on est accoutumé d'observer chez les sous-officiers de gendarmerie allemands.

Plehwe était tout à fait un professeur de philosophie tel qu'on en voit dans les universités allemandes. A cette seule différence près, que le métier, ou le manque de moyens extra-universitaires, empêche de la façon la plus absolue et la plus heureuse les professeurs de philosophie de mettre leurs principes en pratique, tandis que l'homme qui était devenu grand par le sang de son père adoptif (1) d'abord, de son empereur ensuite, et enfin des Juifs, des Finlandais, des Arméniens, des dissidents et de l'élite intellectuelle de la race qu'il dominait, mais à laquelle il n'appartenait pas, tandis que l'homme, dis-je, qui était devenu un grand homme d'Etat, avait eu le bonheur — et le malheur pour tout autre que lui — de pouvoir rechercher la valeur de ses principes en les appliquant à la vie des foules.

Or, c'est le propre du professeur de philosophie allemand d'approfondir les problèmes tant et si bien qu'il ne se rappelle plus du tout qu'il existe une surface où nous vivons, et où, en somme, il vit aussi lui-même. Ces monomanes ont supprimé Schopenhauer et suppriment encore Nietzsche pour l'unique raison que ceux-ci ont éclairci ce qui se passe à la surface de notre vie psychique que les autres négligent, soit qu'ils la croient trop peu profonde, soit qu'en raison de sa complexité, ils n'y aient jamais rien compris. Ces fous s'obstinent à rechercher l'absolu. Mais s'ils sont très inoffensifs aussi longtemps qu'ils ne font que des livres et qu'ils ne touchent que des appointements, ils deviennent semblables au Napoléon de Nietzsche aussitôt qu'ils font des lois et qu'ils touchent au genre de vie d'autrui.

Tel était le cas de M. de Plehwe.

En face de cette figure, en vérité, on ne saurait, si l'on n'est qu'un homme normal, que se sentir infiniment petit. « C'est l'homme qui veut des choses terribles avec tranquillité », a écrit récemment un journaliste enthousiasmé qui a eu l'honneur d'entendre de la bouche même du philosophe la preuve probante, irréfutable, puisque fournie selon le plus pur mode dialectique de Hegel, que l'évacuation totale de Mandchourie sous les coups japonais constituera la véritable et définitive victoire de la Russie. En effet, en disant cela, cet homme, ce philosophe, ce dialecticien, ce hégélien, avait « voulu une chose terrible avec tranquillité ». L'avait-il voulu seulement ? Pas du tout. Il avait voulu *se le prouver* à lui et à son interlocuteur. Et c'est à cela que tenait toute l'activité psychique de l'homme hégélien. Et comme chez ces êtres, qui devraient figurer chez un Barnum psychologique, *l'activité pratique découle* malheureusement autant que possible des mouvements psychiques, il n'était pas étonnant du tout d'observer chez un individu nanti de la plus grande puissance pratique, des mesures administratives inspirées par le simple désir impérieux de voir le principe « profond » en concordance complète avec la réalité à la surface, c'est-à-dire dans la vie.

Sans connaître cette particularité des vrais hégéliens, il est impossible de comprendre le grandiose phénomène de l'extra-humanité plehwéenne. Sans connaître les qualités de l'atmosphère, comprend-on le phénomène, quelque analogue, des cyclones d'Extrême-Orient?

Or, comme les cyclones marchent et renversent tout selon les rigides lois des pressions barométriques, ainsi Plehwe marchait et écrasait tout selon les rigides lois de la logique. Car dans un cas comme dans l'autre, le principe est immuable. Il ne change pas. C'est l'Absolu. C'est fixé. C'est vrai. Alors que voulez-vous? On sacrifie tout à la vérité. Son père, les Juifs, les Arméniens, les Finlandais, les intellectuels. Sauf, toutefois, soi-même.

Si, comme dans l'âme allemande de Plehwe, et par un curieux phénomène d'abnégation raciale, l'absolu était d'une part l'autocratie russe, d'autre part l'autocratie au service de Plehwe, il semble que tout s'explique. Hegel a bien dit, avec sa raison absolue, que, pour se marier, point n'est besoin d'amour, parce que plus tard (et le divorce n'existant pas) il faut bien finir par s'arranger. Plehwe n'aurait-il pas dit, fort de son *absolu* personnel que, pour gouverner, point n'était besoin de connaître la vie, parce que plus tard (et la police existant) il aurait bien fallu finir par se soumettre à son principe?

Voilà tout. Il faut avoir vu cet homme aux grosses paupières gonflées de férocité sournoise; aux yeux de vipère, mornes, immobiles, vitrifiés, mais qui n'attendaient, comme leur porteur, qu'un moment où l'adversaire était sans défense pour darder de sinistres éclairs de courage facile et de triomphe sans honneur; à la tête de chat-géant, aux cheveux gris qui se dressaient, d'horreur sans doute d'avoir pour terrain nourricier un tel crâne, trop rond, trop beau, et qui fera le désespoir de Lombroso et de Nordau, parce qu'aucun des stigmates du criminel-né ne s'y montrait extérieurement; aux bras trop courts pour frapper, mais assez longs pour signer dans le clair-obscur de son cabinet; au torse énorme, hypertrophié comme le territoire dont il symbolisait l'administration; il faut avoir connu cette voix cassante, cette voix de sous-officier qui proférait des dogmes, cette voix qui affectait de prononcer des certitudes absolues en phrases définitives : non pas des certitudes de fait, mais des certitudes logiques, certitudes de sa logique à lui; et alors on saisit que tout ce que cet homme a fait, il l'a fait pour faire paraître ces certitudes logiques comme faits réels dans la vie. Tout ce que médita, exécuta, imagina cet homme, doit avoir eu sa source immanente, profonde, trop profonde pour son intellectualité pétrifiée, dans la peur de se tromper, dans l'angoisse de voir la vie démentir son dogme, dans l'inconjurable désespoir de sentir qu'au premier démenti irréfutable à son principe de l'autocratie russe dirigée par Plehwe, Plehwe s'écroulerait. Et pour prévenir cette catastrophe intérieure et extérieure, pour cacher ses craintes et tourments, pour s'anesthésier lui et son entourage, et même ses ennemis, il renforça l'illusion de la vérité de sa grandeur par la surenchère.

Tel fut Plehwe, synthèse de Nietzche et du sous-officier.

ALEXANDRE ULAR.

(*L'Européen*, 30 juillet.)

(1) Qu'il dénonça comme patriote polonais, et fit pendre.

M. von Plehwe, *ministre des affaires intérieures de Russie, était la vraie personnification du tsarisme et du régime de l'autocratie, de la police, de la violence et du terrorisme de gouvernement.*

Encore plus que Bobrikoff peut-être, von Plehwe est responsable de la lamentable situation en Finlande.

Quand le gouvernement introduit l'anarchie et force les habitants à défendre les lois et les institutions contre le gouvernement, alors il n'est plus étonnant que certains hommes soient fatalement poussés à cette conclusion, que le terrorisme d'en haut peut seulement être combattu par le terrorisme d'en bas.

Quand des bourgeois, sur lesquels on ne peut rien dire, et parmi eux les hommes les plus distingués du pays, sont arrêtés, mis hors du pays, déportés,

sans qu'on prenne seulement la peine de leur dire de quoi on les accuse, est-il étonnant alors qu'il y ait des personnes qui se lèvent, et qui elles aussi se mettent au-dessus de la loi? Von Plehwe était comme l'âme de cette politique de terreur, et ses méthodes politiques se distinguaient par une méconnaissance totale de tous les droits humains et par l'élévation du mensonge au rang d'un principe.

Combien Plehwe était haï, on le comprendra, en lisant ce que Konni Zilliacus écrivait dans l'*Européen* de dimanche dernier, dans une lettre ouverte à M. W. von Plehwe, à l'occasion de l'assassinat de Bobrikoff:

« Et vous mentez, Monsieur von Plehwe, vous aussi bien que les créatures du Sénat finlandais, quand vous dites et faites dire que le peuple en Finlande *hait* le crime, car vous savez que depuis longtemps chacun en Finlande désirait la mort du bourreau, *aussi ardemment* qu'on désire votre mort *en Russie et ailleurs.* »

Et l'*Européen* n'est pas la première feuille venue; elle est sous la rédaction en chef de Bjornstjerne Bjorson, J. Novicow, Nicolas Salmeron et Charles Seignobos, des hommes connus dans l'Europe entière.

Quatre jours après qu'on a écrit cet article, von Plehwe est un cadavre!

Si le crime est horrible, horrible est aussi le régime du gouvernement russe qui attire ces crimes.

Incapable de vaincre l'ennemi en campagne, le régime du gouvernement russe est seulement bon pour opprimer les peuples, pour exterminer des tribus, pour tenir toute la population dans l'ignorance et pour la tenir pincée sous le knout. Et c'est pour cela qu'on ne nous convaincra jamais que ces hommes représentent la civilisation en Extrême-Orient.

***

W. K. von Plehwe, en réalité conseiller secret et secrétaire d'Etat, membre du comité des ministres, était depuis l'année dernière chargé du portefeuille des affaires intérieures.

Ainsi il avait entre ses mains la police de l'empire du tsar et il devenait un des plus puissants personnages de gouvernement en Russie.

Ayant commencé sa carrière comme secrétaire d'Etat pour la Finlande, il fit dans le temps des assurances et des déclarations, qui firent espérer beaucoup pour un esprit éclairé.

Il est prouvé maintenant que ses déclarations d'alors n'étaient que de la poudre aux yeux.

Car enfin, sous von Plehwe, le régime du « grand nettoyage », d'arrestations en masse, a été plus prospère que jamais.

Est-ce que le tsar est son complice? Ou est-ce que le tsar est la victime de son entourage? Il est certain qu'après la guerre, qui est fatalement perdue pour la Russie, il se passera des choses que le monde verra avec stupéfaction.

La guerre ne sera rien en comparaison du drame qu'on verra en Russie et qui est suspendu dans l'air.

(Traduit de *Het Handelsblad*, journal catholique d'Anvers, du 28 juillet 1904.)

A NOS AMIS DESSINATEURS

Quelques explications à ceux qui voudront bien nous envoyer des dessins pour vignettes.

1° *On peut les faire de n'importe quelle grandeur, pourvu que l'on tienne compte des proportions, afin qu'à la réduction ils donnent les dimensions exactes en largeur et hauteur.*

2° *Prière de ne pas les faire trop haut, afin qu'ils n'empiètent pas trop sur le texte et restent ce qu'ils doivent être, de simples cabochons.*

3° Détail important : *Dessiner au trait, cela vient mieux à l'impression dans le texte et ça coûte moins cher à reproduire.*

4° *Ils peuvent être satiriques, humoristiques, sérieux, n'importe. Mais qu'ils aient un véritable caractère artistique.*

5° *En dehors des rubriques, on peut nous en envoyer sans titre, pour que nous puissions les adapter, selon les circonstances, à des articles différents.*



MOUVEMENT SOCIAL

La cour d'assises de la Seine-Inférieure vient de condamner Yvetot à trois mois de prison et 100 francs d'amende, pour « outrages à l'armée » dans des conférences faites à Darnétal et à Sotteville, lors des grèves de l'industrie textile.

Ce délit d'« outrage à l'armée » est étrange. L'armée, ce n'est ni plus ni moins qu'une institution. Outrager l'armée, c'est comme qui dirait outrager l'Université, la Diplomatie, les Tabacs, ou encore l'Enregistrement, le Domaine et le Timbre. Pourquoi l'armée serait-elle plus sacro-sainte que l'enregistrement, le domaine et le timbre? Notre administration est tous les jours bafouée, nos manufactures nationales sont tous les jours vilipendées, et pourtant je ne vois jamais personne de poursuivi pour le délit d'« outrages aux Tabacs ».

Est-ce que vraiment Yvetot a outragé l'armée tout entière? J'ai peine à le croire. Cela m'étonnerait qu'il eût outragé les simples soldats malmenés et *outragés* par leurs chefs, injustement condamnés par les conseils de guerre, torturés dans les bagnes disciplinaires. Qu'a-t-il donc outragé? Probablement les chefs. Hé! il faudrait le dire, et remplacer l'expression jésuitique « outrages à l'armée » par celle plus explicite d'« outrages aux officiers ». Mais aux yeux des magistrats, le corps des officiers constitue toute l'armée; les soldats ne comptent pas.

Les anticléricaux outragent tous les jours, dans leurs discours et dans leurs journaux, souvent même très grossièrement, une classe de citoyens qui sont des fonctionnaires au même titre que les officiers, et qui représentent comme eux une institution d'Etat. Cependant voit-on jamais le délit d'« outrages à la Religion, à l'Eglise, ou au Clergé »?

Les officiers nous embêtent. Qu'ils se résignent à être des citoyens comme les autres, et à voir critiquer leurs actes et leur fonction. Toutes les institutions doivent être critiquables, jusqu'à l'outrage inclusivement, ou alors il n'y a pas de critique possible. Le droit de critique est entier, ou il n'est pas. S'il est entier, il suppose le droit de dire des choses fausses, injustes, outrageantes. Une critique meilleure dévoilera les erreurs de la mauvaise critique. C'est le seul remède. Que la loi punisse l'outrage aux individus, passe encore, car, là, il y a un dommage commis contre quelqu'un; mais l'outrage aux institutions, aux collectivités, aux abstractions? C'est absurde.

***

Au sortir du régiment où on lui avait inculqué les lois de l'honneur, un jeune homme apprit que sa sœur avait quitté la maison paternelle pour se lancer dans la prostitution. Il se mit à sa recherche, la rencontra, la réprimanda, et, sur son refus de rentrer à la maison, la tua d'un coup de couteau solidement planté dans la poitrine.

Je n'examine même pas si la jeune fille avait quelque raison de fuir ses parents et de choisir la prostitution comme moyen d'existence. Je suppose qu'elle avait tous les torts. Il n'en reste pas moins que l'acte du frère est un peu expéditif. Comment l'expliquer?

Par la manie que tant de gens ont de vouloir imposer aux autres leur morale, leur conception de la vie; par le préjugé de l'honneur, que le sang versé est censé racheter; par l'idée antique de la famille où le père ou ses représentants ont droit de vie et de mort sur les enfants fautifs; par le vieil instinct d'autorité qui pousse à tuer plutôt que de n'être pas obéi, afin d'avoir le dernier mot; par le goût de la brutalité naturel à tous les êtres vivants et renforcé par l'éducation de caserne; par l'ignorance des lois physiologiques et sociales, qui nous montrent les individus irresponsables de leurs actes et nous les font plaindre et pardonner, non blâmer et punir; par ce manque absolu de respect envers le bonheur et la liberté d'autrui, qui est si répandu; par cette croyance si répandue aussi, qu'un être peut se faire juge d'un autre être.

Tu as voulu laver l'honneur de ta famille, ô imbécile? Ta famille ne comptait qu'une prostituée; à présent, elle compte une prostituée et un assassin. Voilà tout ce qu'elle a gagné à ton acte de brute et de fou.

R. Ch.

Mouvement ouvrier. — M'est avis que la *Jeunesse Syndicaliste* de Paris a été bien inspirée en organisant la controverse Greffuelhes-Keufer sur les deux tendances du mouvement syndical, ou, qui mieux est, du mouvement ouvrier en général. Je préfère beaucoup pour ma part ce genre de réunions à celles organisées parfois sans rime, ni raison, où de prétendus orateurs oublient de venir ou de parler de leur sujet et où quelques braillards nuisent beaucoup plus qu'ils ne servent aux idées qu'ils ont la prétention d'exposer ou de défendre. Là, au moins, la réunion avait un but, et celui-ci a été en partie rempli.

Il est à regretter cependant que les organisateurs n'aient pas fait commencer la réunion plus tôt, ce qui a empêché de part et d'autre les répliques qui auraient été nécessaires pour éclaircir le débat.

A Greffuelhes avait échu la tâche de parler le premier; absorbé par son sujet, peut-être s'est-il laissé un peu trop entraîner.

Greffuelhes estime qu'en société capitaliste le groupement des travailleurs est une nécessité inéluctable, c'est le seul moyen qu'ils ont pour pouvoir résister avec quelque chance de succès à leurs employeurs.

En société capitaliste, ces groupements — les syndicats, les fédérations, etc., — doivent servir à leurs adhérents non seulement à résister à l'avidité des employeurs, mais à essayer de leur arracher chaque jour davantage, et ce en dehors de toute ingérence étrangère, soit venant d'un parti politique quelconque, soit émanant de l'Etat bourgeois: en un mot, le groupement des ouvriers doit se suffire à lui-même.

Ce premier postulat posé, Greffuelhes en pose un second.

Les syndicats ouvriers, dit-il, en même temps qu'ils doivent toujours chercher à obtenir de meilleures conditions de travail pour leurs membres, doivent tendre à ce que ces améliorations se fassent toujours au détriment du patronat, et non à celui du consommateur, sans cela la situation reste la même, puisque le producteur est en même temps consommateur. Enfin, l'on ne doit jamais perdre de vue que le syndicalisme comme il l'entend, se pose comme ayant des fins révolutionnaires, car il doit poursuivre la disparition du salariat et l'établissement d'une société — qu'il ne définit pas — d'où l'exploitation de l'homme par l'homme sera bannie.

Ces points posés — et c'était là, je crois, la vraie question — il a exposé comment cela devait se traduire dans la lutte journalière, en critiquant longuement toutes les tentatives qui ont pour but de détourner de cette voie le mouvement ouvrier, et principalement celles venant de la part de l'Etat bourgeois qui cherche, avec l'aide des adversaires du syndicalisme révolutionnaire, à accaparer le mouvement ou tout au moins à le détourner.

Dans cet ordre d'idées, dit-il, est la création du « Conseil supérieur du travail », des conseils du travail, qui — il parvient facilement à le démontrer — n'ont rien produit. Dans l'avenir, cette tentative d'ôter au mouvement syndical son caractère révolutionnaire sera poursuivi. Le projet de loi sur « l'arbitrage en cas de grève » ne vise pas d'autre but, d'autres projets du même ordre, ajoute-t-il, ont les mêmes raisons d'être.

En passant, Greffuelhes affirme l'utilité de la grève, même partielle, comme moyen d'éducation et prouve, chiffres en mains, qu'elles produisent des résultats pour les travailleurs. Il montre ensuite comment, à la grève par atelier, ont fait place des grèves plus étendues, englobant soit tous les travailleurs d'une même ville ou tous ceux d'une même corporation et termine par un rapide exposé de la grève générale.

En passant, Greffuelhes avait démontré l'utilité de la propagande antimilitariste et quelque peu fouaillé l'idée de patrie.

Telle est, fortement résumée, la thèse générale soutenue par le premier orateur.

Il était déjà un peu tard lorsque Keufer fut appelé à prendre la parole et j'avoue que, si je n'ai pas eu de mal à résumer les idées de Greffuelhes, que je partage absolument, j'éprouve une plus grande difficulté à résumer le discours de Keufer; et j'ai été en tous points déçu, ainsi que beaucoup d'autres, en entendant le chef incontesté du syndicalisme réformiste.

Tout en s'abstenant de faire une quelconque profession de foi, Keufer a débuté en rendant hommage aux efforts du parti socialiste et reproché aux communistes-anarchistes de n'avoir pas toujours été syndicalistes, puis il s'est passablement étendu sur l'utilité des syndicats, des fédérations et des Bourses du travail. Se défendant d'avoir jamais fait appel aux politiciens dans sa corporation, il croit cependant qu'il n'est pas possible que les syndicats se désintéressent de l'action politique. Non pas qu'il en attende monts et merveilles, bien au contraire, mais parce que l'on ne peut faire autrement. Il y a, ajoute-t-il, des lois qui ont été largement utiles aux travailleurs, telle la loi sur les accidents du travail ou celle sur la durée du travail des femmes et des enfants dans l'industrie, — je crois avoir démontré à maintes reprises combien cette affirmation est inexacte. — Parlant du Conseil du travail où, dit-il, il n'est que le « délégué » de sa corporation, tout en ne se faisant pas plus d'illusion qu'il ne faut, il pense que cette institution peut rendre des services aux travailleurs; de même les conseils du travail « chargés d'établir les tableaux des conditions du travail dans leur région respective ».

Il reproche ensuite aux anarchistes — et y revient à plusieurs reprises — et aux partisans de l'action directe, d'avoir parfois employé les mêmes moyens que les réformistes et il cite le cas d'Hennebont où un révolutionnaire a transigé ayant obtenu 0 fr. 25 d'augmentation, alors que les travailleurs réclamaient primitivement 0 fr. 50. Keufer n'admet pas que des révolutionnaires transigent en quoi que ce soit.

Parlant ensuite des grèves, il les croit utiles parfois, mais l'on doit autant que possible les éviter. Greffuelhes avait dit que de fortes caisses n'étaient pas toujours nécessaires et qu'en Angleterre et en Allemagne, malgré les sommes énormes dépensées pour les grèves, les cas de réussite étaient encore moins fréquents. Keufer pense, au contraire, qu'elles sont indispensables pour aider aux travailleurs à résister plus longtemps.

Quant aux fins de son syndicalisme, Keufer a oublié absolument de nous en parler. Son idéal semblerait être un salariat fortement amélioré par une entente constante, une sorte de collaboration entre les employeurs et les employés. Autant Greffuelhes m'a semblé net, autant Keufer a semblé éviter de se prononcer carrément.

Pour terminer, Keufer, en positiviste parfait, a affirmé son dédain de l'action révolutionnaire, il ne pense pas — et c'est là une affirmation bien osée — que la force crée quelque chose de stable. Pour étayer son argumentation, il a fait appel au témoignage des anarchistes qui, a-t-il dit, estiment qu'il est nécessaire que les individus soient fortement éduqués et sachent bien ce qu'ils veulent pour pouvoir transformer la société sans qu'il y ait à craindre un revirement; mais il a omis de dire que les anarchistes ne nient pas pour cela l'utilité de la force.

Il était tard lorsque Keufer termina, et malheureusement la controverse, qui aurait certainement pu être intéressante pour tous, ne put avoir lieu.

Voilà, fortement résumées, les grandes lignes de l'argumentation des deux orateurs.

*
* *

A Cluses, la situation reste sensiblement la même et les patrons, qui se rendent compte qu'ils ont une grosse part de responsabilité dans ce qui est arrivé, essaient d'occuper le plus possible les ouvriers de l'usine Crettiez.

Quant aux quatre fils Crettiez, ils sont toujours en prison et rien n'a encore transpiré de l'instruction ouverte contre eux; *par contre*, leur ami l'ingénieur Veillet a été mis en liberté sous caution. *Lui*, n'aurait pas tiré; il se contentait sans doute de charger les fusils.

Une instruction est ouverte contre les auteurs « inconnus » de l'incendie de l'usine, mais jusqu'à présent aucune arrestation n'a été faite à ce sujet. Du reste, les ouvriers ont décidé qu'en cas d'arrestations la grève serait à nouveau déclarée.

A Dunkerque, grève des inscrits maritimes qui réclament une augmentation de salaires et la diminution des heures de travail en mer et dans les ports.

Les grévistes ont organisé des manifestations et ont parcouru en groupe les bassins et ont réussi à amener à faire cause commune avec eux les quelques marins qui étaient restés à leur bord.

Les lamaneurs grévistes, pour empêcher quelques-uns des leurs, qui jouissent de certains privilèges qui leur sont accordés par des compagnies particulières de navigation, de sortir du port, ont enlevé et caché leurs canots.

Deux escadrons de chasseurs à cheval et un bataillon du 8e de ligne sont arrivés à Dunkerque, des incidents sont donc à prévoir.

D'un autre côté, les inscrits maritimes ont reçu des encouragements de leurs camarades des autres ports, Le Havre et Marseille entre autres.

Soumise à un referendum, la résistance jusqu'à complète satisfaction a été décidée par 221 voix contre 14.

P. Delesalle.

Etats-Unis.

La « Western Federation of Miners » et le mouvement ouvrier dans l'Ouest des Etats-Unis. — En 1892, les mineurs métallurgiques de l'Ouest se sont dégoûtés des agissements jésuitiques de l' « United Mine Workers » dont le grand exploiteur Hanna était pratiquement le patron et dont le président actuel, John Mitchell, est l'enfant recommandé du feu chef de la bande républicaine; voilà pourquoi les mineurs de houillères, dans les Etats-Unis, sont toujours roulés dans les grands prix.

En 1893, ils organisèrent la « Western Federation of Miners », se détachant de l' « United Mine Workers », mais ils sont restés affiliés à l' « American Federation of Labor » dont Gompers est le président. Mais le conservatisme de cette organisation centrale les ayant dégoûtés, ils s'en détachèrent en 1895, et se joignirent à l' « American Labor Union », Fédération des unions socialistes à Butte City, Montana.

La grève de 1895 fut violente, et les mineurs obtinrent les fameuses huit heures de travail, en escoffiant une demi-douzaine de managers des mines, se faisant ainsi respecter dans tous les Etats des Montagnes Rocheuses.

Donc, la guerre présente a commencé depuis que les mineurs ont donné la main aux fondeurs de métaux et autres ouvriers des établissements métallurgiques. Le principe de solidarité est la cause du conflit : les mineurs voulaient les huit heures « légales » pour toutes les industries, 40.000 votes de majorité ont exprimé cela, il y a deux ans, mais les capitalistes en ont décrété différemment et la fameuse loi est tombée dans l'eau, les législateurs se moquant des lois autant que des électeurs, mais ils ne s'attendaient pas à la *complète non-résistance* de la W. F. of M., nouvelle tactique.

Le premier coup fut porté aux Idaho Springs, dont on avait dynamité le transformateur. La machinerie fut démantibulée et trois ouvriers furent trouvés morts.

Sans aucune gêne, on accusa des camarades actifs unionistes de la W. F. of M., on fit trois procès distincts contre les membres de l'union locale, mais — fiasco complet pour l' « Alliance des citoyens ».

Le second coup fut préparé par un nommé Bekman, detective, qui se fit recevoir membre de la Fédération dans l'Etat d'Utah.

Il avait payé 500 dollars à un autre copain du même calibre pour faire dérailler un train de jaunes à Cripple Creek; les membres de l'union locale furent arrêtés et persécutés; mais ils purent démontrer et prouver que Bekman et Mc Kiney étaient à la solde des patrons des mines, et que l'affaire était arrangée de longue main; donc — fiasco.

Quand le gouverneur Peabody eut déclaré pour la première fois l'état de siège à Cripple Creek, sa façon d'agir fut hésitante, parce que le sherif Robertson avait le droit légal d'armer les mineurs et faire fusiller la bande armée à l'entrée de Teller County; mais ce jeanfoutre ne le fit pas. Depuis cette date nous enregistrons toute la sauvagerie de la « milice ». John Glover, ex-député, fut le *seul* à protester à main armée contre l'invasion des soudards galonnés.

Il faut que je remarque ici qu'il n'y a *pas un seul membre de la W. F. of M.* qui soit condamné, par la cour civile ou militaire, pour rébellion contre les autorités; donc, toute la violence vient de la part des autorités exécutives et de « l'Alliance des citoyens », qui emprisonnent arbitrairement les unions ayant adopté la non-résistance.

La position révolutionnaire est donc celle-ci : tout le brigandage est opéré par l' « Alliance des citoyens », et le gouvernement despote, dans le but de détruire la W. F. of M. par tous les moyens. De notre part : droit constitutionnel et soumission à la dictature de la fichue loi.

Eh bien, tous les particuliers qui sont outragés portent des plaintes contre l'arbitraire; ainsi il y a des procès contre Peabody, pour près de 3 millions de dollars pour dommages et intérêts, pour emprisonnements arbitraires, voies de fait, etc.

Il ne peut pas y avoir d'équivoque : ou bien nous avons une garantie constitutionnelle, ou nous n'en avons pas. Certainement les politiciens chercheront à accommoder et rafistoler, mais tout cela ne sert qu'à prolonger notre temps d'éducation dans le sens du socialisme intégral et libertaire.

Quatre mineurs de la W. F. of M. et deux membres de l' « Union des employés de magasins » étaient déportés à Teller County. Deux d'entre eux obtinrent des passeports du commandant Bell, pour se rendre à Denver. De là ils voulurent retourner à Cripple Creek pour arranger leurs affaires, et ensuite décamper pour toujours de ce triste pays.

Aussitôt arrivés à Cripple Creek, ils furent arrêtés pendant la nuit, et il leur fut ordonné de quitter la ville illico, en compagnie de deux sergots. Lorsqu'ils furent arrivés aux dernières maisons, l'un des sergots fit flamber des allumettes, et bientôt ils furent face à face avec la bande de l' « Alliance des citoyens ». Les sergots se retirèrent; les déportés furent fouettés l'un après l'autre et « soulagés » des diamants, montres, chaînes, bagues, et de 200 dollars de monnaie qu'ils possédaient. Ils furent menacés de pendaison s'ils se risquaient à retourner à Cripple Creek.

Les viols de femmes et de filles ne se comptent plus. Le gouverneur appelle cela « la loi et l'ordre ».

Il y avait quatre représentants de l' « American Federation of Labor », lors de la dernière convention de la W. F. of M., où on nous invita à rejoindre cette organisation qui compte à présent près de 2 millions 500.000 membres, et est prête à accepter notre radicalisme. Moi, j'ai rappelé la bonne tactique de la W. F. of M., qui voulait organiser la grève générale de tous les mineurs, lors de la grève de l'hiver passé, et que le traître Mitchell n'a pas voulu accepter.

J'ai proposé une entente directe, dans le but d'organiser la grève générale : prise de possession des moyens de production, de distributions et communications. Un autre camarade avait proposé que la commission exécutive de la W. F. of M. rédigeât un appel aux « comités » des organisations nationales et internationales, en vue d'une entente générale du travail, but et moyens à suivre dans l'Amérique du Nord. La proposition fut acceptée à une grande majorité.

La semaine dernière, la « Chicago Federation of Labor » avait proposé que chaque union, à travers l'Amérique, envoyât deux représentants à Victor, Col. pour faire une protestation en masse contre le despotisme, le 25 août.

Au mois de décembre passé, l' « Alliance des citoyens » de Pueblo avait hurlé et cherché le président Moyer pour le pendre; aujourd'hui je fais partie du comité en train de préparer une démonstration monstre de solidarité avec les membres de la W. F. of M., et nous y avons invité Moyer et Haywood.

Le dernier attentat, celui de Independence, était si mal dirigé, que les propriétaires de mines, malgré toute leur envie, n'ont rien risqué pour le mettre à la charge de Moyer.

Le procès sur l'explosion du Vindicator a fait fiasco déjà une fois. A présent Moyer est tenu sous une caution de 10.000 dollars, comme en étant l'auteur. Il était à Denver lors de l'explosion.

Il ne nous manque ni argent, ni armes, pas plus que le courage, mais le défaut de tactique anarchiste fait hésiter l'action; nous pouvons très facilement fusiller ou pendre toute la bande à Peabody, mais Roosevelt va alors envoyer la troupe régulière; donc, guerre civile, ou bien nous pouvons entreprendre la résistance armée quand nous serons compris par les travailleurs, organisés ou non, par tous les souffre-douleur. En attendant, il faut bien tourner la salade dans l'huile, sel, moutarde, poivre, etc.

Au mois de septembre nous aurons ici, à Pueblo, la convention de la « State Federation of Labor », dont je suis délégué-organisateur de la part du « Trades Assembly » de Pueblo. J'aurais encore l'opportunité pour montrer aux délégués que la politique nous tue, et qu'il faudrait s'habituer à l'action directe, ne pas discuter le prix de notre esclavage, mais chercher à nous en approprier le produit.

Les capitalistes nous poussent à l'extrême, et,

seulement par les moyens extrêmes, nous pourrons organiser la société libertaire que les opprimés désirent. Donc, à l'œuvre, camarades, à travers les États-Unis!

A. Klemencic.

Uruguay.

Le mouvement anarchiste dans la République de l'Uruguay est réduit exclusivement à Montevideo, capitale de la nation. Ainsi que dans presque toutes les nations sud-américaines, la capitale renferme une très grande proportion des habitants du pays; telle l'Argentine qui, en ce qui concerne la population, a été qualifiée par un journaliste italien dont la campagne contre ce pays fit beaucoup de bruit naguère, de « corps de nain avec tête de géant ».

L'énorme disproportion des habitants de la ville avec ceux de la campagne, amène comme conséquence une énorme agglomération de parasites intermédiaires qui, aux dépens de l'ouvrier, exploitent les produits du pays et ceux importés de l'extérieur, enchérissant ainsi les prix de tous les articles de première nécessité, et même ceux que fournit en abondance un sol fécond en végétation, très riche en bétail et on ne peut mieux approprié pour que le bras de l'homme fasse jaillir de son sein les plus opulentes et fabuleuses richesses.

Malgré tout cela, la misère a plongé ses racines ici, et la classe déshéritée, à l'instar de celle des pays d'Europe, est enfouie dans l'ignorance et la pauvreté. Innombrables sont les « conventillos », maisons de location immondes, fétides, mal peintes et plus mal construites dans lesquelles, moyennant un loyer très cher qui absorbe, en moyenne, le quart du salaire d'un ouvrier, l'on obtient une habitation étroite et sale où s'entassent quatre, cinq et jusqu'à huit personnes.

L'Uruguay est le pays de la viande, et cependant la viande est très chère; c'est le pays du blé, et cependant le pain coûte aussi cher qu'en Europe. Enfin, tous les produits de première nécessité se vendent à des prix fabuleux...

Dans ces conditions, il est facile de juger quel peut être l'état social de ce pays. En ce qui concerne la campagne, l'on peut affirmer sans exagération qu'elle est encore à l'état de barbarie et qu'il y règne une misère épouvantable.

Dans une république comme l'Uruguay, si petite, et où fourmillent d'innombrables troupeaux de bœufs, de chevaux, de moutons, les travailleurs des champs (tous sont pasteurs) ne possèdent rien. Le « gaucho » (c'est ainsi que l'on appelle l'homme des champs) est misérable, sale, belliqueux, ignorant, sanguinaire... Dans peu de pays au monde la statistique de la criminalité est aussi élevée qu'en Argentine et ici. Détail éloquent : presque tous les crimes ont pour mobile le vol; l'abigéat (1) est le délit le plus commun en campagne, et il est surabondamment prouvé que sa cause réside dans l'horrible misère des *gauchos*.

Toutes les richesses en bestiaux sont accaparées par de riches *estancieros*, propriétaires d'*estancias*, immenses établissements de campagne où l'on élève le bétail. Ces *estancieros* sont en possession de tout, et en même temps que maîtres du capital ils sont encore maîtres de la vie et de la liberté des *gauchos*, car la plupart d'entre eux sont de petits caciques qui dirigent les élections et qui, comme soutiens du gouvernement, peuvent disposer à leur gré des citoyens...

Voilà donc quelles sont les *brillantes* perspectives qu'offrent les *merveilleux paradis* d'Amérique...

⁂

En ce pays qui, par suite de sa situation sur un point d'Amérique où afflue presque toute l'émigration européenne, reçoit tous les frémissements de la grande âme du vieux monde, les doctrines socialistes pénétrèrent dès que l'Internationale étendit ses bras vigoureux sur tout le globe. Cependant, c'est dans les dix dernières années que l'anarchisme surgit sur cette terre comme une plante superbe qui a donné de beaux et riches fruits.

Un phénomène très rare, et qui justifie la théorie des contrastes, c'est le suivant : en Uruguay, pays essentiellement politique, où les femmes même les plus humbles militent dans les partis *blanco* ou *colorado* (parti d'opposition et parti gouvernemental, également fanatiques et haineux), le socialisme politique est absolument inconnu, tandis que l'anarchisme a pris de si vastes proportions, que même la classe bourgeoise le voit à présent comme la chose la plus naturelle, sans s'épouvanter comme auparavant au seul mot d' « anarchiste ».

Et ce qui justifie davantage ce contraste, c'est que la majorité des anarchistes de l'Uruguay sont des jeunes gens nés dans le pays, qui, avec le plus d'enthousiasme et d'activité, luttent pour la propagande de nos idées.

Je crois que ce contraste a son explication dans ceci : les fils du pays sont d'un naturel excessivement belliqueux. Pour un rien, un parti prend les armes contre les soi-disant institutions, et la jeunesse enthousiaste se lance à la révolution, croyant qu'un changement de gouvernement peut transformer leur pays en paradis terrestre. Or, à la fin de la guerre, ces jeunes gens voient que tout reste dans le même état qu'avant et quelquefois pire; c'est alors que la plupart d'entre eux deviennent incrédules en politique. Par suite de la loi d'inertie, l'impulsion violente qui les avait lancés à la défense de la politique, les fait tomber vers l'extrême opposé pour renier celle-ci. C'est ainsi que beaucoup de camarades uruguayens sont venus grossir nos files.

Actuellement, à cause de la désastreuse guerre civile qui ensanglante la république, tous les jeunes gens sont sous les armes.

Les camarades, malgré cette situation et la grande misère qui règne, ne continuent pas moins de propager nos idées, soit en distribuant des manifestes et autres écrits antimilitaristes, soit en donnant des conférences, etc.

Nous espérons que, à la fin de la guerre, nos files seront extraordinairement augmentées par une grande quantité de crédules désormais détrompés et plongés dans la misère...

⁂

A Montevideo, la tendance qui domine dans le mouvement libertaire est antiorganisatrice. Cependant les groupements et sociétés d'ouvriers qui existent aujourd'hui ont été presque tous organisés par des camarades dont nous devons néanmoins reconnaître la sincérité et l'enthousiasme, bien qu'en ce sens ils agissent contrairement à notre manière de voir.

Par suite de cet esprit antiorganisateur, la propagande s'est décentralisée en s'étendant dans toutes les classes sociales, et a permis la création de groupes nombreux, qui, bien qu'ayant eu une courte durée, n'en ont pas moins fait beaucoup de propagande.

Le « Centro Internacional de Estudios Sociales » a huit années d'existence. Il possède une bibliothèque, un charmant petit théâtre et une grande salle de conférences. Ce centre a édité beaucoup d'opuscules anarchistes. Continuellement on y donne des conférences qui attirent un nombreux public.

⁂

Pour résumer, il y a à Montevideo un mouvement anarchiste vaste et enthousiaste, qui donnera un bon apport d'œuvres saines pour l'avenir.

Bien que ce mouvement, pour être formidable, manque d'unité d'action (laquelle n'exclut pas la diversité de tendances) et d'une conscience plus solide de son œuvre sociale, nous espérons avant peu le voir s'acheminer dans les voies qui mènent directement à la lutte féconde en résultats pratiques.

De ce coin éloigné d'Amérique, j'envoie aux camarades français un fraternel salut.

Lucrecio Espindolo.

Montevideo, le 24 juin 1904.

(1) Terme local, sans doute, qui vient du latin *abigere*, et qui veut dire : vol de bestiaux.

VIENT DE PARAITRE

Responsabilités, drame social en 4 actes, par J. Grave; 1 brochure chez Stock, franco 2 francs.

Le Livre d'Or des officiers français de 1789 à 1815, d'après leurs mémoires et souvenirs, par Henri Chapoutot, préface par J. Grave. Le titre est un peu long, mais il indique où l'auteur a puisé les faits qu'il présente. Édition des *Temps Nouveaux*, 1 vol. franco, 2 fr. 75.

Notre prochain supplément sera entièrement consacré à des articles sur l'" Éducation ".



LA SÉRIE ROUGE EN RUSSIE

Nous avons publié, le lendemain de l'assassinat de M. de Plehve, une nomenclature rapide, et simplement d'après nos premiers souvenirs, de quelques-uns des attentats politiques qui eurent lieu en Russie depuis vingt-cinq ans. Après des recherches, qui furent d'autant plus laborieuses que jamais pareil travail systématique n'a été établi, nous croyons pouvoir donner aujourd'hui, à titre purement documentaire, la liste aussi complète que possible de cette série rouge, sans toutefois y faire entrer les trop nombreux meurtres commis par les nihilistes sur les « espions » et les « traîtres ».

Nous ne rappelons également que pour mémoire les attentats contre le tsar Alexandre II, dus à Karakazoff, en 1866, et à Berezowski, en 1867, qui se produisit à Paris, pendant l'Exposition universelle. Ce sont là des « accidents du métier » de chef d'État, comme l'a dit l'infortuné roi Humbert, et ils n'ont rien à voir avec le mouvement terroriste russe qui fut inauguré, en 1878, par le coup de pistolet de la fameuse Vera Zassoulitch, surnommée la Charlotte Corday russe.

Le 5 février 1878, à Saint-Pétersbourg, le général Trepoff, grand-maître de la police, recevait des solliciteurs. Une jeune fille de vingt-cinq ans, venue sous prétexte de lui présenter elle aussi une requête, fit feu sur lui avec un petit pistolet de poche qu'elle avait sous sa mantille. La balle blessa grièvement le général, en mettant sa vie en grand danger. Mais il survécut à sa blessure. La jeune fille était Vera Zassoulitch, et elle était venue venger un condamné politique qui avait subi illégalement une punition corporelle ordonnée par le général. Jugée en cour d'assises, Vera Zassoulitch fut acquittée par le jury, ce qui produisit une grande sensation dans tous les milieux russes.

⁂

Voici maintenant, dans l'ordre chronologique, la série des attentats qui suivirent :

La 23 février 1878, donc quelques jours après, à Kieff, en plein jour, attentat d'Assinsky contre le procureur Kotliarevsky. L'assassin a réussi à s'enfuir.

Le 25 mai 1878, également à Kieff, dans l'une des rues les plus fréquentées, et tout près d'un poste de police, assassinat à coups de poignard du capitaine de gendarmerie Heyking. Le meurtrier est resté introuvable.

Le 16 août 1878, à Saint-Pétersbourg, le général Mezentseff, chef du corps de la gendarmerie et de la troisième section (police politique), tomba à son tour victime des nihilistes. Il avait reçu quelques jours auparavant sa « sentence de mort ».

Dans la nuit du 21 au 22 février 1879, à Kharkoff, fut tué le gouverneur de la province de Kharkoff, le prince Krapotkine, le propre frère du célèbre anarchiste Krapotkine (1). Un homme masqué tira sur lui au moment où le

(1) Erreur : Kropotkine n'avait qu'un frère, mort en exil, en Sibérie.

gouverneur sortait d'un bal. Cette fois encore, le coupable resta inconnu.

Le 7 mars 1879, à Odessa, le cadavre du colonel de gendarmerie Knoop fut trouvé chez lui avec un écriteau où l'on lut : « Par ordre du Comité exécutif révolutionnaire, il doit en être et en sera fait ainsi de tous les tyrans et de leus complices. »

Le 25 mars 1879, à Saint-Pétersbourg, attentat de Mirsky, qui échoua, contre le général Drenteln, successeur du général Mezentseff, tué comme chef de la troisième section et du corps de la gendarmerie.

Le 5 avril 1879, à Kieff, attentat contre le gouverneur de la ville, le comte Gartkoff.

Le 10 du même mois, à Arkhangel, le maître de la police Pietrovsky fut poignardé dans sa propre habitation. Sur le manche du poignard, qu'on avait laissé dans la blessure, était fixé un papier semblable à celui que nous avons déjà mentionné.

Le 14 avril 1879, attentat de Solovieff contre Alexandre II. Solovieff tira, à quelques pas de distance, deux coups d'un revolver de fort calibre, mais sans toucher le tsar. Un troisième coup dévia grâce à l'intervention d'un capitaine de gendarmerie, qui asséna sur le dos de l'agresseur un si violent coup de sabre que son arme en fut tordue. L'assassin vacilla, mais ne tomba pas, et fit feu pour la quatrième fois sur l'empereur; mais la balle alla frapper à la joue un garde du palais. Un cinquième coup partit et se perdit dans la foule. Enfin, Solovieff fut entouré et désarmé.

Le 30 novembre 1879, nouvel attentat contre Alexandre II, sur la ligne du chemin de fer de Lazovo-Sébastopol.

Le lendemain, le 1er décembre 1879, Hartmann tente de faire sauter, près de Moscou, le train impérial dans lequel Alexandre II continue son voyage.

Bientôt après, le 17 février 1880, explosion sous la salle à manger du palais d'Hiver, au moment où Alexandre II et la famille impériale s'y rendaient. Sous la salle à manger, au rez-de-chaussée, se trouvait la salle des gardes, et ce sont les soldats qui s'y trouvaient qui furent, en grand nombre, victimes de l'explosion de la dynamite qui fut placée dans la cave.

1er mars 1880, attentat de Molodetsky contre le comte Loris-Melikoff, ministre de l'intérieur, qui jouissait, à cette époque, d'une telle influence qu'il fut surnommé le « vice-empereur ».

Enfin, le 13 mars 1881 clôt cette série sanglante, sous le règne d'Alexandre II, par la mort du souverain lui-même, tué par une bombe explosible lancée dans sa voiture.

Sous Alexandre III, particulièrement au début de son règne, les attentats politiques deviennent plus rares ; ils cessent même pendant une certaine période. Voici comment explique cette trêve l'un de ceux qui ont pris une part active au mouvement révolutionnaire en Russie, connu sous le pseudonyme de Stepniak : « Avec la constitution actuelle des partis en Russie, il n'y a que deux choses possibles : soit le terrorisme politique de tous côtés, soit une révolution sociale des masses affamées et désespérées de la nation. Il n'y a qu'un moyen d'échapper à ce dilemne : c'est que la révolution convertisse à sa cause une partie intégrante du gouvernement... C'est précisément là le programme adopté par le parti de la *Volonté du peuple* et qu'il cherche à réaliser. S'il réussit, ce sera tant mieux pour nous; s'il échoue, nous aurons très probablement, sous une forme ou sous une autre, encore une fois le terrorisme. »

Il n'a pas réussi, et les attentats recommencèrent. Les dates et les faits qui suivent montrent l'affaiblissement et la recrudescence alternative du mouvement révolutionnaire.

Le 30 mars 1882, à Odessa, est tué d'un coup de revolver le général Strelnikoff, procureur du tribunal militaire de Kieff. L'assassin et son complice, Kossogorsky et Stepanoff, furent arrêtés, malgré les coups de feu qu'ils tirèrent sur les poursuivants.

Le 28 septembre 1882, le gouverneur de Tchita, Iliaschevitch, fut blessé par une dame Koutitovsky.

Le 17 décembre 1883, les attentats contre le souverain recommencent : bombe lancée sur le traîneau du tsar Alexandre III, au moment où il rentrait à son palais de Gatchina.

Le 28 décembre 1883, à Saint-Pétersbourg, assassinat du colonel Soudeikine, chef de la police secrète, dans des circonstances particulièrement tragiques : il fut attiré dans un guet-apens par le capitaine en retraite Degaieff, qui servait dans la police ; le colonel fut d'abord blessé par plusieurs coups de feu, puis achevé à coups de barre de fer.

Le 13 mars 1887, à Saint-Pétersbourg, bombe de dynamite saisie sur la rue de la Grande Morskoïa, au moment où la famille impériale se rend à la gare de Varsovie pour y prendre le train de Gatchina.

Le 29 octobre 1888, à la station de Borki, on fit sauter le train qui ramenait de Crimée la famille impériale. Aucun de ses membres ne fut blessé, mais on attribue à la commotion produite par la chute des wagons sur Alexandre III la maladie dont il souffrit par la suite et qui fut cause de sa mort.

Le 18 novembre 1890, à Paris, à l'hôtel de Bade, boulevard des Italiens, fut tué le général Seliverstoff, ancien chef de la police secrète. On se souvient peut-être encore que son assassin, Padlevski, fut sauvé par un journaliste français, M. Georges de Labruyère, sur l'intervention de Mme Séverine. Peu d'années après, Padlevski, réfugié en Amérique, se suicida.

∴

Sous le règne de l'empereur actuel, ce n'est qu'en ces dernières années que les assassinats et les attentats politiques reprirent leur caractère endémique :

En février 1901, attentat contre le grand-procureur du Saint-Synode, M. Pobiedonostzeff qui ne fut pas atteint.

Le 30 mars 1901, asssassinat par Karpovitch du ministre de l'instruction publique, M. Bogolepoff.

Le 15 avril 1902 fut tué par Balmascheff, déguisé en aide de camp, le ministre de l'intérieur, M. Sipiaguine, le prédécesseur immédiat de M. de Plehve.

En mai 1902, le général von Wall, gouverneur général de la Valynie, ancien grand-maître de la police, aujourd'hui membre du conseil de l'empire, fut sérieusement blessé à Vilna.

Le 11 août 1902, le paysan Katchoura, tira, sans résultat, sur le prince Obolensky, gouverneur de la province de Kharkoff. Le coupable fut condamné à mort par le tribunal militaire : mais, sur la requête émouvante adressée par le prince Obolensky à l'empereur, cette condamnation fut commuée par le souverain en celle des travaux forcés.

Le 27 octobre 1903, à Tiflis, fut blessé, par trois indigènes du Caucase, le général prince Galitzine, gouverneur général du Caucase. Comme les agresseurs s'étaient défendus pendant leur poursuite, l'un fut tué, l'autre mortellement blessé et le troisième grièvement.

Le 13 novembre 1903, à Belostok, fut blessé d'un coup de feu le maître de la police de cette ville, M. Metlenko. L'assassin a pu fuir, « bien que le public qui assista à l'attentat fût nombreux; mais il n'entreprit rien pour l'arrêter », dit la feuille locale.

Le 2 janvier 1904, à Nikolaïstad, en Finlande, deux étudiants de l'université de Helsingfors tentèrent d'attirer, à l'aide d'une femme finnoise, dans une embuscade le capitaine Engelm, chef de la police de Nikolaïstad, et de le tuer. Mais ils furent dénoncés par la Finnoise et arrêtés à l'endroit du rendez-vous fixé au capitaine.

Dans la nuit du 21 au 22 janvier 1904, un attentat fut commis sur le gouverneur de Sonija, le baron Korff. Il essuya trois coups de feu, au moment où il rentrait en voiture chez lui. A la faveur de l'obscurité, l'assassin a pu disparaître.

Enfin — car nous ne prétendons pas épuiser cette liste, déjà trop longue, des attentats relativement moins sensationnels que celui qui nous fournit l'occasion de l'établir — tout récemment encore, déjà après le meurtre du général Bobrikoff et huit jours à peine avant celui de M. de Plehve, fut tué, au Caucase, le vice-gouverneur d'Elisabethpol, M. Andreeff. Il reçut plusieurs coups de revolver à bout portant, tirés par un homme resté inconnu, bien que poursuivi par plusieurs personnes témoins de l'agression.

(*Le Matin*, 2 août).



Ce sont quatre conférences, qu'il fit à « l'Institut psycho-psychologique », que M. Laisant a réunies en volume, sous le titre : *L'Education fondée sur la science* (1).

L'auteur n'a pas la prétention d'apporter des idées absolument neuves en matière d'éducation. Il y a fort longtemps, à commencer par Spencer — pour ne pas remonter jusqu'à J.-J. Rousseau, — dont le volume sur l'*Education* (2) datant de cinquante ans a déjà tracé les lignes générales de ce que devrait être une éducation rationnelle; sans compter nombre d'auteurs s'étant attachés plus spécialement à tel ou tel détail de l'enseignement.

Depuis longtemps, on a fait le procès du gavage pédagogique que, sous prétexte d'éducation, prodigue l'enseignement officiel et dont sont victimes les générations les unes après les autres, où la mémoire est tout, l'intelligence et la compréhension, rien.

Voilà plus d'un siècle que des ouvrages de valeur nous apportent des notions plus rationnelles d'éducation, et cependant le système néfaste est encore aussi solidement implanté que jamais; il nous faut batailler contre aussi fort qu'aux premiers jours, et c'est ce que fait chaque volume nouveau. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont que la valeur de documents; tout le monde se plaignant bien de l'éducation fausse qu'il a reçue, mais personne, ou du moins un nombre encore trop restreint, n'ayant éprouvé le besoin de réagir contre le système pour aiguiller l'éducation dans une voie nouvelle.

Bon nombre ont trouvé de fort belles pages à écrire sur les tortures morales que leur valurent les années de collège; mais y mènent docilement leur progéniture. Et les réformes proposées par quelques esprits avisés pour améliorer les procédés d'éducation, restent toujours à l'état d'aspirations, car l'Etat et l'Eglise qui, jusqu'ici, ont eu le monopole de l'éducation, se trouvent trop bien de ce qui existe pour éprouver le besoin de changer de système.

M. Laisant, dans ses conférences, a non seulement combattu contre l'ineptie de l'enseignement actuel, mais il apporte son contingent de méthodes,

(1) Un vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint Germain.

(2) Un vol., chez Alcan.

destinées à faire des élèves capables de s'assimiler ce qu'on leur apprend, capables d'exercer leur esprit critique, sachant se faire une opinion par leur propre raisonnement, leurs propres déductions, et non parce qu'on la leur aura enseignée telle.

De plus, M. Laisant est contre le monopole de l'Etat en enseignement ne valant pas mieux que l'enseignement de ses concurrents, les congréganistes. L'Etat ayant intérêt à faire des sujets, sera toujours réfractaire à des méthodes d'enseignement se proposant de susciter des esprits indépendants. M. Laisant ne veut d'aucun monopole. Il réclame la liberté pour tous.

M. Naquet qui a écrit la préface de ce volume, dit également de fort bonnes choses; mais il fut trop longtemps politicien pour ne pas avoir des trous dans l'entendement; aussi, se croit-il tenu de faire des réserves sur la liberté de l'enseignement... par crainte des cléricaux, avouant pencher pour le monopole... momentané, dit-il. A part cela, le livre de M. Laisant contient des choses excellentes dont les camarades instituteurs pourront tirer profit.

⁂

La Sarabande (1) de MM. Marius et Ary Leblond, porte pour sous-titre *Mœurs électorales*; mais c'est aussi un tableau des mœurs et de la mentalité créole à l'Ile de la Réunion.

Si on en juge d'après ce volume, les créoles de là-bas sont restés un peu enfants; mais des enfants ayant pris les vices de l'Européen, qu'ils étalent ingénument, sans hypocrisie, moins repoussant, à cause de ce caractère enfant du créole.

Les blancs y ont gardé leurs préjugés de caste, se croyant de race supérieure. Ils traitent les indigènes, non seulement en inférieurs, mais comme quantité négligeable, oubliant leur rôle de civilisateurs dont ils aiment tant à se parer, lorsqu'il s'agit d'appuyer leurs conquêtes.

La période électorale, par exemple, fait les politiciens se rapprocher d'eux en vue de capter leurs voix. Mais là-bas, comme ici, il se prête à toutes les combinaisons louches, à tous les trafics malpropres en vue d'embrigader quelques voix. Cela s'y fait seulement un peu plus ouvertement.

⁂

L'*Edition Médicale* (2) a entrepris la publication d'une série de petits opuscules à 1 franc sous le titre générale : *Comment on se défend*. Une centaine de ces brochures sont parues, mais je n'en ai reçu guère qu'une demi-douzaine : *Comment on défend les garçons et les filles contre les accidents de la puberté*, du Dr Labonne; *Comment on se défend contre les maladies sexuelles et contagieuses*, du Dr Lénard; et enfin, la dernière reçue, *Comment on se défend contre les accidents de la menstruation*, du Dr Baratier.

Si j'en juge par celles reçues, ces brochures sont écrites pour le public non initié; elles contiennent surtout des conseils hygiéniques que tout le monde peut comprendre et appliquer — et que chacun devrait lire, s'il veut se garer des maladies qui le menacent.

J. GRAVE.

⁂

Nous avons reçu :

Les Jardins évanouis, vers par A. Béraud, 1 plaquette « Tout Lyon ».

Conférence-controverse sur la paix, entre Ch. Richet et M. Sprenck, 1 broch., 0 fr. 50, au « Crique quartier », 7, avenue des Gobelins.

Porque somos anarquistas, por S. Merlino, 1 broch., 200 reis; Sah Paulo, Brésil.

A voir :

A l'*Aurore du XXe Siècle*, dessin de Willette, *Courrier Français*, 21 juillet.

CORRESPONDANCES & COMMUNICATIONS

-- **La Colonie Communiste, Le Milieu Libre**, rappelle aux adhérents que tout ce qui concerne la colonie : fonds, renseignements, etc., etc., doit être adressé directement au *Milieu Libre*, à Vaulx, près Château-Thierry (Aisne).

Les Colons et le Groupe de Paris.

---

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.
(2) 29, rue de Seine.

-- **Le Syndicat des Employés de l'Epicerie du Département de la Seine**, gros et détail, réuni le 28 juillet 1904, après avoir pris connaissance des actes d'indélicatesse commis par le nommé Pauthier Louis, employé d'épicerie, lequel se sert du titre d'une organisation ouvrière, pour mieux exploiter la bonté des camarades,

Informe tous les militants, à quels groupe qu'ils appartiennent, qu'il n'a rien de commun avec ce triste individu.

Le Président de séance, FOLLET ERNEST. *Le Secrétaire de séance*, BÉNÉCH FRANÇOIS.

Pour le Conseil et par ordre,
Le Secrétaire,
E. BONNET.

-- **Le Groupe des Etudiants Révolutionnaires**, va organiser sous peu, une série de meeting, en vue de protester contre les crimes du tsarisme et de ses affiliés; ceux que cette campagne intéresserait sont priés d'entrer en correspondance avec le camarade Franconi, 13, rue des Cannettes.

-- GRIGNY. — Le camarade Voeva informe les lecteurs des *Temps Nouveaux* qu'il ne peut plus s'occuper de la vente au numéro; il prie les lecteurs à qui il faisait le service de bien vouloir s'abonner, en s'adressant directement à l'administration du journal ou à lui-même qui transmettrait les demandes.

Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs.

La fête du 7 août.

Voici le programme de la fête dont nous avons parlé la semaine dernière.

La Griffe, drame en un acte de Jean Sartène.

La Recommandation, comédie de Max Maurey jouée par le Groupe théâtral de l'U.P. Zola avec le concours assuré des camarades Fromont, Drubay, Dufresne, Weill, Fournier.

Chants et récits.

Cette fête sera précédée d'une brève causerie :

LA NOUVELLE INTERNATIONALE

par Henri Duchmann, rédacteur au *Libertaire* et Miguel Almereyda, secrétaire, pour la France, de l'A.I.A.

Nous rappelons que des repas, dont le prix est fixé à 1 fr. 50, seront préparés pour les camarades qui voudront bien prévenir quelques jours à l'avance. Les membres de l'U.P. *Germinal* de Nanterre mettent gratuitement tout le confort nécessaire à la disposition des camarades qui apporteront leurs provisions.

Rendez-vous pour les camarades parisiens à la Porte-Maillot, station des tramways de Saint-Germain, de 9 h. 1/2 à 10 heures.

Départs individuels : tramways toutes les demi-heures; prendre le billet pour : *Vieux chemin de Paris*. Chemin de fer, gare Saint-Lazare, trains toutes les demi-heure, descendre à Nanterre.

Rendez-vous général : Jardins de l'U.P. *Germinal*, 37, rue Sadi-Carnot, à Nanterre.

On reçoit les adhésions au *Libertaire*, à l'U.P. *Germinal* et au siège de l'*Internationale*, 45, rue de Saintonge.



-- **La Coopérative Communiste**, 68, rue François-Miron.

Jeudi 11 août, à 9 heures du soir, causerie par un camarade. — Les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, vente de produits.

(Rendez-vous à prendre pour les camarades désireux d'aller à la colonie de Vaux pour les fêtes du 15 août.)

-- **L'Enseignement Mutuel**, Université Populaire du XVIIIe, rue de la Chapelle, 41. — Samedi 6 août : Daniel Halévy, Histoire politique de l'Eglise (IV), le trône et l'autel d'après les publications de *Pages Libres*. — Mercredi 10 : Armand, Impression de voyage en Hollande.

-- **Jeunesse Syndicaliste de Paris**. — Lundi à 8 h. 1/2 du soir, à la Bourse du Travail, causerie par le camarade Chomel sur « L'armée et la propriété. »

-- **Ligue de la Régénération** (Section du XIVe), 5, rue du Texel. — Vendredi, 5 août, à 8 h. 1/2 du soir. Conférence (avec projections) par Cordonnier, préparateur de micrographie sur : « Génération-Régénération. »

-- **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 8 août, causerie sur « Les théories anarchistes ».

-- **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 10 août, causerie : « La création d'un journal. »

-- AMIENS. — Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont invités à la promenade en bateau qui est projetée pour le 15 août, à 2 h. 1/2, ainsi que tous les sympathiques et leur famille. Rendez-vous chez Thierry, chemin du halage, au-dessus de l'Ile aux Fagots.

-- LYON. — **Groupe d'Art Social.** — Réunion samedi 6 août, à 8 h. 1/2, café Bordat, 17, rue Paul-Bert. Répétition.

-- **Jeunesse Libertaire.** — Réunion de la *Jeunesse Libertaire*, dimanche 7 août, à 8 h. 1/2, café Bordat, 17, rue Paul-Bert. Organisation de la sortie champêtre pour le 15 août.

-- MARSEILLE. — **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs** (Section de Marseille.)

Dimanche 7 août, à 9 heures du soir, grande réunion au siège de la Section, rue d'Aubagne, 11. Lancement d'une circulaire pour faire connaître le but que nous nous proposons d'atteindre.

-- **Le Milieu-Libre de Provence.** — Réunion le jeudi 11 août, à 9 heures du soir. Dernières décisions à prendre au sujet du *Milieu-Libre*.

-- **Jeunesse Syndicaliste révolutionnaire.** — Dimanche 7 août, à 6 heures du soir, réunion générale mensuelle.

Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne.

Il nous est rentré des exemplaires défraichis des deux volumes non illustrés de *Guerre-Militarisme* et *Patriotisme et Colonisation*. A titre de propagande et (aussi pour payer l'imprimeur, nous laisserons chaque volume à 1 fr. 60 franco. Les deux ensemble, en gare, 2 fr. 60.



A. P., à Beauvais. — Je ne connais pas de revue socialiste illustrée de langue anglaise.

L. B., à Appoigny. — « La Revue des Idées », rue du 29 juillet, 6, Paris.

Le camarade anonyme qui nous a porté un dessin pour « Cor. et Communications » est prié de passer au bureau, pour des explications techniques.

J. J. et ses co-signataires, à Lyon. — Avant d'insérer, nous allons nous renseigner.

O., à Nyon. — Pour le prochain numéro.

G., à Neuville. — L'abon. précédent finissant fin janvier, l'actuel devrait bien se terminer fin juillet. L'erreur étant notre fait, nous la prenons à notre charge.

Le camarade typo qui est venu chez moi un dimanche matin et a pris un abonnement à l'*Education Intégrale*, est prié de me donner son adresse que j'ai égarée.

A. GIRARD.

A. M. 229., Marseille. — Le journal est régulièrement expédié.

Reçu pour le journal : A. P., à Orléans, 1 fr. — Auguste et Marianne, 0 fr. 50. — Saint-Quentin, 5 fr. — G. A., Paris, 0 fr. 45. — B. L., à Appoigny. — C. P., 3 fr. 50. — L. M., à San Francisco, 10 fr. — M., à Paris, 2 fr. — Latapie, 2 fr. — Merci à tous.

F., au Mans. — A. L. et B., à Boulogne. — H. M., à Sainte-Afrique. — Groupe du Feraz. — Cl. A., à Ratenelle. — C. à Garches. — A. D., à Harmes. — F., à Fougères. — A. M., à Pont-de-Beauvoisin. — T. G., à Vaux. — V., à Grigny. — F., Ruch. — L., à Saint-Louis. — G. C. à San-Francisco. — Marcadet. — G. B., à Croix. — M., à Nîmes. — M. à Anvers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 15 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 13 au 19 Août 1904



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V

SOMMAIRE

Le Congrès des Parlementaires

Ces jours-ci doit se tenir, à Amsterdam, le congrès des parlementaires socialistes. Contrairement à ce qui s'est passé pour les congrès internationaux antérieurs, la grande presse l'ignore absolument, et c'est tout juste si les journaux socialistes l'annoncent en publiant « écourtée, » la circulaire que leur adresse le « Bureau socialiste international ». Aucune discussion, aucun échange de vues, c'est, de toutes parts, l'indifférence la plus absolue.

Et cette indifférence, loin de nous surprendre, s'explique au contraire fort naturellement. Le congrès qui va se tenir à Amsterdam n'est pas, et ne peut pas être un congrès socialiste dans le véritable sens du mot, et c'est arbitrairement qu'il s'intitule: *Sixième congrès socialiste international*. Le congrès qui s'est tenu à Londres en 1896, a été en effet le dernier véritable congrès du socialisme international, puisqu'il fut le dernier où toutes les écoles socialistes purent s'y faire entendre, et que, depuis, une partie des travailleurs, qui ont pour le moins autant le droit de se proclamer socialistes que les parlementaires qui vont se réunir à Amsterdam, en sont délibérément exclus.

Les organisations ouvrières, groupes, syndicats, coopératives, d'essences si socialistes fussent-elles, n'ont pas la possibilité, en effet, d'envoyer de délégués à ce prétendu « Congrès socialiste » si elles se refusent à faire une profession de foi où elles reconnaissent l'utilité de « l'action politique ». Si bien que c'est l'action politique qui, jadis, au dire même des socialistes, ne pouvait être qu'un « moyen », devient aujourd'hui le *credo* nécessaire pour assister à ce congrès.

Et en effet, les organisations ouvrières qui luttent sur le seul terrain économique, parce qu'elles croient beaucoup plus à son efficacité, se refusent absolument à participer à un congrès qui, dans sa circulaire d'invitation, viole ouvertement leur constitution en subordonnant la participation à l'adhésion à la formule ci-après : Résolution de Londres :

1° Aux associations purement syndicales (Trade-Unions) qui, sans prendre part à l'action politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative militante; et la circulaire ajoute : par conséquent les anarchistes sont exclus.

Va pour les anarchistes, qui se consoleront facilement de n'avoir pas à discuter avec des gens qui, s'ils parvenaient au pouvoir, ne manqueraient pas, en vertu du principe de la liberté sans doute, de les traquer furieusement. Mais ce que n'avaient pas prévu les politiciens socialistes, c'est que « les associations purement syndicales », les groupes vraiment ouvriers, continuellement en lutte contre le capital, minant chaque jour la société capitaliste dans ses fondements, se refusent aujourd'hui absolument à se faire représenter à ce congrès, si bien qu'il sera difficile de faire croire que ce sera l'opinion de la classe ouvrière qui sera représentée à Amsterdam. Cela ne fait aujourd'hui aucun doute, car nulle part l'éventualité n'en a été discutée, les organismes ouvriers luttant sur le seul terrain économique s'abstiendront délibérément de participer à ce congrès de quelque manière que ce soit.

Du reste, sentant le terrain lui échapper de ce côté, l'on peut dire que depuis le Congrès de Londres, le parti qui s'intitule « Socialiste International » a tout fait pour évincer de son sein l'élément purement ouvrier, en en tenant écartés le plus possible les travailleurs manuels.

Et cela est tellement vrai, qu'il n'y a qu'à consulter la liste des délégués qui forment le prétendu « Bureau socialiste international » pour se convaincre combien les véritables travailleurs en sont systématiquement écartés.

J'ai là, la liste des délégués qui font partie de ce « Bureau » où vingt-quatre nations sont « prétendûment » représentées — certains délégués n'ont en effet jamais assisté aux séances — et l'élément ouvrier n'y figure pas, il n'y a dans ce comité aucun travailleur manuel alors qu'en font partie presque exclusivement des politiciens de métier (1).

Le Congrès qui va se tenir à Amsterdam sera donc le reflet de ce « Bureau socialiste international », et il est certain d'ores et déjà que seuls les groupes politiques et plus spécialement ceux exclusivement électoraux y prendront part. Et encore peut-être pourra-t-il être curieux de savoir combien se feront représenter par des travailleurs.

Comme on le voit, le socialisme parlementaire s'identifie de plus en plus avec les autres partis bourgeois et ne se distingue plus guère des partis démocratiques, puisque comme dans ces derniers, ses prétendus représentants sont tout autre chose que l'émanation du prolétariat.

C'est donc bien arbitrairement que le Congrès qui va se tenir à Amsterdam s'intitule « Socialiste », puisqu'il ne sera composé que de la seule fraction parlementaire, qui est loin de représenter aux yeux des travailleurs tout le socialisme.

P. Delesalle.

---

(1) Font partie de ce bureau international: pour l'Angleterre, Hyndman et H. Quelch, tous deux journalistes; pour l'Allemagne, J. Auer, K. Kautsky et P. Singer, tous trois membres du Reichstag, le dernier gros industriel; pour la Belgique, E. Vandervelde, avocat millionnaire et député, et E. Anseele, député; pour la France, E. Vaillant, médecin et député, et Cipriani, journaliste; pour la Hollande, P. Troelska et H. Van Kol, députés; pour l'Italie, G. Ferri, avocat et député de même F. Turati; pour la Russie, G. Plekhanoff, etc.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

La tuberculose pulmonaire est une maladie extrêmement répandue, beaucoup plus répandue qu'on ne le pense communément. On croyait autrefois qu'elle était très rare dans le jeune âge ; en faisant des recherches sur les enfants de un à deux ans morts à l'hôpital pour des maladies quelconques, on a trouvé des lésions pulmonaires tuberculeuses dans une proportion de 38 0/0 (Comby). A l'autopsie de vieillards morts à Bicêtre, on a constaté, dans 60 0/0 des cas, d'anciens foyers tuberculeux ; sur les cadavres amenés à la Morgue, la proportion a été de 50 0/0. Ces deux derniers exemples sont devenus presque classiques. Mais des recherches plus récentes faites sur les poumons à l'autopsie, en s'aidant de moyens d'examen plus précis, a donné une proportion de 96 0/0 et davantage. Autant dire que nous sommes tous bacillifères.

Un médecin militaire, ayant fait des injections de tuberculine à de jeunes soldats, a obtenu un résultat positif dans 68 0/0 des cas. Notons, en passant, qu'il n'est pas absolument sûr que les injections de tuberculine soient inoffensives ; mais les soldats sont, en dehors des animaux, les seuls sujets d'expérience qui ne peuvent pas se permettre de protester : peu importe dans quel pays les faits se soient passés.

Cette proportion d'individus en état de tuberculose latente explique l'énorme mortalité causée par cette affection chez les soldats dans leur première année de service. Il est bien certain que les médecins militaires n'acceptent pas au régiment des tuberculeux avérés, c'est-à-dire des malades atteints de tuberculose ouverte. La contagion à la caserne devrait donc être à peu près nulle. Mais les mauvaises conditions de vie dans lesquelles se trouvent placés les jeunes gens : le surmenage, l'insuffisance de la nourriture ou sa mauvaise préparation, la malpropreté, l'exposition aux intempéries, etc., ont pour résultat de réveiller les lésions anciennes ou latentes, et de faire éclater, *chez les sujets moins résistants*, une tuberculose qui, dans le milieu militaire, prend ordinairement une forme accélérée. (Voir Kelsch, *Archives de méd. et de pharm. militaires*, 1900.)

Quand donc on se base, pour déterminer le nombre des tuberculeux, sur les tables de mortalité, on court le risque d'erreurs grossières. Vous lirez partout qu'il meurt par an en France 150.000 individus de tuberculose pulmonaire (encore le chiffre ne peut-il pas être exact). C'est là le nombre plus ou moins précis des morts, non des malades. Il faut calculer que les 150.000 individus classés comme morts de tuberculose, ont mis, pour la grande majorité, plusieurs années avant d'arriver au dénouement fatal ; ces 150.000 morts peuvent représenter 450.000 malades, si l'on prend une moyenne de trois ans de maladie. C'est ce qu'on admet généralement, et c'est un minimum. Il faut, en outre, tenir compte de tous ceux chez qui la tuberculose est reconnue ou soupçonnée et qui finiront par guérir. Ce nombre est très grand, puisque, d'après ce que j'ai dit plus haut, il semble que nous avons tous fait, à un moment donné, une poussée larvée de tuberculose, soit ganglionnaire, soit pulmonaire. Cela ne veut pas dire que nous devions tous être classés comme tuberculeux ; mais nous devons compter comme tuberculeux dans l'année ou les années pendant lesquelles évolue l'affection. Avec tous les cas frustes, on peut facilement imaginer un nombre fantastique de malades, mais qu'il est impossible de déterminer. Landouzy, dans une conférence faite le 13 mai 1903 au dispensaire de la rue Boursault, admet 750.000 tuberculeux *au bas mot*.

J'ai exposé dans les articles précédents que la tuberculose se développe surtout chez les individus affaiblis, chez tous ceux qui se trouvent placés dans de mauvaises conditions. L'affection, au lieu de se borner à une poussée rapidement éteinte, évolue plus loin et donne le tableau classique de la phtisie pour aboutir ordinairement à la mort. On comprend que la tuberculose s'attaque à la partie pauvre de la population, à ceux qui sont mal logés, mal nourris, obligés de faire un dur travail dans des locaux le plus souvent peu hygiéniques.

Autant dire que la tuberculose atteint surtout la classe ouvrière. L'expérience de tous les jours le montre, et les statistiques des grandes villes confirment ce fait trop évident. On peut consulter toutes les années de l'Annuaire statistique de la ville de Paris, on trouvera régulièrement, par quartiers, les mêmes proportions de morts par tuberculose. J'ai sous les yeux en ce moment l'annuaire de 1899 et je vois que le quartier des Champs-Elysées (14.656 habitants) donne 9 décès par tuberculose pulmonaire tandis que le quartier de Plaisance (57.055) en donne 520. J'ai pris, il est vrai, les deux chiffres extrêmes : l'un donné par un quartier misérable, l'autre par un quartier habité presque exclusivement par des riches. Les autres quartiers donnent des chiffres intermédiaires, ce qui est compréhensible, puisqu'ils sont formés d'une population mi-bourgeoise, mi-ouvrière ; mais la proportion de décès par phtisie s'élève d'autant plus qu'on a affaire à des quartiers ouvriers (11e et 18e arrond.).

La proportion des morts par tuberculose pulmonaire est près de quinze fois plus forte à Plaisance qu'aux Champs-Elysées ; la différence n'a rien d'exagéré, si l'on réfléchit aux conditions qui déterminent l'évolution de la maladie. On aura tous les chiffres intermédiaires suivant le degré d'aisance ou de misère des catégories sociales (petits bourgeois ou ouvriers qualifiés) et suivant le degré d'hygiène de la profession ; je ne parle pas maintenant des différences individuelles.

Si l'on s'en tient au chiffre minimal de 750.000 tuberculeux indiqué par Landouzy, on conçoit tout de suite que l'immense majorité de ces malades appartiennent aux prolétaires (et pour la plus grande part aux prolétaires des villes). D'abord parce qu'ils sont le nombre, ensuite pour toutes les raisons exposées plus haut (et qui se rapportent aux causes qui déterminent l'éclosion et l'évolution de la maladie).

* *

On peut donc imaginer l'énorme dépense que nécessiterait l'établissement de sanatoriums en nombre suffisant. Encore n'avons-nous eu presque exclusivement en vue que les malades atteints de tuberculose pulmonaire. Mais si l'on se place au point de vue de la lutte antituberculeuse par le sanatorium, il faudra des établissements de ce genre pour tous ceux qui ont de la tuberculose ganglionnaire ou osseuse.

Or, il y a une multitude d'enfants qui en sont atteints ; ces cas de tuberculose ne se retrouvent pas dans les statistiques de mortalité, car ils guérissent le plus souvent ; mais ils peuvent devenir le point de départ, même à longue échéance, d'une tuberculose pulmonaire. Ils peuvent d'ailleurs se terminer d'une façon rapidement mortelle par généralisation (tuberculose aiguë dite granulée), si l'individu est débilité et placé dans de mauvaises conditions.

Il serait donc de toute nécessité, suivant la thèse indiquée, que ces malades soient placés dans des sanatoriums (maritimes ou autres, suivant les cas). Nous augmentons ainsi considérablement le nombre des candidats pour ces établissements.

D'ailleurs passons en revue les tuberculeux justiciables des sanatoriums.

Nous devons laisser de côté la phtisie aiguë, la phtisie subaiguë (phtisie galopante), la méningite tuberculeuse. Ce sont des formes contre lesquelles la médecine est impuissante. Mais ce sont des cas rares, beaucoup plus rares même que ne l'indiquent les tables de mortalité.

La plupart de ces cas sont la complication ultime d'affections tuberculeuses plus bénignes. Une bonne partie du chiffre des décès attribués à ces causes dans les statistiques, correspondent à des malades atteints antérieurement de tuberculose ganglionnaire, viscérale ou autre, malades qui auraient pu être traités au sanatorium.

Puis, nous avons les diverses tuberculoses dites chirurgicales, les tuberculoses ganglionnaires, les tuberculoses osseuses, articulaires. Suivant les cas il faudra six mois, un an, deux ans de sanatorium, et plus (surtout pour les formes articulaires), quelquefois avec retour à l'établissement les années suivantes.

Il y a les pleurétiques pour lesquels une convalescence de trois mois à la campagne n'est certainement pas superflue. Il y a les convalescents de grippe suspecte, en général tous les débilités, les prétuberculeux, dont un repos de trois mois au grand air peut transformer la santé (à condition qu'ils ne se trouvent plus ensuite dans de mauvaises conditions d'existence).

Il ne faudrait pas croire que, parce que ces formes sont légères, on puisse se désintéresser du traitement. En matière de tuberculose, on ne sait jamais comment l'affection évoluera ; et il est nécessaire de prendre dès le début toutes les précautions. C'est d'ailleurs à ce prix qu'on peut par un traitement précoce obtenir la guérison.

Il y a enfin les phtisiques dont nous reconnaissons trois degrés. Les tuberculeux au premier degré ont, comme je viens de le dire, d'autant plus de chances de guérison que le traitement est commencé plus tôt. Ces chances deviennent beaucoup plus minces avec les phtisiques au deuxième degré.

On peut cependant obtenir des succès avec des lésions peu étendues. On peut même voir des gens porteurs de cavernes (troisième degré) se rétablir complètement. Naturellement le traitement sera long ; et il ne faut pas compter moins de deux années, à supposer qu'il n'y ait ni rechutes, ni complications, à supposer enfin, je le répète encore, que l'ancien malade se trouvera ensuite dans toutes les conditions d'hygiène requises.

Quant aux malades atteints de tuberculose très avancée, à ceux porteurs de lésions très étendues, à ceux atteints de fièvre hectique, ils n'ont besoin que d'un coin pour mourir en paix. Encore sont-ils un foyer permanent de contagion avec les crachats qu'ils expectorent en abondance, sans force pour prendre tous les soins de propreté nécessaire, et vaudrait-il mieux les isoler dans des sanatoriums spéciaux. Dans l'état actuel des choses, ce sont seulement ces derniers malades qui viennent réclamer l'entrée dans les sanatoriums gratuits, et la raison c'est qu'ils ne peuvent plus travailler.

* *

Plus on poursuit les recherches, plus on s'aperçoit que le nombre des tuberculeux à héberger dans les sanatoriums populaires est immense. Il ne s'agit pas, bien entendu, de faire entrer ces malades dans des hôpitaux quelconques. Le séjour dans les hôpitaux urbains accélère rapidement l'évolution de la tuberculose. Il faut le séjour au grand air, dans les meilleures conditions possibles. Examinons les dépenses qu'entraînerait la construction des sanatoriums.

(1) Voir les nos 12, 13 et 14.

En Allemagne, où la main-d'œuvre est moins chère qu'en France, on compte, pour un sanatorium, de 3.500 à 4.000 marks par lit, c'est-à-dire de 4.400 à 5.000 francs. Je ne parle que du coût de revient dans les sanatoriums des caisses d'assurance, où tout est réglé économiquement. Ce prix de revient par lit est monté beaucoup plus haut pour des sanatoriums populaires fondés par des sociétés privées.

En France, le coût minimum d'un sanatorium populaire n'a pas pu être établi à moins de 6.000 francs par lit (congrès universitaire de Toulouse, mai 1902). La dépense prévue, pour le sanatorium des instituteurs, qui doit être établi à Sainte-Feyre, est de 600.000 francs pour 110 lits; mais nous ne savons pas encore de combien les prévisions seront dépassées. Le sanatorium construit par l'Assistance publique à Angicourt est revenu à un prix fantastique; j'ai oublié le chiffre et, malgré mes recherches, je n'ai pu le retrouver. Je ne crois pas que l'administration aime beaucoup à dévoiler ses dépenses auprès des contribuables.

L'entretien des malades pauvres au sanatorium a été calculé en Allemagne, où les moyens de subsistance sont moins chers qu'en France, à 4 fr. 40 par jour et par malade. En France, on a compté le prix de la journée à 5 francs. Ces prix sont indépendants des secours qui pourraient être accordés aux familles.

Au sanatorium d'Hauteville, près de Lyon, on déclare cependant que la journée ne revient qu'à 4 francs. Mais j'ignore quels sont les éléments qui entrent dans ces 4 francs; est-ce seulement l'entretien et la nourriture du malade? Fait-on entrer en ligne de compte le traitement des médecins, celui des infirmières (ce sont des religieuses dans le cas particulier), etc.? En tout cas, ce sanatorium n'a pas à tenir compte de l'intérêt du capital ou de son amortissement. L'établissement d'Hauteville a, soi-disant, été fondé par souscription publique et charité privée. En réalité il a reçu de l'Etat (c'est-à-dire des contribuables) une subvention de 450.000 fr.; on peut supposer qu'on a dû solliciter des souscriptions du ou des départements et des communes (Lyon); pour un sanatorium de 100 lits, en mettant le prix à 600.000 francs, on voit que la charité publique n'a pas eu beaucoup à faire. De toute façon, c'est nous, contribuables, qui payons l'intérêt des 450.000 francs (et peut-être plus) fournis, et l'on comprend que le directeur n'ait pas à en tenir compte dans l'établissement du prix d'entretien de chaque malade.

Dans ce prix rentrent :

La nourriture de chaque malade qui doit être variée, abondante, de première qualité (viande, beurre, etc.);

Le blanchissage, le *chauffage*, la désinfection;

L'entretien de l'habillement, de la literie, du matériel, des bâtiments;

Le traitement des médecins, des infirmiers, des employés, des ouvriers ou manœuvres;

La pharmacie;

Le revenu du capital (nous sommes en société capitaliste).

Non compris l'amortissement du capital et les secours aux familles.

Faites le compte, et réfléchissez qu'on ne peut pas diminuer les frais généraux en augmentant le nombre des malades. On enlève loin des villes les tuberculeux pour leur donner le grand air, on ne peut pas raisonnablement reconstituer une agglomération et un encombrement non de personnes plus ou moins saines, mais d'individus tous malades. Le sanatorium est au maximum d'une centaine de lits.

M. Lemoine et Carrière (communication à l'Académie de médecine) donnent le chiffre de 300.000 malades avec 1 milliard 800 millions comme frais de construction des sanatoriums et 328 millions comme budget annuel pour l'entretien des tuberculeux.

Partant également du chiffre de 300.000 tuberculeux, Duclaux admet une dépense de trois milliards au moins de frais de premier établissement, et de plus un prix d'entretien de 2.000 fr. par an pour chaque malade, soit un budget annuel de 600 millions. Avec l'intérêt du capital, les secours aux familles, il arrive à plus d'un milliard par an.

On voit qu'avec des chiffres de malades plutôt modérés, on aboutit à des dépenses extraordinaires; dépenses telles qu'on ne peut pas espérer que l'Etat se charge d'une telle entreprise. On trouvera toujours de l'argent pour l'*Armée* (plus d'un milliard par an, en comptant la marine et les dépenses accessoires et sans compter le temps perdu); mais il sera plus facile de faire la révolution sociale que de transformer le budget de la guerre en budget de la santé publique.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

On nous apprend, à la dernière heure, que Ch. Loizel, gérant de l'*Espagne inquisitoriale*, organe fondé par un groupe qui s'était donné pour tâche de dévoiler les atrocités commises par la police espagnole, vient d'être arrêté pour ce fait. Et ce, sur les instances de l'ambassade espagnole.

Nous attendons des renseignements.

Le Vrai Pouvoir

De Rome et de Saint-Pétersbourg nous vient une double lumière. Nos yeux percevaient mal la réalité, au travers des informations et des commentaires journalistiques. Mais voilà que l'écho de deux événements a brisé la vitre qui déforme et décolore le paysage, et dans le vent et la clarté nous pouvons y voir clair.

Là, sous un impérial manteau, ici, dans une robe papale, deux hommes figurent la puissance. Quand ils s'installèrent sur leur trône, le monde attendit, inquiet; le destin de l'humanité dépendait de leur geste, et le télégraphe ne connaissait plus le repos. Ils ont régné; ils règnent, et, depuis, la politique est, dit-on, un reflet de leur volonté.

Cependant, là-bas, dans la capitale russe, le tsar a vu mourir un de ses sujets. Et la plume des nécrologues patentés pleure, inépuisablement. Mais l'intensité du désespoir a des degrés, et certains sanglots se distinguent dans ce concert (1). Elles nous chantent, ces voix mortuaires, que le défunt serviteur de l'empereur de toutes les Russies était plus puissant que son maître. Et nous restons confondus.

Plus près de nous, une mère a renié sa fille. C'est un grand scandale, car la famille où sévit ce désaccord s'appelle la Catholicité. La France s'est dégagée de la tutelle de l'Eglise comme une jeune amoureuse que sa majorité libère et qui s'échappe de l'étreinte maternelle pour se suspendre enfin au col de son amant. L'amant, pour la France, c'est la « Libre Pensée ». Souhaitons-leur une union prospère; — mais ce monsieur me parait peu sûr (les hommes sont si inconstants!) et la France, cette jeune fille passionnée, si elle est une maîtresse idéale, sera-t-elle jamais une bonne femme de ménage?.... Espérons!

Donc, Pie X s'est montré sévère où Léon XIII s'était montré patient. Le gouvernement français, exhibant des paperasses, prétendit que Napoléon Ier ne l'avait pas entendu ainsi. La Sainte Mère l'Eglise eut une double réponse : elle embrassa sa fille aînée sur la joue droite et la souffleta sur la joue gauche. Et M. de Courcel fut dans nos murs. Le « Souverain Pontife », qui tient son sceptre comme un très jeune enfant une poupée trop lourde, obéit, paraît-il, plus qu'il ne commande à cette bouche qui baise, à cette main qui frappe : le cardinal Merry del Val caresse et châtie pour lui.

Deux « puissants de la terre » ne seraient donc que des esclaves et les dirigerait quiconque sait vouloir. Tirons de ces deux exemples un grand enseignement — peu neuf. Parchemins et diplômes, tiares et couronnes ne confèrent qu'une autorité apparente : Ne récolte que celui qui laboure; ne triomphe que celui qui lutte.

On le savait déjà? On sait bien des choses, qu'on ignore quand il faudrait s'en souvenir. On connait le pays sur la carte, et l'on se perd en chemin, au premier carrefour. On ne sait jamais assez que la pourpre impériale est un rideau de théâtre et que les lois, toutes les lois, civiles et naturelles, sont des modes.

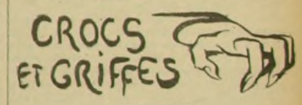
M. de Plehve gouvernait toutes les Russies parce qu'il était plus fort que toutes les Russies. Il allait, parmi la forêt, se frayant un chemin à coups de hache; les arbres tombaient un à un, et l'avenue était déjà longue qu'il avait tracée pour atteindre son but — noble ou vil, qu'importe! Mais le plus lourd des arbres frappés l'a frappé à son tour, en l'écrasant sous soi. L'arbre énorme a vaincu le bûcheron affaibli ou distrait. La force seule vainc la force.

Oui, l'on sait tout cela! Et cependant l'on crée chaque jour de nouveaux petits tsars. Le moindre bavard de feuille ou de réunion publiques est sacré grand homme s'il a su persuader ceux qui l'écoutent. Le succès, la notoriété, c'est comme les décorations : ne les obtiennent que les intrigants et les vieillards gâteux.

C'est pourquoi, n'ayant soif ni d'or ni de sang, je creuse seul mon sillon, en m'appuyant à la charrue de Cincinnatus; et la croupe balancée de mes bœufs muets, insensibles aux mouches, me réconforte et m'affermit.

CHARLES-JEAN LEFRANC.

(1) Voir, dans l'*Aurore*, les articles publiés, depuis la mort de M. de Plehve, par M. Alexandre Ular.



Dernières nouvelles du monde littéraire :

« *Sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur :*

OFFICIERS :

Gustave Geffroy, homme de lettres et critique d'art.

. . . .

CHEVALIERS :

Jean Jullien, auteur dramatique.

. . . . »

Hélas!

Son Exc. M. Antonio Maura y Montaner

Passant sur les boulevards, il y a quelques jours, j'ai vu, à la devanture d'un kiosque à journaux, un journal qui portait en manchette ces mots : Son Exc. M. Antonio Maura y Montaner. En dessous, une tête comme il y en a, dans les catalogues de la *Belle-Jardinière* ou du *Pont-Neuf*, au-dessus des habits noirs et des complets cheviotte. Encadrant le portrait, de la prose, un éloge ampoulé du personnage, d'où j'extrais ceci : « A son entrée dans la carrière, comme député aux Chambres de 1881, il possédait déjà une grande réputation et jouissait d'une situation enviable. Avocat illustre, il gagnait plus de cent mille francs par an; aujourd'hui, il gagne, comme pre-

mier ministre, *trente mille pesetas*; cela donne la mesure de son sacrifice et du désintéressement de son caractère; et il a huit enfants! »

Ce journal, *qui s'adresse évidemment à des imbéciles*, s'appelle la *Revue diplomatique*. Le reste de l'article était à l'avenant, dans un français qui sentait l'*office*.

Le même jour, 31 juillet, une agence parisienne publiait successivement les deux télégrammes suivants :

Barcelone, 30 juillet.

« Le représentant du gouvernement a protesté *contre la campagne menée à Paris contre l'Espagne* par diverses personnes. Les auteurs de cette campagne, anarchistes qualifiés, répandent une fausse nouvelle d'après laquelle on aurait infligé des supplices aux individus arrêtés à propos des événements d'Alcala del Valle, nouvelle dont la fausseté a été reconnue par le député Lerroux en plein Parlement. »

Madrid, 31 juillet.

« Dans les centres officiels, on affirme qu'il n'y a pas de bases positives au sujet de prétendus mauvais traitements employés contre les ouvriers qui ont été poursuivis en raison des désordres à Alcala del Valle.

« Tout récemment, plusieurs de ces ouvriers, poursuivis pour attentat contre la force publique, ont été mis en liberté provisoire.

« Désormais ils pourront, devant les tribunaux, faire les déclarations qu'ils estiment nécessaires pour dégager la vérité. »

Pourquoi ces ridicules panégyriques? Pourquoi ces dénégations tardives et falotes d'un fait que jusqu'ici l'on n'avait pas osé contester? Je ne sais pas si M. le député républicain Lerroux a reconnu en plein Parlement que ce fait était faux; s'il l'a fait, tant pis pour lui. Le fait est vrai, nos lecteurs le savent, nous avons dit ici quelles raisons nous avions de le penser et à celles que nous avions déjà, M. Maura en ajoute une autre: il fait mettre en liberté les prisonniers d'Alcala del Valle — il omet de nous dire que l'un d'eux, Andrès Munoz Villalon, est mort à l'hôpital de Séville, des suites de ses tortures — il les fait mettre, donc, en liberté, tout à coup, comme ça, pour rien, après avoir pendant près d'un an refusé de le faire. Quelle raison a surgi tout à coup pour l'y décider? S'il était bon et juste de tenir sous les verrous il y a un mois les grévistes d'Alcala, il était bon et juste qu'ils y restent encore à l'heure actuelle, aucun jugement définitif n'est intervenu sur leur cas. Mais c'est que, comme dit le plumitif de la *Revue diplomatique*, « le « moment approche où la France aura pour hôte « auguste S. M. le roi Alphonse XIII... » M. Maura, bon gré mal gré, devra venir à Paris, et les déplacements ne lui disent rien qui vaille; il a peur...

M. L.

Une subtile explication

ou

« VOILA COMMENT VOTRE FILLE EST MUETTE »

L'impôt sur le revenu est un vieil article du programme radical. Actuellement il est devenu un article de foi socialiste. La promesse qu'a faite le gouvernement d'en faire l'essai dans un délai rapproché, est une des raisons les plus fortes qui ont été mises en avant par Jaurès pour soutenir le ministère Combes. Je me souviens très bien du temps où les socialistes démontraient que cette réforme n'était qu'une duperie,comme, disaient-ils,toutes les réformes. La taxe sur le revenu se répercute sur les salaires, sur les loyers, sur les objets de consommation, et, en définitive, c'est le prolétaire qui paiera le nouvel impôt. Un exemple récent de cette répercussion nous a été fourni par le dégrèvement à l'octroi des boissons dites hygiéniques (vin, bière). La taxe de remplacement qui frappait les propriétaires a eu pour conséquence *l'élévation des loyers*, surtout des petits, de telle façon que ces propriétaires ont récupéré, et bien au delà, ce qu'ils avaient dû payer.

Une conséquence particulière de l'impôt sur le revenu sera de toucher surtout les grandes villes. Dans son éditorial du dimanche 7 août, l'*Humanité* explique que les ouvriers n'ont pas à s'inquiéter de cette augmentation des impôts urbains. L'explication m'a paru si lumineuse que je n'ai pas résisté au désir de la transcrire pour les lecteurs des *Temps Nouveaux* :

« Mais la population ouvrière des villes, qui feront face à ces charges, ne saurait en être affectée, attendu que l'impôt pèsera sur une catégorie de facultés contributives qui font totalement défaut à l'immense majorité des populations urbaines. En d'autres termes, la péréquation de charges fiscales que l'impôt sur le revenu réalisera, une fois qu'il aura pris toute l'extension qu'il est légitime d'espérer de lui voir prendre, modifiera à la fois, dans le sens de la justice, la répartition des charges entre les communes et les individus. Et c'est là tout le problème de la justice fiscale. »

Si, après ce raisonnement, vous n'êtes pas convaincus...

M. PIERROT.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

Dimanche dernier a eu lieu la traditionnelle manifestation que font, chaque année, à la même époque, les sociétés de Libre pensée, et qui consiste à déposer des couronnes — que les policiers s'empressent de retirer une heure après — au pied du monument d'Etienne Dolet.

Chaque fois, cette manifestation est accompagnée d'un formidable déploiement de police, et puisque nous avons, à ce qu'il paraît, un gouvernement qui fait de l'anticléricalisme son cheval de bataille, on aurait pu croire que les brigades à Lépine s'abstiendraient ; d'autant plus que le journal ministériel l'*Humanité* engageait ses lecteurs à aller manifester.

Il n'en a rien été, et les mesures de police étaient, comme j'ai pu m'en rendre compte, encore plus considérable cette année que les autres.

C'est précédés de gardes municipaux, entourés de régiments entiers de sergots, que ces « libres penseurs » ont « manifesté » depuis l'Hôtel de ville jusqu'à la place Maubert, et j'avoue que j'ai éprouvé une impression pénible à voir défiler ainsi parqués tous ces « penseurs libres ».

Bien entendu, un pareil déploiement de forces policières ne pouvait que provoquer des bagarres et c'est ce qui a eu lieu.

Comme il n'y a plus à présent de République à faire triompher, le drapeau rouge est devenu à nouveau un « emblème séditieux ». Les *Rouges de Bretagne* ont pu en faire l'expérience, car, comme ils tentaient de déployer leur drapeau, le chef des mouchards, Laurent, a aussitôt lancé sa meute policière sur les malheureux « libres penseurs » qui ont bien essayé, mais inutilement, de résister.

Peu après, dans un autre groupe, où l'on tente de déployer un second drapeau, mais inutilement, a lieu une nouvelle bagarre au cours de laquelle les vaches à Touny opèrent.

Devant la statue, au milieu d'un groupe de policiers galonnés, se tient un attaché du cabinet de Combes qui surveille vraisemblablement si les ordres de son maître sont bien exécutés, et qui a la douce satisfaction de voir des manifestants assommés sous ses yeux au cri de « Vive Combes », et les gardes municipaux à cheval opérer quelques charges et blesser plusieurs personnes.

Et ce n'est pas tout, car cela a duré ainsi plusieurs heures.

La manifestation (!!) terminée, battus et ma foi pas contents, les malheureux sont allés assister à des réunions, où des *frères trois points* ont essayé de leur faire avaler que c'était par pure sympathie que le frère Combes les avait fait rosser.

Quelques-uns d'entre eux ont cependant protesté.

P. D.

* *

LORIENT. — Les résultats de la propagande commencent à se faire sentir, et nous ne sommes pas les seuls à nous en apercevoir. Voyez plutôt cet ordre du jour du commandant de la place de Lorient :

« Les rapports de la Place mentionnent de nouveaux cas d'ivresse, d'absences illégales et, ce qui est encore plus grave, l'*inique conduite* de quelques militaires et marins lors de la retraite aux flambeaux du 13 juillet au soir.

« Accompagner des frères d'armes qui, sur l'ordre de leurs chefs, prêtent leur concours à des réjouissances populaires, et faire retentir à leurs oreilles des chansons révolutionnaires où l'on engage l'armée à trahir *ses devoirs*, dénote chez ceux qui se rendent coupables de pareilles fautes une *absence totale de sens moral* et de sentiment militaire. »

Nous le savons depuis longtemps, Monsieur l'amiral, que l'ivrognerie est bien moins grave dans l'armée, que de trouver des hommes conscients qui sachent quel est l'ignoble métier que vous nous forcez à faire, et vous n'êtes certes pas content lorsque l'on chante des chansons révolutionnaires à l'oreille de nos camarades soldats qui n'ont encore pas compris.

Mais dites-moi donc, Monsieur l'amiral, comment l'armée trahit ses devoirs, si c'est en étant le véritable chien de garde de vos semblables, ou en se rangeant dans nos rangs, à nous révolutionnaires?

Quant à une absence totale de sens moral, il ne me faudrait pas grand temps pour vous prouver que vous êtes dans l'erreur; passe encore pour les sentiments militaires, nous ne nous sommes jamais flattés d'en avoir, car ils sont trop inhumains.

Je continue l'ordre : « Profiter de la nuit, dans l'espoir de ne pas être reconnu, est le fait d'un lâche.

« L'armée doit se tenir strictement, rigoureusement en dehors de tout ce qui touche, ou risque à un degré quelconque de toucher aux questions politiques. »

Dites donc aussi, puisque vous nous traitez si facilement de lâches, si ce n'est pas l'acte de lâches que de venir frapper à coups de sabre ou d'autres instruments de meurtre la foule sans armes qui revendique ses droits?

« S'il plaît à quelques-uns de ses membres, plus ou moins avinés, de manquer de respect à cet uniforme que leurs camarades de tous grades portent avec tant de fierté, j'ai l'impérieux devoir d'employer tous les moyens que les règlements mettent à ma disposition, si sévères soient-ils, pour faire cesser au plus tôt un pareil état de choses, et tôt ou tard il cessera, coûte que coûte. »

Il cessera, mais comment donc, Monsieur l'amiral, certainement il cessera, mais vous et les vôtres avec, quand l'armée sera plus consciente.

Vous nous traitez de membres avinés; vous saurez une chose, c'est que tout homme conscient ne se salit pas par l'ivrognerie.

Quant à manquer de respect à cet uniforme, il nous fait assez souffrir pour qu'on puisse le salir; et puis, dites donc, votre uniforme, il nous salit plus que nous ne le salissons.

J'ai aussi une remarque à vous faire; « leurs camarades de tous grades », est-ce que vous vous mettez du nombre? En tout cas, je ne veux point de vous comme camarade, votre tempérament de jouisseur ne m'irait point.

« Dans ce but, j'invite instamment MM. les chefs de corps de la guerre et de la marine, à prendre ou à me proposer toutes les mesures requises en de telles circonstances pour découvrir les coupables et me les signaler, ainsi que pour prévenir le renouvellement de pareils scandales.

« Sur les drapeaux, dont la garde nous est confiée, il est écrit : *République française — Honneur, Patrie*.

« Ces trois mots résument le devoir militaire; ils tracent à tous la ligne de conduite à tenir, et j'entends que nul ne s'en écarte. »

Que vous invitiez les chefs à prendre des mesures, cela ne nous regarde pas, seulement il en découlera cette chose, c'est que plus vous ferez de la répression, plus la propagande se fera; quant à votre République, nous savons ce qu'elle est; votre honneur et votre patrie, nous savons ce qu'ils valent, cela ne vaut pas la peine de nous rabâcher cela trop souvent aux oreilles.

Un anarchiste dans l'armée.

Mouvement ouvrier. — Deux ou trois fortes organisations, espérant à l'aide de la représentation proportionnelle, diriger le mouvement syndical, ont fait porter la question à l'ordre du jour du prochain congrès corporatif qui se tiendra à Bourges. Mais comme il est plus que probable que des organisations plus faibles, mais souvent plus militantes, ne voudront pas se laisser étrangler sans protester, il est à craindre que la plus grande partie du temps n'y soit absorbée en discussions stériles de statuts. Il faut bien, coûte que coûte, en prendre son parti.

Et cependant, il y a à l'ordre du jour du congrès quelques questions intéressantes, telle la limitation de la journée de travail, sur laquelle je compte bien revenir.

Je voudrais aujourd'hui dire quelques mots sur le « *Coopératisme et le Syndicalisme* », autre question à l'ordre du jour qui viendra « peut-être » en discussion.

Je crois, en effet, pour ma part, qu'il y aurait quelque danger à confondre et même à lier plus ou moins étroitement ces deux formes que peut revêtir l'action ouvrière.

Il faut bien le dire, ces deux modes d'action sont si différents qu'ils vont parfois jusqu'à se contredire, comme je vais essayer de le démontrer.

L'action syndicale, telle que nous la comprenons, est une action de lutte, de bataille; il s'agit, par la force que peuvent acquérir les travailleurs d'une même corporation au moyen du groupement, d'arracher à l'adversaire, le patron, un peu plus de bien-être, soit par une augmentation de salaire ou une diminution du temps de travail ou sous toute autre forme.

L'action coopérative, au contraire, consiste pour les travailleurs à s'affranchir du patronat, à tenter de supprimer l'intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Le coopérateur devient par ce fait une portion de patron. Patron pas dangereux, patron n'exploitant pas son semblable, d'accord, mais patron tout de même.

Et tout de suite apparaît l'antagonisme qui existe entre ces deux formes de l'action ouvrière, coopératisme et syndicalisme.

C'est pourquoi il y aura lieu d'examiner de très près ces questions, pour ne pas, sous prétexte d'aider au développement de l'un, risquer de nuire à l'autre, car tôt ou tard par une collaboration par trop étroite, les deux actions se contrecarreraient inévitablement, ce qui risque beaucoup moins d'arriver si elles sont indépendantes l'une de l'autre.

La seule chose que l'on puisse souhaiter, c'est de voir les travailleurs qui, par la coopération, — j'entends, bien entendu, la véritable coopération où tous sont égaux, et il y a peu de cas — se sont affranchis du patronat, continuer malgré cela à venir en aide à leurs camarades dans la lutte contre leurs exploiteurs.

Le *syndicalisme*, c'est la lutte... La coopération ne sert qu'à affranchir des individualités.

Ne les confondons pas.

*
* *

Malgré l'énergique campagne menée par la classe ouvrière, l'on annonce que le parquet de Cambrai vient de terminer l'instruction ouverte contre les tisseurs de Neuvilly, inculpés d'avoir mis le feu au château de leur exploiteur Branquart-Cayez.

Mais il faut croire que l'instruction, menée avec une partialité révoltante, n'a pas donné tout ce que l'on attendait, puisque douze seulement des accusés sont renvoyés devant la cour d'assises pour incendie volontaire et vingt-cinq autres traduits en police correctionnelle, pour bris de clôture.

C'est l'arbitraire en plein, les grévistes de Neuvilly, s'ils sont coupables, le sont tous pareillement, et rien ne peut expliquer une semblable sélection.

A moins, qu'obéissant aux suggestions des capitalistes de la région, les juges n'aient procédé ainsi que dans la crainte du grand jour de la cour d'assises pour tous, et pour obtenir plus sûrement des condamnations. En tout cas, en envisageant la seule loi bourgeoise, il y a une illégalité flagrante, car les faits reprochés aux inculpés étant indivisibles, la cour d'assises seule est compétente.

Devant une pareille provocation, il est indispensable que les organisations ouvrières reprennent la campagne qui avait été commencée et dénoncent comment magistrats et capitalistes de la région s'y sont pris pour échafauder une semblable accusation.

A Cluses, l'enquête continue et un nommé Picaut, juge d'instruction à Bonneville, interroge à droite et à gauche, dans l'espoir d'arriver à prouver que les exploiteurs assassins ont été provoqués. Il cherche aussi à inculper un certain nombre de travailleurs qui ont envahi l'usine après la fusillade; si bien qu'il nous sera peut-être donné de voir les patrons renvoyés indemnes et les ouvriers poursuivis.

Cela serait assez dans la logique capitaliste.

Reste à savoir si les exploités de la contrée, dont un certain nombre sont encore sans travail, l'entendront ainsi.

Les souscriptions ouvertes en faveur des victimes dépassent plusieurs milliers de francs.

*
* *

J'ai signalé, il n'y a pas longtemps, la grève des garçons de café de Toulouse, qui s'est terminée par une victoire. Les propriétaires de cafés qui n'entendent pas payer leur personnel, pour se rattraper ont augmenté le prix de la plupart des consommations, ce qui amena les consommateurs à supprimer totalement ou à diminuer le pourboire; les garçons de café viennent donc de se mettre de nouveau en grève. Ils réclament un salaire de 180 francs par mois pour 10 heures de travail et les heures supplémentaires payées 0 fr. 75. Les garçons réclament également la suppression des pourboires. Les grands cafés ouverts sont gardés par des forces importantes de police et par des soldats.

L'agitation est vive et des manifestations ont lieu à travers la ville, drapeau rouge au vent, et au chant de l'*Internationale*.

Le maire « radical socialiste » a pris un arrêté mobilisant la troupe et une compagnie en tenue de campagne campe dans la cour de l'Hôtel de ville.

Par contre, pour donner un semblant de satisfaction aux grévistes, il a pris un autre arrêté prescrivant la fermeture des cafés, débits de boissons et cabarets à *onze* heures pendant un mois et la réduction des terrasses à la limite fixée pour la perception des droits de voirie.

La lutte, dans ces conditions, semble vouloir être chaude.

Les ouvriers de la filature Ancel-Seitz, de Granges (Vosges), se sont mis en grève et réclament la suppression des « primes » qu'ils voudraient voir remplacer par un salaire fixe plus rémunérateur.

Depuis l'application de la loi de dix heures, en effet, il est devenu impossible aux tisseurs qui travaillent de jour dans cette usine, d'atteindre la quantité de travail nécessaire à l'obtention de la prime. Et sans cette prime, les salaires sont tout à fait insuffisants. Les ouvriers qui travaillent de nuit peuvent à peine l'atteindre.

N'empêche que nos socialistes iront partout dire que la « loi de dix heures » est une amélioration pour la classe ouvrière. Les faits prouvent, au contraire, que les travailleurs ne pensent pas de même, et les nombreuses grèves qu'elle provoque à tout instant, sont la meilleure preuve que les endormeurs du réformisme trompent la classe ouvrière. De plus, puisque l'on travaille de nuit à Granges douze et treize heures, son application reste plus que problématique.

*
* *

La Bourse du travail de Paris vient de renouveler sa commission administrative. Les quinze membres faisant partie de cette commission appartiennent tous à la fraction révolutionnaire. C'est un coup droit au réformisme.

*
* *

L'agitation se poursuit toujours active parmi les ouvriers agricoles du midi de la France. La section de l'Hérault a tenu deux importantes réunions à la Bourse du travail de Béziers; et j'aurai sans doute l'occasion de parler d'un intéressant rapport sur le sucrage des vins qui y fut discuté et que me fait parvenir le camarade Molinier.

Ces jours-ci, — du 13 au 16 août — doit se tenir à Narbonne le 2e Congrès des travailleurs agricoles et nul doute, qu'au grand désespoir des gros propriétaires, l'organisation n'en sorte plus forte; car, comme l'indique justement l'appel aux organisations : « C'est en connaissant leur propre force que les travailleurs agricoles acquerront l'assurance nécessaire pour mener à bien la lutte qu'ils ont engagée contre l'oppression des grands propriétaires terriens. »

Le mouvement qui s'opère actuellement parmi les travailleurs de la terre étant, à mon avis, des plus importants, je ne manquerai pas d'enregistrer les résultats de ces assises du travail.

*
* *

Au milieu d'insanités de tous genres, le journal *Le Jaune* donne cet intéressant renseignement qui lui est fourni, dit-il, par « un ami très informé des choses de l'industrie en France et à l'étranger ».

« Je suis convaincu, — écrit l'ami, — que l'argent italien est cause de toute l'agitation de Marseille au profit de Gênes et de Naples, je sais que c'est le consul italien qui est le grand agitateur. »

Si l'on se remémore que les dernières grèves de Marseille, que j'ai eu l'occasion du reste d'enregistrer, ont été des grèves d'officiers, le renseignement devient fort suggestif.

Avis aux armateurs marseillais dont les officiers font grève.

Mais où allons-nous si maintenant les « chiens de garde du capital » se font payer par l'étranger pour se mettre en grève?

P. Delesalle.

*
* *

Lorient. — *Epilogue de grève.* — On se rappelle le conflit de grève des ouvriers maçons et menuisiers, qui décrétèrent la grève pour faire respecter la loi de dix heures, puisque nos bons gouvernants ne daignent même pas, pour une fois, faire un texte de loi donnant satisfaction à la classe prolétarienne. Nos pauvres frères de misère, condamnés à mourir de faim par ces bourgeois agioteurs et ces patrons durs et rapaces, se révoltèrent contre le joug patronal, et passèrent de la résignation à l'action directe.

Il y eut quelques maisons de ces pieuvres parasitaires quelque peu endommagées ; la maison Moreau fut incendiée ; les soudards et galonnés furent sur les lieux du sinistre en moins de temps qu'il n'en faut pour le décrire. Là, bien entendu, pour ne pas en perdre l'habitude, il y eut des charges exécutées par nos vaillants apôtres de la patrie française contre la chair à mitraille du prolétariat.

Les hirondelles de potence ne manquèrent pas de se signaler par des battues qu'ils organisèrent « illico presto ». A la suite de cette échauffourée, plusieurs arrestations furent opérées. Parmi les jugements iniques qui frappèrent nos camarades, il y eut une condamnation, qui souleva d'indignation la classe ouvrière. C'est celle du pauvre camarade Legoff, président de la corporation des menuisiers, condamné à cinq mois de prison par la magistrature lorientaise, le déclarant coupable d'avoir incendié la maison Moreau et d'exciter les grévistes au pillage et à la révolte.

Malgré un alibi prouvant qu'il n'était pas là au moment de l'incendie, il a été condamné quand même à cinq mois de prison. D'où protestations énergiques en faveur du camarade Legoff, que sa compagne et ses trois enfants attendaient avec impatience. Rien; la magistrature reste sourde à notre appel, elle le tient dans ses serres et elle ne les desserrera que quand Legoff aura subi sa condamnation. Legoff rappelle à Rennes; là, tout de même, ils se montrent moins sévères et plus généreux ; la question d'incendie est écartée ; mais au lieu de le libérer, on réduit sa peine à deux mois de prison. Aujourd'hui, après deux mois de souffrance, le conflit est terminé, et tous les ouvriers ont regagné leurs chantiers. Le camarade Legoff est arrivé dimanche dernier, par le train de 10 h. 40. Toutes les organisations ouvrières, avec leur emblème syndical, étaient présentes à la gare. Lorsqu'il apparaît sous le péristyle, un immense cri de : *Vive Legoff!* le salue ; des femmes lui donnent de gros bouquets rouges, puis le cortège syndical se met en marche, traverse toutes les rues et conspue d'importance la bourgeoisie et les patrons.

Bien entendu, notre brave et dévouée municipalité radicale-socialiste avait envoyé les agents de la force armée pour sauvegarder leur droit et pour mettre à la raison les quelques récalcitrants qui se seraient avisés de trop manifester.

En somme, je crois que de cette manifestation il restera quelque chose dans l'esprit des bourgeois.

E. PAULAIN.

Tunisie.

Une agitation assez vive règne depuis déjà plusieurs mois dans les milieux ouvriers de Tunis.

Ce fut d'abord une réunion publique organisée, le 1er mai dernier, par l'initiative d'ouvriers syndiqués qui firent paraître à cette occasion un numéro unique du journal *l'Operario*.

Depuis le mouvement syndical s'est passablement développé parmi les éléments actifs des travailleurs et une grève dont les incidents seraient, quoique très intéressants, peut-être un peu longs à rapporter, a eu lieu parmi les ouvriers d'un nommé Saugés, le patron cordonnier le plus important de Tunis. A cette occasion, plusieurs réunions purement corporatives furent dissoutes et une certaine presse au service du patronat se fit à cette occasion l'auxiliaire de la police en dénonçant, dans cette ville, cosmopolite par excellence, quelques-uns de ceux qui, ayant pris part au mouvement, avaient le tort de n'être pas assez « Français de France »; le journal policier alla même jusqu'à demander l'expulsion de quelques-uns de ceux qui s'étaient montrés les plus actifs.

Depuis, le mouvement assez fortement influencé par nos camarades n'a été qu'en se développant, ce que ne peuvent admettre les autorités de Tunis, et, à plusieurs reprises, les réunions des syndicats de maçons, métallurgistes, cordonniers, tonneliers, menuisiers qui sont, de plus, unis dans une Fédération, ont été dissoutes à nouveau, quoique le prétexte de la grève n'existât plus.

Naturellement les exploiteurs subventionnent une certaine presse qui accumule mensonges sur calomnies pour salir les travailleurs assez courageux pour essayer de secouer leurs camarades et la *Tunisie Française* ne cesse de réclamer l'expulsion du docteur Converti qui a commis le crime, impardonnable à ses yeux, de faire quelques causeries aux travailleurs pour les engager à se grouper.

Enfin, pour couvrir ces illégalités, les autorités prétendent que la législation tunisienne n'autorise pas les syndicats, ce qui est faux puisqu'il existe depuis fort longtemps des syndicats patronaux.

Toutes ces manœuvres ne serviront à rien, le mouvement est maintenant bien parti et les travailleurs disposés, malgré les obstacles, à poursuivre l'agitation.

Russie.

A titre de document, nous publions l'appel ci-dessous, communiqué par la *Tribune russe :*

PARTI SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE

Appel du Comité Central aux citoyens du monde civilisé.

Saint-Pétersbourg, 16/29 juillet.

A vous, citoyens du monde civilisé, qui avez les libertés primordiales et les droits individuels et politiques, nous, socialistes révolutionnaires russes, nous adressons cet appel qui est en même temps une explication.

La Russie n'a pas de bourgeoisie révolutionnaire qui, partout ailleurs, en s'appuyant sur les masses ouvrières qu'elle allait trahir pour ses intérêts de classe, a brisé le joug de l'absolutisme et conquis les droits de l'Homme et du Citoyen.

C'est donc nous, lutteurs groupés autour du drapeau socialiste révolutionnaire international, et marchant à l'avant-garde des masses ouvrières conscientes, que les destinées politiques de notre patrie ont transformés en porte-parole des revendications politiques et sociales de toute la Russie moderne...

Oui, citoyens, l'acte sanglant de la justice qui vient d'être accompli par l'*Organisation de Combat* (*Boievaïa Organisatsia*) de notre parti, et dont le Comité Central n'hésite pas à prendre sur lui une pleine et entière responsabilité devant l'histoire et devant la conscience des peuples civilisés, cet acte n'est ni un fait isolé, ni l'action d'un individu.

C'est délibérément, c'est après de mûres réflexions que le Parti s'est vu obligé de mettre fin à la politique néfaste de l'autocrate effectif de toutes les Russies, le ministre de l'Intérieur, Viatcheslaf von Plehwe, comme il avait déjà brisé ou tenté de briser les instruments de la même politique ; son dernier prédécesseur Sipiaguine; le bourreau des paysans, le prince Obolensky; le fusilleur des ouvriers, Bogdanovitch, et d'autres tyranneaux locaux ou insulteurs des prisonniers ou déportés politiques.

En cela notre Parti ne fait que reprendre la tradition de la lutte énergique de *La Volonté du Peuple* (*Narodnaia Volia*) dans laquelle, il y a près d'un quart de siècle, Marx et Engels voyaient l'avant-garde de la Révolution sociale mondiale.....

L'exécution de l'homme public en qui étaient incarnées toutes les abominations et toutes les horreurs du tsarisme, a fait pousser à l'opinion publique du monde civilisé, malgré ses réticences habituelles et conventionnelles, un cri de soulagement de conscience enfin libérée.

Il serait donc inutile d'épiloguer sur la signification politique et morale de cet acte.

Viatcheslaf von Plehwe a été exécuté :

1° Parce que c'est lui qui, il y a vingt ans, avait fait emmurer nos frères de la *Volonté du Peuple* dans les cachots de pierre des forteresses de Pierre et Paul et de Schlusselbourg, et diriger contre eux de telles persécutions, contraires aux lois même de l'Empire moscovite, qu'ils mouraient là par dizaines, victimes de privations et de la folie suscitée par cette existence de l'enfer de Dante, tandis que les quelques survivants continuent à traîner toujours une vie épouvantable.

2° Parce que c'est lui qui, redevenu tyran omnipotent de la Russie, a renouvelé, en l'aggravant, la politique des représailles inouïes contre les intellectuels, les ouvriers, les paysans, contre tout ce qui vit, qui pense et qui souffre en Russie ; lui qui, pendant deux ans de vizirat irresponsable auprès du triste padischah du Nord, fit périr sur l'échafaud ou ensevelir vivants, dans le tombeau de nos Bastilles, Balmachef, Guerchouni, Froumkine et tant d'autres vaillants champions du droit et de la liberté; lui qui fit trouer, par les balles des soldats, cent poitrines ouvrières à Oufa, qui fit inonder du sang des prolétaires les pavés de nos centres industriels du Midi ; lui qui dirigea à la hauteur d'une institution régulière dans les prisons politiques les pires outrages et la mutilation des détenus, jusqu'au viol des femmes, jusqu'à faire casser par les sbires les bras des prisonniers contre les genoux des bourreaux ; lui qui fit fouetter, lors du mouvement agraire de 1902, des foules de paysans, violer leurs femmes et filles par des Cosaques ivres, et peser la responsabilité collective sur des villages entiers, chose inouïe depuis le despotisme oriental et les peuplades barbares.

3° Parce que c'est lui qui, voulant combattre le flot toujours montant de la Révolution, s'efforça d'attiser les haines entre diverses nationalités de l'empire, de les opposer les unes aux autres et toutes à la « Sainte Russie » orthodoxe et tsariste; lui qui poussa aux extrêmes la russification de la Finlande, en brisant la constitution du loyal et paisible pays ; lui qui poursuivit avec acharnement les Polonais, les Arméniens, les Juifs, en organisant contre ces derniers, à Kichinef et à Gomel, de véritables Saint-Barthélemy, où les pauvres ilotes russes, affolés par l'eau-de-vie et stylés par la police, se livraient sur les vieillards, les femmes, les enfants, aussi misérables qu'eux, à des tortures qui dépassent l'imagination d'un de Sade.

4° Parce que c'est lui qui tenta d'envelopper dans un seul réseau de police internationale les pays civilisés de l'Europe, en s'efforçant de les inféoder au régime suranné du tsarisme et en osant dresser partout, en Italie, en France, en Allemagne, des traquenards aux révolutionnaires russes ayant échappé aux serres de l'aigle moscovite.

5° Parce que c'est lui, enfin, qui, poursuivant toujours sa politique de diversion, pesa de toute son influence sur le tsar pour provoquer la guerre avec le Japon, et jeta ainsi le malheureux pays dans une des aventures les plus sinistres que l'histoire ait jamais connues, en sacrifiant froidement aux appétits de ses amis, les illustres flibustiers Bezobrasof, Alexeïef et Cie, les vies des cent mille jeunes gens et les milliards de roubles tirés de l'existence famélique et du travail surhumain de tout un peuple.

Et c'est pour ces crimes contre le peuple et la patrie, contre la civilisation et l'humanité que Viatcheslaf v. Plehwe fut condamné à mort et exécuté par l'Organisation de Combat.

Et maintenant, nous adressons cet appel aux citoyens du monde civilisé et nous leur disons : A vous incombe la tâche de propager, dans les pays libres, les vraies notions sur le sens du duel qui est engagé entre l'autocratie et la Russie moderne. Ce duel ne finira qu'avec la disparition d'un des adversaires : ce sera le tsarisme vaincu par la Révolution, par la nation russe, enfin libre.

Ne prêtez pas l'oreille aux calomnies intéressées des partisans du tsarisme, qui voudraient nous transformer en barbares ou en ennemis de la civilisation. C'est pour briser le moule barbare du despotisme, c'est pour libérer un grand peuple du joug tsariste, pour lui donner accès à la civilisation moderne, pour doter le pays d'institutions représentatives, que nous, socialistes révolutionnaires, combattons en ce moment non seulement pour notre drapeau, mais pour les revendications libérales et démocratiques de toute la Russie moderne.

L'énergie nécessaire de nos moyens de lutte ne doit cacher à personne la vérité : plus que n'importe qui, nous réprouvons hautement, comme l'ont fait toujours nos héroïques prédécesseurs de la *Volonté du Peuple*, la tactique terroriste dans les pays libres ; mais en Russie, où le despotisme exclut toute lutte politique ouverte et ne connaît que l'arbitraire, où il n'y a aucun recours contre l'irresponsabilité du pouvoir absolu à tous les degrés de la bureaucratie omnipotente, nous serons obligés d'opposer à la violence de la tyrannie la force du droit révolutionnaire.

Qu'on n'oublie pas, du reste, qu'à côté de l'activité spéciale de l'Organisation de Combat, tous les efforts de notre parti sont et seront toujours consacrés à la propagande du socialisme parmi les ouvriers et les paysans et à l'organisation révolutionnaire des masses, en pleine communion d'idées avec elles, conformément à notre programme socialiste révolutionnaire.

Nous espérons donc que, dans cette lutte historique pour la liberté, vous, citoyens du monde civilisé, serez de cœur avec les champions du Droit et de la Justice.

Signé : LE COMITÉ CENTRAL
DU PARTI SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE.



L'Alimentation du Nourrisson

(Suite) (1).

S'il est nécessaire que l'enfant nourri au sein ait des repas à intervalles réguliers et en quantité voulue, ces conditions sont encore bien plus impérieusement exigibles quand l'enfant est nourri de lait animal, c'est-à-dire d'un aliment exigeant une plus longue et plus difficile élaboration.

On peut voir des nourrissons au sein supporter sans trop d'inconvénients, au moins apparents, une suralimentation passagère; aucun enfant nourri au biberon ne peut résister à la suralimentation plus de quelques mois en hiver, plus de quelques semaines en été. Il arrive fréquemment qu'un enfant suralimenté en hiver et réglé ensuite, n'en supporte pas moins très mal les premières grandes chaleurs, est pris de diarrhée et succombe en quelques jours, uniquement parce que son mauvais régime antérieur a supprimé toutes les forces de résistance de son organisme. Un exemple caractéristique est celui de l'enfant que les parents confient d'abord à la grand'mère ou à une nourrice et reprennent au bout de quelques mois. Dès son retour au domicile paternel, cet enfant est soumis à l'examen d'un médecin et

(1) Voir les nos 12 et 13.

les conseils de celui-ci sont ponctuellement suivis. Malheureusement les mois chauds arrivent : l'enfant qui paraissait très vigoureux parce qu'il était très gras, commence à avoir des selles fréquentes, et de mauvais aspect. — Si la diète hydrique n'est pas pratiquée immédiatement, les vomissements surviennent, puis la fièvre, enfin l'abattement profond dont on ne peut plus relever le pauvre petit être qui succombe, quoi qu'on puisse faire. Les responsables sont ceux qui ont eu la charge de l'enfant pendant les premiers mois de sa vie, et il est d'autant plus difficile de s'opposer au renouvellement des fautes commises, que bien souvent il s'agit de la grand'mère qui a toujours peur que l'enfant peine et ne peut l'entendre crier sans lui donner à boire, ou d'une nourrice qui a élevé cet enfant comme elle élève les siens.

A la grand'mère il sera toujours impossible de faire entendre raison. L'expérience qu'elle croit avoir acquise et la sentimentalité puérile résultant de son grand âge la rendent sourde à tout conseil, à tout raisonnement. Elle est, au point de vue des jeunes enfants, la personne la plus dangereuse, la plus malfaisante autant qu'elle est la plus tendre et la mieux intentionnée.

Vis-à-vis des nourrices qu'on paye, il existe au contraire des moyens d'action certains. Il s'agit de les mettre en action. Cela dépend des parents et d'eux seuls.

Qu'ils commencent par ne compter sur aucune institution publique ou privée, qu'ils ne s'en remettent à personne de la surveillance et de la direction de la femme qui supplée la mère dans le rôle très délicat qu'elle devrait toujours pouvoir remplir elle-même.

Mais pour être à même de diriger et surveiller cette remplaçante, la mère doit évidemment être elle-même très exactement renseignée sur les conditions d'une bonne alimentation de son enfant.

Or, actuellement, c'est presque toujours le contraire qui se produit. La nourrice de métier qui a élevé plusieurs nourrissons et reçu, à leur propos, de nombreux conseils de médecin, finirait par admettre que ces conseils ont du bon ; tandis qu'elle subit, à chaque visite des parents, des reproches très aigres, sur l'état de maigreur du nourrisson qu'elle laisse sûrement jeûner par avarice ou négligence. Et bien vite les parents apportent de la farine lactée, de la phosphatine et autres drogues pour tâcher de faire plus rapidement grossir leur rejeton.

Supposons que plus instruits, les parents recommandent toujours à la nourrice de ne pas suralimenter les enfants, remarquent les éruptions qu'ils peuvent présenter sur leur corps et fassent entendre à la nourrice qu'ils savent que ce sont les premiers signes d'un mauvais état intestinal facile à améliorer par une alimentation mieux comprise, qu'ils se rendent compte aussi de la façon dont l'enfant digère, enfin qu'ils pèsent à chaque visite leur enfant et soient satisfaits d'une augmentation de poids normal et encore mis en défiance par un trop rapide accroissement.

Supposons que les parents remplissent de cette façon le temps qu'ils peuvent consacrer à leur enfant, au lieu de l'employer à interroger les faits et gestes de la nourrice et de susciter leurs propos jaloux et maveillants, alors les visites mensuelles du médecin de l'administration pourraient être avantageusement supprimées. En cas de maladie, le médecin désigné par la famille pourra agir d'autant plus efficacement qu'il se saura compris et soutenu par les parents, et la nourrice n'hésitera pas à suivre ses avis, puisqu'ils auront toute l'approbation des gens qui la paient.

Actuellement, il y a opposition d'idées et de propos presque constante entre le médecin et la famille, et la nourrice en profite pour ne faire qu'à sa guise. Dès le moment que la famille et le médecin seront mus par les mêmes principes indubitablement établis, la nourrice sera bien obligée de renoncer à ses propres idées, quand elles émanent d'une tradition stupide.

Les bons résultats obtenus dans quelques cas auront une répercussion immédiate sur la manière d'agir de toutes les nourrices du voisinage.

Déjà, après quelques années d'efforts, que je craignais inutiles, au milieu des oppositions de toutes sortes, j'ai eu récemment le très vif plaisir de voir quelques nourrices mettre de leur propre initiative leurs nourrissons à l'eau bouillie dès le début d'une diarrhée et en attendant mon intervention. Ces enfants ont dû la vie à cette mesure opportune, prise à temps, à un moment où la chaleur décime les enfants du premier âge.

J'espère que ces faits heureux serviront d'autant mieux d'enseignement que le médecin, dont on se méfie toujours un peu, n'y a pas eu de part directe.

Mais combien seraient-ils plus nombreux et combien plus de vies d'enfants et de santés d'adultes seraient préservées, si les parents eux-mêmes, les plus directement intéressés, nous venaient en aide au lieu de contrecarrer nos efforts et les rendre trop souvent stériles !

L'éducation des parents est bien l'œuvre la plus immédiatement nécessaire à faire. Il est honteux pour une société d'être obligé d'écrire ceci : que ceux qui procréent, devraient savoir comment faire pour que leur progéniture vive et s'élève ! — Mais nous n'en sommes plus à compter les absurdités de notre organisme social.

Aux avantages de premier ordre qui découlent pour l'enfant du réglage de son alimentation, s'ajoutent des avantages matériels pour les parents et pour la nourrice, dont bénéficie indirectement l'enfant lui-même.

Réduite à la quantité de lait convenable, la provision journalière de lait est très peu coûteuse, surtout quand on a soin de ne donner à l'enfant, chaque fois, que la quantité qu'il doit prendre, ce qui supprime les reliquats qu'on est obligé de jeter.

La nourrice qui a habitué l'enfant à rester dans son lit dans l'intervalle des tétées, a du temps libre pour manger, s'occuper de ses repas, de son ménage, faire ses courses, laver son linge, etc.

Ce n'est plus sa journée entière, ce sont quelques heures à intervalles réguliers qu'elle consacre à son nourrisson. Elle peut donc très aisément en élever plusieurs à la fois ; et par conséquent, avec une rémunération sensiblement moindre que celle actuellement en usage, avoir des bénéfices très suffisants. Enfin elle, son mari et ses enfants n'ont pas le sommeil troublé par les cris incessants d'un nourrisson en proie aux coliques ou habitué à ne pas passer une heure sans boire.

Ce n'est pas là de l'utopie. Je vois presque journellement une femme qui élève à la fois quatre nourrissons, tout en ayant la garde de cinq enfants plus grands. Évidemment ces mioches suffisent pour l'occuper toute la journée, mais sans excéder ses forces, et elle les élève fort bien.

Il nous reste à indiquer les quantités de lait animal qui constituent la ration normale des nourrissons de divers âges.

Si l'on ouvre les livres écrits par les spécialistes, on voit des tableaux qui diffèrent sensiblement d'un auteur à l'autre, mais qui, en revanche, fixent le taux alimentaire d'une façon invariable pour tous les enfants du même âge ; comme si tous les enfants de deux mois, par exemple, avaient la même capacité digestive et les mêmes besoins.

Plus près de la vérité est M. Budin qui établit sa ration d'après la seule donnée du poids de l'enfant.

Son principe est que chaque enfant doit prendre par jour une quantité de lait de vache égale au dixième de son poids nu. Par exemple, un enfant pesant 4 kilos, recevra 400 grammes par jour de lait de vache.

Ce principe ne s'applique évidemment pas aux nouveaux-nés qui devront au moins, pendant le premier mois, quel que soit leur poids, recevoir une alimentation moindre.

On ne saurait trop prendre de précautions pour éviter la suralimentation au début de la vie, non seulement à cause de la fragilité de l'organisme du nouveau-né, mais aussi parce qu'une mauvaise habitude prise en commençant, exigera beaucoup de patience et de fermeté de la part des parents pour être ensuite réformée. Il n'y a presque aucun danger à pécher par défaut d'alimentation ; il y en a de très grands à pécher par excès.

La plupart des quantités généralement fixées par les médecins français fournissent, à mon avis, des indications trop élevées pour l'alimentation des nouveaux-nés.

Le premier jour, l'enfant ne doit pas recevoir une goutte de lait.

Le deuxième jour : 30 grammes d'un mélange par parties égales de bon lait et d'eau sucrée à 10 0/0, de préférence avec du lactose ou sucre de lait, c'est-à-dire qu'on fera bouillir avec soin un litre d'eau, dans lequel on aura mis 100 grammes de lactose et qu'on mélangera 15 grammes de cette solution à 15 grammes de lait pur.

Ces quantités varieraient si le lait dont on dispose était pauvre en crème, ou déjà mouillé. Ce sont ces considérations qui rendent si difficile l'établissement de la ration alimentaire des enfants nourris au lait animal, et qui nous obligent à répéter combien ce genre d'alimentation expose à des dangers imprévus.

Nous sommes bien forcés, pour fixer les idées, de supposer que le lait fourni est de bonne qualité.

Dans ces conditions, les rations seront :

Le troisième jour, de 50 grammes du même mélange par parties égales de lait et d'eau sucrée ;

Le quatrième jour, de 120 grammes ;
Le cinquième jour, de 200 grammes ;
Le sixième jour, de 250 grammes ;
Le septième jour, de 300 grammes.

Pendant la deuxième semaine, la quantité journalière restera environ de 300 grammes, pour s'élever graduellement à 400 grammes pendant la troisième semaine, et à 500 grammes pendant la quatrième.

A partir de l'âge d'un mois, le mélange ne se fera plus que pour un tiers d'eau bouillie sucrée et deux tiers de lait.

La quantité journalière de ce mélange dépendra, à partir de ce moment, du poids de l'enfant, n'en devant représenter que le dixième.

C'est tout à fait à regret que j'indique ces chiffres, tant je vois combien la ration convenable varie pour chaque enfant, suivant son sexe, son hérédité, l'époque de l'année, les mille incidents survenus depuis sa naissance.

Ce n'est que par tâtonnements qu'on peut fixer, surtout dans les premiers jours, la quantité suffisante et nécessaire. Il faut savoir diminuer au moindre indice de mauvaise digestion, ne pas craindre d'augmenter si tout montre que l'enfant s'en trouve bien. Bien élever un enfant au lait animal est un véritable tour de force, chef-d'œuvre de patience, d'observation intelligente et surtout de renoncement à tout parti pris, à toute idée préconçue.

Moins aléatoire et tout aussi importante est la détermination de la fréquence des repas.

Le deuxième et le troisième jour, le lait sera donné par très petites quantités et à des intervalles un peu variables, qui seront toujours au

moins de deux heures. Mais il est surtout nécessaire de laisser dormir l'enfant.

Dès le troisième jour quelquefois, si l'enfant est vigoureux, dès le quatrième dans tous les cas, on établira la règle inflexible du repas toutes les deux heures, de 6 heures du matin à 8 heures du soir et d'un repas la nuit entre minuit et une heure.

Dès le deuxième mois, les repas seront un peu plus copieux, espacés de deux heures et demie, conservant le repas de la nuit à la même heure, et il en sera ainsi jusqu'au sixième mois.

A partir de ce moment, on supprime le repas de la nuit et on espace de trois en trois heures les repas du jour.

Dans aucun cas l'enfant ne doit prendre du lait plus d'une fois dans le courant de la nuit (de 9 heures du ssoir à 6 heures du matin).

Dans aucun cas, il ne doit, avant l'âge d'un an, dépasser la ration d'un litre de lait pur dans les vingt-quatre heures.

Enfin on doit s'efforcer de lui faire prendre chaque repas de lait le plus lentement possible. Si l'on use du biberon, la tétine doit être percée d'un trou aussi fin que possible.

Si l'on emploie, ce qui est préférable, un gobelet quelconque, il vaudra mieux donner avec une petite cuiller qu'apprendre à l'enfant à boire de lui-même au gobelet.

Tels sont les quelques principes qui peuvent guider les mères dans l'art si difficile d'élever des nouveaux-nés au lait animal. Mais je ne saurais trop dire combien elles doivent considérer ces principes comme des indications tout à fait générales; tenir peu de compte des chiffres, surveiller surtout les symptômes de malaise et diminuer la ration au moindre incident.

Dr E. D.



-•- Amiens. — Les camarades qui se sont décidés à venir à la promenade du 15 août, voudront bien prévenir avant dimanche 2 heures, pour que l'on puisse retenir les bateaux.

Nous prévenons aussi les camarades qu'à partir de cette semaine les livres seront prêtés moyennant 0 fr. 05 par semaine; que ceux qui ont déjà souscrit pour le manifeste fassent un effort s'ils veulent le voir paraître, il nous manque encore une quarantaine de francs.

VIENT DE PARAITRE

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.

EN VENTE

Nous avons des années 5, 6, 7 et 8 des *Temps Nouveaux*, un peu plus qu'il ne nous est nécessaire. A titre de propagande, nous les offrons à 5 francs. En gare, 5 fr. 80.

Pour l'extérieur, le prix du port varie selon le tarif des colis postaux.



-•- **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Mardi 23 août, salle de l'Harmonie, 92, rue d'Angoulême, controverse entre les camarades Fribourg et Girault sur : le Syndicalisme doit-il être nettement antiparlementaire?

Entrée : 0 fr. 30 pour couvrir les frais. Les femmes ne paieront pas.

-•- **La Coopérative Communiste**, 68, rue François-Miron. — Jeudi 18 août, à 9 heures du soir, causerie par un camarade. Lettres de la colonie de Vaux.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, vente de produits.

-•- **L'Enseignement Mutuel**, rue de la Chapelle, 41. — Samedi 13 août : André Spire, Histoire de la Poésie française (Boileau). — Mercredi 17 : Bedaux, les Syndicats corporatifs.

-•- **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 17 août, à 8 h. 1/2, causerie : « Les armées considérées au point de vue antimilitariste. »

-•- **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 15 août, à 8 h. 1/2, causerie : « Voyage sur la Sangha », par Wickers.

-•- **L'Internationale Antimilitariste.** — Mardi, à la *Coopération des Idées*, faubourg Saint-Antoine, causerie par Miguel Almereyda sur la Nouvelle Internationale.

-•- **U. P. Mouffetard**, 76, rue Mouffetard. — Causerie le mardi 16 août, par Henri Duchmann. Sujet : La Nouvelle Internationale.

-•- Puteaux. — Samedi 13 août, réunion publique, avec le concours des camarades Henri Duchmann et Miguel Almereyda : L'Internationale Antimilitariste; Organisation d'une section régionale. Pour le lieu de la réunion consulter les quotidiens de samedi.

-•- Puteaux-Suresnes. — **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs.** — Samedi 13 août, à 8 h. 1/2, au Restaurant Coopératif, rues Mars et Roty, conférence par les camarades E. Girault et Almereyda sur le rôle de la Nouvelle Internationale.

-•- Alais et environs. — Réunion le 21, à 8 h. du soir, local couvert. Urgence.

-•- Lyon. — Réunion le 14 août, chez Chamarande, 26, rue Paul Bert : Création d'une section de l'Internationale antimilitariste.

-•- Marseille. — **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs.** — Réunion publique et contradictoire, samedi 13 août, à 9 heures du soir, grande salle de la Bourse du Travail. Les camarades Jean Marestan, Potigny, Berrier, Merle, Baud prendront la parole.



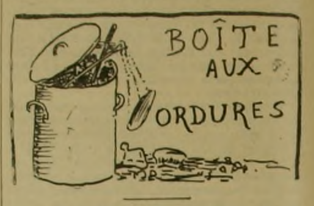
Barcelone, 1er août. — Les anarchistes ont tenu un meeting au cours duquel ils ont réclamé la suppression du gouvernement, de la religion et de la société entière.

Jeudi prochain, un autre meeting aura lieu à San-Andres-de-Palomar.

(*Des agences.*)

En réalité, les Russes étaient assez forts pour défendre longtemps encore et peut-être victorieusement cette position. Ils ne l'abandonnèrent qu'en exécution d'un plan stratégique depuis longtemps conçu.

(Le Journal, 28 juillet).



Les uns combattent la propriété, afin de se « l'approprier », les autres, comme l'assassin de Plehve, assassinent froidement vingt personnes d'un seul coup au nom de leurs principes, *et quand les agents leur mettent la main au collet, le premier mot de ces bandits, qui méprisent la vie des autres est :* Ne me tuez pas!

C'est la seule phrase qu'ait trouvée l'ignoble juif qui tua l'autre jour un ministre et vingt passants.

Laharpe.

(*Le Jaune*, n° 27.)



Jeunesse anarchiste stéphanoise. — La place nous manque pour insérer des protestations semblables. Et elles n'ont de valeur qu'à condition d'être très nombreuses.

Garabed. — Non, je ne connais personne qui puisse disposer de « Pro Armenia ».

A. de N., à Porto-Santo. — Entendu. J. Erc., rue de R., Paris. L'abon. sera servi.

A., à Arles. — Le numéro avait été expédié. Le réexpédions.

Quatre chercheurs de vérité, Montredon. — Bien reçu les six envois. Merci.

Fédération antimilitariste, à Lyon. — J'ai fait passer votre lettre à Quillard.

B., à Appoigny. — En effet, c'est par erreur que la lettre vous a été adressée. — Pour le reste, c'est une appréciation... plus ou moins juste.

V. L., L'ours et la plume. — Je ne saisis pas très bien l'idée.

L. V., à Lorient. — Avons fait passer au *Libertaire*. C'est lui qui s'occupe de cette publication. — Votre abon. se termine fin avril 1905.

G. M., à Longefoy. — Tout cela serait passable, si on ne faussait pas la question, en voulant présenter ce remède individuel comme un remède social.

T., à Rennes. — C'est un oubli que je m'empresse de réparer.

E. L., à Paris. — Reçu. Merci.

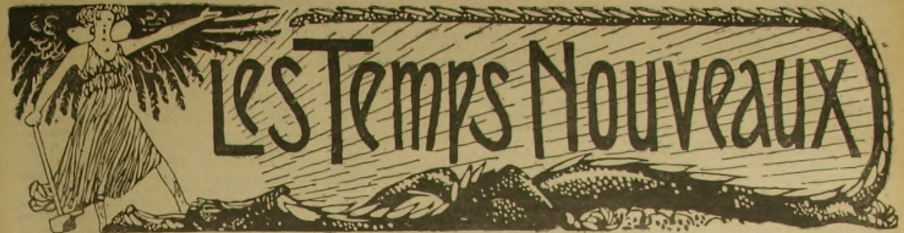
Reçu pour le journal : G. C., à Montboucher, 1 fr. 05. — Dr L., Marseille, 0 fr. 75 — F. M., 1 fr. — Saint-Quentin, 1 fr. 50. — H. R., à Neuchâtel, 10 fr. — R., 10 fr. — L. C., 5 fr. — L. S., 1 fr. 45. — Anonyme, 2 fr. — G. et D., à Kerentrech, 1 fr. — M., à Tunis, 2 fr. — L. B., 2 fr. — Merci à tous.

F. G., à Tournus. — J. D., à Grigny. — E. S., à Saint-Just. — C., à Lymewood. — E. D., à Montereau. — H. R., à Troyes. — V., à Porto-Alegre. — C., à Marseille. — R., à Firminy. — L. F., à Rome. — G., à Tournus. — H. V., à Delémont. — L. R., à Jemeppes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet, rue Bleue, 7, Paris.

Dixième Année. — N° 16 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ✣ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 20 au 26 Août 1904



POUR LA FRANCE
Un An . . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e



RETOUR A LA RITOURNELLE

Pour les raisons connues, nous sommes forcés de supprimer le Supplément *cette semaine.*

Bonne Foi

S'il est une chose à mon sens profondément regrettable entre gens que l'on pourrait espérer voir sinon unir leurs efforts, du moins lutter parallèlement pour des buts analogues, c'est l'état d'hostilité entretenu à l'aide d'arguments de mauvaise foi.

Telle est la réflexion que m'a suggérée la lecture du compte rendu des réunions préparatoires au Congrès socialiste international qui a lieu à Amsterdam.

On sait que depuis le Congrès de Londres (1896), les anarchistes sont exclus des congrès socialistes internationaux sous le prétexte qu'ils ne sont pas partisans de l'action parlementaire.

Il était absolument impossible, paraît-il, de faire quoi que ce soit d'utile relativement aux améliorations à apporter à la situation du prolétariat ou à la préparation d'une révolution sociale, avec des révolutionnaires qui se font un scrupule d'abdiquer leur liberté entre les mains de gens qu'ils ont quatre-vingt-dix-neuf raisons sur cent de supposer de vulgaires intrigants.

Ce raisonnement m'a toujours paru au plus haut point ahurissant. Que penseriez-vous, en effet, d'un médecin qui, en temps d'épidémie foudroyante, dirait à son collègue : « Vous et moi avons particulièrement étudié la maladie, et seuls nous en connaissons la thérapeutique efficace. Mais vous prétendez l'appliquer vous-même directement, alors que j'estime meilleur d'en référer à l'Assistance publique pour qu'elle se charge d'en organiser administrativement l'application. Nous n'avons rien de commun. Votre action est exclusive de la mienne ; je refuse d'unir mes efforts aux vôtres. Bien mieux, je proclamerai partout que, sous couleur de prendre l'intérêt des malades, vous favorisez l'extension de l'épidémie. »

C'est ainsi que parlent les socialistes. Socialistes et anarchistes sont arrivés à cette conclusion que le remède à l'horrible maladie économique réside dans la suppression de la propriété et la socialisation des moyens de production et de consommation. Les anarchistes estiment que la méthode la plus sûre pour rendre efficace et durable cette refonte économique est d'amener les intéressés à la conviction de sa nécessité. Les socialistes, eux, à l'instar du médecin précité, pensent meilleur d'avoir recours à des expédients administratifs qui imposeront la réforme par décrets, que les intéressés en comprennent ou non l'utilité. Et se basant sur cette divergence de tactique, ceux-ci non seulement refusent d'avoir tout contact « même physique » (1) avec ceux-là, mais les accusent même formellement de faire le jeu de la bourgeoisie.

(1) Tels sont les termes exacts dont se sont servis les guesdistes au Congrès de Londres, en 1896, à l'égard des anarchistes.

Que l'on ne prenne pas cette dernière accusation pour une boutade lancée en passant. C'est systématiquement et officiellement qu'elle est proférée en chaque circonstance. Déjà elle le fut à l'occasion du Congrès de Londres, où la qualité de socialiste fut refusée aux anarchistes que, perfidement, jésuitiquement, on feignait de croire tous individualistes. Mais voici le texte d'une résolution qui sera soumise au congrès d'Amsterdam, par Mme Van der Schalk, à propos de la grève générale :

« Considérant qu'il est désirable que la démocratie sociale se prononce sur la grève générale ;

« Que les conditions nécessaires pour la réussite d'une grève de grande étendue sont une forte organisation et une discipline volontaire du prolétariat,

« Déclare la « grève générale », si l'on entend par là la cessation complète de tout travail à un moment donné, inexécutable, parce qu'une telle grève rendrait chaque existence, celle du prolétariat comme toute autre, impossible ;

« Considérant :

« Que l'émancipation de la classe ouvrière ne saurait être le résultat d'un tel effort subit ;

« Qu'il est au contraire possible qu'une grève qui s'étendrait soit sur un grand nombre de métiers, soit sur les plus importants d'entre eux au fonctionnement de la vie économique, se trouverait être un moyen suprême d'effectuer des changements sociaux de grande importance ou de se défendre contre des attentats réactionnaires sur les droits des ouvriers,

« Avertit ceux-ci de ne point se laisser influencer par la propagande de la « grève générale » *dont se servent les anarchistes pour détourner les ouvriers de la lutte véritable et incessante*, c'est-à-dire de l'action politique, syndicale et coopérative,

« Et invite les ouvriers à augmenter leur puissance et à raffermir leur unité en développant leurs organisations de classe, puisque de ces conditions dépendra le succès de la grève politique si celle-ci, un jour, se trouvait être nécessaire et utile. »

J'ai cité la résolution en entier pour ne pas être, à mon tour, accusé de mauvaise foi en faisant des citations tronquées.

Il y a dans cette proposition deux imputations mensongères à l'égard des anarchistes. Je dis « mensongères » à dessein. Car ce qui de

la part de bourgeois, ignorants des questions sociales ou les jugeant avec une mentalité à part, n'est qu'erreur, devient mensonge dans la bouche d'un socialiste. Il n'est point admissible en effet que des socialistes — qui, tout comme les anarchistes, ont posé le grand problème de l'abolition de la propriété — se méprennent, aussi grossièrement qu'ils paraissent le faire, sur les idées anarchistes.

En ce qui concerne la *grève générale*, nous n'avons *jamais supposé* que par un coup de baguette magique, un beau jour, tout à coup, *tous* les travailleurs déposeraient leurs outils et que « l'émancipation de la classe ouvrière serait le résultat d'un tel effort subit ». Pas plus, du reste, que nous n'avons jamais envisagé la révolution sociale comme un cataclysme soudain, comme un coup de théâtre changeant brusquement du jour au lendemain la face sociale du monde. Ce serait par trop simpliste !

On peut s'en *référer* à ce que nous avons tous écrit — Grave, Charles Albert, Delesalle, Pelloutier, Yvetot, moi-même et tant d'autres — quand nous avons traité de la grève générale. Nous savons bien qu'un arrêt vraiment *général* du travail est impossible. On ne peut demander à tous les cerveaux d'arriver en même temps à un même degré d'évolution. Mais nous croyons, et nous l'avons dit maintes fois, qu'une grève éclatant dans une des principales industries suffirait à provoquer un tel conflit entre les classes qu'une révolution en sortirait certainement. Une grève générale des transports, par exemple, suffirait, car elle déterminerait un arrêt forcé et général de la vie sociale.

Nous pensons, en outre, tout comme nos détracteurs les socialistes, que « les conditions nécessaires pour la réussite d'une grève de grande étendue sont une forte organisation et une discipline volontaire du prolétariat ».

Discipline ? Parfaitement; le mot ne nous fait pas peur. Non pas cette discipline qui fait des hommes un troupeau de bêtes inconscientes obéissant aveuglément aux injonctions d'un chef imposé. Mais discipline *volontaire* — comme vous le dites si bien, chère citoyenne — c'est-à-dire consentement, après examen et en connaissance de cause, librement accordé à une action concertée vers un but connu et approuvé.

Nous serions donc d'accord ?...

Il faut croire que non, puisqu'on « avertit les travailleurs de ne point se laisser influencer par la propagande pour la grève générale dont *se servent* les anarchistes pour détourner les ouvriers de la lutte véritable et incessante, etc., etc. »

Deuxième calomnie. Les anarchistes ne « se servent » pas de la grève générale, comme par exemple des intrigants « se servent » du suffrage universel pour parvenir à de bonnes places ; les anarchistes affirment simplement que « la lutte véritable et incessante » doit être la lutte de classe, au point de vue économique ; lutte rendue plus efficace par une solide organisation syndicale de la classe ouvrière. Et eux aussi invitent les ouvriers à « augmenter leur puissance et à raffermir leur unité en développant leurs organisations de classe ». Mais ils ne les y invitent pas en vue d'une grève générale politique, mais en vue de la lutte contre le capitalisme et de son écroulement par le refus concerté, et le plus généralisé qu'il sera possible, de se soumettre plus longtemps à l'exploitation du patronat.

Nous serions donc d'accord jusqu'à l'action politique exclusivement ?

Elle est capitale, direz-vous. Mais, si elle a, comme vous le prétendez, cette importance essentielle qui éclipse à tel point les autres moyens de lutte qu'il vous semble impossible de faire quoi que ce soit d'efficace avec qui n'en est pas partisan, je me demande pourquoi vous vous inquiétez de ces autres moyens que, nous, nous préconisons tout comme vous. Ceux-ci ne devraient-ils pas être entièrement absorbés par celle-là ? En vous en occupant, vous vous exposez bien imprudemment à l'« odieux contact » avec nous. Et si l'action politique prédomine surtout, à quoi bon perdre son temps à favoriser le développement d'« organisations de classe », tandis qu'il suffit de préconiser — dans toute classe, ouvrière ou bourgeoise — le vote en faveur des candidats socialistes ?

Mais vous êtes forcés d'avouer vous-mêmes que cela ne suffit pas. Vous devez reconnaître que, pour qu'une révolution économique aussi profonde que celle qui résulterait de l'abolition de la propriété et de l'établissement du communisme, soit efficace, il est indispensable que les hommes aient modifié leur mentalité — ou que leur mentalité ait été modifiée — et que cette mentalité soit adéquate aux conditions économiques et morales qui résulteront de la modification. Le bulletin de vote est-il de taille à opérer cette transformation mentale ? Ou bien est-il nécessaire, comme nous le répétons incessamment, *d'agir directement* sur les consciences pour y développer la force d'initiative, de volonté et de compréhension indispensable à l'accomplissement de la grande métamorphose sociale ?

Alors ? Serions-nous donc si étrangers dans vos congrès ?

Oui, m'affirment des amis ; car, prétendent-ils, quiconque est adversaire de l'action électorale est l'ennemi irréconciliable de l'ambitieux, de l'intrigant qui en espère prébendes et privilèges. Je laisse ces amis à leur imputation malveillante, n'ayant aucun goût, moi, pour la mauvaise foi et la calomnie, armes dont je vois se servir autour de moi avec tant d'ardeur.

André Girard.

Le camarade Loizel, gérant de l'*Espagne Inquisitoriale*, dont nous avons annoncé l'arrestation dans le dernier numéro, est poursuivi en vue des lois scélérates, sous l'accusation d'excitation, etc.

Arrêté à la sortie de son atelier, il fut conduit au commissariat, menottes aux mains.

Les quelques rares journaux qui ont mentionné son arrestation, se sont bien gardés de protester contre ce procédé. La presse, aujourd'hui, n'étant plus qu'une vaste boutique, n'a plus le temps de s'occuper d'idées.

Quoi qu'il en soit, le camarade Loizel vient d'être relâché.

Le juge chargé de l'instruction de son affaire, éprouvant le besoin d'aller à la campagne, a remis à son retour l'étude de son dossier, et a eu la condescendance de le mettre en liberté provisoire.

Est-ce en traquant les camarades qui se sont donné pour mission de dévoiler les atrocités en Espagne, que l'on entend préparer la réception en France de celui qui les sanctionne ?

J. Grave.

WALDECK-JANUS

Le Grand Homme d'Etat n'est plus ! M. Waldeck-Rousseau est mort ! telle était la nouvelle sinistre venant s'abattre, mercredi, sur le monde politicien ; enténébrant de son voile funèbre les faces de ceux qui, à un titre quelconque, sont, ont été ou espèrent être des hommes d'Etat, et en conséquence se sont crus tenus de magnifier un des leurs, dans l'espérance qu'il retomberait sur leur propre personne un peu des fleurs dont ils le couvraient. Ça été à qui pleurerait le plus fort la perte que venaient de faire la France, la République... le Prolétariat !

Que les politiciens pleurent un de leurs maîtres, ils sont dans leur rôle ; car Waldeck-Rousseau fut le politicien par excellence. Avoir l'air d'être le promoteur de lois soi-disant anticléricales et conserver de bonnes relations dans le monde catholique ; avoir su faire vivre la combinaison socialo-Galiffesque ; être le porte-parole, bien en vue, des gros capitalistes, et se faire passer pour un émancipateur de la classe ouvrière, sont des tours de passe-passe qui dénotent une virtuosité incomparable ; capables d'engendrer l'admiration de ceux qui rêvent les combinaisons les plus insensées pour se hisser au pouvoir.

***

Quant à être le grand homme d'Etat que l'on prône... savoir !

Evidemment, il a essayé d'avoir une vue plus large que tous ses congénères ; il essaya de sortir des intrigues de coulisse, et sut se créer un but vers lequel il dirigea ses efforts.

S'inspirant des « trades-unions » anglaises, qu'il voyait bien sages, ne s'occupant que d'améliorer leurs salaires, de les protéger au besoin par des mesures restrictives contre les autres travailleurs ; s'enfermant dans ce programme, plein de dédains pour les idées plus générales de transformation économique, d'abolition du salariat, M. Waldeck avait rêvé de créer en France un prolétariat semblable, qui deviendrait, par quelques concessions, un tampon entre le capitalisme et la grosse masse des salariés sans métier, ou dont la profession n'exigeant pas un véritable apprentissage, est le déversoir des hors cadres, et qui se trouvent ainsi, par l'encombrement, hors d'état de résister aux exigences patronales.

De plus, s'inspirant des traditions de sa classe, se rappelant que la Révolution de 89 n'était que le parachèvement final d'une évolution progressive et continue, sachant comment la bourgeoisie, au cours des siècles, avait su se faire sa place entre l'état féodal et la royauté, M. Waldeck, en bon avocat qu'il était, avait pensé consolider son œuvre au moyen des mille et une ficelles de la chicane et de la jurisprudence.

***

Il n'est pas inutile, en effet, puisque, de toutes parts, on nous parle de lois ouvrières, de rappeler comment la bourgeoisie s'est développée.

Lorsque les rois, jaloux de leurs prérogatives, furent soucieux de les agrandir et d'obtenir un peu d'obéissance de leurs grands vassaux, ils eurent bien, quelquefois, recours à la force, mais comme quelques-uns de leurs subordonnés étaient plus puissants que le soi-disant maître, et que pour un d'abattu, il en renaissait quantité d'autres, ils accueillirent avec joie l'aide que leur apportèrent des hommes, sortis de la bourgeoisie, qui s'étaient spécialement adonnés à la mission de l'étude du droit, et que l'on appelait les juristes.

Pour appuyer ce droit juridique, qui se créa à leur profit, les rois ne craignirent pas d'accorder de nombreux privilèges à ceux qui « jurisprudenciaient » en leur faveur, de leur donner la force nécessaire à la sanction de leurs arrêts, et c'est ainsi qu'au cours des siècles l'on voit naître et croître la force des Parlements, dont les membres qui, de simples officiers de la maison royale, devinrent une puissance dans le royaume, se recrutaient tous dans la grande bourgeoisie, et qui, tout en aidant la royauté à rogner les prérogatives de la noblesse, à assurer l'autorité royale, surent également si bien travailler pour eux et leur classe qu'ils mirent,

parfois, la puissance royale elle-même en échec, la combattant avec les mêmes armes dont ils avaient usé pour abattre la noblesse : la loi, qui fut le « droit divin » de la bourgeoisie.

∴

Afin que la bourgeoisie restât maîtresse du mouvement ouvrier, M. Waldeck, aidé de Millerand, son continuateur, avait pensé tresser un réseau serré de mailles juridiques, où les travailleurs prisonniers, ligottés, incapables d'aucun mouvement spontané, n'auraient plus eu qu'à subir la loi tutélaire qu'ils auraient eu la naïveté d'accepter.

Mais en faisant ce rêve, M. Waldeck-Rousseau a fait preuve de la plus parfaite ignorance de son époque, de la situation économique, et de l'état d'esprit de la classe ouvrière. Jusqu'ici, il est vrai que la classe ouvrière a bénéficié de la tolérance qu'on lui a accordée, et en a profité pour croître en force. Mais c'est un non-sens d'en faire un mérite à celui qui rêvait tout le contraire. Parce que MM. Waldeck et Millerand sont parvenus à domestiquer ou à dévoyer quelques leaders ouvriers, ils s'imaginent avoir réussi dans leurs essais. M. Waldeck est mort avant de s'apercevoir de sa méprise; ses successeurs verront ce que ça leur coûte.

Et cela, on peut le dire sans danger, ils sont dans un engrenage qu'il faut qu'ils suivent, ils sont trop bêtes pour savoir en sortir, et trop d'ambitieux ont besoin de flatter les aspirations ouvrières, pour que l'on puisse faire retour en arrière. La classe ouvrière, loin de devoir des remerciements au politicien qui disparaît, ne peut avoir pour lui que la haine et le mépris qu'elle a pour tous ceux qui veulent la faire servir à leur soif d'autorité. Il n'y a qu'un congrès ouvrier, mené par des domestiqués tels que Lamendin et consorts, pour regretter la mort de celui qui fut toujours contre elle, avec ses ennemis.

Il ne peut pas y avoir de compromis entre le droit ancien et le droit nouveau. Ce n'est pas dans le code que s'imprimera l'émancipation ouvrière, mais dans les faits.

J. Grave.

UN BOURGEOIS

S'il fallait en croire non seulement la presse bourgeoise, mais les journaux socialistes eux-mêmes, l'homme qui vient de disparaître aurait « donné à la démocratie son talent, son cœur, son énergie », etc., etc.; autrement dit, aurait été le défenseur-né de la classe ouvrière.

Il faut, en réalité, en rabattre énormément, car la vérité est tout autre.

Waldeck-Rousseau a été au contraire un bourgeois dans toute l'acception du mot, et dans sa vie privée aussi bien que dans sa vie publique, il apparaît par-dessus tout comme l'homme d'une classe. Au pouvoir, il ne fut rien autre chose que le représentant de cette bourgeoisie dont il était issu. Il n'eut jamais d'autres pensées, n'agit en toute occasion que pour en défendre les privilèges, et au besoin les renforcer. Toute sa politique n'a, quoi qu'on en puisse dire et prétendre, jamais visé à d'autre but.

La République, qu'il a prétendûment sauvée — ce qui est très discutable — n'était que celle de tous les forbans de la politique, et justement ceux-là que ces mêmes socialistes, avant d'être touchés par les grâces du pouvoir, ne cessaient chaque jour de flétrir avec juste raison. L'opportunisme dont il fut l'un des chefs incontesté depuis la mort de Gambetta, le panamisme — et sous ce vocable j'entends toutes les grandes affaires brassées par ces républicains intègres — dont il fut l'un des brillants défenseurs, n'avaient certes pas de représentant plus qualifié.

Et ce qui fut peut-être la plus grande habileté de cet homme, le plus brillant service qu'il rendit à sa classe, ce fut justement d'attirer au pouvoir un représentant de ce parti prétendûment socialiste, et de faire ainsi de ce parti qui était resté jusque-là dans l'opposition — pas bien dangereuse, je le concède, mais opposition tout de même — d'en faire, en confiant une parcelle du pouvoir à un de ses représentants les plus qualifiés, un parti de gouvernement et de défense bourgeoise.

Les faits sont là indiscutables, et ils ne peuvent, je crois, être mis en doute même un seul instant.

Dans la vie privée, il suffit de jeter un coup d'œil sur ses amitiés, pour savoir quelles étaient ses préférences. C'était, d'une part, Menier, le grand industriel, exploiteur de milliers de malheureux, l'homme au yacht des croisières en Norvège ou en Grèce, ou bien encore cette sorte de prêteur à la petite semaine, ce Dufayel, estampeur des petites gens, ou bien encore cet autre exploiteur type qui a nom Motte, dont il commença la fortune politique en le faisant élire à Roubaix.

C'est en compagnie de ces exploiteurs types qu'il se plaisait le mieux, et cela, quoi qu'on en puisse dire, est une indication presque suffisante pour dépeindre cet homme qui, devant ces dignes représentants d'une classe, mais devant eux seulement, laissait tomber son masque hautain.

C'est l'ami de ces exploiteurs, l'opportuniste jadis *flétri*, et qu'il était resté en réalité, qui est devenu subitement le grand homme de nos socialistes domestiqués.

Et parmi les arguments servis dans les journaux pour justifier cet engouement et le représenter comme un ami des travailleurs, j'en voudrais retenir plus particulièrement un. Waldeck-Rousseau, clame-t-on, a doté la classe ouvrière de la loi sur les syndicats.

Il semble que de ce côté-là encore il faille passablement en rabattre. En vérité, les ouvriers avaient éprouvé le besoin de se grouper, et il existait des syndicats bien avant la loi de 1884, et ce ne fut que dans le but de mettre sous la coupe de l'État un mouvement qu'il prévoyait devoir prendre de l'extension et qu'il sentait pouvoir être dangereux un jour, qu'il tenta de le canaliser dans l'étroit sentier d'une loi foncièrement bourgeoise quant au fond.

Et cela est tellement vrai, que ce ne fut que lorsqu'ils eurent appris à s'en servir d'une tout autre façon que ne l'avait prévu son auteur, que les organisations ouvrières consentirent — et encore de mauvaise grâce — à se soumettre à une loi qu'elles ont su rendre quasi inoffensive par l'interprétation, qu'il ne m'appartient pas de dévoiler, qu'elles en ont faite.

Ce que réclamaient les travailleurs, ce qu'ils réclament encore, c'est la liberté absolue de groupement et de réunion, sans aucune restriction.

La loi de 1884 ne fut, au contraire, en même temps qu'une mesure d'État, qu'une mesure de police.

La classe ouvrière n'a donc pas à en être reconnaissante à son auteur.

Et il est tellement vrai que la loi sur les syndicats n'avait pas *donné* ce qu'il en attendait — ce en quoi il s'est montré un politique plutôt inférieur — c'est qu'il songeait à la modifier et que dort quelque part dans les cartons parlementaires un projet Waldeck-Millerand destiné à renforcer la loi de 1884, et ce, naturellement, dans un sens défavorable et qui serait certainement préjudiciable aux travailleurs.

Et pour justifier pleinement mon appréciation à ce sujet, je n'ai qu'à couper dans un article, qui rappelle la carrière politique de Waldeck-Rousseau, article publié par le journal bourgeois *Le Temps*, ces quelques lignes qui sont ici pleines d'intérêt :

Notons aussi qu'il prit, à la même époque, l'initiative de cette loi sur les syndicats, par laquelle il espérait *organiser et pacifier le mouvement ouvrier déjà menaçant*; on sait trop qu'elle n'a pas donné tout ce qu'elle promettait, mais elle n'en était pas moins fondée sur une idée juste qui finira bien par prévaloir. Elle était d'ailleurs, dans sa pensée, non pas une concession au socialisme collectiviste (1), mais tout au contraire le moyen de prévenir, par l'établissement d'une liberté légale, les violences aveugles nées des ignorances, des sophismes, des excitations calculées dont les travailleurs sont trop souvent les victimes. En même temps, en effet, qu'il s'efforçait de régulariser ainsi les aspirations légitimes de la classe ouvrière, il faisait une campagne énergique contre le collectivisme révolutionnaire dont il redoutait la néfaste propagande.

Et cela vient corroborer ce que je dis plus haut. C'était bien pour régulariser — synonyme ici de canaliser — les aspirations de la classe ouvrière que ce représentant de la bourgeoisie capitaliste avait essayé par une loi de détourner un mouvement à son aurore et qu'il prévoyait, avec juste raison, pouvoir être un jour dangereux pour sa classe.

Le prolétariat qui a su s'en défendre en faisant mine de s'en servir, mais d'une façon que n'avait pas prévue son auteur, n'a donc pas à lui en être reconnaissant, au contraire.

Plus récemment, Waldeck-Rousseau qui avait craint un moment une réaction cléricale appuyée par l'argent des congrégations, avait envisagé de ce côté-là aussi le moyen de maintenir sous le contrôle de l'État une autre force qui se manifestait. La loi sur les congrégations qu'il fit voter n'avait pas d'autre but. Elle était exclusivement inspirée — comme d'autres, du reste, que je pourrais citer — par cet unique souci et pas autre chose.

Tout subordonner, les groupes comme les individus, à l'État, tel apparaît dès maintenant l'idéal politique de l'homme que la bourgeoisie a peut-être des raisons suffisantes de regretter.

Pour le prolétariat, c'est un ennemi certain qui vient de disparaître.

****



Pendant que d'autres crèvent de faim. — M. Clearke fait bâtir en ce moment dans la cinquième avenue, à New-York, un palais qui est en construction depuis 1899 et qui dépassera en luxe tout ce qu'on avait vu jusqu'ici aux États-Unis. Cet édifice est tout en marbre, en granit et en bronze. Quatre magnifiques galeries sont destinées à recevoir des trésors en tableaux et œuvres d'art, formant une collection sans rivale aux États-Unis, si ce n'est celle de M. Pierpont Morgan.

Le palais du « roi du cuivre » contient aussi des bains turcs avec une vaste piscine tout en marbre blanc. Le palais coûtera 25 millions de francs.

∴

Miss Pauline Astor, fille unique du milliardaire William-Waldorf Astor, naturalisé Anglais depuis 1899, vient d'être fiancée au capitaine de la garde du corps Spencer Clay.

La dot de la fiancée est évaluée à vingt millions de livres, soit un demi-milliard. »

(1) Collectivisme révolutionnaire ou socialisme *révolutionnaire*, pour les rédacteurs du *Temps*, c'est tout comme. On n'est pas très ferré sur la classification des partis socialistes dans la maison.

⁂

Enfin on annonce que plusieurs milliardaires new-yorkais ont décidé de congédier leurs cuisiniers français, qui sont, suivant eux, non seulement des despotes, mais font sauter l'anse du panier dans des proportions qui effraient même ces nababs.

Pauvres milliardaires !

⁂

Les agents chargés de la surveillance des laitiers et de la vente du lait, ont été convaincus d'entente avec les fraudeurs. Il n'y a eu d'ailleurs que de simples déplacements, quoique l'affaire, au point de vue légal, pût être considérée comme grave. Le piquant de l'histoire, c'est que ces agents faisaient partie de la *brigade politique*, dite des anarchistes.

⁂

Idolâtrie. — Lu dans un journal socialiste :

« Relevons donc la tête, prolétaires, et regardons avec l'espoir dans les yeux ce drapeau rouge si noble et si beau. Oui, unissons-nous sous ses plis, serrons-le dans nos bras, il nous dira qu'il a été teint par le sang de nos frères de misère. »

QUESTIONS INDISCRÈTES



Bien que la chose en soi n'ait rien d'étonnant, j'ai tout de même été un peu surpris d'apprendre par les Temps Nouveaux, *la nomination de Monsieur Jean Jullien au « grade » de chevalier de la Légion d'honneur.*

Jean Jullien est l'auteur de plusieurs pièces et de nouvelles nombreuses dans lesquelles il fit profession de mépriser l'ordre bourgeois. Certaines de ses œuvres renferment des parties absolument conformes à nos idées. Sous le titre de Petites Comédies, *si j'ai fidèle mémoire, il dessina en traits un peu gros, mais d'une ressemblance souvent heureuse, le portrait de maints vaniteux de la classe moyenne.*

Je n'affirme pas qu'en cherchant bien on ne pourrait y trouver le récit des transes du monsieur attendant la décoration. Le monde officiel ne figure pas dans ses tableaux d'une manière particulièrement brillante. Cette malheureuse Ecolière, *dont nous avons lu l'histoire dans le supplément, est là pour en faire foi. Le préfet de* la Poigne *appuie cette impression et l'autorité n'a généralement dans le théâtre du nouveau légionnaire qu'un rôle un peu ingrat.*

Aussi, je me demande à quoi correspond le ruban rouge qu'il lui a quémandé et, par ricochet, je me demande aussi à quoi pense le ministre qui l'a accroché à sa boutonnière.

Comment ! voilà, d'un côté, un homme qui se pose, sinon en révolté, du moins en contempteur de l'ordre social, un moraliste qui nous fait toucher la turpitude des petites préoccupations bourgeoises et qui, en secret, louche désespérément du côté droit de son veston, se fait recommander par voie de pétition au ministre compétent et n'a de repos que lorsque le ruban orne (?) sa poitrine. De l'autre, un ministre qui décore un écrivain, comme cela, au petit bonheur, sans prendre connaissance des œuvres de celui qu'il favorise et qui signale au respect des pouvoirs publics un ennemi de la religion, de la propriété, de l'armée, ou bien alors ce fonctionnaire considère toutes les paroles de son préféré comme jeux de flûtes, variations artistiques pures, dont il faut tenir compte de la virtuosité sans s'inquiéter du fond ?

Que sais-je ? On se perd en conjectures.

La vérité est que la curiosité me tenaille. Je voudrais savoir la raison pour laquelle Jean Jullien a voulu être chevalier de la Légion d'honneur. Après tout, elle est peut-être honorable et elle peut nous échapper. J'hésite à déclarer qu'un esprit libéré ait pu se baisser à des considérations de gloriole et abdiquer ainsi son orgueil devant la vanité. J'ai beau me dire : Le rouge fait bien sur un habit sobrement coupé, cela vous incite à paraître bon enfant, on peut paraître modeste sans que le public s'imagine qu'on ait trop de raisons de l'être.

Les honneurs, c'est beau ! et puis on s'ennuie peut-être dans « l'Oasis ».

Et puis..., mais que je voudrais donc bien savoir !

J. D.

Ce n'est malheureusement pas d'hier que le goût des querelles personnelles est venu empoisonner la presse anarchiste d'Espagne. Qui a commencé ? qui a raison et qui a tort ? Nous sommes trop loin pour le savoir, et nous nous étions jusqu'ici bornés à espérer que tout cela se terminerait bientôt pour le plus grand bien de la cause. Mais ça n'en a pas l'air.

Les petites polémiques continuent et le niveau ne s'élève pas. Nous lisons dans le numéro de *Tierra y Libertad* du 11 août 1904, un entrefilet ainsi conçu : « Nous avertissons les camarades que Francisco Ferrer, auteur de l'article dirigé contre nous que publiait la semaine dernière *El Productor* (journal anarchiste de Barcelone), quand il est parti à Paris, a exploité les camarades de plusieurs villes de France, leur disant qu'il fuyait l'Espagne parce que poursuivi pour les événements de la *Mano Negra*. »

Nous avons vu maintes fois, aux *Temps Nouveaux*, Francisco Ferrer ; jamais il ne nous a estampés, ni raconté de ces histoires.

Les rédacteurs de *Tierra y Libertad* sont-ils bien sûrs de n'avoir pas accueilli un peu trop complaisamment le premier racontar venu ? Et ne pensent-ils pas, réflexion faite, qu'il est assez triste d'en venir à de pareils procédés ? Ils étaient jusqu'ici inusités dans la presse anarchiste ; j'entends la presse anarchiste, pas les tribunes à vaniteux, ou pire encore. Gardons-nous de les y implanter. Assez de polémiques, de dénonciations plus ou moins documentées, qui glissent vers la calomnie. Si nous avons réellement la volonté d'un effort utile, l'idée d'une œuvre à accomplir, balayons ça, et travaillons.

M. L.

L'Émulation dans l'Enseignement

« Dans le supplément des *Temps Nouveaux* du 13 août, spécialement consacré à l'éducation, j'ai trouvé un passage écrit par Gustave Le Bon que je ne voudrais pas laisser passer sans rectification.

« Il propose que les professeurs de faculté soient rétribués par leurs élèves, ainsi que cela se passe en Allemagne. La *concurrence* oblige le professeur à s'occuper de ses élèves et c'est pourquoi l'enseignement à tous les degrés y est supérieur au nôtre.

« Je commence par protester contre cette tendance à augmenter le coût de l'instruction. Théoriquement, en France, l'enseignement supérieur était gratuit, tout au moins à l'origine, et ouvert à tout venant. Actuellement, depuis la création des Universités, il est de plus en plus fermé, de plus en plus onéreux ; il faut, pour pouvoir suivre les cours, être immatriculé, avoir payé par conséquent des droits qui vont en augmentant tous les ans. L'accès même de la bibliothèque n'est plus libre et il a fallu une protestation des médecins pour que celle de la Faculté de médecine restât entre-bâillée. Avec ce beau système, il y a élimination de plus en plus grande des étudiants pauvres.

« On a créé à la Faculté de médecine des cours libres et *payants* pour travaux pratiques, afin, par exemple, d'enseigner rapidement les interventions courantes de la médecine opératoire ou d'apprendre à faire les recherches de laboratoire ayant une utilité pratique. Cet enseignement utilitaire qui correspondait à un besoin, car il comble les trous de l'enseignement officiel, complète en un, deux ou trois mois les notions que des étudiants peu zélés ont négligé d'acquérir eux-mêmes. Un petit nombre de ces cours peut avoir une réelle valeur, et il est impossible de trouver dans l'enseignement officiel quelque chose qui leur corresponde. Mais ces cours pratiques n'ont d'utilité que s'ils s'adressent à un nombre restreint d'élèves : d'où la tendance pour les cours qui réussissent, *d'élever leurs prix*, en vertu de la concurrence.

« D'une façon générale, je ne crois pas que la concurrence ait une influence sur l'amélioration de l'enseignement. A Paris, dans les hôpitaux, tous les chefs de service sont libres d'enseigner au lit du malade, et l'étudiant n'est pas tenu de suivre la visite de tel ou tel. Or, ne sont entourés que les médecins qui possèdent de l'influence et dont on peut espérer l'appui et la protection pour les concours. La concurrence ne favorise pas le meilleur maître, mais celui qui a la réputation de pouvoir mieux faire arriver ses protégés. Ce n'est pas en faisant payer qu'on changerait cet état de choses ; on ne ferait que récompenser ainsi la vanité et l'esprit d'intrigue. L'émulation dans la société actuelle n'a pour but que les honneurs ou l'argent, ce qui d'ailleurs revient au même.

« M. P. »

J'insère cette lettre du camarade M. P. — Seulement, le passage de Le Bon avait été inséré surtout pour ses critiques du régime actuel, et non pour ses solutions, qui ne sont pas les nôtres.

D'autre part, je ne vois pas en quoi la gratuité de l'enseignement supérieur soit, pour ceux qui ne sont pas appelés à en profiter, préférable au paiement du professeur par les élèves.

Serait-il absolument gratuit, les fils d'ouvriers n'en profiteront pas davantage, la famille, à part quelques exceptions, n'ayant pas les moyens de les entretenir, sans travail productif immédiat, jusqu'à vingt-cinq ans.

Or, l'enseignement gratuit implique monopole et intervention de l'Etat, c'est une charge de plus qui retombe sur les travailleurs sous forme d'impôt.

On me dira peut-être que si l'argent du contribuable n'est pas dépensé de cette façon, il le sera d'une autre. D'accord, mais tout cela prouve qu'en matière d'enseignement, comme dans le reste, les améliorations ne signifient rien ; c'est le chambardement qu'il faut.

J. G.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

FIRMINY. — Il est admis qu'en France, surtout depuis que nous avons l'avantage de posséder un ministère barrant à gauche, nous possédons beaucoup de libertés, même celle de vendre le *Nouveau Manuel du Soldat*. C'est ce que fait notre camarade Sauvageon, et cela sur la voie publique ; mais la prétendue liberté de vente et colportage se traduit pour lui par un nombre incalculable de contraventions et de visites forcées à la geôle. Après la police de Lyon, Saint-Etienne ; aujourd'hui, c'est au Chambon-Feugerolles que la sollicitude du quart-d'œil, assisté du brigadier de gendarmerie, s'est manifestée pour notre copain par une détention arbitraire de midi à cinq heures.

Oui ou non, un vendeur a-t-il le droit d'expliquer au public ce qu'est le livre qu'il lui vend ? Tous les jours des vendeurs de livres plus ou moins médicaux ou quelconques occasionnent sur les voies et places publiques des rassemblements aussi considérables que celui occasionné par la vente du *Manuel du Soldat*.

On prétend qu'il insulte l'armée et invite les jeunes gens à la désertion et au refus d'obéissance. La vérité est que le camarade cite des extraits de la brochure ; or, celle-ci, ou plutôt les auteurs de celle-ci ayant été acquittés, on a parfaitement le

droit, *légalement*, de la vendre et l'expliquer au public.

De l'aveu même du commissaire, ils le savent fort bien ; *mais ils ont, paraît-il, reçu des ordres très formels d'embêter Sauvageon et lui rendre toute vente impossible.*

Il est certain que du jour où toute explication lui sera impossible, il ne vendra plus rien. Mais si les autorités sont canailles, Sauvageon est têtu ; il l'a déjà montré et le montrera encore.

Ce qu'il y a de plus dégoûtant, c'est de voir dans ces occasions, l'indifférence et l'inertie du populo. A part trois compagnons qui sont allés protester auprès du quart-d'œil et réclamer la mise en liberté du copain, aucune protestation n'a eu lieu de la part du public. Protestation véhémente, j'entends ; car autrement ils étaient nombreux ceux qui désapprouvèrent la conduite des défenseurs de l'Armée.

En tout cas, lorsqu'il arrête les gens au moment du dîner, le commissaire devrait bien leur faire donner à manger et à boire, et lorsqu'il oublie de le faire, ne pas se vanter de l'avoir fait.

GALHAUBAN.

* *
*

On nous communique l'ordre du jour suivant :

109e Régiment d'Infanterie.

DÉCISION DU 6 AOUT 1904.

Le général commandant le 7e corps d'armée, a constaté depuis quelque temps, de fréquentes punitions pour menaces, voies de fait, exercées par des inférieurs sur des supérieurs.

En vue de mettre un terme à cet état de choses, il décide que les auteurs de ces voies de fait seront l'objet d'une plainte en conseil de guerre, « *même dans le cas où des circonstances atténuantes ou explicatives* se produiraient en leur faveur ».

* *
*

Une fois encore le *Pioupiou de l'Yonne*, septième numéro, est déféré à la cour d'assises d'Auxerre, pour la session prochaine.

Les robins sont tenaces, et espèrent trouver à la fin un jury qui leur apporte la revanche.

Les camarades ne se laissent pas décourager. Ils préparent un nouveau numéro.

Mouvement ouvrier. — L'importance toujours grandissante que prend le mouvement purement ouvrier, l'allure que revêtent les grèves et l'ampleur qu'elles atteignent presque partout, me rendent la tâche de plus en plus difficile, à tel point que la plupart du temps je ne puis examiner les causes des conflits sociaux et des manifestations importantes de la vie ouvrière, ni même en parler sommairement.

C'est ainsi que cette semaine, en dehors de l'agitation gréviste qui se produit plus particulièrement chez les travailleurs de l'alimentation, quatre congrès de corporations diverses se sont tenus, qu'il me faut tout juste enregistrer.

Ce fut d'abord le Congrès international des mineurs dont il y aurait fort à dire. J'ai pu assister à deux séances de ce congrès et malgré la meilleure volonté, je n'ai pas eu l'impression que ce fût là un congrès d'ouvriers. L'Allemagne, la Belgique, la France avaient envoyé des députés, et l'Angleterre et les autres nations étaient représentées par des fonctionnaires syndicaux, qui, je ne sais pourquoi, m'ont fait l'effet de n'avoir que de loin des attaches avec les véritables ouvriers mineurs. J'ai assisté par deux fois à des congrès composés exclusivement d'ouvriers mineurs descendant à la fosse, et si l'on y faisait de moins longs discours, je puis certifier que cela avait une autre allure.

Je ne citerai qu'un fait : Mitchell, le délégué américain, était descendu ni plus ni moins qu'à l'hôtel Saint-James, l'un des plus aristocratiques de la capitale, et où il ne faut pas faire grand extra pour dépenser de 50 à 60 fr. par jour au minimum ; d'autres délégués avaient amené leur famille comme pour une villégiature. Ce sont là, je le sais, de petits faits, mais qui ont tout de même leur importance.

Il se crée dans certaines organisations une aristocratie de fonctionnaires qui en arrivent à perdre complètement leur caractère ouvrier, et cela est dangereux et doit être combattu. Nous commençons à avoir en France des Keufer à 15 fr. par jour, alors que la journée des typos est de 6 fr. 50. Il ne faudrait pas que cela se propage.

Des résolutions prises à ce congrès je ne retiendrai que la tendance générale, qui s'y est manifestée, de toujours agir par la voie parlementaire, soit pour la limitation de la journée de travail, l'inspection, les retraites, etc., etc. Enfin un secrétariat international a été décidé.

A Amsterdam s'est tenu ces jours-ci le Congrès international des métallurgistes ; les renseignements étant incomplets, j'en parlerai la semaine prochaine.

Le Congrès de la Fédération des ouvriers mécaniciens s'est tenu à Paris, à son siège social. Cette organisation qui avait un moment tenu la tête du mouvement ouvrier révolutionnaire — le syndicat de Paris fut un des derniers à adhérer à la loi de 1884 — est maintenant complètement acquis au réformisme. Ses décisions s'en sont ressenties fortement. La mutualité sous forme de secours divers prend de plus en plus une grande place dans cette organisation au détriment de l'action révolutionnaire dont il y aurait cependant fortement besoin pour secouer l'apathie qui règne encore dans cette corporation. La connaissant comme je la connais, je doute fort que le mutualisme arrive à produire les résultats qu'en attendent ses dirigeants.

Une proposition d'entente ou de fusion avec la Fédération de la métallurgie, révolutionnaire elle, a été repoussée, et cependant de larges concessions avaient été faites par cette dernière organisation.

A Lyon s'est tenu un Congrès d'employés et une tentative de fusion entre les diverses organisations de cette corporation va être tentée.

*
* *

C'est parmi les travailleurs des diverses corporations de l'alimentation que les grèves sévissent plus particulièrement. Et cela se conçoit assez bien, car cette catégorie de travailleurs n'a guère été favorisée jusqu'à présent. Les longues journées de travail y sont fréquentes, les salaires restreints et beaucoup de ces travailleurs sont encore, ce qui n'est pas peu dire, des parias, par rapport à certains de leurs camarades de la grande industrie.

A Toulouse, c'est d'une part la grève des garçons de café qui continue, les patrons se refusant à faire droit aux revendications des grévistes.

Des réunions et des manifestations ont lieu chaque jour et comme le maire, député et radical socialiste par-dessus le marché, a voulu prendre des mesures dites « d'ordre » phénoménales, il s'ensuit que des bagarres se produisent à tout instant. Aux allées Lafayette, une des principales voies de la ville, une bagarre particulièrement violente et où la troupe a donné, s'est produite.

La police ayant, suivant sa bonne habitude, cogné à droite et à gauche, une grêle de pierres s'abattit sur la façade du café de Sion, sans causer de grands dégâts ; mais un gendarme fut assez grièvement blessé à la tête.

Les gendarmes à cheval et les artilleurs ont alors essayé de dégager le carrefour Lafayette, mais ils n'y parvinrent qu'après l'arrivée d'un nouveau peloton d'artillerie et après une sonnerie.

Deux autres gendarmes et plusieurs commissaires et agents de police furent légèrement blessés. Quinze arrestations furent opérées.

Si après cela les Toulousains ne sont pas satisfaits de leur maire radical-socialiste, c'est que, vraiment, ils sont bien difficiles.

A la grève des garçons de café est venue s'adjoindre celle des ouvriers boulangers et peut-être bien des autres corporations de l'alimentation.

A Bordeaux, la grève des ouvriers boulangers est à peu près générale et, si ce n'était l'armée, mise au service des patrons, le pain manquerait pour les trois quarts des habitants.

Les patrons déclarent ne pouvoir accepter l'ensemble des revendications formulées par les ouvriers, et mettent toute la mauvaise volonté possible pour les satisfaire. Surexcités par ce parti pris patronal, les grévistes, au cours de quelques manifestations, ont quelque peu malmené les boutiques de leurs exploiteurs.

Je renonce à décrire tous les incidents qui ont lieu chaque jour, dont certains plutôt comiques, tel celui ou les ouvriers se précipitèrent sur la petite voiture à bras qu'ils eurent tôt fait de débarrasser des pains qu'elle contenait en la renversant les roues en l'air, ce pendant que la marmaille de ce quartier populeux profitait de l'aubaine ; d'ailleurs, les grévistes abandonnèrent tous les pains aux femmes d'ouvriers du voisinage qui les emportèrent plutôt que de les laisser dans la boue du ruisseau.

Les mêmes faits se renouvelèrent, quelques instants plus tard, à l'égard d'un autre porteur, qui assista, impuissant, à l'éparpillement de sa marchandise.

A la suite de ces faits, plusieurs patrons refusent de faire porter le pain.

Un autre, que les lauriers de ses confrères de Cluses empêchent sans doute de dormir, a tiré des coups de revolver sur les grévistes, dont un a été assez sérieusement blessé. Les autorités l'ayant jugé — naturellement — en état de légitime défense, l'ont laissé en liberté.

Par contre, un certain nombre d'arrestations d'ouvriers ont eu lieu.

Le mouvement gagne les grandes communes de la banlieue bordelaise. Les ouvriers de Pessac ont abandonné le travail, et il est plus que probable que ceux de Bègles, de Talence, de Caudéran et du Bouscat vont suivre. En présence de cette situation, et en prévision d'une disette de pain à Bordeaux, le maire a fait appel à la ville d'Agen.

Les grévistes, devant la mauvaise volonté patronale, s'organisent pour résister longtemps. Des incidents sérieux sont donc à prévoir.

A Monaco, les garçons de café et de restaurant viennent de se mettre en grève. Ils réclament la fermeture des cafés et restaurants à minuit. Les patrons, avec quelques garçons non affiliés au syndicat, ont assuré eux-mêmes leur service la nuit dernière. Quelques incidents se sont produits vers 2 heures du matin, au moment de la sortie des garçons ayant travaillé.

A Ajaccio, les patrons ayant accepté les revendications des garçons de café, la grève est terminée. Celle des débardeurs est également terminée sur des instructions venues de Marseille.

Après être restés longtemps, trop longtemps dans l'inertie, ce qui a permis aux patrons de réduire les salaires à des taux inconnus dans d'autres régions, les ouvriers verriers dont les diverses usines s'étendent sur toute une région de la Normandie et comprennent Aumale, Blangy, Nesle-Normandeuse et la vallée de la Bresle, sous l'impulsion de la Fédération des verriers relèvent la tête et tentent de secouer le joug qui les opprime.

La propagande faite dans cette région, jusque-là délaissée, n'a pas tardé à porter ses fruits et dans ces derniers temps, les ouvriers des différentes verreries se sont entendus pour présenter à leurs exploiteurs une échelle de salaires communs.

Habitués à faire subir tous leurs caprices aux ouvriers, les patrons essaient de résister et la grève est à peu près générale dans la contrée.

Le secrétaire de la Fédération des verriers, notre camarade Delzant, est sur les lieux pour soutenir ses camarades dans leurs justes revendications.

Et que faire lorsque l'on est en grève, sinon des réunions et des manifestations ? Et c'est naturellement à cela que les verriers emploient leur temps.

Dimanche dernier donc, les grévistes décidèrent de faire une manifestation au Tréport, en ce moment encombré de bourgeois venus se mettre au vert. En apprenant cela, l'émoi fut grand parmi les autorités, qui prirent des mesures pour épargner aux bourgeois en villégiature, le spectacle de malheureux qui réclament le droit de vivre en travaillant ; toute la gendarmerie de la région fut mobilisée et les principales artères de la ville gardées par les forces policières. Une colonne de grévistes, drapeau rouge au vent, voulant, malgré les mesures prises, descendre au centre de la ville, se heurta bientôt aux forces policières, et une violente bagarre ne tarda pas naturellement à se produire.

A l'intersection de la route d'Eu, des gendarmes à cheval barraient la route. Au-devant des manifestants, un policier nommé Labrunie s'avance et les somme de rentrer leurs emblèmes. Ils refusent naturellement et essaient de faire comprendre aux soldats le triste métier qu'ils remplissent.

Le commissaire veut prendre un drapeau. On le bouscule, on le frappe.

Le capitaine Fournier fait alors avancer ses hommes pour déblayer la place.

Dans cette manœuvre, le maréchal des logis de gendarmerie de la ville d'Eu, un instant isolé, est assailli par les grévistes qui le rouent de coups de gourdin. Son cheval est blessé.

« Sabre au clair ! » commande alors le capitaine Fournier. Les lames brillent, les gendarmes chargent. C'est une mêlée indescriptible.

Les pierres volent, les chevaux se cabrent, les femmes crient, les hommes ont l'injure à la bouche, les sabres font des moulinets.

Six grévistes sont blessés, dont l'un porte une blessure grave au crâne. Les manifestants les emportent.

Malgré tout, la colonne résiste, et une deuxième fois les gendarmes chargent pour disperser les grévistes. Les drapeaux rouges restent dans leurs mains après une lutte opiniâtre. Le capitaine Fournier en arrache un lui-même à un gréviste.

Quatre arrestations sont opérées et les manifestants appréhendés sont dirigés sur la ville d'Eu.

Les bourgeois qui veulent digérer en paix, ont une peur terrible et quittent précipitamment leur villégiature.

Les grévistes, eux, sont bien décidés à continuer jusqu'à ce que satisfaction leur soit accordée.

P. Delesalle.

Chambon-Feugerolles. — Au sujet de la grève de Trablaine dont j'ai parlé il y a quelque temps, j'ai lu ces jours-ci, dans un journal bien pensant, que les braves qui avaient le courage de travailler avaient été houspillés. Je ne croyais pas qu'il y eût de renégats; et ils sont deux. Mais ces deux étant, j'ai pensé que les grévistes avaient décidé d'agir au lieu de dormir, et je m'en suis réjoui. C'est que je ne les plaindrai pas, ces deux malfaiteurs-là, si une correction bien méritée leur avait été infligée.

Mais renseignements pris, tout s'était borné à une discussion un peu vive entre des grévistes et un renégat. J'ai dit qu'ils étaient deux à travailler; deux alcooliques. L'un est un estropié de cervelle et l'autre un rossard. Cela peut paraître étonnant, et c'est cependant la vérité vraie, comme on dit. Il ne travaille que quand les autres font grève, parce qu'en d'autres temps les patrons ne veulent pas l'embaucher. De crainte que sa précieuse peau ne reçoive quelque égratignure, le patron l'héberge dans l'usine.

Et ce sont ces gaillards-là que les Mémoriaux de France et de Navarre appellent des braves ouvriers ayant le courage de travailler.

En attendant, les pourparlers n'ont pas été repris. Patrons et ouvriers attendent, faisons comme eux.

Galhauban.

Espagne.

L'affaire d'Alcala del Valle. — Voilà un an que se sont produits les événements d'Alcala del Valle. La presse bourgeoise s'est avisée tout à coup d'en parler — pour embêter le gouvernement, naturellement, et pas pour autre chose; mais il n'importe. *El Grafico* a reproduit les documents que nous avons publiés en janvier dernier, et cela lui a valu l'honneur d'être saisi et poursuivi. Même aventure pour *El Pais*, *El Imparcial*, l'un républicain, l'autre monarchiste libéral: tous saisis et poursuivis comme de vulgaires journaux anarchistes. Et ceci a été très utile; car, mécontents, ils ont pris la chose au sérieux et se sont donné la peine de rappeler que le conseil de guerre de Séville — dont nous avons publié ici un compte rendu — n'avait rien moins que prouvé la culpabilité des prévenus ni démontré la fausseté des accusations qu'ils portaient eux-mêmes contre leurs bourreaux, et que leurs défenseurs militaires avaient soutenues avec eux. Ils ont rappelé que le président du conseil de guerre avait coupé la parole à l'un des prévenus, quand il parlait de ses tortures, et avait annoncé que ces faits feraient l'objet d'une instruction spéciale qui serait ouverte postérieurement: de cette instruction, personne, jamais, n'a entendu parler. Le *Heraldo de Madrid*, la *Correspondencia*, le *Diario Universal*, se sont joints au mouvement et enfin toute la presse d'opposition libérale ou démocrate a commencé une campagne et réclame une enquête sérieuse.

Que faut-il attendre du cynisme de M. Maura, président du conseil? Pas grand'chose de bon, évidemment. Va-t-il se décider à relâcher ses victimes? Il en a mis déjà quelques-unes en liberté, mais pas toutes encore.

Il ferait bien de s'exécuter. Ce serait le plus sûr moyen, pour lui, de s'assurer la tranquillité.

Russie.

Les actes de brutalité de la police et de la gendarmerie russe ne datent pas d'hier. Dès les premières grèves en Pologne russe, il s'en commettait. On nourrissait alors les ouvriers incarcérés de harengs saurs pendant des journées entières en leur refusant en même temps toute boisson. Les coups de nagaïkas, les yeux crevés, les côtes cassées n'étaient pas rares non plus. Mais en tout cas, c'étaient plutôt des faits isolés. Ils sont maintenant érigés en système. De plus en plus souvent la police refuse d'arrêter les manifestants et préfère procéder sommairement.

Dans les prisons surtout provinciales le système commence également à être appliqué couramment. Les nouvelles qui nous parviennent des prisons de Kalisz et de Sieradz sont telles qu'on a peine à y croire. A Kalisz, l'administration, furieuse contre les prisonniers à cause de la « grève de famine », résolut d'en finir une fois pour toutes. Profitant de la première occasion, on fit venir deux escadrons de soldats avec 17 officiers. On distribua des rations d'eau-de-vie aux soldats. En même temps le procureur et toute la haute administration de Kalisz se soûlait à part avec les officiers. Le directeur de la prison, complètement ivre, conduisit les officiers et les soldats dans la prison.

La plume se refuse à raconter les actes de bestialité qui y furent commis. Chaque prisonnier fut battu et maltraité par 8 ou 10 soldats complètement ivres. Un soldat cassa sur son genou le bras d'un prisonnier comme un bâton. On brisait les membres des prisonniers à coups de trique. Quelques-uns ont la figure tellement abîmée, qu'on a de la peine à reconnaître leur identité. Les côtes cassées, les yeux crevés, les coups de sabre et de baïonnette ne se comptent pas. Soixante-dix prisonniers ont été conduits à l'hôpital dans un état lamentable. Les malades se sont mis « en grève »: ils arrachent leurs bandages et refusent de se faire panser. Le bruit court que deux prisonniers se sont suicidés.

Des nouvelles analogues nous parviennent aussi de la prison de Sieradz.

(*Le Canada*, 23 juillet 1904.)

Suisse.

La Suisse est un pays libre, suivant toutes les chansons, et il paraît, suivant les mêmes chansons, que c'est le canton de Vaud qui tient le record de « Liberté et Patrie » (c'est sa devise).

L'autre jour, un flic est venu m'apporter une lettre du Département de justice et de police, en réponse à une demande de permis de séjour que j'avais faite. Mon premier, étant de trois mois, expirait le 15 juillet dernier. Voici la réponse textuellement:

« Le Département de justice et de police, en réponse à une demande de permis de séjour, faite par Monsieur....., lui accorde un délai d'un mois pour déposer ses papiers de légitimation ou déposer 1.500 fr. au dépôt de consignation; faute de quoi il devra sans délai quitter le canton de Vaud. »

Le papier de légitimation, c'est tout simplement un acte d'immatriculation, que le consul vend 5 fr. à tout le monde, excepté aux déserteurs.

Voilà au moins une expulsion faite proprement. Ce doit être une réponse au congrès d'Amsterdam.

O.

*
* *

Chaux-de-Fonds. — Les maçons et manœuvres, au nombre de 1000, ont décidé la suspension du travail, il y a trois semaines. Beaucoup, depuis, ont quitté la localité, ce qui fait qu'il n'en reste plus que 500 aujourd'hui, jour de la reprise du travail.

Les moyens employés pour obliger les ouvriers à reprendre leurs outils sont à raconter, pour que l'on sache bien que, même avec nos armées de milices, le peuple est obligé de courber l'échine et même davantage qu'à Brest ou à Varsovie.

L'attitude calme des grévistes, leur refus de faire des concessions sur les tarifs qu'ils réclamaient, et l'appui de toute la population ouvrière, avaient exaspéré les autorités et les entrepreneurs au plus haut point. Il fallait en finir n'importe comment et ce ne fut pas long. On enleva d'abord, à 3 heures du matin, le président du syndicat, Monadelschi, on l'arracha de son lit sous les yeux de sa femme et de ses enfants et on l'emmena en voiture fermée (comme à Moscou) à Neuchâtel, d'où il fut expulsé en Italie. Ensuite, prétextant que des ouvriers avaient été molestés par les grévistes, ce qui est faux, les chantiers étant complètement déserts; sous prétexte de provocations de meneurs étrangers et parce que, paraît-il, 330 ouvriers allaient reprendre le travail, et qu'ils avaient besoin de protection, on fit venir la troupe, un bataillon d'infanterie et une compagnie de cavalerie. Les soldats protégèrent (et c'était d'un comique!) les chantiers toujours déserts. Le commandant de la place, le lieutenant-colonel et fabricant d'horlogerie Robert Bornand, fit placarder un ordre dont voici la teneur, car il est à lire et fait honneur aux principes démocratiques de la libre Helvétie.

Le commandant de place à la population.

Par ordre du Conseil d'Etat de la République et canton de Neuchâtel, en suite de la grève des maçons et manœuvres, je prends dès aujourd'hui le commandement de la place de La Chaux-de-Fonds.

Les troupes dont je dispose pour le moment sont:

Le bataillon de fusiliers n° 18.

La compagnie de guides n° 2, et la gendarmerie.

Ces troupes ont pour mission de maintenir la tranquillité dans la ville et de garantir la liberté du travail sur les chantiers. — Elles agiront énergiquement contre tous ceux qui contreviendront aux consignes données.

Les cortèges et rassemblements sont formellement interdits, ainsi que le stationnement près des chantiers.

J'espère que nous ne nous verrons pas dans la terrible nécessité de nous servir de nos armes; cependant, nous n'hésiterons pas à les employer si les circonstances nous y obligent. — Nous nous conformerons aux articles 202, 203, 204 du règlement de service de 1900 pour les troupes suisses.

Je prie les parents de prendre soin de leurs enfants et de ne pas les laisser circuler seuls dans les rues, afin d'éviter des malheurs dont je dégage dès à présent toute responsabilité.

Je ne doute pas de l'appui moral de la population saine de La Chaux-de-Fonds; je la prie de faciliter la tâche de la troupe.

Je fais des vœux pour que notre intervention armée soit de courte durée, afin que nous puissions bientôt retourner à nos travaux et les continuer dans la paix.

Le commandant de place:

Robert, *lieutenant-colonel.*

La Chaux-de-Fonds, le 2 août 1904.

« Art. 202. — On aura recours aux armes dans les cas suivants:

« a) Si des troupes, des sentinelles, des patrouilles ou des militaires isolés sont l'objet de voies de fait, ou sont serrés de si près que la liberté de leurs mouvements soit sérieusement menacée ou entravée;

« b) Si des sentinelles, des patrouilles ou des subdivisions rencontrent de la résistance dans l'exécution de leurs ordres;

« c) Si les personnes confiées à la protection des troupes, ou les biens appartenant à des particuliers ou à l'Etat et commis à leur garde, sont menacés de voies de fait.

« Art. 203. — L'emploi des armes doit être précédé d'une sommation qu'on doit, si possible, répéter trois fois. Si la sommation s'adresse à une foule, on doit l'y rendre attentive par le cri ou le signal « garde à vous ».

« Les troupes à pied emploient en général d'abord l'arme blanche; elles emploient l'arme à feu seulement lorsque l'arme blanche ne suffit pas.

« Les troupes montées ont d'abord recours à des évolutions au pas ou au trot; si cela ne suffit pas, elles passent à la charge.

« Art. 204. — On munit de cartouches à balle les troupes qui prennent les armes pour le maintien de l'ordre public.

« Le bureau du commandant de place se trouve au collège de l'Ouest. »

Cependant, c'est le *National Suisse*, le journal officiel et menteur qui le dit, la grève se continuait avec une monotonie désespérante. Il fallait à tout prix rompre le calme et provoquer l'émeute.

Les arrestations arbitraires, les expulsions commencèrent, puis le samedi 6 août, les troupes et les gendarmes, au nombre d'un millier, se lancèrent sans sommation aucune sur le champ où les grévistes avaient installé leurs cuisines; ils chargèrent avec une férocité de Cafres ou d'Apaches; ils razzièrent ainsi la place, et le pauvre syndicat ainsi démembré, ayant pour ainsi dire le couteau sur la gorge, dut capituler.

Le lendemain dimanche, quoique la grève fût virtuellement terminée, l'état de siège ne fut pas levé. Le soir, des sociétés de musique qui rentraient en ville en cortège, furent obligées de se disperser par la cavalerie. C'en était trop; la population, calme jusqu'alors, se démonta, ce fut une véritable émeute, les huées, les sifflets, les injures à l'adresse des soldats tombèrent comme grêle. Pendant deux heures ce fut un vacarme étourdissant, si bien qu'il fallut deux compagnies d'infanterie,

baïonnette au canon, pour rétablir l' « ordre ».

Voici les faits, camarades, qui viennent de faire de la Chaux-de-Fonds, cité calme et débonnaire, une ville révolutionnaire. Les bourgeois se figurent que la tranquillité va renaître comme auparavant, ils se trompent, les pauvres citoyens suisses si fiers de leur armée commencent à comprendre maintenant contre qui sont dirigées les armes et s'aperçoivent *enfin* que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des démocraties possible.

Chili.

La grande grève du 12 mai 1903, à Valparaiso, à laquelle prirent part plus de 20.000 ouvriers (1), et dont le caractère fut éminemment révolutionnaire, marque pour cette région de l'Amérique l'étape la plus importante dans le développement du mouvement social, et même dans le développement des idées. Ce fut une explosion salutaire et régénératrice qui fit surgir d'innombrables discussions sur la question sociale; le petit nombre d'anarchistes qu'il y a ici mit à profit cette occasion de faire connaître les idées : ils ont trouvé des adhérents convaincus parmi les étudiants, les ouvriers et les instituteurs.

Dans le domaine pratique, la grève de mai a été une grande leçon. Elle a enseigné aux ouvriers que les moyens révolutionnaires rapides, l'action énergique et décisive *sont seuls* efficaces.

∴

Dans la région septentrionale du Chili, que l'on appelle « la région salpêtrière », et où l'industrie du salpêtre occupe des milliers de travailleurs, l'agitation est vive. Il existe une puissante association : « la Mancomunal de Obreros » (la Fraternelle ouvrière), qui a réussi à grouper un nombre considérable de prolétaires. Les grèves se succèdent dans cette région avec une certaine fréquence.

A *Tocopilla*, dernièrement, l'imprimerie du journal *El Trabajo*, un vaillant défenseur de la cause anarchiste, a été perquisitionnée, et le directeur emprisonné comme coupable d'hostilité au militarisme. Plusieurs sociétés ouvrières préparent une grève qui s'étendra à tout le pays, pour obtenir la mise en liberté du rédacteur de *El Trabajo*.

∴

Les crimes militaires se succèdent journellement. Il y a quelque temps, un soldat lisait à haute voix à un groupe de conscrits, à l'intérieur de la caserne et en présence des chefs, un article contre le militarisme. Il fut mis au cachot, et depuis on n'a plus entendu parler de lui. Un autre conscrit est à la mort par suite des coups qu'il a reçus d'un officier. Le fait a été confirmé sans réserve par la presse bourgeoise. Il n'y a personne d'aussi hautain et cruel qu'un officier dans ce pays.

Dans la marine de guerre, laquelle dépasse de beaucoup ce que permettraient les ressources normales du pays, les jeunes officiers sont de vrais fauves : la bastonnade est une peine commune. Rien d'atroce comme la vie sur un vaisseau de guerre — organisée d'ailleurs sur le modèle européen. Je le sais par expérience personnelle : j'ai été officier de marine, et j'ai quitté le métier quand j'ai vu ce qu'il était.

L. Max Turner.

Santiago de Chile, mai 1904.

Etats-Unis.

Lexington (Kentucky), 30 juin. — La peine du fouet vient d'être appliquée à un jeune nègre de 14 ans, qui, pour un délit quelconque, a reçu ce matin 50 coups de fouet. Cette exécution a eu lieu en présence de plus d'un millier de personnes, dont beaucoup de nègres qui se sont montrés menaçants, et il est à craindre que si de nouvelles exécutions de ce genre ont lieu, des désordres viennent à éclater.

La peine du fouet est de nouveau en honneur dans cet Etat où, tout dernièrement, un autre nègre avait été également puni de cette façon.

Le juge du tribunal de police a déclaré qu'en présence des délits commis par les nègres, la peine du fouet, qui n'avait pas été appliquée depuis la guerre de Sécession, s'impose de nouveau !

(1) Voir les *Temps Nouveaux*, 9e année, n° 24, où se trouve, d'après *Lo Nuevo*, un récit détaillé des faits auxquels notre correspondant fait allusion.

Dans le Delaware, elle est appliquée fréquemment.

(*La Patrie*, 30 juin 1904 — journal canadien.)

Maintenant un rapprochement s'impose :

Le fouet républicain de la libre Amérique n'est-il pas le digne pendant du knout en honneur au pays de l'autocrate Nicolas ?

Ants.



Le Travail des Fileuses

Le *Peuple* de Bruxelles nous fait connaître ce que sont les filatures de lin en Belgique.

Ce sont de longues salles généralement trop basses, contenant chacune de 50 à 60 métiers à filer, espacés de moins d'un mètre. Les huit dixièmes de la surface de la salle sont occupés par des mécaniques.

Or, le lin ne se file pas à sec, comme le coton. Pour écarter et pouvoir filer les fibres, il faut d'abord assouplir la matière gommeuse qu'elles contiennent et les faire passer par l'eau bouillante, qui se trouve dans des bacs en bois, surmontant les métiers.

La vapeur remplit la salle à tel point que les fileuses, en entrant dans les salles au matin, ne trouvent souvent leurs métiers qu'en tâtonnant et par habitude.

Il règne en outre une chaleur de 28 à 35 degrés.

Alors le travail commence à six heures moins dix. Les femmes se déshabillent ne conservant qu'une chemise, une légère jupe très courte et une espèce de tablier en toile, avec un corsage se fermant sur le dos et largement décolleté, découvrant au moindre mouvement penché les seins des femmes.

C'est ainsi que des mères en état de grossesse travaillent en présence d'enfants de treize et quatorze ans, d'adolescents et d'hommes.

Une fois le travail commencé, la fileuse ne connaît plus de repos, elle court à droite et à gauche, elle se tourne et se retourne, pour rattacher les fils qui se rompent, pour remplacer les bobines pleines par des bobines vides. Onze heures et demie par jour la fileuse tient les yeux fixés sur 240 broches, tournant avec une rapidité qui donne le vertige.

Après une heure de travail, la femme transpire, ses vêtements sont mouillés par la sueur du corps et par la vapeur de la salle qui les pénètre.

Les jambes, la figure, la poitrine sont éclaboussées par la boue qui se détache des fils par le rapide mouvement de rotation des broches.

Ses sabots s'emplissent d'une matière grasse, puante, qui ronge les doigts de pied et provoque ce que les fileuses appellent le cancer d'eau.

Le sol est glissant, couvert d'eau, de boue, de déchets que de temps en temps l'ouvrière balaie dans une conduite, longeant les métiers et répandant une odeur infecte, nauséabonde.

Au milieu de ce travail on voit peu et on n'entend plus rien, à cause du bruit des milliers d'engrenages, de poulies, de broches, de courroies, des grandes roues commandant les transmissions, etc.

A peine distingue-t-on de temps en temps la voix des contremaîtres jurant, insultant les femmes, menaçant d'amendes et de renvois; où l'on entend la voix grêle d'une femme surveillant les petites bobineuses et rattacheuses, suivant ces pauvres filles pas à pas, les excitant à travailler plus vite, pour la rapide remise en mouvement des métiers, dont on vient de retirer les bobines pleines.

(*La Justice*, 15 *fév.* 96.)

VIENT DE PARAITRE

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.

Le Livre d'Or des officiers français, par Chapoutot, franco, 2 fr. 75.

Ce volume, tout de documentation, se recommande spécialement aux souscripteurs de *Guerre-Militarisme* et de *Patriotisme-Colonisation*. Il les complète, car ce sont les militaires qui parlent.

Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave, franco 2 francs.

Les véritables scènes ayant refusé cette pièce, peut-être aura-t-elle plus de chance chez les artistes-amateurs des Bourses du travail et des U. P.

EN VENTE

Nous avons des années 5, 6, 7 et 8 des *Temps Nouveaux*, un peu plus qu'il ne nous est nécessaire. A titre de propagande, nous les offrons à 5 francs. En gare, 5 fr. 80.

Pour l'extérieur, le prix du port varie selon le tarif des colis postaux.



J'ai déjà eu l'occasion de parler plusieurs fois de l'effort persévérant et consciencieux de Paul Pourot qui, loin des coteries, s'efforce de travailler en toute sincérité à son œuvre littéraire.

Les questions où il se complaît sont celles que soulèvent l'idée de famille, les rapports entre l'homme et la femme. Le titre seul de ses derniers volumes l'indique : *L'Enfant d'un autre*, *Les deux familles*. C'est encore ce qui le préoccupe dans celui qu'il vient de faire paraître : *Le choix de la femme* (1).

Seulement, il me semble que dans ce dernier volume il a été moins bien inspiré. Si on y retrouve le travail consciencieux de l'auteur, le souci de l'œuvre parfaite, il me paraît à moi qu'il n'a pas réussi à nous présenter le personnage auquel il veut nous intéresser, dans une situation qui puisse véritablement nous émouvoir, tandis que d'autres ne nous semblent pas mériter les reproches qu'il leur fait.

Servance, fils de bourgeois, après de bonnes études, a dû, sa famille ayant subi des revers, entrer dans une usine dont il est devenu le directeur,

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Dujarric, 50, rue des Saints-Pères.

où, pour un salaire qu'il juge n'être pas proportionné à son mérite, il fait la fortune de ses patrons qui, ne connaissant rien à la marche de l'usine, lui en laissent tout le maniement.

Qu'il ait le droit de ne pas se trouver payé selon ses mérites, je n'y contredis pas. Mais qu'il se pose en misanthrope, qu'il se considère comme excessivement malheureux; qu'il déblatère contre les ouvriers qui le considèrent comme un ennemi, alors « qu'il ne voulut que leur bien », voilà à quoi je ne puis souscrire.

Tout volé, tout frustré qu'il se trouve, il n'en gagne pas moins de 5 à 6,000 francs par an. Ce n'est rien lorsqu'on considère que son travail vaut davantage; mais avec cela, on n'est tout de même pas parmi les misérables.

Et Servance qui juge que son patron le vole, n'a pas le droit de se plaindre que les ouvriers le traitent en ennemi, alors qu'il accepte de les astreindre à un travail tout aussi pénible que le sien — sinon plus — en leur allouant un salaire bien moindre.

Il faut dire également que, lors de ses débuts, une vieille tante lui offrit de lui venir en aide, et que, par fierté, il refusa, ne voulant rien devoir qu'à ses propres efforts. Il faudrait savoir accepter les situations que l'on se crée.

Mais voilà que cette vieille tante meurt, lui léguant toute sa fortune : un château et plusieurs centaines de mille francs! Servance lâchera l'usine, pour reprendre sa liberté et s'adonner au travail choisi. Il pense aussi à se marier.

Seulement, la femme qu'il choisira doit posséder les qualités qu'il juge propres à la femme, et ces qualités, l'auteur les définit assez mal.

On devine qu'il veut réagir contre la masculinisation de la femme prônée par certains féministes; mais dans sa critique, l'ami Pourot oublie que la société actuelle impose aux individus des conditions de vie qu'ils ne sont pas libres de choisir, malgré qu'elles soient contraires à leur nature et antiphysiologiques. Et que la femme, comme l'homme, dans notre société, est bien forcée de se tirer d'affaire comme elle peut.

D'autre part, son idéal, la femme au foyer, pour l'embellir et le poétiser, cela est fort vague, et se rapproche trop des théories des partisans de la suprématie masculine qui ne voient, dans la femme, qu'un bibelot précieux, un objet de plaisir et de luxe. Il est vrai que nous verrons plus loin que Servance veut que sa femme ait de la volonté, mais tout cela n'est pas très bien ordonné.

Mais revenons à notre exposé :

Servance, à un moment, a pensé à une jeune ouvrière, la fille des amis chez lesquels il prend ses repas. Mais ce n'est qu'une grue qui, avant qu'il se décide, lâche sa famille pour se faire entretenir par un peintre qu'elle ruine, qu'elle affole et entraîne au suicide.

D'autre part, ses amis veulent le pousser du côté d'une parente, une jeune veuve qui, autrefois, l'a soigné lors d'une maladie grave, et s'est donnée à lui en un coup de passion.

Et c'est cela qui l'éloigne d'elle. Elle s'est donnée trop vite, et trop au début de son veuvage! Il l'a fuie et ne l'a pas revue! Or, comme l'auteur nous la montre l'aimant toujours, ayant éloigné tous autres amoureux, force nous est bien de convenir que ce M. Servance est un drôle de pistolet.

A la fin, il finit par faire casser le mariage d'une autre jeune cousine qui s'éprend de lui, et qu'il épouse après diverses péripéties où il ne se conduit pas tout à fait selon la logique d'un homme équilibré.

J'estime que le camarade Pourot, dans ce volume, n'a pas été aussi heureux que dans ses précédents, et qu'il nous doit de prendre sa revanche. Il est capable de faire mieux.

J. Grave.

Nous avons reçu :

La propriété devant le droit naturel, par F. Dugust; 1 broch., 1 fr. 25, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

Le Radium et les nouvelles radiations, par A. Berget; 1 broch., 2 fr., Librairie universelle, 33, rue de Provence.

Histoire mondaine du second empire, par L. X. de Ricard; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

Directe actie, door C. Cornelissen; 1 broch. chez Wink, Amersfoort.

El teatro y el dite dramatico de nuestro tiempo, 1 broch. par F. Cortiella, Barcelone.

Dolora, poëmo dramatico por F. Cortiella, Barcelone.

Les Voix anciennes (vers), par A. de Brahm; 1 vol., 6 fr., Bibliothèque des poètes français, 227, rue de Vaugirard.

Les Sociétés de secours mutuels aux Etats-Unis, par F. Raison; *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Cuestiones sociales, par Donato Zuben; — *La Educacion libertaria*, par D. Nieuwenhuis, deux brochures à *El Productor*, Barcelone.

Antimilitarismo rivindicado, por los Firmantes; 1 broch., même adresse.

Legitimacion de los actes de Rerebeldia, por Etiévant; même adresse.

Ni dios ni patria, por B. Mota; une broch. à *La Protesta*, Buenos Aires.

A lire :

L'art de vivre, par le Dr Toulouse; *Le Journal*, 8 août.

Nous donnerons dans notre prochain numéro la suite des articles sur La Lutte contre la Tuberculose, *de notre ami* Pierrot.



— **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 22 août, à 8 h. 1/2, causerie sur les « Théories anarchistes ».

— **Causeries populaires des Xe et XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 24 août, à 8 h. 1/2, causerie sur le « Congrès antimilitariste ».

— **L'Internationale Antimilitariste.** — Samedi 20 courant, à 9 heures, réunion de tous les antimilitaristes, sans distinction d'école, 4, passage Davy (*Aube Sociale*). Formation de la section du XVIIe arrondissement. Causerie sur le rôle et le fonctionnement de l'A. I. A., par Roger Sadrin, membre du Comité National.

Les camarades du Sud de la France, désireux d'organiser dans leur localité des réunions en vue de créer des sections adhérentes à l'A. I. A., sont priés de se mettre en rapport avec Jean Marestan, membre du Comité National, actuellement en tournée de conférences dans le Midi. Ecrire à Jean Marestan, 4, rue de l'Arsenal, Toulon (Var).

Le Comité.

— **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Mardi 23 août, salle de l'Harmonie, 92, rue d'Angoulême, controverse entre les camarades Fribourg et Girault sur : le Syndicalisme doit-il être nettement antiparlementaire?

Entrée : 0 fr. 30 pour couvrir les frais. Les femmes ne paieront pas.

— **Libertaires de Saint-Ouen.** — Samedi 20 août, à 8 h. 1/2 du soir, salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles, à Saint-Ouen, causerie par un camarade sur le « Congrès antimilitariste d'Amsterdam » et « de l'Association internationale antimilitariste ».

— Amiens. — Les camarades partisans de fonder une section de l'*Internationale antimilitariste* sont priés de se réunir chez Decourcelle, au premier, rue Saint-Leu, le samedi 20 courant, à 8 h. 1/2.

— Bordeaux. — Quelques camarades de cette ville ont fondé un groupe antimilitariste, 65, rue Kléber, au coin de la rue Laville, chez Lachaud, au débit international.

Le groupe est ouvert à tous les hommes de bonne volonté, aux idées précises et actives.

Réunion tous les samedis, à 8 heures du soir, à l'adresse précédemment donnée.

Samedi 20 août, lecture de documents importants aux nouveaux adhérents.

— Marseille. — **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs** (Section de Marseille). — Réunion samedi 20 courant, à 9 heures du soir, au bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Organisation de conférences dans les quartiers de notre ville.

Pour tout ce qui concerne la section, écrire au secrétaire, rue d'Aubagne, 11.

— Villefranche-sur-Saône. — **Groupe d'émancipation sociale.** — Vendredi 19 août, réunion au Café Lyonnais. Causerie par le camarade Fromage.



— Lyon. — **Jeunesse Nouvelle.** — Nous voulons reprendre une forme de propagande, qui, soutenue, doit donner des résultats.

Nous voudrions envoyer, gratuitement, des journaux ou des brochures aux personnes que déjà nous connaissons, à celles que les camarades pourront nous indiquer, et particulièrement aux instituteurs.

Sans être trop optimistes, nous croyons cette idée bonne, car cela forcerait, pour ainsi dire, les personnes recevant ces journaux ou ces brochures, à réfléchir, à penser sur une idée qu'elles voient sous un jour faux, ou que même elles ne connaissent pas.

Pour faire ceci nous faisons appel aux camarades qui se trouveraient en conformité d'idées avec nous, et nous leur demandons de nous faire parvenir soit leurs vieux journaux, soit des brochures qu'ils ont déjà lues; et si cela est en leurs moyens, nous faisons appel à leur bourse. Les expéditions commenceront le 1er septembre; d'ici là nous centraliserons les journaux. Tous les mois nous donnerons dans les journaux anarchistes le nombre d'expéditions et notre état de caisse.

Donc aux copains à nous envoyer soit journaux, argent ou listes d'adresses.

Envoyer tout ce qui concerne cette propagande à Camille Favier, cours Charlemagne, 7, à Lyon.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous tenons à leur disposition des carnets d'abonnement.

D'autre part, le service de quelques exemplaires sera fait aux adresses que l'on voudra bien nous envoyer.

A ceux qui renouvellent leur abonnement, je renouvelle ma demande, en les priant instamment d'en tenir compte : c'est de nous envoyer la dernière bande, ou, tout au moins, le numéro d'ordre. Ils nous éviteront ainsi des pertes de temps bien inutiles.



F. G., à Tournus. — Est-ce suffisant comme adresse?

Hennes. — Evidemment, n'envoyez que lorsqu'il y a quelque chose à dire.

W. C., à Charleroi. — Reçu mandat. Cela vous laisse toujours trois mois en retard.

G., à Cette. — En effet, il nous est venu une commande à vous expédier à cette adresse; nous avons cru que c'était la bonne.

Lion, à T. — Envoie ton adresse, tu recevras réponse par courrier. P. D.

Reçu pour Pivoteau : L., 2 fr. — Trois libertaires du XIIIe, 3 fr.

Reçu pour le journal : E. L., à Paris, 1 fr. — B., à Lyon, 10 fr. — E. C., à Biarritz, 2 fr. — R., à Paris, 2 fr. — Cinq libertaires de Léonzy, 1 fr. 10. — C., à Sens, 0 fr. 70. — J. C., à Chaumont, 1 fr. — G., à Cette, 0 fr. 50. — B., à Roanne, 1 fr. 05. — Mâchefer, 0 fr. 50. — J. G. C., 10 fr. — B., à Bâle, 1 fr. — Merci à tous.

H., au Havre. — P., à Orléans. — C. R., à Saint-Junien. — E. C., à Cannes. — R. et R., rue L. — O., à Venzolasca. — A. M., La Chapelle. — B., Le Caire. — S., à Fort-de-France. — G., à Chalon. — J. L. G. — B., Le Sap. — P., à Bruxelles. — L., à Verviers. — G. D., à Chaux-de-Fonds. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 17 ~~~~ PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 ~ *Du 27 Août au 2 Septembre 1904*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Vᵉ



LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE

ET SES " NÉO " DÉFENSEURS

Pour justifier la société actuelle, la théorie des économistes bourgeois est que, la terre ne fournissant pas suffisamment pour nourrir la population, il a bien fallu que l'élite assumât sur elle de guider la masse inconsciente, afin de l'astreindre au travail, et de régulariser la consommation en établissant une valeur d'échange, empêchant ainsi les gaspillages, et arriver à ce que chacun ait la part plus ou moins exacte à laquelle lui donne droit son activité, déduction faite des charges sociales.

Le petit groupe néo-malthusien qui, sous l'activité de Paul Robin, s'affirme avec une combativité que l'on aimerait à voir se dépenser pour des idées plus rationnelles, s'était contenté, jusqu'ici, de se servir de l'argument du manque de produits, pour prêcher aux gens qu'ils amélioreraient leur situation, en évitant de procréer un trop grand nombre d'enfants. Cela était vrai jusqu'à un certain point, puisque, en le cas, il importait peu que le manque de produits soit réel, ou dû, simplement, au manque d'argent pour se les procurer.

Comme il m'est absolument indifférent que les gens fassent ou ne fassent pas des enfants ; comme je pense que ce que doit, avant tout, chercher l'individu, c'est son propre épanouissement ; qu'il est absurde de chercher celui de l'humanité dans la compression de l'individu, la propagande néo-malthusienne n'avait, au point de vue économique, pas grande importance, vu que si elle réussissait à entraîner des individus à ne pas procréer, cela n'a aucune importance dans le total général ; et s'il s'en trouve qui se rangent à cette solution, c'est qu'ils n'ont pas un très grand amour à entendre piailler les gosses. Tout était donc pour le mieux, dans un monde pas trop potable.

∴

Mais lorsqu'on part d'un point de vue faux, on a vite fait d'arriver à des conclusions absurdes. Après avoir démontré que l'individu qui faisait peu d'enfants, améliorait sa situation, ils ont voulu prouver que c'était seulement dans cette pratique que la classe ouvrière entière trouverait la solution de la question sociale, en détruisant la concurrence en son sein, et en restant maîtresse d'imposer ses conditions aux capitalistes, en raréfiant, sur le marché, la viande à travail.

Et, ne s'arrêtant pas en si beau chemin, voilà que M. Giroud, dans *Population et subsistances* (1), une brochure qu'il vient de publier, reprenant à son compte les théories économistes, affirme que : « la cause initiale de nos misères, la cause des guerres, des famines, des épidémies, la cause du paupérisme, c'est le manque d'équilibre entre ces deux termes : population et subsistances.

« L'organisation sociale déplorable que nous subissons, n'est qu'une cause seconde qui découle d'une cause principale naturelle qui s'y ajoute. »

Et M. Giroud donne des chiffres à l'appui.

Il a calculé, se basant sur les données de la science actuelle, ce qu'il faut de matières nutritives pour l'alimentation d'un individu, et il établit ce qu'il faudrait pour la population probable du globe.

Ensuite faisant le dénombrement — d'après les statistiques que l'on possède — de ce que produit la terre cultivée, il fait la soustraction et trouve qu'il manque *un tiers* des produits nécessaires à l'alimentation de la population existante !

Or, M. Giroud nous dit qu'il est plutôt resté modéré dans ses chiffres concernant les besoins, et a, plutôt, fait large part dans ceux concernant la production. Ce qui, ajouté aux gaspillages existant dans la distribution actuelle, équivaudrait à cette conclusion que ce n'est pas à un tiers, mais à près de la moitié de la population qu'il manque de la nourriture !

On voit de suite l'absurde de cette conclusion. Si cela était exact, il devrait exister des famines périodiques, fauchant des centaines de mille individus, sinon des millions.

Certes, on meurt de faim dans notre état social ; mais quoi que nous en ayons contre sa mauvaise organisation, il faut avouer que les cas de mort, directement causés par la faim, sont plutôt rares — eu égard aux chiffres de Giroud. On meurt de privations, de misère physiologique, et ces morts sont nombreuses, se produisent tous les jours ; mais ces privations, cette misère, entraînent les individus, alors que les magasins regorgent de produits alimentaires, que les spéculateurs en détruisent ou en restreignent la production, et que ceux qui vivent — ou meurent — de privations, n'ont pas l'argent nécessaire à acheter ce que réclame leur organisme délabré.

∴

Pour qui a étudié l'évolution humaine, les affirmations de M. Giroud sont sans valeur ; car on sait que, dans la formation des sociétés, les causes qui ont présidé à leur évolution sont bien trop multiples et complexes pour attribuer la prépondérance à l'une d'elles. Elles ont été tour à tour, causes et effets, et le manque de denrées est ce qui paraît le moins.

Je sais bien que, remontant aux temps préhistoriques, on accuse l'homme de l'âge de la pierre de s'être battu contre son contemporain

(1) Une brochure, 1 franc, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

pour la défense — ou la conquête — de territoires de chasse; qu'on le soupçonne même vaguement, de s'être quelquefois sustenté de son semblable, étant d'une chasse plus facile que la grosse bête. Mais tout cela est de l'hypothèse.

Oh! certes, la vie a toujours été dure à l'homme — pas partout cependant — et ce n'est que par un travail opiniâtre qu'il a réussi à arracher à la terre ce qui était nécessaire à son existence. Mais, en somme, le succès a toujours couronné ses efforts, et, au fur et à mesure que le bipède humain apprenait à mieux connaître les forces naturelles, il apprenait à arracher davantage à la terre.

Et lorsqu'il a eu recours à l'agression contre ses voisins, ce n'est pas la faim qui le poussait, mais la fausse compréhension des choses. Et même, lorsque, par hasard, la guerre entreprise avait des causes vaguement économiques, c'est parce qu'il pensait pouvoir obtenir, par la force, à meilleur compte, ce qu'il lui répugnait de demander au travail.

*
* *

Mais ce qui alarme surtout nos bons néo-malthusiens, — car ce sont des « prévoyants de l'avenir » — c'est surtout le danger que l'accroissement de la population peut apporter aux générations futures. Ils ont la crainte que si l'homme pullule trop, il ne soit forcé de revenir à l'anthropophagie. — Je connais certain loufoque qui a trouvé le moyen de résoudre la question sociale à l'aide de ce procédé. Variés sont les genres de folie!

En admettant que la question de la population pût devenir — ce qui n'est pas démontré — un danger pour nos descendants, je suppose qu'il n'y aurait pas grand mal à leur laisser la solution de quelques problèmes, pour nous occuper de ceux dont la solution nous touche davantage.

Et ici, j'écarte la question purement technique de l'efficacité des moyens préconisés par ces restreigneurs, de leur répercussion sur l'économie de ceux qui les emploient. Efficacité fortement mise en doute par des docteurs. Ce qui équivaudrait à dire qu'ils apportent une fausse sécurité à ceux qu'ils veulent convertir.

Mais ici j'avoue mon incompétence en matière de physiologie et laisse la parole à de mieux calés.

J'écarterai également le côté, — je ne dirai pas répugnant, le terme serait peut-être un peu trop fort, mais certainement désagréable des préparatifs, et dont la pratique doit avoir en fin de compte, pour résultat, de vous couper l'appétit.

J'en reviens au côté économique.

Que l'ouvrier qui a moins d'enfants ait moins de peine à vivre que celui qui en a une tiaulée, cela est hors de doute, mais n'est vrai qu'à ressources égales. Et il y aura toujours des individus pour qui les ébats de la petite marmaille vaudront bien une satisfaction matérielle. Tout cela est affaire d'appréciation.

Et pour calmer les alarmes de ceux qui ont trouvé le moyen d'empêcher les individus de naître pour leur éviter d'être malheureux, qu'il suffise de leur rappeler que la chimie qui vient de réussir la synthèse (1) de l'alcool, qui a déjà perfectionné celle du sucre au point d'en rendre la fabrication courante, trouvera bien le moyen d'en réussir d'autres, ce qui permettra de libérer de jolis kilomètres de terrains.

*
* *

M. Giroud trouvant cela trop chimérique sans doute, ne s'en occupe pas, et ne parle que des procédés agricoles préconisés par les novateurs et n'en nie pas les progrès, faisant observer seulement que ces progrès ne peuvent pas être illimités et, de plus, que les moyens préconisés deviennent inefficaces lorsqu'ils coûtent plus qu'ils ne rapportent.

Evidemment, les rendements ne peuvent être indéfinis, mais l'augmentation de la population ne l'est pas non plus. Quant à la restriction de l'auteur sur les prix de revient, c'est le meilleur démenti qu'il puisse donner à son affirmation précédente : que la mauvaise organisation sociale n'est que le résultat du manque d'équilibre entre la population et les subsistances!

Si une partie de la population est privée des aliments nécessaires à la satisfaction intégrale de ses besoins, ce n'est pas parce que la terre ne *pourrait* pas produire suffisamment, mais tout simplement parce que, au point de vue alimentation, comme en n'importe quelle branche de la production, on produit en vue d'agioter, de réaliser des bénéfices, et non en vue de subvenir aux besoins de la consommation. Et lorsque l'abondance d'un produit peut amener une baisse des bénéfices, les capitalistes ont intérêt à en réduire la production.

Ainsi, dans les ports de pêche, qu'arrive-t-il lorsque la pêche est trop abondante? C'est que les usiniers en profitent pour faire les difficiles. Les pêcheurs sont forcés d'écouler leur poisson à bas prix, tirant de l'abondance une rémunération inférieure à celle d'une pêche médiocre.

Nous en avons une autre preuve pour les fruits, dans les années où ils abondent, comme cette année-ci, par exemple, autour de Paris. Les fraises, les groseilles ont tellement donné que le produit de la vente, à un certain moment, ne récupérait pas les frais de cueillette. Le paysan a préféré laisser pourrir la récolte sur place.

D'autre part, les commissionnaires aux halles, les revendeurs profitaient de l'abondance pour acheter à bas prix, mais les ménagères ont continué, dans leur quartier, à payer des prix relativement élevés, les intermédiaires ayant été les seuls à profiter de l'abondance de la récolte.

De même dans les pays vignobles, où, lorsque la récolte s'annonce abondante et de bonne qualité, on n'hésite pas à sacrifier ce qui reste de l'année précédente pour loger la nouvelle.

Et tout ce qui pourrit sur place, parce que les frais de transport absorberaient le produit de la vente, alors que, sur les voies ferrées, des trains roulent parfois à vide. Sans compter les raréfactions artificielles opérées par les agioteurs. Le principal objectif des trusts, cartells, n'est-il pas de « régler » la production, afin de la maintenir à des prix « rémunérateurs »?

*
* *

La production, dans notre état social, est entachée d'un vice originel : par le fait qu'il est approprié, n'eût-il coûté aucun effort à produire, un objet incorpore de ce fait, une valeur, à laquelle viendront s'ajouter celles qu'y apporte chaque intermédiaire; ce qui, à la fin, finit par donner à cet objet un prix de revient démesuré qui n'a aucun rapport avec sa valeur réelle.

Dans une société harmonique, où l'on produirait pour consommer, et non pour commercer, où l'effort ne s'évaluerait pas en monnaie et n'aurait d'autre limite que le jeu normal des forces humaines, allégées par les forces mécaniques, il ne serait plus question de prix de revient. Il n'y aurait d'autres limites que celles de l'activité humaine. Et on sait qu'aujourd'hui des gens sont condamnés au chômage parce que les magasins regorgent de produits, qu'on les empêche de consommer, en leur enlevant ainsi la faculté de se les procurer.

En somme, le livre de M. Giroud est la meilleure démonstration qu'il faut se défier des chiffres et que rien ne peut être plus faux, parce qu'il arrive que, tout en étant de très bonne foi, on peut les fausser, si on néglige quelques-uns de leurs éléments, ou si l'on opère sur des séries incomplètes.

J. Grave.

(1) C'est-à-dire fabriquer certaines matières organiques directement avec des produits minéraux.

Le Congrès de la Libre Pensée à Rome

Le 20 septembre prochain — 34e anniversaire de la chute du pouvoir temporel des papes du catholicisme — s'ouvrira à Rome un congrès qui prend le nom de la *Libre Pensée*. D'autres congrès se sont tenus sous le même nom, les années passées, à Paris, à Genève et ailleurs; mais celui qui s'ouvrira à Rome le 20 septembre, aura une importance spéciale parmi toutes les affirmations de la pensée laïque et antireligieuse, précisément en tant que tenu dans la cité séculaire de la papauté, en face du Vatican, qui, vaincu seulement en apparence et politiquement, trame sans cesse dans son secrétariat d'Etat le complot de la réaction et des ténèbres contre tout progrès civil. Beaucoup de faits politiques autrement inexplicables, beaucoup de hontes policières, beaucoup de férocités des gouvernements s'expliquent, si l'on pense à cette espèce de souveraineté spirituelle, qui de Rome non seulement inspire le vieux François-Joseph d'Autriche, et la maman bigote d'Alphonse d'Espagne, non seulement dicte les règles de la résistance réactionnaire aux congrégations religieuses et aux évêques catholiques de France, mais suggère la politique de représailles contre toute modernité jusqu'à l'anglican Edouard VII, au protestant Guillaume II, au mahométan Abdul Hamid et au schismatique Nicolas II.

Je n'ai aucune intention d'exagérer la puissance de la papauté pour faire plaisir aux anticléricaux vulgaires qui se servent de la « guerre au prêtre » pour détourner l'attention du prolétariat et des intelligences plus combatives de la révolution sociale. Au contraire, c'est dans l'intérêt de la révolution sociale qu'il me semble qu'on ne doit pas épargner le cléricalisme et la religion, au moment où cette énorme force réactionnaire joue en Europe son meilleur atout contre les forces révolutionnaires : d'un côté, elle tente d'asservir une partie du prolétariat pour en faire une armée de *kroumirs* — de *scabs*, comme on dit en Angleterre, ou de *jaunes*, comme on dit en France — et d'un autre côté elle tente de dévoyer les intelligences en les plongeant dans le mysticisme renaissant et dans le néo-spiritualisme. Si les révolutionnaires ne s'opposent pas à cette œuvre délétère, la peste religieuse ne reprendra pas pour cela complètement le dessus, mais elle réussira certainement à retarder encore davantage le triomphe de la révolution, à produire une nouvelle période d'arrêt dans notre marche vers le bien-être et la liberté.

Cela, il faut l'empêcher; il faut empêcher, en somme, que le prêtre puisse réveiller dans l'âme du peuple tous les instincts les plus malsains, fruit d'une éducation séculaire d'esclavage et de renoncement, et tout ce qui reste encore latent au fond de son être, de son origine animalesque, et qu'il puisse les ranimer, les réorganiser, et en faire un obstacle au progrès des idées égalitaires et libertaires.

Pour d'autres intérêts, dans d'autres buts plus ou moins louables — mais avant tout parce que les classes dominantes, pour prolonger leur existence, sentent le besoin de s'adapter et de faire quelque concession à l'esprit public désormais incoercible — en ce moment la France jacobine et libérale à la vieille manière, cause quelques embarras au cléricalisme et au parti réactionnaire qui siège au Vatican. Nous autres anarchistes, nous avons d'autres intérêts à faire valoir, d'autres [illegible] à [illegible]re, et notre lutte

est bien plus complexe et multiple. Nous ne pouvons donc faire nôtres les armes employées par les anticléricaux de gouvernement qui, en fin de compte, sont nos ennemis peut-être autant que les hiboux et les harpies du Vatican, pour cette raison aussi que ces armes sont insuffisantes, mal adaptées et même un peu contradictoires avec notre but.

Malgré cela, je ne crois pas que ce soit le cas de faire trop les puritains, et de nous scandaliser si un organisme autoritaire comme le gouvernement, dépouille de sa liberté — qui d'ailleurs ne consiste que dans la *liberté de commander* — un autre organisme autoritaire. Nous qui sommes intéressés à démolir celui-ci aussi bien que celui-là, et qui voyons actuellement dans celui-ci l'ennemi le plus dangereux, nous ne devons pas hésiter, de notre côté, à le frapper avec nos armes, qu'elles soient faibles ou fortes. C'est une bonne tactique de guerre d'attaquer un ennemi au moment où il se trouve le plus exposé; tant mieux si d'un autre côté il y a quelqu'un qui l'assaille.

⁂

Telles sont les idées capitales qui ont poussé le groupe rédacteur de la revue *Il Pensiero*, de Rome, à se faire l'initiateur de la participation des éléments libertaires au Congrès de la libre pensée qui se tiendra prochainement à Rome. Les journaux anarchistes italiens ont déjà dit leur mot à ce sujet, certains acceptant, d'autres n'acceptant pas; et, pour ma part, je voudrais, en quelque sorte, que les camarades étrangers aussi disent leur opinion sur la question, et que ceux qui approuvent cette initiative se mettent aussitôt à l'œuvre pour que, au Congrès de Rome, viennent de la part des anarchistes le plus grand nombre possible d'adhésions individuelles et collectives et que beaucoup de camarades participent à ses séances personnellement, soit en leur nom propre, soit pour le compte d'organisations ouvrières, cercles d'études, bibliothèques libertaires, universités populaires, groupes de propagande, etc. En même temps que pour les camarades de Rome, ce serait un vrai plaisir d'hospitaliser et de connaître leurs frères d'idées et de lutte, et que, au sein du congrès, une entente des libertaires ne serait pas inutile sur le meilleur moyen de défendre avant tout la liberté de leur propre pensée, — il me semble aussi que l'idée ne serait pas mauvaise d'une discrète affirmation numérique à la fois intellectuelle et active de la pensée anarchique internationale, au sein d'un congrès de toute la pensée libre et laïque mondiale. Où l'on parle de libre pensée, personne ne peut plus légitimement se trouver que les libertaires.

Comme garantie du sérieux, de l'initiative et de sa compatibilité et cohérence avec les idées anarchiques, je reproduis ici l'ordre du jour voté dans l'acte de constitution de la section romaine de la libre pensée, par ceux qui assistèrent à la nombreuse assemblée du 11 juillet :

« L'assemblée, considérant que toutes les « institutions humaines sont soumises à la loi « universelle de l'évolution et que, par suite, « aucune d'elles ne peut prétendre avoir un « caractère ou une valeur absolue :

« Considérant que la libre pensée, prise en « un sens intégral et scientifique, est celle qui « peut exercer à tout moment de l'histoire une « œuvre de critique, condition essentielle pour « qu'elle puisse marcher à de nouvelles con- « quêtes ;

« Que, par suite, la libre pensée combat toute « cristallisation de principes religieux, philoso- « phiques, politiques et sociaux ;

« Considérant en outre — ce qui en est une « preuve — que l'histoire de la libre pensée est « l'histoire de sa libération progressive du « dogme, par le libre examen — du privilège « politique et social, par l'affirmation du prin- « cipe de la souveraineté populaire — de l'es- « clavage de la conscience, par l'encyclopédie « — de la tradition métaphysique par la philo- « sophie critique affirme :

« *La contradiction profonde entre la libre « pensée et le principe d'autorité sous toutes ses « formes, le premier éminemment progressif, le « second essentiellement conservateur* ;

« Etablit en conséquence que ne sont pas et « ne peuvent s'appeler libres penseurs ceux « qui professent des croyances religieuses ou « des principes politiques sociaux de conserva- « tion. »

Cette déclaration fut proposée et votée à l'unanimité moins un — un monarchiste, qui quitta la salle en déclarant ne pouvoir accepter. Elle montre clairement l'esprit libertaire qui anime la section romaine de la libre pensée, qui a la part principale dans l'organisation du Congrès, non absolue, toutefois, car le comité ordonnateur est différent, ses attributions étant de nature purement technique (voyages, logements et réception des congressistes; salles à louer pour conférences, etc.).

Dans le comité de la section romaine, composé de treize membres, tous de principes ni conservateurs ni monarchistes, sont compris six de nos amis décidés, conformément à l'ordre du jour rapporté plus haut, à conserver aux actes inhérents au congrès le caractère le plus indépendant et libertaire, et à éloigner le danger que la manifestation de la libre pensée prenne un caractère officiel quelconque. Sur ce point tout le monde est d'accord en Italie, et même les éléments les plus adversaires des anarchistes.

Ainsi j'ai le droit de démentir catégoriquement la nouvelle répandue par les journaux, et reproduite à Paris aussi par la *Petite République*, que le discours d'ouverture du Congrès serait fait par M. Orlando, ministre de l'instruction publique du gouvernement italien. Personne n'a jamais pensé à l'inviter; et si quelque politicien gâte-métier le propose, soyez certain que le ministre refusera. Et il ne pourrait en être autrement, en ce moment surtout où le gouvernement italien est le meilleur allié des prêtres — ce qu'on ne croirait peut-être pas à l'étranger — et attend des cléricaux son principal appui pour les prochaines élections. Il n'y a que quelques jours que le roi d'Italie s'est assis à table à Bologne, ayant d'un côté le cardinal Svampa, et de l'autre un républicain rénégat ; et il n'y a pas longtemps que le ministre de la monarchie italienne a déclaré ouvertement dans le Parlement voir avec quelque sympathie l'émigration en Italie des congrégations chassées de France.

Que ce soit là un avertissement pour les congressistes de toutes opinions qui viendront à Rome, pour qu'ils ne se laissent pas entraîner par une courtoisie malentendue d'hospitalité, à rendre hommage aux institutions gouvernementales, qui sont ennemies de la libre pensée plus que le pape lui-même. Qu'ils se rappellent qu'à Rome la monarchie italienne n'est venue que par force — à coups de pied au derrière, comme disait alors Carducci, — à contre-cœur, protestant de sa dévotion au pape, et déclarant qu'elle n'occupait la *cité sainte* que pour éviter quelque chose de pire. Et c'était vrai. Au lendemain de Sedan, la monarchie italienne a occupé Rome parce que sans cela se serait la Révolution qui y serait venue, et qui l'aurait elle-même promptement chassée d'Italie.

⁂

La participation au Congrès de la Libre Pensée des éléments libertaires et révolutionnaires ne doit pas être purement platonique. Une affirmation solennelle de la pensée anarchiste aux assises de la pensée laïque internationale, sera certainement d'une immense importance morale et aura une bienfaisante et longue répercussion sur le mouvement d'idées contemporain, répercussion dont l'anarchisme ne tirera pas un petit avantage.

Mais les révolutionnaires doivent se charger au sein du Congrès d'une mission spéciale : celle de provoquer une entente entre tous les libres penseurs réunis à Rome pour que, sortant de l'étroitesse de la guerre au cléricalisme, ils se mettent à l'œuvre, chacun dans leur pays, pour une action commune de défense de la liberté de pensée non seulement contre la domination dogmatique des prêtres sur les consciences, mais aussi contre tout abus d'autorité des gouvernements contre les minorités révolutionnaires, quelque chose de semblable, en somme, à ce que se proposait naguère en France la *Ligue des Droits de l'homme*.

Ce projet n'est pas futile, aujourd'hui que les gouvernements resserrent encore plus leur ténébreuse entente internationale, préparée il y a six ans précisément ici à Rome dans la *conférence antianarchiste*. On accorda peu d'importance à cette *conférence*, mais ils en récoltent les fruits aujourd'hui, quand la France, la Suisse, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne échangent les réfugiés politiques, masquant le rapatriement par l'expulsion, lorsqu'elle n'est pas faite, comme récemment en Italie, avec la violation la plus éhontée même des lois nationales et des traités internationaux qui interdisent l'extradition pour crimes politiques. Il n'y a pas longtemps que l'Allemagne remettait à la police du tsar les révolutionnaires russes ; et, de la même manière, l'Italie livrait à la Russie deux de ses sujets arrêtés traîtreusement à Rome, l'étudiant Filipovski et l'ex-officier Gosierovski, et remettait, garrotté, aux mains des gendarmes allemands le lieutenant Wessel, accusé près du gouvernement allemand d'avoir fait en France des révélations de nature militaire favorables à l'ex-capitaine Dreyfus.

Même si une entente entre les libres penseurs réunis au congrès de Rome ne réussissait qu'à provoquer une agitation dans tous les pays civilisés contre l'arbitraire de la police internationale, cela suffirait non seulement à justifier mais à rendre utile la participation au congrès même d'éléments modernes, révolutionnaires et libertaires.

Aux camarades, à la presse anarchiste des différents pays de dire leur opinion personnelle, et d'agir en conséquence.

(Rome, 10 août 1904.)

LUIGI FABBRI.



Il y a une raison d'ordre intérieur qui empêche actuellement les Parlements d'Europe, et en particulier le Parlement français, d'adopter la proposition de l'établissement d'une milice : c'est la politique intérieure, la politique de conservation et de classe.

Je n'en dirai que quelques mots. Ce n'est qu'historiquement qu'on a la raison des choses.

Du jour où, les classes se divisant dans les sociétés, l'Etat est né par leur lutte pour maintenir leur distinction et la prédominance des classes dominantes et la sujétion des classes subordonnées, il a fallu à la classe gouvernante et possédante, il a fallu à son gouvernement une force de police qui maintînt sa domination et la subordination des classes inférieures et dépossédées. Cette force de police, nous la voyons se développer dans toutes les transformations historiques depuis les époques primitives jusqu'à maintenant. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je n'ai pas besoin de les suivre ; vous les connaissez ; mais je puis dire, pour en revenir aux temps récents, que tant qu'il y a eu une armée de métier, cette armée fonctionnait non seulement comme la force armée vis-à-vis de l'extérieur, mais aussi comme la force armée de police intérieure, la police proprement dite n'en étant qu'une annexe. Le pouvoir central monarchique, sa noblesse, les institutions correspondantes trouvaient en cette force leur meilleure garantie. Quand, plus tard, par la poussée des choses, le poids des dépenses et le développement de la démocratie, l'obligation du service militaire et de la réduction de sa durée s'est produite, nous avons vu céder l'armée de métier devant l'armée nationale, l'armée composée de citoyens enrôlés pour représenter la nation. Car on ne faisait pas alors, comme on le prétend à tort, la nation armée, comme elle sera plus tard, constituée par la milice seulement. Dans ce cas, l'armée permanente faisait encore fonction de police intérieure ; elle le faisait dans une mesure moindre, c'est certain, mais dans une mesure encore très grande. Suffisant au pouvoir de la classe régnante au moins pour l'instant, ses cadres étaient, en Prusse, par exemple, des cadres nobiliaires, et les forces du prolétariat encadrées par ces nobles, étaient et restaient au service intérieur aussi du roi de Prusse, de l'empereur d'Allemagne. De même, les cadres de notre armée longtemps en partie nobiliaires, devenus de plus en plus bourgeois, mettaient, mettent aujourd'hui encore *l'armée du prolétariat*, les soldats de l'armée permanente, *au service de la bourgeoisie.*

EDOUARD VAILLANT.

(*Chambre des députés*, séance du 6 juin 1904.)

La Petite République

CONTRE SON DIRECTEUR

Il y a environ six semaines, l'ouvrier Pivoteau, dans un moment d'exaspération, tuait le contremaître Pellissier qu'il accusait de l'avoir réduit à la misère.

Au lendemain même de l'attentat, Gérault-Richard prenait la défense du contremaître qu'il représentait comme un socialiste selon son cœur. Comme nos renseignements étaient loin de concorder, Grave releva vertement les dires de l'exploiteur de la *Chair aux gens*.

Il faut croire que c'est nous qui avions pleinement raison, car voici ce que nous trouvons dans *la Petite République* de mardi dernier :

Le drame de l'avenue Philippe-Auguste. — M. Barat, juge d'instruction, a interrogé hier Victor Pivoteau qui, le 8 juillet dernier, tua dans les circonstances que nous avons relatées le citoyen Georges Pellissier, contremaître à l'usine Derriey, avenue Philippe-Auguste. L'inculpé a répété qu'il avait frappé Pellissier parce que celui-ci, après l'avoir injustement renvoyé, l'avait en outre empêché de trouver une autre place.

Divers témoins ont été également entendus. Tous ont déclaré que Pivoteau avait toujours été un bon ouvrier. Il a été longtemps établi à son compte, et s'est toujours montré bon père de famille.

Plusieurs de ses camarades d'atelier étaient également convoqués. Leurs témoignages ont été peu favorables au contremaître, qu'ils ont représenté comme s'adonnant à l'ivrognerie et étant surtout très injuste et très dur avec ses subordonnés, qu'il renvoyait très facilement. Ils ont aussi affirmé que Pellissier, très vindicatif, employait son influence à empêcher de se replacer ailleurs les ouvriers congédiés par lui.

« Pivoteau l'a frappé, dit l'un d'eux, il faut le lui pardonner, car la dureté de Pellissier a failli mettre plusieurs d'entre nous dans la situation où se trouve aujourd'hui notre camarade. »

Ajoutons qu'une collecte a été faite parmi les compagnons de Pivoteau pour subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants.

Le magistrat a dépouillé les papiers saisis au domicile de l'inculpé. Il y a trouvé diverses brochures que Pivoteau déclare n'avoir pas achetées, mais qu'il aurait reçues dans les réunions qu'il fréquentait. Quant à différents journaux relatant les attentats d'Henry, de Vaillant, que Pivoteau avait conservés, l'inculpé a demandé au juge d'opérer une seconde perquisition qui permettra d'établir que ces numéros avaient été mis de côté par hasard, comme tant d'autres qu'il a gardés chez lui.

Comme c'est bien cette version qui est exacte, l'on peut juger par là de la bonne foi du directeur socialiste de *La Petite République*.

Ajoutons à ces renseignements ceux-ci qui nous sont fournis par *L'Humanité*, non suspecte en la circonstance :

Les diverses informations recueillies par l'instruction sur le compte de la victime semblent d'ailleurs confirmer les paroles de l'inculpé. C'est ainsi qu'un des témoins entendu hier n'a pas craint de déclarer au juge ceci : « Si j'avais eu, alors que je travaillais à l'usine Derriey, sous les ordres de Pélissier, un revolver sur moi un jour où celui-ci s'était montré particulièrement féroce, je me serais assis avant Pivoteau sur les bancs de la cour d'assises — et pourtant j'ai cinq enfants ! »

Un autre fait est à signaler. Lorsque les ouvriers d'une usine voisine de la place d'Italie où Pélissier avait été contremaître apprirent sa mort, des réjouissances eurent lieu le soir même. En outre, tous les camarades de Pivoteau, sans exception, se sont cotisés pour lui faire tenir en sa prison tout ce qui lui serait nécessaire et assurer la vie des siens.

Il parait que Pélissier, qui était un terrible ivrogne en sus de ses autres qualités, non seulement congédiait les ouvriers qui étaient sous ses ordres pour les motifs les plus futiles et au gré de son humeur, mais encore les empêchait de trouver ailleurs une autre place. En effet, quand ils venaient lui demander leur certificat, il leur demandait dans quelle maison ils se disposaient à entrer et leur disait alors, narquois : « C'est bon, le téléphone va marcher ! », et il appelait à l'appareil le contremaître de cette maison pour l'avertir que Un tel, qui allait se présenter, était un mauvais ouvrier, ivrogne, voleur, etc...

Les renseignements recueillis par M. Barat sur Pivoteau sont au contraire excellents. Pivoteau est un bon ouvrier et un très honnête homme, etc., etc.

Ajoutons que les patrons ont, au lendemain de l'attentat, refusé leur obole à une souscription organisée par quelques pieds-plats et que, s'il n'était pas disparu, les choses n'auraient peut-être pas très bien tourné pour le contremaître.

C'est du moins ce qu'on raconte dans l'usine et dans la corporation.

Nos lecteurs peuvent aussi juger de la bonne foi du directeur de l'organe socialiste qui, sans se renseigner, s'est fait l'écho des rancunes de quelques politiciens. La vérité qui se fait jour à présent est tout autre, et au lieu de Pélissier, c'est en réalité Pivoteau qui apparait comme une victime.

C'était déjà notre opinion au lendemain de l'attentat, c'est devenu aujourd'hui notre conviction.

P. DELESALLE.

AUX CAMARADES DESSINATEURS

Nous continuerons à recevoir, avec plaisir, des dessins pour en têtes d'articles ou de rubriques, afin de varier les numéros (1).

Si quelques-uns de ceux que nous recevons ne paraissent pas, les auteurs voudront bien nous excuser, quelquefois l'exécution n'a pas été à hauteur de la bonne volonté. Et, autant que possible, dessins comme articles, nous tenons à ne donner que de l'irréprochable. — sauf erreur, toutefois, car, comme à tout le monde, il peut nous arriver de nous tromper dans notre choix.

(1) Voir le numéro 14, pour les difficultés d'exécution à tenir compte.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les bourgeois ne pouvant, par les persécutions, se débarrasser de la campagne antimilitariste du *Pioupiou de l'Yonne*, ont enfin trouvé le moyen : ils ont fait persuader au citoyen Monnerat, qui est chargé de sa confection, de se porter candidat aux élections municipales de dimanche dernier.

***

FIRMINY. — Un peu de partout surgissent des groupes antimilitaristes. Le patriotisme tant prôné par la classe possédante et dirigeante, qui voit dans l'armée la sauvegarde de ses privilèges, est battu en brèche par tous les socialistes convaincus, à quelque école qu'ils appartiennent, par tous les penseurs, par tous ceux que l'intérêt ou des préjugés n'aveuglent pas et qui raisonnent.

Le nombre des vrais patriotes est même très restreint. Beaucoup qui prétendent l'armée nécessaire, font tout leur possible pour se faire exempter de l'impôt du sang.

Tous les Français sont volontaires
Quand les gendarmes viennent les chercher.

dit une vieille chanson. Et cela est vrai. Aujourd'hui les idées antimilitaristes se répandent de plus en plus, mais les récalcitrants sont punis avec une telle sévérité, le code militaire est si barbare, que la crainte fait obéir à peu près tout le monde. Il n'y a pas de cohésion, et la crainte d'être seul à commettre un acte, à faire un geste qui peut avoir les plus terribles conséquences, fait que personne n'ose prendre l'initiative de ce qui serait à faire.

Cela pourrait durer indéfiniment ainsi.

C'est pourquoi il est nécessaire de se voir, de s'entendre sur une action commune, concertée.

Il serait nécessaire que quelques camarades s'occupent de fonder un groupe de jeunesse antimilitariste. A eux de voir s'ils jugent l'œuvre utile.

GALHAUBAN.

Mouvement ouvrier. — La grève des ouvriers boulangers de Bordeaux s'est terminée par une victoire à peu près complète, grâce à l'énergie déployée par les grévistes.

Les incidents qui ont illustré cette grève ont été nombreux et les intéressés n'arrêtaient pas de faire des patrouilles et de manifester devant les boulangeries où les patrons, aidés de soldats mis à leur disposition, continuaient la fabrication. A plusieurs reprises des bagarres ont eu lieu, au cours desquelles des coups de revolver ont même été tirés et aussi plusieurs patrons malmenés.

Et ma foi, il faut croire que cette tactique est la bonne et qu'elle est préférable au calme et à la dignité légendaire, prêchée par tous les endormeurs du réformisme, puisque, de leur aveu même, comme on peut le voir par un extrait de la lettre ci-après, les patrons n'ont cédé que devant la crainte des représailles exercées par les grévistes.

« Désireux de faire cesser — écrivent les patrons aux grévistes — les actes de vandalisme !! qui se commettent chaque jour sous les yeux de la population indignée, nous venons vous soumettre nos dernières concessions »

Et par les « concessions » accordées, les patrons, qui craignent pour leur peau et leur propriété, font droit aux revendications des grévistes, c'est-à-dire, outre l'augmentation de salaire, leur accordent le pain gratuit de 2 kilogr. par jour qu'ils réclamaient.

C'est une victoire à peu près complète que nous soumettons aux réflexions des « conciliateurs » de tout acabit.

A signaler aussi ce petit fait qui donne à espérer pour l'avenir :

Un certain nombre de soldats boulangers de l'infanterie coloniale, que l'on avait fait venir de Rochefort pour remplacer les grévistes, n'avaient pas tardé à se joindre aux manifestations.

Cinq de ces bons bougres ont été frappés par le « général républicain » Lelorrain de soixante jours de prison.

Les grévistes se doivent à eux-mêmes de se solidariser à leur tour avec les soldats.

Les ouvriers tonneliers du Bordelais qui, à la suite de la grève du mois de juin dernier, n'avaient obtenu qu'une satisfaction partielle, profitant de l'approche de la récolte, viennent de reprendre leurs revendications pour forcer la main aux patrons.

Ils sont au nombre d'un millier environ, résidant dans divers centres viticoles, et réclament un salaire minimum de 2 fr. 50 par barrique.

Les grévistes ne semblent pas vouloir attendre tranquillement, sous l'orme, que les patrons leur accordent satisfaction.

Il y en par-ci par-là quelques incidents plutôt « violents », dirait le journal du bourgeois Jaurès. A Barsac notamment où, entrés dans des ateliers dans lesquels travaillaient des non-syndiqués, les grévistes ont démoli les barriques en construction et brisé des outils. Les mêmes faits se sont aussi renouvelés à Preignac.

C'est là, je le concède, un drôle de moyen de concevoir la liberté, mais comme jusqu'à présent la seule dont jouissent les travailleurs est celle de crever de faim en travaillant, m'est avis que, puisque c'est là à peu près le seul moyen de faire entendre raison à leurs exploiteurs, les grévistes auraient bien tort de se gêner pour l'employer.

J'ai montré à maintes reprises tous les inconvénients de cette prétendue « grande réforme » qu'est la loi de dix heures. Les grèves nombreuses qu'elle a suscitées, la diminution des salaires dans bien des cas, le renvoi de jeunes gens de moins de dix-huit ans dans certains endroits ; le développement du travail à domicile, moins rémunérateur, etc., etc., tout cela, paraît-il, ne compte pas, puisque nos « réformistes » vont partout clamer les « bienfaits de la loi de dix heures ».

Les ouvriers tisseurs en tapis de Tourcoing sont en train de faire une rude expérience de cette « loi de protection ouvrière », car depuis cinq longs mois ils sont en grève, n'ayant pas voulu accepter une diminution de salaire. Les apologistes de la loi feront bien d'aller demander à ces travailleurs ce qu'ils en pensent.

Dans l'espoir de tuer le syndicat, une des plus solides organisations de la région, les patrons se refusent à traiter avec ses délégués, et ne veulent avoir affaire qu'avec leurs propres ouvriers, dans leurs usines respectives.

Dans ces conditions, le conflit menace de durer encore longtemps.

Pour une bonne loi, celle de dix heures en est une; nos réformistes ne feraient pas mal d'aller essayer de le prouver aux tisseurs de Tourcoing.

A Marseille, nouvelle agitation parmi les inscrits maritimes qui viennent de présenter aux compagnies toute une liste de revendications.

La situation à Marseille étant toujours fort embrouillée et les renseignements directs me faisant défaut, je préfère m'abstenir d'en parler plus longuement.

P. Delesalle.

* * *

Toulouse. — Les grèves de l'alimentation sont terminées. Les boulangers ont obtenu satisfaction pour les salaires, mais non pour la supresssion du travail de nuit. Les garçons limonadiers ont accepté une combinaison qui les obligera sans doute à recommencer la lutte. Le pourboire est maintenu et la grève avait été déclarée pour sa suppression. Dans les grands *cafés* (1re catégorie), les garçons auront 75 francs et les pourboires; dans la 2e catégorie, 60 francs et les pourboires; 3e catégorie, 140 francs par mois, pris sur les pourboires ou complétés par le patron.

La plupart des grévistes ne sont pas repris, et c'est là le point capital; malgré l'indemnité de 50 francs qui leur est accordée par le patron, je considère que là est le véritable échec.

Dimanche soir, à 8 heures 40, Bousquet partait, lorsqu'il a été mis en état d'arrestation à la gare et conduit à la permanence. Les boulangers qui l'accompagnaient ont protesté et sont allés l'attendre au commissariat. Ils ont donné à entendre que s'il n'était pas relâché, ils allaient le prendre de force. Devant cette menace qui aurait certainement été mise à exécution, Bousquet a été relâché.

L.

* * *

Saint-Junien. — D'abord grève de petits marchands de journaux. Demay, leur exploiteur, s'était procuré des gosses pour les remplacer et les forcer à reprendre leur chaîne (plus de vingt kilomètres par jour pour gagner 15 ou 20 sous). Devant la solidarité manifestée par la totalité des travailleurs qui refusaient d'acheter le journal à d'autres qu'aux petits grévistes, il s'est vu dans l'obligation d'accorder satisfaction aux petits révoltés. Un détail : les coups, les mauvais traitements, jusqu'à la privation de nourriture, n'ont pu faire céder l'un d'eux. Les voisins l'ont arraché des mains de ses parents, qui sont allés chercher la police dans la personne d'un sergot, qui a encouragé les parents dans la bonne voie entreprise.

Les mégissiers demandaient une augmentation générale de 25 centimes de suite et, pour les ouvriers dont les salaires n'atteignent pas 4 francs, une augmentation trimestrielle de 5 sous par jour jusqu'à concurrence de la journée, c'est-à-dire 4 fr. L'énergie déployée par nos camarades, qui se relèvent d'un long chômage et de longs conflits, a fait réfléchir leurs maîtres, qui leur ont accordé satisfaction pleine et entière.

Corcelle Raoul.

Espagne.

Madrid. — On a tenu dans un même jour onze meetings pour protester contre les tortures infligées aux prisonniers d'*Alcala del Valle*. Malgré l'interdit des autorités, les orateurs se sont exprimés dans le sens radical.

Les journaux, poussés par l'opinion, firent paraître des articles contre le gouvernement. *El País* et *El Grafico* ont été dénoncés. Maura nie qu'il y ait eu des tortures. Lui et toutes les canailles gouvernementales font semblant de ne rien savoir, et les journaux publient la mort d'une victime, à l'hôpital de Séville, qui fut torturée et a *succombé*.

Les autres malheureux n'auront plus de santé. Ils pourront obtenir la liberté, mais leur santé et leur force sont restées aux mains des assassins qui s'appellent *guardia civil*, vrais et dignes représentants des autorités espagnoles.

Tous les préfets ont interdit les meetings dans les départements, mais les efforts du journal *L'Espagne Inquisitoriale*, aidé des hommes qui aiment la justice, a pu plus que toute la réaction espagnole.

Ce n'est pas seulement à *Alcala del Valle* qu'il y a des tortures, mais par toute l'Espagne. Depuis le ministre Maura jusqu'au plus ignorant sergot est un inquisiteur. Le Montjuich se joue dans toutes les prisons et dans tous les postes de police.

A la nouvelle prison de Barcelone, dont tant de louanges a faites la presse, tous les ouvriers sont à l'infirmerie à cause de mauvais traitements.

Dimanche dernier, un grand nombre d'ouvriers parents et amis des détenus se sont présentés au directeur en le menaçant de prendre des mesures plus éloquentes que les paroles.

Nous le savons bien, le voyage du chef d'Etat à Paris presse, et il faut, pour son honneur, que les taches de Montjuich, Alcala del Valle, Jérez et autres ne soient pas une entrave dans sa magnifique promenade à l'étranger.

Ladislao Hombres.

* * *

L'affaire d'Alcala del Valle. — La campagne de la presse bourgeoise d'opposition en faveur des victimes d'Alcala continue, à Madrid et dans toutes les grandes villes de l'Espagne. Quand je dis « en faveur des victimes », il faut préciser. *El Grafico* a reproduit les documents que nos lecteurs connaissent déjà, témoignages des victimes ; il y a ajouté d'autres recueillis, à Alcala et aux environs, par un de ses rédacteurs. *El Grafico* — je n'ai pas encore les numéros sous les yeux — a, paraît-il, présenté les faits sans les adoucir ni les déguiser, il a été courageux, on l'a saisi et poursuivi, on a emprisonné son rédacteur en chef, jésuitiquement, — toujours à la mode de l'Inquisition — profitant de ce qu'il s'était rendu dans un commissariat pour une affaire quelconque, et en vertu d'une poursuite intentée *y a deux ans* contre lui pour un délit de presse. Mais d'autres journaux ne comprennent pas la campagne de cette façon. El *Imparcial*, par exemple, entre autres organes de la « grande presse », de la « presse rotative », comme on l'appelle à Madrid, demande seulement avec mille précautions oratoires, qu'une enquête soit faite, parce que des accusations ont été portées, et qu'il faut faire savoir au public si elles sont justifiées ou fausses. Et il s'empresse de protester de son absolu respect pour le corps de la *guardia civil*, la sacro-sainte institution qui est à cette heure, en Espagne, on peut le dire, le principal instrument des gouvernements, qu'ils s'intitulent conservateurs ou libéraux. Même si quelques membres de la *guardia civil* se sont rendus coupables d'abus de force, cela n'entache en rien « l'honneur » de la corporation : elle restera, et pour cause, l'objet de la vénération bourgeoise.

Les petits sultans espagnols que l'on appelle des *caciques* ont aussi leur garde albanaise ; ils la ménagent. Je serais même porté à croire que c'est plutôt l'affection pour la *guardia civil* que l'amour de la justice et des opprimés qui inspire en cette campagne les grands quotidiens monarchistes ou républicains, de la péninsule. En effet, on fera une enquête, et si, comme conclusion, les *gardes civils* d'Alcala sont déclarés innocents, et leurs victimes, des imposteurs, voilà aux yeux de la foule, le prestige de la *garde civile* retapé : elle devient elle-même une victime de la calomnie ! Et si on ne peut pas faire autrement que d'avouer un peu de la vérité, les deux ou trois gardes reconnus coupables seront châtiés, pour la galerie, et la sacro-sainte institution de la garde civile ayant rejeté les indignes, restera debout, dans un renouveau de pureté.

Ils servent très bien leurs intérêts, les journalistes bourgeois qui ont, après un an d'attente, entrepris cette campagne. Ils en recueillent dès maintenant les bénéfices. D'abord ils ont un peu reblanchi leur personnage sali de politique ; ils ont provoqué une déclaration, du petit Alphonse XIII qui, déjà bon calotin a fait savoir à son peuple qu'il ne voulait rien de ténébreux dans son royaume » ; ce n'est rien, mais çà réchauffe la foi des masses, éternellement nourrie de la viande creuse des phrases.

Et puis, surtout, il y a le chapitre des responsabilités. Depuis qu'il est devenu évident que le refus de rien entendre ne valait rien contre l'osbtination des accusateurs, depuis que M. Maura a senti le poignard d'Artal, la préoccupation d'esquiver toute espèce de responsabilité en cette affaire s'est répandue chez les dirigeants espagnols de l'un et l'autre camp. M. Maura a commencé par dire qu'il n'était pour rien là-dedans, puisqu'à l'époque des événements d'Alcala, c'est M. Villaverde qui était chef du gouvernement. M. Villaverde l'a trouvée mauvaise. Luis Bonafoux étant allé malicieusement lui demander ce qu'il pensait de l'affaire, il s'est empressé de répondre qu'il déclinait toute responsabilité : dès qu'il a connu les accusations, il a fait faire une enquête, il a remis à l'enquêteur — un civil — les numéros de *El País*, du *Heraldo*, des *Temps Nouveaux*, qui traitaient la question : eh bien, l'enquêteur a conclu qu'il n'y avait rien dans tout cela, que mensonges d'anarchistes. Et l'âme de M. Villaverde a été tranquillisée. Car, quant à lui, il réprouve hautement les pratiques inquisitoriales. Si il y a eu quelque chose après son départ du pouvoir, il n'en sait rien et n'en peut mais.

Ainsi, d'un même mouvement les deux grands chefs conservateurs « se défilent », et leurs compères les libéraux se soucient également d'affirmer leur innocence, leur amour de la justice ; les uns et les autre, s'ils en sont là, c'est qu'ils ont maintenant compris que tôt ou tard le sang appelle le sang : aux sentences des puissants répondent de temps à autre les verdicts des opprimés ; ils disent tous qu'ils sont inspirés par « le désir de faire cesser la sinistre légende représentant l'Espagne aux yeux de l'Europe, comme une terre de barbarie », légende que répandent à plaisir, paraît-il, les ennemis de l'Espagne (?). Mais ils mentent; car il y a un an que la presse d'Espagne et d'Europe parle d'Alcala, et ça ne les empêchait pas de dormir, ni les uns ni les autres. Mais voici que d'abord on leur rafraîchit la mémoire sur Canovas, et eux-mêmes ils rappelaient tristement il y a quelques semaines, l'anniversaire de sa mort. Il y a eu la tentative d'Artal ; il y a eu l'exécution de von Plehwe : ils en ont tremblé jusqu'à Madrid !

Et voilà pourquoi on a nommé ou on va nommer ces jours-ci un « juge spécial » chargé d'aller à

Alcala « faire la lumière ». La presse bourgeoise se déclare satisfaite et confiante. Je voudrais l'être aussi. Mais, aux dernières nouvelles, j'apprends que « la justice » a fait arrêter Bonafulla, rédacteur principal de *El Productor* (Barcelone) pour un article antimilitariste, sans compter nombre d'autres prouesses : Ignacio Claria vient d'être condamné à *12 ans de prison* pour avoir édité une brochure sur la grève générale, parue en France ; le même Claria a actuellement cinq ou six procès : notamment pour avoir édité le *Manuel du Soldat*, traduit en espagnol par Lorenzo. Nul doute qu'il ne soit encore condamné à 12 ans de prison, au moins : c'est ce que demande le ministère public. Et dans son premier procès, le ministère public n'en demandait que six : le tribunal, réflexion faite, en a donné douze.

Francisco Soler, secrétaire de la Fédération régionale, à Barcelone, dont nous avons signalé en son temps l'arrestation, a été condamné à 6 ans, pour avoir, rappelons-le, imprimé dans le bulletin de la Fédération le rapport antimilitariste présenté par les délégués français au Congrès de Dublin. *On avait offert la liberté pure et simple à Soler, s'il voulait renoncer au secrétariat de la Fédération.*

A Séville, Rey a 4 ans, pour une affiche antimilitariste ; à Ténériffe, Cabrera a 4 ans pour un article antimilitariste dans un journal local ; à Barcelone, dernièrement, un enfant de dix à douze ans — j'ignore son nom et je le regrette, car j'aime à mettre les points sur les i — a été condamné à 4 ans de prison pour avoir lancé un caillou à la sacro sainte *guardia civil*. La liste, pour être complète, n'en finirait pas. Et tout cela c'est l'œuvre de « la justice. »

Artal, pour sa tentative de meurtre contre M. Maura, a 18 ans de travaux forcés. Et la terreur les égare à tel point que dernièrement, nous dit *El Rebelde*, ils recherchaient Ernesto Alvary, pour avoir reproduit dans la *Protesta* de Valladolid des fragments de la brochure éditée par Claria, sur la grève générale : ils ne se souvenaient plus qu'Alvary est mort !...

M. L.

Turquie.

13 août 1904. — Les Macédoniens se découragent. Voilà bientôt un an que les puissances européennes ont pris à charge le rétablissement de l'ordre dans cette malheureuse province de la caduque Turquie, qu'elles ont envoyé des agents civils avec mission de réformer la gendarmerie, qu'elles ont promis monts et merveilles aux populations décimées par la guerre civile, suivie de tous les maux qui nécessairement en découlent, et les massacres, les pillages et les incendies n'en continuent pas moins d'un côté comme les vengeances à la dynamite de l'autre.

Que font donc tous ces agents aux appointements fous ? Au lieu de réformer la gendarmerie, point essentiel et primordial des réformes, ils intriguent. Ils intriguent chacun pour le compte du gouvernement qu'il représente. C'est ainsi que l'agent autrichien, de Müller, crie à qui veut l'entendre, que le seul moyen de pacifier la Macédoine est de la faire occuper par les bataillons de l'Autriche. De Giorgis Pacha est incapable de maintenir la discipline parmi ses subordonnés, et le gouvernement turc lui refuse les officiers étrangers qu'il réclame.

A bout de patience et voyant l'insuffisance sinon la faillite des réformes promises par l'Europe, il est tout naturel que les populations ruinées se jetteront dans les bras des chefs insurrectionnels. Nous devons donc nous attendre à une reprise sérieuse des hostilités entre l'armée turque et les bandes insurrectionnelles, grossies de tous les mécontents.

Du côté de l'Arménie, la situation n'est guère meilleure. On y massacre sans discontinuer et les villages disparaissent comme par enchantement, n'en déplaise au marquis de Lansdowne, qui prétend que le gouvernement britannique n'a pas reçu la confirmation des massacres de Mousch et du Sassoun, et qui taxe d'exagéré le bruit de la mise à mort de 9.000 Arméniens.

La paix régnant au Sassoun, on s'en prend aux vilayets de Bitlis et d'Erzeroum, autres grands centres arméniens. Le gouvernement turc prétend que les Arméniens de ces deux provinces sont poussés à la révolte par les Américains. Je ne veux pas rechercher ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette accusation, mais je crains fort que les Yankees ne jouent un tour à leur façon à l'ermite sanguinaire de Yildiz-Kiosque. Il ne l'aura que mérité.

X.

⁂

Abdul-Hamid et Victor-Emmanuel II. — Pour arrêter l'élan extensif de l'Autriche, le sultan n'a trouvé rien de mieux que d'envoyer au vieil empereur François-Joseph la plus grande de ses décorations. Pour flatter l'Italie qui regarde trop impatiemment du côté de la Tripolitaine, seule province africaine lui restant encore, Abdul-Hamid envoie toute une mission à Rome, pour remettre au petit Victor-Emmanuel une riche collection d'armes antiques, ayant appartenu à ses ancêtres et à laquelle il tenait beaucoup. Tout cela pour lui prouver le fort attachement et la grande amitié qu'il professe à son égard, disent les journaux turcs.

Le petit Savoyard acceptera avec joie le cadeau. Un si riche présent ne se refuse pas. A Rome on fêtera la mission ottomane, on lui fera mille chatteries. Mais le peuple, ce brave peuple romain, qui parvint si bien à empêcher la visite de Nicolas II dans leur ville, quel accueil réserve-t-il à la mission du sultan rouge ? Assistera-t-il impassible aux fêtes données en son honneur, ou lui fera-t-il une ovation digne d'elle et de son maître ? C'est ce que nous verrons.

VIDO.

Etats-Unis.

La grève de Fall River. — La grève des ouvriers des filatures a commencé hier matin avec une remarquable unanimité.

Sur les 71 manufactures dont les propriétaires ont signé la proposition de réduction, deux seulement, le Narraganssett et le Bourne ont pu ouvrir leurs ateliers. Encore le premier n'a-t-il pas de tisserands tandis que les équipes du second sont très incomplètes.

D'ailleurs, à la sortie de midi, beaucoup d'ouvriers qui avaient travaillé dans la matinée se sont joints aux grévistes.

Toutes les autres manufactures ont sonné en vain leurs cloches d'appel. Dans quelques-unes il est entré deux ou trois ouvriers. Les gérants ont dû les renvoyer éteindre les feux et fermer leurs portes.

Il y a actuellement à l'heure actuelle 25.630 hommes en grève.

Douze filatures seulement restent en opération. Ce sont celles où n'a point été admise la dernière réduction de 12 1/2 0/0.

Les chefs des unions se déclarent très satisfaits de la belle solidarité de leurs hommes. On s'explique aisément et même on est enclin à excuser la défection des ouvriers de la filature Bourne. Depuis plusieurs années, les directeurs de cette filature ont adopté le système du partage du bénéfice avec les ouvriers.

On avait craint que des ouvriers de la filature Seaconnet ne continuassent à travailler. Les gérants de cet établissement avaient en effet affiché à leurs portes un avis annonçant que le salaire des hommes qui se présenteraient lundi matin pour travailler, serait augmenté le plus tôt possible.

Aucun ouvrier n'a répondu à cet appel.

Du reste, les manufacturiers ont pleine confiance dans l'esprit pacifique des unionistes et de leurs chefs.

L'unanimité de la grève ne les a pas surpris. La plupart d'entre eux déclarent qu'ils ne peuvent blâmer les ouvriers de protester contre la dernière réduction des salaires mais ils affirment en même temps qu'il leur est impossible de continuer les opérations en payant des salaires plus élevés que ceux qu'ils proposaient dernièrement.

« Les autorités civiles et religieuses, disaient l'un d'eux, constatent avec inquiétude que notre population tombe peu à peu dans la misère par suite de la diminution des heures de travail et de la réduction constante des salaires dans les manufactures. Nous ne nions point cela mais nous, manufacturiers, nous sommes les premières victimes. C'est la concurrence des filatures des autres centres qui nous a enlevé une partie de notre clientèle et forcé de réduire nos frais à tout prix ou de fermer. Aujourd'hui nous voilà contraints de fermer. Et bien nous resterons fermés jusqu'à ce que les ouvriers jugent la situation autrement qu'ils ne le font maintenant. »

Cette opinion est celle de la plupart des membres de l'Association des manufacturiers de coton. Quelques-uns feront peut-être encore appel à la bonne volonté des grévistes mais aucun effort sérieux, pour amener la reprise du travail, ne sera tenté avant le mois de septembre. Les deux partis s'attendent à une résistance longue et acharnée.

L'Union des Tisserands vient d'hypothéquer son nouvel édifice à la « Five Cents Savings Bank » qui lui versera 35.000 dollars. La propriété vaut 855.000 dollars.

L'Union des Slasher Tenders a résolu de ne pas donner d'indemnités de grève à ses membres durant les trois premières semaines de la grève.

Les Mules Spinners ne recevront cette même indemnité que dans quinze jours. M. Hibbert, secrétaire de l'Union textile, est parti hier pour faire un rapport de la situation au président Gompers et lui demander l'appui de la Fédération du travail.

Les grévistes n'ont pas des fonds de grève considérables, mais ils ont l'immense avantage de se trouver tous unis dans une même cause. C'est la première fois depuis vingt ans qu'on constate une telle solidarité entre les Unions.

La dernière grande grève avait lieu en 1894. Elle avait duré neuf semaines. Les deux plus longues grèves furent celle de 1884, qui dura 19 semaines et celle de celle de 1879 qui dura seize semaines.

Le présent conflit coûtera cher aux deux partis, déjà fort appauvris par la crise de l'industrie cotonnière. Les ouvriers perdront chaque semaine $ 149-150 et devront vider la caisse des unions. Quant aux patrons, le seul entretien de leurs manufactures closes leur reviendra à $23.000 par semaine.

Les spéculateurs et les courtiers de Boston et de New-York semblent enchantés de la grève. Elle enlèvera en effet au marché du coton une production hebdomadaire de 300.000 pièces environ.

On calcule que cette énorme diminution de la production fera hausser les prix à la fin de la grève.

Les interviews accordées par les chefs unionistes et certains manufacturiers révèlent quelques faits intéressants.

M. Shove, trésorier des filatures Granite déclare que la réduction de 12 1-2 0/0 n'est pas une mesure d'agression mais une mesure de défense, impérieusement exigée par la hausse du coton et la concurrence formidable des autres centres. « On a dit, ajoute-t-il, que nous voulions abattre l'union. C'est une erreur ou une méchanceté. Nous n'avons jamais manifesté aucune animosité contre l'unionisme. Il convient d'observer que 20 0/0 seulement de nos ouvriers sont unionistes et que 2.000 unionistes seulement ont voté la grève.

M. Cyrus C. Rounswell, trésorier des filatures Shove, s'exprime ainsi.

« La crise actuelle a plusieurs causes. Je citerai comme la principale la concurrence des manufactures du Sud, qui peuvent produire toutes les étoffes, à des prix inférieurs aux nôtres. Aujourd'hui, le coton brut, nous coûte, à nous autres, environ 11 cents la livre, ce qui est un prix exorbitant. Nous n'avons décidé la réduction des salaires qu'après une sérieuse discussion de la question. Fermer les filatures entraîne pour tous de grosses dépenses. Nous espérons que les ouvriers comprendront assez bien leurs intérêts pour revenir au travail.

John Golden, président de l'Union Textile, assure que les manufacturiers veulent supprimer l'union. « La réduction des salaires, dit-il, n'est pas la seule cause de la présente grève. La véritable raison, c'est l'incurie des manufacturiers en ce qui concerne les intérêts de leurs ouvriers. La réglementation du travail est trop souvent laissée à des surintendants ou à des surveillants brutaux.

« En ces temps derniers les tisserands et les cardeurs ont particulièrement souffert de la mauvaise administration des ateliers. Tout le mal vient de ce que les ouvriers ne sont point représentés aux conférences où se décident les questions de salaires et de réglementation. »

M. James Tansy, président du Conseil Textile, déclare que les ouvriers ont courageusement supporté le système de la réduction des heures de travail, pour aider les manufacturiers à traverser la crise de l'industrie cotonnière. Aujourd'hui, on leur demande d'accepter une réduction de 12 1/2 cts sans même leur garantir un travail constant.

Cette fois la mesure est comble et les grévistes lutteront jusqu'à la dernière extrémité pour obtenir le retour aux anciens prix.

(*Le Canada*, 27 juillet 1904).

C'est par erreur que l'article Un bourgeois *paru la semaine dernière, n'était pas signé. Il est de notre collaborateur P. Delesalle.*



L'Alimentation du Nourrisson

(Suite) (1).

L'enfant doit être exclusivement alimenté avec du lait jusqu'à l'âge d'un an au moins, que ce lait soit du lait de femme ou du lait animal.

Mais cet âge d'un an ne marque pas une date fatidique, à partir de laquelle il faille brusquement changer l'alimentation de l'enfant.

Il faut seulement ne rien y changer, au moins jusqu'à cette époque.

A partir de ce moment, il peut être bon d'ajouter au lait quelques autres substances alimentaires, en tenant grand compte des circonstances suivantes : que l'enfant soit en état de bonne santé; que ce ne soit pas au moment où perçent des dents; ni dans les mois chauds de l'année.

Il faut que l'enfant soit en état de bonne santé, c'est-à-dire qu'il soit aussi développé, aussi avancé au point de vue de la formation de ses divers tissus et particulièrement de ses os, que doit l'être un enfant de son âge. On peut apprécier cet état : à l'évolution des dents, dont la première apparait généralement entre six et sept mois, bientôt suivie de cinq autres, de telle sorte que, vers un an, un enfant développé régulièrement, possède en général six dents; au degré de fermeture de la fontanelle antérieure qui ne doit plus laisser subsister un espace mou de la largeur du doigt; à la rigidité des os des jambes qui ne doivent pas présenter d'incurvation anormale.

Il se produit un retard de développement quand l'enfant a eu dans le cours de sa première année quelque maladie aiguë, quelque trouble de nutrition dû à un vice d'alimentation où à son hérédité. Dans ce cas, on doit prolonger l'alimentation indiquée pour la première année jusqu'à ce que l'enfant soit aussi développé qu'il devrait l'être s'il n'avait subi aucun de ces inconvénients.

En tous les cas, on doit s'abstenir de ne rien changer à son alimentation au moment où se fait un travail dentaire — et pendant les mois de juin, juillet, août et première moitié de septembre.

Enfin, quand les grandes chaleurs ont cessé, quand l'enfant bien développé, bien vivant, faisant chaque jour une ou deux selles moulées sans l'aide d'aucun laxatif, possède six dents, et a dépassé l'âge d'un an, il est temps d'adjoindre à sa ration quotidienne de lait pur, un peu de farine de céréales, sans augmenter cette ration de lait.

On peut utiliser les farines de froment, d'orge, d'avoine, de maïs, de riz, le tapioca, l'arrow-root, soit en variant chaque jour, soit en mélangeant plusieurs de ces farines. Il serait désirable que le commerce livrât couramment ces farines très pures et torréfiées. Elles sont ainsi plus aisément digérées et débarrassées de produits nuisibles. Mais actuellement le petit nombre d'industriels qui font subir ces opérations aux farines en exigent un prix beaucoup plus élevé. Je conseille donc de se procurer seulement des farines fraîches n'ayant subi aucune altération manifeste.

On remplace une tétée ou une prise de lait animal, de préférence celle qui précède le repas du milieu de la journée, par une bouillie bien cuite et bien homogène, faite d'une cuillerée à soupe de farine et de trois cents grammes de lait de vache ou de chèvre, légèrement sucrés. L'effet produit par ce léger changement d'alimentation doit être surveillé avec soin.

Si la langue de l'enfant devient blanche, si ses selles sont modifiées en quantité ou en aspect, s'il survient une éruption de boutons ou si l'enfant dort moins bien, bâille fréquemment après manger, il faut supprimer la bouillie et en revenir uniquement au lait pendant au moins deux semaines, pour recommencer à nouveau l'expérience.

Si au contraire l'expérience réussit, on continue à donner une bouillie par jour pendant un mois, puis, le mois suivant, deux bouillies; la seconde, vers le soir, de telle sorte que l'alimentation de l'enfant comporte alors : au réveil, vers six heures une tétée ou une prise de lait animal, une seconde à neuf heures, une bouillie à midi, une tétée ou une prise de lait à trois heures, et une bouillie à six heures.

Ce n'est qu'au bout de plusieurs mois, vers le milieu de la deuxième année, et toujours en évitant le moment d'éruption des dents et les mois chauds, qu'on peut essayer d'adjoindre à cette alimentation un œuf très frais et seulement chauffé sans que le blanc soit coagulé.

Tous les enfants ne supportent pas bien ce nouvel aliment. Chez un certain nombre d'entre eux, il détermine une éruption discrète de petits boutons assez analogues à ceux que produisent les piqûres de moustiques, en même temps que l'urine devient plus foncée en couleur et qu'il se produit une tendance à la constipation.

Dans ce cas, il faut supprimer l'œuf et n'y pas revenir avant plusieurs mois et quelquefois même plusieurs années.

Si, au contraire, l'œuf ne détermine aucun trouble, il est donné en remplacement d'une des bouillies soit le matin, soit le soir et additionné d'un verre de lait, bien entendu sans pain, ni biscuit, ni gâteau d'aucune sorte.

En tous les cas, il est prudent de ne pas donner un œuf chaque jour. Il ne faut jamais en donner plus de trois, quatre ou cinq par semaine.

Mais déjà on peut, en général, un jour sur deux, remplacer une des bouillies par de la purée de pomme de terre accommodée au lait ou par quelques pommes de terre bouillies ou cuites sous la cendre que l'enfant prend avec un peu de beurre très frais et un verre de lait.

Ce sont là les seuls aliments qu'on puisse permettre durant toute la deuxième année. Dans la seconde moitié de cette deuxième année, quand l'enfant digère bien ces divers aliments, les repas doivent être espacés de la façon suivante.

Au réveil entre six et sept heures une tétée ou un verre de lait, à onze heures une bouillie avec une cuillerée et demie de farine dans 300 oè 350 grammes de lait, à trois heures un verre de lait, à six heures une bouillie, ou des pommes de terre ou un œuf avec un verre de lait.

Aucun autre aliment ne doit en général être donné jusqu'à l'âge de deux ans. Beaucoup d'enfants pourraient sans inconvénient prendre d'autres légumes; mais quand il s'agit d'indiquer d'une façon générale ce qui convient à tous, il est nécessaire de retrancher les produits alimentaires pouvant ne pas convenir à un certain nombre. Il appartient aux parents éclairés et guidés par le médecin et sachant observer leurs enfants, de tenter, dans certains cas, l'usage des divers légumes secs en purée, des pommes cuites au four soigneusement privées de la peau et des pépins et de quelques biscuits très cuits comme les biscuits allemands.

En aucun cas, l'enfant ne doit goûter des différents aliments que prennent les parents, c'est-à-dire que, pour ne pas tenter l'enfant, il n'assistera jamais aux repas.

Je reviendrai d'ailleurs sur cette question en parlant des divers soins nécessaires à l'enfant.

J'ai tenu à indiquer de suite quelles modifications on devait introduire dans l'alimentation de l'enfant après sa première année, pour bien montrer que ces modifications doivent être tellement graduelles et insensibles qu'il devient impossible de dire à quel moment l'enfant a été sevré.

Si l'on entend par sevrage la suppression complète du lait, ce n'est qu'au bout de plusieurs années qu'il sera obtenu.

Si l'on entend, au contraire, l'adjonction au lait de quelque autre aliment, c'est après la première année révolue, qu'on commence à l'essayer, mais avec les précautions que je viens d'indiquer, il n'est pas aisé de déterminer à quel moment cette adjonction est devenue définitive.

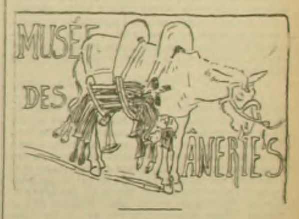
De sorte que le mot de sevrage est mauvais, par l'idée qui s'y attache communément de substitution d'un genre d'aliments à un autre, avec suppression du premier.

Cette idée a amené et amène encore beaucoup de parents et de nourrices à faire beaucoup de mal aux enfants. Donc, le mot qui désigne cette opération nuisible mérite de disparaître.

(*A suivre.*) Dr E. D.

(1) Voir les nos 13 et 15.

L'abondance d'articles d'actualité nous force à renvoyer au prochain numéro la suite des articles sur La lutte contre la tuberculose, *de Pierrot.*



A propos de Waldeck-Rousseau :

« Le disciple de Gambetta, nourri de la forte moelle démocratique, se réveilla. »

GUSTAVE ROUANET, *Humanité*, 11 août.

« M. Waldeck-Rousseau était de ces républicains dont l'attachement à la République va jusqu'au sacrifice de soi-même... »

GÉRAULT-RICHARD, *Petite République*, 11 août.

« Que soient créés dans tous les lycées des prix d'instruction morale et civique, en remplacement des prix d'instruction religieuse; que tous les salariés du gouvernement soient tenus de faire élever leurs enfants dans les écoles de l'Etat. »

(Vœu adopté par le Congrès de la *Libre Pensée* du Sud-Ouest à Lyon.)

Nous consacrerons un de nos prochains numéros du supplément à la guerre et au militarisme.



Mon cher Grave,

Votre collaborateur J. D. attache certainement beaucoup plus d'importance que moi, à un ruban que je n'ai pas cru devoir refuser, mais que je n'ai pas sollicité. La pétition, dont il parle, fut faite en dehors de moi, et j'ai été aussi étonné qu'il a pu l'être, en lisant les noms des signataires. Je n'ai pas besoin de vous dire que mon repos n'a pas été un instant troublé par l'ambition puérile. Si j'ai accepté, c'est que je n'écris pas uniquement pour ceux qui ont mes idées, mais *surtout* pour ceux qui ne les ont pas, et que j'augmente ainsi mes chances d'être lu par eux.

La question, comme vous le voyez, n'avait rien d'indiscret.

Je vous serre bien cordialement la main.

JEAN JULLIEN.

L'Education libre, 26, rue Chapon tient à la disposition des camarades des brochures à distribuer : *L'Absurdité de la Politique*, à 1 fr. le cent, port en plus. Elle avise par la même occasion, les groupes, syndicats, etc., que la souscription à l'édition du n° 3 : *Déclaration d'Emile Henry* (avril 1894) est ouverte dès maintenant.

Le groupe des Poètes chansonniers révolutionnaires rappelle aux organisations ouvrières qu'il se tient à leur disposition pour leurs fêtes. Il se réunit tous les mercredis soirs, au siège, 6, boulevard Magenta. Envoyer la correspondance à cette adresse.

EPINAL. — Une section de l'Association Internationale antimilitariste, est créée à Epinal. Les camarades désireux d'en faire partie, peuvent s'adresser à V. Loquier, 9, rue Aubert. Cotisation : 0 fr. 20 par mois.

MARSEILLE. — **Le Milieu-Libre de Provence.** Vu l'indifférence presque générale des camarades, les adhérents réunis le jeudi 11 août, ont décidé de ne pas donner suite à leur tentative et de verser l'argent recueilli à la propagande antimilitariste. Néanmoins, respectant les engagements que nous avions pris dans notre première circulaire, notre trésorier se tient à la disposition des camarades auxquels cette propagande ne sourirait pas et qui désireraient retirer leurs fonds. Ecrire au camarade A. Berrier, rue Clotilde, 11, Marseille, jusqu'au 20 septembre. Passé cette date, le reliquat de la caisse sera acquis à la propagande antimilitariste.



Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi soir, 29 août, à 9 heures, salle B des cours, Bourse du travail, causerie par le camarade Pouilot sur « Le problème de la population. »

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 31 août, causerie controverse avec Paraf par le camarade X.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 29 août, causerie sur « l'Absurdité de l'argent et de l'échange ».

La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron. — Jeudi 8 septembre, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, vente de produits.

Chambre Syndicale des ouvriers graveurs et ciseleurs sur tous métaux, grande salle de la Bourse centrale du travail, 3, rue du Château-d'Eau. — Vendredi 26 août 1904, à 8 h. 1/2 du soir, Conférence publique et contradictoire avec le concours de Paul Robin, Mme Jeanne Dubois, Liard-Courtois et Georges Yvetot.

Sujet traité : « Ayez peu d'enfants. Procréation consciente et limitée. »

Association Internationale Antimilitariste. — Le dimanche, 4 septembre, grande fête antimilitariste organisée par le Comité national de l'A.I.A. Promenade à Saint-Cloud; déjeuner sur l'herbe; conférence en plein air par Sébastien Faure, sur *l'Internationale Antimilitariste*.

Le soir, grand meeting public avec le concours de S. Faure et de nombreux orateurs.

Le détail de la fête (local de la réunion, lieu de rendez-vous pour la promenade) sera indiqué prochainement.

Tous les mercredis, réunion du **Groupe des poètes chansonniers révolutionnaires**, salle Jules, 6, boulevard Magenta, 8 h. 1/2 du soir.

Pour le 24, dispositions urgentes à prendre pour plusieurs fêtes.

Répétition : *Les Loups ; Restitution.*

PUTEAUX. — **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs** (Section de Puteaux). — Réunion vendredi 26 août, à 8 h. 1/2, Restaurant Coopératif, rue Mars et Roty. Causerie par un camarade.

ALAIS. — Réunion, 4 septembre, au local habituel.

CHALON. — Réunion de tous les antimilitaristes militants sans distinction d'école, le dimanche 28 août à 2 heures chez Jeandot, débitant, rue d'Autun, pour former une section adhérente à l'Association Internationale Antimilitariste.

LYON. — **Groupe d'Art social.** — Réunion du groupe samedi 27. Répétition au nouveau siège, 13, rue Passet. Prière d'être exact.

LYON. — **Jeunesse Libertaire.** — Réunion dimanche soir, 28 août, à 8 heures, au nouveau siège, rue Passet, 13. Les camarades de la Jeunesse Nouvelle sont spécialement invités.

L'Internationale Antimilitariste (section de Lyon. — Réunion jeudi 1er septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Chamarande, rue Paul-Bert. Formation d'une section pour la troisième cotisation. Urgence.

Association Internationale antimilitariste (Section de Marseille). — Samedi soir, à 9 heures, Salle Bouffié, boulevard Oddo, 50, conférence publique et contradictoire par E. Merle et Baud. Sujet traité : « Pourquoi nous sommes antimilitaristes ? » Entrée gratuite.

Dimanche, à 6 heures, réunion des camarades au bar Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Urgence.

AVIS

Un camarade forcé de liquider sa bibliothèque, laisserait les sept volumes reliés du *Nouveau Dictionnaire illustré* de Larousse, pour 150 francs.

Et l'*Histoire de la Révolution*, par Michelet, illustrations de Vierge, 9 volumes pour 20 francs. S'adresser au journal.

A NOS LECTEURS

Je voudrais, de temps à autre, consacrer entièrement un numéro de supplément à un sujet donné, comme j'en ai déjà donné sur la guerre, l'éducation. J'en prépare sur l'administration, la bureaucratie, la propriété, la famille, la magistrature, la presse, etc., etc. Les camarades qui pourraient me signaler des sources : volumes, revues, etc., me faciliteraient beaucoup la besogne.

EN VENTE

Nous avons des années 5, 6, 7 et 8 des *Temps Nouveaux*, un peu plus qu'il ne nous est nécessaire. A titre de propagande, nous les offrons à 5 francs. En gare, 5 fr. 80.

Pour l'extérieur, le prix du port varie selon le tarif des colis postaux.



L'article *Une révolte*, de Henri Caen (*Le Journal*, 17 août.)

VIENT DE PARAITRE

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.

Le Livre d'Or des officiers français, par Chapoutot, franco, 2 fr. 75.

Ce volume, tout de documentation, se recommande spécialement aux souscripteurs de *Guerre-Militarisme* et de *Patriotisme-Colonisation*. Il les complète, car ce sont les militaires qui parlent.

Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave, franco 2 francs.

Les véritables scènes ayant refusé cette pièce, peut-être aura-t-elle plus de chance chez les artistes-amateurs des Bourses du travail et des U. P.



R. P., à Besançon. — Vers insuffisants comme forme et comme idée.

A. M., à Lisbonne. — *L'ordre par l'anarchie*, coûte 0 fr. 60. Votre lettre ne contenait que le prix des brochures expédiées.

Un lecteur assidu, rue des Orteaux. — Passez au bureau, ou envoyez-nous votre adresse.

Anonyme. — Reçu les coupures de l'*Officiel*. Utilisons une partie. Le reste est un peu trop mélangé.

J. J. et cosignataires, à Lyon. — Nos renseignements ne concordent pas du tout avec vos allégations. Nous n'insérons pas.

L. C., à San Francisco. — Attention à l'affranchissement. Nous avons payé 0 fr. 50.

L. B. I. — Je vous ai répondu.

Le camarade Charles est prié de nous envoyer son adresse qui nous est demandée par Victor Cail.

L., Epinal. — Nous ne nous croyons pas autorisés à disposer des adresses des abonnés, sans leur assentiment. Par conséquent nous faisons passer votre lettre à qui de droit.

B., à Rouen. — Même réponse.

E. P., à Rochefort. — Brochure expédiée.

Reçu pour Pivoteau : Cinq camarades de la Coopérative des Ve et XIIIe arrond., 2 fr. 50.

Reçu pour le journal : Quelques camarades de Liège, 2 fr. — G. B., à Lyon, 4 fr. — S., à Saint-Junien, 3 fr. — Brésil, Dr L. Hénault, 25 fr. — P., à Beauvais, 3 fr. — A. D., à Montereau, 1 fr. 65. — J. C., à Marseille, 2 fr. 75. — R., à Orléans, 0 fr. 50. — Merci à tous

L. G., à Brest. — G., à Auxerre. — S., au Mans. — A. d'E., à Lisbonne. — G., à Lyon. — C., à Saint-Junien. — D., à Nantes. — N. J., à Gap. — Vve B., à Genève. — C., à Mostaganem. — C. F., Le Mans. — A. D., à Vincennes. — G. P., à Gand. — G., à Nieulle. — B., à Châlon. — G., à Saint Paul-en-Jarrey. — L., à Saint-Louis. — R., à Chaux-de-Fonds. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 18 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 3 au 9 Septembre 1904*



POUR LA FRANCE

Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 ✣ PARIS-V^e^



Le Congrès International Socialiste

D'AMSTERDAM

Notre camarade Kropotkine a dit dans ses précieux Mémoires, que chaque congrès de l'ancienne Internationale fut une étape en avant dans le mouvement socialiste. On peut dire des derniers congrès internationaux socialistes que chacun fut un recul, un pas en arrière. Après le congrès de Londres en 1896, où on mit les anarchistes à la porte, on voit clairement que ces congrès n'ont du socialisme que le nom, l'étiquette ; car lisez le compte rendu, et demandez-vous ce que ces congrès ont à faire avec le socialisme? Rien, absolument rien. Ce sont des congrès réformistes, radicaux, mais non pas socialistes. Et les congressistes? Ce ne sont pas des ouvriers, ce sont des arrivés et des arrivistes. On a discuté sur le sort des ouvriers comme des tuteurs, sans les entendre; on a discuté, sans les ouvriers, sur les ouvriers et leurs intérêts. Même l'aspect extérieur du congrès fut tout à fait bourgeois, aucune marque que les congressistes fussent des ouvriers. Prenez comme exemple caractéristique le citoyen Sigg, de la Suisse, le citoyen Ferwogne, d'Anvers, et le citoyen van Kol, de la Hollande. Je regrette plus que jamais de ne pas savoir dessiner, autrement je donnerais une petite illustration, et chacun comprendrait ce que je veux dire.

Un congrès comme celui d'Amsterdam est une grande réclame, et le bureau international a montré qu'il peut soutenir la concurrence avec Barnum et Bailey. L'aspect général était tout à fait le même que celui d'un parlement quelconque, seulement la liberté de la parole est beaucoup plus grande dans le Parlement qu'au congrès. On n'y aime pas les discussions, on peut le voir au règlement d'ordre qu'on a fait. Que dire, par exemple, de la résolution qui donnait tout au plus dix minutes à chaque orateur? De grandes discussions sur des sujets sérieux ne peuvent pas avoir lieu en dix minutes. Ce n'est pas la libre parole, non, c'en est la caricature.

Une fois le président avoua ouvertement : « Pourquoi discuter? Nous ne sommes pas des enfants. Chacun de nous a sa conviction, donc il est tout à fait superflu de tenir de grandes discussions. On peut choisir directement. » Mais pourquoi donc un congrès? On pouvait commencer par la votation et après s'en aller.

Encore une autre preuve. Dans la commission sur la tactique où les discussions furent secrètes, on a parlé pendant trois jours. Les membres de cette commission n'ont pas pu assister au congrès. Enfin on a pris une décision, mais comment faire? Bebel disait qu'il serait impossible de répéter tous les débats dans une séance plénière et il proposait un rapporteur qui donnerait un compte rendu succinct des discussions. La résolution de Dresde, dit-il, pourra être adoptée aussi au congrès, sans discussion, ou avec une courte discussion. Plutôt pas de discussion, voilà la conclusion. Heureusement cet effort échoua. La minorité voulut porter la question devant le tribunal du congrès entier; c'est devant lui qu'eut lieu le concours d'éloquence entre les deux opinions, entre Jaurès et Bebel. Le vendredi on eut la grande représentation après les répétitions derrière les coulisses, dans la commission.

On voit qu'on n'aime pas les discussions. Pourquoi? Parce qu'on craint que l'unité du parti social-démocrate international soit en danger aussitôt que les deux courants se rencontrent. L'unité, oh! c'est le mot qu'on aime le plus. Unité, unité chérie à laquelle tout est sacrifié comme dans l'Eglise catholique. Et comme tout finit par des chansons, on chantait à la fin, après avoir excommunié un des partis par la résolution de Dresde, et naturellement ce fut encore l'unité qu'on célébra en accord avec le mot de Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » Et qu'est-ce qu'on a fait au congrès? On a égorgé la question sur la grève générale, on s'est perdu dans les généralités sur la question coloniale d'une telle manière, que chaque libéral peut être en accord avec la résolution ; on a donné des équivoques sur la question de tactique, de manière à augmenter la confusion au lieu de donner de la lumière. Nous allons donner quelques détails.

Premièrement la tactique, car cette question primait toutes les autres.

Nous avons eu un discours de Jaurès, le révisionniste, qui a donné une critique vraiment magistrale de la social-démocratie allemande, et, après, un discours de Bebel, qui a fait des reproches très justes à l'attitude et aux actes de Jaurès : « Qu'est-ce que vous avez fait avec vos trois millions de votes? Rien, absolument rien. Vous avez été embarrassé de votre victoire, et au lieu de faire quelque chose, vous vous êtes caché à Dresde, sur votre congrès, derrière une résolution théorique qui ne donne rien ! »

Voilà ce que Jaurès reprochait à Bebel. Et celui-ci répondait : « Mais que désirez-vous que nous eussions fait? Et vous-même, qu'est-ce que vous avez fait avec votre tactique? Si nous avions les libertés que vous avez en France, vous auriez vu bien autre chose. »

Pour nous, anarchistes, ils ne donnaient rien de neuf; nous avons dit mille fois déjà les mêmes choses, mais le plus curieux est que deux parlementaires qui, en principe, doivent avoir les mêmes vues, en arrivent à se dire de dures vérités.

L'anarchiste écoutait tout cela et... riait.

Et s'il lui avait été permis de dire un mot, il aurait dit : Jaurès a raison, complètement raison, et Bebel a aussi raison. Le grand mal

n'est pas dans les personnes, c'est tout à fait indifférent que ces personnes s'appellent Jaurès ou Bebel, qu'ils se nomment des revisionnistes ou bien des révolutionnaires d'occasion à un congrès : le grand mal est dans le système parlementaire lui-même. Bebel et les siens se sont effrayés en voyant comment Jaurès a déjà glissé. C'est effrayant en effet et triste aussi, mais attendez un peu, ce qui est arrivé en France, et ce qui y arrivera encore, cela arrivera bientôt aussi en Allemagne. Est-ce que les revisionnistes ne gagnent pas en force partout? Ne sentait-on pas généralement qu'au congrès de Dresde, la logique ne fut pas du côté de Bebel, mais de celui de Vollmar? Et malgré tous les trucs politiques, dans lesquels Bebel est un maître, il n'a pas osé en finir avec la question. Et, à la fin, on adoptait une résolution si vague, si générale, si insignifiante que les deux partis, Bebel comme Vollmar, acceptèrent. Cela veut dire naturellement qu'elle ne dit rien du tout. Mais... l'unité fut sauvée au point de vue extérieur. Cependant le revisionnisme continue son chemin, et nous sommes persuadés que du jour où Bebel mourra, la lutte en Allemagne commencera, et que le revisionnisme gagnera, non pas seulement en Allemagne, mais aussi en Belgique, en Suisse, en Hollande, en Angleterre. Voilà l'avenir!

Et l'effort de Bebel de prussifier le mouvement socialiste international, en introduisant la résolution de Dresde, et en la généralisant pour les autres pays, ne donnera rien. Car sa généralité, son vague, son insignifiance ne peuvent pas faire que l'unité reste sauvée dans l'avenir.

C'est la malédiction du parlementarisme, qu'une fois qu'on a glissé, on glisse toujours, de plus en plus; à un moment donné on peut être étonné, on peut se dire : Mais où finira cela, jusqu'à quand cela continuera-t-il ainsi? Mais la logique ne se laisse pas moquer, on est placé devant le choix : *ou ceci ou cela?* et voilà pourquoi un tel congrès peut être instructif.

Oh! ces anarchistes ont bien raison — voilà ce qu'on dira, et c'est pourquoi nous disons : Oui, Bebel, vous ne pouvez pas rester où vous êtes maintenant, vous flottez en l'air avec votre Kautsky et vos théoriciens, efforcez-vous de venir à terre. Il faut aller vers l'anarchie — mais cela vous ne le pouvez pas, parce que vous êtes trop attaché au parlementarisme, vous êtes trop faible de caractère pour briser fermement avec votre passé, et dire franchement : Je me suis trompé — ou bien vers le revisionnisme d'un Jaurès ou d'autres, et si vous ne le faites pas vous-même, d'autres le feront après vous.

Ce qui m'a plu au congrès, c'est Anseele, de Gand, qui a préconisé le revisionnisme d'une manière franche, mais très brutale. En politique, dit-il, il n'y a pas de règle : ou tout, ou rien. Il faut prendre ce qu'on peut obtenir. Avec l'aide de qui? cela ne le regarde pas. On sait que quand on désapprouvait Millerand parce qu'il prenait place dans un ministère bourgeois, ce fut Anseele qui disait : Quant à moi, je l'accepterais même dans la monarchie. L'opportunisme le plus plat est défendu par lui, et même il criait : Quand vous acceptez la résolution de Dresde, vous condamnez les socialistes belges comme s'ils étaient infidèles au socialisme, mais sachez que les socialistes belges riront d'une telle sentence.

Eh bien, la résolution de Dresde est acceptée, et les socialistes belges vont rire tout simplement du congrès; ils n'ont pas l'intention de se conformer à cette sentence, et ils continueront leur chemin malgré la résolution. Ainsi feront-ils tous.

Pensez-vous que Jaurès va modifier sa tactique? Il n'y pense pas. Comme les anarchistes, les social-démocrates vont leur chemin et nous disons : Condamnez les anarchistes tant que vous voulez, mais vous suivez l'idée anarchiste. C'est le plus grand triomphe, que leurs pires ennemis suivent la méthode qu'ils préconisent.

Et où reste l'unité?

Dans la salle vide du congrès.

J'ai toujours vu que partout où on parle toujours d'unité, on ne la trouve pas en réalité. C'est précisément comme avec l'amour dans les familles. Où on la trouve, on n'en parle pas ou peu, mais où on ne la trouve pas, la bouche est toujours pleine d'amour.

Et c'est pour cela qu'on s'est rendu ridicule, en acceptant à l'unanimité une résolution d'unité. Premièrement on accepte une résolution d'unité, et directement après, on excommunie une minorité. Premièrement, on met quelqu'un hors de la porte, et après il peut entrer avec une chandelle à la main, couvert d'une chemise de pénitence.

On a fait des efforts pour atténuer la résolution de Dresde. La résolution Adler-Vandervelde avait ce but. Elle fut rejetée, mais avec 20 voix pour et 21 contre.

Enfin, la résolution de Dresde fut adoptée avec 25 voix pour, 5 contre et 12 abstentions.

Est-ce un triomphe du radicalisme dans le parti?

En apparence peut-être, mais en réalité, non. Quelle est donc la différence entre Jaurès et Bebel? En principe, il n'y en a pas; c'est un peu plus ou un peu moins, voilà tout. Mais on peut être étonné que le revisionnisme ait fait déjà tant de progrès. Les douze abstentions appartiennent plus à la droite qu'à la gauche, donc la proportion est 25 pour et 17 contre. Seulement 5 votes peuvent changer la majorité. Au congrès suivant, il peut déjà avoir la majorité, et c'est pourquoi Jaurès voulait le congrès suivant après deux années, mais Bebel avait des craintes, il n'osait pas, et voulait même le remettre à quatre années.

Comme le disait le vieux Engels, une fois que l'on a glissé, on glisse vite.

Bebel s'en alla très content et se remémorait les querelles en Allemagne d'il y a treize années, qui roulèrent sur l'unité du parti, mais ce souvenir n'est pas fortifiant. Comment, dans ce temps-là, en vint-on à l'unité? Par l'excommunication des jeunes. C'est ainsi qu'on obtient toujours une unité, quand on met ses adversaires à la porte.

Est-ce que ce sera le sort de Jaurès? Nous allons attendre, mais voilà une chose qui est certaine : avec l'exclusion de Jaurès on n'a pas encore vaincu le revisionnisme. Après Jaurès, on aura le docteur Friedeberg, de Berlin, qui, depuis dix-huit années qu'il est membre du parti allemand, a eu le courage de critiquer le parlementarisme comme insuffisant et qui doit être rappelé à l'ordre au congrès de Brême en septembre. Et après le docteur Friedeberg on trouvera Bernstein, Vollmar, et plus tard d'autres ; chaque fois viennent de nouveaux éléments. Et chaque fois, il faut exclure. Il n'y a pas de vainqueurs et de vaincus — disait un des délégués. Mais ce n'est pas vrai. Et plus on crie à l'unité et plus on applaudit en disant : Vive l'unité, plus on est éloigné de l'unité chérie.

Je ne sais pas si les *Temps Nouveaux* donnent toutes les résolutions dans le texte entier. Je crois qu'il serait bien instructif pour les anarchistes de les connaître, car un tel congrès donne beaucoup à penser et est satisfaisant pour un anarchiste.

Quant aux autres résolutions, celle de la grève générale est un chef-d'œuvre de mensonge et de jésuitisme.

Premièrement on dit « que les conditions nécessaires pour la réussite d'une grève de grande étendue sont une forte organisation et une discipline volontaire du prolétariat ».

Une forte organisation, cela veut dire, chez les social-démocrates, une organisation fortement organisée où la propre initiative est tuée, où chacun obéit aveuglément aux ordres des chefs.

Et la discipline volontaire? Qu'est-ce que cela? La discipline n'est jamais volontaire, car la discipline suppose une punition en cas de refus. Une discipline volontaire, c'est un cercle carré ou un carré rond, c'est un beau mot pour cacher une mauvaise affaire.

Après, la résolution déclare que « la grève générale, si l'on entend par là la cessation complète de tout travail à un moment donné, est inexécutable, parce qu'une telle grève rendrait chaque existence, celle du prolétariat, comme toute autre, impossible ».

Cela nous le savons aussi, mais on pense peut-être que les ouvriers seront assez stupides de rester les bras croisés pendant une telle grève, pour laisser affamer leurs femmes et leurs enfants? Au lieu de mourir de faim, il sera préférable de mourir en se défendant pour son bon droit. Quelle singulière idée existe chez les social-démocrates, pour faire des déclarations qui semblent peut-être à leurs yeux très scientifiques, mais qui, en les analysant, ne sont que des mots sans aucun sens?

Après avoir dit que « l'émancipation de la classe ouvrière ne saurait être le résultat d'un tel effort subit », que personne ne préconise et qui est donc tout à fait superflu, la résolution continue en disant « qu'une grève qui s'étendrait, se trouverait être un moyen suprême d'effectuer des changements sociaux de grande importance, ou de se défendre contre des attentats réactionnaires sur les droits des ouvriers ».

C'est ménager la chèvre et le chou! La première partie est pour la chèvre, la seconde pour le chou.

Et en finissant on « avertit ceux-ci (c'est-à-dire les ouvriers) de ne point se laisser influencer par la propagande pour la « grève générale », dont se servent les anarchistes pour détourner les ouvriers de la lutte véritable et incessante, c'est-à-dire de l'action politique, syndicale et coopérative ».

Quelle lâcheté de dire cela et quel mensonge! Quelle confusion d'idées aussi!

Les anarchistes ne se servent de rien, ce ne sont pas des politiciens qui cherchent toujours des moyens pour un but quelconque, ils prêchent la libre initiative et sont persuadés que les ouvriers s'en servent quand il leur plaît.

Et ce but serait méprisable s'il était vrai. Les anarchistes mériteraient le dédain de tous. Cette supposition qu'ils veulent « détourner les ouvriers de la lutte véritable et incessante », qu'on ose la dire sans donner des preuves! Est-ce que les ouvriers anarchistes ne luttent pas au moins aussi fort et peut-être beaucoup plus fort dans les usines, dans les fabriques, dans tous les milieux possibles que quiconque? Est-ce que le martyrologe de l'anarchisme ne prouve pas, plus que des mots, que ce sont eux qui sont les ennemis les plus acharnés de la société bourgeoise et capitaliste? Seulement ils trouvent que l'action politique n'est pas la lutte véritable.

Et enfin on « invite les ouvriers à augmenter leur puissance et à raffermir leur unité en développant leurs organisations de classe, puisque de ces conditions dépendra le succès de la grève politique si celle-ci, un jour, se trouvait être nécessaire et utile ».

Mais comprenez bien, on parle subitement de la grève politique, dont on n'a pas parlé encore, on substitue la grève politique à la grève économique, voulant tromper ainsi les ouvriers en jouant avec les mots. Il faut être prudent avec ces gens, car ils pratiquent le conseil de Talleyrand : savoir utiliser les mots pour cacher ses pensées.

Les social-démocrates sont contre la grève générale, mais ils n'osent pas le dire carrément, craignant que les ouvriers, qui la veulent,

 aillent leur chemin sans s'embarrasser des politiciens et ceux-ci entraîneront les social-démocrates avec eux; mais alors nous disons par notre triste expérience que nous avons toute raison d'avertir les ouvriers de se garder, de se méfier d'eux, qui ne se feraient pas scrupule de les trahir plutôt que de nuire à leur affaire politique.

La résolution sur la politique coloniale est également curieuse. On flétrit la politique coloniale anglaise, mais pourquoi pas la politique coloniale néerlandaise, belge, française, en un mot toute politique coloniale, car elle est partout une politique d'exploitation et de tyrannie.

Et qui flétrissait cette politique, défendant les indigènes contre un système honteux d'exploitation? Monsieur H. van Kol. Et qui est ce monsieur? On ne le connaît pas à l'étranger et cependant, comme exemple d'hypocrisie, il est bon de le caractériser. Pauvre il alla à Java comme ingénieur et en retournant il est riche. Comment? Par une exploitation de ces indigènes, desquels il peut parler d'une manière presque pleurante, indigné de ce qui se passe là. Un exploiteur qui pleure sur les exploités! Oh! quand je l'ai entendu, il m'a coûté beaucoup de peine de retenir mon indignation, mais n'étant pas délégué je n'avais pas droit de... le démasquer, car si quelqu'un le connaît, c'est moi.

Et aussi c'était trop fort qu'on oubliât Multatuli, le vaillant lutteur pour les indigènes, qui protesta autrefois avec beaucoup de courage en présence des puissants du pays, car c'est lui qui osa stigmatiser le gouvernement néerlandais, et M. van Kol, qui savait tout cela, se tut et ne prononça aucun mot pour remémorer ce héros. Au contraire, c'est lui qui loua encore M. le général Heutsz, un officier qui, comme chef d'armée, là-bas, ne désapprouvait pas que les soldats tuassent des femmes et des enfants avec un tel cynisme que, même au Parlement anglais, on protesta avec indignation. Quelle misérable hypocrisie. C'est le loup dans la peau de la brebis!

Mais assez. Cependant c'est très instructif, car ce parti international social-démocrate fait tant de bruit dans le monde qu'il est bon de savoir ce qu'il est maintenant. Eh bien, démocrate il est, mais socialiste pas du tout. Leur tactique secrète est : Ote-toi de là, que je m'y mette. C'est une guerre pour les places, pour les prébendes, et quand ils les auront conquises, ils oublieront les ouvriers, dont ils auront utilisé les reins pour monter, comme cela a toujours été le cas. Heureusement, au-dessus des têtes des tuteurs, des chefs, le prolétariat va continuant son chemin. Un tel congrès est donc surtout instructif, parce qu'il nous montre, comme un exemple rebutant, comment le mouvement socialiste ne doit pas se développer.

F. Domela Nieuwenhuis.

Politique et Vérité

L'avant-dernier numéro des *Temps Nouveaux* disait, dans le « Mouvement social, Espagne » : « Voilà un an que se sont produits les événements d'Alcala del Valle. La presse bourgeoise s'est avisée tout à coup d'en parler — pour embêter le gouvernement, naturellement, et pas pour autre chose... » Un des organes de ladite presse bourgeoise madrilène, la *Correspondencia de Espana*, dans son numéro du 24 août, relève ces lignes et y trouve un exemple de la « tactique éternelle » des anarchistes, laquelle est de « recevoir des faveurs et les payer d'une insulte ».

Je ferai d'abord remarquer à la *Correspondencia* qu'elle généralise assez injustement; à côté de cette constatation, qu'elle appelle une insulte, elle aurait dû, pour être loyale, placer les paroles de gratitude à l'adresse de la presse bourgeoise que j'ai lues dans tous les journaux anarchistes d'Espagne. Mais, passons.

Voilà donc les victimes d'Alcala gratifiées de « faveurs » bourgeoises. Grande nouvelle.

Je sais bien qu'à l'heure actuelle, la majorité des politiciens constituant, dans l'universel mercantilisme, la bande la plus cynique et la plus malfaisante de trafiquants, ceux d'entre eux qui se donnent seulement l'apparence de se soucier de la justice, ou, moins encore, de la réparation de l'injustice, sont des objets de curiosité et peuvent sérieusement se considérer comme des phénomènes. La *Correspondencia de Espana* nous fait bien mesurer le niveau où elle et ses chers confrères sont descendus : s'occuper de justice pour le simple peuple, c'est lui faire une faveur!

J'ai connu des croyants, des chrétiens sincères; ils disaient que faire le bien, combattre pour la justice, c'était faire son devoir, rien de plus. J'ai connu de braves gens, qui n'étaient ni chrétiens ni rien : ils disaient que lutter pour la justice c'était faire son métier d'homme, simplement. Mais nos maîtres en sont à ce point qu'une parole de justice, tombant de leurs lèvres, est une faveur.

Eh bien, vos faveurs, bonne dame, voyons un peu ce qu'elles valent? Sans doute la campagne des journaux bourgeois de Madrid peut réaliser ce qui est mon plus grand désir, la mise en liberté des victimes d'Alcala; cela est vrai et je me reprocherais comme un crime de dire quoi que ce fût qui pût la ralentir ou l'arrêter; mais je me reprocherais comme un crime plus grave de ne pas dire la vérité telle qu'elle m'apparaît. En cette affaire d'Alcala, je répète que la presse bourgeoise espagnole, à part une ou deux exceptions comme *El Pais*, a assisté pendant un an sans broncher et sans mot dire aux événements du 1[er] août, aux tortures et aux procès qui les ont suivis; son enthousiasme de la onzième heure pour la justice et pour la vérité manque par trop d'élan spontané, et je me refuse à rendre à ce prétendu désir de justice un hommage qui ne lui est pas dû et que je considérerais comme une lourde faute.

Suivons bien la marche des choses. Dans l'état de choses actuel, la presse bourgeoise est l'instrument idéal, sans cesse perfectionné, d'abrutissement et de corruption. Elle est un des poisons qui ravagent le cerveau populaire; elle travaille infatigablement à consolider le régime d'oppression et de haine envers les petits et les dépourvus. Et quand, une fois par hasard, elle croit de son intérêt de défendre leur cause, ils devraient recevoir cette « faveur » avec une reconnaissance béate, lui procurer, en retour, un renouveau de célébrité bienveillante et d'honneur, la proclamer généreuse et magnanime?

De la sorte, la *Correspondencia* et ses « chers confrères », après avoir commis, aidé à commettre ou laissé commettre l'injustice et en avoir recueilli tous les fruits, recueilleraient encore, en prestige et en crédit, le bénéfice du justicier?

C'est trop désirer. Que la presse bourgeoise veuille bien reconnaître que le jour où, après un long temps de silence criminel, d'ignorance voulue et systématique, elle imprime dans ses colonnes un peu de vérité, ce n'est qu'une réparation incomplète et tardive. Qu'elle n'exige pas de ses victimes l'hypocrisie ou la sottise d'un remerciement.

Et cela, ne craignons pas de le dire. Car nous ne sommes pas des politiciens, nous ne faisons pas de marchés, nous ne troquons pas notre franc-parler pour quelque prix que ce soit : l'affaire serait sûrement mauvaise.

M. L.

Des faits

Pas un officier du Cesarevitch *n'est échappé indemne. Pendant le trajet du cuirassé à Liao-Tcheou, on immergea des têtes, des bras et des jambes, seuls restes qu'on put retrouver.*

Un marin, dont la main avait été emportée par un éclat d'obus, fou de douleur, et l'esprit complètement égaré à la vue des scènes d'horreur et de carnage qui se déroulaient sur le pont, s'approcha du capitaine, et tenant dans la main qui lui restait celle qui avait été enlevée par l'obus, demanda qu'une prière fût dite sur cette main.

(*Journal*, 18 août.)

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

Il est évident que la prétention d'héberger *tous* les tuberculeux dans des sanatoriums est irréalisable. Il serait plus facile de fournir à chacun de ces malades une rente viagère. Le problème, tel qu'il a été posé, paraît insoluble.

Certainement, répondra-t-on, mais il ne s'agit de soigner que les tuberculeux tout à fait au début, ce sont les seuls qui soient intéressants au point de vue du résultat à atteindre. De cette façon, on se débarrasse de la grande masse des malades que l'on abandonne à leur malheureux sort.

Ici nous touchons un des malentendus de la lutte antituberculeuse. Les sanatoriums, théoriquement, soignent tous les tuberculeux. Il semble qu'il doive en être ainsi, puisque les malades à tous les degrés peuvent en retirer un bénéfice. La guérison est d'ailleurs possible, non seulement pour les phtisiques au premier degré, mais aussi pour ceux du second degré, et chez les porteurs de cavernes. Je sais bien que c'est la grande exception : il faut qu'il n'y ait pas de lésions trop étendues, et que l'organisme soit suffisamment résistant. Mais même chez les fébricitants et les plus atteints, le repos au grand air amène une amélioration, la fièvre peut tomber, la dyspnée (étouffement) disparaît ou diminue : c'est ce que proclament les partisans des sanatoriums dans leurs panégyriques.

Un autre grand argument des défenseurs de la méthode, est que le sanatorium est le meilleur moyen de diminuer la contagion; ils considèrent cette sorte d'établissements fermés comme de nouvelles léproseries. D'où la nécessité, semble-t-il, de recueillir et d'enfermer dans les sanatoriums tous les tuberculeux et surtout ceux qui, arrivés à un stade avancé de leur affection, expectorent des crachats en abondance.

Mais lorsqu'on démontre l'*impossibilité* d'une telle méthode, les partisans des sanatoriums déclarent que ces établissements ne sont faits que pour les tuberculeux au début, ou mieux pour les individus simplement suspects, pour ceux qu'ils appellent en argot médical les *prétuber-*

(1) Voir les n[os] 12, 13, 14 et 15.

culeux. Je ne voudrais pas laisser croire que je mets en contradiction des médecins d'opinion différente au sujet du rôle des sanatoriums, les uns partisans du traitement général de tous les tuberculeux, les autres ne l'admettant que pour les malades facilement guérissables. J'ai été stupéfait de lire ces opinions contraires chez les mêmes personnes, et j'ai trouvé chez d'autres un manque de précision qui permet tous les malentendus (1).

Plaçons-nous à ce nouveau point de vue et voyons ce qui a été fait en Allemagne, car c'est le seul pays où l'on ait systématisé la lutte contre la tuberculose au moyen des sanatoriums. En dehors des établissements privés pour malades payants, on y a institué depuis quelques années un certain nombre de sanatoriums pour ouvriers; voici comment :

Il existe en Allemagne, pour les ouvriers, en dehors de l'assurance contre les accidents, une assurance contre la maladie. Comme c'est la tuberculose qui donne le plus de journées d'invalidité, les *caisses d'assurance* ont pris le parti d'établir des sanatoriums pour soigner les tuberculeux.

Je n'ai pas pu trouver jusqu'à présent de renseignements sur le fonctionnement financier et administratif des caisses. Mais ce qui apparaît tout au moins, c'est que les assurés, c'est-à-dire les ouvriers, n'ont aucune part dans l'administration. Ils sont traités à peu près comme ici le sont les ouvriers par les compagnies d'assurance-accident.

Cela veut dire que les malades sont regardés comme des fâcheux et traités comme une chose. On le comprend si l'on réfléchit que les caisses ont pour idéal de réaliser la plus stricte économie et de faire le moins de dépenses possible et qu'elles considèrent les malades seulement au point de vue des dépenses.

L'assurance contre la maladie donne à l'ouvrier — en échange de son argent — le droit de toucher une indemnité journalière en cas de maladie, pendant que dure l'incapacité de travail. Ce droit ne s'obtient pas toujours tout seul. J'ai appris que les syndicats ouvriers avaient dû assez souvent intervenir en justice pour obtenir la reconnaissance de ce droit pour des travailleurs tombés malades. Cela signifierait donc que pour avoir droit à cette indemnité il faut se trouver dans certaines conditions déterminées. Quoi qu'il en soit, l'ouvrier malade est contrôlé et surveillé. Si l'un des assurés est reconnu comme tuberculeux au début, il est immédiatement envoyé dans un sanatorium *pour trois mois*. Pendant ce temps, sa famille touche une part de l'indemnité journalière (1 fr. 50 environ par jour). Je laisse à penser ce que peut être le règlement dans ces sanatoriums-casernes où les malades sont soumis à des médecins qui sont les médecins des caisses. Je m'en fais quelque idée par la façon avec laquelle j'ai vu agir ici, en certaines occasions, les médecins d'assurance-accident. Au bout de trois mois, le malade est renvoyé, par suite du règlement institué par les caisses pour des raisons financières.

Or, il est absolument impossible de guérir un tuberculeux en trois mois. Je pose l'affirmation, sans crainte d'être contredit. Et cependant on donne des statistiques, où l'on voit certifier un nombre respectable de guérisons (1). Les gens ignorants des choses médicales, peuvent rester bouche bée devant les résultats donnés. Mais il faut examiner les statistiques d'un peu près.

D'après ces statistiques, le plus grand nombre des malades sortent améliorés. Or « une amélioration est chose facile à obtenir chez un tuberculeux même très avancé et parfaitement incurable ». (Dr Dumarest, médecin en chef du sanatorium d'Hauteville en France.) Et Dumarest ajoute : « C'est chose aussi fort précaire. » Une autre partie des malades sort dans le même état qu'à l'entrée (cas stationnaires). Les morts sont dans une proportion infime, moins de 1 p. 100 (4 morts dans une statistique portant sur 2.132 malades). Cela se conçoit parfaitement : il faut réellement que le malade, pris au début de sa tuberculose, ait une mauvaise chance extraordinaire pour mourir en trois mois. Le pis qui puisse lui arriver, c'est de sortir de la maison de cure en état d'aggravation. J'ai cependant vu donner comme preuve de l'excellence de ces sanatoriums le faible pourcentage de la mortalité; il est vrai qu'on ne spécifiait pas si les cas de morts s'étaient produits au sanatorium ou s'ils avaient été relevés dans les années suivantes (après la sortie); mais, dans cette dernière hypothèse, le chiffre de la mortalité devient tout à fait invraisemblable.

D'ailleurs il est impossible de se servir des statistiques établies en bloc pour juger des résultats obtenus. Quant aux statistiques suffisamment détaillées, elles sont très rares. J'en ai une sous les yeux qui paraît avoir été faite scrupuleusement. Les améliorations (on ne parle pas ici de guérison) portent naturellement sur des formes très favorables de tuberculose et qui souvent guérissent d'elles-mêmes (forme scléreuse, forme pleurale). Je note aussi que, dans les cas heureux, sont comptés quelques malades chez lesquels le diagnostic de tuberculose resta douteux. Enfin, il faut faire remarquer que le grand argument pour la guérison : « ne présente pas de bacilles dans les crachats à la sortie », n'a pas une très grande valeur, attendu que la plus grande partie des malades tout à fait au début ont une tuberculose fermée et par conséquent n'ont pas de bacilles dans leurs crachats à leur entrée dans le sanatorium.

Il est très compréhensible que les améliorations portent presque exclusivement sur des cas à pronostic très favorable. C'est tout ce que peut donner un traitement trop court. Encore la statistique que j'ai en vue ne se rapporte-t elle pas à un sanatorium de caisse d'assurance, mais appartient à un établissement populaire dans lequel le séjour des malades a été de 3 à 10 mois, quelquefois davantage.

Avec trois mois de traitement la cure est tout à fait illusoire.

Je veux dire qu'il est impossible qu'elle donne une guérison ; elle est capable simplement de produire un relèvement passager qui peut être le point de départ d'une amélioration continue et peut aboutir enfin à la guérison. Mais pour que l'amélioration persiste, pour que le malade ne retombe pas, il faut — et c'est la condition nécessaire — que le phtisique soit placé dans de bonnes conditions de vie, et qu'il ne se retrouve pas exposé aux causes qui ont amené sa première chute : surmenage, occupation malsaine, ou misère (chômage), etc.

Sous ces conditions (et ce sont les plus difficiles à réaliser), un séjour de quelques mois à la campagne peut donner quelques effets. Point n'est besoin même d'un sanatorium. J'ai eu l'occasion de suivre quelques tuberculeux au début, qui, après quelques semaines de repos au grand air, ne présentaient plus rien à l'auscultation, au point qu'il m'est arrivé parfois de douter de l'exactitude de mon diagnostic. Mais ces gens reprenaient leur travail, et des rechutes, malheureusement trop fréquentes, venaient vérifier et confirmer la justesse de mon opinion antérieure. Je puis même dire que j'ai vu des cas de tuberculose pulmonaire (à forme scléreuse) paraître guérir, sans séjour à la campagne et même sans interruption du travail, notamment chez un cuisinier, jeune, travaillant à Paris et par conséquent dans d'assez mauvaises conditions d'hygiène. L'avenir dira ce qu'il faut penser de cette guérison apparente.

Le temps est, en effet, le seul critérium de ces améliorations, qui, même lorsqu'elles persistent quelques mois, ne signifient rien, tout au moins d'une façon absolue. La tuberculose est une maladie lente, à périodes d'accalmie fréquentes. Au bout de 3, 4 ou 5 ans, une bonne partie de ces malades, soumis aux influences débilitantes de leur milieu, seront morts ou moribonds.

Aussi faut-il se mettre en garde contre les premiers résultats trop précoces, donnés par les caisses d'assurance en Allemagne. Si leurs sanatoriums ont rendu, pour un temps, une certaine capacité de travail à des ouvriers peu atteints et peut-être la chance d'une guérison à quelques favorisés, c'est maintenant, c'est-à-dire au bout de quelques années, qu'elles reconnaîtront qu'elles en ont été pour leurs frais : du moins j'en ai peur. J'ai d'ailleurs lu quelque part que l'expérience financière n'a donné à la longue que de mauvais résultats. Je ne veux pas affirmer ici une chose que je n'ai pas encore pu contrôler. Le temps se chargera de vérifier les résultats acquis (1).

En mettant les choses au mieux, on peut conclure que les sanatoriums des caisses *aident* un certain nombre de malades à guérir. Ne pourrait-on pas faire mieux et prolonger le séjour à l'établissement, au delà de trois mois, pendant le temps nécessaire? Cela est impossible financièrement. D'ailleurs, pour les malades en bonne voie, la prolongation du séjour au sanatorium est moins importante que de pouvoir retrouver au dehors de meilleures conditions d'existence : sans quoi tout restera précaire. Pour les malades restés stationnaires, il est certain qu'une prolongation de la cure serait une nécessité *immédiate*. Mais, contre l'impossibilité financière, il est sûr que la plupart des malades eux-mêmes n'accepteraient pas un plus long séjour.

Je m'explique : ces malades sont des ouvriers qui ont besoin de gagner la vie de leur famille.

---

(1) C'est ce qui explique la confusion qui règne dans cette question des sanatoriums. On donne des chiffres, des statistiques, mais on ne sait pas ce que ces chiffres, ces statistiques représentent; cela n'empêche pas les gens les mieux intentionnés, de partir là-dessus et de patauger dans l'erreur. La première erreur est d'opposer la statistique des résultats obtenus dans les sanatoriums, à ceux donnés par les autres méthodes de traitement (cure libre). Il faudrait d'abord s'entendre : s'agit-il de sanatoriums soignant les tuberculeux à tous les degrés, ou seulement les malades au début? Or, la plupart de ces établissements n'acceptent que les phtisiques au premier degré. Je ne parle pas seulement des sanatoriums allemands fondés par les caisses d'assurance pour ouvriers, mais il faut compter aussi les sanatoriums pour malades payants, surtout ceux qui ont une renommée universelle, acquise par une bonne réclame, et qui reçoivent plus de demandes d'admission qu'ils ne peuvent accepter de pensionnaires. Ils ne prennent alors que les individus peu atteints, et ont ainsi toutes les chances d'avoir des résultats magnifiques.

Opposer les résultats obtenus de cette façon à ceux que donne, en dehors des sanatoriums, le traitement des tuberculeux pris à tous les stades du mal, et conclure à la suprématie de ces sanatoriums est un raisonnement que j'ai vu faire fréquemment.

Une forme particulière de cette erreur consiste à s'appuyer sur la très faible mortalité dans les sanatoriums; c'est ce qui s'explique facilement par ce que je viens de dire sur les établissements qui n'admettent que des malades au début. Mais même pour les autres, la statistique n'a pas une très grande valeur, car pour les sanatoriums payants, qui sont ordinairement des entreprises financières montées par actions, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'on n'y meure pas; le contraire serait extraordinaire. Les directeurs sont trop intéressés au bon renom de leur maison.

Une autre forme de la même erreur est de se baser sur les guérisons. Il est extrêmement difficile de conclure à une guérison chez un tuberculeux; la plupart du temps il n'y a ni guérison anatomique, ni même guérison clinique : dans les cas les plus heureux, les bacilles disparaîtront des crachats, et les signes de la maladie ne pourront plus être trouvés à l'auscultation. Au fond, il s'agit de guérisons apparentes, très souvent précaires, comme le montrent les nombreuses rechutes. Ce qui n'empêche pas qu'on crie bien vite à la guérison, dès qu'un arrêt s'est produit dans l'évolution du mal. Les statistiques de guérison s'expliquent alors avec une trop grande facilité.

(1) Il faut dire que les caisses d'assurance considèrent comme guéris les malades qui peuvent reprendre leur travail (jusqu'à la prochaine rechute). Il s'agit donc non de guérison véritable, mais de capacité de travail. Ceci n'est pas toujours spécifié sur les publications.

(1) Il est curieux, en effet, de constater que les sanatoriums des caisses d'assurance ont été établis sur l'autorité des maîtres de la médecine et sur l'idée *à priori* que c'est le moyen certain, et le seul, pour faire disparaître la tuberculose.

Ils peuvent bien accepter un repos de trois mois, si l'on a soin de fournir un secours à leur famille. Mais ce secours ne peut être qu'une somme dérisoire (environ 1 fr. 50 par jour), et si l'ouvrier et les siens peuvent se résigner à un sacrifice de quelques semaines, cela ne peut pas se prolonger. Ou bien la famille peut se soutenir par des ressources étrangères; mais c'est l'exception, et, avec le seul travail de la femme (quand il est possible) la famille se trouvera réduite à un salaire de famine. Ou bien il faudra augmenter le secours et entretenir cette famille, ce qui est absolument impossible, puisque le taux de 1 fr. 50 est, paraît-il, tout ce que l'on peut faire pendant trois mois seulement.

D'un autre côté, voici un ouvrier peu atteint, qui vient de se reposer pendant trois mois, qui a engraissé; qui ne se rend pas compte que cette amélioration de l'état général ne concorde pas avec l'état de ses poumons : cet ouvrier se considérera comme guéri et n'aura que le désir impérieux de retourner travailler pour lui et les siens.

Qu'on ne dise pas que c'est là un tableau inventé à plaisir. C'est l'expérience de tous les sanatoriums populaires. Il n'y a que les incurables, ceux qui ne peuvent pas travailler, qui consentiraient à rester.

En définitive, avec trois mois de cure seulement, on amène, chez les tuberculeux peu avancés, un relèvement passager qui peut être le point de départ, chez quelques-uns, d'une amélioration progressive; deuxièmement, on donne à ces malades la notion du traitement et de son importance et la connaissance des règles d'hygiène à suivre; cette éducation a certainement, elle-même, une influence sur l'évolution favorable de la maladie.

Ces avantages ne sont donc pas à dédaigner. Reste à savoir s'ils peuvent être obtenus financièrement. Il est possible que dans un certain temps on voie s'établir en France l'assurance contre la maladie. Dans l'organisation capitaliste actuelle, elle pourrait avoir quelque utilité, surtout si les syndicats arrivaient à empêcher que le poids de l'assurance ne retombât directement ou indirectement sur l'ouvrier, d'une façon apparente par le payement de la cotisation ou d'une façon détournée par l'abaissement des salaires.

L'assurance contre la maladie pourrait avoir comme conséquence d'aider à l'amélioration de l'hygiène des ateliers (abandon de la céruse, suppression des poussières, etc.). Mais pour aboutir à une véritable efficacité, il faudrait l'intervention des ouvriers, c'est-à-dire des intéressés eux-mêmes. Les syndiqués (je ne dis pas les syndicats directement, ils ont autre chose à faire) devraient exiger la surveillance des caisses d'assurance, intervenir dans l'administration de ces caisses, dans la gérance des sanatoriums, et imposer, dans les rapports des malades avec les distributeurs de l'indemnité et avec les médecins, cette idée que l'ouvrier, pour être soigné, exerce un droit et que par conséquent il ne sollicite pas une aumône.

M. Pierrot.

(*A suivre.*)

L'imprimeur vient de nous livrer les épreuves d'une lithographie de Willette, portant pour épigraphe le vers connu de Racine : *Sa bonté s'étend sur toute la nature.*

Il en a été fait trois tirages; un sur papier blanc, vendu franco........ 1.40
Un deuxième sur Chine........ 2 »
Et un tirage d'amateur Chine sur velin.... 5 »

Dans nos cartes postales, série des lithos, nous en avons six nouvelles : *Capitalisme*, de Comin'Ache; — *L'Errant*, de X.; — *Les Défricheurs*, d'Agar; — *Les Sans gîte*, de C. Pissarro; — *Le Dernier Gîte du trimardeur*, de Daumont — et le *Frontispice* de Roubille.

En vente, franco, les six........ 0,60



MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les conseils généraux, ces petites assemblées bourgeoises départementales, ont siégé ces jours derniers. On y discute surtout des petites questions d'intérêts débattues par les bourgeois qui en font partie et de l'éternel vœu en faveur ou contre « le privilège des bouilleurs de cru » et les non moins éternelles « félicitations au ministère de défense républicaine ».

On relève cependant, en lisant les comptes rendus sommaires que publient les journaux, des choses bien amusantes. En voici, entre autres, deux prises au hasard :

Dans la *Charente-Inférieure*, département du « père Combes » cher à Jaurès, le conseil, avec l'approbation de son président qui est justement Combes lui-même, a « émis le vœu » que les conseillers généraux reçoivent des billets de chemin de fer de deuxième classe pour l'accomplissement de leur mandat. Par contre, le même conseil a refusé quelques centaines de francs pour la Bourse du travail de La Rochelle.

Très démocrate comme l'on voit, M. Combes.

Dans l'*Isère* on a voté 250 francs pour un monument au bourgeois Waldeck-Rousseau; les socialistes, qui le reconnaissent maintenant pour leur grand homme, ont naturellement approuvé, mais comme, somme toute, quelques électeurs auraient pu la trouver mauvaise, un nommé Zévaès a fait voter 50 francs pour un monument à Blanqui.

Pauvre Blanqui ! P. D.

***

Encore un glorieux fait d'armes à ajouter au livre d'or des galonnés. Le vaincu ici est un soldat nommé Martinat, de la 8ᵉ section d'ouvriers militaires. En mars dernier il subit une opération à la suite de laquelle il demeura estropié d'un bras. Placé en subsistance au bataillon du 10ᵉ de ligne détaché à Dijon, et informé qu'il allait être réformé n° 2, c'est-à-dire sans indemnité, il refusa de s'en aller.

On lui fit alors revêtir de force des vêtements civils et on l'expulsa *manu militari* de la caserne.

Comme il s'obstinait à séjourner dans Dijon, l'autorité militaire osa même demander au commissaire de police de l'expulser. Celui-ci aurait répondu que tant qu'il ne se livrait à aucune manifestation ni à la mendicité, il n'avait pas de recours contre lui.

Les parents de Martinat étant sans ressources, s'il est vrai que celui-ci ne peut pas travailler, on se demande ce qu'il pourra bien faire pour échapper à la surveillance du commissaire de police.

Ne pas manifester, ne pas mendier, c'est bientôt dit; mais il faut manger. Voyons, Monsieur le quart-d'œil, indiquez donc une solution à Martinat et à tous ceux qui se trouvent dans le même cas. Je vous avoue que vous leur rendrez grand service, et à nous aussi.

Galhauban.

***

M. le Dʳ Fiessinger fait paraître dans la *Revue générale de clinique et de thérapeutique* la protestation suivante :

La chose était tellement incroyable que nous sommes allés aux sources : un préfet refusant du sérum antidiphtérique à un médecin par la raison que les idées politiques du médecin ne lui convenaient pas, cela ne s'était pas encore vu, cela se voit aujourd'hui. Et dire qu'il y a des esprits chagrins qui s'obstinent à nier le progrès!

Dans la commune de Savigné (Sarthe), était allé s'installer un de nos jeunes confrères, M. Poussin, ancien interne des hôpitaux, et qui avait passé tous ses examens. Il ne lui restait à accomplir que la formalité de sa thèse. Se trouvant seul comme médecin dans la localité, on alla le quérir pour un enfant atteint de croup. M. Poussin fit demander du sérum à la préfecture. On le lui refusa. Cette affaire fit un gros scandale. Le conseil général de la Sarthe s'en émut, et un vote de blâme fut adressé au préfet par 14 voix contre 4 (*La Sarthe*, 13 avril et 14 avril 1904).

Le préfet prétend se retrancher derrière la loi : notre jeune confrère n'avait pas passé sa thèse. Aux yeux du préfet de la Sarthe, il n'est pas possible d'accorder indistinctement l'autorisation de pratiquer la médecine à un jeune confrère qui s'installe avant sa soutenance de thèse. Cette autorisation constitue une faveur, il convient de la réserver aux frères et amis. Dussent tous les enfants d'une commune succomber à la diphtérie, M. le préfet ne se rétractera pas. Un indigent a besoin de sérum antidiphtérique : M. le préfet le refuse : la servilité gouvernementale ou la mort! Il faut choisir. M. Poussin a heureusement pu se procurer du sérum auprès d'un confrère; grâce à cette obligeance confraternelle, il a pu sauver le petit être.

Ajouterons-nous que le préfet était dans son tort à tous égards, même au point de vue légal? Sa mesure ne se justifie pas. La loi de 1892 stipule « que les internes des hôpitaux et hospices français nommés au concours et munis de douze inscriptions, que les étudiants en médecine dont la scolarité est terminée, peuvent être autorisés à exercer la médecine pendant une *épidémie* ou à titre de remplacement des docteurs en médecine ». Le croup est une maladie épidémique; il paraîtrait, d'après le préfet, qu'il faudrait distinguer deux sortes de maladies épidémiques : celles qui sont traitées par les médecins gouvernementaux et celles qui sont traitées par les autres. Le médecin n'est pas connu pour sa sympathie aux maîtres du jour... la maladie qu'il soigne change de nature, et le sérum est refusé.

***

Lyon. — Dimanche 14 août, vers les 11 heures du matin, le camarade Agrain a été de nouveau arrêté, avenue des Ponts, pour la vente de brochures. Il fut ensuite séquestré jusqu'à 6 heures du soir sans qu'il lui fût permis de se faire apporter à ses frais de quoi manger; à sa demande, il lui fut répondu qu'il ne lui serait rien donné à manger et que ce serait fort heureux s'il pouvait crever de faim.

Lorsque le juge d'instruction l'interrogea, il lui dit ceci : « Je le sais, je ne veux ni je ne peux vous poursuivre; mais si vous continuez à vendre des brochures anarchistes sur la voie publique, je vous ferai enfermer dans une maison d'aliénés. »

Décidément l'ordre judiciaire est tout à fait rassurant.

Le groupe Germinal.

***

Perpignan. — Un important meeting de protestation en faveur des camarades d'Alcala del Valle a été tenu dimanche dernier à la Bourse du travail de Perpignan.

Le succès a été complet. Le camarade Niel et des délégués venus de Barcelone ont fait le procès, en termes émouvants, du gouvernement espagnol.

Une quête faite au profit des victimes d'Alcala del Valle a produit la somme de 57 fr. 85 qui a été envoyée au secrétaire du *Centro d'Etudes sociales*, à Barcelone.

Le meeting prit fin par le vote, à l'unanimité, de l'ordre du jour.

***

« *Assassinat d'un disciplinaire.* — Samedi soir 6 courant, vers sept heures, un drame des plus odieux s'est déroulé dans un camp de disciplinaires installé à six cents mètres de Beni-Ounif, en Algérie. Voici les faits tels que les rapporte un témoin indigné :

Quatre promeneurs, que le hasard avait conduits hors de la ville, passaient devant ce camp, lorsque l'un d'eux interpella un disciplinaire. Celui-ci s'avança pour demander des explications.

Le caporal de garde intervint aussitôt et lui ordonna de se taire.

Outré de ce procédé, le disciplinaire protesta énergiquement. Il fut alors maltraité et bousculé par la brute galonnée, qui, appelant ensuite six hommes de garde, leur enjoignit de le ligotter.

Le caporal porta encore plusieurs coups de talon sur la figure du malheureux, ainsi mis hors d'état de se défendre.

A ce moment, survint un autre disciplinaire, arabe tunisien, ami intime du torturé.

Le caporal, dès qu'il l'aperçut, *lui cria, en croisant son fusil* : Va-t'en ou je te tue!.... »

L'interpellé, découvrant sa poitrine, se contenta de répondre textuellement : « Puisque tu veux me tuer, eh bien! tue-moi! »

D'un *formidable* coup de pied au bas-ventre, le caporal l'envoya rouler à terre. Comme le pauvre diable se relevait, son bourreau lui tira un coup de fusil à bout portant : atteint en pleine poitrine, le disciplinaire tomba raide mort.

Si ces faits sont confirmés, nous supposons qu'ils trouveront la plus sévère des répressions. »

(De la *Dépêche Tunisienne*, 14 août.)

Les faits du genre de celui-ci ne sont pas rares dans les bagnes militaires; et ils n'entraînent jamais pour leurs auteurs que des répressions pour rire, ou même quelquefois des félicitations. Il vaudrait bien mieux empêcher ces actes de se commettre, que de les réprimer, même sérieusement. Pour cela, un seul moyen : plus de bagnes militaires, plus de conseils de guerre. Autant vaut dire : plus d'armée; car l'armée exige une discipline de fer, d'où conseils de guerre, bagnes africains, tortures et le reste. Tout s'enchaîne. Qui veut l'armée, veut tout cela. R. C.

Mouvement ouvrier. — Il ne peut pas y avoir cette fois à épiloguer, c'est bien une grève voulue, concertée par le haut patronat marseillais, à laquelle nous assistons actuellement. Les armateurs ne feront, en effet, croire à personne qu'ils ont décidé d'un commun accord de désarmer leurs navires pour la seule raison que les inscrits maritimes réclamaient l'application du contrat intervenu lors de la grève de 1900, surtout en ce qui concerne la réglementation du travail à bord et le paiement des heures supplémentaires.

Pour ma part, je crois même que règlements, conventions intervenues ou à intervenir entre les inscrits et les compagnies d'embarquement ne serviront à rien et sont destinés à rester lettre morte, ou à peu près, tant que subsistera la loi qui régit l'embarquement des inscrits maritimes, loi caduque, immorale et stupide qui fait des inscrits, non des travailleurs ordinaires, vendant à un patron leur force de travail, mais qui les considère et les assimile à des militaires.

De cette contradiction fondamentale, qui fait d'hommes prétendûment libres et travaillant pour un salaire, des esclaves devant obéir comme des soldats, provient le malaise qui existe à l'état endémique et qui existera dans cette corporation tant que les « inscrits maritimes » ne seront pas revenus au droit commun, c'est-à-dire considérés comme des travailleurs ordinaires et non comme des militaires à la solde d'entreprises privées.

La « nécessité de la discipline à bord » dont on argue pour justifier le maintien de ces règlements semi-militaires ne peut être qu'un prétexte, et il est certain que tous ceux qui sont à bord d'un navire, en proie au caprice toujours incertain des éléments, n'agissent pas d'une manière donnée parce que des règlements draconiens les y obligent, mais parce qu'ils se rendent compte qu'il est nécessaire de coordonner les efforts de tous pour arriver au résultat final.

Cette loi qui régit l'embarquement des inscrits maritimes est tellement caduque et inapplicable, que le ministre lui-même l'a reconnu dans une conversation avec un journaliste, d'où j'extrais le passage suivant :

« Je ne pense pas que les représentants des compagnies pensent sérieusement à faire appliquer cette loi barbare. Savez-vous ce qu'est ce décret-loi? Il soumet les matelots à un régime aboli par la Révolution. Le premier empire ne l'avait pas rétabli; sous la Restauration, la Cour de cassation s'opposa à son rétablissement. Il fallut le 2 décembre, il fallut l'arrivée au ministère de la marine d'un ancien armateur pour édicter ce code, qui donne le droit de ramener *manu militari* un matelot à son bord et de le condamner à la prison, *même en France*, alors qu'en général la législation des pays libres n'établit ce droit que dans les ports étrangers. »

Et c'est justement ce régime reconnu arbitraire par le ministre lui-même — et je me demande pourquoi alors il ne le fait pas cesser comme il en a le pouvoir — que les compagnies d'embarquement veulent quand même appliquer dans toute sa rigueur.

Mais ce ne peut être là qu'un prétexte, je le répète, et nous allons voir plus loin que les capitalistes marseillais ont vraisemblablement obéi à d'autres motifs pour déclarer un lock-out général.

On ne peut pas admettre, en effet, que c'est seulement le conflit d'ordre particulier survenu entre le personnel d'une compagnie et sa direction — conflit qui du reste était sur le point d'être apaisé — qui a incité les autres compagnies à prendre la résolution de suspendre tout travail et de désarmer leurs navires.

Mais, comme c'était bien la cessation complète de toute vie ouvrière dans le port que cherchaient les grands patrons marseillais, ils ont profité d'un conflit *relativement* anodin, la mise à l'index pour un temps déterminé d'un contremaître, pour provoquer du même coup l'arrêt du travail pour les dockers. Cela est tellement certain qu'au lendemain du conflit vingt contremaîtres sont venus déclarer au syndicat des charbonniers — dockers chargés exclusivement de la manutention des charbons — que leur demande de continuer le travail à bord des navires étrangers avait été repoussée par les patrons.

Il est donc incontestable que la grève des inscrits maritimes et celle des dockers ayant été voulues, c'est bien à un *lock-out* patronal que nous assistons.

∴

Il s'agit maintenant d'examiner les causes qui ont fait *vouloir* au patronat marseillais un conflit de cette importance.

Voici les principales raisons invoquées par le syndicat patronal marseillais de la marine marchande.

« Depuis deux années, — dit un manifeste patronal — l'industrie maritime à Marseille se débat au milieu d'un état de choses anarchique; il n'est pas de compagnie, il n'est pas de navire, il n'est pas de chantier de manutention où l'on soit assuré du lendemain. Chaque jour, à toute heure, les marins ou les ouvriers obéissant, inconscients ou terrorisés, à une poignée de meneurs, soulèvent de nouveaux incidents, émettent de nouvelles exigences, prétendent imposer en tout leur souveraine volonté. Les conventions établies à la suite des grèves précédentes sont constamment violées, les signatures tenues pour nulles : marins et ouvriers interrompent à tout propos le travail, en affectant le plus absolu dédain à l'égard des lois et contrats.

« La mesure est comble : l'armement, entraîné dans le courant de solidarité envers la Compagnie générale transatlantique et de protestation contre la tyrannie syndicale, réduit à désarmer ses navires et à cesser toutes ses opérations par l'arrêt du travail de ses auxiliaires les plus indispensables, entend faire sienne la cause de tous ceux que frappent les index arbitraires. »

Telles sont les principales raisons invoquées par le patronat, raisons auxquelles il serait bien facile de répondre, puisqu'il est facile de prouver au contraire que ce sont les compagnies qui ne respectent pas « les conventions établies à la suite des grèves précédentes », témoin les causes qui ont suscité le conflit avec les contremaîtres, qui proviennent justement de ce que certains d'entre eux — ceux justement mis à l'index — continuaient à embaucher non aux endroits désignés, mais généralement dans des débits de boissons dont ils étaient parfois les propres tenanciers.

Mais, si, comme l'on voit, il est faux que ce soient les ouvriers qui n'exécutaient pas les contrats intervenus, dans leur manifeste les patrons ne cachent guère que l'un des motifs avoué est qu'il faut, coûte que coûte, briser les organisations ouvrières qui obligent les compagnies à appliquer les fameux « contrats intervenus » entre les travailleurs et les compagnies. Ce à quoi vise le patronat marseillais, c'est donc, de son propre aveu, de briser l'organisation syndicale qui représente pour lui « la tyrannie ».

C'est là, tout au moins, la cause plus ou moins avouée. Les raisons politiques d'une part, pour qui connaît la situation à Marseille, ne sont vraisemblablement pas étrangères à ce qui se passe, mais il y en a encore une autre, et je crois que c'est là, la non moins importante.

La voici telle que la donne le journal *Le Charbonnier*, organe de travailleurs très au courant et non moins intéressé dans le conflit actuel :

« Le moment étant proche du renouvellement des marchés, car c'est ordinairement dans le dernier trimestre de l'année qu'ils sont préparés, les entrepreneurs ne seraient pas fâchés de se trouver en présence d'une demande d'augmentation de salaire sous n'importe quelle forme, pour pouvoir motiver une majoration dont profiterait aussi l'armement; il faut croire que celle de 10 pour cent qu'ils décrochèrent en 1900 par la même tactique les a mis en goût. Cependant les sommes fantastiques que les armateurs soutirent chaque année au budget, sous forme de primes et de subventions, devraient les rassasier. »

Là est certainement la vérité et le *lock-out* patronal apparaît alors sous l'aspect d'un véritable chantage vis-à-vis du gouvernement. Le patronat marseillais, à n'en pas douter, tente à nouveau un coup qui lui a si bien réussi il y a quatre ans.

Les causes du *lock-out* du patronat marseillais se résument donc à ces trois points :

Obtenir que les inscrits maritimes soient traités militairement et non comme des travailleurs libres; tuer coûte que coûte l'organisation syndicale, et enfin faire augmenter les primes données aux armateurs sous forme de subventions.

Cela n'est pas trop mal et l'on avouera que le coup est, ma foi, bien monté.

∴

Il est assez difficile de prévoir comment se résoudra cet important conflit.

Un bourgeois réactionnaire a été désigné comme arbitre, il se propose d'entendre les parties en cause, mais pour ma part je ne crois pas que cela puisse apporter une solution; la situation reste tendue et bien malin, je crois, celui qui pourrait dire ce qui en résultera.

Actuellement les travailleurs attendent et restent dans l'expectative; aucune action virile n'a été tentée de leur côté et c'est à peine si quelques réunions ont eu lieu.

Toutefois il est à peu près certain que si une solution n'intervient pas à bref délai, une tentative sera faite pour que tout travail soit interrompu dans les autres ports.

La situation est, comme on le voit, sérieuse, mais il faut attendre encore pour être définitivement fixé et voir de quel côté va s'orienter ce grave conflit.

∴

En attendant, la cessation de tout travail dans le port a amené, bien entendu, l'arrêt de certaines industries et chaque jour de nouvelles usines se voient dans la nécessité de fermer leurs portes. C'est ainsi que presque dès les premiers jours 4.000 ouvriers tuiliers ont été réduits au chômage.

D'autres corporations sont sur le point d'être obligées de cesser le travail et il est certain que plus le conflit durera, plus le chômage s'étendra, ce qui ne sera pas pour simplifier la situation.

∴

A Saint-Junien, grève assez importante qui dure depuis déjà plus de trois semaines. Ce sont des femmes qui, en grande partie, sont en grève, et comme le patronat ne veut rien entendre, la situation menace de devenir grave.

Cependant les revendications des grévistes ne sont pas exagérées, les ouvrières employées à la confection des sacs de papier ne demandant qu'une augmentation de 15 centimes par 1.000 sacs, soit 50 centimes, au lieu de 0 fr. 35; la grève menace de s'éterniser et d'entraîner de nouveaux troubles.

La moyenne de gain pour une ouvrière se tenant à son travail pendant dix heures varie entre 1 fr. et 1 fr. 25.

Le patronat ne voulant pas faire droit à ces trop modestes revendications, les intéressées sont naturellement exaspérées.

Samedi dernier, les manifestants, parmi lesquels on comptait beaucoup de femmes, se sont portés devant l'usine Bonneau, et des incidents d'une extrême violence ont eu lieu. Les gendarmes furent lapidés au cri de : « Enlevez les assassins! » Des fenêtres furent brisées; la porte d'entrée de la maison Bonneau fut enfoncée, et le grand portail de fer de l'usine forcé. L'usine faillit être littéralement prise d'assaut par les manifestants, que les gendarmes eurent peine à refouler.

La situation est très grave, vu la surexcitation des esprits, la plupart de ces travailleurs par leur modeste salaire étant réduits à la plus profonde misère.

Le maire a informé M. Chardon, secrétaire général de la préfecture, que l'administration, incapable d'assurer l'ordre, manquant des forces nécessaires, abandonnait la direction de la police

municipale. Le ministère de l'intérieur vient d'ordonner que deux escadrons de cavalerie, actuellement en manœuvres dans la Dordogne, se rendraient d'urgence à Saint-Junien.

C'est tout ce qu'a trouvé le gouvernement : envoyer de la troupe pour protéger les propriétés patronales.

La misère des travailleurs, cela ne le regarde pas. Mais il y a des énergies à Saint-Junien et cela pourrait bien tourner d'une tout autre façon que l'on semble l'espérer en haut lieu.

A moins que Combes n'ait besoin, comme Millerand, de son petit Chalon pour se consolider vis-à-vis de la bourgeoisie !

⁂

Le compte rendu des travaux du Congrès des travailleurs agricoles ne m'étant pas encore parvenu, force est de m'en tenir pour aujourd'hui à ces quelques renseignements sommaires.

Le congrès qui s'est tenu à Narbonne réunissait plus de 100 délégués représentant environ 150 syndicats et plus de 20.000 travailleurs syndiqués.

C'est, au bout de deux ans de propagande, un beau résultat, si l'on songe que tout était encore à faire et qu'aucune tentative de groupement n'avait été tentée jusque-là parmi les ouvriers de la terre.

Tous ceux qui ont pris part aux discussions ont fait montre d'une compétence réelle, et toutes les questions ont été traitées à fond.

Les questions du temps de travail, du minimum de salaire, du travail supplémentaire, etc., etc., ont toutes donné lieu à d'importantes discussions.

La question de la grève générale a été agitée et c'est à l'unanimité que le congrès s'est affirmé pour le principe, mais vraisemblablement rien ne sera tenté pendant la campagne agricole qui va battre son plein.

A l'issue du congrès, une superbe manifestation s'est déroulée à travers les grandes artères de Narbonne. Plus de 3.000 personnes y ont pris part.

Jacques Bonhomme se réveille, gare à la casse! ajoute mon correspondant.

⁂

Aux apologistes des lois de « protection ouvrière » je livre tel quel le fait divers suivant qui en dit plus long que n'importe quel discours sur leur application.

« Ce matin, à neuf heures, M. Piffard, tourneur, demeurant impasse Laugier, 14, a fait prévenir le commissaire de police du quartier des Ternes, qu'un de ses apprentis, âgé de quinze ans environ, et dont il ignore le nom et le domicile, venait d'être tué par le volant d'un moteur à gaz.

« Le commissaire de police a ouvert une enquête afin d'établir l'identité de ce malheureux. »

J'ajoute qu'il y a deux ou trois lois qui « protègent » et qui « réglementent » le travail des enfants dans l'industrie. Je laisse à penser comment elles étaient appliquées chez M. Piffard, qui ignorait le nom du malheureux gamin qu'il exploitait.

C'est à peu près partout la même chose, ce qui n'empêche pas nos réformistes d'engager les travailleurs à perdre leur temps à réclamer de nouvelles lois, et pendant que les ouvriers perdent leur temps à discuter lois ouvrières et autres combinaisons, nos exploiteurs sont bien tranquilles.

MM. les réformistes sont bien les meilleurs instruments de protection capitaliste.

P. Delesalle.

Espagne.

L'Affaire d'Alcala del Valle. — De mauvais esprits s'imaginent que le gouvernement de M. Maura se préoccupe médiocrement de la justice, en cette affaire d'Alcala del Valle? Erreur! Tout d'abord il y a non pas une, mais deux affaires d'Alcala pendantes devant les tribunaux de Sa Majesté. Le procès dont nous avons rendu compte en janvier, devant le conseil de guerre de Séville, ne concernait qu'un petit nombre de prévenus. C'était le « petit procès », *causa pequena*. Il y a un autre procès, *causa grande*, le « grand procès », dans lequel sont impliqués le plus grand nombre des grévistes arrêtés à la suite des événements du 1er août 1903. Ce dernier « suit son cours ». C'est-à-dire qu'on n'en a pas de nouvelles. L'autre devait venir devant le *Supremo de Guerra et Marina*, espèce de cour de cassation militaire, le mardi de la présente semaine. Comme on voit, c'est du travail qui n'est pas bâclé. Les juges prennent le temps de la réflexion.

En outre, d'innombrables enquêtes. D'abord celle que M. Villaverde, selon qu'il a déclaré à Bonafoux, avait fait ouvrir et qu'il suppose avoir été fermée.

Puis le général Luque, chef hiérarchique des gardes civils d'Alcala, nous apprend qu'il a lui aussi fait ouvrir — et fermer — deux ou trois enquêtes, afin de faire « resplendir la lumière de la vérité ».

Enfin on vient, sur l'ordre du gouvernement, de nommer un juge civil spécial, M. Pozzi, de la Audiencia de Séville, pour faire de nouveau la lumière. Mais dès qu'il a appris la nomination de ce juge, le général Luque a immédiatement nommé lui aussi un enquêteur, militaire, ça va sans dire, et les dépêches nous apprennent que MM. les militaires contestent énergiquement la compétence du juge civil. On pense qu'il devra se récuser et laisser le champ libre à son confrère galonné.

Quel empressement! Que de juges! Et si peu de justice...

Russie.

20 août 1904. — La Russie officielle est en joie. Un héritier au trône de Pierre le Grand vient de naître. La succession de Plehwe, la guerre d'Extrême-Orient, les dissensions intérieures, la disparition de la Vierge de Kazan, sont reléguées au second plan. On ne parle que du grand-duc Alexis, c'est le nom de cet enfant qui vient de voir le jour. Ce titre lui alloue une pension de 2 millions de roubles par an.

Le czar, lui, ne partage pas l'enthousiasme de ses sujets. Comme empereur, il a conscience de ses devoirs et de sa responsabilité. Voyant donc l'incapacité de ses généraux et amiraux, il vient de doter les cosaques d'un nouveau chef. Le grand-duc Alexis, l'héritier au trône de la Sainte-Russie, âgé de deux jours, vient de recevoir le titre de hetman de tous les régiments de cosaques. Sous peu, le czar l'enverra probablement, richement pourvu d'icones ou enchâssé lui-même dans une icone, sur le champ de bataille. Les Japonais n'ont donc qu'à se bien tenir. Aussi comprends-je maintenant la précipitation qu'a mise le jongleur japonais qui a nom Mikado à décréter la prise de Port-Arthur pour le 23 août. Qu'importe à Os, autre sorcier moderne, si des milliers de cadavres s'amonceleront devant les remparts de la forteresse. Son concurrent a eu son fils, lui veut aussi sa victoire.

Le manifeste impérial, à l'occasion de la naissance du tsarévitch, promulgue l'abolition du knout pour les condamnés à la déportation et la suppression des peines corporelles en général. Ceci vous dit d'une façon claire que le knout et les peines corporelles, lisez la torture, existaient sous forme de loi, dans le doux empire du batouchka. Elle ne cessera pas d'exister de sitôt, car le manifeste n'est pris au sérieux par personne. C'est simplement du sable lancé aux yeux du peuple.

Savez-vous qui sont, pour la plupart, les déportés? Des étudiants, des professeurs, tous ceux qui aspirent vers un peu de liberté.

L'abondance de copie nous force à renvoyer la suite des intéressantes causeries du Docteur E. D., sur l'Elevage des Nourrissons.



Sous le titre : *Mouvement littéraire socialiste depuis 1830* (1), M. J.-M. Gros étudie l'évolution des idées socialistes dans leurs manifestations, tant dogmatiques que littéraires.

Un bon point à M. Gros : contrairement à ce que font nombre d'auteurs qui s'intitulent « historiens du socialisme », et qui oublient « seulement » de parler du courant anarchiste qui, si je ne me trompe, tient cependant une large place dans le mouvement socialiste, notre auteur non seulement le mentionne, mais lui fait la place qui lui est due.

C'est une vue à vol d'oiseau que M. Gros a entendu donner, et non une étude approfondie, détaillée du socialisme; car, alors, il faudrait lui reprocher d'avoir laissé dans l'oubli toute une phalange d'écrivains qui, de 1830 à 1851, publièrent des études autrement importantes pour le socialisme, que certains protagonistes ayant fait beaucoup plus de bruit dans le mouvement; tels, pour ne citer que ceux qui me viennent au courant de la plume : Dejacques, Cœurderoy, Dezamy, Bellegarigue, Villegardelle, Chouippe et d'autres qui m'échappent.

Parlant de Blanqui, page 71, il dit que celui-ci fut arrêté pour avoir participé à la Commune, et condamné de ce fait à la déportation. C'est une petite erreur. Blanqui qui, à la capitulation de Paris, s'était rendu en province prendre du repos, fut arrêté par le gouvernement de Versailles, dès que la Commune fut proclamée à Paris, et condamné pour sa participation à la journée du 31 octobre, malgré la promesse faite par le gouvernement de la Défense nationale qu'aucunes représailles ne seraient exercées de ce chef.

Page 225, notre auteur affirme que le mouvement anarchiste paraît, non s'arrêter, mais diminuer dans ses manifestations, les fractions avancées allant, de préférence, au socialisme. Je crois M. Gros trop mal placé pour pouvoir en juger impartialement.

Ce qui va au socialisme soi-disant révolutionnaire, ce sont des électeurs radicaux. Ceux qui sont vraiment socialistes et révolutionnaires vont à l'anarchie.

Loin de s'arrêter, l'anarchie se répand dans les milieux où on s'y attendrait le moins. Sans doute, ses manifestations varient de formes : qu'importent les moyens si l'idée progresse et s'infiltre!

Enfin, page 236, il écrit que je crois, « que l'individu naît naturellement bon ! » J'ai déjà protesté contre cette idée que l'on veut, à toute force, me prêter, et ne cesserai de protester. Peut-être, à la fin, finirai-je par me faire comprendre.

Pour moi, l'homme n'est ni bon ni mauvais. Il naît avec des besoins à satisfaire, et qu'il doit satisfaire sous peine de périr. Au cours de son évolution, il est ce que le font les circonstances et le milieu dans lequel il est amené à se débattre. La bonté est une *qualité* acquise, de sociabilité, qui ne peut se cultiver que dans une société où règne déjà une certaine facilité à satisfaire les premiers besoins.

⁂

MM. Giard et Brière (1) ont entrepris la publication d'une « Bibliothèque pacifiste internationale », sous forme, pour la plupart, de brochures. Il en est déjà paru toute une série, dont je ne puis parler, ne les ayant ni reçues ni lues.

J'en ai reçu quelques-unes de la deuxième série commencée. L'une d'elles a pour titre : *L'Esprit militaire, histoire sentimentale* (2). Il s'agit de la petite-fille d'un général à laquelle font la cour un officier, militariste, cela va sans dire, et un docteur, pacifiste.

Le docteur a entrepris de convertir celle qu'il aime, ainsi que le grand-père qui lui est hostile. Il leur prête des volumes d'histoire, de mémoires de généraux, où ils apprendront le dégoût du militarisme.

Et, en effet, après avoir fait des difficultés, la petite-fille, le général, et même le rival officier, sont convaincus que la guerre est une sale chose. Et, entre temps, pour prouver que l'héroïsme peut se donner carrière hors de la guerre, notre bon docteur meurt victime du devoir professionnel.

Comme on voit, c'est, en effet, une histoire sentimentale assez bébête. Ce qui la rachète un peu, c'est le choix des extraits de mémoires reproduits dans le volume qui sont, pour la plupart, assez bien choisis.

⁂

M. W. Wogt, qui a l'air de ne pas porter la franc-maçonnerie dans son cœur, vient de publier contre

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Albin Michel, 59, rue des Mathurins.

(1) 16, rue Soufflot.
(2) Un volume, 3 francs, par Stéfane Pol.

elle un nouveau volume qu'il intitule *La grande duperie du siècle* (1).

Il commence d'abord par démolir la légende dont se réclament les Enfants de la Veuve, pour faire remonter leur origine aux périodes antéhistoriques. Il démontre comment fut fondée, au dix-huitième siècle, la première loge en Angleterre.

Puis, ce qui est cruel, par des documents puisés chez ceux qu'il houspille, il nous les montre à plat ventre devant chaque nouveau gouvernement, essayant de renier leurs attaches avec celui qu'il remplace. C'est édifiant.

Toujours s'aidant de leurs journaux, de leurs procès-verbaux, il démontre la viduité de leurs séances, et le néant de travail qui se cache derrière la boursouflure des rites et des grades.

J. Grave.

Nous avons reçu :

L'armée aux grèves, par le lieutenant Z..., 1 broch., 1 fr., chez Bellais, 17, rue Cujas.

Nuestras ignorancias, par J. Prat, Barcelone.

La grève générale efficace. — Les tentatives de communisme pratique, feuillets à *L'Ere Nouvelle*, 68, rue François Miron.

Conférence-controverse sur la Paix, entre Ch. Richet et Spronck, 1 broch. 0 fr. 50, au *Cri du Quartier*, 7, avenue des Gobelins.

Premières notions de la langue bleue, par L. Bollack, 0 fr. 75, chez l'auteur, 147, avenue Malakoff.

Contes et croquis, par H. Zisly, une brochure, 0 fr. 35, chez l'auteur, 14, rue Jean Robert ; *Envidia*, par F. Feirer, Londres.

Musica prohibida, par A. Ghiraldo, au *Martin Fierro*, Buenos Ayres.

Songs and Hymns of the russian free christians, compiled by A. Tchertkoff.

A lire :

Histoire d'une réforme... à faire, G. Clémenceau (*L'Aurore*, 19 août 1904.)

Pacifistes, par L. Descaves. *Le Journal*, 27 août.

A voir :

La Paix, dessin de Kupka, *L'Assiette au beurre*, n° 177.

Notre prochain supplément sera consacré à la Guerre *et au* Militarisme.

EN VENTE

La *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 3, rue Lebeau, Bruxelles, a édité en brochure, le magnifique passage sur la *Guerre*, tiré du *Calvaire* de Mirbeau. C'est une bonne brochure de propagande antimilitariste. Prix : 0 fr. 35, franco.



A Partchef, la police a dispersé, le 5 août, sans violence, *un rassemblement de juifs, qui avait pour but de cacher un israélite baptisé à Lublin. Lors de la collision avec la police, vingt personnes ont été légèrement blessées, mais personne n'a été blessé mortellement ou grièvement.*

(*Le Journal*, 18 août.)

(1) Un volume, 5 francs, chez Bertout, 5, rue de l'Echaudé-Saint-Germain.



-•- **Jean Pierre, journal pour les enfants.**

Les abonnés de *Jean-Pierre* ayant versé le montant de leur abonnement depuis peu, et toutes les personnes qui, à un titre quelconque, auraient une réclamation à présenter à l'administration de ce journal à l'occasion de sa disparition, sont avertis qu'ils devront s'adresser à M. *Lucien Van Costen, 23, rue Gramme, Paris* (XV°), qui, sous sa responsabilité de gérant-comptable, a encaissé, jusqu'aux derniers jours de la publication, les sommes destinées au journal.

-•- Paris, le 26 août 1904.

Mon cher Grave,

Je lis la lettre que Jean Jullien vous a écrite. Je n'y ajouterai rien, sinon que je suis confus de m'être mêlé d'une chose qui préoccupe si peu l'intéressé.

Cela ne fait, pour moi, que quelques lignes inutiles de plus et c'est pour tout le monde un bel exemple de modestie et de sagesse que ce détachement des vanités mondaines, quand on participe aux honneurs.

Votre bien dévoué,

Jean Denauroy.

-•- Divers camarades nous ayant demandé l'adresse de Luigi Fabbri, pour le Congrès de Rome, elle est : Luigi Fabbri, casella postale, 142, Roma.



-•- **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi soir 5 septembre, à 9 heures, salle B des cours de la Bourse du Travail, causerie par le camarade X..., sur les dispositions à prendre pour les réunions.

-•- **Internationale Antimilitariste** (14° Arrt). — Jeudi 8 septembre, à 9 heures du soir, réunion des antimilitaristes, sans distinction d'école, au local de l'U. P., 5, rue du Texel. Causerie par A. Delalé et Victor Méric sur le rôle et le fonctionnement de l'A. I. A. Création d'une section adhérente.

-•- **Causeries populaires du XI°**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 7 septembre, causerie par Francis Jourdain sur l'Internationale antimilitariste.

-•- **Causeries populaires du XVIII°**, 30, rue Muller. — Causerie par le camarade Bontemps sur l'Exploitation algérienne.

-•- Mercredi 7 septembre, veillée artistique offerte par le **Groupe des Poètes chansonniers révolutionnaires**, salle Jules, 6, boulevard Magenta. — Vestiaire, 0 fr. 30.

-•- **A. I. A. T.** (Section de Puteaux). — Vendredi 2 septembre, à 8 h. 1/2, Restaurant Coopératif, rue Mars et Roty, réunion de tous les adhérents. Bibliothèque, brochures, journaux.

-•- **Coquelicot Libertaire du 20°**, Groupe d'études sociales et théâtrales et Bibliothèque libertaire. — Le groupe, dont le siège social est provisoirement 14, rue Delaitre, chez le camarade Bosche, désirant prendre de l'extension, invite tous les camarades du 20° à la réunion qui aura lieu le 5 septembre 1904, à 8 heures 1/2, salle Lafon, rue Ménilmontant, 50, pour prendre des dispositions en vue de former la 20° section de l'A.I.P.

-•- Saint-Ouen. — **Les Libertaires.** — Samedi 3 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles, causerie par le camarade Libertad sur : L'Espagne inquisitoriale.

-•- Alais. — Dimanche 4 courant aura lieu la causerie annoncée ultérieurement, au siège habituel du groupe, à 8 heures précises du soir.

-•- Aiglemont (Ardennes). — Réunion tous les dimanches, de 4 à 7 heures du soir, au local habituel.

Le dimanche 4 septembre, excursion en forêt pour cueillir des mûres. Au retour, causerie par le camarade C., professeur de l'Université sur : Le travail imposé et le travail librement consenti.

Adresser les correspondances à Gualbert, La Forge-Nouzon (Ardennes).

-•- Béziers. — Réunion le dimanche 4 septembre, à 2 heures de l'après midi, au café Jaume (1er étage), allées Paul-Riquet, à l'effet d'organiser la conférence Louise Michel-Girault.

-•- Lorient. — **Jeunesse Syndicaliste Lorientaise.** — Dimanche prochain, à 2 heures, à Hennebont, deuxième tournée de propagande. Grande soirée. Concert. *Le Permissionnaire*, drame social en un acte d'Henriot.

Les camarades faisant partie de la troupe théâtrale sont priés de se rendre près du pont de Kérantrech. Départ pour Hennebont à 9 h. 1/2 précises.

-•- Toulouse. — Les travailleurs de toutes les corporations sont invités à la réunion du samedi 10 septembre, à 9 heures du soir, à la Bourse du travail : Organisation d'un comité d'action.



B., à Mouveaux. — Nous n'avons pas parlé du congrès antimilitariste, parce que, pour parler d'une chose, il faut la connaître, et qu'aucun de nous n'y a assisté. En général je suis plutôt sceptique sur le résultat des congrès, et comme la situation du journal ne nous permettait pas d'aller nous promener à Amsterdam, voilà pourquoi nous préférons nous taire que de dire des bêtises.

X., Clermont. — Des collections du supplément mises en vente, il ne reste plus que celle que vous avez retenue. Si vous ne vous décidez pas à la prendre, nous serons forcés de la laisser au premier acheteur qui se présentera. Nous avons besoin d'argent.

G., à Nieulle. — Votre bande sera bientôt réimprimée.

A. Obra, à Lisbonne. — Pouvez-vous nous réexpédier le numéro 495 de votre journal ?

R., à Vercoiran. — Il sera expédié quelques exemplaires.

P. d'Able, à Rio-de-Janeiro. — Ne pouvons insérer, ne croyant aucunement à aucune espèce de vie future.

Groupe Germinal, Lyon. — *Die Freiheit*, 3465 Dritte avenue New York. — *Neues Leben* ne paraît plus. C'est *Des freie Arbeiter*, 46, Greifswaldeistrasse Berlin.

G., à Villersexel. — Oui, ai pris note.

?, à Guéret. — Merci pour la coupure du *Socialiste du Centre*; mais nous en avons suffisamment dit sur Waldeck. Le supplément est surtout pour la reproduction d'articles littéraires, scientifiques.

M., à Marseille. — C'est une règle pour nous de n'annoncer un journal que lorsque nous l'avons vu à l'œuvre.

E. P., à Lorient. — Je ne connais pas ces deux pièces comme pièces antimilitaristes ; je ne connais que *La première salve*.

G. L. — Pas assez saillant pour relever.

H. D., au Havre. — Si vous-même aviez lu mon article, vous verriez que je n'ai pas traité le côté individuel de la question, où, selon moi, personne autre que les intéressés n'a rien à voir, chacun étant libre d'agir comme il l'entend ; mais le côté social qui est absolument faux.

J. F., à Nîmes. — Lu l'article. C'est très compréhensible d'un soldat. Mais lisez les *Neo-malthusiens*. Ne tiennent-ils pas en somme le même raisonnement !

Paris, à Morat. — N. est abonné.

L., à Elbeuf. — Nous ne sommes pas outillés pour cela.

Anonyme. — Lu l'article de Paul Adam. Il n'en est pas à une contradiction près.

V. — Les numéros sont expédiés à Rome.

H. N., à Nice. — Nous insérons les convocations. Mais impossible d'insérer les déclarations et constitutions de groupes.

Reçu pour le journal : P. par N., Nouvelle-Calédonie, 10 fr. — G. par A., 2 fr. — Le Puy, collecte par A. R., 3 fr. — L. C., 5 fr. — Merci à tous.

D., à Masseret. — A. H., à Escarbotin. — H. B., à Mouveaux. — A. F., à Nouméa. — B., à Barcelone. — M., à Kerentrech. — J. L., à Caudebec. — L., au Mans. — R., à Firminy. — A. C., à Lyon. — J. C., à Marseille, — C. P., à La Machine. — G., à Reims. — B., à Chinon. — V., à Nîmes. — Paris, à Morat. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 19 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ✣ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 10 au 16 Septembre 1904



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V°



NOTES

sur

UNE NOUVELLE INTERNATIONALE

Dans un quotidien amsterdammois, le *Volksdagblad* (*Journal du Peuple*, l'organe qui est le plus lu par les syndiqués révolutionnaires et les anarchistes hollandais), j'ai exposé mes opinions sur les travaux du Congrès antimilitariste d'Amsterdam et sur la soi-disant « nouvelle Internationale » qu'on y a fondée. Il me semble utile de répéter ici devant les libertaires français les arguments que j'ai donnés dans le journal hollandais.

⁂

L'idée de fonder une « Internationale » pour la propagande antimilitariste toute spéciale, me semble fausse et nuisible, étant prête à amener à un morcellement de nos forces révolutionnaires, et à provoquer des malentendus précisément à cause de ce morcellement. Si demain, continuant dans la même voie, nous commencions à fonder successivement des « Internationales » à part pour *l'anticléricalisme*, pour *le refus de payer des impôts* (les impôts sont le nerf du militarisme), pour *la grève générale*, pour *la journée de huit heures*, etc., nous aboutirions nécessairement à diviser et éparpiller plus encore les esprits révolutionnaires et à les amener à des buts à côté plus qu'ils ne le sont déjà, malheureusement, à présent.

D'autre part, l'idée ne me paraît guère heureuse de réunir sous le mot d'*antimilitarisme* ceux qui ont des idées plus ou moins voisines sur le développement de la société capitaliste et sur la lutte sociale que nous poursuivons. Cela semble clair après tout ce qui s'est passé déjà à Amsterdam. Après l'exclusion aussi bien des pacifistes bourgeois que des anarchistes chrétiens et tolstoyens, nous trouvons encore à côté les uns des autres par exemple des « individualistes » plus ou moins prononcés et des syndiqués révolutionnaires. C'est là une union qui ne garantit pas la bonne harmonie après les premières exclusions!

Pour nous autres, communistes et libertaires, le militarisme n'est qu'une des conséquences sociales et politiques de tout le développement capitaliste et autoritaire de la société. Si nous voulons nous unir d'une manière plus ou moins ferme et durable dans une « Internationale », nous désirerons parler sur autre chose encore que sur le militarisme. Nous voudrons propager nos principes libertaires et révolutionnaires dans le sens le plus large du mot. A son temps, nous voudrons critiquer aussi, par exemple, le *parlementarisme* ou les *coopératives;* nous voudrons propager l'idée de la *grève générale* (pas exclusivement la grève militaire) ou l'*instruction libertaire de la jeunesse;* nous voudrons exposer nos idées sur le *syndicalisme* et sur les moyens de le mener dans une voie révolutionnaire; sur la littérature moderne et son influence (pas seulement la littérature antimilitariste), et ainsi de suite.

⁂

Je vois bien le revers de la médaille : je comprends qu'il puisse y avoir des camarades désirant aboutir à quelques résultats pratiques dans une direction spéciale, comme celle de l'antimilitarisme; tout comme je comprends qu'il y en ait d'autres (je suis parmi eux) qui propagent, dans un but immédiat et pratique, les principes du syndicalisme.

Quiconque, cependant, veut aboutir en vie sociale à quelque chose de pratique sur un point spécial, cherchera à réunir tous ceux qui sont d'accord sur ce point en question : soit le syndicalisme, ou l'anticléricalisme, ou l'antialcoolisme, ou l'antimilitarisme, ou toute autre œuvre de propagande que nous offre si richement la vie sociale de tous les jours. Il sera même obligé de réunir sur ce point toutes les forces, sous peine de ne pas réussir.

Nos antimilitaristes l'ont compris — *avant le Congrès d'Amsterdam* — lorsqu'ils convoquaient tous ceux qui s'opposent au militarisme moderne par cette affirmation : *Pas un homme, pas un centime (pour servir) au militarisme!* Ils disaient : « Nous comptons sur l'appui et la collaboration de tous les véritables amis de la paix et, par contre, acharnés ennemis de la guerre. » (Circulaire du Comité d'organisation.) Ils invitaient les anarchistes chrétiens aussi bien qu'ils sont allés demander à un « pacifiste bourgeois », comme M. Frédéric Passy, de prendre part au Congrès antimilitariste, ou du moins d'adresser à celui-ci « quelques paroles de sympathie ».

Mais ils ne pouvaient pas s'en tenir à leurs promesses, et le groupe des libertaires et révolutionnaires qui était présent à Amsterdam, voyant qu'ils avaient la majorité, décidait l'exclusion des autres groupes antimilitaristes (libéraux ou radicaux, en même temps que tolstoyens et anarchistes chrétiens), de la même façon que les social-démocrates avaient exclu jadis de leurs congrès internationaux les libertaires.

Cette exclusion — vu surtout la convocation qui l'avait précédée — est, à mon avis, une faute de tactique de haute importance. Premièrement, puisque les congressistes, ayant commencé une fois par ce système d'exclure et de condamner, n'ont pas de raison d'être pour ne pas continuer à l'appliquer entre eux.

Qu'on lise la résolution d'exclusion visant tous les non-révolutionnaires et les chrétiens anarchistes (1), et que l'on juge si, par exem-

(1) Voici cette résolution :
« Le Congrès d'Amsterdam, initiateur de la seconde Internationale, déclare se réclamer des principes révolutionnaires et repousser catégoriquement les doctrines de résignation issues de l'esprit chrétien.

ple, les partisans de l'organisation ne pourront pas exclure, même sous des *formules analogues*, à *un* congrès prochain les antimilitaristes individualistes. Ou l'inverse, comme on voudra...

Ensuite, la décision dont nous parlons pourrait bien se révéler d'avoir été réellement un suicide commis par le congrès. Car, si la nouvelle union n'est pas désirable comme « Internationale révolutionnaire » lorsqu'elle s'enferme dans l'antimilitarisme, en ce qui concerne les résultats immédiats et pratiques elle perd sa raison d'être comme « Internationale », si elle ne sait pas embrasser tous les antimilitaristes. De même, une ligue anticléricale ou un mouvement syndical perdraient leur raison d'être lorsqu'ils se seraient mis dans l'incapacité d'embrasser tous les libres penseurs ou tous les hommes de métiers, et voudraient s'étendre exclusivement aux anticléricaux ou aux syndiqués libertaires et révolutionnaires. Si demain, au Congrès libre penseur de Rome, les bourgeois libres penseurs décidaient d'exclure les anarchistes ou socialistes libres penseurs, ils tomberaient dans la même erreur que si les derniers excluaient les premiers. Pareils mouvements devenus une fois sectaires se bornent, de nos jours, à de petits groupements.

Pourtant, avant le Congrès d'Amsterdam, les organisateurs avaient bien compris ce qu'il faut pour pouvoir agir immédiatement sur les gouvernants :

« Et pour prouver que nous ne prenons pas ce sujet à la légère (!), afin que les pouvoirs soient obligés de tenir compte de notre volonté et de notre action, sachons montrer que nous savons mettre les petits points de litiges de côté quand il le faut. Ne vous demandez pas (!) de qui part l'initiative de ce Congrès, mais que chacun se dise : *Il doit être décidé quelque chose et je veux prendre part à ce qu'on va y résoudre.*

« Point essentiel, le militarisme doit être miné, sapé jusqu'à sa base, là-dessus nous sommes et devons être tous d'accord :

« *Qui veut le but, veut les moyens.* »

(Circulaire du Comité d'organisation.)

La décision prise par le Congrès antimilitariste d'Amsterdam paraît d'autant plus étrange, attendu que les fondateurs de notre dernière « Nouvelle Internationale » continuent à pousser les syndicats afin d'obtenir de ceux-ci des résolutions favorables à leur représentation à des congrès futurs. Cette dernière chose est particulièrement importante pour la Hollande où les syndiqués révolutionnaires ne peuvent tenir tête aux « parlementaires » qu'avec des difficultés réelles. En France, la situation me semble à peu près la même. Or, les syndicats ne pourront plus collaborer à une œuvre antimilitariste commune d'où tant d'opinions sont expressément exclues. Le vouloir, pousser les syndicats à collaborer quand même, serait jeter la pomme de discorde dans ces organisations révolutionnaires et nuire sérieusement par cela à tout le mouvement ouvrier syndical. Pour tolérer ce nouveau désaccord, nous avons trop critiqué toujours les social-démocrates qui, après avoir exclu les libertaires, faisaient plus encore qu'auparavant la cour aux syndicats de toute couleur, les social-démocrates qui divisent partout par leur éternelle tactique électorale les rangs des syndiqués.

A mon avis, la soi-disant « Nouvelle Internationale » se trouve placée devant l'alternative suivante : ou bien revenir sur la décision d'Amsterdam et devenir par ce fait une ligne antimilitariste unissant « tous les véritables amis de la paix et par contre acharnés ennemis de la guerre », ou bien élargir son but au delà de l'antimilitarisme : cela veut dire se dissoudre comme ligue purement *antimilitariste*. Que nos camarades antimilitaristes viennent alors à l'aide de tous les autres dans l'œuvre internationale qui se continue depuis les congrès révolutionnaires de Zurich (1893), Londres (1896), Paris (1900) et qui se continuera encore à Saint-Louis (septembre 1904).

CHRISTIAN CORNÉLISSEN.

« C'est la violence qu'il proclame, violence fille de la raison et de la révolte. Révolte active et non passive, cette dernière étant la négation de l'œuvre pour laquelle nous sommes réunis.

« Il déclare repousser certaines théories amorphes à tendances chrétiennes, qui peuvent créer dans l'Association une équivoque funeste. »

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

On a vu, dans l'article précédent, que le résultat des sanatoriums d'assurance est plutôt illusoire, attendu que l'ouvrier, retombé dans les mauvaises conditions de vie dans lesquelles il se trouvait auparavant, a toutes les chances de voir sa tuberculose prendre une mauvaise tournure. Autrement dit, après un stade d'arrêt ou d'amélioration produit par le séjour trop court au sanatorium, la maladie, sauf de rares exceptions, reprend son évolution pour aboutir au terme fatal. Et cependant on proclame que depuis l'établissement des sanatoriums en Allemagne, il y aurait eu une décroissance appréciable (diminution d'un tiers) de la tuberculose en ce pays.

Cette soi-disant constatation est déjà suspecte par ce que j'ai exposé auparavant, d'autant qu'en examinant les chiffres on s'aperçoit que le nombre des malades, soignés en Allemagne dans les sanatoriums d'assurance, ne dépasse guère 20.000 par an, ce qui est un chiffre infime par rapport au nombre total de tuberculeux qu'il peut y avoir dans le pays.

J'ai même lu quelque part qu'il y avait eu augmentation de la mortalité par la tuberculose, malgré les sanatoriums, depuis la crise économique qui a sévi dernièrement en Allemagne. Je ne puis pas être affirmatif à ce sujet, attendu qu'il m'est très difficile de me procurer la documentation nécessaire et de contrôler les statistiques pour un pays étranger.

D'ailleurs l'abaissement antérieur (avant 1899) de cette mortalité aurait été plus apparent que réel. D'après l'étude récente du Dr Ascher, on voit qu'en réalité cette diminution n'existe pas. Cela tient à ce que l'on déclare, plus souvent qu'autrefois, comme dus à des causes banales, des décès qui, en l'espèce, appartiennent à la tuberculose pulmonaire. La principale cause de cette altération des causes des décès est la *peur* si explicable à une époque où tout le monde connaît la tuberculose comme maladie contagieuse et dans un pays (la Prusse) où la déclaration de la maladie, étant obligatoire, est éludée de toutes les façons.

Ascher, prenant la statistique prussienne, nous donne par périodes de cinq ans, le tableau suivant, où l'on désigne par T les affections tuberculeuses et par NT les affections non tuberculeuses des voies respiratoires :

Années.	T	NT	Total.	
—	—	—	—	
1875-1879..............	31 +	16 =	47	(par 10.000 hab.
1880-1884..............	31 +	20 =	51	et par an.)
1885-1889..............	29 +	22 =	51	—
1890-1894..............	25 +	28 =	53	—
1895-1899..............	21 +	26 =	47	—

D'où l'on voit que les décès dus aux affections respiratoires banales augmentent tandis que ceux par tuberculose diminuent, pour donner un total qui reste sensiblement égal. Et Ascher en conclut que la diminution de la tuberculose n'est *simplement* qu'une apparence, due à la complaisance des médecins.

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15 et 18 des *Temps Nouveaux*.

***

La lutte contre la tuberculose paraît extrêmement décevante. Devant l'*impossibilité* manifeste de construire des sanatoriums pour tous les tuberculeux (1), on se résigne à proposer des sanatoriums pour « ceux qui voudraient ou pourraient profiter utilement du traitement ». Ces paroles sont du même auteur qui, le même jour, disait, en se citant lui-même : « Bientôt donc, le malheureux atteint de tuberculose et condamné jusqu'ici, par l'insuffisance de ses ressources, à une mort presque certaine, trouvera dans nos villes, ou à leurs portes, ou même en pleine campagne, un asile et un traitement, avec l'espérance toujours et la guérison souvent. »

Ne faisons pas de commentaires, et voyons comment on peut satisfaire les gens qui voudraient ou pourraient profiter utilement du sanatorium. Des projets nombreux ont surgi de tous côtés. Presque tous ne sont que l'application des idées mutualistes : naturellement, c'est à l'ouvrier d'être prévoyant, c'est à lui qu'incombe la totalité des cotisations. Avec l'épargne, le travail et la bonne conduite, on ne reste pas en détresse. Mais voyons donc ce que donnent les sociétés de secours mutuels. Pour une cotisation mensuelle de 2 francs, les membres ont droit à une indemnité journalière durant quelques semaines seulement; la durée de l'indemnité ne dépasse pas en tout cas trois mois par an.

Les membres ont droit, il est vrai, aux médicaments et aux visites médicales. Mais on voit le peu de soutien que peut tirer un tuberculeux de sa société de secours mutuels. En fait, il est obligé de travailler pour vivre, et ce n'est que lorsqu'il est dans l'impossibilité absolue de le faire, qu'il a recours (pour un temps limité par les statuts) à l'aide mutuelle.

Malgré cette aide illusoire, les sociétés ont ordinairement assez de mal à vivre. Si elles subsistent, si elles prospèrent en apparence, elles ne le doivent pas aux simples cotisations. Tout d'abord leurs fonds placés à la Caisse des dépôts et consignations jouissent d'un intérêt privilégié (4 0/0) ; c'est donc un impôt détourné que l'ensemble des contribuables paye au profit des sociétés. Ensuite il faut compter les subventions directes. Mais les mutualités ont encore un autre moyen d'assurer leur existence, et ce moyen, dont elles usent largement, est la mendicité vis-à-vis des particuliers : souscriptions volontaires des bourgeois, leurs protecteurs, et cotisations des membres honoraires, quêtes, tombolas, etc. Enfin les mutuellistes peuvent facilement s'offrir les soins médicaux, attendre que les sociétés s'arrangent ordinairement pour payer les praticiens au rabais, à un taux dérisoire qui ne s'explique que par la concurrence médicale, avec l'espoir de se faire connaître. Mais je laisse à penser les soins que parfois reçoivent en échange les membres des sociétés.

Après cela, libre aux économistes bourgeois de vanter les mutualités. Il est prouvé qu'elles ne peuvent pas se suffire à elles-mêmes ; elles vivent de la charité sous toutes ses formes (charité de l'Etat, charité de gros bourgeois dont elles dépendent et qu'elles honorent, charité hargneuse des médecins qu'elles emploient). Que serait-ce, si elles se chargeaient de soigner

(1) Aux chiffres donnés par Lemoine et par Duclaux et cités dans mon quatrième article (V. no 15 des *Temps Nouveaux*), j'ajoute l'estimation donnée par Brouardel (discours à la réunion du Bureau international de la tuberculose, 5 mai 1903) : il admet qu'il serait nécessaire de construire des sanatoriums pour 4 ou 500.000 tuberculeux.

réellement leurs membres tuberculeux ? Jusqu'à présent, ces tuberculeux, malgré l'apparence, ne sont pas une charge pour elles. J'ai déjà dit que la modicité de l'indemnité journalière oblige ces malades à travailler autant qu'ils peuvent ; pendant ce temps, la société, d'après les règles statutaires, ne leur doit rien et ne leur paye rien.

Les tuberculeux, en dehors de quelques semaines d'invalidité pendant les années précédentes, ne coûtent donc à la société que 2 ou 3 mois d'indemnité (limite que d'ailleurs les statuts et les nécessités financières interdisent de dépasser) dans la période qui précède la mort, et, en plus, la couronne mortuaire qui paraît être une obligation générale dans toutes les mutualités. Que serait-ce donc, dis-je, si les sociétés mutuelles devaient assurer le traitement au sanatorium de leurs membres tuberculeux ? Comment pourraient-elles, même en se liguant, arriver à faire les frais de construction de ces sanatoriums ? Je n'ai là-dessus aucun doute ; si cela se réalisait, ce serait les contribuables qui payeraient. Comment seraient-elles capables de verser une somme suffisante pour l'entretien de ces tuberculeux (1) ? Je ne parle même pas du secours à donner aux familles ; et cependant, comment déterminer un malade pris au début, et par conséquent à peu près valide, à abandonner les siens ? Comment payer assez longtemps pour assurer la guérison, chez les malades peu atteints, ou pour attendre la mort chez les incurables ?

L'impuissance des sociétés mutuellistes paraît évidente. Ce qui n'empêche pas l'ineffable (2) M. Léopold Mabilleau, président de la Fédération nationale de la Mutualité française, de mentionner la lutte contre la tuberculose, la création de dispensaires et de sanatoriums, parmi « les diverses étapes que les sociétés de secours mutuels ont parcourues ou préparées depuis quelques années ».

Dans tous les projets que j'ai vus, je n'en ai trouvé qu'un seul qui soit raisonnable, je veux dire qui se rapproche le plus des conditions à remplir ; naturellement il est irréalisable. Ce serait de porter la cotisation à 8 fr. par mois, de façon à donner au malade, sans limite de temps, une indemnité journalière de 8 fr. (4 fr. pour lui et 4 fr. pour sa famille). Or 8 francs par mois est un impôt lourd. Seuls pourraient l'acquitter une minorité d'ouvriers privilégiés, gagnant un fort salaire et dépourvus de charges de famille. Il faut considérer, en effet, qu'un salaire de 6 à 7 fr. est un gros salaire, même à Paris, que le salaire n'est payé que par journée de travail et qu'il faut défalquer les dimanches, les jours de fête et le temps de chômage, qui, dans certaines professions, même en dehors d'une période de crise, s'étend sur plusieurs mois. Au fond, la proposition ne saurait se réaliser qu'en quittant la forme de mutualité, pour revêtir celle d'assurance obligatoire, avec paiement de la prime par le patron ou par l'Etat. Mais calculez le total probable des primes, soit pour les patrons, soit pour l'Etat, et voyez si vous avez des chances de faire accepter cet impôt.

L'auteur du projet, qui est médecin, s'est inspiré, je le suppose, de la Société médicale de secours mutuels (société Lagoguey) et il n'a pas tenu compte que la morbidité est certainement beaucoup plus forte dans la classe ouvrière en général que chez les médecins, et qu'il y aurait impossibilité pratique à accorder l'indemnité journalière sans limite de temps.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

(1) Cela serait peut-être possible, mais dans des cas très restreints, avec l'aide de la charité privée et des pouvoirs publics.

(2) Je dis l'ineffable M. Mabilleau. Ce Monsieur, dont la carrière a été rapide et qui joint au titre de président de la Fédération nationale de la Mutualité française un certain nombre d'autres fonctions (il est directeur du Musée Social), a commis un livre de morale d'après lequel tout se trouve naturellement pour le mieux dans la meilleure des sociétés possible. Qu'il me suffise de dire que c'est l'auteur qui a fourni le plus de citations, choisies comme remarquables pour leur plus pur pharisaïsme ou leur plus éclatante sottise, à l'opuscule : « Comment l'Etat enseigne la morale » (E.S.R.I.). Actuellement M. Mabilleau trouve la solution de la question sociale dans la mutualité, c'est-à-dire « dans les efforts coordonnés du peuple souffrant et de l'élite compatissante ».



Le budget est une comédie en trois actes, qui commence par un morose discours du ministre des finances sur la nécessité des économies. Au second acte, on voit les députés se moquer outrageusement des exhortations qu'ils ont reçues au premier et voter à l'envi et joyeusement les dépenses d'où sortira le dénouement du troisième acte : le déficit.

(*Journal de Genève*, 16 décembre 1902.)

Pensée libre et Libre Pensée

Il y a un proverbe qui dit que deux augures ne peuvent se regarder sans rire. Enfoncé le proverbe ! En effet l'augure gouvernemental vient de rompre en visière avec l'augure papal. Tous deux aujourd'hui se font grise mine. Le ménage est enfin brouillé.

Le dénommé Pie X, ce Grégoire VII du vingtième siècle, va mourir de douleur (le pauvre homme !) à la pensée que M. Combes n'est pas Henri IV et qu'il ne fera pas un voyage à Canossa pour aller quémander de Sa Sainteté un retrait d'excommunication.

Evidemment, depuis la lutte des Guelfes et des Gibelins, on ne peut nier que les idées aient fait du chemin.

Nous ne pouvons que saluer avec joie l'agonie des religions, et nous sommes heureux de penser que le prêtre qui est, selon l'heureuse expression d'un écrivain : « un mélange ténébreux de tigre et de cochon », n'indisposera plus notre vue de sa noire silhouette.

Mais, quelque prochains qu'ils soient, ces temps heureux ne sont pas encore arrivés. Et ces temps seraient-ils arrivés, que nous n'aurions pas toutes raisons d'être satisfaits.

Ceux qui s'intitulent *libres penseurs* auraient atteint leur unique but. Mais la *Pensée Libre* n'aurait pas pour cela fait son apparition sur la scène du monde.

Les religions, qui, à l'origine, furent un effet de l'ignorance, et qui par la suite furent la cause du maintien de ladite ignorance, ont été la source empoisonnée de toutes les horribles institutions qui nous paralysent actuellement.

Et si cette source est aujourd'hui tarie, les multiples cours d'eau auxquels elle a donné naissance ne le sont pas.

Je veux dire, que subsistent plus vivaces l'abominable religion de la *Patrie*, celles du *Capital*, de la *Propriété* et enfin de toutes les religions nouvelles de la Science, du Progrès, etc.

Evidemment, dix-neuf siècles de fétichisme chrétien nous ont légué la monomanie que nous avons de tout déifier, de tout adorer. C'est une raison de plus pour laquelle nous devons combattre avec la dernière énergie et jusque dans ses racines l'esprit religieux qui, n'étant pas mort avec la religion, subsiste en nous.

C'est aussi pourquoi le Congrès international de la libre pensée qui se tiendra à Rome, ne peut pas donner satisfaction aux libertaires, car parmi ces *libres penseurs*, il y a fort peu de *penseurs libres*. Sont-ce des *penseurs libres*, ceux qui adoptèrent le vœu dont les *Temps Nouveaux* de la semaine dernière nous donnaient la teneur :

« Que soient créés dans tous les lycées des prix d'instruction morale et civique, en remplacement des prix d'instruction religieuse ; que tous les salariés du gouvernement soient tenus de faire élever leurs enfants dans les écoles de l'Etat. »

L'esprit autoritaire, c'est-à-dire religieux, est vivace chez ces libres penseurs. Sans doute, aller faire rager dans sa pétaudière, la loque humaine qui étale au Vatican sa cupidité, est une idée excellente ; proclamer la déchéance du pape et des religions métaphysiques dans la ville où fleurissent les Borgia, est une idée fort louable. Mais ce Congrès soi-disant antireligieux osera-t-il proclamer de même la déchéance de tous les pithécanthropes couronnés qui ont nom Guillaume, Nicolas, François-Joseph, etc., et qui sont pour le moins tout aussi méprisables que le pithécanthrope tiaré du Vatican ?

Poursuivant son œuvre antireligieuse, ce Congrès proclamera-t-il la déchéance de toutes les patries ? Crachera-t-il son mépris sur l'armée, la magistrature et toutes les institutions qui entravent l'évolution humaine : car l'officier, ce « mélange ténébreux » de brute et de snob, le magistrat, cette combinaison machiavélique de bourreau et de comédien, sont d'aussi sinistres caricatures que celle du calotin.

Certainement ce Congrès ne fera pas ce que je viens de dire, puisque parmi les congressistes, il y aura des patriotes, des magistrats, etc.

Or, la pensée libre ne peut exister qu'à condition que disparaissent toutes les institutions que j'ai précitées : donc ce Congrès n'est pas un Congrès de *pensée libre*.

J'ai bien peine à croire que la destruction des religions chrétiennes soit suffisante pour transformer la mentalité d'un lecteur de la *Patrie*, du *Petit Journal* ou de l'*Intransigeant*. Sans doute, tout pas fait vers l'affranchissement humain, ne doit pas laisser indifférents les libertaires, mais au Congrès de Rome, leur voix ne sera guère entendue, c'est pourquoi je trouve naturel qu'ils y assistent, mais je trouve inutiles des délégations.

LARIVIÈRE.

Deux Ans après

Deux ans bientôt nous séparent de la grève générale des mineurs, grève qui, par le nombre des chômeurs et par sa durée, compte parmi l'une des plus importantes qu'ait eu à soutenir le prolétariat contre le capital. Je ne veux pas retracer les phases de cette lutte, je rappellerai seulement qu'après avoir débuté par un magnifique mouvement d'ensemble qui mit sur pied environ 100.000 mineurs, elle se termina plutôt piteusement, sans résultat appréciable pour les mineurs. Depuis lors, l'agitation syndicale est à peu près nulle, dans le bassin de la Loire tout au moins. Il est vrai que les promoteurs des syndicats jaunes n'ont guère eu à se féliciter des résultats obtenus ; mais les ouvriers en majorité se désintéressent des syndicats. Si les jaunes n'ont pas encore, et n'auront probablement jamais, la confiance des gueules noires, on pourrait presque dire que les rouges du Comité national ne l'ont plus.

S'ils ont une part de responsabilité dans le peu de succès de la dernière grève, il est certain cependant que la plus grande part en revient aux mineurs eux-mêmes. Leur manque d'initiative, leur esprit moutonnier, leur crédulité qui

les porte à écouter et à croire de préférence les beaux parleurs, leur confiance exagérée dans les pouvoirs publics ont été les principales causes d'insuccès. Ils espéraient qu'il leur suffirait de se promener en se roulant les pouces pour que les réformes leur soient octroyées dans un bref délai. Parce qu'il y avait cohésion, entente, il n'était plus besoin d'agir. Certes les anciens, en 1869, avaient coupé les câbles des puits, arraché les barreaux des chaudières, décalé les soupapes des générateurs, mais alors il n'y avait pas de chambre syndicale, pas de fédération nationale, pas de députés ouvriers, mineurs même, au Parlement. Tout cela existe aujourd'hui. On allait bien voir. Je me rappelle encore les propos que me tenait un ancien camarade de travail au lendemain de la déclaration de grève : Ça n'allait pas durer 8 jours, et ça a duré 8 semaines. Et on eut le tort de les entretenir dans ces idées-là. L'attitude *calme et énergique* n'apporta que désillusions.

Mais depuis lors, les sollicitations auprès des pouvoirs publics ont-elles donné des résultats, ont-elles apporté des améliorations à la vie de forçat des mineurs ? Je crois plutôt que cela va de mal en pis. Les *travaux* de la commission d'enquête sur les mines, n'ont, que je sache, rien modifié du tout. La loi de huit heures, par étapes successives, votée au lendemain de la grève par la Chambre, dort au Luxembourg, et la remontée à trois heures fixée par la sentence arbitrale n'est pas respectée par les compagnies. Non seulement la tâche n'a pas été modifiée de façon que la journée puisse être achevée à 3 heures, mais encore ceux qui auraient le courage de remonter avant d'avoir achevé la tâche, seraient punis de la mise à pied ou renvoyés. Du minimum de salaire il n'est plus question, le gouvernement se déclarant incompétent en la matière; non plus que de la question des retraites. Ou plutôt, si, on en parle toujours, et au Congrès international d'Amsterdam on a décidé que de nouveaux efforts seraient faits auprès des gouvernants pour faire aboutir ces réformes.

Le comité national s'est vu refuser des fonds pour mettre en exploitation la mine des Petits-Châteaux et pour acheter celle de Bouxhors. Il attend encore l'autorisation d'organiser une loterie dont le bénéfice lui permettrait de mettre en exploitation quelque mine abandonnée. Le gouvernement promet de faire tous ses efforts et... c'est tout. Cela se passait déjà ainsi au temps de Louis XIV et on appelait les promesses gouvernementales : eau bénite de cour. Combes étant brouillé avec l'eau bénite, comment l'appellerons-nous ? De la fumisterie, tout simplement.

Et cependant si Combes avait été malin, il pouvait faire beaucoup pour endiguer le mouvement révolutionnaire. Il le peut encore, mais qu'il n'attende pas trop, car alors il serait peut-être trop tard. Il n'a qu'à favoriser les réformistes du comité national en faisant voter une bonne petite réforme. Gageons qu'il ne le fera pas et que ce n'est pas de sitôt que nous aurons la journée de huit heures, en attendant mieux.

Mais si les réformistes perdent leur temps dans les antichambres ministérielles, les partisans de l'action directe ne font pas grande besogne, eux non plus. Si bien que la corporation des mineurs qui, en un temps, était la plus puissante de France, ne compte plus guère aujourd'hui dans le mouvement économique.

Tout est à faire ou plutôt à recommencer. Il faut que dans tous les centres miniers les vaillants s'attellent à la besogne, sans se laisser décourager par l'inertie et quelquefois les rebuffades de leurs compagnons de misère. Il faut organiser des conférences *gratuites*; cela se peut. Il faut répandre les brochures, les journaux syndicalistes. On peut avoir des invendus à peu de frais et les répandre à profusion. Les affiches, les feuilles volantes, relatant les événements, les commentant, en tirant un enseignement. Et toujours répéter que nous n'obtiendrons que ce que nous aurons la force de prendre; que le salut est en nous, et non dans la personne de tel ou tel; que s'il y a des hommes utiles, il n'en est point d'indispensables.

Ecoutez ce que dit A. Retté : Et tous à l'unisson : « D'où nous viendra le sauveur? »

Un ironique écho leur répond : « Imbéciles! il fallait vous sauver vous-mêmes. Vous êtes tous coupables et il n'y a pas d'innocents. »

GALHAUBAN.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

On se rappelle que les socialistes italiens, moins valets du pouvoir que les nôtres, ont, par une vive agitation, empêché le czar de venir à Rome. La peur des sifflets et peut-être d'autre chose obligea le penseur à rester chez lui.

Depuis, les socialistes italiens, contrairement à nos Millerand et à nos Jaurès, se refusant à recevoir des crachats et à dîner avec les monarques, mènent une campagne contre certains policiers internationaux qui avaient établi leur quartier général à Rome.

Le gouvernement italien se défend comme il le peut d'avoir encouragé en quoi que ce soit une agence policière czariste à Rome, et pour s'en défendre voici ce qu'il nous apprend :

« Le gouvernement italien a bien tenu, durant une période de dix ans, auprès de l'ambassade à Paris, un inspecteur de la sûreté publique qui fut ensuite questeur à Rome. Il en était de même à Londres et ailleurs. Ce n'est pas pour rien que fut tenue à Rome une conférence internationale pour établir les moyens de contact entre les polices des différents pays afin de prévenir, autant que possible, les attentats anarchistes. »

Je serais curieux de savoir si les policiers en question sont jamais parvenus à « prévenir » le moindre attentat, mais ce qu'il y a de certain, et de l'aveu même du gouvernement italien, notre « Défense républicaine » admet ici des policiers étrangers, alors que le gouvernement de la monarchique Italie se défend de les avoir même tolérés.

Elle n'est pas mal tout de même la République de Combes et de Jaurès!

*
* *

André, ministre de la guerre, n'aime pas la propagande antimilitariste; il vient, d'accord avec son copain du ministère de la justice, de le faire savoir par une circulaire où ils rappellent entre autres choses que les *lois scélérates* sont toujours en vigueur et d'où j'extrais le passage suivant :

« Tout individu qui, soit dans les casernes ou autres établissements militaires, soit sur les terrains de manœuvres et autres lieux de réunion d'une troupe en service, sera surpris en flagrant délit de provocation à l'indiscipline par l'un des moyens susnommés, devra être immédiatement appréhendé pour être conduit au procureur de la République, conformément à la jurisprudence fondée sur l'article 106 du Code d'instruction criminelle. »

GÉNÉRAL ANDRÉ.

Il serait intéressant de savoir qui est visé par cette circulaire on ne peut plus « défense républicaine » et il est en tout cas à prévoir que la répression contre la propagande antimilitariste va redoubler.

Reste à savoir si cela servira à quelque chose.

P. D.

LE CHAMBON. — Lundi 29 août, Briat donnait au Chambon une conférence sur les lois ouvrières et l'action syndicale. Après avoir vanté l'efficacité des lois et avoir passablement débiné les anarchistes qui, eux, ne croient pas à cette efficacité, il tenta de démontrer que les producteurs n'étaient que des jeunes enfants qui, ne sachant pas marcher seuls, avaient besoin d'un soutien et que ce soutien était le Parlement qui, par suite de bonnes lois ouvrières, apprendrait à ces producteurs à se soutenir, et plus tard à marcher seuls.

Devant ce jésuitisme, je demandai la parole, et il me fut facile de démontrer à Briat, que d'après son langage j'avais pris pour un jaune, que les lois n'ont jamais procuré de bien-être aux producteurs qui avaient eu le soin de suivre ces conseils de soumission et d'avachissement.

Je lui citai comme exemple le Comité national des mineurs qui est réformiste et qui attend depuis longtemps la journée de 8 heures qui dort dans les cartons du Sénat. En 1898, les mineurs firent grève et obtinrent après l'arbitrage de Jaurès une prime de 9 0/0; ils se remirent en grève en 1902, car les compagnies voulaient leur supprimer leur prime. Ils arrivèrent à faire maintenir cette prime à 6 0/0, mais avec faculté pour les compagnies de réduire cette prime d'année en année; aujourd'hui cette prime n'est que de 3 0/0 et dans trois mois les compagnies ont le droit de la supprimer complètement. Aujourd'hui les mineurs ne font que 4 ou 5 journées par semaine avec une imposition de travail à faire, sans cela ils ne remontent pas, ou on les envoie au Turco, chantier où, pour sortir sa journée, l'on travaille jusqu'à quinze heures. Je lui montrais d'un autre côté l'agitation faite depuis quelques années dans les ports par les dockers et les inscrits maritimes qui, eux, n'attendaient pas grand'chose des lois et agissaient un peu par l'action directe et qui ont obtenu quelques résultats plus positifs par cette façon d'agir que de pleurnicher aux autorités.

Puis je fis la proposition suivante à la réunion : créer une bibliothèque sociologique, et que d'ici quelques jours l'annonce en serait faite dans les journaux de la région pour les réunions préparatoires, car seule l'éducation était utile et non pas les conseils des endormeurs.

Briat reprit la parole, non pour réfuter mes arguments, mais pour dire que tous les anarchistes qui avaient l'habitude de prendre la parole dans les réunions n'étaient capables de rien faire, et de se méfier des individus qui veulent créer des bibliothèques, car c'est que ces individus ont des livres à vendre, et conseilla aux ouvriers de déserter la bibliothèque et de n'y pas porter leur argent, qu'ils n'avaient pas le temps d'étudier, qu'ils travaillaient trop!

L'aveu est trop significatif pour avoir besoin d'y ajouter des commentaires.

REYNARD.

Mouvement ouvrier. — Ces jours-ci se tiendra à Bourges le Congrès des syndicats ouvriers. J'ai, à diverses reprises, donné mon idée sur quelques-unes des questions à l'ordre du jour. J'aurais voulu pouvoir le faire pour toutes, mais l'importance prise par certains conflits ouvriers ces temps derniers m'en a empêché.

J'ai entre autres essayé de donner quelques arguments contre la représentation proportionnelle, proposition qui, adoptée, aurait pour effet d'annihiler à peu près complètement l'effort des petites organisations au profit de quelques puissantes Fédérations, ce qui est un principe d'égalité très discutable à introduire au sein de l'organisation ouvrière.

Mais depuis, les auteurs très politiciens de cette proposition ont découvert leurs batteries, l'équité et la justice n'ont que faire dans leur proposition, il s'agit simplement d'essayer de déplacer la majorité pour, suivant l'expression de l'un d'eux, « purger la Confédération de l'élément libertaire », autrement dit, faire servir l'organisation ouvrière aux ambitions réformistes.

La question ainsi envisagée change de thèse et se déplace, c'est, sous l'apparence plutôt anodine de la représentation proportionnelle, la question de tactique « réformiste ou révolutionnaire » qui se posera à Bourges. Les camarades qui, comme moi, étaient tombés dans le bateau, savent à présent à quoi s'en tenir. La question de principe s'efface complètement devant la combinaison politique. Sus au réformisme !

Il y a cependant une question à l'ordre du jour du congrès dont je voudrais dire quelques mots.

C'est celle de la journée de 8 heures. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui ont formulé cette propo-

sition, de tenter une véritable application de la formule d'action directe qui a eu quelque succès ces temps derniers.

Voici en quoi consiste cette tentative. Par une propagande suivie, conférences, placards, journaux, etc., il s'agirait de préparer les esprits. A une date fixe, suffisamment reculée même, et lorsque la propagande aurait été jugée assez poussée, il serait demandé à toutes les organisations de faire un dernier effort pour qu'à partir de cette date et quelle que soit la volonté du patronat, tous les travailleurs cessent le travail après huit heures de présence au chantier ou à l'atelier.

Pour ma part, je crois que la tentative est pour le moins intéressante et n'est pas impossible à réaliser. Je souhaite donc que le congrès étudie attentivement et prenne une décision sur cette question.

Mais cela paraîtra sans doute trop simple et trop pratique à MM. les réformistes.

*
* *

Voici aujourd'hui quinze jours que sur les provocations patronales, les inscrits maritimes, les dockers et similaires sont en grève et, il faut bien le dire, la situation est, si possible, plus embrouillée qu'au premier jour.

Je me suis efforcé, la semaine dernière, de déterminer les causes du conflit, que je résumerai comme suit :

Obtenir que les inscrits maritimes soient traités militairement et non comme des travailleurs libres ; tuer coûte que coûte l'organisation syndicale, et enfin faire augmenter les primes données aux armateurs sous forme de subventions.

Les incidents qui se sont déroulés depuis une semaine n'ont fait, comme on va le voir, que confirmer mon opinion, au sujet des deux premiers points ; quant au troisième, « l'augmentation des primes » qui doit ne pas être celui qui tient le moins au cœur des armateurs, comme les pourparlers à ce sujet ne peuvent se passer que dans la coulisse entre le gros patronat marseillais et le gouvernement, les renseignements exacts font défaut.

Par contre, il est un point qui ne peut plus faire de doute pour personne, c'est bien la disparition des syndicats d'inscrits et de dockers que vise le patronat marseillais.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à examiner quelle était la situation avant le lock-out patronal et les nouvelles propositions transmises aux ouvriers par le président de la chambre de commerce choisi comme arbitre.

En vertu du contrat en vigueur, les armateurs doivent choisir les équipages parmi les membres du syndicat des inscrits.

Pour les dockers, la situation est encore plus nette. Ils ont, d'une part, imposé le contrat collectif aux entrepreneurs. Tous les dockers touchent le même salaire : six francs, et travaillent le même nombre d'heures : neuf heures. Sur six mille dockers, le syndicat en groupe cinq mille cinq cents, et encore il a groupé autour de lui les métiers annexes : charbonniers, voituriers, etc.

Un délégué du syndicat veille, tout en travaillant, sur chaque équipe, et s'il relève des infractions au contrat intervenu, la mise à l'index du chantier peut avoir lieu.

Par ces mesures, les dockers sont arrivés à travailler dans des conditions presque normales, à refréner de nombreux abus, et à obliger les contremaîtres à les traiter en hommes.

C'est ce que ne peuvent admettre les patrons en formulant comme suit les bases de l'accord à intervenir, et sur lesquelles l'arbitre avait mandat de discuter.

Ces bases, les voici :

1° La liberté du travail ;

2° La liberté d'embauche ;

3° La suppression des mises à l'index ;

4° L'arbitrage, avec garantie pécuniaire (100.000 francs) et signature d'un ministre ou autre gros bonnet.

Enfin, suppression des délégués dans les chantiers et le contrat individuel substitué au contrat collectif par chantier.

Ces conditions mises comme base de discussion par les entrepreneurs équivalent à la suppression pure et simple de l'organisation ouvrière, car je ne vois pas pour ma part quelle pourrait être l'utilité d'un syndicat, si l'on supprime justement tout ce qui fait sa raison d'être.

Et surtout, que l'on ne s'y trompe pas, ce que visent les entrepreneurs, ce qu'ils appellent pompeusement « liberté du travail et d'embauchage », c'est la liberté de pouvoir diminuer les salaires, et augmenter la durée du travail : pas autre chose ; la liberté ici, c'est le droit du plus fort auquel les dockers sont justement arrivés à mettre un frein en s'organisant sérieusement, car dans la lutte engagée entre le patronat et le travail, la somme des volontés peut agir plus efficacement que les volontés individuelles même les mieux décidées.

Il est inutile, je crois, d'insister ; il reste bien acquis que les propositions patronales avaient surtout comme but de briser l'organisation ouvrière.

Un arbitrage tenté sur ce terrain devait fatalement échouer, et la journée de 8 heures que les dockers ont introduite dans leurs revendications ne pouvait influer en rien sur cette tentative.

Voici du reste l'ordre du jour adopté à l'issue de la réunion où les délégués ont rendu compte de leur entrevue avec l'arbitre :

« Les ouvriers des ports et docks et similaires de Marseille, réunis le 3 courant à la Bourse du Travail, après avoir entendu les délégués auprès de la chambre de commerce sur les propositions faites par les entrepreneurs qui sont : 1° suppression des délégués dans les chantiers ; 2° le contrat individuel ;

« Devant ces propositions, qui ne sont que la demande déguisée de la suppression de l'union syndicale et de ses représentants,

« Décident de repousser toutes ces propositions, ainsi que celles de MM. les armateurs et de maintenir plus que jamais les revendications nouvelles : journée de huit heures et six francs. »

*
* *

Jusqu'à présent, tout a été on ne peut plus calme et c'est à peine si quelques charretiers qui continuaient à travailler ont vu leurs voitures retournées.

Par contre, je n'ai pas très bien compris le but d'une circulaire par laquelle la commission exécutive « avise tous les membres de la corporation que, dans les circonstances actuelles, ils doivent conserver le calme et le sang-froid dont seuls nos adversaires seraient heureux de nous voir départir, cherchant à nous attribuer tous les désordres qui pourraient se produire peut-être dans ce but. Elle réprouve tout acte de violence et de brutalité et en décline toute responsabilité ».

Circulaire pour le moins inutile, car l'on ne comprend pas que des travailleurs acculés comme le sont les dockers de Marseille, puissent songer à abandonner un quelconque moyen de lutte. Il ne faut pas se le dissimuler, si les patrons, eux, peuvent attendre, il se pourrait que les ouvriers aient faim à un certain moment, et tous les conseils invitant au calme ne serviront à rien.

Au reste, le gouvernement, qui n'en croit rien, prend ses mesures. Déjà ont été envoyés à Marseille un bataillon du 55e de ligne, venant d'Aix, un bataillon du 40e venant de Privas, 500 hommes du 40e et un bataillon du 7e d'infanterie de Nîmes et un bataillon alpin le 27e. Le 11e hussards est arrivé et des régiments de cuirassiers et de dragons sont prêts à partir de Lyon.

Dans ces conditions, devant ces provocations, car ces envois de troupe ne peuvent être considérés autrement, que va-t-il rester de ces appels au calme ? Et alors, à quoi bon les faire ?

Actuellement la situation est nette, le chômage est complet dans le port de Marseille et, par répercussion, le travail a dû cesser complètement dans un certain nombre de corporations qui, comme celle des charretiers, touchent de près aux dockers.

La grève des charretiers a, à son tour, entraîné la cessation du travail dans les minoteries, fabricants de semoules et de pâtes alimentaires, et cela n'est pas sans importance puisque l'on compte à Marseille tout près de 120 usines de cette corporation, occupant près de 8.000 ouvriers.

A signaler aussi, parmi les corporations appelées à cesser le travail, les fabriques d'huile et de savon, et même, si la grève dure tant soit peu, de toutes les usines, car le charbon ne tardera pas à manquer.

Les ouvriers peintres, gratteurs et caréneurs de navires se sont mis en grève. Ils demandent que leur journée, qui est de 4 fr. 25, soit portée à 5 francs. Les grévistes sont au nombre de 200.

D'autres corporations sont appelées inévitablement à suivre le mouvement et c'est à bref délai l'arrêt complet de la vie ouvrière à Marseille.

Dans ces conditions, il est fort difficile de prévoir ce qui peut arriver.

*
* *

Et naturellement, la solidarité des travailleurs des autres ports ne pouvait manquer de se produire, puisque les dockers sont groupés dans une forte fédération qui, sur l'appel des grévistes marseillais, a décidé immédiatement la cessation du travail dans tous les ports du littoral méditerranéen, y compris la Corse et l'Algérie.

Et cela ne s'arrêtera pas là, car une vive agitation se produit dans les autres ports. A Brest, par exemple, la cessation du travail est complète et, à l'heure où j'écris, des réunions, qui décideront de la conduite à suivre, vont se tenir au Havre, à Dunkerque, à Bordeaux.

En outre, les dockers se sont adressés à la Fédération internationale, dont le comité permanent est à Amsterdam, afin qu'un appel à la solidarité soit adressé aux dockers des ports italiens et espagnols.

A Gênes déjà, la décision a été prise de ne pas travailler à bord des navires faisant escale ou ayant dû être déchargés à Marseille ; il en sera de même à Naples et dans les autres ports italiens.

Enfin, nul doute que les dockers de Barcelone ne se souviennent de l'aide que leur ont apportée les ouvriers des ports de Cette et de Marseille qui, il y a quelques mois, boycottaient pour des raisons identiques les navires de provenance espagnole.

La situation est grave et il ne faudrait que peu de chose pour l'envenimer un peu. La classe ouvrière prend de plus en plus conscience d'elle-même.

D'un pareil mouvement peut sortir un jour une grève générale que, seuls avec les politiciens qui la craignent, nient les sociologues en chambre.

P. Delesalle.

Suisse.

Genève. — *Parce qu'elle est pauvre.* — La chambre d'instruction a mis sous mandat de dépôt une malheureuse femme qui avait acheté une machine à coudre sur laquelle elle devait donner 5 francs par mois ; acculée par le besoin, elle engagea la machine. Le *Genevois* raconte que Mlle M., « poursuivie pour abus de confiance », pleurait à fendre le cœur : « elle eut tort, dit le journal, mais encore ne pourrait-on avoir pitié de la malheureuse et ne point la garder en prison si longtemps? » Le *Genevois* devrait ajouter que la justice a deux poids et deux mesures, elle garde toute son indulgence pour les escrocs tels que le conseiller d'Etat D. qui a fait tant de dupes, pour l'avocat B... aussi coupable d'abus de confiance, pour le juge d'instruction T., abusant d'une prévenue, et pour d'autres personnages moins intéressants et plus pervers que Mlle M.

*
* *

Ostracisme. — Les mesures prises contre les étudiants russes portent leurs fruits ; au cours de botanique fréquenté l'an passé par 50 étudiants, il n'y en a plus qu'une douzaine. Pour peu que cela continue et que les semestres prochains les inscriptions diminuent dans la même proportion, la Faculté de médecine sera presque déserte, car les Russes en forment le gros contingent. L'ostracisme exercé contre les jeunes Russes a trois causes : la plupart sont israélites et nos calvinistes genevois, en fait de juifs, ne tolèrent que Rothschild et ses pairs ; deuxième cause : beaucoup sont pauvres et ne vivent que grâce à des prodiges d'économie, ils ne peuvent jamais se payer des leçons particulières chez les professeurs de l'Université à dix francs le cachet. Troisièmement : un trop grand nombre d'entre eux aiment à entendre Sébastien Faure, Jaurès, Charles Naine, le Dr Alexandre Favre, Herzig, Bertoni et autres *réprouvés* des chapelles dirigeantes.

*
* *

La misère. — Au quartier des Acacias, une jeune fille de dix-huit ans s'est suicidée. L'aînée de quatre enfants, soutien de famille, elle était employée chez un marchand de soieries de la Corraterie, et gagnait 25 francs par mois. Désolée, voyant que malgré tous ses efforts, elle ne pouvait arriver à lutter contre l'implacable destinée, elle a préféré mourir que traîner plus longtemps la chaîne trop lourde de l'adversité. Vingt-cinq francs par mois. Ces cinq écus en disent plus long que tout autre commentaire. Et on ne sait qui l'on doit le plus maudire : d'un état social qui permet de semblables salaires de famine ou d'un patron assez peu scrupuleux pour offrir à une jeune fille de dix-huit ans, un salaire qui ne peut pas seulement suffire à l'entretien d'un enfant en nourrice. La jeune fille était honnête, et préférant la mort au déshonneur et à la misère, elle a acheté un paquet de charbon et s'est... endormie.

(*Le Peuple de Genève.*)

⁂

Une jeune fille de dix-neuf ans, employée place du Port, s'est jetée dans le lac de la jetée des Eaux-Vives. Elle allait disparaître pour la dernière fois dans les flots, lorsque des bateliers purent la retirer.

Séquestration. — Le pasteur Heyer a révélé au public un cas d'internement arbitraire à l'asile des aliénés de Bel-Air. A la suite d'une indisposition qui n'a rien de commun avec la folie, une ancienne maîtresse de piano aurait été arrêtée, transférée à l'asile où, huit jours durant, elle aurait été soumise à la douche obligatoire. Le *Journal de Genève* ayant publié ce qui précède, une... enquête a été ordonnée. Ah! la belle jambe!

⁂

NEUCHATEL. — Le *mouvement antimilitariste* continue. Après le rejet par le peuple de la loi projetée pour museler la presse s'occupant des affaires militaires : 259.325 *oui* contre 115.782 *non*, il est maintenant question de limiter la somme dont pourront disposer les gouvernants pour les dépenses militaires : il est certain que les signatures abondent pour cette « initiative ».

⁂

Charles Naine, après ses trois mois de prison pour refus de service militaire, est venu faire une conférence antimilitariste à Genève. Le succès a été complet. Les refus d'obéissance, jadis si rares, commencent à se compter. Le lieutenant Wille s'est vu refuser obéissance par sa compagnie, parce qu'il a voulu lui faire faire l'exercice après la manœuvre. Aux refus d'obéir s'ajoutent les plaintes portées contre les officiers, que quelques organes enregistrent et commentent. Plainte a été portée contre un officier qui a fait chasser des femmes et des enfants pauvres, venant demander le reste de la soupe des soldats. A Coire, plainte est portée contre le major Traine, qui a donné ordre à un certain nombre de recrues de se faire arracher les dents, etc. Le mouvement se dessine de plus en plus nettement.

Turquie.

MACÉDOINE, 20 *août* 1904. — On commence enfin à voir clair dans le jeu des agents étrangers. Chacun pousse son gouvernement à augmenter le nombre d'officiers de gendarmerie, ce qui mécontente la Turquie et excite les gendarmes indigènes. Pendant que ces étrangers reçoivent régulièrement de gros émoluments, eux, le plus à la peine, ne voient leurs maigres appointements que deux ou trois fois l'an.

Degiorgis pacha l'aurait enfin compris, car on le dit maintenant opposé à cette augmentation d'officiers étrangers. Le bruit court qu'il aurait l'intention de démissionner, mais que son gouvernement l'en empêche de crainte d'une crise.

En attendant, les insurgés font du leur : 450 hommes, sous les ordres de Richtoff, sont prêts à prendre les armes dans le district de Vodena. On prête aux révoltés l'intention de s'en prendre aux agents étrangers pour forcer la main à l'Europe, à intervenir et à régler définitivement la question macédonienne. La Turquie, de son côté, se tient toujours prête à une guerre avec la Bulgarie et la Serbie. Pour s'assurer la neutralité du Monténégro, elle a dépêché au prince Danilo le vali de Santaro d'Albanie avec la promesse secrète d'une compensation sur ses frontières dans le cas où il observera une stricte neutralité dans un conflit de la Porte avec une de ces puissances.

⁂

29 *août* 1904. — La malheureuse question de l'augmentation des officiers de gendarmerie n'est pas encore prête à être résolue. La Porte a carrément avoué son embarras financier et nettement déclaré qu'elle ne peut pas consacrer plus de cinq millions de francs pour le budget des gendarmes. L'Autriche et la Russie ont insisté. Mais la seconde de ces puissances relâchera un peu de son insistance pour reconnaître le service que vient de lui rendre le sultan en permettant le libre passage des Dardanelles aux bateaux de sa flotte volontaire.

Les Albanais, mécontents des réformes, recommencent à faire parler d'eux. Ils se soulèvent partout, assiègent des villes, volent, pillent et massacrent. Les soldats réguliers sont mécontents. Il y a des mois qu'ils n'ont vu de solde. Impôts, dîmes, tout va au palais et est englouti par la camarilla toute-puissante de Yildiz. Que lui importe que la Macédoine soit en révolte, soit appauvrie, ce qu'elle réclame du gouverneur général, c'est de l'argent. Et il lui en faut si l'on songe à ce que coûte l'entretien de ce palais fantastique. Plus de trois mille personnes y prennent place à table chaque jour. Avec les restes on nourrit journellement des bataillons entiers de chiens errants.

X...

⁂

ARMÉNIE. — Les arrestations d'Arméniens continuent toujours. Tous les Européens venant d'Arménie annoncent que la population arménienne s'attend à de nouveaux massacres. A Constantinople, sous prétexte que la police a trouvé une caisse d'explosibles dans une maison arménienne, les Arméniens sont arrêtés en masse. Nul ne s'inquiète de ce qu'il advient de ces malheureux. Il serait cependant très facile à une puissance européenne quelconque d'en demander compte à la police turque, ne fût-ce qu'au nom de l'humanité.

La flotte américaine a quitté Smyrne après avoir obtenu gain de cause. Une citoyenne américaine, dont les biens avaient été détruits par les bandes turques, a obtenu une indemnité de 100.000 francs.

Une fois de plus le monde soi-disant civilisé a étalé sa cupidité au grand jour. Pour obtenir quelques misérables francs on envoie toute une escadre et on n'envoie même pas le moindre petit croiseur sauver des milliers de vies humaines si sauvagement massacrées.

Si; quand les massacres prendront des proportions énormes, on s'empressera de commander de nouveaux cuirassés aux chantiers américains ou européens et la crise sera terminée.

C'est ce que les puissances civilisées appellent avec orgueil « diplomatie ». P'fouï!!!

République Argentine.

BUENOS-AYRES, 3 *août* 1904. — On croit généralement en Europe que la liberté individuelle est chose sacrée dans le nouveau monde, et que le droit de propager ses idées est reconnu par les lois.

Il en fut ainsi pour la République Argentine jusqu'en novembre 1902. L'article 14 de la Constitution nationale de 1853, dit en effet : « Tous les habitants de la nation ont droit d'exercer toute industrie ou commerce licite, de pétitionner aux autorités, d'entrer, de voyager, de quitter le territoire argentin ; de publier ses idées par la presse, sans encourir aucune censure, de disposer de sa propriété, de s'associer en vue de « fins utiles », de professer librement son culte, d'enseigner et d'apprendre. »

C'est avec la promesse d'une aussi large hospitalité que les autorités argentines ont attiré ici plusieurs millions d'immigrants qui ont employé leur intelligence et leurs connaissances à faire de l'Argentine un gros pays d'avenir et de Buenos-Ayres une belle ville moderne : la plus grande des pays latins après Paris.

Le développement du commerce et de l'industrie, la création de la grande propriété, les désirs avoués des employeurs de faire rapidement fortune, ont fait de ce pays-ci, qui eût pu être un petit Eden, grâce à la fertilité du sol et la douceur du climat, un centre d'exploitation à outrance, où la vie est aussi dure et aussi âpre que dans nos métropoles européennes.

La question sociale s'est, à Buenos-Ayres, posée à l'instar des grands centres ouvriers.

Les grèves sont devenues depuis quelques années de plus en plus fréquentes, et l'on peut dire sans aucune exagération, qu'il y a, depuis 1900, une moyenne de 12.000 ouvriers continuellement en grève.

A différentes époques, les grèves partielles ont failli devenir générales, et en 1902 leur caractère nettement révolutionnaire eût donné une grande importance au mouvement si les socialistes atterrés de voir la grève sortir de la légalité, n'eussent abandonné la lutte.

La réaction fut violente, la bourgeoisie affolée de la puissance du prolétariat qui s'avouait et s'imposait si énergiquement recourut aux extrêmes moyens que la peur lui dicta.

Les soldats ivres « travaillèrent » avec un ensemble qui fait honneur à leur discipline. Les salles de réunions envahies, les attroupements dispersés, la Bourse de travail saccagée, les fusillades dans les rues, tout cela fut monnaie courante et ne suffit pas à rassurer les possédants.

Le P. E. (pouvoir exécutif), sur la proposition d'un M. Miguel Cavé, sénateur pour la capitale, mit en vigueur une loi de résidence, loi scélérate qui permettait au P. E. d'arrêter et d'embarquer pour leur pays d'origine les étrangers professant des idées anarchistes, ou prenant part à tout mouvement tendant à troubler l'ordre public.

On fit grand usage de cette loi d'exception ; nombreux furent les camarades expulsés, et la bourgeoisie argentine croyait bien, avec de telles mesures, en finir avec les grèves et l'agitation anarchiste.

Naturellement la propagande continua plus hardie et plus active, et les fauteurs de la loi de résidence, furent stupéfaits, l'année dernière, de se trouver à nouveau avec une grève quasi générale; le mouvement du port fut complètement arrêté, et dans la ville le trafic était nul.

Depuis lors les grèves sont à l'ordre du jour; la semaine dernière, les cordonniers, après soixante-trois jours de lutte, ne pouvant obtenir satisfaction, demandèrent à la « Fédération ouvrière Argentine » de décréter la grève générale. Le moment étant peu propice, l'hiver battant son plein, la proposition a été repoussée; mais pour novembre prochain, il est probable que la grève générale sera résolue.

Bien que l'expérience ait montré au gouvernement que la loi de résidence n'empêchait pas le mouvement anarchiste de prendre toujours plus d'importance, il s'est énergiquement opposé au projet d'abrogation de la loi, présenté par le député socialiste A. Palacio.

Après deux semaines de débats où les représentants du peuple (?) ont fait preuve d'une ignorance crasse et d'une insigne mauvaise foi, la loi a été maintenue et continuera à fonctionner pour la satisfaction des braves bourgeois qui croient avec son application s'assurer une quiétude absolue.

En attendant, l'agitation a repris de plus belle avec ce nouveau coup de fouet. La Fédération ouvrière argentine tient ces jours-ci son quatrième Congrès et prend des résolutions importantes dont je vous parlerai la semaine prochaine.

« La Protesta » maintenant quotidienne, fait d'excellente besogne, et les revues hebdomadaires « Libre Examen » et « Martin Fierro » la secondent parfaitement.

JULES BERTRAND.

Etats-Unis.

Le dernier bilan de la guerre patronale dans le Colorado. — L'annonce d'une convention ouvrière de la « Chicago Federation of Labor » à Victor (Col.), a donné la frousse au gouverneur; il a fait appeler Moyer et Haywood, en leur disant qu'il est prêt à retirer la milice de Cripple Creek si le comité de la « Western Federation of Miners » propose de faire la paix avec les patrons.

Dans le grand « meeting » de sympathie, à Pueblo, Haywood avait expliqué, dans tous ses détails, la manière dont il a envoyé promener le gouverneur, et nous assure que la prétendue paix ne se fera pas et que toute la bande chéquarde peut se fouiller.

Le gouverneur avait fait retirer la milice, et le pays est laissé à la merci des patrons des mines et autres voyous du même acabit.

Les violences et déportations allaient gentiment, les officiers publics s'étant transformés en brigands de grands chemins. L'ex-prévôt de Victor, O'Conell, mis sous caution pour 10.000 dollars, a été jeté par la fenêtre du quatrième étage de son hôtel, à Denver : il était le principal témoin contre les patrons dans l'explosion de l'Independence du samedi 20 août. Quand les ouvriers eurent fini leur travail, trois des grandes mines furent fermées et tous les employés « invités » à faire du trouble à Creek.

On a arrêté les avocats au service de la W. F. of M., trois hommes de haute position et habileté professionnelle, ainsi que trois marchands de Butte, Mont. et 19 autres hommes de situation importante de la ville et sympathiques à la W. F. of M.

Les autorités responsables étaient hors la ville et la « Citizen's Alliance » arrangeait les affaires à son goût brutal et cruel.

Les trois marchands dont les magasins ont été saccagés, et qui ont pour plus de 20.000 fr. de marchandises volées, étaient membres de la firme « Intermountain Mercantile Co. » organisée à Butte, Montana, par les membres de l'union de l'endroit, et de ce fait ils en ont appelé aux autorités de l'Etat de Montana pour protéger leurs intérêts au Colorado; donc, par cette diplomatie, la plainte aura un aspect fédéral et il faudra à la cour suprême de Washington se déclarer pour ou contre le despotisme.

En attendant, on voulait déporter un prêtre méthodiste et sa femme ; mais tous les deux ont déclaré que tout en ne tenant pas à rester à Creek, ils sont prêts, tous les deux, à tuer autant de voyous qui se présenteront devant leur résidence pour violer leur domicile.

Les autorités en ont pris note, et envoyé des gardiens pour protéger le prêtre rebelle et sa femme déterminés à la résistance.

Il a été notifié à l'ex-président Seitz de quitter le district, mais celui ci leur a répondu que lorsqu'on viendrait, il serait prêt. Et lorsque onze de la bande firent leur apparition, Seitz fit feu, blessa grièvement deux des plus riches membres de l' « Alliance ». La bande se retira sans fracas. Les journaux n'ont pas donné les noms des blessés.

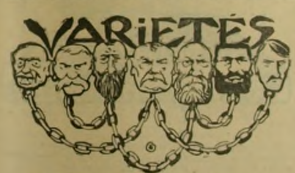
Hier, dimanche, 21 août, quatre Anglais bien armés étaient prêts à défier la bande terroriste. On a demandé aux autorités de les expulser ; ce qui a été fait, mais on n'a pas osé les voler ni les mettre en prison, et on les a expédiés par le premier train.

La fête du travail (Labor Day) aura ici un cachet populaire, parce que les unions ont invité tous les sympathiseurs à prendre part à cette manifestation. Par malheur, on sent, déjà, trop de politique pour arriver à quelque résultat sérieux au profit des producteurs. Il y a une masse de types qui croient que si je parais à la plate-forme, je serai accusé d'anarchisme, malgré le fait que je suis « secrétaire général » du comité d'organisation du « Labor Day ».

C'est le manque de connaissances fondamentales du socialisme qui fait la faiblesse du mouvement. On voit que le gouvernement fait faillite à sa mission et malgré cela les pauvres gens mettent tous leurs espoirs dans les mêmes institutions qui les écrasent. C'est l'éducation qui nous manque.

Pueblo, Aug. 22.

A. KLEMENCIC.



Les Soins à donner au Nourrisson

J'ai indiqué comment l'alimentation du nourrisson devait être réglée pour lui être profitable. Toutes les deux heures, dans le cours de la journée, durant le premier mois, puis toutes les deux heures et demie, enfin toutes les trois heures, il faut et il suffit que l'enfant soit pourvu de sa ration de lait.

En dehors de ces moments, il reste à la personne qui le soigne, bien du temps libre ; car en dehors de l'alimentation convenable, le nourrisson a besoin de fort peu de chose, ou plutôt il a surtout besoin qu'on le laisse tranquille, bien couché, à l'abri du froid, des trop grandes chaleurs, des mouches et moustiques, ainsi que des mauvaises odeurs, dans une atmosphère suffisamment renouvelée.

Mais il n'a nul besoin d'être bercé, porté et agité dans les bras, ou sans cesse changé de place. Tout jeune, il dort dans l'intervalle des tétées. Plus tard, il regarde autour de lui, joue à prendre ses pieds avec ses mains et exerce à la fois ses muscles et son cerveau, pourvu qu'on lui en laisse la liberté.

Mais si l'on a commencé à s'occuper sans cesse de sa petite personne, il exige impérieusement d'être toujours tenu, au grand détriment de son développement et du repos de sa nourrice. Pour faire passer cette mauvaise habitude, si elle a été prise, il suffit d'avoir un peu de patience et du courage et de laisser l'enfant crier seul dans son lit pendant deux ou trois jours. Il ne risque rien à cela. Et cependant combien peu de parents ou de nourrices ont l'énergie de mener à bien cette réforme nécessaire !

Quand, au contraire, l'enfant n'a pas été élevé d'une façon absurde dès le début, le travail qu'il occasionne en dehors de l'alimentation consiste à le tenir propre.

Chaque fois qu'on lui donne de la nourriture, on commence par regarder s'il a sali ses langes, et dans ce cas on les change et on le nettoie.

Il ne faut pas se servir d'une éponge qui bientôt reste imbibée d'urine et de matières fécales, quelque soin qu'on prenne de la nettoyer, et, de plus, essuie fort mal.

Des morceaux de vieux linge de toile font bien mieux l'affaire. Ils ne doivent servir qu'une fois et être aussitôt rincés à l'eau bouillante.

De plus, l'enfant doit être baigné au moins tous les deux ou trois jours, et si possible, tous les jours, hiver comme été.

L'enfant ne risque pas de se refroidir, si le bain est donné dans une pièce suffisamment chauffée et bien close, et la nourrice n'y passera pas beaucoup de temps si elle sait s'y prendre.

Quand l'enfant est bien portant, il est inutile d'ajouter aucun produit à l'eau du bain. Les bains salés doivent être réservés aux enfants débiles ou aux convalescents.

C'est le soir, avant le dernier repas, que le moment du bain est le mieux choisi pour la nourrice comme pour l'enfant.

Pendant l'été, on expose au soleil, durant tout le temps dont on en jouit, la baignoire de l'enfant remplie d'eau. Le soir, cette eau est déjà dégourdie ou même tiède. Il suffira d'une bouillotte d'eau bouillante pour la mettre à bonne température, ce qu'on apprécie très suffisamment à la main, sans qu'il soit nécessaire d'avoir un thermomètre de bains.

L'hiver, il est facile d'avoir de l'eau chaude, en utilisant le feu du poêle ou du fourneau. A défaut de baignoire spéciale pour enfant, un bain de pieds, une grande bassine, un baquet en bois peuvent aussi bien en remplir le rôle, pourvu qu'ils soient propres.

La nourrice prépare donc le bain tout en apprêtant son dîner, ce qui lui évite d'allumer du feu pour un unique usage, et le bain pris le soir procurera un sommeil plus calme à l'enfant. Enfin, en le sortant du bain, au lieu de rhabiller l'enfant, on le couchera et on lui donnera aussitôt dans son lit son dernier repas de la journée.

La durée du bain doit être de dix à quinze minutes. La plupart des enfants s'y plaisent, rient et jouent dans l'eau : on peut y laisser ceux-là un peu plus longtemps. Quelques-uns prennent toujours leur bain avec des cris ; pour ceux-là on donnera le bain un peu plus court et plus chaud.

Il est inutile de frictionner vivement les enfants au sortir du bain ; mais il est indispensable de les sécher rapidement et d'éviter à ce moment qu'on ouvre une porte dans la pièce.

Toutes ces conditions sont très aisées à remplir quand l'appartement est bien compris, quand la cuisine est bien chauffée et bien close, de façon qu'auprès du fourneau, dans un coin à l'abri des courants d'air, la nourrice puisse, sans danger, déshabiller et essuyer l'enfant.

Mais un grand nombre de petits logements sont distribués d'une façon si incommode, qu'on ne saurait trouver dans une pièce chauffée, un seul coin abrité de l'air froid du dehors.

On peut, jusqu'à un certain point, remédier à cet inconvénient avec un paravent aussi simple que possible, garantissant uniquement la personne assise.

Quand on a plusieurs enfants d'âges peu différents, il n'y a aucun inconvénient à les baigner ensemble, à condition qu'aucun d'eux ne soit malade.

On voit donc que les soins à donner aux nourrissons occupent, dans l'espace de vingt-quatre heures, le temps de la personne qui les soigne de la façon suivante :

Durant la nuit, une demi-heure consacrée à préparer et à donner le lait, si l'enfant est nourri au lait animal ; un quart d'heure pour le faire téter, s'il est nourri au sein.

Dans le jour, un quart d'heure toutes les deux à trois heures, pour donner à boire à l'enfant après l'avoir nettoyé, et une demi-heure en plus le soir pour le baigner.

Et c'est tout, quand il s'agit d'enfants bien portants.

C'est encore trop pour les mères obligées de gagner leur vie au dehors.

A moins que ces mères ne puissent trouver à proximité de leur travail un local convenable, ou laisser reposer leurs enfants en leur donnant aux intervalles voulus les soins nécessaires du matin au soir, seule solution immédiatement réalisable à laquelle je sois toujours forcé d'aboutir.

Dr E. D.



Malgré la suppression d'un supplément, le mois se solde par un déficit de 250 francs. Fort probablement, le mois actuel il en sera de même. — C'est peu, si on met en regard les frais nouveaux que nous a amenés la transformation du journal — d'autant plus que la liste de nos abonnés s'accroît un peu tous les jours. Mais pour que l'augmentation soit suffisante, cela demandera encore des mois et des mois. Je crois donc bon de publier l'extrait de lettre ci-dessous, pour les moyens que propose le signataire pour activer la diffusion et du journal et de l'idée.

J. G.

... Pour le journal il faut que ça marche, malgré tout. Il est impossible de le voir toujours s'appuyer sur des béquilles. Nous devrions avoir honte d'une tenue pareille, nous tous qui nous y intéressons. Il vous faut, me dites-vous, 1000 numéros de plus à la vente. Et d'abonnements équivalents. Combien ? Il ne faut pas tâtonner et malgré la noblesse du but que votre petite feuille poursuit, il y a un côté matériel purement commercial qu'il est indispensable d'assurer tout d'abord. Nos amis ne doivent pas l'oublier, car au lieu d'user nos efforts sur la pierre de touche de l'argent, il faut absolument libérer nos mouvements de cette servitude qui prend aux meilleurs le meilleur de leur temps.

N'attendons pas octobre. Le temps marche et les événements se précipitent.

Ne pouvant en ce moment vous aider comme il le faudrait, je propose aux camarades qui se sont intéressés à l'existence du journal, de continuer les petits ou grands sacrifices qu'ils ont faits en s'engageant chacun en particulier et ce, à dater de ce jour, pour une période d'un mois — ce sera suffisant si l'effort est général :

1° A prendre *au moins* un abonnement d'un an, lequel sera servi à une personne sympathique à la cause. Je crois qu'il est toujours bon de travailler en dehors de nos amis, cela ne peut qu'en agrandir le cercle. Il est bien entendu que ce minimum n'est pas limitatif.

Ou bien :

2° A acheter à différents kiosques ou marchands quelques exemplaires que l'on distribuerait ou expé-

dierait à des personnes à même de les lire avec fruit.

Plus le journal sera connu, plus il sera lu et plus sa vitalité s'affirmera par une recrudescence de vente, soit au numéro, soit à l'abonnement.

Il y a pas mal de groupes syndicaux qui ignorent l'existence même du journal. Les efforts de ce côté ne peuvent demeurer infructueux et les syndicats seraient fort heureux de recevoir à titre gracieux notre petite feuille. Beaucoup de leurs membres l'achèteraient par la suite. Il ne serait pas mauvais, du reste, au point de vue de l'intégralité du but que nous poursuivons, d'employer cette tactique.

Ainsi donc, n'attendons pas. Attendre c'est reculer. Et les *Temps Nouveaux* nous poussent en avant!... Impossible de ne pas marcher avec eux.

Je m'inscris donc pour *deux abonnements d'un an* dont je gratifierai deux groupements de notre ville, que je vous désignerai ultérieurement. Quant aux journaux au numéro, j'en fais mon affaire. Et que chacun trace comme moi son petit cercle. Ce faisant, nous supprimerons une fois pour toutes le *Retour à la ritournelle*! X...

A ces moyens excellents, je propose en outre l'envoi aux bibliothèques municipales, d'U. P. ou de syndicats, de collections d'années du journal, de volumes ou de brochures.

Ainsi, nous avons en vente en ce moment, les années 5, 6, 7 et 8 que nous laissons à raison de 5 francs.

Il y a *Guerre-Militarisme, Patriotisme et Colonisation* que leur couverture défraîchie nous force à vendre au rabais, franco 1 fr. 60, et qui sont de très beaux cadeaux à faire à des bibliothèques.

Nous avons nos lithographies vendues franco 1 fr. 40 au lieu de 5 et 10 francs, chez les marchands d'estampes, qui orneraient joliment les salles d'U. P.

En même temps que cela ferait de la propagande — au lieu de rester inerte dans nos bureaux, — cela nous aiderait à traverser la période difficile, et permettrait de mettre sur pied le troisième volume de l'édition que je ne peux faire imprimer tant que je n'aurai pas fini de solder l'impression du second, dont il reste encore 1.500 francs à payer. J. G.

-•- Il nous manque toujours les numéros 4, 6, 7, 9 et 11 des *Cahiers de la Quinzaine*. Envoyer les propositions.

-•- Les camarades se rendant au Congrès de la Libre Pensée, qui s'ouvrira à Rome le 20 septembre, sont invités à écrire à notre ami Luigi Fabbri (Casella postale 142, Rome), afin de s'entendre sur leur participation au congrès.

-•- Roubaix. — Les camarades ayant monté un matériel d'imprimerie, où le travail s'accomplit par la bonne volonté de ceux qui disposent de temps après leur journée, cela leur a permis d'éditer différentes brochures, et une petite feuille qui a été distribuée gratuitement.

Pour le présent, ils voudraient réunir en brochure une série d'articles parus autrefois, dans le *Batailleur* de Roubaix, sous le titre: *Ce que veulent les anarchistes*. Mais il faudrait liquider quelques-unes des brochures qui leur restent: *Secondes déclarations d'Etiévant*, 5 francs le 100; *La Peste religieuse*, 2 fr. le 100; *L'homme a-t-il une âme?* 1 fr. 50 le 100, franc de port au-dessus de 300.

Ecrire au camarade Potteau, Palais du Travail, 8, rue du Pile.

-•- Saint-Nazaire. — Le *Groupe libertaire*, constitué en section de l'A. I. A., invite tous les révolutionnaires conscients, les antimilitaristes sincères, sans distinction d'école, — partisans non de réformer l'armée, mais de la détruire, — à se solidariser avec eux, afin de lutter efficacement contre le fléau commun: — le militarisme.

-•- Toulon. — **Jeunesse Syndicale.** — Il est rappelé aux camarades que les réunions du groupe seront reprises dorénavant le 5 et le 20 de chaque mois. Les camarades qui ont des livres de la bibliothèque en lecture depuis quelque temps sont priés de les rapporter, d'autres désirant en faire la lecture. Les groupes qui ont reçu la circulaire au sujet des chansons sont priés de donner une réponse au plus tôt.

Adresser toutes les communications à Layet Marius, 2, rue Beaunier, Toulon.

Il nous est rentré des exemplaires défraîchis des deux volumes non illustrés de *Guerre-Militarisme* et *Patriotisme et Colonisation*. A titre de propagande et aussi pour payer l'imprimeur, nous laisserons chaque volume à 1 fr. 60 franco. Les deux ensemble, en gare, 2 fr. 60.



-•- **Causeries populaires du XI°**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 14 septembre, à 8 h. 1/2, causerie par Duchmann sur le Féminisme.

-•- **Causeries populaires du XVIII°**, 30, rue Muller. — Lundi 12 septembre, à 8 h. 1/2, causerie par Libertad sur les déviations anarchistes.

-•- **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (50, avenue de Saint-Ouen). — Vendredi 9 : Raoul Trichet, L'Assistance *Publique* : Secours à domicile. — Mercredi 14 : Marchal, *L'Oreste* d'Eschyle. — Vendredi 16 : Miguel Almereyda, Insurrection et Révolution.

-•- **Jeunesse Syndicaliste de Paris**, siège social : 1 *bis*, boulevard Magenta. — Lundi 12 septembre 1904, à 8 heures 1/2 précises du soir, salle du Bois (côté droit), Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau (10°), causerie par le camarade Frimat, sujet traité : Syndicalisme et Antimilitarisme.

-•- Saint-Ouen. — **Libertaires.** — Samedi 10 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Gambrinus, 16, avenue des Batignolles, causerie par le camarade Poullot sur : Le problème de la population.

-•- **A. I. A. T.** (Section de Puteaux-Suresnes). — Vendredi 9 septembre, à 8 h. 1/2, Restaurant Coopératif, rue Mars-et-Roty, conférence par Méric et Duchmann. — Présence indispensable de tous les camarades.

-•- **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs**, Comité national de France. — Jeudi, 15 septembre, à 8 heures et demie du soir, salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton, 28, rue Serpente :

Grand meeting inaugural avec le concours de divers orateurs : *L'Internationale Antimilitariste*, son origine, son rôle, son action.

Entrée : 0 fr. 50.

-•- **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs** (Section du 17° arrondissement). — Samedi, 17 septembre, à 8 heures et demie du soir, aux salons Ludo, avenue de Clichy (Entrée, 9, rue St-Jean) :

Grand meeting public avec le concours de divers orateurs : *L'Internationale Antimilitariste*, son origine, son action.

Entrée : 0 fr. 50.

-•- **Groupe de l'Internationale Antimilitariste de Paris** (Section du 20° arrondissement). — Lundi prochain, 12 courant, salle Lafon, à 8 h. 1/2, rue Ménilmontant, 50, conférence par un membre du comité de l'Internationale.

-•- Alais. — **Réunion de la section de l'A. I. A.**, dimanche 18, au local habituel. Questions importantes.

-•- Chalon. — Réunion du Groupe antimilitariste international, le samedi 10 courant, à 8 heures du soir, salle Jeandot, rue d'Autun.

-•- Lyon. — **Travailleurs du cuivre.** — Conférence à la Bourse du Travail sur l'antimilitarisme international.

-•- Lyon. — **Jeunesse Libertaire.** — Réunion du groupe, dimanche 11 septembre, à 8 heures, au siège, rue Passet, 13.

-•- **Internationale Antimilitariste** (Section de Marseille). — Samedi 10 courant, à 9 heures du soir, grande réunion chez Frédéric, rue d'Aubagne, 11. Un militant fera une causerie sur : *Le Rôle des Sections dans l'A. I. A.*

-•- Toulon. — **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs.** — Mardi 13 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la *Jeunesse Syndicale*, 100, cours Lafayette, le camarade Jean Marestan fera une causerie sur *La Nouvelle Internationale*. Sitôt après, le comité sera constitué.

VIENT DE PARAITRE

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.

AVIS

Le Livre d'Or des officiers français, par Chapoutot, franco, 2 fr. 75.

Ce volume, tout de documentation, se recommande spécialement aux souscripteurs de *Guerre-Militarisme* et de *Patriotisme-Colonisation*. Il les complète, car ce sont les militaires qui parlent.

Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave, franco 2 francs.

Les véritables scènes ayant refusé cette pièce, peut-être aura-t-elle plus de chance chez les artistes-amateurs des Bourses du travail et des U. P.

L'imprimeur vient de nous livrer les épreuves d'une lithographie de Willette, portant pour épigraphe le vers connu de Racine : *Sa bonté s'étend sur toute la nature.*

Il en a été fait trois tirages; un sur papier blanc, vendu franco 1.40
Un deuxième sur Chine .... 2 »
Et un tirage d'amateur Chine sur velin .... 5 »

Dans nos cartes postales, série des lithos, nous en avons six nouvelles : *Capitalisme*, de Comin'Ache; — *L'Errant*, de X.; — *Les Défricheurs*, d'Agar; — *Les Sans gîte*, de C. Pissarro; — *Le Dernier Gîte du trimardeur*, de Daumont — et le *Frontispice* de Roubille.

En vente, franco, les six 0.60

Nous rappelons que nous avons fait faire un tirage sanguine à part, sur papier fort, de notre affiche dessinée par Léomin.

Elle est laissée à 2 francs l'exemplaire.



H. M., à Bruxelles. — Merci du renseignement.

? — Reçu le numéro de la *Dépêche*. Mais l'article de Maret ne respire pas plus de conviction que ceux auxquels il reproche d'en manquer.

E., à Alexandrie. — Le mandat paie l'abonnement jusqu'à fin septembre.

R., à Nîmes. — Dans ces conditions, il est mieux de laisser cela de côté.

V. H. — Je puis envoyer le nombre que vous désirez. 1 fr. 95 les 26.

J. C., à Marseille. — Le colis a été expédié, à domicile, le vendredi 2.

Paris à Morat. — Numéro réexpédié. Réclamez à nouveau à la poste.

A. C. da S., à Porto. — La lettre a été remise à l'*Espagne Inquisitoriale*.

C. B., Semeurs. — Reçu. Merci.

P. R., à Tenès. — Envoyez l'abonn. Cela ira bien comme cela.

? — L'article du *Progrès de la C.-d'O.* est plaisant, mais pas méchant.

E. T. — Reçu dessins. Merci. Je mets en réserve; car les titres, nous ne pouvons les changer souvent. — Seulement les dessins à l'intérieur des pages.

V., au collet de Dèze. — Non; de la *Révolte* nous n'avons que des collections à 150 fr. — La neuvième année des *Temps Nouveaux*, 7 fr. franco.

M. M., à Dijon. — Et les 3 fr. du volume?

Reçu pour le journal : C. P., à La Machine, 1 fr. 80. — M. V., à Paris, 2 fr. — De la part de Clerc et de L. Rochas, 25 fr. — E. D., à Lyon, 10 fr. — Le Falot Troyen, 1 fr. — C. da C., à Blumeneau, 17 fr. — L'Anarchie, c'est l'avenir de l'humanité, 2 fr. — X. Y., 1 fr. — J., à Saint-Etienne, 2 fr. 10. — Merci à tous.

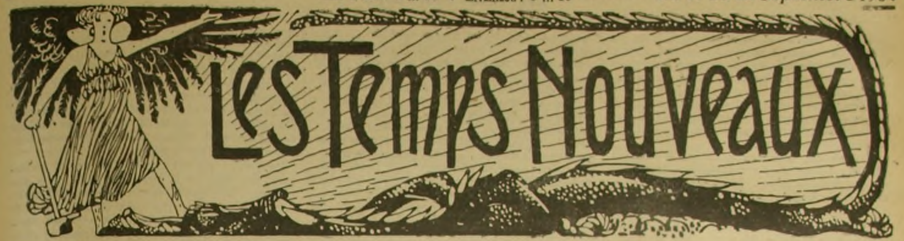
Reçu pour Pivoteau : A. J. A. d'Alais par B., 1 fr. 25. — Clerc et Rochas, 25 fr.

A., à Orléans. — E. S., à St-Yrieix. — D., à Cussy. — B., à St-Chamond. — V., à Molfetta. — C., à Orthez. — A. A., à Aumale. — R. R., à Barcelone. — G., à la Bridoire. — D., à Lyon. — J. N., à Buzeu. — A. L. — D. A., à Harnes. — A. L., à Cécil. — G. V., à Berne. — D., à Grenoble. — V., au Collet de Dèze. — R., à Cholet. — B., à Chinon. P. La Chap. Herl. — W., Chaux-de-Fonds. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 20 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ❖ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 17 au 23 Septembre 1904



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e



SOMMAIRE

LA FORCE DES SYNDICATS

Il est extrêmement important, à mon avis, de revenir sur cette grève des inscrits maritimes de Marseille. Et il importe d'en parler encore pour réduire au silence, par son exemple, les détracteurs de l'action syndicale.

Les politiciens, vexés de voir, depuis plusieurs années, l'action syndicale s'écarter d'eux et de leur tactique de dupes, nient, à qui veut les entendre, son efficacité, ne lui prédisent que déceptions amères et « réveils douloureux ».

Bien plus sûre, affirment-ils, serait l'action politique imposant par la voie législative aux patrons les revendications légitimes des travailleurs.

Et depuis des années et des années, on attend que la « voie législative » impose la journée de huit heures, un minimum de salaires, et une foule d'autres revendications dont l'action syndicale a, dans maints endroits, assuré le succès définitif.

Des expériences réitérées nous permettent d'assurer que quand elle se décidera, cette « voie législative », à se mettre en branle, il y aura belle lurette que sa « décevante » concurrente aura déblayé le terrain, et il ne lui restera plus qu'à sanctionner — en s'efforçant d'en amoindrir la portée — les résultats acquis.

Timide et temporisatrice, elle est sans conteste absolument inapte à faire triompher par elle-même une revendication ouvrière de quelque importance.

D'ailleurs, pour vous en assurer, voyez quelles sont les revendications présentes des grévistes de Marseille :

1° Liste d'embauchage dressée par eux et imposée aux entrepreneurs qui ne devront pas s'en départir. Ordre d'inscription fixant le tour de rôle de chacun et établissant un roulement rigoureux en cas de chômage.

2° Nomination de délégués qui, munis de la carte du syndicat, iront sur les chantiers s'assurer que les choses s'y exécutent conformément à ces prescriptions.

Quel parlementaire, je le demande, aurait l'audace de les porter à la tribune de la Chambre et d'en réclamer la sanction législative ? Quel parlementaire aurait le courage de braver les huées de toute une chambre de bourgeois en venant demander que la loi établisse et impose le contrôle du travail sur les chantiers et dans les usines par les travailleurs eux-mêmes ? Ne craindrait-il pas d'être taxé d'outrance, de paraître faire maladroitement, impolitiquement de la « surenchère » ? Cette surenchère qu'on nous représente comme la pire des maladresses susceptible de faire échouer en bloc toutes revendications même modérées !

Eh bien! cette surenchère, les dockers de Marseille n'ont pas craint de la formuler, et l'on demeure vraiment ému d'une joie réconfortante à cette constatation. Il se trouve donc quelque part des travailleurs ayant acquis une telle conscience de leur dignité et de leurs droits qu'ils revendiquent, comme une attribution leur revenant, l'organisation du travail dans leurs propres ateliers ? Il y a donc quelque part des travailleurs suffisamment libérés de la tare de servilisme qui marque l'immense majorité de leurs frères, pour ne plus se considérer comme les obligés, les inférieurs hiérarchiques du patron et pour oser à tel point traiter avec lui d'égal à égal ?

Quel exemple pour la masse courbée, déférente et veule, pour qui, au fond, quelque forfanterie que parfois elle affecte, le patron est toujours le maître, le seigneur qui intimide et devant qui l'on parle chapeau bas et en baissant le ton !

Quelle action législative serait capable d'épanouir un aussi haut sentiment de fierté et une mentalité si consciente ?

De tels hommes, est-ce le vote, sont-ce les réunions électorales et les boniments de candidats qui les ont façonnés ? N'est-ce pas au contraire cette action syndicale si décriée ? Toujours tenus en éveil par une lutte incessante, entraînés à la résistance directe aux fantaisies patronales, c'est dans cette résistance directe — que l'action législative eût engourdie — qu'ils ont acquis cette trempe de caractère et cette sûreté de soi-même.

Si les patrons paient, disent les dockers, nous, nous travaillons, c'est nous qui fournissons notre effort, qui exposons notre vie, qui sacrifions chaque jour une parcelle de notre existence pour assurer des profits à des oisifs. N'est-il pas de la première équité que ce soit nous qui réglions les conditions dans lesquelles nous opérerons ce sacrifice ?

Et, bien pénétrés de la validité de ce droit, ils prétendent l'exercer.

Les gens de « bon sens », pour qui le bon sens consiste à ne réparer les injustices que partiellement et après les plus longues tergiversations, protestent. C'est trop leur faire avaler d'un coup. Et, reprochant aux ouvriers de Marseille d'intolérables exigences, ils agitent une fois de plus le spectre patriotique : « Ces exagérations coupables vont amener la ruine de notre grande ville commerçante ; l'étranger seul en profitera, et déjà le port voisin de Gênes... » etc.

Air connu. Et s'il était vrai que la question patriotique pût être prise en considération, pourquoi seraient-ce les ouvriers qui devraient y sacrifier leurs intérêts ? Que MM. les patrons donnent l'exemple de ce patriotisme qu'ils préconisent avec tant de trémolos ! C'est bien leur tour !

Mais là n'est pas la question. Ce qu'il importe de mettre en lumière et d'offrir comme un haut exemple à la masse ouvrière, c'est l'outrance apparente des revendications for-

mulées — outrance qui, à nos yeux, n'est que l'*a b c* des droits à acquérir ; et c'est surtout le degré de confiance en soi, en sa propre force qu'implique l'expression de telles revendications.

C'est encore l'impuissance dans laquelle eût été et sera toujours l'action législative à former de telles énergies que l'action directe tout naturellement épanouit.

Sans doute, cette action directe n'assurera pas du premier coup intégralement le succès de ces revendications. Mais il suffit qu'elles aient été formulées pour montrer que ces travailleurs se sentent la force de les faire triompher tôt ou tard.

Et c'est là le principal.

André Girard.

La Mère pratique

Dans l'espoir de trouver une femme, ayant à lui apporter en dot un capital au moins égal à celui que représentent — au taux légal de 2 1/2 0/0 — ses appointements mesquins de rond-de-cuir, mon ami Jacques Loriot fréquente assidument chez sa tante qui a deux de ses trois filles à marier. Henriette, Pauline et Marie — Marie la plus jeune, encore impubère — constituent un trio de perfection bourgeoise. Une éducation modérément catholique a aidé au développement de leurs bons instincts ; elles vouent obéissance et respect aux lois morales de la famille : *Tes père et mère honoreras*..... seulement, la déchéance du père — Mme Loriot est divorcée — leur a fait retrancher un mot à la formule du décalogue.

Chacune de ces trois vierges, par des fonctions diverses, contribue au bien-être de la maison, bien-être qui est, à vrai dire, celui de Mme Loriot (la grosse dame vit, au milieu de ses filles, comme une reine, dans une colonie d'abeilles ; à elle de se lever tard, d'engraisser, de manger les meilleurs morceaux et de faire l'amour). Henriette, l'aînée, demeure au logis où elle vaque aux soins de cuisine et de propreté. Les intimes savent, en effet, que Mme Loriot n'a pas de domestique ; une femme de ménage vient, trois fois par semaine, « abattre le gros ouvrage » ; quant à l'homme grave, aux favoris somptueux, qui tient le vestiaire dans une antichambre, aux jours de réception, il n'est que le concierge de l'immeuble — un ancien maître d'hôtel, maintenant déchu — que Mme Loriot gratifie en l'occurrence, d'une pièce de quarante sous, sans tenir compte, dit-elle des bénéfices qu'il peut se faire, par surcroît, selon la générosité plus ou moins grande, des pourboires des invités. Cette Henriette, avec ses vingt-quatre ans séchés sur tige, sans agrément ni laideur, a l'air niaisement triste des victimes volontaires ; elle parle peu, rit moins encore, ne chantonne jamais et ne met le nez que dans les livres de piété ou de cuisine. Elle apprend l'art de sauver son âme et d'accommoder les plats, pendant ses rares heures de loisir. Quand on rend visite à Mme Loriot, on la trouve toujours assise, auprès de la fenêtre dont elle a levé le rideau, pour jouir de toute la lumière obscure de la cour. Elle coud ; soit qu'elle mette des pièces aux chemises de nuit de sa mère ou de ses sœurs, voire aux siennes ; soit qu'elle remplace par un volant neuf, l'humble et chaste volant festonné des culottes usagées de la communauté ; soit encore qu'elle brode un chemin de table qui lui sera payé cent sous ; soit enfin qu'elle confectionne une paire de robes — les robes des sœurs se doivent d'être semblables, pour ne point exciter la jalousie — ou qu'elle rajeunisse la forme d'un chapeau, avec de la garniture nouvelle. Le matin, levée dès cinq heures en été, dès six heures en hiver — militairement — elle trotte à travers l'appartement empuanti par les respirations de la nuit, en camisole douteuse, en jupon lâche, sommairement ablutionnée, avec des coins de chair encore saturés des sueurs du sommeil, les cheveux enclos dans un foulard, pour les garantir de la poussière que son balai soulève. Elle aère les pièces ; celles, d'abord, où ne sont ni sa mère ni ses sœurs, la cuisine, la salle à manger, le salon, sa propre chambre ; elle décroche la boîte à lait du bouton de la porte, sur le palier ; prépare les déjeuners, fait hoqueter le tuyau de l'évier, pique des petits carrés de papier frais dans les lieux, soulève le clapet, sur les mystérieuses profondeurs de la tinette, vide les eaux grasses et le pipi de la cadette et de la benjamine, enfin parties, l'une à son magasin, l'autre à l'achat des deux croissants nécessaires à contenter la gourmandise de Mme Loriot qu'on viendra réveiller sur les neuf heures et demie, avec un grand bol de chocolat parfumé.

On ne donne, à la blanchisseuse, ni les bas, ni les mouchoirs ; à Henriette de tremper les uns et de repasser les autres ; ses pauvres mains sont rouges et, l'hiver, toutes crevassées d'engelures... Des trois filles, Henriette est, à coup sûr, la plus malheureuse ; c'est aussi la plus douce, la plus passive et « la plus raisonnable », comme le déclare sa mère qui sait rendre justice au mérite : « Elle ne m'a jamais donné que de la satisfaction », dit-elle encore avec cynisme. De telles phrases, souvent répétées en public, flattent la vanité domestique de la jeune fille et la maintiennent dans le droit chemin ; c'est quasiment le ruban violet que la république de Mme Loriot attache sur la poitrine plate de ce fonctionnaire en jupons. De la cadette, Pauline, au caractère plus ferme et plus avisé, Mme Loriot a dû faire une employée modiste. Celle-ci qui a la frimousse joliment chiffonnée, n'eût certainement pas consenti à remplir l'office de servante au logis. En pension, elle manifestait déjà des velléités de révolte. De bonne heure elle se révéla personnelle et prétentieuse. Il lui faut se faire valoir, quelque part qu'elle soit, *parader*, selon sa mère, qui n'a pas une très flatteuse opinion de son intelligence, et qui l'a prudemment mis en garde contre « les gaffes » qu'elle pourrait commettre, ce qui veut dire contre les divulgations qu'elle pourrait faire, car la perspicacité des filles hostiles est redoutable...

— « Pauline, me disait un jour Mme Loriot, représente le parti militaire de ma république, belliqueux et fat, à tendances oligarchiques. J'en ai peur et m'en dois servir ; elle est grièvе et indispensable ; il en faut user avec d'infinies précautions ; la flatter, tout en l'exploitant. Je ne me risquerais pas à la sermonner en public, cette pimbêche, aussitôt, m'invectiverait, me jetterait au nez les pires calomnies. Je me souviens d'inénarrables prises de becs que nous eûmes entre sa quinzième et sa seizième année ; elle me reprocha des amants, oui, Monsieur, cela vous étonne, *des* amants, à moi, sa mère !... Je la séquestrai dans un couvent ; les bonnes sœurs me l'ont rendue moins effrontée mais non moins hargneuse et, j'en ai peur, plus duplice... Aujourd'hui je l'envoie donc en expéditions ; ses mains patriciennes se flattent de ne pas toucher au fond des casseroles ; elle dépense son ardeur hors de chez moi à son magasin, en des discussions politiques et sentimentales (ces demoiselles ont leur opinion sur les débats parlementaires et le mouvement d'émancipation féminine), mais surtout en des travaux qui me rapportent.

Des cent vingt francs qu'elle gagne par mois, j'ai l'air de lui faire une grande faveur en lui laissant trente-cinq francs pour ses menus plaisirs. En réalité, de ces trente-cinq francs, il faut au moins en soustraire dix que je lui devrais donner pour ses omnibus ou son *métro*.

L'esprit des corps sociaux est ainsi fait : il nous est reconnaissant de la fraction dont nous paraissons le gratifier sur l'intégralité du bien que nous lui dérobons, en vertu de droits depuis si longtemps admis qu'ils semblent naturels. Vis-à-vis de l'aînée, Henriette, que ces trente-cinq francs pourraient rendre jalouse, je fais valoir les avantages de n'être au service de personne... d'étranger ; de demeurer au logis ; de ne point être obligée l'hiver de partir par les rues glacées, où, sinistrement, la lueur des becs de gaz tache de vagues nébuleuses la profondeur du brouillard malsain.

Henriette, qui est timide, frileuse et sédentaire, me voue de la gratitude pour cette distinction, alors que je lui ai seulement departi, comme à la cadette, qui aime le mouvement et la rue, des fonctions en rapport avec ses aptitudes... Et je n'appréhende nullement d'avoir un jour à déplorer la perte de l'honneur de Pauline — car, pour Henriette, je la surveille de trop près, je lui donne trop de fatigues et je l'ai trop bourrée de préjugés, pour redouter d'elle une faiblesse irréparable ; son puritanisme outrepasse même les lois rigides que prescrivirent les codes bourgeois et religieux ; je l'ai dégoûtée des hommes par la lecture des livres de votre cher Zola. Les romans l'exaspèrent ; elle n'admet que l'estime et l'amitié ; non l'amour... il faut entendre avec quelle intonation méprisante elle dit : « les femmes de mauvaise vie » pour se rassurer à jamais sur sa destinée. Cette fille-là s'achèterait des ceintures de chasteté, si je la laissais faire... elle effarouche les plus bienveillants prétendants et je la vois encore à quarante ans, confite dans sa virginité. Pour en revenir à Pauline, son orgueil sera sa meilleure sauvegarde. Elle veut un établissement enviable et la considération du monde. Elle a trop peur du ridicule de l'abandon et de la déchéance de la fille-mère, pour se compromettre par d'illégales jouissances sexuelles, malgré son vif tempérament. Elle veut être dame et dame fortunée ; noble — pourquoi pas ? — (elle apprend la science héraldique...) Il lui faudra un époux chic, qui l'entourera de soins dévotieux. Tous les matins, elle voyage avec une certaine Berthe Morand, de qui une proche parente tient la maison de modes où ma fille travaille. Pauline envie cette demoiselle, toujours élégamment mise, qui prend des congés à son gré, les jours de solennités mondaines et qui disparaît deux mois, tous les ans, pour aller aux eaux. Pauline ne veut pas moins faire qu'elle ; son exemple la rend bilieuse ; comme elle étudie des sonates au piano — ah ! les sonates de Pauline, mais il faut savoir faire des sacrifices... — elle peint des éventails à la gouache et apprend l'anglais ; comme elle, elle épousera un garçon riche ; ce n'est pas moi qui l'en dissuaderai... Vous me demandiez pourquoi, puisque je cherche une femme à mon neveu Jacques, je ne lui donnerais pas l'une de mes vierges ? Ah ! Monsieur, quelle folie ! Je suis la seule mère que je connaisse, qui ne soit pas obsédée de l'idée de caser ses filles. Je suis trop heureuse de les avoir, jamais je n'ai tant fait de lard que depuis qu'elles sont adultes... Mais, d'abord, qui d'Henriette ou de Pauline voudrait de Jacques ? Il répugne à Henriette pour son athéisme : Henriette ne pas se marier à l'église ! elle en mourrait... Pauline n'abaisserait point les yeux sur un rond-de-cuir qui gagne dix-huit cents francs par an, et porte des faux-cols en celluloïde, les jours de semaine... Ainsi, pour mon bien-être, je garderai mes deux filles, je les garderai par l'excès même de leurs prétentions, elles seront au-dessus de l'époux qui leur tendra la main, il passera sans les atteindre...

— « Et Marie ? demandai-je.

— « Elle a quatorze ans à peine, je puis attendre. Déjà pourtant je l'oriente vers la voie que je la verrai suivre à son tour, toujours dans le but de complaire à mon égoïsme sage, nullement néfaste à des filles que j'aime mais qui se doivent, consciemment ou pas, de me rendre avec usure ce que je leur donnai de soins durant leur enfance. Je ferai de Marie une institutrice ; son esprit, propice au travail impersonnel que

réclame l'éducation, selon les programmes universitaires est de plus servi par une grande mémoire. Il y a trois ans, elle a brillamment acquis le certificat d'études primaires, et elle est en mesure d'attraper le brevet simple, en juin prochain. Je préside à l'élaboration de ses devoirs du soir, et je complète ainsi mon instruction rudimentaire... J'ai appris, grâce à cette gamine, des règles de participe qui, jusqu'à ce jour m'étaient demeurées inconnues.. De mes trois filles, celle-ci promet d'être la moins jolie; elle a le front proéminent, les yeux petits et un peu loucheurs, les lèvres lippues : elle réalisera le bas-bleu exécrable, la vieille fille qui n'est violée que dans les romans grivois de Paul de Kock, un auteur que j'ai beaucoup lu en cachette, quand j'avais seize ans », ajouta la dame, comme entre parenthèse et avec un engageant sourire.

Je sortis de ma poche un petit volume de la Bibliothèque nationale que je venais d'acheter, et j'y lus à haute voix ces lignes : « *Les parents n'aiment pas leurs enfants, ils les caressent et ils les gâtent; ce qu'ils aiment en eux, ce sont les agents de leurs volontés, les instruments de leur pouvoir, les trophées de leur vanité, les hochets de leur oisiveté; ce n'est pas tant l'utilité des enfants qu'ils se proposent, que leur soumission, leur obéissance; et si parmi les enfants on compte tant de bienfaités ingrats, c'est que parmi les parents il y a autant de bienfaiteurs despotes et ignorants.* » Voilà, soulignai-je, comment s'exprime Volney, l'auteur des *Ruines* et de *la Loi naturelle*, un philosophe, que votre fille Marie n'étudiera certainement pas.

— « Et elle aura raison, repartit Mme Loriot, car il exagère, et vous êtes très insolent de me répondre par sa voix. Je ne sacrifie pas ma fille. Il faut qu'elle cumule les sciences et les philosophies orthodoxes, c'est dans ses goûts ; je ne la contrarie donc nullement, j'utilise seulement, comme je fais pour les autres, ses aptitudes et son tempérament. Si les gouvernements procédaient comme moi, ils feraient les peuples heureux sans avoir à se tourmenter d'utopies. J'ai réalisé une république avec ses trois éléments essentiels : Henriette représente le plébéien travailleur; Pauline le patricien belliqueux; Marie le philosophe et le pédagogue. Par-dessus tout cela une souveraineté prétorienne domine, forte de préjugés, que j'incarne. Je suis heureuse et vénérée; je livre ma politique à vos méditations libertaires. »

John L. Charpentier.

Nous avons reçu une réponse à l'article de Cornellissen, signée Francis. Nous la donnerons dans le prochain numéro, avec la réplique de Cornellissen, s'il y a lieu

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

En dehors de ce projet, je n'ai rien vu de sérieux. Ce n'est pas les faibles indemnités de 2 francs par jour qui peuvent assurer le traitement d'un tuberculeux, et le secours à sa famille. Comme essai de réalisation, je ne connais que le projet des instituteurs. Il faut dire, tout d'abord, que les instituteurs sont placés dans une situation privilégiée : quand ils sont malades, ils ont droit au payement entier de leurs appointements pendant trois mois, et à la moitié de ces appointements pendant les trois mois suivants, si la maladie se prolonge. Pour Paris, les instituteurs ont même obtenu, grâce au Conseil municipal, que ceux qui deviendraient tuberculeux toucheraient, jusqu'à ce qu'ils soient en état de reprendre leurs fonctions, une indemnité compensatrice qui n'est pas inférieure à 1.800 francs par an ; autrement dit, les phtisiques touchent leurs appointements jusqu'à guérison ou jusqu'à l'autre terminaison. Avec ce nouveau régime, les instituteurs de Paris peuvent se traiter comme ils veulent, et ils ont résolu la question, autant que faire se peut. Mais leurs collègues de province, moins favorisés, ont éprouvé le besoin de projeter un sanatorium. Cet établissement doit être construit à Sainte-Feyre (Creuse), la dépense *prévue* en est évaluée à 600.000 francs pour 110 lits. Les sociétés de secours mutuels (d'instituteurs), reliées entre elles pour cette œuvre, subviendraient en totalité ou *en partie* aux frais de séjour de leurs membres au sanatorium. Ces frais ont été fixés à 5 francs par jour et par malade. Il n'y a pas de secours prévu pour les familles. La durée du traitement devra être de quatre mois en moyenne.

A ce projet, j'opposerai les objections que j'ai faites, dans l'article précédent, aux sanatoriums allemands des caisses d'assurance, et dont la principale est l'insuffisance du séjour. Le traitement ne pourra qu'amorcer une amélioration qui ne se maintiendra que chez un certain nombre de malades, et qui sera d'autant plus dérisoire que l'administration, n'acceptant pas les services des instituteurs encore atteints, et les privant de tous appointements au bout de six mois, les voue ensuite, en toute probabilité, à la mort rapide. Pour quatre mois de traitement au sanatorium, les malades peuvent aussi bien se traiter chez eux en cure libre avec les appointements qu'ils continuent un certain temps à toucher (1). Je ne vois donc pas la nécessité absolue d'un sanatorium. Je remarque encore que je n'ai pas vu du tout où l'on prendra l'argent pour construire ce sanatorium; c'est donc qu'on compte sur une subvention de l'Etat ou sur l'autorisation d'une loterie; c'est d'ailleurs dans la tradition.

En dehors des projets basés sur les mutualités, nous avons à passer en revue ce que donne et ce que peut donner la *charité*. Les riches s'en glorifient comme d'une fonction sociale; l'aumône est, d'après eux, l'excuse ou plutôt la raison d'être de la richesse (c'est-à-dire de l'exploitation capitaliste). Voyons donc ce que la charité produit.

Je rappelle le cas du sanatorium d'Hauteville, fondé par charité privée — avec 450.000 francs de subvention gouvernementale. C'est ce qui se passe ordinairement : dons de l'Etat, des départements et des communes; quelquefois on obtient l'autorisation d'une loterie. Quand la charité reste seule, elle aboutit le plus souvent à un échec lamentable : tel est l'exemple du projet de sanatorium de la province de Liège (Belgique). Ce n'est pas tout, il faut ensuite payer l'entretien des malades. De nouveau, l'Etat, les départements ou les communes interviennent par des subventions annuelles. De nouveau, on sollicite l'autorisation des loteries. On demande la coopération des sociétés de secours mutuels et de toutes les associations qui pourraient envoyer des malades au sanatorium. On prend à l'Assistance publique quelques-uns de ses pensionnaires, et par ce moyen on arrive à émarger au budget de cette administration. Car il faut de l'argent, il en faut beaucoup, il faut suffire aux frais des malades et aussi des administrateurs; je me suis même laissé dire qu'une des loteries autorisées avait principalement servi à l'entretien d'une congrégation religieuse (1).

La charité ne peut donc donner comme résultat que la construction et l'entretien de quelques rares sanatoriums; encore le plus souvent ne sert-elle qu'à amorcer l'entreprise qui alors est vouée à la disparition si l'Etat ou l'Assistance publique n'intervient pas. En revanche, elle offre à « l'élite compatissante » l'occasion de se manifester, de remplir sa fonction sociale, c'est-à-dire d'esquiver des revendications dangereuses par l'aumône de quelque monnaie, avec l'avantage de pouvoir se glorifier de ses bonnes actions. Tous ces philanthropes, abondamment pourvus de titres honorifiques (et aussi de titres de rente) qu'on voit à la tête des ligues, tous ces gros bourgeois, possesseurs de charbonnages, de filatures, etc., tous ces propriétaires d'immeubles ont-ils jamais réfléchi que ce n'est pas en versant 20 francs, 100 francs ou même davantage (même dix millions) pour une œuvre antituberculeuse, que l'on peut obtenir un résultat appréciable? Ont-ils jamais réfléchi qu'il serait plus efficace de faire quelques dépenses pour l'hygiène de leurs ateliers, de diminuer le temps de travail, d'augmenter les salaires ou d'abaisser le prix des loyers?

« L'initiative privée » a même éprouvé le besoin de coordonner ses efforts par la création d'un bureau central à la présidence duquel s'étale la vanité de M. Casimir-Perier, gros propriétaire et gros actionnaire. Dans ce bureau j'ai relevé les noms d'un certain nombre de personnes qui avaient fondé, il y a une dizaine d'années, un groupe de « Défense sociale » contre les idées socialistes, et qui organisèrent dans ce but des conférences au quartier Latin. Il est probable que ces Messieurs considèrent la tuberculose et le socialisme comme des maux de même nature (2), et le système capitaliste comme la meilleure garantie du bien-être de l'humanité.

Enfin, pour la lutte antituberculeuse, il faut aussi tenir compte de l'*action gouvernementale*. Nous avons vu que l'on accorde, avec l'argent des contribuables, des subventions aux œuvres privées, on accorde quelquefois l'autorisation de loteries. Mais on distribue encore plus facilement les déclarations et les discours; les ministres ou leurs représentants honorent de leur présence l'ouverture des congrès, l'inauguration des dispensaires et très rarement (et pour cause) celle des sanatoriums.

---

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18 et 19 des *Temps Nouveaux*.

(1) D'autant qu'ils auront probablement à payer une partie de la pension au sanatorium, car les sociétés mutuelles ne pourront certainement pas subvenir à l'entretien complet des tuberculeux. Dans ces conditions, les malades, en se soignant chez eux, auraient encore le bénéfice de l'indemnité journalière qui leur est due par leur société.

(1) La charité coûte cher. Je me souviens qu'Harduin, dans le *Matin*, donnait, à propos d'une œuvre de bienfaisance alimentée par la charité privée, quelques détails intéressants. Pour 58,426 francs recueillis, il y avait eu 51,953 francs de frais d'administration, et 4,473 francs distribués comme secours. Un de mes amis me racontait, de son côté, qu'un individu, s'occupant d'une œuvre patriotique de bienfaisance, avait ainsi trouvé le moyen de vivre au large dans une villa dont quelques chambres étaient soi-disant réservées à des militaires en convalescence. Je remarque que si le patriotisme est un bon moyen de solliciter les aumônes, la tuberculose est encore d'un meilleur rendement. Et on peut supposer que si le nombre des tuberculeux n'est pas diminué par la charité, celle-ci n'est pas perdue pour tout le monde. Quoi qu'il en soit, sans parler des frais d'administration, le prix de revient d'un sanatorium populaire de fondation privée est certainement plus élevé que celui d'un sanatorium des caisses d'assurance allemandes. Le gaspillage n'est pas seulement l'apanage de la charité publique et officielle (voyez Angicourt); il sévit aussi dans la charité privée.

(2) Parmi ces personnes, je trouve le nom de M. Cheysson. M. Cheysson fait maintenant partie du Musée Social. Il y a un mois environ, je lisais dans l'*Humanité* une accusation de plagiat contre M. de Seilhac du même Musée Social. Il faut croire que les gens de cette maison ont de semblables habitudes de travail. Je me souviens d'avoir lu un opuscule de M. Cheysson sur les règles de la statistique qui avait été copié mot à mot sur un article de Bertillon l'ancien, dans le grand Dictionnaire de médecine en 30 volumes, et sans aucune indication bibliographique pouvant faire penser que le travail fût d'un autre que Cheysson lui-même.

mulées — outrance qui, à nos yeux, n'est que l'*a b c* des droits à acquérir ; et c'est surtout le degré de confiance en soi, en sa propre force qu'implique l'expression de telles revendications.

C'est encore l'impuissance dans laquelle eût été et sera toujours l'action législative à former de telles énergies que l'action directe tout naturellement épanouit.

Sans doute, cette action directe n'assurera pas du premier coup intégralement le succès de ces revendications. Mais il suffit qu'elles aient été formulées pour montrer que ces travailleurs se sentent la force de les faire triompher tôt ou tard.

Et c'est là le principal.

André Girard.

La Mère pratique

Dans l'espoir de trouver une femme, ayant à lui apporter en dot un capital au moins égal à celui que représentent — au taux légal de 2 1/2 0/0 — ses appointements mesquins de rond-de-cuir, mon ami Jacques Loriot fréquente assidument chez sa tante qui a deux de ses trois filles à marier. Henriette, Pauline et Marie — Marie la plus jeune, encore impubère — constituent un trio de perfection bourgeoise. Une éducation modérément catholique a aidé au développement de leurs bons instincts ; elles vouent obéissance et respect aux lois morales de la famille : *Tes père et mère honoreras.....* seulement, la déchéance du père — Mme Loriot est divorcée — leur a fait retrancher un mot à la formule du décalogue.

Chacune de ces trois vierges, par des fonctions diverses, contribue au bien-être de la maison, bien-être qui est, à vrai dire, celui de Mme Loriot (la grosse dame vit, au milieu de ses filles, comme une reine, dans une colonie d'abeilles ; à elle de se lever tard, d'engraisser, de manger les meilleurs morceaux et de faire l'amour). Henriette, l'aînée, demeure au logis où elle vaque aux soins de cuisine et de propreté. Les intimes savent, en effet, que Mme Loriot n'a pas de domestique ; une femme de ménage vient, trois fois par semaine, « abattre le gros ouvrage » ; quant à l'homme grave, aux favoris somptueux, qui tient le vestiaire dans une antichambre, aux jours de réception, il n'est que le concierge de l'immeuble — un ancien maître d'hôtel, maintenant déchu — que Mme Loriot gratifie en l'occurrence, d'une pièce de quarante sous, sans tenir compte, dit-elle des bénéfices qu'il peut se faire, par surcroît, selon la générosité plus ou moins grande, des pourboires des invités. Cette Henriette, avec ses vingt-quatre ans séchés sur tige, sans agrément ni laideur, a l'air niaisement triste des victimes volontaires ; elle parle peu, rit moins encore, ne chantonne jamais et ne met le nez que dans les livres de piété ou de cuisine. Elle apprend l'art de sauver son âme et d'accommoder les plats, pendant ses rares heures de loisir. Quand on rend visite à Mme Loriot, on la trouve toujours assise, auprès de la fenêtre dont elle a levé le rideau, pour jouir de toute la lumière obscure de la cour. Elle coud ; soit qu'elle mette des pièces aux chemises de nuit de sa mère ou de ses sœurs, voire aux siennes ; soit qu'elle remplace par un volant neuf, l'humble et chaste volant festonné des culottes usagées de la communauté ; soit encore qu'elle brode un chemin de table qui lui sera payé cent sous ; soit enfin qu'elle confectionne une paire de robes — les robes des sœurs se doivent d'être semblables, pour ne point exciter la jalousie — ou qu'elle rajeunisse la forme d'un chapeau, avec de la garniture nouvelle. Le matin, levée dès cinq heures en été, dès six heures en hiver — militairement — elle trotte à travers l'appartement empuanti par les respirations de la nuit, en camisole douteuse, en jupon lâche, sommairement ablutionnée, avec des coins de chair encore saturés des sueurs du sommeil, les cheveux enclos dans un foulard, pour les garantir de la poussière que son balai soulève. Elle aère les pièces ; celles, d'abord, où ne sont ni sa mère ni ses sœurs, la cuisine, la salle à manger, le salon, sa propre chambre ; elle décroche la boîte à lait du bouton de la porte, sur le palier ; prépare les déjeuners, fait hoqueter le tuyau de l'évier, pique des petits carrés de papier frais dans les lieux, soulève le clapet, sur les mystérieuses profondeurs de la tinette, vide les eaux grasses et le pipi de la cadette et de la benjamine, enfin parties, l'une à son magasin, l'autre à l'achat des deux croissants nécessaires à contenter la gourmandise de Mme Loriot qu'on viendra réveiller sur les neuf heures et demie, avec un grand bol de chocolat parfumé.

On ne donne, à la blanchisseuse, ni les bas, ni les mouchoirs ; à Henriette de tremper les uns et de repasser les autres ; ses pauvres mains sont rouges et, l'hiver, toutes crevassées d'engelures... Des trois filles, Henriette est, à coup sûr, la plus malheureuse ; c'est aussi la plus douce, la plus passive et « la plus raisonnable », comme le déclare sa mère qui sait rendre justice au mérite : « Elle ne m'a jamais donné que de la satisfaction », dit-elle encore avec cynisme. De telles phrases, souvent répétées en public, flattent la vanité domestique de la jeune fille et la maintiennent dans le droit chemin ; c'est quasiment le ruban violet que la république de Mme Loriot attache sur la poitrine plate de ce fonctionnaire en jupons. De la cadette, Pauline, au caractère plus ferme et plus avisé, Mme Loriot a dû faire une employée modiste. Celle-ci qui a la frimousse joliment chiffonnée, n'eût certainement pas consenti à remplir l'office de servante au logis. En pension, elle manifestait déjà des velléités de révolte. De bonne heure elle se révéla personnelle et prétentieuse. Il lui faut se faire valoir, quelque part qu'elle soit, *parader*, selon sa mère, qui n'a pas une très flatteuse opinion de son intelligence, et qui l'a prudemment mis en garde contre « les gaffes » qu'elle pourrait commettre, ce qui veut dire contre les divulgations qu'elle pourrait faire, car la perspicacité des filles hostiles est redoutable...

— « Pauline, me disait un jour Mme Loriot, représente le parti militaire de ma république, belliqueux et fat, à tendances oligarchiques. J'en ai peur et m'en dois servir ; elle est griève et indispensable ; il en faut user avec d'infinies précautions ; la flatter, tout en l'exploitant. Je ne me risquerais pas à la sermonner en public, cette pimbêche, aussitôt, m'invectiverait, me jetterait au nez les pires calomnies. Je me souviens d'inénarrables prises de becs que nous eûmes entre sa quinzième et sa seizième année ; elle me reprocha des amants, oui, Monsieur, cela vous étonne, *des* amants, à moi, sa mère !... Je la séquestrai dans un couvent ; les bonnes sœurs me l'ont rendue moins effrontée mais non moins hargneuse et, j'en ai peur, plus duplice... Aujourd'hui je l'envoie donc en expéditions ; ses mains patriciennes se flattent de ne pas toucher au fond des casseroles ; elle dépense son ardeur hors de chez moi à son magasin, en des discussions politiques et sentimentales (ces demoiselles ont leur opinion sur les débats parlementaires et le mouvement d'émancipation féminine), mais surtout en des travaux qui me rapportent.

Des cent vingt francs qu'elle gagne par mois, j'ai l'air de lui faire une grande faveur en lui laissant trente-cinq francs pour ses menus plaisirs. En réalité, de ces trente-cinq francs, il faut au moins en soustraire dix que je lui devrais donner pour ses omnibus ou son *métro*.

L'esprit des corps sociaux est ainsi fait : il nous est reconnaissant de la fraction dont nous paraissons le gratifier sur l'intégralité du bien que nous lui dérobons, en vertu de droits depuis si longtemps admis qu'ils semblent naturels. Vis-à-vis de l'aînée, Henriette, que ces trente-cinq francs pourraient rendre jalouse, je fais valoir les avantages de n'être au service de personne... d'étranger ; de demeurer au logis ; de ne point être obligée l'hiver de partir par les rues glacées, où, sinistrement, la lueur des becs de gaz tache de vagues nébuleuses la profondeur du brouillard malsain.

Henriette, qui est timide, frileuse et sédentaire, me voue de la gratitude pour cette distinction, alors que je lui ai seulement départi, comme à la cadette, qui aime le mouvement et la rue, des fonctions en rapport avec ses aptitudes... Et je n'appréhende nullement d'avoir un jour à déplorer la perte de l'honneur de Pauline — car, pour Henriette, je la surveille de trop près, je lui donne trop de fatigues et je l'ai trop bourrée de préjugés, pour redouter d'elle une faiblesse irréparable ; son puritanisme outrepasse même les lois rigides que prescrivirent les codes bourgeois et religieux ; je l'ai dégoûtée des hommes par la lecture des livres de votre cher Zola. Les romans l'exaspèrent ; elle n'admet que l'estime et l'amitié ; non l'amour... il faut entendre avec quelle intonation méprisante elle dit : « les femmes de mauvaise vie » pour se rassurer à jamais sur sa destinée. Cette fille-là s'achèterait des ceintures de chasteté, si je la laissais faire... elle effarouche les plus bienveillants prétendants et je la vois encore à quarante ans, confite dans sa virginité. Pour en revenir à Pauline, son orgueil sera sa meilleure sauvegarde. Elle veut un établissement enviable et la considération du monde. Elle a trop peur du ridicule de l'abandon et de la déchéance de la fille-mère, pour se compromettre par d'illégales jouissances sexuelles, malgré son vif tempérament. Elle veut être dame et dame fortunée ; noble — pourquoi pas ? — (elle apprend la science héraldique...) Il lui faudra un époux chic, qui l'entourera de soins dévotieux. Tous les matins, elle voyage avec une certaine Berthe Morand, de qui une proche parente tient la maison de modes où ma fille travaille. Pauline envie cette demoiselle, toujours élégamment mise, qui prend des congés à son gré, les jours de solennités mondaines et qui disparaît deux mois, tous les ans, pour aller aux eaux. Pauline ne veut pas moins faire qu'elle ; son exemple la rend bilieuse ; comme elle étudie des sonates au piano — ah ! les sonates de Pauline, mais il faut savoir faire des sacrifices... — elle peint des éventails à la gouache et apprend l'anglais ; comme elle, elle épousera un garçon riche ; ce n'est pas moi qui l'en dissuaderai... Vous me demandiez pourquoi, puisque je cherche une femme à mon neveu Jacques, je ne lui donnerais pas l'une de mes vierges ? Ah ! Monsieur, quelle folie ! Je suis la seule mère que je connaisse, qui ne soit pas obsédée de l'idée de caser ses filles. Je suis trop heureuse de les avoir, jamais je n'ai tant fait de lard que depuis qu'elles sont adultes... Mais, d'abord, qui d'Henriette ou de Pauline voudrait de Jacques ? Il répugne à Henriette pour son athéisme : Henriette ne pas se marier à l'église ! elle en mourrait... Pauline n'abaisserait point les yeux sur un rond-de-cuir qui gagne dix-huit cents francs par an, et porte des faux-cols en celluloïde, les jours de semaine... Ainsi, pour mon bien-être, je garderai mes deux filles, je les garderai par l'excès même de leurs prétentions, elles seront au-dessus de l'époux qui leur tendra la main, il passera sans les atteindre...

— « Et Marie ? demandai-je.

— « Elle a quatorze ans à peine, je puis attendre. Déjà pourtant je l'oriente vers la voie que je la verrai suivre à son tour, toujours dans le but de complaire à mon égoïsme sage, nullement néfaste à des filles que j'aime mais qui se doivent, consciemment ou pas, de me rendre avec usure ce que je leur donnai de soins durant leur enfance. Je ferai de Marie une institutrice ; son esprit, propice au travail impersonnel que

réclame l'éducation, selon les programmes universitaires est de plus servi par une grande mémoire. Il y a trois ans, elle a brillamment acquis le certificat d'études primaires, et elle est en mesure d'attraper le brevet simple, en juin prochain. Je préside à l'élaboration de ses devoirs du soir, et je complète ainsi mon instruction rudimentaire... J'ai appris, grâce à cette gamine, des règles de participe qui, jusqu'à ce jour m'étaient demeurées inconnues.. De mes trois filles, celle-ci promet d'être la moins jolie; elle a le front proéminent, les yeux petits et un peu loucheurs, les lèvres lippues : elle réalisera le bas-bleu exécrable, la vieille fille qui n'est violée que dans les romans grivois de Paul de Kock, un auteur que j'ai beaucoup lu en cachette, quand j'avais seize ans », ajouta la dame, comme entre parenthèse et avec un engageant sourire.

Je sortis de ma poche un petit volume de la Bibliothèque nationale que je venais d'acheter, et j'y lus à haute voix ces lignes : « *Les parents n'aiment pas leurs enfants, ils les caressent et ils les gâtent; ce qu'ils aiment en eux, ce sont les agents de leurs volontés, les instruments de leur pouvoir, les trophées de leur vanité, les hochets de leur oisiveté; ce n'est pas tant l'utilité des enfants qu'ils se proposent, que leur soumission, leur obéissance; et si parmi les enfants on compte tant de bienfaités ingrats, c'est que parmi les parents il y a autant de bienfaiteurs despotes et ignorants.* » Voilà, soulignai-je, comment s'exprime Volney, l'auteur des *Ruines* et de *la Loi naturelle*, un philosophe, que votre fille Marie n'étudiera certainement pas.

— « Et elle aura raison, repartit Mme Loriot, car il exagère, et vous êtes très insolent de me répondre par sa voix. Je ne sacrifie pas ma fille. Il faut qu'elle cumule les sciences et les philosophies orthodoxes, c'est dans ses goûts ; je ne la contrarie donc nullement, j'utilise seulement, comme je fais pour les autres, ses aptitudes et son tempérament. Si les gouvernements procédaient comme moi, ils feraient les peuples heureux sans avoir à se tourmenter d'utopies. J'ai réalisé une république avec ses trois éléments essentiels : Henriette représente le plébéien travailleur; Pauline le patricien belliqueux; Marie le philosophe et le pédagogue. Par-dessus tout cela une souveraineté prétorienne domine, forte de préjugés, que j'incarne. Je suis heureuse et vénérée; je livre ma politique à vos méditations libertaires. »

JOHN L. CHARPENTIER.

Nous avons reçu une réponse à l'article de Cornellissen, signée Francis. Nous la donnerons dans le prochain numéro, avec la réplique de Cornellissen, s'il y a lieu

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

En dehors de ce projet, je n'ai rien vu de sérieux. Ce n'est pas les faibles indemnités de 2 francs par jour qui peuvent assurer le traitement d'un tuberculeux, et le secours à sa famille. Comme essai de réalisation, je ne connais que le projet des instituteurs. Il faut dire, tout d'abord, que les instituteurs sont placés dans une situation privilégiée : quand ils sont malades, ils ont droit au payement entier de leurs appointements pendant trois mois, et à la moitié de ces appointements pendant les trois mois suivants, si la maladie se prolonge. Pour Paris, les instituteurs ont même obtenu, grâce au Conseil municipal, que ceux qui deviendraient tuberculeux toucheraient, jusqu'à ce qu'ils soient en état de reprendre leurs fonctions, une indemnité compensatrice qui n'est pas inférieure à 1.800 francs par an ; autrement dit, les phtisiques touchent leurs appointements jusqu'à guérison ou jusqu'à l'autre terminaison. Avec ce nouveau régime, les instituteurs de Paris peuvent se traiter comme ils veulent, et ils ont résolu la question, autant que faire se peut. Mais leurs collègues de province, moins favorisés, ont éprouvé le besoin de projeter un sanatorium. Cet établissement doit être construit à Sainte-Feyre (Creuse), la dépense *prévue* en est évaluée à 600.000 francs pour 110 lits. Les sociétés de secours mutuels (d'instituteurs), reliées entre elles pour cette œuvre, subviendraient en totalité ou *en partie* aux frais de séjour de leurs membres au sanatorium. Ces frais ont été fixés à 5 francs par jour et par malade. Il n'y a pas de secours prévu pour les familles. La durée du traitement devra être de quatre mois en moyenne.

A ce projet, j'opposerai les objections que j'ai faites, dans l'article précédent, aux sanatoriums allemands des caisses d'assurance, et dont la principale est l'insuffisance du séjour. Le traitement ne pourra qu'amorcer une amélioration qui ne se maintiendra que chez un certain nombre de malades, et qui sera d'autant plus dérisoire que l'administration, n'acceptant pas les services des instituteurs encore atteints, et les privant de tous appointements au bout de six mois, les voue ensuite, en toute probabilité, à la mort rapide. Pour quatre mois de traitement au sanatorium, les malades peuvent aussi bien se traiter chez eux en cure libre avec les appointements qu'ils continuent un certain temps à toucher (1). Je ne vois donc pas la nécessité absolue d'un sanatorium. Je remarque encore que je n'ai pas vu du tout où l'on prendra l'argent pour construire ce sanatorium; c'est donc qu'on compte sur une *subvention* de l'État ou sur l'autorisation d'une loterie; c'est d'ailleurs dans la tradition.

En dehors des projets basés sur les mutualités, nous avons à passer en revue ce que donne et ce que peut donner la *charité*. Les riches s'en glorifient comme d'une fonction sociale; l'aumône est, d'après eux, l'excuse ou plutôt la raison d'être de la richesse (c'est-à-dire de l'exploitation capitaliste). Voyons donc ce que la charité produit.

Je rappelle le cas du sanatorium d'Hauteville, fondé par charité privée — avec 450.000 francs de subvention gouvernementale. C'est ce qui se passe ordinairement : dons de l'État, des départements et des communes; quelquefois on obtient l'autorisation d'une loterie. Quand la charité reste seule, elle aboutit le plus souvent à un échec lamentable : tel est l'exemple du projet de sanatorium de la province de Liège (Belgique). Ce n'est pas tout, il faut ensuite payer l'entretien des malades. De nouveau, l'État, les départements ou les communes interviennent par des subventions annuelles. De nouveau, on sollicite l'autorisation des loteries. On demande la coopération des sociétés de secours mutuels et de toutes les associations qui pourraient envoyer des malades au sanatorium. On prend à l'Assistance publique quelques-uns de ses pensionnaires, et par ce moyen on arrive à émarger au budget de cette administration. Car il faut de l'argent, il en faut beaucoup, il faut suffire aux frais des malades et aussi des administrateurs; je me suis même laissé dire qu'une des loteries autorisées avait principalement servi à l'entretien d'une congrégation religieuse (1).

La charité ne peut donc donner comme résultat que la construction et l'entretien de quelques rares sanatoriums; encore le plus souvent ne sert-elle qu'à amorcer l'entreprise qui alors est vouée à la disparition si l'État ou l'Assistance publique n'intervient pas. En revanche, elle offre à « l'élite compatissante » l'occasion de se manifester, de remplir sa fonction sociale, c'est-à-dire d'esquiver des revendications dangereuses par l'aumône de quelque monnaie, avec l'avantage de pouvoir se glorifier de ses bonnes actions. Tous ces philanthropes, abondamment pourvus de titres honorifiques (et aussi de titres de rente) qu'on voit à la tête des ligues, tous ces gros bourgeois, possesseurs de charbonnages, de filatures, etc., tous ces propriétaires d'immeubles ont-ils jamais réfléchi que ce n'est pas en versant 20 francs, 100 francs ou même davantage (même dix millions) pour une œuvre antituberculeuse, que l'on peut obtenir un résultat appréciable? Ont-ils jamais réfléchi qu'il serait plus efficace de faire quelques dépenses pour l'hygiène de leurs ateliers, de diminuer le temps de travail, d'augmenter les salaires ou d'abaisser le prix des loyers?

« L'initiative privée » a même éprouvé le besoin de coordonner ses efforts par la création d'un bureau central à la présidence duquel s'étale la vanité de M. Casimir-Perier, gros propriétaire et gros actionnaire. Dans ce bureau j'ai relevé les noms d'un certain nombre de personnes qui avaient fondé, il y a une dizaine d'années, un groupe de « Défense sociale » contre les idées socialistes, et qui organisèrent dans ce but des conférences au quartier Latin. Il est probable que ces Messieurs considèrent la tuberculose et le socialisme comme des maux de même nature (2), et le système capitaliste comme la meilleure garantie du bien-être de l'humanité.

Enfin, pour la lutte antituberculeuse, il faut aussi tenir compte de l'*action gouvernementale*. Nous avons vu que l'on accorde, avec l'argent des contribuables, des subventions aux œuvres privées, on accorde quelquefois l'autorisation de loteries. Mais on distribue encore plus facilement les déclarations et les discours; les ministres ou leurs représentants honorent de leur présence l'ouverture des congrès, l'inauguration des dispensaires et très rarement (et pour cause) celle des sanatoriums.

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18 et 19 des *Temps Nouveaux*.

(1) D'autant qu'ils auront probablement à payer une partie de la pension au sanatorium, car les sociétés mutuelles ne pourront certainement pas subvenir à l'entretien complet des tuberculeux. Dans ces conditions, les malades, en se soignant chez eux, auraient encore le bénéfice de l'indemnité journalière qui leur est due par leur société.

(1) La charité coûte cher. Je me souviens qu'Harduin, dans le *Matin*, donnait, à propos d'une œuvre de bienfaisance alimentée par la charité privée, quelques détails intéressants. Pour 58.426 francs recueillis, il y avait eu 53.953 francs de frais d'administration, et 4.473 francs distribués comme secours. Un de mes amis me racontait, de son côté, qu'un individu, s'occupant d'une œuvre patriotique de bienfaisance, avait ainsi trouvé le moyen de vivre au large dans une villa dont quelques chambres étaient soi-disant réservées à des militaires en convalescence. Je remarque que si le patriotisme est un bon moyen de solliciter les aumônes, la tuberculose est encore d'un meilleur rendement. Et on peut supposer que si le nombre des tuberculeux n'est pas diminué par la charité, celle-ci n'est pas perdue pour tout le monde. Quoi qu'il en soit, sans parler des frais d'administration, le prix de revient d'un sanatorium populaire de fondation privée est certainement plus élevé que celui d'un sanatorium des caisses d'assurance allemandes. Le gaspillage n'est pas seulement l'apanage de la charité publique et officielle (voyez Angicourt); il sévit aussi dans la charité privée.

(2) Parmi ces personnes, je trouve le nom de M. Cheysson. M. Cheysson fait maintenant partie du Musée Social. Il y a un mois environ, je lisais dans l'*Humanité* une accusation de plagiat contre M. de Seillac du même Musée Social. Il faut croire que les gens de cette maison ont de semblables habitudes de travail. Je me souviens d'avoir lu un opuscule de M. Cheysson sur les règles de la statistique qui avait été copié mot à mot sur un article de Bertillon l'ancien, dans le grand Dictionnaire de médecine en 30 volumes, et sans aucune indication bibliographique pouvant faire penser que le travail fût d'un autre que Cheysson lui-même.

En 1903, le gouvernement a nommé une commission permanente de la tuberculose, chargée de proposer les *mesures administratives et législatives propres à empêcher l'extension de la tuberculose*. A côté de M. Millerand, je note encore le nom de M. Mabilleau. Le bacille de Koch n'a qu'à se bien tenir.

De plus, M. Combes a lancé récemment une circulaire pour l'isolement des tuberculeux dans les hôpitaux — mesure simple et nécessaire pour les autres malades, mais que l'on n'avait pas réalisée jusqu'ici. D'ailleurs cette circulaire n'a aucun rapport direct avec l'œuvre des sanatoriums; nous y reviendrons plus tard.

Regardons maintenant ce qu'a donné la collaboration de l'Assistance publique (Angicourt) et du gouvernement : 12 sanatoriums populaires avec 1.105 lits et l'espoir de 6 autres avec 615 lits. Ce relevé a été fait en 1903; je n'en ai pas trouvé de plus récent. J'ai fait un article bien long pour très peu de chose.

Il n'y a donc pas possibilité de satisfaire les gens qui pourraient profiter de la cure au sanatorium. Les rares établissements qui existent ont-ils au moins quelque utilité? Oui, ils peuvent en avoir une, mais restreinte. Ne donnant pas de secours aux familles, ils ne peuvent pas servir à la majorité des malades encore valides qui n'auront rien de plus pressé que de sortir à la première amélioration, au bout d'un temps certainement trop court (1). Les sanatoriums populaires n'ont d'avantages que pour les enfants, les adolescents, les célibataires sans aucune charge de famille, à ceux enfin dont personne ne dépend. Ils sont surtout avantageux pour les tuberculeux à la dernière période, qui se voient repoussés de la plupart des asiles. Théoriquement, les sanatoriums seraient plutôt faits pour les malades susceptibles de guérison. Dans la réalité, sauf exceptions, les sanatoriums existants hébergent de nombreux incurables qui entrent sur recommandation; ils deviennent simplement des établissements de charité.

En fait, les sanatoriums populaires sont des fondations pour *indigents*; les malades y sont trop considérés comme des *pauvres* auxquels on fait l'aumône. Il est probable que le traitement, les soins, la surveillance se ressentent de cet état d'esprit. En tout cas, ce n'est pas là ce que l'on peut proposer comme modèle.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

(1) Cela n'aurait pas d'inconvénient, si, une fois l'éducation faite, le malade pouvait se soigner lui-même et ne pas se retrouver dans les mêmes conditions de vie qui ont favorisé l'éclosion de la tuberculose. Quant aux incurables, le sanatorium, en les prenant, rend au moins le service de supprimer pour leur famille une charge et surtout une cause permanente de contagion.



TOULON, 11 septembre. — *Marins et soldats pillards.* Un violent incendie a détruit cette nuit un vaste immeuble à quatre étages abritant 24 familles d'ouvriers. Les soldats coloniaux et les marins, accourus dès les premiers appels, ont procédé au sauvetage de telle sorte que tout le mobilier et le linge ont été détruits. Ç'a été un véritable pillage. Les sinistrés ont dû abandonner la lutte contre le feu, pour s'opposer à la fureur destructrice des sauveteurs, qui enfonçaient les armoires, les placards et faisaient main basse sur l'argent, les bijoux et le linge.

Sur l'ordre du maire, une enquête a été ouverte dès ce matin et des arrestations sont imminentes.

(*Le Journal*, 12 septembre 1904.)

POURQUOI ET COMMENT
ENTREPRENDRE UNE DÉFINITION DE L'ART

Aux seuls mots de « critique d'art », de « philosophie de l'art », nombre de gens s'exaspèrent. Tout ce qui touche à ce genre est, par eux, condamné d'avance, sans appel. Par sa nature même, disent-ils, l'œuvre d'art coupe court à toute espèce d'explications, de théories, elle échappe tout entière aux lourdes méthodes des raisonneurs. « L'œuvre d'art se sent et on la sent, rien de plus. Et ceci est une de ses supériorités évidentes, une preuve absolue de sa beauté, un de ses admirables privilèges que paroles et commentaires n'y peuvent rien ajouter, et qu'ils risquent en s'y mêlant d'en altérer l'émotion simple, silencieuse et délicieuse... Tout ce qu'on dit autour c'est de la phrase, du bavardage stérile, du bruit inopportun qui, un instant agace l'oreille, et passe... Ce n'est rien. On ne professe pas qu'une ligne est belle et pourquoi elle est belle. Elle est belle... parce qu'elle est belle. Il n'y a pas autre chose à en dire (1). »

Il est bon de protester, certes, contre notre moderne manie de caqueter sans fin sur le plus mince événement de la vie artistique. On a encore raison de bien spécifier que nul commentaire ne saurait donner ou enlever à une œuvre sa valeur. Mais tout cela ne prouve pas que parler, qu'écrire sur l'art, des différentes façons dont on peut le faire, ne soit jamais utile ni sain.

Sans doute pour qui a déjà compris, pour qui a profondément senti une œuvre, il se peut que tout ce qui se dit autour soit « bavardage stérile », « bruit inopportun ». Mais il y a aussi ceux qui n'ont pas encore compris, pas encore vibré. Faut-il les abandonner? Le sentiment de l'art, le goût du beau s'apprennent comme toute autre chose. Ils s'apprennent avant tout, je l'entends bien, par la fréquentation des chefs-d'œuvre, mais qui niera que convenablement avertie et guidée cette éducation ne puisse devenir beaucoup plus fructueuse? Qui de nous n'a senti croître sa compréhension et son émotion du beau au contact de camarades mieux initiés ou plus enthousiastes?

Il ne s'agit pas, au fond, d'*expliquer* une œuvre, mais de dire à ceux que l'on veut amener devant elle ce que l'on éprouva soi-même. Et d'une compréhension claire, d'une émotion profonde il est inévitable que naissent, par sympathie, d'autres émotions, d'autres compréhensions. La meilleure critique d'art se présente comme une autre œuvre d'art plus modeste issue de la première par la chaleur communicative du génie et s'efforçant à la traduire, en un langage plus familier, pour des hommes plus lents à s'émouvoir. Quand le critique s'élève jusque-là, qui pourrait se flatter de ne lui rien devoir? Qui prétendra n'avoir pas mieux compris, mieux aimé la sculpture grecque après certaines pages de Taine ou l'art gothique après tel livre de Ruskin?

On peut sans doute prévoir le moment où tous étant devenus capables de goûter l'art spontanément, l'admiration prolixe et motivée d'une œuvre semblera réellement vaine, — à moins pourtant que devenue sans utilité éducative elle ne demeure comme satisfaction individuelle. Mais nous n'en sommes pas là, et dans l'état actuel des choses le cri de l'admiration, l'appel de l'enthousiasme peuvent avoir, encore, en certains cas, une très grande importance, une véritable utilité. Pourquoi donc les condamnerions-nous?

Si de la critique d'art, de l'étude de telle ou telle œuvre particulière on s'élève à la philosophie de l'art, c'est-à-dire à l'étude systématique de l'art en tant que fait général, manifestation universelle, on provoque à nouveau de la mauvaise humeur. Et l'on essuie peut-être des rebuffades plus rudes encore, car il y a moins de chances avec le philosophe pour qu'il sache se faire pardonner en ayant lui-même recours aux séductions de l'art. « Que viennent encore chercher ici les marchands de logique et faiseurs de systèmes? S'imaginent-ils, avec leurs phrases et leurs raisonnements, faire comprendre l'art à celui que n'a jamais troublé encore l'émotion du beau ou bien transformer en artistes ceux qui n'ont pas reçu la vocation, ni poursuivi l'apprentissage d'un art? Une fois sur ce thème, nos braves gens — ce sont le plus souvent des artistes — ne s'arrêtent pas volontiers.

Ils ont d'ailleurs raison, au point de vue étroit où ils se placent.

Il serait vain de songer à découvrir des règles fixes, certaines, à l'usage du premier venu, pour reconnaître — automatiquement en quelque sorte — si l'on est en face d'une œuvre d'art. On ne se met pas à admirer telle ou telle œuvre parce que quelque chose est venu nous dire à l'oreille : « Voici une œuvre d'art. » On dit, au contraire : « Voici une œuvre d'art », quand on se surprend à admirer cette œuvre, quand on se sent peu à peu envahi devant elle d'une irrésistible émotion.

Ce qui nous attire vers l'œuvre belle, ce qui fait que la puissance qui est en elle agit sur nous, c'est un aimant que nous portons en nous-même et qui, pour faire son office, n'a, sûrement, pas besoin de connaître les lois de son attraction. Tout comme il y a des aimants naturels et d'autres artificiels qu'il a fallu d'abord *aimanter*, il y a des gens tout prêts à recevoir en eux l'émotion d'art, tandis que d'autres ont besoin de s'y entraîner longuement. C'est une question de tempérament, d'éducation première, une question sociale aussi. Car notre sensibilité esthétique est évidemment pour une large part le résultat des conditions générales de notre vie. Plus celle-ci est large, pleine, complète, plus nos facultés peuvent se donner carrière dans toutes les directions, plus, en un mot, nous prenons fortement et complètement possession du monde, plus il y a de chances pour que nous soyons aptes à goûter les joies de l'art. Et voilà, hélas! une des raisons pour lesquelles ces joies si pures, si nobles, si nécessaires sont encore aujourd'hui le monopole d'un petit nombre.

En tout cas, il est bien évident que si la communication entre un homme et une œuvre ne s'établit pas d'elle-même, ce n'est pas par un savoir déterminé, par des connaissances théoriques, par des idées générales, en un mot, que l'on y pourra remédier. Ce n'est pas ainsi, en effet, que s'acquiert la faculté de nouvelles émotions et c'est cette faculté qu'il s'agit de faire naître.

Aborder notre étude avec l'arrière-pensée d'apprendre à devenir un artiste ne serait pas moins absurde. Car cela, au moins pour le principal, échappe aux meilleures intentions. Pour être un artiste et faire œuvre d'artiste, avoir fréquenté l'atelier d'un maître, suivi les cours d'un conservatoire ou pâli sur les livres des grands écrivains ne suffit pas. Il faut avoir reçu de la nature un tempérament, une organisation spéciale, véritables dons auxquels rien ne peut suppléer et, avec ces dons, une volonté assez robuste pour triompher de tous les obstacles. Après avoir conçu dans l'enthousiasme et la fièvre, il faut réaliser dans la patience et la peine d'un infatigable labeur. Il faut, chaque jour, à chaque heure, être prêt à entrer en lutte avec la matière rebelle et la nature mouvante.

En commençant son célèbre cours de l'École

(1) Octave Mirbeau, *Catalogue de l'Exposition Claude Monet* (galeries Durand-Ruel, 9 mai au 4 juin 1904), page 3.

des Beaux-Arts, Taine disait à ses élèves : « En fait de préceptes, on n'en a encore trouvé que deux : le premier qui conseille de naître avec du génie, c'est l'affaire de vos parents, ce n'est pas la mienne ; le second qui conseille de travailler beaucoup afin de bien posséder son art, c'est votre affaire, ce n'est pas non plus la mienne. »

En tout art véritable, il y a quelque chose de personnel que ni l'enseignement de l'art — ou, plus exactement, de ce qui est enseignable dans l'art, — ni, à plus forte raison, la philosophie de l'art ne peut donner (1).

Aussi le vrai philosophe de l'art ne prétend-il à rien de pareil. Son rôle est autre et il le sait. En se posant cette question : Qu'est-ce que l'art? il n'a d'autre ambition que d'y répondre. Et cela sans réticence, sans arrière-pensée, de la façon la plus simple, la plus naturelle du monde. Ce qu'il prétend — et rien autre — c'est rendre compte d'une des formes les plus intéressantes de notre activité, en préciser le sens, en approfondir la nature, en explorer l'étendue, dégager aussi les rapports qui l'unissent à d'autres formes, d'autres domaines d'activité.

N'est-ce pas là satisfaire à ce besoin que nous avons de toujours mieux nous connaître, mieux nous comprendre sous tous nos aspects, à chaque instant de notre effort? Et comment se pourrait-il que l'on risquât par là, d'entraver les destinées de l'art? Il semble que ce soit plutôt le contraire.

De même que l'étude d'une œuvre peut, si elle est convenablement faite, attirer à cette œuvre plus d'admiration et de sympathie, de même une philosophie de l'art digne de ce nom doit appeler autour de l'art en général plus d'attention et de respect, plus d'estime et de bon vouloir, lui ménager plus d'espace, plus d'aise dans le plan de vie commune que remanient et concertent sans cesse les hommes. Elle peut du moins atteindre ce résultat dans la modeste mesure où les paroles influent sur les actes.

Ceux pour qui l'extrême importance, la haute valeur de l'art sont devenues des vérités aussi claires que la lumière du jour, trouveront peut-être absurde que l'on s'évertue à en établir péniblement les raisons et les preuves. Mais qu'ils veuillent bien réfléchir. N'est-il pas devenu évident aussi pour quelques-uns que tous les hommes pourraient et devraient être aujourd'hui convenablement nourris, logés et vêtus? Et pourtant combien de temps faudra-t-il encore exposer et démontrer cela avant que cela soit admis par le plus grand nombre?

Pourquoi enfin dans un seul ordre d'idées et de faits se contenterait-on de vagues pressentiments ou d'enthousiastes affirmations? Pourquoi nierait-on ici l'avantage d'une connaissance systématique, d'un savoir réfléchi et contrôlé? Si ceux qui ont fait à l'art une place dans leur vie sentent confusément le bien qu'ils en retirent, il ne peut pas être mauvais qu'ils l'apprennent encore autrement, que le sachant déjà par la pratique, ils l'apprennent encore par la théorie, c'est-à-dire d'une façon plus claire, plus impartiale, plus complète. A une époque surtout où, devenus raisonneurs, nous aimons à connaître le comment et le pourquoi même de ce dont nous subissons malgré nous l'ascendant.

Ne croyons donc pas inutile de travailler à une définition de l'art toujours plus vraie, plus claire, plus complète, plus satisfaisante à tous égards. Ainsi, nous mettrons en lumière ce qu'il faut attendre de l'art pour la conduite, le progrès et le bonheur de la vie. Et en montrant, de la sorte, la place qu'il convient de lui faire dans nos sociétés, nous aiderons, en une certaine mesure, à lui conquérir cette place.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.

(1) Il ne faudrait pas conclure de là que le peintre, le sculpteur, le musicien, l'architecte, l'écrivain dussent se garder de toute réflexion sur l'art. Il n'est pas de grand artiste qui n'ait beaucoup réfléchi sur le sens de l'art en général, et il y a toute une philosophie de l'art par les artistes. Mais il n'est pas de spéculations philosophiques, pas de vues théoriques aussi profondes soient-elles, qui puissent remplacer pour un artiste la vocation et l'apprentissage de son art.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

Mouvement ouvrier. — Lundi dernier s'est ouvert à Bourges le XIV° Congrès national corporatif.

Quoique à l'heure où j'écris le Congrès n'ait pas encore ouvert virtuellement ses travaux, il n'en est pas moins certain que ce congrès sera le plus important qu'aient jamais tenu les travailleurs groupés en syndicats ouvriers.

Plus de 1.300 syndicats ont envoyé leur adhésion et sont représentés par 450 délégués environ.

Il y a quinze questions à l'ordre du jour du Congrès, mais en réalité une seule sera réellement discutée, c'est la question de « méthode ».

Réformistes et révolutionnaires, puisque ce sont les deux appellations par lesquelles se distinguent les partisans de l'une ou de l'autre méthode, vont se trouver aux prises, et l'on peut dire que pour cette suprême bataille les deux clans ont mobilisé toutes leurs forces.

Le positiviste Keufer, qui n'avait pas mis les pieds dans un congrès corporatif depuis plus de dix ans, est venu pour la circonstance. Sa présence est intéressante en ce sens qu'il a groupé autour de lui tous les éléments modérés du syndicalisme qui se proposent, suivant l'expression courante ici, de « livrer assaut aux révolutionnaires de la Confédération ».

Il s'agit surtout de savoir si le « syndicalisme » continuera à avoir des tins révolutionnaires en poursuivant *la suppression du patronat et du salariat* ou s'il ne sera plus qu'un mouvement de simples réformes, ne s'occupant exclusivement que de fournir aux travailleurs de meilleures conditions de travail. Le syndicalisme révolutionnaire se présente comme parti d'opposition à la société capitaliste et à l'Etat bourgeois, le syndicalisme réformiste appuie, maintient et ne se propose que « d'améliorer » ce qui existe.

Pour essayer de faire prévaloir leur méthode, les réformistes ont essayé d'employer un subterfuge en tentant de s'emparer du bureau de la Confédération, ce qu'ils comptent bien obtenir en faisant décider au Congrès la représentation proportionnelle et en donnant aux organisations représentées au Comité confédéral un nombre de voix ou de délégués proportionnel au nombre d'adhérents de chaque organisation représentée.

La représentation proportionnelle dont veulent se servir les réformistes n'est, en la circonstance, qu'un simple expédient politique dont ils espèrent tirer profit, parce que plusieurs fortes fédérations, telles le Livre, les Chemins de fer, les Tabacs, etc., auraient des chances de majorer par leurs gros effectifs les nombreuses petites fédérations n'ayant pas atteint à l'heure actuelle un développement suffisant sous le rapport du nombre des adhérents.

La lutte sera chaude et passionnée, car si les positivistes syndicaux, antirévolutionnaires par principe, luttent en partie pour leurs idées, la plupart d'entre eux, à qui la bourgeoisie capitaliste a souri, ont des postes gouvernementaux : Conseil supérieur, Commission supérieure du travail, etc., à défendre, et ils sentent bien que si le syndicalisme se prononce nettement et se pose comme une action d'opposition irréductible à la société capitaliste, celle-ci n'aurait plus que faire de services qu'il ne leur serait plus possible de rendre en réalité. Ces postes auxquels ils tiennent, ils vont s'efforcer de les sauver.

Du côté des révolutionnaires — et j'ai pu constater avec plaisir que les communistes libertaires et anarchistes sont venus nombreux au Congrès — la lutte ne sera pas moins passionnée, car il s'agit de conserver au mouvement syndical sa tactique de lutte de classe, c'est-à-dire d'attaque contre le patronat exploiteur, et ce jusqu'à sa complète disparition. Et ceux qui luttent sur ce terrain ont d'autant plus de courage et y déploieront de volonté pour triompher de leurs adversaires, qu'ils luttent pour une idée qui doit les mener à leur émancipation complète.

Quoi qu'il advienne, je ne pense pas qu'une victoire du réformisme, qui ne pourrait en tout cas être que passagère, puisse arrêter le mouvement d'émancipation intégral que poursuivent les travailleurs qui se sont groupés dans ce but dans les syndicats ouvriers. L'idée en est dès maintenant trop profondément enracinée.

La victoire du réformisme n'aurait pour résultat que de rendre plus âpre la lutte qui se poursuit actuellement entre les partisans des deux méthodes du syndicalisme. Et cela serait seulement regrettable en ce sens que nous avons besoin de toutes nos forces pour combattre la société capitaliste tout entière ; ce qui serait, somme toute, encore la combattre que s'attaquer à ses suppôts.

P. DELESALLE.

Angleterre.

Exploits de la police russe dans les pays occidentaux. — La police russe a le bras long ; son influence vient de se faire sentir jusque dans la « libre » Angleterre, pays traditionnel de refuge. Il y a quelques semaines, arrivait à Londres un jeune homme, nommé Isaak Lunansky, venant du gouvernement de Grodno (Russie) ; peu après il était arrêté sur la demande du gouvernement russe qui réclamait son extradition, l'accusant d'avoir tué, en Russie, un agent provocateur. Les preuves présentées par la police russe sont ridicules ; il n'est même pas sûr que le provocateur en question ait jamais été tué, son corps n'ayant pas été retrouvé et la seule charge contre Lunansky, c'est que quelqu'un l'a vu, lui et deux autres personnes, porter la nuit un volumineux paquet. C'est tout. Néanmoins, le juge a décidé l'extradition et toute l'agitation faite en vue d'une revision du procès n'a jusqu'à présent abouti à rien. Les camarades de différentes nationalités mènent une campagne de protestation énergique, d'autant plus que, en dehors même du cas présent, cette extradition constituerait un précédent très dangereux. Le 4 septembre, un grand meeting était tenu à *Alexandra Hall*, avec, comme orateurs, Tcherkesoff, Rocker, Marmol, Turner et autres camarades de différentes nationalités.

Espagne.

L'affaire d'Alcala del Valle. — Des deux procès engagés, l'un, la *causa grande*, le « grand procès », dans lequel sont impliqués le plus grand nombre des arrêtés, est toujours en suspens. L'autre, la *causa pequena*, le « petit procès », est venu dernièrement en revision devant le tribunal suprême de guerre et marine (1). Deux des accusés sont condamnés à la réclusion perpétuelle ; un à vingt ans de la même peine, et Teresa Claramunt, la courageuse camarade qui est connue dans toute l'Espagne comme une infatigable propagandiste de l'idée anarchiste, à trois ans. *Quatorze sont acquittés.* Remarquons que par la première sentence, celle du conseil de guerre de Séville, trois accusés seulement sur vingt et un avaient été acquittés. M. Maura tient compte des avertissements de l'opinion. Il jette du lest.

Il ne reste donc, finalement, sur les vingt et un prévenus du « petit procès », que quatre condamnés.

* *

D'autre part, les manifestations de la haine bourgeoise ne manquent pas aux révoltés d'Alcala. Il y a quelque temps, l'alcade d'Alcala envoyait au ministre de l'intérieur un télégramme lui annonçant que le conseil municipal de cette ville avait décidé de donner à une rue le nom du lieutenant Martin, de la garde civile, qui commandait les forces de la garde civile le 1er août 1903.

Et en effet, le 20 août dernier, une pierre fut solennellement inaugurée, à Alcala, « en présence

(1) Voir l'avant-dernier numéro des *Temps Nouveaux*.

du conseil municipal au grand complet, des autorités judiciaires et ecclésiastiques, de propriétaires et d'un public nombreux; la cérémonie revêtit un caractère de grande solennité, auquel contribua l'orchestre municipal »; le grotesque et l'odieux font ici un mélange d'une qualité rare.

⁂

Le journal monarchiste *España* a publié une dépêche de Séville, reproduite avec empressement par toute la presse madrilène, d'après laquelle Mulero, l'une des victimes d'Alcala, l'un des signataires de la lettre d'accusation que nous avons publiée ici, aurait été examiné par plusieurs médecins, notamment par le Dr Pijuan, républicain, lesquels auraient déclaré ne trouver aucune trace de mauvais traitements sur le corps de Mulero. Et l'excellente *Correspondencia de España* de triompher bruyamment et de déclarer, dans un article intitulé *la Farce* (6 septembre) que les détenus d'Alcala « ont joué une indigne farce, obéissant aux ordres des comités anarchistes de l'étranger » !

Suivent des injures grossières à l'adresse du malheureux Mulero.

En même temps les journaux officieux publient des notes affirmant que le juge spécial, M. Pozzi, commis à l'enquête sur les événements qui se sont passés au quartier de la garde civile dans les premiers jours d'août 1903, attend vainement les témoignages : personne ne vient plus accuser. Que faut-il penser de ces affirmations? L'intimidation jouerait-elle son rôle par là?

Attendons; la vérité vient toujours à son heure; nous n'avons pas même à protester contre l'accusation de « machination étrangère » portée par la *Correspondencia* : il faut avoir un bien pauvre cerveau pour écrire de pareilles sottises.

Suisse.

NEUCHATEL. — *Soldats et grévistes.* — La récente levée de troupes pendant la grève des maçons à Chaux-de-Fonds, a irrité les ouvriers de toute la Suisse; les journaux socialistes ont été obligés de se faire l'écho de leurs lecteurs. Le *Vorwaerts* de Bâle fait chorus avec la *Tagwacht* de Berne, le *Volksrecht* de Zurich et le *Demokrat* de Lucerne.

Le *Vorwaerts* s'exprime ainsi : « Nous verrons, nous verrons bien si les omnipotents gouvernants ne courberont pas l'échine lorsque des bataillons entiers refuseront de répondre à leur appel. »

La section de Zurich du syndicat suisse des ouvriers métallurgistes a voté la résolution suivante : « Les récentes mises sur pied, dirigées contre des ouvriers pacifiques, luttant pour améliorer leur existence, sont une brutalité et une insolente atteinte à nos droits. Le comité central est invité à répandre par milliers d'exemplaires un appel pressant à tout ouvrier suisse de désobéir à l'ordre de marche le convoquant à un service militaire occasionné par une grève. Le comité central combattra le militarisme par tous les moyens en son pouvoir et soutiendra de son appui, tant moral que matériel, les compagnons punis pour refus de service militaire. »

C'est d'un bon augure.

Turquie.

3 septembre 1904. — Les comités révolutionnaires de Sassoun et de Mousch ont remis aux consuls de France, d'Angleterre, de Russie et d'Amérique, venus là pour se rendre compte *de visu* de l'état de ces provinces, le programme des réformes par eux projetées. Ils demandent :

1° L'abolition des impôts exceptionnels ainsi que des impôts militaires qui pèsent sur eux comme sur tous les non musulmans de l'empire, et leur remplacement par le service militaire. (En Turquie, le service militaire n'est obligatoire que pour les musulmans);

2° La création de gardes champêtres dans les villages arméniens;

3° La défense aux musulmans de porter des armes ou l'autorisation analogue accordée aux chrétiens;

4° La restitution des biens confisqués;

5° La liberté et l'égalité pour tous les cultes;

6° Le rétablissement des privilèges de l'Eglise arménienne;

7° La liberté de la circulation;

8° Le retour des émigrés;

9° Les réformes judiciaires;

10° L'amnistie générale;

11° La nomination du gouverneur général pour six vilayets arméniens;

12° Le contrôle européen.

Les représentants des comités arméniens leur ont en même temps énuméré les actes sauvages et les crimes du gouvernement turc et des bandes kurdes. Les consuls leur ont promis d'intervenir et ont envoyé le programme, à eux soumis, à leurs ambassadeurs à Constantinople.

A Constantinople, les différents ambassadeurs s'assembleront, tiendront conseil. Il leur faudra au moins un mois pour se mettre d'accord. Finalement, le texte du fameux programme collectivement adopté, chaque ambassadeur en enverra une copie à son ministre des affaires étrangères. Ceux-ci, par l'entremise de leurs représentants respectifs, entameront de nouveaux pourparlers qui traîneront également un mois et même plus. Lorsque enfin les différents ministres seront d'accord sur les réformes à soumettre au sultan, elles seront devenues superflues. Car pendant que les ministres se disputeront sur un texte, le gouvernement turc sera plus expéditif et fera supprimer des milliers de mécontents, demandeurs de réformes. De cette façon, la querelle prendra fin, faute de combattants.

Diplomatie, tu n'es pas un vain mot!

⁂

10 septembre 1904. — Pauvre Macédoine! Grecs, Bulgares, Serbes, Monténégrins, Roumains et Albanais s'y disputent la prédominance, et par-dessus ces querelles de nationalité, le clergé, d'après son habituelle tradition, cherche à pêcher dans l'eau trouble. Prêtres grecs et prêtres roumains se disputent les morts Koutzo-Valaques, que les uns considèrent comme leur appartenant et que les autres, malgré le nom de Koutzo-Valaque, veulent absolument faire passer pour Hellènes. En réalité, le Koutzo-Valaque est Roumain d'origine, mais spirituellement il est sous la dépendance du patriarche grec de Constantinople. Celui-ci, furieux d'avoir perdu au fur et à mesure les clientèles serbe et bulgare, cherche à toute force à retenir celle des Koutzo-Valaques et pose mille embûches pour empêcher la construction d'écoles ou d'églises roumaines. C'est ainsi que tout récemment les évêques grecs empêchèrent à coups de fusil et par l'incendie, l'achèvement de l'école roumaine à Flarine. Les doux apôtres vont jusqu'à frapper de pauvres enfants que les parents envoient à l'école roumaine. Et les agents civils, ainsi que le gouvernement turc, non seulement assistent impassibles à ces querelles de clocher, mais encore les exploitent chacun à son profit. Et ils appellent cela pacifier la Macédoine!

De nombreux émigrés arméniens rentrent d'Amérique; le gouvernement turc a demandé leur expulsion au consulat des Etats-Unis, qui a refusé catégoriquement. D'où nouvelle tension entre les deux puissances.

Les Crétois qui sont sous la dépendance nominale du sultan veulent se défaire même de cette ombre de domination turque et exigent leur réunion à la Grèce. Leur gouverneur, le prince royal Georges de Grèce, fait actuellement la navette entre les différentes cours européennes pour les gagner à sa cause. Du reste, la réunion de la grande île grecque à la mère patrie, comme celle des autres îles grecques de l'Archipel, n'est qu'une question de temps.

X.

République Argentine.

BUENOS-AIRES, 9 août 1904. — Ainsi que je vous l'annonçais la semaine dernière, le quatrième Congrès de la « Fédération ouvrière argentine » s'est ouvert à B.-A. le 30 juillet.

J'ai assisté à quelques séances tristes et ternes, malgré l'intérêt des questions à l'ordre du jour.

Comme dans presque tous les congrès on a perdu bien du temps et de la salive sur des choses sans importance.

De plus on note dans celui-ci que les rancunes personnelles, le désir de plastronner, égarent trop souvent les discussions et empêchent d'accorder toute l'attention nécessaire à des thèmes intéressants.

Malgré tout, les efforts du Congrès sont très louables, et quelques-unes des résolutions prises ne manquent pas d'avoir une grande influence sur l'attitude future du prolétariat argentin.

De plus, la Commission administrative de la F. O. A a présenté un rapport très complet et très édifiant sur les résultats obtenus par l'incessante propagande et les grèves soutenues par la Fédération.

Ainsi du 15 avril 1902 au 15 juillet 1903, la Fédération comptait 42 sociétés avec 15.212 sociétaires, et du 15 juillet 1903, au 15 juillet 1904, le chiffre des sociétés s'élevait à 66 avec 32.893 syndiqués.

Les grèves les plus importantes soutenues par la Fédération furent celles des cordonniers avec 16 mille grévistes qui tinrent vingt et un jours, obtenant quelques satisfactions.

Les maçons	9.000 et 36	jours de lutte.
Les charpentiers	4.500 et 32	—
Les ouvriers du port	6.000 et 57	—

Les charretiers et conducteurs, au nombre de 12.000, obtinrent en huit jours un succès complet, dû à leur union et à leur attitude énergique.

Les peintres résistèrent quarante-cinq jours avec quelques résultats. Les mécaniciens, quarante-sept jours avec quelques revendications acceptées.

L'horaire moyen qui était de 13, 12 et 11 heures de travail, est maintenant de 10 1/2, 10 et 9 heures; quelques corporations font 8 heures.

Les salaires sont pour vingt corps d'état de 2 piastres 50 à 3 piastres (1) par jour, 12 ont un taux uniforme de 3 piastres, 6 vont de 3,50 à 4 piastres, et 3, de 4,50 à 5 » pour Buenos-Aires, bien entendu; pour ce qui est de la campagne, les salaires varient selon l'importance des moissons et le nombre de bras dont disposent les agriculteurs.

Enfin douze grèves générales de métiers ont compté 50.000 ouvriers, sans noter ceux réduits au chômage par les grèves mêmes.

La Commission termine son rapport en affirmant qu'en cas de grève générale pour B.-A. seul, on compterait 90.000 grévistes.

Verrons-nous cela en octobre prochain, comme le bruit en court?

En attendant, on note une grande agitation en ce sens dans toutes les corporations. Si la grève se faisait, étant données les résolutions prises au Congrès sur les moyens de lutte (dont je vous parlerai la semaine prochaine), nous pourrions être à la veille de grands événements.

J. BERTRAND.



L'A B C de l'Astronomie (2)

I

DE LA FORMATION DES MONDES

Il y a une longue série de milliards d'années, peut-être quelques milliards de siècles, tout l'espace qu'occupe dans l'Univers éternel et illimité la sphère d'attraction directe de notre Soleil, ou plus exactement toute la matière qui forme aujourd'hui les divers groupes de notre monde solaire, était une vaste nébuleuse, extraordinairement diffuse et ne présentant aucun indice de condensation.

Cette nébuleuse occupait toute la région du ciel qui va du Soleil à Neptune et bien au delà, car Neptune n'est pas la dernière planète extérieure de notre système et nous sommes certainement plutôt au-dessous qu'au-dessus de la vérité, en estimant à plus de vingt milliards

(1) La piastre vaut nominalement 5 francs.

(2) Notre collaborateur pour l'hygiène ne pouvant nous envoyer régulièrement ses articles, nous commençons aujourd'hui cette étude sur l'astronomie qui alternera avec celle de l'hygiène.

de kilomètres au moins le diamètre de la primitive nébuleuse solaire.

Dans un tel état gazeux, les molécules de la nébulosité sont assez éloignées les unes des autres pour que la force répulsive dont elles sont douées, annule entièrement la force attractive qui, les faisant graviter les unes vers les autres, tendrait sans cela à les réunir en groupes. En rayonnant dans l'espace, la nébuleuse se refroidit peu à peu, l'action de la force répulsive diminue et celle de l'attraction s'exerce de plus en plus en rapprochant et condensant en un ou plusieurs centres les diverses parties de la nébulosité diffuse.

La nébuleuse solaire a donc dû finir par présenter l'aspect d'un noyau lumineux, enveloppé à une grande distance d'atmosphère gazeuse, de forme à peu près sphérique. Telles nous apparaissent encore dans l'espace, à l'heure qu'il est, les étoiles nébuleuses.

Les planètes — en commençant par la plus éloignée et en finissant par Mercure — se sont dégagées sous forme d'anneaux incandescents des entrailles équatoriales du Soleil, car le mouvement de rotation étant plus fort à l'équateur, la force centrifuge était naturellement prépondérante. Les anneaux se divisèrent et les débris les plus considérables, attirant et s'agrégeant les autres, formèrent de nouveaux centres ou noyaux nébuleux.

Chacun de ces noyaux dut être animé de deux mouvements simultanés, l'un de rotation autour de son propre centre, l'autre de translation autour du centre commun. De plus, comme ces deux mouvements n'étaient que la continuation du mouvement antérieur général, leur sens resta le même que celui de la rotation de tout le système ou du noyau solaire.

De la même façon les planètes, encore à l'état d'incandescence, donnèrent naissance à des nouveaux corps — les satellites ou lunes gravitant et tournant autour d'elles.

Il y a, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi dans l'intérêt de la clarté, entre soleil, planète et lune, en quelque sorte les mêmes rapports qu'entre mère, fille et petite-fille. Comme le soleil, leur commun ancêtre, chaque planète et chaque lune ont commencé leur existence autonome à l'état de noyaux nébuleux et comme ces dernières également, le soleil et les étoiles, qui sont des soleils lointains, sont tous appelés à leur tour à devenir des corps solides, des terres analogues à la planète que nous habitons ou à la lune qui éclaire nos nuits de la lumière réfléchie de l'astre du jour.

Les grands corps célestes, notre Soleil ainsi que ses compagnons, qu'il nous a été possible d'étudier par le télescope et l'analyse spectrale, dans les insondables abîmes de l'espace, passent tous par cinq périodes caractéristiques d'évolution ascendante. La sixième période marque le commencement de leur déclin, précédant leur dissolution dans le substratum incréé de l'Univers, d'où, phénix éternels, ils ressuscitent de la poussière cosmique à des formes analogues, mais rajeunies, pour parcourir un nouveau cycle de vie stellaire.

De ces six phases ou périodes d'évolution, les cinq premières, qui constituent la vie stellaire ascendante, peuvent être subdivisées en :

1° *Période de l'état gazeux incandescent.* — Cet état est caractérisé par une nébulosité diffuse ne présentant aucun indice de condensation et brillant d'une lueur uniforme bleuâtre qui va en s'éclaircissant légèrement vers les bords. Herschel désignait ces nébuleuses, qui donnent un spectre formé de raies brillantes et qui ne peuvent pas être résolues en étoiles, du nom de *brouillard planétaire*, et voyait en elles le substratum de l'Univers, qui sert de matière première à la formation des Mondes.

2° *Période de la formation d'un noyau lumineux au milieu de la nébuleuse de plus en plus incandescente et de forme à peu près sphérique.* — Cette phase peut être aussi désignée par l'expression : nébuleuse stellaire.

Après une évolution qui comporte des millions de siècles et pendant laquelle la nébuleuse stellaire, devenue étoile, a brillé, tels Sirius ou Vega, d'un très vif éclat, elle a donné naissance à :

3° *La troisième période, qui est celle de la formation des « taches », c'est-à-dire d'un premier commencement de refroidissement de la surface de l'astre.*

4° *La quatrième période est celle des éruptions.* Elle correspond à l'état d'un astre couvert d'une écorce obscure et refroidie, mais encore trop ténue pour opposer un obstacle absolu aux éruptions que détermine la partie centrale du globe demeuré à l'état de fusion, éruptions d'une telle violence que le soleil, déjà prêt à s'éteindre, se transforme, de temps en temps, en brasier ardent.

5° *La cinquième période marque enfin le refroidissement complet de l'écorce extérieure de l'astre, la transformation d'une étoile en planète.* — Au début de cette cinquième période, au milieu de laquelle se trouve aujourd'hui notre Terre, la mer la recouvrait probablement tout entière, et ce n'est que peu à peu que l'Himalaya, les Andes et les Alpes ont dû émerger des flots de l'Océan primordial.

Nous trouvons actuellement dans le ciel des astres qui représentent les cinq phases que nous venons de mentionner.

Ainsi, nous constatons la présence, dans la constellation d'Orion, des Chiens de Chasse et de la Lyre, de mondes en formation à l'état purement gazeux.

Les représentants de la seconde phase d'évolution se voient dans toutes les régions du ciel.

Notre Soleil, Capella dans le Cocher, α du Cygne, Procyon, etc., etc., appartiennent à la troisième. La plupart des étoiles de cette période se font remarquer par l'altération que subit l'intensité de leur lumière.

Les représentants de la quatrième période, de la période des éruptions violentes qui brisent la surface déjà refroidie et sombre de l'astre, se rencontrent parmi les étoiles dites nouvelles.

Depuis l'ère vulgaire, on a enregistré près d'une trentaine d'apparitions de ce genre. Parmi les plus remarquables, nous citerons : l'étoile nouvelle qui se fit voir dans la constellation de l'Aigle en 1380, et qui après avoir brillé d'un éclat égal à Vénus, disparut à jamais après trois semaines de visibilité. En 1572, on aperçut une étoile nouvelle dans la constellation de Cassiopée que Tycho-Brahé a longuement décrite. Cette étoile était si brillante, qu'elle était visible en plein jour. En 1604, une étoile nouvelle se fit voir aussi dans le Cygne, elle s'éteignit en 1606. Le 1er mai 1866, une autre nova apparut dans la couronne boréale où elle brilla jusqu'à la fin mai. Le 31 janvier 1875, dans la constellation d'Orion, et en 1901, dans celle de Persée, on constata une apparition identique.

Notre Terre certainement et toutes les planètes habitées, ses sœurs, appartiennent à la cinquième phase de leur évolution, phase qui est incontestablement à l'apogée d'une vie stellaire.

(A suivre.) F. STACKELBERG.

VIENT DE PARAITRE

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.



Sous le titre : *Le Prolétariat de l'amour* (1), M. Turot publie en volume le rapport sur la prostitution, qu'il adressa au conseil municipal de Paris, et où il s'élève contre l'arbitraire des hommes de police, contre la mise hors la loi d'une catégorie de femmes, coupables de vendre leurs faveurs au rabais ; car la haute galanterie échappe à toute réglementation, — ce qui prouve qu'en tout, et chez tous, c'est le crime de misère ou de pauvreté que l'on vise ; que ce n'est que la position sociale de celui qui est visé, qui détermine sa culpabilité.

M. Turot visant à obtenir que celles qui font métier de leur corps soient un peu moins tracassées par la police, ne s'occupe pas, dans son livre, de rechercher les causes de la prostitution.

Son préfacier, M. Garnier, lui, remontant jusqu'à la plus haute antiquité, s'appuyant sur des textes plus ou moins probants, nous fait une histoire plus ou moins vraie de ce que fut la prostitution aux siècles passés, dans la Grèce, l'Egypte, la Chaldée, en France aux siècles passés.

Il va en chercher les origines dans une promiscuité — plus ou moins prouvée — de l'âge de la pierre ; dans des coutumes religieuses de la Chaldée. Et comme il oublie de nous montrer, ainsi que l'auteur du livre, que, à l'heure actuelle, la prostitution a des causes économiques, le lecteur qui les prendrait au mot, pourrait croire que la femme d'aujourd'hui qui livre son corps, pour un hôtel ou un morceau de pain, n'accomplit ce métier que pour obéir à un atavisme remontant aux temps protohistoriques.

A part cette critique, M. Turot démontre admirablement bien que les tracasseries que l'on fait subir à la catégorie misérable des prostituées, sous prétexte de sauvegarder la morale et la santé publiques, ne sauvegardent rien du tout.

Du moment que la société reconnaît sa mauvaise organisation économique, en déclarant la prostitution un « mal nécessaire », puisque, en fait, elle la réglemente, la protège et la facilite sous certaines formes, elle devrait être moins bégueule, et renoncer à un arbitraire qui aggrave le sort de ses victimes.

∴

M. Maxime Leroy, dans *Le Code civil et le Droit nouveau* (2), entreprend de démontrer, par l'examen de réformes qu'a subies le Code, combien la situation des travailleurs a changé et conclut qu'il faut continuer à faire des lois ouvrières.

Cependant, il avoue que nombre de ces lois n'ont fait que consacrer des droits acquis de haute lutte, et que, en réalité, ce ne sont que des côtés accessoires dans la situation des travailleurs qui se sont modifiés ; ce qui ne l'empêche pas d'affirmer que la transformation sociale doit s'opérer juridiquement.

M. Leroy est hanté par l'histoire de sa classe, la bourgeoisie, qui, bien avant la Révolution, avait, par l'action des juristes, trouvé le moyen d'asseoir déjà sa puissance à côté de celle de la noblesse, et à son détriment.

Ce n'est pas par des subtilités juridiques, par un compromis entre ce qui existe et ce qui doit être, que les travailleurs s'émanciperont. Le droit nouveau qu'ils cherchent, doit s'établir dans les faits.

Dans son argumentation, M. Leroy oublie de noter qu'il ne suffit pas qu'une loi soit inscrite dans le

(1) Un vol., 3 fr. 50, Librairie Universelle, 39, rue de Provence.

(2) Une brochure, 0 fr. 50, Société Nouvelle d'édition, 17, rue Cujas.

Code pour qu'elle soit appliquée, et surtout appliquée dans le sens où elle fut faite. Il oublie que si toute une législation se crée en faveur de l'ouvrier, elle ne lui reconnait certains droits qu'en essayant de rogner certains autres et en cherchant à enserrer ces travailleurs dans un réseau de subtilités juridiques; de plus, cette législation est appliquée par une magistrature qui relève du gouvernement qui, lui, relève de la classe capitaliste qui ne le tolère qu'à condition qu'il défende son système d'exploitation, par conséquent; de façon que, si par hasard il est resté dans l'esprit de la loi quelque chose de favorable aux travailleurs, on peut être persuadé que cela disparaitra dans l'application.

Oui, des améliorations se font dans le sort des travailleurs, mais ces améliorations sont conquises par une lutte sans trêve. Leur inscription au Code est plutôt faite pour les atténuer, et elles ne dureront qu'autant que ceux qui les ont conquises sauront les défendre; elles ne s'étendront que par ce que les travailleurs sauront arracher à nouveau à leurs exploiteurs. Le Code est un mauvais criterium pour rechercher ce qui a été fait dans ce sens.

∴

M. le Dr Toulouse cherche des explications biologiques et psychologiques aux faits sociaux qu'il analyse.

Il a ainsi publié une série d'articles dans le *Journal* et la *Revue Bleue*, qu'il vient de réunir en volume, et intituler : *Les conflits intersexuels et sociaux* (1).

Parfois, lorsque c'est vraiment le biologiste qui parle, notre auteur dit de fort excellentes choses. Mais, de par sa situation, de par son éducation, M. Toulouse est un bourgeois. Il y a une foule d'explications qu'il est habitué à accepter, depuis son jeune âge, comme des vérités absolument démontrées, et alors, ma foi, le biologiste et le psychologiste sont effacés par le journaliste qui, ayant déjà une explication acceptée, ne se donne pas le temps d'en chercher une autre.

Si M. Toulouse pouvait éliminer ce personnage encombrant, il ferait une œuvre vraiment scientifique.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Patriotismo y colonizacion, 1 vol., 2 pesetas, Escuela Moderna, 56, calle de Bailén, Barcelone.

Aus dem mitteleuropæischen Reiche der Knute, von einem deutschen Sklaven; — *Die Bibel in Fetzen*, von W. R., W. Sullivan, deux brochures, à Moderner Verlag, Wien.

L'Unione revolutionaria, Giovanni Grave, 1 broch., à *Il Pensiero*, Rome.

Der Ewige jude, Jean Richepin; 10 rappen, au *Réveil*, Genève.

Henry de Braisne et son œuvre, par G. Veillat; 1 broch., chez Dujarric, 50, rue des Saints-Pères.



« On obtient toujours une unité, dit Domela, quand on met ses adversaires à la porte. » Ce procédé simple est sans doute en honneur, chez les marxistes de tous pays. Nous venons d'en avoir un exemple dans notre département.

Depuis un certain temps, d'accord avec quelques libertaires, le camarade Chevallier, secrétaire de la Fédération socialiste du Loiret, écrivait ou faisait insérer dans le journal *Le Paysan* des articles à tendances anarchistes. Nous n'avions pas considéré que ce journal était un des organes de l'Unité socialiste révolutionnaire. Peu soucieux des étiquettes, nous pensions que la vérité est bonne à dire, toujours et partout. Chevallier voulait donc transformer ce journal en un organe de libre discussion. Ceci n'eut pas l'heur de plaire aux guesdistes orthodoxes de la Fédération. Par le mensonge, l'injure, la calomnie, ils forcèrent Chevallier à se retirer du groupe socialiste de Montargis. L'unité était rétablie.

Depuis lors, les lecteurs du *Paysan* ont été avisés que le journal est l'organe du « Parti socialiste de France », que les décisions prises dans les congrès de ce parti *font loi*, et qu'en vertu de ces lois, tout article non conforme à la tactique du parti serait refusé.

Chevalier ne sera pas seul à s'évader de la Fédération socialiste du Loiret au sein de laquelle, à Orléans, Montargis, Châteauneuf, etc., ces prétentions autoritaires commencent à faire naître certaines impatiences. Un des derniers articles du *Paysan* déverse sur nous des insolences et des calomnies dont ne tiendront pas grand compte ceux qui connaissent la sincérité de Chevallier et le caractère du personnage dont elles émanent. Camarades du Loiret, les relations que le *Paysan* avait créées entre vous, les *Temps Nouveaux* peuvent les entretenir. Que chacun de vous répande dans son entourage les conceptions libertaires, et cette unité de vues que les guesdistes réalisent par l'excommunication, nous la réaliserons, dans la mesure du possible, par la liberté et les leçons de l'expérience.

A. Page.



La Coopérative Communiste, 68, rue François-Miron. — Jeudi 22 septembre, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir.

Jeunesse Syndicaliste de Paris, 1 *bis*, boulevard Magenta. — Lundi 19 septembre, à 8 h. 1/2 précises du soir, salle B des Cours, Bourse centrale du Travail, 3, rue du Château-d'Eau (10e), causerie sur la Propagande antimilitariste à faire au départ de la classe.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 21 septembre, à 8 h. 1/2, causerie : l'Internationale antimilitariste, par Libertad.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 19 septembre, à 8 h. 1/2, causerie : Les faux droits de l'homme et les vrais, par Paraf-Javal.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy (50, avenue de Saint-Ouen, 18e). — Vendredi 21 : Conseil d'administration. — Vendredi 23 : Mme Félix, La Russie, avec projections.

Aubervilliers. — **Les Jeudis philosophiques**. — Causerie familière, tous les jeudis, à 8 h. 1/2, salle Lafon, aux Quatre-Chemins.

A. I. A. T. (Section de Puteaux-Suresnes). — Vendredi 16 septembre, au Restaurant Coopératif, rue Mars-et-Roty, causerie sur la désertion et l'insoumission. Présence indispensable de tous les camarades.

Amiens (**Section Internationale Antimilitariste**). — Réunion samedi 17 septembre, à 8 h. 1/2, salle Decourcelle, rue Saint-Leu. Projet de conférences.

Beaune. — Réunion dimanche 18 courant, à 2 heures du soir, chez le camarade Marillier, faubourg Madeleine, 68, en vue de former une section adhérente à l'Association Internationale Antimilitariste.

Oullins. — **A. I. A.** — Réunion dimanche matin 18 courant, à 9 h. 1/2, salle Aillont. Les camarades de Lyon sont invités.

Saint-Junien. — Réunion de la **J. S.** le premier et le troisième jeudi de chaque mois.

Les détenteurs de brochures sont priés de les rapporter pour en faire le recensement.

Notre prochain supplément sera consacré aux juges et au droit de juger.



Les camarades de Marseille viennent de lancer le 1er numéro de *L'Action antimilitariste*, dont le titre indique la besogne qu'elle se propose de faire.

Bonne chance à ce nouveau camarade de lutte.

Adresse : 11, rue d'Aubagne, Marseille.

A NOS LECTEURS

Ce ne sont pas les livres d'étrennes pour enfants qui manquent, mais il en est peu qui ne soient entachés des banalités de la morale bourgeoise, ou de religiosâtrie.

J'ai pensé à faire un choix parmi les meilleurs contes d'Andersen, de Francis Beala et de Hawthorne que nous avons publiés dans le « Coin des enfants », et d'en faire un volume, illustré, cartonné à l'anglaise, que nos lecteurs pourront, sans restriction, donner à leurs petits amis. Je crois que le prix ne dépasserait pas 3 francs.

Je soumets l'idée à nos lecteurs; ceux qui en sont partisans, et seraient disposés à souscrire, sont priés de me le faire savoir avant le 15 octobre. Si, à cette date, le nombre de souscripteurs (5 à 600) est obtenu, le volume sera mis à l'impression, et il sera pris remboursement sur les souscripteurs pour le nombre d'exemplaires qu'ils auront indiqué. D'ici là, j'aurai donné le prix exact. Si le chiffre est insuffisant, la réalisation sera renvoyée à des jours meilleurs. C'est pourquoi, pour le moment, je désire que l'on ne m'envoie que des promesses, sans argent, n'étant pas sûr de réunir assez de souscripteurs, et ayant trop de dettes pour en créer de nouvelles.

Seulement, il nous reste peu de temps; que ceux à qui l'idée sourira se dépêchent de nous trouver des adhérents.

J. Grave.



Anonyme. — Reçu la *Lecture*. Merci.

M. M., à Tours. — Cela manque un peu d'intérêt général.

V. H., à Paris. — Vous nous trouverez au bureau tous les jours de 10 h. à midi, et de 2 heures à 7 heures. — Mais sûrement, le dimanche matin de 10 heures à midi.

E. L., à Auxerre. — Entendu.

Clarens. — Nous ne pouvons pas faire crédit pour les volumes. Il nous faudrait, pour fournir aux demandes, un fonds de roulement d'au moins 500 francs, et le journal ne vit qu'au jour le jour. — Réexpédié le numéro.

C., à Amiens. — Le journal est bien expédié route de Rouen?

A., à Digne. — No 18. Réexpédié.

A. V., Clermont-Ferrand. — Non, c'est tout ce qui est paru.

Aux camarades qui nous ont envoyé des dessins, ces jours derniers. — Pas suffisants. Merci pour la bonne volonté.

A. G., à Vesoul, et E. J., à Bourron. — Le numéro avait été envoyé. Réexpédions.

O. J. — C'est par erreur que le remboursement a été envoyé. Je prends note pour l'avenir. — L'abonnement en cours finira fin février 1905.

Reçu pour le journal : F., 0 fr. 50. — T., à Marseille, 0 fr. 30. — D., à Sèvres, 2 fr. — V. H., à Paris, 1 fr. 50. — Dr L., Marseille, 1 fr. 30. — D. C., à Lynnewood, 13 fr. — Montredon, 6 fr. — Merci à tous.

B., à Barcelone. — M., à Laxou. — B. C., à Mouscron. — B. C., à La Seyne. — C. M., à Marseille. — E. C., à Pussay. — M., à Pont-de-Beauvoisin. — B., à Saint-Junien. — N. V., à San Paulo. — C., à Bourg-Argental. — R., à Bethonvilliers. — P., à Ostende. — C. D., à Marcelcave. — C. C., Le Havre. — T., à Rennes. — A. P., à Beauvais. — *La Raison*, à Besançon. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet, rue Bleue, 7.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Dixième Année. — N° 21 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ✧ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 24 au 30 Septembre 1904



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Vᵉ

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Cette semaine, impossibilité de donner le supplément, notre arriéré de dettes étant trop lourd. Comme je l'ai expliqué, nous sommes enfin sortis de l'ornière, notre cercle s'agrandit peu à peu ; mais l'équilibre des recettes et des dépenses n'est pas encore atteint.

Les Massacres en Italie

Nos camarades connaissent, par les quotidiens, le détail des événements qui se déroulent en Italie. Nous avons reçu de nos camarades de là-bas, l'appel suivant, écrit avant le massacre de Gênes.

Evidemment, comme le demande notre correspondant, le mouvement des camarades italiens aurait dû être appuyé par une campagne de solidarité des travailleurs de tous pays.

Seulement, cette campagne aurait dû se faire de suite et, aux *Temps Nouveaux*, le petit personnel que nous sommes, non seulement ne peut s'occuper de rien autre en dehors du journal (la campagne de la *Mano Negra* a demandé deux mois de préparation et de démarches), mais de tous ceux qui sont disponibles dans tout notre cercle, personne n'est capable de parler en public, ce qui complique les difficultés.

Du reste, les *Bourses du travail* sont tout indiquées pour cette campagne. C'est à elles que revient le droit, le devoir de soulever l'opinion publique en faveur du mouvement économique qui se dessine en Italie, s'il en est temps encore.

J. Grave.

« Je vous envoie à la hâte quelques notes sur la grève générale qui vient d'être déclarée, à Monza hier, à Milan aujourd'hui, et qui éclatera probablement ces jours-ci dans les différentes villes d'Italie.

« Vous savez que depuis 1898, une sourde colère s'est infiltrée parmi les travailleurs ; on n'oublie pas les morts, et les familles qui ont dû en ensevelir sont nombreuses. C'est par suite de ce désir de revanche et, disons-le, de ce désir de vengeance, qu'un mouvement économique et politique est allé se développant, tant et si bien que dans toutes les provinces d'Italie, dans les villes comme dans les campagnes, des grèves partielles ont éclaté. Quelquefois les travailleurs et les paysans ont été énergiques et ils ont vaincu, — tandis qu'en d'autres cas, le gouvernement ayant pris fait et cause pour les capitalistes, les chômeurs ont dû se soumettre à la force.

« Or, le gouvernement italien, qui depuis l'exécution de Humberto a voulu se donner l'étiquette de libéral, toutes les fois que les travailleurs avaient des différends à vider avec les capitalistes, a voulu intervenir pour défendre les intérêts de ces derniers. *Et il a usé de l'armée et des soldats* contre la foule des chômeurs. Aujourd'hui nous ne pouvons même plus compter les victimes que la rage d'une soldatesque brutale a faites depuis trois ans, sans compter 1898.

« Ces derniers jours, en trois ou quatre localités, les agents de police et les carabiniers ont versé encore du sang à Buggerru (Sardaigne), à Anguillara Sabazia (Rome), à Castelluzzo (Trapani de Sicile), et enfin, hier encore, à Sestri Ponente (Gênes).

« Avant-hier, les anarchistes ont fait circuler 30.000 placards, invitant tous les ouvriers et paysans d'Italie à se mettre en grève. Dans le manifeste, on invitait les ouvriers de Milan à se rendre à la Camera del Lavoro le soir même. 10.000 travailleurs ont répondu à l'appel. Ils ont approuvé l'idée de la grève générale, mais ils la renvoyaient après avoir entendu tous les travailleurs inscrits à la *Chambre du Travail*. Un meeting avait été décidé à cet effet, mais le lendemain, ayant reçu la nouvelle du nouveau massacre de Castelluzzo, à Monza (13 kil. de Milan) 12.000 ouvriers quittaient le travail, et à Milan environ 5.000 qui se rendirent de suite à la Chambre du Travail pour insister qu'on déclarât sur-le-champ la grève générale.

« Hier au soir, tous les travailleurs se sont rendus à la Chambre et ont voté par acclamation la grève.

« Ce matin, un meeting de 30.000 ouvriers a eu lieu à l'*Arena* (vaste amphithéâtre qui peut contenir 100.000 personnes). Ils ont décidé de parcourir la ville et les environs pour obliger tous ceux qui n'ont pas encore quitté le travail, à le faire sur-le-champ, y compris les employés des chemins de fer.

« A quatre heures aujourd'hui, aura lieu un deuxième meeting où on décidera sur la manière de pourvoir aux besoins des travailleurs en assumant la production directe.

« Déjà hier au soir on a empêché que l'on publiât les journaux. On y a substitué un bulletin de la Chambre du Travail intitulé : *Lo Sciopero generale*, la grève générale.

« Les anarchistes ont imprimé et distribué des manifestes à l'armée qui est toute consignée, mais qui n'a point encore paru dans les rues.

« Je vous renseignerai sur tout ce qu'on va faire, chaque fois que cela me sera possible.

« Si vous pouviez intéresser l'opinion publique en organisant un meeting de protestation contre les massacres, comme vous l'avez fait pour la *Mano Negra*, nous vous en saurions gré.

« En attendant, je vous salue au nom de tous les camarades milanais et de Monza qui, aujourd'hui, espèrent, dans un moment prochain, pouvoir faire quelque chose d'utile.

N. B. — A Monza, en ce moment même, on tient un autre meeting ; jusqu'ici on sait aussi qu'un meeting a été dissous par la force à Gênes.

Le Congrès de Bourges

Le Congrès corporatif qui vient de se tenir à Bourges marquera, à n'en pas douter, une date dans l'histoire du mouvement ouvrier en France. J'aurais voulu pouvoir, dès cette semaine, en tirer toute la philosophie; mais pris, absorbé par la bataille qui vient de se livrer et que j'ai vécue pendant toute une semaine, je ne me sens pas l'esprit assez calme, ni assez libre pour le faire comme cela serait nécessaire.

Je ne m'attarderai pas non plus à donner un sec compte rendu, le cadre du journal ne le permettant pas, je me contenterai donc d'exposer les quelques idées générales qui ont été largement exposées et qui se sont dégagées de ce Congrès.

L'action syndicale doit-elle être réformiste et étatiste, doit-elle s'appliquer à poursuivre des meilleures conditions de travail, à rendre la vie moins âpre à ses adhérents, en créant dans le sein des syndicats des organismes de mutualité sous des formes diverses, d'établir des rapports étroits entre le capital et le travail? etc., etc., ou bien, doit-elle, tout en luttant au jour le jour pour arracher au patronat le plus de concessions possible, poursuivre des fins révolutionnaires et antiétatistes? Tel était, sous divers aspects, le fond des débats qui se sont ouverts devant le Congrès de Bourges.

Comme il fallait s'y attendre, les discussions ont été vives et passionnées des deux côtés; mais c'est très nettement, et on ne peut plus affirmativement, que la majorité du Congrès s'est prononcée pour l'action révolutionnaire.

Il est bon de dire tout d'abord, et malgré l'importance que dans les organisations ouvrières l'on donnait au Congrès de Bourges, l'on était loin de s'attendre à un nombre aussi considérable de syndicats représentés. Qu'il me suffise de dire qu'exactement 1.204 syndicats avaient envoyé plus de 400 délégués, et que jamais Congrès ouvrier n'avait atteint cette importance numérique.

Dès le début, et à propos de l'examen du rapport de gestion du Comité confédéral, la question a été placée sur le terrain des deux méthodes.

Je crois inutile de rentrer dans des détails qui pourraient me mener trop loin, qu'il me suffise de dire que les éléments réformistes du Congrès n'ont pas ménagé leurs critiques, ce qui, dès le début, avait posé la question et amené les uns et les autres à s'expliquer très nettement sur ce qu'ils entendent et comment ils comprennent l'action syndicale.

La Fédération des travailleurs du Livre, qui marche en tête des organisations syndicales nettement réformistes, avait fait des efforts considérables pour se faire représenter par un nombre imposant de délégués, et ce sont les militants de cette organisation, alliés aux mécaniciens principalement, qui ont mené la bataille contre les organisations révolutionnaires.

Je ne m'étendrai pas; qu'il me suffise de dire que ce premier assaut, qui a absorbé plus de deux longues journées de discussions, où les partisans de l'une ou l'autre méthode avaient pu amplement exposer leurs vues et fournir leurs arguments, s'est terminé par une approbation complète donnée au Comité confédéral sur ses travaux et sur son action pendant les deux années qui se sont écoulées depuis le Congrès de Montpellier.

Le vote qui a eu lieu à ce sujet a été significatif, puisque 825 voix contre 369 ont approuvé les travaux et, en même temps, l'orientation révolutionnaire imprimée par le Comité confédéral aux organisations ouvrières. C'était la condamnation nette et précise du réformisme par le Congrès.

Restait la question de la représentation proportionnelle. J'ai, à plusieurs reprises, expliqué assez longuement et dit ce que je pensais de cette question. Elle n'avait d'autre but — et c'est pourquoi je disais, la semaine dernière, qu'elle n'était, en la circonstance, qu'un expédient politique — que de donner à quelques organisations, fortes par le nombre de leurs adhérents, la prédominance au sein du Comité confédéral et de tenter par ce moyen d'en changer l'orientation. Le Congrès ne s'y est pas laissé prendre et la majorité qui avait approuvé le rapport confédéral, s'est retrouvée pour repousser le principe même de la représentation proportionnelle.

Je crois absolument inutile de donner les arguments qui ont été fournis pour ou contre; qu'il me suffise de dire, qu'en se prononçant ainsi, le Congrès s'est nettement séparé des aristocraties de métiers en décidant, comme il l'a fait, que le nombre de travailleurs ou de syndiqués d'une corporation importe peu, et que c'est seulement l'unité syndicale qui doit compter.

Là encore, l'échec du réformisme a été très caractéristique, car une campagne active avait été menée, des efforts considérables avaient été dépensés par ses promoteurs.

La journée de 8 heures que le Congrès, dans l'impossibilité où il se trouvait de discuter toutes les autres questions à l'ordre du jour, avait décidé d'aborder ensuite, a été aussi résolue dans le sens des idées révolutionnaires et antiétatistes.

Deux moyens étaient proposés au Congrès: l'un qui est celui de tous les socialistes légalitaires et qui consiste à attendre d'une loi l'abaissement de la journée de travail, l'autre, au contraire, qui ne compte que sur la volonté ouvrière pour aboutir. Là encore les deux tendances se sont manifestées, et le Congrès encore a nettement indiqué ses préférences en décidant de ne compter que sur la seule action ouvrière pour aboutir.

Et il faut bien le dire, la journée de 8 heures n'est, en la circonstance, qu'un indice; ce que le Congrès a décidé, c'est de poursuivre l'agitation et celle-ci devra se traduire par des résultats d'autant plus importants, que l'action aura été plus puissante. Cette agitation devra, suivant la décision du Congrès, se poursuivre jusqu'au 1er mai 1906, et à cette date, les travailleurs seront engagés à refuser de travailler plus de 8 heures.

Une agitation semblable, si elle est bien menée, peut être grosse de conséquences et le Congrès, en en décidant ainsi, a montré qu'il y avait dans la classe ouvrière, des volontés bien décidées à aboutir.

Je ne m'attacherai pas à discuter quelques questions d'ordre tout à fait secondaire et qui, venues en fin de Congrès, n'ont pu être discutées à fond. Ces questions, à mon avis, étaient du reste de peu d'importance en regard des questions d'ordre général solutionnées par le Congrès. Ce qui restera, au-dessus de tout, du Congrès de Bourges, et ce qui est de beaucoup le plus important, c'est que, pour la première fois, je crois, dans l'histoire, les travailleurs se sont donné un groupement exclusivement prolétarien, ayant ses moyens propres de lutte et ne comptant dans son sein que des hommes vivant d'un salaire, c'est-à-dire des exploités.

De plus, les travailleurs groupés dans les syndicats ouvriers, pour la lutte contre le patronat, ont montré catégoriquement, d'une part, que leur mouvement devait se suffire à lui-même, qu'ils n'attendent rien que de leur action propre, et que le syndicalisme, s'il tente en cours de route d'arracher et de diminuer le plus possible la puissance d'oppression de la classe capitaliste, s'affirme par-dessus tout comme ayant des fins révolutionnaires.

Pour ces raisons, je crois que le Congrès qui vient de se tenir à Bourges marquera, comme je le dis au début, une date dans l'histoire du mouvement ouvrier.

P. Delesalle.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(Suite) (1).

La question des sanatoriums m'amène à dire quelques mots sur les *dispensaires* antituberculeux. Ces institutions sont des consultations gratuites à l'usage des tuberculeux « pauvres », et l'on s'y propose, comme but principal, de dépister la tuberculose au début. De cette façon, on fait un triage, on envoie au sanatorium les tuberculeux qui ont le plus de chances de tirer profit de la cure. On expédie dans les services spéciaux des hôpitaux (qui n'existent pas encore, du moins à Paris) ceux qui ne sont pas guérissables. Enfin on assure l'assistance à domicile des malades qui, trop avancés pour retirer un bénéfice réel d'un passage rapide au sanatorium, peuvent encore plus ou moins travailler.

Tel est le programme théorique des dispensaires. Mais vous vous souvenez peut-être qu'il y a environ 1.500 lits dans 12 à 15 sanatoriums populaires existant en France, lesquels d'ailleurs ne sont pas tous réservés aux phtisiques au premier degré. Comment donc envoyer les tuberculeux peu atteints (qui sont légion) dans des sanatoriums?

A cela pas de réponse. Mais les promoteurs des dispensaires se tirent d'affaire, en disant que l'institution fera, auprès de philanthropes riches, les démarches nécessaires pour les intéresser à ceux des malades qui sont guérissables (2). De cette façon on pourra envoyer à la campagne et traiter au grand air un certain nombre de tuberculeux « en attendant le sanatorium », dit M. Malvoz (de Liège). Je crois que M. Malvoz s'est leurré dans son espoir.

Il semble d'une ironie singulière d'aller solliciter les riches pour assurer le traitement et l'entretien de gens auxquels quelques-uns de ces philanthropes envoient du papier timbré et l'huissier, quand les malheureux ne paient pas les taudis qu'ils occupent. Il est tout aussi extraordinaire de faire des démarches auprès des patrons pour secourir des ouvriers dont ces autres philanthropes rognent les salaires et allongent la journée de travail. On peut se demander quels sont les *jaunes* et les pieds plats qui bénéficieraient des pensions de cure.

Le traitement de la tuberculose est long, le nombre des tuberculeux est immense et la charité est très limitée. La quantité des gens qui peuvent être secourus est donc extrêmement restreinte. Dans les dispensaires, je veux dire dans ceux, très rares, qui méritent ce nom, on se contente de distribuer des secours à domicile. Des malades envoyés à la campagne, il n'y a que ceux qui peuvent y aller avec leurs propres ressources. En définitive, les dispensaires s'occupent de traiter, à l'intérieur des villes, des malades pour lesquels le traitement au grand air est une nécessité. Ce qui n'empêche pas les dispensaires de se poser comme la « méthode bien française » pour lutter contre la tuberculose.

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18, 19 et 20 des *Temps Nouveaux*.

(2) Le véritable promoteur des dispensaires, Calmette (de Lille), dit: « Leur mission doit consister..... à faire toutes démarches utiles auprès de la bienfaisance privée des patrons, etc., pour obtenir des secours qui permettent de rétablir le malade.... »

En réalité, les dispensaires sont des établissements de charité, des espèces de bureaux de bienfaisance. On y distribue des secours en nature : literie, couvertures, bons de chauffage, subsides alimentaires, distributions de lait, etc. Il en résulte que les dispensaires sont ordinairement assiégés par les mendiants professionnels, par beaucoup de pauvres diables qui cherchent à se procurer quelques ressources. M. Malvoz avoue naïvement qu'un certain nombre de tousseurs se présentent à la consultation, prétextant qu'ils sont tuberculeux, pour toucher les deux litres de lait. Et M. Malvoz ne voit là que le résultat de la renommée acquise par le dispensaire. Je me suis laissé dire que des consultants, plus malins, empruntent des crachats à leurs voisins tuberculeux, pour pouvoir offrir à l'analyse une preuve indiscutable.

Comme complément de cette œuvre de charité, les dispensaires s'occupent de la désinfection à domicile : désinfection du linge rendu blanchi, désinfection de la chambre, distributions de crachoirs, conseils sur les précautions à prendre. Ces mesures ont pour but de limiter la contagion à l'intérieur des familles.

Cette organisation charitable, spécialement consacrée au soulagement des tuberculeux, et qui semble être la seule raison d'être des dispensaires, est cependant extrêmement rare. La plupart de ces institutions sont tout simplement des polycliniques, des bureaux de consultation, où l'on prescrit un traitement aux tuberculeux qui veulent bien se présenter.

Quelle est alors l'utilité des dispensaires ? Je n'en vois pas. Faire l'éducation des tuberculeux, c'est ce que font tous les médecins dans leurs consultations journalières. Tout praticien donnera le traitement nécessaire et l'expliquera. Mais le traitement aura d'autant plus de chances d'avoir d'heureux effets, s'il peut être appliqué dès le début de l'affection, d'où la nécessité d'un diagnostic précoce. Voilà justement, dit-on, le grand avantage des dispensaires.

Mais ce diagnostic précoce peut se faire n'importe où. Il n'y a pas de méthode mystérieuse pour dépister la tuberculose ; le seul bon moyen n'est même qu'une auscultation attentive. Alors pourquoi s'intituler *médecins spécialistes*, comme les médecins de dispensaires l'ont fait dans une circulaire, si ce n'est pour en imposer au public et user d'un moyen de réclame qui frise le charlatanisme ?

On objecte que les dispensaires sont outillés pour l'examen bactériologique des crachats. Mais, outre que cette analyse est toujours possible en dehors des dispensaires, elle n'a qu'une valeur diagnostique extrêmement minime. Au point de vue du diagnostic précoce, l'examen bactériologique ne peut pas donner de résultat, puisque dans ce cas on a affaire à des tuberculoses fermées, et, lorsqu'on trouve des bacilles dans les crachats, il y a déjà un certain temps qu'il existe à l'auscultation des signes manifestes et évidents de ramollissement, même à l'oreille la moins attentive.

J'irai même plus loin : pour faire le diagnostic précoce, pour faire une auscultation soignée, ce n'est pas au dispensaire qu'on aura le plus de garanties. Ce n'est pas dans une consultation pour « indigents » où la foule se presse, et où le médecin, qui se sait impuissant, se hâte de se débarrasser des patients, en leur délivrant les médicaments qui peuvent momentanément les satisfaire.

D'autre part, il est impossible d'imaginer que la création de dispensaires incitera l'ouvrier malade à aller consulter plus tôt, c'est-à-dire en temps utile, lorsque l'affection ne fait que commencer ; car ce n'est pas la non-gratuité qui empêchera un malade de s'inquiéter de son état et d'aller demander avis. Quant aux indigents, les consultations des hôpitaux ou des bureaux de bienfaisance ne peuvent pas être inférieures à celles des dispensaires.

Il n'y a pas non plus besoin de dispensaires pour évacuer les tuberculeux incurables sur des services hospitaliers spéciaux. Ces malheureux frappent d'eux-mêmes aux portes de tous les asiles. En définitive, sauf en ce qui concerne la charité, les dispensaires ne font rien que ce que peut faire et mieux faire tout médecin, quel qu'il soit.

Pourquoi donc les dispensaires, surtout ceux qui ne sont que de simples bureaux de consultation, ont-ils poussé nombreux comme des champignons ? Répondent-ils à quelque besoin ? Oui, aux besoins des arrivistes qui en profitent. Songez que la création de ces dispensaires et leur fonctionnement coûtent peu de chose, qu'on peut donc en fonder facilement, que leur existence est largement assurée par les subventions des pouvoirs publics et par la charité privée. La campagne antituberculeuse aboutit au moins à un résultat pratique, tangible ; et ce résultat est obtenu à peu de frais, comparativement aux dépenses entraînées par la création de sanatoriums. C'est ce qui explique qu'on obtient facilement l'appui des pouvoirs publics, enchantés de paraître faire quelque chose pour le bonheur du peuple. On arrive ainsi à faire créer des places semi-officielles au profit d'un certain nombre de médecins, qui en espèrent, en outre, un peu de réclame et quelques décorations.

Les dispensaires sont aussi très utiles aux philanthropes à qui ils permettent de protéger une œuvre charitable ; ils sont surtout utiles aux pouvoirs publics auxquels ils fournissent matière à discours et à inaugurations. La tuberculose est un fléau social que les politiciens combattent avec des paroles et des dispensaires (1). Si, après cela, les tuberculeux ne sont pas contents...

⁂

Dans toutes les mesures préconisées contre la tuberculose, il faut tenir compte que le diagnostic précoce est ordinairement impossible à établir. L'ouvrier ne va pas consulter tout de suite. Ce n'est pas comme le riche qui, au moindre rhume, va se faire examiner et ausculter. Cette négligence apparente des prolétaires ne tient pas tant au défaut d'éducation qu'à la nécessité pressante de gagner la vie au jour le jour. L'ouvrier n'a pas le temps d'être malade. Voici qu'il se met à tousser d'une petite toux sèche, il se sent un peu plus faible : il continue à travailler; il en a vu bien d'autres et ça s'est passé tout de même. Cependant, il s'amaigrit, la toux persiste, alors il se décide à aller demander conseil à un pharmacien, lequel lui vendra une potion calmante. Malgré un soulagement momentané de la toux, la tuberculose suit son cours, et c'est ordinairement lorsqu'elle est déjà assez avancée que le malade va consulter un médecin.

La meilleure chance, peut-être, qui puisse arriver à l'ouvrier tuberculeux — chose déplorable à dire — est d'avoir un crachement de sang (hémoptysie) au début de la maladie. C'est un avertissement qui vient lui montrer qu'il s'agit d'une affection sérieuse et non d'un rhume tenace ou d'une simple bronchite.

Il va enfin trouver un médecin. Encore ne sera-t-il pas toujours exactement renseigné. Savoir dire la vérité est chose rare et d'ailleurs très difficile. Considérez, en effet, les ménagements à observer pour annoncer à un malade qu'il est atteint d'une affection que le public regarde comme fatale ; et vous lui direz quoi ? qu'il cesse son travail, qu'il ne fasse plus rien, qu'il aille se reposer au grand air, que le traitement, c'est-à-dire le repos, doit durer longtemps, très longtemps : paroles terribles pour un prolétaire, surtout s'il est chargé de famille. La plupart du temps il doit continuer à travailler. Dans les cas les plus favorables, il va chez des parents passer quelques semaines à la campagne ; il revient engraissé, amélioré, pour reprendre son travail et retomber quelque temps après.

Assez souvent le malade se lasse. L'état empirant, les forces disparaissant, il finit par s'adresser à un charlatan, à supposer même qu'il ne l'ait pas fait, dès qu'il a conçu des inquiétudes sur sa santé. Il devient la proie d'un de ces instituts qui guérissent la tuberculose, le cancer, la surdité, l'eczéma, etc., par un procédé infaillible en même temps que rapide et inoffensif, sans que le patient ait besoin de cesser ses occupations. Lorsque l'argent qu'il peut avoir a été escroqué, il est mûr pour l'hôpital, je veux dire que ne pouvant plus travailler ou ne trouvant de travail nulle part, il se résigne à demander son admission dans un asile quelconque.

C'est en tout cas presque toujours très tard que le malade finit par apprendre la nature exacte de son mal. Si, enfin renseigné, il sollicite son entrée dans un sanatorium, s'il n'est pas favorisé par de nombreuses protections et appuyé par une recommandation efficace, il éprouve un refus certain. On lui répond, par exemple, que le climat ne lui vaut rien, et on s'en débarrasse ainsi.

Le voilà donc réduit à l'hôpital, après avoir plus ou moins travaillé tant qu'il a pu. Or, il y a à Paris, plus de tuberculeux au dernier degré qu'il n'y a de lits dans les hôpitaux. Les médecins cherchent à éviter de remplir les salles de phtisiques qui sont, d'ailleurs, un danger de contagion (1). A la consultation d'hôpital où le tuberculeux s'est traîné, il se trouve avec des individus atteints d'affections aiguës (pneumonie, rhumatisme, fièvre typhoïde, etc.) qui seront certainement admis avant lui. Quant au poitrinaire, on s'efforce de le convaincre qu'il sera mieux chez lui et on lui donne une ordonnance quelconque pour sa « bronchite ». S'il est impossible de le refuser, on le garde quelques semaines et on le fait sortir à la moindre amélioration, en lui disant que sa bronchite va de mieux en mieux et qu'il guérira tout seul.

Le phtisique, à peu près repoussé de partout, finit misérablement chez lui, après avoir quelquefois obtenu les secours du bureau de bienfaisance, lesquels sont plutôt illusoires.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

Erratum. — Dans le dernier article (n° 20 des *Temps Nouveaux*), il y a eu une omission à l'impression. Le nombre des sanatoriums populaires établis en France (12 existants avec 1.105 lits et 6 nouveaux en perspective) est dû à la collaboration *de la charité privée, de la mutualité* (mots omis), de l'Assistance publique et du gouvernement. Ce résultat piteux est le résumé de tous les efforts réunis.

⁂

J'ai appris, d'autre part, que le sanatorium des instituteurs a recueilli, *grâce à une loterie*, plus de 1.200.000 francs. On voit que je ne m'étais pas trompé. Les dépenses ayant été prévues pour 600.000 francs, on pourra donc largement dépasser les prévisions : nul doute qu'il n'en soit ainsi.

Enfin, MM. les mutualistes se sont eux-mêmes aperçus que les sociétés étaient impuissantes à assurer le traitement rationnel des tuberculeux. En conséquence, ils proposent la *réassurance antituberculeuse*. La société de secours mutuels devrait s'assurer, soit en bloc, soit par tête de sociétaire, à une caisse de réassurance antituberculeuse, et se déchargerait sur elle de ses tuberculeux. Cela n'est d'ailleurs qu'un projet dont la réalisation n'a pas encore été tentée. Il y a de fortes chances pour qu'il échoue ou ne donne que de piètres résultats.

M. P.

---

(1) Le conseil municipal de Paris vient de donner 1.200.000 francs pour un dispensaire à Ménilmontant.

(1) Nous verrons plus loin ce que pourra donner la circulaire de M. Combes au sujet de l'isolement des tuberculeux dans les hôpitaux.

A PROPOS
DU
Congrès Antimilitariste
et de l'A. I. A.

Nous avons reçu de l'auteur cette réponse à Cornélissen que nous insérons avec la réplique de ce dernier.

Cornélissen dans les *Temps Nouveaux*, dans *Het Volksdagblad*, « combat les travaux du Congrès antimilitariste d'Amsterdam et la soi-disant Nouvelle internationale qu'on y a fondée ». Alors, je voudrais, dans ce journal, et sur le mode adopté ici par Cornélissen, répondre à *quelques-unes* de ses objections, non seulement pour faire voir sous son vrai jour le Congrès et l'Internationale antimilitariste, mais parce que je pense qu'à cette occasion le débat peut être élargi, plusieurs de ces objections s'appliquant à l'idée même d'association et à son mécanisme.

Je ne veux donc pas insister sur les contradictions que Cornélissen relève et qui peuvent exister entre les lignes écrites par un organisateur français avant le Congrès et les décisions prises en commun à Amsterdam avec les camarades venus de différents pays.

Ces contradictions prouvent, j'en conviens parfaitement, que l'opinion de quelques-uns d'entre nous s'est modifiée. Nous sommes arrivés à un sectarisme auquel, pour ma part, j'applaudis.

Ce sectarisme, Cornélissen semble le comprendre assez mal. L'illogisme qu'il dénonce n'est qu'apparent. Il paraît surpris qu'après avoir exclu (l'expression est impropre) des tolstoïens, quelques individualistes acharnés soient restés aux côtés de syndicalistes fervents. Rien n'est plus explicable, pourtant.

⁂

Des hommes trouvent sur leur chemin un obstacle qui les empêche de poursuivre leur route. Les uns se félicitent intérieurement de cet arrêt forcé qui va leur permettre de s'étendre à l'ombre. D'autres trouvant leur avantage dans cet état stationnaire, s'efforcent de montrer l'*utilité* de l'obstacle. Parmi ceux qui le voient d'un mauvais œil, quelques-uns, tout en déplorant leur sort, refusent d'agir, d'employer les moyens nécessaires pour renverser l'obstacle.

Enfin, un petit groupe d'individus se décident à le démolir, coûte que coûte, et l'attaquent à coups de pioche. Tous leurs compagnons se trouvent naturellement exclus de cette besogne, soit qu'ils la réprouvent, soit simplement qu'ils refusent d'y participer ; mais il ne s'ensuit pas que ceux qui y travaillent tomberaient d'accord sur l'efficacité d'un autre labeur.

⁂

Que Cornélissen excuse le... *biblisme* (!) de cette image. J'espère qu'elle l'aidera à mieux comprendre notre conduite à Amsterdam. Nous n'avons (je dis *nous*, étant un des signataires de la motion violente citée par Cornélissen), nous n'avons eu besoin d'exclure personne. Un sentiment de simple honnêteté nous a poussés à jouer cartes sur table, à ne pas vouloir faire de dupes, à bien définir le but que nous nous proposions, les moyens à employer. Envisageant la violence comme le seul moyen de combattre la violence, nous étions, de ce fait, séparés de ceux qui pensent que c'est un excellent moyen de lutte de se laisser taper dessus, de n'opposer à la force que l'inertie, la résignation, ou de tendre la joue gauche quand la droite est rouge encore de la claque reçue.

Je le répète, nous n'avons pas eu à exclure les chrétiens. Ils se sont trouvés tout naturellement exclus, quand ils ont connu nos intentions. Un d'eux pourtant, le pasteur Schelmerhorn que, sans doute, nos idées de violence n'effraient pas, est resté parmi nous. Je m'explique assez difficilement sa conduite, mais je dois la constater.

« Quiconque, dit Cornélissen, veut aboutir en « vie sociale à quelque chose de pratique sur « un point spécial, cherchera à réunir tous ceux « qui sont d'accord sur le point en question. »

C'est ce que nous avons essayé de faire. Pour n'avoir pas de surprises désagréables, nous avons tenu à être tous d'accord, non seulement sur le principe de l'antimilitarisme, mais aussi sur la forme à lui donner *pratiquement*.

Cornélissen critique aussi le Congrès « d'avoir morcelé les forces révolutionnaires » en créant une association qui se spécialise sur la propagande antimilitariste. Il voudrait, dit-il, qu'on puisse s'occuper d'autres questions (parlementarisme, coopération, syndicalisme, éducation, etc...).

Mais l'A. I. A. n'est pas une congrégation où l'on fait vœu en entrant de ne célébrer qu'un culte!

C'est un terrain d'entente en vue d'une réalisation précise. Tous ceux qui partagent notre avis sur la nécessité et la façon de combattre le militarisme, entreront dans notre association, quelles que soient leurs opinions sur toute autre question.

Une association ne me paraît viable qu'établie sur de semblables bases. Pas plus que moi, Cornélissen ne connaît beaucoup de révolutionnaires partageant les *mêmes* idées sur *toutes* les questions sociales. La vaste Internationale qu'il rêve me paraît donc bien difficile à édifier.

Ce que Cornélissen appelle le morcellement des forces révolutionnaires, ne serait-ce pas plutôt une raisonnable répartition du travail, qui se fait de soi-même, par le fait que chacun de nous s'adonne plus spécialement à une action compatible avec son tempérament, sans pour cela se désintéresser des autres?

Fédérées, si je puis dire, dans un même désir de pandestruction, les différentes associations qu'imagine Cornélissen (pour le refus de l'impôt, la grève générale, etc.) ne se nuiraient nullement. Comme dirait M. de La Palice, il est nécessaire de se grouper en vue d'une action impossible ou vaine individuellement. « Une ligue anticléricale ou un mouvement syndical, écrit Cornélissen, perdraient leur raison d'être lorsqu'ils se seraient mis dans l'incapacité d'embrasser tous les libres penseurs ou tous les hommes de métier, et voudraient s'étendre exclusivement aux anticléricaux ou aux syndicalistes libertaires et révolutionnaires. »

Je suis d'un avis absolument opposé, et je me demande même si Cornélissen ne s'est pas mal exprimé.

Comment, en effet, peut-il envisager la possibilité d'une alliance pour une œuvre commune (laquelle?!) entre les syndiqués libertaires et les *jaunes* qui sont aussi, pourtant, des syndiqués?

Les mots sont souvent bien élastiques, et il faut s'entendre sur le sens qu'on leur attribue.

Le sens du mot *socialisme*, entre autres, a tout à fait dévié. Nous pouvons le déplorer, mais, constatant un fait acquis, je trouve, contrairement à Cornélissen, tout à fait naturel que les *socialistes* actuels (ou *social-démocrates*) préfèrent rester entre *parlementaires* dans leur congrès où on ne discute que de tactique *parlementaire*.

A ce point de vue, Cornélissen a raison de nous comparer aux social-démocrates. Nous pensons comme eux qu'il est nécessaire, avant d'entreprendre une œuvre commune, de s'entendre non seulement sur le but à atteindre, mais aussi sur les moyens de l'atteindre.

L'A. I. A. fait donc appel aux ennemis de la guerre, mais seulement aux vrais, à ceux qu'un vœu platonique ne contente pas, et qui sont décidés à supprimer le fléau, en ayant recours à tous les moyens efficaces.

FRANCIS.

RÉPONSE

Je comprends fort bien que le camarade *Francis* n'insiste pas sur les contradictions que j'ai relevées entre la convocation du congrès antimilitariste et l'exclusion non seulement des chrétiens anarchistes et tolstoïens, mais aussi de tous les non-révolutionnaires, ne l'oubliez pas. Cependant, il me semble que — contrairement à l'avis de Francis — ces contradictions prouvent autre chose encore que le simple fait « que l'opinion de quelques-uns s'est modifiée ». Elles prouvent surtout que les congressistes chancelaient entre deux principes d'organisation. Et ils chancellent encore. Le camarade Francis me permettra de lui rappeler que, la semaine passée encore, on a collé sur les murs de Paris et envoyé aux journaux une convocation pour une réunion publique aux Sociétés savantes. Dans cette convocation signée par le *Comité national de France* de l'A. I. A. on lit :

« Pour arriver à notre but, tous les concours seront utiles. Tous les antimilitaristes convaincus, sans distinction d'école, doivent être des nôtres. Il ne s'agit plus, cette fois, d'ergoter sur les sociétés de demain, de spéculer sur l'*an deux mille*, mais d'accomplir une œuvre positive, un labeur immédiat : *abattre le monstre dévorateur d'hommes!*

« Sur ce terrain, tous : anarchistes, syndicalistes, socialistes, etc. (cet et cætera est une merveille) doivent s'unir. Nos moyens de propagande sont multiples. Nous les acceptons tous : la brochure, le meeting, le journal, le livre, et, le cas échéant, l'action violente. »

En ce qui concerne les socialistes, opposés dans cette convocation, comme dans la lettre de Francis, aux anarchistes, c'est autre chose que le « sectarisme » que celui-ci nous prêche : « Nous pensons comme eux qu'il est nécessaire, avant d'entreprendre une œuvre commune, de s'entendre non seulement sur le but à atteindre, mais aussi sur les moyens de l'atteindre. » Vis-à-vis des « syndicalistes » votre attitude est non plus nette. Après l'adoption de la résolution d'Amsterdam, vous continuez à faire un appel à eux, sans vous demander si votre « sectarisme » est admissible pour eux.

Je le regrette d'autant plus, qu'à mon avis, vous vous trompez catégoriquement si vous croyez unir plutôt les esprits sur le point de l'antimilitarisme que dans la « vaste Internationale » que je *rêve*. Le Congrès d'Amsterdam aurait pu vous prouver que vous avez eu là les mêmes divergences d'opinions qui existent sur les questions sociales en général; comme ce congrès aurait pu vous montrer combien on a tort de se borner dans son « sectarisme, » lorsqu'on se réunit pour accomplir une œuvre commune.

C'est avec les sectaires comme avec les « purs ». « Un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure », dit une locution proverbiale. Et un sectaire trouve toujours un plus sectaire qui l'exécute. Cette tactique sectarienne me semble peu recommandable, bien qu'elle soit commode pour escamoter les discussions : « On obtient toujours une unité, lorsqu'on met ses adversaires à la porte. »

Mais, la tactique se venge. C'est une des raisons pour laquelle le camarade Francis a également tort, à mon avis, lorsqu'il croit que les différentes associations analogues dont j'ai parlé (pour le refus de l'impôt, la grève générale, etc.) « ne se nuiraient nullement ». Qu'il ne croie pas que son « sectarisme » soit accepté déjà généralement par les camarades militants! Et quelle raison y aurait-il de s'arrêter en si beau chemin?

Supposez un congrès futur, par exemple, pour le refus de l'impôt. Quels motifs d'exclusion n'invoquerait-on pas? « Chrétien » ou « révolutionnaire », avec ou sans nécessité de « violence », « spontané » ou « organisé », etc. Un vrai massacre! Pour la grève générale, l'anticléricalisme, pour n'importe quoi, il y aurait toujours des occasions pour les « sectaires » d'imposer leurs conceptions et de jouer au Robespierre. Avais-je raison de parler du morcellement de notre mouvement? Le congrès d'Amsterdam montre clair et net ce qui nous attend si on continue dans cette voie.

Et puis, ne jouons pas sur les mots. Toute la lettre du camarade Francis prouve qu'on a *exclu*, et la fin de sa lettre parlant des « moyens à atteindre le but » à côté du « but », même est absolument claire sur ce point. Qu'on nous dise après que les libertaires n'ont pas exclu les autres, mais « qu'un sentiment de simple honnêteté les a poussés à jouer cartes sur table », en définitive, c'est la même chose. Aussi est-ce de cette façon que la résolution a été comprise — et cela pas seulement par les anarchistes chrétiens et tolstoïens. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu d'autres raisons de mécontentement. Les délégués anglais, par exemple, venus comme l'on avait annoncé — pour 116.000 mineurs, n'ont pas attendu le dernier jour du Congrès pour s'en aller de là. En somme, les organisateurs du Congrès n'ont pas su tenir leur promesse que tous seraient les bienvenus qui pouvaient accepter la devise : « *Pas un homme, pas un centime pour le militarisme.* » C'est là le point essentiel.

Il y a une objection faite par le camarade Francis, qu'il faut examiner à part et d'un peu peu plus près. Il me demande comment l'alliance entre les *syndiqués libertaires* et les *jaunes* « qui sont aussi pourtant des syndiqués » serait possible.

Il y a ici une différence avec le cas de l'antimilitarisme, et je me demande comment le camarade Francis peut confondre ainsi les termes.

Nous ne pouvons pas collaborer avec les jaunes, puisque leurs organisations sont construites par les patrons et entretenues par l'argent du capitalisme; ils servent plutôt aux intérêts du patronat qu'à ceux des classes ouvrières; ils *mettent en question l'existence directe de nos propres organisations comme organisations indépendantes*. Tout *jaune* qui abandonne son organisation *patronale* pour venir à l'une des nôtres, est accepté à bras ouverts; ce n'est pas lui, mais son *organisation* que nous combattons en tant qu'organisation *patronale*. Ces gens sont en réalité des *patronards* qui jouent aux *antipatronards*.

A Amsterdam, c'était tout autre chose. Vous n'avez jamais supposé que les autres groupes antimilitaristes avaient été envoyés expressément par le patronat ou le gouvernement, pour *mettre des obstacles à votre mouvement à vous* ou pour favoriser le *militarisme* sous *le masque de l'antimilitarisme*. Si vous aviez cru que les autres antimilitaristes étaient des valets de patrons, des officiers en civil ou des mouchards, vous auriez pu les mettre à la porte — sans avoir commis de faute de tactique, naturellement! Mais, dans ce cas, vous ne les auriez peut-être pas invités.

Qu'on tourne la question comme on veut, la dualité de la nouvelle association et l'équivoque de sa situation actuelle restent toujours évidentes.

CHRISTIAN CORNÉLISSEN.

CONTES POUR ENFANTS

J'ai reçu une cinquantaine d'adhésions, et une promesse de 100 fr. d'un de nos amis, si l'idée se réalise. Je n'ai pas encore pu m'occuper des prix, mais cela ne dépassera pas 3 fr. Que ceux qui croient l'idée bonne, nous trouvent des souscripteurs. J'ai fait tirer quelques circulaires que je tiens à la disposition de ceux qui voudront en faire circuler.



France.

La grande famille. — Ces jours derniers, vers cinq heures du soir, un jeune soldat du 31e de ligne, en garnison à Paris, s'est pendu dans sa cellule. Il était en prévention de conseil de guerre.

Encore une victime du militarisme et des conseils de guerre... Encore, encore, encore!... Belles promesses des belles années 1898 et 1899, où êtes-vous? Grâce à vous, nous avions cru à l'abolition prochaine des juridictions militaires; mais vous mentiez, belles promesses, et nous avons perdu pas mal de temps à vous entendre.

Les conseils de guerre subsistent, broyant des vies, des vies ardentes de jeunes hommes. Et personne ne proteste plus.

Mais quoi! Nos socialistes ont vraiment bien autre chose à faire. Ne savez-vous pas « *qu'ils s'associent à l'œuvre de laïcité, à l'effort de démocratie* »? Ne les troublez pas dans ces opérations splendides... Mettre en question les conseils de guerre? Mais, petit malheureux, voulez-vous donc faire « le jeu de la réaction! »

Il paraît que les conseils de guerre font actuellement le jeu de la République.

C.

⁂

LE CHAMBON-FEUGEROLLES. — C'est décidément un bien brave homme — du temps des assignats — que celui dont la maison a été dynamitée il y a une quinzaine de jours.

Le bonhomme est si bien sûr de jouir de l'estime générale qu'il ne se couche jamais sans avoir un fusil chargé à portée de sa main, c'est le *Stéphanois* qui nous l'apprend. Quatre ou cinq arrestations ont été opérées sur des mineurs de la localité; puis le parquet voyant qu'il suivait une fausse piste, les a remis en liberté, en leur conseillant de ne pas recommencer.

Faites-en de même, Messieurs du parquet.

⁂

Valetaille. — Le socialisme mourra par ses politiciens. S'il nous plaisait de relever ici chaque semaine les faits par où s'atteste la pourriture de ceux-ci, ce serait un écœurement profond.

On nous signale le cas des sieurs Krauss et Normand, députés et conseillers généraux du Rhône (il y a belle lurette que le socialisme n'est pas hostile au cumul). Au conseil général de leur département, ces deux individus ont fait voter la menue somme de 500 francs pour le monument de Waldeck-Rousseau, l'*éminent homme d'Etat qui a pu faire taire ses préférences personnelles et de famille pour ne voir que l'intérêt supérieur du pays et défendre la République démocratique.*

Waldeck-Rousseau remplaçant Marx au catéchisme socialiste, c'est tout de même à mourir de rire.

C.

Mouvement ouvrier. — *A joindre au dossier des agissements du socialisme réformiste.* — A la veille des élections législatives de 1902, Millerand, ministre du commerce, invita par circulaire, les inspecteurs du travail à cesser toutes contraventions aux infractions patronales. C'est ainsi que le ministre « socialiste » appliquait les lois ouvrières, si chères au cœur des réformistes de la Confédération du travail!

Le fait a été rapporté à la séance du 12 septembre de la Fédération sociale révolutionnaire de la Seine (Parti socialiste français) par le citoyen Jacques.

C.

Allemagne.

Le citoyen Friedeberg, que sa propagande pour la grève générale a rendu fortement suspect aux autorités socialistes allemandes et qui, voici quelques semaines, au cours d'une conférence très applaudie, inculpait résolument la tactique parlementaire du Parti d'avoir engendré un réformisme contraire à la lutte de classe, vient de donner sa démission de conseiller municipal de Berlin.

C'est, logiquement et loyalement, la conclusion qu'imposait à Friedeberg sa campagne pour la grève générale.

C.

Espagne.

Solidarité internationale. — Nous avons reçu du Comité international de Barcelone, chargé d'activer la campagne actuelle pour la liberté des détenus politiques et pour l'éclaircissement des événements scandaleux d'Alcala del Valle, une circulaire annonçant que, d'accord avec divers comités étrangers, il avait décidé de choisir la date du 2 octobre prochain pour la célébration de meetings partout où il pourra en être organisé.

La circulaire explique que cette date a été choisie à cause de la proximité de l'ouverture des Cortès (Parlement espagnol). Un débat sur l'affaire d'Alcala del Valle doit avoir lieu à la Chambre. Il est urgent que l'opinion publique internationale s'affirme une fois encore et rappelle aux gouvernants de l'Espagne, la nécessité d'agir conformément aux conditions d'une époque où, quoi qu'on fasse, il est devenu impossible d'étouffer la voix de la révolte, quand elle s'inspire de la vérité.

République Argentine.

BUENOS-AYRES, 24 août 1904. — Le quatrième congrès de la Fédération ouvrière argentine a pris d'importantes résolutions sur l'attitude à tenir dans les grèves futures. Elle a décidé que les grèves des bras croisés, soutenues par les gros sous du prolétariat, selon le refrain si cher au parti socialiste, ne rapportaient absolument rien pour la cause ouvrière, et qu'à l'avenir « les grèves partielles devraient se faire le plus révolutionnairement possible, pour former l'éducation révolutionnaire du peuple, et préparer ainsi à la grève générale ».

L'attitude de la Fédération vis-à-vis du militarisme a été très nettement définie.

Dans la campagne antimilitariste que j'ai menée dans *La Protesta*, je demandais au congrès de prendre les mesures pratiques pour aider ceux qui fuiraient le service militaire. L'Argentine étant un pays d'immigration, il est facile de s'organiser pour recevoir ici un grand nombre de camarades qui refusent de se soumettre au régime militaire.

L'appel a été entendu, et la Fédération a décidé d'entrer en relations avec tous les groupes antimilitaristes d'Europe.

Elle s'engage à aider, par tous les moyens dont elle dispose, les camarades qui se rendront ici.

Pour assurer du travail aux arrivants, il serait bon que les groupes et syndicats passent des listes indiquant le nombre et les professions des jeunes gens ayant l'intention de venir à Buenos-Ayres.

Pour cette année, il est impossible de faire quelque chose en grand. Néanmoins, si quelques camarades désirent traverser l'Atlantique, ils peuvent entrer en relations avec moi; qu'ils écrivent à J. C. Collonges, diario *La Protesta*, Calle Cordoba 359, Buenos-Ayres.

Je ferai, d'accord avec la Commission antimilitariste, tout ce qu'il sera possible de faire pour les aider à se retourner ici.

D'avance nous les prévenons que la vie est aussi difficile en Argentine qu'en Europe: que ceux qui ne craignent pas la lutte et veulent mettre leurs actes d'accord avec leurs idées, entrent en relations avec nous.

Nous ferons pour le mieux.

L'avalanche de protestations nous force à renvoyer la suite de l'étude de Ch. Albert intitulée : Pourquoi et comment entreprendre une définition de l'art, *que nous tâcherons de donner dorénavant sans interruption.*



L'A B C de l'Astronomie[1]

(Suite)

II

LE SOLEIL

Le soleil est « une boule de feu », c'est-à-dire un corps gazeux incandescent à forme sphérique, dont la température à la surface serait, d'après les dernières données, de huit à dix mille degrés.

Mais cette définition ne donne qu'une idée approximative de l'astre radieux et est loin d'être rigoureusement exacte. En réalité, ce globe n'est ni solide, ni liquide, ni gazeux dans le sens que nous attribuons généralement à ces mots, car les gaz qui le composent sont condensés dans une condition de physique absolument inconnue par nous : leur poids n'est en moyenne, à volume égal, que quatre fois moins lourd que les substances terrestres et la pesanteur est, à la surface solaire, 27 fois et demie plus forte qu'à la surface de notre planète.

L'astre du jour tourne de l'Ouest à l'Est autour de son axe en 25 jours 4 heures, en entraînant avec lui, à raison d'une vitesse de 20 kil. par seconde, tout notre système planétaire dans la direction de l'amas stellaire, qui est situé dans la constellation d'Hercule. Selon toutes les probabilités, le Soleil, ainsi que la plupart des étoiles de première grandeur, ses voisines, graviteraient dans des périodes de plusieurs millions d'années autour de cet amas stellaire.

Les proportions du Soleil sont gigantesques. Son diamètre est 108,56 fois aussi long que le diamètre équatorial de la terre, soit 1.383.272 kilomètres, sa circonférence est de 4.343.473 kilomètres. La superficie de l'astre du jour est 12.000 fois plus grande, son volume 1.283.720 fois plus gros et son poids 324.539 fois plus lourd que ceux de notre planète.

Le poids de la Terre étant de 5 septillions 875 sextillions de kilos, celui du soleil est conséquemment de 1 nonillion 900 octillions de kilos, ce qui s'écrit par trente et un chiffres.

La densité de l'astre radieux est égale à 0.253 (la terre étant 1), la pesanteur à sa surface à 27.6 et son diamètre angulaire à 32'3".

Pour mieux faire apprécier l'immensité du soleil qui pèse encore à lui seul sept cents fois plus que toutes ses planètes réunies, nous donnons ci-contre le tableau comparatif.

	DISTANCE AU SOLEIL			ROTATION	DURÉE des RÉVOLUTIONS	DIAMÈTRES (celui de la Terre étant 1)	VOLUMES (la Terre étant 1)	MASSES (la Terre étant 1)	DENSITÉ (la Terre étant 1)	PESANTEUR à la surface (Équateur)	INCLINAISON de l'Équateur sur l'Orbite
	la Terre étant 1	en millions de kilomèt.	en vitesse de la lumière								
Soleil	*	*	*	25 j. 4 h.	*	108,56	1,283,720	324,439	0,253	27,6	*
Mercure	0,387	58	0 h. 3'	(?)	87 j. 97	0,373	0,052	0,061	1,173	0,429	(?)
Vénus	0,723	108	6'	23 h. (?)	224 j. 70	0,999	0,975	0,787	0,807	0,802	(?)
Terre	1,000	149	8' 13"	23 h. 56' 4"	365 j. 25	1	1	1	1	1	23° 27'
Mars	1,523	227	13'	24 h. 37' 23"	686 j. 98	0,528	0,147	0,105	0,711	0,376	24° 52'
Jupiter	5,202	775	43'	9 h. 55'	11 a. 315 j.	11,061	1,279	310	0,242	2,261	3° 4'
Saturne	9,538	1421	1 h. 19'	10 h. 14'	29 a. 167 j.	9,299	719	92	0,128	0,892	26° 40'
Uranus	19,183	2858	2 h. 38'	11 h. (?)	84 a. 7 j.	4,234	69	14	0,193	0,754	98 ±
Neptune	30,055	4478	4 h. 8'	11 h. (?)	164 a. 280 j.	3,798	55	16	0,300	1,142	122 ±
Lune	*	*	*	27 j. 7 h. 43' 11"	*	0,273	0,020	0,012	0,615	0,174	*
	Mois lunaire			29 j. 12 h. 44' 2"	*	*	*	*	*	*	*

Pour déterminer la distance qui nous sépare du soleil, on se sert des passages de Vénus devant l'astre du jour. Ces passages ont lieu à des intervalles successifs de 8, 105 1/2 et 121 1/2 ans ou, si l'on préfère, tous les 113 1/2 ans plus ou moins 8 ans au mois de juin ou de décembre. Depuis qu'on emploie cette méthode de triangulation, proposée par l'astronome anglais Halley, Vénus est passée devant le soleil le 5 juin 1761, le 3 juin 1769, le 8 décembre 1874 et le 6 décembre 1882. Son prochain passage aura lieu le 7 juin 2004.

On peut également calculer la distance de l'astre du jour par la vitesse de la lumière, depuis qu'on sait qu'elle est de 300.000 kil., par seconde et qu'on a observé, en examinant les éclipses des satellites de Jupiter, qu'il y a 16' 26" de différence entre les moments où elles arrivent, selon que Jupiter se trouve du même côté du soleil que la terre ou qu'il se trouve du côté opposé. Il suit de cette constatation que la lumière emploie 16' 26" pour traverser le diamètre de l'orbite terrestre et conséquemment 8' 13" pour venir du soleil, situé au centre.

L'aberration de la lumière donne aussi un moyen pour mesurer l'abîme qui sépare la terre de son astre central. Elle montre que la vitesse de notre planète égale 1/10.000 de celle de la lumière et est de 30 kil. par seconde. Cette donnée permet de calculer facilement la longueur de l'orbite parcourue en 365 1/4 jours et finalement le diamètre de cette orbite, dont la moitié est la distance qui nous sépare du soleil.

Une quatrième méthode pour arriver au même résultat, est fournie par les mouvements de la lune, une cinquième par les masses des planètes, dont les mouvements sont intimement liés à la masse du soleil et à sa distance et une sixième, enfin, nous est offerte par l'observation de Mars et par celle des petites planètes extérieures à la terre. Ces planètes passent devant les étoiles situées derrière elles et se projettent, si l'on observe leurs positions vues de deux pays de la terre très éloignés l'un de l'autre, en deux points différents, comme Vénus pour le Soleil. La distance de la Terre à Mars ou aux autres planètes employées, est indiquée par l'écartement angulaire de ces deux points.

Ces six méthodes différentes, que nous venons d'exposer sommairement, concordent toutes pour établir que la parallaxe solaire est entre 8"80 et 8"86, ce qui donne pour la distance moyenne qui nous sépare du soleil 11.640 fois la longueur du diamètre terrestre ou environ 149 millions de kilomètres.

Le soleil, duquel dépendent nos destinées, soutient par son attraction la terre et toutes les planètes, *en leur faisant décrire rapidement autour de lui des ellipses, dont il occupe un des foyers.*

Ainsi le veut la première proposition fondamentale des mouvements planétaires découverts par Képler. A cette proposition Képler en avait ajouté deux autres. La seconde, connue sous le nom de *loi des aires*, établit que *les aires ou surfaces décrites par les rayons vecteurs des orbites sont proportionnelles aux temps employés à les parcourir.*

Cela veut dire que la vitesse d'une planète varie suivant les positions qu'elle occupe le long de son orbite. Son allure est moyenne lorsqu'elle se trouve à sa distance moyenne. Lorsqu'elle est proche du Soleil — périhélie — sa vitesse est accélérée; lorsqu'elle s'en est éloignée — aphélie — elle marche plus lentement.

Les arcs parcourus dans un temps égal sont d'autant plus petits que la planète est éloignée, mais les surfaces comprises entre les lignes menées du soleil aux deux extrémités des arcs parcourus en un même temps, sont égales entre elles.

Quant à la troisième proposition fondamentale, elle est la plus importante, parce qu'elle relie entre elles toutes les planètes.

Voici comment elle a été formulée par Képler :

Les carrés des temps des révolutions des planètes autour du soleil, sont entre eux comme les cubes des distances.

L'exemple suivant le prouve : La révolution de Neptune autour du Soleil est de 164 ans 281/365 et ce chiffre multiplié *une* fois par lui-même donne le nombre 27.000. Or, Neptune est environ 30 fois plus éloigné du Soleil que la terre et en multipliant *deux* fois le chiffre 30 par lui-même, on trouve également le nombre 27.000.

Les trois lois fondamentales découvertes par Képler se trouvent complétées et expliquées par la loi de gravitation ou d'attraction universelle que nous devons à Newton, et d'après laquelle *la matière attire la matière, en raison directe des masses et en raison inverse du carré des distances* (1).

Cette quatrième proposition fondamentale n'a pas besoin d'être commentée. Elle parle un langage assez clair pour dissiper tout malentendu, en affirmant péremptoirement, qu'un corps deux fois plus éloigné est quatre fois, trois fois plus éloigné, neuf fois, quatre fois plus éloigné, seize fois moins attiré et ainsi de suite.

∴

Notre Soleil qui n'envoie à la terre, que la deux-milliardième partie de la lumière et de la chaleur rayonnées par lui dans l'espace, et dont la force dépensée sur la surface de notre planète égale 218 trillions de chevaux-vapeur, appartient avec Capella, Procyon, Arcturus et la plupart des étoiles de 2e grandeur, aux astres que nous avons rangés parmi ceux qui traversent la troisième période de la vie stellaire ascendante.

Les astres qui traversent cette phase de leur existence se font remarquer par l'altération que

(1) Voir le n° 20.

(1) Newton a affirmé que tout se passe comme si les corps s'attiraient en raison directe de leurs masses et en raison inverse du carré des distances. Mais il n'a nullement prétendu affirmer la réalité de l'attraction conçue comme une entité métaphysique.

subit l'intensité de leur lumière, due à un commencement de refroidissement de leur surface.

Ce refroidissement est caractérisé par la formation de taches ou cavités, remplies de vapeurs transparentes, qui proviennent de grands bouleversements que produisent des différences de niveau, des soulèvements et des dépressions de la photosphère. Ces taches sont généralement environnées de *facules* ou régions très brillantes, qui forment autour d'elle une sorte de bourrelet saillant et ultra-lumineux.

Les taches solaires, qui font partie intégrante de l'astre du jour et dont la température est inférieure à celle de sa surface lumineuse, ou photosphère, voyagent autour du Soleil dans le même sens que la révolution annuelle de la Terre et que le cours de toutes les planètes. Leur rotation s'effectue auprès de l'équateur solaire environ en 25 jours et en 28 entre le 45e et le 50e parallèle boréal ou austral. Aux pôles, elles ne se voient jamais.

(*A suivre.*) F. Stackelberg.



Paris, 16 septembre 1904.

Mon cher confrère,

Dans un article de votre dernier numéro des *Temps Nouveaux*, un de vos collaborateurs reproduit une accusation de plagiat qui a été portée contre moi par un rédacteur des *Notes critiques*, devenu, par la grâce du socialisme, bibliothécaire du ministère du Commerce, et reproduit aussitôt avec une satisfaction évidente par M. Thomas, rédacteur à l'*Humanité*.

Je n'ai pas voulu répondre à M. Simiand, qui, se considérant comme le gardien des textes sacrés du Capitole où l'a introduit la politique, ne peut pas comprendre que les documents officiels sont publiés pour qu'on les reproduise, alors surtout qu'ils décrivent le fonctionnement d'une institution d'Etat.

Je me suis contenté de faire observer à M. Thomas que j'avais cité très complaisamment les numéros de l'*Officiel* où j'avais pris les rapports officiels dont je me servais, probablement pour mieux plagier à mon aise, en indiquant les sources de mon plagiat.

Mais avec vous, mon cher Grave, il en va autrement. Je sais que je peux discuter en toute loyauté avec votre loyauté et j'en use.

A la suite d'un article sur la réglementation du travail, j'ai emprunté, il est vrai, au rapport officiel sur l'organisation et le fonctionnement de l'Office du Travail, les renseignements qui m'étaient fournis par cette organisation elle-même, dans un rapport de 1900. Ai-je voulu, en reproduisant ce rapport, en accaparer la gloire éclatante ?..

L'idée ne m'en est même pas venue à l'esprit. J'ai simplement songé à donner l'idée la plus exacte possible de ce qu'est l'Office du Travail, d'après les affirmations de l'Office lui-même.

Et c'est à la suite de ce *plagiat* que j'ai été vivement attaqué par MM. Simiand et Thomas, qui s'inquiètent vraiment de moi beaucoup plus que je ne m'occupe de leur grand talent. Ils ont parlé de mauvaise foi, alors que j'indiquais les sources où j'avais puisé. N'étaient-ce pas ces esprits remarquables qui manquaient, en l'occurrence, de bonne foi ?

Que leurs amis et eux-mêmes se contentent de ne pas profiter de mes travaux, sans me citer, sinon pour contester mes précisions, c'est tout ce que je leur demande.

Mais que vous, vous endossiez ces calomnies, voilà ce qui m'étonne, car vous me connaissez, et vous savez que, si je suis un adversaire de vos idées, je suis un adversaire loyal et désintéressé.

Votre dévoué,

Léon de Seilhac.

P. S. — Je ne parle pas ici de M. Em. Cheysson, qui est un esprit des plus lumineux et des plus novateurs de l'Economie sociale. Ce serait lui faire injure que d'essayer de le défendre contre les accusations dont votre collaborateur essaye de l'atteindre. Contester son originalité, c'est contester la valeur de tous ses travaux, qui sont pour tous une mine inépuisable de documentation.

Pour M. de Seilhac, j'ai cité la source où j'avais pris le renseignement. J'ai dit simplement : « J'avais lu dans l'*Humanité*... » Je n'éprouve aucune honte à avoir fait cette citation. Je ne connais M. de Seilhac que par des ouvrages de documentation et de compilation.

Quant à M. Cheysson, c'est autre chose. En 1896, faisant un travail sur la statistique, je fus amené à consulter un certain nombre d'ouvrages sur cette matière. Je fus stupéfait en lisant un opuscule de M. Cheysson qui paraissait avoir été copié mot à mot sur un article de Bertillon l'ancien, dans le Dictionnaire encyclopédique de médecine. Je me souviens d'avoir vu à cette époque deux ouvrages signés par Cheysson : « Les moyennes en statistique » et « les Règles de la statistique graphique ». Je crois que c'est ce dernier (présenté par l'auteur comme son rapport au moment de l'Exposition de 1889), qui a été copié. D'ailleurs, ceux qui ont du temps à perdre peuvent aller vérifier à la Bibliothèque Nationale ; ils s'assureront que M. Cheysson sait mettre en pratique la théorie du moindre effort.

M. Pierrot.

—— Le citoyen Van Kol, attaqué par Domela dans son article sur le Congrès d'Amsterdam, paru dans le numéro 18 des *Temps Nouveaux*, nous a envoyé une longue réponse.

La stricte impartialité nous force à insérer sa réponse, mais non, toutefois, sans enlever les injures dont il a cru bon d'enjoliver sa réponse.

Si, contrairement à notre habitude, nous avons laissé passer des accusations individuelles, c'est qu'il est de notoriété que van Kol s'est enrichi — à millions, dit-on, — à Java. Et comme, même d'après Marx, il est difficile dans la société actuelle de devenir millionnaire sans exploiter peu ou prou ses semblables, voilà pourquoi les accusations de Domela nous semblaient fondées.

« Domela Nieuwenhuis m'appelle : *un exploiteur des indigènes qui pleure sur les exploités !* car « si quelqu'un le connaît comme tel, c'est bien lui ». Par cela il veut parler d'une exploitation à Java, appelée « Kajoemeas » située dans la résidence de Besoeki ; si je dis le nom, c'est pour qu'on puisse, si on le désire et cela n'est nullement difficile, contrôler mes dires. Voici ce dont il s'agit :

« Ayant découvert ces terrains inconnus où jamais, avant moi, mortel n'avait mis le pied, je les reçus en concession temporaire (75 ans) ; les ayant donnés à une société anonyme, je suis maintenant l'un d'une dizaine d'actionnaires et l'un des commissaires en même temps. J'ai usé de toute mon influence pour parvenir à y placer une population fixe au lieu d'ambulante, à faire payer de bons salaires, donner de l'instruction aux enfants, des soins médicaux aux malades, une pension aux vieillards et la participation dans les bénéfices à tous. En un mot, on y est allé aussi loin que cela est possible dans une société capitaliste, surtout durant ce temps de crise dans les prix du café. Certes, il y a quelque chose d'injuste dans tout cela : on profite du travail mal payé, mais n'est-ce pas le même cas avec nous tous qui mangeons du pain, portons des chemises, habitons des maisons en profitant d'un vol de salaire ? Et que peut-on faire de plus que d'employer son argent et son indépendance à combattre le système capitaliste et soulager, selon ses forces, les victimes de son injustice ?

« La seconde accusation, que je *louais un général (van Heutz) qui laissait tuer par ses soldats des femmes et des enfants*, est encore plus mensongère. Certes, après une longue visite, non sans dangers, du terrain de la guerre, en traversant sur quelques centaines de kilomètres Atjeh du Nord au Sud, je devais reconnaître la vérité, que la soumission de ce peuple héroïque, après trente ans, était proche ; mais jamais je n'ai cessé d'accuser cette guerre de conquête comme injuste et criminelle. Depuis les expéditions de 1898, le nouveau gouverneur et chef de l'armée a mis fin aux pillages et incendies de villages dont on était coutumier auparavant ; cela aussi je l'ai constaté, ne pouvant nier la réalité.

« Mais que le massacre aussi bien d'hommes que de femmes a toujours trouvé en moi un sanglant accusateur, il n'y a que D. N. qui oserait le nier, et la preuve en sera donnée de nouveau la semaine prochaine quand, immédiatement après l'ouverture du Parlement et le discours du trône, je flétrirai pour la centième fois ces crimes de l'impérialisme. Que reste-t-il de ma *misérable hypocrisie ?*... du *loup dans la peau de la brebis !*... Rien qu'un infâme mensonge !

« Aywailles, le 12 septembre 1904.

« H. van Kol. »

—— Comme réponse à la lettre du camarade X..., publiée dans notre numéro 19, nous avons reçu une demi-douzaine d'abonnements d'un an à servir à des adresses données, ou de notre choix.

Nous détachons d'une de ces lettres, quelques passages qui indiquent comment, dans notre société, est encore comprise la liberté d'opinion :

« 15 septembre 1904. — Les moyens proposés par un camarade pour la propagation des idées anarchistes et de la feuille intrépide que vous gérez, me paraissent excellents. En outre, je pense que tous les libertaires devraient avoir à cœur de vous aider dans la rude tâche que vous vous êtes imposée avec vos collaborateurs dévoués. Et je considère même comme une obligation à tous les camarades de vous faciliter cette tâche ingrate, dans la mesure de leurs moyens.

« Les camarades portés de bonne volonté ne font certes pas défaut, mais la plupart, malheureusement, ne mettent pas en pratique leurs bonnes intentions ; il est donc urgent de nous tirer de cette torpeur. — Pour ma part, je me blâme amèrement, car depuis cinq mois, je m'étais engagé moralement à vous envoyer le montant d'un abonnement d'un an et de vous prier de le servir à un camarade moins fortuné.

« Ma négligence et le manque de temps ont été cause que mes bonnes dispositions ne se sont pas encore révélées : aussi, pour me réhabiliter envers moi-même, je demande un sacrifice à mon porte-monnaie et vous envoie le montant de deux abonnements que vous servirez à deux groupes de votre choix.

« Vous serez probablement étonné, ainsi que d'autres camarades, que je ne prenne pas un abonnement en mon nom.

« Si je ne le fais pas, c'est que je ne suis pas indépendant, comme presque tous les ouvriers, ce que vous n'ignorez pas, du reste, et que pour conserver ma place je suis dans la pénible obligation d'éviter que mes exploiteurs sachent que je suis anarchiste ; car s'ils me savaient hostile à l'exploitation de l'homme par l'homme, ils n'hésiteraient pas un instant à ne plus m'occuper.

« Lorsque le moment d'agir aura sonné, je ne serai pas le dernier à donner mon coup d'épaule pour renverser l'infecte société capitaliste qui, pour s'engraisser aux dépens des prolétaires, leur permet tout juste de ne pas crever de faim. En attendant, je me résigne simplement à propager nos idées dans les endroits où il n'y a pas de danger pour mon gagne-pain. — ce n'est pas courageux, objecteront certains camarades, — j'en conviens, mais beaucoup d'entre nous et le plus grand nombre sont dans mon cas et agissent par nécessité, de même que moi. A ceux-ci, puisqu'ils ne peuvent pas exprimer leurs idées, je les engage à acheter chacun et chaque semaine au moins deux exemplaires des *Temps Nouveaux* et d'en oublier un, volontairement bien entendu, dans un établissement quelconque (restaurant, café ou salon de coiffure, etc.). — De cette façon, bien des personnes ignorant l'existence des *Temps Nouveaux*, par curiosité, en prendront connaissance.

« De ces personnes, certaines approuveront nos idées et seront de nouvelles recrues. Moi-même, j'en suis une récente, depuis le mois d'avril et ce n'est qu'après avoir lu les *Temps Nouveaux* une fois que je me suis reconnu libertaire. Depuis, sans rien omettre, du titre au nom de l'imprimeur, je lis la feuille qui a captivé toute mon attention.

« Quant aux nombreuses personnes qui, hélas ! ne partagent pas nos idées par ignorance ou par abrutissement (les bourgeois je les exclus, puisque d'après eux, leur intérêt est de nous combattre), il

est certain qu'après la lecture d'une feuille libertaire, leur appréciation sur les anarchistes se modifiera et nous ne serons plus pour leur mentalité des bandits et des voleurs.

« C'est alors que ces personnes revenues à de meilleurs sentiments à notre égard consentiront à nous écouter et à reconnaître nos idées.

« C'est donc en répandant les journaux libertaires que nous ferons des adeptes, ce qui est facile.

« Les futurs anarchistes s'ignorant sont en grand nombre ; c'est sur eux que nous devons compter pour la refonte de l'ignominieuse société opprimant tous les travailleurs.

« La grève générale, lorsqu'elle sera possible, me semble être notre meilleur moyen d'action. Les timorés, les indécis et les incrédules, connaissant notre but, viendront à nous ou tout au moins ne nous combattront pas.

« Cordialement à vous. »

—— L'examen approfondi des révolutions nous ayant révélé que le succès d'une cause dépend toujours du degré de conscience des intéressés, une propagande d'éducation s'impose donc. Comptant plutôt sur les jeunes générations que sur les individus d'un âge avancé et imbus de préjugés dont ils ont bien du mal à se défaire, nous avons cru bon, à quelques camarades, de propager les idées anarchistes chez les instituteurs et institutrices qui ont pour tâche de former les jeunes. Faire d'abord la révolution dans les cerveaux des membres de l'enseignement nous a paru une excellente besogne.

Depuis un an déjà nous avons fait pas mal, mais pas cependant ce que nous aurions voulu faire si nos ressources nous l'avaient permis. C'est pourquoi nous lançons cet appel à tous les camarades de bonne volonté à qui ce genre de propagande convient.

Notre propagande consiste dans l'envoi des *Temps Nouveaux* et de brochures.

Adresser les fonds et communications au camarade R. Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

P. S. — Il sera rendu compte tous les mois dans les *Temps Nouveaux* des recettes et dépenses.

—— Lyon. — Reçu de différents souscripteurs la somme de 175 francs recueillie pour la défense du collègue Meyneris, poursuivi pour coups et blessures portés au nommé Boisson, négociant en soieries à Lyon, nationaliste militant, dans la bagarre du 8 décembre dernier, coups et blessures ayant déterminé la mort.

Poursuivi en cour d'assises et acquitté, le montant de la souscription a été affecté aux dépenses suivantes :

Voyages, courses et consommations	25 fr.
Achat de 25 volumes de la bibliothèque anarchiste, qui ont été offerts à titre d'hommage à Me Huguet, avocat de Meyneris	75 fr.
Reliure spéciale des 25 volumes	50 fr.
Total des dépenses	150 fr.

Reste en caisse à la disposition des souscripteurs et en ma possession la somme de 25 francs.

Claudius Simon, rue de Jonage, 42
Lyon-Villeurbanne.



—— **La Coopérative Communiste**, 68, rue François-Miron. — Jeudi, 29 septembre, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, vente de produits.

—— **Jeunesse Syndicaliste de Paris**, 1 *bis*, boulevard Magenta. — Lundi, 26 septembre, à 8 h. 1/2 précises du soir, salle B des Cours, Bourse centrale du Travail, 3, rue du Château-d'Eau (10e), causerie par le camarade Chemel sur ce que peuvent faire les antimilitaristes.

—— **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi, 28 septembre, à 8 h. 1/2 : A-propos sur l'amour, par Libertad.

—— **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi, 26 septembre, à 8 h. 1/2 : sur la Philosophie de la colonisation, par Wickers.

—— **L'Internationale Antimilitariste.** — Le Comité prévient les secrétaires de sections qu'il tient à leur disposition les cartes d'adhérents. Écrire ou s'adresser tous les jours, de 5 à 6 heures, au siège, 45, rue de Saintonge.

Pour éviter une comptabilité accaparante et fastidieuse, adresser les fonds en même temps que les demandes.

—— **L'Internationale Antimilitariste.** — Vendredi, 30 septembre, réunion de la section au local de l'U. P., 5, rue du Texel (XIVe). Causerie par un membre du Comité. Nouvelles adhésions.

—— **A. I. A. du 20e.** — Réunion le lundi 26, à 8 h. 1/2, salle Baucher, rue Ménilmontant.

—— Quatre-Chemins. — **Groupe Libertaire.** — Samedi, 24 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Chéry, 1, rue des Écoles, Aubervilliers : La Sociologie et ses deux méthodes, aboutissant à deux philosophies dualistes.

—— Arcueil-Cachan. — **La Pensée Libre**, 6, rue Emile-Raspail. — Samedi, 24 septembre : M. Paul Barré. La guerre russo-japonaise. — Jeudi 29 : Enquête sociale (Huret), lecture et discussions.

—— Aiglemont (Ardennes). — Exceptionnellement, le dimanche, 25 septembre, réunion à 6 heures du matin pour aller arracher les pommes de terre d'un camarade malade. Le soir, au retour, lecture de la correspondance, communications sérieuses, réponses à faire. Prière au camarade Bouillard d'être exact. Urgent.

Adresser les correspondances à Gualbert, à la Forge-Nouzon (Ardennes).

—— Amiens. — Conférence, en vue d'organiser une section de A. I. A. à Longneau, salle Lescot, route Nationale, samedi, 24 courant, à 8 h. 1/2 du soir, par le camarade Hévin.

Nous prévenons les copains que c'est 20.000 manifestes que nous faisons faire, pour cela, il nous faut une somme un peu plus forte que nous n'avions prévu. Encore un petit effort et nous en verrons la fin : c'est une vingtaine de francs qu'il nous manque.

—— Auxerre. — **Groupe des Sans-Patrie Auxerrois.** — Les camarades antiparlementaires et antimilitaristes désirant faire partie du groupe peuvent venir se faire inscrire tous les premier et troisième vendredis de chaque mois, au local habituel, rue Gérole, Champs-Bard.

L'entrée du groupe est rigoureusement interdite à tout politicien.

—— Beaune. — **Groupe antimilitariste.** — Réunion dimanche, 25, à 2 heures du soir, chez Marillier, 68, faubourg Madeleine.

—— Oullins. — **Groupe antimilitariste.** — Réunion dimanche, à 9 heures du matin, 25, salle Aillout, à la Mulatière.

—— Roubaix. — Dimanche, 25 septembre, à 10 heures du matin, réunion. Ordre du jour : La vitalité du Palais du travail. Communication importante ; présence indispensable.

—— Tourcoing. — Dimanche, 25 septembre, à 6 heures du soir, salle Draulez, rue Saint-Blaise, réunion de la Section de l'Internationale Antimilitariste.

Causerie par un camarade sur le rôle de l'armée dans les grèves.

Adresser les communications pour la Section de Tourcoing au camarade J.-B. Knokaert, rue de Maçon, 16.

Dans nos cartes postales, série des lithos, nous en avons six nouvelles : *Capitalisme*, de Comin'Ache ; — *L'Errant*, de X. ; — *Les Défricheurs*, d'Agar ; — *Les Sans gîte*, de C. Pissarro ; — *Le Dernier Gîte du trimardeur*, de Daumont — et le *Frontispice* de Roubille.

En vente, franco, les six 0.60

Nous rappelons que nous avons fait faire un tirage sanguine à part, sur papier fort, de notre affiche dessinée par Léomin.

Elle est laissée à 2 francs l'exemplaire.

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Le nommé Pauthier auquel j'ai eu l'imprudence de confier des carnets d'abonnement continue son petit métier en province. Je prie les camarades auprès desquels il tentera de s'en servir, de bien vouloir les lui reprendre, afin de couper court à toute nouvelle tentative.

J. Grave.



Au cours d'un banquet, à Odense (Fionie), le roi Christian, s'entretenant avec le « citoyen » Marott, député socialiste au Rigsdag, lui dit son contentement qu'il n'y ait point d'anarchistes au Danemark.

« Le citoyen Marott lui a répondu que dans un pays libre, où le peuple a le droit de prendre part au gouvernement, les théories anarchistes ne pouvaient guère trouver un terrain favorable. Le roi, satisfait de cette réponse, se sépara très cordialement des ouvriers et du leader *socialiste. »*

(*L'Humanité*, 1er septembre 1904.)

AVIS

Le Livre d'Or des officiers français, par Chapoutot, franco, 2 fr. 75.

Ce volume, tout de documentation, se recommande spécialement aux souscripteurs de *Guerre-Militarisme* et de *Patriotisme-Colonisation*. Il les complète, car ce sont les militaires qui parlent.

Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave, franco 2 francs.

Les véritables scènes ayant refusé cette pièce, peut-être aura-t-elle plus de chance chez les artistes-amateurs des Bourses du travail et des U. P.



Le Libertaire. — Veuillez inscrire un abonnement de trois mois pour Leblond, d'Amiens, que nous avons reçu pour vous.

M., à Bruxelles. — Le journal a toujours été expédié rue de Rollebeck ?

A. B. F., Grenoble. — Envoyez-nous votre adresse, avec timbre pour réponse.

G. E., à Liège. — Il nous reste une collection des trois premiers reliés à 22 francs, franco.

J. L., à Montigny. — Excusez-nous, c'est un manque d'attention de l'expédition.

R., Puget-sur-Argens. — Numéro réexpédié.

Larivière. — Un peu incomplet, et questions plus pressantes en ce moment.

F. G., 27. — Votre fantaisie est drôle, mais pas assez saillante, cependant pourrait aller si nous disposions de plus de place.

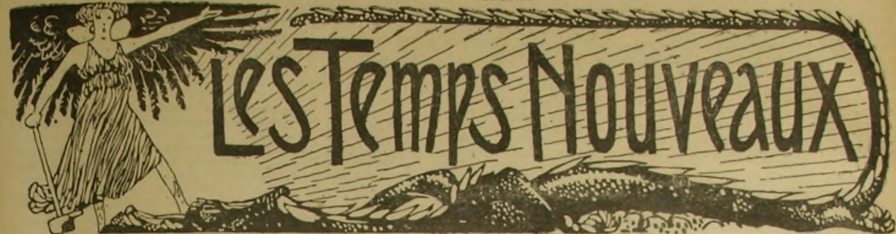
Reçu pour le journal : Camarades de Saleux (trimestriel), 5 fr. — P., à Montrouge, 2 fr. 50. — J. L., à Caudebec, 1 fr. 50. — L. V., à Rennes, 1 fr. 50. — Mlle D., à Grigny, 4 fr. — R., à Nimes, 2 fr. — R. et C., à Chicago, 17 fr. — G. L. V., à Autun, 2 fr. — Merci à tous.

S., à Lyon. — C., à Saleux. — M., à Nonancourt. — A. H., à Montluçon. — M. M., à Dijon. — E. G. D., à Montereau. — O. V., à San Paulo. — P. D., à Tilh. — L., à Saint-Servant. — O., à Croce. — M., à Chicopee. L., à Epinal. — T., à Velles. — C., au Chambon. — T., à Vaux. — A. M., à Jassans. — G. B., à Auxerre. — C., à Saint-Julien. — V., à Nimes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet, rue Bleue, 7, Paris.

Dixième Année. — N° 22 — PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 — *Du 1er au 7 Octobre 1904*



POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



Le Congrès de Rome

Rome, 24 septembre 1904.

Minuit. — Par quoi commencer et comment terminer cette lettre afin qu'elle reflète dans le cadre forcément restreint que l'espace, ces seules feuilles de papier dont dispose le gargotier d'où j'écris ces lignes, et le temps, c'est presque minuit, m'assignent. Je vais résumer.

Après un voyage de cinquante heures pendant lequel l'admirable tentative spontanée de grève générale du prolétariat italien m'a laissé près de vingt-quatre heures en panne, les rails ayant été enlevés, je suis enfin arrivé le 18 courant vers quatre heures de l'après-midi dans la Ville Eternelle.

Rome était tout entier au *Libero Pensiero.* Des affiches bariolées ayant trait au congrès tapissaient, à divers endroits, les murs de la capitale italienne ; dans les cafés on n'entendait parler que de l'événement du jour.

Peu à peu les délégués arrivaient, mais tous avec des retards considérables, dus à la crise de bon augure que vient de traverser l'Italie.

Le 20 septembre, à neuf heures du matin, le Congrès international a ouvert sa session. Tous les délégués étaient présents, à l'exception de nos vaillants amis d'Espagne, qui avaient frété un navire à Barcelone pour les conduire à Civita-Vecchia et qu'une tempête furibonde a empêchés d'arriver avant le 21.

Le 19 septembre, les anarchistes, venus nombreux de toutes les parties de l'Italie, se sont réunis au numéro 4 de la via Ciancalioni pour prendre une décision au sujet de la conduite à tenir pendant le Congrès. Le lendemain, les socialistes italiens et français se sont unis à eux et c'est grâce à l'entente des socialistes-révolutionnaires et des anarchistes italiens et de l'appui fraternel que leur ont prêté les camarades de France et d'Espagne, que le Congrès de Rome, qui ne devait être qu'une manifestation théorique et platonique de la libre pensée anticléricale, a pu s'affirmer prolétarienne et révolutionnaire.

Au congrès, Sergi, le grand savant allemand Haeckel et Hector Denis ont pris, les premiers, la parole.

Ernest Haeckel a proposé ensuite un ordre du jour de félicitation et d'encouragement à Combes pour l'engager à mener à bonne fin, en France, la séparation intégrale des Eglises et de l'Etat.

Cette proposition, combattue par les anarchistes, et notamment par Domela et Robin, a été renvoyée à la Commission et votée ensuite par le congrès, à mains levées, le 22 septembre.

Dans cette séance, Oberdan Gigli a combattu la proposition d'envoyer un télégramme de félicitation à Combes autant pour des raisons de principe que pour le fait que le gouvernement français maintient les lois scélérates contre les anarchistes. Dans la même séance, Domela a lu un rapport concluant à la suppression de l'Eglise et de l'Etat. Après lui, notre ami Luigi Fabbri a lu un mémoire qui conclut également à la suppression de l'Eglise et de l'Etat. Ces deux rapports, celui de Domela et celui de Fabbri, ont été approuvés par presque la moitié des congressistes.

Certes le congrès, qui avait commencé ses travaux sous les auspices de savants placides, peu favorables à « l'agitation démagogique », n'était pas disposé au début à se « laisser envahir » par le socialisme et à évoluer vers les idées révolutionnaires.

Mais, grâce à la ténacité et à l'esprit d'organisation des anarchistes italiens et à l'initiative du citoyen Allemane, appuyé par les socialistes français, nous sommes arrivés à modifier complètement l'allure et la portée de ce parlement de la libre pensée.

Sur la proposition d'Allemane, le congrès se solidarisa avec le mouvement prolétarien et socialiste et se prononça pour la suppression du capitalisme.

Une fois entré dans cette bonne voie, il fit un accueil chaleureux à l'émouvant et superbe plaidoyer athée et révolutionnaire de notre admirable amie espagnole, Bellen Sarraga, vota, à l'unanimité, un vœu pour la suppression immédiate des lois scélérates en France et d'amnistie générale des condamnés politiques de partout.

Pour caractériser le diapason auquel était arrivé le congrès grâce à l'agitation révolutionnaire entretenue par nos amis, je ne citerai ici que le vœu présenté par la citoyenne Sorgue, accepté à l'unanimité, et la déclaration que j'ai été amené à faire et qui a été approuvée par la majorité de l'assistance.

Voici le texte du vœu présenté par la citoyenne Sorgue :

« Rien de ce qui touche à la Libre Pensée et à l'humanité opprimée ne saurait laisser indifférentes ces grandes assises de l'affranchissement intellectuel, de l'affranchissement humain.

« Voilà pourquoi nous appelons ici l'attention du congrès sur le sort affreux des libres penseurs et révolutionnaires russes.

« Comme l'on sait, dans l'Empire de l'auguste ami et allié de la France républicaine, tous ceux qui osent refuser de se prosterner devant l'Empereur-Pope, de baiser les icônes miraculeuses, et enfin de trouver que tout n'est pas pour le mieux, sous un gouvernement d'affameurs et d'assassins, sont en butte aux persécutions les plus atroces.

« De même qu'aux temps de l'Inquisition, malheur à qui a l'audace de se réclamer de la Science, de la Raison et de la Justice!

« Là-bas on extermine l'élite intellectuelle et morale de la Russie ; de jour en jour augmente le nombre des victimes du Tsarisme. Il y a des millions de nos frères et sœurs qui trai-

nent la lourde et cruelle chaîne des forçats dans les horribles bagnes de la Sibérie.

« Les bastilles tsariennes, ces maisons d'horreur, regorgent de prisonniers politiques, — hommes, femmes et jeunes filles, intellectuels et ouvriers, qui ont tout sacrifié pour rechercher ce double idéal : l'émancipation de l'individu et l'émancipation des masses.

« L'évocation des atrocités, des abominations commises à l'égard de ces infortunés rappellent celles du Saint-Office, d'odieuse mémoire.

« Eh bien ! cette assemblée doit non seulement protester avec indignation contre les crimes judiciaires qui frappent nos héroïques, nos sublimes camarades de lutte ; elle doit encore et surtout prendre l'engagement de ne pas laisser ces protestations stériles.

« Puisque nombreux sont ici les représentants des pouvoirs publics de toutes nations, il faut qu'ils prennent la résolution d'agir sans retard près de leurs gouvernements respectifs pour mettre fin à cette honte de voir :

« Qu'au vingtième siècle on *légitime encore*, par une tolérance sans nom, que les policiers du tsar exercent leur métier infâme dans toutes nos capitales.

« Que le Congrès décide donc de voter des félicitations au Parti socialiste italien qui, par son attitude énergique, a su empêcher la visite du tsar en Italie.

« Que le Congrès adresse à nos infortunés frères et sœurs de Russie, héros et martyrs de la pensée révolutionnaire, non seulement l'expression de leur ardente et douloureuse sympathie, mais encore l'assurance formelle qu'une action continue et incessante va se produire afin de provoquer dans l'opinion une explosion d'indignation contre l'absolutisme et l'obscurantisme russes.

« Que désormais aucun gouvernement n'ose plus prêter à Nicolas II, ni aide matérielle, ni aide morale !

« Il faut en finir avec un régime qui est à la fois une honte et un danger pour la civilisation.

« A bas la Russie des popes et des icônes !
« A bas l'absolutisme !
« A bas la Russie du knout et du gibet !
« Vive la Russie émancipée et révolutionnaire ! »

Voici maintenant la déclaration faite par moi et qui a été approuvée par plus de la moitié de l'assistance :

« Citoyennes et citoyens,

« Je n'ai qu'un mot à dire :

« Délégué de la loge *Le Lien du Peuple*, de Paris, je viens déclarer en son nom et au mien, que pour nous le triomphe intégral de la Libre Pensée est connexe à la transformation économique de la Société.

Pratiquement, l'instruction universelle et l'éducation intégrale qui doivent véhiculer la pensée libre et les sciences exactes à travers les foules humaines, impliquent, exigent à elles seules la fin de l'ordre social actuel.

« Une société qui est basée sur l'exploitation des producteurs par une poignée de bandits et de capitalistes, qui érige en vertu civique et patriotique le militarisme, c'est-à-dire l'assassinat en masse, qui s'inspire encore de la morale chrétienne, qui est un outrage au sens commun et un défi à la vie ;

« Une société, dis-je, où la production se fait au profit des *bénéfices* d'une minorité spoliatrice et non selon les besoins de l'humanité et où la *surproduction*, au lieu de créer l'abondance et la richesse, est génératrice de misère et de mort ; une telle *société de classe* manque de ressources et n'est pas capable, vu les intérêts antagoniques des membres qui la composent, de donner cette instruction scientifique universelle et cette éducation intégrale qui sont la *conditio sine qua non* de la victoire de la Libre Pensée.

« Mais, heureusement pour nous, socialistes et libertaires, la Libre Pensée appelle la rénovation sociale.

« L'éthique qui se dégage de la conception matérialiste-athée et de la philosophie moniste, proclame la souveraineté du *Travail* et la réhabilitation de la *Chair*, partant l'émancipation ouvrière, *l'équivalence* du travail manuel et intellectuel, l'affranchissement de la *Femme* et la liberté de l'*Amour*.

C'est dans cette conviction que nous propageons la Libre Pensée et le Socialisme, l'Athéisme et le Communisme, certains de hâter, dans la mesure de nos forces, la Révolution libératrice qui posera les jalons de la société future, de la société sans dieux et sans maîtres. »

* * *

Après avoir terminé leurs travaux le 23 septembre, à 3 heures de l'après-midi, les congressistes se sont rendus, en chantant l'*Internationale*, et accompagnés par tout ce que Rome possède de gendarmes, à la statue de Giordano Bruno, où Furnemont, un républicain italien, et notre ami Libero Merlino ont prononcé des discours de circonstance.

Pour conclure, je dirai simplement : Du Congrès de Rome, nous voulons surtout retenir, qu'organisé par des radicaux socialistes, la tournure qu'il a prise est une preuve de ce que peuvent et pourront faire les révolutionnaires s'ils savent s'entendre et agir.

Frédéric Stackelberg.

POURQUOI ET COMMENT
ENTREPRENDRE UNE DÉFINITION DE L'ART

(*Suite*) (1)

Pour qu'une recherche sur le sens de l'art soit concluante, et, par là, profitable, pour qu'elle réalise les avantages qui lui sont théoriquement attachés, pour qu'elle tienne en un mot toutes ses promesses, il faut, bien entendu, qu'elle soit conduite à travers le territoire tout entier de l'art, sans excepter le coin le plus modeste, sans oublier la plus lointaine région.

Or, ce territoire est immense. Nous ne pouvons y promener nos regards ni essayer d'en dénombrer les richesses sans une sorte de vertige. L'art en effet, ne date pas d'hier. C'est un mode d'activité, un besoin de s'affirmer et de jouir qui a ses racines dans la vitalité même, qui sommeille confusément chez l'animal, et s'épanouit dès que dans un cerveau de vivant se trouvent les facultés requises. Alors que les humains ne sont encore que quelques familles, quelques troupes clairsemées sur la planète à la suite du gibier, dont ils se nourrissent, ne s'essayent-ils pas déjà à ces pierres, à ces ossements gravés, à ces manches d'outil ou de poignard sculptés, retrouvés par la science, en un de ses meilleurs jours, dans les entrailles de la terre ? Ces grossiers ancêtres que l'on croirait à peine capables d'éclater un morceau de silex, savent déjà reproduire, et souvent avec une étonnante vérité, un sens du mouvement et de la vie vraiment merveilleux, ce qui les entoure. Leurs premiers loisirs, ces braves fils de singes nos pères, les emploient à décorer leurs demeures, à graver sur les parois des grottes qu'ils habitent, les images des animaux auxquels ils donnent la chasse.

Depuis cette époque lointaine, l'art n'a pas cessé de se manifester dans des directions toujours plus nombreuses, par des moyens nouveaux et plus variés. Après la représentation d'une seule fleur ou d'un seul animal, est venue celle des groupes et des scènes ; après la compréhension maladroite et naïve du sujet, la perspective ; après le trait maigre et sec, l'entente de l'ombre et de la lumière, enfin la couleur. La sculpture, l'entente des reliefs et des formes était née une des premières, comme l'indiquent quelques-unes des merveilleuses pièces conservées dans les musées d'art préhistorique. Du désir d'embellir les lieux consacrés à la vie commune, naquit plus tard l'architecture.

Les mille bruits de la nature, la plainte du vent et celle du flot, le chant des oiseaux et le murmure des sources, aussi que nos propres intonations de joie ou de détresse, durent suggérer de bonne heure l'idée de la musique. Et de la musique sortit elle-même la poésie, chantée d'abord au son de la lyre. Les travaux et les fêtes de la terre donnèrent naissance aux représentations scéniques. Et des grands événements qui troublèrent la vie des peuples, du désir de les raconter et de les amplifier, naquit le poème épique.

Sous l'une ou l'autre de ces formes ou sous toutes à la fois, pas un pays, pas une époque, où l'on ne retrouve l'art.

Depuis que l'humanité est en marche vers ses destinées, elle a connu bien des catastrophes. De puissants empires se sont écroulés, des civilisations ont disparu, des races, après avoir donné leur sève, sont mortes. Presque toujours on a pu reconstituer, tant bien que mal, ce prodigieux passé, grâce à quelque débris de ce passé retrouvé à point. Or, ce débris, comme on le sait, neuf fois sur dix, fut une œuvre d'art, une effigie sur une pièce, un dessin sur un tombeau, la colonne d'un temple, le fragment de papyrus où l'homme des vieux âges avait écrit son chant de joie ou de tristesse. Est-il rien qui nous enseigne mieux l'étendue, la spontanéité, l'universalité de l'art ?

Qu'il s'agisse du vase d'humble argile où le potier, d'une coulée naïve, sut retracer la fleur de son terroir ou bien du drame altier acclamé sur les gradins de l'amphithéâtre par tout un peuple, que l'œuvre d'art soit celle d'un seul ou de plusieurs, d'un inconnu ou d'un homme illustre, toujours, partout, elle a brillé, elle a réjoui et réchauffé les hommes. Partout, toujours, elle a soulevé autour d'elle de l'émotion, et cette émotion a retenti plus ou moins fort, plus ou moins loin à travers le groupement social. Tantôt c'est l'enthousiasme d'une élite pour une œuvre d'âpreté et de tourmente comme en suggère l'âme individualiste moderne. Tantôt c'est la dévotion traditionnelle, l'attachement doux et quasi religieux des humbles à ces mélodies populaires, chansons de la lande et bourrées de la montagne, chefs-d'œuvre de maîtres inconnus et peut-être collectifs. Mais sous une forme ou sous une autre, l'admiration des hommes n'a jamais failli aux œuvres de l'art. Ce retentissement, cet écho de l'œuvre n'a jamais manqué de se faire entendre. Et par là le phénomène d'art s'est trouvé en quelque sorte grossi et multiplié. Chaque émotion créatrice s'est répercutée en je ne sais combien d'autres émotions semblables, telle une seule petite fleur, en éparpillant au loin ses graines, reproduit la plante mère des centaines de fois.

Aussi loin que nous reculions dans le temps, aussi loin que nous allions dans l'espace peuplé par des hommes, nous trouvons à l'œuvre l'activité artistique. Aucune n'est plus vaste, plus naturelle, plus spontanée. Et c'est pourquoi nous disons que le domaine de l'art est immense. Mais il l'est encore en ce sens que nous ne pouvons pas isoler facilement l'activité de l'art de toutes nos autres activités, que nous ne pouvons pas aisément déterminer où commence et où finit l'art, tant il se trouve parfois intimement uni aux moindres manifestations de la vie de chaque jour.

(1) Voir le n° 20.

Les jeux de nos enfants, si habiles à imiter tout ce qu'ils voient et si prompts à inventer, à propos du premier événement venu, d'interminables péripéties, sont-ils autre chose que de naïfs essais, de vraies ébauches d'art? Pour beaucoup de penseurs, on le sait, le caractère le plus important de l'art est d'être un jeu analogue aux jeux des enfants. Et que de gens, dans un récit naïf, une description enthousiaste, une scène de passion, une expression imagée ou une mimique malicieuse font de l'art comme M. Jourdain faisait de la prose, sans s'en douter!

Du plus au moins, en un mot, tous les hommes sont artistes car tous possèdent au moins à l'état embryonnaire, les facultés qui très développées font les grands artistes. Les œuvres d'art voulues, qualifiées, professionnelles ne sortent-elles pas elles-mêmes des jeux et des travaux populaires, des cérémonies religieuses ou de certaines coutumes industrielles, c'est-à-dire d'un art universel inconscient et rudimentaire?

* *

C'est de cette vie pullulante, de cette prodigieuse et luxuriante végétation que nous aurons à rendre compte, c'est cette multitude d'efforts et de résultats de toutes sortes, qu'il faudra analyser, classer, grouper, c'est dans cette complexité, dans ce fouillis, dans ce chaos qu'il faudra mettre un peu d'ordre, de simplicité, de clarté, en essayant de dégager un petit nombre d'éléments simples. La besogne, on le voit, ne manquera pas.

Quelle méthode suivrons-nous?

Qu'il s'agisse d'art ou d'autre chose, la seule bonne méthode est celle qui consiste à interroger l'expérience, à observer les faits. Nous n'avons aucun autre moyen de pénétrer le sens de l'art que d'étudier des œuvres d'art. Comme nous ne pouvons connaître toutes les œuvres d'art, ni examiner toutes celles que nous connaissons, nous construirons notre définition, cela va sans dire, sur quelques œuvres seulement. Mais il faudra ensuite que n'importe quelle œuvre prise au hasard vienne confirmer notre définition.

Procéder autrement c'est s'exposer à ne découvrir qu'une vérité incomplète, insuffisante. Dans son fameux livre: *Qu'est-ce que l'art?* Tolstoï nous en fournit la preuve. Sans se croire tenu à déduire les caractères de l'art de l'examen des œuvres d'art connues, Tolstoï commence, en effet, par *décréter* purement et simplement *sa* définition de l'art. Puis comme cette définition cadre mal (1) avec une fraction importante de la production artistique, il se met en devoir de supprimer dans cette production tout ce qui le gêne, transformant ainsi son livre en un véritable jeu de massacre. Après avoir rayé d'un trait à peu près tout l'art depuis la Renaissance il y revient et traite en détail quelques exécutions importantes. Certains de ces procès sont aujourd'hui célèbres. Celui de Wagner est très long et celui des peintres impressionnistes français fort amusant. Mais sa joie n'a pas de bornes quand il croit pouvoir nous annoncer que, tout bien réfléchi, on doit ranger parmi les œuvres d'art indignes de ce nom « MÊME la *Neuvième Symphonie* de Beethoven ».

Fort bien. Mais qu'un seul homme vienne et dise : « L'œuvre que vous rejetez ainsi du domaine de l'art a toujours produit sur moi l'effet que l'art produit d'ordinaire sur les hommes. Elle m'a charmé. Elle m'a ému. Je l'ai admirée, je l'ai aimée et cela sincèrement, profondément ». Oui qu'un seul homme vienne et dise cela et les excommunications de Tolstoï s'envolent en fumée et toute sa thèse s'effondre (1). Or il n'est pas un seul des lecteurs de Tolstoï qui n'ait eu plusieurs fois l'occasion de dire cela.

(1) En réalité, la définition de Tolstoï (l'art est un moyen qu'ont les hommes pour communiquer entre eux) s'applique bien mieux qu'il ne le croit lui-même, à l'ensemble de l'art. Il faudrait seulement interpréter cette définition d'une façon plus large qu'il ne le fait.

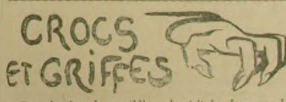
L'art se présente d'abord à nous comme un fait et contre ce fait aucune théorie ne prévaut. En quelque domaine que l'on soit, le premier souci de qui veut approcher la vérité n'est-il pas de respecter les faits? On ne résout pas un problème en l'ébranchant à coups de serpe. Restreindre le domaine de l'art pour le définir, c'est s'interdire à tout jamais de découvrir une définition complète, puisque c'est supprimer les éléments même d'où l'on doit tirer cette définition (2).

En toutes choses le fait est premier. Quand une définition de l'art n'a pas prévu un fait, c'est-à-dire une œuvre, ce n'est pas le fait qui cesse d'exister, l'œuvre qui cesse d'être artistique, c'est la définition qui cesse d'être vraie. Tolstoï se moque beaucoup d'un esthéticien allemand du nom de Folgeldt parce que ledit Folgeldt, n'ayant rien trouvé de moral dans *Roméo et Juliette* de Shakespeare, ni dans *Wilhem Meister* de Gœthe, en conclut que d'une façon générale il n'y a aucune moralité dans l'art, et cherche « une définition de l'art donnant accès à ces deux œuvres. » Il n'y avait pourtant rien autre à faire. Ce brave Folgeldt se trompe en affirmant qu'il n'y a rien pour la morale dans *Roméo et Juliette* ni dans *Wilhelm Meister*, mais il ne se trompe certainement pas en disant que si une théorie de l'art ne s'applique pas à une seule œuvre d'art, il faut la modifier jusqu'à ce qu'elle s'y applique.

Il est trop évident que le philosophe de l'art n'a aucun pouvoir pour restreindre ou étendre le fait artistique. Il est le serviteur, l'interprète de ce fait dont il dépend. Il n'a pas à rechercher si telle œuvre donnée a plus ou moins de valeur d'art, si elle est bonne ou mauvaise, digne ou indigne. Ayant à discerner les caractères les plus généraux et les plus importants de l'art, il a besoin d'étudier un certain nombre d'œuvres d'art. Ces œuvres il les reçoit de l'expérience telles qu'elles sont, avec le degré de valeur qui leur est attaché et il travaille sur elles, telles que l'expérience les lui donne.

Par cette discipline seule la philosophie de l'art peut être assurée de quelque certitude.

(*A suivre.*) CHARLES ALBERT.



On a lu dans les quotidiens, le récit des horreurs de la guerre russo-japonaise. Ce serait le moment pour les pacifistes, de se remuer, de mener une campagne de conférences, de pamphlets contre la guerre. L'argent ne leur manque pas. Nobel y a pourvu. A quoi sont donc occupés les pacifistes? J. G.

(1) Quand une œuvre a impressionné quelqu'un, vous avez beau employer la plus profonde érudition, aligner les plus beaux raisonnements, vous n'arriverez pas à lui démontrer qu'il se trompe, à lui faire dire que cette œuvre n'est pas une œuvre d'art. Et il est vrai, d'ailleurs, qu'elle est pour lui une œuvre d'art, car elle éveille en lui les émotions — superficielles, grossières, embryonnaires, si vous voulez, mais peu importe! — qui représentent dans la vie de cet homme le côté art et beauté.

(2) Il ne serait pas juste d'ailleurs de reprocher trop durement à Tolstoï cette faute de méthode. Tout effort doit être jugé selon le sens où il a voulu s'exercer. Or le livre de Tolstoï n'a que l'apparence, la forme, le titre d'une recherche désintéressée, logique et calme. Ce n'est même pas de la critique impartiale, car l'auteur reproche constamment aux artistes des tares que ceux-ci ne pouvaient éviter, qui leur étaient imposées par le milieu, par l'époque. *Qu'est-ce que l'art?* c'est avant tout une œuvre de bataille, de passion. C'est le procès d'une conception de la vie, d'une morale, d'une société, procès instruit et jugé avec des œuvres d'art comme pièces à conviction. Et c'est par là que vaut et pèche à la fois, le livre.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

DEUXIÈME PARTIE

Devant l'insuffisance manifeste du traitement offert aux prolétaires devenus tuberculeux et voués presque tous à une mort prématurée après des péripéties lamentables, il semble plus logique et moins coûteux d'essayer d'enrayer le mal en le prévenant.

La première idée qui vient à l'esprit, c'est d'empêcher la contagion. Mais le problème apparaît insoluble, en ce sens qu'il est impossible de se mettre à l'abri du microbe de la tuberculose. On ne peut guère espérer arriver à l'extinction du parasite : il pullule partout et on le retrouve dans la bouche et sur les amygdales des personnes saines. On n'a pas pu d'ailleurs se mettre à l'abri de microbes pourtant beaucoup moins répandus et peut-être plus faciles à atteindre (microbes de la rage, de la diphtérie, de la fièvre typhoïde, etc.) (2).

Les pouvoirs publics, toujours soucieux du bonheur du peuple, ont fait mettre partout des affiches par lesquelles *il est expressément interdit de cracher sur le parquet*. Ces affiches semblent dire au public qu'il est responsable des maux qui l'assaillent et que la tuberculose n'est que la conséquence de sa coupable négligence et de sa malpropreté (3).

La contamination des locaux fermés, où l'on habite, où l'on mange, où l'on dort, a une certaine importance. Il y aurait utilité à *désinfecter* les logements; nous verrons plus loin que c'est une mesure qui n'est généralement pas appliquée.

Mais ce qui a le plus d'importance dans l'éclosion des maladies infectieuses, c'est le plus ou moins de résistance de l'organisme. La véritable cause de ces maladies, et en particulier de la tuberculose, c'est l'affaiblissement physique ou moral (ce qui d'ailleurs revient au même). Cet affaiblissement peut tenir à des causes récentes ou éloignées; par ces dernières j'entends celles qui résultent de l'hérédité ou de l'éducation et qui ont pu entraîner des vices de développement et une infériorité physique.

On comprend pourquoi le contact avec les malades ne produit pas nécessairement la maladie. On comprend pourquoi les gens vivant dans de bonnes conditions ont moins de chances de contracter une affection contagieuse. La résistance de l'organisme a une importance particulière pour la tuberculose. On peut bien dire que dans les grandes villes nous respirons et nous avalons tous les jours des bacilles de Koch. La défense contre les crachats est certainement illusoire. La condition importante c'est le bien-être (4).

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20 et 21 des *Temps Nouveaux*.

(2) Il faut d'ailleurs tenir compte que les espèces microbiennes (qu'on ne peut mieux comparer qu'à des sortes de moisissures) peuvent avoir, en dehors de leur existence parasitaire, une existence indépendante de tout organisme vivant; pour certaines espèces, c'est même la règle (ex. : bacille du tétanos). Dans les laboratoires, on fait couramment la culture des microbes sur bouillon, gélatine, pommes de terre, etc. On voit la puérilité d'essayer de faire disparaître du monde les germes microscopiques d'une moisissure. On peut conclure que la tuberculose renaîtrait forcément dans un milieu favorable : épuisement de l'individu, agglomération, malpropreté.

(3) La contagion peut encore se faire en parlant, en éternuant, en toussant (et aussi par le baiser). Logiquement, on devrait faire porter une muselière à tout suspect.

(4) Nous avons vu que le traitement de la tuberculose consiste essentiellement dans le repos, la suralimentation et le grand air. Pour se mettre à l'abri de la tuber-

* *

Pour la classe ouvrière, qui fournit la très grande majorité des victimes de la tuberculose, comment obtenir ce bien-être ? Pour son existence même, cette multitude humaine dépend de ceux qui possèdent les terres, les mines, les usines, les machines. Ce sont les capitalistes, les propriétaires, les patrons qui distribuent le travail. Toute la vie et le bien-être (?) des travailleurs sont liés au *salaire*. C'est ce salaire qui permet l'achat de la nourriture, du vêtement, du chauffage, des commodités de l'existence ; c'est de lui que dépend le logement. Dans la réalité, le salaire ne répond que très imparfaitement à l'obtention des nécessités les plus pressantes de l'existence pour le travailleur et pour sa famille. On achète au meilleur marché une nourriture qui naturellement est falsifiée et sophistiquée. On se loge au plus bas prix. Quant à la possibilité, par exemple, pour l'ouvrier des grandes villes, d'aller se reposer tous les ans pendant quelques semaines à la campagne, il est inutile d'en parler. Bien heureux quand on peut y envoyer les enfants. Il est inutile, encore plus, de parler de la possibilité d'une convalescence suffisamment prolongée après une maladie sérieuse.

Il existe des corporations où le salaire tombe à un taux infime, et où la vie normale devient impossible. Il en résulte un état de misère chronique, qui est certainement plus répandu que les écrivains bourgeois ne veulent le dire. Je ne citerai, par exemple, que la corporation des tisseurs.

Il faut remarquer que les bas salaires vont ordinairement de pair avec une journée de travail prolongée et avec un labeur intensif : exemple encore, les tisseurs. Ce sont là de merveilleuses conditions pour l'épanouissement de la tuberculose. Que peut-on faire à cela ? Eviter de cracher par terre ? Créer des dispensaires ? Elire de bons députés ? — Il faut vivre d'abord ; et, puisque les travailleurs n'ont pas encore obtenu — parce qu'ils ne l'ont pas encore pris — le droit à l'existence, il n'y a qu'à arracher le plus possible, de gré ou de force, à la classe possédante... en attendant mieux.

L'action concertée des ouvriers, par les syndicats, par les grèves, s'oppose à l'exploitation outrée du patronat. Elle permet d'acquérir, dans la mesure du possible, un certain nombre d'avantages, dont un des principaux est l'élévation des salaires.

Mais cette élévation des salaires, qui d'ailleurs a une limite, ne correspond pas toujours à une augmentation de bien-être. Les patrons ont tôt fait, pour rentrer dans leurs bénéfices, d'élever leurs prix de vente (les trusts peuvent d'ailleurs favoriser cette manœuvre). La cherté des marchandises a en outre pour résultat l'augmentation des loyers.

De plus, je ne vois pas comment, dans la société actuelle, supprimer le manque de travail qui peut atteindre individuellement chaque travailleur, ni faire disparaître le chômage qui touche périodiquement certaines corporations (couturières, confiseurs, etc.). C'est bien là du repos forcé, mais du repos non payé, c'est-à-dire la misère, tandis que le repos consiste dans des courses sans fin à la recherche d'une occupation quelconque. En fait, il existe normalement une véritable armée de sans travail (1), dont la concurrence peut influer sur les salaires.

L'action collective ouvrière est cependant le seul moyen d'obtenir tout au moins, pour le présent, des conditions de vie supportables. Elle peut surtout avoir une influence efficace sur la durée et sur les conditions du travail. Or, le surmenage est une des principales causes de la tuberculose. Il faut donc éviter tout excès de travail : longue journée et intensité. La pire forme de ce surmenage consiste dans les veillées prolongées, que les patrons imposent à leur personnel en temps de presse, en dépit des lois et des inspecteurs du travail (exemple : ateliers de couture). Le travail de nuit est d'ailleurs une règle dans certaines professions.

Les syndicats ont à empêcher que la diminution de la journée de travail, déjà péniblement obtenue, ait pour conséquence une intensité plus grande de labeur, qu'on donne, par exemple, à un ouvrier trois machines (de tissage) à conduire, au lieu de deux. La rapidité de l'effort, l'attention cérébrale produisent une déperdition de force extrêmement considérable.

C'est encore sur leur propre énergie et sur elle seule que les ouvriers doivent compter pour imposer de meilleures conditions d'hygiène à l'atelier ou à l'usine : l'agglomération, la mauvaise aération, les intoxications contribuent à l'éclosion de la tuberculose, sans parler des autres affections.

Je citerai simplement les professions les plus dangereuses au point de vue du développement de la phtisie : les bureaux sans air, où le gaz, brûlant toute la journée, vient encore diminuer la quantité d'air respirable (comptables, employés de bureaux, employés des postes) ; les sous-sols empuantis, où les fourneaux vicient l'atmosphère (cuisiniers) ; les professions exposées aux intempéries (pêcheurs, terrassiers, etc.), à l'humidité (blanchisseuses de lavoir), aux hautes températures (verriers, raffineurs, etc.) ; et surtout les métiers où les poussières produisent une irritation continuelle des bronches (matelassiers, débourreurs, emballeurs, fourreurs, mineurs, tailleurs de pierre, etc.).

Les pouvoirs publics ont bien émis des décrets, au sujet de l'hygiène des ateliers ; ils ont légiféré sur la durée du travail. Mais ces mesures restent lettre morte, tant que les ouvriers eux-mêmes n'en exigent pas l'observation. Je dirai plus : les lois ne sont ordinairement votées que sous la pression de l'action ouvrière. En définitive, le seul moyen efficace pour l'amélioration de leur sort dépend des travailleurs eux-mêmes. Les grèves, les mises à l'index, le sabottage, sont les meilleurs éléments du succès.

L'action directe est certainement la tactique le mieux adaptée aux conditions du milieu ; elle seule, permet de mesurer chaque effort tenté par la classe ouvrière. Elle montre la force croissante du prolétariat, qui, en prenant de plus en plus conscience de ses moyens d'action, peut espérer la transformation complète de la société.

* *

Il est bien entendu que toutes les remarques précédentes s'appliquent aussi bien à la femme ouvrière qu'à l'homme, avec cette aggravation que le salaire féminin est ordinairement beaucoup plus bas, même à travail égal. Cette règle est d'ailleurs soigneusement observée par l'Etat (institutrices, employées des postes). Il en résulte que la misère de la femme isolée atteint des proportions inouïes dans certaines professions, où la rémunération est encore rognée par les intermédiaires.

Ajoutez à cette infériorité de salaire la fatigue des grossesses, et vous comprendrez le danger menaçant de la tuberculisation. La phtisie apparaît, en effet, très fréquemment dans les suites de couches ; et si une femme présente antérieurement quelque lésion pulmonaire plus ou moins torpide, une grossesse a pour résultat de produire le réveil de la maladie qui prend le plus souvent une forme rapide (phtisie galopante).

Encore une fois, quel remède ? Réclamer des droits politiques ? La femme ouvrière a d'abord à réclamer un salaire égal à celui des hommes, puis à lutter, d'accord avec tous les travailleurs, hommes, ou femmes, pour leurs intérêts communs.

Au point de vue purement féminin, j'ajouterai qu'éviter des grossesses non désirées serait certainement pour la femme d'un soulagement plus réel et plus immédiat que l'éligibilité (1).

(*A suivre.*) M. Pierrot.

...culose il faut de même : 1° se garder de tout surmenage ; 2° avoir une alimentation suffisante ; 3° ne pas vivre dans un air vicié ou confiné, ni au milieu des poussières et, en général, éviter toute offense à l'appareil pulmonaire (refroidissements, etc.).

(1) Les nouveaux procédés techniques diminuent de plus en plus la main-d'œuvre, non seulement dans l'industrie (*machines*), mais même parmi les ouvriers d'art (ciseleurs pour bijouterie et orfèvrerie décimés par l'estampage, graveurs sur bois par la photogravure). Le machinisme se généralise pour les travaux agricoles.

(1) Au point de vue médical, la conception ne devrait avoir lieu que dans les meilleures conditions physiques : d'abord pour la santé de la femme, et de toute façon pour l'enfant et son développement futur. Il faut ajouter à ce point de vue les considérations économiques.

ART

Chez les Artistes. — Peintres et sculpteurs se targuent aisément de vivre en surplomb du commun des hommes, et l'on se figure volontiers cette petite caste orgueilleuse étrangère aux tracas temporels d'égoïsme, de domination et de luxe, amoureuse seulement d'art et de beauté pure. Quelle illusion !

Nous n'avions eu, jusqu'à l'année dernière, que deux Salons annuels : le Salon de la Société des Artistes français et le Salon de la Société Nationale des Beaux-Arts. — J'omets à dessein les Indépendants, dont l'indépendance la plus manifeste consista toujours à s'exempter, fièrement, des protections officielles. Nos deux Salons se tenaient, en avril-mai-juin, au Grand Palais des Champs-Elysées, mis à leur disposition par l'Etat. Mais, en 1903, un certain nombre d'artistes et d'écrivains ouvrirent le Salon d'Automne, — auquel il sera compté d'avoir aboli les récompenses et, du même coup, tant d'avilissants marchandages, d'improbes compétitions.

Il y a quelques semaines, la société du Salon d'Automne, à la veille de sa seconde manifestation, sollicita les pouvoirs publics et, elle aussi, obtint le Grand Palais. Mais voici qu'à cette nouvelle, la délégation de la Société Nationale s'émeut et frappe d'interdit tous ceux de ses membres assez osés pour exposer soit au Grand Palais, soit au Petit Palais, en dehors des mois d'avril, mai et juin.

Si cette règle est obéie, c'en est fait du Salon d'Automne, c'est-à-dire du plus libéral et du plus généreux, de beaucoup, des trois Salons à jury d'entrée, — car nombreux sont les membres de la Nationale qui exposent également au Salon d'Automne.

Mais peut-être les artistes n'obéiront-ils pas. Déjà plusieurs dizaines d'entre eux, Eugène Carrière en tête, protestent contre l'indignité de l'excomunication. Mais pour quelques-uns qui se redressent, combien s'inclineront ?

— Tel est l'esprit d'exclusivisme et d'autorité qui domine la majorité des peintres et des sculpteurs de ce temps. Quelle pauvre idée ceux-là se font-ils de l'art et de l'artiste ? Et surtout de quel art les malheureux sont-ils capables ? La « République des Arts » sera-t-elle donc bientôt caporalisée autant qu'un parti socialiste ?

Je ne m'étonne plus que le projet d'Ibels et d'Ajalbert, d'un droit de propriété de l'artiste sur ses œuvres, aiguise si fort les enthousiasmes de ces messieurs. Hélas ! nous ne sommes plus que quelques naïfs attardés à croire que l'art n'est pas un négoce analogue à celui des cuirs et peaux, mais une vocation héroïque et libre.

Am. C.



MOUVEMENT SOCIAL

ANGERS. — *Les deux entrées de la " Patrie Française "*. — Angers comme toute ville qui se respecte, possède une section de la ligue de la P. F., présidée par M. Girard, directeur de la parasolerie française (on est Français ou on ne l'est pas). Cette parasolerie a ceci de particulier qu'elle est dotée de deux entrées : l'une rue Boisnet, où entrent et sortent les ouvriers travaillant dix heures, et l'autre rue du Cornet, où les bons bougres sortent *après avoir turbiné onze heures* pour des salaires dérisoires, pour la gloire du parasol français et le plus grand bénéfice du fougueux nationaliste Girard, grand ami du peuple (*voir les affiches électorales*). Si notre ville a des exploiteurs, elle a aussi un inspecteur du travail, grand ami de l'illustre patriote angevin mais comme cet inspecteur est fonctionnaire et que la principale occupation d'un fonctionnaire est de ne jamais fonctionner, rien d'étonnant à ce que les choses restent dans le *statu quo*.

E. GUICHARD.

⁂

MONTPELLIER. — La tête déjetée de côté, tout le corps agité de brusques frissons nerveux, couvert de haillons, un lamentable jeune homme se balade mélancoliquement dans les rues de la ville à la recherche d'un problématique repas.

C'était cependant, il y a deux ans, un homme sain et normal, puisque le conseil de revision l'avait déclaré apte au service militaire.

Il partit pour la caserne, mais comme c'était un ancien séminariste, il fut peut-être plus que les autres en butte aux brimades de ses camarades. Cela joint à la vie qu'il lui fallait mener dans ce milieu, détermina bientôt chez lui quelques troubles nerveux.

Il se présenta à la visite du major qui refusa de le reconnaître malade et le traita de simulateur. Son état empirant, on fut cependant obligé de l'envoyer dans sa famille en congé de réforme temporaire.

Revenu au régiment, incomplètement guéri, il eut à subir les injures des gradés, car ses mouvements incorrects étaient pour eux un scandale dans les rangs ; heureux encore quand il s'en tirait sans punitions ou sans corvées ! Le colonel auquel il alla exposer son cas, lui dit que puisqu'il n'était bon à rien, on se débarrasserait de lui par un conseil de réforme.

C'est ce qui fut fait. Le soldat Faugère fut réformé numéro 2, *sans pension*, quoique son infirmité eût été contractée à l'occasion du service.

Sachant que ses parents, qui s'étaient ruinés pour subvenir aux frais de son éducation, étaient dans l'impossibilité de lui venir en aide, sentant aussi qu'il était désormais incapable de se livrer à aucun travail, il résolut de rester quand même à la caserne et pour cela cousit sur lui ses effets militaires.

Pour se débarrasser de lui, huit hommes de corvée, commandés par le lieutenant Démor, le déshabillèrent par force, le revêtirent d'un costume civil et le jetèrent dans la rue où des agents le saisirent et l'emmenèrent au poste.

Depuis, il s'est adressé au colonel de *son régiment*, le 122ᵉ de ligne, au ministre de la guerre ; ses appels sont toujours restés sans réponse. Les journaux du pays, soit réactionnaires, *soit à la solde du gouvernement*, ont toujours refusé de s'occuper de son affaire. Exaspéré, il a interpellé les officiers et les majors dans la rue et n'a réussi *qu'à se faire écrouer*.

En désespoir de cause, il s'adresse aux anarchistes pour que ceux-ci fassent connaître son cas à l'opinion publique. Voilà qui *est fait* ; *je crains* bien que cela n'améliore guère sa triste situation, mais du moins cela ajoutera un peu plus à la somme du mépris sous lequel quelque jour s'écroulera cette chose monstrueuse qu'est l'armée.

F. FRANQUES.

⁂

VOSGES. — Vous êtes sans doute renseigné sur le mouvement dans les Vosges. Ça n'a pas l'air d'aller trop mal depuis quelque temps. La petite feuille du camarade Loquier, *La Vrille*, paraît maintenant régulièrement, tantôt sur deux, tantôt sur quatre pages. Des brochures sont expédiées de temps à autre aux lecteurs de cette feuille. Une section antimilitariste s'est constituée.

Les socialistes commencent à se remuer un peu par ici. Ils ont des groupes à Epinal, Saint-Dié, Châtel, Eloyes. Dernièrement, Ubry et Lasalle sont venus prêcher le réformisme à Epinal. Wilm, de passage, est venu à la réunion et a opposé à leurs théories l'action directe et la grève générale.

Les syndicats du département sont embourbés dans la politique et subissent l'influence du livre. La politique nuit beaucoup, je crois, à leur propagande, les ouvriers vosgiens, très défiants, n'ont aucune confiance dans les radicaux.

Enfin, quand on pense qu'il y a cinq ou six ans, il n'y avait dans ce département ni groupes, ni journaux, ni syndicats, on ne peut s'empêcher de constater qu'il y a progrès, et on se sent poussé plus fortement à agir.

Mouvement ouvrier. — J'ai dit brièvement, la semaine dernière, toute l'importance que j'attribue au Congrès corporatif qui vient de se tenir à Bourges. J'y reviendrai longuement dans quelque temps, mais je voudrais dès maintenant signaler à nouveau l'importance de la décision prise au sujet de la journée de huit heures.

Car, que l'on ne s'y trompe pas, si la propagande est menée activement, si la campagne qui sera faite à cet effet est énergique, il est bien probable que la portée de cette agitation dépassera de beaucoup l'obtention d'une quelconque diminution des heures de travail.

La tentative qu'il s'agit de faire est on ne peut plus importante, et elle réussira d'autant plus certainement que les travailleurs le voudront plus fortement.

Ce sera là une véritable tentative d'action directe, car ce ne seront que des travailleurs luttant avec leurs moyens propres et sans ingérence extérieure d'aucune sorte contre le patronat tout entier, et, plus que probablement, contre tous ceux qui ont intérêt à sa conservation, autrement dit contre toutes les forces coalisées que la bourgeoisie ne manquera pas de mettre sur pied. Et pour une besogne aussi vaste, je crois qu'il y a lieu de perdre le moins de temps possible. Il faut absolument que partout l'on se prépare et que l'on s'organise sans attendre plus longtemps.

Pour que l'on puisse se rendre un compte exact de l'importance de la décision prise à Bourges je crois devoir reproduire ici en son entier la résolution adoptée :

« *Le Congrès, considérant que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action propre pour améliorer leurs conditions de travail ;*

« *Considérant qu'une agitation pour la journée de huit heures est un acheminement vers l'œuvre d'émancipation intégrale.*

« *Le Congrès donne mandat à la C. G. T. d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que, le 1ᵉʳ mai 1906, les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de huit heures.* »

C'est, comme l'on peut s'en rendre compte, la véritable méthode d'action directe qui fait le fond de cette résolution, et c'est justement pour cela que je ne saurais trop engager les camarades à commencer la propagande dans ce sens et à ne plus la cesser, pour que les travailleurs fassent du 1ᵉʳ mai 1906 une date éminemment révolutionnaire.

Un comité spécial va sous peu fonctionner à Paris, dans la mesure du possible je tiendrai les camarades au courant pour qu'ils puissent de partout faire coïncider leurs efforts, mais que l'on n'attende pas de mot d'ordre et que de toute part, sans plus tarder, l'on s'organise pour la lutte.

La victoire est à ce prix.

⁂

Dans le dernier numéro du *Libertaire*, le camarade Francis s'indigne avec juste raison contre l'acte arbitraire commis par quelques « pudibonds » de la Bourse du travail de Versailles, qui a exclu de son sein le syndicat des coiffeurs pour avoir organisé à ladite Bourse une réunion sur le néo-malthusianisme.

Francis présente les faits de telle façon qu'après avoir lu son article, l'on pourrait croire que le Congrès de Bourges a fait sienne l'étrange théorie de la Bourse du travail de Versailles.

Il n'en est rien, au contraire, puisque le Congrès de Bourges, à l'unanimité, et en violation de ses propres statuts, a admis le syndicat des coiffeurs, quoi que n'étant plus adhérent à une Bourse du travail.

J'ajoute que, précédemment, le Comité fédéral des Bourses du travail avait décidé d'inviter la Bourse de Versailles à réadmettre dans son sein le syndicat des coiffeurs et que les relations furent suspendues avec cette Bourse pour protester contre l'acte arbitraire et stupide qu'elle avait commis.

Que Francis se rassure, si dans beaucoup de syndicats l'on n'attache pas plus d'importance aux doctrines néo-malthusiennes qu'elles n'en ont en réalité, l'on y est en tout cas suffisamment inspiré des idées de liberté pour y admettre que des camarades peuvent penser différemment sur des sujets déterminés.

Le Comité fédéral des Bourses et le Congrès de Bourges l'ont du reste prouvé.

⁂

Je n'ai pu, ces derniers temps, suivre comme je l'aurai désiré, les grèves de Marseille, et j'avoue que ce mouvement est mené de telle façon qu'il me déconcerte et que je n'entrevois plus très bien où les intéressés eux-mêmes veulent aboutir.

Ce qui semble bien plutôt se dégager de tout cela, c'est que les inscrits et les dockers sont en train de se faire rouler par le gros patronat marseillais qui emploie toutes sortes de combinaisons pour faire traîner la grève et qui compte bien, à l'abri de la misère qu'elle aura engendrée, faire accepter à ses exploités les conditions de travail qu'il voudra bien leur imposer.

Il ne suffit, du reste, pour s'en rendre compte, que d'examiner dans quelles conditions a été rendu le dernier arbitrage que les ouvriers ont refusé d'accepter malgré l'engagement qu'ils en avaient pris.

De concessions en concessions, les travailleurs marseillais en étaient arrivés à abandonner toutes leurs revendications, y compris la journée de 8 heures qu'ils réclamaient au début de la grève, et ils ne demandaient plus que l'application du contrat de travail intervenu entre eux et le patronat à la suite des grèves de 1903.

Mais à ce contrat de travail les patrons prétendaient donner une interprétation toute spéciale et tout à fait différente de celle des ouvriers. C'est alors que pour aplanir les difficultés, un arbitre fut nommée.

L'arbitre a rendu sa sentence, et celle-ci a été naturellement faite avec un esprit de parti si évident, que si les ouvriers l'avait acceptée, il ne restait rien du contrat de 1903 qui, au point de vue syndical, leur donne encore quelques garanties.

N'empêche que pour n'avoir pas voulu accepter une défaite aussi piquante que l'interprétation donnée au contrat de 1903 par l'arbitre, les intéressés se voient également maltraités par le journal bourgeois le *Temps* est par les socialistes ! de l'*Humanité*, qui ont la prétention de connaître la situation mieux que les ouvriers eux-mêmes.

A la suite du refus d'accepter cet arbitrage, le conseil d'administration du syndicat a donné sa démission et a immédiatement été remplacé par un autre qui saura être, il faut l'espérer, un peu plus énergique.

En attendant, les dockers ont fait savoir à leurs employeurs qu'ils sont prêts à reprendre le travail sur les bases du contrat de 1903, c'est-à-dire aux conditions existant avant la grève.

Un certain nombre de petits entrepreneurs et de manutentionnaires ont accepté et le travail a repris sur quelques parties des quais.

Tout cela, comme l'on peut s'en rendre compte, n'est guère brillant et les ouvriers des ports nous avaient jadis habitués à agir avec un peu plus d'énergie et, beaucoup moins parlementer lorsqu'ils avaient voulu obtenir — et ils y étaient parvenus — quelques améliorations.

La nouvelle tactique qu'ils ont adoptée ne semble guère produire que des résultats contraires à ceux que leur avaient fait espérer les hommes en qui ils avaient mis leur confiance et qui les ont entraînés dans cette voie.

Les travailleurs marseillais s'en rendent certainement compte à présent, mais peut-être est-il un peu tard ; car après plus de six semaines de lutte il me semble fort difficile de remonter un pareil courant.

Souhaitons que cela leur soit un enseignement pour l'avenir.

⁂

M. Trouillot, ministre du Commerce, vient d'en jouer une bien bonne aux partisans du Conseil supérieur du Travail. Grâce à lui, en effet, deux représentants de syndicats jaunes viennent d'être élus membres de cette sélecte assemblée. Cela, à vrai dire, n'a pas grande importance, puisque l'un d'eux y remplacera le politicien vingt fois blackboulé, Victor Dalle.

Mais ce qui va être intéressant, ce sera de voir certains syndicaux qui se donnent encore comme « rouges », aller siéger, discuter et se traiter de cher collègue — car on sait vivre là dedans — avec ces traîtres de la classe ouvrière.

Et il sera aussi curieux de voir ce qu'il pourra bien sortir encore de cette haute assemblée où vont siéger côte à côte, les plus qualifiés de nos exploiteurs, leurs larbins chefs de syndicats jaunes et toute la fine fleur du réformisme.

A moins, cependant, que les travailleurs qui se sont laissés égarer à envoyer des leurs dans cette galère, voient enfin clair et sachent leur montrer que leur place est moins que jamais dans cette assemblée d'ennemis de la classe ouvrière.

Il est vrai que le réformisme est une doctrine si large, que l'on ne sait jamais ou cela peut s'arrêter.

⁂

Ces jours derniers s'est tenu, à Bâle, un congrès pour « la protection légale des travailleurs », congrès on ne peut plus officiel et où la plupart des « protecteurs » sont d'excellents capitalistes qui, comme chacun sait, ont des moyens à eux pour « protéger les travailleurs ».

Une bonne demi-douzaine de gouvernements y ont envoyé des représentants, tous gros bonnets très qualifiés.

La France entre autres y était représentée par l'homme de Chalon et de la Martinique, le nommé Millerand, flanqué de l'abbé Lemire, de M. Fontaine et autres seigneurs de moindre importance. J'ajoute que MM. Briat et Keufer, jouent là-bas, pour la circonstance, les rôles « d'ouvriers ».

J'ignore qui les y avait délégués, mais ce dont je suis certain, c'est que ce ne sont pas les travailleurs qui étaient réunis à Bourges la semaine dernière.

Tous ces Messieurs ont, paraît-il, un programme à réaliser et il suffit de savoir que les deux rapporteurs sont M. le baron von Berlepsch, et le non moins baron Millerand, pour être entièrement fixé sur la protection que les travailleurs peuvent en attendre.

Pas mal, tout de même, cette collaboration de nos gloires du réformisme avec les pires ennemis de la classe ouvrière.

N'empêche que je connais d'excellents camarades qui ne verront là que simple coïncidence ou simple effet du hasard.

Drôle de coïncidence, fichu hasard qui réunit ces « ouvriers » et ces bourgeois pour une œuvre commune.

P. Delesalle.

Autriche.

La situation en Bohême. — Je reçois d'un camarade tchèque une longue lettre sur la situation en Bohême. Elle contient des renseignements qui me semblent utiles à publier dans les *Temps Nouveaux* et cela pour une double raison : d'abord nous ignorons trop ce qui se passe dans ce pays de l'Europe centrale qui possède une vieille civilisation, et dans lequel le mouvement ouvrier a fait des progrès plus grands que nous ne le supposons d'ordinaire. Ensuite, parce que la lettre contient des accusations contre les social-démocrates auxquelles il faut donner la plus grande publicité. Il semble, en effet, que ceux-ci se décident de plus en plus, dans les différents pays, à contrarier sérieusement tout mouvement ouvrier indépendant et révolutionnaire, en lui mettant des obstacles dans sa marche en avant. Peut-être les renseignements que donne la lettre imprimée ici obligeront-ils les social-démocrate à donner, de leur côté, des éclaircissements nécessaires sur la conduite de leurs amis de Bohême ; rien ne nous serait plus agréable que d'obtenir la pleine lumière sur tout ce qui s'est passé dernièrement dans ce pays.

Chr. Cornelissen.

« Bien que le mouvement anarchiste en Bohême date déjà de plusieurs années et qu'on y ait parlé depuis longtemps d'organisations autonomes unies fédérativement, ces organisations pourtant n'avaient de la fédération que le nom ; c'étaient des groupements autonomes, pas davantage.

« C'est seulement dans le courant de l'année que le camarade Vohoryzek réussit à fonder l'organisation ouvrière sous sa forme actuelle (la lettre fait allusion à l'organisation dans les contrées minières). Malgré les persécutions des autorités et les insinuations et calomnies formulées par les social-démocrates dans les réunions publiques et dans leurs journaux, malgré toutes ces tentatives ayant, *les unes comme les autres*, pour but d'arrêter l'essor des idées anarchistes, cette fédération se développe de plus en plus. Sans doute son organisation ne correspond pas encore à ce que nous désirons réaliser (et c'est le temps qui devra corriger notre œuvre) mais le progrès a été brillant.

« C'est précisément à présent que les esprits sont excités parmi les mineurs de la Bohême septentrionale. Il s'agit d'un *ordre de service* élaboré par les barons du charbon à la façon médiévale et qui est approuvé, c'est-à-dire reconnu par le bureau de l'Union des Mineurs composé de huit social-démocrates et d'un anarchiste. Le seul camarade siégeant au bureau a protesté dans la séance mais sa voix fut étouffée. Il a donc révélé les machinations du Bureau qui s'accomplissaient derrière le dos des mineurs, ce qui a eu pour conséquence la convocation de grands meetings. Dans la première de ces réunions où s'assemblèrent la foule des mineurs, le rédacteur du journal des mineurs, journal social-démocrate, prit entre autres la parole. Mais comme il avait conscience des malpropretés commises par ses coreligionaires, il voulut monter le coup à la masse des assistants (20.000 personnes) et les persuader que le nouvel ordre de service était meilleur que ne l'était le vieux. Cette audace mit naturellement les mineurs en colère ; des scènes tumultueuses ne tardèrent pas à éclater et à devenir de pire en pire, *lorsqu'on vit que le représentant du gouvernement prenait l'orateur sous sa protection.*

« Comme les assistants exigeaient énergiquement que l'orateur en finît avec son discours, qui n'était qu'une trahison, le commissaire déclara le meeting dissous. Immédiatement après la dissolution de la réunion, ce chanteur d'hymnes sur le fameux ordre de service reçut comme leçon une bonne raclée. Tout de suite après la gendarmerie (environ 60 hommes) fut requise ; la population l'accueillit à coups de pierres.

« Dans le courant de la semaine, environ 10.000 ouvriers mineurs dûrent abandonner leur travail, étant exclus parce qu'ils refusaient de reconnaître le nouvel ordre de service. Mais dans tout le district, les mineurs qui travaillaient encore menacent maintenant de se faire plutôt exclure du travail à leur tour que de se laisser imposer le nouvel ordre de service.

« La situation devenait critique, surtout par le fait que nous ne pouvions plus guère nous attendre à un succès : les social-démocrates ne se contentant pas d'ignorer notre action commune, déclaraient ouvertement que nous autres propagandistes (les anarchistes) provoquions seulement les masses pour les rendre malheureuses, etc. ; ils ajoutaient de leur part qu'ils ne voulaient rien avoir à faire avec ce mouvement populaire ; *ce sont des hommes de confiance social-démocrates qui ont les premiers reconnu le nouvel ordre de service.*

« Etant ainsi attaqués dans le dos, il ne nous restait plus autre chose à faire que de chercher une autre issue ; et c'est ainsi que l'ordre de service qui aurait pu être énergiquement repoussé, devra maintenant parcourir un long chemin de procédure avec un succès problématique !

C'est à la suite de tous ces événements qu'on a pris la décision de convoquer une deuxième réunion populaire pour le 14 août, laquelle cependant fut interdite par le gouvernement ; malgré des interventions répétées, le *chef de district* ne voulut pas céder. Deux bataillons de soldats arrivèrent à Brüx et autant à Bruch prêts à marcher, ainsi que des gendarmes venus de tous côtés.

« Nous nous trouvions, nous-mêmes, dans l'impossibilité d'aller plus loin, sachant que c'était le désir des autorités et des barons du charbon d'en arriver à une effusion de sang. Que notre opinion était la bonne, c'est ce que n'a que trop bien justifié toute la conduite des autorités, de la police et de la gendarmerie, qui non seulement se sont livrées à de nombreuses arrestations, mais *même à des brutalités vis-à-vis des arrêtés.*

Dans la nuit du 27 août, furent ainsi arrêtés *six personnes*, dont *quatre* (des jeunes hommes) ont été *frappés avec des bâtons en caoutchouc ; on a même arraché les cheveux à l'un d'entre eux.*

J'ai écrit à ce propos dans le journal *Omladina* un article intitulé : Alcala del Valle en Bohême, article dans lequel j'ai sévèrement critiqué la situation, sans être pourtant poursuivi comme je l'aurais voulu. Un autre camarade écrivit ensuite dans le journal quotidien *Cas*, paraissant à Prague ; c'est là l'organe du parti réaliste qui est sous l'influence de professeurs d'université. L'article en question intitulé : *Brutalites de gendarmes*, ne fut pas non plus poursuivi, mais lorsque nous publiâmes ce même article avec citation de la source dans notre journal *Omladina*, voici que le procureur de l'Etat à Brüx nous envoya une « note rectificative » conformément au paragraphe 19 de la *Loi de la presse* (ce paragraphe est conçu dans ce sens, qu'*une note rectificative de cette espèce doit être publiée*, même dans le cas où elle serait mensongère).

« La rédaction refusant de faire passer cette note, nous fûmes menacés de la suppression de notre journal. Et comme on continuait de parler de toutes les façons de l'affaire, le journal *Omladina* fut confisqué à plusieurs reprises. Seulement nous ne cesserons pas nos efforts ; nous voulons être poursuivis afin de pouvoir mettre au grand jour tout ce qui s'est passé...

« Après qu'on nous eût refusé l'autorisation nécessaire pour tenir notre meeting, je suis allé avec quelques mineurs voir le commissaire stadthalter. Lorsqu'il arriva ici à Bruch, venant de Prague, nous lui avons demandé l'autorisation voulue. Comme il me déclarait qu'à son avis la réunion n'était pas nécessaire, je lui ai exposé la juste irritation de la population. Il répondit qu'il disposait, quant à cela, d'un nombre suffisant de troupes et de gendarmerie, sur quoi je lui ripostai en lui reprochant que, selon toute apparence, les autorités tenaient à voir verser le sang ; je dis que je leur rappellerais ces paroles si jamais les affaires allaient aussi loin. Il me promit alors de s'adresser au chef de district pour en obtenir l'autorisation demandée ; le résultat de son intervention fut en effet, que ce dernier céda.

« Le jour du 14 août, à l'occasion du meeting, *je fus arrêté avant que la réunion eût été déclarée ouverte.* Des foules considérables venues pour assister à la réunion se trouvaient sur la place du marché, et c'est à travers elles que je fus conduit à la gare avec d'autres camarades escortés par des gendarmes et des soldats et tous les menottes aux mains. On voit par là que le but de provoquer la foule était manifeste.

Lors de cette dernière réunion, les ouvriers mineurs décidèrent de reprendre le travail ; ils avaient en effet obtenu que le nouvel ordre de service n'entrerait en vigueur que dans trois mois. Pendant ce temps nous ferons sérieusement tous nos efforts pour mettre cet ordre de service en discussion dans l'Union des mineurs.

« Vous vous étonnez peut-être chez vous de ce que nous nous occupons ici de choses pareilles. Nous aussi, nous étions autrefois d'avis qu'il faut ignorer tous ces « *moyens auxiliaires de propagande* ». Mais nous avons dû remarquer que c'est dans ces moyens de propagande que les social-démocrates ont trouvé leur meilleur appui et qu'ils auraient perdu depuis longtemps déjà tout leur terrain ici dans la Bohême du Nord-Ouest, s'ils ne s'appuyaient pas précisément sur cette propagande.

La situation est maintenant telle que notre mouvement embrassera assurément dans peu de temps toute la population minière. Nous comptons justement commencer la publication d'une revue en langue allemande, qui paraîtra aussitôt qu'un nombre suffisant d'abonnés nous sera assuré.

« Je vous ai exposé avec tant de détails la situation actuelle, parce que j'espère que vous en pourrez publier peut-être quelques-uns dans les journaux étrangers ayant notre tendance.

« Il serait d'une haute importance que les exploits des autorités autrichiennes et les services de policiers que leur rendent les social-démocrates puissent être cloués au pilori de la publicité. »

Suisse.

La corruption socialiste. — Charles Guieysse écrivait l'autre jour dans *Pages libres*, ces lignes d'une vérité ironique :

— « D'ailleurs, quand aujourd'hui on veut rassembler des arguments contre les coups de force, contre la théorie d'une catastrophe d'où sortirait une société meilleure, ce n'est pas dans les écrits et les discours des libéraux et des démocrates qu'il vaut le mieux aller les chercher. C'est dans les écrits et discours des socialistes. Ceux-ci ont vraiment approfondi la question. »

Et, deux pages plus loin :

— « Que les socialistes apparaissent ainsi comme formant essentiellement le parti de l'ordre, comme le parti le plus capable de maintenir dans l'état de paix les foules ouvrières, voilà qui ne sera pas sans surprendre le grand public habitué à les considérer comme de farouches perturbateurs de l'ordre social. Cependant c'est ainsi. »

Les socialistes helvètes viennent de donner à ces paroles de Guieysse une illustration qui vaut d'être répandue.

Notre correspondant de La Chaux-de-Fonds a, je le crois bien, noté ici les incidents de la grève des maçons, qui se déclara dernièrement au « Grand-Village » comme on nomme, dans le Jura suisse, la vieille cité horlogère. La milice fut appelée, elle se signala par des provocations, des agressions, des désordres de toutes nature.

Le prolétariat suisse, qui avait subi sans trop de plaintes, l'intervention de la troupe dans toutes les grèves des précédentes années, jugea qu'il fallait en finir. Des meetings, à Genève, à Bâle, à Winterthur, Zurich, ailleurs encore, lancèrent des ordres du jour protestataires.

A Zurich, les métallurgistes votèrent à l'unanimité une résolution énergique :

— « Les récentes mises sur pied, dirigées contre des ouvriers pacifiques, luttant pour améliorer leur existence, sont une brutalité et une insolente atteinte à nos droits. Le Comité central est invité à répandre, par milliers d'exemplaires, un appel pressant à tout ouvrier suisse de désobéir à l'ordre de marche le convoquant à un service militaire occasionné par la grève. Le Comité central combattra le militarisme par tous les moyens en son pouvoir, et soutiendra de son appui tant moral que matériel, les compagnons punis pour refus de service militaire. »

La Fédération suisse des syndicats, forte de 30.000 membres, décida d'entamer sans délai une campagne d'agitation dans toute la République. Bref, la classe ouvrière organisée montrait enfin sa volonté très nette d'exiger des gouvernements cantonaux qu'ils observassent désormais la plus stricte neutralité dans les conflits du capital et du travail.

D'autre part, *Le Peuple* de Genève et l'organe socialiste zurichois appuyaient le mouvement, auquel quelques journaux libéraux et même une feuille conservatrice bernoise apportèrent même des assurances de sympathie.

C'est alors qu'une voix dissidente s'éleva. O stupeur ! c'était celle du parti socialiste suisse, — exactement du Comité central de ce parti.

Ce serait — disait-elle, aux éclats de rire de la bourgeoisie — commettre une grave erreur, *non de principes, mais de tactique*, que d'admettre l'excitation au refus du service militaire en temps de grève. Ce serait pour le socialisme abandonner son terrain propre, la légalité. *Sans doute*, il faut s'opposer à l'intervention de la milice dans les grèves, mais par le moyen de la loi — ce qui est socialiste, et non par le refus du service, — ce qui n'est pas socialiste...

Qui donc a dit que le socialisme n'était plus qu'un parti d'avocats et de juristes, — « jésuites du droit » habiles à discerner ce qui est socialiste de ce qui ne l'est pas, subtils à séparer les *principes* qu'on ne sort plus qu'aux jours de grandes fêtes, avec permission des autorités, de la *tactique*, bonne fille de vertu point farouche ?

Je livre le cas des socialistes suisses à l'historien futur des corruptions du socialisme — du socialisme des politiciens, s'entend.

AM. C.

Le Livre d'Or des officiers français, par Chapoutot, franco, 2 fr. 75.

Ce volume, tout de documentation, se recommande spécialement aux souscripteurs de *Guerre-Militarisme* et de *Patriotisme-Colonisation*. Il les complète, car ce sont les militaires qui parlent.

Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave, franco, 2 francs.

Les véritables scènes ayant refusé cette pièce, peut-être aura-t-elle plus de chance chez les artistes-amateurs des Bourses du travail et des U. P.



La *Bibliothèque des Temps Nouveaux* (1) vient d'éditer deux brochures du Dr Fischer, qui sont le texte de deux conférences que l'auteur fit à la loge « Le lien des peuples ». S'autorisant de cela, les éditeurs ont cru devoir étaler sur la couverture un tas de logogriphes et une débauche de ∴ qui offusquent le bon sens et le bon goût.

Si des camarades croient pouvoir faire de la propagande dans les loges, rien de mieux; mais que nous reprenions leurs simagrées à notre compte, voilà où je n'en suis plus.

Cette critique faite, les deux brochures du Dr Fischer sont excellentes.

Dans *Militarisme*, c'est tout ce que nous en pensons tous. Page 18, j'y relève un petit passage qui, si l'auteur l'a réellement débité dans une loge, n'a pas dû faire grand plaisir aux frères, qui se prennent au sérieux.

Parlant des militaires libérés : « Ils ne voudront pas faire partie d'un syndicat corporatif pouvant entrer en lutte avec le patronat et les dénoncer à ses rigueurs, mais ils entreront dans une société secrète bien vue du gouvernement et où, par une série de marchandages et d'intrigues, ils ont l'espoir de se hisser au premier rang et de recevoir des honneurs et des récompenses. »

Pas tendre pour la « Veuve », le frère Fischer.

Dans la seconde brochure, *Le rôle de la femme*, s'écartant du féminisme stupide, qui ne voit l'affranchissement de la femme que dans sa dessexualisation, le Dr Fischer se contente de réclamer pour elle, le droit et la possibilité de se développer, comme individu, selon ses caractères physiologiques, ses aptitudes, ses tendances, comme nous le réclamons pour tout être, mâle ou femelle.

∴

La Russie et le Japon, tel est le titre d'une conférence faite par M. Nicolas Alexieff, et qu'il vient de publier en brochure (2).

M. Alexieff s'élève contre la guerre, contre la politique envahissante du tzarisme, et, contre son absolutisme.

Mais il semble croire que s'il était tempéré par une Chambre élue, il pourrait être moins dangereux.

Il a raison, mais à un point de vue qui n'est pas celui qu'il envisage. — C'est-à-dire que, si le tzarisme était mitigé d'une Chambre élue, c'est qu'une transformation serait faite dans le gouvernement russe; c'est que l'opinion publique y compterait pour quelque chose. Et la Chambre élue, ici, serait un effet, et non une cause.

∴

M. A. Thomas, dans le *Syndicalisme allemand* (3) fait l'historique du mouvement syndical en Allemagne. Ce qu'il en ressort, c'est qu'il est surtout politicien, et ne représente pas réellement un mouvement économique.

∴

Je viens de relire Le *prologue d'une révolution* (4) de Louis Ménard, que Péguy a eu la bonne idée de rééditer.

Comme on y voit bien le rôle néfaste des rhéteurs. Depuis, il est vrai, les ouvriers ont appris, au prix d'une nouvelle saignée, que la république et la fin de l'exploitation faisaient deux choses bien distinctes, et qu'un républicain convaincu, se faisait sans scrupule, un ardent fusilleur de socialistes. Mais le livre de Ménard est toujours bon à lire pour finir de dissiper tout malentendu.

(1) 3, rue Lebeau, Bruxelles.
(2) 0,30 à *Tribune russe*, 50, rue Lhomond.
(3) Un vol. 4 fr. 5, rue de la Sorbonne.
(4) Une broch. 0.50 chez Bellais, 17, rue Cujas.

∴

De *New-York à la Nouvelle Orléans* (1) est le récit d'un voyage que J. Huret a fait en Amérique, surtout chez les milliardaires. Mais il y a visité les usines monstres qui caractérisent l'industrie là-bas, et dont celles d'ici ne donnent pas une idée.

∴

Le tome XV du *Livre des Mille et une Nuits* (2), traduction Mardrus, contient une quinzaine de contes nouveaux que je ne me rappelle pas avoir lus dans la traduction Galland.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

L'homme a-t-il une âme ? brochure à 0 fr. 05 « Palais du travail » 8, rue du Pile, Roubaix.

Poesias positivistas, par J. E. Lagarrigue, Santiago de Chili.

La Mujer, El Verdadero testamento del cura Meslier, deux brochures à « El Productor », Arguelles Gracia Barcelone.

Report of the International conference on the situation in the near east, 1 broch. three pence à « London office of Pro Armenia ».

Il tramonto del diritto penale, Luigi Molinari, 1 broch. 1 lira à « l'Universita popolare » Mantova.

A lire :

L'affaire de Neuville, par Monatte, « Pages Libres » n° 192.

Le champ d'honneur, H. Jabert, « Les Nouvelles », Alger, 9 septembre.

Ames de guerre, Mirbeau, « L'Humanité », 25 septembre.

Horreurs de la guerre, G. Geffroy, « L'Humanité », 22 septembre.



—— Action Théâtrale. — L'Action Théâtrale, groupe artistique de la rive gauche, se tient à la disposition des groupes U. P., syndicats et coopératives pour l'organisation de leurs fêtes.

Répétitions tous les mercredis, à 5 h. 1/2, salle de l'U. P., 46, rue Mouffetard.

—— GILLY. — Congrès des Communistes Anarchistes. — Ordre du Jour : Organisation d'une propagande collective des idées communistes anarchistes; Groupements; Créations; Organisations; Fonctionnement; Bibliothèques fixes et roulantes; Relations entre les Cercles; Fédérations; Congrès réguliers; Solidarité; Secours aux familles des détenus; Organisation d'une propagande méthodique; Conférences; Anniversaires; Antimilitarisme; Propagande néo-malthusienne; Compte rendu du Congrès d'Amsterdam; Résolutions; Congrès d'Oxford.

Les groupes des environs de Charleroi, réunis à la Maison du Peuple de Gilly, le 18 septembre, ont décidé de faire des cartes d'entrée. Ils demandent à tous les groupes ou individualités voulant adhérer aux Congrès, d'envoyer leur adhésion au camarade Preumont, rue 7 Actions, 20, Gilly. Les camarades de Charleroi assureront le logement aux congressistes.

—— NOUZON. — Au sujet des notes parues sur les personnages qui estampent les groupes, celui de Nouzon nous envoie un appel pour que les groupes se tiennent en relations, afin de s'en garer. Ceux que la question intéresse n'ont qu'à écrire au compagnon Gualbert, à la Forge-Nouzon (Ardennes.)

(1) Un vol. 3 fr. 50 chez Fasquelle, 11, *rue de Grenelle*.
(2) Un vol. 7 fr. chez Fasquelle, 11, *rue de Grenelle*.



-⁂- **Causeries populaires du XI**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi, à 8 h. 1/2: de la Radiation, par Paraf-Javal.

-⁂- **Causeries populaires du XVIII**, 30, rue Muller. — Lundi, 3 octobre, à 8 h. 1/2: sur les Théories anarchistes, par Libertad.

-⁂- **Union Ouvrière de l'Ameublement**, 4, passage Davy. — Aux Camarades travailleurs de l'Ameublement. La nouvelle administration du *Syndicat*, voyant la crise sévir sur nos métiers avec persistance, pour un peu pallier à la misère qui sera forte cet hiver, croit de son devoir de lancer cet appel pour que nous nous serrions les coudes, afin de ne pas laisser réduire nos salaires insuffisants, en cherchant à faire pénétrer, en attendant mieux, l'idée de travailler moins de dix heures, et, s'il y avait une hausse dans le travail, d'imposer le maximum de huit heures par jour.

Camarades,

Que notre cohésion soit forte et n'oublions pas d'assister à la réunion mensuelle le mardi 4 octobre 1904, pour y discuter les questions qui suivent:

1° L'importation à Paris du travail fait à l'étranger et en province;

2° La journée de huit heures peut-elle être un palliatif?

Cotisation: 50 centimes par mois.

-⁂- **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs (20e Section)**, 3 octobre 1904, salle Boucher, à 8 h. 1/2, 8, rue Ménilmontant.

Organisation du meeting.

-⁂- **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs (20e Section)**. — Meeting le 8 octobre, avec le concours de divers orateurs du parti.

-⁂- **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 30 octobre, à 8 h. 1/2, réunion Bourse du Travail: Fédération des jeunesses syndicales.

-⁂- Meeting antimilitariste, le samedi 1er octobre, à la *Maison du Peuple*, 20 rue Charlemagne.

-⁂- Vendredi 30 septembre, à l'annexe de la Bourse du Travail, conférence sur le féminisme par Duchmann.

-⁂- NOGENT-LE-PERREUX. — **U. P.** — Samedi soir, 1er octobre, 9 heures, salle Paupelin, 3, rue de Mulhouse, le camarade Clément traitera de l'Education de l'enfance au point de vue libertaire.

A l'issue de la conférence, les adhésions pour la section de l'Internationale Antimilitariste seront reçues.

-⁂- AMIENS. — **A. I. A.** — Samedi 1er octobre, aura lieu la prochaine réunion. Au cas où le lieu de réunion serait changé, voir le *Progrès* de vendredi prochain.

-⁂- BORDEAUX. — **Groupe antimilitariste**, 65, rue Kléber, samedi 1er octobre à 8 h. 1/2 du soir, pour prendre l'initiative d'un grand meeting antimilitariste à l'occasion du départ de la classe.

-⁂- LYON. — **Groupe d'Art Social.** — Réunion, samedi 1er octobre, à 8 heures du soir, au siège, rue Passet, 13.

-⁂- **La Jeunesse Libertaire.** — Soirée familiale chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert, dimanche 2 octobre, à 8 heures du soir. Causerie par A. Cornet. Concours assuré d'artistes et d'amateurs. Le profit de cette soirée sera affecté à la propagande par le journal et la brochure à domicile que le groupe vient d'entreprendre.

-⁂- ROUBAIX. — Dimanche 10 octobre, fête anniversaire de l'ouverture du « Palais du Travail »: jeux, concert, conférence.

CONTES POUR ENFANTS

Cent vingt souscripteurs environ ont envoyé leur adhésion. A ceux qui croient qu'il serait bon de ne mettre entre les mains des enfants que des bouquins débarrassés des absurdités de la morale bourgeoise ou religieuse, de se dépêcher de m'envoyer leur adhésion, et de tâcher d'en trouver autour d'eux.

Comme je l'ai dit, les volumes précédents m'ont trop chargés de dettes, pour que je marche cette fois-ci, si les réponses ne couvrent pas les frais.

Il faut environ 5 à 600 souscripteurs pour mettre l'affaire en train. Mais, en escomptant les adhésions de ceux qui ne sont jamais pressés, ainsi que celles qui peuvent nous venir de l'extérieur, je marcherai tout de même, si je réunis 400 adhésions. Mais pas à moins, je n'ai pas encore les prix, mais ça ne dépassera pas 3 francs. Et si je puis abaisser le prix pour les souscripteurs, je le ferai. Il sera illustré et cartonné à l'anglaise.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau. *franco*	1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	1 85
Volumes de chez Stock :	
La Conquête du pain, par Kropotkine, franco.	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 »
La Société future, par J. Grave	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2 75
Les Ventres, par Pourot	2 75
Galafieu, par H. Fèvre	2 75
Malfaiteurs, par J. Grave	2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations	2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau	1 »
Evolution et Révolution, par Elisée Reclus	2 75
La Commune, par Louise Michel	2 75
Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave	2 »
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis	2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert	2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen	2 75
Sous la casaque, par Dubois-Desaulle	2 75
Ceux de Podlipnaïa, par Retchnikoff	2 75
Les Jugements du Président Magnaud, annotés par Leyret	2 75
La Colonne, par Descaves	2 75
La Poigne, pièce de J. Jullien	2 »
L'Ecolière, — —	2 »
L'Inévitable Révolution, par un proscrit	2 75
Œuvre, par Bakounine	2 75
Humanisme intégral, par L. Lacour	2 75
Biribi, par Darien	2 75
Bas les Cœurs, — —	2 75



Mais moi, qui n'étais pas à Wafangou, et que rien, jusqu'ici, n'avait pu blaser sur ce genre d'émotions, je regrettais que, pas encore officiellement accrédité auprès de l'armée russe, les règlements très sévères m'empêchassent de monter en selle et de m'approcher à toutes brides. J'aurais voulu entendre les cris assourdissants de la mêlée, voir les bouches tordues par le rictus de l'exaltation meurtrière, les yeux agrandis par l'épouvante, et recueillir de la sorte, dans tout le sang et le désordre effrayant du champ de carnage, une image de la guerre, horrifique et sacrée. J'étais invinciblement attiré par cette partie poignante et terrible qui se jouait, là, devant nous, et dont le sort à venir de notre race était peut-être l'enjeu.

JEAN RODES.

(*Le Matin*, 10 septembre 1904.)



Les camarades de Reims viennent de lancer *Feuilles rouges*, un petit journal autographié, qui promet de faire de la propagande anarchiste dans la région.

Bonne chance à ce nouveau camarade de lutte. Adresse: 69, rue Brimont, Reims.

VIENT DE PARAITRE

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.



Le camarade auquel j'ai remis un supplément de la *Revue d'astronomie* pour copier des adresses, serait bien aimable de me le rapporter.

V., au Moulin-Galant. — Votre abonnement est terminé de fin août.

P. L., à Gilly. — S'il nous fallait recopier toutes les communications que l'on nous envoie et les passer aux autres journaux, il nous faudrait un rédacteur spécial, sans compter les frais de poste. Envoyez vous-même.

Enjolras. — Le passage de Flaubert est très bon, mais a été donné dans le supplément de la *Révolte*. Le La Bruyère, je vais voir.

C. W., à Mont-sur-Marchienne. — Bon. Cela va bien.

Au camarade qui nous a envoyé des dessins pour *Convocations P. C. et M. S.* Dessins bons, mais bien trop hauts. Ceux que nous avons sont déjà trop hauts. Ce n'est pas de l'illustration que nous faisons, mais de simples cabochons.

C. T. L., à Cherbourg. — Je puis vous envoyer le volume pour 2 fr. 75.

I. A. Marseille. — *Action théâtrale. Jeunesse syndicaliste, Marseille.* — Vos convocations trop tard la semaine passée. Pour le mardi au plus tard, je le répète assez souvent.

Un lecteur. — Oui, D. a vu la photographie. Intéressant.

D. à Bourges. — Reçu dessin. Merci, je vous donnerai réponse prochainement.

Henr., Ho. — Votre article n'apporte rien de nouveau dans le débat.

Un de nos camarades, gantier, voudrait entrer en relation avec des camarades de sa profession. S'adresser au journal.

G., à Angers. — Je n'ai pas l'adresse, mais en lui écrivant à son nom, au Palais de Justice, ça doit lui arriver.

Reçu pour le journal: S., à St-Junien, 3 fr. — L. C., 5 fr. — G. H., à Tully, 1 fr. — F., au Mans, 10 fr. — P. G., à Senones, 0 fr. 50. — O. K., 4 fr. — X., 0 fr. 30. — G. M., à Chicopee, 19 fr. — D., à Harmes, 2 fr. — L., à Amiens, 1 fr. 50. — St-Louis, pour l'agrandissement du journal: Debating club, 5 fr. 50; E. Favereau, 5 fr.; G. Duhamel, 5 fr.; A. Lelièvre, 5 fr. En tout, 20 fr. 50. — Merci à tous.

L. S., à Germantown. — G. S., à la Spezzia. — A. G., à Nanterre. — C. et T., à Chaumont. — J. P., à St-Paul en Jarrey. — A. F., rue L. — L. C., à Lorette. — G., à Manosque. — A. G., à Vienne. — A. G., à Malaunay. — G., à St-Gall. — G., à Nevers. — A. M., Chaux-de-Fonds. — L., à Amiens. — P. R., à Tenès. — Persan. — L. M., à Dison. — A. L., à Châteaurenard. — B., à Berne. — B., à Pramanson. — H. G., à Port-Elisabeth. — D., à Asnières. — E. B., à Limoges. — J. L., à La Rochelle. — L., à Verviers. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE CHAPONET, RUE BLEUE, 7, PARIS.

Dixième Année. — N° 23 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 8 au 14 Octobre 1904



POUR LA FRANCE
Un An.......... 6 »
Six Mois.......... 3 »
Trois Mois.......... 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An.......... 8 »
Six Mois.......... 4 »
Trois Mois.......... 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^{e}



LE LIVRE POUR ENFANTS

A l'heure actuelle, j'ai 160 adhésions, plus 100 francs de promis représentant 39 ex. ; il me manque encore la moitié des souscriptions nécessaires.

Etant donné que tous, plus ou moins, sont appelés à donner des étrennes à des enfants, et que, par conséquent, quelques-uns peuvent avoir besoin de plusieurs exemplaires, j'avais pensé récolter assez vite le nombre d'adhérents suffisant. Je garde même la conviction que si j'avais le temps d'attendre, l'argent nécessaire ou le crédit pour le faire, que les acheteurs ne manqueraient pas. Mais je n'ai pas l'argent, ni le temps, ni le crédit. Je renouvelle donc mon appel à ceux que la négligence a seule, jusqu'ici, empêchés de répondre. Oui ou non, croit-on l'idée bonne ? Si oui, que l'on se dépêche, puisque le jour de l'an est une occasion propice ; je ne peux mettre le volume à l'impression qu'argent en main.

Pour plus amples renseignements, le volume aura au moins 250 pages. Il comportera des illustrations dans le texte. Je ne puis encore en dire le nombre, mais suffisamment pour faire un volume illustré passable. Bon papier ordinaire, cartonnage anglais, avec titre imprimé sur la couverture.

J. Grave.

Sus au Réformisme !

J'ai dit, dans un précédent article, tout le danger qu'il y aurait, pour la classe ouvrière, à voir « codifier » toutes les réformes projetées par M. Millerand et appuyées par les socialistes nouvelle méthode qui partagent ses théories, et ce n'est certes pas l'attitude prise par l'ancien ministre du commerce dans ces derniers temps, l'approbation bruyante donnée à sa politique par tous les déchets de réaction, qui sont de nature à me faire changer d'avis.

Le hasard d'une rencontre et d'une ancienne amitié m'a fait causer, depuis, de ces « réformes » avec un député, ancien ouvrier manuel, très au courant de nos congrès et du mouvement ouvrier.

Abordant ces questions en telle compagnie, je m'attendais, sinon à une approbation complète, tout au moins à une défense partielle de l'œuvre de M. Millerand ; aussi ne fus-je pas un peu étonné d'entendre porter, par mon fabricant de lois, un jugement exactement semblable au mien sur les « réformes » en question.

Mon collègue du syndicat des instruments de précision, Briat, membre du Conseil supérieur du travail, qui assistait à l'entretien, n'en revenait pas non plus.

Bien mieux, pour me montrer toute sa sincérité, mon député ajoutait que, chargé à un moment donné de rapporter une de ces lois — celle sur les conseils du travail qui est quelque peu le complément du projet d'arbitrage en cas de grève — après s'être mis à la besogne, et s'être amplement documenté, son impression fut si défavorable sur le rôle que l'on essayait de lui faire jouer, qu'il refusa de rapporter la loi en question.

Il y a, me disait-il, dans tout ce faisceau de lois « dites ouvrières », un article sensiblement identique, qui les rend incontestablement dangereuses pour les travailleurs. Et il ajoutait : J'ai à peu près la conviction que tout cela est fait pour détourner l'attention de la classe ouvrière, en même temps que le mouvement ouvrier, de l'action révolutionnaire. Cela était net et méritait peut-être d'être rapporté, mais sans doute n'en aurais-je rien fait si un écrivain bourgeois, dans un journal à grand tirage, n'avait fait mine de discuter, lui aussi, les « réformes » de M. Millerand.

En réalité, M. Henri des Houx, peu préparé, à ce qu'il m'a semblé, à parler de ces sortes de questions, a surtout essayé de montrer au patronat tout l'intérêt qu'il y aurait pour lui de voir appliquer ces excellentes lois ouvrières. Parlant par exemple de la « capacité » à donner aux syndicats, il laisse malencontreusement échapper cet aveu qui, à mes yeux, suffirait pour condamner le projet : « Au point de vue politique, écrit-il, la transformation des ouvriers en actionnaires, en commerçants, voire en capitalistes, n'offrirait que des avantages » car, et il a soin de prévenir avant ses lecteurs — « il s'en faut que la loi de 1884 « elle-même ait entièrement résolu le pro« blème. Les grèves, qui constituent l'état de « guerre déclarée entre patrons et ouvriers, « n'ont jamais été plus nombreuses ni plus « violentes. Le parti socialiste — et l'on voit « ici combien M. des Houx connaît imparfai« tement la question qu'il traite — qui fait « miroiter aux yeux des travailleurs l'idéal « d'une société sans patrons, où le capital et « les produits deviendront collectifs, n'a perdu « aucune parcelle de son prestige depuis 1884, « et aujourd'hui plus que jamais, les projets « de grève générale et de lutte de classes sont « en faveur dans les ateliers. » Par conséquent Messieurs les patrons — M. des Houx ne le dit pas mais c'est tout comme — acceptez sans crainte, les « réformes » de M. Millerand, et vous serez à l'abri des grèves et de tout ce qui ressemblera à de la « lutte de classe. »

Voilà, croyons-nous, qui est parlé assez net, et le patronat, nous n'en doutons pas, se rangera certainement, comme il y est convié, à l'avis de M. Millerand et des socialistes réformistes, et reconnaîtra les avantages qu'il y aurait à ce que l'on accordât aux syndicats le droit de « posséder et de commercer ». Cela permettrait, de plus, d'avoir recours contre les organisations qui voudraient bouger. Il s'agit

donc bien, comme on le voit, de canaliser l'action révolutionnaire des syndicats, et après l'article de M. des Houx, je crois qu'aucun doute ne peut subsister à ce sujet.

Notez qu'actuellement les ouvriers qui veulent « posséder et commercer » n'ont qu'à fonder des coopératives, la liberté existe donc bien de ce côté; mais il faut surtout tenter de détruire les groupements ouvriers à tendance révolutionnaire, et l'on ne peut mieux le faire qu'en les engageant à se transformer en maisons de commerce.

Il n'y a donc pas à s'y tromper, et plus l'on examine de près toutes ces prétendues réformes, plus l'on reste convaincu qu'elles ne cachent en réalité qu'une tentative d'enrayage du mouvement qui s'est plus particulièrement dessiné dans ces temps derniers.

Le projet de loi sur « l'arbitrage en cas de grève » en outre des inconvénients que je citais dans un article antérieur, aurait celui de supprimer — en la rendant inutile et superflue, — l'influence et l'intervention des syndicats dans les conflits entre employeurs et employés; et nul doute que c'est dans le but de diminuer cette influence des syndicats en cas de conflits, que l'on se propose en haut lieu d'en enrayer l'action nettement révolutionnaire. D'autre part, *les pénalités prévues pour empêcher les* « meneurs » de pousser à la cessation du travail, en dehors du « protocole » indiqué par la loi, en ferait un instrument des plus dangereux dans les mains des capitalistes. De plus tout étant prévu, réglé par la loi, l'intervention des syndicats ouvriers — remplacés par des commissions arbitrales, par ateliers ou chantiers — devient inutile, et la partie la plus forte de leur influence leur est enlevée.

Enfin, il est incontestable qu'il y aurait un réel danger — la liberté du travail est nettement supprimée dans le projet de M. Millerand — à rendre la grève obligatoire pour ceux qui n'y voudraient pas recourir, même lorsqu'un referendum se serait prononcé dans une usine ou dans une exploitation en faveur de la grève. Il y aurait certainement un grand danger à obliger des individus à prendre part à un conflit que pour une cause ou une autre ils désaprouveraient, et il est non moins certain que, dans bien des cas, ce serait un élément incontestable de désagrégation que le mouvement porterait en lui-même.

Actuellement, en cas de conflit entre patrons et ouvriers, si certains de ces derniers se trouvent satisfaits de leur sort, et continuent ou tentent de continuer à travailler, au moins les connaît-on; mais, obligés par un « referendum » à participer à un mouvement dont ils resteraient les adversaires, il serait à craindre qu'ils ne parviennent à le désagréger. Est-ce là le but poursuivi par le fameux projet de loi?

En tout cas il apparaît clairement que le rôle des syndicats, en cas de conflit, se trouverait réduit à rien. N'est-ce pas là justement ce à quoi l'on vise surtout dans certains milieux réformistes!

Comme on le voit, plus l'on examine de près toutes ces prétendues réformes, plus l'on s'aperçoit que si le patronat peut avoir intérêt à les voir adopter, les travailleurs, eux, ont tout à en craindre.

C'est, comme on l'a vu au début de cet article, l'avis même d'un fabricant de lois. M. des Houx, au contraire, écrivant pour le compte du patronat, l'engage à accepter ces « réformes » où il avait cru voir un moment une diminution de son autorité.

Si la classe ouvrière ne veut pas avoir à le regretter fortement plus tard, si elle ne veut pas voir détourner de son véritable but le mouvement d'émancipation qu'elle a péniblement ébauché au moyen de ses groupements ouvriers, elle fera bien d'entreprendre, dès maintenant, une sérieuse campagne contre toutes les tentatives de déviation qui se préparent, sans qu'elle s'en soit émue suffisamment jusqu'à ce jour.

Camarades, sus au « réformisme »!

P. DELESALLE.



Ainsi que l'on sait, les Etats-Unis, ce qui s'explique d'ailleurs par l'immense étendue de leur territoire, possèdent le plus grand réseau de voies ferrées qui soit au monde : tout près de 300.000 kilomètres.

Une statistique récemment établie, nous renseigne d'une façon précise sur le nombre des employés de tout grade attachés au service des chemins de fer de l'Union américaine. C'est une armée vraiment formidable et dont bien peu de personnes, probablement, se font une idée adéquate.

Il faut donc savoir qu'aujourd'hui plus d'un million, — exactement 1.192.315 employés, depuis les directeurs jusqu'au dernier des hommes d'équipe, — sont occupés à faire marcher les trains au pays de Jonathan. En veut-on le décompte par catégories bien tranchées? Il y a 225.422 chefs de trains et conducteurs, 148.315 mécaniciens, 150.651 chauffeurs, 228.280 aiguilleurs, contrôleurs, signaleurs, 299.592 poseurs et hommes d'équipe de la voie.

La direction et les services centraux comptent 41.000 agents, commis, expéditionnaires et chefs de bureau, dont les appointements, assure-t-on, représentent un chiffre supérieur aux salaires cumulés des 1.151.000 autres employés...

(*Petit Parisien*.)

POURQUOI ET COMMENT
ENTREPRENDRE UNE DÉFINITION DE L'ART

(*Suite*) (1)

Nous voici en possession d'une sûre méthode. Mais ce n'est pas tout que d'avoir en mains un bon outil. Encore faut-il que sur la matière où on doit l'employer il soit capable de fournir la besogne qu'on lui demande. Or beaucoup de gens soutiennent que notre méthode va nous laisser en route, que là où nous voulons la faire servir elle ne saurait s'appliquer.

Pour pénétrer le sens de l'art, disent-ils, votre meilleur moyen est d'étudier des œuvres d'art. Mais comment mettre la main d'une façon un peu certaine sur une œuvre d'art? Est-il une matière où l'on s'accorde moins? Nous voyons constamment ce qui plaît aux uns déplaire aux autres. Il n'est pas de domaine non plus où les incertitudes, les surprises, les revirements soient plus fréquents. L'œuvre qui triomphait hier est oubliée aujourd'hui. Celle que l'on méprise maintenant montera aux nues bientôt? Comment dès lors serez-vous jamais assuré d'être oui ou non en présence de l'art? Comment reconnaîtrez-vous l'objet de votre étude, la matière même où il vous faut travailler? S'il n'est pas d'autre critère en art que le goût personnel, chose essentiellement mobile et diverse, les études entreprises pour déterminer le sens de l'art n'ont aucune valeur générale, théorique. Ce que l'on définit comme étant l'art ne sera jamais l'art pour tout le monde. En vérité, l'art n'est ni assez notoire, ni assez stable pour servir de support à rien de solide.

Voilà la grosse objection, l'objection classique que toute philosophie de l'art trouve tôt ou tard devant elle. Il y a trop d'erreurs, trop de disputes sur la valeur des œuvres d'art.

Il convient de se demander d'abord si les vérités que nous cherchons ne sont pas, au moins pour une bonne part, au-dessus de ces disputes. Rappelons ici le vrai rôle d'une bonne philosophie de l'art. Elle n'a pas, on ne saurait trop le dire, à classer les œuvres d'art entre elles, à leur donner des notes, mais à rechercher en quoi consiste d'une façon très générale l'œuvre d'art. Sa tâche n'est pas de décider si telle œuvre particulière est digne de produire une faible ou une forte impression, mais de rechercher comment, de quoi sont faites toutes les œuvres que l'expérience nous montre comme ayant produit sur les hommes une certaine impression. On comprendra sans peine qu'une recherche d'un caractère aussi général nous autorise déjà à négliger au moins dans une certaine mesure les petits dissentiments qui peuvent se produire en matière d'art.

Pour les dilettantes qui jargonnent au sortir de concert ou de l'exposition de peinture ces disssentiments prennent, il est vrai, d'énormes proportions. Il n'en est plus de même dès qu'on élève ses regards vers les immensités sereines qui constituent le domaine de l'art, et qu'on envisage ce domaine dans son ensemble. On comprend alors que les petites contestations survenues sur tel ou tel point du vaste territoire ne lui enlèvent rien de son unité, pas plus que nos disputes de clochers n'empêchent l'humanité d'accomplir, en une harmonie tout de même admirable, sa tâche quotidienne.

Notre besogne, d'ailleurs, ne saurait être beaucoup compromise parce que la diversité des jugements esthétiques nous aura exposés à considérer comme bonnes des œuvres médiocres ou inversement. En réalité, l'œuvre médiocre contient une parcelle d'art suffisante pour nous renseigner d'une façon très générale sur la nature de l'art. Si entre un méchant mélodrame et un chef-d'œuvre de Shakespeare il y a des différences énormes, il y a aussi un certain nombre de ressemblances. Pour d'une œuvre mauvaise faire une œuvre bonne il y a souvent bien peu à changer. On le voit quand un maître retouche un dessin d'élève. Les deux traits se suivent de près. Ce « bien peu » est « tout », me répondra un artiste. Sans doute, pour vous qui cherchez avant tout l'œuvre réussie. Pas pour moi qui cherche le sens, la nature, le principe de l'art. Si l'œuvre inférieure ne me fait pas éprouver jusqu'où peut aller la puissance de l'art, elle pourra du moins m'apprendre quelque chose sur l'art. Les paysans en extase devant les chromos suspendus à la ficelle du colporteur, les petites ouvrières qu'on voit aux soirs d'été faire cercle autour du musicien ambulant et répéter jusqu'à ce qu'elles l'aient apprise quelque romance idiote, peuvent être pour le philosophe, ne l'oublions pas, des groupes aussi utiles à certains égards que celui formé par de fins connaisseurs dans la meilleure salle d'un musée.

Cependant regardons de près, observons, et tâchons de bien comprendre ces fameux écarts de goûts et d'opinions, ces divergences d'idéal qu'on nous oppose comme d'insurmontables obstacles, nous ne tarderons pas à reconnaître que ce sont là des difficultés beaucoup plus apparentes que réelles.

Nombre de ces incertitudes et de ces mésententes, tout d'abord, sont purement superficielles, transitoires. Quelques années, le plus souvent, en viennent à bout. On oublie trop, en effet, que pour l'art comme pour certaines substances difficiles à reconnaître, il y a un réactif, un réactif commode, car il s'applique tout seul, de lui-même. C'est le temps.

Deux tableaux sont exposés ensemble au jugement du public. Devant l'un, il y a foule. On se presse et l'on admire. Il n'y a pas d'épithètes assez flatteuses. Pour avoir le droit d'emporter

(1) Voir les nos 20 et 22.

chez eux cette merveille, les riches offrent des monceaux d'or. Devant l'autre, il n'y a personne. On passe sans s'arrêter, on a à peine le temps d'un sarcasme. Seuls quelques très rares visiteurs, une poignée à peine parfois, manifestent leur vive admiration. Le public les regarde avec étonnement comme d'inoffensifs originaux. Mais nous voici vingt ans plus tard. Il n'en a pas fallu davantage pour que la situation ait basculé. C'est le méconnu d'antan qui triomphe, et le triomphateur d'alors qui ne compte plus. Tandis que chaque jour l'un montait un peu plus dans l'estime, l'autre, par un vrai jeu de balance, descendait un peu plus dans l'oubli. Et cette part d'admiration, lente conquête de l'œuvre sur l'indifférence publique, l'œuvre ne la perd plus. Les suffrages péniblement gagnés lui sont acquis à jamais. Si ce stage préparatoire à l'admiration des hommes semble parfois bien injuste et bien long, les œuvres qui méritent cette admiration sont assurées, quand une fois elles l'ont obtenue, de n'en plus être privées par la suite. De génération en génération, le consentement universel leur renouvelle, en quelque sorte, leurs lettres de crédit. Les empires s'écroulent, les invasions passent, les révolutions s'apaisent, les idées et les sociétés se transforment, l'œuvre belle n'en conserve pas moins presque toute sa jeunesse et son ascendant. Les manuscrits peuvent rester pendant des siècles sous la poussière des bibliothèques et les statues sous la cendre des volcans, la chaîne d'admiration se renoue toute seule quand les uns et les autres revoient le jour.

Notre grand maître et grand juge en toutes choses, le temps, sait donc, ici encore, nous mettre d'accord. Il sépare l'ivraie du bon grain. Tout ce qui s'use vite ne vaut pas grand'chose. Tout ce qui dure est de qualité supérieure. Par le temps seul peut donc s'établir un départ certain entre les œuvres : bonnes d'un côté, mauvaises ou médiocres de l'autre. C'est ce qui a lieu. Des hiérarchies finissent ainsi par se préciser auxquelles tout le monde se trouve souscrire. Qui songe aujourd'hui à refuser les premières places aux Homère et aux Eschyle, aux Dante et aux Shakespeare, aux Gœthe, aux Molière, aux Balzac, aux Raphaël, aux Michel-Ange, aux Vinci, aux Rembrandt, aux Bach, aux Gluck, aux Schumann, aux Beethoven ? Pour bénéficier de l'autorité qui s'attache à ces jugements, il suffira de prendre nos exemples dans le passé ou du moins de laisser de côté la production des quelques années voisines de celle où nous écrivons.

Tous les malentendus qu'on observe dans le domaine de l'art ne se résolvent pas, il est vrai, d'une façon aussi simple. Les ententes dont nous venons de parler ne dépassent pas, d'ordinaire, il faut bien le reconnaître, les limites de groupes fort restreints. Depuis qu'elle existe, l'œuvre de Rembrandt, par exemple, est considérée par un certain nombre de personnes en chaque pays comme une des plus hautes, des plus impressionnantes qu'ait produites le génie humain. Prenons cependant au hasard un groupe de paysans ou d'ouvriers et mettons-les en face d'un tableau de Rembrandt. Neuf fois sur dix, l'effet sera à peu près nul ou tout au moins ne dépassera pas celui que l'on aurait pu produire avec le premier coloriage venu. Nous ne sommes plus là en face de dissentiments superficiels, momentanés, mais profonds et durables. Voilà sur une œuvre classée depuis longtemps parmi les plus belles, des façons de sentir absolument opposées.

Comment venir à bout de ces divergences? nous dit-on. Nous commencerons par les expliquer. Après, elles nous inquiéteront moins. Car elles ne viennent pas, comme certains le croient presque, de quelque particularité diabolique de l'art et qui le rendrait rebelle à toute investigation logique. Elles tiennent à des causes très naturelles, et se produisant non pas au hasard, mais de façon très normale, très régulière. Il est facile d'observer qu'elles ont presque toujours lieu entre gens de classes sociales différentes ou qui ont adopté du moins, pour une raison ou pour une autre, les manières de sentir et de comprendre habituelles à des groupes sociaux différents. Elles sont rares aux époques d'homogénéité et de cohésion, comme au temps de l'ancienne Grèce. L'œuvre d'art peut être accueillie alors du même élan d'enthousiasme par toute une cité. Elles se multiplient, au contraire lorsque, comme aujourd'hui, une extrême complexité de vie unie à un individualisme poussé aux dernières limites, fractionne la masse sociale en des catégories plus impénétrables entre elles que ne seraient peut-être de vraies castes, crée, vivant côte à côte, des types humains plus différents que si des milliers de lieues et des siècles les séparaient. Il est facile d'observer aussi qu'elles varient, comme varient les différences entre les hommes. Portant sur de simples nuances entre gens de même éducation intellectuelle et morale, elles s'approfondissent en de définitives incompréhensions entre ceux qui, par leurs occupations, leurs mœurs, leur culture, leur sensibilité et leur mentalité vivent aux antipodes les uns des autres. Nous les voyons de même s'atténuer, puis disparaître chaque fois qu'une éducation appropriée réussit à effacer, dans une certaine mesure, entre deux groupes sociaux, les inégalités intellectuelles et morales.

Si des hommes sentent, en art, de façon très différente, c'est donc, tout simplement, qu'ils sont aussi, pour tout le reste, très différents. S'il était possible de traduire en l'idiome sommaire de quelque tribu sauvage un de nos meilleurs romans modernes, personne ne s'étonnerait que cette forme d'art n'ait aucun succès dans ce nouveau public. On admet sans peine que nos complications, nos raffinements n'aient pas prise sur des indigènes de l'Afrique centrale. Or, même parmi nous, quelque chose d'analogue se produit. A la faveur de notre complexité de vie et de notre particularisme, il arrive que des idées, des mœurs, des sentiments déjà très ancrés chez les uns sont encore inconnus aux autres. C'est pourquoi, même dans les œuvres d'intérêt universel, il y a toujours des parties susceptibles de toucher plus telle classe d'hommes que telle autre. Et ce n'est pas seulement par les réalités servant de sujet à l'art, c'est aussi et surtout par la façon même dont les réalités sont abordées, senties et comprises par l'artiste qu'une œuvre peut donner lieu à des jugements contradictoires. Il y a bien des façons de voir et de comprendre la nature. Or, chacun apprécie l'art suivant qu'il lui fournit une image du monde conforme à sa propre vision. Cela n'enlève rien de sa généralité, rien de son unité au principe même de l'art. Ce n'est pas ce principe qui varie, ce sont les contingences qui changent. Ce qui serait déconcertant serait de découvrir des individus semblables — autant du moins que des hommes peuvent l'être — et sur qui une même œuvre produirait un effet très différent. Mais voilà, semble-t-il, ce qui doit être assez difficile à montrer.

(A suivre.) CHARLES ALBERT.



ACTION RÉPUBLICAINE. — *Nous apprenons de source autorisée, que M. Combes, à la prochaine réunion du Conseil des ministres, proposera à ses collègues le vote d'un large crédit pour récompenser l'inventeur d'une colle destinée à remettre en état, sans laisser de traces, les lettres des camarades suspects ouvertes en cours de route.*

Avis aux inventeurs ! J. G.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(Suite) (1).

DEUXIÈME PARTIE

Nous venons de voir les mauvaises conditions d'hygiène collective qui favorisent le développement de la tuberculose dans la classe ouvrière : longueur et intensité du travail, mauvaise aération, poussières, etc.

Rentré chez lui, chaque ouvrier, pris séparément, retrouve des conditions d'hygiène individuelle (logement, nourriture, etc.) qui lui sont imposées par sa situation économique. Voilà pourquoi, dans le dernier article, je me suis étendu sur la question du salaire.

Il ne suffit pas, en effet, de dire que l'on doit avoir un logis spacieux, ensoleillé et bien aéré. C'est là une condition nécessaire pour éviter la tuberculose. Mais je l'ai déjà dit : l'ouvrier est obligé de se loger au plus bas prix.

Tout le monde a entendu parler des *cités* qui existent dans les quartiers périphériques de Paris et où s'entasse une population misérable; on voit aussi près des fortifications des baraques et des cabanes d'un autre âge. Mais les habitants de ces taudis sont peut-être plus favorisés, au point de vue de l'aération, que les habitants de nombreux quartiers ouvriers et même de certains coins des quartiers riches.

Il est impossible pour les philanthropes, les rentiers, les politiciens, les avocats, les journalistes, etc. de se faire une idée, même approximative, des conditions de logement pour les prolétaires dans une grande ville. Il faut avoir, comme médecin, été obligé de pénétrer partout. La nuit, on trouve dans une pièce unique une famille de quatre ou six personnes, quelquefois plus, adultes et enfants, dormant sur des lits ou plutôt sur des grabats, dressés de la façon la plus bizarre. Je laisse à penser la puanteur de l'atmosphère nocturne. Le jour, on ne voit plus le même spectacle : les matelas et les lits ont été entassés dans un coin, les grandes personnes sont parties à l'atelier, les enfants à l'école. Mais quelle singulière sensation quand, au milieu d'une éclatante journée d'été, on s'enfonce dans un long couloir obscur pour grimper dans des escaliers encore plus noirs, dont les murs sont recouverts d'une humidité gluante, pour arriver enfin à des logements qui ressemblent plutôt à des caves et où l'on doit faire de la lumière pour y voir clair; jusqu'au troisième étage, la plupart des logements à bon marché sont sans air et sans lumière.

Ce tableau n'est pas exceptionnel; on le rencontre à un nombre incalculable d'exemplaires. Des îlots sont formés de maisons absolument inhabitables qui, cependant, sont habitées par une population grouillante. J'ai vu ces choses dans le centre même de Paris, dans des rues tout entières, je les ai retrouvées dans les quartiers ouvriers; on les voit, plus cachées, dans les quartiers riches. L'apparence extérieure ne correspond pas toujours à la réalité du dedans. Quelquefois l'entrée, l'escalier paraissent convenables; mais les logements ne prennent l'air que sur des courettes étroites et humides où le soleil ne peut pas pénétrer, et qu'on ne saurait mieux comparer qu'à des puits; d'autres fois, c'est une construction nouvelle qui vient boucher presque complètement les fenêtres; presque partout c'est la malpropreté et les odeurs : odeurs des eaux ménagères mal évacuées,

(1) Voir les n°s 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21 et 22 des *Temps Nouveaux*.

odeurs des fosses d'aisances dont les émanations refluent dans toute la maison.

Imaginez la possibilité dans ce milieu d'élever des enfants à l'abri des maladies en général et de la tuberculose en particulier. Imaginez le foyer d'infection qui s'y forme, quand une affection contagieuse s'y déclare, et dans la réalité ces sortes d'affections (tuberculose, etc.) y existent constamment.

La plus grande partie des travailleurs, l'immense majorité, a une demeure de ce genre; elle y est forcée par la cherté des loyers. Il faut dire que l'on trouve assez souvent des ménages de deux personnes installés dans des logements plus ou moins convenables. Mais il est remarquable que l'habitation se restreint quand la famille est plus nombreuse; plus celle-ci augmente, plus le logis est réduit ou de plus en plus mal aéré.

Faut-il décrire maintenant les hôtels meublés avec leurs chambres malsaines et leurs cabinets sans fenêtres, à l'usage des ouvriers célibataires? Faut-il rappeler les chambrées ou dortoirs où couchent, dans certains quartiers, des troupeaux d'ouvriers du bâtiment, venus de la Marche ou du Limousin pour travailler à Paris pendant la belle saison?

On peut demander pourquoi ne pas aller demeurer en banlieue? Mais on retrouve dans la banlieue, comme en province, les mêmes logis surpeuplés et la même absence de toute hygiène. On y a cependant un peu plus d'air, car les bâtiments sont moins hauts, moins entassés les uns sur les autres, à condition toutefois que l'atmosphère ne soit pas viciée par les odeurs et les fumées des usines. Aller tout à fait hors des agglomérations, c'est s'éloigner des moyens de communication, c'est l'impossibilité de se rendre à son travail. Dans les conditions les plus favorables, c'est une dépense de temps pris sur le repos, puis ce sont des frais supplémentaires de transport et de repas, qui viennent compenser le meilleur marché de l'habitation. D'ailleurs les loyers de banlieue augmentent avec la commodité des communications (1).

Il y a des occupations qui nécessitent la résidence des travailleurs au lieu même de leur emploi. Je citerai comme exemple les travaux des Halles, où il faut être rendu de très grand matin, avant que tout service de transport ait commencé à marcher. Les propriétaires, dans ces quartiers, en profitent pour louer à des prix exorbitants. Un détail en passant : tout autour des Halles, sous les portes des maisons, se fait une vente active de soupe, lait, café. Avant 5 heures du matin, les concierges (ce sont eux qui souvent font ce petit commerce) installent leur fourneau dans le couloir; c'est l'escalier qui sert de cheminée, et il arrive que l'escalier n'a pas de fenêtres, ou, s'il y en a, elles sont closes, l'hiver surtout. Il en résulte que la fumée et l'oxyde de carbone pénètrent dans les logements, et vont empoisonner ceux des locataires qui sont restés dans leur lit.

L'impureté de l'air, son insuffisance, l'impossibilité ou la difficulté de son renouvellement, sont parmi les principales causes de l'éclosion et du développement de la tuberculose. Naturellement l'agglomération vient augmenter l'insuffisance et la viciation de l'air, et aussi multiplier les chances de contagion. Enfin l'absence de soleil est encore une cause d'insalubrité. Les rayons du soleil sont nécessaires pour l'assainissement des pièces d'habitation, par leur action sur les microbes et les germes pathogènes des poussières; ils ont aussi une action éminemment bienfaisante sur l'organisme. En tout cas, l'obscurité favorise la malpropreté.

Pour toutes ces raisons, il semble donc nécessaire, dans une grande ville plus que partout ailleurs, d'assurer la salubrité de l'habitation. A Paris, il existe une commission de la salubrité; mais son action ne se fait guère sentir. Les quelques mesures, d'ailleurs imparfaites, prises isolément, ne peuvent rien donner. On se borne à faire recouvrir un caniveau pour l'écoulement des eaux ménagères, ou à faire réparer des fosses d'aisance. J'ai vu une maison appartenant à l'Assistance publique et louée à des particuliers, où il n'y a ni air, ni lumière, où le tout à l'égout n'a pas été installé, et où l'immeuble tout entier est remarquable par la malpropreté et les odeurs pestilentielles.

Les conseillers municipaux promettent l'assainissement de la ville à leurs électeurs. Mais il coûte cher d'élargir les rues et d'en percer de nouvelles. D'ailleurs quel est le résultat? On construit en bordure des maisons luxueuses. J'ai vu ouvrir dans mon quartier une voie très large; de chaque côté s'élèvent maintenant de beaux immeubles dont les appartements vont de 3.000 à 6.000 francs. Les gens qui habitaient les vieilles masures ont été se réfugier dans d'autres ruelles, passages ou impasses pour retrouver le gîte à bon marché.

Les petits appartements dans les maisons neuves, quand le propriétaire en a réservé dans son immeuble, coûtent trop chers pour être habités par des prolétaires. On n'y veut souvent ni chiens, ni enfants, ni bourgeron non plus. Ces petits appartements, loués à des employés ou à des petits bourgeois, sont d'ailleurs bas de plafond, à pièces exiguës, ressemblant à des cages à lapin. Dans les quartiers ouvriers on construit d'immenses casernes. Partout les derrières sont resserrés et privés d'air et de lumière par d'autres maisons; partout on retrouve les courettes étroites en forme de puits.

Il y a, dit-on, des règlements, mais les règlements sont faits pour être violés. Le terrain coûte cher, tout doit être utilisé. Dans les vieux hôtels du Marais incommodes à certains points de vue, mais si vastes, on a coupé parfois les étages en deux, horizontalement; les pièces ont été morcelées, quand elles doivent servir d'habitation; partout sont venues s'ajouter des constructions nouvelles, bouchant les fenêtres, faisant disparaître les jardins, les cours, tous les espaces non bâtis.

(A suivre.) M. PIERROT.

(1) Ce sont surtout les employés, plus favorisés, qui habitent en banlieue; d'ailleurs ils se rendent plus tard à leur travail. Les ouvriers ne quittent guère les environs de l'atelier ou de l'usine. Il faut aussi considérer qu'il y a souvent plusieurs membres de la famille qui travaillent, ce qui implique des nécessités diverses.

LE CLOU

DE

L'EXPOSITION DE SAINT-LOUIS

Il semble que lorsqu'une nation ne peut se distinguer des autres par les sciences et les arts, qu'elle cherche à exceller dans le génie de la scélératesse, tel en ce moment le gouvernement de la grande nation des Etats-Unis d'Amérique. Je croyais avoir, dans le numéro 12 des *Temps Nouveaux*, découvert le *Clou* de l'Exposition Universelle de Saint-Louis, en signalant des instruments de tortures de la plus grande perfection, surpassant tout ce que le génie du mal a pu concevoir jusqu'à ce jour, et exposés, ô comble de l'ironie, dans le Palais de l'Education et de l'Economie sociale!!! Je m'étais trompé, il y a mieux, beaucoup mieux. Je regrette de n'avoir pu, dès mes premières investigations, découvrir ce qui doit être, sans contredit, considéré comme étant réellement le *Clou* de l'Exposition américaine.

Aussi je rends hommage à *Arbeiter Zeitung* (la gazette des travailleurs), un journal quotidien de Chicago, publié en langue allemande, et qui est un de ces rares périodiques qui, ici, aux Etats-Unis, n'ont pas peur de se compromettre en prenant la défense des anarchistes, d'avoir été plus perspicace que moi et d'avoir le premier signalé le fait qui immortalisera à jamais la Grande Exposition Universelle de la nation yankee, qui s'est déclarée ouvertement l'ennemie des arts, des sciences, et de tout ce qui peut porter le peuple à penser par lui-même.

Voici, d'ailleurs, avec la plus grande impartialité, l'exposé et la description complète du *Clou* de l'Exposition de Saint-Louis.

Dans la section réservée à la police, toujours dans le Palais de l'Education et de l'Economie sociale, où se trouvent exhibés des monceaux de bibles, il y a une grande collection de photographies de bandits célèbres, d'« highwaymen », voleurs de grands chemins et autres individus, gens sans aveu, capables, suivant les circonstances, d'arrêter des trains et de rançonner les voyageurs, ou de s'enrôler dans une milice commandée par un Bell, ex-cow-boy, — berger et voleur de grands chemins — à la solde d'un Peabody, gouverneur du Colorado, dont nous avons eu l'occasion de signaler les exploits pendant la grève des mineurs du Colorado, grève qui n'est pas encore terminée.

Au milieu de cette collection d'individus sinistres, mais qui ne sont en rien inférieurs aux « honnêtes » policemen respectés et glorifiés par la grande Amérique, collection qui, je dois le reconnaître, n'a rien d'esthétique ni rien de commun avec l'art, la Grande République américaine expose les portraits de nos vaillants et énergiques camarades du procès de Chicago, en 1887.

N'ayant pas connu particulièrement nos malheureux camarades du procès de Hay Market, condamnés pour les manifestations du 1er mai 1886, je ne pus reconnaître au milieu de cette collection immonde de photographies d'individus, photographiés après avoir été à moitié massacrés par les argousins de l'ordre yankee, les portraits de nos camarades Spies, Parsons, Fisher, Engel, Linng, Schwab et Fielden. Or, l'on sait que lors des manifestations du 1er mai, en faveur de la journée de huit heures, les sbires de l'autorité, des hyènes n'ayant rien d'humain, massacrèrent avec une férocité inouïe des hommes sans défense et un grand nombre de femmes et d'enfants, qui prenaient part à une manifestation des plus pacifiques.

Pour protester contre les actes de sauvagerie des policemen, les organisations ouvrières organisèrent des manifestations et des meetings en plein air. Quelques jours après, le 4 mai, un grand meeting en plein air eut lieu à Hay Marquet. Les orateurs ouvriers y prirent la parole pour flétrir les actes sanguinaires des défenseurs de l'ordre. Fisher s'éleva avec véhémence contre les assassins à la solde de l'Etat, et lorsque Parsons allait prendre la parole, une bombe lancée par une main restée jusqu'à ce jour inconnue (1), fit explosion au milieu du carré que formaient les policemen toujours très nombreux et toujours prêts à renouveler leurs actes féroces et sanguinaires du 1er mai, journée à jamais mémorable pour flétrir l'ordre capitaliste. Cet attentat tua et blessa un nombre assez assez considérable d'argousins. Les capitalistes crièrent vengeance et résolurent d'exterminer le mouvement ouvrier. Tous les membres les plus actifs des organisations ouvrières, parmi lesquels se trouvaient Spies, Fisher, Engel, Linng, Schwab, Fielden furent arrêtés. Un procès eu lieu au mois d'août 1887; Parsons vint volontairement se constituer prisonnier pendant le cours des débats. Ce procès, conduit d'une façon des plus iniques et des plus partiales par le juge Gary, devenu à jamais célèbre dans les annales du brigandage capitaliste, se

(1) Elle était l'œuvre de la police. Cela fut raconté tout au long plus tard, par le capitaine de police (Shalk, si je ne me trompe) qui avait organisé le complot.

(N. D. L. R.)

termina par la condamnation à mort de tous nos camarades cités plus haut.

Les avocats des condamnés protestèrent, leur sentence fut annulée. Un deuxième procès, toujours présidé par la figure la plus immonde des temps modernes, le sinistre Gary, eut lieu l'année suivante, au mois d'août. La hyène Gary, l'âme des capitalistes de Chicago, était plus que jamais résolue à ne pas abandonner sa proie; aussi, sans hésiter, elle condamna à mort Spies, Parsons, Fisher, Engel et Linng; Schwab et Fielden furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Nos camarades condamnés à mort furent pendus le 11 novembre 1887, à l'exception de Linng qui se fit sauter la tête avec une cartouche de dynamite, la veille du jour fixé pour l'exécution. Schwab et Fielden furent dirigés vers le bagne.

Sept années après cet horrible drame, un homme doué d'une énergie et d'une loyauté rares ou presque inconnues chez un homme politique, le gouverneur de l'Illinois, Altgeld, proclama hautement devant tout le monde entier, l'innocence de Spies, Parsons, Fisher, Engel, Linng, Schwab et Fielden; ces deux derniers encore vivants furent remis en liberté.

Cet acte auquel applaudit tout le prolétariat américain et même les capitalistes qui avaient compris que, dans l'intérêt de leur politique, Gary avait dépassé les bornes de la scélératesse, aurait suffi à lui seul pour immortaliser le nom de son auteur, mais Altgeld oubliant qu'il était chef d'Etat et n'écoutant que la voix de sa conscience, voulut conduire son œuvre jusqu'au bout.

Faisant publiquement connaître le dossier du procès de Hay Market, il dévoila toutes les machinations qu'employa le juge Gary pour faire condamner sept innocents; il démontra comment ce juge choisit lui-même, contrairement aux lois, les jurés qu'il savait être sûrs et qui rendraient un verdict de culpabilité contre nos camarades innocents; élimina des débats tous les témoins en faveur des accusés et choisit des individus qu'il soudoya pour faire de fausses dépositions. Pour couronner son œuvre, Altgeld flétrit publiquement le jury du procès de Hay Market et, à la face du monde entier, il voua à l'infamie le juge Gary.

Altgeld était allé trop loin; aussi il devait s'aliéner le capitalisme américain tout entier. Aux élections suivantes, les capitalistes, par la force de leurs dollars, manifestèrent combien ils haïssent tous les hommes qui n'agissent que d'après la loyauté de leurs impulsions et n'écoutent que la voix de leur conscience, sans jamais subir l'influence de l'immonde métal appelé argent.

Le gouverneur de l'Illinois ne devait pas être réélu. Altgeld était trop loyal et trop honnête et par conséquent indigne d'être chef d'Etat, fonction généralement occupée par des gens sans conscience et sans aveu. La conduite des capitalistes américains à l'égard du vengeur des victimes de Gary, devait, pour une grande part, élever la popularité de l'intègre Altgeld.

Banni de la politique, l'homme impartial vécut au milieu du peuple qui rendait hommage à ses grandes qualités civiques.

A sa mort, en mai 1902, ce fut un deuil général pour tout le prolétariat américain. Ses funérailles, conduites par les organisations ouvrières de Chicago et où assistaient des délégations venues de tous les points des Etats-Unis, furent une imposante manifestation rendue à l'honneur de celui qui réhabilita la mémoire des victimes du sinistre Gary.

Dans le cimetière de Chicago, où gisent les restes de nos malheureux camarades: Spies, Parsons, Fisher, Engel et Linng, les organisations ouvrières des Etats-Unis ont élevé un superbe monument à la mémoire d'Altgeld; sur une plaque d'airain sont gravées les paroles textuelles de la conclusion de son rapport dans lequel il gracie Schwab et Fielden de la peine des travaux forcés à perpétuité et réhabilite la mémoire de Spies, Parsons Fisher, Engel et Linng, en flétrissant les jurés du procès de Hay Market et en vouant à l'infamie le juge Gary.

Aujourd'hui, le gouvernement de la grande République des Etats-Unis, foulant aux pieds les déclarations mémorables d'Altgeld et ne pouvant, dans l'Exposition Universelle de Saint-Louis, cette grande exposition qui, aux dires de la presse capitaliste américaine, devait surpasser toutes les expositions qui avaient eu lieu jusqu'à ce jour, exhiber de chefs-d'œuvre d'art et de science que la nation américaine est incapable de produire, à cause de son avidité pour l'or, n'a rien trouvé de mieux que d'exposer à la face des nations civilisées, comme un défi aux amants des sciences et des arts et comme un outrage à la conscience humaine, l'œuvre du juge Gary.

La prophétie de la presse américaine est réalisée; l'Exposition Universelle de Saint-Louis surpasse dans un « art » nouveau toutes les autres Expositions Universelles, elle exhibe à la face du monde entier la plus grande œuvre qu'elle ait pu produire, le « Clou » de la scélératesse.

Laurent Casas.

(San Francisco.)

DE-CI, DE-LA

Les journaux nous apprennent qu'au congrès des socialistes, à Brême, plusieurs propositions réclamant la propagande parmi les conscrits, afin de les gagner aux idées socialistes et de leur inspirer l'horreur du militarisme et de l'obéissance passive, ont donné lieu à un long débat.

Plusieurs orateurs, entre autres M. Vollmar, ont signalé le danger d'une pareille motion. « C'est, ont-ils « dit, jouer avec le feu. Nos adversaires tireraient parti « de cette agitation antimilitariste, qui ne profiterait « pas aux jeunes soldats, leur attirerait des punitions « et nuirait au parti socialiste tout entier. »

Le congrès passe à l'ordre du jour, malgré les efforts du jeune Liebknecht.

Sont-ils en retard ces social-démocrates! En voilà qui ne font pas encore partie de l'Internationale antimilitariste.

∴

Toujours d'après les mêmes agences, nous sommes informés de Capetown, qu'après un combat acharné, les Herreros ont enfoncé les lignes allemandes et ont enlevé un riche butin.

Les Allemands, pour se venger de cet échec, ont massacré les femmes et les enfants *herreros qu'ils ont trouvés dans plusieurs villages abandonnés par les habitants valides.*

Un point, et c'est tout. Pas une ligne, pas une phrase, pas un mot de commentaire.

On dirait que l'on annonce une chose toute naturelle. Braves troupiers qui fuient devant les hommes et gagnent des batailles sur des femmes et enfants sans défense!

Mais il y a un autre point de vue. Tous les jours on nous dit que nous devons aimer et défendre notre patrie, l'endroit qui nous a vus naître et où nous vivons. Mais voyons, les Herreros font exactement cela, ils sont bons patriotes, et c'est pour les punir de cela que les patriotards allemands éventrent leurs femmes, égorgent leurs enfants.

Je ne comprends plus!

Galhauban.



France.

La société se venge. — Lundi matin, en présence des détachements des troupes de la garnison, a eu lieu l'exécution de Ahmediould-Mansour-Bastoni, soldat au 2e tirailleurs, condamné à mort le 11 juillet par le premier conseil de guerre d'Oran pour avoir, le 9 mai dernier, au camp de Founassa, tiré un coup de fusil sur son sergent de section Kaddouri-Mohamed-Ould-Larbi, qui tomba foudroyé.

L'exécution a été un peu longue. Sept minutes s'écoulèrent depuis la descente du fourgon jusqu'au commandement de: Feu! Cinq ou six fois, le condamné arracha le bandeau de ses yeux. Finalement, on lui ligota les mains, on le ficela au poteau et on lui banda les yeux, bien qu'il ait demandé à mourir la face nue.

Le peloton d'exécution était composé de tirailleurs indigènes; tous ont tiré à la tête, qui fut mise en bouillie.

Les troupes ont ensuite défilé devant le corps.

Quelle belle opinion doivent avoir les Arabes après cela de la « France protectrice des indigènes »!

Et l'on reste surpris que ces peuples, si lâchement asservis, ne se révoltent pas plus souvent qu'ils ne le font.

Mouvement ouvrier. — A Marseille, la situation n'a guère changé depuis le refus opposé par les dockers d'accepter l'interprétation fantaisiste, qui avait été donnée au « contrat » de 1903 par l'un des bons capitalistes de la place sous le nom « d'arbitrage » et qui devait, au grand profit des patrons, mettre fin au conflit.

Et vraiment, plus l'on examine la sentence rendue, plus l'on se rend compte combien cet arbitre extraordinaire n'avait songé exclusivement qu'aux seuls intérêts patronaux.

Non seulement certains paragraphes se contredisent, mais l'article premier décrétait ni plus ni moins la mort du syndicat, lorsqu'il reconnaissait aux patrons la faculté entière d'embaucher syndiqués ou non à son choix, ou bien comme dans le paragraphe 3 où l'arbitre décide: « Que le « contrat » de 1903 ne prévoit pas non plus l'ingérence de l'ouvrier dans l'organisation et la conduite du travail »; ou bien encore comme lorsqu'il dénie aux ouvriers le droit de mettre à l'index tel chantier qu'il leur plairait. En un mot, ce fameux arbitrage ne détruisait ni plus ni moins que tous les avantages que fournit justement aux ouvriers dockers le « contrat » ainsi arbitré.

Il était donc absolument impossible aux dockers d'accepter une sentence rendue dans ces conditions.

Et c'est une fois de plus la faillite, après d'autres, de cette grande pensée du règne Millerand-Waldeck, qu'est l'arbitrage en cas de grève.

L'arbitrage Jaurès, lors de la grève du Creusot, avait déjà été à ce point de vue une assez belle duperie; car non seulement les ouvriers n'ont rien obtenu, mais, depuis, tout mouvement est mort au Creusot, les meilleurs militants en ont été renvoyés et le syndicat rouge a fait place à une organisation jaune entièrement dans les mains de la direction, et il est absolument hors de doute que si la classe ouvrière n'était pas si veule, un Jaurès ne devrait plus pouvoir se présenter devant des travailleurs après s'être prêté à une semblable farce.

L'arbitrage d'Armentières, et celui d'Houpline, pour ne parler que des plus fameux, marquent une autre faillite de l'arbitrage non moins retentissante.

Il reste à souhaiter que les conditions et l'esprit dans lequel l'arbitre de Marseille a rendu sa sentence, montrent, enfin, une bonne fois pour toutes aux travailleurs, qu'ils n'ont rien à attendre de leurs adversaires de classe, que duperie et mauvaise foi.

Les travailleurs sont donc prévenus et doivent savoir à quoi s'en tenir à présent sur « l'arbitrage en cas de grève », que seuls Millerand et les réfor-

mistes du Conseil supérieur du travail songent encore à vouloir imposer.

Fort heureusement, les dockers marseillais ne sont pas tombés dans le panneau en acceptant l'arbitrage les yeux fermés, et il faut les en féliciter.

*
* *

Depuis, les entrepreneurs de manutention ont pris la décision d'essayer de recommencer le travail. Ils ont racolé des sans-travail tant qu'ils ont pu, et c'est avec ces nouveaux éléments qu'ils comptent ouvrir leurs chantiers sous la protection de la troupe, mise largement à leur disposition.

C'est sur les bases du fameux arbitrage que je viens d'examiner, que les entrepreneurs espèrent pouvoir faire travailler, et dans ce but ils en font signer une reconnaissance à tous les nouveaux embauchés.

Quant aux véritables dockers, ils semblent vouloir plus que jamais faire bloc autour de leur organisation. Toutefois, le chômage n'est plus aussi complet, mais c'est seulement chez quelques petits entrepreneurs, qui ont accepté d'appliquer dans sa lettre et dans son esprit primitif le fameux contrat, que le travail a repris du reste depuis déjà un certain temps. Il est bon d'ajouter que ceux qui travaillent laissent une partie de leur salaire pour les chômeurs.

Quant au nouveau bureau du syndicat, il ne semble malheureusement pas vouloir se montrer beaucoup plus énergique que l'ancien, et il a cru urgent de publier un appel au calme qui, en de pareilles circonstances, me fait plutôt l'effet d'être pour le moins inutile. Si c'était pour en arriver là, ce n'était vraiment pas la peine de trouver à redire aux appels semblables de ceux qui les ont précédés.

D'autant plus que les autorités semblent décidées à faciliter par une pression non dissimulée, la reprise du travail dans les conditions imposées par les entrepreneurs, ce qui amènera vraisemblablement des conflits.

Des mesures « d'ordre »!! ont en effet été prises, et la garnison compte, à l'heure actuelle, environ 10.000 hommes de troupe. Deux escadrons des 6e et 7e cuirassiers, et deux escadrons du 2e dragons sont arrivés, plus un fort contingent du 58e de ligne.

Sur les quais, des patrouilles de gendarmes et de policiers ne cessent de circuler, et la troupe dans les casernes, toujours sous les armes, est prête à accourir. Enfin le préfet a donné des ordres sévères au commissaire central pour que la répression soit « énergique », en l'engageant à arrêter et à poursuivre sans hésitation.

L'on peut être certain que ce gouvernement fera bien les choses, et, dans ces circonstances, le nouveau conseil syndical aurait été vraiment mieux inspiré en s'abstenant de prêcher le calme à des hommes que les autorités menacent si ouvertement.

*
* *

Du côté des inscrits maritimes, tout semble terminé; les compagnies ayant consenti à accorder quelques améliorations, et le syndicat ayant de son côté abandonné quelques-unes des revendications présentées. En définitive, les compagnies ont accepté de payer les heures supplémentaires faites à bord, ce qui était l'une des principales revendications.

Il est vrai que les compagnies y trouveront largement leur compte, car il est plus que probable que le gouvernement qui, on ne l'ignore pas, paye à la navigation d'assez fortes primes, a sérieusement mis les pouces dans la circonstance. D'autre part, il est à peu près certain que le gouvernement a consenti, pour les Compagnies de navigation, la complète exonération de l'amende qu'elles encouraient du fait de la suspension des services postaux; mais, moyennant cette faveur, les déserteurs seront repris.

Malgré cela, devant l'attitude prise par les entrepreneurs, il est à prévoir que, par solidarité avec les dockers, un certain nombre d'inscrits se refuseront à embarquer.

Quoi qu'il en soit, il semble que maintenant les incidents doivent se précipiter, et il est certain que l'appui gouvernemental ouvertement prêté au patronat marseillais, va exaspérer les travailleurs.

Il est donc à prévoir que le conflit, s'il ne prend fin, va changer d'allure. Attendons.

*
* *

Je ne sais pourquoi la presse fait le silence le plus absolu autour de la grève des ouvriers tisserands de Cholet et des environs. Et cependant, il y a là plus de 10.000 travailleurs en grève, dont 4.000 à Cholet même.

Comme dans la plupart des grèves qui ont eu lieu dans le tissage, la cause en est à la fameuse loi Millerand-Colliard, qui, partout, s'est traduite par une diminution de salaire, et c'est afin de compenser cette perte que les ouvriers réclament une augmentation moyenne de 15 0/0 sur tous les tarifs.

Au début, des entrevues ont eu lieu entre ouvriers et patrons, mais ceux-ci n'ayant voulu céder sur aucun point, la grève a éclaté.

Le mouvement atteignit d'abord presque exclusivement les tisserands proprement dits; puis bientôt les industries similaires. Les apprêteurs, les blanchisseurs, les piqueurs, les teinturiers, les expéditionnaires se joignirent à leurs camarades.

Des délégués furent envoyés dans les communes de l'arrondissement et de la région; les ouvriers textiles cessèrent aussitôt le travail partout.

Il est inouï de penser que des pères de famille ne gagnaient, ces temps derniers, pas plus de 15 à 20 francs par quinzaine, et si l'on en juge par les chiffres suivants, l'on pourra se rendre compte que ces malheureux ne sont ni trop révolutionnaires ni trop exigeants dans leurs réclamations.

Voici, en effet, quelques-unes des principales réclamations des blanchisseurs et apprêteurs :

Par journée, pour les jeunes gens de 13 ans : 1 fr. 25; pour ceux de 14 à 15 ans : 1 fr. 50; de 15 à 16 ans : 2 francs;

Pour les hommes gagnant 2 fr. 75, une augmentation de 0 fr. 40;

Pour les hommes gagnant 3 francs, une augmentation de 0 fr. 30;

Pour les hommes gagnant 3 fr. 25, une augmentation de 0 fr. 25;

Pour les hommes gagnant 3 fr. 50, une augmentation de 0 fr. 15;

La journée d'une femme, 2 fr. 25.

Ils demandent également que le travail du dimanche et les heures supplémentaires soient payés doublement, qu'il n'y ait aucun renvoi pour fait de grève.

Comme l'on peut s'en rendre compte, cela n'a vraiment rien d'exagéré.

Jusqu'à présent, aucun incident n'a eu lieu; les grévistes, hommes et femmes, tiennent leurs réunions dans le plus grand calme et c'est ce qui fait sans doute que la presse n'a pas encore soufflé mot de cet important conflit.

Mais tout a une fin, les grévistes ont été avisés que *les boulangers réunis avaient décidé de ne pas donner de pain à crédit pendant la grève*, et il est probable que dans ces conditions, le calme n'est que passager, car plus le conflit dure plus les esprits sont tendus.

La classe ouvrière, de son côté, se doit à elle-même de ne pas laisser ces travailleurs isolés.

*
* *

Lundi dernier, M. Crettiez père, celui-là même qui par son entêtement de bourgeois autoritaire, provoqua les tragiques événements qui ont ensanglanté la petite ville de Cluses, est revenu sur le le théâtre de ses exploits.

Bien entendu ses victimes, en apprenant son retour, sont allées à la gare pour lui faire la réception qu'il mérite. A part, sans doute, une sérieuse conduite de Grenoble cela se serait passé sans incidents, si notre très républicain gouvernement n'entretenait à Cluses, depuis ces événements, un peloton de dragons.

Et ce qui devait arriver est en effet arrivé. Lundi, les dragons excités par leur lieutenant, ont chargé ces malheureux ouvriers déjà si éprouvés.

L'armée française, une fois de plus, s'est couverte de gloire en sabrant des travailleurs, des femmes et des enfants sans défense.

Il y a des blessés, plusieurs très grièvement et parmi eux l'un de ceux qui perdit un œil lors de la fusillade du 18 juillet.

Combes qui fait protéger, à Paris, les manifestations qui le servent, doit être satisfait comme Constant, comme Millerand; son nom passera à la postérité.

D'autre part, on annonce que les fils Crettiez, qui ont tiré sur les ouvriers en en tuant quatre et en en blessant une vingtaine, passeront en cour d'assise — ce qui du reste ne rendra pas la vie à leurs victimes — dans la prochaine session. De plus le juge d'instruction a refusé leur mise en liberté réclamée par leur avocat.

L'on affirme aussi que définitivement, comme fiche de consolation pour les assassins, six ouvriers sur les onze précédemment inculpés, seront poursuivis pour pillage. Pourquoi six, tout le monde l'ignore, attendu que si l'on admet qu'il y ait des coupables, ce sont tous les malheureux qui, exaspérés par la fusillade qu'ils venaient d'essuyer, ont envahi l'usine Crettiez, qui devraient être poursuivis.

L'ingénieur Veillet qui avait aidé les fils Crettiez dans leur lâche besogne, est mis hors de cause.

Drôle de justice tout de même qui, pour que sa balance soit exacte!! croit devoir, à côté des assassins, poursuivre quelques camarades des assassinés.

*
* *

Les agences annoncent que les « vingt ouvriers que le gouvernement a envoyés à l'Exposition de Saint-Louis ont été reçus par le président Roosevelt. C'est là une petite lâcheté qui n'est pas faite pour nous étonner.

La manière dont a été, en effet, choisie cette délégation « d'ouvriers » les préparaient à une telle besogne.

C'est à coups d'intrigues dans les ministères, sans que l'on sache exactement ce qui les désignait plutôt que d'autres, que l'on a choisi — si j'en juge par deux ou trois que je connais — les plus nuls et les plus incapables, pour aller enquêter aux Etats-Unis sur les conditions du travail.

Et il n'est pas surprenant que ces valets de ministères soient allés présenter leurs hommages à l'homme qui, il y a quelques mois à peine, donnait sa pleine et entière adhésion aux fusillades d'ouvriers dans le Colorado, au souteneur des grands trusteurs, ennemis des travailleurs.

Quel recul si l'on songe que lors de l'exposition de Philadelphie, une partie de la délégation ouvrière française alla déposer une couronne et manifester sa sympathie sur la tombe des martyrs de Chicago.

Il est vrai qu'à cette époque M. Métin, conducteur de l'actuelle caravane, était presque anarchiste.

*
* *

L'agitation des ouvriers agricoles, leur réveil et leur participation active au mouvement entrepris de toute part par les travailleurs, n'a pas l'approbation du ministre cher à nos socialistes.

M. Combes le fait savoir à ses préfets par une circulaire — ce que s'abstiennent naturellement de publier nos socialistes domestiqués — et d'où j'extrais les passages suivants :

« Il convient d'envisager le cas où l'entente n'ayant pu s'effectuer, le conflit viendrait à prendre un caractère inquiétant pour la tranquillité publique!

« Cédant sans réfléchir, aux conseils des meneurs!! intéressés!! à provoquer des désordres, les grévistes ne tardèrent pas à recourir à des mesures illégales contre lesquelles l'autorité a dû s'élever avec énergie.

« Le gouvernement est tenu de prévenir et de *réprimer* de semblables actes, tant dans l'intérêt de la paix publique — kif-kif au Conseil supérieur — que dans celui des ouvriers eux-mêmes, dont les revendications perdent toute l'autorité, du moment qu'elles s'abritent derrière l'intimidation et la menace.

« Je compte, Monsieur le préfet, sur votre influence, pour bien faire comprendre autour de vous quelle est, à cet égard, la manière de voir du gouvernement, quelle sera sa ligne de conduite, etc., etc. »

Voilà donc Jacques Bonhomme prévenu, le gouvernement entend qu'il se plie très gentiment au caprice de ses exploiteurs ou sans cela gare la répression, comme pour ses camarades de l'industrie.

Heureusement qu'il n'est pas homme à s'intimider et que les menaces de ce genre ne l'empêcheront pas de revendiquer, s'il le juge à propos, un peu plus de ce dont il est le seul producteur.

Et la circulaire ministérielle n'aura d'autre effet vraisemblablement, que de montrer aux travailleurs de la terre que, comme le seigneur de jadis, le gouvernement d'aujourd'hui est l'ennemi qu'il faut pareillement abattre.

P. Delesalle.

*
* *

Saint-Etienne. — On signale une grève à l'usine Biétrix. Trois ouvriers modeleurs ayant été renvoyés, sans que l'on pût relever contre eux une infraction au règlement, leurs camarades en attribuèrent la cause à ce qu'ils étaient membres du syndicat. En

d'autres circonstances, le directeur s'était plu à combattre le syndicat par des mesures répressives autant qu'injustes. Le syndicat s'était, jusque là, borné à protester. Le renvoi injustifié de leurs camarades incita les modeleurs à cesser le travail et à se solidariser avec eux.

Une entrevue a eu lieu entre deux délégués des grévistes et leur râcle-côtes sans donner aucun résultat.

GALHAUBAN.

Italie.

La Chambre de travail de Milan s'est réunie dimanche dernier en séance plénière, pour discuter l'œuvre du secrétariat qui, dernièrement, dirigea tout le mouvement gréviste. Dès le début, de vifs dissentiments se sont déclarés entre les socialistes révolutionnaires et les réformistes. La réunion menaçait de devenir tumultueuse quand on parvint à ramener le calme. L'assemblée finit par voter un ordre du jour de l'anarchiste Braccialarghe, approuvant en tout et pour tout la récente grève.

Par ce vote, le caractère anarchique du mouvement milanais est pleinement reconnu, et on peut dire que les anarchistes dominent à Milan le parti socialiste. L'anarchiste Braccialarghe a été le seul orateur unanimement acclamé à la réunion et fut le véritable organisateur de la grève de Milan.

(Les agences).

D'autre part :

Dans une interview, M. Turati, de Milan, l'un des chefs du socialisme parlementaire et opportuniste, vient de désavouer une fois de plus la campagne de la fraction révolutionnaire du parti et la récente tentative de grève générale : « Il n'y a rien à craindre, a-t-il dit à son interlocuteur, le nombre de nos partisans sera toujours plus considérable que le nombre de ceux qui veulent pousser les foules à d'inutiles massacres et au gaspillage inutile de nos forces économiques. »

MM. les réformistes sont décidément partout les mêmes, l'action les effraient.



L'Hygiène du Nourrisson [1]

Avant de suivre l'enfant dans son développement et d'indiquer les précautions que doivent prendre les parents pour ne pas s'opposer à ses progrès normaux, je crois utile de réunir en un faisceau les diverses notions précises qui découlent de l'étude du nourrisson, afin d'en avoir une vue d'ensemble plus nette et plus frappante.

La santé et la vie du nourrisson dépendent principalement du bon état de ses actes digestifs; il est donc indispensable de fournir à l'enfant la ration alimentaire qui lui est exactement nécessaire et suffisante.

Cette double condition est complètement remplie quand l'enfant est nourri au sein par sa mère bien portante ou par une autre femme bien portante, ayant un enfant du même âge que le nourrisson — et quand la nourrice, quelle qu'elle soit, n'entreprend pas de gaver le nourrisson, mais lui donne son lait aux intervalles et en quantité convenables.

Les conditions voulues sont encore suffisamment remplies quand la personne qui nourrit s'aide d'une certaine quantité de lait animal, le lait féminin favorisant puissamment la bonne assimilation du lait animal, surtout lorsque ces deux laits peuvent être pris dans le même repas.

Il n'en est plus de même quand l'enfant est exclusivement nourri au lait animal. Quel que soit le soin qu'on apporte à surveiller la qualité de ce lait, sa richesse en substances nutritives, la quantité distribuée et la régularité des repas, l'enfant est exposé à avoir fréquemment des digestions défectueuses avec toutes leurs fâcheuses conséquences pour le présent et pour l'avenir.

Des médecins ont prétendu que la stérilisation du lait mettait le nourrisson à l'abri de ces inconvénients, ainsi que des maladies contagieuses transmissibles par le lait.

D'autres médecins font observer que la réalité de ces contagions reste à prouver, et qu'en outre le lait stérilisé est au contraire plus difficilement digéré par l'enfant que le lait cru.

N'ayant pas personnellement les moyens de trancher cette question en litige, j'admets très bien que certaines personnes ne donnent aux nourrissons que du lait parfaitement stérilisé, tandis que d'autres se contentent de lait cru.

Seulement, je recommande instamment aux dernières de s'arranger pour que ce lait ne soit aucunement souillé, depuis le moment où il est sorti des pis de la vache jusqu'au moment où l'enfant l'absorbe.

Parce qu'on ne stérilise pas le lait, ce n'est pas une raison pour ne pas stériliser les vases qui le contiennent et cela d'une façon parfaite. Une propreté chirurgicale est de rigueur. Là-dessus tous les médecins sont d'accord entre eux et avec le bon sens.

Quant aux partisans de la stérilisation, ils se trompent absolument, quand ils croient la réaliser en faisant bouillir le lait dans une casserole ou dans les petits appareils dignes d'un ménage de poupée qui encombrent depuis quelques années les appartements de toutes les mères et leur font perdre tout leur temps. La stérilisation à l'étuve peut seule donner quelques garanties. Il faut donc y recourir, malgré ses multiples inconvénients et particulièrement les frais qu'elle entraîne, ou bien donner simplement du *lait cru, propre et le plus fraîchement trait possible.*

La solution rationnelle de cette question importante dépend d'une organisation du commerce et de l'industrie du lait toute différente de celle qui existe actuellement.

La solution parfaite consiste dans la possibilité pour chaque nourrice d'avoir à sa disposition une bonne bête laitière, qu'elle puisse traire elle-même aussi souvent qu'elle en a besoin, et aussi proprement qu'il faut.

Pour les enfants élevés dans les grands centres urbains, on peut mener les animaux de porte en porte et les traire pour chaque enfant en présence des parents.

On peut obtenir ainsi à bas prix du bon *lait,* frais et propre, en procédant de la façon suivante :

Chaque client apporte au trayeur le biberon ou la timbale de l'enfant et un entonnoir en verre, ces objets venant d'être nettoyés avec soin, puis rincés à l'eau bouillante et égouttés sans être essuyés. Ils donnent au trayeur ce qu'il faut pour se laver complètement *les mains* et laver les pis de la bête laitière. Le lait est alors trait directement dans le récipient où le prendra l'enfant aussitôt que possible après la traite. — Les conditions sont moins bonnes quand le lait doit être *apporté* de loin. — Il ne peut plus alors être toujours consommé frais — l'été, on doit le faire bouillir pour le conserver quelques heures, — *enfin* il a subi des manipulations et des décantations multiples, sans précaution de propreté et sans contrôle possible de la part des intéressés.

Ces inconvénients peuvent être seulement atténués par les mesures suivantes : les parents devraient exiger que le lait, sans augmentation de prix, fût soumis à des analyses complètes et fréquentes, faites par des personnes compétentes, indépendantes du fournisseur et des pouvoirs publics.

Ces établissements de contrôle privé fonctionnent en Allemagne depuis plusieurs années pour toutes les substances alimentaires. Ils ont intérêt à donner aux consommateurs les meilleures garanties, puisque c'est leur seule raison d'être. Le producteur a intérêt à s'assurer ce contrôle, puisqu'il leur vaut la confiance du public.

En France, les essais tentés dans ce sens n'ont pu encore être généralisés, parce qu'avec la mentalité qui y règne actuellement, on préfère le mot à la chose et l'estampille officielle à la bonne exécution.

Tant qu'il existera un laboratoire municipal, il ne pourra y avoir pour les consommateurs de moyen de contrôle privé sérieux.

Il faudrait, en outre, que tous ceux qui participent à la production et à la vente du lait, fussent personnellement intéressés à fournir au client un produit de la meilleure qualité. Seule la transformation de l'industrie laitière en une coopérative de production peut mettre fin aux ignobles trafics des nourrisseurs, de garçons laitiers et des divers entrepositaires qui, successivement, écrèment, mouillent et salissent le lait.

Tels sont les quelques moyens d'application immédiate possible, qui soient susceptibles de diminuer les risques inhérents à l'allaitement artificiel.

Il nous reste à envisager les moyens de diminuer le nombre des cas où les mères sont obligées de nourrir leurs enfants de lait animal.

Dr E. D.

[1] Voir les numéros antérieurs.

Nous commencerons bientôt une étude intéressante sur le Trade-Unionisme aux États-Unis.



Un camarade, gêné pour le moment, voudrait vendre *Profils de style du onzième au dix-huitième siècle,* album de 124 planches, par L. Jamin.

Il le laisserait à 30 francs au lieu de 60.

—— Je me suis sans doute très mal exprimé dans l'article du *Libertaire* auquel Delesalle fait allusion. C'est contre la mentalité des seuls « pudibonds » versaillais que je m'élevais. L'incident des coiffeurs de Versailles me paraît significatif d'un état d'esprit *dangereux.* Mais jamais, je n'ai pensé que le Congrès de Bourges pouvait adopter la théorie imbécile de ces grotesques moralistes.

Que « dans beaucoup de syndicats l'on n'attache pas plus d'importance aux doctrines néo-malthusiennes qu'elles n'en ont *en réalité* », j'en suis ravi, convaincu jusqu'à présent que ces doctrines n'ont aucune portée révolutionnaire — mais je ne pense pas, et Delesalle sera, je pense, de mon avis — qu'il faille trop scrupuleusement respecter la liberté que *croient* avoir certaines gens d'être bêtes, ignorants et réactionnaires. Cette soi-disant liberté est menaçante pour la nôtre. Et le Congrès de Bourges a bien fait de protester contre la liberté (?) qu'avait prise la Bourse de Versailles d'exclure le syndicat des coiffeurs ; il a bien fait de violer ses statuts

pour permettre à ces *obscènes* (!) camarades de participer à ses travaux.

FRANCIS.

-•- AMIENS. — Notre syndicat est résolu, dans la mesure ou ses moyens le lui permettront, de faire régulièrement tous les mois, dans presque tout le département, une tournée de conférences syndicales — avec des orateurs syndicalistes anarchistes — et à ces conférences nous distribuerons des brochures éducatives. Nous pensons que cette besogne n'est certainement pas à dédaigner, et nous ne pouvons que souhaiter que le plus grand nombre possible de camarades en fassent autant.

C.

-•- DIJON. — Nous avons reçu de Dijon, un appel signé de différents groupes, en faveur d'une grève contre la guerre : c'est-à-dire, que les individus, non seulement se refusent à être soldats, mais refusent également de participer à tout travail fait en vue de faciliter la guerre.

Hélas ! ce n'est pas de signer des manifestes qui remédiera aux choses. C'est la besogne de la propagande antimilitariste anarchiste de préparer les esprits à ce que cela passe dans les faits.

Ceux que cela intéresse peuvent s'adresser à Trégouboff, 50, rue de Tivoli, Dijon.



-•- **L'Aube sociale**, 4, passage Davy. — Vendredi 7 octobre : A. Laisant, les Voyages : Pyrénées et Plateau central (avec projections). — Lundi 10 : soirée mensuelle ; anniversaire de la mort d'Emile Zola : 1° Mme Gil Baer, l'œuvre d'Emile Zola ; 2° lecture de pages choisies du maître, par Mme Gil Baer et M. René Montez. Entrée : 0 fr. 25. — Mercredi 12 : Beaulieu, les Erreurs de l'antialcoolisme. — Vendredi 14 : G. Cyvoct, une erreur judiciaire : l'Affaire Cyvoct.

-•- **A. I. A.** — Le militarisme est l'ennemi commun. Une action commune s'impose ; c'est pourquoi la 20e section organise à l'Harmonie, 94, rue d'Angoulême, le 8 octobre, à 8 h. 1/2, un grand meeting avec le concours de E. Landrin, Al. Tanger, Liard-Courtois, H. Grégoire, V. Méric, H. Duchmann.

-•- **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — 1re Réunion habituelle du groupe le lundi 10 octobre, salle de Commissions Bondy, Bourse centrale du Travail.

2e Meeting antimilitariste le vendredi 7 octobre, salle Allard, 37, rue de l'Ouest (XIVe).

3e Meeting antimilitariste le vendredi 7 octobre, Maison du Peuple de Clichy, 1, rue Bonnet.

4e Meeting antimilitariste le mardi 11 octobre, salle Bounial, 14, rue Fontaine-au-Roi (XIe).

5e Meeting antimilitariste le mercredi 12 octobre, salle Surdel, 129, rue Pelleport (XXe).

6e Meeting antimilitariste le jeudi 13 octobre, salle du Rendez-vous des Alsaciens-Lorrains, 14, rue Affre (XVIIIe).

-•- **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 12 octobre, à 8 h. 1/2 : A propos d'Amour, par Libertad.

-•- **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 10 octobre, à 8 h. 1/2 : sur les Théories anarchistes, par Libertad.

-•- COURBEVOIE. — **Ouvriers mécaniciens et Parties similaires**, 1, rue de la Station. — Deuxième fête annuelle suivie de bal de nuit, le 15 octobre, salle de l'Harmonie, 94, rue d'Angoulême, avec le concours assuré de MM. Jehan Rictus, Mouret, Bru, et du Groupe des Chansonniers révolutionnaires. Causerie par un camarade. *La Courroie*, pièce en un acte. Tombola.

-•- NOGENT-LE-PERREUX. — Lundi 10 octobre, à 9 heures, salle Paupelin, 3, rue de Mulhouse, réunion des adhérents de la section A. I. A. T. : Son organisation. Fête du départ des conscrits. Adhésions.

-•- AMIENS. — **A. I. A.** — La prochaine réunion aura lieu le vendredi 14 octobre, à 8 h. 1/2, rue des Gantiers, 49.

-•- ANGERS. — **L'Education**, U. P., Bourse du travail. — Mercredi 12 octobre, à 8 h. 1/2, conférence par Reveillard, avocat : le Socialisme. — Mercredi 19 octobre, à 8 h. 1/2, conférence par le camarade E. Guichard : Tolstoïsme et anarchie.

-•- **Les Libertaires.** — Réunion le dimanche 9 octobre, à 10 heures du matin, café Guilbault, Butte du Pélican, dans l'intention de former une section de l'A. I. A.

-•- FIRMINY. — Réunion le dimanche 9 octobre, à 2 heures du soir, à l'Université Populaire, rue Marceau, à l'effet de constituer une section de l'Association Internationale Antimilitariste.

-•- LORIENT. — Les deuxième et quatrième dimanches de chaque mois il sera fait une causerie par un camarade du groupe, dans un lieu qui sera indiqué par l'affiche du jour.

-•- LYON. — **Internationale Antimilitariste.** — Dimanche 9 octobre, à 8 heures du soir, réunion salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert. Causerie par un camarade.

Réunion le mardi 11 octobre, à 8 h. 1/2, au même local.

-•- **Groupe d'Art Social.** — Réunion et répétition, samedi 8 courant, à 8 heures du soir, au siège, rue Passet, 13.

-•- ROUBAIX. — **Le Groupe d'Etudes Sociales** se réunit tous les samedis, à 8 h. 1/2.

-•- TOURCOING. — **Groupe Libertaire Germinal.** — Dimanche 9 octobre, réunion du groupe à 4 heures, chez Droulez, rue Saint-Blaise. Tous les camarades sont invités à se rendre ensuite à Roubaix pour assister à la fête anniversaire du Palais du Travail.

-•- **Section Antimilitariste.** — Réunion dimanche 9 octobre, à 5 heures.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire. D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff.	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel.	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier.	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant.	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume.	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont.	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac.	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce.	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier.	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel.	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta.	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin.	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15

VIENT DE PARAÎTRE

Nos cartes postales, série de 18, gravées d'après nos *lithographies*, la série....	1 fr. 50
Patriotisme-Colonisation, la série de 10.	0 » 50
Guerre-Militarisme, épuisée.	
1re série de 6 anticléricales de Henault..	0 » 40
2e	0 » 40
La Grève et la Guerre, la série de 7.....	0 » 40
Série de 5 portraits...................	0 » 30
Diverses, 10 différentes...............	0 » 60
Biribi, par Luce......................	0 » 10

∴

Nous venons de recevoir la 2e édition de la brochure : *Les deux méthodes du syndicalisme*, par L. Delesalle, qui était épuisée. Le 100 franco, 7 francs. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 15.

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.



G., à Angers. — Je répare l'oubli qui devait être de moi.

C. F., au Mans. — Pour les petites vignettes, il faut attendre d'en avoir une série. Une seule, cela reviendrait trop cher.

Roncile. — C'est une question qui ne se pose même pas parmi les anarchistes.

J. S., Paris. — Vers insuffisants.

A. B., à Limoges. — La place nous manque pour insérer les ordres du jour.

Enjolras. — A chaque période électorale, les camarades font des brochures, des manifestes et des affiches anti-électoraux.

J. D., à Masseret. — Il y a de l'idée, mais insuffisant.

J. S. — Oui, mais avant, il faut pouvoir l'imprimer.

H. A. aux Echelets. — Nous réexpédions le numéro. L'autre se sera perdu en route.

F., rue des Solitaires. — Votre abonnement est terminé depuis fin août.

D., à Bourges. — Pas mal comme exécution, mais l'idée est inférieure à ceux que nous possédons déjà.

Robin. — J'ai retrouvé vos lithographies.

Reçu pour le journal : G. D., à Bordeaux, 1 fr. — T., à Poitiers, 0 fr. 60. — C. M., à Marseilles, 2 fr. — Le Puy, 2 fr. — A. Y., 2 fr. — V. B., à Paris, 0 fr. 50. — R., à Paris, 2 fr. — M., à La Tour du Pin, 0 fr. 50. — H. M., à Saint-Affrique, 0 fr. 50. — Leomin, 6 fr. 50. — 4 timbres de 0 fr. 25, 1 fr. — J. S., 2 fr. — B. par B., à Saint-Amand, 1 fr. — D., à Paris, 1 fr. 50. — Merci à tous.

B. L., à Nice. — V. B., à Valréas. — B. et M., à La Seyne. — C., à Gardes. — R., à Rennes. — G., à Nouzon. — V. B., à Valréas. — F., à Beaune. — C. de C., à Porto. — A. L., à Saint-Louis. — M., à Pont-de-Beauvoisin. — L. G., à Brest. — P. P., à Troyes. — T. R., à Saint-Junien. — R. Q., à Grenoble. — C., à Clarens. — P., à Fléron. — T. S., à Cassel. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 24 — PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 — Du 15 au 21 Octobre 1904



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e



Solidarité ?

C'est sous des auspices peu rassurants qu'est venu au monde le tant attendu héritier de la dynastie royale d'Italie ; les cris de : Vive la grève générale ! retentissant d'un bout à l'autre de la péninsule, accueillaient, comme une menace, cette auguste naissance. A Buggerru, à Castelluzzo, à Sestri Ponente, le sang du peuple venait de couler...

Nous reviendrons, dans le prochain numéro, sur le récent mouvement populaire et sur sa signification. L'agitation pour l'élargissement des victimes de la réaction de 1894 et de 1898 a été pour une part dans ce soudain réveil de la conscience populaire, que les subséquents massacres d'ouvriers et de paysans avaient fini par exaspérer. C'est d'elle qu'il faut nous occuper aujourd'hui, car ceux qui, en Italie, se remuent pour imposer aux gouvernants la libération de leurs frères, comptent sur le concours solidaire des hommes libres de tous les pays.

Lors des soulèvements de Sicile et de la Lunigiana, en 1894, et des émeutes de la faim, en 1898, une foule d'agitateurs et d'enfants du peuple se virent condamner à des peines énormes par les tribunaux militaires fonctionnant pendant les états de siège. La réaction avait sévi cruellement, mais les travailleurs surent bientôt se reprendre, et grâce à l'intense agitation des partis populaires, des amnisties et des grâces ouvrirent graduellement les portes des cachots à une grande partie des condamnés. Comme les agitateurs et les politiciens — ceux qui avaient désarmé la révolte — étaient parmi les libérés et que ceux qui restaient n'étaient que de pauvres laboureurs, l'agitation se tut, car on affirmait que tous les condamnés politiques étaient en liberté. Ces malheureux avaient été accusés — sans preuves — de coups et d'outrages envers les agents de l'ordre, au cours des manifestations de Massa (1894), de Figline et de Minervino-Murge (1898), où l'on répondait par le plomb à ceux qui réclamaient du pain. Et sur ces accusations, ils furent condamnés comme malfaiteurs de droit commun, se voyant ainsi exclus des décrets d'amnistie, que la volonté populaire avait su arracher aux dirigeants de la monarchie.

Ce sont une trentaine de travailleurs, et leurs peines varient de sept à *quarante-cinq ans de réclusion.* Plusieurs d'entre eux — ceux dont les peines sont plus élevées — subissent encore le terrible régime de la ségrégation, de l'isolement, d'où l'individu le plus robuste sort ébranlé physiquement et moralement. Ce n'est donc pas trop tôt qu'on se soit décidé à tirer d'un oubli coupable ces malheureux gisant dans les geôles, en attendant que l'énergie populaire les en délivre. Ce n'est pas trop tôt qu'on se dispose enfin à secouer l'opinion publique pour que justice soit faite, pour que ces innocents, dont le seul crime est d'avoir *réclamé* le droit à la vie, soient soustraits à leurs souffrances et rendus à leurs familles, dont ils étaient le soutien et que leur condamnation plongea dans la misère.

Et à ces prisonniers il faut en ajouter tant d'autres, que les persécutions gouvernementales tiennent continuellement enfermés ; les reclus militaires, condamnés à des vingtaines d'années pour propagande à l'armée ou pour refus d'obéissance, les camarades privés de leur liberté pour leur activité de propagandistes.

L'agitation en Italie se poursuit avec activité, des comités composés de personnes appartenant aux différents partis avancés ayant été constitués dans nombre de villes, afin de tâcher d'émouvoir la presse et d'organiser des réunions de protestation. La besogne exige un effort intense : la solidarité internationale peut contribuer largement à faire aboutir l'agitation par l'influence morale qu'elle peut exercer. C'est à cet effet que le Comité central *Pro Vittime Politiche*, de Florence, fait un pressant appel à tous les esprits libres, à tous les travailleurs conscients des autres pays, pour qu'ils s'associent à cette campagne de protestation et réclament la libération des victimes de la clique gouvernementale italienne.

C. F.

Contre la Tolérance d'Opinions

Tous les ans, au jour qu'il est bienséant de faire maigre, au « vendredi dit saint », selon l'expression chère à son incrédulité, mon ami Un Tel, pour protester contre le jeûne du plus grand nombre, prend farouchement part au repas très substantiel que préside le néologue Laurent Tailhade.

Un Tel, qui a des goûts plus helléniques que byzantins, apprécie peu le luxe des épithètes dont le traducteur familier des Latins de la décadence illustre, avec magnificence, ses discours athées. De plus, il a l'estomac détraqué par le contraire de ce qui épuise celui des riches, et les viandes lui sont préjudiciables. Aussi n'est-il pas une seule de ces contre-agapes dont il ne revienne souffrant d'une migraine et de troubles gastriques qui l'obligent à se coucher.

Or, dernièrement, comme il se vantait d'être plus philosophe que moi, je crus avoir facile de lui prouver qu'il mettait annuellement sa sagesse en défaut, en s'imposant, par entêtement de conviction, une double torture, morale et physique :

— Mon cher, lui dis-je, il n'y a rien de moins libre que votre libre pensée. Pour dégagée qu'elle se prétende des influences de la reli-

gion, elle ne cesse pas de se tourmenter à cause d'elle. Sans doute, quand le prêtre vous ordonne de rien manger, vous lui désobéissez si bien, que vous compromettez votre santé en courant au-devant d'une indigestion ; mais, n'est-ce pas encore subir l'effet de son autorité que d'agir systématiquement à rebours de ses ordres? S'il entrait dans ses intentions évangéliques que vous vous privassiez de nourriture, il n'aurait, sournoisement, qu'à vous commander ripaille...

Voyez-moi : je me préoccupe si peu de savoir s'il y a un vendredi saint dans le calendrier, que je dinerais avec de la morue, ce jour-là, s'il se trouvait qu'on m'en servît ou que j'en eusse envie, sans me douter, ce faisant, de me conformer aux prescriptions orthodoxes...

— Vous raisonnez, me répondit dédaigneusement Un Tel, comme le dernier de nos adversaires, avec le désir misérable d'être spirituel, en plus... Je vous excuse à cause de votre jeunesse, et parce que j'estime en vous quelques qualités qui me donnent l'espoir que vous perdrez votre fâcheuse tendance à l'éclectisme et à la tolérance. Vous m'accusez de m'astreindre à une obligation pénible en mangeant et en écoutant discourir contre mes goûts le vendredi saint? Mais quand on a des ennemis, c'est une obligation aussi que de les combattre. Je n'ignore pas les miens; pour être tranquille avec eux, je devrais donc les subir?... Voudriez-vous que je me fisse complice des rites exécrables de la religion en affectant de méconnaître leur existence? Quel était donc cet orateur chrétien qui disait que la plus grande des malices du diable était de persuader aux hommes sa non-vie? A vous entendre... on croirait que la religion vous a induit en une erreur pareille à celle contre laquelle un de ses prêcheurs prévenait ses dévots..

Comme vous, je suis certain que Dieu n'est point; aussi je ne pars pas en guerre contre lui; jamais je ne blasphème ; mais les serviteurs de son ombre sont réels et je leur ferais l'abandon de mes droits — je serais par conséquent coupable envers moi, si je ne combattais pas avec les armes qui sont en mon pouvoir pour tout le mal qu'ils m'infligent. Devrais-je, aussi bien, me contenter de hausser les épaules en disant : Mars n'est pas habitée ! du moment qu'on s'aviserait de me régir selon les lois d'un code attribué aux habitants de cette planète? D'ailleurs, la fiction d'un dieu vaut ce dieu, puisque ce sont des idées qui nous gouvernent. Ayez donc des idées en opposition avec les idées que vous haïssiez ; ne laissez pas celles-ci régner, sous prétexte que leur règne est vain ; disputez-leur l'empire des esprits...

Mais non, plutôt que d'apporter à faire des athées ma fureur de prosélytisme, vous préféreriez qu'on vous rangeât dans cette catégorie de malades moraux qui ne sont pas éloignés des imbéciles et qui sont, en tous cas, d'une contagion néfaste.

La maladie de ces malades, bien français et bien modernes, c'est la peur de n'être pas spirituels, de paraître intolérants et de passer pour n'avoir qu'une idée à force de la défendre...

Vous ne voulez pas, ainsi que ces délicats, dont de moins scrupuleux font ce qu'ils veulent, qu'on vous reproche le mauvais goût et l'embarras de la confiance en soi, de la conviction de détenir la vérité ou une vérité seulement.

Depuis Flaubert et Daumier, des gens vivent dans la terreur de ressembler à M. Homais ou à M. Prudhomme. Ces colosses du ridicule ont projeté leur ombre sur des millions d'âmes et ils ont empêché l'enthousiasme, la conviction et la révolte d'y épanouir leurs fleurs brutales mais salutaires.

Hantés par le souvenir des discours furieux du pharmacien, combien préfèrent saluer la procession que d'être taxés de sectarisme en manifestant de leur exaspération quand elle défile, car le bonnet jacobin ne coiffe pas nos têtes.

Plutôt que d'être des serviteurs des vérités de La Palice, nous préférons nous parer d'une aimable incrédulité et refuser de nous passionner pour quoi que ce soit. Nous nous montrons méfiants et sceptiques, juste assez pour convaincre nos maîtres que nous ne sommes pas des enfants, mais en exagérant cette attitude nous craindrions de manquer d'élégance et de souplesse, et de mériter qu'on nous appelât sectaires. Si nous nous passionnons quelquefois, c'est pour les choses d'art, avec discrétion, encore, avec modération, en laissant comprendre que c'est par finesse de goût et par originalité que nous avons certaines préférences, que nous sommes initiés mais point intransigeants.

En réalité, nous sommes lâches. C'est par faiblesse ou par incapacité d'assurer le triomphe de nos idées que nous adoptons celles des autres. Car ne croyez pas que les opinions flottent seulement comme de confuses et vaines épaves qui se frôlent sans se heurter. Il en est qui refoulent les autres ou, pour parler sans métaphore, qui font lois. Il est une opinion qui est un tribunal et qu'on appelle tout simplement l'Opinion, mais avec un O majuscule. D'où vient celle-là? Ce n'est pas la vôtre; à coup sûr, c'est encore moins la mienne. C'est d'elle dont parle Chamfort, quand il dit qu'elle est la reine du monde parce que la sottise est la reine des gens. Votre intérêt vous conseille-t-il de feindre d'être la dupe d'un équivoque, ou pensez-vous sincèrement qu'on a pour vos idées les égards que vous avez pour celles qui vous entourent, influent sur vos déterminations et réfrènent vos actes? Que sont les codes sinon des idées et des opinions imposées aux vôtres? Les défenseurs de ces codes, vos maîtres, ont-ils votre désinvolture, se refusent-ils à prendre les choses au sérieux et sourient-ils avec indulgence et scepticisme quand vous les réfutez? S'il y a des lois, soyez persuadé que c'est parce qu'il y eut des gens assez intolérants pour faire leurs doctrines triompher des résistances de leurs antagonistes. Leurs convictions ne concèdent rien aux croyances des autres. Et savez-vous qui a dit que toutes les opinions étaient respectables? Celui qui avait besoin que vous respectiez la sienne le temps qu'elle acquît assez de pouvoir pour mener la vôtre en laisse. Aussi je deviendrai tolérant le jour où on me tolérera, quand ma tolérance ne sera plus une forme déguisée de ma soumission à la traditionnelle intolérance qui me gouverne...

Que m'importerait qu'on me permît d'exprimer librement ma pensée, si je ne pouvais faire que ma pensée fût active et réalisât ce qu'elle se propose, c'est-à-dire l'amélioration de mon sort? Tant que ma pensée n'agit point, elle est stérile et c'est au détriment de sa fécondité que la pensée de certains enfante des lois. Je le dis avec Max Stirner : « Le penser et les pensées ne me sont pas sacrés, lorsque je les attaque : c'est ma peau que je défends contre eux. »

Sachons être sévères pour l'opinion que nous ne partageons pas ; sans égards pour qui la professe, quelque estime, quelque sympathie que sa personnalité nous inspire.

Sous prétexte d'épargner la suceptibilité de l'homme, on a le tort de laisser souvent l'idée qu'il entretenait lui survivre pour nous nuire. L'intelligence de notre adversaire ne doit pas rendre hésitant le jugement que nous portons sur la valeur de son idée.

Toutes les fois que j'ai entendu des gens me dire : « Quand on réfléchit qu'un homme aussi éminent que M. X... conclut à l'existence de Dieu, on est moins affirmatif dans son athéisme... — je leur ai invariablement répondu :

— M. X... est un homme intelligent qui pense mal. Il a des facultés spéciales, mais une vue générale bornée » — parce que je me suis convaincu, avec une partialité nécessaire, que quiconque ne pensait pas comme moi pensait mal.

Si vous ne cultivez l'orgueil particulier de leur infaillibilité, jamais vous n'assurerez le triomphe de vos principes. Comment voulez-vous qu'ils inspirent confiance et qu'on les adopte, si vous êtes le premier à vous méfier d'eux? Comme le poète et l'artiste, le philosophe doit laisser à d'autres le soin de relever ses erreurs et de les réfuter, s'il y a lieu. Il faut absolument, une fois qu'il a la conviction de détenir la vérité, qu'il se dépouille de l'esprit critique sans lequel il ne l'eût pas trouvée, sinon il ressemblerait à un maçon qui démolirait d'une main l'édifice qu'il construirait de l'autre.

Cherchons la vérité avec acharnement, mais avec plus d'acharnement encore imposons-la aux hommes dès qu'elle se sera imposée à nous. Si bien qu'elle se cache, il est encore plus facile de la trouver que de la révéler et de la servir. La vérité est une lumière qui marche contre le vent : il faut la soutenir d'une main et la protéger de l'autre.

Si vous manquez de courage pour affronter les opinions et, partant, les lois de vos adversaires, tout ce que je vous permets c'est de les respecter comme Tartufe respectait Elmire — ostensiblement seulement — et de vous répéter cette autre phrase de ce Stirner que je vous citais tout à l'heure et que vous feriez bien de lire : « Je tourne les lois de mon pays, tant que je n'ai pas la force de les détruire. »

JOHN L. CHARPENTIER.



Vraiment, je ne sais où MM. les socialistes s'arrêteront. En Belgique, M. E. Anseele qui, dans sa coopérative « socialiste » vendait déjà des vêtements de « première communion » et autres objets pieux, conseille maintenant de créer, devinez quoi.....? ou plutôt non, vous n'y arriveriez jamais, car ce n'est ni plus ni moins, que de caisses d'épargne socialistes *qu'il s'agit.*

Et comme je ne veux pas être taxé d'exagération, je découpe le fait dans un journal du cru.

Voici le morceau :

A l'occasion de l'inauguration d'une coopérative socialiste à Souvret, E. Anseele a prononcé un grand discours, dans lequel il a exposé un projet d'établissement d'une caisse d'épargne socialiste.

« Je voudrais voir parmi vous — a dit l'honorable pantin — et dans chaque commune, un homme dévoué s'attelant à cette œuvre, et à chaque partage de dividende faisant un appel à ses frères en faveur de nos œuvres socialistes. Dans chaque commune on pourrait créer aussi une petite caisse d'épargne socialiste, et ensuite nous aurions notre Caisse nationale d'épargne socialiste, et le gouvernement n'aurait plus de la classe ouvrière un rouge liard ».

Tel est le dernier « bateau » socialiste, mais je crois qu'après celui-là l'on peut carrément tirer l'échelle.

Conseiller à des gens qui crèvent de faim de « créer des caisses d'épargne », cela ne pouvait réellement venir qu'à l'idée d'un député socialiste.

Et lorsque des exploités iront réclamer à leurs patrons une augmentation de salaire, et que celui-ci leur répondra que M. Anseele lui-même a reconnu qu'ils étaient largement rétribués, puisqu'il leur conseillait la création de « caisses d'épargne », je me demande ce que les malheureux pourront objecter, si ce n'est que ce pauvre gaga ne sait plus ce qu'il dit.

Allez-y, braves prolos belges, serrez-vous la ceinture et portez vos économies à M. Anseele qui vous promet un meilleur rendement de votre argent que M. Léopold.

Quels charlatans que ces socialistes-là et quels gogos que leurs suiveurs !

Le pape social-démocratique, Marx lui-même, dans sa critique du Capital, *n'avait pas prévu celle-là.*

∴

Le journal bourgeois Le Temps *a publié, depuis le début de la grève de Marseille, des articles journaliers de son* envoyé spécial, *où les travailleurs marseillais étaient assez couramment malmenés et où, pour le moins, les faits étaient représentés sous un jour on ne peut plus favorable au patronat marseillais.*

*Or, il se trouve que l'*Humanité *de l'honnête M. Jaurès publiait, en même temps et justement du même* envoyé spécial, *des correspondances sur cette même grève de Marseille, mais écrites dans un sens très différent et parfois même contradictoire avec celles du journal de M. Hébrard.*

Et les bons gogos socialistes d'avaler comme paroles d'évangile la prose de l'envoyé caméléon.

*Et pour bien montrer ce que c'est que la bande, j'ajoute que ce journaliste à deux faces est de plus « chef d'informations » dans la caverne du susdit Jaurès et enfin, pour terminer, que par la grâce de ses patrons, qui pour la galerie font semblant de se combattre dans leur feuille, le Monsieur socialiste à l'*Humanité *et réactionnaire au* Temps, *a été fait chevalier de la Légion d'honneur.*

Quelle bande et quels bandits dans cette chevalerie et parmi ces « journalistes » socialistes.

Pauvres lecteurs, admirables gogos!

P. D.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(Suite) (1).

L'intérêt des propriétaires n'est pas de remplacer les vieilles masures. En comparaison du prix d'achat et du coût d'entretien, ces vieilles masures rapportent très bien l'intérêt de leur argent, quelquefois mieux que les beaux immeubles qui coûtent cher, dont il faut entretenir à grands frais la propreté, les commodités, le luxe décoratif, et dont chaque appartement non loué représente une grosse perte.

Les logements vacants sont rares dans les vieilles masures. A quoi bon alors se mettre en frais pour assainir. Il n'y a qu'à laisser vieillir ce qui existe. Les bâtiments se soutiennent les uns les autres, en dépit des années; les marches branlantes de leurs escaliers n'ont jamais vu la cire et ne voient guère le balai. Le tout à l'égout n'y existe pas. Les locataires sont incommodés par les émanations des fosses d'aisances. Mais le tout à l'égout n'est installé que dans les maisons habitées bourgeoisement et dans les maisons neuves. La ville de Paris n'a jamais pu généraliser la mesure, et les tribunaux ont mis hors de cause les propriétaires récalcitrants.

Pour assainir réellement, il n'y aurait qu'un seul remède : mettre le feu aux quatre coins de la plupart des quartiers (car la façade des rues cache la lèpre du fond), et à condition de ne pas rebâtir ensuite des immeubles ressemblant à des casernes et tassés les uns contre les autres. Il faudrait alors, dans ces quartiers une fois rasés, ne permettre que l'édification de maisons peu élevées, sans courettes, pour que toutes les pièces sans exception s'ouvrent largement à l'air et à la lumière, en empêchant pour l'avenir la construction de tout bâtiment annexe, etc.

Imaginez cette chose impossible et vous n'aurez pas complètement résolu le problème. On n'empêchera pas l'entassement de tout une famille dans une pièce unique. Le surpeuplement des logis est, à Paris, outre l'entassement et le resserrement des constructions, une autre cause de l'insalubrité. Aucun règlement d'administration ne peut rien contre le surpeuplement, puisque c'est la conséquence de la misère et du travail mal payé, et qu'il faut bien avoir au moins un gîte pour passer la nuit. On compte à Paris 50.321 logements d'une seule pièce pour 178.000 personnes.

Je remarque enfin que si les riches habitent à l'aise dans des appartements pourvus de tout le confort hygiénique, cela ne les empêche pas d'aller séjourner tous les ans, pendant plusieurs mois, à la campagne. Les prolétaires, eux, sont astreints à demeurer continuellement dans des logis insalubres.

∴

Dans les familles habitant ces logis, nombreux sont les tuberculeux. L'une de ces familles vient à peine de déménager qu'elle est remplacée par une autre. Si les nouveaux arrivants sont sains, ils ne tardent pas, dans les conditions où ils sont placés, à gagner, les uns ou les autres, suivant leur degré de résistance, le mal qui ne pardonnera pas.

Il y a quelques années, j'ai conseillé à quelqu'un qui cherchait un petit logement, de faire une enquête sur la santé des précédents occupants. J'ai été frappé de la quantité de gens qui semblaient avoir souffert d'une affection pulmonaire suspecte, si ce n'était pas le précédent locataire, c'était celui d'avant. La concierge se refusait d'ailleurs, chaque fois, au nom du propriétaire, à remettre le logement à neuf. Pour le prix, c'était à prendre où à laisser.

La règle générale est d'emménager dans le local laissé tel par le prédécesseur; on ne fait attention qu'à la propreté apparente. Or, le balai et un seau d'eau ne sont pas suffisants; il y a nécessité urgente de nettoyer à fond et de désinfecter réellement les murs, le plancher, les coins de tout logement devenu vacant; il faut à chaque fois tout repeindre, changer les papiers, etc. Mais il n'y a que les gens riches qui exigent et peuvent exiger la remise à neuf d'un appartement. Les prolétaires emménagent au milieu des punaises et des microbes du prédécesseur. Dans la plupart des cas, il y a impossibilité de faire autrement : le logement que l'on doit quitter est déjà loué; le 8 à midi, il faut partir, et parfois il faut attendre dans la cour que le précédent locataire ait fini d'enlever ses meubles. Cette impossibilité s'allie très bien avec l'ignorance du public et avec la résistance des propriétaires.

On me dira que, depuis le décret du 10 février 1903, la tuberculose est une maladie dont la déclaration est facultative, c'est-à-dire qu'à Paris, sur simple demande, le service municipal vient opérer la désinfection à domicile. Je crois qu'un service semblable fonctionne dans les autres grandes villes. Mais il est probable que dans les faubourgs en dehors des grandes villes et dans les petites localités, le décret du 10 février 1903 reste lettre morte; je dirai même que j'en suis intimement persuadé. Il n'y existe pas de service de désinfection; peut-être ferait-on quelque chose pour le choléra, la peste ou quelque autre maladie horrifique, mais pour la tuberculose?

Je raconterai à ce sujet un fait personnel. J'eus à soigner dans la proche banlieue un cas de diphtérie; à la demande de la famille, je fis la déclaration (*obligatoire* dans ce cas, d'après la loi); mais ne voyant rien venir et pour rendre service aux gens, je finis par aller me renseigner à la mairie. Le secrétaire me répondit qu'on ne désinfectait pas pour un seul cas et qu'il fallait qu'il y eût épidémie. Je demandai simplement combien de cas il était nécessaire pour qu'il y eût épidémie, au point de vue administratif. La question ne laissa pas d'embarrasser mon interlocuteur, car il resta un certain temps sans répondre, puis il finit par dire qu'il fallait au moins cinq cas. Je conclus que l'obligation édictée par la loi était simplement vexatoire pour la famille et pour le médecin (comme toute bonne loi, elle implique des amendes.)

Enfin la déclaration de la tuberculose est rarement possible.

Comment imposer la déclaration à des gens qui, très souvent, doivent cacher leur tare pour conserver leur emploi? Puis la désinfection, dans ces cas, se fait une fois pour toutes (ordinairement après la mort); pourrait-elle suivre à la piste le tuberculeux à chaque changement de domicile et pendant des années? Or, c'est au changement de domicile que la désinfection remplit, à mon avis, une véritable utilité. Ajoutez maintenant — chose plus importante — le nombre incalculable des tousseurs qui ignorent leur mal et qui infectent tous les locaux où ils passent. Je puis donc affirmer que la désinfection, telle qu'elle est comprise actuellement, est illusoire. Pratiquement, il faudrait, pour sûreté complète, désinfecter tout local à chaque changement de locataire; de cette façon, il n'y aurait pas là de mesure vexatoire, venant jeter la suspicion sur certains individus.

Je dirai mieux : il faudrait exiger la remise à neuf; c'est là une mesure élémentaire de sécurité et de propreté. C'est ce que font les gens riches. D'ailleurs personne ne mettra sur sa peau une chemise douteuse achetée à un « décrochez-moi ça », sans l'avoir fait lessiver. Il devrait en être de même pour les logements.

J'ai dit la remise à neuf; car la désinfection, telle qu'on la pratique couramment, se rapporte surtout à des maladies aiguës pendant lesquelles le malade reste dans son lit et n'infecte pas tout l'appartement; la désinfection s'adresse donc surtout au linge et à la literie.

On ne peut pas désinfecter le papier de tapisserie, il faut le changer; les peintures ne peuvent guère se laver sans détérioration. Ce n'est pas en aspergeant quelques gouttes d'un liquide antiseptique, comme on le fait ordinairement (et comme le fait, en effet, le service de désinfection de la ville de Paris) qu'on produira une action réelle sur les crachats desséchés et sur les germes microbiens très résistants (spores). Cette opération m'a toujours paru ressembler à une distribution d'eau bénite pour chasser le diable moderne (1).

(A suivre.) M. PIERROT.



L'action directe des paysans.

Chambéry, 6 octobre. — *Ce matin, à 7 heures, le tocsin a été sonné dans les communes de Meyrans et de Chignin-les-Marchez, rassemblant trois cents paysans qui, armés de pelles et de pioches, allèrent démolir les travaux de canalisation effectués dans la commune*

---

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22 et 23 des *Temps Nouveaux*.

(1) Si des camarades voulaient, à la place du propriétaire, désinfecter leur nouveau logis, voici comment ils devraient s'y prendre. Cela naturellement ne regarde pas ceux qui habitent *bourgeoisement*. Pour le plancher, le désinfectant le plus simple sera un bon nettoyage à la brosse avec le savon noir et l'eau de javelle; au besoin, passer le carreau au rouge. S'il s'agit d'un parquet, racler et gratter à l'état humide, après le nettoyage préalable. Laver de même le bas des murs; changer complètement le papier (après avoir, au besoin, passé les murs à la chaux). Repeindre les portes, les chambranles, les plinthes, et, si cela est nécessaire, la partie inférieure des murs. Après quoi, il se pourra qu'en l'absence de bail, le propriétaire reconnaissant leur donne congé pour pouvoir louer plus cher le logement remis à neuf à leurs frais.

de Saint-André, sur le territoire du département de l'Isère, et qui privaient d'eau les deux premières communes. Malgré la gendarmerie, ces travaux ont été anéantis, et l'eau a repris son cours normal.

C'est plus simple et plus rapide que de s'enfoncer dans l'interminable maquis de la procédure, où surtout les aigrefins trouvent leur profit.

La gendarmerie de Chambéry est partie sur les lieux.

∴

Un citoyen neufchatelois, astreint à la taxe militaire, vient d'envoyer au chef du département militaire la lettre suivante :

« Socialiste et antimilitariste convaincu, je partage en tous points les idées des réfractaires qui se refusent à marcher contre leurs camarades grévistes, comme de ceux qui refusent tout service militaire.

« Mû donc par un sentiment de solidarité à l'égard de ceux qui paient de leur liberté leurs opinions, qui sont aussi les miennes, et, d'autre part, voulant protester contre le rôle odieux que l'on a fait jouer à nos milices dans les événements de la grève de la Chaux-de-Fonds, je viens vous déclarer ici que mon mandat d'impôt pour 1904 ne vous sera pas payé.

« Fils et frère d'ouvriers, je ne puis admettre que l'on fasse intervenir la troupe parce que des ouvriers, ne réclamant qu'une légitime amélioration de leur condition, se mettent en grève. Je n'ai pas d'argent pour payer des cartouches destinées à des grévistes.

« F. Odel,

« Ex-fusilier du bataillon 18. »

POURQUOI ET COMMENT
ENTREPRENDRE UNE DÉFINITION DE L'ART

(Suite) (1)

L'art, on peut le dire, produit sensiblement le même effet sur tous les hommes, si toutes les conditions sont égales en eux et autour d'eux. Une difficulté pratique n'en subsiste pas moins. Nous pourrons nous trouver, en fait, entre des jugements esthétiques contradictoires. Nous nous trouverons notamment plus d'une fois entre le jugement de la foule et celui de l'élite. De quel côté faudra-t-il aller ? Voilà une des questions les plus délicates, les plus irritantes de ce sujet. Aussi est-il rare qu'on l'ait examinée avec sang-froid.

Commençons par ne pas donner à ces mots — la foule, l'élite — un sens absolu qu'ils n'ont pas. Il y eut des époques, des siècles, où devant l'art cette distinction était presque inconnue. Il en reviendra d'autres, espérons-le. Il faut en tout cas travailler de toutes nos forces vers ce but. Aujourd'hui même, si certaines œuvres parmi les plus belles, les plus hautes n'ont pas encore la consécration des suffrages populaires, c'est parfois tout simplement parce que la foule n'a pas encore eu la possibilité matérielle d'en approcher. On commence à s'en apercevoir aujourd'hui où quelques hommes courageux font de sérieuses tentatives pour appeler le peuple à la vie du beau. Mais c'est le plus souvent, il ne faut pas avoir peur de le dire, parce que la classe la plus nombreuse vit dans une condition si déprimante qu'en elle s'abolit parfois l'usage des facultés les plus nobles et les plus délicates. Tels ces malades si anémiés, si usés qu'ils ne perçoivent plus la saveur des mets.

Tolstoï, dans un passage fort important de son livre sur l'art, affirme que tout art digne de ce nom doit être immédiatement compris, goûté par la foule des hommes simples, ouvriers et paysans. Il me semble que sa grande tendresse pour les humbles l'entraîne ici à une affirmation insoutenable (1).

Le bon art n'est pas plus, en principe, celui des humbles et des pauvres, que celui des riches et des puissants. Ou il faudrait admettre que l'un ou l'autre de ces types sociaux représente l'homme normal. Et ce n'est pas. L'homme normal ne peut être que le mieux adapté à son milieu, celui dont les facultés sont dans la plus exacte correspondance, le plus parfait équilibre avec les possibilités de ce milieu, ses ressources et ses richesses. Or l'ouvrier qui peine sa longue journée dans une atmosphère puante ou devant la gueule d'un brasier, le paysan famélique, goitreux ou à demi stupide de certaines régions sont tout aussi en désaccord avec les possibilités sociales de leur temps que le grand seigneur de finance, de politique ou d'industrie, que le dilettante ou l'artiste névrosés.

Le bon art est l'art capable d'impressionner fortement un homme et de façon durable. Maintenant, que cet homme soit d'une foule ou d'une élite, peu importe. Cela dépend de circonstances indépendantes de la volonté de l'artiste. Car si l'artiste a sciemment produit pour une élite, c'est qu'étant données les conditions sociales de son époque, il lui était impossible de produire pour la foule.

Toute œuvre reproduit les caractères qui distinguent le public auquel, idéalement ou réellement, elle s'adresse, le groupe social dont l'artiste partage les défauts et les qualités, dont il subit l'influence et qu'il essaye de contenter. Il est évident qu'à talent égal, l'œuvre goûtée par des âmes simples et saines aura plus de chance d'être elle-même saine et simple, que celle qui fera les délices d'un petit groupe de raffinés. On peut donc souhaiter des époques où les conditions sociales permettront que, sans s'abaisser, l'art soit inspiré et compris par la foule, parce que de l'idée de foule opposée à l'idée d'élite se dégage d'ordinaire un sens de naïve droiture, de robustesse et de simplicité saine. On peut préférer l'art de cette sorte à tout autre. Mais si l'on se trouve à tel moment de l'histoire où l'art populaire, au sens élevé du mot, n'aura pu se manifester et où nous n'aurons qu'un art issu d'une élite et fait pour elle, faudra-t-il pour cela méconnaître l'art ?

Et si nous nous trouvons devant une foule si ignorante, si indifférente, si abrutie et déprimée par la servitude qu'elle soit incapable de goûter même un art très robuste, très sain et très simple, si nous voyons par exemple, comme cela s'est vu trop souvent, hélas ! l'art populaire d'une époque méprisé par le peuple à une autre époque, faudra-t-il, pour cela, méconnaître l'art ?

A vrai dire, il est encore très rare que l'art ait été pleinement, consciemment goûté par la foule, par une vraie foule, car ce qu'on appelait la foule, le peuple à certaines époques, justement remarquables par leur art, ressemblait beaucoup à nos élites d'aujourd'hui.

Ce mot d'élite a, en effet, un sens tout relatif et s'il nous irrite si aisément, c'est qu'on ne l'emploie pas toujours dans son vrai sens. L'élite n'est pas une caste miraculeuse et fermée, sorte de sang bleu dont les privilégiés, situés dans un autre cercle que le reste des mortels, posséderaient, sans qu'on sache pourquoi, toute sagesse et toute vertu. En ce sens aristocratique, la notion d'élite est absurde. Mais elle en a un autre.

En chaque domaine un petit nombre d'individus — nombre fort élastique d'ailleurs, sujet à augmenter comme à diminuer — réalise pour une infinité de raisons parfaitement connues ou susceptibles de l'être, une supériorité sur leurs frères moins favorisés. S'étonne-t-on que dans la pépinière certains plants issus d'une graine meilleure, mieux nourris sur une parcelle de sol plus riche ou simplement mieux exposés et mieux abrités portent de plus beaux fruits ? Pourquoi s'étonnerait-on que la même chose arrive à la plante humaine ?

Par son essence même, l'art n'est le privilège, le monopole d'aucune minorité d'élus. Nous l'avons déjà dit et nous croyons qu'on ne saurait trop le répéter : l'art, dans son sens le plus général — création et jouissance d'art — est un besoin humain trop primordial pour qu'à chaque époque, dans chaque race, dans chaque classe, à chaque degré de culture, à chaque échelon d'idéal, si l'on peut dire, il n'apparaisse et ne reçoive tant bien que mal satisfaction. Mais cela n'empêche pas que s'il s'agit de goûter, de comprendre et de juger les réalisations les plus parfaites dans ce domaine, il ne puisse y avoir pour cela à chaque époque des gens plus aptes et mieux doués que les autres. C'est là, je crois, un fait. Un fait dont il nous faut sans doute rougir, car il s'explique en partie par l'injustice qui sert de base à nos sociétés. Mais c'est un fait tout de même.

Sans anticiper sur la définition dont nous essayons pour l'instant d'établir la méthode et sans en préjuger, on peut dire, il me semble et tout le monde conviendra qu'en art — pour apprécier aussi bien que créer — l'aptitude à sentir vivement et profondément, une vie émotionnelle ardente et riche, une imagination facile à s'émouvoir sont choses de première importance. Or tous ne sont pas, à ce point de vue, aussi bien doués. Tous ne sont pas non plus aussi bien placés pour acquérir et pour accroître ces facultés. Car elles s'acquièrent et s'accroissent comme toutes les autres. Pour que notre système émotif s'affine et se développe, il faut une vie pleine, riche, variée, changeante avec beaucoup d'occasions de connaître et de sentir à nouveau, avec assez de loisir pour goûter vraiment les choses et descendre en elles, et pas seulement en effleurer l'écorce.

Est-il besoin de dire que cette vie large et consciente, un tout petit nombre seulement la connaît ? Est-il besoin de rappeler que la plupart des hommes traînent une existence monotone et mesquine, insuffisante et terne, à la fois affreusement occupée et horriblement vide, toute faite de la répétition invariable des mêmes actes dans le même décor, alourdie par la fatigue, comme parquée entre les quatre murs nus et sales de la misère ? Et cela de par la simple organisation sociale. Voilà longtemps, en effet, que nos sociétés sont divisées en deux grandes classes, toujours les mêmes sous divers noms, ceux qui produisent et ceux qui consomment, ceux qui peinent et ceux qui jouissent. Ceux qui donnent plus qu'ils ne reçoivent et ceux qui reçoivent plus qu'ils ne donnent. Ceux qui dans la poussière et l'ombre des coulisses manœuvrent les décors et ceux qui dans la salle savourent la représentation de la pièce. Ceux qui, par simple droit de conquête, tirent à eux et utilisent pour leur développement tout ce que l'effort social a imaginé et produit et ceux qui de tant de belles et bonnes choses n'attrapent, par-ci, par-là, que quelques morceaux.

Or la misère, ou simplement la médiocrité n'influe pas seulement sur la santé physique ; elle ruine tout aussi sûrement la santé morale, elle émousse la sensibilité, elle appauvrit l'âme et, par là, compromet les facultés qui entrent en jeu dans le goût esthétique.

Ces facultés ne s'accroissent pas, d'ailleurs, seulement par l'exercice, par le jeu naturel de la vie, mais aussi par l'éducation au sens pédagogique du mot. Or, y a-t-il aujourd'hui, pour le peuple, le semblant même d'une éducation artistique ? Dans le programme de l'école primaire, je ne vois rien qui y ressemble. Cette éducation, pour être fructueuse, se poursuit d'ailleurs à un âge où les enfants des prolétaires ont depuis longtemps quitté l'école.

Par le seul fait de cette inégalité monstrueuse

---

(1) Voir les nos 20, 22 et 23.

(1) C'est, en général, une mauvaise manière d'aimer le peuple et surtout de le servir que de lui attribuer, parce qu'il est le peuple, toutes les vertus.

de conditions condamnant à une vie insuffisante tous ceux qui eurent le malheur de naître du mauvais côté de la frontière sociale, une petite minorité de privilégiés se trouve donc seule, *à priori*, bien placée pour être compétente en matière d'art. Tous ne le seront pas, il va sans dire. Mais il leur suffira d'être tant soit peu doués, d'avoir tant soit peu le goût des choses nobles et des plaisirs élevés pour faire partie de cette élite d'art. Quelques autres, à défaut de conditions sociales très favorables, y entreront par suite de dons remarquables et d'autres, par un admirable effort de volonté, comme ces ouvriers qui, une fois la journée faite, s'instruisent dans les universités populaires, se passionnent pour les questions les plus hautes, les causes les plus nobles de notre temps, et, le dimanche, visitent les musées sous la conduite de camarades déjà fervents de l'art.

Que l'élite se recrute d'une façon ou de l'autre, il nous suffit de savoir que cette notion n'est pas illusoire, correspond à quelque chose de bien réel. Oui, en art comme pour le reste, il y a une élite, un petit nombre plus compétent que la foule et sur les jugements duquel nous avons plus de raison de nous appuyer avec confiance. Sans oublier toutefois que le fait même d'être d'une élite, ou plutôt de le savoir, incline à certains défauts et travers dont il est bon de se méfier et de tenir compte. Il faudra revenir sur ce point, si important, quand nous parlerons un jour de l'art au point de vue social et de l'avenir de l'art. Nous avions seulement à montrer, pour l'instant, que le fait d'émaner parfois d'un petit nombre ne peut pas enlever leur valeur aux jugements esthétiques.

(A suivre.) CHARLES ALBERT.

TRACASSERIES POLICIÈRES

Les camarades qui ont à s'en plaindre sont priés de nous en envoyer les détails.

Ceux qui pourraient nous les faire parvenir avant lundi seraient bien aimables.



MOUVEMENT SOCIAL

Par ces temps de vendanges, les gares de chemins de fer sont encombrées de raisins. Un jeune homme de Firminy était poursuivi en correctionnelle pour s'être emparé d'une grappe ou deux. Le dommage ne pouvait être évalué à plus de 20 centimes, mais en vertu du vieil adage : Qui vole un œuf, vole un bœuf, et le principe de la sacro-sainte propriété étant en jeu, les débats se sont terminés par une condamnation. Une fois encore la société était sauvée.

Cependant l'inculpé jurait ses grands dieux qu'il était innocent du délit — j'allais écrire du crime — dont il était accusé, et il avait fait citer un témoin, un employé du P.-L.-M., qui affirmait que celui-ci disait la vérité. Par contre, un garde assermenté accusait nettement l'inculpé d'être l'auteur du larcin. Il semble qu'entre deux affirmations contraires, il devait y avoir doute et que ce doute devait faire bénéficier l'accusé d'un acquittement. D'autant plus que le garde se trouvait à trois ou quatre cents mètres du voleur lorsque celui-ci avait fait sa cueillette, tandis que l'employé était là tout près, ce qui lui permettait de mieux voir. Dans ces conditions, on se demande pourquoi l'on convoque des témoins à décharge, puisque leur témoignage ne compte pas.

En la circonstance, il eût été préférable que l'employé du P.-L.-M. ne fût pas dérangé de son travail ; il se serait évité le désagrément d'aller se fourvoyer dans l'antre à Thémis, de se voir considéré comme un menteur, et enfin de se voir mettre à pied, dans son travail, pour un mois. On se demande à quel mobile ont obéi ses chefs en lui infligeant cette peine.

Dès notre prime jeunesse, à l'école, dans la famille, partout et toujours on nous dit qu'il faut toujours dire la vérité, que le mensonge avilit, que le menteur n'est jamais cru, et... le mensonge règne en maître. Bien rares sont ceux qui ne mentent pas à quelqu'un ou à quelque chose, et entre un garde-chiourme et un honnête ouvrier, la préférence de ceux qui font profession de juger les autres et d'être les gardiens de la loi et de la morale, ira toujours aux premiers.

Faux témoignage ne diras
Ni mentiras aucunement,

mais si tu oses dire la vérité, il pourra t'en cuire.

Aussi pourquoi disait-il non, quand le mouchard disait oui ?

GALHAUBAN.

⁂

On se souvient comment le roi Pierre Ier de Serbie est monté au trône : en enjambant les cadavres de ses prédécesseurs le roi Alexandre et la reine Draga, assassinés dans leur lit par les officiers qui leur avaient juré fidélité. Ceux-ci étaient ivres ; ils s'acharnèrent sur les cadavres, notamment sur celui de la femme, qu'ils insultèrent et mutilèrent d'une façon ignoble ; ils volèrent même, dit-on, des bijoux. Pierre Karageorgevitch ne fit-il que profiter de cette boucherie, ou l'organisa-t-il lui-même de loin, c'est ce qu'on ne sait pas au juste. Quoi qu'il en soit, il accourut joyeux, et remerciant la Providence, s'asseoir sur le trône vide, dans la flaque de sang.

C'était au point que les gouvernements civilisés eux-mêmes, pris de dégoût, retirèrent leurs représentants et jurèrent qu'ils ne les renverraient que lorsque les officiers assassins auraient été chassés. Non seulement ils ne furent point chassés, mais les principaux d'entre eux furent promus à des postes d'honneur autour du nouveau roi. Et les représentants des puissances civilisées rentrèrent tout de même, l'un après l'autre.

Or, Pierre Karageorgevitch est un ancien élève de notre Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr. Car, à cette école française soi-disant destinée à former des officiers pour défendre le sol de la France, on reçoit aussi bien des élèves étrangers que des élèves français ; lesquels élèves étrangers tourneront peut-être un jour contre la France le savoir militaire qu'ils y ont acquis. Ne nous étonnons pas trop de cet état de choses, puisque nous savons que le mot patriotisme est un mot très élastique, que les militaires professionnels de toutes les nations forment une grande confrérie, et qu'il n'y a rien comme l'internationale des riches pour blâmer l'internationale des pauvres.

Donc, Pierre Ier de Serbie, ancien saint-cyrien, monté au trône dans les conditions que nous avons dites, eut la bonne pensée de fêter son couronnement en invitant à dîner chez lui, à Belgrade, ses anciens camarades de promotion de Saint-Cyr : généraux Hardy de Perini, de Labatut, de La Pommeraye, Girardel, Fabre, Dodds, Hagron, etc.

Ils ont accepté. A l'exception des deux derniers, retenus en France, ils vont aller serrer les mains des égorgeurs que toute l'Europe a conspués et dîner à la table de leur maître et complice. Je ne sache pas qu'aucun d'entre eux ait refusé avec indignation, ou seulement donné un prétexte de pudeur. A moins que l'empêchement d'Hagron et de Dodds ne soit ce prétexte.

Voici donc un nouvel exemple de l'honneur militaire.

Quant à Pierre Ier, il paraît qu'il faisait partie d'un groupe socialiste, au temps où il habitait Genève. Pourquoi s'étonner ? Napoléon III était bien socialiste, et Léon XIII aussi.

On m'apprendrait qu'Abdul-Hamid est socialiste, que cela ne m'étonnerait pas le moins du monde.

R. CH.

⁂

DAX (Landes). — Ces jours derniers, se tenait à Dax un congrès prétendu socialiste, à l'issue duquel une réunion publique eut lieu, dimanche.

Le prix des places étant exagéré, dans le but, sans doute, de ne pas permettre l'entrée aux ouvriers, le public de la salle n'était composé que de bourgeois, de demi-bourgeois et de quelques employés.

Successivement, les citoyens Ladevèze, Camelle, Orry exposèrent d'une façon assez obscure la contrefaçon de socialisme qu'ils appellent socialisme réformiste. Le format du journal ne nous permet pas de raconter ici les choses stupéfiantes que les fumistes du réformisme nous débitèrent. Nous ne voulons retenir que la déclaration d'Orry qui nous raconta, avec un semblant de sérieux, que le jour de l'expropriation, les propriétaires seront indemnisés ! ! Mais où diable vont-ils prendre cette indemnité ?

Le citoyen Aristide Briand prend ensuite la parole ; il nous vante les grrrrandes réformes : séparation de l'Eglise et de l'Etat, impôt sur le revenu, que lui et ses camarades vont tenter de faire voter par la Chambre ; mais de socialisme, il n'en dit mot. Puis il tape fortement contre les révolutionnaires ; et lorsque quelques camarades lui rappellent son attitude révolutionnaire d'autrefois, Aristo Briand s'évade et comme réponse leur dit que les révolutionnaires sont des réactionnaires, des cléricaux, des orgueilleux, etc., etc. !

Il est loin le temps où ce grand manitou du réformisme s'écriait, dans un congrès socialiste, alors qu'il n'était encore que candidat : « Allez à la bataille avec le bulletin de vote, si vous le jugez bon, je n'y vois rien à redire. J'y suis allé, moi, comme électeur ; j'y suis allé comme candidat, et j'y retournerai sans doute demain. Allez-y avec des piques, des sabres, des pistolets, des fusils : loin de vous désapprouver, je me ferai un devoir, le cas échéant, de prendre une place dans vos rangs. » Il a suffi que Briand devienne député, pour qu'un revirement se produise dans son esprit.

Tas de farceurs ! c'est ce socialisme que vous venez importer dans nos Landes ? Il n'en vaut vraiment pas la peine. Mais vous ne tromperez personne ; et le peu, hélas ! que nous sommes ici de révolutionnaires fera tout son possible pour vous combattre, et pour faire comprendre aux travailleurs de notre région, encore si en retard, que seule la Révolution les débarrassera de l'oppression dont ils sont les victimes.

JACQUES PRESDAS.

Mouvement ouvrier. — Après cinquante-trois jours, je n'écrirai pas de lutte, mais de chômage, la grève des dockers marseillais s'est terminée par un échec.

Lundi dernier, alors que la partie était incontestablement perdue, le syndicat international a décidé la reprise du travail aux conditions de la sentence arbitrale qu'ils s'étaient refusés précédemment à accepter.

Seuls, les charbonniers résistent encore et ont décidé de maintenir intégralement leurs revendications.

Depuis déjà plusieurs jours, du reste, le travail avait en partie recommencé.

Je sais bien que pour cela un racolage sérieux avait été fait, que ce sont surtout des ouvriers agricoles des environs à qui l'on a fait miroiter des journées de 6 francs pour 9 heures de travail, que les entrepreneurs ne tarderont pas, du reste, à modifier ; mais le fait n'en est pas moins qu'ils étaient en mesure d'assurer tant bien que mal, et sous la protection des 10.000 hommes de troupe que le gouvernement a envoyés à Marseille, les divers services de la manutention.

Et il est indéniable que c'est encore d'avoir trop écouté leurs prêcheurs de calme que les dockers marseillais ont été amenés à subir un échec aussi retentissant.

C'étaient, d'une part, les Manot et Cie, qui, par bêtise et incapacité, plus que par autre chose, j'aime à le croire, se laissèrent endoctriner par le préfet et le représentant du gouvernement à Marseille, qui, jusqu'au dernier moment, leur laissèrent supposer qu'ils étaient avec les travailleurs, moyennant quoi les jobards prêchaient le calme et la sagesse à leurs camarades.

Les dockers s'aperçurent bien quel rôle de dupes on leur avait fait jouer lorsque « l'arbitre » rendit sa sentence : mais il était trop tard, la partie, à ce moment, était déjà perdue.

Je l'ai dit la semaine dernière, et je ne saurais trop le répéter, lorsque des travailleurs luttent pour leur liberté et pour leur pain, un arbitrage entre eux et leurs exploiteurs ne peut être que duperie. Ce

qui vient de se passer à Marseille en est, une fois de plus, la preuve convaincante.

Il n'y a donc plus à en douter à présent, si les dockers marseillais sortent vaincus de la lutte, si le patronat a pu reprendre les avantages qu'il n'avait pu faire autrement que de leur concéder précédemment, c'est parce qu'ils ont manqué trop longtemps d'énergie et qu'ils ont trop cru en ceux qui leur conseillaient continuellement de temporiser.

Et je suis loin d'être le seul de cet avis et, à défaut des dockers eux-mêmes, qui à l'heure actuelle doivent profondément regretter de ne pas avoir su se montrer plus révolutionnaires, je n'ai qu'à reproduire les passages suivants que je trouve dans *L'Ouvrier syndiqué*, organe de la Bourse du travail de Marseille.

« Après avoir répondu à la coalition patronale par un arrêt du travail, l'on s'est de suite rangé sur un terrain de conciliation : atermoiements habituels, perte de temps sans aucun profit. »

Et plus loin :

« Les pires contradictions sont à relever : c'est ainsi que, de la bouche même d'un délégué des ports, nous avons appris que ces derniers en avaient assez et que l'on n'était plus au temps où l'on conseillait le calme. Et cependant il a fallu bien peu d'incidents pour réduire à néant ces déclarations. Quelques rares énergies pour avoir arrêté quelques charrettes et coupé quelques traits, se sont vu désavouer par leurs propres camarades.

« Parce que quelques grévistes se sont opposés à la circulation des attelages, immédiatement des ordres du jour les accusant d'être des fomenteurs de troubles, d'individus vivant en marge des grèves, sont présentés à des corporations qui les adoptent parce que la généralité n'a pas seulement compris ce qu'on lui disait. »

Et c'est ainsi que le patronat, sentant sa propriété et, sa personne en sûreté, a pu laisser les grévistes, et au moment voulu, leur imposer l'arbitrage qui devait sanctionner leur échec.

Et c'est bien endoctrinés et trompés par les représentants du gouvernement, et pour leur obéir, que l'on a prêché le calme à Marseille, car le signataire de ces lignes ajoute :

« A ce qu'il paraît — ce sont du moins les bruits qu'au cours de la grève l'on faisait courir — le patronat s'est ligué contre le gouvernement actuel; dans les hautes sphères de la finance, des questions de spéculation ont été subordonnées peut-être à un changement de cabinet, et comme des intérêts politiques pourraient être lésés, l'on conseille le calme et la sagesse à ceux qui se serrent le ventre. »

Telles sont les causes réelles de l'échec de ce mouvement, qui à ses débuts se présentait plutôt dans des conditions favorables.

Que les travailleurs en lutte contre le patronat en tirent enseignement pour les batailles futures.

La grève doit être une action révolutionnaire : hors de là il n'y a qu'échec et duperie.

.·.

Le gouvernement, qui cherche par tous les moyens à faire déclarer blancs comme neige les patrons assassins d'ouvriers de Cluses, vient de faire prendre par sa magistrature une décision qui dépasse tout ce que l'on aurait pu prévoir à ce sujet.

Il a été décidé, en effet, qu'il n'y aurait qu'un seul procès, et que les quelques travailleurs que, pour la circonstance, l'on a inculpés de « pillage et incendie », comparaîtraient aux assises côte à côte avec les fils de patron assassins de leurs camarades.

Comme, incontestablement, les quelques ouvriers poursuivis ne peuvent pas être condamnés, on espère par ce moyen faire absoudre du même coup les quatre fils Crettiez.

Encore que nous ne croyions pas que la condamnation des assassins change quoi que ce soit, on avouera que c'est là une toute nouvelle conception de la justice, que celle qui consiste à adjoindre dans le procès fait aux assassins, quelques-unes de leurs victimes, dans le but de les faire absoudre tous ensemble.

Il est vrai que nous n'avions pas attendu jusque-là pour être fixés sur la valeur de l'institution, mais tout de même l'on avouera que l'on était rarement allé aussi loin.

Le gouvernement si cher à nos socialistes dépasse sur ce point encore tous ses prédécesseurs, et Messieurs les exploiteurs auraient vraiment tort de se gêner.

Motte a déjà des créneaux à ses usines, il peut carrément maintenant les garnir de canons pour le cas où ses exploités tenteraient de se révolter.

Ajoutons que l'un des quatre fils Crettiez vient d'être mis en liberté.

Que les patrons ne se gênent plus, mais que les ouvriers les imitent alors!

.·.

Les tisserands de Cholet et des environs sont toujours en grève. La reprise partielle du travail dans quelques endroits a complètement échoué, mais de son côté le patronat ne veut rien concéder.

Voici l'appel lancé par la commission de la grève :

« Acculés aux pires éventualités par les diminutions successives sur nos salaires de famine, dont les moyennes journalières varient entre 0 fr. 90 et 1 fr. 75, selon le genre de tissu fabriqué, nous avions résolu, ainsi que les blanchisseurs et apprêteurs qui font cause commune avec nous, de revendiquer hautement notre droit à l'existence.

« A nos revendications bien légitimes (nous demandons une élévation de 12 à 15 0/0 sur nos salaires), le patronat a répondu avec un profond dédain.

« Ce refus imposant plus durement la vie de misères et d'avilissements que nous subissons, a enfin secoué notre torpeur, et nous sommes descendus dans la rue.

« La cessation de travail est générale et complète dans notre région : 10.000 ouvriers et ouvrières sont debout, très résolus à obtenir satisfaction. »

Comme je l'ai dit la semaine dernière, les patrons ont pris texte de la loi de 10 heures pour diminuer les salaires, du reste dans des proportions bien au delà de la diminution du temps de travail.

Que serait-ce si cette loi n'était pas « la plus grande réforme du siècle » !

Actuellement les patrons qui espèrent réduire leurs esclaves par la faim refusent de discuter avec le syndicat, c'est-à-dire avec l'ensemble des travailleurs. Convoqués à plusieurs reprises, la plupart d'entre eux ne se sont même pas donné la peine de se déranger.

Les tisserands feront bien tout de même de se méfier et de ne pas trop attendre que la lassitude, d'une part, et la faim de l'autre, aient gagné leurs rangs pour agir avec un peu d'énergie ; sans cela, je crains fort que le chômage prolongé qu'ils s'imposent ne serve pas à grand'chose.

A Lyon, grève d'ouvriers et ouvrières cartonniers au nombre d'un mille environ. Les grévistes ont fait une manifestation à travers la ville.

A diverses reprises, ils se sont rendus dans les principaux quartiers où se trouvent les cartonneries et les magasins de soieries et ont empêché la livraison des cartons.

Les grévistes réclament une augmentation de salaire et une réglementation des heures de travail.

Grève de solidarité aux usines d'automobiles Peugeot, à Audincourt. Une discussion entre un contremaître et un ouvrier a été la cause du conflit. Ce dernier ayant été congédié, ses camarades prirent fait et cause pour lui et abandonnèrent le travail. Les grévistes ont décidé d'exiger le renvoi du contremaître Vuillemin ou la réintégration de leur camarade Higy, congédié

La maison refusa l'une et l'autre de ces demandes. Les ouvriers des moteurs ont alors cessé tout travail. Ceux de l'atelier du mécanisme ayant imité leur exemple, la marche des ateliers s'est trouvée forcément interrompue, et la direction s'est vue dans la nécessité de fermer l'usine.

Les grévistes sont au nombre de 500 environ.

A Barcelone, — cela va mettre en joie MM. les nationalistes, — les ouvriers dockers spécialement affectés au déchargement du bois viennent de se mettre en grève. Leurs camarades des autres chantiers refusent de les remplacer.

N'empêche que les journaux bourgeois continueront d'imprimer qu'il n'y a que dans les ports français que les dockers « poussés par l'étranger » se mettent en grève.

P. Delesalle.

Etats-Unis.

San Francisco, 17 septembre 1904. — Pour une chose bien triste et bien douloureuse, je dois vous écrire aujourd'hui.

Ciancabilla est mort le 16 septembre dernier, emporté en quelques jours par une maladie des voies respiratoires.

Il est mort à trente-trois ans, arraché en pleine jeunesse à la grande tâche qu'il s'était tracée. Vaillant lutteur jusqu'au bout, il mourut avec le regret d'avoir fait si peu pour son idée; et cependant, sa vie bien trop courte fut assez fertile.

D'abord socialiste militant, il devint un des fondateurs et collaborateur du journal socialiste italien l'*Avanti*, dont il fut le correspondant pendant la guerre gréco-turque. Il accompagna dans cette campagne Almicare Cipriani, dont il était le secrétaire privé. Ses correspondances firent sensation à Rome et dans toute l'Italie.

Plus tard, au congrès de Bologne, délégué des sociétés ouvrières de Carrare et d'autres localités, il s'aperçut de la mesquinerie des socialistes parlementaires et devint anarchiste. Persécuté il alla en Suisse, travailla au *Profugo;* expulsé de la libre Helvétie, il vint à Paris où il fit partie de la presse étrangère et correspondant spécial de la revue scientifique *La Vitta Internationale* de Milan, qui lui laissa son indépendance et respecta ses idées, ainsi que *Il Cafaro* de Gênes. Il reporta durant l'affaire Dreyfus. Peu après il dut quitter la République française, si peu tolérante et hospitalière pour les révolutionnaires étrangers, alla à Londres, et vint en Amérique, où il fut un des agitateurs importants. Il travailla à la *Questione Sociale* qu'il quitta pour fonder l'*Aurora*, puis une revue mensuelle, la *Protesta Umana*, qui parut à Chicago. Ensuite, à San Francisco, il continua un journal anarchiste hebdomadaire sous le même nom.

Dernièrement la grande presse d'Italie lui faisait des propositions comme envoyé spécial dans la guerre russo-japonaise. Son indépendance lui fit refuser des offres avantageuses.

Sa vie fut celle d'un lutteur infatigable et désintéressé, qui donna toutes ses forces pour l'Idée dont il s'était inspiré. D'une profonde instruction et d'une grande intelligence, il écrivit plusieurs brochures en italien et composa beaucoup de poésies. Il traduisit en italien *la Conquête du Pain*, *la Société au lendemain de la Révolution*, *Aux jeunes gens* et une quantité d'autres brochures et écrits. Ce fut lui qui envoya la célèbre dépêche à la cour d'Italie, au lendemain de l'acte de Bresci, dépêche qui fit sensation, surtout en Amérique.

Après l'attentat de Czolgosz, il écrivit un article, *les Accidents du métier*, qui lui valut quelques mois de prison et des persécutions dégoûtantes. Néanmoins il ne baissa jamais la tête et lutta jusqu'à la fin avec la dernière énergie, et mourut avec la douleur de n'avoir pu faire davantage de besogne.

Ciancabilla est surtout mort de surmenage physique et moral, mort d'une vie bien trop agitée et trop lourde pour ses forces.

C'est dans le dénûment absolu et complet — quoique issu d'une famille aisée et riche — qu'il disparut à la fleur de l'âge. Ceci dit pour protester contre les infâmes calomnies l'accusant d'estamper les camarades et de vivre de l'Idée. Chose qu'il ne fit jamais, sa compagne et lui gagnant leur propre vie et celle chancelante du journal, qu'il composait lui-même.

Nous devons le regretter comme un vaillant tombé courageusement, vaincu et victime de la société actuelle.

Raymond Bachmann.

CONTES POUR ENFANTS

A l'heure actuelle, il y a 290 exemplaires de souscrits, représentant seulement 138 souscripteurs. De plus, 150 francs sont promis si l'édition se fait. Cela représente en tout 340 exemplaires.

Je disais que je marcherais à 400. La différence est trop petite pour abandonner l'idée ; à ceux qui ont fait preuve de bonne volonté, je dois d'aller jusqu'au bout. Je mets le livre en chantier.

Ceux qui sont en mesure, peuvent m'envoyer les fonds. Cela nous évitera du travail. Dans une quinzaine, peut-être, il sera pris remboursement sur les autres.

Le prix du volume sera de 3 francs net pour les souscripteurs. Si les fonds le permettent, je tâcherai de donner aux souscripteurs du papier plus beau, tête dorée à la reliure. (Sous réserve des rentrées).

Le prix de vente dans le commerce sera de 3 fr. 50, port en plus.



L'A B C de l'Astronomie [1]

(Suite)

II

LE SOLEIL

Ces taches se forment lentement ou assez subitement, mais sont toujours précédées par une grande agitation dans la photosphère qui se manifeste par des facules très brillantes donnant naissance à un ou plusieurs pores qui se transforment en une large ouverture. Les taches peuvent durer de quelques jours à plusieurs mois et atteindre plus de cent mille kilomètres de diamètre. Néanmoins, la partie de la surface du soleil qu'elles recouvrent ne dépasse jamais, même dans les périodes des maxima, 1/500 de sa surface totale.

Le nombre des taches, des éruptions et des tempêtes solaires arrive environ tous les 11 ans à son maximum; puis, ce nombre diminue pendant 7 1/2 ans et emploie ensuite 3.6 ans pour remonter de nouveau à son maximum. Mais cette période de 11.1 ans varie elle-même et peut se raccourcir à 9 et s'étendre parfois au delà de 12 ans.

Il est à noter que la période de décroissance des taches est plus longue que la période d'accroissement et que la même chose arrive également pour le reflux et le flux de la mer.

Ces périodes undécennales, dues probablement à l'influence des planètes sur le Soleil, correspondent avec les aurores boréales et avec les oscillations de la boussole et cela, fait digne d'attention, de telle façon que le maximum des oscillations coïncide avec le maximum des taches, et le minimum avec le minimum.

Une grande partie de la surface du Soleil est granulée, c'est-à-dire constituée de grains brillants, véritables vagues ou montagnes de gaz incandescents, qui atteignent et dépassent mille kilomètres de diamètre.

De cette photosphère, que seule nous voyons à l'œil nu ou au télescope, s'élève l'atmosphère solaire ou sa chromosphère, qui n'est visible, comme la couronne, que pendant les éclipses totales de l'astre du jour.

Le chromosphère est une nappe de « feu » de 10 à 15 mille kilomètres d'épaisseur, qui se projette çà et là en protubérances, sorte de flammes roses en forme de jets, à plus de 300 et 400 mille kilomètres vers les cieux. Dans la partie inférieure de la chromosphère nous trouvons les vapeurs du magnésium, fer, calcium, titane, nickel, cobalt, cuivre, potassium et d'un grand nombre de métaux; l'hydrogène forme sa couche supérieure. Les protubérances qui partent d'elle sont dues à des projections d'hydrogène, lancées avec des vitesses surpassant 240 kilomètres à la seconde. Ces éruptions se continuent souvent pendant plusieurs jours, et les nuages immenses et lumineux qu'elles forment restent suspendus sans se mouvoir, jusqu'à ce qu'ils retombent en pluie de feu sur la surface solaire.

Au-dessus de la chromosphère, il y a la couronne qui environne l'astre du jour à une hauteur de plus de 500.000 kilomètres en envoyant parfois des rayons jusqu'à 3 et 4 millions de kilomètres. Nous ne connaissons pas encore la composition coronale. Elle est due ou à des nuages de météores et d'aérolithes circulant autour du Soleil dans son voisinage immédiat, ou elle n'est, ce qui nous semble bien plus probable, qu'un simple phénomène électrique de l'astre radieux.

La lueur jaunâtre, connue sous le nom de *lumière zodiacale*, qui enveloppe constamment l'astre du jour, et qu'on aperçoit après le coucher du soleil et avant son lever, surtout dans les pays chauds et tempérés, doit également être une manifestation de l'action solaire puisqu'elle est dans le plan de l'écliptique.

***

La connaissance de la constitution physique du Soleil, qui est de beaucoup ce qu'il y a de plus important pour nous dans l'étude de l'immense globe gazeux auquel nous devons la vie, nous a été révélée, par l'analyse spectrale, il y a une quarantaine d'années seulement.

Depuis Newton, on a constaté qu'un rayon de lumière solaire qui passe à travers un prisme en verre se décompose en une série de couleurs à celles de l'arc-en-ciel en se disposant dans l'ordre suivant : *violet, indigo, bleu, vert, jaune, orangé, rouge.*

C'est cette banderole colorée qui porte le nom de spectre solaire.

Les couleurs se séparent selon leur caractère respectif. La rouge ne se laisse pas dévier de son chemin et traverse en ligne droite, l'orangée subit l'influence du prisme et vient se placer à gauche, la jaune la subit davantage; la verte, puis la bleue s'éloignent encore plus.

Il va sans dire que la longueur du spectre ne représente que la lumière sensible pour notre œil, qui ne commence à voir que quand les vibrations éthérées atteignent le chiffre de 450 trillions, et finit de voir quand elles dépassent 700 trillions.

Fraüenhofer, en étudiant le spectre solaire, fut le premier à s'apercevoir qu'en donnant au prisme une position spéciale, on voyait apparaître dans l'image du spectre, des raies *obscures* qui coupaient transversalement la bande aux sept couleurs. Il désigna les huit principales de ces raies — il y en a des milliers — par les premières lettres de l'alphabet et plaça la première à la limite du rouge, la deuxième au milieu du rouge, la troisième auprès de l'orangé, la quatrième à la fin de cette couleur, la cinquième dans le vert, la sixième dans le bleu, la septième dans l'indigo, la huitième à la fin du violet. Ces lignes-là sont les lignes noires *principales* que l'on distingue dans le spectre solaire, et elles sont invariables toutes les fois que le spectre qu'on étudie est celui d'une lumière émanée du soleil. On les retrouve naturellement aussi dans la lumière de la lune et des planètes, parce que ces corps, obscurs par eux-mêmes, ne réfléchissent que la lumière solaire.

A cette découverte de Fraüenhofer s'en ajouta bientôt une autre qui prouva qu'en passant à travers un prisme, des rayons issus d'une source lumineuse terrestre, lampe ou bec de gaz, etc., etc..., ces lumières artificielles donnent aussi bien que ceux du Soleil, naissance à un spectre, mais que ce spectre diffère du spectre solaire par le nombre et l'arrangement des couleurs. On constata aussi que le spectre de ces lumières est également traversé par des lignes, mais avec cette différence que ces lignes au lieu d'être obscures sont brillantes et que *leur distribution diffère selon la nature de la lumière observée.*

Ceci veut dire — Kirchhof et Bunsen firent les premiers cette expérience — que si l'on place une flamme devant un spectroscope et qu'on plonge un fil de platine, recouvert de diverses substances, dans cette flamme, le spectre qui apparaîtra dans le spectroscope sera caractéristique de chacune de ces substances. Si, par exemple, nous trempons le fil de platine dans un flacon de potasse et si nous le plaçons dans un bec de gaz, ce sera le spectre du potassium qui apparaîtra, à l'instant même, dans le spectroscope. Comme le spectre solaire il est composé de sept couleurs, avec en plus deux raies rouges très brillantes qui sont situées vers chacune des extrémités.

La même chose aura lieu si nous plaçons de petits cristaux de soude à l'extrémité de notre fil de platine, un spectre étrange apparaîtra, simplement caractérisé par une raie jaune très prononcée et qui correspond à la position du jaune dans le spectre solaire et à la ligne qui traverse cette couleur; c'est là, le spectre du sodium.

Cette méthode d'analyse est si puissante qu'elle révèle l'existence de doses infinitésimales des diverses substances, par l'apparition au spectroscope d'un arrangement de lignes particulières à chacune d'elles. Chaque élément inscrit ainsi *lui-même son vrai nom en caractères hiéroglyphiques.*

Les lignes noires dans le spectre solaire correspondent à certaines lignes brillantes caractérisques du spectre de diverses substances terrestres, et prouvent l'existence d'une atmosphère brûlante et gazeuse autour du Soleil et la présence dans cette atmosphère des substances qu'elles désignent.

En effet, lorsque le rayon, qui émane d'une source lumineuse dans laquelle on a placé une substance déterminée traverse, avant d'arriver au spectroscope, une atmosphère gazeuse renfermant des vapeurs de la même substance, la raie lumineuse se transforme en raie obscure, tout en conservant la même position. Comme dans le Soleil, c'est ainsi que les choses se passent. Les divers éléments qui constituent l'astre se trouvant répandus dans toute sa masse, on conçoit que les raies de son spectre soient toutes obscures, mais comme elles ne continuent pas moins à occuper les positions qu'elles occuperaient si elles étaient demeurées brillantes, elles indiquent avec la même précision la nature des substances qui les déterminent.

On a trouvé dans le Soleil du fer, du titane, du calcium, du manganèse, du nickel, du colbat, du chrome, du sodium, du barium, du magnesium, du cuivre, du potassium et de l'hydrogène, mais on n'a pas encore pu découvrir aucune trace d'or, d'argent, de plomb, d'étain, d'antimoine, d'arsenic et de mercure.

(A suivre.) F. STACKELBERG.

(1) Voir les numéros 20 et 21.



D'une nouvelle lettre du camarade X..., nous extrayons quelques passages suggérant quelques idées pour l'extension du journal. Non pas que nous les pensions praticables pour la plupart de nos amis, mais parce qu'elles font voir ce qui pourrait se faire, si chacun voulait agir dans son milieu.

« A force de sonner du cor, s'apercevra-t-on peut-être qu'il ne faut pas attendre l'hallali pour se met-

tre en chasse ! Et ce n'est pas à vous à battre les fourrés car vous avez suffisamment à faire de conduire la meute au but final ; ce sont les camarades comme moi et tant d'autres que cette chasse aux abus de toutes sortes intéresse, ceux-là mêmes qui par leur situation en dehors des *T. N.* ne peuvent à aucun moment être taxés soit d'en vivre, soit d'en profiter matériellement d'une façon quelconque. Votre petite feuille devient, chaque semaine, de plus en plus intéressante, tant au point de vue de la forme qu'à celui du fond : les vignettes originales, les articles sur les sanatoriums, sur l'astronomie, sur l'art, sur le mouvement social en général l'attestent et je ne crois être démenti par personne à ce sujet. C'est donc faire œuvre utile que de la répandre et la répandre c'est la développer.

« J'ai préconisé quelques moyens immédiats. Vous en avez préconisé d'autres fort simples et excellents ; un camarade également. Tout cela est bon. Mais il ne faut pas toujours de l'argent et il suffit bien souvent d'une conviction forte et résolue pour arriver sans lui à faire prévaloir les beautés d'un idéal. On n'a pas d'argent par exemple, mais manque-t-on toujours de relations ? Peu ou prou on peut toujours se rendre utile si l'on veut. Ainsi se plaint-on que dans une ville, les *T. N.* ne se lisent pas ou qu'ils pourraient l'être davantage, le moyen est fort simple. Celui qui a quelque argent fera insérer, sans déranger personne, dans la chronique du journal quotidien *le plus lu* de la ville et de la région, le petit entrefilet suivant, et ce, le vendredi par exemple :

« **Lisez demain dans les *Temps Nouveaux*, l'article si intéressant sur la Critique d'Art, par Charles Albert.**

« Je cite au hasard bien entendu.

« Le lendemain samedi — quel mortel en France ne lit pas son quotidien ? chacun se demande qu'est-ce que les *Temps Nouveaux*. Et à titre de curiosité on les achète, on les lit et, les appréciant à leur juste valeur, on est ahuri d'apprendre que les anarchos ne sont pas des sauvages et qu'ils disent et font, au contraire, de fort bonnes et belles choses. Voyons maintenant le camarade qui ne pouvant ou ne voulant faire un sacrifice pécuniaire peut faire agir ses amis sans bourse délier. Il va trouver un rédacteur influent, son copain, et lui dit : « Fais-moi ce plaisir de faire connaître cet article et insère pour demain le petit entrefilet suivant. » Si l'on n'accepte pas toujours, on ne peut pas non plus toujours refuser, que diable ! Et le lendemain chacun apprend que les *T. N.* existent et qui plus est, qu'ils s'occupent d'art. Et j'ai cité à dessein les quotidiens *les plus lus*, parce que ceux-là sont généralement sans couleur et que pour les feuilles socialistes chacun peut prévoir que les démarches seraient beaucoup plus difficiles.

« D'autre part, je ne vois jamais, dans aucun kiosque, les *T. N.* ou le *L.* en vue. Ils sont toujours enfouis et cachés comme si les marchands ne tenaient pas à les vendre. Eh bien ! Il faut que les acheteurs réclament contre cette mise à l'index, explicable peut-être mais injustifiée. Il faut réclamer la mise en vue, au grand jour, du journal et au besoin s'entendre dans chaque ville pour boycotter les marchands qui ne *voudront pas* placer les *T. N.* à leur étalage. Il nous faut, à nous les amis du journal, *vouloir* qu'on le vende et le jour où nous serons fermement résolus à cela, ne serons-nous qu'une poignée, qu'un seulement, ce jour-là son existence sera définitivement assurée.

La foi qui n'agit point est-ce une foi sincère?

—— Nous avons reçu au dernier moment une lettre de M. Cheysson, que nous insérerons la semaine prochaine.

—— **L'action antimilitariste**, 11, rue d'Aubagne, Marseille, prépare pour le 5 novembre, un numéro spécial à l'occasion du départ de la classe.

Le prix du cent, 7 fr., port en plus. Adresser dès aujourd'hui la demande à l'administration.

—— Firminy. — Une section de l'A. I. A. a été fondée. Les camarades qui n'ont pu assister à la réunion et qui voudraient cependant adhérer à la Nouvelle Internationale, s'adresseront à Galhauban, qui est provisoirement chargé de recevoir adhésions et cotisations. Celles-ci sont fixées à 0 fr. 20 par mois.

AVIS

Il reste environ une cinquantaine d'exemplaires défraîchis de *Patriotisme-Colonisation ; Guerre Militarisme*. Ils seront en vente à 2 fr. 60, en gare, les deux exemplaires, jusqu'à fin octobre.



—— **La Coopérative Communiste**, au nouveau local, 22, rue de la Barre (18e arrondissement), tous les jeudis, à 8 h 1/2 du soir. Causerie par un camarade.

Tous les jeudis et samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, répartition de denrées.

—— **Jeunesse syndicaliste de Paris.** — Réunion du groupe le lundi 17 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle des commissions Bondy, Bourse centrale du Travail. Causerie par le camarade Nesu sur l'antimilitarisme.

Meetings antimilitaristes :

1° Salle Gambrinus, 20, rue de Charenton (12e arrondissement), le vendredi 14 octobre. Orateurs : Henri Grégoire, Joseph Foray. Entrée : 0 fr. 20.

2° Salle de la Mairie, au Kremlin-Bicêtre, le samedi 15 octobre. Orateurs : Ansbert Frimat, Pierre Monatte. Entrée gratuite.

3° Salle Delfaut, 114, rue de de Crimée, le mardi 19 octobre. Orateurs : Henri Grégoire, Georges Olliver. Entrée gratuite.

4° Salle au Tonneau, 215, boulevard de la Gare, le mercredi 19 octobre. Orateurs : Ludovic Chemel, Ansbert Frimat. Entrée : 0 fr. 25.

5° Salle de la Mairie, à Ivry-sur-Seine, le jeudi 15 octobre. Orateurs : Pierre Monatte, Arnold, Bontemps. Entrée gratuite.

—— **L'Education sociale.** — Samedi 15 7, rue de Trétaigne : Discussion dirigée par M. Chartier, à 8 h. 1/2, sur ce sujet : Faut-il obéir aux lois, même injustes ? (*suite*).

—— **Société d'Epargne communiste des ouvriers mécaniciens et parties similaires.** — Le samedi 15 octobre 1904, à 8 heures du soir, salle de l'Harmonie, 94, rue d'Angoulême, deuxième fête de propagande avec le gracieux concours de différents artistes.

A minuit, bal à grand orchestre.

Entrée gratuite pour les enfants et les apprentis.

—— **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 19 octobre, à 8 h. 1/2, causerie sur : Tout pour Tous.

—— **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 17 octobre, à 8 h. 1/2 : Les faux droits de l'homme et les vrais, par Paraf-Javal.

—— **L'Aube Sociale**, Université populaire, 4, passage David, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe). — Vendredi 14. — G. Cyvoct : Une erreur judiciaire : l'Affaire Cyvoct.

Mercredi 19. — Duchmann : Etudes féministes : L'Amour.

Vendredi 21. — Conférence du Dr Poirier.

—— **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs.** (Section de Noisy-le-Sec). — Réunion samedi soir 15 octobre, à 8 h. 1/2, au bureau de tabac rue de la Forge, au coin de la rue Denfert.

Création d'une section.

—— Lyon. — **Jeunesse Libertaire.** — Réunion samedi 15 courant, à 8 heures du soir, au siège, 13, rue Passet.

—— Nouzon-Aiglemont. — **Groupe des antipropriétaires.** Réunion le 16 courant, à l'heure et au local habituels. Causerie par le camarade Lydian sur le travail en commun.

Adresser les correspondances au compagnon Gualbert, à la Forge-Nouzon.

—— Toulouse. — **Groupe d'Action syndicale.** — Réunion tous les samedis, à la Bourse du Travail. Causerie par un membre du Groupe. Admissions.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous tenons à leur disposition des carnets d'abonnement.

D'autre part, le service de quelques exemplaires sera fait aux adresses que l'on voudra bien nous envoyer.

A ceux qui renouvellent leur abonnement, je renouvelle ma demande, en les priant instamment d'en tenir compte : c'est de nous envoyer la dernière bande, ou, tout au moins, le numéro d'ordre. Ils nous éviteront ainsi des pertes de temps bien inutiles.

EN VENTE

La *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 3, rue Lebeau, Bruxelles, a édité en brochure, le magnifique passage sur la *Guerre*, tiré du *Calvaire* de Mirbeau. C'est une bonne brochure de propagande antimilitariste. Prix : 0 fr. 35, franco.

Nous rappelons que nous avons fait faire un tirage sanguine à part, sur papier fort, de notre affiche dessinée par Léomin.

Elle est laissée à 2 francs l'exemplaire.

Nous venons de recevoir la 2e édition de la brochure : *Les deux méthodes du syndicalisme*, par L. Delesalle, qui était épuisée. Le 100 franco, 7 francs. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 15.

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.



A. L. J., Chaux-de-Fonds. — Très bien le morceau de Rod. Excusez-moi de n'avoir pas répondu plus tôt. Je n'avais pas encore eu le temps de le lire.

Le compagnon Fornas est prié de donner son adresse au journal pour communication.

Pollet. — Libre Examen, passage des Saints-Simoniens.

T. S., Paris. — Il y a du monde au bureau le dimanche matin, de 10 heures à midi.

E., à Migennes. — L'abonnement sera servi.

Paris à Morat. — Inutile. Il a été abonné autrefois. Il connaît.

A. P., à Paris. — Je réclame auprès de Hachette pour que le journal y soit mis toutes les semaines.

L. C., à Paris. — Bon. Entendu.

G. B., rue S. — Je fais passer votre demande à P.

P. L., à Lyon, 7. — Evidemment, il y a à dire, mais autrement, et sur la guerre elle-même, et pas seulement sur un seul fait.

Le camarade qui nous a envoyé un dessin pour le titre, voudrait-il nous donner une adresse pour correspondre ?

P. D., à Tilhs. — Non, pas d'abonnés par là.

E. C., à Bussang. — Votre abonnement est terminé de fin septembre.

M., à Bourg-Argental. — C'était milieu de mai ; nous avons fait une petite erreur.

V. L. et O., à Bordeaux. — Réexpédions. — Les numéros avaient été expédiés.

R., à Nîmes. — Quoi que vous en pensiez, moi je trouve la question futile, et ayant des questions que je trouve bien plus sérieuses à traiter, vous ne devez pas vous étonner que je leur réserve la place dont nous disposons.

H. D., à Argenton. — *Régénération*, 27, rue de la Duée, Paris. — *Jean-Pierre* a cessé de paraître.

Reçu pour le journal : M., rue de Saintonge, 0 fr. 50. — A. P., à Londres, 6 fr. 25. — X., Z. Y., 1 fr. — E. D., à Lyon, 10 fr. — C., au Havre, 2 fr. — C. et G., 3 fr. — *Falot*, de Troyes, 1 fr. — Porto-Alegre, 16 fr. — B., à la Trinité. — Victor. — R., Le Vésinet, 1 fr. 50. — M., à Saint-Martin-le-Beau, 0 fr. 50. — B., rue Saint-Maur, 1 fr. — Merci à tous.

J. S., au Muy. — D., à Limoges. — A. P., à Troyes. — S., à Fort-de-France. — J., à Lorient. — Garabed. — C., à Anvers. — Syndicat des travailleurs, Brest. — M. P., à Puteaux. — O. J., à Saint-Même. — J. B., à Lyon. — M. L., à Saint-Leonards-on-Sea. — A., à Orléans. — D., à Puteaux. — J. C., à Bourg-Argental. — L. B., à Jemeppes. — N. V., à San Paulo. — A. L., à Boulogne. — B., à Marseille. — R., à Voulgée. — R. de M., à Brioude. — L. G., à Brest. — S., à Manosque. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet, rue Bleue, 7.

Dixième Année. — N° 25 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 22 au 28 Octobre 1904



POUR LA FRANCE
Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e



Le Trade-Unionisme

ET

L'ESPRIT DU PEUPLE AMÉRICAIN

I

De toutes les organisations ouvrières du monde, il n'en existe peut-être pas qui soient organisées sur des bases aussi défectueuses que les Trade-Unions d'Amérique.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le trade-unionisme américain n'a point pour but de combattre le patronat, le capitalisme, pour le triomphe du prolétariat émancipé de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais de créer une sorte d'aristocratie ouvrière.

Tout ouvrier voulant exercer une profession « qualifiée », c'est-à-dire reconnue par les Trade-Unions américains, est tenu de s'affilier à une union de son métier, sous peine de ne pouvoir exercer sa profession nulle part, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles.

Pour être admis dans une union, il doit être présenté par deux membres qui attestent qu'il connaît parfaitement son métier; mais au préalable, et avant d'être initié aux mystères du trade-unionisme, il doit payer comme droit d'affiliation une somme, assez rondelette pour un ouvrier, et qui varie suivant les unions et suivant les pays. En voici d'ailleurs quelques aperçus:

Les unions des charpentiers et menuisiers dans tous les Etats-Unis, exigent de 25 à 30 dollars, celles de San-Francisco parlent d'élever leur droit d'affiliation à 50 dollars (1).

Les mécaniciens, les chauffeurs, les serruriers et parties similaires, payent de 25 à 50 dollars.

Les mouleurs en plâtre de New-York, payent 150 dollars.

Les manœuvres plâtriers de New-York, payent 100 dollars.

Les unions des maçons de San-Francisco exigent 250 dollars d'affiliation.

Les plâtriers dans les différents Etats de l'Union, payent 150 dollars.

Les verriers, dans tous les Etats-Unis, payent 1.000 dollars.

Lorsqu'une union est nouvellement formée, elle n'exige qu'une somme presque insignifiante, 50 sous ou 1 dollar; telles, certaines unions de mineurs dans la Pensylvanie; par contre lorsqu'une union acquiert un nombre considérable de membres, elle élève son droit d'affiliation à une somme considérable, telle l'union des mineurs de Spring Valley, dans l'Illinois, qui exige 150 dollars.

Il arrive aussi que lorsqu'une union est très prospère, elle refuse de recevoir de nouvelles adhésions, telles l'union de mouleurs en plâtre de New-York, les unions des verriers dans les différents Etats de l'Union, etc.

L'on comprendra facilement pourquoi toutes ces unions ont une tendance à exiger des droits d'adhésion exorbitants. Ainsi, par exemple, les manœuvres plâtriers de New-York exigeant un droit d'affiliation de 100 dollars, éliminent ainsi de leur organisation tous les sans le sou et arrivent à se créer un salaire de 3 dollars par jour.

(1) Le dollar est de 5 fr. 15.

Les cérémonies, pour être initié dans les mystères du trade-unionisme, sont passablement humiliantes pour l'ouvrier qui a un peu conscience de sa dignité; c'est presque une sorte de franc-maçonnerie : serments, mots d'ordre, signes cabalistiques, etc., le tout copié sur les loges du Grand-Orient.

Dans chaque union, il y a une foule de fonctions toutes plus rétribuées les unes que les autres, et formant des sortes de sinécures qui valent presque celles de députés d'un Etat. Il y a un président et deux ou trois vice-présidents, un secrétaire et des secrétaires-adjoints, des membres de comité et un « walking delegate » dont les fonctions consistent à visiter les chambres et les ateliers, pour s'assurer qu'il n'y a pas de non-unionistes travaillant avec des unionistes. Ce « walking delegate, » perçoit, pour ne rien faire, un salaire égal à celui des ouvriers de son union. Les présidents et les secrétaires reçoivent souvent des honoraires plus élevés suivant l'importance des unions.

Le président de « The Federation of the United mine Workers of America » reçoit 3.000 dollars par an (15.000 fr.), sans compter ses frais de voyage et de déplacement.

Le président de la « American Fédération of Labor » (Federation américaine de travail) perçoit chaque année 5.000 dollars (25.000 frs.), en plus de ses frais de voyages et de déplacement.

Il est facile de comprendre que tous ces Messieurs, n'ayant dans la tête aucune idée générale, ne peuvent s'occuper d'autre chose que de vivre comme les pires des bourgeois et qu'ils font tout pour conserver leurs privilèges ; pour cela ils usent envers les unionistes, qui sont sous leur dépendance, d'une autorité qui n'est rien moins que tyrannique; quelques exemples suffiront pour le prouver.

Les ouvriers et ouvrières employés dans les abattoirs et dans toutes les fabriques de conserves de Chicago, au nombre de 25.000 environ, sont en grève depuis plusieurs semaines. Dès le début de la cessation du travail, le secrétaire de la fédération des employés des abattoirs et des fabriques de conserves de Chicago, dans un meeting, prononça ces paroles que je traduis scrupuleusement : « Je veux que tous les « unionistes respectent les lois et se soumettent à l'autorité; le premier que je saurai « avoir commis le moindre délit, j'irai moi-« même le dénoncer à la police et le ferai « arrêter. »

Dans les rues de Chicago les « leaders » des unions se mêlent aux grévistes pour les maintenir dans le calme le plus parfait. Ces « leaders » ont prié les chefs de la police de les aviser dès que les grévistes auraient l'intention de passer du platonique à l'action.

Dernièrement Gomper (le président de the American Federation of Labor), demanda l'expulsion d'une union d'ouvriers imprimeurs pour avoir usé de « tactiques brutales » pendant une grève, ce qui se traduit : avoir fait acte d'énergie pendant une période de grève.

Au mois de novembre dernier, les mineurs d'une mine de l'Etat de l'Illinois s'étant mis en grève, pour protester contre une réduction de salaire imposée par leurs patrons, furent obligés de reprendre le travail sous les menaces de Mitchell, le président de « The Federation of the United mines Workers of American ».

Des mineurs grévistes, expulsés du Colorado, me disent ceci : « Ce ne fut point l'énergie qui nous manqua pour combattre contre les cow-boys de la milice à la solde des capitalistes du Colorado, mais nos « leaders » nous avaient tellement recommandé la passivité, que nous n'osâmes pas nous défendre, même lorsque sans motifs aucuns, nous fûmes attaqués par les bandits de grands chemins et par les forçats évadés qui composent la milice aux ordres de Peabody, le sinistre gouverneur du Colorado. »

Dans les réunions des unions, les membres ne peuvent jamais prendre la parole pour exprimer leur façon de penser ou pour critiquer la conduite des « leaders ». Il y a parmi les unions une telle discipline abrutissante, que nul ne peut réagir contre cette sorte de léthargie de la pensée qui règne parmi les organisations ouvrières des Etats-Unis. Nous, les anarchistes qui, par la force des choses, sommes affiliés à ces organisations ultra-autoritaires, nous nous voyons impuissants à attaquer de front le trade-unionisme américain. Cependant, sans hésiter, nous ne manquons jamais une occasion de porter nos coups vers les leaders des Trade-Unions ; si nous ne pouvons parler dans les unions, nous ne négligeons pas la propagande d'individu à individu. L'on commence à nous comprendre et bientôt notre activité portera ses fruits.

(*A suivre.*) LAURENT CASAS.



Une expulsion de locataires à Cork a donné lieu à de sérieux incidents.

Le shériff n'a réussi à accomplir son mandat qu'avec l'aide de cent hommes de police. Ceux-ci ont dû faire usage de leurs baïonnettes contre les amis du locataire qui se défendaient avec des barres de fer rougies au feu.

De nombreux agents ont été blessés ; il y a eu une trentaine d'arrestations.

* *

Les pertes des Russes dépassent, me dit-il, 25,000 hommes. La Croix-Rouge est incapable de venir en aide aux blessés. Suivant une dépêche privée, ces malheureux se traîneraient à travers champs en s'aidant les uns les autres. Le spectacle est, dit-on, épouvantable et sinistre.

(Le Journal, *16 octobre.*)

* *

Le leader ouvrier Weinseimer, le successeur de Sam Parks, président des ouvriers du bâtiment de New-York, mort récemment dans la prison de Sing-Sing, où il avait été enfermé pour extorsions au préjudice des employeurs, est à son tour traduit devant les tribunaux pour les mêmes faits délictueux.

Des entrepreneurs qui ont déposé devant la cour ont déclaré que Weinseimer les avait menacés de faire faire la grève par leurs ouvriers, s'ils ne lui remettaient pas une certaine somme ou une part des bénéfices que devait leur rapporter telle ou telle entreprise.

Weinseimer justifiait ce chantage à la grève par cet aveu dépouillé d'artifice : « Croyez-vous que je m'occupe de ces questions du travail pour le plaisir ? »

POURQUOI ET COMMENT

ENTREPRENDRE UNE DÉFINITION DE L'ART

(*Suite et fin*) (1)

Nous allons pouvoir, maintenant, regarder notre sujet avec plus de confiance.

Nous savions déjà que le rôle très modeste du philosophe de l'art consiste à travailler sur une matière que l'expérience lui fournit. Nous savons maintenant que ce terrain d'étude ne viendra pas à manquer. Il est assez solide pour que nous soyons sans inquiétude. Si l'on désire savoir ce qu'est l'art, il suffit de regarder avec quelque intelligence les grandes œuvres consacrées par l'admiration des hommes, de les étudier, de les analyser, de les comparer. C'est la méthode scientifique, elle s'applique ici d'une façon plus rigoureuse qu'on le croit d'ordinaire.

La grosse question n'est pas de discerner entre l'art et ce qui pourrait être pris pour l'art, entre l'art et sa contrefaçon, comme dit Tolstoï. En réalité, il n'y a pas l'art et sa contrefaçon. Il y a l'art réussi et l'art manqué, le bon et mauvais art, l'art élevé et l'art inférieur, et entre ces cas extrêmes des degrés à l'infini.

Le difficile n'est pas de découvrir les *vraies* œuvres d'art là où elles se cachent méchamment, ni de s'entendre sur leur hiérarchie. C'est, une fois l'œuvre donnée par l'expérience, consacrée par le temps, de savoir bien découvrir en elle tout ce qu'il y a ; non seulement énumérer ses caractères, mais les classer, les hiérarchiser par ordre d'importance ; ne pas prendre l'accessoire pour l'essentiel et inversement ; ne pas confondre ce qui appartient en propre à l'art avec ce qui provient seulement de l'époque, du lieu, du milieu, de la race. C'est ainsi seulement que l'on déterminera le sens véritable et profond de l'art, en quoi consiste sa force, son prestige et son action sur les hommes.

Regarder quelque chose, puis dire ce qu'on y a vu d'essentiel peut, d'abord, ne pas paraître difficile. Ça l'est pourtant, et beaucoup parfois. Combien de gens savent voir en une chose cette chose elle-même, et rien qu'elle ? Ne rien oublier de ce qui s'y trouve, mais ne rien non plus y ajouter ?

Et puis, en quelque domaine que l'on soit, pour bien comprendre il faut avoir non seulement de l'intelligence, mais de l'enthousiasme et de l'amour, se laisser quelque peu absorber, se placer non seulement en face, mais en dedans, pénétrer, s'installer en plein cœur, au centre. Sans quoi il arrivera trop facilement, à notre insu, que d'autres réalités se substitueront à celles que nous voulons connaître.

Le respect, l'amour et l'enthousiasme de l'art, voilà ce qui a manqué trop souvent, semble-t-il, à ceux qui entreprirent d'en pénétrer le sens. Les mieux préparés intellectuellement à cette tâche, les esprits les plus compréhensifs et les plus larges, n'ont pas abordé ce sujet assez directement, ne l'ont pas assez considéré en lui-même et pour lui-même comme un véritable centre d'idées et de recherches. Ils ne furent pas assez, en face de ce domaine, les chercheurs angoissés par le mystère d'une des plus extraordinaires puissances d'humanité. Philosophes, savants, ils avaient déjà enfermé le monde dans une formule et il fallut que ce petit coin qui restait, le domaine de l'art, fût placé sous l'empire de la même formule. Une fois construit le grand système, on bâtit tout contre et de même style, pour ne rien gâter, une petite annexe. Ce fut le logis de l'art et du beau, ou l'esthétique. Aussi les différents systèmes d'esthétique et les plus célèbres, nous renseignent-ils fort bien sur les conceptions philosophiques de leurs auteurs, mais souvent très mal sur la nature et le sens de l'art.

Le philosophe professe-t-il comme Fichte, que la vie est un perpétuel combat entre notre activité libre et notre activité limitée par celle d'autrui, il nous dit que l'art et la beauté sont la manifestation de la première, tandis que la laideur correspond à la seconde.

Quand le philosophe s'appelle Schelling et ramène toute question à celle de l'objet et du sujet, il nous explique que l'art est le résultat d'une conception d'après laquelle le sujet devient son propre objet, l'infini se devine dans le fini, la nature s'unit à la raison et le conscient à l'inconscient.

Lorsque, comme pour Hégel, tout nous ramène à Dieu, l'art est un moyen de produire de la beauté qui est, elle-même, une manifestation de Dieu.

Il serait trop long et parfaitement inutile de continuer cette énumération de systèmes. Au sortir de ces profondes spéculations, de ces théories abstraites, entrons dans une cathédrale gothique, regardons un tableau de Raphaël ou de Rembrandt, allons regarder la *Joconde*, relisons une fable de La Fontaine, un drame de Shakespeare, écoutons une mélodie de Schumann ou quelque vieux chant populaire, nous comprendrons que, trop souvent, nos grands esthéticiens nous ont parlé de tout, sauf de l'art lui-même. Au lieu de nous fixer, de nous retenir devant le phénomène étrange de l'art, au lieu de nous contraindre à réfléchir sur ce qu'il y a là de nouveau, de particulier et de caractéristique, ils nous en éloignent, au contraire, en s'efforçant de ramener l'art à autre chose, de faire rentrer les choses de l'art dans une explication générale du monde.

Comme de la manie systématique et généralisatrice des philosophes, gardons-nous avec soin contre tous les préjugés, toutes les déformations des autres spécialistes. La plupart des idées insuffisantes, aujourd'hui en circulation sur l'art, proviennent de là.

Pour le moraliste, pour l'homme qui ne voit dans le monde qu'une question de morale, l'art est un moyen de propager et de proposer d'une façon saisissante à la conscience humaine les maximes qui se dégagent à chaque époque de l'effort collectif vers le mieux. Et nous entendons, par exemple, Tolstoï soutenir que le but, l'essence de l'art, c'est d'enseigner la vraie religion, la religion chrétienne.

Avec le physicien, nous retombons de ces hauteurs morales et religieuses à un petit problème de science. Tout, ou à peu près, se ramène aux lois régissant les vibrations dont se composent les sons et les couleurs, lois invariables que l'artiste applique sans les connaître. Le fameux problème de l'art se réduit à quelques formules d'optique et d'acoustique.

Pour le physiologiste, c'est une vraie question d'hygiène. Il s'agit d'une dépense de force musculaire et nerveuse. L'art consiste à régler cette dépense. C'est un jeu, un exercice où s'emploient l'énergie vitale de l'homme, une fois satisfaits ses instincts élémentaires. L'art a donc pour but de rechercher entre toutes et de provoquer les sensations de nature à exercer normalement, modérément, certains de nos organes.

(1) Voir les nos 20, 22, 23 et 24.

Il faut qu'ils soient mis en état de déployer sans fatigue la plus grande activité.

Si vous vous adressez à l'historien, au sociologue, le point de vue change encore. Ceux-là ne voient dans l'art que des documents sur une époque, sur une civilisation. On dirait que l'artiste œuvra uniquement pour que nous soyions renseignés sur les mœurs, les idées, l'atmosphère sociale de son temps. C'est le transitoire, le contingent, ce qui varie et passe qui devient pour eux l'essentiel.

Il y a, entre tous, un spécialiste à qui sa spécialité empêche bien souvent de pénétrer la signification profonde et générale de l'art, et c'est l'artiste lui-même. Ne voyez pas là un paradoxe, rien n'est plus exact.

La première raison de ce fait, c'est que l'artiste est lui-même trop directement intéressé, trop intimement uni à l'art pour en parler d'une façon vraiment impartiale. L'artiste sera toujours porté à juger des choses de l'art dans le sens où l'inclinent son propre talent, sa propre personnalité.

Si l'on prend garde, en outre, que l'art se renouvelle par la forme plus que par le fond, on voit que le problème de l'art, pour l'artiste, consiste souvent à faire la même chose que ses devanciers, mais autrement. Il est donc naturel que l'artiste soit préoccupé beaucoup plus par la forme, le côté métier, la technique de son art, la façon dont il traduira ses impressions, ses visions, en un mot par la langue de verbes, de tons, de formes, de sons dans laquelle il s'exprimera. Il est naturel que la moindre innovation de cet ordre prenne à ses yeux une grande importance. L'art lui apparaît donc très souvent, à ce point de vue, un peu extérieur, superficiel et incomplet. Voyez le ton qui règne dans les déclarations de jeunes, les préfaces de combat, les manifestes de novateurs, dans tous les écrits, où, pour une raison ou pour l'autre, l'artiste se fait théoricien. C'est une continuelle dispute entre deux tendances, deux formules. Telle école, telle technique jadis glorieuse, est aujourd'hui vilipendée au profit d'une autre plus nouvelle. Couper son vers après le quatrième ou le sixième pied, peindre dans telle gamme de couleurs ou concevoir le drame lyrique selon une certaine tradition, constituent des crimes si graves qu'ils justifient les pires invectives, les plus sanglantes ironies. Le lecteur paisible, désintéressé, en vient à se demander comment des procédés aussi stupides purent servir, dans le passé, à élaborer tant de chefs-d'œuvre.

Si nous voulons avoir quelque chance d'édifier une bonne et valable philosophie de l'art, débarrassons-nous donc, au préalable, des préjugés de toutes sortes, religieux, moraux, sociaux ; défions-nous de nos habitudes et de nos déformations professionnelles ; oublions les systèmes, les doctrines avec lesquels, malgré nous, nous essayerions de faire cadrer le résultat de nos recherches. Dégageons-nous, en un mot, autant que possible, de tout ce qui pourrait fausser ou seulement rétrécir notre vision. Elevons-nous au-dessus des vues fragmentaires, incomplètes où se tiennent les spécialistes, sachons discerner derrière l'apparente contradiction des techniques, des écoles, l'identique et comprendre pourquoi des œuvres parfois si différentes parviennent à produire exactement le même effet. Prenons garde de ne pas confondre, dans l'art, ce qui varie et passe avec ce qui demeure. En un mot, au lieu de rapetisser et de compliquer, à la fois, cette grande question comme on l'a trop souvent fait jusqu'ici, parce qu'on l'a trop souvent envisagée à travers d'autres questions, sachons la regarder bien en face, dans sa plus grande simplicité. Ce sera le meilleur moyen de lui laisser toute sa signification et toute son étendue. Bref, sachons l'étudier en elle-même, pour elle-même. Elle en vaut la peine, je crois.

Quelque idée particulière que l'on ait sur l'art, il apparaît d'abord comme un des plus puissants moyens que les hommes aient eu pour agir les uns sur les autres, comme une imposante manifestation de leur génie. Il est naturel que l'homme cherche à pénétrer la nature de cette force humaine, la façon dont elle naît et s'affirme, le secret de son empire, le mécanisme de son action. Or il n'y parviendra que si, en face de ce grand problème d'humanité, il se rappelle toujours qu'il doit savoir rester un homme. Je veux dire qu'en ce domaine, comme en tant d'autres, la solution des problèmes que nous allons parfois chercher bien loin se trouve souvent à nos pieds et qu'il nous suffirait, pour la découvrir, d'un peu plus d'attention et d'humilité.

Nietzsche dit quelque part : « Celui qui donne d'un passage d'auteur une explication plus profonde que n'en était la conception, n'explique pas son auteur, il l'obscurcit. » Cette parole s'applique très bien à beaucoup de ceux qui ont écrit sur la philosophie de l'art. Trop souvent ils ont obscurci le sujet au lieu de l'éclairer, parce que trop préoccupés de découvrir des choses rares, nouvelles, savantes, ils en ont oublié d'autres très simples, très naïves, très élémentaires, qui sont justement les seules importantes, indispensables, essentielles. Car ce sont les seules qui s'adressent à l'homme, sans autre désignation, à tous les hommes quand ils s'interrogent, comme ils finissent par s'interroger quelque jour sur chacun des grands pouvoirs humains.

Ce sont ces vérités très simples, très naïves, très élémentaires, souvent émises de-ci, de-là, mais jamais peut-être présentées d'ensemble ni assez approfondies, que je voudrais essayer de mettre en lumière. Mais je n'entreprends pas cette tâche sans une grande appréhension. Car pour très simples, très évidentes que soient ces vérités, — ou bien, plutôt, à cause de cela, — j'ai peur de ne pas les exprimer avec assez de chaleur, de force et de clarté.

CHARLES ALBERT.

DE-CI, DE-LA

LA LAIQUE CLÉRICALE. — *L'instruction primaire étant gratuite et* obligatoire ; *d'autre part, les ouvriers n'ayant pas d'autre moyen de faire instruire leurs enfants qu'en les envoyant dans les écoles primaires, il s'ensuit que les enfants des libres penseurs, des socialistes, des anarchistes apprennent tout comme les autres, les* devoirs *envers soi-même, envers le prochain, envers Dieu.*

J'ai eu l'occasion de voir un manuel de morale civique conforme aux programmes officiels, et j'ai été écœuré de voir la soi-disant école neutre, la soi-disant école sans Dieu, de la voir, dis-je, si cléricale.

Je passe sur les devoirs des citoyens envers la patrie mais en lisant les devoirs envers le prochain et envers Dieu, on croirait lire une page de catéchisme.

∴

DEVOIRS ENVERS DIEU. — *Existence de Dieu. De même qu'une horloge prouve un horloger, de même l'ordre merveilleux qui règne dans la nature prouve un Dieu, créateur de cet univers et père de tous les hommes... l'Etre suprême est le résumé de toutes les perfections.*

∴

L'IMMORTALITÉ DE L'AME. — *L'âme survit au corps ; il y a une autre vie ; sans cela Dieu ne serait pas juste ; donc, il ne serait pas Dieu. En effet, l'homme juste est quelquefois très éprouvé sur la terre, et au contraire on voit des méchants prospérer. Il faut donc qu'il y ait une autre vie, où chacun reçoive ce qu'il mérite, où Dieu juge l'homme selon ses œuvres, le récompense s'il est bon, le punisse s'il est méchant.*

... Nous devons adorer *Dieu, parce qu'il est grand et qu'il est la perfection même ; nous devons* l'aimer *parce qu'il est bon ; nous devons lui* obéir *parce qu'il a le droit de nous commander, étant le maître de nos âmes comme de tout l'univers.*

Etc., etc., etc.

Ces citations se passent de commentaires.

GALHAUBAN.

AUX CAMARADES

On nous propose, à nouveau, de mener une campagne contre les tracasseries policières, si nous pouvons fournir un dossier assez nourri de faits probants.

Ce dossier peut se rassembler, si tous ceux qui, pour le fait de leurs idées, ont été tracassés par la police, veulent se donner la peine de nous en envoyer le détail.

Il y a deux ans, lorsque j'ai demandé ces renseignements, la campagne n'a pu avoir de suite, faute de réponses suffisantes. Je prie donc tous ceux qui ont des faits à signaler, de bien vouloir nous les communiquer, sinon il faudra conclure que la police a raison, puisqu'elle réussirait à imposer silence à ceux qui ont à s'en plaindre.

J. GRAVE.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

Dans certaines régions où le salaire est très bas et où la misère est chronique, il arrive que l'alcool est employé également comme aliment complémentaire. L'eau-de-vie vient compenser la nourriture insuffisante que peut donner à toute une famille un salaire de deux francs par jour, par exemple, et tous les membres de la famille, y compris les enfants, absorbent tous les jours leur ration d'alcool (2).

D'ailleurs, jusqu'à présent, le public était habitué à considérer l'alcool comme un tonique précieux et le vin (ou la bière) comme un aliment nécessaire. La notion de la nocivité des boissons alcooliques est de date relativement récente.

Quand l'alcool fut découvert au moyen âge (par les Arabes), il ne fut d'abord connu que comme médicament. Il faisait la base des recettes secrètes, connues sous le nom de « cordiaux », destinés à redonner des forces et à rendre la vie aux blessés, aux malades, aux épuisés, d'où le nom d' « eau-de-vie » qui fut donné à l'esprit-de-vin. C'est donc une vieille expérience qui a fait constater l'excitation passagère, le coup de fouet, le relèvement soudain des forces, produits par l'absorption de l'alcool. Cette vieille expérience est toujours exacte, et elle donne toujours de bons résultats dans le traitement des maladies fébriles infectieuses.

C'est cette expérience qui fait que l'usage de l'alcool est surtout répandu dans les régions froides pour produire un réchauffement rapide. C'est pour les mêmes raisons que l'alcool a été

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 des *Temps Nouveaux*.

(2) Enfin il faut ajouter que certaines professions entraînent plus spécialement à l'alcoolisme : garçons marchands de vin, cavistes, etc., garçons livreurs, obligés à chaque instant d'accepter un verre, certaines catégories de voyageurs de commerce, obligés de boire avec les clients de leurs patrons, cuisiniers, à qui l'on donne une partie du salaire en nature, sous forme d'allocation de vin, etc. ; il faut citer encore les professions exposées à la chaleur (fondeurs, etc.).

couramment employé, en temps de guerre, pour empêcher l'épuisement et le refroidissement des hommes de troupe, et leur permettre de fournir un dernier effort ; et c'est encore la coutume, sur les navires, de réconforter par une distribution d'eau-de-vie un équipage exténué par la fatigue et transi par le froid et l'humidité.

Le goût et l'habitude de l'alcool ont donc pu ainsi se répandre chez les marins, les pêcheurs et les habitants des côtes, surtout dans les régions froides. D'autre part, ce goût et cette habitude se sont épanouis dans l'armée en temps de paix, comme en un merveilleux terrain de culture.

Je me souviens que lorsque je suis passé au régiment, l'ivresse était considérée comme un haut fait. La seule distraction connue des simples soldats était de boire. L'alcoolisme (c'est-à-dire l'intoxication chronique) était absolument général chez les rengagés. On peut dire que dans l'armée c'est un vice traditionnel et favorisé par le désœuvrement. Avec le service militaire obligatoire pour tous, l'habitude de boire, de boire régulièrement tous les jours, s'est répandue dans tout le pays. C'est grâce à cette éducation, éminemment militaire et patriotique, que le public a pris goût aux apéritifs, et c'est la propagande de l'armée d'Afrique qui a fait la fortune de l'absinthe.

J'ai dit que, pour échapper à la tuberculose, il faut éviter tout surmenage, ne pas vivre dans un air vicié ou confiné, enfin avoir une alimentation suffisante. J'ai parlé du travail intensif ou prolongé et de l'insalubrité de l'atelier et de l'habitation ; j'ai fait aussi allusion à la falsification et à la mauvaise qualité des aliments achetés à bas prix (ex. : lait, etc.). C'est le salaire qui détermine les moyens d'existence, et par conséquent l'alimentation de la classe ouvrière.

Cette alimentation est assez souvent mauvaise, quelquefois mal préparée ; elle est viciée trop fréquemment par l'usage exagéré des boissons alcoolisées.

Cet abus a le surmenage pour cause première. Après une journée de travail fatigante, l'épuisement physique se traduit par une paresse de tous les organes : relâchement musculaire, diminution ou disparition de l'appétit, fatigue cérébrale avec sentiment pénible d'infériorité et de tristesse. Cet état se voit après les longues journées de travail. Mais la fatigue cérébrale, plus déprimante, est surtout accentuée après un travail intensif, même avec une journée beaucoup plus courte. Ce travail intensif tend à devenir de plus en plus la règle ; il est général dans les grandes villes.

Pour secouer la paresse, pour ne plus sentir la fatigue, pour redonner à l'esprit l'entrain et la gaîté, le travailleur sait, par expérience, que l'alcool peut, sous forme de vin ou d'eau-de-vie, lui donner rapidement ce résultat. Il en use, et voilà le point de départ d'un goût et d'une habitude qui deviendront funestes.

Ce n'est pas seulement à la fin de la journée que l'ouvrier sent le besoin de se remonter. Pendant la durée du travail, il est souvent astreint à des efforts pénibles qu'il faut pouvoir fournir à tout moment, exemple : charretiers, terrassiers, débardeurs, etc. Rien, en dehors du vin ou de l'eau-de-vie ne peut lui donner immédiatement l'énergie nécessaire. Il boit, parce qu'il a constaté pratiquement l'heureux effet de la boisson alcoolisée. Il ne peut pas se rendre compte lui-même qu'en faisant ainsi il s'use, qu'il brûle sa machine surchauffée par un travail intensif.

En somme, c'est *l'excès de travail* qui rend l'alcool pour ainsi dire indispensable à l'ouvrier. L'alcool crée de l'énergie ; par sa combustion il produit de la chaleur qui est utilisée en travail musculaire, c'est-à-dire en travail mécanique. Par sa transformation rapide, l'alcool peut donner immédiatement un résultat. Au fond, il agit comme un véritable aliment : les manœuvres avaient trouvé pratiquement, bien avant Duclaux, que l'alcool est un producteur d'énergie (1).

Cette production d'énergie se fait au bénéfice du patron et au détriment de la santé et de la vie des travailleurs. Le résultat, en effet, c'est l'usure rapide avec affaiblissement et déchéance.

D'une façon générale, le vin entre en assez grande quantité dans la consommation journalière des ouvriers ; il est pris aux repas et il fournit un appoint pour le travail intensif produit dans la journée. J'ai vu des cas où il complétait une alimentation certainement insuffisante, et où un bifteck se trouvait remplacé par un demi-litre ou même par une bouteille de vin.

La bourgeoisie, d'ailleurs, donne l'exemple aux prolétaires. Sans avoir pour excuse les durs labeurs et la misère, beaucoup de commerçants, d'industriels, de fonctionnaires, d'officiers, de bourgeois de toute sorte, prennent, en outre de leur bouteille de vin (et plus) par jour, un petit verre après le repas, sans compter l'apéritif avant le dîner (quand il n'y en a pas plusieurs). Ces gens-là ne se doutent pas qu'ils s'alcoolisent, et, du haut de leur correction, ils professent le plus grand mépris pour l'ivrognerie des ouvriers.

C'est la bourgeoisie, pour la satisfaction de ses aises, qui a pris, la première, l'habitude du vin à tous les repas. Autrefois, les ouvriers, comme les paysans, ne buvaient que de la piquette, ne pouvant goûter au vin que les dimanches et les jours de fête. L'usage du vin s'est peu à peu généralisé, sa consommation a augmenté considérablement avec l'intensification du travail. Il est encore resté la boisson préférée des gens du peuple, même en dehors des repas. La bourgeoisie, dans les cafés, montre plus d'inclination pour les breuvages de luxe, pour les mixtures invraisemblables infiniment plus toxiques.

La bourgeoisie a précédé les travailleurs dans l'usage des boissons alcoolisées ; cet usage était la conséquence du bien-être. L'abus s'en est suivi avec beaucoup de facilité. Il a été favorisé et propagé par le service militaire. Chez les ouvriers il a très souvent été imposé par l'excès de travail.

Il est commode aux moralistes bourgeois de reprocher aux ouvriers un vice qui est la conséquence de l'ignorance et de la misère. Je constate que les tableaux antialcooliques mettent en scène, toujours et exclusivement, des travailleurs. L'hypocrisie sociale recouvre tout, l'antialcoolisme officiel et universitaire.

Où donc est le rôle éducateur de la bourgeoisie ? On voit chez elle moins fréquemment l'ivresse ; mais il ne faut pas confondre l'ivresse ou alcoolisme aigu, accident passager, avec l'alcoolisme chronique. Le goût des boissons alcooliques est répandu dans toutes les classes de la société (2). L'ignorance fait que dans la classe ouvrière on s'en sert pour « se remonter ». Quand les ouvriers sauront, ils ménageront leurs forces et leur organisme.

Il faut donc savoir que l'alcoolisme chronique mène rapidement à l'usure. L'intoxication (empoisonnement) chronique amène une altération de tous les organes, principalement du foie, de l'estomac, du cerveau, de l'appareil circulatoire (artères, reins, cœur). Cette usure se traduit par une diminution de la résistance de l'organisme à toutes les causes offensantes. C'est ce qui fait qu'un alcoolique devient très facilement tuberculeux, c'est ce qui fait que la tuberculose prend chez lui une forme rapidement mortelle, revêtant parfois la forme de phtisie galopante.

D'abord l'estomac malade (gastrite alcoolique) ne peut pas supporter la suralimentation, suprême défense des tuberculeux ; parfois même il y a une inappétence complète et une impossibilité de prendre la moindre nourriture ; ensuite la débilité générale offre un terrain très propice à l'évolution de la phtisie. On comprend alors les immenses ravages que fait la tuberculose parmi ceux que l'alcoolisme a affaiblis et qui en même temps sont placés dans de mauvaises conditions.

L'alcoolisme est constitué par l'usage régulier et exagéré des boissons alcoolisées, aussi bien des boissons appelées hygiéniques par nos députés (vin, bière, etc.) que de l'eau-de-vie (rhum, cognac, etc.) et des mixtures à essence (apéritifs, absinthe).

La limite de consommation inoffensive est variable suivant les individus (taille et corpulence), suivant les occupations (travail de bureau ou travail physique au grand air). En général on devrait s'abstenir rigoureusement de tout apéritif, absinthe, etc., et ne prendre d'eau-de-vie que dans des cas exceptionnels (nécessité de se réchauffer après un refroidissement), sous forme de boisson chaude très étendue (grogs). Aux repas, il ne faudrait boire que du vin coupé (ou de l'eau pure), et la quantité totale de vin absorbée par jour ne devrait pas dépasser un demi-litre à un litre, maximum permis pour les ouvriers travaillant au dehors (forgerons, terrassiers, charretiers, etc.). Aux gourmets qui rechigneraient devant un tel régime, on peut permettre (1), un verre à Bordeaux de bon vin pur après le repas, quantité à retrancher sur la ration quotidienne. Jamais de boisson alcoolisée à jeun, quelle qu'elle soit, vin ou autre. Ajouter à la ration déjà forte d'un litre de vin par jour, des petits verres, des bocks ou des apéritifs, ou bien une quantité de vin plus grande, c'est s'acheminer plus ou moins sûrement vers l'alcoolisme.

On devient alcoolique sans le savoir et sans s'en douter ; il n'y a au début que des signes très légers : irrégularité de l'appétit et troubles de la digestion, énervement et irritabilité, sommeil agité. Puis apparaissent des troubles gastriques plus prononcés, les pituites, le tremblement des mains, la fatigue rapide, les crampes dans les mollets, les cauchemars de la nuit. Les désordres finissent par aboutir à la longue soit à la gastrite avec ulcère de l'estomac et vomissements de sang, soit à la cirrhose du foie avec hydropisie, soit aux hallucinations et plus tard à la folie (manie de la persécution, etc.), soit au delirium tremens, soit à l'attaque d'apoplexie précoce, etc. La plupart du temps, on ne va pas jusque-là. L'alcoolique est emporté par une maladie intercurrente aiguë (pneumonie, érysipèle, etc.) ou très souvent devient la proie de la phtisie.

(*A suivre.*) PIERROT.

(1) Il y a quelques années, M. de Lavarenne, dans la *Presse Médicale*, faisait la critique de la brochure *Misère et Mortalité* (E. S. R. I.) Selon lui, la thèse exposée par les auteurs sur l'alcoolisme était fausse, parce qu'on était parti sur ce point de départ que l'alcool est un aliment. Pour M. de Lavarenne, l'alcool n'était pas un aliment. Malgré ce jugement, la communication de Duclaux est venue donner raison aux auteurs de la brochure. J'avoue que cette constatation peut paraître lamentable au point de vue moral ; cependant je suppose que l'opinion scientifique de M. de Lavarenne a dû quelque peu se modifier.

(2) Ce goût va assez souvent jusqu'à la passion. Contre cette passion, la propagande *morale* ne peut être qu'impuissante. On a cherché à corser cette propagande morale avec la *peur*, moyen exécrable et tout aussi impuissante. Ces moyens auraient peut-être quelque influence (et c'est encore douteux) sur les faibles d'esprit qui boivent par respect humain (préjugé de la *tournée*).

(1) Remarque pour les anarchistes pointilleux et formalistes : le mot *permettre* a le sens dans lequel il est pris ordinairement dans une *ordonnance* médicale ; il s'agit ici de conseils que les consultants sont libres de suivre ou de ne pas suivre, mais en toute connaissance de cause et à leurs risques et périls.

A NOS ABONNÉS

Il nous arrive cette semaine un grand nombre de réclamations de numéros non arrivés. Nous nous empressons de les expédier, mais prions ceux qui ne reçoivent pas, de réclamer en même temps à leur bureau de poste.



France.

De l'utilité de la police des mœurs. — Sur la dénonciation d'un client, descente de justice dans une maison de prostitution de Nîmes, où une jeune fille de 16 ans était retenue malgré elle et arrestation des tenanciers. Cette jeune fille avait exposé son désir de sortir à plusieurs clients de la maison avec lesquels elle avait refusé d'avoir les rapports d'usage, et ils eurent la lâcheté de ne pas intervenir. Si elle n'en eût rencontré un plus pitoyable que les autres, elle y serait encore.

Le comité nîmois de la Ligue de moralité publique publie, dans le *Petit Méridional* du 5 septembre, la protestation suivante :

« D'après les renseignements publiés par les journaux sur l'affaire Olivier Parisot, les époux Olivier viennent d'être mis en liberté provisoire sans caution.

« Or, la fille Parisot, fût-elle la moins intéressante et la moins vertueuse des femmes, son inconduite n'atténue en rien la responsabilité des époux Olivier, pris en flagrant délit d'illégalité sur les trois points suivants :

« 1° Lorsqu'ils l'ont prise comme pensionnaire, elle était sans papiers établissant son état civil ; ils n'avaient pas le droit de l'engager dans ces conditions. Comment se fait-il que la police des mœurs ait toléré cette infraction aux règlements?

« 2° Les papiers, arrivés quelques jours après, prouvent aux tenanciers et à la police que, née en novembre 1887, la fille Parisot a seize ans. Pourtant, quoique mineure, elle est gardée dans la maison Olivier, sans que la police y fasse obstacle.

« 3° La fille Parisot ne voulant plus rester dans la maison des époux Olivier, n'a pu en sortir que grâce à une lettre anonyme adressée au parquet. Preuve que la liberté des prostituées enfermées dans les maisons de tolérance est purement illusoire, et que les partisans de la police des mœurs s'abusent, lorsqu'ils affirment que les femmes peuvent entrer et sortir de ces établissements à leur gré.

« L'opinion publique est en droit de s'attendre à ce que des lois récentes sur la prostitution des mineures et la répression du proxénétisme soient rigoureusement appliquées pour tenter de mettre un frein à des abus que le régime de la réglementation rend inévitables, d'ailleurs.

« En tout cas, il est inadmissible que les tenanciers délictueux bénéficient d'une indulgence qui serait scandaleuse et contre laquelle la Ligue de la moralité publique protesterait de toutes ses forces. »

La jeune fille a été confiée à la « Maison de relèvement » que l'Armée du salut a fondée à Nîmes.

Toujours à Nîmes :

Une personne rencontre dans la rue une jeune fille de 16 ans, qui lui demande l'adresse d'un bureau de placement. Comme on lui fait observer que tous les bureaux de placement ne sont pas sûrs, elle répond : « Je le sais, j'arrive d'Avignon, où j'avais été pour travailler; on m'a placée chez une femme qui m'a livrée à la prostitution. Les agents m'ont ramassée, on m'a mise à l'hôpital. Hier je suis sortie, il m'a été signifié de débarrasser la ville d'Avignon. Un agent m'a mise au train pour Nîmes. Au bureau de police de Nîmes, on m'a donné un billet de logement pour la nuit. Je sors de l'hôtel, je sais travailler et je ne demande que du travail. » Son interlocutrice la conduisit à la « Maison de relèvement » de l'Armée du Salut, où on la soigne, car elle est atteinte de syphilis.

Les Salutistes ont des « Maisons de relèvement » à Nîmes, Lyon, Paris-Neuilly et Bruxelles. Elles y « reçoivent gratuitement toute femme désirant abandonner sa vie mauvaise, sans distinction de culte, de nationalité, ni d'âge, ni de rang. » A Nîmes, m'écrit-on, elles ont en ce moment 18 jeunes filles, dont certaines ont à peine 14 ans. Quelques-unes viennent d'elles-mêmes, d'autres sont amenées directement. La maison est très bien située, il y a chambres, salles de bains et jardin. On peut y recevoir jusqu'à 30 jeunes filles. « La plupart de ces jeunes filles ne savent rien faire, c'est toute une éducation à entreprendre; il faut du temps avant qu'elles soient à même de gagner leur vie, et, en attendant, il faut que ces jeunes filles ne manquent de rien. »

Quoi qu'on pense des croyances mystiques des Salutistes et du côté ridicule de leurs exhibitions, on est forcé de convenir que leur façon de remédier à la prostitution est meilleure que celle de la police des mœurs et des partisans de la réglementation. Meilleure aussi que celle des orphelinats et ouvroirs catholiques, qui travaillent *pour* la prostitution en avilissant les salaires féminins, en jetant sur le pavé des jeunes ouvrières incapables de gagner leur vie en fabriquant de la lingerie à l'usage des hautes prostituées. J'ajoute que les Salutistes, toujours au rebours des congrégations catholiques ne thésaurisent pas, mais dépensent tout l'argent qu'ils reçoivent.

Disons qu'il existe, à Paris, une œuvre analogue à ces maisons de relèvement (« L'Œuvre Libératrice, » avenue Malakoff), où toute femme qui veut s'échapper de la prostitution est assurée de trouver asile, en attendant du travail, — mais où l'on ne l'ennuie d'aucune morale, d'aucun sermon, où l'on ne cherche à l'enrôler dans aucune secte, ce qui vaut encore mieux.

Mais tout cela, ce ne sont que des palliatifs. La prostitution ne diminuera qu'avec l'augmentation des salaires féminins, et ne disparaîtra qu'avec la disparition du salariat.

* *

Un juge, Bertulus, en ouvrant la session des assises, aurait fait aux jurés l'allocution suivante :

« Une session s'ouvre, nouvelle pour vous et pour moi. Nous sommes ici pour faire ensemble un effort commun de justice et d'humanité. Pensez, messieurs, que si le mal est punissable, les mauvaises actions sont toujours relatives, et la répression doit se mesurer, toujours, à cette relativité. Soyez indulgents pour tous les accusés. »

Belles paroles, pour peu qu'elles soient suivies d'actes qui leur soient conformes.

A une autre session, un juré avait affirmé son intention bien arrêtée d'acquitter tous les accusés, quels qu'ils soient. On s'est empressé de le remplacer par un autre.

R. Ch.

* *

Mœurs militaristes. — Le conseil de guerre du 6e corps à Châlons-sur-Marne a jugé la semaine dernière un beau type de brute militaire.

Le brigadier Robin du 25e d'artillerie, au camp de Châlons, et faisant fonction de maréchal des logis, est accusé d'avoir porté des coups ayant occasionné des blessures aux canonniers Duffaux, Sonnet et Baudoin; l'enquête a révélé les faits suivants :

En juin 1904, il ligotte Sonnet pendant que celui-ci dormait sur son lit; puis le fait tomber à terre, va chercher un clou, l'enfonce dans le parquet, y noue une corde à laquelle il attache le malheureux, toujours étendu et incapable de bouger. Robin va ensuite chercher de la paille et des journaux, dispose le tout autour de Sonnet, et y met le feu; enfin il prend la cruche de la chambrée et la verse sur la tête de la victime.

A la même époque, il étrangle à moitié Bauduin, le frappe si violemment au visage que l'autre saigne abondamment et termine sa « brimade » par des coups de balai.

Enfin, le 8 juillet, Robin accomplit le tour de force (!) suivant : il ordonne à Duffaux, sous menace de le faire passer au conseil pour refus d'obeissance, de monter sur la planche à bagages de la chambrée; une fois Duffaux monté, Robin fait basculer la planche jusqu'à ce que le malheureux dégringole, juste sur un « chevalet » qui se trouvait là et qui fut brisé; dans sa chute, Duffaux se blessa au genou si gravement qu'il s'évanouit et que, transporté à l'hôpital, il y demeura trente-huit jours.

Les témoins déclarent que Robin agissait ainsi pour les forcer à jouer avec lui ou pour les obliger à lui payer à boire.

Robin avoue presque tous les faits; il ne cesse de sangloter durant les débats.

La brute a été condamnée, mais d'autres feront comme lui car cela est inhérent au métier.

Dresser des hommes pour tuer et s'étonner ensuite qu'ils soient cruels.

Mouvement ouvrier. — Il faut croire que tout ne va pas pour le mieux et que la vieille, trop vieille Fédération du Livre, ne donne pas toutes les satisfactions qu'ils en attendaient à ses syndicats adhérents, ou à ceux qui auraient pu et qui auraient dû adhérer à leur Fédération d'industrie car ces jours-ci. s'est tenu à Paris, un Congrès des presses typographiques.

Pour ma part, je regrette ce morcellement à l'infini et j'estime que dans la lutte que les travailleurs ont entreprise contre le patronat, la Fédération d'industrie comme forme d'organisation est, je crois, de beaucoup préférable et répond mieux aux besoins de la lutte ; c'est pourquoi j'eusse préféré, personnellement, voir les camarades adhérer au Livre et essayer d'en changer l'esprit.

Les camarades des presses typographiques n'ont pas cru devoir le faire. Je ne doute pas qu'il n'y ait d'excellentes raisons à cela.

Une vingtaine de délégués assistaient à ce premier congrès, qui avait surtout pour but de jeter les bases de la nouvelle Fédération. Les syndicats de Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Dijon, Paris, etc., ainsi qu'un certain nombre de syndicats en formation avaient envoyé des délégués.

Après la discussion et l'adoption des statuts de la nouvelle organisation, qui est dès maintenant définitivement constituée, le Congrès a examiné sur quel terrain la lutte devrait être menée.

Ne pouvant faire ici un compte rendu, même très écourté, je me contenterai de donner quelques extraits des principales résolutions qui montreront dans quelle voie entend marcher la nouvelle Fédération, qui, dans tout, s'inspirera de la méthode d'action révolutionnaire qui est celle de la Confédération.

Le Congrès a examiné tour à tour le travail dans les prisons et dans les asiles dits « philanthropiques », qui fait un tort considérable à la corporation. Une propagande énergique sera menée pour faire cesser ces abus.

Le Congrès a examiné aussi la question du développement du machinisme « dont profite seul le patronat », et la question du travail des femmes résolu par l'ordre du jour ci-après :

« Le Congrès, s'inspirant que l'émancipation de la femme doit être aidée, sans encourager l'entrée de la femme dans les usines et ateliers, déclare qu'il est conforme à l'esprit de solidarité et d'émancipation des deux sexes, d'admettre dans les ateliers et dans les groupements la femme à *travail égal, salaire égal.* »

Sur l'action générale de la nouvelle Fédération, la résolution suivante a été prise :

« Considérant, d'une part, que la situation des ouvriers de l'impression en province est précaire par la modicité des salaires; d'autre part, chaque syndicat, par le fait de sa création et de sa vitalité, est une arme de lutte contre l'exploitation patronale, peut donc être appelé, un jour ou l'autre, à réclamer, par la grève, ses droits à la vie; nous invitons donc chaque syndicat à ne pas attendre que l'exploitation patronale les force à se mettre en grève, mais se préparer à cet effet et être prêt à tout instant..... etc., etc. »

Par ces résolutions énergiques, il est à prévoir que la nouvelle Fédération fera bientôt parler d'elle. Souhaitons-le, car la situation de ces travailleurs n'est guère brillante, et le nouvel organisme sera certainement un stimulant pour les luttes à venir.

* *

M. Mallarmé, préfet maritime et amiral à Brest, a une façon à lui de comprendre la liberté. Ce haut galonné a en effet la prétention d'interdire aux ouvriers brestois qui travaillent à l'arsenal, de penser librement et de dire ce qu'ils pensent.

Pour les quelques francs par jour que leur octroie l'Etat patron pour un travail souvent très pénible, l'amiral entend, lui, avoir non seulement le travail, le « respect de sa personne » mais encore leurs consciences, ce qui serait véritablement pour rien.

Dernièrement, c'était à propos de paroles prononcées par des militants en réunion publique, que cet amiral de café-concert intervenait par une circulaire affichée dans les ateliers. Les ouvriers ne se laissèrent pas ainsi dicter leur conduite, et, provoquant, immédiatement, une autre réunion, en profitèrent pour dire son fait à l'amiral, ce qu'ils pensaient et l'usage qu'ils avaient l'intention de faire de sa circulaire.

Hors de l'arsenal comme de toute autre usine, les travailleurs brestois affirmèrent leur droit à la liberté de parole et répondirent à l'amiral que, s'i.

avait des observations à leur présenter, il n'avait qu'à venir à la réunion, que celle-ci était libre, que la contradiction était admise, qu'il pourrait y exposer ses griefs, et enfin que là, mais là seulement, il lui serait répondu.

L'amiral, trop gros personnage, naturellement, n'a pas répondu à l'invitation des travailleurs et menace de renvoi ceux d'entre eux qui ont des idées différentes des siennes sur la question sociale en général, où plus simplement sur la discipline.

De ce fait la situation est tendue à Brest, les travailleurs, quels qu'ils soient, sont bien décidés à faire respecter la liberté d'opinion sous toutes ses formes, et il est à prévoir que l'amiral récalcitrant en sera pour ses frais de circulaires et pour ces menaces, et qu'il hésitera à provoquer un conflit qui ne manquerait pas de se produire, s'il voulait persister dans ses prétentions.

Que serait-ce tout de même si nous n'étions pas en république et si celle-ci n'était pas un « régime de liberté! »

⁂

Des camarades de Pivoteau, ainsi qu'un certain nombre de militants, dans le but d'essayer d'arracher à la justice bourgeoise celui qui fut la victime d'un valet du patronat, ont formé un comité de propagande et se proposent de faire connaître au public l'homme qu'était Pivoteau.

Des réunions vont avoir lieu, et voici les principaux passages de l'appel lancé par « Le Comité Pivoteau » :

« Quelques jours seulement nous séparent de la comparution en cour d'assises du camarade Pivoteau qui, le 3 juillet dernier, tua le contremaître Pélissier, de la maison Derriey.

« Comme nous, vous savez que les gens appelés à rendre ce qu'on appelle la justice, ne voudront voir en Pivoteau qu'un assassin.

« Cependant, tous ceux qui le connaissent, savent que Pivoteau résume en lui toutes les qualités qui élèvent un homme. Il a donc fallu qu'il ait de graves motifs pour accomplir son acte aussi froidement.

« C'est ce que le Comité, qui s'est formé spontanément, a voulu rechercher.

« Il résulte de l'enquête faite par le Comité, que Pivoteau fut poussé à bout par la mauvaise foi et les méchancetés de Pélissier.

« Il nous a suffi de nous présenter chez ceux qui avaient connu notre ami, pour que les preuves abondent en faveur de Pivoteau. Tous s'accordent à louer la grande bonté de notre camarade et l'élévation de son caractère. Et, dans le volumineux dossier que nous possédons, il n'y a pas le moindre indice qui soit défavorable à Pivoteau.

« Par contre, tous ceux qui ont connu le contremaître Pélissier, le montrent comme un homme méchant, vindicatif, qui abusait souvent de sa situation de contremaître pour faire des vilenies à tous ceux qui ne lui plaisaient pas, et parmi ce nombre était Pivoteau.

« Les débats du procès Pivoteau seront, du reste, édifiants pour tous ».

La première réunion a eu lieu dans la grande salle de la Bourse du travail; d'autres suivront. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de ce qui sera fait.

⁂

A Cholet et dans les environs, la grève continue sans incidents notables. Il y a là-bas dix à douze mille travailleurs en grève, ce qui représente au bas mot 25.000 personnes dans la misère et tout est calme, et rien ne bouge; à tel point que c'en est plutôt désespérant.

Les patrons qui ont en magasins des avances assez sérieuses, qui ont le nécessaire et même le superflu, attendent que les malheureux grévistes soient las de souffrir. Le comité de la grève lance un manifeste qui, à mon avis, ne changera pas grand'chose à la situation, attendu que même la solidarité de la classe ouvrière tout entière parviendrait difficilement à secourir les malheureux grévistes.

Peut-être dans ces conditions y aurait-il mieux à faire. Je sais bien que « l'opinion publique » cette garce, ne serait peut-être pas avec les grévistes, mais ce qui est plus important pour eux, les patrons obligés à se montrer deviendraient peut-être un peu moins intraitables.

J'ai dit la situation de ces malheureux l'autre semaine; voici un passage du manifeste qu'ils publient qui vient à l'appui de ce que je dis plus haut.

Et pourquoi toute cette misère? Pour une question de tarif et de quelques centimes d'augmentation par jour. Nos patrons affameurs se refusent à tout arrangement, voulant à tout prix nous faire succomber pour nous exploiter davantage. Car nos maigres salaires de 1 franc et 1 fr. 50 par jour ne nous permettront pas de lutter bien longtemps.

Implicitement, ils reconnaissent ne pouvoir lutter plus longtemps dans de semblables conditions, mais alors, c'est que la tactique ne vaut rien et qu'il faut en changer!

Pour ma part, je le souhaite sincèrement et cela le plus promptement possible.

⁂

Le patronat est en train de tenter à Cette ce qui a si bien réussi à Marseille, c'est-à-dire de tuer le syndicat des dockers. Je rappelle que les dockers cettois, grâce à leur cohésion, ont obtenu, il y a déjà près de trois ans, la journée de huit heures avec un salaire de 8 francs par jour.

Certains patrons tentant de faire décharger leurs navires avec une équipe formée par un renégat jaune, les dockers vinrent les en empêcher un peu violemment et une partie de la cargaison déjà débarquée fut précipitée dans les bassins. De plus, il y eut quelques blessés parmi les jaunes. Les dockers syndiqués, après cette bagarre, reprirent le travail, mais la situation reste très tendue.

La grève des employés des tramways de Cette dure toujours. Presque chaque nuit, et malgré une surveillance active, la ligne est endommagée sur quelques points. Le directeur fait procéder, sous la garde de la gendarmerie, à la réparation des voies.

Ce M. Robert, directeur de la Compagnie des tramways, qui est surtout la cause que la grève n'est pas terminée depuis longtemps, a manqué de payer son entêtement, ayant été pris à partie par des manifestants et bousculé, et a dû se réfugier dans une maison voisine. On dit qu'il a reçu des contusions, mais sans gravité.

On signale tous les jours de nouveaux dégâts sur les lignes de tramways. Quarante mètres auraient été coupés boulevard des Casernes et vingt mètres à la Corniche. Dans ce dernier quartier le câble a été jeté à la mer.

La grève continue.

P. Delesalle.

⁂

Chez les mineurs. — Prenant sans doute exemple sur les Compagnies marseillaises, voilà que la Compagnie des mines de Villebœuf (Saint-Etienne) veut, elle aussi, imposer à ses ouvriers le contrat individuel. Jusqu'à maintenant les ouvriers d'une telle catégorie étaient payés tant; boiseurs, tant; remblayeurs, tant. On connaissait les prix, on savait d'avance ce qu'on allait être payé. Aujourd'hui, il n'en va plus de même. Les malheureux que la faim talonne sont avertis par l'ingénieur qui donne du travail qu'on les embauchera s'ils veulent travailler pour 4 fr. 25 au lieu de 4 fr. 75, pour les boiseurs par exemple, ou 3 fr. 75 au lieu de 4 francs pour les remblayeurs.

Et comme la faim est mauvaise conseillère, les pauvres gars acceptent, la rage dans le cœur, cette diminution de salaires. Et il en sera ainsi tant qu'ils resteront isolés.

Galhauban.

Espagne.

L'affaire d'Alcala del Valle. — Nous lisons dans *El Porvenir del Obrero*, édité par les camarades de Mahon : « Il paraît que l'examen médical auquel ont été soumis les ouvriers torturés n'a donné aucun résultat. Nous nous y attendions. Il faudrait pour que la question fût éclaircie, qu'il arrivât ce qui s'est produit pour Montjuich : que quelques-uns des détenus passent à l'étranger, et que les médecins de l'étranger démentent, comme alors, les médecins et les gouvernants espagnols. Ce serait un nouveau titre à la gloire des Torquemadas modernes. »

Etats-Unis.

Talbotton (Géorgie). — Deux nègres, sur la dénonciation d'une femme, ont été arrêtés. On les accusait d'être membres du « Before Day Club », association de noirs qui a pour but de détruire par tous les moyens possibles les hommes de race blanche !!

En vérité, cette association n'existe que dans l'imagination de gens en quête de nègres à lyncher. D'ailleurs, l'absurdité de l'accusation était si évidente que le jury a acquitté les deux prévenus.

Mais la foule veillait. Mécontente des juges, qui pour cette fois avaient fait preuve de justice, elle songeait à prendre une revanche éclatante, tandis que les deux acquittés, heureux d'avoir échappé à une mort certaine, ne pensaient guère au sort que cette bonne foule leur réservait.

Peu de temps après leur mise en liberté, les malheureux ont été poursuivis, rejoints et exécutés séance tenante.

Le premier de ces nègres, un jeune homme de seize ans, a été blessé mortellement à coups de fusil et a expiré au bout de quelques heures. Le second a reçu à bout portant une balle dans l'œil droit et, comme le premier, il a expiré. Il est superflu de dire qu'aucune arrestation n'a été opérée.

On a parlé d'une Association de nègres ayant pour but l'extermination des hommes de race blanche.

Eh bien! il ressort du fait que je viens de rapporter et de tous les faits analogues qui se produisent un peu partout dans les Etats-Unis, que l'Association Noire n'est qu'une légende inventée par les brutes blanches qui s'offrent alors, à volonté, les plus belles scènes de cannibalisme.

Toujours la question du lapin et du chasseur : cette fois encore, c'est le lapin qui a commencé.

Pour ma part, je serais fort heureux si les nègres résistaient aux lyncheurs, si, dans ce but, ils constituaient des groupements de défense. Peut-être verrions-nous quelques hommes blancs, pénétrés de l'esprit de justice, prêter main-forte aux persécutés. Je crois qu'ainsi la loi de Lynch trouverait moins d'amateurs.

Antdoine.

Nouvelle-Calédonie.

Les habitants, ici, pour un chou ou pour une fève, se couperaient parfaitement le cou. Je ne connais pas non plus de contrée où l'exploitation commerciale soit plus cyniquement féroce. Malheur à qui ne peut se procurer les choses les plus usuelles ! Les pieuvres du négoce l'enlacent et le sucent jusqu'au sang ! C'est hideux à voir. La misère y est actuellement atroce : trois années de sécheresse intense, des cyclones et des inondations continuelles et les sauterelles ont détruit toutes les récoltes et les pâturages. Bêtes et gens, tout souffre de la faim, c'est navrant à voir !...

C'est à ce moment précis et désastreux que les grandes compagnies financières et minières (Rothschild en tête) ont pris prétexte d'une surtaxe sur la production du minerai pour arrêter toute exploitation. De telle sorte qu'à chaque carrefour de route, on rencontre des bandes d'ouvriers affamés sans travail — (des libérés surtout), — qui traînent leurs loques et les trafiquent aux indigènes contre quelques taros pour apaiser leur faim ! Si à ces vagabonds forcés vous ajoutez les nuées d'Asiatiques, de Dalmates, d'Indous et de noirs des autres îles que le gouvernement a fait venir ici, sous le prétexte de procurer de la main-d'œuvre à bon marché aux exploiteurs, vous aurez un tableau piquant autant que lamentable de ce qui se passe dans le charmant « Eden du Pacifique ! ». Ruine, misère, spoliation, écrasement des petits par le gros et les grands, tyrannie du capital et du gouvernement sur le travailleur et l'indigent : voilà ce qui fleurit dans le « paradis des forçats » décrit à grand renfort de mensonges par les Jean Carol et autres fesse-mathieu de la presse bourgeoise !

L'abondance de copie nous force à renvoyer nos **Variétés** *et la* **Bibliographie.**

CONTES POUR ENFANTS

J'ai eu raison de ne pas me décourager. Depuis la semaine passée, il est rentré 60 adhésions nouvelles. Ce qui, avec les 150 francs promis, porte les souscriptions à 400 environ, chiffre auquel j'avais promis de marcher.

Il en faut de 5 à 600 environ pour couvrir les frais. On peut les trouver d'ici l'apparition du volume.

Je vais m'occuper de le mettre en main, et tâcher de faire une édition soignée.



Voici la lettre de M. Cheysson annoncée dans notre dernier numéro.

Chiroubles, par Villié-Morgon (Rhône), 11 octobre 1904.

Monsieur,

Un ami m'envoie à la campagne le numéro des *Temps Nouveaux* qui porte la date des 24-30 septembre 1904.

Ce numéro contient un article, où l'un de vos rédacteurs, M. Pierrot, déclare « qu'il a été stupéfait, « en lisant un de mes opuscules de 1886, de voir « qu'il paraissait copié mot pour mot sur un article « de Bertillon l'ancien, dans le *Dictionnaire encyclopédique de médecine.* »

A cette lecture, ma stupéfaction a été au moins égale à celle de M. Pierrot, et j'ai cru ne pouvoir mieux faire que de communiquer cette accusation à M. le docteur Bertillon, digne continuateur des travaux de son père, vigilant gardien de tout ce qui touche à sa mémoire, et directeur de la statistique municipale de la ville de Paris.

La réponse de M. le docteur Bertillon me donne pleine satisfaction et me dispense de tout commentaire.

J'ai l'honneur de vous la communiquer et je vous serais reconnaissant de l'insérer, en la faisant précéder des quelques mots qui constituent la présente lettre d'envoi.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

C. Cheysson,
Membre de l'Institut.

Paris, 36, avenue Marceau, octobre 1904.

Cher collègue et ami,

J'ai lu avec soin les deux ouvrages de vous, que M. Pierrot, sans préciser clairement, indique comme contenant des passages « copiés mot pour mot » sur un travail de mon père.

J'ai lu votre rapport sur « Les moyennes en statistique » (*Journal de la Société de statistique*, fév. 1886), je l'ai comparé avec l'article *Moyenne* de mon père. J'ai bien trouvé dans votre rapport, deux mentions très flatteuses pour mon très cher et très vénéré père, mais je n'y ai pas vu une ligne qui puisse lui être attribuée. Voici le texte d'une des mentions que vous faites de mon père : « L'auteur (le lauréat « du concours) suit pas à pas le magistral article « *Moyenne* de notre président Bertillon. Peut-être « a-t-il trop insisté pour redire, et parfois dans les « mêmes termes, ce qui est si bien dit par un article « connu de tous les statisticiens... » Ainsi, c'est vous qui lui reprochez de trop copier mon père (en le citant), mais ce n'est pas pour tomber dans le reproche plus grave de le copier sans le citer.

Quant à vos « Méthodes de statistique graphique », je les connais pour les avoir utilisées (en les citant) pour mon *Cours de statistique* publié en 1896. Mon père a peu écrit sur ce sujet; il a pourtant publié en 1876 une instruction à l'usage des auteurs qui voudraient participer à l'exposition de démographie de 1878 (qu'il a organisée et qui fut très brillante). Cette *Instruction* n'a rien de commun avec votre ouvrage.

M. Pierrot d'ailleurs ne précise pas. « Il se souvient... » « Il croit... » il invite « ceux qui ont du temps à perdre à vérifier ».

Je crois que c'est en effet perdre son temps que de chercher à vérifier.

Je sais très bien que vous êtes incapable d'une action qui ne soit pas scrupuleusement correcte et si, par extraordinaire, j'avais trouvé dans vos ouvrages quelques lignes tirées d'un autre auteur sans mention d'origine, j'aurais attribué le fait à quelque erreur matérielle, sans y attacher d'autre importance.

Je vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments de très haute estime, d'amitié et de dévouement.

Dr Jacques Bertillon.
Chef des travaux statistiques de la ville de Paris.

M. Bertillon fils, statisticien officiel, grâce aux travaux de son père (et, si je ne m'abuse, *repopulateur*, mais sans prêcher d'exemple), déclare n'avoir rien trouvé qui puisse justifier mon accusation. Je n'ai qu'une occupation dans la société, mais elle est terriblement absorbante. Je n'ai donc pas pu me rendre à la Bibliothèque nationale, pour être en mesure de donner les indications exactes d'ouvrage, de page, etc.; mais je trouverai un ami pour le faire. Mes souvenirs sont très précis : l'ouvrage, peu étendu, est un rapport pour l'un des congrès réunis lors de l'exposition de 1889; il porte essentiellement sur la description de la *Méthode graphique*, et il se trouve reproduire mot à mot le texte de Bertillon. Mais je ne puis pas compter sur M. Bertillon fils pour contrôler mon affirmation; il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. M. Cheysson se trouve être le collègue de M. Bertillon, mais à un degré supérieur, à la commission de statistique de la ville de Paris; il se trouve être le collègue de M. de Seilhac, mais aussi à un degré supérieur, au Musée social; il est membre de l'Institut; il est inspecteur général des Ponts et Chaussées, etc. Dieu seul, s'il existait, pourrait connaître toutes les fonctions de M. Cheysson; c'est un homme important et considérable. Je suppose, supposition légitime, à moins que lesdites fonctions ne soient que des sinécures, que M. Cheysson doit avoir au moins un secrétaire; je suppose que ce secrétaire est chargé de faire une partie (sinon plus) des rapports que signe M. Cheysson; je suppose qu'un secrétaire a pu copier un rapport signé innocemment par M. Cheysson. Tout cela n'est que supposition gratuite, mais expliquerait admirablement la stupéfaction de M. Cheysson, esprit pénétrant, dit M. de Seilhac, incapable d'incorrection, suivant M. Bertillon, quand il a eu connaissance d'une accusation de plagiat.

M. Pierrot.

Le camarade Hamelin, aux Plaines d'Angers, se charge de recevoir pour la région, les adhésions et les fonds pour l'édition du volume *Pour enfants*.

Un de nos camarades demande à acheter la cinquième année de la *Révolte*. Envoyer les propositions au journal.

L'Action Théâtrale, groupe artistique de la Rive gauche, se tient à la disposition des groupes U. P., syndicats et coopératives, pour l'organisation de leurs fêtes.

Répétitions tous les mercredis à 8 h. 1/2, salle de l'U. P. n° 6, rue Mouffetard.

Envoyer la correspondance au secrétaire de l'U. P. Mouffetard.

Union Syndicale des Ouvriers Menuisiers du département de la Seine.

Aux Ouvriers !

Il s'est formé au sein du Syndicat des Ouvriers menuisiers un groupe d'étude et de propagande, ayant uniquement pour objet d'instruire le travailleur sur tous les principes sociaux qui constituent la matérialité de son existence.

Considérant que la lutte d'intérêt corporatif menée jusqu'à ce jour par les Syndicats ouvriers, en général, ne répond pas suffisamment aux besoins et exigences de la classe ouvrière, il y a lieu de rechercher entre nous, quelles sont les causes de ce peu d'efficacité.

A cet effet, est constituée une Commission uniquement composée d'ouvriers.

Voici le but qu'ils se proposent :

Des réunions se feront par quartier où seront convoqués tous les ouvriers manuels de toute corporation. Les ouvriers menuisiers seront, principalement, invités à fin d'entente, sur les points qui pourraient nous unir.

Les discussions se feront, suivant un ordre donné, entre ouvriers et par des ouvriers. Chacune d'elles devra comporter un enseignement logique sur les conditions présentes de vie de l'ouvrier, leurs causes et leurs remèdes.

Tous les camarades qui s'intéresseront à ce genre de propagande, sont invités à apporter leur concours à la Commission qui se réunit tous les jeudis, à la Bourse du Travail, bureau des Menuisiers, n° 29, 3e étage.

Pour la Commission :
G. Olivier.

Groupe des Poètes et Chansonniers Révolutionnaires, salle Jules, 6, boulevard Magenta, 6.

Aux Organisations Ouvrières !

Camarades,

En fondant le *Groupe des Poètes et Chansonniers Révolutionnaires*, nous avons voulu développer le goût de la chanson sociale, en faire apprécier les beautés artistiques et en démontrer la valeur comme moyen de propagande.

Comme par le passé, nous nous tenons à votre disposition pour l'organisation entière ou partielle de vos fêtes.

Pour le Groupe et par ordre :
Léon Delsol, *secrétaire*.

Le groupe se réunit tous les mercredis, au siège social, salle Jules, 6, boulevard Magenta.

Aux Syndicats, groupes d'Etudes Sociales, aux groupes révolutionnaires et libertaires. — Des libertaires syndicalistes ont senti le besoin d'une propagande intense et efficace à Lyon. L'apathie et le désintéressement du prolétariat est cause de tous ses maux. Pendant que les politiciens et les exploiteurs le grugent sans vergogne, quelques révolutionnaires sont sortis de leur torpeur afin de mettre le holà sur la meute des exploiteurs de tout acabit.

Le groupe les *Temps Nouveaux*, désireux de mettre sous les yeux des travailleurs les œuvres saines des penseurs libres : Kropotkine, Elisée Reclus, O. Mirbeau, Grave, S. Faure, etc., et de vulgariser l'idée libertaire, se propose la fondation d'une Bibliothèque, de faire la propagande par la brochure et par l'affiche.

Néanmoins, jusqu'ici, la question pécuniaire a entravé l'action des camarades.

Nous nous adressons à tous les défenseurs du prolétariat, à tous les propagandistes des idées nouvelles; à tous ceux que l'état social actuel comprime, étouffe et révolte, à tous nous adressons un pressant appel de fonds, livres, brochures, journaux, pour faciliter l'œuvre entreprise, c'est-à-dire débarrasser la foule de ses préjugés, de son ignorance et de sa veulerie, de préparer des hommes sains de corps et d'esprit, capables d'envisager sans crainte l'avènement d'une société nouvelle.

Nous espérons que nos appels ne seront pas vains.

Prière d'adresser les fonds, livres, brochures, etc... au secrétaire provisoire du groupe des *Temps Nouveaux*, le camarade L. Basset, quai de Retz, 3 (1er arrondissement), Lyon.

A tous merci d'avance.

Charleroi. — **Congrès des Anarchistes-Communistes de Belgique**, 9 et 10 octobre 1904. — *Avis*. — Le compte rendu de ce Congrès, — rédigé d'après les notes prises en séances, — sera publié dans l'*Insurgé*.

Nous tenons à mettre les camarades en garde contre les comptes rendus, tronqués et archi-faux de la presse, bourgeoise et cléricale; comptes rendus dont la communication est l'œuvre d'un mouchard, et, signalons, pour en démontrer le jésuitisme, qu'il y est notamment question d'une séance de l'*après-midi du lundi*, alors que le Congrès était clos ce même jour avant midi.

Il est à remarquer que le mouchard susdit, sentant sa mèche éventée ne s'était pas présenté à la séance du lundi matin.

Pour le Congrès :
Le secrétaire,
Ad. Balle,
du groupe de Braly-Couvin.

VIENT DE PARAITRE

Responsabilités, drame, par J. Grave, une brochure, 2 francs.

Le Livre d'Or des officiers français, par A. Chapoutot, d'après les souvenirs et mémoires des officiers du premier Empire, 1 vol., 2 fr. 75.

Une superbe lithographie de Willette, ayant pour épigraphe : *La bonté s'étend sur toute la nature*, trois tirages : 1 fr. 10, franco, 2 fr. 25 et 5 fr. 25.



Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Réunion habituelle du Groupe, lundi 24 octobre, salle des commissions Bondy, Bourse centrale du Travail.

Vendredi 21 octobre, salle Vacheron, 110, boulevard de Belleville (20e arr.). Orateurs inscrits : Henri Grégoire, Ludovic Chemel. Entrée gratuite.

Samedi 22 octobre, salle Gizon, 78, avenue Michelet, Saint-Ouen. Orateurs inscrits : Arnold Bontemps, Ansbert Frimat, Georges Yvetot. Entrée gratuite.

Mardi 25 octobre, salle de la Justice de paix, à la Mairie de Levallois-Perret. Orateurs inscrits : Arnold Bontemps, Ansbert Frimat, Georges Régnier, Le Blavec. Entrée gratuite.

Mercredi 26 octobre, salle Léger, 108, rue du Temple (IIIe arr.). Orateurs inscrits : Pierre Monatte, Joseph Foray, V. Griffuelhes. Entrée gratuite.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 26 octobre, à 8 h. 1/2 : A la recherche d'une méthode morale, par Han Ryner.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 24 octobre, à 8 h. 1/2 : La Juridiction ouvrière, par Libertad.

Les Libertaires du XIIe. — Dimanche 16 octobre, à 2 heures après-midi, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton, grande matinée : Controverse publique sur l'Amour libre et soirée familiale avec le concours de nombreux camarades.

Cette matinée étant organisée au profit d'une œuvre de propagande, l'entrée est fixée à 0 fr. 30.

L'Aube Sociale (Université populaire), 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIe). — Vendredi 21, Conférence du Dr Poirier. — Mercredi 26, Armand : Impressions de voyage en Hollande. — Vendredi 28, Amédée Rouquès ; Art et art social.

Groupe d'Action pour la défense morale des instituteurs et institutrices laïques. — Mercredi 26 octobre à 8 h. 1/2 précises, Bourse du Travail, rez-de-chaussée, salle bas côté droit.

La Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (18e arr.), tous les soirs (dimanche excepté) de 8 heures à 10 heures ; Répartition des denrées. « Le Milieu Libre », jeudi 27 octobre à 9 heures du soir. Réunion des adhérents. Nouvelles de Vaux.

Amiens. — **A. I. A.** — Réunion samedi 29 octobre à 8 h. 1/2, rue des Gantiers, 49. On peut s'inscrire à la Cordonnerie ouvrière, rue des Orfèvres.

Réunion lundi 24 octobre, à 8 heures, salle Decourcelle au premier, rue Saint-Leu au Bloc. Ordre du jour :

Reddition de comptes pour la Presse et le Manifeste ; location d'un local. — Très urgent.

Avignon. — **Groupe l'Action directe.** — Réunion tous les dimanches, à 4 heures du soir, au premier étage.

Bordeaux. — Mercredi 26 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Saint-Paul, rue de Ruat, n° 25, conférence de Sébastien Faure sur : *La paix ou la guerre.*

Tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, rue Kléber, n° 95, au coin de la rue Laville, au débit international, chez Lachaud, réunion des groupes anarchiste et antimilitariste.

La Ciotat. — Samedi 16 courant, à 8 heures du soir, au *Bar Idéal*, salle du premier étage, causerie par le camarade E. Merle.

Ordre du Jour : Création d'une section A. I. A.

Lyon. — **Jeunesse Libertaire.** — Réunion samedi 22 courant, à 8 heures du soir, 13, rue Passet. Que les camarades qui peuvent se charger des causeries pendant cette période soient présents pour que nous fixions dès maintenant les sujets et les dates.

Nous venons de recevoir la 2e édition de la brochure : *Les deux méthodes du syndicalisme*, par L. Delesalle, qui était épuisée. Le 100 franco, 7 francs. L'exemplaire par la poste, 0 fr. 15.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau, *franco* . . . 1 85

Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais . . . 1 85

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine, franco . . . 2 75

L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine . . . 1 »

Autour d'une vie, par Kropotkine . . . 3 »

La Société future, par J. Grave . . . 2 75

La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave . . . 2 75

L'Individu et la Société, par J. Grave . . . 2 75

L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave . . . 2 75

Les Ventres, par Pourot . . . 2 75

Galafieu, par H. Fèvre . . . 2 75

Malfaiteurs, par J. Grave . . . 2 75

Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations . . . 2 75

Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau . . . 1 »

La Commune, par Louise Michel . . . 2 75

Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave . . . 2 »

Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis . . . 2 75

L'Amour libre, par Ch. Albert . . . 2 75

En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen . . . 2 75

Sous la casaque, par Dubois-Desaulle . . . 2 75

Ceux de Podlipnaïa, par Retchnikoff . . . 2 75

Les Jugements du Président Magnaud, annotés par Leyret . . . 2 75

La Colonne, par Descaves . . . 2 75

La Poigne, pièce de J. Jullien . . . 2 »

L'Ecolière, — — . . . 2 »

L'Inévitable Révolution, par un proscrit . . . 2 75

Œuvre, par Bakounine . . . 2 75

Humanisme intégral, par L. Lacour . . . 2 75

Biribi, par Darien . . . 2 75

Bas les Cœurs, — — . . . 2 75

Les Inquisiteurs d'Espagne, par Tarrida . . . 2 75

Au Palais, par F. Dumas . . . 2 75

L'Instituteur, par T. Chèze . . . 2 75

Fabrique de pions, par Z. Raganasse . . . 2 75

La Cage (pièce), par Descaves . . . 1 50

Les Chapons (pièce), par Descaves et Darien . . . 1 50

La première salve, par Rouquès . . . 1 50

Tiers-Etat, par Descaves . . . 1 50

Les Souliers (pièce), par Descaves et Vergught . . . 1 »

L'Antisémitisme, par B. Lazare . . . 2 75

L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus . . . 2 75

Librairie dramatique :

La Vie publique, pièce, par Fabre . . . 3 »

De chez Masson :

Les Colonies animales, par Perrier . . . 18 »

De chez Dentu :

Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus . . . 3 »

La Commune, par Lissagaray . . . 3 »

La Fin des bourgeois, par C. Lemonnier . . . 2 75

De chez Dujarric :

Les deux familles, par A. Pourot . . . 3 »

De chez Doin :

Le Transformisme, par J.-J. de Lanessan . . . 7 »

De chez Villerelle :

La Faiseuse de gloire, par P. Brulat . . . 2 75

De chez Hachette :

Petite Histoire du peuple français (pour les enfants), par P. Lacombe . . . 1 75

De chez Ollendorff :

Le Calvaire, par Mirbeau . . . 3 »

De chez Bellais :

La Guerre et l'Homme, par P. Lacombe . . . 2 75

Histoire de l'Inquisition au moyen âge, par Léa ; 3 volumes, chaque . . . 3 »

Opinions sociales (dont l'**Affaire Crainquebille**), par A. France, 2 brochures . . . 1 »

De chez Plon :

Deux vies, par P. et V. Margueritte . . . 3 »

La Commune, — — . . . 3 »

De chez Flammarion :

Les Paroles d'un révolté, par Kropotkine . . . 1 25

Lidoire, par Courteline . . . 2 75

Qu'est-ce que la propriété ? de Proudhon . . . 3 »

Idées générales sur la Révolution au XIXe siècle, par Proudhon . . . 3 »

Les balances (pièce), par Courteline . . . 1 »

Le gendarme est sans pitié (pièce), — . . . 0 70

De chez Schleicher :

La Vie ouvrière en France, par Pelloutier . . . 5 »

Les Enigmes de l'Univers, par Haeckel . . . 10 »

Les Religions, par A. Lefèvre . . . 6 »

Force et matière, par Buchner . . . 7 »

L'homme selon la science, par Buchner . . . 7 »

L'Histoire de la Création des Etres organisés, par Haeckel . . . 12 50

Science et Matérialisme, par Letourneau . . . 5 »

La Psychologie ethnique, par Letourneau . . . 6 »

Les Guerres et la Paix, par Richet . . . 1 50

Du Mercure :

Le Vagabond, de Gorki . . . 3 »

Les petits bourgeois . . . 3 »

En dehors de l'album, nous avons :

L'Inquisition en Espagne, dessin de Luce . . . » 50

Un repaire de malfaiteurs, par Willaume . . . 1 » franco. 1 40

Bakounine, portrait au burin, par Barbottin . . . » 50 — » 60

Proudhon, portrait au burin, par Barbottin . . . » 50 — » 60

Cafiero, portrait au burin, par Barbottin . . . » 50 — » 60

Un frontispice en couleur, par Willaume, pour le premier volume du Supplément . . . 2 25 — 2 40

Celui du deuxième volume, par Pissarro . . . 2 25 — 2 40

Celui du troisième, par Luce . . . 2 25 — 2 40



P. P., à Cozes. — Au bureau du journal, 0 fr. 10.

C., à Avignon. — Non, pas encore paru en français.

B, A., à Nice. — Insuffisant pour le journal.

G., à Bourg-Argental. — Reçu les deux abonnements nouveaux. Merci. Ils seront servis.

J. R., à Nimes. — C'est peut-être très spirituel, mais je n'en saisis pas du tout l'analogie. Il serait plutôt curieux, qu'ayant la charge et la responsabilité du journal, je n'aie pas à juger de l'opportunité et de l'utilité des questions à y traiter.

M., à Lyon. — Il sera expédié quelques numéros à C.

G. S., à Constantza. — Je vous envoie le catalogue des brochures. Nous perdons 30 0/0 sur les timbres.

B., à Turin. — J'attends les brochures. Vous ferai parvenir sitôt reçues.

S., à Rotterdam. — Le journal nous était revenu avec la mention « parti sans adresse ».

B., à Londres. — Nous exécutons les commandes de volumes pour n'importe où.

T. G., à Vaux. — On peut vous expédier tous les numéros : 0 fr. 10 l'exemplaire. Expliquez bien lesquels.

L., à Epinal. — Rien de plus facile lorsque le volume sera tiré.

P., à Venzolasca. — Pour le *Livre pour tous*, il faudrait s'adresser 8, rue de la Sorbonne.

J. D., à Masseret. — Trop de phrases. Il y avait mieux à dire et plus simplement.

Comité « Science et Raison », à Plaine-Haute. — Nous ne pouvons, faute de place, insérer les ordres du jour de groupes, si intéressants soient-ils.

A. à Lavalette. — Prenons note de la nouvelle adresse. Abonnement fin novembre.

T., à Chaumont. — Entendu.

M. V., à Reims. — *Chansonnier de la Révolution*, 0 fr. 30. Reçu pour les *Contes pour Enfants* : X. Y., 1 fr.

Reçu pour le journal : Orléans, G. P., 0 fr. 60 — P., 1 fr. — R. H., à Amay, 1 fr. — X., 0 fr. 50. — L. M., à Levallois, 1 fr. 25. — P., à Coulanges, 2 fr. — A. R., au Puy, 1 fr. — P., à Creil, 1 fr. — P., à Bourg-Argental, 0 fr. 50. — N. T., Sousse, 0 fr. 50. — Latapie, 2 fr. — L., 5 fr. — M. V., à Reims, 0 fr. 40. — T. et C., à Chaumont, 2 fr. — Merci à tous.

E. M., à Bar-le-Duc. — A. A., à Saint-Nazaire. — C., à Lunel. — G., à Auxerre. — D. R., à Buenos-Ayres. H., au Havre. — F., à Billy-Montigny. — H., à Denain. — B., à Pont-de-Beauvoisin. — L., à Chalon-sur-Saône. — O. K., à Genève. — J., à Ennemond. — M., à Buxières. — P. D., à Tilh. — B., à Toulièges. — B., à Monnai. — R., à Favières. — G., à Bussang. — B. B., Bruxelles. — G., à Vesoul. — G. M., à Toulouse. — R. L., à Honfleur. — L., à Epinal. — E. C., à Montluçon. — C. M., à Marseille. — B., à Mazac. — S. C., à Lisbonne. — L. V., à Autun. — M., à Dison. — M., à Flemalle Haute. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet, rue Bleue, 7, Paris.

Dixième Année. — N° 26 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 29 Oct. au 4 Nov. 1904



POUR LA FRANCE
Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 ✦ PARIS-Ve



Ils n'oseraient pas !

Hécatombes humaines, Hideuses tueries, Carnage sans précédent ! voilà ce qui se lit depuis quelques semaines à la manchette des journaux. Soixante mille morts et blessés pour la seule bataille de Liao-Yang. Le compte n'est pas fini pour les divers combats qui viennent de se livrer sur le Chaho et plus d'un tas de cadavres pourrit encore ignoré. Mais de l'aveu de tous, la boucherie fut plus effroyable encore. On parle de 42.000 hommes pour les seuls Russes et il y eut des convois de 30.000 blessés. Pour retrouver d'aussi gros chiffres, il faut remonter jusqu'aux plus sombres heures des annales rouges. Il ne se fit guère mieux à Sedan, Waterloo et Leipzig.

La lutte dépasse, paraît-il, en férocité tout ce que l'on connaît. Les batailles durent 8 jours et 8 nuits comme à Liao-Yang, 10 jours et 10 nuits comme au Chaho, sans repos, sans quartier. On ne s'arrête, littéralement, de tuer que lorsque les soldats tombant de faim, harassés de fatigue, n'ont plus la force de charger leur fusil ou de pousser leur baïonnette. Il y a quelques détails qui en disent long. Les mêmes positions sont prises et perdues dix fois de suite. Dans un des plus petits retranchements enlevés par les Russes, on n'a pas compté moins de 600 cadavres. De certains régiments une petite poignée d'hommes seule survit, et il est une division entière dont les unités fortes de 4.000 soldats au début de la campagne n'en comptent plus que 800 aujourd'hui. La consommation de projectiles, paraît-il, est effrayante : elle dépasse dans d'énormes proportions celle de toutes les autres guerres.

Mais coupons au hasard à travers les dépêches :

> Aujourd'hui est passé à Moukden un général de division blessé au pied. Sa division devait attaquer les hauteurs rocheuses du front est de la bataille. D'après le dire du général, l'attaque fut inouïe, les pertes épouvantables. Les soldats gravissaient sous une grêle de balles des pentes verticales, perdant cinq camarades sur six. La 6e compagnie du 23e régiment sibérien atteignit le sommet, se précipita sur les redoutes, mais fut reçue par les baïonnettes. Le capitaine fut élevé en l'air par les baïonnettes. Le reste de la compagnie périt avant l'arrivée des compagnies suivantes.

Un échantillon maintenant de la façon dont les choses se passent sous les murs de Port-Arthur :

> A la dernière attaque, les pertes japonaises furent énormes ; quelques jours après, on voyait encore les blessés lever les bras, dans un geste d'appel. On ne pouvait pas les secourir, parce que le feu était incessant.
>
> L'acharnement de la lutte était indescriptible, unique dans l'histoire. Les Japonais s'élançaient à la baïonnette, comme des fous, et en colonnes profondes où les obus creusaient de terribles sillons.
>
> Chaque fois qu'ils arrivèrent sur les lignes russes, des mêlées horribles eurent lieu, où les blessés luttaient encore jusqu'à la mort.
>
> On ne fit pas de quartier. On a trouvé des couples enlacés frénétiquement, les dents à la gorge et les doigts dans les yeux, morts ainsi.
>
> Dans la dernière attaque, la neuvième division japonaise fut lancée en deux colonnes, d'une brigade chacune. La première ayant faibli sous l'avalanche de fer, le général commandant la deuxième fit tirer sur elle et l'extermina.
>
> La rage était telle qu'à portée de voix les Japonais tendaient les poings en proférant des injures.
>
> Déjà les environs ne sont plus qu'un immense charnier où pourrissent des milliers de cadavres qu'on ne peut ramasser. L'odeur est si forte que les soldats russes doivent se boucher les narines avec des tampons camphrés.

Et l'on ne songe pas à s'arrêter. Personne ne cherche la transaction honorable. La Russie veut « une grande victoire ». Le Japon, de son côté, veut que son adversaire demande grâce. « Si nous ne sortons pas victorieux de l'aventure, déclare le vicomte Hayashi, ce sera alors une guerre sans merci, une guerre qui épuisera les deux pays de telle façon qu'il ne pourra presque plus alors être question de conditions. » Voilà les intéressés prévenus. Plus de 100.000 hommes sont déjà morts ou mutilés. On en massacrera encore 100.000, 200.000, autant de centaines de mille qu'il faudra. On ira jusqu'au bout du crime et jusqu'au bout de la folie. Pour l'instant, chacun fait son compte. Non pas son compte d'hommes, car il n'y a pas disette d'hommes, mais son compte d'argent. Le vainqueur sera celui qui fera le plus tard faillite.

Voilà comment on fait la guerre, aujourd'hui.

Et pourquoi la fait-on ? Oui, pourquoi ces fleuves de sang et ces montagnes de cadavres ? Pourquoi tous ces crimes et toutes ces souffrances ? Pourquoi la destruction de tant de richesses, le gaspillage de tant d'énergie ? Uniquement pour savoir si le gâteau mandchou sera dévolu aux grands seigneurs de la finance russe ou aux grands seigneurs de la finance japonaise. Uniquement pour que les brasseurs d'affaires et faiseurs d'argent de l'une ou l'autre nation, suivant l'issue de la guerre, ne soient gênés par aucune concurrence.

Retournez l'histoire comme vous voudrez, elle n'a pas d'autre sens. Des milliers de braves gens se battent comme des fous, comme des enragés, comme s'ils défendaient leur vie, celle de leur femme et de leurs enfants. Or, ils n'ont rien à défendre. Mais deux petites troupes d'aigrefins attendent qu'on leur ait fait abord facile et place nette là où ils veulent opérer.

On disait volontiers depuis quelques années : Ils n'oseraient pas. Nos moyens de meurtre sont trop terribles pour qu'on commence à s'en servir. De tous les points du globe une réprobation trop grande se lève contre les massacres humains pour qu'on ose la braver. Passe encore, de-ci de-là, quelque aventure coloniale, mais une grande guerre, une vraie guerre, jamais !

Nous voyons aujourd'hui qu'ils osent et jusqu'où ils osent. Nous voyons que jamais

ils n'osèrent davantage, ni plus effrontément. Par la façon dont elle fut entreprise, par la façon dont elle est conduite, cette guerre n'est-elle pas de tous les défis portés à l'humanité et à la raison l'un des plus audacieux?

Sachons du moins entendre, quant à nous, la leçon si claire, si nette que nous apporte cette guerre, après tant d'autres. Pour peu qu'ils y trouvent leur intérêt, ou croient l'y trouver, les gouvernants et trafiquants de tous ordres, nos maîtres, nous font mettre en rang sans l'ombre d'un scrupule pour les aventures d'où l'on ne revient pas. Laissons donc les messieurs des classes dirigeantes discuter à leur aise tactique militaire, équilibre diplomatique et choc des races. Songeons nous autres à nous défendre, le cas échéant, contre les massacreurs.

On nous dira peut-être que de toutes les grandes nations, seul le Japon et seule la Russie, par l'ensemble des conditions où ils se trouvent placés l'un et l'autre, pouvaient être entraînés vers d'aussi épouvantables catastrophes. C'est possible. En tout cas n'attendons pas d'en avoir fait l'expérience. Il serait trop tard.

Pour être sûrs que les jours sanglants ne se lèveront pas pour nous, comme ils se sont levés pour nos malheureux frères de Russie et du Japon, prenons d'avance nos mesures. Pour être sûrs d'avoir la paix, ne l'attendons de personne comme un cadeau, imposons-la nous-mêmes comme notre ordre, comme notre loi. Concluons-la nous-mêmes solide, définitive avec nos pairs les travailleurs de tous les autres pays. A chaque occasion faisons connaître que nous ne nous laisserions plus conduire au massacre. On ne songera plus alors à nous y traîner. Afin de pouvoir résister si l'on voulait tout de même nous imposer la guerre, resserrons sans cesse, fortifions de toutes les manières qui sont en notre pouvoir l'entente internationale des travailleurs.

Prenons l'habitude de spécifier que cette entente vaut non seulement contre l'exploitation patronale, mais aussi contre les risques de mitraille.

CHARLES ALBERT.



A QUOI SERT L'IMPOT. — *On lit, dans* l'Action régionaliste, *le résultat des recherches d'un statisticien sur le nombre des fonctionnaires de l'arrondissement de Provins (Seine-et-Marne); et la portion que prélèvent les dits rongeurs sur l'ensemble des contributions de cet arrondissement.*

Celui-ci comprend 5 cantons et 101 communes; il est vaste de 1.234 kilomètres carrés, peuplé de 51.000 habitants.

Il a payé, l'année dernière, tant à l'Etat qu'au département et aux communes, à titre de contributions directes, la somme de 1.962.401 francs, — soit une moyenne de 38 fr. 50 par habitant.

Or, sur cette somme de 1.962.401 francs, les 980 fonctionnaires nationaux, départementaux et communaux, campés dans l'arrondissement, prélèvent 1.335.355 francs à titre de traitements.

Soit : 68 0/0, plus des deux tiers...

Vive la République bureaucratique et sociale!

C.

Le Trade-Unionisme

ET

L'ESPRIT DU PEUPLE AMÉRICAIN

(*Suite*) (1)

II

Pour beaucoup, même de ceux qui combattent l'organisation défectueuse des Trade-Unions, le trade-unionisme aurait eu un grand avantage pour le prolétariat : celui d'élever et de maintenir le taux des salaires.

Tant que les Etats-Unis d'Amérique n'eurent pas atteint leur maximum de production, il fut facile aux Trade-Unions d'exiger des capitalistes des salaires relativement très élevés, d'autant plus qu'il fut aussi très aisé aux « trusts » des patrons de surenchérir le prix de vente de leurs produits dans des proportions souvent supérieures à l'augmentation de salaire accordée à leurs ouvriers. Dans une conférence qu'il faisait à Chicago, l'année dernière, un professeur de sociologie, dont le nom m'échappe, démontra que pendant les deux précédentes années, où la plupart des grèves s'étaient terminées par une augmentation de salaire, dont la moyenne ne dépassait pas 10 0/0, le prix des articles de consommation, des vêtements, des meubles, des loyers des maisons avait augmenté de 25 à 30 0/0 — ces chiffres sont généraux pour tous les Etats-Unis.

Mais aujourd'hui que depuis une dizaine d'années au moins, les Etats de l'Union ont atteint leur maximum de production et que la surproduction des produits de toute sorte croît chaque jour de plus en plus, les capitalistes se voient obligés de faire concurrence aux marchés étrangers, et si l'on ajoute à cela la surabondance de bras qui augmente d'une façon effrayante, l'on comprendra facilement combien est intense la crise ouvrière qui menace de sévir de plus en plus sur le prolétariat américain tout entier. Voici une statistique publiée par un des plus grands journaux américains, *The Saint-Louis Post Dispatch*, montrant le nombre d'ouvriers qui ont été remerciés sur les différents points des Etats-Unis, durant ces trois derniers mois (mai, juin, juillet). Ce nombre qui atteint le chiffre de 655.000, se décomposerait ainsi : ouvriers des chemins de fer 120.000; des fabriques de New England 80.000; des fabriques de conserves, 75.000; travailleurs du fer et de l'acier, 140.000; mineurs des mines de charbon, 60.000; ouvriers de diverses professions, 180.000. Un journal de Chicago estime que ce chiffre atteint un total de un million.

Les capitalistes craignant les exigences des unions ouvrières, ont résolu de combattre à outrance le trade-unionisme américain. Je traduis du *New York Independent*, dans un article signé : William English Walling, ces lignes qui suffiront à prouver l'esprit de réaction qui domine dans la république des dollars :

« Le patronat des Etats-Unis se prépare pour une nouvelle campagne contre les unions ouvrières. Elle sera soutenue dans cette lutte par la presse, par les classes moyennes, par l'opinion publique, en général, et par le plus grand tribunal de l'arbitrage du travail du pays (2). La lutte sera décisive, non pas seulement en ce qui concerne la question industrielle, mais aussi dans l'avenir politique et social des Etats-Unis. Si cette campagne est victorieuse pour le patronat, ce sera l'élimination des Trade-Unions comme facteur de l'industrie américaine. Si au contraire elle devient une défaite, aucun contrôle du gouvernement ne pourra empêcher les unions ouvrières, dont le progrès va toujours croissant, de dominer l'industrie tout entière. Les patrons sont presque tous complètement organisés pour la lutte. Le public ne se fait pas encore une idée de tout ce qui a été fait depuis la grève des mines de charbon. Les manufacturiers et les entrepreneurs ne seront plus seuls. Ils sont soutenus pécuniairement par les intérêts commerciaux, par les Compagnies de chemins de fer et par les banques. L'évidence de leur coopération se manifeste de tous côtés. A Chicago et à Saint-Louis, l'on a formé une caisse au capital de un million de dollars, destinée pour la première éventualité. Un membre du comité de « The Saint-Louis Association » m'a déclaré que les banques sont l'âme de cette organisation. »

De toute part se manifeste l'attitude agressive des capitalistes envers les Trade-Unions. Vers le mois dernier, 11.000 charpentiers, appartenant aux Unions de New-York et de New-Jersey, se mirent en grève pour protester contre une *diminution de salaire*. Ils furent obligés de reprendre le travail sous la menace d'un « lock-out » de la part des entrepreneurs coalisés.

Les plombiers et les zingueurs de New-York, s'étant déclarés en grève pour demander une augmentation de salaire, aussitôt l'association des entrepreneurs, à la date du 4 août, envoie l'ultimatum suivant aux unions intéressées : « Si tous les grévistes ne reprennent pas le travail demain matin à l'heure habituelle, nous ferons un « lock-out » général contre toutes vos unions, et aucun ouvrier unioniste ne sera plus admis à travailler pour nous. » Si le « lock-out » avait eu lieu, il aurait compris plus de 50.000 ouvriers. »

Les mouleurs en fer et parties similaires de Worcester, Etat du Massachusetts, parlent de se mettre en grève pour protester contre une *réduction de salaire* de 25 sous par jour que l'on veut leur imposer.

Les ouvriers des fonderies d'acier de la Compagnie de Pittsburg, à Glossport, Pensylvanie, ont été avisés que, s'ils n'acceptaient pas *une réduction de salaire* de 10 0/0, les usines seraient fermées indéfiniment.

Six mille mineurs des mines de charbon des environ de Birmingham (Alabama), se sont déclarés en grève pour protester contre une *réduction de salaire*. Les propriétaires des mines menacent les grévistes d'employer envers eux les mêmes moyens mis en usage dans le Colorado.

Actuellement 30.000 ouvriers sont en grève dans les fabriques de coton de Fall River (Massachusetts). Les capitalistes veulent imposer aux grévistes *une réduction de salaire* de 12 1/2 0/0. Le *New-York Journal of Commerce* dit à ce sujet : « Si le travail est capable de coopérer avec le capital, dans leur intérêt commun, le moment de le prouver est venu. Les manufacturiers de Fall River subissent une crise très grande dans l'industrie du coton; s'ils continuent à payer à leurs ouvriers les mêmes salaires, ils ne pourront plus réaliser aucun bénéfice. Donc, n'est-il pas logique que les patrons proposent à leurs ouvriers une réduction de salaire de 12 0/0, pendant toute la durée de la crise? »

Là le journal ultra-capitaliste termine par des insultes et des calomnies des plus infâmes à l'égard des malheureux grévistes et il a le cynisme d'ajouter : « Ces ouvriers qui préfèrent « l'oisiveté que de travailler avec leurs patrons « pour le bien-être « commun ».

Dans presque toutes les villes un peu importantes des Etats-Unis, il existe une association composée de capitalistes, patrons, commerçants, banquiers et de toute la clique bourgeoise. Cette association est connue sous le nom

(1) Voir le numéro 25.

(2) On fait allusion à des opinions émises par le fameux tribunal d'arbitrage nommé par Roosevelt qui, il y a deux ans, roula les mineurs de la Pensylvanie.

de « The Citizen's Alliance » (l'Alliance des citoyens) et elle a pour but de combattre les unions ouvrières par tous les moyens possibles. Exemple : les atrocités encore récentes du Colorado.

Le moyen le plus généralement employé par cette alliance d'affameurs est le « open shop » et le « lock-out ».

Ce dernier terme est déjà ancien et par conséquent est généralement connu. Le « open shop » est un terme plus récent et, pour les capitalistes, il consiste à obliger les ouvriers des Trade-Unions à travailler avec des non-unionistes. Depuis la grande grève des ouvriers du métropolitain qui eut lieu au printemps 1903 et qui se termina par une défaite pour le Trade-Unionisme, les « open shops » sont très nombreux dans les grandes villes des Etats-Unis. Comme on le comprendra, les membres des unions ouvrières travaillant dans un « open shop » sont obligés d'accepter les mêmes conditions que les non-unionistes qui travaillent avec eux. Ainsi, par exemple, à New-York, où le salaire exigé par l'Union des charpentiers et menuisiers est de quatre dollars et demi par jour, dans les « open shops », les ouvriers unionistes sont obligés de travailler pour deux dollars et demi par jour.

L'Union des travailleurs du cuir de Boston (Massachusetts) viennent de se mettre en grève pour protester contre les « open shops ».

La grève de « the United Garment Workers », l'Union des ouvriers du vêtement de New-York, contre les « open shops », vient de se terminer par une défaite pour les ouvriers unionistes.

Les grévistes, au nombre de 23.000, ont repris le travail en consentant à travailler dans les « open shops ».

A Hartford (Connecticut), tous les ouvriers du bâtiment se sont mis en grève; les entrepreneurs leur ont répondu par un « lock-out général ».

La grève des mineurs de l'Utah, demandant la journée de huit heures et la reconnaissance par les patrons de leurs Unions, continue. Dans le Colorado, la terreur capitaliste règne toujours. Enfin partout, dans les Etats-Unis, il y a des grèves partielles et presque toutes se terminent par le « lock-out » ou par le « open shop », ou, ce qui revient au même, par une diminution de salaire.

Le trade-unionisme américain, mis face à face avec le capital, montre son impuissance à maintenir les revendications des travailleurs; il ne saurait en être autrement. Aussi nous pouvons présager, sous peu, une défaite générale pour toutes les unions ouvrières.

Les capitalistes déclarent hautement, dans toutes leurs associations et dans tous les journaux : « Nous voulons anéantir toutes les unions ouvrières. »

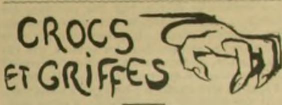
Voici encore un autre exemple tout récent : six cent cinquante-six patrons de Boston, représentant ensemble quarante-huit industries différentes, et ayant sous leurs ordres des milliers d'ouvriers, ont formé une puissante organisation dans le but de combattre les unions ouvrières. Ces « honorables exploiteurs sont affiliés à la « National Manufacturers Association », association nationale des manufacturiers — qui se propose d'exterminer le trade-unionisme.

Le trade-unionisme n'ayant d'autre but que l'augmentation du salaire et n'ayant d'autre arme de lutte que le dollar, ne peut répondre au défi des capitalistes coalisés par ces mots qui relèveraient le prestige et la dignité des unionistes américains : Nous lutterons jusqu'au « bout pour l'émancipation du prolétariat que « nous réaliserons par la suppression du capi- « talisme. »

Les unions ouvrières luttent contre les patrons et contre les capitalistes pour obtenir une augmentation de salaire de quelques sous, ou pour maintenir le taux du salaire qu'elles possèdent déjà, mais elles n'ont encore pu concevoir l'idée de combattre le patronat et le capitalisme.

Lutter pour l'émancipation du prolétariat, est une chose qui est encore inaccessible à sa neutralité. Le trade-unionisme respecte les patrons, les capitalistes, et tout ce qui représente l'ignoble société bourgeoise qui nous régit, nous exploite et nous assassine. En déclarant la guerre au trade-unionisme, les exploiteurs américains coalisés favorisent notre propagande. Lorsque les Trade-Unions vaincues et ruinées, jusqu'à leur dernier dollar, auront compris qu'entre le capital et le travail, c'est une lutte où l'un des adversaires doit abattre l'autre, il nous sera facile de faire entendre notre voix de révolte parmi les travailleurs des Etats-Unis d'Amérique.

(*A suivre.*) LAURENT CASAS.



De l'ex-socialiste, révolutionnaire blanquiste, membre du Comité central, etc., etc... J.-L. Breton, ces lignes que nous découpons dans la Petite *plutôt répugnante.*

« Certes, je comprends que toutes ces vétilles laissent profondément indifférents ceux qui, reniant tout leur passé, foulant aux pieds leurs anciennes convictions, poussent *maintenant le paradoxe et l'incohérence jusqu'à prétendre que les socialistes doivent se désintéresser de la forme républicaine du gouvernement et que, pour eux, République, royauté ou empire sont de vulgaires synonymes désignant un même régime bourgeois. »*

M. J.-L. Breton s'y connaît ; il ne « renie pas tout son passé et ne foule pas aux pieds ses anciennes convictions », lui, ah, non alors ! ses anciens camarades du groupe E. S. R. I. pourraient en témoigner.

Fumiste ou... pire.

***

Très sélects à présent les mariages dans la Sociale-Lucullus.

L'autre semaine M. Siauve Evausy, rédacteur en chef du socialiste Réveil du Nord, *a marié sa fille, et naturellement le couple a été se faire bénir à la paroisse de l'endroit.*

Et ce ne devait pas être un mince spectacle que de voir toute la rédaction du Réveil du Nord, *son directeur politique en tête, l'exploiteur socialiste Ed. Delesalle, mains jointes et à genoux pendant la « bénédiction nuptiale ».*

L'un des témoins de la mariée était M. A. Gaulet, un exploiteur de marque qui exerce à Roubaix, et l'autre un nommé Lejeune, chargé de la Chronique anticléricale au susdit Réveil du Nord, *socialiste.*

Comme on le voit, l'exemple du leader Jaurès porte ses fruits; ces socialistes « modern style » ne sont pas comme ces maudits anarchistes, d'infects mécréants... au contraire; on a de la religion dans les rédactions socialistes.

N'empêche que ces sauteurs affirmeront encore que ce sont les anarchistes qui « font le jeu de la réaction ».

Ce n'était vraiment pas la peine, brave populo, de changer de maîtres.

***

La semaine dernière, la Chambre a semblé approuver par un vote le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, inscrite au programme républicain ! à combien, depuis trente-cinq ans !

Il est vrai qu'il est possible que nous attendions encore longtemps.

Le socialiste Millerand n'a pas d'opinion. Il s'est abstenu.

P. D.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

Les trois principales causes de la tuberculose sont le surmenage, l'insalubrité de l'atelier et de l'habitation et l'alcoolisme. Mais chaque individu présente plus ou moins de résistance à l'éclosion ou à la marche de la maladie, suivant que son hérédité et les conditions plus ou moins bonnes de son éducation ont eu telle ou telle influence sur son développement physique.

Il est facile à comprendre que des parents affaiblis par la maladie ou par la misère donneront naissance à des enfants voués, selon toute probabilité, à la scrofule. Au moment de la conception, il faudrait donc que les parents ne soient, ni l'un ni l'autre, des débiles, des fatigués, ou des convalescents d'une maladie quelconque, ou des tuberculeux. La tuberculose n'est pas, à vrai dire, héréditaire, quoique des expériences de laboratoire aient montré la possibilité de cette transmission ; mais ces cas paraissent être exceptionnels. Il n'en est pas moins vrai que des parents tuberculeux ont chance de faire souche d'enfants débiles et par conséquent prédisposés à devenir tuberculeux. — Je signale encore l'alcoolisme chez l'un ou l'autre des parents, l'ivresse au moment des rapports fécondants, etc. Je renvoie d'ailleurs à l'étude qui a été faite ici par les docteurs E. D. et A. M.

De même, le surmenage et les privations de la femme enceinte ont une influence mauvaise sur le produit de conception, conduisent souvent à un accouchement avant terme, etc. Les conditions sociales pèsent donc sur l'individu dès le moment de la conception et pendant toute la vie embryonnaire.

A la naissance, cela continue. L'enfant sera-t-il nourri au sein ? C'est là un point très important pour son développement futur. Or les ouvrières de fabrique, les employées de magasin doivent mettre l'enfant en nourrice ; dans un certain nombre de cas, elles peuvent le faire élever chez elles au biberon, mais de toute façon elles ne peuvent pas l'allaiter elles-mêmes.

Il en résulte, avec l'ignorance profonde qui règne généralement sur l'hygiène alimentaire du nourrisson, des conséquences lamentables (2). Un régime irrationnel, l'élevage au biberon mal conduit, le gavage irraisonné, la falsification du lait, la malpropreté, etc., conduisent au tombeau une multitude d'enfants. Mais ce point de vue ne me regarde pas ; et d'ailleurs toute cette partie de l'hygiène a été très bien exposée ici même par mon confrère E. D. Une bonne partie des nourrissons qui survivent, conservent une dyspepsie tenace, présentent des troubles de la croissance (rachitisme) et font des enfants débiles, à nutrition défectueuse, qui présenteront une proie facile pour la tuberculose ganglionnaire, osseuse ou méningée.

Ce n'est donc pas tout simple d'élever des enfants. Il ne suffit pas de les faire naître. Aux conditions d'hygiène qui devraient entourer la conception et la grossesse, il faudrait ajouter les préoccupations économiques ; il faudrait savoir que l'élevage, puis l'éducation de l'enfant, exigent des soins délicats, attentifs, c'est-à-dire beaucoup de temps, des ressources suffisantes et des connaissances spéciales.

Paul Robin a donc infiniment raison d'avoir

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 des *Temps Nouveaux*.

(2) L'hygiène *alimentaire* est, chez les nourrissons, la chose essentielle.

insisté là-dessus. La *repopulation*, propagande ignoble et patriotique, est le contraire de toute méthode *rationnelle* pour avoir *des enfants sains et robustes*. Qu'offre-t-on aux parents qu'on pousse à procréer? En dehors des insanités législatives de M. Piot, la société bourgeoise ne peut montrer que des œuvres de charité (charité officielle ou charité privée) : ouvroirs pour femmes enceintes, crèches, gouttes de lait, insuffisants d'ailleurs par leur nombre et insuffisants surtout pour l'aide matérielle qu'ils peuvent donner (sans parler des vices de leur fonctionnement inhérents à leur caractère charitable). On ne combat pas la misère, on ne change pas les conditions du travail, on ne refait pas l'allaitement maternel avec des aumônes.

Il paraît donc rationnel, pour avoir de beaux enfants, de ne mettre au monde, dans les meilleures conditions possibles, que les êtres qu'on peut élever et bien élever. Malheureusement la restriction sexuelle ne *suffit* pas à assurer aux enfants des prolétaires les soins et l'éducation nécessaires à leur développement normal. Les conditions sociales persistent, elles continuent à peser sur les parents ; il est donc impossible pour l'enfant de s'y soustraire. Si la prudence procréatrice présente un intérêt considérable et immédiat pour les femmes, elle ne me semble avoir pour la classe ouvrière qu'une utilité particulière (je veux dire : non générale), à peu près comme l'épargne, la prévoyance, la coopération, etc., mais avec des effets plus importants et des répercussions plus complexes.

En fait, chez les prolétaires, l'enfant se trouve soumis aux conditions d'infériorité hygiénique qui sont celles de son milieu. J'ai parlé tout à l'heure de la mauvaise hygiène alimentaire à laquelle est livré le nourrisson. Ce nourrisson souffre aussi du manque d'air, soit qu'il soit élevé dans une grande ville et soumis aux conditions de logement détestables que j'ai racontées dans un article précédent, soit qu'il soit placé en nourrice à la campagne. Ceci a l'air d'un paradoxe ; mais, chez les paysans, on ne prend guère la peine de sortir les nourrissons. Pendant les saisons froides ou douteuses, c'est-à-dire pendant plus de six mois, c'est une règle inflexible de maintenir l'enfant à la chambre. Cette chambre est ordinairement la pièce unique où l'on vit ; elle est sombre par suite de l'absence presque complète de fenêtres ; on ne l'aère pas, volontairement du moins. Pendant la belle saison, il arrive que les gens, occupés aux travaux des champs, laissent l'enfant dans son berceau avec un biberon. Aussi, à la campagne, les nourrissons sont-ils souvent plus pâles que ceux des villes. Ils ne prennent des couleurs et ne jouissent du soleil et de l'air que lorsque ayant grandi et pouvant marcher, ils s'échappent eux-mêmes de la maison pour courir librement au dehors.

A la campagne, il faut compter encore avec l'absence de soins d'hygiène touchant la propreté. On y a trop souvent horreur de l'eau et des bains (même pour les adultes).

A la ville, lorsqu'on reprend l'enfant de nourrice, les sorties sont ordinairement limitées à accompagner la mère dans ses courses pour le ménage ; plus tard, c'est l'enfant lui-même qui fera une partie des commissions. On croit avoir tout fait, quand on conduit les enfants pendant quelques instants dans un square ou un jardin public. Les squares de Paris sont poussiéreux, entourés de hautes maisons. Les gamins se traînent par terre, se salissent les mains qu'ils portent ensuite à leur bouche ; or le sol est souillé de tous les crachats des tuberculeux qui, incapables de travailler, vont dans les jardins prendre un peu d'air et de soleil. C'est peut-être pour les enfants que le danger de contagion est le plus à craindre ; c'est pour eux, en tout cas, qu'il faudrait prendre le plus de précautions.

En résumé, si j'ai dit que l'hygiène alimentaire est de première importance pour le nourrisson (0 à 18 mois environ), on peut dire que pour la seconde enfance, il y a nécessité du grand air, du soleil, des libres exercices au dehors. Cette hygiène est impossible dans les grandes villes, pour la population ouvrière, à cause des occupations des parents, de l'exiguïté et de l'insalubrité du logement, etc.

Les occupations des parents font que l'on met les enfants le plus vite possible à l'école, sans grand profit intellectuel. Les enfants y retrouvent l'entassement, l'insuffisance de l'aération ; ils ont de plus les chances multiples de contagion.

Ce que je dis sur l'école est encore plus vrai pour les crèches. Ici les enfants, plus jeunes, sont beaucoup moins résistants. Malgré tous les éloges qu'on peut lire dans les journaux ou les revues sur ces établissements philanthropiques, dus soit à la charité privée, soit à la charité publique, la réalité est déplorable. Les jeunes enfants ne doivent pas être mis dans des crèches ; c'est malheureusement pour beaucoup une nécessité sociale. D'après mon expérience personnelle, presque tous les enfants que j'ai vu y mettre, y ont contracté soit des diarrhées infectieuses, ce qui prouverait que les règles d'hygiène alimentaire n'y sont guère observées, soit des maladies contagieuses ; d'autre part, ils ne paraissaient pas toujours avoir reçu les soins de propreté désirables. Dans ces conditions, j'incline à croire que tous les cas de maladies n'entrent pas exactement en ligne de compte dans les statistiques plus ou moins officielles que présentent les crèches de temps à autre.

A l'école, comme je l'ai dit plus haut, l'enfant trouve aussi de nombreuses chances de contagion. La rougeole, la coqueluche, par exemple, ordinairement assez bénignes dans les familles aisées, sont désastreuses dans les familles ouvrières ; leur traitement à l'hôpital ne donne également que d'assez mauvais résultats. Ces affections entraînent souvent des complications broncho-pulmonaires traînantes, qui deviennent le point de départ de l'infection tuberculeuse, soit à localisation pulmonaire, soit à retentissement ganglionnaire (ex. : adénopathie trachéobronchique), etc.

En définitive, la santé de l'enfant se trouve compromise par des causes multiples. Aussi rencontre-t-on fréquemment des enfants débiles, sans résistance organique, avec un développement physique insuffisant. Ajoutez à cela les tares pathologiques acquises : déformation de la poitrine (suites de rachitisme), gênant l'expansion pulmonaire et la fonction respiratoire ; troubles digestifs chroniques, résultats éloignés de la mauvaise alimentation de la première enfance ; écoulements d'oreille, ordinairement non traités, conséquences de simples rhumes négligés ; altérations diverses des différents organes, etc. Réfléchissez à la permanence et à la continuité des influences de la mauvaise hygiène dans laquelle vivent dans les villes les enfants de la classe ouvrière ; et vous ne serez pas étonnés d'apprendre que le professeur Grancher ait trouvé, dans une école communale de la ville de Paris (celle de la rue de l'Amiral Roussin), que sur 896 enfants, 141 étaient atteints de lésions manifestement tuberculeuses ou fortement suspectes. Ces lésions étaient naturellement des lésions apparentes : lésions pulmonaires, affections ganglionnaires, etc. Les chiffres donnés représentent donc un minimum. Il faut remarquer que les 896 enfants qui fréquentent l'école sont considérés comme sains, sans quoi ils ne seraient pas reçus ; il y a donc lieu d'ajouter encore un certain nombre d'enfants atteints de lésions tuberculeuses plus avancées, qui sont soignés à la maison ou à l'hôpital. Mais rien qu'avec les chiffres de Grancher, on peut compter de 20 à 30.000 enfants, porteurs de tuberculose latente, dans les écoles de la ville de Paris.

On a préconisé, pour remédier à cet état de choses lamentable, des *colonies de vacances*. Je ne puis que souscrire à une telle entreprise, si elle est suffisamment étendue avec une durée de séjour assez longue pour donner des résultats appréciables. Actuellement les colonies de vacances ne peuvent être qu'insuffisantes. D'ailleurs, les enfants retrouvent à la rentrée les déplorables conditions d'aération et d'entassement. La vie au grand air, au besoin dans des écoles de campagne, paraît, dans l'organisation actuelle de la société, tout à fait impossible, à cause des conditions financières (1).

Au sortir de l'école, l'enfant est mis en apprentissage. Il faut dire en quoi consiste cet apprentissage : c'est ordinairement à balayer l'atelier ou le magasin, à faire les travaux de manœuvre pour épargner toute perte de temps aux ouvriers adultes occupés à la production, ou bien à faire des courses de livraison toute la journée, à moins que ce ne soit à faire les commissions du ménage pour la patronne. En fait, l'apprenti sert de garçon de peine, de manœuvre ou de domestique ; ce n'est que dans les dernières années qu'il se débarrasse de ces fonctions et les passe à un nouveau venu, pour enfin se mettre au courant du travail. Au moment de la croissance, au moment où l'organisme a le plus besoin de ménagements et d'une nourriture substantielle, l'adolescent est soumis au surmenage (courses éloignées, fardeaux trop lourds, travaux de force, etc.) et à une alimentation insuffisante, prise le plus souvent à la hâte.

Le résultat, c'est l'extension des vieilles lésions ou la germination d'une tuberculose toute neuve ; c'est alors, dans l'un et l'autre cas, la phtisie rapide (phtisie galopante), qui ne pardonne pas. Faut-il ensuite s'étonner de la disparition lente des générations ouvrières des villes, qui sont remplacées, au fur et à mesure, par de nouveaux travailleurs venus de la campagne?

Enfin, je dois faire remarquer que le régiment prend les jeunes gens à un âge où le développement n'est pas encore achevé et où ils sont encore peu résistants. Malgré le triage du conseil de revision qui élimine malades et suspects, 4.000 soldats en moyenne, presque tous jeunes soldats, meurent tous les ans de tuberculose.

(A suivre.) M. Pierrot.

Erratum. — Mon dernier article (sur l'alcoolisme) a été défiguré par une interversion de paquets. En réalité, cet article commence à la 1re colonne de la page 4 : « J'ai dit que, pour échapper à la tuberculose, il faut éviter... » Ce début continue jusqu'au paragraphe : « La bourgeoisie d'ailleurs... » A cet endroit, il faut revenir au commencement : « Dans certaines régions où le salaire... »

En relisant mes premiers articles, je m'aperçois que l'intérêt privilégié que les sociétés de secours mutuels touchent de l'Etat, pour leurs fonds déposés à la Caisse des Dépôts et consignations, est de 4 1/2 pour 100 et non de 4 pour 100 seulement. M. P.

AVIS

Un camarade nous envoie, pour être vendu au profit du journal, un exemplaire des *Lazaréennes* de Déjacques ;

Un exemplaire de l'*Almanach du Peuple* (Suisse) 1874-1875, et un du *Père Peinard*, 1894.

Nous les mettons en vente à 1 franc l'exemplaire, mais, bien entendu, ils seront réservés pour celui qui en offrira le plus.

---

(1) En outre, on peut craindre que ces écoles ne reproduisent le régime de l'internat, avec une discipline peu différente de celle des pénitenciers.

CAMPAGNE ANTIPOLICIÈRE

Jusqu'à présent, j'ai reçu une lettre fournissant des faits.

Lorsque nous ne les demandons pas, nous recevons force récriminations; aujourd'hui que nous les demandons, nous ne recevons rien. Cependant le zèle policier ne s'est pas ralenti.

Ce serait-il que les anarchistes deviennent sages, et craignent de se mettre mal avec ceux qui les surveillent ?

J. Grave.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

Amiens. — Ces jours-ci on a retiré de la Somme un cadavre. Des papiers trouvés dans les poches du noyé permirent d'établir son identité. C'était un retraité du chemin de fer, disent les journaux d'ici, qui ne sont pas dégoûtés de donner ce qualificatif à un malheureux qui touche 180 francs par an, après avoir travaillé toute une vie pour entretenir grassement les actionnaires. Aussi sachant qu'il ne lui était pas possible de vivre avec cette somme, avait-il dit dans l'atelier longtemps avant de le quitter, je me noierai au Pont-Blanc ; c'est là ma place ; c'est ce qu'il fit et c'est ce que des millions d'exploités sont souvent sur le point de faire. Belle société !

En même temps, je vous signale ma situation actuelle. Je fais 13 jours. Vous savez probablement ce que c'est : on est arraché du travail habituel pour aller dans une grande maison très sale dénommée caserne ; là on vous dépouille de vos effets civils pour revêtir l'habillement du criminel légal, ensuite on vous donne un fusil et une longue pointe. Ainsi équipé, on vous mène dans des lieux quelconques où l'on fait décrire des mouvements à l'instar des animaux savants ; on avance, on recule, on tourne et quand tout cela est terminé, on n'a rien fait d'utile, au contraire ; des hommes âgés, déguisés en officiers, prennent cela au sérieux. Quelle mentalité ! Pour moi, ils ne peuvent être que malades.

Quand les soignerons-nous sérieusement ?

Delucheux.

***

Honneur militaire. — Donnons des nouvelles de la petite fête organisée par le saint-cyrien Pierre Ier de Serbie, en l'honneur de ses camarades de promotion.

Ils se sont rendus à Belgrade au nombre de 47. 47 officiers français sont allés fêter l'avènement au trône d'un ancien socialiste, devenu roi dans des conditions qui ont fait reculer d'horreur toute l'Europe, l'Europe civile, bien entendu ; je ne parle pas de l'Europe militaire. 47 officiers français sont allés serrer les mains des égorgeurs serbes.

J'avais émis le faible espoir que l'empêchement des généraux Hagron et Dodds à se joindre à la bande, était peut-être un prétexte de pudeur. Hélas, non ; pour ce dernier du moins. Il a fait à un journaliste du *Temps* un éloge enthousiaste du socialo de Saint-Cyr porté au trône par une troupe d'assassins, et regretté de ne pouvoir prendre part à la petite fête.

Tout s'est d'ailleurs très bien passé. Au dîner, le général Hardy de Périni a exprimé *la fierté que tous les officiers de cette promotion ressentaient de voir qu'un roi était issu de leurs rangs*. Ça, c'est leur affaire. Il a, de plus, salué le roi *au nom de la nation française*, c'est-à-dire en notre nom à vous, à moi, à nous tous. Je me permets de trouver cela un peu fort.

Naturellement, le roi a répondu en leur souhaitant la bienvenue au nom du peuple serbe. Pauvres peuples !

Les officiers français, nous dit-on, se sont exprimés d'une façon élogieuse sur la belle tenue des officiers serbes. Ils s'y connaissent mieux que moi. Mais cette belle tenue devait être encore plus belle pendant la fameuse nuit. N'en a-t-on pas causé un peu ? Ne s'est-on pas félicité un peu ? Silence là-dessus.

Il va sans dire qu'il y a eu soirée dansante. Nos officiers n'ont pas leurs pareils au bal. Ah ! ces Français !

Le lendemain, à midi précis, assurent les agences, les étudiants leur ont fait une ovation. Quelle gloire !

Je ne connais pas les étudiants serbes, mais je connais les étudiants français, et je sais qu'ils sont toujours prêts à faire des ovations à n'importe qui, à n'importe quoi, sans savoir. Je suppose que les étudiants serbes sont à peu près pareils.

Et le soir, encore un bal. Ah ! ces Français ! Bal chez les artistes slaves du Sud. Pauvres artistes, qu'on a pitié de voir en pareille compagnie.

Impossible de se séparer, n'est-ce pas ? sans emporter des petits souvenirs. D'abord des décorations, cela va de soi. La 1re classe de l'Aigle-Blanc ou du Merle-Blanc, je ne sais plus, aux généraux de Périni et Privé ; la 2e classe de l'étoile de Karageorges ou de la lune de Clara Georges, je ne sais plus, aux autres généraux français ; la 3e classe idem, aux officiers d'état-major ; la 4e classe à tous les autres « camarades ». Tout le monde décoré ! Chouette !

Eh bien, il y a encore plus ridicule que cela. Le roi s'est fait photographier au milieu des officiers français en uniforme. Tout comme les demi-mondaines et les ténors, il a fait cadeau à chacun d'une photographie de lui avec sa dédicace autographe.

Alors, c'est tellement bête, qu'on n'a plus le courage de se fâcher.

***

Toupet militaire. — Voilà maintenant que les conseils de guerre se mettent à juger les civils !

Un nommé Denécheau s'étant querellé avec un adjudant, fut traduit devant le conseil de guerre du 91e corps, à Nantes, et condamné à un an de prison. Si c'est comme ça que les lois nous protègent...

Les dreyfusards nous avaient promis que lorsqu'ils seraient au pouvoir, ils supprimeraient les conseils de guerre. Mais les dreyfusards ont la mémoire courte, et les conseils de guerre ont la vie dure. Enragés de voir qu'on veut leur arracher leurs « inférieurs », les jugeurs militaires se retournent contre les civils : « Ah ! c'est comme cela ? Eh bien, vous y passerez aussi. »

Ah mais non !

La Ligue des Droits de l'homme proteste, ce qui ne doit pas nous empêcher de protester aussi. Il ne faut pas que les « sales civils », que les « voyous » se laissent faire.

***

Utilité principale des prisons. — L'enquête sur l'assassinat d'un garçon pharmacien a démontré que les deux complices, Cortial et Guillot, commirent leur méfait peu après être sortis d'une prison où ils avaient fait connaissance et s'étaient liés. Ainsi le système pénal actuel est organisé de telle sorte qu'on dirait qu'il est fait au profit de la criminalité, qu'il a pour but l'organisation rationnelle et méthodique de l'assassinat, en offrant aux candidats au crime *toutes facilités* de se connaître, de s'apprécier, de s'entraîner, de se conseiller, de combiner leurs coups futurs dans la paix des « centrales », cela aux frais des contribuables et pour le plus grand dam des infortunés garçons pharmaciens.

En théorie, la prison a pour but l'amélioration du coupable. En pratique, c'est juste le contraire.

R. Ch.

Mouvement ouvrier. — J'ai, à maintes reprises, exprimé tout le danger qu'il y a à voir développer, pour les syndicats ouvriers, le système des subventions municipales ou autres. Il est incontestable que dans bien des cas, la crainte de la perte d'une subvention est, pour une organisation, le commencement de la lâcheté.

Jusqu'à présent, je dois le reconnaître, le mal n'a pas été trop grand, mais il n'en est pas moins vrai que le danger est là, qu'il subsiste et qu'il devient d'autant plus profond que les organisations ouvrières s'habituent, sinon à vivre, tout au moins à compter sur des subventions.

Et l'on n'a pas manqué, dans certains milieux réformistes, de se servir de ce moyen pour essayer de détourner les organisations ouvrières de leur véritable voie qui est celle de la lutte contre le patronat, et ce jusqu'à sa complète disparition.

A cette conception nettement révolutionnaire du syndicalisme, l'on oppose dans les milieux dits réformistes, un syndicalisme vaguement mutualiste, qui est surtout destiné à prolonger l'état de choses existant.

Les caisses de chômage qu'ont créées dans leur sein certaines organisations, si elles ne visaient pas à ce but, ne tarderaient pas, par ce moyen des subventions, à avoir d'autres résultats.

Et c'est assurément pourquoi, comprenant tout le parti que l'on pouvait tirer d'un syndicalisme presque exclusivement mutualiste, que l'adversaire le plus dangereux du syndicalisme révolutionnaire, Millerand lui-même, vient de demander, et a naturellement obtenu, l'inscription dans le prochain budget d'une somme de 100.000 francs destinés à subventionner les caisses de chômage des syndicats.

Il n'est pas besoin de dire que cette somme de 100.000 francs est à peine une goutte d'eau dans la mer, si l'on compare la somme affectée au nombre d'ouvriers qui, par le fait de l'organisation capitaliste de la société, sont continuellement réduits au chômage. C'est, à Paris seulement, par milliers que l'on peut compter chaque jour les travailleurs battant le pavé, à la recherche de l'exploiteur qui voudra bien les occuper, et si j'ouvre au hasard le *Bulletin de l'Office du travail* que l'on ne taxera pas, en la circonstance, de parti pris, je relève pendant le mois d'août dernier — et je ne prends à dessein mes chiffres que dans des corporations d'ouvriers qualifiés — chez les cuisiniers 12 0/0 de chômeurs, 10 0/0 chez les imprimeurs conducteurs, 12 0/0 chez les tailleurs, 15 0/0 chez les couturières, 20 0/0 chez les charpentiers, 16 0/0 chez les menuisiers, 17 0/0 chez les ouvriers de bronze, 30 0/0 chez les ouvriers de la cuivrerie, 20 0/0 chez les sculpteurs, etc., etc. Et il en est ainsi dans toutes les corporations, d'un bout de l'année à l'autre, et puisqu'il en est ainsi, ce n'est pas cent mille francs, mais cent millions qu'il faudrait pour « secourir » les travailleurs astreints au chômage. Et c'est pourquoi cette proposition de « subventions aux caisses de chômage », faite par Millerand, ne résiste pas au plus léger examen. C'est même tromper les travailleurs, que de leur faire espérer qu'il est possible, même très faiblement, de leur venir en aide pendant le chômage — qui pour les uns se répète périodiquement.

Je vais même plus loin, et il ne me serait pas difficile de démontrer, que s'il pouvait être possible de secourir *tous* les chômeurs, la société capitaliste tout entière n'y pourrait pas résister, la loi de l'offre et de la demande, qui en est la pierre angulaire, se trouvant de ce fait profondément modifiée, puisque l'ouvrier à la recherche d'un employeur ne serait plus obligé d'accepter de travailler à n'importe quel prix, sûr qu'il serait de pouvoir manger le lendemain.

Et alors, puisqu'il est absolument certain que les secours de chômage ne peuvent pas être suffisamment développés pour apporter même une légère amélioration à la situation des milliers de sans-travail qui, d'un bout de l'année à l'autre, sont à la recherche du patron qui voudra bien les employer, il paraît que cette fameuse subvention pour les caisses de chômage est destinée en réalité à tout autre chose.

Il sera en tous cas curieux de voir quels seront les bénéficiaires de la subvention, et il est plus que probable qu'elle ira renforcer les caisses des organisations bien en cour, qui pourront ainsi multiplier les attaques contre les syndicats qui n'ont d'autre but que de conduire ceux qui en font partie à l'assaut de la société capitaliste.

Le subventionnisme, s'il se développe — et les adversaires ne manqueront pas de tenter cette diversion — sera la plaie du syndicalisme révolutionnaire. Que les camarades y prennent garde.

***

A part deux ou trois prétendus « comptes rendus » même pas discutables, tant ils sont faits de mauvaise foi et de parti pris, l'on peut dire que le

Congrès de Bourges a eu une bonne presse. Tous les journaux ouvriers, l'organe des typographes en tête, qui publie un très loyal et sincère compte rendu, sont unanimes à reconnaître l'importance de ces assises du travail.

Par contre, j'ai là le *Moniteur des Syndicats ouvriers* — lesquels? je suis toujours à me le demander — qui prend ses ordres au ministère de l'intérieur et publie un article d'un fantaisiste et d'une mauvaise foi admirable.

Il me suffira de citer seulement quelques lignes pour montrer toute la déloyauté de ladite gazette qui en profite pour rendre un hommage ému à deux de nos plus notoires réformistes qui, seuls, trouvent grâce devant le rédacteur bien pensant.

Voici ce qu'écrit, en effet, le rédacteur bien informé du *Moniteur* :

« Des militants, comme Briat et Keufer, ont fait entendre des paroles empreintes d'équité; ils ont soutenu la représentation proportionnelle des groupes, etc., etc... »

Or, cela est tellement vrai, cela est si évident, qu'à aucun moment Briat n'a pris la parole sur cette question et que, comme il en avait mandat de son syndicat, il a dû voter *contre* la représentation proportionnelle.

Mais comme il s'agit de combattre les syndicalistes révolutionnaires, tous les arguments sont bons, il suffit même d'en inventer lorsque l'on en manque.

La mauvaise foi de nos adversaires est un gage de la justesse de notre cause.

⁂

Le mouvement des grèves présente une situation plutôt calme.

A Marseille, tout est rentré dans l'ordre, et ce n'est certes pas la lettre adressée à Combes par le syndicat qui servira à grand'chose.

Il est même curieux de voir les dirigeants de ce syndicat, qui se sont laissé rouler par le gouvernement, lui adresser, maintenant qu'il n'y a plus rien à faire, des lettres comminatoires. Cela ne donnera le change à personne et les chefs du syndicat restent en partie responsables de l'échec subi par les ouvriers dockers.

En attendant, les quais et les docks sont toujours gardés par la troupe et sur les chantiers l'on murmure et l'on est loin d'être satisfait de Manot et consorts.

Un grand banquet, présidé par Lebon, ancien ministre de la République, l'homme aux chaînes de l'île du Diable, a réuni les officiers qui ont été remerciés d'avoir fait le jeu des Compagnies en ce qui concerne les revendications des inscrits. Comme quoi la platitude est parfois récompensée.

A Cholet, chez les tisseurs de la ville et des environs, calme plat. Cette grève qui met en chômage près de 12.000 individus, pourra servir d'exemple comme sagesse et comme modération.

Les malheureux, qui semblent absolument manquer de ressort, attendent pour agir un peu, de crever de faim complètement pour retourner dans leurs bagnes. Le patronat aurait bien tort de se gêner.

A Armentières, 350 ouvriers du tissage Dulac sont en grève.

Ils protestent contre le réembauchage d'un sieur Léon Facheaux, tisseur, qui s'est distingué aux grèves dernières par un abus de pouvoir auprès de M. Dulac et au préjudice de ses camarades. Il serait inexact que la grève a pour cause l'installation dans les ateliers Dulac de métiers Northrop.

A Hazebrouck, le travail devait reprendre le jeudi 20 octobre, au tissage Tersen frères, après trois mois de chômage, mais les patrons ayant prétendu que la pénurie des commandes ne permettrait le réembauchage immédiat que de 50 hommes et 20 femmes, sur les 200 ouvriers composant le personnel, la continuation de la grève a été votée.

De Douai à Valenciennes, la grève des mariniers est à peu près générale. Il y a actuellement plus de 150 bateaux vides en chômage à Bouchain.

Le gouvernement, si sympathique aux travailleurs, continue à mettre ses sbires au service du patronat.

Vingt-cinq gendarmes provenant des départements de l'Aisne et de la Somme, sont arrivés hier à Bouchain (Bassin rond), pour renforcer le service d'ordre.

Les gendarmes des brigades de Cambrai font, de leur côté, de fréquentes patrouilles le long de la voie d'eau; ils ont dû, à plusieurs reprises, monter sur les bateaux des non-grévistes afin de les exhorter plus efficacement.

A Mèze, malgré la circulaire de Combes et sa mise en application par l'envoi de gendarmes et de troupes, les ouvriers agricoles au nombre de près de trois cents, ont remporté la victoire et les patrons ont fait droit à leurs revendications.

C'est grâce à leur attitude énergique que ces travailleurs ont obtenu rapidement satisfaction. Les exploités de l'industrie feraient bien d'aller prendre des leçons chez leurs camarades des champs.

P. Delesalle.

⁂

Les mineurs de Saint-Bel. — Dans les environs de l'Arbresle (Rhône), se trouvent les mines de cuivre de Saint-Bel, appartenant à la Compagnie de Saint-Gobain. Depuis une quinzaine de jours, les ouvriers se sont mis en grève à cause : 1° des salaires infimes; 2° des renvois non motivés; 3° des conditions trop dures du travail pour faire sortir sa journée — le travail se faisant à la tâche.

En ce qui concerne les renvois d'ouvriers, voici quelles sont les explications données par le délégué mineur Mayaud, au correspondant d'un journal de Lyon. Des deux ouvriers renvoyés, l'un, Lenat, l'aurait été parce que membre du bureau d'une société de secours mutuels quelque peu rivale d'une autre société dont M. Roquelin, le directeur de la mine, est président; l'autre ouvrier, un ajusteur, aurait été choisi par le syndicat pour le représenter au congrès de la fédération des mines de Saint-Etienne, et renvoyé à cause de cela.

Les revendications des ouvriers sont donc :

1° Réintégration des ouvriers congédiés;

2° Suppression du travail à la tâche, ou que les chantiers soient tirés au sort, supprimant ainsi tout favoritisme;

3° Un salaire quotidien de : 6 francs pour les mineurs et boiseurs; 5 fr. 50 pour les manœuvres; 4 fr. 50 pour les cantonniers.

De plus, la Compagnie tient une pension alimentaire où mangent un certain nombre de ses ouvriers, de même qu'elle leur vend chaussures et vêtements.

Les mineurs avaient accepté les bons offices du maire et du juge de paix; cependant celui-ci n'a pu *arbitrer* par la raison majeure que la Compagnie n'en veut pas. Elle se refuse à tous pourparlers avec ses ouvriers. Cela défrise quelque peu les protecteurs des ouvriers dans cette affaire, car ils ne manquent pas de protecteurs. Il y a d'abord les commerçants qui, à une centaine d'entre eux, ont versé la somme de 300 francs à la caisse de grève; il y a encore le *Lyon Républicain* qui s'exprime en ces termes : « Véritablement on ne peut être plus conciliant que les mineurs et plus irréductible que la Compagnie. Les mineurs sont gens paisibles, tous enfants de la vallée de la Brevenne — à l'exception d'une centaine d'Italiens — ils ont du sang de cultivateur dans les veines et sont, par hérédité, essentiellement pacifiques. » Plus loin : « C'est ce qu'ont pu constater M. Caire, commissaire spécial à la préfecture, ainsi que M. Revillet, lieutenant de gendarmerie, *dont les hommes n'ont jamais eu à intervenir* (c'est moi qui souligne), car les mineurs de Saint-Bel sont des sages et d'autant plus forts qu'ils ont avec eux la municipalité de Saint-Bel et les populations de tous les pays environnants. »

Eh bien! il est des mauvaises langues — et nous sommes de celles-là, et les événements nous donnent généralement raison — qui prétendent que ces alliances-là ne sont pas *sûrement* un gage de succès. Les mineurs de Saint-Bel veulent en faire l'expérience, c'est leur affaire.

Un referendum a donné une majorité de 4,000 voix pour la grève.

Pour terminer, une anecdote suggestive. A l'époque où la Compagnie fit son émission, un curé avait placé là toutes ses économies et s'était rendu acquéreur de deux actions de 500 francs. Récemment ce prêtre mourait, et ses héritiers n'étaient pas peu surpris de constater que chacun des titres émis à 500 francs, valait aujourd'hui 36.200 francs.

Comme cela, on comprend mieux le refus de la Compagnie de payer ses ouvriers 5 à 6 francs par jour.

⁂

Le 30 octobre aura lieu, à Firminy, un congrès de délégués mineurs. Nous y reviendrons, s'il y a lieu.

Galhauban.

Russie.

Dans le gouvernement de Kharkoff vivait, dans une villa, une chanteuse du nom de Gavriésoff.

Deux adorateurs se disputaient sa main, le prince Sviatopolk, le neveu du ministre actuel, et l'étudiant Choustoff.

La chanteuse donna la préférence à l'étudiant.

Avec l'arrière-pensée de se venger, le prince manœuvra de façon à faire donner un rendez-vous à l'étudiant par la chanteuse, et lorsque Choustoff, qui ne se doutait de rien, se présenta, il fut appréhendé par cinq hommes, serviteurs du prince, déshabillé et fouetté jusqu'au sang.

Les plaintes portées depuis contre cet attentat par la mère de l'étudiant n'ont donné aucun résultat.

Suisse.

Deux antimilitaristes suisses. — Deux jeunes recrues suisses ont comparu devant le tribunal militaire de Genève, sous l'inculpation d'avoir refusé de se soumettre aux obligations militaires. Ces deux jeunes gens sont âgés tous deux de dix-neuf ans. L'un, Henri Bartholdi, Genevois, est employé dans une maison de commerce; l'autre, Ed. Herzig, Bernois, est élève à l'Ecole des Arts.

Au cours de son interrogatoire, Bartholdi a montré combien il agissait en connaissance de cause et déclaré que sa raison et sa conscience lui ont dicté sa conduite; il a de plus nié à l'Etat, qu'il se refuse à reconnaître, le droit de disposer des individus pour en faire, suivant la circonstance, des assassins ou des victimes.

Herzig, après Bartholdi, s'est aussi très courageusement défendu et après la plaidoirie de son avocat, a donné lecture d'un mémoire où il exposait les cruautés de la guerre.

Bartholdi et Herzig n'en ont pas moins été condamnés chacun à deux mois de prison, à un an de privation de droits politiques et à une amende.

Ce procès, par l'attitude crâne des jeunes accusés, a eu un grand retentissement dans toute la Suisse.

Les jugements, qui sont motivés, constatent que les motifs de conscience allégués par les prévenus ne sauraient les justifier; qu'on ne peut pas admettre qu'un particulier, se plaçant au-dessus de la loi, puisse s'ériger en juge de la question de savoir s'il doit obéir ou non à l'obligation militaire; et que la loi, égale pour tous, doit être respectée par tous aussi longtemps qu'elle est la loi.

Etats-Unis.

La guerre patronale dans le Colorado. — M. le général Engley, avocat de la Western Federation of Miners, après avoir été déporté de Cripple Creek, s'est rendu à Denver pour acheter un fusil à répétition, dernier modèle, et en retournant à Creek était attendu par le shérif, lequel lui avait offert ses services de protection, mais le général l'a envoyé promener, en lui disant que dans la circonstance il ne se fiait qu'à son propre courage et à son habileté de tireur; il ne fut point molesté.

Frank Hangs, autre avocat de grande habileté, représentant la W. F. of M. dans le district de Cripple Creek, et possédant beaucoup de propriétés dans la région minière, avait demandé au même shérif sa protection pour sa sûreté personnelle. Bell (le shérif et général de la milice) le garda pendant une après-midi et une nuit dans l'hôtel, mais le lendemain lui fit connaître qu'il n'était pas à même de répondre de sa sûreté; Kangs est retourné à Denver.

A la convention de la Fédération du travail, et à la convention des mineurs de charbon du Colorado, Wyoming, Nouveau-Mexique et Utah, la Trades Assembly avait offert un banquet où j'étais l'orateur principal des organisations locales.

Pour la manifestation du « Labor Day » on n'a pu comprendre ma tactique et on a laissé tomber à l'eau tous mes arrangements.

La politique bat son plein. Les républicains ont reporté Peabody comme gouverneur, et les démocrates Alva Adams, autre banquier; donc kif kif bouricot en regard des prolos, mais il faut noter ce point, que les deux partis promettent la journée de huit heures aux infatigables votards.

Pendant que Mitchell se promène dans les grands hôtels en Europe, les membres en grève de son organisation sont à crever de faim dans le désert du Colorado.

Les camarades du « Lavorator italiano » de Trinidad ont repris la publication de l'organe des mineurs carrément révolutionnaire. Nous sommes à présent

un « demi-quarteron » et nous avons distribué beaucoup de manifestes pendant le séjour de convention ; la semence est jetée, le temps portera ses fruits.

La politique ouvrière s'étant identifiée avec les démocrates et ceux-ci se fichant pas mal des intérêts des producteurs, la lutte acharnée contre l'exploitation reprendra donc de plus belle. La pression d'en haut forcera celle d'en bas, les idées s'élucideront et l'idéal s'étargira.

A. Klemencic.

Transvaal.

La révolte des esclaves chinois. — Malgré certaines dénégations officieuses, la révolte des coolies chinois dans plusieurs mines transvaaliennes est confirmée. Les malheureux sont si peu payés, si fort maltraités qu'ils essaient de s'insurger, en dépit des contrats qui les lient et qu'ils ont, d'ailleurs, signés sans savoir à quoi ils s'engageaient.

Mais ce qui est particulièrement à retenir, c'est l'attitude de l'autorité. Les sociétés minières, en somme, sont libres de recruter de la main-d'œuvre à vil prix, fût-ce au prix d'une terrible crise économique dont elles seront seules à ne pas souffrir. Mais un spectacle extraordinaire, c'est celui du gouvernement de lord Milner, intervenant en faveur des compagnies étrangères, et arrêtant les grévistes chinois pour les faire réintégrer par la force, l'espèce de bagne où les confine la rapacité des « Landlords ». Jamais on n'a vu l'esclavage pratiqué de façon aussi ouverte. Ce qui ajoute à la gravité de pareils faits, c'est le souvenir des faits antérieurs à la guerre anglo-boer. Un des griefs de l'Angleterre, on le sait, était les prétendues duretés de l'Etat boer contre les indigènes. Or, le gouvernement boer refusait précisément de prêter sa police aux sociétés minières pour contraindre au travail les ouvriers indigènes qui l'abandonnaient.

Il est intéressant aussi de rappeler que la puissance qui flétrit un esclavage non existant au Congo est celle qui le pratique avec tant de désinvolture, aux dépens des Chinois, dans la plus nouvelle de ses colonies.

Apparemment, grâce à l'intervention de la force armée de lord Milner, la grève des mineurs célestes ne s'étendra pas, les grévistes étant ramenés « *manu militari* » au travail. Il faut voir, d'autre part, si le recrutement de nouveaux coolies dans l'Empire du Milieu ne souffrira pas des incidents actuels. Il y a actuellement dix mille Célestes environ dans les mines ; dix mille autres, qui ont signé des engagements, sont en route. Les sociétés aurifères du Transvaal comptent en recruter au moins encore de 80 à 100.000. Les événements actuels leur rendront ces enrôlements plus difficiles.

(*Les Journaux.*)

Mandchourie.

Les horreurs de la guerre. — M. Viazenisky, qui a suivi la retraite des Russes de Liao-Yang à Moukden, décrit ainsi quelques scènes auxquelles il a assisté.

Presque tous les villages et toutes les fermes que nous rencontrâmes sur notre passage n'étaient plus qu'un amas de décombres. Ce qui avait résisté aux boulets avait été incendié par la soldatesque japonaise et russe, afin de ne pouvoir servir d'abri à l'adversaire.

Sur la route nous avons rencontré sans cesse de longues files de Chinois, fuyant, chassés de leurs villages et cherchant à échapper à une mort certaine. Beaucoup de ces Chinois et de ces Chinoises, accompagnés de leurs enfants, étaient à peu près nus, n'ayant pas eu le temps de sauver le moindre objet.

Tous ces malheureux étaient exténués, mourant de faim et de froid, implorant notre pitié et demandant quelque nourriture.

Pendant ce temps, les pleurs des petits enfants, affamés et grelottants de froid, nous poursuivirent. Dans l'un de ces villages en ruines où nous passions, il ne restait plus comme habitants que des vieillards et des infirmes, tous les autres habitants bien portants ayant pris la fuite. Je vis un vieillard, ressemblant à un squelette, se jeter avidement sur une croûte de pain qu'un soldat avait laissée tomber sur la route.

Nous pensions qu'il allait la dévorer, et nous ne fûmes pas peu étonnés, en le voyant la diviser en trois parts, et en donner une à deux camarades.

On ne connaîtra jamais le nombre de ces malheureux que la guerre aura fait mourir de faim. La misère était grande, et nous voyions partout les malheureux habitants mâcher les épis de blé vert. Un moment nous rencontrâmes une petite fille ; quelques milles plus loin une autre et un peu plus loin la mère, mortes toutes trois sur la route, et dont le mari était assis stoïquement à ses côtés.

Combien de familles auront subi un sort analogue pendant cette guerre néfaste ?

Les Journaux.



L'A B C de l'Astronomie [1]

(Suite)

III

MERCURE

En prenant notre vol du Soleil, nous ne disons même pas sur les ailes de la lumière, ce qui ne serait pas assez vite pour le voyage que nous projetons, mais sur celles de la pensée, la première île qui émerge de l'éther impondérable, est la planète *Mercure*.

Mercure vogue avec une vitesse de 46 kil. 811 par seconde et met 87 jours 23 heures 15 minutes et 46 secondes pour parcourir son orbite de 356 millions de kilomètres qui se trouve à une distance moyenne de 56 millions de kilomètres du Soleil.

L'année mercurienne est par conséquent d'environ 88 jours terrestres et comme cette planète, pareille à la Lune relativement à la Terre, tourne toujours le même côté contre l'astre radieux, elle ne compte qu'un jour dans son année. Jusqu'ici, on n'a pu relever la présence d'un satellite gravitant autour d'elle.

Le diamètre de Mercure est de 4.800 kilomètres, et sa circonférence de 12.120, son volume est dix-neuf fois plus petit que celui de la Terre et son poids seize fois moindre. La pesanteur à sa surface est moitié plus faible qu'ici, et la densité des matériaux dont il est constitué y est environ 1/5 plus forte. L'atmosphère de ce petit monde est plus dense et plus élevée que la nôtre et sa topographie nous est encore entièrement inconnue.

Vouloir tirer de ces données absolument insuffisantes, une conclusion sur les habitants éventuels de Mercure, serait évidemment prématuré, de même que la question « Mercure est-il habité par des êtres analogues à nous ? » nous semble tout à fait oisepse.

Mais depuis que les sciences ont démontré qu'il n'y a aucune ligne de démarcation absolue entre la nature inorganique et la nature organique et que l'analyse spectrale a relevé, non seulement l'origine commune de toutes les planètes, mais aussi l'unité constitutive de l'Univers, il est certain que l'hypothèse de la pluralité des mondes habités est un fait rigoureusement scientifique. Il est désormais hors de doute que chaque étoile est un laboratoire, où se préparent les éléments de la vie organique et que chaque planète, à moins d'accidents, est, a été ou peut devenir un foyer de vie variée et multiple.

IV

VÉNUS

En venant du Soleil, la seconde planète que nous rencontrons sur notre route est Vénus.

L'étoile du matin et du soir gravite autour de l'astre du jour à une distance moyenne de 108 millions de kilomètres, avec une vitesse de 34 kil. 600 par seconde et met 224 jours 7/10 pour parcourir son orbite, presque circulaire et longue de 672 millions de kilomètres.

L'année de Vénus est par conséquent de 224 jours 7/10 terrestres.

Pour ce qui est de la longueur de son jour, les avis sont encore partagés. Dès 1866, Cassini a conclu que Vénus tourne sur elle-même en 23 heures 15 minutes. Cette opinion, généralement acceptée, a été mise en doute par l'astronome Schiaparelli, qui prétend que notre planète voisine accomplit son mouvement de translation autour du Soleil en lui présentant constamment la même face, ce qui déterminerait pour elle une longueur égale du jour et de l'année.

Mais il ne paraît pas en être ainsi. Malgré les difficultés inouïes que présente l'observation de Vénus à cause de son éclat et le peu d'irrégularités remarquées sur son disque pouvant servir de point de repère, M. Belopolski, de l'observatoire de Saint-Pétersbourg, a pu constater, en 1901, la rotation de Vénus en 24 à 25 heures par le déplacement des raies de son spectre. La découverte de M. Belopolski confirme l'opinion émise à ce sujet par Camille Flammarion dès 1898. Il semble donc probable que Vénus tourne autour de son axe comme la Terre et Mars et en un temps sensiblement égal.

Jusqu'ici, on ne connaît pas de satellite à notre voisine intérieure.

Le diamètre de Vénus, presque égal à celui de la Terre, est de 12.700 kilomètres, sa périphérie est de 39.880 kilomètres. La densité des matériaux qui la composent et la pesanteur à sa surface ne sont qu'un peu moindres qu'ici. Son atmosphère est composée des mêmes gaz que la nôtre, seulement sa densité est double, ce qui doit aussi tendre à égaliser avec la nôtre la température de cette planète, qui recevrait autrement du Soleil — dont le diamètre apparent est de 43' vu de là-bas, tandis qu'il n'est que de 32'3 vu d'ici — presque deux fois plus de chaleur que la Terre.

Ajoutons encore, pour terminer ce chapitre, que les planètes intérieures Vénus et Mercure, nous offrent, comme la Lune, des phases qui correspondent aux positions qu'elles occupent autour du Soleil relativement à nous et que, noyées dans la lumière de l'astre du jour, elles nous sont, quoique plus rapprochées, bien moins connues que les planètes extérieures de notre monde solaire.

(A suivre.) F. Stackelberg.

[1] Voir les numéros précédents.

LE LIVRE POUR ENFANTS

La copie sera mise en mains dans la première semaine de novembre.

Les souscriptions continuent à arriver cahin-caha. Je les recevrai jusqu'à fin novembre. Après, le prix du volume sera majoré des frais d'envoi.

Je compte prendre remboursement vers le 15 novembre. Ceux qui peuvent envoyer avant nous faciliteront la besogne. J'ai encore quelques circulaires pour ceux qui en désirent.

J. G.



Groupe d'action pour la défense morale des instituteurs et institutrices laïques. — *Appel aux instituteurs et institutrices laïques.* — Les livres scolaires. — Les membres du Groupe d'action pour la défense morale des instituteurs et institutrices laïques, réunis à la Bourse du travail le mercredi 5 octobre 1704,

Résolus à faire respecter réellement le principe fondamental de la neutralité scolaire ;

Considérant que le meilleur moyen d'action pour atteindre leur but est d'obtenir l'introduction à l'école de livres rédigés en vue d'un enseignement loyalement laïque, en même temps que conçus selon l'idée pacifiste ;

Après avoir discuté sur les moyens les plus efficaces pour réaliser cette innovation aussi considérable par les difficultés qu'elle soulève que par les heureux résultats qui en seront la conséquence,

Adressent à leurs collègues tant de France que des colonies l'appel suivant :

« Tous les instituteurs et institutrices sont chaleureusement invités à saisir *l'occasion des prochaines réunions pédagogiques, pour faire radier* des listes départementales tous les ouvrages *qui ne s'inspirent pas* d'un programme d'enseignement *laïque et pacifiste.*

« Ils leur rappellent que, sur l'initiative d'un certain nombre d'entre eux, puissamment secondés par une presse aussi intelligente que bienveillante, la campagne fut *déjà engagée* l'an dernier en ce sens ;

« Que cette campagne fut féconde, puisqu'elle eut pour résultat de faire comprendre aux éditeurs que la mentalité des éducateurs avait évolué, et de les amener, soit à modifier le texte de livres surannés, soit à publier des ouvrages plus en rapport avec les aspirations d'un peuple libre ;

« Que pour continuer l'œuvre d'épuration et la mener à bonne fin, il suffit que chaque instituteur et institutrice ait foi en son action individuelle ; il suffit surtout que chacun ait conscience d'exercer simplement un droit.

« C'est à ce prix seulement que deviendra possible une pédagogie basée sur la raison, sur la science et sur la vérité. »

Pour le Groupe :
Henriette Meyer,
secrétaire.

Ecole Libertaire, 22, rue du Rendez-Vous. — Cours d'éducation intégrale, de 8 à 10 heures du soir :

Mardi : Histoire universelle, géographie.

Mercredi : Arithmétique, géométrie (méthode concrète).

Jeudi : Dessin, peinture, sculpture, visite de musées.

Vendredi : Physique et chimie expérimentales.

Samedi : Solfège et violon.

Dimanche : Excursions ou visite d'ateliers.

Pour renseignements, matériel d'enseignement, livres, fonds, s'adresser à E. Martin, 83, rue des Pyrénées.

Théâtre Libertaire. — Dans le but de constituer une troupe théâtrale et un orchestre libertaires sérieux, nous faisons appel à tous les camarades, artistes dramatiques, lyriques ou instrumentistes, auteurs, chansonniers, etc., décidés à se joindre à nous.

S'adresser au camarade Léon Israël, 13, cité Riverin, Paris (X^e).

Besançon. — Les camarades se rendant ou étant en garnison à Besançon, sont priés de se mettre en relation avec le groupe de la **Jeunesse antimilitariste**, café de la Gaîté, 5, rue Bersot.

Avignon. — **L'Université populaire** fait appel à tous ceux qui reconnaissent que l'instruction et l'éducation du peuple sont utiles, à venir grossir le nombre de ses adhérents.

Une bibliothèque importante est à la disposition de tous les membres.

Les inscriptions sont reçues au local, rue Bancasse, 13. Cotisations minimes. L'U. P. est ouverte tous les soirs de 8 à 10 heures et le dimanche de 9 heures à midi. Réunion générale le premier dimanche de chaque mois.

Aiglemont. — Lorsque je m'installai à Aiglemont *dans le but de commencer une colonie communiste, les camarades prirent* l'habitude de correspondre avec moi.

Heureusement depuis et progressivement notre nombre s'est accru et nous sommes aujourd'hui douze.

Le caractère impersonnel d'une tentative comme la nôtre doit se manifester dans tous les détails, *c'est ce qui me fait prier* les camarades d'adresser tout ce qui concerne la colonie, renseignements, souscriptions, communications, à l'adresse suivante :

Colonie communiste d'essai à Aiglemont (Ardennes).

Fortuné Henry.

Nous recevons au dernier moment, mercredi, une foule de communications. — Trop tard pour ce numéro. — Je renouvelle : mardi au plus tard.



Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Meetings antimilitaristes :

Vendredi 28 octobre, salle de l'Etoile d'Or, avenue d'Italie (13e). Orateurs inscrits : Ludovic Chemel : L'Idée de Patrie ; Pierre Monatte : L'Armée instrument du Capital ; Charles Malato, Delalé.

Samedi 29 octobre, salle de la Justice de paix de Levallois-Perret (Mairie). Orateurs inscrits : Georges Régnier : L'Idée de Patrie ; Ansbert Frimat : L'Armée instrument du Capital ; Le Blanc.

Dimanche 30 octobre, salle Germain, avenue des Batignolles à Saint-Ouen. Orateurs inscrits : Ansbert Frimat : L'Armée instrument du Capital ; Pierre Monatte : Le Régime militaire ; Griffuelhes, Laval.

Dimanche 30 octobre, salle de la Liberté, place Armand-Carrel (18e). Orateurs inscrits : Georges Régnier : L'Idée de Patrie ; Henri Grégoire : Le Régime militaire ; Victor Méric.

Mercredi 2 novembre, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton. Orateurs inscrits : Ansbert Frimat : L'Armée instrument du Capital ; Ludovic Chemel : L'Idée de Patrie ; Roger Sadrin.

Jeudi 3 novembre, salle Ludo, 85, avenue de Clichy (17e). Orateurs inscrits : Henri Grégoire : Le Régime militaire ; Ludovic Chemel : L'Idée de Patrie ; Liard-Courtois : Les Guerres. — Entrée : 20 centimes.

Jeunesse Libertaire du Ve. — Lundi 31 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Eden du Temple, 49, rue de Bretagne, conférence publique et contradictoire par Paraf-Javal. Sujet : L'Absurdité des soi-disant libres penseurs. Entrée : 0 fr. 30.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy. — Vendredi 28. Amédée Rouquès : Art et Art social. — Mercredi 2, à 8 h. 1/2, Conseil d'administration ; à 9 heures, Alavaille : L'Enseignement rationnel. — Vendredi 4. Dr Pozercki, de l'Institut Pasteur : La Reproduction des êtres vivants.

A. I. A. du XXe. — Réunion lundi 31 octobre, salle Landry, 128, boulevard Ménilmontant.

Le Milieu Libre, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Jeudi 3 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par un camarade.

La Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre. — Tous les samedis à 8 h. 1/2, causerie ; tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 ; répartition des denrées (dimanche excepté). — Métro : station Anvers.

Bourg-la-Reine. — **Veillées ouvrières.** — Réunion samedi 29 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Michel, 99, Grande-Rue : Les Travaux de Pasteur, par A. Leseurre.

Noisy-le-Sec. — **Association internationale Antimilitariste.** — Réunion le samedi 29 octobre, à 9 heures du soir, salle Comaillé, 3, place Jeanne d'Arc, causerie par le camarade Miguel Almereyda sur l'A. I. A.

Beaune. — **Section de l'A. I. A.** — Réunion tous les jeudis et les 1er et 3e dimanches du mois chez le camarade Marillier, 68, faubourg Madeleine.

Marseille. — **Jeunesse Syndicaliste Révolutionnaire.** — Dimanche 30 octobre, à 9 heures du soir, réunion générale ; questions du manifeste de la Jeunesse de Paris, projet de fédération.

Les camarades sont avisés que si les réunions ne sont pas plus fréquentées, il ne sera plus fait aucune convocation.

Lyon. — **Jeunesse Libertaire.** — Dimanche 30 octobre, soirée familiale, 26, rue Paul Bert, salle Chamarande, à 8 heures du soir ; causerie par un camarade.

Depuis six semaines, la Jeunesse Libertaire envoie régulièrement des journaux et brochures anarchistes à une série de 100 adresses, choisies pour la plupart et de préférence dans les campagnes. Le bénéfice de la soirée est destinée à cette propagande. Les camarades qui ont des journaux en assez bon état peuvent les apporter.

Saint-Etienne. — **La J. S. de Saint-Etienne** organise pour le départ de la classe, le 6 novembre, une grande conférence antimilitariste. Orateurs : Francis Jourdain et Miguel Almereyda. Conférence suivie de concert-bal.

Saint-Junien. — La **Jeunesse socialiste** organise pour le 1er lundi du mois une ballade d'adieu à Oradour ; bonne occasion de propagande. Les camarades qui désirent y participer sont invités à aller se faire inscrire tous les dimanches de 11 heures à midi, salle de la J. S.

Les chanteurs Dartout, Chadourne, Chabernaud et Bernard seront de la partie.

Le camarade Gateau est prié d'apporter la musette et les brochures.

Verrières-le-Buisson (Seine-et-Oise). — **Pensée Libre.** — Samedi 28 octobre, à 8 h. 1/2, salle Botte, 38, rue de Paris, conférence par G. L'Endehors : Vers la Cité future.

Organisation de meetings régionaux.



C., à Amiens. — Le journal du camarade A. D. était envoyé rue Potier, 6.

O. B., à Démuin. — Le journal sera envoyé à l'adresse.

G., à Creuzier-le Vieux. — Oui, le prix de souscription, 3 francs jusqu'au 1er décembre seulement.

A. B. — D'ouvrage traitant scientifiquement le spiritisme, ce ne peut être qu'une réfutation. Je n'en connais pas. Mais je pose la question à des camarades plus calés.

L. P. — Ma foi, le passage de Flaubert me semble à double tranchant. Il y a là le dédain du littérateur contre tous ceux qui veulent un état social meilleur.

G. B. — Evidemment, la pièce a de bons passages ; mais elle est un peu trop faite pour flatter le goût bourgeois.

F., à Garres. — Il n'y a d'utilité à demander le service du journal que là où nous sommes assurés qu'on le prendra quelque temps.

C. H., à Tully. — Numéro réexpédié.

M C. — L'Idée d' « Epouvantail » n'est peut-être pas très neuve, mais j'utiliserai peut-être. Merci pour le renseignement.

Morat, à Paris. — Entendu.

Reçu pour le livre pour enfants : M. M., à Dijon, 1 fr.

Reçu pour le journal : P. P., à Cazes, 1 fr. — H. C., à Gens, 0 fr. 50. — F. S., à Marseille, 2 fr. — Compagne E. C., à San Francisco, 12 fr. 95. — M. F., à Orléans, 2 fr. — R., à Marseille, 2 fr.

E. J. C., à « La Protesta », Buenos-Ayres. — D., à Limoges. — H. L., à Fleury. — C., à Villemandeur. — G., à Montreuil. — B., à Lyon. — P. V., à Montreuil-sur-Blaise. — H. M., à Paris. — B. J., à Pont-de-Beauvoisin. — G., à Roanne. — O., à Savigny. — D., à Lyon. — Jeanquimarche. — A. L., à La Varenne Saint-Hilaire. — L. M., à Paris. — C. et D., à Mostaganem. — C., à Rouen. — G. E., à Liège. — L. C., à Lorette. — H., à Nancy. — J. C., à Lorient. — W. C., à Charleroi. — D., à Bruxelles. — Morat, à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 27 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 5 au 11 Novembre 1904*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e^



SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Cette semaine nous sommes forcés de supprimer le supplément. La situation s'est largement améliorée puisque nous pouvons donner 4 pages de plus, et que la suppression du supplément est moins fréquente. Mais nous n'avons pas encore réussi à boucler la boucle.

La Grève Générale
EN ITALIE

Un mois venait à peine de s'écouler depuis le Congrès d'Amsterdam, où les politiciens du socialisme parlementaire s'étaient finalement vus obligés de s'occuper de la question de la grève générale, arme formidable du prolétariat, contre laquelle les railleries et l'indifférence n'avaient plus de prise et dont il fallait au moins tâcher d'amoindrir la portée révolutionnaire, qu'une grandiose grève générale de solidarité et de protestation s'effectuait en Italie.

A Milan où, six ans auparavant, la réaction avait, trois mois durant, suspendu le cours normal de la vie politique et sociale par un état de siège des plus féroces, la masse ouvrière s'était soudain soulevée et, pendant cinq jours, avait cessé tout travail, en montrant aux bourgeois apeurés ce que peut l'armée des travailleurs lorsque, conscients de leur puissance, ils savent se soustraire aux traîtres conseils des prêcheurs de réformes légales et entrer résolument dans la voie de l'action directe et révolutionnaire.

Trop longtemps le peuple italien, bercé par les mauvais pasteurs du parlementarisme, sommeillait dans l'apathie et laissait s'accomplir impunément le massacre périodique d'ouvriers et de laboureurs en grève. Tout au plus, quelques ordres du jour stigmatisaient tièdement l'intervention des troupes dans les conflits entre patrons et travailleurs et l' « abus » des armes : le ministère était « libéral », une « collaboration de classes » était admise sous la forme de la participation possible de quelque socialiste au gouvernement; il fallait donc ménager ce dernier et attribuer à un simple excès de zèle des agents et des troupes, les tueries féroces dont voici la liste incomplète :

Berra Ferrarese (27 juin 1901), 3 morts et 23 blessés; — Cassano delle Murge (5 août 1902), 1 mort et 4 blessés; — Candela (8 septembre 1902), 5 morts et 10 blessés; — Giarratana (13 octobre 1902), 2 morts et 50 blessés; — Petacciato (25 février 1903), 3 morts et 30 blessés; — Putignano (14 mars 1903), 8 blessés à mort; — Pieve a Camaiore (21 mai 1903), 3 morts et 1 blessé; — Torre Annunziata (31 août 1903), 7 morts et 40 blessés; — Cerignola (mai 1904), 3 morts et 14 blessés.

Le ministre Giolitti, assuré de la complicité des socialo-réformistes Turati, Bissolati et compagnie, comptait continuer tranquillement son œuvre de réacteur, fourbement travesti en libéral, promettant d'un côté les réformes ouvrières, encourageant d'un autre les massacreurs des grévistes en les récompensant de décorations et d'éloges, pendant qu'il continuait à ne point tenir compte de l'agitation réclamant la liberté des prisonniers politiques (qui à l'entendre, ne sont que de vulgaires criminels de droit commun) et qu'il foulait quotidiennement aux pieds la liberté de la presse.

Mais si elle sommeillait, l'âme révolutionnaire du peuple n'était pas morte. Soudainement réveillée, elle sut réparer le passé en se dressant menaçante et fière. A la liste, déjà longue des tueries, venait s'ajouter un nouveau massacre : le 4 septembre, à Buggerru (Sardaigne), après un conflit entre des mineurs en grève et la force armée, trois morts et vingt blessés, tous ouvriers, jonchaient le terrain. Ce fut un cri général d'indignation; on en avait assez. L'agitation pour la délivrance des victimes de 1900-1904, qui ne faisait appel qu'aux forces populaires, avait déjà secoué en partie les éléments avancés. A la place des ordres du jour, éternelles protestations platoniques, on proposa, comme protestation contre cette nouvelle infamie, la grève générale : il en fut discuté dans quelques Bourses du Travail, mais son exécution fut renvoyée à une date ultérieure, après l'enquête parlementaire. Lorsque survint le massacre de Castelluzzo, près Trapani, un brigadier de *carabinieri*, jaloux certainement des récompenses décernées à Centanni et aux autres assassins du peuple, faisait tirer sur une foule de paysans parfaitement calmes, dont deux furent tués et dix blessés. Cela fit déborder la coupe : un *meeting* monstre décidait à Milan la proclamation immédiate de la grève générale en signe de protestation, et la Bourse du Travail n'hésitait pas, devant l'énergique attitude du peuple, à mettre à exécution cette décision, d'autant plus que de Monza arrivait la nouvelle de la proclamation de la grève en cette ville, en même temps qu'on apprenait un autre massacre à Sestri Ponente, avec une vingtaine de blessés. Durant cinq journées la Chambre du Travail milanaise assuma, pour ainsi dire, le pouvoir administratif et politique de la ville pendant que des émissaires envoyés un peu partout obtenaient la proclamation de la grève dans les principales villes. Turin, Gênes, Naples, etc., suivaient l'exemple, et le mouvement aurait pris des proportions inespérées, sans les inévitables hésitations de nombre de leaders socialistes, sans la coupable trahison des employés des chemins de fer qui, pour ne pas compromettre des intérêts immédiats, se laissèrent convaincre par les gros bonnets de l'organisation, et s'abstinrent de donner le concours promis. Mais ces défaillances ne firent que mieux ressortir l'attitude digne et énergique de la partie consciente des travailleurs, en grande majorité des non-syndiqués, qui surent, dans les nombreux meetings qui avaient lieu à l'*Arena*, et où l'on comptait une foule variant de 30 à 60.000 assistants, forcer la main aux parfois trop « pru-

dents » chefs des organisations et conspuer comme ils le méritaient ceux qui, jusqu'alors, avaient agi en traîtres et qui maintenant, devant l'effondrement de leur propagande endormeuse, venaient hypocritement se « mettre aux ordres » des ouvriers dont ils reconnaissaient soudainement la « souveraineté » et les aptitudes à se diriger eux-mêmes.

La grève se déroula dans l'ordre le plus parfait. Les journaux ne paraissaient pas. Mais un *Bulletin de la grève* sortait régulièrement, comme affirmation que les ouvriers savaient se servir pour eux-mêmes des instruments de production. Ce bulletin était composé gratuitement à tour de rôle et le produit de la vente (il s'en vendait jusqu'à 60.000 dans la ville) destiné aux familles des massacrés. Le gouvernement, pris à l'improviste et, d'autre part, conscient que les temps étaient changés et qu'une réaction, telle que la réclamaient les pires conservateurs, n'était plus possible à Milan, s'abstint de toute intervention, et dans les deux dernières journées de la grève seulement les troupes gardèrent les édifices publics. Le service de l'ordre (?!), que du reste personne ne menaçait, avait été accompli les jours avant par des délégués spéciaux de la Bourse du Travail. La grève se terminait, après l'assurance des membres radicaux, républicains et socialistes du Parlement d'obtenir les démissions du ministère et la cessation des massacres dans les agitations ouvrières, la reprise de la grève ayant été décidée au cas où ces *desiderata* ne seraient point réalisés.

Jusqu'ici, cette grève générale *politique*, comme aiment à l'appeler les nouveaux socialistes révolutionnaires d'Italie, cet acte d'énergie du prolétariat italien, encore en arrière quant à l'organisation syndicale, ne peut que réveiller les plus hardis espoirs dans le cœur des révolutionnaires. Mais ceux-ci sauront-ils se préparer pour faire aboutir à un résultat sérieux les prochains soulèvements du peuple ? car la dernière grève nous a bien montré que, si d'un côté l'esprit de révolte et de solidarité ne faisait point défaut dans la masse, les révolutionnaires ne possédaient qu'à un degré très inférieur encore les qualités nécessaires pour donner aux vagues aspirations des foules une forme concrète, vers laquelle diriger les efforts communs.

Et surtout les anarchistes ont montré leur côté faible, dégénérant souvent en inaptitude. Si, en ces dernières années, où il leur a été possible de publier un organe dans cette capitale industrielle, où la masse ouvrière se montrait lasse des vaines promesses du socialisme réformiste, et cherchait un autre chemin vers lequel s'orienter, où il leur était possible de participer aux manifestations publiques et où la Bourse du Travail et les organisations ouvrières leur étaient grandes ouvertes ; s'ils avaient su en profiter, en renonçant à transformer leur journal en un vain champ de dissertation sur l'individualisme, l'amoralisme, etc., etc. ; s'ils avaient su faire œuvre active et pratique au sein des associations ouvrières, leur situation et leurs aptitudes leur auraient permis une vision plus précise des nécessités du moment et, au lieu de n'y avoir aucune physionomie propre, ils auraient pu donner au mouvement un plus grand élan, en soutenant les masses dans leur essai d'action directe et en les orientant vers le but de l'expropriation révolutionnaire de la bourgeoisie, sans laquelle toute tentative de grève générale ne peut que constituer une inutile parade, comme nous la dépeignent si volontiers les railleurs de la grève des bras croisés.

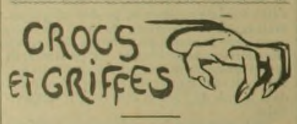
Ils ont encore le temps de reprendre l'œuvre perdue : qu'ils se préparent afin que les événements ne les trouvent pas de nouveau à l'improviste, car si les Labriola, les Mocchi et les autres socialistes révolutionnaires milanais ont su maintenir une attitude suffisamment conforme aux idées révolutionnaires qu'ils disent professer, peut-être, demain, leur popularité étant plus consolidée, les verrons-nous renier leur récent passé et s'adonner à la même œuvre endormeuse de leurs ennemis d'aujourd'hui : les réformistes. Et d'autre part, le gouvernement n'est sûrement point disposé à se laisser ultérieurement intimider par une série prolongée de grèves générales pacifiques. Aussi, aux sommations du peuple italien, Giolitti vient de répondre par la dissolution de la Chambre. Il espère dans la lutte électorale trouver une déviation au réveil ouvrier, vers les inoffensives batailles à coups de bulletins de vote.

Les anarchistes italiens ont donc le devoir de veiller à ce que l'enthousiasme populaire ne s'éteigne pas et que l'idée de l'action directe se substitue définitivement, chez les travailleurs, aux vains espoirs dans l'œuvre stérile et néfaste du parlementarisme. Sauront-ils être à la hauteur de la situation ?

C. Figerio.

L'agitation en faveur des prisonniers politiques d'Italie semble trouver un écho aussi ici. Déjà a eu lieu une soirée-conférence au bénéfice des familles des victimes et un meeting est en organisation pour ce mois-ci auquel ont promis leur concours les citoyens Vaillant, Malato, Lagardelle, Cipriani, Allemane et autres.

S'adresser, pour ce qui concerne cette agitation, au citoyen S. Pirodді, 239, rue Lafayette.



La semaine passée, grand débat à la Chambre. Le général André était accusé de favoriser les officiers républicains au détriment des officiers cléricaux.

Le gouvernement a plaidé non coupable, se défendant d'user de pareils procédés. Mais comme les faits étaient patents, il n'a eu qu'une majorité de 4 voix, des membres de sa majorité habituelle ayant cru urgent de faire les dégoûtés en public, alors que, fort probablement, ils sont, tous les jours, fourrés dans un ministère quelconque pour patronner ceux que leur recommandent leurs grands électeurs.

Et le gouvernement qui n'a pas le courage de ses actes! alors qu'il était si facile de répondre à ses interpellateurs :

« Que venez-vous nous raser ? Il y a assez longtemps que vous et les vôtres détenez l'assiette au beurre. Il est temps qu'elle change de mains... A quoi servirait de détenir le pouvoir, si ce n'était pour loger ses créatures dans les bonnes places ?

« Qu'ont fait les vôtres, alors qu'ils détenaient le pouvoir ? Où avez-vous jamais vu un gouvernement caser ses ennemis, si ce n'était pour les acheter ? Ne faites donc pas tant vos bégueules; si vous étiez à notre place, vous feriez pire que nous. Alors quoi ? Fichez-nous donc la paix ! »

***

*Nous sommes sous un ministère libéral : le compagnon Loizel, gérant de l'*Espagne Inquisitoriale, *vient d'être appelé à nouveau chez le juge d'instruction. Il n'y a que cinq articles de poursuivis en vertu des « lois scélérates », dans un seul numéro !*

J. Grave.

Notre collaborateur M. Pierrot, n'ayant pu nous envoyer son article cette semaine, la suite de la *Lutte contre la tuberculose* sera donnée dans le prochain numéro.

Le Trade-Unionisme

et

L'ESPRIT DU PEUPLE AMÉRICAIN

(*Suite*) (1)

III

Le plus grand obstacle que nous avons trouvé pour propager les idées libertaires parmi le peuple américain, c'est le bien-être relatif de l'ouvrier, qui nous repousse par ces mots : « Peu m'importent vos idées, je gagne quatre dollars par jour, et si je veux faire des économies, il me sera facile de devenir riche ; surtout si, possédant un petit capital, je me lance dans les affaires. »

L'on croit généralement, en Europe, que le peuple américain est plus instruit que les autres peuples du monde. C'est là une bien grave erreur. L'esprit américain en général est peu disposé pour l'étude des sciences, des arts et de la philosophie ; il est tout absorbé par le « business » — les affaires. — Il y a quelques mois, deux professeurs de l'Université de Colombie, à New-York, donnèrent leur démission du dégoût qu'ils eurent de voir leurs élèves incapables de ressentir le moindre sentiment pour les arts et les sciences, leur intellectualité étant complètement absorbée par la conquête du dollar.

L'ouvrier américain a appris à lire à l'école, il a appris dans la Bible, et un peu d'arithmétique. On lui a parlé de géographie, ce fut pour lui apprendre que l'Europe est un petit pays à l'état de décadence ou de dégénérescence, et c'est à peine s'il se fait une idée de la topographie de l'état où il est né. Dans la famille, on lui a appris à vénérer les noms de Rockefeller, Pierpont Morgan, Vanderbilt, Gould, Carneggie et autres milliardaires américains, et on lui insinue qu'un citoyen de la Grande Amérique doit s'efforcer de devenir millionnaire, s'il veut être honoré et respecté. Lorsque nous abordons la question de religion avec un ouvrier, il nous répond qu'il ne peut comprendre qu'il puisse exister des hommes qui ne croient pas en Dieu, et que seul un Européen peut douter de la bonté et de la grandeur de l'Etre omnipotent, et il ajoute qu'un athée est indigne d'être un citoyen américain. Si nous lui parlons de question sociale, il nous répètera ce qu'il a lu et lit chaque jour dans les journaux ultra-capitalistes : « Le Socialisme et l'Anarchie sont des choses importées des pays d'Europe, où règnent la tyrannie et la plus affreuse des misères, mais ces idées conçues par des cerveaux affaiblis par l'excès de misères et de souffrances, causées par l'organisation sociale, de pays encore à l'état barbare, ne sauraient trouver d'écho dans un pays aussi riche et aussi libre que la République des Etats-Unis. »

Si nous essayons de discuter avec l'ouvrier américain de science, d'art et de littérature, il haussera dédaigneusement les épaules, et nous répliquera que l'Amérique produit les hommes les plus riches du monde entier, que Rockefeller et Carneggie dépensent chaque année des millions pour les bibliothèques, que Gould dépense également des millions de dollars pour ériger des écoles portant son nom, ainsi qu'un nombre considérable d'églises. Et parlant de littérature, il nous citera le nom d'un écrivain célèbre par une œuvre à sensation jouée sur tous les théâtres des Etats-Unis, et où la principale

(1) Voir les numéros 25 et 26.

héroïne, une fille de seize ans, sans fortune, épouse un archi-millionnaire septuagénaire.

Enfin si nous demandons à un ouvrier pourquoi il est unioniste, il nous fera cette réponse : « Si je n'appartenais pas à une Union, je ne pourrais pas travailler, et, étant membre du trade-unionisme, j'ai l'avantage de bénéficier d'un salaire des plus élevés. »

Si nous essayons de lui parler d'idées plus larges et plus généreuses, il nous sourit de dédain. Alors nous sommes obligés de faire cette triste constatation : que nous ne pouvons nous adresser ni au cœur, ni à la conscience du peuple américain, que nous ne pouvons nous adresser qu'à son ventre, et comme celui-ci est satisfait, il ne peut nous comprendre. Il n'est pas d'Américains, si pauvres soient-ils, qui n'aient nourri l'espoir de devenir un jour millionnaires.

Devant ce fanatisme religieux, patriotique et économique, l'on comprendra que nous avons ici, dans tous les Etats-Unis d'Amérique, plus de difficulté à propager les idées libertaires que nous n'en rencontrerions en France dans la Basse-Bretagne.

De tous les pays du monde, la République des Etats-Unis est sans contredit la nation qui offre la plus grande liberté religieuse, à condition toutefois de professer une religion ; mais si vous êtes athée, il n'y a plus pour vous de liberté religieuse. L'armée du Salut, les volontaires américains, secte religieuse dans le genre de l'armée du Salut, et toutes les diverses sectes religieuses, y compris même les Mormons, admis aujourd'hui comme citoyens américains, prêchent dans la rue en battant la grosse caisse ; alors malheur au libre penseur qui se permettrait de leur faire de la contradiction ! il serait aussitôt arrêté, maltraité par les fanatiques religieux et conduit en prison pour être condamné pour entrave à la liberté religieuse, pour rébellion à l'autorité. Une chose que l'on ignore en Europe, c'est que la religion de Jésus est en pleine prospérité dans la République des milliardaires, plus prospère même que dans l'Espagne catholique ; pour s'en convaincre, les lecteurs des *Temps Nouveaux* n'auront qu'à lire le supplément français de *La Protesta Umana*, du 16 juillet dernier. Dans un article « Un trust » notre camarade Raymond Bachmann, très documenté en matières religieuses, nous montre d'une façon claire et précise la puissance politique et économique du jésuitisme aux Etats-Unis.

Le voyageur parcourant les Etats de l'Union américaine, est surpris du nombre considérable d'églises qui se trouvent dans chaque pays. Dans une ville de 5.000 habitants, j'ai compté quinze églises appartenant à 10 religions différentes. Et si l'on considère que la « Libre » Amérique ne reconnaît aucune religion, c'est-à-dire qu'aucune n'est rétribuée officiellement par elle, l'on comprendra la puissance religieuse des Etats-Unis.

Si l'on ajoute à tout cela cette lutte effrénée pour la conquête du dollar, l'idole américaine, qui existe dans toutes les classes de la société et qui est cause d'une corruption sans bornes, s'étendant du haut en bas de l'échelle sociale, et qui nous donne le spectacle le plus répugnant de toutes ces consciences humaines se vendant à l'encan sur le marché de l'infamie, qui s'étend d'un bout à l'autre de la République, gouvernée par le roi des rois de la finance Rockefeller, qui se propose de dépenser plusieurs millions de dollars pour acheter des votes qui assureront, aux élections qui se feront en novembre, la réélection de Théodore Roosevelt, l'âme damnée du capitalisme américain ; enfin si l'on sait que le peuple yankee professe un respect fanatique pour tout ce qui représente l'autorité, et si l'on sait que les policemen sont ici vénérés, et que nul n'oserait protester, lorsqu'il prend fantaisie à l'un d'eux d'assommer un passant inoffensif avec leur lourd gourdin appelé « club », et capable de tuer d'un seul coup le bœuf le plus récalcitrant des abattoirs de Chicago, l'on aura une idée exacte de la mentalité du peuple américain.

IV

Ayant analysé tous les obstacles qui s'opposent à la diffusion de nos idées et sans être pessimiste ni optimiste, nous avons compris combien est lourde et difficile la tâche que nous avons à remplir ; mais notre foi d'anarchiste et notre activité révolutionnaire nous donnent assez de force et d'énergie pour ne pas douter de nous-mêmes. Sans nous occuper, comme certains trop prudents et aussi un peu trop timorés, si le résultat de notre activité révolutionnaire répondra à la somme d'efforts que nous aurons dépensée, nous nous mettons à l'œuvre avec plus d'ardeur et avec plus de passion que jamais, car nous avons la conviction que la semence de l'Anarchie ne peut être jetée en vain, et que ce n'est qu'en dépensant une grande quantité d'énergie, de force morale et matérielle, que nous arriverons à produire des résultats isolés, relativement insignifiants pour la grande masse ignorante, mais qui cependant auront pour nous une grande importance ; car ce sont eux qui achèveront notre œuvre en préparant le résultat final : l'émancipation du prolétariat, qui donnera lieu à l'émancipation complète de l'humanité entière. Dès aujourd'hui, l'on ne peut nier les résultats obtenus par notre propagande. Je ne veux, pour quant à présent, parler que des unions ouvrières. Un mécontentement presque général commence à régner dans les « Trade-Unions » ; les unionistes commencent à douter de leurs « leaders ». Des feuilles clandestines, nullement écrites par nous, circulent parmi les unionistes. Ces feuilles dévoilent le parasitisme qui règne dans tout le trade-unionisme américain ; elles exposent le nombre de « leaders » qui pullulent dans les unions ouvrières et qui, pour des fonctions inutiles ou presque insignifiantes, perçoivent sur les caisses des Trade-Unions des honoraires exorbitants, dont les moindres ne sont guère inférieurs à 5 dollars par jour. Les deux grands « leaders » du trade-unionisme Gomper et Mitchell reçoivent respectivement, comme je le mentionne plus haut, 5.000 et 3.000 dollars, sans compter le surplus qui peut se chiffrer par une somme très considérable pour frais de voyage et de déplacement. Ces feuilles protestent également contre l'absolutisme qui règne dans les unions ouvrières, et elles terminent en mettant les ouvriers en garde contre tous les « leaders », ces faux frères qui n'ont qu'un but, devenir des exploiteurs aux dépens de leurs camarades d'hier.

Ce fut après la grève des mineurs de la région anthracite en 1902, qui se termina par l'arbitrage, que Mitchell, le président de la Fédération des mineurs des Etats-Unis, acquit une grande popularité parmi la masse des mineurs qui croyaient à la sincérité du grand leader de « the Federation of the United Mine workers of America », la Fédération des mineurs d'Amérique, à l'exception toutefois de ceux des nôtres qui l'avaient vu agir de près. Mais aujourd'hui, les choses sont changées. Les mineurs ont compris que Mitchell se rendant complice de Roosevelt, le président des Etats-Unis, pour imposer aux mineurs grévistes l'arbitrage, au moment où l'opinion publique qui était en leur faveur, allait obliger les propriétaires des mines à se rendre aux revendications des mineurs, a agi comme un traître.

En effet, par l'arbitrage, les mineurs furent roulés, les propriétaires des mines ne tinrent pas leurs engagements, pris en décision de la commission d'arbitrage, et, peu de temps après, les mineurs furent obligés d'accepter une réduction de salaire de 5 0/0.

Un fait que je crois devoir citer et qui suffirait, à lui seul, pour caractériser l'impudence et le cynisme du président de la Fédération des mineurs d'Amérique :

Pendant que la Convention annuelle des délégués des mineurs et des mines de charbon réunis à Pittsburg (Pensylvanie) avec les représentants des patrons des mines, combattaient avec acharnement contre une nouvelle réduction de salaire, en déclarant hautement qu'ils étaient prêts à faire grève, plutôt que d'accepter les conditions que voulaient leur imposer les patrons des mines, Mitchell demandait aux délégués des mineurs pour ses honoraires une augmentation de deux mille dollars par an (10.000 francs). Par une forte majorité, la proposition « désintéressée » du président de « the Federation of the United Mine workers of America » fut repoussée.

Néanmoins, nous devons le reconnaître, le grand « leader » de la Fédération des mineurs d'Amérique a essayé de faire du zèle dans « l'intérêt » de la classe salariée. Tout le monde se souvient qu'à l'occasion du centenaire de « the Louisiana purchase » — l'achat de la Louisiane — qui fut célébré le 30 avril 1903 à Saint-Louis (Missouri), Mitchell voyageant en « pullman » — lisez : sleeping-car ou wagon-lit — aux frais des mineurs, se rendit à Saint-Louis et fraternisa avec le président des Etats-Unis Roosevelt et avec la plus grande sommité catholique de la république américaine, le cardinal Gibbon. Ces trois larrons réunis ensemble s'intéressèrent au bien-être des mineurs en particulier, et de tous les travailleurs en général ; ils ne parlèrent rien moins que d'instituer un tribunal d'arbitrage permanent qui réglerait les conflits entre patrons et ouvriers et rendrait impossible les grèves, et cela, toujours pour le bien-être des travailleurs. Que l'on se figure un tribunal d'arbitrage présidé par un jésuite de l'espèce de Roosevelt, Gibbon ou Mitchell, et chargé de statuer sur les revendications des travailleurs, las d'être exploités par toute la sainte « séquelle » de la haute et de la basse classe.

(*A suivre.*) LAURENT CASAS.



UNE GRÈVE DE VOYAGEURS. — *Un intéressant conflit a éclaté ces jours derniers à Munich. L'administration des tramways de la ville ayant, sans raison plausible, augmenté le prix des places, la population a décidé de boycotter les tramways jusqu'à ce que la direction lui eût donné satisfaction en remettant en vigueur l'ancien tarif. Il paraît que le boycottage est strictement observé et que, tout récemment, la plupart des voitures ont roulé à vide presque toute la journée.*

⁂

La légation du Japon communique la note suivante :

Le maréchal Oyama rapporte :

Les recherches effectuées jusqu'au 22 octobre sur l'importance des pertes russes dans la bataille du Cha-Ho ont fourni la statistique suivante :

Prisonniers, 500 environ.
Cadavres, 10.550.
Canons capturés, 45.
Obus capturés, 6.920.
Fusils capturés, 5.474.
Cartouches capturées, 78.000, etc.
Les cadavres ennemis ont tous été enterrés.
Le total des pertes russes est évalué à 60.000 hommes.
On continue les recherches.

(Des Journaux.)

UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

d'Art populaire et d'Hygiène

Sous ce titre, la *Revue mensuelle du Touring-Club de France* (numéro de septembre) publie l'article suivant :

« Le docteur Cazalis qui, sous le nom de Jean Lahor, a fondé la « Société pour la protection des paysages » (nous avions, par erreur, en l'un de nos derniers numéros, attribué cette création à M. de Souza et qui aujourd'hui, son vice-président, est l'un des membres de notre « Comité des sites », a fondé une *Société internationale d'art populaire et d'hygiène*. Son programme répond trop bien à celui de la nôtre, dont la fin supérieure est, pour quelques-uns d'entre nous, l'amélioration de la race, l'accroissement d'un certain bien-être dans notre admirable pays de France, et la lutte aussi contre son enlaidissement, pour que nous n'appelions pas l'attention sur cette fondation nouvelle.

La devise de cette Société est l'*hygiène* et l'*art à tous, en tout et partout*.

C'est donc l'hygiène d'abord, c'est la maison confortable et saine pour tous ceux qui, selon les paroles d'un Anglais, « s'étiolent, s'avilissent, se dégradent en d'immondes logis, et par ces immondes logis mêmes ».

Mais l'*art à tous, en tout et partout*, c'est plus encore, c'est, dans les intentions de la Société, l'amélioration esthétique aussi de la vie des classes populaires, de la vie de tous.

La Société, qui se rattache étroitement à celle des « Habitations à bon marché », veut également *le mobilier et le décor à bon marché*, mobilier et décor simples, solides, de bon goût ; et comme, en même temps, elle se propose de traiter la *question de l'alimentation à bon marché*, c'est une partie de la question sociale, il nous semble, qu'elle tendrait à résoudre.

Après avoir fait meubler et décorer au meilleur marché possible l'habitation dont elle a en premier lieu assuré la parfaite hygiène, la *Société d'art populaire*, qui pourrait être plus justement dénommée *Société d'art social*, portant son attention sur l'art applicable aux édifices surtout destinés aux besoins publics, se propose d'étudier et préparer la décoration des écoles, des bibliothèques, instituts ou universités populaires, celle des usines et celle des hôpitaux, des casernes, des petites mairies, des petites gares de chemins de fer — puisqu'on décore les grandes — et des auberges, ce que nous cherchons, nous aussi.

L'éducation esthétique nouvelle, donnée à tous, commencerait, comme doit commencer toute éducation, à la maison, dans le *home*, dans la famille, puis se continuerait à l'école et partout.

Dans ces intentions, la Société ferait surtout appel à ceux des artistes qui auraient le goût, le sens de l'architecture et de la décoration simples, sobres, logiques, bien conformes à leur destination, et se rattachant le plus possible aux traditions nationales et régionales.

En vue de créer un art nouveau pour le peuple et pour tous, et aussi de le faire en partie créer ou recréer par lui, qui créait autrefois son art populaire ou rustique, la Société établirait des collections, ferait des sélections de modèles, dont beaucoup sans doute seraient empruntés à la vie rustique ou bourgeoise du passé, et quelques-uns aux pays étrangers, où l'art populaire est resté ou est redevenu en faveur.

La Société, pour réunir et présenter d'excellents modèles, provoquerait et encouragerait la formation, à Paris, d'un *musée d'art populaire* et dans les capitales de nos anciennes provinces de *musées provinciaux*, comme celui d'Arles, créé par Mistral.

Ces musées comporteraient une section *d'art social et d'hygiène*, où prendraient place projets et plans d'habitation, de mobiliers et de décorations *à bon marché*, ainsi que des projets et plans des édifices, les plus modestes comme les plus importants, destinés aux besoins publics, tels que mairies, écoles, hôpitaux, gares, etc.

L'auteur de ce programme pense avec raison qu'un art nouveau doit répondre aux besoins et aux progrès de nos démocraties modernes, et qu'au monde esthétique du passé doit succéder un monde esthétique nouveau, comme à la société passée a succédé la société moderne.

Après l'exposé d'un tel programme, on devine combien nombreuses ont pu être les adhésions déjà reçues. Nous distinguons parmi elles celles de M. G. Picot, président de la Société des Habitations à bon marché, de M. Henri Germain, de M. Roger Marx, de M. Mabilleau, directeur du « Musée social », de M. F. Mistral, du peintre Carrière, de presque tous les artistes du décor, depuis notre collaborateur, M. Aubert, jusqu'à MM. Gallet, Grasset et Lalique.

On comprendra que le Touring-Club puisse être un des premiers alliés de cette Société.

L'hygiène, la santé partout, l'art en tout et partout, voilà un programme auquel nous ne saurions qu'applaudir. Les esprits généreux, les cœurs vraiment patriotes qui l'ont conçu, peuvent compter sur tout notre appui (1).

A. B.

Je ne vois pas trop ce que « les cœurs vraiment patriotes » viennent faire, à propos d'une œuvre qui s'intitule internationale. Mais n'importe. Il est certain que les travailleurs auraient grand besoin de demeures saines, confortables et artistiques. A la rigueur, ils se contenteraient, pour commencer, de demeures saines. La *Société internationale d'art populaire et d'hygiène* les leur promet. Les leur donnera-t-elle ? C'est une autre affaire. Cette société se propose de bâtir, pour le peuple, des habitations hygiéniques, décorées et meublées artistiquement, le tout *à bon marché*. A bon marché, tout le problème est là. J'ai peur qu'il s'agisse d'un bon marché très relatif, et que, dans l'esprit des promoteurs de cette œuvre, hommes de la bourgeoisie, ayant de la fortune ou gagnant largement leur existence, les mots « à bon marché » n'aient pas tout à fait la même signification que dans l'esprit de gens qui gagnent 1 fr. 20 par jour, ou même moins, comme les tisseurs de Neuvilly. Il me semble difficile qu'on puisse offrir à ceux-ci des habitations décorées et meublées avec goût, et répondant à toutes les exigences de l'hygiène, au même prix — déjà trop élevé pour eux — que les « immondes logis où ils s'étiolent, s'avilissent, se dégradent », eux, leurs femmes et leurs enfants.

Les travailleurs ne demanderaient pas mieux que de vivre dans des maisons saines et belles, si cela leur était possible ; et c'est même dans ce but qu'ils mènent contre leurs patrons une guerre obstinée, fondent des syndicats et des Bourses du travail. Ces Bourses du travail, les fondateurs de l'œuvre en question n'ont pas songé à les faire figurer au nombre des édifices publics qu'ils se proposent de décorer et d'embellir, alors qu'ils n'ont eu garde d'oublier les usines et les casernes. Omission qui nous fait craindre, de leur part, un état d'esprit un peu plus conservateur peut-être qu'il ne conviendrait.

Si les philanthropes du Touring-Club et de la Société d'art populaire comprenaient mieux leur rôle, ils se serviraient de leur influence pour aider les ouvriers, en faisant pression sur les patrons, à obtenir plus de salaire et plus de loisir, — d'où plus de facilité pour se procurer des logements confortables et pour travailler à « l'amélioration esthétique de leur vie. »

Est-ce à dire que cette œuvre soit vaine ? Non pas. Elle peut avoir, sur l'évolution de l'art actuel et sur le développement intellectuel de la bourgeoisie, une heureuse influence. Son programme de musées d'art populaire et provincial est excellent, et, bornée à cela, elle ne serait déjà pas méprisable. Il est possible encore qu'elle réussisse à mettre un peu de beauté et de joie à des édifices — écoles, mairies, gares, hôpitaux, etc... jusqu'ici fameux par leur laideur et leur tristesse ; et cela, certes, serait un réel service rendu à tous. Qu'au monde esthétique du passé doive succéder un monde esthétique nouveau, c'est une vérité dont nous sommes plus persuadés que quiconque. Mais de toutes les rénovations artistiques et de tous les progrès en hygiène, le peuple ne pourra tirer aucun profit, tant que les conditions du travail n'auront pas été profondément modifiées.

René Chaughi.

(1) Voir le développement ou commentaire de ces idées dans le livre : *Les habitations à bon marché, et un art nouveau pour le peuple*, par J. Lahor. (Larousse, éditeur.)

DE-CI, DE-LA

*Dans l'*Européen *du 15 octobre dernier, M. Sayous déclare que l'Union ouvrière des marins anglais peut avoir une grande utilité (à condition, naturellement, de se confiner dans le respect de la légalité), en renseignant les matelots isolés sur l'étendue de leurs droits, soit pour une indemnité en cas d'accident de travail, soit contre l'abandon en pays lointains...*

*« D'autre part, l'*Union *apparaît comme un organe de révolte et de trouble. L'indiscipline — un des plus grands maux de la marine de commerce anglaise — a augmenté à la lecture des anciens et violents journaux :* Seafaring *et* Seamen's Chronicle. *Les matelots,* excités par les meneurs, réclament, à la mer, un confort qu'ils ignorent à terre.

« La déchéance du Syndicat des matelots a, malheureusement, réduit son rôle utile, à mesure qu'ont diminué, heureusement, *ses effets nuisibles. »*

En face de l'organisation ouvrière, s'est créée une organisation patronale (shipping federation) qui « arrêterait tout progrès sensible en rejetant par principe, avec son énorme puissance, l'intervention gouvernementale. Elle ne se préoccuperait que de l'intérêt de ses membres. Elle serait aussi ardente qu'en sens inverse le syndicat ouvrier...

Ces critiques ne sont pas sans certains fondements, mais, doit-on remarquer, si les armateurs se sont unis, c'est pour se défendre contre le syndicat des matelots ; aux auteurs des anciens abus incombent vraiment la responsabilité de la situation actuelle. Et mieux vaut, surtout avec les matelots, une poigne trop ferme que le régime de complète anarchie. »

X.

∴

Il est encore des bonnes gens qui croient que seuls les malfaiteurs (style officiel) ont affaire avec la justice de leur pays. C'était peut-être, il y a huit jours, l'avis de M. Forissier, fabricant de rubans à Saint-Etienne mais aujourd'hui il doit en être revenu.

M. Forissier habite l'été à Saint-Just-sur-Loire, en voisinage avec Mlle Delobre, une villa qui, il y a quelques jours, recevait la visite de cambrioleurs. La partie de l'immeuble cambriolé est celle habitée par la demoiselle qui, en ce moment, est en pèlerinage à Rome. Le parquet de Montbrison, chargé d'instruire l'affaire, retrouva sur les lieux des outils appartenant à Forissier. Il n'en fallait pas plus pour que le parquet décernât contre lui un mandat d'arrêt.

Ici l'affaire devient vaudevillesque. Le mandat visait un certain Forissier en fuite et sans domicile connu, *et dès le même jour la sûreté de Saint-Etienne se présentait dans les bureaux du fabricant de rubans, rue de la Bourse. Drôle de fuyard qui se laisse arrêter dans ses bureaux !*

Invité à se présenter au commissariat, notre homme qui croyait y être appelé comme témoin, ne fit pas d'objections pour suivre les agents. Mais il pensa suffoquer lorsque le commissaire lui apprit qu'il était arrêté comme voleur. En dépit de ses dénégations, il dut vider ses poches et suivre les agents à l'hôtel départemental des haricots.

Cependant, étant donnée la respectabilité du prévenu, et se doutant que le parquet de Montbrison suivait une fausse piste, le procureur de la République de Saint-Etienne télégraphia au juge d'instruction de Montbrison. Forissier fut remis en liberté provisoire le soir même, mais il dut promettre de se rendre dès le lendemain répondre à l'interrogatoire du juge d'instruction, ce à quoi

il consentit. Le lendemain, il se transportait à Montbrison et se rendait au palais. 10 heures, 11 heures, midi sonnèrent, pas de juge d'instruction. A 2 heures il était de retour, et à 3 heures il attendait encore, pas de juge. Celui-ci était tout simplement parti à la chasse pour cinq ou six jours. *Tout ce qu'on voulut bien faire pour Forissier, et encore sur les instances du procureur de la République de Saint-Etienne, fut de lui rendre les clefs de son coffre-fort, mais tout ce qu'il avait dans ses poches au moment de son arrestation, portefeuille, etc., a été mis sous scellés, et expédié au parquet de Montbrison.*

Voilà le cas qu'on fait en France de la liberté des citoyens. Et j'insiste sur le fait qu'il s'agit ici d'une personne haut placée, ce qu'on appelle couramment dans le jargon officiel, une personne honorable. Si la magistrature se permet avec ces gens-là de telles incartades, que ne doit-elle pas se permettre avec les gueux!

Ah! le pouvoir discrétionnaire des juges d'instruction, quelle terrible chose. Et l'on parle des lettres de cachet de l'ancien régime!

GALHAUBAN.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

LIMOGES. — M. Cassagneau, nouvellement nommé préfet de la Haute-Vienne, vient de débuter dans ses fonctions, en acceptant l'invitation, faite par les membres directeurs de la Bourse du travail, à présider la distribution des prix aux élèves des cours professionnels.

Entouré du maire-député, des conseillers municipaux et généraux, ainsi que de certains membres du comité de la Bourse, dont quelques-uns se targuent de révolutionnarisme (!); un de ces derniers, en souhaitant la bienvenue au préfet, par des phrases redondantes, a manifesté l'espoir que le Cassagneau de son cœur n'envoie pas de soldats sur les champs de grève.

M. le préfet, dans son discours, a oublié de répondre à ce vœu, mais, comme tous ses prédécesseurs, il a manifesté toute sa sollicitude pour les travailleurs. Gageons qu'il montrera bientôt, aux redondants phraseurs, que sa sollicitude se traduira par la distribution de quelques sinécures à ces derniers, moyennant *quoi* ils oublieront de faire des objections lorsque le préfet *fera* intervenir la troupe ou la police pour protéger la liberté du travail.

Après les discours, la musique a joué l'Internationale. Les assistants ont fredonné les couplets, mais tout bas... pour que M. le préfet puisse se retirer sans qu'aucune parole blessante pour son titre ne lui chatouille le tympan.

La foule qui assistait à cette solennité a dû se retirer émue jusqu'aux larmes, attendrie par les belles phrases entendues. Amour, solidarité, paix, concorde, démocratie, etc; mais parmi elle devaient se trouver des ventres vides; j'ignore si ces paroles les auront satisfaits.

Je laisse aux syndicalistes révolutionnaires le soin de juger de l'éducation faite aux syndiqués limogeaux par les membres de la commission de la Bourse du travail. Aussi les syndicats deviennent-ils de plus en plus déserts, outrés que sont les ouvriers de la conduite de certains messieurs.

Ne serait-il pas temps aux révolutionnaires sonscients, d'entrer dans les organisations syndicales, pour faire cesser les agissements des pantins?

ARMAND BEAURE.

Mouvement ouvrier. — La semaine dernière est venue devant la cour d'assises du Doubes l'affaire de ce patron de Cassamène qui, le 18 juillet dernier, tira à coups de fusil sur des ouvriers en grève qui manifestaient devant sa maison.

Les débats ont montré, ce que nous savions déjà, qu'il n'y avait pas eu de provocation de la part des ouvriers qui s'étaient contentés de conspuer un patron affameur, et que c'est très conscient de l'acte qu'il accomplissait, que l'exploiteur Cattin avait tiré, en visant, sur un groupe de travailleurs.

L'un de ces derniers du nom de Châtelat reçut toute la charge d'un coup de fusil en pleine figure, alors qu'il était à quelques mètres du patron assassin. Le malheureux a une partie de la mâchoire fracassée et un œil complètement perdu.

Les débats ont pleinement prouvé que le patron avait tiré de sang-froid, mais le jury, composé de propriétaires et d'exploiteurs, a déclaré que Cattin n'était pas coupable, en foi de quoi il a été acquitté et mis immédiatement en liberté.

Pour notre part, comme ce n'est ni une condamnation ni la prison qui auraient pu rendre la santé à la victime, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que le patron ait été acquitté. Mais alors, il faudra qu'à l'avenir, lorsqu'un travailleur las de crever de faim en se faisant exploiter, ou bien encore las de subir des vexations continuelles, se fera justice lui-même, il faudra, dis-je, agir de même et acquitter le travailleur.

Sans cela, l'on ne nous empêchera pas de dire que le verdict qui vient d'être rendu est un verdict de classe, et de constater, une fois de plus, que la justice fonctionne au seul profit des exploiteurs contre leurs victimes.

Et justement l'affaire Pivoteau doit venir bientôt; nous espérons que le jury de la Seine acquittera, lui aussi, ce travailleur qui a frappé, mais non sans raisons, puisqu'il en était réduit à crever de faim.

∴

La circulaire de Combes à ses préfets commence à porter ses fruits. Forts de l'appui gouvernemental qui leur est promis, les gros propriétaires terriens en profitent pour essayer de rogner sur les salaires des travailleurs.

A Quarante, petite localité des environ de Béziers, proche de Méze, où les ouvriers viennent d'obtenir satisfaction, les ouvriers se sont mis en grève, et dans cette localité de 2.500 âmes, il y a actuellement plus de 60 gendarmes, 210 chasseurs à cheval et 360 hommes de troupe, et, naturellement, plusieurs collisions ont eu lieu. Au cours d'une charge de cavalerie, plusieurs grévistes ont été piétinés par les chevaux et assez grièvement blessés; quelques-uns ont dû être transportés à l'hôpital de Béziers.

Les patrons sont on ne peut plus satisfaits de l'attitude du représentant du gouvernement et des autorités qui s'emploient de leur mieux à provoquer les ouvriers.

Mais ceux-ci ne se laissent pas intimider et des manifestations ont lieu chaque jour; leurs camarades des communes environnantes apportent à leurs frères de Quarante le renfort de leur sympathie.

Il est donc à peu près certain qu'en escomptant l'aide gouvernementale promise par la circulaire de Combes, le patronat aura fait un faux calcul et que ni les menaces, ni même l'intervention de la troupe, ne parviendront à entamer la solidarité prolétarienne.

Nos camarades des campagnes savent maintenant que la protection gouvernementale est toute acquise à leurs exploiteurs. Celà, comme on le voit par les grèves qui se succèdent, ne les arrête pas, au contraire.

Le gouvernement forge lui-même les armes pour la révolution.

∴

A Cholet, les ouvriers tisseurs en grève commencent à s'apercevoir mais vraisemblablement un peu tard, qu'une grève de bras croisés ne sert à rien, et il est à craindre que l'agitation qui s'est produite ces jours derniers, ne vienne un peu tard.

Les grévistes ont manifesté à travers la ville et notamment sous les fenêtres de l'exploiteur Brémond. C'est cette brute qui, au début de la grève, répondait à une délégation ouvrière qui lui faisait observer que leurs salaires ne leur permettaient pas de manger du pain: « *Vous n'avez qu'à manger du foin* », et cela sans qu'il se soit trouvé dans la « délégation » un seul homme capable de le traiter comme il le méritait.

Aussi, fort de cette lâcheté, l'insolent personnage en profite pour mettre toutes sortes d'entraves à un arrangement qui pourrait intervenir.

En attendant, les campagnes reprennent le travail, ce qui est déjà un élément de succès en moins pour les grévistes.

Toutefois la misère est si grande, qu'il se pourrait encore que la situation vienne à changer de face; les esprits s'aigrissent et, ma foi, il ne suffirait que d'un peu de l'énergie trop longtemps contenue pour que tombent d'un seul coup les insolences patronales.

P. DELESALLE.

∴

Les grèves. — Dans des numéros précédents, j'ai déjà signalé l'exode des métiers de la ville à la campagne. Aujourd'hui, dans les coins les plus reculés des montagnes de la Haute-Loire, des métiers font entendre leur tic-tac. La force motrice électrique va partout et la rapacité patronale la suit. Les ouvriers des villes, prenant de plus en plus conscience de leurs droits et les patrons étant obligés de compter avec eux, ceux-ci ont songé à se passer de leurs bras pour occuper ceux des campagnards plus ignorants, isolés, et par conséquent plus faciles à exploiter. C'est ainsi que les Epitalon, bourgeois millionnaires, se donnant des airs de philanthropes ont, en juillet, ouvert une fabrique à Lapte, arrondissement d'Yssingeaux (Haute-Loire). Les gars qui ont eu la chance d'être admis à turbiner dans les ateliers de ce seigneur-là, se sont vus payer à raison de *10 à 15 sous par jour.*

Si frugale que soit la vie des gens de la campagne, même en se privant de viande et de vin, même en renonçant à se constituer des rentes pour les vieux jours, il est impossible de vivre avec si peu. Les chiens de M. Epitalon ne se contenteraient pas de la bouillie dont se nourrissent ses esclaves.

Ce sont sans doute à des réflexions de ce genre que se sont livrés les passementiers de Lapte car, le 7 octobre, le travail cessait à la fabrique, le chant de la *Carmagnole* retentissait et, précédés du drapeau rouge, tous ces révoltés d'un jour, se répandaient dans les rues du bourg en réclamant du pain.

Malheureusement trop confiants en la parole de leurs exploiteurs, qui surent leur prodiguer de belles promesses pour l'avenir, le travail était repris quelques jours plus tard. Les patrons tiendront-ils leurs promesses? Peut-être. En tout cas les passementiers montagnards feront bien de ne pas trop y compter et de se grouper en syndicat s'ils veulent être plus forts pour la prochaine escarmourche.

∴

SAINT-ETIENNE. — A l'usine Gauthier une quinzaine d'ouvriers veloutiers ont cessé le travail.

Les ouvriers teinturiers de l'usine Fessy ont tenu une réunion à l'issue de laquelle ils ont décidé de se mettre en grève. Ils réclament le renvoi d'un contremaître.

∴

LIMOGES. — Toutes les usines de papiers peints de Saint-Junien sont fermées, les patrons ayant refusé d'interrompre le travail, afin de permettre à tout le personnel de jour et nuit d'assister à une réunion générale, où l'on devait discuter le texte des revendications à leur adresser.

GALHAUBAN.

Belgique.

LIÈGE. — *L'Insurgé* est poursuivi pour son numéro antimilitariste.

Comme le numéro était surtout composé de reproductions d'auteurs en renom, le parquet a déclaré qu'il ne les poursuivrait pas, couverts qu'ils sont par la prescription, mais le gérant de l'*Insurgé* sera poursuivi pour avoir réuni et publié lesdits extraits!

Ce qui prouve que les magistrats s'entendent très bien à se moquer de la *loi*, et à agir comme si elle n'existait pas.

L'Insurgé a répondu par l'annonce d'une campagne de meetings, et d'un nouveau numéro antimilitariste.

Espagne.

Les paysans. — *L'Européen* du 20 août termine un article sur les persécutions contre les associations ouvrières espagnoles, par ces quelques considérations sur la condition sociale des travailleurs rustiques du royaume d'Alphonse XIII:

« Et d'ailleurs la situation du travailleur des champs en Espagne est absolument épouvantable. Il travaille jusqu'à dix-huit et vingt heures par jour,

avec un salaire dont le minimum, qui est la règle générale, est tout juste de 80 centimes la journée ; naturellement il vit dans la misère la plus affreuse, il va nu-pieds, il mange ce qu'il peut et il est forcé d'envoyer ses enfants dans les villes pour demander l'aumône. Et malheur à eux s'ils cherchent à s'associer pour rendre leur condition moins misérable ; alors on les assiège par la famine ; il ne leur reste plus qu'à crever de faim, à se soumettre aveuglément au bon plaisir des patrons ou à se révolter et à aller en prison où ils seront traités de la belle façon par les agents de la justice espagnole. De là surgira un Montjuich ou un Alcala del Valle et la presse modérée aura fort à faire en parlant de la légende inquisitoriale de cette malheureuse Espagne. »

Etats-Unis.

Il Lavatore Italiano, l'organe officiel des mineurs du district 15, Colorado fait un appel au public pour envoyer de l'aide aux mineurs en grève et en même temps accuse le président et le bureau exécutif national des mineurs d'avoir trahi les grévistes du Colorado, de l'Utah et du Nouveau Mexique. « Au mois de décembre dernier, dit-il, John Mitchell approuva notre grève et promit de nous obtenir de l'aide alors même qu'elle durerait vingt ans. Mais, depuis le mois de juin, malgré le million de dollars qu'il y a en caisse, il a décidé de ne plus nous donner le moindre secours parce que nous avons refusé d'accepter les conditions de compagnies. »

Dans la deuxième, s'adressant au rédacteur de l'organe officiel, il lui demande comment il se fait que leur lutte n'est pas mentionnée dans le journal. « Sommes-nous, oui ou non, des membres de votre union? Ne luttons-nous pas ourl nos droits? Votre plume est-elle aux ordres de Mitchell et compagnie que vous nous ignorez ? »

Il faut croire que les mineurs du Colorado n'ont pas reçu l'aide promise et par conséquent ils ne sont pas satisfaits. Ils ne sont pas les seuls à avoir appris que le million en caisse n'est pas pour soulager la misère des lutteurs affamés.

(Du *Réveil des travailleurs.*)

⁂

Le jury de New-York a reconnu Weinseimer, chef du parti ouvrier, coupable d'avoir extorqué des fonds à des entrepreneurs en les menaçant de faire la grève sur les chantiers.

Les journaux, commentant ce procès et son analogie avec celui du prédécesseur de Weinseimer, feu Sam Parks, disent que les chefs ouvriers sont apparemment incapables de résister à la tentation qu'exercent sur eux les millions des riches industriels avec lesquels ils sont appelés à traiter.

De leur côté, les syndiqués voient dans les procès Sam Parks et Weinseimer un complot des capitalistes pour discréditer les syndicats ouvriers, en donnant à de simples commissions souvent offertes par les capitalistes eux-mêmes, le caractère d'extorsion de fonds et de chantages.



L'Hygiène du Nourrisson [1]

(Suite)

Une femme n'est dans de parfaites conditions pour nourrir un enfant que lorsque, jouissant précédemment d'une bonne santé habituelle, elle ne se trouve pas exposée, pendant qu'elle nourrit, aux fatigues et aux maladies qui résultent d'une mauvaise hygiène.

C'est dire qu'une bonne nourrice ne peut pas travailler aux champs et encore moins à l'atelier, le travail forcé de la femme étant nuisible non seulement à elle-même, mais à l'enfant.

Voilà le mal reconnu par tous.

Les remèdes proposés varient suivant le point de vue auquel on se place.

Les gens charitables distribuent des aumônes aux mères qui peuvent ainsi acheter du lait, tout en continuant de s'user à une besogne qui permet seule aux riches de leur faire la charité.

Les ambitieux préconisent les dispensaires, gouttes de lait et autres institutions plus ou moins officielles qui leur rapportent croix, notoriété, succès électoraux ou clientèle riche. Les politiciens se disant socialistes, leurrent leurs électeurs de la perspective d'une loi qui accorderait aux mères qui nourrissent un repos payé... par qui ?

Par le patron ? Il ne manquera pas d'objecter que la charge de sauvegarder la santé publique ne doit pas incomber à lui seul et que la concurrence étrangère ne lui permet pas ce supplément de frais généraux. Il faudra donc une entente préalable entre toutes les nations pour égaliser les charges. Voilà un beau champ ouvert aux diplomates amateurs ou professionnels et de la copie en perspective pour les revues et les journaux à grand tirage.

En fin de compte on se rabattra sur les contribuables, qui paieront un peu plus d'impôts pour satisfaire à cette nouvelle loi.

Or, les contribuables les plus chargés sont précisément les maris des ces mères auxquelles la susdite loi a pour but de venir en aide.

Donc, ce seront les ouvriers, pères de famille, qui procureront sur leur salaire un repos obligatoire payé à leurs femmes... et il y aura une loi sociale de plus !

A défaut de la machine législative, les sociétés de secours mutuels peuvent-elles venir en aide aux ouvrières-mères ?

Qui le croira, parmi ceux qui savent à quoi se réduit leur action vis-à-vis des tuberculeux, comme l'indique si exactement M. Pierrot dans ce journal et même vis-à-vis des mutualistes momentanément malades, ainsi que je le vois journellement. En fait, les sociétés de secours mutuels ne sont que des bureaux de bienfaisance déguisés, permettant aux bienfaiteurs de tenir en main les secourus, et ne procurant à ceux-ci que des indemnités insuffisantes et des soins incomplets. Ce sont d'ailleurs les médecins qui supportent la plus grande partie des charges de ces œuvres charitables, par les réductions énormes qu'ils consentent sur leurs prix habituels aux mutualistes comprenant des commerçants, des petits bourgeois et des rentiers souvent beaucoup plus riches que les médecins qui les soignent au rabais.

De quelque côté qu'on se tourne, il n'apparaît donc pas de possibilité d'améliorer la situation des ouvrières-nourrices, par l'un quelconque des moyens qui ont la prétention de remédier au manque d'équilibre de notre constitution sociale, sans en changer résolument les bases.

La mise en action de chacune des lois sociale consacre la faillite du réformisme.

La loi sur les accidents du travail est censée mettre à la charge de l'employeur les frais et les infirmités occasionnées par le travail aux employés, et que ceux-ci supportaient seuls auparavant.

Dans l'application, le patron s'assure contre ces risques et fait payer à ses ouvriers sa prime d'assurance sous forme de retenue sur les salaires ; en sorte que ce sont les ouvriers qui s'assurent, de leurs seuls deniers, contre les accidents de travail auxquels ils sont exposés.

Cela n'empêche pas la compagnie d'assurance de leur mesurer parcimonieusement les indemnités auxquelles ils ont droit, en cas d'accident et de profiter de tous les dédales de la procédure qu'ils ignorent, pour les frustrer aussi souvent qu'elle le peut.

En outre, comme c'est le patron qui est censé payer la prime, il en profite indûment pour imposer à l'ouvrier un médecin de son choix ou du choix de la compagnie d'assurance, ce qui, tout en diminuant les garanties du blessé, viole à son égard la plus sacrée des libertés, celle de confier sa peau à l'homme seul en qui l'on a confiance.

Je pourrais passer en revue toutes les lois qui ont pour but apparent de protéger l'ouvrier et montrer leur inefficacité absolue, qui s'explique suffisamment par ce fait, que celui qui embauche et qui paie reste toujours libre de ne pas embaucher et de moins payer.

Un seul moyen reste donc aux ouvriers pour soulager l'une quelconque des misères auxquelles il sont actuellement soumis ; c'est d'élever progressivement en face de cette toute-puissance du patron, la puissance de leur union.

Qu'ils soient bien convaincus, qu'écouter les promesses de politiciens, qui n'ont pas même la possibilité de les tenir, déléguer leurs pouvoirs à des individus sur lesquels ils n'ont aucun contrôle, participer aux intrigues de ces ambitieux pour se supplanter, c'est perdre un temps qui serait utilement employé à bien connaître les conditions d'existence, grâce auxquelles un homme jouit de la plénitude de ses facultés, et procrée des enfants sains et en fait des êtres un peu plus évolués que lui-même.

Ces conditions une fois bien connues, il faut chercher à les réaliser le moins mal qu'il soit possible dans la situation actuelle, tout en s'efforçant par une action directe constante, d'améliorer cette situation.

Pour les ouvrières, mères de famille, voici comment j'envisage les moyens de nourrir le mieux possible leurs enfants. L'un des premiers est l'organisation, soit par les syndicats, soit par entente directe entre quelques intéressées, d'une garderie, consistant uniquement en une chambre suffisamment grande, claire et aérée, à proximité de l'atelier et où les mères viendraient, aux moments nécessaires, allaiter leurs enfants qui seraient surveillés et nettoyés par une femme qui, par suite de son âge ou par une raison quelconque, ne pourrait travailler à l'atelier.

Réduite à ces proportions, l'organisation est fort peu coûteuse. Si l'on dispose de ressources un peu plus grandes, on pourra adjoindre à la garderie une salle de bains et une buanderie pour laver le linge des enfants, ce qui épargnera à chaque mère bien du travail à domicile.

La grosse difficulté est d'obtenir des patrons qu'ils laissent sortir les ouvrières pour donner le sein à leurs enfants.

C'est aux ouvriers et aux ouvrières d'imposer cette obligation aux patrons, et ils ne le pourront que par une entente entre eux, et la ferme résolution d'en faire une condition formelle de l'embauchage, sans qu'il s'ensuive une diminution quelconque de salaire, ou une augmentation de la durée journalière du travail.

Il faut, en second lieu, qu'aucune femme qui nourrit ne fasse un travail au-dessus de ses forces, ni un travail qui l'expose à un empoisonnement.

D'une façon générale, il faut mettre à l'abri l'ouvrière qui nourrit, des causes de maladies provenant de son travail et cela, sans diminution de salaire.

C'est la première bataille à gagner sur le patronat, en attendant d'en livrer une seconde pour obtenir les mêmes garanties de santé pour tous les ouvriers.

Pour s'assurer le succès dans cette bataille, il est évident qu'il faut l'union absolue de tous

---

[1] Voir les numéros antérieurs.

les ouvriers, fondée sur la conviction qu'a chacun, de toute l'importance de cette amélioration pour lui, pour sa femme, pour ses enfants, l'avenir de sa race et du prolétariat tout entier.

Il faut encore que les parents cessent de s'imaginer que, pour que leurs enfants s'élèvent bien, ils doivent toujours être tenus dans les bras, bercés ou allaités au moindre cri. Ils doivent se convaincre, au contraire, que l'allaitemant d'un enfant, est une chose plus facile qu'on ne le croit généralement, à condition que la sensiblerie provenant d'un véritable vice mental, fasse place à l'affection intelligente d'une bonne mère ayant en vue la santé de son enfant.

Il faut encore que tous ceux qui, dans la société, ne font pas partie du patronat intéressé à l'exploitation de l'ouvrier, comprennent que cette exploitation est non seulement révoltante pour tout esprit juste et toute personne capable de pitié, mais encore contraire aux intérêts immédiats de tous.

Aucun membre d'une société ne se trouve à l'abri des inconvénients qui résultent d'une mauvaise organisation sociale, de même que dans tout organisme, le mauvais fonctionnement d'un organe retentit fatalement sur chacun des autres.

En régime capitaliste, il n'y a pas de place pour les indépendants. Tous sont, à un degré quelconque, exploiteurs ou exploités. Et les moins exploités ne sont pas les prolétaires intellectuels, ces demi-bourgeois miséreux en redingote, transfuges du prolétariat. Issus des classes pauvres, ils épuisent les maigres économies de leurs parents, et consacrent le meilleur temps de leur vie à apprendre, avec le respect absolu du capital et des autorités préposées à sa garde, les moyens de l'accroître dans les mains de ceux qui le possèdent déjà. En récompense, on leur octroie la faveur des signes extérieurs de la richesse dans l'habitation, le costume, et on leur donne le plus vif désir de la posséder, tout en les réduisant à un état de misère matérielle et morale que ne supporteraient pas sans révolte la plupart des ouvriers.

C'est à tous ces déclassés que je m'adresse : ingénieurs qui dirigent les usines capitalistes, officiers qui commandent l'armée chargée de les protéger, pédagogues dressant les enfants à admirer et respecter l'organisation qui tue leurs parents et les condamne au même sort.

Qu'ils réfléchissent, en s'efforçant d'échapper aux souvenirs d'école et à la déformation mentale subie depuis leur enfance ! Où est leur place ; dans lequel des deux camps doivent-ils se ranger dans la lutte entamée, de l'issue de laquelle dépend l'avenir de leurs enfants, de leur race et de l'humanité tout entière ?

Est-ce du côté de ceux qui usent les forces vives des troupeaux humains pour accumuler des espèces sonnantes dont ils ne trouvent de meilleur emploi que la satisfaction d'instincts bestiaux et des jouissances de vanité ridicules ?

Ou du côté des malheureux qui s'efforcent seulement de vivre, et se voient condamnés à une mort précoce jusque dans leurs enfants ?

La réponse n'est pas douteuse pour tout esprit ayant gardé une lueur de raison.

Déjà des individualités nombreuses parmi les prolétaires intellectuels viennent, avec l'enthousiasme de ceux qui ont enfin trouvé leur voie, grossir les rangs des révoltés. L'imbécillité de quelques autres, tels que ces capitaines de navires marchands s'attaquant à leurs compagnons de lutte, les marins, pour le plus grand bien des armateurs, ouvre les yeux des indolents par l'exagération même de cette servilité.

Si je puis avoir fait réfléchir quelques-uns sur la nécessité immédiate de protéger les petits dont l'extermination est avouée par tous, si je puis les avoir fermement convaincus que cette extermination est le fait seul du capitalisme et ne peut cesser que par la victoire du prolétariat, réclamant pour tout être humain qui naît, au moins le droit de vivre ; si j'ai pu réussir à cela, j'aurai atteint mon but.

Si je n'ai pas complètement réussi, ce ne peut être que faute d'avoir assez clairement exposé ce que je crois être, ce qui est certainement la vérité. Je suis donc tout à la disposition de tous ceux qui ébranlés, mais non satisfaits, désireraient élever des objections ou demander quelques renseignements complémentaires.

D[r] E. D.



Prière aux groupes de faire leurs convocations et communications aussi courtes que possible, s'ils veulent les voir insérer, vu le peu de place dont nous disposons.

La Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Jeudi 10 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par un camarade. Tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2, répartition des denrées.

Le Milieu Libre, au local de la Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Tous les jeudis et samedis, à 8 1/2 du soir, causerie par un camarade.

Causeries populaires du XIe, 5 cité d'Angoulême. — Mercredi 9 octebre à 8 h. 1/2, causerie.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 7 novembre, à 8 h. 1/2 : En toute camaraderie, par Paraf Javal. — Vendredi 4 et 11 : Cours d'espagnol et de français.

Association Internationale Antimilitante (section du XIe). — Réunion de la section le samedi 5 novembre, à 9 heures, chez Lecoq, 22, rue Sainte-Eugénie.

Vendredi 4 novembre, à 9 heures, salle du Bock, colossal meeting antimilitariste organisé par le P. O. S. R. et la section de l'A. I. A. avec le concours de divers orateurs. Entrée : 0 fr. 30.

Université populaire du Ve, vendredi 4 novembre, salle Giraud, route de Montrouge, à Malakoff. Orateurs inscrits : A. Frimat, P. Monatte. — Samedi 5 novembre, salle de l'Emancipation, 38, rue de l'Eglise (XVe). Orateurs inscrits : Ludovic Chemel, Georges Olliver, Menheim. — Samedi 5 novembre, salle de la Maison du Peuple du IVe, 20, rue Charlemagne. Orateurs inscrits : J. Foray, G. Régnier, A. Vallet. — Dimanche 6 novembre, salle de la Justice de Paix, square d'Aubervilliers, avenue de la République. Orateurs : A. Frimat, Henriet, Rouillier, Dubéros. — Mardi 8 novembre, salle Grandjean, 63, rue de Flandre (XIXe). Orateurs : Ludovic Chemel, Henri Grégoire, Escalais. — Mercredi 9 novembre, salle Camel, 100, rue Cardinet (XVIIe). Orateurs : Pierre Monatte, Georges Régnier, A. Vallet. — Jeudi 10 novembre, salle de la Belle-Polonaise, rue de la Gaîté. Orateurs : Pierre Monatte, Georges Olliver.

Coopération des Idées, 157, faubourg Saint-Antoine. — Vendredi 4. Groupe d'études : L'organisation de l'*Emancipatrice*. — Samedi 5. Daniel Halévy : Conditions et difficultés de la culture populaire. — Dimanche 6. Festival de la Chanson classique française au dix-neuvième siècle (Béranger, Pierre Dupont, Nadaud, J.-B. Clément, etc.), organisé par Edmond Teulet. — Lundi 7. — Obalski : Voyage au Klondyke (avec projections). — Dans la première salle : Série des treize conférences organisées par l'Ecole d'Anthropologie. L. Nergal : Evolution et conservation des Mondes. — Mardi 8. Docteur Meslier, député : L'évolution en politique. — Dans la première salle : H. Millière : L'affaire la Roncière (une affaire Dreyfus en 1830). — Mercredi 9. — Fribourg, conseiller municipal : Ce qu'il faut savoir.

L'Aube Sociale, université populaire 4, passage Davy, 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe). — Vendredi 4. Docteur Pozerchi, de l'Institut Pasteur : La reproduction des êtres vivants. — Samedi 5. Soirée mensuelle : 1° Han Ryner : Pourquoi je suis ennemi du peuple; 2° Audition de Nicolaï dans ses œuvres; 3° Audition de E. Bans dans ses *Ballades rouges*. — Mercredi 9. Mougenot : Le Peuple et la Science. — Vendredi 11. Ibos : La fin des religions.

Poètes-Chansonniers révolutionnaires. — Mercredi 9 novembre. Troisième veillée mensuelle artistique, taverne de la Semeuse, 33, rue de Rivoli, à 8 h. 1/2 précises. Conférence par le docteur Meslier sur la Chanson sociale dans l'histoire : Marcel Legay dans ses œuvres; Mme de Latour et Thérèse Clément, et les chansonniers du groupe.

Vestiaire : 0 fr. 30.

Ecole Libertaire, 52, rue du Rendez-vous. — Lundi 7 novembre à 9 heures du soir. Réunion des parents et professeurs au local : 1° Compte rendu financier et mise de fonds; 2° Organisation de la fête de décembre; 3° Situation des cours au point de vue suivant : influence des parents, du ruisseau et de la laïque, sur les enfants en regard de celle de l'école libertaire.

Tous les soirs suivants, cours de 8 à 10 heures du soir : mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi.

NOGENT-PERREUX. — **Association Internationale antimilitariste**. — Réunion le mardi 8 novembre, à 9 heures du soir, salle Vauquelin, 3, rue de Mulhouse (gare Le Perreux).

LILLE. — Dimanche 6 novembre, à 7 heures du soir, estaminet Bernard Ducro, (coin de la rue des Canonniers et de la rue du Faubourg-de-Roubaix), réunion pour s'entendre sur l'organisation d'une soirée au profit du camarade Vanoutrif qui est à l'hôpital depuis trois mois, et dont la femme et les quatre enfants sont dans le besoin.

LYON. — **L'Aube rouge** (groupe en formation). — Réunion le lundi 7 novembre, à 8 heures du soir, café Sagnet, rue Paul-Bert, 89.

Pour tous renseignements, s'adresser au secrétaire du groupe : Casimir Sagnet, 89, rue Paul-Bert.

SAINT-ETIENNE. — Conférence antimilitariste par François Jourdain et Almereyda, le dimanche 6 novembre à 3 heures après-midi, salle des conférences, cours Victor-Hugo.

TOULON. — **Jeunesse syndicale**. — Samedi 5 novembre à 5 heures du soir, au siège social, 100, cours Lafayette. Ordre du jour : règlement des cotisations; entente avec la section Toulonnaise de l'A. I. A., pour l'organisation d'un meeting antimilitariste pour le départ de la classe; manifeste de la J. S., de Paris. Les camarades détenteurs de listes de souscription pour ce manifeste sont instamment priés de les rapporter.

TOURCOING. — **Groupe Germinal**. — Le dimanche 6 novembre, à 6 heures du soir, causerie par un camarade de Roubaix, salle Draulez, rue Saint-Blaise.

Section antimilitariste. — Réunion à 7 heures, salle Draulez. Ordre du jour : conférence par le camarade Duchman : Pourquoi des casernes?



On nous demande l'insertion de la lettre ci-dessous :

Au citoyen Albert Chauly, membre du groupe socialiste révolutionnaire.

C'est dans ma simplicité et avec un vif désir que je viens demander au citoyen Chauly, si c'est pour faire de l'antimilitarisme qu'il a été le promoteur d'une liste de souscription qui avait pour but de faire un cadeau au commandant de la 10e compagnie du 89e territorial, auquel il appartenait comme sergent. Il importe de dire qu'à la 10e compagnie, les hommes mangeant à l'ordinaire étaient bien plus mal nourris que dans les autres compagnies et que le vin ne leur a pas fait mal à la tête.

Si c'est en faisant les cadeaux aux officiers, que le socialiste révolutionnaire Chauly veut essayer de faire comprendre à la masse inconsciente la haine qu'elle devrait avoir pour le militarisme et les crimes qui en découlent, ordonnés par d'infâmes gouvernants et exécutés par de féroces officiers et des soldats hébétés, j'estime qu'il est plus inconscient que la masse elle-même. O, pauvre révolutionnaire à l'eau de rose, vous remplissez fort bien le rôle de conservateur! Et avec une tactique semblable, vous ferez probablement dans les campagnes (comme c'est votre habitude depuis quelque temps) une propagande active. Mais sera-t-elle révolutionnaire? J'en doute fort, comme en douteront certainement plusieurs personnes et tous les militants.

UN TERRITORIAL.

P. S. — M. Bertrand, rédacteur en chef du *Réveil du Centre*, m'a refusé l'insertion de cette lettre. Je constate encore une fois que les loups, loin de se dévorer entre eux, essaient de s'entendre, afin d'apaiser leurs appétits au détriment du troupeau.

M. N.

-•- **Avis de passage.** — Chaleureusement recommandé par certaines Bourses du Travail, un escroc se fait héberger par les camarades de l'Oise. Ces jours-ci, après avoir estampé l'un d'eux, habitant Liancourt, il l'a remercié en le soulageant de son porte-monnaie. C'est sans doute encore un des aimables commis voyageurs que M. Combes n'oublie jamais d'envoyer chaque année à sa petite clientèle de la banlieue.

Avis aux intéressés!

* * *

Ayant dû quitter son pays natal après le soulèvement ouvrier du ministère Rudini, un camarade italien avait trouvé une situation à Beauvais, il y a environ un an. Il y a un mois, des lettres lui sont parvenues déchirées en cours de route et recollées. Quinze jours après, à brûle-pourpoint, son patron lui signifiait de quitter son travail, pour un motif d'ordre supérieur. Et à présent le voilà sur le pavé aux portes de l'hiver.

Que ce soit Combes ou Waldeck, c'est toujours la même musique!

* * *

Il y a un mois également, j'ai reçu dans la même journée deux lettres portant la marque évidente d'une violation en cours de route. A la même époque, une lettre volumineuse que j'avais mise à la poste, n'est pas arrivée à destination. Aujourd'hui, j'apprends qu'un petit paquet de cartes postales artistiques que j'avais envoyé à des amis n'a jamais été reçu par eux.

Quand donc, ô petit père Combes, « petit cambrioleur des foules », auras-tu fini de te foutre de nous!

A. PRATELLE.

-•- **Ecole d'anthropologie.** — Ouverture des cours le vendredi 4 novembre 1904, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine.

COURS : *Anthropologie préhistorique.* — M. L. Capitan, professeur. — Le samedi, à 4 heures. — Les bases de la préhistoire (suite). Paléontologie (fin). Industrie, Art.

Ethnologie. — M. Georges Hervé, professeur. — Le mardi, à 5 heures. — L'œuvre anthropologique d'Abel Hovelacque.

Ethnographie et linguistique. — M. André Lefèvre, professeur. — Le mardi, à 4 heures. — La langue et la nation françaises. XIV[e] et XV[e] siècles. — (L'ouverture de ce cours sera annoncé ultérieurement.)

Anthropologie zoologique. — M. P.-G. Mahoudeau, professeur. — Le mercredi, à 5 heures. — L'origine de l'Homme. La généalogie des Hominiens. Les Mammifères (fin). Les Primates.

Anthropologie physiologique. — M. L. Manouvrier, professeur. — Le vendredi, à 5 heures. — Relations mutuelles de l'Anthropologie, de la Psychologie et de la Sociologie.

Technologie ethnographique. — M. Adrien de Mortillet, professeur. — Le mercredi, à 4 heures. — L'Evolution de l'Outillage dans le temps et dans l'espace (Etudes d'ethnographie comparée).

Géographie anthropologique. — M. Franz Schrader, professeur. — Le vendredi, à 4 heures. — L'Evolution dans le Milieu, critique et définition de l'action du milieu planétaire.

Sociologie. — M. G. Papillault, professeur-adjoint. — Le lundi, à 5 heures. — Méthode anthropologique, son exposé général et son application aux indigènes australiens.

Ethnographie. — M. S. Zaborowski, professeur-adjoint. — Le samedi, à 5 heures. — Origines aryennes. Slaves, Lithuaniens, Finnois.

Anthropogénie et embryologie. — M. Mathias Duval, professeur.

Professeur honoraire : M. A. Bordier.

CONFÉRENCES : M. le D[r] R. Anthony. — Les caractères d'adaptation du système musculaire de l'Homme et des Anthropoïdes. (Cinq conférences, les lundis 27 février, 6, 13, 20 et 27 mars 1905, à 4 heures.)

M. René Dussaud. — La civilisation mycénienne et les récentes découvertes en Crète. (Cinq conférences, les lundis 7, 14, 21, 28 novembre et 5 décembre 1904, à 4 heures.)

M. le D[r] J. Huguet. — Superstition, magie et sorcellerie en Afrique. (Cinq conférences, les lundis 23, 30 janvier, 6, 13 et 20 février 1905, à 4 heures.)

M. le D[r] Gustave Loisel. — Questions sexuelles. (Cinq conférences, les mardis 24, 31 janvier, 7, 14 et 21 février 1905, à 4 heures.)

M. le D[r] Etienne Rabaud. — Anormaux et dégénérés (suite). Le Génie. (Cinq conférences, les mardis 8, 15, 22, 29 novembre et 6 décembre 1904, à 4 heures.)

M. le D[r] A. Siffre. — La Dent en anthropologie. (Cinq conférences, les mardis 13, 20, 27 décembre 1904, 10 et 17 janvier 1905, à 4 heures.)

M. Julien Vinson. — Les langues indo-européennes occidentales; leur évolution, leur histoire. (Cinq conférences, les lundis 12, 19, 26 décembre 1904, 9 et 16 janvier 1905, à 4 heures.)

Les cours et conférences seront, lorsqu'il y aura lieu, accompagnés de projections.

-•- AVIGNON. — **Université Populaire.** — Une bibliothèque importante est à la disposition de tous les membres.

Les inscriptions sont reçues au local, rue Bancasse, 13. Cotisations minimes. L'U. P. est ouverte tous les soirs de 8 à 10 heures. Réunion générale le premier dimanche de chaque mois.

-•- Les camarades du département de la Lozère, qui désireraient créer des sections adhérentes à l'A. I. A., peuvent s'adresser au camarade Eliacin Vezian, Collet de Dèze (Lozère), qui leur prêtera volontiers son concours.

THÉATRE

Quelques camarades nous demandent souvent quelles pièces ils pourraient jouer dans leurs soirées? Voici, parmi celles que nous connaissons, les titres de celles que nous pouvons leur recommander :

La Cage, en 1 acte, Descaves	1 50
Tiers Etat, id id	1 »
Les Chapons, 1 acte, Descaves et Darien	1 50
Les Balances, 1 acte, Courteline	1 »
Le gendarme est sans pitié, 1 acte, Courteline	0 60
L'Epidémie, 1 acte, Mirbeau	1 »
Le Portefeuille, id. id	1 »
Le Fardeau de la liberté, 1 acte, Tristan Bernard	1 50
L'Election du maire, 1 acte, Léonard	0 15
Le Tréteau électoral, 1 acte, Léonard	0 15
La première salve, 1 acte, Rouquès	1 »
En détresse, 1 acte, H. Fèvre	1 50
L'Outrage, 1 acte, Louis Charancle	1 »
Mais quelqu'un troubla la fête, 1 acte, Marsolleau	1 »
Les Souliers, 1 acte, Verguth et Descaves	1 »
L'Echelle, 1 acte, Norès	1 »
Les mauvais Bergers, 4 actes, Mirbeau	3 »
La Clairière, 4 actes, Donnay et Descaves	3 »
Responsabilités, 4 actes, J. Grave	2 »
La Vie publique, 4 actes, Fabre	3 »
La Poigne, 4 actes, J. Jullien	2 »
L'Ecolière, 5 actes, —	2 »
L'Oasis, 5 actes, —	2 »
Ces Messieurs, 4 actes, Ancey	3 »

LE LIVRE POUR ENFANTS

Nous avons atteint le chiffre de 400 souscripteurs. J'ai envoyé, cette semaine, la copie à l'impression.

Que les camarades fassent leurs efforts pour nous faire trouver les 200 qui restent.

VIENT DE PARAITRE

L'Almanach illustré de la Révolution, pour 1905. Couverture en couleurs par Steinlen. Sommaire des principaux articles :

Nouveautés de l'année, J. Grave; *Les Figurants*, Lucien Descaves; *La leçon que nous donne l'Italie*, par Pierre Kropotkine; *Désarmons nous-mêmes*, par Charles Albert; *Le Congrès de Bourges*, par V. Griffuelhes; *La question arménienne*, par Pierre Quillard; *Les hannetons et le perce-oreille*, par André Girard, etc., etc.

Chanson, poésie; nombreux documents.

Nombreux dessins inédits par : M. Luce, G. Willaume, Joujoule, V. Muller, H. Pivant, Couturier, L. Hénault, Willette, etc., etc.

Volumes primes à tout acheteur de l'*Almanach*.

L'exemplaire, 0 fr. 30; par la poste, 0 fr. 40.

CONTRE LA POLICE

J'ai reçu un second document sérieux contre les tracasseries policières. Je félicite les camarades qui, autrefois, se plaignaient d'être tracassés, et s'en trouvent bien maintenant, puisqu'ils renoncent à coopérer à une campagne sanitaire.

Je félicite surtout M. Lépine et le ministre de l'intérieur d'avoir si bien réussi à imposer silence à ceux qu'ils terrorisent.

A NOS CAMARADES DESSINATEURS

Un de nos prochains suppléments sera consacré à la *Guerre et au Militarisme*, un autre à la *Religion*. Si quelques camarades dessinateurs veulent nous envoyer une vignette appropriée pour le sommaire, il serait bien aimable.

La semaine prochaine, nous donnerons la suite des articles de notre ami KROPOTKINE, sur **La Révolution.**



T. C., rue de l'O. — J'avais déjà l'article. Ce qui m'a fait hésiter à l'insérer, c'est sa bondieuserie.

Fernicq. — Envoi au journal.

D., rue Jacob. — C'est une idée. Nous ferons l'envoi.

A B., à Nice. — Le journal ne paraît plus. — « Théologie de Mazzini » n'existe plus. — Article insuffisant.

Madou. — C'est bien plus simple de vous adresser directement à l'administration de cette revue.

Causeries des XI[e] et XVIII[e]. — Votre dernière communication m'est arrivée mercredi, dans la matinée. Notre courrier nous est remis aussitôt arrivé.

B. C., à La Seyne. — Bien reçu les deux abonnements.

B., à Lyon. — Je ne me rappelle pas de cette brochure.

J. A., à Vienne. — Vous ne trouverez pas d'acheteur à ce prix. L'administration le vend moins cher.

B., à Beauvoisin. — Les deux exemplaires ont pourtant été expédiés. C'est moi qui ai fait la seconde bande.

Mezigue. — « A travers les groins », oui, 2 francs. — L' « Immortalité » aussi.

O. K., à Genève. — L'almanach était vendu.

L. B., à Marseille. — L'abon. sera servi.

Reçu pour le journal : J. L., à Caudebec, 1 fr. 50. — Quatre chercheurs de vérité, 4 fr. — Fernicq, 2 fr. — Enjolras, 1 fr. — Z. Y. Z., 1 fr. — L. S., à Lyon, 4 fr. — L. C., à Paris, 3 fr. — M. M., à Troyes, 0 fr. 30. — Deux camarades de Liège, 1 fr. — Z., 0 fr. 50. — F., 5 fr. — Mâchefer, 0 fr. 25. — St Affrique, 0 fr. 40. — E. B., à Marseille, 0 fr. 25. — A. G., à Reims, 1 fr. — Merci à tous.

E. B., à Hanoï. — C. C., à Marseille. — G., à Versailles. — B., à Romilly. — J., à Lorient. — A. L. à Villemandeur. — N. V., à San Paulo. — J., à St-Paul en Jarret. — R., à Firminy. — L. G., à Brest. — B. à Lens. — B., à Lyon. — Le Puy. — P. M., à Bollène. — J. L., à Londres. — B., à St Chamond. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 28 — PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 — *Du 12 au 18 Novembre 1904*



POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e



Mort à la Guerre

La classe va rejoindre une fois de plus. Une fois de plus, les jeunes hommes de vingt ans, quelle que soit leur envie de n'en rien faire, vont s'aligner dans les cours des casernes, répondre à l'appel de leur nom, troquer leur personnalité contre un numéro matricule et devenir pour trois ans les serviteurs, non pas de cette entité saugrenue que l'on nomme Patrie, non pas de cette loque qui la symbolise, paraît-il, et que l'on nomme drapeau, mais de quelques centaines d'individus possédant le sol, les machines et l'argent.

Vous concevez que, devant les atrocités de la guerre russo-japonaise, les partisans de l'armement à outrance aient beau jeu. « Voyez-vous, disent-ils, ce qui se passe, ô pacifistes! ô rêveurs creux! Non, n'est-ce pas, on ne devait plus jamais voir surgir de guerre européenne? A peine une vague garde nationale vous semblait-elle nécessaire pour surveiller les colonies. Et maintenant, voici deux peuples aux prises et le plus fort mangera le plus faible... c'est la loi naturelle et c'est la loi divine! »

Non, misérables, ce n'est pas la loi naturelle (du divin nous ne parlons pas, cela va sans dire). Non, ce ne sont pas deux peuples aux prises; ce sont aux prises les ambitions infâmes de quelques-uns, déjà débordant de richesses et qui font se ruer l'un contre l'autre des hommes blancs et des hommes jaunes, de pauvres hommes insensés, mourant en criant Hurrah! ou Banzaï! pour mettre entre les griffes de leurs maîtres quelques pièces d'or de plus.

Non, ce n'est pas le moment de désespérer; c'est au contraire l'instant de relever la tête; c'est l'instant, devant la tuerie farouche qui fume les terres mandchouriennes, c'est l'instant pour nous de nous ressaisir et de prendre une fois pour toutes, les définitives résolutions.

Jamais la cessation des massacres ne viendra d'en haut. L'histoire des guerres à travers les siècles nous l'enseigne de péremptoire façon. La récente comédie de la Haye qui vient de se terminer en drame, suffirait à lever les derniers doutes. Comme toute chose durable, comme toute chose belle, c'est du peuple, c'est de notre main, c'est par la volonté de la masse que la grande paix naîtra.

Il est étrange, il est humiliant qu'elle ne soit pas née encore. Il est étrange que si loin que remonte la mémoire de l'histoire, nous ayons toujours subi à notre grand détriment, la loi de destruction artificielle... n'est-ce pas assez que de mourir un jour fatalement? Il est étrange que nous ayons fait si peu de progrès depuis des milliers d'années; il est humiliant pour les peuples d'être restés sur ce point à l'état sauvage, alors que tant d'esprits élevés leur ont montré le chemin; il est humiliant pour les peuples qui sont le nombre, qui sont la force, d'être menés par des ambitieux et quelques maladifs dégénérés.

Car enfin, la question posée comporte une solution d'une simplicité enfantine. Lorsque le tsar ou le Mikado appellent aux armes leurs fidèles sujets, pourquoi ceux-ci ne restent-ils pas sourds aux ordres reçus? Vous ne voyez pas très bien, je suppose, Nicolas suivi de ses officiers généraux et des plus gros financiers de l'empire, parcourant les villes et les villages et forçant les moujiks à rejoindre leur corps sous la menace du fouet? Quant à ceux-là qui sont déjà sous les armes, leur rôle est tout tracé; c'est à eux qu'incombera la partie active de l'affaire. Sans violences, ils désarmeront leurs officiers et ceux d'entre eux qui persisteraient dans leur stupidité moutonnière. Et si ces moyens de douceur ne suffisaient pas, l'action sera plus énergique; tant pis pour les énergumènes qui tomberont... ne vaut-il pas mieux amputer quelques doigts que sacrifier un membre entier ou compromettre l'existence même d'un être? Ce sera la révolte libératrice, la seule forme légitime du meurtre, le souffle qui abat les plus hautes têtes afin que toutes les autres soient épargnées.

Ce qui manque le plus, c'est l'entente. Le jour où elle existera, la guerre aura fini son temps.

Voilà donc le but, voilà le moyen d'y parvenir; il reste une question à résoudre : comment arriver à l'entente? A ceci je ne prétends pas répondre; il faut que la réponse vienne des peuples.

Il me semble cependant qu'une solution est possible : ouvrir un referendum populaire, soit en formules précises avec adhésions exigées des groupes et des individus; soit, et ce serait peut-être le mieux, un referendum sans formules, un referendum ne demandant que la réponse à cette simple question : « Vous engagez-vous personnellement, en cas d'entente populaire dans tous les pays d'Europe, à ne prêter votre concours à aucune guerre? »

La question serait publiée par tous les journaux pacifistes de tous les pays et remise de la main à la main par le système des passe-partout. On se compterait ensuite et je ne doute pas de l'immensité du résultat, de l'écrasante volonté, de l'unanimité de volonté des masses.

Mais quel organe se fera le centre de ce referendum mondial? Quels hommes auront la continuité d'esprit et de persévérance nécessaires pour mener à bien ce travail de longue haleine encore que fertile et sacré?

Ou bien quels autres moyens peuvent être mis en œuvre? Pour la classe qui part, pour nous tous, pour l'honneur de l'humanité, la parole est à toutes les idées, à tous ceux qui sentent la grandeur du mal présent et qui pressentent la beauté, la fécondité de la paix universelle.

Il est temps; il est grand temps d'agir.

Dr L. Bresselle.



Les nationalistes, en étalant leur dossier contre le ministère de la guerre, accusent celui-ci d'avoir fait de l'armée une école de mouchardage.

Décidément, ces braves gens retardent!

Est-ce que l'armée n'a pas toujours été le fond de réserve où se recrutent tous les corps se rattachant plus ou moins à la police, depuis le garde-chiourme jusqu'à l'inspecteur de la sûreté?

Ce n'est qu'après avoir passé par le service militaire que l'on est jugé apte à faire un bon mouchard.

Et si les subalternes acquièrent de si belles qualités à la caserne, elles ne peuvent que croître et embellir chez les gradés. L'habitude d'avoir à rendre compte à un supérieur, de ce qui s'est passé sous ses ordres, ne eut que développer cette aptitude au mouchardage.

Est-ce que, au fond, l'armée n'est pas un corps destiné à la défense de « l'ordre », c'est-à-dire à des fonctions policières?

Seulement, voilà, pour une foule de gens, le mouchard, c'est celui qui rapporte contre vous ou vos amis. Ceux qui dénoncent un de vos ennemis, font œuvre patriotique et sociale.

J. Grave.

∴

Vendredi dernier, M. Millerand, qui est devenu antigouvernemental, depuis qu'il n'est plus ministre, a cru devoir, lui aussi, flétrir le système des fiches dans l'armée et, avec une assez belle hypocrisie, l'avocat des liquidations congréganistes ajoutait :

« Soyez tranquilles, une fois ce système appliqué à l'armée, il fera vite son chemin dans le monde. Il n'y aura pas une commune qui n'ait son ou ses dénonciateurs publics. Vous aurez ressuscité, en le rapetissant à votre taille, le régime des suspects. »

Mais il me semble que ce système a en effet fait son chemin depuis longtemps, car M. Millerand n'ignore certainement pas qu'au ministère du commerce, et de son temps déjà, les militants ouvriers, les secrétaires d'organisations ont eux aussi des « fiches » et que chaque fois qu'une grève ou une agitation ouvrière se produit, les mouchards du ministère de l'intérieur viennent consulter lesdites fiches.

C'est ainsi qu'il n'y a pas encore bien longtemps, un employé subalterne, remplaçant les chefs absents, ne fut pas peu étonné de se voir annoncer « deux messieurs du ministère de l'intérieur », qui venaient consulter lesdites fiches.

Peu au courant, l'employé pria « ces messieurs » de repasser.

La chose m'a été racontée par une personne digne de foi, et Millerand, qui certainement n'ignora pas cela lors de son passage au ministère — lui qui était si bien renseigné sur ce qui se passait à la Bourse du travail, car il n'y a pas de francs mouchards que rue Cadet — est on ne peut plus mal venu à reprocher aujourd'hui à son ex-collègue ce qu'il a assurément pratiqué lui-même à l'égard des militants ouvriers.

P. D.

LE LIVRE POUR ENFANTS

La souscription reste ouverte jusqu'à fin novembre. Les souscripteurs bénéficieront d'un papier plus beau, reliure plus soignée, et de la réduction des frais d'envoi.

Ceux des souscripteurs qui peuvent envoyer de suite le montant de leur souscription nous faciliteront la besogne.

Ceux qui ne seront pas en mesure pour le 15, sont priés de nous fixer une date, afin d'éviter des frais inutiles de recouvrement.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

Nous avons passé en revue les principales causes du développement de la tuberculose. Il reste cependant un point auquel j'ai fait allusion à différentes reprises, c'est l'*ignorance*.

Cela ne veut pas dire que la lutte contre la tuberculose puisse se ramener à une question d'éducation. Il ne suffit pas de transformer les mœurs, ni de mieux comprendre l'hygiène. Seules les conditions sociales ont une importance primordiale, et d'ailleurs seul le bien-être peut permettre l'éducation désirable et rendre possible l'observation des soins et des précautions nécessaires.

Alors qu'est-ce que signifie l'existence d'une *Ligue contre la tuberculose par l'éducation populaire?* Est-ce pour dire de ne pas se surmener, de bien se loger, de bien s'habiller, de bien se nourrir, etc.? Alors c'est une dérision amère, ou bien c'est, en donnant aux gens pleine conscience des conditions de vie nécessaires et exigibles pour une vie normale, les pousser à la révolte. C'est à ce dernier point de vue que je comprends l'œuvre d'éducation, puisque c'est le seul moyen d'aboutir à un résultat. Mais je doute que ce soit là le but ou le désir de ces nouveaux éducateurs.

La première éducation à faire serait donc la propagande révolutionnaire. Pour la classe ouvrière, spécialement ravagée par la tuberculose, l'organisation syndicale favorise éminemment cette propagande. Mais, en attendant qu'une transformation sociale fasse disparaître les causes d'exploitation et de misère et permette à chacun le bien-être auquel il a droit, il faut bien chercher à vivre. C'est encore l'action syndicale, sous forme d'action directe, qui permettra de restreindre au minimum l'exploitation capitaliste.

En dehors de la propagande générale révolutionnaire, en dehors de la propagande d'éducation morale (solidarité, esprit de révolte, etc.), qui se fait dans les syndicats, il y a aussi à faire, chez un grand nombre de prolétaires, l'éducation de *besoins* qu'ils ignorent et dont ils acceptent la privation avec indifférence, tandis qu'instruits de la nécessité primordiale des soins d'hygiène et sentant le besoin d'y satisfaire, ce sera pour eux un excitant plus grand pour des revendications plus complètes.

Au point de vue spécial de la tuberculose, comme de la santé en général, le *besoin* le plus important est le *repos*. Au premier abord il peut sembler singulier qu'on doive faire l'éducation du repos ; il semble que ce soit un besoin naturel. Mais dans notre société marchande et capitaliste, la morale bourgeoise a fait du travail une vertu. Il faut avouer que c'est une vertu pour les riches. Pour les prolétaires, c'est une lourde nécessité.

Toute la société moderne est fondée sur l'exploitation du travail d'autrui. On a idéalisé le travail, on en a fait le but même et la raison d'être de l'existence. On cherche à inculquer cette opinion aux enfants. A l'école, on apprend que plus tard il faut être « un bon ouvrier ». Le devoir social des prolétaires est de travailler sans relâche à la richesse nationale — (qu'administrent les patrons pour le bien commun). D'ailleurs tout le monde travaille : les capitalistes à la bonne économie de la production et à la direction des affaires, les juges, les militaires, les gendarmes à la sécurité des citoyens, le clergé à leur moralisation, les hommes d'Etat au gouvernement du pays, etc. Et quel travail! Les soucis des affaires privées ou du bien public accompagnent les capitalistes jusque dans la loge des théâtres (1). En réalité, il n'y a point de repos, ni pour un banquier, ni pour un commerçant, ni pour un homme d'Etat. Seul le travailleur manuel, après une journée de travail, peut jouir d'un repos complet : il est libéré alors de toute préoccupation.

Vient-il à se mettre en grève? c'est un fainéant. Quoi donc! Il n'y a qu'un ouvrier pour rechigner à l'ouvrage. Il méconnaît son propre intérêt ; il pourrait amasser une épargne pour sa vieillesse, ou mieux pour s'établir à son compte, augmenter ses ressources, s'enrichir à son tour. Selon l'économie orthodoxe, il faut travailler, travailler encore et toujours, pour gagner ; le petit bourgeois s'use à la recherche du gain et regarde avec mépris l'ouvrier qui se permet de se reposer le dimanche.

Un des grands griefs de la bourgeoisie contre l'ancien régime et le système des corporations, c'était le grand nombre de jours de chômage, fêtes de saints patrons, fêtes communales, etc. Ces fêtes entravaient la libre production et la liberté du travail ; elles empêchaient le développement du système capitaliste. Plus tard, un des reproches des libéraux au régime de la Restauration, ce fut l'interdiction religieuse (et à ce point de vue vexatoire) du travail du dimanche.

Le travail est loin d'être une joie dans notre société actuelle, pour l'ouvrier surtout. Mais le prolétaire doit quêter du travail, comme une aumône, pour avoir la possibilité de vivre. Du repos, on n'en parle pas. Individuellement, l'ouvrier lui-même ne songe ordinairement qu'à gagner davantage. Avec l'espoir illusoire d'une augmentation de salaire, il acceptera trop souvent d'augmenter la journée de travail, de l'allonger par des veillées au delà de toute limite raisonnable.

Le travail est simplement une nécessité imposée par les conditions de l'existence. Quand il dépasse une certaine limite, variable d'ailleurs avec chaque individu, c'est une imprudence, c'est une souffrance pour l'organisme, c'est une diminution de résistance, c'est la première atteinte à la santé, c'est un mal. La répétition de la fatigue amène l'usure de l'organisme.

Au point de vue physiologique, l'effort continu est impossible. Mais sans rappeler ici des expériences de laboratoire, je puis dire que c'est là une vieille connaissance humaine que l'on met en pratique avec les animaux domestiques, avec les chevaux. On sait combien on craint de rendre un animal fourbu, de l'abîmer pour jamais ; son travail est réglé, on le met au vert tous les ans. Les mules, les chameaux, les lamas ont la réputation d'un entêtement invincible contre le dépassement d'une certaine limite de travail.

Pour les hommes, rien de semblable. Peut-être ménageait-on autrefois les esclaves. Aujourd'hui on se surmène, les uns par l'appât du gain, les autres par nécessité.

La fièvre du travail dans les grandes villes ne connaît point de limite. Là sévit le travail intensif ; cette intensivité, l'attention cérébrale qu'elle nécessite, aboutissent à une dépense nerveuse énorme, qui manifeste moins nettement ses effets que la simple fatigue musculaire. On continue à travailler et on s'épuise. Cet épuisement qui n'apparaît qu'à la longue, est beaucoup plus grand dans ce labeur intensif que dans les journées souvent beaucoup plus longues, mais sans excitation cérébrale, que demandent, par exemple, les travaux de l'été à la campagne.

(1) Voir les n°s 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 des *Temps Nouveaux*.

(1) J'ai lu cet argument dans une réfutation du collectivisme par le Leroy-Beaulieu du Collège de France.

Au point de vue médical, le surmenage est certainement cause prédisposante de toutes les maladies infectieuses, spécialement de la tuberculose, et il en aggrave le pronostic. Je vois tous les jours des gens tomber malades, devenir tuberculeux, à cause du surmenage, sans qu'il y ait à incriminer ni tare physique, ni intoxication alcoolique.

En dehors de tout surmenage proprement dit, l'organisme humain a besoin de rompre la continuité du travail par des intervalles de repos ; je ne parle pas seulement du repos nocturne. Il est impossible de travailler d'une façon continue dans les conditions antihygiéniques que j'ai énumérées dans un article précédent, d'être toute l'année renfermé dans des locaux sans air ou sans lumière, d'être exposé aux poussières, aux intempéries, etc. Cette exposition continuelle aux offenses de l'organisme ne peut pas aller longtemps sans altération plus ou moins profonde de la santé.

Le repos est donc nécessaire ; il est indispensable encore après la moindre atteinte à la santé, soit qu'il s'agisse d'une fatigue accidentelle venant s'ajouter par surcroît à la *peine* de chaque jour, soit qu'il s'agisse d'une maladie même banale : rhume, angine, embarras gastrique, etc. A plus forte raison, une convalescence de repos est-elle exigée après les affections plus sérieuses, surtout après les fluxions de poitrine, les grippes, les pleurésies, etc.

En résumé, il faut apprendre aux gens qu'il faut se reposer, que l'absence de repos se paye par des maladies longues, parmi lesquelles la tuberculose est la plus menaçante, que c'est faire un mauvais calcul que de dépasser la limite de la fatigue, fût-ce pour la recherche d'un gain illusoire.

Les ouvriers ont donc à se défendre, non seulement contre les longues journées de travail, mais aussi contre un labeur intensif. C'est aussi à ce point de vue qu'ils doivent s'opposer au *travail aux pièces*. Ce mode de travail conduit directement au surmenage, aux longues veillées, etc., par l'appât d'un gain illusoire, puisque, en réalité, il aboutit nécessairement aux bas salaires, par suite de la concurrence effrénée que se font les travailleurs, soit pour gagner davantage (ô ironie !), soit pour se procurer du travail.

Les ouvriers doivent réclamer le repos hebdomadaire, et davantage si c'est possible (1). Il faut que ce repos soit payé, ce qui, même au point de vue bourgeois, est une réclamation légitime, puisque ce repos est nécessité par le labeur. Il faudrait enfin des vacances annuelles payées (2).

C'est naturellement aux ouvriers à imposer eux-mêmes ces conditions aux employeurs. C'est ce que font les syndicats. Mais ils mettront d'autant plus d'énergie à leurs revendications, qu'ils sentiront et comprendront que le repos est un besoin vital, absolument nécessaire...

(*A suivre.*) M. PIERROT.



L'année dernière, j'ai récolté 700 kilos de raisins, à 20 francs les 100 kilos ; j'en ai tiré 140 francs, moins 8 francs de main-d'œuvre, net 132 francs.

Cette année, j'en ai, sur le même terrain, récolté 3.000 kilos, que, vu l'abondance, je n'ai vendu que 5 francs les 100 kilos et en perdant beaucoup de temps pour m'en débarrasser : 150 francs. Main-d'œuvre, 30 francs. Il ne m'est resté que 120 francs.

(Lettre d'un abonné.)

⁂

M. Giroud continue à prétendre que c'est le manque de produits qui engendre la mauvaise organisation sociale.

⁂

De tous les côtés de l'empire, des manifestations graves se produisent à l'occasion du départ des réservistes. Partout, c'est l'émeute, le pillage et la désertion. Tels sont les renseignements donnés par les dépêches russes et publiés dans les journaux soumis pourtant à une censure rigoureuse.

Ce matin même, des étudiants ont manifesté devant la cathédrale de Kazan, les uns pour, les autres contre la guerre. Grâce à l'absence totale de troupes et de police, tout s'est terminé sans incident grave. Dans certains milieux, on commence cependant à se dire avec inquiétude : « Où allons-nous ? »

(Le Journal, *8 nov.*)

⁂

LE SPECTACLE DES MORTS ET DES BLESSÉS. — *Jusqu'à trente verstes au sud de Moukden, la contrée est dévastée. Des régions fertiles et jadis populeuses sont transformées en désert. Des files ininterrompues de blessés et de mourants s'allongent sur les chemins qui tous présentent le même aspect lamentable. Le sol est semé, à chaque pas, de loques et de pansements ensanglantés.*

Parallèlement au cortège des blessés grelottants, se succèdent des populations entières qui fuient le théâtre de la guerre et viennent chercher un refuge à Moukden. Les femmes et les enfants sont montés sur des charrettes qui transportent en même temps les misérables épaves de leur prospérité passée.

(L'Aurore, *27 oct.*)



Moyens de gouvernement. — Les débats du procès Dautriche, Rollin, François, Mareschal, ont révélé qu'il existait — ou tout au moins qu'il avait existé, de 1895 à 1899 — au ministère de la guerre, un service d'espionnage des hommes politiques et principalement des journalistes, dont on a soigneusement conservé jusqu'ici les fiches ou les dossiers.

« On peut dire, affirme un témoin, le commandant Targe, on peut dire que, notamment en 1895, tous les journalistes de l'époque ont leur dossier, et ceux qui sont les plus maltraités ce sont ceux qui ont défendu avec le plus d'acharnement les agents et les errements de l'ancien service des renseignements. Ces fiches sont le réceptacle de racontars de toute sorte. Je n'ai pas pu en donner lecture, car la morale publique exigerait qu'on ordonnât le huis clos pour lire la fiche concernant M. Arthur Meyer, par exemple. »

Oh !

Que ce soient précisément les amis de l'état-major faussaire qui aient été le plus maltraités par lui, voilà une chose bien plaisante. Etait-ce la peine de s'avilir comme ils l'ont fait, de s'aplatir en tremblant devant la cravache et la botte, de crier tout le jour « Vive l'armée ! » pour être ainsi récompensés de leur attitude de chiens couchants ? C'est bien fait.

Mais quelle ingratitude chez ces officiers ! A moins tout simplement que ceux-ci ne les aient obligés à « marcher » en les menaçant de divulguer les malencontreux dossiers, ce qui expliquerait pourquoi presque tous les gens tarés étaient dans les rangs des défenseurs de l'armée.

D'autre part, un député nationaliste ayant escamoté la correspondance du secrétaire du Grand Orient, il fut prouvé qu'il existait au ministère de la guerre un autre service d'espionnage concernant cette fois les officiers, lesquels on faisait moucharder par les loges maçonniques, par les préfets, par leurs camarades mêmes, pour se renseigner sur leurs opinions politiques et religieuses. Après avoir fait quelques façons, les ministres de la guerre et de l'intérieur ont été obligés de reconnaître le fait et ont déclaré que cela était indispensable pour mettre le régime républicain à l'abri des coups d'état réactionnaires.

Et c'est vrai. Le mouchardage est un moyen de gouvernement dont on ne peut pas se passer. Il existe sous tous les régimes. Les officiers conservateurs se plaignent d'être espionnés par les francs-maçons, mais avant eux les officiers républicains se plaignaient de l'être par les jésuites et par les curés. Le gouvernement des hommes ne saurait être une chose très propre, et il faut l'accepter avec toutes ses conséquences, ou pas du tout.

Mais que dire de ces militaires, « gens d'honneur », qui passent le temps non seulement à espionner les civils, mais encore à se moucharder et se dénoncer les uns les autres !

L'honneur est une chose bien étrange, convenons-en. Encore plus étrange dans l'armée qu'ailleurs.

R. CH.

⁂

ELBEUF, CAUDEBEC-LÈS-ELBEUF ET ENVIRONS (1). — *Industrie locale* : Fabrication du drap (nouveautés et unis), tissage, filature, teinture et apprêts. — Salaires (moyenne) : hommes, 2 fr. 75 ; femmes, 1 fr. 75 ; enfants, 2, 3, 5 francs la semaine pour les filles, 3, 6, 8 francs pour les garçons. Cette moyenne peut baisser par suite de mauvaises « saisons » ; pour la draperie nouveauté, les salaires sont excessivement variables suivant les catégories ; ce sont les tisseurs et les fileurs les mieux payés.

Durée du travail. — Dix heures pour les femmes (sauf infraction à la loi, ce qui arrive souvent) ; pour les hommes, depuis l'application de la loi Millerand-Colliard, une minorité fait douze et dix heures ; pour la grande majorité, une moitié fait onze heures, et l'autre dix heures et demie. La diminution des heures de travail ne s'est faite que là où les ouvriers l'ont exigé. L'inspection du travail se déclare incapable de faire respecter la loi à cause des décrets survenus, dérogations, etc., et parti pris des tribunaux à acquitter les patrons.

Loyers. — Moyenne : 130 francs pour deux pièces, chambre, cuisine et caveaux ; trois pièces, 145 ou 150 francs.

Logements. — Elbeuf, deux étages ; Caudebec, un étage et jardin ; environs, rez-de-chaussée et jardin ; les manufactures sont presque exclusivement à Elbeuf, par conséquent, les logements plus malsains, il y a manque d'air et de lumière ; dans le vieil Elbeuf, environ un tiers des logements.

Nourriture. — Les vivres sont très chers (au restaurant, presque aussi cher qu'à Paris), mais la majorité des ouvriers possède un jardinet qu'ils cultivent le dimanche et après leur journée. Un pot-au-feu le dimanche, haricots ou lentilles un jour la semaine, le reste, harengs saurs, charcuterie, fromage à bon marché, et surtout soupes aux pommes de terre, de purée d'haricots, de lait fortement additionné d'eau, de citrouilles et salades, ces soupes *calment* l'estomac. Les femmes qui travaillent toutes en fabrique, préparent les repas du midi la veille au soir avec les autres travaux du ménage : leur journée ne *finit jamais*, comme elles disent. La boisson est une mixture appelée cidre, où il entre un peu de pommes quand elles sont bon marché, autrement on s'adresse au pharmacien qui, avec une fiole de 1 fr. 25, vous donne moyen d'en faire 100 litres.

On casse la croûte deux fois par jour, à la fabrique, à 8 heures du matin et à 4 heures du soir. On y consomme un sou de pain, un sou de charcuterie ou fromage, ou même un fruit quelconque, une gorgée de boisson ; ensuite, on prend un coup de café, soit un sou de café et deux sous d'eau-de-vie, ceci pour 90 0/0 d'hommes et 20 0/0 de femmes ; les premiers jours de la semaine, on prend aussi du café à midi ; en plus, les hommes absorbent un

(1) En Angleterre et en Amérique, les employés et certaines catégories d'ouvriers finissent leur travail le samedi à midi.

(2) Le repos doit être complet, moral aussi bien que physique, sans préoccupations ni soucis. Le chômage ne saurait donc être un repos.

(1) Ces renseignements étaient destinés à un de nos amis, mais nous croyons utile de les publier, et serions heureux si cette publication pouvait nous amener des renseignements semblables sur chaque région.

(N. D. L. R.)

apéritif; ils dépensent, chez le mastroquet, de 1 fr. 50 à 3 francs la semaine en général. Dans l'été, le café est souvent remplacé par la bière, au casse-croûte, surtout parmi les Alsaciens qui sont en nombre important. Quant à la soupe à l'eau-de-vie, je n'en ai jamais entendu parler.

Salubrité (manufactures). — Par suite des nécessités de la grande industrie, les nouveaux ateliers sont assez aérés et éclairés; les professions les plus malsaines sont : la teinture, à cause des acides dont on se sert; le foulage et dégraissage, où l'on est les pieds dans l'eau et les vêtements mouillés; ce sont ces ouvriers qui consomment le plus d'alcool et qui sont les moins payés.

Beaucoup de femmes trient et déchirent des chiffons qui seront transformés en laine pour la filature. Cette profession a été classée parmi les industries insalubres interdites au sexe féminin, mais, à la suite de réclamations des patrons, le ministre a trouvé que c'était très sain et l'inspecteur du travail *qui avait verbalisé a eu la tête lavée. Les salaires payés sont ridicules, le niveau moral bas*, la consommation d'alcool élevée.

Par suite des bas salaires, la prostitution *non cartée* est assez développée.

Le bureau de bienfaisance a nombreuse clientèle; la situation du commerce de détail n'est pas florissante, excepté les mastroquets; leurs jours de travail sont les samedi, dimanche et lundi, les autres, ils rendent à emporter. Le mardi, en général, l'ouvrier n'a pas un radis dans sa poche, il ne boit qu'à la fabrique. Certains débitants, à proximité des manufactures, ont la spécialité du crédit, et malgré les non-paiements, ils retombent toujours *sur les pieds*.

Je suis convaincu que c'est le manque de nourriture qui est cause de l'alcoolisme; malgré la grande quantité d'alcool consommé, on ne voit pas beaucoup d'hommes en état d'ivresse, car il est pris à petites doses et à intervalles.

Le niveau intellectuel de la population ouvrière est moyen, elle ne fréquente pas l'église mais fait baptiser et communier ses enfants, il y a un certain progrès depuis une dizaine d'années; celui de la classe commerciale, à quelques exceptions près, est pitoyable de même que celui de la classe patronale, quelques juifs alsaciens exceptés.

Il existe trois coopératives de consommation dont une socialiste, la moins nombreuse : elle ne distribue pas d'intérêts. Les syndicats ouvriers ont beaucoup d'inscrits, mais la grande majorité, excepté le bâtiment, ne paie pas les cotisations et ne fréquente guère les réunions que dans les moments d'effervescence.

Physiquement, la population dégénère; la mortalité infantile est élevée dans l'été, quoique la municipalité distribue du lait stérilisé à très bon marché, mais l'ignorance des nourrices est effrayante; il y a aussi dans l'hiver les maladies des voies respiratoires que les pauvres gosses attrapent quand leurs mères les conduisent aux asiles avant d'aller à leur travail ou quand elles vont les chercher après.

Deux manufactures juives ont donné permission à leurs ouvrières d'aller allaiter leurs gosses aux asiles qui se trouvent à proximité, mais je doute qu'elles perdent leur temps à cela : du reste, elles ont un minimum de production à rendre. — L'introduction du métier à tisser américain qui commence, n'est pas faite pour améliorer l'état de choses; chaque ouvrier ou ouvrière devra en mener quatre, *pour commencer*, les cotonniers de Rouen devront en *mener huit*.

J'oubliais de mentionner les ouvrières rentrayeuses qui, à 40 ans, n'y voient plus guère et doivent faire autre chose; ces ouvrières sont chargées de réparer à l'aiguille les défauts du tissage; elles sont très nombreuses et mal payées, et exploitées par des entrepreneuses; elles ne boivent pas d'alcool à l'atelier, mais l'exploitation *double* dont elles sont l'objet baisse anormalement leur niveau intellectuel; elles ne rêvent que POTINAGES, jalousies stupides entre elles, etc.

J. Leroy.

Mouvement ouvrier. — Il devient de plus en plus probant, et il ne peut échapper à l'attention même des moins initiés, que la tactique adoptée depuis quelque temps par la bourgeoisie pour diviser les forces ouvrières, menace de devenir des plus dangereuses.

Cette tactique consiste, on le conçoit mieux chaque jour, à créer une catégorie de demi-satisfaits, destinés à servir de tampon entre la bourgeoisie et la grande masse des travailleurs les plus durement exploités, les parias des parias de la société capitaliste.

Dans cet ordre d'idées entre, assurément, l'appui donné par le gouvernement aux sociétés « mutualistes » ; cela, je ne l'ignore pas, n'est pas nouveau et il y a longtemps que Waldeck-Rousseau s'était rendu compte de tout le parti qu'un gouvernement bourgeois pouvait tirer de ces sociétés, en créant au ministère de l'intérieur une « direction de la mutualité » confiée à ce traître de la classe ouvrière qui a nom Barberet.

Depuis, les Millerand, les Deschanel et *tutti quanti* n'ont pas manqué de tirer parti à leur tour de cette déviation de l'esprit de solidarité qui anime les travailleurs, et la mutualité a trouvé en eux de fidèles soutiens.

Les gouvernants qui se succèdent ne manquent pas de persévérer dans cette voie, rien n'étant plus habile que d'encourager les exploités à se tresser leurs propres chaînes. Car il n'y a pas à se le dissimuler, tout « mutualiste » est un homme perdu pour la Révolution.

Faire rogner à l'ouvrier sur son maigre salaire, faire qu'il retranche un peu chaque jour, sur l'indispensable, toute l'idée de la mutualité est là, et quoi de plus habile en effet? Il est certain que l'exploité qui a ainsi retranché de son nécessaire pendant quelques années et qui, se berçant de douces illusions, attend patiemment le jour où il pourra jouir du fruit de sa « prévoyance » est acquis à jamais à la réaction.

Il craint par-dessus tout la perte, même momentanée, d'un salaire, et pour cela, il est prêt à tout accepter et à se courber devant les exigences du patronat.

Il n'y a plus qu'un idéal, attendre sa retraite, et quelle retraite!

Etre « prévoyant de l'avenir » n'est être en réalité qu'un égoïste de la pire espèce, qui spécule sur la mort qui fauchera le plus possible de ses cosociétaires, ce qui augmentera — toute la mutuelle est basée sur la mort de ses adhérents pour servir de retraite à ceux qui restent — d'autant plus sa rente illusoire, et je ne connais pas une chose aussi ignoble que cette spéculation faite sur la mort des co-associés dans une association.

Au reste, les bourgeois tant soit peu intelligents et canailles encouragent fortement cette déviation, ce champignon vénéneux de la solidarité et créent dans leurs usines mêmes des sociétés de ce genre.

Et je l'ai pu constater par moi-même, toute propagande est inutile dans ces milieux, il n'y a rien à faire, l'exploiteur peut tout, la peur de perdre les cotisations versées et l'espérance d'en toucher un jour le bénéfice, arrêtent toute tentative non seulement d'émancipation, mais de simple revendication.

La bourgeoisie en encourageant cette fausse solidarité, est donc absolument dans son rôle, car elle se défend elle-même contre les progrès de la véritable solidarité, qui ne pourra s'établir qu'en transformant du tout au tout les conditions économiques de la société capitaliste.

*
* *

Ces jours-ci s'est tenu à Paris un « Congrès d'hygiène des travailleurs » organisé avec l'appui du ministère du commerce et qui réunissait, avec quelques-uns de nos plus notoires réformistes, plusieurs inspecteurs du travail en mal d'avancement, et quelques docteurs que passionnent les « questions ouvrières », tant qu'ils n'ont pas réussi à décrocher la grasse sinécure convoitée.

J'ai assisté un court moment à ces palabres et ma foi, je ne le regrette pas.

Congrès sélect, où il n'y avait pas, comme à Bourges, de ces « ouvriers brouillons » où le « citoyen » ou le « camarade » trop démocratique avait fait place au « Monsieur » des réunions choisies, et où ces dames en robes claires présentaient leurs mains à baiser à l'orateur.

Les exploités peuvent donc dormir — ou crever de faim — tranquilles, car ils avaient dans ce congrès de rudes défenseurs.

En tout cas, le pire qui pourrait leur arriver, serait que de telles réunions servissent à quelque chose, car pour ma part je me refuserais à vivre dans la société idéale de ces dangereux congressistes.

Il n'y était question, en effet, dans les discussions, que de lois, de décrets, de règlements, d'interdiction, d'autorisation, de responsabilité, d'imposition, de défense, d'obligation, de protection, etc., etc., à tel point que dans l'espace de vingt minutes environ — et je n'exagère pas — j'ai pu voir voter et adopter quatorze de ces projets de lois, décrets, interdiction, etc., etc.; il est vrai que la journée s'avançait et que l'on était pressé d'en finir.

Comme il n'y avait en somme que quelques « conseils supérieurs » qui représentaient faiblement les « ouvriers », on leur avait adjoint, pour faire nombre, des rédacteurs de la presse socialiste bien pensante et l'un d'eux s'est même taillé un assez beau succès avec un projet de tinette assez bien sentie.

M. Millerand — naturellement — assistait à l'opération, et c'était à celui qui montrerait au pourvoyeur de places qu'il était là.

L'hygiène des travailleurs, quoique exploitée par quelques bonzes du réformisme, n'en est pas moins une chose qui doit nous intéresser au plus haut point; mais là encore nous pensons que la seule solution ne peut être que la solution révolutionnaire.

Ce ne sont pas des lois, décrets et interdictions qui feront que les exploités ne seront pas obligés, pour vivre, de faire de trop longues journées d'un travail intensif, encore plus préjudiciable à la santé que les conditions de milieu.

L'hygiène consisterait à détruire, à peu près, toutes les usines et bagnes capitalistes, tous plus malsains les uns que les autres, mais surtout à transformer le mode de production capitaliste.

Mais cela est révolutionnaire et le haut idéal démocratique des congressistes ne consistait qu'à retaper ce qui existe.

C'est pourquoi leur petite comédie était pour le moins inutile.

P. Delesalle.

Espagne.

Deux grandes grèves en Espagne. D'abord au Ferrol, dans les derniers jours d'octobre, a éclaté une grève générale de tous les métiers : nous n'en savons pas encore grand'chose. Nous savons cependant que, sauf les ouvriers de l'Etat, à l'arsenal, tout le monde a chômé : pas de lumière dans les rues, pas de journaux, pas de tramways, etc. La cause : un renvoi arbitraire d'ouvriers de la « Compagnie de la lumière électrique ». Le conseil municipal s'est déclaré publiquement pour les grévistes.

A Madrid, grève générale, ou plutôt lock-out des ouvriers tailleurs de pierre. Voici les faits, d'après les journaux bourgeois de Madrid, en particulier d'après le *Heraldo*, qui déclare avoir recueilli ses informations dans les milieux ouvriers.

Le 28 avril dernier, un ouvrier, Varela, fut blessé en transportant une pierre très lourde. Son patron Manuel Diaz (d'autres journaux l'appellent Manuel Sanchez), au lieu d'appeler un médecin, trouva le rebouteux moins cher et bon pour la canaille. Ce fut seulement quand il fut bien visible que le malade, au lieu d'aller mieux, devenait plus malade, qu'il se décida à l'envoyer dans une clinique, puis dans une autre, puis enfin à son médecin particulier, bourgeois, lequel, en septembre, déclara Varela guéri.

Cependant Varela ne pouvait travailler; il en référa au syndicat — tous les tailleurs de pierre de Madrid sont syndiqués — qui obtint d'un des médecins ayant soigné le malade un certificat d'incapacité de travail; puis le syndicat réclama du patron la continuation à Varela du secours qui lui était dû, de par la loi sur les accidents. Le patron refusa, invoquant le témoignage de son médecin à lui. Le syndicat s'adressa aux autorités et le mit en devoir de remuer la machine administrative, très légalitairement. Mais la machine refusant de bouger, il ne restait qu'une chose : la grève par solidarité. L'atelier Diaz se déclara en grève. Sur quoi les autres patrons tailleurs de pierre, tous syndiqués eux aussi, sauf quatre, décidèrent de congédier tous les ouvriers, soit environ 600.

« Les ouvriers pensent que les patrons se proposent, plutôt que d'aider M. Diaz, de jeter par terre le syndicat, afin de les frustrer ensuite des avantages qu'ils ont su obtenir pendant ces dernières années, et particulièrement la journée de huit heures, conquise en 1900 par une grève de trois mois et demi. »

Le lock-out est du 31 octobre. Le 4 novembre, l'affaire était encore sans solution. Les ouvriers, dans leur réunion quotidienne, déclaraient qu'ils ne reprendraient le travail que quand : 1° le patron Diaz (ou Sanchez) aurait indemnisé Varela; 2° les autres patrons leur auraient payé à tous les journées de chômage forcé.

Pérou.

Lima. — Les maisons d'édition de Barcelone font grande propagande de livres scientifiques et anarchistes que les correspondants de nos régions ont fait venir et qui se vendent bien.

Je ne vous dirai pas que les idées anarchistes ont acquis une grande prépondérance ; mais les idées socialistes non plus, quoiqu'il faille considérer que le peuple est par essence révolutionnaire, mais sans idéal défini, et mené par des personnages dont le but est parfaitement égoïste.

Ce qui ne va pas par ici, c'est la propagande. Tous les quotidiens et revues sont parfaitement réactionnaires et s'accordent à dire qu'ici la question sociale n'existe pas, parce que personne ne meurt de faim dans les rues ; quoiqu'il soit visible qu'il existe des millions d'êtres humains maintenus à un degré de misère et d'ignorance inconcevable, que l'on malmène et exploite de la façon la plus inique et la plus infâme.

On ne dit pas que, en ce qui concerne le régime de gouvernement, si l'on jouit d'une certaine liberté dans la capitale et dans quelques villes, cela est dû à une bonne volonté gratuite et à la grandeur d'âme de nos gouvernants.

Différents actes collectifs ou individuels comme quelques grèves ouvrières, refus de service militaire, certains suicides pour échapper à l'enrôlement, ou les émigrations dans le même but, démontrent que malgré la dégradation dans laquelle on les maintient, les individus conservent tout de même un certain espoir de révolte qu'il faudrait exciter et développer.

Ces quelques lignes, malgré leur décousu, peuvent vous donner une idée sommaire du mouvement social en nos pays.

Je ne vous écris ceci qu'à titre privé, mais bientôt peut-être je pense vous envoyer quelque chose de plus développé et que vous pourrez publier.

L'abondance de copie nous force à renvoyer à la semaine prochaine la suite de l'étude de notre collaborateur Laurent Casas.

Le départ de la classe rendant d'actualité notre article de tête, nous sommes forcés de remettre au prochain numéro l'article annoncé de notre collaborateur Kropotkine.



L'A B C de l'Astronomie [1]

(Suite)

V

LA TERRE ET LA LUNE

En allant du Soleil vers l'infini, l'astre Terre est la troisième planète qui s'offre à notre observation. Elle tourbillonne sur les ondes de l'éther, à une distance moyenne de 149 millions de kilomètres du Soleil, avec une vitesse de translation de 29 kilom. 1/2 par seconde, et met 365 jours, 6 heures, 9 minutes, 10 secondes, pour accomplir sa révolution annuelle, longue de 930 millions de kilomètres, et 22 heures, 56 minutes, 4 secondes, pour tourner autour de son axe.

Le mouvement de rotation de notre globe s'effectue de telle sorte qu'à l'équateur il est de presque 28 kilomètres par minute ; à la latitude de Paris, la vitesse n'est plus que de 18 kilomètres, et aux pôles elle est nulle.

Comme l'orbite de toutes les planètes, celle de la Terre n'est jamais à égale distance de l'astre du jour. Plus elle s'approche de son centre de gravitation, plus son mouvement de translation s'accentue ; plus elle s'en éloigne, plus sa marche est ralentie. A sa distance périhélie, qui a lieu le 1er janvier, elle n'est qu'à 147.700.000 kilomètres du soleil, et sa vitesse atteint alors 30 kilomètres par seconde ; à son aphélie, qui arrive au 1er juillet, elle est à 151.800.000 kilomètres, et ne parcourt que 28 kilom. 900 par seconde.

L'astronomie contemporaine connaît, à l'heure qu'il est, 12 mouvements à l'astre Terre. Ce sont :

1° La rotation de la Terre autour d'elle-même en 23 h. 56 m. 4 s.

2° La translation de la Terre autour du Soleil en une année (365 jours 1/4).

3° La précession des équinoxes qui fait accomplir à l'axe terrestre une rotation lente, qui ne dure pas moins de 25.765 ans, et en vertu de laquelle toutes les étoiles du ciel changent de position apparente, pour ne revenir au même point qu'après 25.765 ans.

L'étoile Polaire, par exemple, nous paraîtra être exactement au pôle en 2105. A partir de cette époque, le pôle s'éloignera de cette étoile, passera successivement près de plusieurs autres, arrivera après 12.000 ans dans le voisinage de Véga, pour retourner enfin à l'étoile Polaire actuelle vers l'an 27870.

4° Le mouvement mensuel de la Terre autour du centre de gravité du couple Terre-lune.

5° Le mouvement, dû à l'action de la Lune, nommé nutation. Il fait décrire au pôle de l'équateur sur la sphère céleste, une petite ellipse en 18 ans 8 mois.

6° La variation séculaire de l'obliquité de l'écliptique.

Ce mouvement fait osciller la Terre sur le plan de l'orbite qu'elle décrit autour du Soleil, et diminue actuellement l'obliquité de l'écliptique, pour le relever dans l'avenir. L'obliquité de l'écliptique, qui est maintenant de 23° 27', varie légèrement.

7° La variation séculaire de l'excentricité de l'orbite terrestre.

Ce mouvement fait varier l'orbite que notre planète décrit autour de l'astre du jour, et tend à rapprocher cette ellipse d'un cercle, qui se réallonge sous l'influence des planètes.

8° Le déplacement de la ligne des apsides en 21.000 ans.

Ce mouvement déplace lentement le périhélie, qui fait le tour de l'orbite en 21.000 ans, en marchant dans le sens des mois. Depuis l'an 1250, il a marché du 21 décembre au 1er janvier. Il arrivera au 21 mars en 6590, et au solstice d'été en 11900. Alors ce sera l'opposé de notre situation actuelle, et les étés de l'hémisphère nord seront les plus chauds, et les hivers les plus froids qu'ils puissent être. Le périhélie sera revenu au solstice d'hiver en 22250.

9° Le mouvement causé par l'attraction constamment changeante des planètes.

10° Le mouvement que produit le déplacement du centre de gravité du système solaire autour duquel tourne annuellement la Terre. Ce centre est déterminé par les positions variables des planètes.

11° Le mouvement du pôle terrestre de 15 à 17 mètres par an, qui fait légèrement varier les latitudes.

12° Le mouvement qui entraîne la Terre avec tout notre système planétaire derrière le Soleil, dans la direction de l'amas stellaire qui est situé dans la constellation d'Hercule.

A force d'entendre dire que notre Terre est une petite boule, un grain de sable, qui tourne autour du Soleil, il ne faudrait cependant pas prendre à la lettre ces mots, qui n'ont une signification que s'ils établissent une comparaison entre notre planète et l'énorme globe solaire.

En réalité, la Terre est la plus grande des planètes moyennes, son diamètre est de 127.42 kilomètres, et sa circonférence de 40.076 kilomètres.

Le diamètre qui va d'un pôle à l'autre, est plus court de 43 kilomètres que celui que l'on mènerait d'un point de l'équateur au point diamétralement opposé.

Cet aplatissement du globe terrestre dans le sens de son axe de rotation et le renflement des parties équatoriales constituent la preuve mécanique de son état fluide primitif, la démonstration scientifique que la Terre a été un soleil.

Le volume de notre planète est d'un trillion 83 milliards 260 millions de kilomètres cubes ; son poids de 5 septillions 957 sextillions 930 quintillions de kilogrammes, et sa densité surpasse 5 fois et demie celle de l'eau.

Sa surface est de 510 millions de kilomètres carrés, dont 384 sont recouverts par les mers, et 126 — le quart seulement — composés de terres habitables.

Disons encore, avant de décrire la Lune, notre compagne fidèle, quelles sont, grâce à l'inclinaison de la Terre sur son axe de rotation, les durées des jours et des nuits selon les latitudes sur lesquelles on se trouve.

Le tableau suivant donne la longueur des jours pour les « solstices d'été », 21 juin et 22 décembre de l'hémisphère Nord et Sud. La longueur des jours pour les solstices d'hiver, 22 décembre et 21 juin, de l'hémisphère boréal et austral est égale à la longueur des nuits de leur solstice d'été respectif.

LONGUEUR DU JOUR AU SOLSTICE D'ÉTÉ

Equateur.	= 12 h.	65°48'....	= 22 h.
16°44.....	= 13 h.	66°21'....	= 23 h.
30°48'....	= 14 h.	66,33'....	= 24 h.
41°24'....	= 15 h.	67°23'....	= 1 m.
49°2'.....	= 16 h.	69°51'....	= 2 m.
54°31'....	= 17 h.	73°40'....	= 3 m.
58°27'....	= 18 h.	78°11'....	= 4 m.
61°19'....	= 19 h.	84°5'.....	= 5 m.
63°23'....	= 20 h.	Aux pôles.	= 6 m.
64°50'....	= 21 h.		

(A suivre.) F. Stackelberg.

Errata. — Dans l'article du n° 26 : page 7, 2e colonne, 2e alinéa, ligne 5, lire *58* millions au lieu de 56 ; 4e alinéa, ligne 2, lire *15.120*, au lieu de 12.120 ; chap. IV, 2e alinéa, ligne 2, lire *1666* au lieu de 1866.

(1) Voir les nos 20, 22, 23 et 24.

CAMPAGNE ANTIPOLICIÈRE

Dans mes appels, toujours faits au pied levé, faute de temps, j'ai oublié de dire que les renseignements que nous demandons aux intéressés, ne sont pas destinés à être publiés, — ou du moins, si cela devenait nécessaire — sans l'autorisation des intéressés.

Les concours promis peuvent permettre de mener une campagne sérieuse contre ce nouvel état, qui se dresse dans l'ancien, et menace d'absorber jusqu'à la dernière parcelle de liberté que l'autre n'a pu nous enlever.

Donc, je le répète, si l'on veut nous aider à combattre l'envahissement policier, que tous ceux qui ont eu à subir des vexations de sa part : essais d'intimidations, visites de policiers chez les patrons et tracasseries de ce genre, même lorsqu'ils dateraient de quelques mois, veuillent bien nous envoyer des détails précis, afin de former le dossier qui permettra d'agir.

⁂

Une lettre d'un monsieur pointu, qui me rappelle m'avoir autrefois envoyé des renseignements semblables à ceux que je demande aujourd'hui, et me reproche de ne pas lui en avoir accusé réception, « parce que, sans

doute, je ne l'ai pas trouvé un personnage assez important ! » *m'amène à une explication que j'ai dû donner et que je rappelle.*

Il y a environ un an et demi, en effet, j'ai déjà fait la demande que je fais aujourd'hui. Quelqu'un, en mesure de mener une belle campagne, nous avait offert de la mener si on lui fournissait des documents.

Les documents reçus lui furent remis, mais le dossier ne fut pas jugé suffisant, l'idée de campagne fut abandonnée.

J'eus alors l'idée de publier les lettres reçues; mais le dossier s'étant trouvé égaré, l'affaire en resta là.

Je ne me rappelle pas si j'ai ou non reçu le dossier du monsieur pointu, seulement il dit une bêtise en nous accusant de ne pas avoir tenu compte de son importance individuelle.

J. Grave.

Notre prochain supplément sera consacré à la **Guerre** *et au* **Militarisme.**



Sous le titre *L'Anarchie et le Collectivisme* (1), M. Naquet publie ce qu'il pense être une critique de l'anarchie, mais n'est, en réalité, que l'exposé de l'impossibilité pour un politicien à s'abstraire de la politique et à s'élever à une compréhension assez large d'un état social tout à fait différent de l'état social actuel.

Car, comme beaucoup de ceux qui « admirent » l'idéal anarchiste, mais le déclarent impossible, notre auteur admet le bien fondé de ce que demandent les anarchistes, mais — c'est là l'erreur de tous — il admet l'établissement d'une société anarchiste, comme si elle avait poussé tout d'un coup, au milieu de l'état social actuel, appelée à y évoluer, et oppose à cette société qui n'a jamais existé que dans son imagination, les critiques que l'on pourrait lui faire, si elle avait la prétention d'établir un système nouveau, avec de vieilles mentalités.

Déjà, en faisant cette réserve, j'ai procuré à M. Adolphe Brisson l'occasion de rire comme une petite folle. — ce critique influent au *Temps* ne pouvant se faire à l'idée que, pour juger impartialement d'une conception, il fallait en réunir tous les éléments. Mais je reste persuadé que l'on ne juge bien d'une idée que si l'on se place au point de vue de celui qui l'expose.

Or, nous n'avons jamais nié qu'il y ait incompatibilité absolue entre l'état social que nous voulons, et celui qui existe; nous n'avons jamais nié que la mentalité actuelle ne soit un obstacle à la réalisation de nos aspirations, puisque, cette mentalité, nous employons toutes nos forces à la combattre et à la transformer.

Oui, mais, nous dira-t-on, ne voulez-vous pas employer la force pour établir votre idéal social? Ne vous dites-vous pas révolutionnaires?

Non certes, nous ne reculons pas à l'idée d'employer la force, si cela nous paraît nécessaire. Nous arrivons au milieu d'un état social qui a commencé, dès notre naissance, à nous ligotter de mille entraves qui tendent à nous paralyser; lorsque la gêne arrive à être par trop intolérable, nous tirons sur la corde. Tant pis, s'il y a de la casse! La route est barrée d'obstacles, nous voulons passer, tant pis pour ceux qui veulent nous empêcher de passer. Mais nous n'avons jamais entendu imposer notre état social par la force, puisque tous nos efforts tendent à faire comprendre aux individus qu'ils ne doivent pas subir d'autorité; et se garder de prendre part et de s'immiscer dans les saloperies qu'elle entraîne. Et que dans la société que nous voulons, tout est basé sur l'initiative individuelle, la solidarité et la réciprocité, sans nulle place pour l'autorité, si petite soit-elle.

D'autre part, M. Naquet, pour juger de l'anarchie, a lu deux ouvrages de Kropotkine: *Paroles d'un révolté*, qui est une critique de l'état social actuel, et *Conquête du pain*, qui traite du futur. Evidemment, il aurait pu choisir plus mal; mais je ne crois pas faire injure à notre ami, en disant que c'est tout de même insuffisant pour se faire une idée nette d'une idée aussi complexe que l'idée anarchiste. D'autant plus que ces deux volumes ne renferment même pas toute la conception anarchiste de leur auteur qui, depuis, a écrit nombre de pages qui éclairent ou complètent son œuvre.

M. Naquet a écrit un volume pour exposer ses objections sur l'anarchie. Il faudrait écrire plusieurs volumes si on voulait répondre à chacune. Je ne prendrai donc que les principales.

Page 30, il prétend que « *si les améliorations* dans l'industrie prévues par Kropotkine étaient exactes, elles devraient, dans une mesure plus restreinte pour les travailleurs, se faire sentir déjà dans la société capitaliste; le capitalisme intensifié de la fin du dix-neuvième siècle étant de toutes les formes qui ont existé, et peut-être de celles qui existeront, celle qui incite le plus à l'abondance et au bon marché » !

Où M. Naquet a-t-il pris cette affirmation? Voilà ce qu'il oublie de nous dire. Seulement, s'il avait tant soit peu étudié ce qui se passe sous ses yeux, il se garderait bien d'avancer cette énormité.

Le mode capitaliste, être le mieux organisé pour produire en abondance et à bon marché, alors qu'il est grevé de frais de surveillance, de défense, de réclame, et de concurrence! Sans compter la mauvaise organisation qui l'oblige à une foule d'échanges, de transports et d'intermédiaires, qui peuvent être une facilité pour le mode capitaliste; mais dont saurait se débarrasser une société organisée pour la consommation et non pour l'agio.

Quant aux améliorations prévues par Kropotkine, certainement elles se réalisent tous les jours. Et il arrive, même à l'ouvrier, d'en bénéficier quelque temps. Si l'amélioration ne persiste pas, c'est que les capitalistes finissent par trouver le moyen d'en garder tout le bénéfice.

Tandis que dans une société qui aura aboli le salariat, toute valeur d'échange, chaque progrès réalisé pour économiser les efforts de l'individu, sera un progrès indéfiniment acquis pour tous.

Puis, M. Naquet n'a pas perdu l'habitude de la métaphysique oratoire: « Je me résignerais, dit-il, à une humanité misérable, pourvu qu'il en sortît quelques vérités éternelles. »

Pourrait-il nous dire au profit de qui sortiraient ces vérités éternelles, si elles doivent laisser l'humanité misérable?

D'autre part, M. Naquet pense nous démontrer que les sociétés se transforment par évolution! Il reproche aux anarchistes de ne compter que sur l'emploi de la force pour réaliser leur état social, et accuse Kropotkine d'avoir écrit que l'on peut, en quatre ans, renverser la société.

J'ai expliqué plus haut comment les anarchistes entendent l'emploi de la force. Et si M. Naquet avait lu *L'Evolution et la Révolution* de notre ami Reclus, par exemple, il saurait que les anarchistes connaissent parfaitement la signification de ces deux termes, et que la révolution, telle qu'ils l'entendent, n'est que l'aboutissant de l'évolution.

« Les anarchistes veulent donner à la révolution une forme communaliste » (page 161).

J'ignore encore ici où M. Naquet a pris cela. La révolution qu'entendent les anarchistes est essentiellement économique, avec des organes économiques, sans se préoccuper d'aucune forme politique, celles-ci devant disparaître au fur et à mesure des privilèges qu'elles sont chargées de défendre.

Mais ce qui effraie, surtout, M. Naquet, — et il adresse ce reproche aussi bien aux collectivistes qu'aux anarchistes — c'est un prétendu saut dans l'inconnu que nous voulons faire. Il est pour les réformes successives et graduées.

Je ne veux pas recommencer notre critique des réformes. Tant pis pour M. Naquet, s'il l'ignore. Mais quand il nous aura démontré qu'une société où il ne doit plus exister d'autorité, de privilège, d'exploitation, de valeur d'échange, peut se superposer sans crise à un état social qui n'existe que pour la défense de ces abus, nous deviendrons réformistes.

Ce que nous voulons est assez séduisant en théorie, il nous l'accorde, mais certaines gens ayant le trac des nouveautés, il taille, il rogne tout ce qui choque leur esprit de conservatisme et nous dit:

« Tenez, voilà qui est parfaitement applicable. Pourquoi ne pas vous borner à ce changement? »

Mais, même ainsi châtré, ce programme est encore trop révolutionnaire. Il effraie une certaine catégorie de gens, qui éprouvent le besoin d'y tailler encore, et d'y rogner. Il n'y a pas de raisons de tenir moins compte de ces réserves, que des précédentes. D'autant plus que, dans l'organisation actuelle, il n'y a de réformes vraiment réalisables que celles qui ne touchent à aucun des privilèges existants.

Aussi, voulant la disparition des abus existants, et non les réformer, nous indiquons à ceux qui en souffrent le moyen de s'en débarrasser définitivement. A eux de voir ce qu'ils ont à faire.

Enfin, M. Naquet rappelant qu'il a fait une critique serrée des bons de travail dans son volume *Temps futurs*, constate que Kropotkine l'a renouvelée dans sa *Conquête du pain*.

Cette critique fut faite bien avant Naquet. Et la *Conquête du pain* étant parue en 1899, bien avant le livre de Naquet, il aurait été difficile à Kropotkine de s'inspirer de Naquet.

J. Grave.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez E. Sausot, 53, rue St-André-des-Arts.

Nous avons reçu :

Théâtre complet, par L. Tolstoï, traduction Wyzewa; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Guerre et Paix, par L. Tolstoï, tome V et VI; 2 vol. à 2 fr. 50, chez Stock.

La Seconde Faute, par H. d'Hennezel; 1 vol. 3. fr. 50, chez Stock.

Le Socialisme fédéral, par N. Dolins; 1 vol. 6 fr., même librairie.

Conte de l'Aigue-Marine, par J. Adam; à l'Œuvre d'art international, 33, rue de Constantinople.

Mon Journal, par L. Bloy, 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 26, rue de Condé.

Regeneraçao (roman) par C. de Mendoça; 1 vol., chez Garnier, Rio de Janeiro.

Les Rencontres de M. de Bréot (roman) par H. de Régnier; 1 vol., 3 fr. 50 au *Mercure*, 26, rue de Condé.

Hymne à l'anarchie (chanson) 0 fr. 10, chez Layet, 2, rue Baussier, Toulon.

Antimilitarismo reivindicado, por los firmantes, broch. à *Tierra y Libertad*, Madrid.

En el café, par E. Malatesta, Buenos-Ayres.

La Libre Pensée et ses martyrs, par M. Barthélemy, 1 broch., librairie J.-B. Clément, 14, rue Victor-Massé.

La Physiologie morale, par Ch. Hill, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Roubles et roublards, par P. Giffard, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

La Maternelle, par L. Frapié, 1 vol. 3 fr. 50, Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

Les Influences ancestrales, par F. Le Dantec, 1 vol. 3 fr. 50 chez Flammarion, 26, rue Racine.

L'Assistance aux Etats-Unis, par M. Willoughby; Musée social, 5, rue Las Cases.

Chansons de la Révolution, 0 fr. 90 chez Langlois, 6, passage des Roses, Aubervilliers.

Aux Hospices, les Dessous d'une révocation, par le Dr Montreux, 0 fr. 30, Association ouvrière, Marseille.

Congrès de Rome: *La Morale laïque*, 0 fr. 25, par G. Renard; *Le Dogme et la science*, par G. Séailles, 0 fr. 50; *La Doctrine chrétienne condamnée*, par M. Vernes, 0 fr. 50.

Lettre de Berthelot au congrès de Rome, 0 fr. 25. Toutes brochures à *La Raison*, 14, rue d'Uzès.

Les Etapes (pages de révolte), par Fr. Zeppa; 1 broch., 1 fr., à l'Œuvre d'art international, 33, rue de Constantinople.

La Colonisation, par J. Dumas, 1 fr. 25; — *Coopération et pacification*, par J. Prudhommeaux, 1 fr., 2 brochures de la Bibliothèque pacifiste internationale, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

Le Livre des Mille et une Nuits, tome XVI et dernier, traduction Mardrus, 1 vol., 7 francs, chez Fasquelle.

Le Bétail, pièce antimilitariste, par V. Méric; 0 fr. 35, franco, à l'Internationale, 30, rue Taitbout.

Lettre à un conscrit, V. Méric; 0 fr. 10, 45, rue de Saintonge.

Les Deux routes (vers), par J. Legavre; 1 vol. 2 fr. 50, à l'Idée libre, 21, rue du Cherche-Midi.

L'Altesse, roman, P. Forthuny; 1 vol., 3 fr. 50, Tallandier, 8, rue Saint-Joseph.

Sub Terra, par Baldero Lilla; 1 vol., à Santiago (Chili).

La Grève générale et la Révolution sociale, par S. Nach (en russe).

A lire :

En Russie; *Le Temps*, 9 octobre.

Trois villages en révolte, par J. Huret ; *Le Figaro*, 13 octobre.

A voir :

Dessin de Willette, n° 37 du *Courrier Français*, 11 septembre.



L'Idée libre. — Est-il de nom plus beau que *L'Idée libre*? C'est celui d'une revue que de jeunes auteurs belges font mensuellement paraître à Mons.

Tandis qu'à la faveur du suffrage universel et de la démocratie, des modes inédits de servitude « volontaire » se propagent autour de nous, il est indispensable d'affirmer sans faiblir, libertaires, notre fidélité à la liberté, à toute la liberté, sans distinction, sans restriction. A *L'Idée libre*, M. François André et ses camarades le font avec vaillance.

Parcourons les dernières livraisons. Voici un article où F. André, véhément pamphlétaire, atteste l'incompatibilité de l'Art et du Dogme. Sans doute, ils ne sont pas amis! Mais pourrai-je objecter que les dogmes, jamais, ne furent *toute* l'Église, non plus *toute* la foi?... Aussi, aux temps de la pire Église et de la pire foi, — du sein même de cette Eglise, des entrailles de cette foi — un art put-il monter et s'épanouir, ecclésiastique et chrétien. Commettrons-nous cette injustice un peu puérile de le nier?...

« Un charme infini s'exhalait de la personne de Jésus », a écrit Renan. Ce charme a traversé les siècles et tous ceux, exégètes et mythologues, qui se sont occupés du Galiléen ont été envoûtés. Tous, les Strauss, les Renan, les Soury, n'ont *brisé l'image* qu'à demi. Ils ont bien dépouillé le Jésus théologique de tout divin caractère, ils l'ont bien arraché aux cieux et rendu à la tribu humaine... Mais, aussitôt, surpris d'un grand trouble et d'un étrange regret, on les a vus s'agenouiller devant celui qui n'était plus qu'un homme, le magnifiant, surhumanisant, héroïcisant à l'envie. Et ce n'aura pas été la moindre victoire du Galiléen.

« Ils ont aussi — dit M. Georges Jouret, dans une forte critique des *Théories christologiques* — créé un Jésus de fantaisie, un super-homme absurde et déconcertant, suspendu à des hauteurs inaccessibles entre le ciel et la terre... »

C'est cette imposture que M. Jouret combat. Il est possible, pense-t-il, de percer les obscurités, les réticences, les contradictions des Evangiles, d'anéantir les légendes accumulées et de reconstituer la physionomie réelle de ce Jésus que tant de partis, tant de sectes, tant d'ideologues révolutionnaires ont successivement évoqué comme l'ancêtre toujours présent, — de ce pauvre petit Juif dont se sont repus, dix-neuf siècles durant, tous les mysticismes humains. Attendons la *Vie de Jesus* que M. Jouret nous promet pour bientôt.

— M. Octave Maus, l'hiver dernier, avait organisé à Bruxelles une exposition d'ensemble de l'œuvre des Impressionnistes, et ç'avait été un spectacle triomphal. Il y a, à ce propos, dans *L'Idée libre*, un article excellent de M. Léon Wéry. Certains critiques, dit-il, ont cru pouvoir traduire leur admiration pour les Monet, Sisley, C. Pissarro, Renoir et Degas en des doctrines « écartant toute notion de relativité », et instaurant l'absolutisme de nouveaux dogmes picturaux. *Or, rien n'est plus contraire à l'esprit* de l'Impressionnisme, qui est fait de pur individualisme et de haute sincérité : « Au lieu de rapprocher d'une juste compréhension, le dogmatisme en éloigne. Il est bon de rendre justice à ces superbes ouvriers : Manet, Monet, Sisley, Pissarro, mais il serait ridicule, en prétendant que tous les peintres nouveaux doivent graviter dans leur orbite, de nier les talents originaux qui pourraient, demain, contredire et leur technique et leur naturisme. » La leçon de l'Impressionnisme, c'est, pour l'artiste, de haïr les formules toutes faites, fussent-elles qualifiées d'impressionnistes par d'ineptes mandataires, et d'oser être soi dans ses rapports avec le grand Pan.

— Franz Hellens témoigne en faveur de l'œuvre considérable d'un artiste gantois, Jules Van Biesbrœck, dont une exposition eut lieu dernièrement dans une salle du *Wooruit*. Van Biesbrœck est ce jeune homme, peintre et sculpteur qui, pour son monument à Jean Valders, fut, en 1900, sacré l'émule de Constantin Meunier et de Rodin.

— Pourquoi faut-il qu'au cours d'un éreintement en majeur dudit Rodin, M. Gabriel Boissy nous laisse douter de sa justice en écrivant : « ... l'avenir refusera à M. Rodin la gloire immortelle, et il fera autour de lui le même silence *qui ensevelit déjà le nom de l'auteur de « J'accuse. »* Ou bien encore : « Il n'y a pas dans tout Zola *un livre, que dis-je, une phrase* qui soit écrite d'un style définitif et beau. » Pourquoi encore faut-il que M. Boissy écrive : « De même que le libertaire veut bouleverser *l'ordre* (?) *au gré de sa fantaisie* (?), M. Rodin..., etc. » C'est là une violente ineptie, qui nous laisse douter, celle-là, de la sûreté de l'information de M. Boissy. Passons.

— Léon Legavre, célèbre en Martin Luther le plus ancien des révolutionnaires modernes, et ce n'est évidemment pas d'une nouveauté très frappante; mais est-il jamais inutile de faire réapparaître l'effigie des grands précurseurs de l'aurore humaine?

— M. Paul Spaak évoque aimablement la Belgique du temps des ghildes et des communes, la prééminence industrielle et marchande de cette grasse Flandre où poussent des hommes « forts et bien nourris », les guerres sociales entre le patriciat et les métiers, et aussi le particularisme jaloux et inquiet par quoi les révoltes populaires ne connurent que des victoires fragiles.

— C'est ce même passé flamand et wallon qu'Emile Verhaeren, dans la revue l'*Occident*, nous remémorait naguère en vers puissants et rudes :

Ou bien encore c'étaient les communes splendides,
Les révoltes, roulant sur les pavés de Gand,
Chocs après chocs, leurs ouragans;
C'étaient les tisserands et les foulons sordides
Mordant les rois comme des chiens ardents
Et leur laissant aux mains la trace de leurs dents...

— Des revers subis, en Mandchourie, par les Russes, de la désorganisation de leur armée, de l'incapacité de leurs généraux, enfin et surtout de la condition financière de l'empire moscovite, un socialiste polonais, S. Dombrowski, augure que la guerre russo-japonaise va sonner le glas funèbre du tsarisme. C'est bien également notre espoir. Incidemment, l'auteur casse les os à cette fable du *Péril jaune* que d'odieux journalistes propagent sans répit : « Cette théorie n'est qu'une invention de la réaction internationale pour le salut du tsar. Elle manque complètement de bases scientifiques et prouve une ignorance des premières notions de sociologie. Tout nouveau pays qui se développe crée une concurrence à la vieille Europe, même tout Etat d'Europe qui se civilise est un nouveau péril. L'argument du bas niveau de vie du travailleur chinois qui produira des marchandises à meilleur marché qu'en Europe, est complètement faux, car l'industrie élève toujours le niveau de vie du travailleur et la capacité de consommation du pays en général. Mais s'il y avait quelque chose de vrai dans cette théorie, il faut avouer que nous serions désarmés en face du péril, à moins qu'on n'égorge tous les jaunes et qu'on ne reconstruise une nouvelle muraille chinoise. »

Il n'y a donc pas de *péril jaune*; mais il y a pour la civilisation, pour les mouvements ouvriers, pour la Révolution sociale, un *péril russe* des plus menaçants. « La Russie, le gendarme de l'Europe, l'épine dorsale de la réaction internationale, la Russie qui opprime les Polonais, les Finlandais, les Lithuaniens et bien d'autres nationalités et même ses propres nationaux, la Russie des massacres de juifs à Kichinev et à Homel, la Russie des potences, la Russie des grévistes fusillés, voilà le véritable péril. »

A l'*Idée libre*, le même S. Dombrowski publie assez régulièrement d'intéressantes lettres de Russie.

— D'Alfred Naquet, un article intitulé *Nationalités et cosmopolitisme*. Naquet établit très bien qu'il est inscientifique de tenir les guerres de peuple à peuple pour éternelles et fatales, tandis qu'il ne l'est point, bien au contraire, de croire au désarmement, à l'internationalisme ou mieux au cosmopolitisme futur. A regretter que Naquet estime le communisme compatible avec la démocratie, laquelle, bien loin de réaliser une souveraineté du peuple, n'aboutit en fait qu'au despotisme des majorités.

— J'en aurai fini avec l'*Idée libre* quand j'y aurai signalé les *Lettres de Paris*, qu'y signe Jules Heyne, citoyen irrespectueux des lois et des mœurs de sa patrie, et les chroniques sociales de notre ex-collaborateur Paul Sosset (Flaustier) aujourd'hui membre du parti ouvrier belge. A la différence de tant d'autres transfuges de l'anarchie, Sosset n'hésite pas à nous rendre pleine justice : « La critique des Grave, des Malato, des Kropotkine, dit-il, est, à nos yeux, *irréfutable*. » Et encore : « Cet idéal (anarchiste) n'est pas utopique. »

Pourquoi alors Paul Sosset est-il passé au P. O.?

Am. C.



—— **Rien qu'un!** — Dans le dernier numéro, Grave nous apprend qu'il n'est pas encore arrivé à boucler la boucle et nous prive du supplément. Serait-ce que décidément le journal ne puisse arriver à vivre, que la chose soit impossible? Je ne le pense pas. *Mais il faudrait vouloir et nous ne voulons pas!* Je sais et j'admets que le budget de la plupart des lecteurs des *Temps Nouveaux* ne leur permet pas de faire plus pour le journal, mais on peut aider celui-ci sans en être de sa poche. Je m'explique. Il n'est pas un, ou si vous trouvez ce terme trop absolu, il est bien peu de lecteurs des *Temps Nouveaux* qui, dans son entourage, parmi ses amis et connaissances, ne puissent arriver à intéresser quelqu'un à la lecture de notre journal. Que chacun fasse acte de volonté, qu'on prenne le ferme propos de n'avoir ni trêve ni répit, qu'on prenne l'engagement de se priver, par exemple, de telle ou telle chose, tel ou tel plaisir, tant qu'on n'aura pas trouvé *un* lecteur de plus au journal, et avant deux mois, Grave nous apprendra que nous avons... bouclé la boucle. La chose est à la portée de tout le monde. Je ne vous en demande pas beaucoup, *rien qu'un*, mais ce peu je vous le recommande expressément. Les petits ruisseaux font les grandes rivières. Essayez et vous verrez que la chose est possible. Qui nous donnera *un* lecteur?

Galhauban.

—— Nous avons reçu la lettre suivante :

Citoyen,

Je viens de lire dans le journal les *Temps Nouveaux*, auquel je suis abonné, une lettre anonyme m'accusant d'être le promoteur d'une souscription faite dans le but d'offrir un souvenir au commandant de la 10e compagnie du 89e territorial.

Je réponds à ce grief formulé sous le voile de l'anonymat que son auteur *a menti*; jamais je n'ai été le promoteur d'aucune souscription de ce genre et celle qu'on me reproche est due à l'initiative des soldats de la 1re section de ladite compagnie, alors que j'appartenais comme sergent à la 2e — et qui ont recueilli eux-mêmes les fonds versés par leurs camarades.

Je me serais dispensé de répondre à cet anonyme, et ce, conformément à une habitude prise depuis longtemps, si des camarades libertaires avec lesquels je croyais avoir de bons rapports de camaraderie, ne s'étaient fait une joie de colporter cet article mensonger.

Je n'ai pas à qualifier un pareil procédé et laisse pour compte à ce *courageux* anonyme ses appréciations sur mes convictions politiques; j'ai autre chose à faire que de perdre mon temps à discuter avec lui.

Salutations révolutionnaires.

A. Chauly.

La lettre en question n'était anonyme que pour sa publication, nous avons le nom et l'adresse de son auteur. Nul doute qu'il ne donne au citoyen Chauly, toutes les explications désirables sur son accusation.

—— **Tournée Louise Michel Girault.** — La tournée d'Algérie sera terminée le 15 décembre. Les confé-

renciers sont à la disposition des camarades, groupes et sections de l'A. I. A., qui voudraient organiser du 15 décembre au 15 janvier 1905, dans les villes de Marseille, Toulon, Antibes, Cannes, Nice, Menton, Grasse, Draguignan, Pertuis, Aix-en-Provence, Arles, Tarascon, Beaucaire.

Les camarades qui veulent organiser sont priés de s'adresser de suite au camarade E. Girault, hôtel Michelet, rue Michelet, Mustapha (Algérie).

Groupe de propagande pour la « brochure à distribuer » de Paris-Sud. — Pour le mouvement du mois d'octobre :

Envoyé ou distribué : 500 *Temps Nouveaux*, 200 *Liberté par l'enseignement*, 200 *Anarchie* (de Girard), 50 *Aux femmes* (Gohier), 150 *Pioupiou de l'Yonne*.

Adresser fonds et correspondance au camarade René Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan.

Trois camarades conscrits demandent adresses aux camarades de Toul et d'Epinal ; ils invitent en outre les camarades destinés à ces garnisons à leur écrire. Ils prient spécialement le groupe libertaire d'Epinal de leur écrire. Envoyer correspondances au secrétariat des cuisiniers, Bourse du Travail annexe, 35, rue Jean-Jacques Rousseau.

ROUBAIX. — Les camarades du Palais du Travail à Roubaix, font savoir aux copains qu'il leur reste toujours une quantité de brochures à liquider à des prix raisonnables : *La peste religieuse*, à 2 fr. le cent ; l'*Homme a-t-il une âme?* 1 fr. 50 le cent ; *Les déclarations d'Etievant* (2e) à 5 fr. le cent. Port en sus. Pour 300 brochures, quelles qu'elles soient, franco.

Aussitôt qu'un certain nombre de commandes nous sera parvenu, nous commencerons la brochure : *Ce que veulent les anarchistes*, avec le matériel d'imprimerie qui est à nous.

LIÈGE. — Les défenseurs de l'ordre capitaliste ne parvenant pas à écraser l'*Insurgé* sous les poursuites et les tracasseries, usent maintenant d'un autre moyen. Ils sont parvenus à intimider les marchands de journaux, au point qu'à Liège plus aucun d'eux ne consent à vendre l'*Insurgé*. A Bruxelles, un seul vendeur est resté.

Nous invitons les camarades à aviser pour rendre vaines ces canailleries.

Malgré tout, l'*Insurgé* vivra!

L'Insurgé.



Prière aux groupes de faire leurs convocations et communications aussi courtes que possible, s'ils veulent les voir insérer, vu le peu de place dont nous disposons.

Coopération des Idées, 157, rue du Faubourg Antoine :

Vendredi 11. — Réunion du Syndicat des ébénistes de la Seine. — Dans la première salle : *Groupe d'études* : Monatte : Le Congrès de Bourges.

Samedi 12. — Mme Lydie Martial : L'éducation et le but de la vie.

Dimanche 13. — Concert organisé par Mme du Gast et Carlos de Mesquita, avec le concours d'artistes de l'Opéra et de l'Opéra-Comique.

Lundi 14. — E. Briat, secrétaire du Syndicat des ouvriers en instruments de précision : Le travail en chambre. — Dans la première salle : Conférences organisées par l'Ecole d'Anthropologie. H. Caffin : Origines de la vie.

Mardi 15. — Kownacki : La philosophie de Herbert Spencer : I. Les premiers principes.

Mercredi 16. — G. Yvetot, secrétaire de la Fédération des Bourses : La journée de huit heures.

Jeudi 17. — P. Cornu, secrétaire de l'*Art pour Tous* : Le Ciel et l'Enfer, d'après les artistes du moyen âge (avec projections).

L'Aube Sociale, 4, passage Davy. — Le samedi 12 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salons Ludo, 68, avenue de Clichy, grande soirée éducative. Sujet traité : La question religieuse. Orateurs : Emile Chauvelon, secrétaire du Congrès international de Paris ; Han Ryner ; Maurice Vernes, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études ; Henri Bérenger, directeur de l'*Action*. — Sujets traités : Religions, Socialisme ; Pourquoi je suis ennemi des dogmes? Les conclusions de la science des religions ; La séparation des Eglises et de l'Etat.

Audition de Em. Bans, dans ses ballades rouges ; à minuit, audition de Xavier Privas, dans ses œuvres.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 50.

Union Syndicale des ouvriers menuisiers. — Réunion samedi 12 novembre, à 8 h. 1/2 soir, salle de la Belle Polonaise, rue de la Gaîté, 21. Sujet traité : De la possibilité d'un organisme social sans droit de propriété.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy. — Vendredi 11. Ibos : La fin des religions. — Mercredi 16, à 8 h. 1/4. — Conseil d'administration ; à 9 heures. — Marchal : La Plastique dans l'art grec à propos d'*Œdipe roi*. — Vendredi 18. Alb. Laisant : *Mes Soliloques*.

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — *Meetings antimilitaristes.* — Vendredi 11 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Omnibus, 27, rue de Belleville. Orateurs : Chemel, Grégoire, Delalé.

Vendredi 11, à 9 heures du soir, salle Rivoy, Bourse du Travail de Levallois-Perret, rue de Courcelles. Orateurs : Frimat, Monatte, Ollivier.

Samedi 12, à 9 heures du soir, à l'U. P. Mouffetard (Ve). Orateurs : Frimat, Chemel, Villerval.

Lundi 14, à 9 heures du soir, Maison commune, 45, rue de Saintonge. Orateurs : Chemel, Frimat, Yvetot.

Entrée gratuite partout.

NOGENT-LE PERREUX. — **A. I. A.** — Le samedi 12 novembre, à 9 heures, salle Paupelin, 3, rue de Mulhouse (gare Perreux), grand meeting antimilitariste : Sur la nouvelle Internationale. Orateurs certains : Georges Pioch, Mme Francine, Léon Clément.

Entrée libre et gratuite.

ANGERS. — Réunion le samedi 12 novembre, chez Haudooyer, rue des Deux-Haies.

ROUBAIX. — **A. I. A.** — Samedi 12 novembre, à 8 heures précises du soir, salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, grande conférence publique et contradictoire par Henri Duchman. Sujet : L'Antimilitarisme et la nouvelle Internationale.

Prix d'entrée : 10 centimes.

ROUBAIX. — **Groupe La « Raison ».** — Grand concert gratuit, dimanche 13 novembre, à 6 heures précises du soir, dans la salle des Fêtes du Palais du Travail, 8, rue du Pile. Chants, conférences et spectacle.

LYON. — **S. A.** — Réunion samedi 12 novembre, chez Chamaraude, 26, rue Paul-Bert.

LILLE. — Réunion dimanche 13 novembre, Estaminet Finguels, 36, rue Philippe de Commine, à 7 heures du soir.

Le camarade Vanoutrive, au profit duquel était donnée la réunion, étant mort, le profit en sera versé à sa veuve et à ses enfants.

— Réunion tous les samedis, en vue de reformer un groupe, Estaminet Bernard Leroux, coin des rues Saint-Hubert et faubourg de Roubaix.

A NOS ABONNÉS

Je les prie de prendre en note cette recommandation, que je ne leur fais pas sans raison : c'est, en renouvelant leur abonnement, de nous envoyer la dernière bande. S'ils savaient la perte de temps qu'ils peuvent ainsi nous économiser, ils en tiendraient compte.

VIENT DE PARAITRE

L'*Almanach illustré de la Révolution*, pour 1905.

Couverture en couleurs par Steinlen. Sommaire des principaux articles :

Nouveautés de l'année, J. Grave ; *Les Figurants*, Lucien Descaves ; *La leçon que nous donne l'Italie*, par Pierre Kropotkine ; *Désarmons nous-mêmes*, par Charles Albert ; *Le Congrès de Bourges*, par V. Griffuelhes ; *La question arménienne*, par Pierre Quillard ; *Les hannetons et le perce-oreille*, par André Girard, etc., etc.

Chansons, poésie ; nombreux documents.

Nombreux dessins inédits par : M. Luce, G. Willaume, Jonjouh, V. Muller, H. Pivant, Couturier, L. Hénault, Willette, etc., etc.

Volumes primes à tout acheteur de l'*Almanach*.

L'exemplaire, 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40.

En vente chez tous les dépositaires du journal.



Les ouvriers du port de Brest.

Le syndicat rouge des ouvriers du port a tenu une réunion hier matin, salle de Venise. Deux mille ouvriers environ y assistaient.

On s'attendait à une protestation contre la circulaire Pelletan, concernant le respect dû aux chefs en dehors de l'arsenal.

Or, M. Hirlam, conseiller municipal, membre du bureau de la société l'Egalité, qui est libertaire, *a déclaré, au nom de tous les ouvriers, qu'il envoyait, du haut de la tribune, l'hommage des travailleurs du port à M. Loubet, à M. Combes et à M. Pelletan, le ministre démocrate.*

(L'Humanité.)



K., à Londres. — Cela, je n'en sais rien.

R., à Nimes. — Je ne sais pas. Il faut auparavant que je me procure le bouquin pour la lire.

F. S., à Marseille. — Fin décembre 1905.

L., à Aubervilliers. — Il vous est redû 6 fr. 50 sur les timbres.

Le Muy. — Notre intervention, dans le cas que vous dites, ne pourrait qu'être nuisible pour celui que vous voulez défendre. En vous adressant à un journal républicain ou à la Ligue des Droits de l'homme, cela serait plus efficace.

?— L'abon. Maz. à Marseillan nous revient avec la mention « inconnu ».

Merci aux camarades qui mettent en pratique les conseils du camarade X, en faisant insérer dans des journaux locaux l'annonce des *Temps Nouveaux*. Nous en avons reçu trois ou quatre.

Università popolare, à Mantoue. — L'almanach est indépendant du journal, je transmets votre demande à Delesalle, qui en fait la publication.

J., à Alger. — Je n'ai pas encore eu le temps de lire l'article, c'est pourquoi je n'ai pas encore répondu.

E. D. — Oui, c'est un aveu, mais il y a toujours la restriction : « Si nous étions à la place nous serions honnêtes ! » Cela lui ôte de la valeur.

J. P., à St-Paul en Jaret. — Impossible de se procurer *Par la révolte*.

Besançon. — Pauthier n'a jamais rien remboursé.

L. G., à Brest. — Réexpédions à Y., mais l'envoi avait été fait.

Pensiero, Rome. — Encore une fois, nous ne recevons plus l'échange?

Le camarade Varagnat est prié de donner de ses nouvelles.

H. G., à Lyon. — Votre lettre ne contenait pas le montant de la commande?

Reçu pour le journal : T., rue F., 2 fr. — R., à Nimes, 0 fr. 60. — A. M., à Buckingham, 7 fr. 45. — Roussel, 1 fr. — D. F. et L., à St-Louis, 15 fr. — *Falat*, de Troyes, 1 fr. — M. L., 5 fr. — Vente de trois des brochures, remises par un camarade, 8 fr. — C. F., 12 fr. — Fernick. — Merci à tous.

F., à Manosque. — J. P., à St-Paul en Jaret. — H., à Nancy. — A. D., à Constantine. — V., à Joinville. — P. P., à Epernay. — L. B. I. — V., à Istres. — L. B., à Marseille. — P., à Marseille. — C. P., à Gand. — J., à Surgères. — G. J., à Nouzon. — P., à Angers. — G., à Auxerre. — C., à Nantes. — L., à Epinal. — J., à Aïn-Draham. — C., à Avignon. — W. E., à Londres. — B., à Besançon. — *La Raison*, à Besançon. — M., à Paris. — A. et L., à Brest. — A., à Ratenelle. — M., à Dorignies. — M., à Tenay. — C., à Lyon. — P., à Peyrins. — G., à Fontenoy. — S., à Marseille. — E. V., à Nimes. — S., à Creuzier. — S., à Chêne-Bourg. — S., à St-Imier. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — *N° 29* — PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 — *Du 19 au 25 Novembre 1904*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



L'Abolition des Droits féodaux [1]

I

L'épisode le plus dramatique et aussi le plus significatif de toute la Grande Révolution fut certainement, comme nous l'avons *déjà* dit, la lutte à mort qui s'engagea dans les premiers mois de 1793 entre le parti politique des Girondins et ceux qu'ils appelaient « les anarchistes ». Cette lutte se termina, comme on le sait, par l'insurrection du peuple de Paris, au 31 mai 1793, à la suite de laquelle le pouvoir des Girondins fut brisé à la Convention, leur commission des Vingt et un fut abolie, et trente-trois députés furent expulsés de l'Assemblée (le 2 juin) — sur quoi cette chute du « Parti des Hommes d'Etat » fut saluée le même jour par des décrets portant des coups de massue aux droits féodaux et aux fortunes des riches.

C'est cette lutte que nous devons maintenant raconter.

∴

Dès le début de la Révolution, deux grands courants se dessinaient déjà : le courant populaire qui se traduisait par des insurrections continuelles dans les villages et les grandes journées révolutionnaires des grandes villes, et le courant de la bourgeoisie.

Le peuple cherchait à mettre fin au régime féodal — surtout dans l'ordre économique. Il se passionnait pour l'*égalité*, en même temps que pour la *liberté*.

Puis, en voyant les lenteurs de la révolution — même dans sa lutte contre le roi et les prêtres, — il perdait patience et cherchait à pousser la révolution jusqu'au bout. Prévoyant déjà le jour où l'élan révolutionnaire s'épuiserait, il cherchait à rendre le retour des seigneurs, de l'autocratie royale, du régime féodal et du règne des riches et des prêtres à jamais impossibles. Et pour cela, il voulait, — du moins, dans une bonne moitié de la France — la reprise de possession de la terre, des lois agraires qui eussent permis à chacun de cultiver le sol s'il y tenait, et des lois pour niveler riches et pauvres dans leurs droits civiques.

Il s'insurgeait quand on le forçait de payer la dîme; il s'emparait de vive force des municipalités pour frapper les prêtres et les seigneurs. Bref, il maintenait une situation révolutionnaire dans une bonne partie de la France, tandis qu'à Paris il surveillait de près ses législateurs, du haut des tribunes de l'Assemblée, dans les clubs et dans les sections électorales. Et enfin, lorsqu'il fallait frapper la royauté de vive force, il s'organisait pour l'insurrection et combattait le 14 juillet 1789 et le 10 août 1792, les armes à la main.

∴

D'autre part, la bourgeoisie travaillait dru à achever « la conquête des pouvoirs », — le mot date déjà de cette époque — à mesure que le pouvoir du roi et de la cour s'émiettait et tombait dans le mépris. Et elle organisait en même temps sa fortune, présente et future.

Si, dans certaines régions, la grande masse des biens confisqués aux émigrés et aux prêtres avait passé, par petits lots, aux mains des pauvres (c'est ce qui ressort, du moins, des recherches de Loutchitzky), dans d'autres régions, une immense partie de ces biens avait servi à enrichir les bourgeois, tandis que toutes sortes de spéculations financières posaient les fondements d'un grand nombre de fortunes bourgeoises.

Mais, ce que les bourgeois éduqués avaient surtout bien appris — et la Révolution de 1648 en Angleterre, leur servait en cela d'exemple, — c'est que maintenant leur tour était venu de s'emparer du gouvernement de la France, et que la classe qui gouvernerait aurait pour elle la richesse — d'autant plus que, maintenant, la sphère d'action de l'Etat allait s'agrandir immensément par l'armée, l'instruction, la justice et le reste. On l'avait bien vu après les révolutions d'Angleterre et des Pays-Bas.

On comprend dès lors qu'un abîme devait se creuser de plus en plus entre la bourgeoisie et le peuple : la bourgeoisie qui avait voulu la révolution et qui l'avait aidée et organisée tant qu'elle n'avait pas senti que « la conquête des pouvoirs » s'achevait déjà, et le peuple qui avait vu dans la Révolution le moyen de sortir de la misère et d'accomplir son affranchissement du double joug de la misère et de l'absence de droits politiques.

Ceux que les hommes « d'ordre » et « d'Etat » appelèrent alors « les anarchistes », aidés par un certain nombre de bourgeois, Cordeliers et Jacobins, se trouvèrent d'un côté. Quant aux « hommes d'Etat » et les défenseurs « des propriétés », comme on disait alors, ils trouvèrent leur complète expression dans le parti politique de ceux qu'on appela les Girondins : c'est-à-dire ceux des politiciens qui se groupèrent autour de Roland et de Brissot, qui furent un moment ministres de Louis XVI, et qui représentaient à la Convention le parti du gouvernement.

---

[1] L'étude que nous publions aujourd'hui, fait suite, en réalité, aux articles qui furent publiés dans les numéros des 3 et 31 octobre 1903 (9e année, nos 23 et 27), sous le titre : *La Grande Révolution et les Anarchistes*, et du 2 juillet 1904 (10e année, n° 9), sous le titre : *Les Girondins et les Anarchistes*. Elle fut interrompue pour diverses raisons, mais nous espérons pouvoir la publier dorénavant sans interruption. Nous le ferons sous différents titres, chaque série faisant un chapitre séparé, et le tout décrivant cette importante époque de la Grande Révolution.

⁂

On a souvent dit que la lutte entre les Girondins et les Jacobins provenait de ce que les premiers furent fédéralistes et les seconds partisans de la République, Une et indivisible. D'autres ont parlé de différences de tempérament, représentant les Girondins comme des « artistes », des raffinés, amoureux du côté théâtral de la Révolution — et on leur opposait les vulgaires *sans-culottes*, toujours terre à terre avec leur question du pain...

Mais la cause de cette lutte — nous allons le voir — gisait bien plus profondément. C'était la grande question : — *Touchera-t-on aux propriétés?* — A quoi les Girondins répondirent : *Non, jamais!* Alors que le peuple et ceux qui l'aimaient et le suivaient, criaient : *Oui, car sans cela, il n'y aura rien de fait; pas de révolution, rien qui dure.*

Le reste s'ensuivait. Si les Girondins parlèrent de transporter la Convention dans une ville de province — la leur; s'ils parlèrent même de raser Paris, c'est parce qu'ils y voyaient le foyer des insurrections *populaires*, des idées *égalitaires* et *antipropriétaires*. Du reste, ils savaient fort bien à ce moment qu'ils jouaient leur dernière carte. Après avoir tant de fois demandé que tous les jacobins en vue, et surtout la Commune de Paris, fussent envoyés à la guillotine, il ne leur restait qu'à proposer des mesures désespérées pour sauver leurs têtes.

Ils ne haïssaient nullement la centralisation gouvernementale. Ils ne haïssaient pas le moins du monde Paris-capitale. *Ils haïssaient la Commune de Paris*. C'est à elle qu'ils voulaient se soustraire. C'est d'elle qu'ils voulaient fuir, comme les « *ruraux* » de 1871.

⁂

Et maintenant, pour comprendre cette grande scission dans la Révolution, revenons en arrière. Remontons jusqu'à 1789, pour voir quelles propriétés il s'agissait de défendre pour les arrivés au pouvoir, et quelles propriétés le peuple voulait abolir.

Il faut reparler pour cela de la fameuse nuit du 4 août 1789.

⁂

Nous avons déjà démoli, ici même, cette légende de seigneurs féodaux venant renoncer, le 4 août, « sur l'autel de la patrie », à leurs droits féodaux. Ce fut, disions-nous, un coup de théâtre, duquel les seigneurs se rattrapèrent le lendemain même. Mais précisons les faits.

L'abolition des droits féodaux n'entrait certainement pas dans la pensée des hommes qui appelaient de leurs vœux la rénovation sociale avant 1789. C'est à peine si on pensait alors à en corriger les abus — jamais à les abolir, ou même à « diminuer la prérogative seigneuriale », comme disait Necker.

« Toutes les propriétés sans exceptions seront constamment respectées », faisait-on dire au roi, à l'ouverture de l'Assemblée Nationale, « et Sa Majesté comprend expressément sous le nom de propriété les dîmes, cens, rentes, droits et devoirs féodaux et seigneuriaux, et généralement tous les droits et prérogatives, utiles ou honorifiques, attachés aux terres et aux fiefs ou appartenant aux personnes. » (Laferrière, cité dans Dalloz.)

« Mais », continue Dalloz, que l'on ne taxera certainement pas d'exagération révolutionnaire, « les populations agricoles n'entendaient point ainsi les libertés qu'on leur promettait; les campagnes entrèrent de toutes parts en insurrection; les châteaux furent incendiés, les archives, les dépôts de rôles de redevances, etc., furent détruits, et, dans une foule de localités les seigneurs souscrivirent des actes de renonciation à leurs droits. »

Alors, arriva la fameuse séance du 4 août. L'Assemblée Nationale commença par discuter quelles mesures de répression elle allait prendre contre les fauteurs de désordre. Mais là les fauteurs de désordre — on vint le lui affirmer de tous côtés, c'était toute la France... Et les députés se suivaient à la tribune, racontant les détails effroyables de l'insurrection paysanne !...

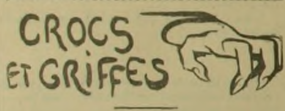
C'est alors que les seigneurs, « sincères quelques-uns, mais roublards dans le grand nombre » vinrent déclarer l'abdication de leurs droits et l'Assemblée surchauffée vota cette loi, dont l'article 1er annonçait :

« L'Assemblée Nationale détruit entièrement le régime féodal » (Laferrière, *Histoire du droit français*, t. II, pages 114-120; aussi Dalloz).

On imagine l'impression qu'un pareil décret dut produire en France et dans toute l'Europe. Mais aussitôt l'Assemblée se rattrapait. Par une série de décrets, des 5, 6, 8, 10 et 11 août, elle rétablissait et plaçait sous la sauvegarde de la nouvelle Constitution tout ce qu'il y avait d'*essentiel* dans les droits féodaux.

Nous avons déjà raconté ce truc de l'Assemblée que les historiens ne mentionnent pas. Mais, puisque ici nous avons la clef de toute la lutte à venir, qui ne se terminera qu'après l'expulsion des Girondins par « les anarchistes », nous allons préciser davantage par des faits nouveaux.

PIERRE KROPOTKINE.



La séparation des Eglises et de l'Etat, finira-t-elle par arriver ?

Elle parait à peu près inévitable; mais, d'après les projets déposés, il est à craindre que ce soit une cotte mal taillée, qui mécontentera tout le monde.

Pendant ce temps, que font les groupes de la libre pensée? — Ils sommeillent, comptant que cela va leur tomber tout rôti du ciel parlementaire.

Comme si toute l'histoire n'était plus là, pour leur démontrer que les parlements n'ont jamais voté une mesure importante que sous la poussée de l'opinion.

La Chambre actuelle, comme toutes celles qui l'ont précédée, ne marchera et n'accouchera d'une solution potable, que lorsque tous ceux qui veulent être vraiment débarrassés de ce chancre qui a nom, l'Eglise, sauront se remuer, pour affirmer leur volonté.

Et ce pauvre Combes qui — je le crois — désirerait sincèrement attacher son nom à la suppression du budget des cultes, que l'on nous présente comme un fin politique, et qui n'a pas compris quelle force il tirerait d'une manifestation qui se produirait avec force, ensemble et continuité! — ou qui est bien trop timoré pour y avoir recours.

J. GRAVE.

⁂

Depuis quatre mois, dans la « grande presse », les valets du patronat se sont efforcés d'expliquer, ou même de justifier les assassinats commis par les quatre fils Crettiez. Ça été un concours d'ingéniosité : je crois qu'il faut donner la palme à l'envoyé spécial — anonyme, malheureusement — du journal le Temps. *Je n'ai de longtemps rien lu de plus ignoble et de plus bête que les lignes suivantes; elles sont extraites du* Petit Temps, *supplément au numéro du mardi 15 novembre 1904 :*

« ... *Rien qu'à voir les frères Crettiez, Michel, Henri, Jean et Marcel, tous bien râblés, aux larges épaules, à la grosse figure carrée, se distinguant à peine des ouvriers leurs voisins, si ce n'est peut-être par des vestons un peu mieux coupés sans qu'ils puissent prêter à la moindre élégance, rien qu'à voir ces robustes garçons de 37, 32, 29 et 26 ans, on a déjà la claire perception que le conflit de Cluses ne ressemble pas à d'autres conflits du capital et du travail.*

« *Le père Crettiez, avant d'être patron, était un ouvrier. Ses fils ne sont même pas ses associés. Ils travaillent chez lui moyennant un salaire fixe; ils n'ont de plus que les ouvriers que leur qualité purement honoraire de fils du patron.*

« Cela peut expliquer la violence préméditée ou spontanée de leurs actes avant et pendant la triste journée du 18 juillet. »

Donc, si les quatre fils Crettiez se sont embusqués à leurs fenêtres pour fusiller la foule, si, après ce bel exploit, ils se sont terrés dans leur cave pour échapper à de justes représailles, abandonnant à sa terreur la femme de l'un d'eux, âgée de vingt ans, avec son enfant, si, en un mot, ils se sont conduits comme d'innommables brutes, c'est parce qu'ils sont encore trop semblables à des ouvriers. *S'ils étaient de braves bourgeois, ils n'auraient pas fait ça!* »

P. P.

***

Les Profits capitalistes

Lorsque la moindre grève se produit dans une industrie, la presse bourgeoise, qui toute, y compris celle dite socialiste, possède un bulletin financier grassement rétribué par la compagnie des agioteurs de la finance, ne manque pas de crier « à la ruine de notre industrie nationale » les « capitaux » n'étant plus en sûreté en France, et autres billevesées. Et après avoir chanté ce petit refrain sur un air connu, ces gazettes, largement éclairées, ne manquent pas de terminer en faisant appel au « patriotisme bien connu des ouvriers français » pour les engager dans « leur intérêt » à ne pas « effrayer les capitaux. »

Nous allons essayer, en examinant de près la situation financière de quelques grandes entreprises capitalistes, de démontrer comment les travailleurs sont encore loin de la réalité, lorsqu'ils font état des profits de leurs exploiteurs pour réclamer soit une diminution des heures de travail, soit une légère augmentation de salaire.

Je commencerai cette petite série d'études, en examinant la situation financière de la compagnie des *Mines de Bruay*.

⁂

Les mines de Bruay sont situées près de Béthune dans le Pas-de-Calais, et se rangent parmi les charbonnages les plus importants de cette région.

C'est en 1851, que les mines de Bruay furent érigées en société. La concession qui, jusqu'en 1884, avait une étendue de 3.809 hectares, s'est enrichie depuis, et sa surface actuelle de concession est de 4.901 hectares.

Lorsque la Société se fonda, le capital fut fixé à 3 millions de francs, divisé en 3 000 actions de 1.000 francs, mais, les résultats dépassèrent tellement les espérances, les bénéfices furent si rapides, que la Société ne réclama à ses souscripteurs que le tiers du capital, soit exactement 1.040.000 fr. Seulement, contrairement, à ce qui se passe ordinairement, il fut décidé que les actions seraient considérées comme entièrement libérées et la Société inscrivit à ses bilans le capital de 3 millions, comme si elle les avaient effectivement reçus.

Voici qui n'est déjà pas mal, mais il y a mieux, comme nous allons le voir.

En 1898, la Société procéda à une opération, assez commune dans les grosses sociétés capitalistes, et qui sert à masquer leurs bénéfices réels.

Elle divisa donc chacune de ses 3.000 actions *en centièmes*, de sorte que le capital des mines de Bruay se compose aujourd'hui de 300.000 actions, et cela dans le but de masquer le prix fabuleux des actions qui, au cours actuel de 696 fr. le centième, fait que l'action primitive, pour laquelle les capitalistes ont versé au moment de l'émission 333 fr. 33, vaut en réalité actuellement 69.600 fr.

Dire que l'écart formidable qui existe entre ces deux sommes, n'est que le produit du travail volé aux ouvriers et accumulé est inutile, les chiffres sont là, qui parlent assez éloquemment d'eux-mêmes.

Mais poussons un peu plus loin notre enquête.

Lorsqu'une grève se produit, ou que simplement les travailleurs las de supporter la misère, se remuent quelque peu, les compagnies minières ne manquent pas de se plaindre, de crier à la diminution de la production, et aussi de ses difficultés, mais il n'en est, en tout cas, pas ainsi aux mines de Bruay, car voici, en milliers de tonnes, ce qui a été extrait pendant ces huit dernières années. L'on verra que l'augmentation est constante :

Extraction totale (*en milliers de tonnes*).

1895-96 (1)...	1.225	1899-00...	1.711
1896-97.....	1.319	1900-01...	1.762
1897-98.....	1.434	1901-02 ..	1.778
1898-99.....	1.504	1902-03...	1.847

J'ajoute que si la production a augmenté d'un bon tiers, le personnel producteur est loin d'avoir progressé dans les mêmes proportions. Du reste, il n'y a qu'à confronter la production avec les bénéfices pour s'en rendre immédiatement compte et ce, dans la même période de temps.

Voici les chiffres fournis par la Société elle-même :

	Bénéfices nets (en milliers de francs)	Dividendes en francs
1895-96 (2)......	4.406	8 »
1896-97.........	4.763	9 »
1897-98.........	5.498	10 »
1898-99.........	6.009	12.50
1999-00.........	8.084	12.50
1900-01.........	10.068	27.50
1901-02.........	»	27.50
1902-03.........	»	27.50

Si l'on se reporte plus haut, on constate alors cette chose énorme que, pour un capital souscrit de 333 fr. 33, chaque actionnaire a touché 800 francs de dividende en 1896, 1.250 francs en 1900, et que, l'an dernier, un centième d'action rapportait 27 fr. 50, soit 2.750 francs pour chaque souscription de 333 fr. 33.

Et vraiment je crois inutile de surcharger encore par des commentaires. Les chiffres sont là qui parlent assez haut par eux-mêmes.

Le dernier bilan de la Société de Bruay publié date de 1899 ; il portait à l'actif 11.773.980 fr., dont 5.760.000 francs à titre de réserve, soit le *quintuple* du capital versé.

J'ajoute que depuis 1899, la Société de Bruay ne publie plus ses bilans. En voici la raison ; je cite textuellement :

Cette mesure a été prise, afin de ne pas provoquer, par l'étalage d'une situation financière très brillante, les commentaires des ouvriers qui en profiteraient pour demander des augmentations de salaires.

On n'avoue pas plus cyniquement que si l'on reconnait que les ouvriers n'ont pas tout à fait tort de réclamer un peu plus, l'on est bien décidé à le leur refuser.

Il faut avoir parcouru ces régions désolées, avoir vu les corons des mineurs du Pas-de-Calais, pour comprendre et sentir encore plus fortement toute l'ignominie d'une société qui permet de telles monstruosités.

Et il n'y a pas à le nier ; lorsque l'on compare, dans une de ces sociétés minières — et dans presque toutes il en est ainsi, comme je me propose de le démontrer — les dividendes versés aux actionnaires avec le capital initial, on s'aperçoit que c'est bien le vol organisé qui fait la base de la société capitaliste.

Et lorsque les malheureux volés se révoltent, ou plus simplement réclament un petit peu plus de bien-être, ce sont ces mêmes malheureux à qui l'on a fait endosser la livrée militaire, que l'on envoie pour mettre non les voleurs, mais les volés à la raison.

Quant aux malheureux mineurs qui, jusqu'à ce jour, à part de trop rares exceptions, en plus des maitres de la mine, ont cru en les politiciens qui se sont servis d'eux comme marchepied, et qui leur ont toujours caché la vérité pour mieux les exploiter à leur tour, qu'ils se rendent compte, car en définitive leur misère n'est surtout faite que de leur ignorance.

Et le jour où ils sauront exactement tout le profit que leurs maitres tirent d'eux, ils pourront plus facilement imposer leurs volontés et faire rendre gorge à leurs exploiteurs.

P. Delesalle.

(1) L'exercice va du 30 juin au 1er juillet de l'année suivante.
(2) (*Idem*).

Mort à la Guerre

Dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, le Dr L. Bresselle préconise une entente contre la guerre. Je suis de son avis : il ne s'agit pas de vagues déclamations contre la guerre, sans portée pratique, il faut que chacun réfléchisse à ce qu'il ferait en cas de guerre, et que chacun prenne la résolution de ne pas partir. Il est à croire que cette résolution serait prise plus facilement, si un referendum pouvait montrer qu'on peut compter sur la solidarité de nombreux réfractaires : dans ce cas, l'insurrection ne serait certainement pas plus dangereuse pour chaque individu que la guerre elle-même, et elle vaudrait mieux.

L'imbécillité et la lâcheté des individus, qui se laissent conduire bénévolement à l'abattoir, fait toute la force des gouvernements. La propagande pacifiste n'est ordinairement pas faite pour remédier à cet état d'esprit. Nos pacifistes bourgeois ou même socialistes voient la disparition de la guerre dans un idéal lointain, dans l'avenir. Dans un article des *Temps Nouveaux* (30 avril au 6 mai 1904), André Girard citait les paroles d'un député pacifiste, M. Buisson :

« ... Considérant que les revers qu'a valus à notre pays le régime impérial, ont imposé à la nation des *devoirs normaux* qu'elle a virilement acceptés et qu'elle continue de remplir sans hésitation en vue de la Défense Nationale ; que l'*accomplissement de ces devoirs*, sous la forme que prescrivent les lois militaires, est une des *obligations* dont l'éducation morale et civique a dû et doit encore pénétrer de bonheur (!) la jeunesse française »... « Mais que le scrupuleux et complet accomplissement de *tous* les devoirs militaires n'entraîne nullement l'esprit militariste et chauvin... etc. »

Au Congrès de la *Ligue de l'Enseignement* tenu à Amiens en septembre dernier, on a supprimé la devise de la Ligue : « Pour la Patrie, par le Livre, par l'Epée. » Mais voici la déclaration de principes qui a été votée *à l'unanimité* par le Congrès :

« Le Congrès :

« Considérant que les efforts des peuples civilisés doivent tendre, de jour en jour, à résoudre les différends internationaux, non plus par la force, mais par le même respect du droit et les mêmes règles de justice appliquées aux conflits d'individus ou de groupes, dans l'intérieur de la nation ;

« Que la poursuite d'un tel but, loin d'affaiblir l'idée de patrie, ne saurait, au contraire, que la fortifier, l'élever et l'épurer, aussi bien dans la conscience individuelle que dans la conscience publique ;

« Que les aspirations humanitaires sont un des traits de *notre caractère national* et une partie de ce patrimoine dont nous défendons l'intégrité autant que celle de notre sol ;

« Qu'il importe donc que l'éducation entretienne notre jeunesse dans les sentiments qui ont fait la grandeur de l'esprit *français* ;

« Considérant que le pays a virilement accepté et continue de remplir, sans hésitation, les devoirs qui lui sont imposés en vue de la défense nationale ;

« Que l'accomplissement de ces devoirs sous la forme que prescriront les lois militaires, est une des obligations dont l'éducation morale et civile *doit pénétrer* la jeunesse française ;

« Que le scrupuleux et *complet* accomplissement de *tous* les devoirs militaires est compatible avec la conviction que le monde marche vers un degré supérieur de civilisation où la guerre de peuple à peuple sera considérée comme l'est déjà la guerre de province à province, de village à village.

« Emet le vœu :

1° Que l'éducation laïque et républicaine développe, en même temps, les sentiments patriotiques et les sentiments humanitaires, le devoir envers la patrie étant la première forme, et la plus concrète, des devoirs envers l'humanité ; qu'elle doit inspirer aux jeunes Français *le souci de remplir fidèlement et courageusement les obligations que la loi militaire leur impose*, tout en leur rappelant qu'ils conservent, comme citoyens, le droit et le devoir de contribuer à la défense et à la propagation des idées pacifiques, comme de toutes celles sur lesquelles repose la République, etc... »

Les vœux suivants consistaient à demander que l'enseignement patriote ne soit ni haineux, ni agressif, ni belliqueux, ni barbare. Mais il n'en reste pas moins établi que chacun doit aller se faire casser la tête par respect de la Loi.

C'est d'ailleurs ce que déclarent tous les pacifistes bourgeois dans les congrès de la paix. Ils proclament que chacun doit le respect absolu à la loi militaire, et ils bornent leur effort à adresser des vœux respectueux aux divers gouvernements.

Nous n'attendons rien du bon vouloir des gouvernements ; nous avons au contraire tout à en craindre, puisque ce sont eux seuls qui font faire la guerre. A nous de ne pas la faire.

M. P.

Le Trade-Unionisme

ET

L'ESPRIT DU PEUPLE AMÉRICAIN

(*Suite et fin*) (1)

Comme on le comprendra, la proposition des trois flibustiers de Saint-Louis n'eut heureusement pas d'écho parmi les Trade-Unions d'Amérique. Seuls des capitalistes, des patrons et des membres de la presse soudoyée, moins osés que les membres de la « Citizens'Alliance », s'em-

(1) Voir les numéros 25, 26 et 27.

parant de la proposition de la trinité jésuitique Roosevelt-Gibbon-Mitchell, insistent auprès du gouvernement pour qu'il soit institué un tribunal d'arbitrage chargé exclusivement de juger les différends entre ouvriers et patrons, et que tous les ouvriers qui refuseraient de se soumettre aux « verdicts » de ce tribunal, en persistant à se déclarer en grève, seraient poursuivis et frappés de toutes les rigueurs de la loi, qui se traduiraient par des années de bagne. Le leader des mineurs de la Fédération d'Amérique ne pouvait faire mieux pour favoriser notre propagande qui doit surtout se baser sur des faits d'actualité.

On comprendra également que les mineurs de Belleville (Illinois), qui, l'an dernier, furent contraints de reprendre le travail sous les menaces du fameux Mitchell, après s'être déclarés en grève pour protester contre une diminution de salaire de 10 0/0, n'oublient pas l'humiliation que leur fit subir le traître de « the Fédération of the united mine Workers of America » et qu'ils commencent à être dégoûtés de l'absolutisme que les « leaders » ouvriers entretiennent dans les Trade-Unions.

Les mineurs de la plus importante des régions minières des Etats-Unis, la Pensylvanie, et qui est aussi le centre où règne la plus grande agitation révolutionnaire avec tendances libertaires, nous promet sous peu un mouvement qui sera entièrement contre les exploiteurs du trade unionisme américain, et dont nous pourrons tirer un grand profit pour créer des organisations ouvrières capables de combattre le capital dans une lutte ouverte face à face avec l'ennemi.

Quant à Gomper, le président de la « American Fédération of Labor » — Fédération américaine du travail — crie, gesticule et se débat comme un diable dans l'eau bénite, les socialistes, se faisant l'écho du mécontentement qui règne dans toutes les unions ouvrières d'Amérique, attaquent ouvertement le grand « leader » du trade unionisme américain. Les coups des socialistes portent juste. Je dois ici dire, entre parenthèse, que beaucoup de socialistes sincères fraternisent avec nous et que certains d'entre eux, n'osant se déclarer ouvertement anarchistes, n'en font pas moins une propagande réellement libertaire. Les socialistes américains n'ayant pas encore atteint le pouvoir, ne sont pas encore arrivés à cette période de décadence morale qui caractérise les socialistes de la vieille Europe, et en particulier les socialistes français et allemands. Cela ne veut pas dire que malheureusement ils n'y arriveront pas un jour.

Gomper voyant son pontificat et ses 5.000 dollars menacés, hurle que ce sont les socialistes et les anarchistes (il ne fait guère de distinction entre les uns et les autres) la cause de tout le mal. Si les salaires tendent à baisser, la faute en est aux socialistes et aux anarchistes ; si les capitalistes, les patrons et « l'opinion publique » se liguent contre les trade-unionistes, la faute est aux socialistes et aux anarchistes ; si les unions ouvrières sont battues dans les grèves, la faute en est aux socialistes et aux anarchistes. Aussi Gomper n'hésite pas, toujours dans l'intérêt des travailleurs, à s'adresser au gouvernement pour que des mesures très vigoureuses soient prises pour extirper du sol américain le socialisme et l'anarchisme, et il menace d'anathème tous ceux qui, dans les unions ou dans les grèves, oseraient se déclarer en faveur des idées nouvelles. Il ne manque également jamais une occasion d'enrayer toute idée de révolte qui pourrait germer dans le sein des Trade-Unions. Dès le début des événements du Colorado jusqu'au complet anéantissement de la *Western Federation of miners*, le président de la Fédération américaine du travail et son digne acolyte Mitchell, n'ont cessé d'user de leur pouvoir, pour empêcher les grévistes de se défendre contre les attaques criminelles et les atrocités barbares des bandits de grands chemins et des forçats évadés à la solde de Peabody, l'âme des capitalistes du Colorado. Et nous savons aujourd'hui, d'après des déclarations que nous ont été faites par des mineurs expulsés du Colorado, que c'est grâce à l'intervention des deux grands pontifes du trade-unionisme américain, que les mineurs de la « Western Federation » furent massacrés, torturés, emprisonnés et expulsés. Nous savons également, toujours d'après les mêmes déclarations, que la plupart des mineurs et même un leader, de la « Western Federation », étaient partisans, dès les débuts de la grève, de faire usage de la violence pour répondre aux attaques des sicaires des capitalistes et de la Citizen's Alliance du district de Cripple Creek. Des mineurs grévistes des mines de charbon d'un Etat voisin, Utah, étaient disposés à abandonner leur grève pour aller prêter main-forte à leurs camarades du Colorado. Nous savons aussi que tous ces mineurs avaient des armes ou savaient où s'en procurer. Aujourd'hui, tous les membres survivants de la « Western Federation of miners » ainsi que la plupart de la « United mine Workers » la fédération des mineurs de charbon de l'Utah, du New Mexico et du Texas qui se compose de 110.000 membres, savent aujourd'hui apprécier les agissements de Gomper-Mitchell et Ce. Nous avons la certitude que les événements du Colorado serviront de leçon aux unionistes, d'autant plus que nous savons que les membres de la Citizen's Alliance des autres Etats, ne cherchent qu'une occasion pour rééditer les scènes sanglantes de Victor et de Cripple Creek.

Nous constatons certainement, avec beaucoup de plaisir que l'autorité du président de l' « American Federation of Labor » a atteint la période du déclin. Au mois de juillet dernier, comme je le dis plus haut, il voulut « excommunier » une union d'ouvriers imprimeurs de Chicago pour avoir fait usage dans une grève de « tactique violente ». L'union excommuniée continue, comme par le passé, à siéger avec la Fédération des unions de Chicago, malgré les protestations de quelques roquets, satellites de Gomper. Nous sommes aussi heureux de constater que notre propagande contre l'absolutisme des Trade-Unions fait des trouées un peu partout. Lors de l'affaire Turner qui fut détenu, comme on le sait, en vertu des lois scélérates votées par le Congrès de Washington en mars 1903, plusieurs unions ouvrières très importantes, entre autre la Fédération des ouvriers typographes de Chicago, prirent ouvertement la défense de notre camarade, malgré les déclarations des « leaders » du trade-unionisme, qui affirmaient ne pouvoir rien faire en faveur du détenu d'Ellis Island (une île de New-York où fut emprisonné Turner). Des unions de Chicago, de Boston, de New-York, de Philadelphie, de San Francisco, protestèrent contre les lois scélérates et ouvrirent des souscriptions en faveur de notre camarade Turner qui, quoique étant un « leader » du trade-unionisme anglais, n'en est pas moins un anarchiste militant et un éloquent conférencier de la cause libertaire.

Les grandes grèves actuelles de Chicago et de Kansas City, nous montrent cette tendance qu'ont certaines unions à user de la force contre la force. A Chicago, malgré la coalition des « leaders » des unions ouvrières avec la police, il ne se passe pas de jour où il n'y ait de bagarres entre les grévistes et les policemen qui veulent protéger les « scabs » — lisez jaunes — qui veulent travailler à la place des grévistes.

A Kansas City (Missouri), les grévistes ont arrêté un train en marche contenant des « scabs » (prononcez squèbb) qui venaient les remplacer ; armés de bâtons, ils ont administré une correction aux ex-frères qui, peu après, assagis par les sensations de la bastonnade, ont fait cause commune avec les grévistes qui, voulant également donner un avertissement aux patrons, mirent le feu au train devant la police impuissante à protéger la propriété capitaliste.

La libre discussion admise dans les unions de la « Western Federation of miners » et dans la « United mine Workers » composée de 110.000 membres, et dans plusieurs unions de la Pensylvanie, où socialistes et anarchistes peuvent parler librement, ne doit-elle pas nous faire espérer que bientôt notre voix pourra hautement se faire entendre dans tous les Trades-Unions.

D'ailleurs la crise économique, conséquence inévitable du développement du machinisme qui est cause de la surproduction des produits de toute sorte, s'accentuant de plus en plus, rendra notre tâche plus facile et, chose que beaucoup d'anarchistes croiront peut-être difficilement, la misère parmi le peuple américain sera pour nous un grand auxiliaire pour la propagation de nos idées libertaires et révolutionnaires.

La misère prend chaque jour des proportions effrayantes. C'est par millions qu'il faudrait compter le nombre des ouvriers sans travail dans tous les Etats-Unis, et un grand nombre de ceux qui travaillent sont obligés d'accepter des salaires de famine. Lorsque le peuple américain sera sous les affres de la misère, il nous sera facile, ne pouvant nous adresser ni à son cœur ni à son intelligence, de nous adresser à son ventre qui alors saura nous comprendre. Il y a chez l'ouvrier américain certains rudiments de révolte que ne pourra étouffer toute l'éducation abrutissante qu'il a reçue et que rien ne pourra maîtriser, lorsque son estomac criera famine et qu'il verra autour de lui des légions d'affamés.

D'une autre part, les associations patronales et capitalistes, ainsi que toutes les « Citizen's Alliance d'Amérique », prennent de plus en plus une attitude agressive envers le trade-unionisme qu'elles se proposent d'anéantir. Les unions ouvrières n'ayant d'autre arme de défense que l'argent, se verront bientôt réduites à cette alternative : ou disparaître, ou user de la violence envers la force capitaliste.

N'étant pas des ennemis des organisations ouvrières et ne combattant dans le trade-unionisme américain que l'absolutisme et l'exploitation éhontée des unionistes par les « leaders » des unions ouvrières, nous voulons, tout en portant notre activité aussi loin que possible, rester dans les Trades-Unions.

Lorsque le capital coalisé nous aura aidé à démontrer l'inutilité du dollar dans la lutte de l'ouvrier contre le patron, il nous sera facile de nous faire comprendre (je dis comprendre), et de montrer aux unionistes et à tous les travailleurs en général, quel doit être le vrai but de toutes les organisations ouvrières. Alors, leur parlant d'émancipation, nous les préparerons pour la Grève Générale qui, j'en suis convaincu, fera de rapides progrès. Et le jour où toutes les unions ouvrières, grossies de tous les autres travailleurs qui, aujourd'hui, les combattent consciemment ou inconsciemment, sauront s'armer et se servir de cette arme forte et puissante, la Solidarité, qui portera la dévastation et le désarroi dans les rangs ennemis jetteront comme un défi à la face du capital leurs derniers sous et déclareront la grève des bras croisés, en faisant la guerre à l'Argent.

LAURENT CASAS.

AUX GROUPES

Nous venons de nous apercevoir que *Patrie, Guerre, Caserne*, de Ch. Albert, *Le Machinisme*, de Grave, sont sur le point d'être épuisés. Nous voudrions les mettre à l'impression, avec *Entretien d'un philosophe avec la Maréchale*, de Diderot, qui ferait une excellente brochure anticléricale. Seulement l'argent nous manque. Nous ne pouvons y arriver que si les groupes veulent bien nous en souscrire et payer un certain nombre à l'avance. Nous pourrions leur laisser à raison de 5 francs le cent au lieu de 7.

Notre prochain supplément sera consacré à *La Religion.*



MOUVEMENT SOCIAL

Dieu et M. Piot bénissent les nombreuses familles.

Seulement ils ne donnent pas à manger.

C'est pourquoi une pauvre femme, étant restée veuve avec six enfants, dont l'aîné a dix ans et le plus jeune onze mois, et ne pouvant les nourrir (on le croira sans peine), se vit acculée à cette pénible résolution : abandonner les cinq aînés pour pouvoir se consacrer au plus petit. Le fait qu'elle gardait le plus jeune montre assez que c'était une bonne mère et fait penser à ce qu'elle dut souffrir.

Elle conduisit ses cinq petits — deux garçons et trois fillettes — jusqu'à la porte d'une synagogue, qui est la demeure d'un Dieu, et leur dit de rester là bien sages. A la veste de l'aîné elle avait cousu une lettre où elle exposait sa triste situation et recommandait ses enfants à la charité des hommes.

Ils restèrent là toute l'après-midi, puis, le soir, on les emmena au commissariat de police.

Au commissariat de police où, le lendemain, leur mère, en larmes, vint les réclamer, disant qu'elle avait trop souffert de son acte.

On lui rendit donc ses enfants, et puis... Et puis, nous apprendrons, un jour, qu'ils sont tous morts de faim ou d'asphyxie.

Il n'y a pas trois manières de résoudre ce problème qui se pose dans toutes les maisons des quartiers pauvres, il n'y en a que deux : ou bien il faut donner aux mères les moyens d'élever leurs enfants, ou bien il faut leur enseigner les moyens de n'être mères que lorsqu'elles le veulent.

Si j'avais six enfants et que je ne puisse pas les nourrir, c'est à la porte de M. Piot que j'irais les mettre.

***

Il n'y a même pas besoin, pour avoir recours à l'asphyxie, d'être chargée d'une nombreuse famille: des femmes qui n'ont qu'un enfant, ou qui sont seules, ne peuvent vivre par leur travail et se tuent. Par celles-ci jugez des autres !

Un commissaire de police est mandé dans une maison, à Montmartre, au sujet de deux sœurs qu'on n'avait pas vues depuis plusieurs jours. Il fait enfoncer la porte, et se trouve, au milieu de la fumée de charbon, en face des cadavres des deux jeunes femmes et de la fillette de l'une d'elles, âgée de trois ans. Elles fabriquaient des fournitures pour la cordonnerie, et étaient dans une profonde misère. La mère de la fillette avait été abandonnée par son amant.

Comme le commissaire descend l'escalier pour partir : « A propos, lui dit la concierge en passant devant une porte, il y a encore ici une vieille femme que je n'ai pas vue ces jours-ci ». C'était une marchande de légumes qui ne faisait pas ses affaires, devait plusieurs termes et allait être expulsée. On enfonce aussi la porte, et l'on trouve encore une fois le cadavre d'une asphyxiée.

Seulement, dans ces deux cas-ci, en plus de la responsabilité sociale, il y a des responsabilités individuelles : celle de l'amant de la jeune femme, qui l'abandonna avec une petite fille de trois ans, celle des deux fils de la vieille femme, qui sont établis bouchers.

A individus mauvais, société mauvaise.

Et réciproquement.

***

D'ailleurs, dans notre société, se déranger de son chemin pour porter aide à autrui, c'est évidemment métier de dupe. Exemple : Un jeune ouvrier typographe, V. Glatigny, passe un jour devant une maison en flammes ; il y entre, enfonce la porte d'une écurie derrière laquelle il entend du bruit, y trouve quatre chevaux déjà à demi-asphyxiés qu'il réussit à faire sortir l'un après l'autre et à sauver. Mais ce n'est pas sans dommage pour lui, car il a le bras et la main gauche brûlés, brûlés au point de ne plus pouvoir travailler à son métier et de perdre son travail. Que faire ? Il va chez l'homme à qui il a rendu service, et en reçoit cette réponse: « Est-ce que je vous ai commandé d'aller sauver mes chevaux ? »

Faire appel aux sentiments des gens pour réformer la société, c'est perdre son temps. Au problème social, il faut des solutions plus pratiques.

Les suicides de miséreux marchent bien, en ce moment. Rue Basfroi, c'est le tour de deux vieillards qui vivaient, l'homme à nettoyer des carreaux, la femme à faire des ménages. Ils arrivaient tout de même à vivre, malgré leur âge et leurs travaux peu lucratifs, grâce à un de leurs voisins qui prenait pension chez eux. Mais la femme tomba malade, ne put plus travailler, ils durent plusieurs termes. Pour comble de malheur, leur pensionnaire les quitta. Ce fut la misère noire.

Le 8 octobre, M. le propriétaire en personne entra chez eux, sa quittance à la main. Il dit qu'il était las d'attendre et qu'il fallait payer. Payer... ou déguerpir. La pauvre vieille femme répondit : « Je vous demande jusqu'au 20 novembre, dernier délai. A cette époque, je vous verserai tout ce que je vous dois. » — Je veux bien patienter encore, mais je vous préviens, c'est bien fini. Si vous n'êtes pas en mesure le 20, je vous expulse. Arrangez-vous. — Ne craignez rien, vous serez payé... Et comme le proprio s'en allait, une voisine entendit la pauvre vieille ajouter tout bas : « ...Si nous ne sommes pas morts ».

Le 20 novembre approchait, et naturellement les deux vieillards étaient aussi incapables qu'avant de payer M. le propriétaire. Ils pensèrent qu'il valait mieux être jetés à la rue morts que vivants, et payèrent le proprio de la seule chose qu'ils possédaient : de leur peau. Ils se sont asphyxiés. Maintenant M. le propriétaire peut les expulser.

R. Ch.

Mouvement ouvrier. — Les poursuites intentées à treize travailleurs de Neuvilly — douze hommes et une jeune fille — se sont terminées par un acquittement général. Et, logiquement, il ne pouvait en être autrement.

Car, pourquoi plutôt ces treize accusés que d'autres, puisqu'il ne pouvait y avoir de doute que presque toute la population ouvrière de Neuvilly, dans un moment d'exaspération trop légitime, avait participé aux actes reprochés aux inculpés.

Si les douze bourgeois, appelés à se prononcer sur la culpabilité des travailleurs poursuivis, ont rendu un pareil verdict, c'est que vraiment, malgré tous les efforts de l'accusation, ces malheureux leur sont apparus bien plus comme des victimes que comme des coupables. Tout plaidait en faveur des accusés contre leur exploiteur, cette vieille femme rapace et hautaine qui, à l'audience, n'a su invoquer que « son droit de patronne » pour essayer de justifier la façon dont sont menés, dans son bagne, les malheureux dans la dure nécessité de s'y faire exploiter. L'attitude de la Cayez n'a donc pas été pour peu dans le verdict, et l'on peut dire que la révolte ouvrière de Neuvilly est plutôt apparue au procès comme pleinement justifiée.

Au président qui lui demandait pourquoi les ouvriers pour 100 mètres de toile payés, étaient obligés d'en fournir 107 mètres? pourquoi, elle avait refusé de laisser vérifier les rouleaux ? pourquoi elle avait interdit à la commission d'enquête sur les conditions du travail dans les tissages, la visite de ses ateliers? etc.; cette femme au cœur de pierre n'avait qu'une réponse « J'en avais le droit, » et c'est son droit aussi qu'elle invoquait lorsqu'on lui reprochait de réduire encore les salaires — et quels salaires de 1 fr. 50 à 2 fr. 60 par jour au maximum — sous prétexte d'amendes pour malfaçon.

Et cet autre triste sire, le Brancquart, cousin de la Cayez ; qui, co-directeur d'une usine de 400 ouvriers, avoue en pleine audience « qu'il ne connaît pas » les gens qu'il exploite et dont il vit.

Et vraiment ces deux spécimens, la patronne Cayez et le directeur Brancquart, méritent de passer à la postérité; car ils nous apparaissent bien, après ces tristes jours de cour d'assises, comme le symbole et les types de l'exploiteur moderne.

Et que l'on ne dise pas que c'est là l'exception; j'ai connu quant à moi — et tous les travailleurs ont rencontré des exploiteurs semblables — un patron qui refusait de répondre à un ouvrier qui lui adressait la parole autrement que par l'intermédiaire d'un contremaître.

Du procès en lui-même il n'y a que peu à dire ; les travailleurs poursuivis, ni plus ni moins coupables que leurs camarades, s'en sont tirés le mieux qu'ils ont pu, en niant les faits qui, en réalité, ne pouvaient être prouvés.

Par contre il a été démontré une fois de plus, combien il fallait faire peu de cas des enquêtes des gendarmes et des témoignages en justice, car il nous a été donné de voir — ce qui n'a peut être pas été le moins répugnant de ce procès — ce triste spectacle d'exploités venus à la cour d'assises témoigner et accabler les inculpés qui, il n'y a pas bien longtemps, encore, peinaient à côté d'eux, et cela seulement pour pouvoir travailler. Et les gendarmes qui ont mené leur enquête sous la direction des patrons !

La leçon de Neuvilly servira-t-elle à Messieurs les exploiteurs. Souhaitons-le, sans toutefois l'espérer.

***

Autre procès, celui des quatre frères Crettiez, qui, comme cela a été prouvé, ont tiré plus de cent coups de fusils sur les grévistes qui passaient en chantant, sous leurs fenêtres, en ont tué quatre et blessé plus ou moins grièvement une vingtaine au moins.

Aux patrons assassins l'accusation a joint, sans que l'on sache bien exactement pourquoi, plutôt ceux-là que d'autres, six ouvriers qui ont eu la chance d'échapper aux coups de fusils patronaux. Ce rapprochement a été fait dans un but facile à comprendre. Inutile d'insister.

A l'heure où j'écris, le procès ne fait que commencer. J'y reviendrai donc la semaine prochaine, et il sera curieux de voir si, même pour quelques carreaux cassés — le feu n'a été mis à l'usine qu'après l'assassinat des ouvriers — les patrons ont le droit de tirer sur les ouvriers.

Le verdict, quel qu'il soit, sera, en tous les cas, intéressant à enregistrer.

***

A Denain, dans les canaux du Nord, la grève des mariniers continue. Fort habilement les grévistes ont rendu à peu près impossible le travail sur les canaux qui sont partout obstrués.

Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement a mis des soldats au service du patronat et pendant que les grévistes, — bizarre coïncidence pour le moins — assistaient à une réunion donnée par le député socialiste Serre, une équipe de pontonniers militaires parvenait à dégager une partie de l'entrée du canal, et quelques bateaux ont pu passer pour entrer dans les chantiers de la Compagnie d'Anzin. Les grévistes, qui revenaient à ce moment, ont manifesté.

Les quais sont gardés militairement, et malgré la protection gouvernementale le service de la batellerie est à peu près interrompu dans tous les canaux du Nord de la France et même jusqu'en *Belgique* que gagne l'agitation.

Depuis plus d'un mois deux cent cinquante ouvrières chemisières de Villedieu sont en grève. Leur situation est désespérée. Les patrons ont réduit les salaires subitement de 1 fr. 25 par jour, prétextant de mauvaises commandes.

Ces malheureuses ne peuvent plus gagner leur vie et la misère est extrême dans les familles. La solidarité du prolétariat se manifestera en faveur de ces exploitées et l'appel désespéré de ces ouvrières sera entendu.

Adresser les fonds au citoyen Marathon, secrétaire de la Bourse du travail de Châteauroux.

P. Delsalle.

***

La loi de huit heures dans les mines. — Il y a quelque temps, parlant de la journée de huit heures, si impatiemment attendue dans les mines et votée par la Chambre des députés, il y aura bientôt deux ans, je disais que ce projet de loi dormait dans les cartons du Sénat et qu'il n'en sortirait que le jour où les mineurs déposeraient le pic et se remettraient en mouvement.

Je fais amende honorable.

Les mineurs sont calmes, très calmes ; ils n'ont pas manifesté l'intention de lâcher leur outil et ce-

parant de la proposition de la trinité jésuitique Roosevelt-Gibbon-Mitchell, insistent auprès du gouvernement pour qu'il soit institué un tribunal d'arbitrage chargé exclusivement de juger les différends entre ouvriers et patrons, et que tous les ouvriers qui refuseraient de se soumettre aux « verdicts » de ce tribunal, en persistant à se déclarer en grève, seraient poursuivis et frappés de toutes les rigueurs de la loi, qui se traduiraient par des années de bagne. Le leader des mineurs de la Fédération d'Amérique ne pouvait faire mieux pour favoriser notre propagande qui doit surtout se baser sur des faits d'actualité.

On comprendra également que les mineurs de Belleville (Illinois), qui, l'an dernier, furent contraints de reprendre le travail sous les menaces du fameux Mitchell, après s'être déclarés en grève pour protester contre une diminution de salaire de 10 0/0, n'oublient pas l'humiliation que leur fit subir le traître de « the Fédération of the united mine Workers of America » et qu'ils commencent à être dégoûtés de l'absolutisme que les « leaders » ouvriers entretiennent dans les Trade-Unions.

Les mineurs de la plus importante des régions minières des Etats-Unis, la Pensylvanie, et qui est aussi le centre où règne la plus grande agitation révolutionnaire avec tendances libertaires, nous promet sous peu un mouvement qui sera entièrement contre les exploiteurs du trade-unionisme américain, et dont nous pourrons tirer un grand profit pour créer des organisations ouvrières capables de combattre le capital dans une lutte ouverte face à face avec l'ennemi.

Quant à Gomper, le président de la « American Fédération of Labor » — Fédération américaine du travail — crie, gesticule et se débat comme un diable dans l'eau bénite, les socialistes, se faisant l'écho du mécontentement qui règne dans toutes les unions ouvrières d'Amérique, attaquent ouvertement le grand « leader » du trade unionisme américain. Les coups des socialistes portent juste. Je dois ici dire, entre parenthèse, que beaucoup de socialistes sincères fraternisent avec nous et que certains d'entre eux, n'osant se déclarer ouvertement anarchistes, n'en font pas moins une propagande réellement libertaire. Les socialistes américains n'ayant pas encore atteint le pouvoir, ne sont pas encore arrivés à cette période de décadence morale qui caractérise les socialistes de la vieille Europe, et en particulier les socialistes français et allemands. Cela ne veut pas dire que malheureusement ils n'y arriveront pas un jour.

Gomper voyant son pontificat et ses 5.000 dollars menacés, hurle que ce sont les socialistes et les anarchistes (il ne fait guère de distinction entre les uns et les autres) la cause de tout le mal. Si les salaires tendent à baisser, la faute en est aux socialistes et aux anarchistes ; si les capitalistes, les patrons et « l'opinion publique » se liguent contre les trade-unionistes, la faute est aux socialistes et aux anarchistes ; si les unions ouvrières sont battues dans les grèves, la faute en est aux socialistes et aux anarchistes. Aussi Gomper n'hésite pas, toujours dans l'intérêt des travailleurs, à s'adresser au gouvernement pour que des mesures très vigoureuses soient prises pour extirper du sol américain le socialisme et l'anarchisme, et il menace d'anathème tous ceux qui, dans les unions ou dans les grèves, oseraient se déclarer en faveur des idées nouvelles. Il ne manque également jamais une occasion d'enrayer toute idée de révolte qui pourrait germer dans le sein des Trade-Unions. Dès le début des événements du Colorado jusqu'au complet anéantissement de la *Western Federation of miners*, le président de la Fédération américaine du travail et son digne acolyte Mitchell, n'ont cessé d'user de leur pouvoir, pour empêcher les grévistes de se défendre contre les attaques criminelles et les atrocités barbares des bandits de grands chemins et des forçats évadés à la solde de Peabody, l'âme des capitalistes du Colorado. Et nous savons aujourd'hui, d'après des déclarations que nous ont été faites par des mineurs expulsés du Colorado, que c'est grâce à l'intervention des deux grands pontifes du trade-unionisme américain, que les mineurs de la « Western Federation » furent massacrés, torturés, emprisonnés et expulsés. Nous savons également, toujours d'après les mêmes déclarations, que la plupart des mineurs et même un leader, de la « Western Federation », étaient partisans, dès les débuts de la grève, de faire usage de la violence pour répondre aux attaques des sicaires des capitalistes et de la Citizen's Alliance du district de Cripple Creek. Des mineurs grévistes des mines de charbon d'un Etat voisin, Utah, étaient disposés à abandonner leur grève pour aller prêter main-forte à leurs camarades du Colorado. Nous savons aussi que tous ces mineurs avaient des armes ou savaient où s'en procurer. Aujourd'hui, tous les membres survivants de la « Western Federation of miners » ainsi que la plupart de la « United mine Workers » la fédération des mineurs de charbon de l'Utah, du New Mexico et du Texas qui se compose de 110.000 membres, savent aujourd'hui apprécier les agissements de Gomper-Mitchell et Cᵉ. Nous avons la certitude que les événements du Colorado serviront de leçon aux unionistes, d'autant plus que nous savons que les membres de la Citizen's Alliance des autres Etats, ne cherchent qu'une occasion pour rééditer les scènes sanglantes de Victor et de Cripple Creek.

Nous constatons certainement, avec beaucoup de plaisir que l'autorité du président de l' « American Federation of Labor » a atteint la période du déclin. Au mois de juillet dernier, comme je le dis plus haut, il voulut « excommunier » une union d'ouvriers imprimeurs de Chicago pour avoir fait usage dans une grève de « tactique violente ». L'union excommuniée continue, comme par le passé, à siéger avec la Fédération des unions de Chicago, malgré les protestations de quelques roquets, satellites de Gomper. Nous sommes aussi heureux de constater que notre propagande contre l'absolutisme des Trade-Unions fait des trouées un peu partout. Lors de l'affaire Turner qui fut détenu, comme on le sait, en vertu des lois scélérates votées par le Congrès de Washington en mars 1903, plusieurs unions ouvrières très importantes, entre autre la Fédération des ouvriers typographes de Chicago, prirent ouvertement la défense de notre camarade, malgré les déclarations des « leaders » du trade-unionisme, qui affirmaient ne pouvoir rien faire en faveur du détenu d'Ellis Island (une île de New-York où fut emprisonné Turner). Des unions de Chicago, de Boston, de New-York, de Philadelphie, de San Francisco, protestèrent contre les lois scélérates et ouvrirent des souscriptions en faveur de notre camarade Turner qui, quoique étant un « leader » du trade-unionisme anglais, n'en est pas moins un anarchiste militant et un éloquent conférencier de la cause libertaire.

Les grandes grèves actuelles de Chicago et de Kansas City, nous montrent cette tendance qu'ont certaines unions à user de la force contre la force. A Chicago, malgré la coalition des « leaders » des unions ouvrières avec la police, il ne se passe pas de jour où il n'y ait de bagarres entre les grévistes et les policemen qui veulent protéger les « scabs » — lisez jaunes — qui veulent travailler à la place des grévistes.

A Kansas City (Missouri), les grévistes ont arrêté un train en marche contenant des « scabs » (prononcez squèbb) qui venaient les remplacer ; armés de bâtons, ils ont administré une correction aux ex-frères qui, peu après, assagis par les sensations de la bastonnade, ont fait cause commune avec les grévistes qui, voulant également donner un avertissement aux patrons, mirent le feu au train devant la police impuissante à protéger la propriété capitaliste.

La libre discussion admise dans les unions de la « Western Federation of miners » et dans la « United mine Workers » composée de 110.000 membres, et dans plusieurs unions de la Pensylvanie, où socialistes et anarchistes peuvent parler librement, ne doit-elle pas nous faire espérer que bientôt notre voix pourra hautement se faire entendre dans tous les Trades-Unions.

D'ailleurs la crise économique, conséquence inévitable du développement du machinisme qui est cause de la surproduction des produits de toute sorte, s'accentuant de plus en plus, rendra notre tâche plus facile et, chose que beaucoup d'anarchistes croiront peut-être difficilement, la misère parmi le peuple américain sera pour nous un grand auxiliaire pour la propagation de nos idées libertaires et révolutionnaires.

La misère prend chaque jour des proportions effrayantes. C'est par millions qu'il faudrait compter le nombre des ouvriers sans travail dans tous les Etats-Unis, et un grand nombre de ceux qui travaillent sont obligés d'accepter des salaires de famine. Lorsque le peuple américain sera sous les affres de la misère, il nous sera facile, ne pouvant nous adresser ni à son cœur ni à son intelligence, de nous adresser à son ventre qui alors saura nous comprendre. Il y a chez l'ouvrier américain certains rudiments de révolte que ne pourra étouffer toute l'éducation abrutissante qu'il a reçue et que rien ne pourra maîtriser, lorsque son estomac criera famine et qu'il verra autour de lui des légions d'affamés.

D'une autre part, les associations patronales et capitalistes, ainsi que toutes les « Citizen's Alliance d'Amérique », prennent de plus en plus une attitude agressive envers le trade-unionisme qu'elles se proposent d'anéantir. Les unions ouvrières n'ayant d'autre arme de défense que l'argent, se verront bientôt réduites à cette alternative : ou disparaître, ou user de la violence envers la force capitaliste.

N'étant pas des ennemis des organisations ouvrières et ne combattant dans le trade-unionisme américain que l'absolutisme et l'exploitation éhontée des unionistes par les « leaders » des unions ouvrières, nous voulons, tout en portant notre activité aussi loin que possible, rester dans les Trades-Unions.

Lorsque le capital coalisé nous aura aidé à démontrer l'inutilité du dollar dans la lutte de l'ouvrier contre le patron, il nous sera facile de nous faire comprendre (je dis comprendre), et de montrer aux unionistes et à tous les travailleurs en général, quel doit être le vrai but de toutes les organisations ouvrières. Alors, leur parlant d'émancipation, nous les préparerons pour la Grève Générale qui, j'en suis convaincu, fera de rapides progrès. Et le jour où toutes les unions ouvrières, grossies de tous les autres travailleurs qui, aujourd'hui, les combattent consciemment ou inconsciemment, sauront s'armer et se servir de cette arme forte et puissante, la Solidarité, qui portera la dévastation et le désarroi dans les rangs ennemis jetteront comme un défi à la face du capital leurs derniers sous et déclareront la grève des bras croisés, en faisant la guerre à l'Argent.

LAURENT CASAS.

AUX GROUPES

Nous venons de nous apercevoir que *Patrie, Guerre, Caserne*, de Ch. Albert, *Le Machinisme*, de Grave, sont sur le point d'être épuisés. Nous voudrions les mettre à l'impression, avec *Entretien d'un philosophe avec la Maréchale*, de Diderot, qui ferait une excellente brochure anticléricale. Seulement l'argent nous manque. Nous ne pouvons y arriver que si les groupes veulent bien nous en souscrire et payer un certain nombre à l'avance. Nous pourrions leur laisser à raison de 5 francs le cent au lieu de 7.

Notre prochain supplément sera consacré à *La Religion*.



MOUVEMENT SOCIAL

Dieu et M. Piot bénissent les nombreuses familles.

Seulement ils ne donnent pas à manger.

C'est pourquoi une pauvre femme, étant restée veuve avec six enfants, dont l'aîné a dix ans et le plus jeune onze mois, et ne pouvant les nourrir (on le croira sans peine), se vit acculée à cette pénible résolution : abandonner les cinq aînés pour pouvoir se consacrer au plus petit. Le fait qu'elle gardait le plus jeune montre assez que c'était une bonne mère et fait penser à ce qu'elle dut souffrir.

Elle conduisit ses cinq petits — deux garçons et trois fillettes — jusqu'à la porte d'une synagogue, qui est la demeure d'un Dieu, et leur dit de rester là bien sages. A la veste de l'aîné elle avait cousu une lettre où elle exposait sa triste situation et recommandait ses enfants à la charité des hommes.

Ils restèrent là toute l'après-midi, puis, le soir, on les emmena au commissariat de police.

Au commissariat de police où, le lendemain, leur mère, en larmes, vint les réclamer, disant qu'elle avait trop souffert de son acte.

On lui rendit donc ses enfants, et puis... Et puis, nous apprendrons, un jour, qu'ils sont tous morts de faim ou d'asphyxie.

Il n'y a pas trois manières de résoudre ce problème qui se pose dans toutes les maisons des quartiers pauvres, il n'y en a que deux : ou bien il faut donner aux mères les moyens d'élever leurs enfants, ou bien il faut leur enseigner les moyens de n'être mères que lorsqu'elles le veulent.

Si j'avais six enfants et que je ne puisse pas les nourrir, c'est à la porte de M. Piot que j'irais les mettre.

⁂

Il n'y a même pas besoin, pour avoir recours à l'asphyxie, d'être chargée d'une nombreuse famille: des femmes qui n'ont qu'un enfant, ou qui sont seules, ne peuvent vivre par leur travail et se tuent. Par celles-ci jugez des autres !

Un commissaire de police est mandé dans une maison, à Montmartre, au sujet de deux sœurs qu'on n'avait pas vues depuis plusieurs jours. Il fait enfoncer la porte, et se trouve, au milieu de la fumée de charbon, en face des cadavres des deux jeunes femmes et de la fillette de l'une d'elles, âgée de trois ans. Elles fabriquaient des fournitures pour la cordonnerie, et étaient dans une profonde misère. La mère de la fillette avait été abandonnée par son amant.

Comme le commissaire descend l'escalier pour partir : « A propos, lui dit la concierge en passant devant une porte, il y a encore ici une vieille femme que je n'ai pas vue ces jours-ci ». C'était une marchande de légumes qui ne faisait pas ses affaires, devait plusieurs termes et allait être expulsée. On enfonce aussi la porte, et l'on trouve encore une fois le cadavre d'une asphyxiée.

Seulement, dans ces deux cas-ci, en plus de la responsabilité sociale, il y a des responsabilités individuelles : celle de l'amant de la jeune femme, qui l'abandonna avec une petite fille de trois ans, celle des deux fils de la vieille femme, qui sont établis bouchers.

A individus mauvais, société mauvaise.

Et réciproquement.

⁂

D'ailleurs, dans notre société, se déranger de son chemin pour porter aide à autrui, c'est évidemment métier de dupe. Exemple : Un jeune ouvrier typographe, V. Glatigny, passe un jour devant une maison en flammes ; il y entre, enfonce la porte d'une écurie derrière laquelle il entend du bruit, y trouve quatre chevaux déjà à demi-asphyxiés qu'il réussit à faire sortir l'un après l'autre et à sauver. Mais ce n'est pas sans dommage pour lui, car il a le bras et la main gauche brûlés, brûlés au point de ne plus pouvoir travailler à son métier et de perdre son travail. Que faire ? Il va chez l'homme à qui il a rendu service, et en reçoit cette réponse: « Est-ce que je vous ai commandé d'aller sauver mes chevaux ? »

Faire appel aux sentiments des gens pour réformer la société, c'est perdre son temps. Au problème social, il faut des solutions plus pratiques.

Les suicides de miséreux marchent bien, en ce moment. Rue Basfroi, c'est le tour de deux vieillards qui vivaient, l'homme à nettoyer des carreaux, la femme à faire des ménages. Ils arrivaient tout de même à vivre, malgré leur âge et leurs travaux peu lucratifs, grâce à un de leurs voisins qui prenait pension chez eux. Mais la femme tomba malade, ne put plus travailler, ils durent plusieurs termes. Pour comble de malheur, leur pensionnaire les quitta. Ce fut la misère noire.

Le 8 octobre, M. le propriétaire en personne entra chez eux, sa quittance à la main. Il dit qu'il était las d'attendre et qu'il fallait payer. Payer... ou déguerpir. La pauvre vieille femme répondit : « Je vous demande jusqu'au 20 novembre, dernier délai. A cette époque, je vous verserai tout ce que je vous dois. » — Je veux bien patienter encore, mais je vous préviens, c'est bien fini. Si vous n'êtes pas en mesure le 20, je vous expulse. Arrangez-vous. — Ne craignez rien, vous serez payé... Et comme le proprio s'en allait, une voisine entendit la pauvre vieille ajouter tout bas : « ...Si nous ne sommes pas morts ».

Le 20 novembre approchait, et naturellement les deux vieillards étaient aussi incapables qu'avant de payer M. le propriétaire. Ils pensèrent qu'il valait mieux être jetés à la rue morts que vivants, et payèrent le proprio de la seule chose qu'ils possédaient : de leur peau. Ils se sont asphyxiés. Maintenant M. le propriétaire peut les expulser.

R. Ch.

Mouvement ouvrier. — Les poursuites intentées à treize travailleurs de Neuvilly — douze hommes et une jeune fille — se sont terminées par un acquittement général. Et, logiquement, il ne pouvait en être autrement.

Car, pourquoi plutôt ces treize accusés que d'autres, puisqu'il ne pouvait y avoir de doute que presque toute la population ouvrière de Neuvilly, dans un moment d'exaspération trop légitime, avait participé aux actes reprochés aux inculpés.

Si les douze bourgeois, appelés à se prononcer sur la culpabilité des travailleurs poursuivis, ont rendu un pareil verdict, c'est que vraiment, malgré tous les efforts de l'accusation, ces malheureux leur sont apparus bien plus comme des victimes que comme des coupables. Tout plaidait en faveur des accusés contre leur exploiteur, cette vieille femme rapace et hautaine qui, à l'audience, n'a su invoquer que « son droit de patronne » pour essayer de justifier la façon dont sont menés, dans son bagne, les malheureux dans la dure nécessité de s'y faire exploiter. L'attitude de la Cayez n'a donc pas été pour peu dans le verdict, et l'on peut dire que la révolte ouvrière de Neuvilly est plutôt apparue au procès comme pleinement justifiée.

Au président qui lui demandait pourquoi les ouvriers pour 100 mètres de toile payés, étaient obligés d'en fournir 107 mètres? pourquoi, elle avait refusé de laisser vérifier les rouleaux ? pourquoi elle avait interdit à la commission d'enquête sur les conditions du travail dans les tissages, la visite de ses ateliers? etc.; cette femme au cœur de pierre n'avait qu'une réponse « J'en avais le droit, » et c'est son droit aussi qu'elle invoquait lorsqu'on lui reprochait de réduire encore les salaires — et quels salaires de 1 fr. 50 à 2 fr. 60 par jour au maximum — sous prétexte d'amendes pour malfaçon.

Et cet autre triste sire, le Brancquart, cousin de la Cayez ; qui, co-directeur d'une usine de 400 ouvriers, avoue en pleine audience « qu'il ne connaît pas » les gens qu'il exploite et dont il vit.

Et vraiment ces deux spécimens, la patronne Cayez et le directeur Brancquart, méritent de passer à la postérité; car ils nous apparaissent bien, après ces tristes jours de cour d'assises, comme le symbole et les types de l'exploiteur moderne.

Et que l'on ne dise pas que c'est là l'exception; j'ai connu quant à moi — et tous les travailleurs ont rencontré des exploiteurs semblables — un patron qui refusait de répondre à un ouvrier qui lui adressait la parole autrement que par l'intermédiaire d'un contremaître.

Du procès en lui-même il n'y a que peu à dire: les travailleurs poursuivis, ni plus ni moins coupables que leurs camarades, s'en sont tirés le mieux qu'ils ont pu, en niant les faits qui, en réalité, ne pouvaient être prouvés.

Par contre il a été démontré une fois de plus, combien il fallait faire peu de cas des enquêtes des gendarmes et des témoignages en justice, car il nous a été donné de voir — ce qui n'a peut être pas été le moins répugnant de ce procès — ce triste spectacle d'exploités venus à la cour d'assises témoigner et accabler les inculpés qui, il n'y a pas bien longtemps, encore, peinaient à côté d'eux, et cela seulement pour pouvoir travailler. Et les gendarmes qui ont mené leur enquête sous la direction des patrons !

La leçon de Neuvilly servira-t-elle à Messieurs les exploiteurs. Souhaitons-le, sans toutefois l'espérer.

⁂

Autre procès, celui des quatre frères Crettiez, qui, comme cela a été prouvé, ont tiré plus de cent coups de fusils sur les grévistes qui passaient en chantant, sous leurs fenêtres, en ont tué quatre et blessé plus ou moins grièvement une vingtaine au moins.

Aux patrons assassins l'accusation a joint, sans que l'on sache bien exactement pourquoi, plutôt ceux-là que d'autres, six ouvriers qui ont eu la chance d'échapper aux coups de fusils patronaux. Ce rapprochement a été fait dans un but facile à comprendre. Inutile d'insister.

A l'heure où j'écris, le procès ne fait que commencer. J'y reviendrai donc la semaine prochaine, et il sera curieux de voir si, même pour quelques carreaux cassés — le feu n'a été mis à l'usine qu'après l'assassinat des ouvriers — les patrons ont le droit de tirer sur les ouvriers.

Le verdict, quel qu'il soit, sera, en tous les cas, intéressant à enregistrer.

⁂

A Denain, dans les canaux du Nord, la grève des mariniers continue. Fort habilement les grévistes ont rendu à peu près impossible le travail sur les canaux qui sont partout obstrués.

Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement a mis des soldats au service du patronat et pendant que les grévistes, — bizarre coïncidence pour le moins — assistaient à une réunion donnée par le député socialiste Serre, une équipe de pontonniers militaires parvenait à dégager une partie de l'entrée du canal, et quelques bateaux ont pu passer pour entrer dans les chantiers de la Compagnie d'Anzin. Les grévistes, qui revenaient à ce moment, ont manifesté.

Les quais sont gardés militairement, et malgré la protection gouvernementale le service de la batellerie est à peu près interrompu dans tous les canaux du Nord de la France et même jusqu'en *Belgique* que gagne l'agitation.

Depuis plus d'un mois deux cent cinquante ouvrières chemisières de Villedieu sont en grève. Leur situation est désespérée. Les patrons ont réduit les salaires subitement de 1 fr. 25 par jour, prétextant de mauvaises commandes.

Ces malheureuses ne peuvent plus gagner leur vie et la misère est extrême dans les familles. La solidarité du prolétariat se manifestera en faveur de ces exploitées et l'appel désespéré de ces ouvrières sera entendu.

Adresser les fonds au citoyen Marathon, secrétaire de la Bourse du travail de Châteauroux.

P. Delesalle.

⁂

La loi de huit heures dans les mines. — Il y a quelque temps, parlant de la journée de huit heures, si impatiemment attendue dans les mines et votée par la Chambre des députés, il y aura bientôt deux ans, je disais que ce projet de loi dormait dans les cartons du Sénat et qu'il n'en sortirait que le jour où les mineurs déposeraient le pic et se remettraient en mouvement.

Je fais amende honorable.

Les mineurs sont calmes, très calmes; ils n'ont pas manifesté l'intention de lâcher leur outil et ce-

pendant les culs-de-jatte du Luxembourg ont discuté et voté la loi de huit heures.

Heureux mineurs! Comme quoi les bouffe-galette ont du bon!

Mais — il y a un mais — cette loi a été votée avec de telles modifications, restrictions, que dans la pratique, si la loi est appliquée telle quelle, il y aura à peine un quart de mineurs qui en bénéficieront, et ce sont justement ceux qui, actuellement, ne font pas plus de huit heures, c'est-à-dire les piqueurs. Quant aux chargeurs, rouleurs, embrancheurs, toucheurs, remblayeurs, rejeteurs, etc., ceux-là continueront à faire dix à douze heures.

Soit inconscience, soit mauvaise foi, le rapporteur, un sieur Boudenot, qui est, paraît-il, directeur d'une compagnie de mines — juge et partie — a déclaré devant ses honorables confrères que, lorsque les piqueurs ont fini leur journée, tous les autres ouvriers ont aussi achevé la leur. C'est absolument faux, et si le sieur Boudenot avait seulement travaillé huit jours dans les mines de Firminy, il saurait que les remblayeurs, par exemple, descendent de 5 à 6 heures du soir pour ne remonter que de 5 à 6 heures du matin, ce qui fait bel et bien 12 heures et quelquefois sans avoir fini la tâche.

Le texte de la Chambre ayant été modifié par le Sénat, va donc revenir à la Chambre. De ce chassé-croisé il en résultera quelque chose d'hybride, un squelette, un fantôme de réforme.

Et c'est ça les lois ouvrières!...

GALHAUBAN.

* *

MONTZERON (Côte-d'Or). — Les 250 ouvriers de l'usine se sont mis en grève mardi dernier. Seule, la fonderie marche, occupant 50 ouvriers. Le motif de la grève : réintégration d'un contremaître et renvoi de celui qui a pris sa place.

Ce nouveau contremaître prêchait la liberté complète, jadis, lorsqu'il était ouvrier. Depuis qu'il est contremaître et gagne 250 francs par mois au lieu de 90, il est devenu très farouche, très rude à ses anciens camarades. La grève promet d'être sérieuse. La gendarmerie de Rouvray est sur les lieux.

ARMAND ANDRÉ.

* *

ANGERS. — *La grève de la maison Bessonneau.* — Depuis huit jours les ouvriers et ouvrières de l'atelier des jouets de la maison Bessonneau et Cie, sont en grève. La cause? Toujours la même : diminution de salaire. Cette fois, MM. les directeurs n'y sont pas allés de main morte; on a *diminué les travailleurs de 40 pour 100* seulement. Bon nombre d'ouvrières gagnant 30 à 40 sous par jour, se trouvent réduites au chiffre formidable de 1 franc à 1 fr. 20, gain insuffisant pour la vie d'une femme. Il est vrai que celles-ci ont une ressource, en effet le droit de jambage, cher aux seigneurs féodaux, existe toujours pour les contremaîtres, j'allais dire les gardes-chiourme de la filature du mail, et aujourd'hui les ouvrières ne demandent plus seulement l'application de l'ancien tarif, mais aussi le renvoi du contremaître, ne voulant plus subir les vexations et les grossièretés de cet individu. Il ne faudrait pas croire que ce contremaître soit le seul à faire entendre ses sales propositions à des jeunes filles *de 16 ans, sous peine de renvoi;* l'atelier du pelotage est, lui aussi, dirigé par un ancien marchand de cochons, qui se figure toujours vivre avec ses anciens pensionnaires, et qui pousse son autorité jusqu'à interdire aux ouvrières, placées sous ses ordres, de fredonner quelques couplets, alors que ce Monsieur ne se gêne nullement pour chanter quelques refrains orduriers aux malheureuses qu'il commande; mais les vexations étant arrivées à leur comble, les ouvrières dirigées par ce charcutier, transformé en contremaître de filature, par la grâce et la protection des bons pères directeurs de Notre-Dame de l'Usine et de l'atelier, ont résolu de faire cause commune avec leurs camarades de l'atelier des jouets, et se sont mises en grève, demandant, elles aussi, le renvoi du peu intéressant personnage qui les commande, et déclarant à ce « bon Monsieur Bessonneau », qu'elles ne reprendraient leur travail qu'avec leur camarade renvoyée, pour avoir commis l'impardonnable « crime », d'avoir égayé son dur labeur de quelque gai refrain, ce qui ne troublait nullement le bon ordre de l'atelier.

Cet acte est un bel exemple de solidarité ouvrière, et l'entêtement stupide des grands Manitous-Directeurs de la filature du mail peut entraîner les plus graves conséquences; déjà, les grévistes se sont placés devant la grille d'entrée et l'ont fermée à clef, vendredi dernier, à la rentrée de midi et demi, malgré la police appelée sans motif, ce qui exaspéra les ouvriers, de telle sorte que la rentrée ne put s'effectuer. Samedi dragons et fantassins gardaient les portes on espérait sans doute intimider les malheureux exploités et les forcer ainsi à reprendre le travail, le résultat fut tout autre; et à midi, Bessonneau lui-même, jugeait prudent de fermer ses ateliers pendant la durée du conflit. Depuis la grève, qui éclata l'année dernière vers la même époque, les ouvriers ont compris que l'union était nécessaire pour combattre l'arbitraire patronal, et aujourd'hui en face du bon plaisir de l'exploiteur, se dresse le syndicat textile, lequel est en butte aux attaques sournoises et incessantes des capitalistes bien pensants qui dirigent l'usine du mail. Tous les moyens ont été employés et la délation est monnaie courante dans cette *usine modèle*, où les protégés du syndicat jaune sont pourvus de sinécures. Jamais peut-être l'alliance du coffre-fort, du sabre et goupillon n'a été plus flagrante. N'a-t-on pas vu, lors de la dernière grève, le lieutenant de Waru, du 25e dragons, frère de l'un des principaux directeurs de l'usine Bessonneau, charger avec la dernière brutalité les ouvriers en grève. N'a-t-on pas vu, toujours à cette même grève, un directeur même poursuivi de la haine jésuitique de ses collègues parce qu'il était franc-maçon, et exaspéré à un tel point par le fils Bessonneau, jeune dispensé du service militaire comme ouvrier d'art??? souffleter ce fils à papa, montrant ainsi aux ouvriers ce qu'ils avaient à faire.

Malgré les intimidations, les ouvriers sont résolus à lutter jusqu'à ce qu'ils aient obtenu gain de cause; espérons que cette fois ils sauront faire leurs affaires eux-mêmes et qu'ils n'auront point recours à ceux qui ne savent que les flatter et... les tromper.

E. GUICHARD.

République Argentine.

Le gouvernement argentin continue ses efforts pour encourager l'immigration; les compagnies de navigation, françaises, allemandes, espagnoles ou anglaises y trouvent leur compte, et nombreux s'en vont les misérables, avec femme et enfants, croyant trouver là-bas, sinon des monceaux d'or, du moins la vie large et facile. A ce sujet, un camarade nous écrivait il y a quelque temps de Buenos-Ayres :

« Nous espérons que toute la presse libre d'Europe voudra s'opposer à ce mouvement d'émigration et dira aux quatre vents que la misère, ici, est effrayante, la vie très chère; sans compter que la liberté de chacun est aux mains du premier policier venu. Depuis qu'a été promulguée la loi inique d'expulsion, il ne se passe pas une semaine sans qu'on ait à commenter un acte d'arbitraire policier et judiciaire. On arrête le passant dans la rue, on l'enferme, on le traîne à l'anthropométrie, pour le seul fait de travailler dans les bureaux d'un journal libertaire ou de faire de la propagande syndicaliste.

Pour ce qui est des facilités de l'existence, la presse bourgeoise elle-même nous fait connaître des faits qui en disent long. Nous apprenons, par exemple, qu'une colonie rurale, établie il y a quatre ou cinq ans, a disparu, ruinée par les charges fiscales, impôts, etc.; que dans telle ou telle province, il y des familles qui se nourissent de racines sauvages, des instituteurs qui meurent de faim (1) ou qui se suicident, et des gardiens de la paix qui demandent la charité.

Dans les fabriques de sucre et dans beaucoup d'autres établissements industriels, les ouvriers se trouvent dans des conditions très inférieures à celles du temps de l'esclavage.

Ils gagnent un salaire dérisoire, qu'on leur paie en bons, valables dans les maisons de commerce dirigées par les exploiteurs eux-mêmes, et où ces derniers, en écoulant des marchandises gâtées ou de mauvaise qualité, font un bénéfice de 200 0/0.

Un ami m'écrivait récemment de la province de Tucuman : « Les ouvriers sont traités pis que les ânes. Ils travaillent de l'aube à la nuit tombée, — d'étoiles à étoiles — gagnent des salaires insignifiants, et sont plus mal nourris que les chiens de leurs maîtres. J'ai assisté à leurs repas : le matin un peu de légumes et du pain desséché; aux autres repas, un plat de maïs, assaisonné je ne sais comment, avec de la farine et un bout de viande noire et dure ».

(1) Comme dans la République française. (N. D. L. R.)

Ici, à Buenos-Aires, la situation n'est pas meilleure que dans l'intérieur. Les journaux publient chaque jour de longues listes de demandes d'emploi; les agences de placement regorgent d'hommes; elles semblent un sanctuaire où afflue en pèlerinage l'imbécillité humaine.

Pour ce qui est de la cherté des vivres, je vais vous citer quelques faits.

L'ouvrier gagne en moyenne de 45 à 78 pesos par mois; avec ça c'est à peine s'il peut vivre. Le logeur, pour une seule pièce, dans un immeuble infect, lui prend au minimum 15 pesos; la livre de pain vaut de 18 à 28 centavos; la livre de macaroni, de 22 à 30 centavos; le sucre, de 28 à 45 centavos, le pétrole, 25 centavos; la viande — il est vrai que la viande n'est pas indispensable, est devenue un article de luxe. Pourquoi continuer cette énumération? Et pensez qu'il faut encore le vêtement, etc.

Ce pays de 5 millions d'habitants doit payer aux financiers, pour intérêts de la dette extérieure, — contractée pour l'achat d'armes et de vaisseaux de guerre, la bagatelle de 17.746.469 argentinos 66; plus pour amortissement, 4.145.895 argentinos 73. Ajoutez à cela les dépenses ordinaires des budgets, et vous comprendrez quelle charge pèse sur le peuple qui travaille et produit.

Voilà pourquoi le gouvernement argentin attire par tous les moyens des travailleurs de tous pays pour mettre en valeur la *campina*.

Outre les résultats généraux de la «loi d'expulsion » l'habitant des campagnes subit la tyrannie spéciale du commissaire, du juge de paix, petit potentat auquel le malheureux paysan doit obéir aveuglément, à qui il doit fournir gracieusement un bon cheval ou une vache laitière — et surtout duquel il doit cacher sa femme, si elle est belle.

A la ville, la liberté n'est pas plus grande. On va jusqu'à rechercher si vous êtes ou non marié religieusement : je ne charge pas.

* *

Malgré les persécutions dont les militants ouvriers sont l'objet, la propagande est très active et jamais il n'y a eu un mouvement aussi fort. A l'intérieur, comme à Buenos-Aires, de nombreux groupes se forment pour la lutte économique : la propagande silencieuse des syndicats produit les meilleurs résultats. »

ANTONIO S. FRÉAN

A ces informations de notre correspondant, ajoutons que, depuis le mois de septembre, notre camarade Alberto Ghiraldo, l'ancien directeur de *El Sol*, le directeur de la revue heldomadaire *Martin Fierro*, a repris à Buenos-Aires le quotidien *La Protesta* et mène une vigoureuse campagne contre l'oligarchie bourgeoise qui opprime l'Argentine.

L'abondance de copie nous force à renvoyer la suite des articles de notre collaborateur Pierrot.



L'Hygiène du Nourrisson (1)

(Suite)

Au sujet des garderies d'enfants que j'ai indiquées comme un moyen d'épargner le temps et les forces des ouvrières, mères de famille, je tiens à bien stipuler que, seules peuvent donner de bons résultats, celles qui sont installées par une entente des mères entre elles ou par les soins d'un syndicat

(1) Voir les numéros antérieurs.

ouvrier. Je veux au contraire mettre les ouvrières en garde contre les garderies installées par les patrons philanthropes dans leurs ateliers et à leurs frais.

Tout y semble cependant combiné pour assurer le bien-être des enfants sans qu'il en coûte rien aux mères. Certaines organisations de ce genre sont parfaites au point de vue de l'aération, de la propreté et de toutes les conditions d'hygiène. Les personnes qui sont chargées de la direction et de la surveillance, remplissent parfois admirablement leurs fonctions.

Mais peut-on raisonnablement penser qu'un patron, si pénétré qu'il soit d'idées charitables, n'aura pas toujours présents à l'esprit les sacrifices pécuniaires qu'il s'impose pour améliorer le sort de ses ouvrières ?

Dans la lutte perpétuelle d'intérêts qui existe fatalement entre employeurs et employés, est-il possible qu'à l'occasion du moindre conflit, le premier ne fasse pas valoir la charité qu'il fait aux seconds, et que ce ne soit pas un argument pour se refuser à une augmentation de salaire ou à une diminution d'heures de travail ?

En admettant que certains industriels ne s'analysent pas assez sincèrement pour songer à ces avantages, lorsqu'ils créent à leurs frais une garderie dans leurs usines, ils ne peuvent manquer d'y penser au moment des dissentiments avec leurs ouvriers.

Il est donc nécessaire que ceux-ci ne donnent pas à leur « maître » cette arme contre eux ; sans quoi ils se trouveraient fatalement amenés à hésiter entre les devoirs que leur crée la reconnaissance d'un bienfait et ceux qui découlent du besoin de vivre.

Pour être forts, les salariés doivent, avant tout, rester libres, et ne pas se lier les mains si peu que ce soit et sous quelque prétexte que ce soit.

Il me reste, en terminant cette étude, à répondre à un médecin de pouponnière qui m'a vivement reproché d'avoir médit, sans preuves, de l'établissement qu'il dirige.

J'avais dit que je connaissais personnellement des cas d'enfants mal soignés dans cet établissement. Les voici :

Une mère de famille m'a dit avoir placé sa petite fille absolument bien portante et l'en avoir retirée quelques mois plus tard dans un état tel, qu'il a fallu plusieurs mois de soins médicaux pour la rétablir. Ces faits m'ont été confirmés par le médecin de cette dame.

Un de mes confrères m'a montré un enfant dont la nutrition était très en retard, et m'a dit qu'à sa naissance cet enfant était très bien et qu'il n'avait souffert que de son séjour à la susdite pouponnière.

Je n'ignore pas que sur deux seuls faits, on ne peut juger la valeur d'un établissement. Mais quand il s'y ajoute ces faits de notoriété publique que l'établissement en question a engouffré d'énormes capitaux, exigé de grosses mensualités par les nourrissons, et malgré cela est obligé de faire appel à la charité publique sous forme de réclames dans tous les journaux, même dans la socialiste *Petite République*, et sans compter le patronage des plus hautes personnalités scientifiques officielles et des plus grandes dames charitables, et qu'en fin de compte cet établissement arrive difficilement à se tirer d'affaire, on peut légitimement soupçonner que beaucoup de parents qui y ont mis leurs enfants ne sont pas tentés de le recommander.

D'ailleurs le débat est plus haut : ce que j'ai critiqué, c'est l'institution des pouponnières en général et n'ai cité celle de Versailles que comme un exemple particulier. En admettant qu'elle soit la meilleure de toutes celles existantes, je ne saurais encore y voir qu'un moyen pour certaines individualités, d'améliorer leur situation personnelle, sans que les parents y trouvent les garanties voulues pour la santé de leurs enfants.

Dr E. D.



Dans la « Bibliothèque pacifiste internationale » où les pacifistes les plus notoires exposent leurs petites idées sur la façon dont ils comprennent le désarmement, et qu'édite la maison Giard et Brière (1), je viens de lire : *Français et Anglais devant l'anarchie européenne*, de M. Jean Finot (2) ; *La Guerre* (3), par E. Fontanès, réfutation de la guerre au point de vue chrétien, et enfin *De l'ensemble des moyens de la solution pacifiste* (4), de M. R. de la Grosserie, qui envisage la question à un point de vue un peu plus large que ses collègues, mais cependant sans sortir des moyens bourgeois.

En lisant ces brochures, on voit combien ces soi-disant pacifistes tiennent à la société bourgeoise, menant campagne contre la guerre, pour satisfaire leur sentimentalité pleurarde, mais n'osant envisager la seule solution efficace : l'abolition des armées, ce qui explique que voilà près d'un demi-siècle qu'ils organisent des ligues, des congrès, mais n'ont encore abouti qu'à créer un musée de la guerre, et à se décerner des prix : aucune guerre, aucune tuerie ne les ayant trouvés résolument en travers de ses sanglants exploits.

La paix, pour eux, n'est qu'un petit exercice agréable, après avoir bien dîné, quoiqu'ils aient bien soin de nous traiter d'hurluberlus, et d'affirmer qu'eux seuls possèdent les moyens de détruire la guerre.

Quand, et où les a-t-on vus essayer de combattre la guerre, autrement que par de vaines jérémiades ?

***

Lundi. — Je suis un génie méconnu. Il faut que l'humanité soit composée de bien grosses andouilles pour me laisser pourrir dans la misère, alors qu'on s'arrache les purulences de ce sagouin de lettres, nommé Zola.

Mardi. — Pas un sou ! Nous crevons de faim ! Je me suis disputé avec ma bonne qui prenait des airs ! Anatole France est un cochon de lettres. Je me suis levé cette nuit pour demander à mon doux Jésus de me donner la force d'aimer mes semblables. Il y a des salauds qui admirent Huysmans. Comme si je n'étais pas meilleur catholique que lui !

Mercredi. — J'ai payé 600 francs au boucher ! Nous continuons à crever de faim. Et dire que j'ai du génie ! A l'heure actuelle, en France, il n'y a pas d'autre véritable écrivain que moi. Et personne ne me viendra en aide !

Jeudi. — J'ai eu un moment de joie ! Le facteur est venu, demandant ma signature. J'ai cru à la venue de la forte somme. Déception cruelle, ce n'était qu'un muffle qui m'écrivait pour me dire combien il trouvait beau mon dernier livre. Je lui ai répondu : « Monsieur, vous me trouvez du génie ? Eh bien, je crève de faim ! » Nous verrons bien. — Ma nouvelle bonne est un sale chameau !

Vendredi. — Si l'immangeable pourceau qui, il y a six mois, m'a envoyé mille francs, pouvait se laisser attendrir et m'envoyer la somme que je lui réclame. Mais à quoi bon y compter ; celui-là fera encore comme les autres. Ils se soucient bien de laisser crever, en son coin, l'homme de talent que je suis.

Samedi. — Nous allons faire un tour au Japon. On crève de faim, ici. Et dire que si aucun de ceux auxquels j'ai écrit ne se laisse toucher, nous crèverons de faim. Et pourtant des hommes de mon talent, il n'y en a pas deux en un siècle. Je viens de renvoyer ma bonne qui se permettait des licences avec moi. Ah ! si Jésus ne me donnait pas la force d'aimer mon prochain comme moi-même.

Dimanche. — Impossible de tirer un sou de tous les saligauds que j'ai fait taper. J'aurais cru que X..., qui m'a envoyé plusieurs fois, se serait laisser attendrir par ma dernière lettre. Aussi muffle que les autres. Que l'humanité est ingrate ! Et pourtant, quelle force je pourrais être, si on voulait m'utiliser ! J'ai payé 400 francs à l'épicier. Nous ne savons pas comment nous ferons pour trouver à souper ce soir.

Lundi ? — Si cet-te his-toi-re vous amuse (*bis*).

Nous la re...re...re...commencerons (*bis*).

Cela s'intitule : *Mon journal* (1) et est signé Léon Bloy.

Et, en effet, il y a des littérateurs et des non moins cotés qui ont sacré M. Léon Bloy un génie. Pourquoi ne le croirait-il pas, cet homme ?

Si ce n'était pas de l'ironie, je n'y vois qu'une raison : c'est, outre la satisfaction de voir éreinter les confrères, le secret désir de se mettre à l'abri des coups de gueule du monsieur.

Si une marchande — non pas même des Halles, mais du premier marché venu, voulait se donner la peine de raconter en un livre ses disputes avec ses clients, je suis sûr qu'elle l'emporterait en richesse de vocabulaire sur Léon Bloy.

***

Actualités scientifiques (2), de M. Max Nansouty, est un recueil de chroniques scientifiques. Ce n'est pas très transcendant ; mais, pour ceux qui ne peuvent pas lire les revues spéciales, cela les tient au courant de ce qu'il s'est fait de nouveau, en l'année, dans les différentes branches de la science.

***

Pages libres ont terminé la publication de leur *Histoire de l'Eglise* en 7 volumes (3), chacun par un auteur différent, qui s'est fait l'historien d'une période.

Le septième volume, par Guieysse est consacré à la lutte qui se mène depuis la révolution jusqu'à nos jours entre l'Eglise, l'Etat et le Prolétariat.

Cette partie est traitée avec l'esprit positif et concis que nous connaissons à son auteur.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Les bienfaits de la civilisation, — *Chanson des Prolos*, (chansons), par Jean Social, 0 fr. 10 chaque, chez Mas, 47, rue des Jacobins, Beauvais.

Le droit du père, drame en 4 actes, par H. Fischer, *Industrie intellectuelle*, par Fischer, 0 fr. 15.

A lire :

Les anarchistes et le sentiment moral, par Malatesta, *Réveil*, 5 nov.

La mentalité militaire, par Nicolet, *L'Impartial*, 22 oct.

Expérience malencontreuse, par A. Elbert, *Le Petit Marseillais*, 9 nov.

Les Méthodes, par P. Poisson, *Le Petit Provençal*, 4 nov.



Des socialistes sincères — il s'en trouve — s'aperçoivent que de chute en chute, de compromission en compromission, il ne reste à peu près plus rien de la doctrine socialiste. C'est ce que H. Lagardelle constate dans un excellent article du *Mouvement socialiste* (4), revue qu'il dirige et qui, sous son impulsion, va essayer de remonter le courant dans lequel s'enlizent *les* partis « socialistes ».

C'est avec de trop justes raisons que Lagardelle écrit : « La paix sociale, c'est-à-dire la solution à l'amiable des conflits d'intérêts entre les classes, est devenue la règle. Les réformes sont apparues comme un terrain d'entente naturelle entre tous

(1) 16, rue Soufflot.
(2) Une brochure, 1 fr.
(3) Une brochure, 0 fr. 50.
(4) Une brochure, 1 fr.

(1) Un vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 26, rue de Condé.
(2) Un vol., 3 fr. 50, chez Schleicher.
(3) 8, rue de la Sorbonne.
(4) Revue bimensuelle chez Ed. Cornély, éditeur, 101, rue de Vaugirard ; le numéro, 0 fr. 60.

les hommes de bonne volonté, désireux de remédier aux « maux » de la grande industrie. La légalité a eu des partisans fanatiques parmi les révisionnistes, nouveaux défenseurs de l'ordre et du gouvernement. Le socialisme n'a plus été l'organisation de la révolte ouvrière, mais le prolongement de la démocratie. »

« Pratiquement, il en est résulté un abaissement moral et un crétinisme parlementaire dont aucun parti d'opposition n'avait jusqu'ici donné l'exemple. »

Et plus loin : « Cette chute dans la démagogie était fatale. Le parlementarisme est par excellence le terrain de décomposition de la société bourgeoise. C'est le vieux monde avec ses intrigues, ses corruptions, ses impuissances, ses avilissements. Aucune notion nouvelle n'y germe, mais tout tend à s'y corrompre. »

On me pardonnera cette citation un peu longue, mais cela est si conforme à ce que nous n'avons cessé de répéter dans ce journal que ce nous est presque une joie de trouver, enfin, un socialiste sincère qui, avec vigueur, vienne le constater à son tour.

H. Lagardelle, dans le premier numéro de cette nouvelle série du *Mouvement socialiste*, annonce que lui et ses collaborateurs vont tenter de rénover le socialisme.

C'est une tâche ingrate qu'entreprennent là nos presque camarades, mais, pour ma part, je leur souhaite de tout cœur de réussir.

Dans ce même numéro, à lire un excellent compte rendu du Congrès de Bourges, par Pouget, suivi d'une enquête sur le dit Congrès. Enfin un article sur : *La grève générale en Italie*, n'est pas sans intérêt et est à lire.

Je dois aussi signaler les deux forts numéros précédents du *Mouvement socialiste*, entièrement consacrés à une enquête sur : *La Grève générale*, où, à côté de réponses excellentes en tous points, des social-démocrates de marque font montre, en même temps que d'une complète ignorance de la question, d'une assez belle mauvaise foi, en déclarant possible une grève générale politique et impuissante une grève générale économique.

Par contre, une très belle conférence du Dr Frienberg, un social-démocrate allemand qui recommande, entre autres choses, à ses amis politiques de lire les ouvrages des anarchistes, est à lire en entier.

⁂

Par contre, *La Vie socialiste*, dont le premier numéro vient de paraître, apportera son aide au socialisme gouvernemental. Pour s'en convaincre, il suffit de dire que son rédacteur en chef est M. F. de Pressensé.

Dans l'article-programme, les rédacteurs annoncent qu'ils vont s'efforcer de réaliser « l'unité socialiste ». On sait depuis longtemps ce qu'en vaut l'aune. L'union n'est possible qu'entre gens qui ont une conception identique, et il est absolument certain que le socialisme révolutionnaire des rédacteurs du *Mouvement socialiste*, par exemple, n'a presque rien de commun avec le socialisme gouvernemental que la *Vie socialiste* s'apprête à défendre.

L'article de Jean Longuet sur le Congrès d'Amsterdam ne parvient pas à donner le change. Qu'on le veuille ou non, il faut nettement se prononcer; être révolutionnaire c'est n'avoir rien de commun avec l'Etat bourgeois, et les rédacteurs de la *Vie socialiste* sont tous, comme leur rédacteur en chef, des néo-socialistes.

P. Delesalle.



Prière aux groupes de faire leurs convocations et communications aussi courtes que possible, s'ils veulent les voir insérer, vu le peu de place dont nous disposons.

→ **Jeunesse Libertaire du Ve**, 76, rue Mouffetard. — Jeudi 24 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade : Herbert Spencer, *L'Individu contre l'Etat*.

→ **Causeries populaires du XIe**, cité d'Angoulême. — Mercredi 23 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par Mme Lydie Martial sur : La Vie rationnelle :

→ **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 21 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par Libertad. — Vendredi 25 novembre, à 8 h. 1/2, cours d'espagnol.

→ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy. — Vendredi 18. Alb. Laisant : *Mes soliloques*. — Mercredi 23. Al. Nast : Le Familistère de Guise, avec projections. — Jeudi 24. Dr Poirier : L'Origine de la vie et la chaleur animale. — Vendredi 25. Oudinot : Le Problème des contradictions religieuses, d'après Volney.

→ **Coopération des Idées**, 157, rue du Faubourg Saint-Antoine. — Vendredi 18. *La Société future*, de M. de Molinari. I. Compte rendu par Paul Ghio. — Samedi 19. Han Ryner : Alfred de Vigny. — Dimanche 20. Représentation organisée par Suzanne Després : *Phèdre*, tragédie en 5 actes, de Racine. — Lundi 21. E. Séménoff : La Pensée russe. — Dans la première salle : Conférences organisées par l'Ecole d'Anthropologie. III. Thomas : Evolution des êtres dans le temps et l'espace. — Mardi 22. F. Fargenel : La transformation actuelle de la Chine. — Mercredi 23. Georges Bourdon : Chez Tolstoï. — Jeudi 24. *Maternité*, pièce en 4 actes, de Brieux, représentation organisée par l'auteur. — Vendredi 25. Conférence organisée par le Syndicat des Ebénistes de la Seine : H. Jacques : Un projet d'habitations ouvrières. — Dans la première salle : Groupe d'études : II. *La Société future*, d'après le livre de M. de Molinari.

→ **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (18e arrond.). — Tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2, répartition des denrées (dimanche excepté).

→ **Le Milieu Libre**, au local de la Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (18e arrond.). — Samedi 19 novembre, à 8 h. 1/2 du soir : De quelques colonies communistes : Cosmé (Paraguay), etc. — Jeudi 24, causerie par un camarade.

→ Aubervilliers. — Samedi, à 8 h., salle Lafond, réunion publique sur *Patrie et Conquête*, par Langlois, Jouhaux, etc.

→ Lyon. — **Jeunesse Libertaire.** — Les camarades s'intéressant à la propagande par le journal à domicile sont invités à la réunion du groupe, samedi 19 novembre, à 8 heures, 13, rue Passet.

→ Toulouse. — **Groupe d'Action syndicale.** — Tous les jeudis, à 9 heures du soir, réunion du groupe. Causerie par un camarade.

Correspondances et Communications.

Limoges, 13 novembre 1904.

Camarade rédacteur,

En réponse à l'audacieuse lettre du citoyen Chauly, je fournis les explications suivantes :

Le citoyen Albert Chauly dit ne pas être le promoteur de la liste de souscription qui avait pour but d'offrir un souvenir au commandant de la 10e compagnie du 89e territorial, à laquelle il appartenait, et que l'initiative est due à des soldats de la 1re section, tandis que lui était sergent à la 2e section.

Monsieur Chauly pourrait-il me dire, si ce sont aussi des soldats de la 1re section qui ont donné la permission de la journée aux soldats de la 2e section, pour les déterminer à faire une inscription en faveur du cadeau en question ; et si ce sont encore des soldats de la 1re section qui ont commandé au caporal chargé de faire passer cette souscription à la 4e, de répondre à un territorial sur une demande de ce dernier. « C'est le sergent Chauly qui s'occupe de cela, c'est lui que ça regarde. » Et à moi personnellement M. Chauly m'a dit : « L'on peut bien lui faire un petit cadeau, c'est un bon vieux. » Il dit que je n'ai pas le courage de signer ma lettre. Je n'étais pas un anonyme pour lui, car il savait très bien que c'était moi le signataire. Si toutefois c'est être courageux que de renier ses actes comme le fait M. Chauly, j'avoue que c'est un courage que je ne possède pas.

Je me tiens donc à sa disposition pour lui fournir les preuves de mes dires.

Recevez, camarade, mon salut libertaire.

Michel Nouhaud.

P. S. — C'est par esprit rageur que Chauly et son collègue Gaillard médisent dans leur journal, *Le Socialiste du Centre*, sur tous les camarades anarchistes de Limoges; je tiens à faire remarquer à ces Messieurs que je ne fais partie d'aucun groupe et que j'ai agi personnellement.

M. N.

→ **L'Action Théâtrale**, groupe artistique de la rive gauche, se tient à la disposition des groupes U. P., syndicats et coopératives pour l'organisation de leurs fêtes.

Répétitions tous les mercredis à 8 h. 1/2, salle de l'U. P., 46, rue Mouffetard.



U. P., rue de Trétaigne. — Convocation arrivée trop tard. Mardi au plus tard.

L. B. I. — L'ouvrage est magnifique comme illustration, mais faible comme valeur scientifique.

Barcelone. — Reçu timbres. Faites comme cela vous sera plus facile.

L. G., à Brest. — Il se peut qu'il y ait eu erreur. Alors nous ferons finir celui-ci fin octobre 1905.

E. R., rue J-R. — *Libre Examen*, passage des Saints-Simoniens.

S., à Bourg-Argental. — Entendu.

A. G., à Mahon. — Je n'ai absolument aucune donnée là-dessus.

J. D., à Grigny. — J'espère que le livre pour enfants sera prêt vers le 15 décembre.

L. S., à Lyon. — Le prix du colis.

P. B., à Monnai et J. O. B. à Démuin. — Vos numéros ont été expédiés en retard. La bande était à la réimpression.

H. B., à Mouraux. — Décidément, le mieux est de ne rien dire là-dessus.

Pensiero. — Tout reçu. Merci. Paquet expédié.

M. F., à Barcelone. — Nous ne pouvons rien dans cette discussion qui, en effet, est plutôt malheureuse.

A. F. — Etes-vous sûr de ce que vous avancez. Les conditions que vous indiquez seraient trop maladroites.

M., à la Flotte. — Je fais passer votre lettre.

Enjolras. — Un de nos amis a connu un pastelliste de ce nom. Il demande si c'est vous?

Propagandiste isolé. — 3 fr. tout compris. Je ne connais pas.

P. T., à Marseille. — Envoyez-nous le montant.

C. M., à Flémalle. — J'aurais oublié de porter l'abon. de M. sur sa fiche. Je répare l'erreur.

Reçu pour le journal: G. par A., 4 fr. — A., 50 fr. — R., Orléans, 3 fr. 50. — J. B. T., à Mc Donald, 1 fr. 05. — D. C., à Lynnewood, 1 fr. — L., à Bruxelles, 6 fr. 50. — S., à Surgères, 0 fr. 40. — L. J., à Rennes, 1 fr. — Gosselin, Rochefort, 2 fr. — L., à Aubervilliers, 0 fr. 50. — S., à Bourg-Argental, 0 fr. 50. — D., à Limoges. — Merci à tous.

H. G., à Montevideo. — M., à Oakland. — H., à Châlons. — R. P., à Besançon. — H. J., à Hirson. — J. L., à Lyon. — J. B., à Mérignie. — A. A., à Sainte-Magnance. — F. C., à Saint-Brieuc. — A. L., à Cécil. — H. M., à Brest. — O. à Venzolasca. — F. B. à Sherodsville. — S., à Rotterdam. — T. F., à Galeata. — C., à Lunel. — Groupe d'études, Saint-Affrique. — E. D., à Nantua. — G. D., à Bordeaux. — R., à Coutances. — B., rue des M. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET, RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 30 — PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 — Du 26 Nov. au 2 Déc. 1904



POUR LA FRANCE

Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



A NOS LECTEURS

Cette semaine encore, nous sommes forcés de supprimer le supplément.

La Déviation Néo-Malthusienne

Quand Dieu et sa gendarmerie céleste, quand les rois, les gouvernements et leurs gendarmes en chair et en os paraissent insuffisants, la bourgeoisie capitaliste fait donner sa science officielle.

Depuis que Lassalle, Tchernichevsky, Karl Marx et tant d'autres penseurs socialistes d'égal mérite, ont victorieusement réfuté la théorie de la *misère fatale* des économistes illustres, la bourgeoisie s'est contentée de s'enmillionner en silence.

Aujourd'hui que les trusts américains, ces agglomérations de multimillionnaires, confirment d'une façon particulièrement cruelle pour la foule des déshérités la concentration des richesses, la classe capitaliste se croit tenue de rejustifier scientifiquement le présent état social.

Nous avons d'abord eu, dans la personne des Bernstein, Turati et autres transfuges du socialisme, une bande de faméliques qui nous a ressassé les arguments depuis longtemps démodés des Bastiat et des Schultze-Delitsch.

Voici maintenant venir des moralistes d'un nouveau genre, les « régénérateurs », contrefaçon renouvelée de Malthus.

C'est surtout la philosophie et la portée sociale de la doctrine néo-malthusienne qui nous intéresse.

Pour ce qui est des remèdes que ses adeptes préconisent, un mot suffit pour les caractériser : *Ils n'existent pas*, car ceux que les régénérateurs proposent manquent essentiellement d'efficacité et il n'est en outre pas prouvé que leur emploi n'est pas nuisible à la santé. En tous cas — et il est peut-être utile de le dire — l'onanisme n'est pas un idéal social.

Mais, admettons que le préservatif, qui a été en usage avant la venue du prophète Malthus et qui n'a par conséquent rien de particulièrement néo-malthusien, soit réellement efficace et inoffensif. S'ensuivrait-il qu'il serait susceptible de devenir d'usage général? C'est au moins douteux.

Il est certain, par exemple, qu'il y a possibilité *théorique* de supprimer la syphilis, si tous les hommes et toutes les femmes contaminés par la vérole voulaient, pendant le temps qu'ils sont contagieux, s'abstenir de faire l'amour ou au moins avoir recours aux moyens qu'il est inutile de désigner.

Mais *pratiquement* il y a aux conseils de ce genre un cheveu : c'est que, dans son ensemble, l'humanité ne les suivrait pas.

Il en sera de même et à plus forte raison des remèdes néo-malthusiens, car leur efficacité est loin d'être démontrée.

Quant à la portée sociale de la doctrine qui nous occupe, nous nous en déclarons les ennemis irréductibles, car elle est la négation absolue du Socialisme et de la Révolution.

∴

Dans le n° 42 de *Régénération*, l'organe de la *Ligue de la Régénération humaine*, M. Gabriel Giroud, l'auteur de *Population et Subsistances*, enchérissant sur la *Bible* et son péché originel de l'homme, proclame la déchéance de notre planète et conclut, tout athée qu'il se dit, à la malfaisante parole du fameux Nazaréen : *il y aura toujours des pauvres parmi vous.*

« On parle en vain de justice et d'idéal à des « gens qui n'ont pas assez ou qui craignent de « ne pas avoir le nécessaire, dit l'auteur de « l'article que nous incriminons. C'est, conti- « nue-t-il, *la nature qui est coupable. Les efforts* « des hommes *pour faire produire au sol la* « *nourriture pour tous ceux qui naissent* ONT « ÉTÉ VAINS, SONT VAINS ET SERONT VAINS, si « la population ne se limite pas, par leur vo- « lonté, à l'aide des moyens préventifs dont « les néo-malthusiens cherchent à répandre « l'usage. »

Cette limitation de la population de notre globe doit être, d'après *Régénération*, au bas mot, de 500.000.000, je dis cinq cents millions d'hommes, qui, selon elle, sont de trop sur terre.

Comment les anéantir?!

Malthus, le puritain, avait exclu les pauvres « du banquet de la vie » et Moltke a fait de son mieux pour mettre en pratique les principes de cet oracle de la bourgeoisie anglaise.

S'il y avait réellement, comme le prétendent les « régénérateurs », plus d'habitants sur la Terre qu'elle ne peut nourrir, non seulement la guerre serait un bienfait, mais l'humanité du moyen âge, qui était moins dense qu'aujourd'hui, aurait dû, au lieu d'être rongée par la famine et de lèpres de toutes sortes, vivre dans un état de bien-être idyllique en comparaison de celle de nos jours.

En outre, à condition de rendement égal du sol, bien entendu, les pays à population dense auraient dû être aussi les plus malheureux ; les moins peuplés, par contre, ceux dont les habitants sont les plus aisés.

Il n'en est pas ainsi.

La Russie d'Europe n'a que 19,6 habitants par kilomètre carré, la France 72 et l'Allemagne 104, et ce n'est pas en Russie, que nous sachions, que règne l'abondance.

Avec 231 habitants par kilomètre carré il y a en Belgique plus d'aisance que dans la fertile Ukraine, où il n'y a que de 30 à 60 personnes sur un espace d'égale grandeur.

Le malthusianisme classique — celui du vieux drille économiste et évangéliste né en 1766 et mort en 1834 — prétendait que la population tend à s'accroître suivant les termes d'une progression géométrique: 1. 2. 4. 8. 16. 32. 64. 128, tandis que les subsistances ne

peuvent s'accroître que suivant les termes d'une progression arithmétique : 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8.

S'il en était ainsi et même en ne faisant remonter l'origine de l'espèce humaine qu'à l'époque de Charlemagne, il y a longtemps que les hommes, s'étant tous entre-dévorés, auraient cessé d'exister.

Cela a paru si évident aux néo-malthusiens eux-mêmes qu'ils se bornent maintenant à « démontrer » (voir n° 42 de *Régénération*) « que si la production tend péniblement à augmenter, la population suit avec la plus grande facilité » et qu'en définitive « *le rapport entre population d'une part et subsistance de l'autre varie très peu* ».

Cette concession de la part des régénérateurs est une véritable hérésie que nous enregistrons avec plaisir.

Mais la plupart des adeptes de cette doctrine aggravent aussitôt leur cas en prétendant que la population de notre planète double tous les cinquante, quelques-uns disent tous les trente ans. Même en admettant que le nombre des êtres humains ne double que par siècle, nous arriverions au résultat burlesque qu'il y a mille neuf cents ans à peine la Terre entière n'était peuplée que par quelques milliers d'individus.

Or nous savons qu'à l'époque de César Auguste, l'Italie seule comptait plus de vingt millions d'habitants.

∴

Sur un pré d'un kilomètre carré deux bœufs seront plus à leur aise que dix, car le bœuf consomme sans produire ou plus exactement sans tirer un bénéfice de sa production, tandis que dix hommes, voire même davantage, seront plus à leur aise sur ce kilomètre carré que deux, car l'homme produit plus qu'il ne consomme.

C'est ce qui différencie l'homme de la plupart des animaux, n'en déplaise aux néo-malthusiens.

Nous n'avons pas l'intention de réfuter ici les statistiques fantaisistes de M. Gabriel Giroud. Un de nos amis, et dont la compétence en ces matières est autrement grande que la nôtre, se chargera prochainement de cette besogne.

Nous nous bornons pour le moment à affirmer sur des statistiques officielles, qu'en Allemagne 67 mille capitalistes détiennent 33/100 de toutes les terres allemandes, qu'en Russie 65/100 du territoire appartiennent à cent mille individus et qu'en France 138.671 propriétaires possèdent 45.6 0/0 du sol national et qu'il ne revient à la petite propriété paysanne, représentée par 4.064.664 cultivateurs que 6.816.453 hectares, c'est-à-dire pas même 1/7 de la surface cultivée de la France.

En Angleterre la situation est encore bien plus criante, car 2.502 personnes possèdent environ la moitié de la superficie cultivée du Royaume-Uni et 116 parmi eux 15 millions d'acres, soit 1/5 de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande réunies.

Plus de la moitié de la richesse des Etats-Unis d'Amérique, qui comptent 80 millions d'habitants, se trouve entre les mains de 45.000 personnes. Sur les treize millions de familles de l'Union, 70 possèdent 13 milliards de francs et 9 individus plus de 5 milliards, c'est-à-dire une somme supérieure à l'indemnité de guerre payée par la France en 1871. Rien que pour l'année 1900, le bénéfice de la *United States Steel Corporation* (trust de l'acier) a été, selon l'extrait d'un rapport du consul général de France à New-York, de 480 millions de francs. Un joli commencement pour des retraites ouvrières !

Ajoutons à ces données qu'il ressort d'après les tableaux de statistique dressés par M. Carol Wright, que les ouvriers ne reçoivent, sous forme de salaire, aux Etats-Unis, que 18 pour 100 de la valeur qu'ils produisent ; en Angleterre, 24 pour 100, en France ; 31 ; en Allemagne, 29 ; en Espagne, 33 ; en Russie, 51, et en Italie, 49 pour 100.

Le fait qu'en période capitaliste le travailleur ne touche *nulle part* 50/0 de la valeur de son produit, que *les salaires n'augmentent qu'en raison inverse par rapport à la production* et qu'il n'y a qu'*un* producteur *direct* sur *quatre* habitants majeurs, nous permet d'affirmer péremptoirement que *dès le lendemain* de l'expropriation capitaliste et de la socialisation du sol et des instruments de production, et cela sans préjudice d'un prochain avenir encore plus favorable, la révolution communiste réduira *immédiatement* à moitié les heures de travail, tout en doublant les ressources du peuple de l'atelier et de la charrue.

∴

Pour nous, communistes-révolutionnaires, les repopulateurs et les néo-malthusiens sont également dans l'erreur et leurs idées sont vides de sens pratique.

C'est la condition économique qui détermine la natalité et tous les moyens empiriques pour faire augmenter ou diminuer le nombre des naissances ne riment à rien et ne changeront rien quant au fond de la situation.

Lorsqu'il sera pour une jeune fille un titre de gloire d'avoir un enfant naturel et lorsque la socialisation de l'éducation enlèvera à la famille les charges qui pèsent si lourdement sur elle de nos jours, le problème de la natalité sera très près d'être résolu.

Ajoutons encore, pour compléter notre pensée, *que l'aisance est moins prolifique que la misère, la liberté amoureuse que la monogamie stricte.*

Seule la Révolution, une révolution profonde, économique et sociale, rétablira l'équilibre entre la production et la natalité en asssurant à toutes et à tous, avec la liberté, l'abondance dans l'égalité.

FRÉDÉRIC STACKELBERG.



LES DÉSERTEURS RUSSES. — *On lit dans la* Gazette de Silésie :

« Le passage de déserteurs russes à Myslowitz est devenu un fait quotidien : il commence même à devenir importun pour la population, beaucoup de ces déserteurs étant dépourvus de moyens d'existence et sollicitant la charité publique.

« Le nombre des déserteurs qui passent en Galicie est bien plus considérable, car il existe là une organisation qui s'est fondée précisément pour encourager la désertion des soldats polonais russes et pour leur procurer des moyens d'existence. A Lemberg, on a même loué une maison à leur intention, pour leur fournir le logement. Beaucoup de ces déserteurs trouvent de l'occupation dans le district minier d'Ostrau, en Moravie. »

Le correspondant à Kattowitz de la Gazette de Francfort, *dit qu'on évalue à un millier le nombre des déserteurs russes qui ont déjà réussi à franchir la frontière.*

Jusque dans l'empire des tzars, l'antimilitarisme fait des progrès. C'est bon signe.

∴

OFFENSE AU PAVILLON. — *L'*Indépendant des Pyrénées-Orientales *publie une lettre relatant un fait qui montre jusqu'où va l'indiscipline dans la flotte. Le fait s'est passé à bord du* Kléber, *en rade de Tanger :*

« Vous savez, dit cette lettre, qu'à huit heures du matin et au coucher du soleil, lorsqu'on hisse et rentre le pavillon national, les deux factionnaires de coupée tirent un coup de fusil ; le clairon sonne et les personnes qui sont sur le pont se découvrent en faisant face au pavillon. Un beau jour, à bord du Kléber, *au moment du salut au pavillon, les marins tournèrent le dos en chantant l'*Internationale.

« Voilà ce qui s'est passé sur un navire de guerre français en pays étranger. »

L'antimilitarisme, comme l'on voit, fait des progrès partout.

∴

CIVILISATION. — *Ecoutez : La mission Dolisie, en panne à Lirauga, demandait des renforts à Brazzaville. L'administrateur envoie le vapeur* Faidherbe, *avec ordre au mécanicien d'aller vite, de ne pas s'arrêter, de brûler les escales, etc... Trois semaines après, le bateau revient :*

— Ça y est... fait le mécanicien à l'administrateur. Nous n'avons pas perdu de temps... Et nous les avons brûlés, *— les villages... — Il n'y a plus une case !*

JEAN AJALBERT.

(L'Humanité, *29 avril 1904.*)

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

J'ai dit, dans l'article précédent, qu'au point de vue médical (spécialement en vue de la tuberculose) il est nécessaire d'éviter la fatigue, toute fatigue entraînant une diminution de résistance à la maladie. Pour l'organisme humain, le repos est un besoin d'autant plus urgent que le travail est plus dur, plus intensif. J'ai dit que l'hygiène, c'est-à-dire la santé, réclame la diminution de la journée de travail, dans une proportion d'autant plus grande que le travail est plus fatigant, et qu'elle exige, en outre, le repos hebdomadaire ou bihebdomadaire, ainsi que des vacances annuelles, sans compter tout repos accidentel nécessité par les circonstances.

Du besoin primordial de repos découlent des conséquences importantes. Si ce besoin était satisfait, l'ouvrier ne serait pas obligé de prendre une nourriture surabondante. L'insuffisance de l'alimentation dont souffrent les prolétaires est réelle pendant les périodes de chômage ou pour certaines catégories de producteurs ; mais, dans un certain nombre de cas, cette insuffisance n'est que relative ; elle est la conséquence d'un excès de travail. Pour satisfaire à l'effort demandé, les ouvriers sont obligés d'avoir une nourriture substantielle et surabondante ; la moindre privation fait que les dépenses sont prises aux dépens mêmes de l'organisme, d'où diminution de résistance et plus facile atteinte de la tuberculose. D'autre part, la surabondance de la nourriture peut produire certains désordres. On ne chauffe pas impunément une machine à l'excès. L'abus de l'alimentation carnée, par exemple, peut, dans certains cas, entraîner des troubles de la santé. Mais encore cette nourriture est-elle nécessaire pour la

(1) Voir les numéros antérieurs.

dépense de force fournie, et permet-elle tout au moins de résister à la tuberculose ; tandis que l'abus des boissons alcoolisées (correspondant au besoin de suralimentation) est funeste à tous les points de vue.

J'ai exposé dans un article précédent les causes adjuvantes qui ont fait prospérer l'alcoolisme. L'exemple de la bourgeoisie, l'influence de la caserne favorisent une habitude qui correspond, dans certains cas, à un besoin. Il en résulte un goût pouvant aller jusqu'à la passion, le développement de certains préjugés, de mœurs nouvelles, contre lesquelles l'éducation doit réagir.

Mais pour que cette éducation donne un résultat, il faudrait d'abord supprimer le besoin de suralimentation et de réparation rapide des forces, c'est-à-dire supprimer tout excès de travail (1) ; ensuite donner aux individus assez de *loisirs* pour leur permettre de se mettre au courant des questions qui peuvent intéresser leur santé, pour leur permettre aussi de s'instruire, de se développer et de choisir leurs distractions. Enfin un autre soin serait de supprimer la caserne, où s'élaborent les habitudes les plus fâcheuses.

Mais telle n'est pas la méthode des philanthropes antialcooliques. Ces éducateurs ont la prétention de rénover les mœurs par une campagne moralisatrice. Cette campagne revêt un caractère quasi religieux. On dirait une nouvelle secte de puritains : en dehors de l'eau, pas de salut. Il ne s'agit pas de comprendre, il faut croire. La consommation de toute boisson alcoolisée conduit nécessairement à la misère, à la folie, à la mort. La peur de l'enfer est remplacée par la peur du délirium tremens. On expose aux yeux des tableaux horrifiques représentant des lésions anatomiques des viscères, d'autant plus effrayants que le public n'y comprend rien (et souvent non plus celui qui les montre).

Pour l'antialcoolisme, les propagandistes en sont arrivés à ce résultat : l'alcool est cause de tout, cause des ruines individuelles, cause de toute la misère sociale, cause de toute la tuberculose, cause de la dépopulation, horrible aux patriotes, cause de toute déchéance, etc. C'est le grand facteur économique, politique et social : ne buvez pas, et vous aurez un salaire suffisant, un logement convenable, de bons députés (puisque les élections ne se feront plus chez le marchand de vin), une ribambelle de beaux enfants, et des rentes vers la fin de vos jours. Et, au sujet du point qui nous occupe, la tuberculose disparaîtra de la surface de la terre.

Ainsi, il n'y a plus de question sociale, plus d'exploitation patronale ; il n'y a qu'une question morale ; c'est à l'ouvrier à se corriger de son vice, c'est lui qui est responsable de sa misère.

Lorsqu'on en arrive à des exagérations semblables, on comprend que la propagande ne porte plus et laisse les gens insensibles et incrédules. Au lieu d'instruire, c'est-à-dire d'exposer impartialement et clairement les faits, les théories et les hypothèses, au lieu d'expliquer les nécessités causées par les conditions sociales, au lieu d'essayer de faire de chaque individu un être conscient, capable de comprendre et de décider sa conduite, on agit plus brièvement par des préceptes de *morale* et par *peur*.

C'est la vieille méthode pour agir sur la majorité moutonnière, en remplaçant un préjugé par un autre, une croyance antique par une foi nouvelle.

(1) S'il s'agit de populations vouées à l'alcoolisme à cause d'un salaire misérable, l'alcool venant compléter l'insuffisance réelle de la nourriture, il faudrait avant tout exiger l'élévation des salaires. Voir à ce sujet l'article de J. Leroy dans le mouvement social du numéro 28, des *Temps Nouveaux* : « Elbeuf, Caudebec-lès-Elbeuf et environs ».

∴

Il est inutile d'insister sur le besoin d'être bien logé. C'est un besoin urgent que tous ressentent, surtout dans une grande ville, d'avoir de la place, de l'air, de la lumière. Si les prolétaires sont si mal logés, ce n'est point par goût, ou par manque d'éducation, c'est par manque de ressources (1). En précisant la nécessité d'un logement vaste, bien aéré, bien éclairé, au point de vue de la santé en général et de la tuberculose en particulier, on peut augmenter l'esprit de révolte chez des gens qui voient les leurs enlevés par la mort, sans explication plausible, et qui ne songent qu'à accuser la fatalité, au lieu de s'en prendre aux propriétaires et à toute la machine sociale.

Il est un point sur lequel je veux m'étendre davantage, c'est la *propreté* : propreté du logement, propreté de l'individu (et aussi propreté de l'atelier). Cette question de la propreté est, pour un certain nombre d'écrivains, d'une importance sociale primordiale. Elle jouerait à peu près le même rôle que d'autres veulent faire jouer à l'alcool. La saleté, la souillure des maisons d'habitation, des lieux publics, des locaux industriels, par les crachats tuberculeux, seraient la vraie cause de la propagation de la phtisie. On va encore plus loin : « il ne peut pas y avoir, dit-on, de moralisation, sans propreté matérielle. »

Ainsi la propreté rendrait les gens vertueux. Il faut dire que c'est en les retenant à la maison par la gaîté et le confort du logis, par la propreté de la table recouverte de la nappe blanche, par la bonne préparation des repas, etc. Tel est le tableau idyllique qui éloignerait les hommes des cabarets où s'acquièrent vices et maladies.

Il est, en effet, excellent d'être propre, et dans sa personne et dans son habitation. La propreté est une des conditions de la santé générale ; d'autre part, les poussières jouent un rôle nocif, surtout pour la production de la tuberculose. Mais il ne suffit pas de prêcher la propreté ; il faut donner aux gens la possibilité d'en observer les règles. Or, il est difficile d'observer ces règles, si l'on n'a pas en même temps le bien-être et les loisirs nécessaires.

Peut-on reprocher de ne pas prendre tous les soins de propreté désirables à celui qui, fatigué par une longue journée de travail ou par un labeur intensif, ne songe tout simplement qu'au repos et au sommeil ? Tout soin de propreté est un travail de plus. La fatigue et le manque de temps conduisent donc à une malpropreté tout au moins relative ; et ce laisser-aller sera d'autant plus grand que l'on a à recommencer le lendemain, dans un atelier malpropre et poussiéreux, des occupations salissantes.

La propreté demande beaucoup de travail. Je viens de parler de la propreté corporelle ; mais il y a encore le nettoyage des chambres et de l'ameublement, de tout le ménage, il y a surtout le blanchissage du linge.

Il faut de la place et un aménagement convenable pour qu'on puisse prendre commodément les soins élémentaires de propreté. Il faut du linge de corps et la literie nécessaires pour un changement fréquent ; mais le blanchissage de tout ce linge demande par surcroît beaucoup de temps et une dépense de forces notable, ou alors un gain assez élevé pour recourir aux services d'autrui.

La misère s'accompagne forcément de la malpropreté. Point de linge, ni de literie, en quantité suffisante pour qu'on ne puisse les changer et les laver que trop rarement ; d'ailleurs le blanchissage coûte cher. Puis un logement obscur favorise la saleté. Enfin la misère entraîne le plus souvent une dépression mentale

(1) Voir l'article de R. Chaughi dans le numéro 27 des *Temps Nouveaux* : « Une Société internationale d'art populaire et d'hygiène. »

qui amène le dégoût de tout, l'indifférence la plus complète.

En résumé, s'il est à désirer que tout le monde vive dans les conditions les plus parfaites de propreté, il faut préciser que ces conditions ne sont possibles qu'avec le bien-être et des loisirs, c'est-à-dire qu'il faut : une journée de travail limitée et d'autant plus courte que le labeur est plus intensif, de façon à ne jamais arriver à la fatigue et à laisser à chaque individu un certain temps pour les soins physiques et les occupations cérébrales ; un logement clair et suffisamment spacieux ; une quantité de linge assez grande pour permettre d'en changer souvent ; la possibilité de faire blanchir ce linge au dehors ; la possibilité de prendre des bains fréquents ; d'une façon générale, l'existence assurée et libre de tout souci.

Ainsi les gens pouvant prendre tous les soins de propreté désirables, et se trouvant eux-mêmes dans des conditions de vie normales, la propagation de la tuberculose se trouverait fortement enrayée.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

La Métamorphose des U. P.

A mesure que s'avance la saison des longues veillées, un brouhaha de bon augure va s'accentuant dans nos chères petites salles d'éducation gratuite et libre. Avec le départ de l'hirondelle, les couvercles des pianos se sont relevés, laissant échapper à nouveau des flots d'harmonies austères ou joyeuses. Reposées sur leurs piédestaux, les lanternes magiques projettent sur l'écran immaculé la silhouette rudimentaire du dinothérium et le type de l'homme de l'âge de plomb (Bêtes de somme de Kharkof et de Tokio). La saison des études populaires est rouverte.

Reposés par trois mois de séparation et d'accalmie, la première besogne à laquelle on s'est attaché, après l'étreinte fraternelle, a été, en général, une consciencieuse dissection du Congrès, déjà lointain, dont un écho affaibli bourdonne encore en nos oreilles. Aujourd'hui que nous voici replongés dans le domaine de la pratique, c'est le bon moment de nous demander quelle philosophie s'en dégage, pour notre gouverne.

∴

Et d'abord, qu'est-ce qu'une *U. P* ?

« C'est, a-t-on dit, un endroit où, en même temps qu'une instruction supérieure, on doit venir chercher une éducation morale supérieure. C'est le lieu où l'on doit venir apprendre l'usage de la liberté pour soi-même et pour les autres. »

Cette définition est belle et juste. Elle me semble néanmoins soulever deux grands problèmes dont l'orientation du Congrès indique nettement la solution :

1° Formées un peu au hasard des initiatives et des moyens d'action, toutes les *U. P.* présentent-elles franchement ce caractère éducatif et moralisateur ?

2° Est-il vraiment indispensable que cette éducation des masses soit préparatoire à la propagande ? Et peut-elle donner des résultats efficaces dans ces conditions ?

Le Congrès répond à ces questions sans en avoir l'air, lorsqu'il reconnait que, la plupart des *U. P.* fondées par l'élément bourgeois sont peu à peu devenues ouvrières, et lorsque des camarades émettent l'opinion que les *U. P.* crééespar les bourgeois ne peuvent être d'aucune efficacité.

Dès aujourd'hui, nous pouvons illustrer notre thèse d'un exemple à catastrophe, absolument typique. Il s'agit d'une *U. P.* bourgeoise de province, très riche pécuniairement et très prospère en apparence qui vient de mourir tout à coup, il y a trois mois, d'une attaque d'apoplexie, après une existence de sept années, laquelle était, je crois, le record de

la longévité des *U. P.* de province. Récemment, dans un numéro de *Pages Libres*, parut une notice sur son fonctionnement avec un commentaire élogieux de Guieysse, qui la présentait comme une *U. P.* type. Et en effet, à la voir de loin, avec ses services multiples bien coordonnés, et la belle tenue de ses conférences, son titre décoratif de *Cercle laïque d'éducation morale* pouvait donner le change aux profanes et leur faire penser qu'elle répondait aux besoins des individus « venus y chercher l'usage de la liberté pour soi-même et pour les autres. »

Mais réfléchissons! Pour quelle raison serait-elle morte ainsi subitement, cette *U. P.*, dont les finances étaient prospères, et dont le titre, très alléchant, semblait indiquer la conduite irréprochable.

⁂

Jetons les yeux sur la notice de *Pages Libres* :

« ... Le 20 novembre 1898, parut dans la presse beauvaisienne un appel signé par des hommes qu'avaient groupés, non leurs intérêts personnels, non leurs ambitions, mais le sincère désir de coopérer à l'éducation de ceux que leur position de fortune a exclus jusqu'ici de la haute culture intellectuelle et morale. »

« Ces hommes de bonne volonté se proposaient entre autres choses « d'aider l'Etat à former des citoyens capables de participer avec intelligence à l'organisation de la Société. »

« Ces hommes étaient réunis par un profond amour de la paix sociale, *par le désir de rapprocher les hommes de toutes les conditions, de les amener à se comprendre et à s'aimer* ». Et selon le vœu des fondateurs, la Société était administrée par un comité de 15 membres pris par tiers parmi les membres donateurs (10 fr. de cotisation annuelle) parmi les membres actifs (2 fr. 50 de cotisation annuelle) et parmi les membres de l'enseignement public faisant partie de la Société. »

Malheureusement, dans la réalité, cette égalité était toute fictive. Selon la volonté des fondateurs, les membres de l'Université prirent la direction active de l'enseignement. Les membres actifs eurent le droit (pas toujours) d'écouter et de discuter timidement. Quant aux membres donateurs, de par les prérogatives que confère une cotisation de 7 fr. 50 plus élevée que celle des membres actifs, ils restèrent pendant sept années dans les coulisses, surveillant anxieusement l'enseignement des uns et l'attitude des autres.

Je ne parlerai pas des conférences, généralement très raffinées. Progressivement désertées par l'élément ouvrier, elles attirèrent jusqu'à 400 membres des classes moyennes en 1903. Je dirai seulement que, grâce au concours dévoué du Président du cercle, M. Perrin-Dandin, très habile et très roublard, mielleux ou emporté selon les circonstances, l'enfant chéri de la bourgeoisie locale, MM. les donateurs purent se livrer au sein du Cercle d'Education morale, à toutes sortes d'agissements d'une moralité douteuse : kermesses à grand spectacle où l'on faisait suer les sous des poches des travailleurs pour des loteries de paquets de tabac et de solde de rebuts; fêtes enfantines, où des gamins mal fagotés débitaient de longues tirades sur des histoires de chasse ou d'héritage; représentations spécialement réservées aux donateurs et interdites aux membres actifs; invitations lancées par le Président à des délégations sans consultation préalable du comité; dictature dudit président dans les derniers mois d'existence du cercle.

A la longue, fatigués de cet état de choses, les intellectuels et les travailleurs du Comité s'entendirent un beau matin, pour rédiger un projet de revision des statuts. Ceci fait, ils provoquèrent une assemblée générale. Malgré une chaleur caniculaire, les donateurs accoururent en foule, ce soir-là, les intérêts vitaux de l'œuvre étant en jeu. Peu soucieux de reviser les statuts, le président se mit à sophistiquer l'ordre du jour, en s'acharnant à voir dans une œuvre voisine toute différente, fondée par les travailleurs eux-mêmes, la cause de calamités imaginaires s'abattant sur le cercle laïque. Après un début oratoire passionné, où le désordre des gestes n'eut d'égale que l'ampleur des rugissements, l'émotion des braves donateurs atteignit son paroxysme en quelques minutes. Grâce à une surexcitation artificielle préliminaire et à la dictature véhémente du président, on eut l'illusion tragique de se trouver dans la cage d'une ménagerie foraine, au milieu d'un déchaînement de bêtes fautes. Bien entendu, la timide voix des conciliateurs fut étouffée par des clameurs discordantes que nous résumerons en cet anathème académique « le Cercle ouvrier, voilà l'ennemi! »

Et ce fut tout. L'U.P — type se désagrégea. Le désir de « rapprocher les hommes de toutes les conditions, de les amener à se comprendre et à s'aimer » avait été réalisé par une expérience de six années. La cohésion des forces constituantes ne pouvait durer davantage, les éléments directeurs, ne pouvant plus s'aimer ni s'entendre eux-mêmes.

⁂

Qu'était donc ce cercle ouvrier qui avait eu l'heur d'attirer sur lui les foudres des philanthropes locaux?

Dans les premiers mois de l'hiver 1902-1903, une douzaine d'ouvriers se réunirent un soir dans une petite salle de l'immeuble du cercle laïque et, sans tapage, s'attelèrent à quelques études sous la lampe. Questions syndicales, prudhomales, salaires, etc. On se mettait en rond et chacun apportait son expérience au tas commun. Discussions tout amicales où la meilleure harmonie ne cessa jamais de régner.

Plus tard, de remarquables conférences furent données (Ch. Guieysse. *La Grève générale de 1901*. — Beausoleil. *L'Organisation syndicale*. — Henri Vogt. *Les Droits de l'enfant*) alternativement avec de grandes fêtes populaires.

A l'une de ces fêtes, où quelques gamins s'étaient signalés par leur mauvaise tenue, voici ce que l'un des camarades écrivit dans la presse locale. « ... Selon l'idéal de notre Société, nous considérons les auditeurs comme des égaux. Nous croyons donc devoir leur dire franchement notre pensée. Aujourd'hui, rappelons aux convenances quelques chahuteurs qui ont légèrement dépassé les bornes. Nous leur laissons le soin d'apprécier eux-mêmes leur conduite, certains que lorsqu'ils reviendront à nous, ils mettront un frein à leurs manifestations discordantes. En même temps que d'émancipation mutuelle, le cercle ouvrier s'occupe d'*éducation de la dignité personnelle*. N'insistons pas! »

Un exemple intéressant de libre entente fut l'organisation d'un *Pèlerinage social*, au milieu des bois, lequel, favorisé par une journée estivale, réussit au delà de toutes prévisions. Je ne m'arrête sur cette fête de famille que pour signaler une innovation curieuse : un débit de consommations hygiéniques fut installé sous bois. Avec un bon esprit remarquable, les camarades laissèrent la bride sur le cou aux consommateurs pour le règlement de leur « note »; chacun prit aux « tas » selon sa soif ou son appétit. Chacun versa son obole dans le plateau dans la mesure de ses moyens et de sa générosité. La recette suffit à prévenir la faillite pour plus d'une année. Des castes très disparates se firent comme un point d'honneur de contribuer à l'équilibre du budget.

Pour se faire une idée exacte de la physionomie du cercle ouvrier, il suffit d'en lire les statuts.

Art. 3. — *Les cotisations sont fixées à 0 fr. 25 par mois*. Plus de tarifs gradués semblant donner droit à des prérogatives différentes. Plus de barrières entre les associés.

« ... Désireux de faciliter la venue parmi nous de camarades auxquels nos travaux peuvent être extrêmement utiles, nous remettons des cartes de membres adhérents *aux dames, aux jeunes filles et aux enfants au-dessous de dix-huit ans, moyennant un versement mensuel de 0 fr. 10*.

Les membres malades ou en chômage sont exempts de cotisations ». Tout commentaire est superflu.

Le règlement intérieur nous éclaire encore mieux.

Article premier. — Le C. O. E. S. est une association *d'égaux*. La vitalité de l'œuvre sera assurée par une collaboration soutenue d'un ensemble de bonnes volontés conscientes, venues *librement* apporter à l'œuvre leur part d'efforts, selon leurs moyens, leurs forces, leurs aptitudes personnelles.

Art. 3. — Aussi souvent que possible, des causeries mutuelles auront lieu sur des sujets d'étude et d'actualité; ces réunions seront comprises dans le sens d'une parfaite égalité entre ces camarades. Chacun y aura toute latitude pour faire connaître ses idées et ses sentiments personnels. Apportons à l'étude faits et documents soigneusement choisis et préparés. Evitons avec soin les discussions puériles, les banalités, les querelles personnelles. *Plaçons nos idées et nos actes au-dessus des rancunes et des intérêts personnels.*

Art. 5. — *Fêtes sociales*... De même que les discussions et les conférences, ces fêtes sont l'œuvre de bonnes volontés conscientes, d'amateurs désintéressés, soucieux d'élever le niveau artistique et moral du public. Elles auront donc toujours un caractère éducatif et social. Ecartons soigneusement toutes auditions en contradiction avec l'œuvre (niaiseries, pornographies, etc.).

Voici l'article 8, relatif aux solidarisations, lequel nous devrons noter tout spécialement. Le C. O. E. S. se considère comme le frère de tous les groupements régionaux, nationaux et internationaux à tendances nettement sociales. Tout en conservant son autonomie propre, *le cercle n'hésitera pas à combiner ses efforts avec ceux des groupes qui lui sembleront vouloir marcher vers des routes identiques au sien.*

Et enfin, l'article 9 et dernier, corollaire des précédents.

Art. 9. — *Libre entente*. Les camarades se considèrent assez sages et assez conscients pour régler amicalement leurs affaires. C'est par la seule libre entente des individus que la bonne harmonie sera maintenue.

Ce dernier article confirme clairement le caractère moral du groupe, directement celui du monde ouvrier. Il montre que ceux que leur misère « exclut de la haute culture intellectuelle et morale » ont une tenue sensiblement plus digne que celle des philanthropes, mus par « le sincère désir de coopérer à leur éducation.

Enfin, ces divers exemples (statuts, faits et gestes), expliquent la façon d'agir de bon nombre d'U. P. lesquelles, pour éviter que les donateurs ne deviennent des directeurs, les éloignent de leurs comités ou n'acceptent que des dons anonymes.

⁂

Comment ça marchera-t-il dans la suite? C'est le secret des dieux. Groupe de libre collaboration, où les questions de confort et de prospérité financière ne viendront plus annihiler la besogne des bonnes volontés, le cercle ouvrier sera *ce que sera la vie ambiante*. Moins assujettis aux convenances, délivrés d'une organisation de forme trop académique, plus libres dans le choix des exécutions et des sujets à traiter, les dévouements seront bien plus en mesure d'intéresser leurs camarades et d'attirer à eux l'élément ouvrier. Ce que la coopération des philanthropes bourgeois et ses professeurs n'a pu réussir en six années, l'éducation morale des masses, l'initiative consciente des travailleurs l'a réalisé sans difficulté, parallèlement avec leur éducation sociale. La venue des intellectuels démissionnaires de l'ancienne U. P. y ajoutera seulement un appoint de science et d'esprit critique.

⁂

A tous ceux qui croient en la nécessité d'une éducation des masses préalable à leur émancipation — et aux U. P. qui, pour réaliser cette éducation, restent sous le régime des cotisations philanthropiques, je dédie la philosophie de cette métamorphose. Après deux ans de fluctuations et de luttes, un groupe qui, avec l'obole des travailleurs pour toute ressource, a pu résister et se développer, dans un milieu d'abord hostile, nous

semble à même de se consacrer à l'éducation de tous les publics. Peut-être qu'à l'égard du paysan tessinois, du moujik russe, ignorants et fanatiques, un décrassage préalable est nécessaire avant d'aborder leur émancipation. Il n'en est plus de même dans la majeure partie de nos groupes. Issus du concours désintéressé d'individus dont la seule conduite sera éducative, leur idéal de moralisation générale se développera en raison directe de l'éveil des masses à la vie consciente. Seules certaines U. P. portant l'empreinte de conceptions rabougries, auront à élargir les cadres étriqués où les avaient enserrés leurs fondateurs. Plus aérés, plus ouverts à tous, les groupes d'éducation apparaîtront alors comme autant de ruches agissantes, où chacun glanera selon ses besoins et apportera sa pierre selon ses capacités. Ils deviendront véritablement une synthèse harmonique des énergies conscientes de la collectivité. Ce que le seul bon vouloir des pédagogues ne peut mener à bien, ce que l'impôt sur les bourgeois n'a fait jusqu'ici qu'étouffer dans l'œuf, la libre entente fraternelle de l'élément intellectuel et du prolétariat émancipé est en train de le réaliser.

*
* *

Issue d'un milieu qui se désagrège, l'éducation bourgeoise ne peut plus s'accommoder au tempérament des hommes nouveaux. Une science neuve, moins hérissée de formules, plus vivante et plus claire ; un art en voie de formation, plus près de la nature ; une morale naissante, moins métaphysique et plus humaine, sont le corollaire indispensable de l'élaboration d'un monde nouveau. A mesure que le prolétariat brise ses cadres et prend part à la vie du monde, les Universités Populaires deviennent de moins en moins les retranchements philanthropiques des mentalités vétustes, de plus en plus les réceptacles naturels d'harmonies sans cesse renouvelées.

Aristide Pratelle.



Propriétaires. — L'abri est peut-être ce qu'il y a de plus nécessaire aux miséreux. Il est encore assez relativement facile de se procurer un croûton de pain, par-ci par-là ; mais quand on vous a expulsé de votre logis et qu'on a saisi vos meubles, que devenir? C'est la fin de tout. Aussi est-ce presque toujours les termes dus et l'expulsion imminente qui déterminent les suicides, dans les mansardes. Nous en avons vu quelques exemples, la semaine dernière. Quel remède? Je n'en vois qu'un : obliger la loi à convenir de cette vérité que le droit du pauvre à son existence est encore plus fort que le droit du propriétaire à son loyer ; l'obliger à prendre parti pour la vie humaine contre la propriété, et non point, comme elle le fait, pour la propriété contre la vie humaine.

Voici une autre histoire de propriétaire, qui n'est pas mal non plus. Rue de Meaux, à La Villette, une cité ouvrière de 500 ménages payant des loyers de 150 à 200 francs. Le propriétaire impose à tous ses locataires un engagement de location dont voici un extrait :

« Tout locataire qui n'aura pas payé son terme se verra expulser, non pas par les voies ordinaires, mais simplement par le concierge. En outre, ses meubles et hardes seront gardés en nantissement de sa dette. Dans le cas où les objets saisis de cette façon ne présenteraient pas une valeur suffisante ou bien seraient jugés hors d'usage, le concierge aurait tous droits de les détruire *ou de les brûler.* »

Et l'engagement se termine ainsi : « Le tout convenu entre les parties *contre toutes lois et ordonnances à ce contraires* et à titre d'engagement d'honneur. »

Une marchande de journaux, qui devait *un terme*, trouva, en rentrant chez elle, sa porte cadenassée et ses meubles dans la cour. Elle alla au commissaire de police, qui apprit à la pauvre femme qu'une telle convention n'était pas valable, et qui fit savoir au concierge qu'il serait poursuivi pour violation de domicile.

Ce qui ajoute à la noirceur du fait, c'est que le proprio, auteur de ce joli règlement illégal et barbare (mais économique), est un notaire ! par conséquent un homme qui connaît mieux que personne les lois, qui sait fort bien qu'elles interdisent d'expulser un locataire sans jugement et de le saisir sans commandement, et que, de plus, ce notaire est plusieurs fois millionnaire ! Il aurait pu, tout au moins, se contenter des mêmes avantages que les confrères, et ne pas chercher à esquiver les frais d'expulsion et de saisie.

Quand nous reprochons aux propriétaires de mettre à la rue leurs locataires trop pauvres pour les payer, je n'ignore pas ce qu'ils répondent : « Si nous n'agissions pas ainsi, nous devrions héberger nos locataires toute leur vie durant, et ils prendraient tous l'habitude de ne pas nous payer. » Sans doute, et c'est pourquoi il n'y a qu'une issue à cette situation : les logements doivent appartenir à ceux qui en ont le plus grand besoin, à ceux qui y logent. Au droit de propriété doit succéder le droit d'usage.

*
* *

Pour 20 francs. — Un nommé Ordy, des environs d'Agen, devait une somme de 20 francs à une compagnie d'assurances. Un agent de cette compagnie lui avait fait, un jour, signer des papiers auxquels il n'avait rien compris et qu'il avait signés sans trop savoir pourquoi. Ordy, révolté qu'on se fût joué de lui, ne voulut pas payer. La compagnie entama contre lui une procédure de saisie immobilière. Ordy ne bougea pas, entêté dans ses idées d'honnêteté vulgaire et ne connaissant rien aux lois. Les sommations, les papiers timbrés affluèrent, les frais montèrent, montèrent, et, un beau jour, notre homme apprit, tout ébahi, que sa maison et ses terres, le travail de toute sa vie, avaient été vendues aux enchères publiques devant le tribunal. Il courut au palais de justice, et, trouvant l'avoué de la compagnie, lui planta son couteau dans le ventre.

Acquitté.

R. Ch.

Mouvement ouvrier. — Les débats de la tragique affaire de Cluses qui durent déjà depuis huit jours, ne sont pas encore terminés à l'heure où j'écris.

Ces jours de cour d'assises ont fait nettement apparaître aux moins prévenus que les fils Crettiez avaient prémédité leur acte et que contrairement à ce qui avait été dit, jusqu'à ce jour, par les soutiens du patronat, la provocation au crime n'avait, à aucun moment, été le fait des ouvriers.

Le défilé interminable des témoins, principalement parmi ceux qui ne chargent les ouvriers que pour essayer de faire dévier le débat, et que l'on a accolés aux patrons assassins, est pour le moins bizarre. Telle cette vieille femme qui, non contente d'avoir vu les ouvriers lancer des pierres sur la maison patronale avant les premiers coups de feu, d'une fenêtre où, cela a été prouvé, il lui était absolument impossible de ne *rien* apercevoir, a encore vu « à l'aide d'une lorgnette » les plombs venir frapper les grévistes, et ce n'est pas la seule dans son genre. Toutes ces dépositions sont tellement entachées d'un parti pris indéniable, qu'elles profiteront plutôt qu'elles ne nuiront aux ouvriers, dont l'acte apparaît clairement comme une conséquence inévitable des provocations patronales.

En tout cas, ce qui apparaît clairement, c'est que l'acquittement des quelques ouvriers choisis comme boucs émissaires s'impose.

La parole est aux douze bourgeois d'Annecy.

*
* *

Il y a eu réunion à Paris, la semaine dernière, du conseil national des mineurs et l'on s'y est plus particulièrement occupé de la loi sur le travail dans les mines, votée récemment par le Sénat.

Les mineurs — ou tout au moins cette fraction des mineurs — qui n'attendent des améliorations que du parlementarisme, se sont aperçus qu'une fois de plus, on les avait joués et que du projet de loi précédemment voté par la Chambre et qu'à ce qu'il paraît, ils n'avaient acceptés que comme pis-aller, il ne subsiste plus rien et que bien mieux certaines dispositions de cette fameuse loi — que les mineurs attendaient depuis 20 ans — aggrave ce qui existe actuellement.

De la journée de 8 heures, que le clairon de Jaurès leur avait fait espérer pour les faire retourner au travail, lors des dernières grèves, il ne reste à peu près plus rien. Des catégories d'ouvriers sont créées et seuls les piqueurs, d'après ces fameux projets, doivent bénéficier de la journée de huit heures, et encore, pas dans les conditions réclamées par les intéressées. De plus, comme la loi prévoit une masse de cas — mines pauvres, cas de force majeure — etc., etc., où des dérogations pourront être accordées, l'on peut dire que c'est un avortement complet, et qu'il ne reste plus rien et que l'effort produit par les mineurs il y a quelques mois pour arriver à un si piteux résultat, était pour le moins inutile.

A la réunion du conseil national, dont je parle plus haut, les fédérations du sud de la Loire et du centre se sont opposées au projet voté par le Sénat.

Pour le Pas-de-Calais et le Nord, les délégués ont réservé leur opinion jusqu'à ce qu'une réunion qui doit avoir lieu à Lens ces jours-ci, se soit prononcée.

Basly et Lamendin s'y chargeront sans doute de prouver aux mineurs que la loi va améliorer leur sort.

Quand donc les mineurs qui ont parfois montré qu'ils ne manquaient pas d'énergie, verront-ils que ce n'est pas d'une loi qu'ils doivent attendre la journée de huit heures mais bien de leur propre vouloir, et qu'ils ne feront huit heures que lorsque ce temps de travail accompli, ils poseront là le pic pour remonter de la mine.

*
* *

Au Havre, les dockers et les camionneurs sont en grève au nombre de plus de 2.000. Les premiers réclament avec quelques améliorations de détail la journée de 6 fr. 50 au lieu de 5 fr. 50. Les camionneurs, de leur côté, réclament d'être payés dorénavant à raison de 36 francs par semaine plus 1 fr., pour les heures supplémentaires et une réglementation des heures de travail.

Dockers et camionneurs avaient, avant de se déclarer en grève, adressé très légalement les cahiers de leurs revendications à leurs employeurs. Ceux-ci leur ont répondu par une fin de non recevoir ; de plus une délégation de 5 membres fut envoyée à Paris auprès des ministres compétents. La réponse ne s'est du reste pas fait attendre et à leur retour au Havre, avant même que la grève ne fût officiellement déclarée, les quais étaient gardés militairement ; et, à la garnison ordinaire du Havre, venait s'adjoindre, outre les gendarmes venus de tous les coins du département, un bataillon du 36e d'infanterie de Caen et deux compagnies des 24 et 28e. De plus commandant de corps d'armée et préfet n'ont pas tardé à arriver pour participer à la mise en état de siège de la ville.

Le gouvernement cher à nos socialistes fait, comme on le voit, on ne peut mieux les choses.

La municipalité, de son côté, a montré toute sa sympathie au patronat en refusant aux ouvriers en grève l'accès du cercle Franklin, l'unique salle où les ouvriers peuvent se réunir au Havre. Les réunions ont donc lieu en plein air.

Bien entendu, des collisions se sont produites à plusieurs reprises entre la troupe et les grévistes qui tentaient de débaucher quelques malheureux qui continuaient à travailler ; presque partout ceux-ci qui n'attendaient qu'un prétexte ont suivi leurs camarades et la grève est quasi générale. On travaille bien encore à bord de quelques navires mais les manutentions y sont faites par les équipages.

Les gendarmes à cheval ainsi que les dragons se sont montrés particulièrement violents au cours de plusieurs charges qu'ils ont opérées, par contre un détachement d'artillerie a refusé de mettre baïonnette au canon contre les grévistes qui leur ont adressé des remerciements en réunion publique.

Dans plusieurs endroits où la troupe tardait à arriver, des marchandises à quai ont été précipitées dans les bassins et plusieurs grues qui servent aux chargements mises hors d'usage.

Si les patrons s'entêtent et que la grève dure, nul doute qu'elle ne devienne de plus en plus violente.

Les dockers des ports de Rouen et de Dunkerque ont avisé leurs camarades que, tant que durerait la grève, ils se refuseront à charger ou à décharger les navires à destination ou venant du Havre et leur

exemple sera vraisemblablement suivi dans d'autres ports.

⁂

A Lorient, à la suite du conflit intervenu entre l'administration et les ouvriers des poudreries de la marine de l'île Saint-Michel, qui ont, du reste, cessé le travail, la situation est on ne peut plus tendue.

A une réclamation adressée par les ouvriers à leur chef direct, le ministre Pelletan, celui-ci qui tient à rentrer dans les bonnes grâces de ceux qui l'ont si fortement combattu, a répondu aux ouvriers par une lettre de menace dont ils n'ont, du reste, tenu aucun compte.

A la suite de ces faits, la possibilité d'une grève générale de toutes les corporations a été envisagée, et, à Brest, les ouvriers des arsenaux ont tenu une importante réunion où ils ont affirmé leur solidarité avec leurs camarades de Lorient, les engageant à persévérer dans leurs revendications et leur promettant leur appui.

De plus, la fédération des travailleurs de la marine de l'État, prenant en main la défense des intérêts des ouvriers artificiers du port de Lorient, a publié un manifeste pour protester contre les prétentions de l'État, « patron démocratique » (!) sur la façon dont il veut imposer aux ouvriers sa façon de voir. Enfin, la fédération est disposée à profiter du mouvement pour ajouter à la demande des artificiers de Lorient les revendications générales des ouvriers des ports de guerre.

La situation est, en tout cas, très tendue à Brest, où des dépêches ont été reçues de Toulon, Guerigny, annonçant que les ouvriers sont prêts à participer au mouvement.

A Lorient, sous la menace, quelques artificiers ont repris le travail, la situation n'en est que plus tendue.

A Saint-Junien, grève, puis lock-out patronal, puisque ce sont les patrons qui ont fermé leurs usines.

Les chasseurs et les dragons de Limoges sont venus se mettre au service du patronat.

La presse fait le silence sur cette grève et, malheureusement, aucun renseignement particulier ne nous est encore parvenu.

A Saint-Quentin, soixante-trois ouvriers boulangers sur quatre-vingts environ, sont en grève. Ils réclament pour ne commencer à travailler qu'à 7 heures du soir, plus une augmentation de 0 fr. 50 par jour.

Quelques patrons ont obtenu de l'autorité militaire des soldats pour remplacer les grévistes, mais le pain n'en a pas moins manqué dans nombre de boulangeries.

P. Delesalle.

⁂

Angers. — *La grève de la maison Bessonneau.* Les jaunes ont accompli leur œuvre de désorganisation; jamais grève n'échoua et ne se termina d'une façon si piteuse; et Bessonneau doit être content du travail des ouvriers recrutés par lui chez les bons pères. Ceux-là, qui sont habitués à courber le front devant l'entité Dieu, pouvaient-ils tenir la tête levée devant le capital? Après avoir eu un bon mouvement de solidarité, après s'être révoltés un instant (bien court) devant l'insolence patronale, les ouvriers et ouvrières en grève sont allés eux-mêmes demander à leur exploiteur de bien vouloir leur permettre de reprendre le travail. Un journal de la localité, dont M. Bessonneau est actionnaire, nous raconte en termes émus (oh combien!) l'entrevue de l'exploiteur et de ses ouvriers. Ce fut une belle journée, pour le capital, et qui mérite de passer à la postérité. Les ouvriers des jouets, ayant envoyé au père des ouvriers (lisez Bessonneau) une lettre dans laquelle ils demandaient que leurs femmes et leurs filles, travaillant à l'usine du Mail, soient respectées, même par les lubriques contremaîtres qui les commandent, lettre reproduite par un journal d'Angers, le bon patron fut profondément blessé par les termes de la lettre, et vendredi, après avoir fait dire, à plusieurs reprises, qu'il était en voyage, il daigna consentir à recevoir une délégation des grévistes.

L'entrevue fut touchante, au dire du *Petit Courrier*. S. E. Bessonneau alla au devant de la délégation, non pour lui présenter des excuses, comme on pourrait le croire, mais pour lui dire qu'il ne consentira à discuter avec les ouvriers, que lorsque ceux-ci auront rectifié les termes de la lettre qu'ils lui ont envoyée et l'a profondément blessé, et où l'on a outragé l'usine (*sic*). Et Bessonneau, tel le malheureux *Sévère* de la tragédie, se drapa dans sa dignité, laquelle est fort usée, en déclarant qu'il était toujours favorable à ses ouvriers, mais qu'il n'entendait pas être insulté (*resic*). Quoi! voilà des femmes, des jeunes filles de seize ans qui, pour un morceau de pain, sont obligées de satisfaire la bestialité d'un contremaître, sous peine de perdre le maigre salaire dont elles ont besoin pour vivre, et, pour réponse aux réclamations de ces ouvrières insultées lâchement par un goujat, Bessonneau le Vertueux dit que ces choses ne sont que de la galanterie française, et que cela se passe journellement dans ses bureaux, et c'est cet intègre exploiteur qui se trouve insulté, c'est lui, lui seul la victime. Et ces femmes que, par cupidité, et pour soutenir quelques contremaîtres paillards, fruits de syndicats jaunes, que le vertueux, le philanthrope Bessonneau pousse à la prostitution, que sont-elles donc? sinon les vraies victimes de l'égoïsme patronal?

Le soir, à 5 heures, Bessonneau recevait une délégation des jaunes, lesquels lui remettaient une lettre, protestant contre celle précédemment envoyée. Papa la Vertu a été, paraît-il, très touché de cet acte de platitude, et a déclaré, les larmes dans la voix, qu'il ne demandait pas mieux que de rouvrir ses ateliers. Les ouvriers et ouvrières des ateliers des jouets, du pelotage et des polisseuses sont décidés, néanmoins, à continuer la lutte.

Comme on le voit, le syndicat du textile a encore du travail avant d'être arrivé à changer la mentalité des exploités du *Père des ouvriers*.

E. Guichard.

Russie

Varsovie, 17 octobre-1er novembre 1904. — Varsovie (il en est de même à Lodz, Piotrkof, Kalisch, etc.) traverse en ce moment une période de crise économique aiguë, occasionnée par de gros vols et par des banqueroutes de commerçants des provinces intérieures de la Russie. Le chômage, avec ses conséquences habituelles, la prostitution, le pillage, le vol et autres « crimes » commis par de malheureux affamés, épuisés, qui cherchent, sans le trouver, un travail de forçats, augmentent de jour en jour et atteignent des proportions terrifiantes. On vient de proclamer la mobilisation dans les provinces de la Vistule, mais Varsovie n'est pas touchée. On a également remis, ici, au 1er décembre, l'appel des conscrits. L'opinion générale est que le gouvernement a eu peur.

Mais, ailleurs, la situation n'est pas meilleure. Hier, on a amené ici un convoi de réservistes de Beudin, de Plotzk et d'autres localités. Tous ont raconté qu'on les avait pris à l'improviste et qu'on les avait liés pour les mettre dans les vagons. Des démonstrations de caractère politique ont lieu presque tous les jours dans les rues Rymarskaia, Lechna, Kholodnaia, Karmelitskaia, Dikaia, etc. Avant-hier, il y a eu une manifestation sur le Lechno; hier, sur la Kholodnaia; aujourd'hui, sur la Dikaia. De nombreuses organisations semblent rivaliser d'activité. Malheureusement, les esprits de la masse ouvrière sont trop lentement pénétrés de l'idée d'une lutte révolutionnaire économique, susceptible de mener à la défaite des capitalistes, à l'abolition de la propriété privée et de l'exploitation du travail d'autrui. Les événements de l'Extrême-Orient, la lutte politique et les conversations sur des sujets militaires et diplomatiques rejettent au dernier plan la lutte pour le pain et la liberté. A travers ce brouillard politique et diplomatique (et, de plus, à Varsovie, nationaliste), il est difficile de distinguer la lumière du véritable socialisme.

Un communiste.

Turquie.

Le consul d'Amérique au service de la police turque. — Un fait extraordinaire vient de se passer au consulat américain de Constantinople.

Un Arménien, ouvrier passementier et sujet américain, ayant trouvé une place dans l'établissement de la firme Orosdi-Back, se rend à Constantinople où réside aussi sa famille. Aussitôt arrivé ici, il se présente au consulat américain pour se faire inscrire, selon l'usage, dans le registre du consulat.

Examinant le passe-port, le vice-consul constate l'absence du visa du consul ottoman. Au lieu de lui donner un conseil quelconque pour se mettre en règle ou de lui dire que le consulat américain ne peut le protéger dans ces conditions, le vice-consul s'empresse de dénoncer l'ouvrier à la police turque avec le résultat de le faire expulser et de faire emprisonner cinq de ses parents. Le malheureux avait beau expliquer qu'il s'était présenté au consulat ottoman, mais que celui-ci avait refusé de viser son passe-port (ce qui est d'ailleurs la règle pour les Arméniens de sujétion étrangère voulant se rendre en Turquie), la chose n'en changeait pas. L'autorité turque lui proposait de mettre en liberté ses parents et de lui permettre d'entrer en Turquie, à condition qu'il renonçât à sa sujétion américaine!

Pareil agissement n'étonnerait personne s'il venait du consulat allemand, mais de la part du consulat américain, la chose nous paraît étrange et il est inadmissible que de pareilles instructions aient été données par le gouvernement américain.

MM. Smith et Morton, actuellement vice-consuls, seraient-ils vendus au sultan ou veulent-ils simplement décrocher une décoration?

Edward Greene.

Constantinople, le 15 novembre 1904.



VARIÉTÉS

L'A B C de l'Astronomie [1]

(Suite)

VI

LA LUNE.

Plus de cent millions de fois plus près de nous que l'étoile Alpha du Centaure, le soleil le plus voisin de notre système, 385 fois plus près que le Soleil et cent fois plus que Vénus, la Lune se trouve, pour ainsi dire, dans la banlieue terrestre. La lumière ne met qu'une seconde un quart pour franchir les 384.436 kilomètres qui nous séparent de notre satellite. Un rien, astronomiquement parlant.

La Lune, qui réfléchit, d'après Zollner, la 618.000e partie de la lumière solaire, autrement dit qui est 618,000 fois moins brillante que l'astre du jour, marche à raison de 1 kilomètre 17 mètres par seconde sur son orbite, longue de 2.400.000 kilomètres, et tourne autour de notre planète en 27 jours, 7 heures, 43m 11s, en lui montrant toujours la même face. Mais comme pendant l'accomplissement de sa révolution sidérale, la Terre a continué son mouvement de translation autour du soleil, la lunaison (révolution synodique), qui est l'intervalle entre deux nouvelles lunes, se trouve être de 29 jours 12 heures 44m 3s.

Il résulte de l'ensemble des mouvements de la Lune, dont on connaît une soixantaine, qu'il n'y a environ que 12 jours dans son année et que pendant la durée du jour lunaire, qui vaut environ 29 1/2 terrestres, la surface de notre satellite est alternativement exposée à plus de trois cents heures de lumière et d'obscurité.

Les phases de la Lune sont déterminées par sa position relativement au Soleil. Lorsqu'elle passe entre lui et nous, nous ne la voyons pas, parce que son hémisphère non éclairé, est tourné vers la Terre : c'est la nouvelle lune. Lorsqu'elle forme un angle droit avec le soleil, nous voyons la moitié de son hémisphère éclairé. C'est le premier ou le dernier quartier et lorsqu'elle est à l'opposé du soleil, c'est la pleine lune et nous voyons toute sa surface éclairée.

---

(1) Voir les numéros 25, 26 et 27.

Le diamètre et la circonférence de la Lune valent le quart de ceux de la Terre et sont respectivement de 3.480 et 10.925 kilomètres. Sa surface est de 38.000.000 de kilomètres carrés, soit un peu moins que la 14e partie de celle de la Terre. Mais comme l'astre qui éclaire nos nuits nous montre constamment le même côté, nous ne connaissons que 21.833 kilomètres carrés de sa superficie totale.

Le volume de la lune est 49 fois plus petit et son poids, égal à 74 sextillions de kilogrammes, 81 fois plus léger que celui de la Terre.

Le poids de la Lune se détermine par l'analyse des effets attractifs qu'elle exerce sur la Terre. Les marées qui lèvent l'eau des océans deux fois par jour, sont le plus tangible de ces effets. En étudiant avec précision la hauteur des eaux élevées on trouve l'intensité de la force nécessaire pour les soulever, c'est-à-dire le poids de la cause qui les produit : La Lune. Une autre méthode est fondée sur l'influence que la Lune exerce sur notre terre qu'elle fait marcher plus vite quand elle est en avant et plus lentement quand elle se trouve en arrière. Une troisième méthode enfin se calcule d'après l'attraction que la Lune exerce sur l'équateur et qui produit la nutation et la précession. Ces trois méthodes se vérifient l'une par l'autre, et s'accordent à prouver que la masse de la lune pèse 81 fois moins que celle de la terre.

La densité des matériaux et la pesanteur à la surface de notre satellite sont beaucoup plus faibles qu'ici. La première égale 0.602 et la seconde 0.164, ce qui veut dire qu'un homme qui pèse 72 kilogrammes ne pèserait, s'il pouvait être transporté sur la Lune, que 10 kilogrammes.

La superficie de l'hémisphère de notre satellite, que nous voyons au moment d'une pleine lune, est constituée aux 3/4 par des montagnes et pour l'autre quart par des plaines qui sont d'anciennes mers desséchées.

Parmi les montagnes les plus rayonnantes, il faut citer : Tycho, Copernic, Kepler, Aristarque, mais elles ne sont pas les plus hautes. Les sommets lunaires les plus élevés, dont les monts Leibnitz et Doerfel, atteignent 7.600 mètres.

Pour comparer ces altitudes à celles des plus hautes montagnes de la Terre, il faut mesurer ces dernières, non du niveau de la mer, mais des plus grands creux de l'océan, ce qui au lieu de 8.800 mètres donnerait environ 18.000 pour les plus hautes cimes de l'Himalaya.

Le terrain volcanique de la Lune est extrêmement tourmenté, et quoique les volcans soient éteints depuis longtemps, les variations topographiques qui se produisent encore actuellement, peuvent facilement s'expliquer par le froid et la chaleur extrême auquel le sol lunaire est exposé par des nuits glaciales et des journées torrides d'une durée de plus de 300 heures chacune. C'est à ces alternances de température que sont aussi probablement dues les fissures qu'on constate dans plusieurs plaines lunaires et que certains savants prennent pour des rides de vieillesse, pour un commencement de morcellement de l'astre. Ces fissures ou crevasses atteignent parfois avec une longueur de 150 kilomètres, plus d'un kilomètre de largeur et plusieurs de profondeur.

A toutes ces curiosités la topographie lunaire s'ajoute un phénomène bien extraordinaire dans ses régions polaires, où les sommets des montagnes restent perpétuellement éclairés par le Soleil. Ce caractère physique surprenant, s'explique par ce fait que par suite de la position de la lune, dans l'espace, le soleil ne descend que 10 1/2° au-dessous de l'horizon de l'un ou l'autre pôle lunaire et qu'en raison de la petitesse de notre satellite, une élévation de 600 mètres suffit pour voir de 10 1/2° au-dessous de l'horizon vrai. Or, il y a, juste à la place du pôle boréal et austral, des montagnes de 2.800 à 4.000 mètres d'altitude, ce qui fait que les sommets de ces montagnes restent toujours exposés aux rayons de l'astre du jour.

.˙.

Avant de quitter la Lune, disons un mot sur un phénomène dont nous lui sommes redevables : les éclipses.

Il y a, comme tout le monde le sait, deux sortes d'éclipses : l'éclipse de lune et l'éclipse de soleil.

Il y a éclipse de lune quand notre satellite cesse en partie ou en totalité d'être éclairé par le soleil, parce qu'il entre en partie dans le cône de la terre ou qu'il le traverse complètement. Ce cône d'ombre se termine en pointe à une distance 108 1/2 fois la longueur du diamètre terrestre. Par suite, une éclipse de lune est partielle, lorsque le disque lunaire ne s'enfonce qu'en partie, totale lorsqu'il pénètre entièrement dans l'ombre de la Terre.

A la distance moyenne de la lune, l'ombre de la Terre est encore 2, 2 fois plus large que la lune, ce qui fait que la plus longue durée d'une éclipse totale de la lune peut être de deux heures.

L'éclipse de lune a toujours lieu au moment de la pleine lune et est visible au même instant physique dans tous les pays où la Lune se trouve au-dessus de l'horizon.

Admettons, par exemple, qu'une éclipse totale de la Lune commencerait à Paris, le 5 décembre à 11 h. 55 du soir ; à New-York, le même phénomène se produirait, non pas à la même heure mais au même moment physique, c'est-à-dire lorsque les horloges de la grande ville américaine marqueraient 6 h. 50 du soir.

Grâce à la réfraction des rayons solaires, la Lune ne disparaît presque jamais complètement dans les éclipses totales. Elle n'est absolument devenue invisible que pendant les éclipses de 1642, 1761, 1816 et celle du 12 avril 1903.

L'éclipse de soleil se produit toujours à la nouvelle lune quand notre satellite s'interpose entre la terre et l'astre du jour.

Contrairement à l'éclipse de lune, qui est visible au même moment physique dans tous les pays qui ont la lune au-dessus de l'horizon, l'éclipse de soleil ne se fait voir qu'aux endroits atteints par le petit cône d'ombre de notre satellite, et sur lesquels il dessine un cercle qui voyage sur les différents pays suivant le mouvement de rotation de la terre.

De toutes les différences qui existent entre la Lune et la Terre, l'absence d'atmosphère est la plus caractéristique et la rend plus dissemblable de notre planète que cette dernière ne l'est de la plupart de ses sœurs de la république solaire. Cette absence totale, ou quasi totale d'atmosphère est due à ce que la Lune, quoique plus jeune que la Terre, s'est, à cause de son volume — 49 fois plus petit — refroidie plus rapidement qu'elle ; aussi paraît-il d'ores et déjà être un astre, sinon mort, du moins à son déclin.

L'absence d'air sur notre satellite ressort de la constatation qu'il n'y a pas de crépuscule sur la Lune et qu'on trouve une égalité parfaite entre le calcul et l'observation lorsqu'une étoile disparaît derrière son disque.

La Lune a probablement été habitée à l'époque ou notre Terre était un soleil. Actuellement elle ne doit plus l'être, car avec l'atmosphère les fluides nécessaires pour soutenir la vie paraissent avoir disparu de sa surface.

Telle qu'elle est, la Lune nous semble un séjour de désolation et de mort. Le manque d'atmosphère entraîne l'absence du son, des crépuscules et des aurores et seule la lumière zodiacale annonce sur ce monde lugubre l'arrivée du soleil, qui met une heure, au lieu de deux minutes un quart comme chez nous, à s'élever.

La lumière cendrée que nous voyons n'émane pas de notre satellite ; elle n'est que de la lumière terrestre, c'est-à-dire le reflet d'un reflet qui va frapper la Lune. C'est grâce à la lumière cendrée, qui reflète parfois les contours du continent australien, que Castelli, l'ami de Galilée, a pu deviner, en 1637, l'existence de l'Australie longtemps avant sa découverte.

Vu de la Lune, où le manque d'atmosphère permet aux étoiles de continuer à briller le jour comme la nuit dans un ciel noir et profond au milieu de l'éternel silence, notre Terre présente un premier croissant pendant le jour, un premier quartier au couchant du Soleil, la pleine Terre au milieu de la nuit, son dernier quartier au lever du Soleil, et son dernier croissant le matin. Lorsque nous avons nouvelle Lune il fait par conséquent, pleine Terre sur la Lune et les sinistres paysages de notre satellite sont alors éclairés d'une intensité égale à 14 fois notre pleine Lune.

Les pays sur lesquels passe cette ombre de la lune, large de 22 à 300 kilom., ont le disque solaire masqué pour un certain temps. Le disque solaire peut être éclipsé en partie, ou de façon à ne laisser voir que son bord sous forme d'anneau lumineux, ou bien encore en totalité.

L'éclipse de soleil est partielle si les centres de la lune et du soleil ne coïncident pas et si la Lune ne masque le Soleil que par côté, annulaire si la Lune se trouve dans la région la plus éloignée de son orbite et est plus petite que le disque solaire, totale enfin si la Lune se trouve assez rapprochée de nous pour que son diamètre apparent surpasse celui du Soleil.

En moyenne, vu de la Terre, le diamètre du Soleil est de 32'3", celui de la lune de 31'24", d'où il ressort que le soleil doit être à son aphélie et la lune à son périphélie pour qu'une éclipse totale de soleil se présente dans de bonnes conditions.

La plus longue durée possible d'une éclipse de soleil, du commencement à la fin, est de 4 h. 29m44s pour un lieu situé sur l'équateur, et de 3 h. 26m32s sous le parallèle de Paris. L'éclipse *totale* ne peut pas durer plus de 7m58s à l'équateur et 6m10s à la latitude de Paris.

Si la Lune tournait autour de la Terre dans le même plan que la Terre tourne autour du Soleil, elle s'éclipserait à chaque pleine lune et éclipserait le soleil à chaque nouvelle lune, mais les éclipses ne se produisent que lorsque la pleine lune et la nouvelle lune arrivent sur la *ligne des nœuds*, qui est la ligne d'intersection où le plan de l'orbite coupe le plan de l'écliptique, et que ces deux plans font entre eux un angle de 5°.

Il y a, en moyenne, en dix-huit ans 70 éclipses, dont 29 de lune et 41 de soleil. Dans une année il n'y a jamais plus de 7, jamais moins de 2 éclipses. Lorsqu'il n'y a que deux éclipses elles sont toutes deux de soleil. En dix-huit ans il y a, terme moyen, 28 éclipses de soleil centrales, c'est-à-dire susceptibles de devenir annulaires ou totales.

L'éclipse totale de soleil sur un lieu donné est un phénomène très rare. Ainsi il n'y a eu à Londres depuis 1140 qu'une éclipse totale de soleil et cela en 1715. A Paris, la dernière éclipse totale a eu lieu le 22 mai 1724, la prochaine se montrera le 17 avril 1912, à midi 18, mais elle ne sera totale que pendant 7 secondes et ce n'est guère avant la fin de ce siècle, le 11 août 1999, à 10 h. 28 du matin, que les environs de la capitale de France seront visités par une grande et belle éclipse totale de soleil dont la durée sera de 2m20s environ.

Mais heureusement pour les amateurs de ces spectacles grandioses, il y aura en Espagne, le 30 août 1905, vers midi et demi et une heure de l'après-midi, une superbe éclipse de soleil, dont la durée de la totalité atteindra 3m40s à Burgos, 3m44s à Estepar, 3m28s à Castellon, 3m42s à Monte-Colibre, 3m43s à Aliaga, et 3m42s à Alcalà de Chisvert.

(*A suivre.*) F. Stackelberg.



-*- **Jeunesse libertaire du V**^e^, 76, rue Mouffetard. — Jeudi 1er décembre, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade.
Une brochure à lire : *Documents socialistes.*

-*- **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre. — Jeudi et samedi, causerie. Tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2, répartition des denrées.

-*- **Le Milieu Libre**, 22, rue de la Barre (18e arrond.). — Samedi 26 novembre et jeudi 1er décembre à 8 h. 1/2 du soir, causerie. Lettre de la Colonie communiste de Vaux.

-*- **Causeries populaires du XI**^e^, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 30 novembre, à 8 h. 1/2, causerie : Les Routes à tracer.

-*- **Causeries populaires du XVIII**^e^, 30, rue Muller. — Lundi 28 novembre, à 8 h. 1/2, causerie : Les faux droits de l'homme et les vrais, par Paraf-Javal.

-*- **Ligue Antimilitariste des travailleurs** (**Section du 13**^e^). — Réunion le samedi 26 novembre, salle Reigneau, 17, boulevard Arago. Causerie par un camarade de la Ligue.

-*- **Coopération des Idées**, 157, rue du Faubourg Saint-Antoine. — Samedi 26. Henri Robert, avocat : La Cour d'assises. — Dimanche 27. Représentation organisée par le Théâtre populaire de la Coopération des Idées : *Le droit d'aimer*, pièce en 4 actes, de Max Nordau, traduite par Albert Bloch (1re représentation.) — Lundi 28. Ferdinand Buisson : La séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Dans la première salle : Conférences de l'Ecole d'Anthropologie. IV. Les facteurs de l'évolution. — Mardi 29. Yves Guyot : Les conflits du travail et du capital et leur solution. — Mercredi 30. Maurice Vernes : Critiques des morales religieuses. Esquisse d'une morale rationnelle (1re conférence).

-*- **Jeunesse syndicaliste de Paris**. — Réunion 28 novembre 1904, salle des Commissions Bondy, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau. Ordre du jour : Discussion générale. Cotisation.

-*- Toulouse. — **Groupe d'Action syndicale**. — Réunion tous les jeudis, à 9 heures du soir, Bourse du Travail. — Causerie par un camarade. — Admissions.

-*- Angers. — Les camarades de l'**A.I.A.** se réunissent tous les dimanches, café Lebon, 86, rue Lyonnaise, de 9 heures à 11 heures du matin. Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, réunion générale.

-*- Bordeaux. — **Groupes anarchiste et antimilitariste**. — Réunion dimanche 27 novembre, chez Lachaud, rue Kléber, 65, à 2 heures de l'après-midi. Causerie sur : La nouvelle Internationale par le camarade Benoit. Après la causerie, chants et poésies révolutionnaires.
Les adhérents de l'action antimilitariste sont priés d'apporter leurs cartes.

-*- Lyon. — Réunion samedi soir 26, à 9 heures, au café de l'Industrie, Petite rue de Cuire, place de la Croix-Rousse, 3.
Le dimanche 27, à 8 heures, soirée familiale.

-*- **Jeunesse Libertaire**. — Samedi 26 novembre, réunion des camarades au siège du groupe, 13, rue Passet, à 8 h. 1/2.

-*- Saint-Nazaire. — **La Section de l'A.I.A.** se réunit tous les samedis soir à 9 heures, rue du Bois-Savary, café Brohan, en face les Halles.

-*- Genève. — Vendredi 25 et samedi 26 courant, à 8 h. 1/2, salle Handverk, avenue du Mail, conférences publiques et contradictoires par Victor Méric : L'antimilitarisme et la nouvelle Internationale ; Le militarisme et l'idée de patrie.

-*- Liège. — Dimanche 27 novembre, à 2 heures, au Casino de l'Est, 21, rue Méan, grand meeting par E. Chapelier. Sujet : La guerre russo-japonaise et les poursuites contre les antimilitaristes.
Entrée libre.

-*- Charleroi-Jumet. — Dimanche 27 novembre, à 3 heures, à la Citadelle du Progrès, Chaussée de Bruxelles à Jumet, grand meeting par Cosmos. Sujet : La guerre russo-japonaise et les poursuites contre les antimilitaristes.
Entrée libre.

-*- De mêmes meetings ont lieu le même jour à Anvers et à Gand par d'autres orateurs.

LE LIVRE POUR ENFANTS

Est actuellement entièrement composé et sera tiré sitôt que sera rentrée la dernière illustration.

Faute de temps, ne pouvant donner un meilleur papier aux souscripteurs, en retour de leur solidarité, puisque c'est à leur concours que je dois de mener l'œuvre à bien, leur exemplaire sera à tête dorée et à couverture plus soignée.

A ce propos, quelques-uns m'écrivent de les considérer comme souscripteurs, que le montant en sera envoyé à réception du volume. Quand le volume sera prêt à être expédié, je devrai avoir payé le clicheur, l'imprimeur et le relieur (le papier l'est déjà). Pour que la souscription soit efficace, elle doit être versée maintenant. Je renouvelle donc mon avis que remboursement sera pris à la fin de ce mois. Ceux qui pourraient le faire avant, nous abrégeraient la besogne.

J. Grave.

LISTE DES JOURNAUX ANARCHISTES DE LANGUE ITALIENNE

ITALIE

Il Grido della folla, Milan (Casella postale, 309).
Il Libertario, Spezia (Casella postale, n° 10).
L'Agitazione, Rome (Casella postale, 299).
L'Aurora, Ravenna.

Revues

Il Pensiero, Rome (Casella postale, 142).
L'Universita Popolare, Mantoue (Via Tito Speri, 13).
La Rivolta, Messine.

Paraissaient en outre, il y a 3 mois encore :
L'Avvenire Sociale, Messine.
Germinal, Tarente.
La Parola libertaria, Carrare.
La Falange, Marsala.
La Favilla, Mantoue.
Personne ne les reçoit ici depuis quelque temps.

ETATS-UNIS

La Questione Sociale, Paterson, N. J.
Cronaca Sovversiva, Barre, V^t^.
La Protesta Umana, S. Francisco, Cal.
Secolo Nuovo, S. Francisco, Cal.

ARGENTINE

L'Avvenire, Buenos-Ayres.

SUISSE

Il Risveglio, Genève (6, rue des Savoises).



Bien que la propagande exclusivement libertaire ait été depuis quelques années menée avec une activité fébrile dans le port de Brest, il ne peut se faire qu'elle ait pour résultat d'y jeter le trouble assez profond pour désorganiser les milieux syndicaux et socialistes, et pour créer entre la démocratie politique et les travailleurs organisés une scission dont le parti nationaliste et clérical tirerait grand profit.

A. Maurel.

(Humanité, *20 octobre 1904*.)

EN VENTE

A titre de propagande, nous laisserons, jusqu'à fin décembre, les années 5, 6, 7 et 8 des *Temps Nouveaux*, à raison de 5 fr. 80 en gare.

Il n'est plus vendu de première année à part. Les autres années 6 fr. 60 chaque, en gare.

AVIS

Il ne reste plus de volumes défraîchis de *Guerre-Militarisme* et *Patriotisme-Colonisation*.

L'ouvrage reste en vente à : 7 fr. 50 le volume illustré ; 2 fr. non illustré.

VARIA

Les camarades d'Amiens viennent de faire paraître le premier numéro d'un nouvel organe anarchiste : *Germinal*, 69, rue Saint-Germain.

Comme il n'y a jamais trop de lutteurs, bonne chance à ce nouveau camarade.

BROCHURES EN RÉIMPRESSION

Le Groupe de propagande par la brochure, souscrit : *Guerre-Patrie* : 100 ; *Machinisme* : 100 ; *Entretien* : 100.

EN VENTE A NOS BUREAUX

Le Militarisme, franco 0 fr. 25 ; *Le rôle de la femme*, du docteur Fischer, 0 fr. 25.



F., à Nouméa. — Employez les exemplaires en plus à la propagande.

J. R., à Commercy. — Votre abonnement est terminé depuis fin juillet.

L. P., à Beauvais. — Le journal sera expédié à l'adresse.

J., à Orange. — Cela n'a rien d'intéressant dans le mouvement social. C'est à ceux qui se disent révolutionnaires de savoir faire leur œuvre, malgré — et contre — les braillards.

G. C., à Valence. — Fin décembre.

P. B., à Monnai. — Votre abonnement finit fin novembre.

R., rue du P. L. P. — Non, les timbres, ça ne fait rien.

? Quarré-les-Tombes. — L'envoi n'est pas de nous.

Garabed. — Non, il n'en reste plus.

Leroy demande l'adresse du *Don Quijote ?*

Nice. — La place nous manque pour insérer les comptes rendus de réunions.

F. R., à Amay. — Réexpédions numéros. Nous rectifions l'adresse.

F. L., à Genève. — Nous perdons 30 0/0 sur le change des timbres.

L. V., à Lyon. — Vers insuffisants.

V., à Besse. — Premiers vers arrivés trop tard. Je vous rendrai réponse pour le tout. Je réexpédie les numéros à B.

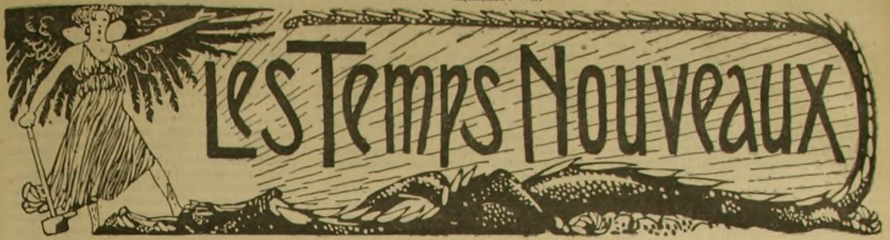
P. D., à Thilh. — L., à Epinal. — H., à Bussang. — B., à Montignac. — T. G., à Vaux. — H., au Havre. — F., à Nouméa. — H., au Chambon. — G., à Vienne. — G., à Apt. — L. G., Pont-de-Vivaux. — O., à Lormont. — H. P. — W., à Marchiennes. — J. H., à Rotterdam. — H. G., à Lyon. — E. B., à Genève. — T., à Brest. — C., à Oullins. — G. T., à Passy. — J. H., à Limoges. — D., à Fleury-Vallée. — C., à Bussang. — C., à Nancy. — L. P., à Lyon. — G., à Montluçon. — T., à Boissy. — E., à Montpellier. — E. D., rue C. — M. F., à Corbeil. — L., à Toulouse. — D., à Pont-Saint-Vincent. — V., à Nîmes. — Reçu timbres, lettres et mandats

Reçu pour le journal : L. G., à Pont-de-Vivaux, 0 fr. 25. — A. D., 6 fr. — C., à Valence, 2 fr. — M. par P., 0 fr. 25 (rectification). — L., à Caudebec, 1 fr. 05. — M. M., à Troyes, 0 fr. 30. — A. V., 0 fr. 90. — M. F., à Orléans, 2 fr. — G. A., à Mansourah, 1 fr. — H. R., à Amay, 1 fr. 50. — *Vente de vieux timbres*, 19 fr. 70. — Merci à tous.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — *N° 31* — PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ❖ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 — *Du 3 Déc. au 9 Déc. 1904.*



POUR LA FRANCE

Un An	6 »
Six Mois	3 »
Trois Mois	1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An	8 »
Six Mois	4 »
Trois Mois	2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



A NOS LECTEURS

Quoiqu'il nous en coûte, nous sommes encore forcés de supprimer le supplément cette semaine. Ce n'est pas que cela aille plus mal ; cette semaine, notre vente a atteint son plus haut point à Paris — ce sont les petits déficits accumulés qui finissent par crever : le passif étant arrivé au point qu'il faut penser à l'alléger au lieu de l'augmenter.

Mais la semaine prochaine nous aurons touché la vente du mois. Le supplément paraîtra certainement. Il sera consacré à la religion.

J. Grave.

L'Abolition des Droits féodaux

II

Voyant leurs privilèges sombrer dans le soulèvement des paysans, les nobles avaient sacrifié ceux de leurs droits qui n'avaient plus aucune valeur. Mais ce n'était que pour mieux retenir ceux qui avaient une valeur réelle, malgré la révolution.

En effet, depuis sept ou huit mois les paysans ne payaient plus les redevances féodales *personnelles*, qui représentaient des survivances de l'ancienne servitude. Tels, les droits qu'ils devaient au seigneur en cas de mariage, ou lorsqu'ils léguaient leur maigre pécule à leurs héritiers ; ou bien les dons gratuits « que le paysan était tenu d'offrir au seigneur en diverses occasions, les droits du seigneur sur le four banal, le pressoir communal, le marché, etc., — sans parler de divers droits « honorifiques », tels que l'obligation, pour le paysan, de frapper l'étang pendant la nuit, afin que les grenouilles n'empêchent pas le seigneur de dormir, — bref, mille obligations et redevances qui avaient survécu de l'époque du servage, et qui variaient à l'infini, suivant la localité.

A ces servitudes personnelles, qu'il n'était plus possible de rétablir, *puisque les paysans ne les payaient plus* (voyez Chassin, par exemple), ainsi qu'aux droits de justice seigneuriale qu'il n'était plus possible d'exercer, puisqu'on était en révolution — à ces droits, devenus fictifs, les nobles et le clergé « renoncèrent » par les décrets d'août 1789.

∴

Mais les seigneurs gardèrent avec d'autant plus de soin ceux de leurs droits qui pouvaient être représentés, d'une façon ou d'une autre, comme des redevances dues pour la possession ou l'usage de *la terre*. Telles étaient, non seulement les rentes, mais une foule de paiements, variant aussi de pays à pays, établis lors de l'abolition du servage, et consignés pour la plupart dans ces actes que l'on appelait les *terriers*. Telles étaient encore les dîmes prélevées par le clergé et qui représentaient, non pas le dixième, mais souvent le cinquième et quelquefois le quart de la récolte.

A ces redevances *réelles*, les seigneurs, les prêtres et les bourgeois propriétaires (et il y en avait déjà un grand nombre) tenaient d'autant plus. Aussi s'empressèrent-ils de les raffermir par des décrets, faits dès la matinée du 5 août — immédiatement après l'abdication de la nuit historique du 4 août.

∴

Champarts, terriers, agriers comptants, et les dîmes aussi, — tout ce qui avait une valeur pécuniaire — *fut maintenu intégralement* par les décrets du 4 au 11 août. Les paysans obtenaient seulement *le droit de racheter ces redevances*, — s'ils parvenaient un jour à s'entendre avec le seigneur sur le prix du rachat. Mais l'Assemblée se garda bien, soit de fixer un terme au rachat, soit de préciser le taux auquel il devrait se faire.

Au fond, tout restait tel quel quant à ces redevances réputées terriennes, et les municipalités bourgeoises furent chargées de mettre les paysans à la raison s'ils ne les payaient pas. C'est ce qu'elles firent, en effet — en maint endroit, avec beaucoup de férocité.

∴

D'ailleurs, même ces décrets du 4 au 11 août parurent trop avancés aux seigneurs, d'autant plus que le texte et le langage de ces déclarations faites dans un moment de surexcitation, suscitaient des espérances plus larges dans les campagnes.

Le roi refusa de donner sa sanction aux décrets, et le 18 septembre, il adressait encore à l'Assemblée Nationale des remontrances, pour l'inviter à réfléchir.

La sanction ne lui fut arrachée qu'après que les femmes l'eurent amené, le 6 octobre, de Versailles et placé sous la surveillance du peuple de Paris. Mais alors l'Assemblée Nationale fit à son tour la sourde oreille. Elle ne décida de promulguer les décrets que le 3 novembre 1789. Et encore se borna-t-elle à les envoyer aux Parlements provinciaux (cours de justice), si bien que les décrets d'août ne furent jamais promulgués légalement (1).

(1) Ces faits, qui contredisent complètement les éloges prodigués à l'Assemblée Nationale par les historiens bourgeois, furent racontés par moi dans la *Révolte* de 1892 à 1893, ainsi que dans l'article anniversaire de la Révolution de la revue *Nineteenth Century*, juillet 1889, et reproduits dans ma brochure *La Grande Révolution*. Les travaux de M. Sagnac ont confirmé depuis cette manière de voir. D'ailleurs, il ne s'agit nullement *d'in-*

On comprend que la révolte des paysans devait continuer — et c'est ce qui arriva. Le rapport du Comité féodal, fait par l'abbé Grégoire et daté de février 1790, prouve que l'insurrection paysanne continuait alors et gagnait même du terrain. De l'Est, elle se répandait lentement vers l'Ouest.

Mais les seigneurs avaient déjà pris leurs précautions. Un des décrets, celui du 10 août, contenait, par exemple, des clauses terribles contre les paysans révoltés, que la bourgeoisie libérale, toujours hypocrite, appelait « les brigands ». Les bourgeois voulaient bien profiter du désarroi que l'insurrection paysanne jetait dans la machine gouvernementale, pour instaurer leur pouvoir en lieu et place de celui des nobles et de la Cour. Sans cette jacquerie, il n'y aurait pas eu de *révolution*. Mais la bourgeoisie voulait toujours tenir le peuple en bride, de façon à pouvoir dominer l'insurrection à chaque moment donné.

Devenue maîtresse des municipalités élues, dans la plupart des villes, la bourgeoisie libérale envoyait les milices bourgeoises « rétablir l'ordre » dans les campagnes, et ces milices pendaient les paysans haut et court. Ainsi, nous avons des documents qui attestent que dans les derniers mois de 1789, vingt paysans furent pendus dans le Dauphiné, douze à Douai, quatre-vingts à Lyon. L'Assemblée Nationale, cela va sans dire, approuva ces exécutions.

***

Cependant l'insurrection continuait malgré cela dans les campagnes, — toujours sur cette même question de droits féodaux. Mais, comme le mouvement révolutionnaire s'était ralenti à Paris après le 6 octobre, l'Assemblée Nationale, s'enhardissant dans la voie de la réaction, passa les lois du 15 au 28 mars 1790 et celle du 18 juin qui, au fond, *rétablissaient* et maintenaient le régime féodal dans ce qu'il avait d'essentiel.

Couthon eut raison de dire plus tard dans un rapport adressé à la Législative, que ce décret du 15 mars 1790 *abolissait* celui de la nuit du 4 août, tellement il était en faveur des ex-propriétaires de serfs. Car, sous prétexte de préciser les droits que les paysans pouvaient *racheter*, ce décret rétablissait tous les droits, sauf les restes de la servitude purement *personnelle* du paysan. Même la mainmorte (le droit du seigneur sur l'héritage de son serf) était retenue quand elle s'appliquait à la terre (1).

Mais il y eut pire encore. Le 18-30 juin, l'Assemblée Nationale passa des lois terribles, simplement draconiennes, contre ceux qui refusaient de payer les redevances féodales. Quant à ceux qui prêchaient le non-paiement de ces redevances, ainsi que des dîmes, c'était — les travaux forcés et la mort.

***

Et l'insurrection paysanne continuait toujours !

Un an plus tard, en 1791, même après le massacre des Parisiens au Champ de Mars, « l'ordre » n'était pas le moins du monde rétabli dans les campagnes. L'Assemblée Nationale était alors en pleine réaction et la terreur régnait à Paris...N'importe !... Les campagnes restaient en insurrection. Les paysans ne payaient rien, et se révoltaient quand on les forçait de payer.

Aussi, le 15-19 juin 1791, l'Assemblée lançait de nouvelles exhortations — et de nouvelles menaces.

« L'Assemblée Nationale a rempli, par l'*abolition du régime féodal*, prononcée dans sa séance du 4 août 1789, — c'est ainsi que les jésuites de la bourgeoisie mentaient au peuple — une des plus importantes missions dont l'avait chargée la volonté souveraine de la nation française ; mais ni la nation française, ni ses représentants n'ont eu la pensée *d'enfreindre par là les droits sacrés et inviolables de la propriété.* » — Ces lois furent mal comprises « par la populace », continuait le décret, et devinrent la source de désordres ; « il est temps enfin que ces désordres cessent,... il est temps que les citoyens dont l'industrie féconde les champs et nourrit la nation *rentrent dans le devoir et rendent à la propriété l'hommage qu'ils lui doivent.* »

Tout cela — pour introduire toute une série de mesures simplement terribles contre « les citoyens dont l'industrie féconde les champs », uniquement parce que ces citoyens étaient décidés à secouer, une bonne fois pour toutes, les restes de la servitude, et de s'en débarrasser pour toujours.

Mais la réaction, nous allons le voir, prenait le dessus dans les villes — et ces décrets de juin 1790 et de juin 1791 restèrent en pleine force jusqu'à l'année suivante, c'est-à-dire jusqu'au moment où le peuple de Paris se leva de nouveau pour marcher contre les Tuileries et renverser la royauté...

***

Ainsi, retenons bien ces dates :

Le 4 août 1789, — abolition, en paroles, du régime féodal.

Du 5 au 11 août, — reconstitution partielle de ce régime par des décrets qui imposent *le rachat* de toutes les redevances féodales ayant une valeur quelconque.

Fin 1789 et 1790, — expéditions des municipalités urbaines contre les paysans insurgés, et pendaisons de ceux-ci.

Février 1790, — rapport du Comité féodal, constatant que la jacquerie se répand.

Mars et juin 1790, — lois draconiennes contre les paysans qui ne paient pas les redevances féodales, ou prêchent leur abolition.

Juin 1791, — nouvelle confirmation de ce décret. Réaction sur toute la ligne.

Seulement — comme nous allons le voir plus loin, — seulement, en juin 1792, à la veille même de l'invasion des Tuileries par le peuple, et en août 1792, après la chute de la royauté — l'Assemblée fera les premiers pas décisifs contre les droits féodaux.

Et enfin, ce ne sera qu'en juin 1793, *après l'expulsion des Girondins*, que l'abolition définitive, sans rachat, des droits féodaux sera prononcée.

Voilà le vrai tableau de la grande Révolution.

***

Une autre question, d'une portée immense pour les paysans, était évidemment celle des terres communales.

Partout (dans l'Est, le Nord-Est, le Sud-Est), où les paysans se sentaient la force de le faire, ils cherchaient à rentrer en possession des terres communales, dont une immense partie leur avait été enlevée par la fraude, ou sous prétexte de dettes, avec l'aide de l'État, — surtout depuis le règne de Louis XIV. Seigneurs, clergé, moines, bourgeois du village et des villes — tous en avaient eu leur part.

Cependant il restait encore beaucoup de ces terres en possession communale, et les bourgeois des alentours les convoitaient avec avidité. Aussi l'Assemblée Législative s'empressa-t-elle de faire une loi (le 1er août 1791) qui autorisa *la vente des terres communales aux particuliers*. C'était donner carte blanche pour le pillage de ces terres.

Les assemblées des communes étaient composées alors, en vertu de la nouvelle loi municipale (votée par l'Assemblée Nationale, en décembre 1789), exclusivement de députés élus par les *citoyens actifs* — c'est-à-dire par les paysans riches, à l'exclusion des pauvres qui n'avaient pas de cheval pour cultiver la terre. Et ces assemblées villageoises s'empressèrent évidemment de faire danser les terres communales, dont une large partie fut acquise à bas prix par les bourgeois du village.

Quant à la masse des paysans pauvres, elle s'opposait de toutes ses forces à cette destruction de la possession collective du sol, comme elle s'y oppose aujourd'hui en Russie.

Et d'autre part, riches et pauvres faisaient des efforts pour faire rentrer les villages en possession des terres communales qui leur avaient été enlevées par les seigneurs, les moines et des bourgeois.

Tout cela, bien entendu, avec toute l'infinie variété des situations diverses dans diverses parties de la France.

***

Voici donc pour le côté économique, dans les villages.

Mais à part ce conflit qui surgissait entre la bourgeoisie arrivant au pouvoir et le peuple, il y avait toute l'œuvre *politique* de la Révolution, qui non seulement restait inachevée en 1790, mais se trouvait même entièrement remise en question.

Lorsque la première panique, produite en 1789 par la poussée inattendue du peuple, fut passée, la Cour, les nobles, les riches et les prêtres s'empressèrent de s'unir afin d'organiser la réaction. Et bientôt, ils se sentirent si bien soutenus et si puissants, qu'ils se mirent à comploter les moyens d'écraser la Révolution et de rétablir la Cour et la noblesse dans leurs droits, perdus pour le moment.

Les grands historiens, comme Michelet et Louis Blanc, parlent sans doute de cette réaction ; mais ils ne nous en montrent pas encore toute la profondeur, ni toute l'extension. Nous en parlerons tout à l'heure plus longuement ; mais pour le moment, il suffira de dire que *pendant deux années*, depuis l'été de 1790 jusqu'à l'été de 1792, toute l'œuvre de la Révolution fut mise en suspens. Révolution ? — Contre-révolution ? — Le fléau de la balance oscillait entre les deux. Et c'est en complet désespoir de cause que les meneurs bourgeois de la Révolution se décidèrent enfin à faire une fois de plus appel à l'insurrection populaire, en juin 1792.

PIERRE KROPOTKINE.

...interprétation des faits. Il s'agit des *faits* eux-mêmes. Et pour s'en convaincre, on n'a qu'à consulter le recueil de lois de l'État français que l'on a, par exemple, dans le *Répertoire* si connu de Dalloz. On y trouvera, soit en entier, soit en résumé, toutes les lois sur la propriété foncière, que l'on ne trouve pas chez les historiens. C'est là que je les avais puisées d'abord.

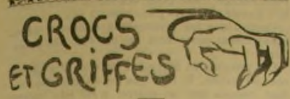
(1) Ce qui était supprimé sans obligation de rachat, c'était la servitude *personnelle* et ce qui en découle ; la mainmorte, tant qu'elle ne s'appliquait pas à des redevances foncières ; et les droits dérivant du service militaire (dû par le serf à son seigneur), la « protection » seigneuriale, la police des ventes et achats, des marchés des mesures, etc. Et cependant, ici encore, les obligations résultant de la *justice seigneuriale* étaient retenues. Quant aux mille redevances rattachées à la terre, elles restaient en plein. Les *modes* de rachat (mais non pas *le taux* du rachat) étaient spécifiés par les lois du 3-9 mai 1790 et du 13-20 avril 1791. Cependant l'une d'elles contient un aveu précieux : les paysans ne *voulaient pas racheter* les redevances. Ils en demandaient, en effet, l'abolition pure et simple. C'est ce qui sauva la Révolution.

LE LIVRE POUR ENFANTS

C'est définitivement cette semaine que nous prenons remboursement sur les souscripteurs pour lesquels il n'y aura pas contre-ordre. Prière d'y réserver bon accueil.

Vu les frais de rembours, chaque souscription sera majorée de 0 fr. 40.

Je prépare une série de suppléments sur *La Magistrature, L'État, La Famille, L'Administration, L'Éducation* ; ceux des camarades dessinateurs qui pourraient nous envoyer des vignettes appropriées à chaque sommaire, seraient bien aimables.



La semaine dernière a comparu à nouveau devant le conseil de guerre du 7e corps, Grasselin, infirmier à l'hôpital militaire de Belfort, inculpé de désertion.

Grasselin est cet ancien soldat, condamné pour avoir refusé de porter le fusil, « sa conscience ne lui permettant pas de se servir d'instruments de mort ».

Gracié depuis, Grasselin est resté le même, et il continue à refuser de se servir d'une arme.

Grasselin a été condamné à nouveau à six mois de prison.

C'est maintenant le silence complet sur son cas dans toute la presse Justice-Vérité. *Grasselin et la suppression des conseils de guerre ne les intéressent plus. Du haut en bas de l'échelle l'on est trop occupé à faire l'apologie du mouchardage que l'on reprochait jadis aux adversaires.*

Hommage à Victor Considérant

Antonio Labriola, professeur à l'Université de Rome et marxiste des plus distingués, mort cette année à la fleur de l'âge, écrivait en 1895, dans son *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire* :

« Dans trois ans nous pourrons célébrer notre jubilé, la date mémorable de la publication du *Manifeste du parti communiste*... C'est cette date qui marque le commencement de l'*ère nouvelle*... »

En 1902, un autre auteur italien, non moins savant, et non moins admiré par les marxistes, publia dans l'*Avanti* l'article qui suit :

Il Manifesto della democrazia.

Dans son étude récente sur le *Manifeste des Communistes*, Charles Andler a fait les recherches des origines du document glorieux.

Par une chance, j'ai trouvé ces jours-ci le document que Tcherkesoff reconnaît, avec beaucoup de raison, pour celui qui avait fourni, non seulement les thèses fondamentales d'argumentation du *Manifeste*, mais lui donne aussi la forme d'exposition. Il s'agit d'une brochure introuvable à présent et qui porte le titre : *Principes du socialisme, Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle*, par V. Considérant, publiée pour la première fois par la Librairie Phalanstérienne le 1er août 1843, et une seconde fois, en octobre 1847. Donc la première édition de ce manifeste étrange(!) et pourtant si suggestif, précéda de cinq ans celle du *Manifeste des Communistes*. Je l'ai trouvé en feuilletant toute une quantité de brochures fouriéristes étranges et curieuses d'une bibliothèque à vendre de quelque fouriériste napolitain inconnu et qui vivait probablement vers 1848...

Le *Manifeste de la Démocratie* est divisé en deux parties : 1° l'*Etat de la société* ; 2° l'*Etat des opinions*. Il contient 74 pages serrées et divisées en chapitres et paragraphes. Les 26 pages de la première partie, quelquefois fantastique par la forme mais exacte au fond, contiennent toutes les thèses principales du premier chapitre du *Manifeste des Communistes*. La seconde partie, l'*Etat des opinions*, fait l'analyse des doctrines et des principes des différents partis politiques français examinés au point de vue fouriériste.

Il est certain que cette partie du Manifeste de Considérant a dû suggérer à Marx et à Engels le troisième chapitre du *Manifeste des Communistes* dans lequel est faite une revue d'état de la littérature communiste jusqu'à 1847.

Seulement Engels l'a faite au point de vue international, tandis que le fouriériste Considérant l'a faite au point de vue exclusivement français.

Il est indiscutable que les thèses fondamentales du *Manifeste des Communistes* sont celles-ci : 1° Le développement de l'histoire est le résultat de la lutte des classes entre elles ; 2° le prolétariat moderne est poussé à briser l'ordre social existant, parce que le développement économique de la société capitaliste le condamne à une misère toujours croissante ; 3° la concentration capitaliste, procédant sans interruption, détruit les classes moyennes et accentue le conflit entre la bourgeoisie et le prolétariat ; 4° l'incapacité de la bourgeoisie à diriger la production est prouvée par les crises économiques qui sont les résultats de la surproduction.

Eh bien ! toutes ces thèses et une quantité d'autres thèses et d'idées secondaires se trouvent dans le *Manifeste de la Démocratie*, quelquefois dans une forme naïve et fantastique, mais toujours nette et déterminée.

Le Manifeste de Considérant établit que « l'ordre nouveau s'est dégagé de l'ordre féodal par le développement de l'industrie, des sciences, du travail, par les lentes mais irrésistibles conquêtes de l'intelligence sur la force, du génie de la création sur celui de la guerre », et affirme que la Révolution française n'accomplit qu'une œuvre négative : elle renversa l'ancien ordre social, mais ne créa pas un ordre nouveau conforme à sa doctrine d'égalité juridique (§ IV, p. 5, édit. de 1847). « ... Bien que le droit public nouveau ne reconnaisse plus aucune indignité naturelle des personnes ou de classe ; bien qu'il proclame très démocratiquement, au contraire, l'égale aptitude politique et sociale de tous à tout, les hautes et moyennes positions publiques, presque toutes les fonctions publiques, presque toutes les fonctions libérales n'en sont pas moins monopolisées *de fait* par les familles des hautes classes et des classes moyennes, qui les conservent et se les transmettent. Une féodalité nouvelle se constitue et l'asservissement des masses se perpétue.

« La cause de ce fait ? La libre concurrence. »

(Victor Considérant. *Le manifeste* § V, p. 7.)

« Que pourrait-il résulter dans un pareil état de choses, de cette liberté industrielle sur laquelle on avait tant compté, de ce fameux principe de la libre concurrence que l'on croyait si fortement doué d'un caractère d'organisation démocratique ? Il n'en pouvait sortir que l'asservissement général, l'inféodation collective des masses dépourvues de capitaux, d'instruments de travail, d'éducation, d'armes industrielles enfin, à la classe industriellement pourvue et bien armée.

« La libre concurrence fait que le salaire de l'ouvrier diminue toujours de plus en plus. En Irlande, en Angleterre, en Belgique, en France, partout où règne la libre concurrence, où rien n'arrête l'essor désordonné d'un industrialisme sans frein, le sort des classes ouvrières devient nécessairement plus misérable et plus abject ; et ce n'est pas seulement contre elles-mêmes que ces classes ont à lutter, c'est contre des machines qui ne dépensent plus que quelques centimes par force d'homme ! »

C'est la loi de la concurrence qui produit la misère croissante dans la masse ouvrière (§ VI), elle détruit aussi les classes moyennes (§ VII).

Si maintenant nous comparons tout cela avec le *Manifeste des Communistes*, nous verrons que non seulement toutes ces idées y sont réunies, mais qu'elles sont exprimées presque dans les mêmes termes.

« Dans quelque branche que ce soit, continue Victor Considérant, les grands capitaux, les grandes entreprises font la loi aux petits. La vapeur, les machines, les grandes manufactures ont eu facilement raison, partout où elles se sont présentées, des petits et moyens ateliers. A leur approche, les anciens métiers et les artisans ont disparu pour ne plus laisser que des fabriques et des prolétaires...

« L'argent envahit tout ; la puissance des gros capitaux s'accroît incessamment ; ils attirent et absorbent dans tous les ordres, les petits capitaux et les moyennes fortunes... »

« Les conséquences de ce fait sont les plus graves (§ VIII).

« La société tend à se diviser de plus en plus distinctement en deux grandes classes : un petit nombre possédant tout ou presque tout, maître absolu de tout dans le domaine de la propriété, du commerce et de l'industrie ; et le grand nombre ne possédant rien, vivant dans une dépendance collective absolue des détenteurs du capital et des instruments de travail, obligé de louer, pour un salaire précaire et toujours décroissant, ses bras, ses talents et ses forces aux *seigneurs féodaux* de la société moderne. »

« La richessse a la tendance de se concentrer entre les mains d'un nombre toujours diminuant de possesseurs.

« Notre industrialisme est un mécanisme colossal d'une énorme puissance qui pompe incessamment les richesses nationales pour les concentrer dans les grands réservoirs de l'aristocratie nouvelle, et fabrique des légions faméliques de pauvres et de prolétaires. La Grande-Bretagne présente au plus haut degré ce phénomène de la concentration des capitaux entre les mains d'une aristocratie peu nombreuse, de l'amoindrissement des classes moyennes... »

Marx n'a pas dit une seule syllabe de plus. Il paraît que nous devons conclure que la théorie de la misère croissante et de la concentration capitaliste était une sorte de lieu commun de la critique socialiste avant Marx, et que le grand communiste allemand l'avait acceptée sans plus de réflexion.

Le *Manifeste de la Démocratie*, on peut le dire, contient presque toutes les idées du futur manifeste de Marx et d'Engels. Le gouvernement y est défini comme un organe de féodalisme capitaliste (§ IX). La question coloniale, qu'on appelle à présent l'impérialisme, est exposée chez Victor Considérant de la même manière que plus tard chez Marx et Engels, comme un besoin du commerce pour de nouveaux débouchés (marchés). Même l'exemple cité par Marx et Engels est celui de Considérant : la guerre de l'opium contre la Chine ! En présence de tout cela, il est difficile de nier que le *Manifeste de la Démocratie* fut le vrai père du *Manifeste des Communistes*.

Outre cela, un grand mérite de Considérant est son explication du mouvement révolutionnaire du prolétariat (§ X) comme le résultat du conflit des classes existantes et de la misère dans laquelle la société capitaliste moderne précipita les producteurs. Il dit que la négation du droit de la propriété par les classes ouvrières est le résultat de cette négation de justice dont ils sont victimes. « Le mouvement chartiste en Angleterre est expliqué par la haine des classes, provoquée par le spectacle de la misère croissante chez les uns en face des richesses croissantes aussi des autres. » Le monopole universel ne peut pas passer entre les mains d'une classe peu nombreuse sans amasser bientôt sur cette classe les haines les plus formidables.

L'Association fouriériste est prêchée comme un résultat naturel des maux existants et comme « *remède congru* ». Encore en cela nous rencontrons la première idée d'après laquelle les révolutions sociales et les phénomènes de la vie collective dépendent du développement économique, ce qui fut plus tard le mérite essentiel de Marx et d'Engels et qu'ils ont développé avec une clarté admirable (et ce qui fut fait admirablement déjà par les écrivains d'avant 1847, notamment par Buret qui traite cette même question de l'influence des modes de production sur l'ordre social. — Tcherk.) Mais en reconnaissant ce mérite nous devons honnêtement dire

que presque toutes ces bases de la théorie ont été posées plusieurs années avant le *Manifeste des Communistes*.

E. L.

(*Avanti*, anno VI, n° 1901, lundi 24 mars 1902.)

« La vérité est en marche », finissons-nous par cette fameuse phrase de Zola.

W. Tcherkesoff.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

On me dira que, sauf les soins de propreté corporelle, la propreté du ménage, du logement, du linge, est l'affaire de la femme, dans la classe ouvrière s'entend ; car je ne sache pas pas que les femmes de la bourgeoisie fassent le blanchissage de leur linge. Celles de la petite bourgeoisie haussent leur vertu à surveiller le travail de leur bonne à la cuisine et quelquefois à frotter elles-mêmes ou à épousseter les meubles de leur salon. J'ai lu que si la femme de l'ouvrier s'ingéniait à approprier et à égayer l'intérieur familial, celui-ci serait moins souvent déserté par le mari.

Mais comment la femme aurait-elle le temps de s'occuper de son intérieur ? D'après ce que j'ai vu moi-même, *toutes les femmes* de la classe ouvrière travaillent, pour augmenter le salaire hebdomadaire et arriver à joindre les deux bouts : il arrive cependant que tout travail supplémentaire soit impossible ; mais alors c'est que la femme est surchargée d'enfants et incapable de s'occuper de quoi que ce soit, en dehors des soins du ménage, même très sommaire.

Vous êtes-vous jamais rendu compte de la besogne exigée pour l'élevage d'un seul nourrisson ? Le nettoyage des couches innombrables, des pièces de layette, les toilettes fréquentes, les repas, les sorties. Le travail devient énorme, s'il faut élever l'enfant au biberon. Ajoutez à cela les soins que réclament les enfants plus grands.

Certaines femmes de la bourgeoisie élèvent elles-mêmes leurs enfants ; mais toutes ont, au moins, une bonne qui fait le gros de l'ouvrage. Je ne parle pas de celles qui ont une nourrice sèche spécialement affectée au nourrisson, sans compter la bonne et la gouvernante pour les plus grands.

Les femmes du peuple doivent tout faire : s'occuper des enfants, faire les achats, la cuisine, la vaisselle, travailler à l'habillement et au raccommodage. La plupart d'entre elles font leur blanchissage, travail fatigant et qui devient considérable, si la famille compte beaucoup de membres.

Les occupations féminines sont ainsi un surmenage continuel. Et l'on peut imaginer combien d'accrocs à la propreté et à l'hygiène en général en sont le résultat forcé. Cependant les femmes trouvent encore le moyen de travailler pour le dehors.

Je rappelle les ouvrières de fabrique, celles dont Joly (n° 28 des *Temps Nouveaux*), dit que leur journée ne finit jamais. Quand pourraient-elles s'occuper de leur intérieur ? Mais les autres aussi travaillent ; elles prennent de l'ouvrage qu'elles font à la maison, afin de pouvoir s'occuper en même temps de leurs enfants et de leur intérieur. J'ai déjà dit que ce travail aux pièces était extrêmement mal payé. Il est soumis d'ailleurs au prélèvement de toute une chaîne d'intermédiaires (entrepreneuses). En outre il favorise la concurrence ouvrière, et il place chaque femme individuellement en face de l'exploitation patronale. D'où, les veillées prolongées, le surmenage et ses conséquences.

Que les moralistes aillent donc, dans ces conditions, parler d'éducation, du confort du « home », etc. Avant de s'occuper de ce confort, les ménages ouvriers doivent parer aux nécessités les plus pressantes de l'existence et considérer l'hygiène comme article de luxe.

C'est ce qui fait que les femmes cherchent à s'occuper de toutes les façons. Si elles n'ont pas de métier qualifié, elles « *font des ménages* », par exemple, des besognes diverses. Quelques-unes trouvent une loge de concierge (je ne parle pas des quartiers riches) ; c'est ordinairement pour aller habiter dans un trou sans air et sans lumière, dont le propriétaire ne voudrait pas pour ses chiens.

Quelques rares familles (chez certaines catégories d'employés) sont assez favorisées pour que la femme ne travaille pas et puisse s'occuper de son intérieur — si tant est que ce rôle doive être l'apanage exclusif de la femme. En dépit de cet axiome de morale bourgeoise, beaucoup s'occupent pour augmenter le gain du ménage. On ne peut d'ailleurs parler de loisirs que si la femme n'est pas surchargée d'enfants. Dans ce cas, il n'y a pas de démarcation apparente avec la façon de vivre de la petite bourgeoisie, et le bien-être ne se manifeste que par l'imitation de l'élégance et du luxe bourgeois (tentures, rideaux, etc.), sans que ce faux luxe ait quelque rapport avec le véritable confort (1).

*
* *

Après avoir, dans cet article et dans l'article précédent, fait toutes réserves sur la possibilité d'une propreté parfaite (2), je voudrais passer en revue (surtout au point de vue de la tuberculose) les précautions élémentaires d'hygiène pour l'habitation.

Avoir un logement clair et aéré ; la lumière est, en effet, de toute nécessité, pour la santé en général et pour la propreté du logement en particulier.

Exiger du propriétaire la remise à neuf des appartements à chaque changement de locataire, c'est le seul moyen réel et pratique de désinfection.

Faire le nettoyage des pièces, en enlevant la poussière au moyen du lavage, du balayage humide. Se débarrasser des poussières est bien, mais les changer de place avec un simple époussetage, est tout à fait inutile. C'est à ce point de vue que les hygiénistes sont partis en guerre contre les tentures, les tapis, etc. D'autre part, nettoyer avec un chiffon mouillé n'est pas toujours possible. Il peut se faire que plus tard, dans d'autres conditions sociales, se généralise l'emploi du nettoyage par le vide, qui n'est actuellement à la portée que des gens très aisés.

Aérer dans la journée, ou avoir un système pratique de ventilation. Tenir les fenêtres entr'ouvertes pendant la nuit (3).

Eviter de coucher dans les alcôves ; disposer le lit dans une pièce aérée ; éviter d'entasser plusieurs personnes pour la nuit dans des pièces trop petites.

Eviter de faire la cuisine, le lessivage, le repassage, etc., dans la pièce ou l'on réside, soit pour manger, soit pour dormir, d'où la nécessité d'avoir plusieurs pièces, etc.

On voit que les précautions ci-dessus énoncées ne sont pas toutes au pouvoir des prolétaires.

Ces précautions d'hygiène doivent être observées à l'atelier. Il faut que les ouvriers se rendent *compte* que le patron n'est pas quitte, même en société capitaliste, après avoir payé un salaire convenu ; il faut que les ouvriers exigent que le travail se fasse dans les conditions les plus *complètes* de *salubrité*.

Ils ont droit à travailler dans des locaux propres, suffisamment spacieux, au lieu d'être entassés dans des réduits trop étroits. Il faut que la lumière pénètre largement partout ; souvenez-vous des cuisiniers dans les sous-sols, des comptables dans des bureaux sans fenêtres. Une bonne ventilation doit être assurée, en même temps qu'un chauffage convenable. Il doit exister un aménagement approprié, suivant la nature du travail, pour protéger les ouvriers contre les gaz, les poussières, pour éviter l'humidité, les changements brusques de température, etc. Le *balayage ne doit pas être fait pendant le travail* ; mais tout nettoyage devrait être accompli à la fin de la journée de travail, par une équipe spéciale de travailleurs rémunérés à cet effet. Il devrait exister des lavabos commodes pour tous les soins de propreté nécessaires avant les repas et à la fin de la journée de travail, des vestiaires avec armoire individuelle, des crachoirs, etc., etc.

Pour imposer les précautions d'hygiène, les ouvriers n'ont encore à compter que sur eux-mêmes. Ils n'ont rien à attendre, par exemple, des inspecteurs du travail, dont la qualité caractéristique est l'asservissement aux pouvoirs publics. Cet asservissement est logique et fatal, puisqu'il s'agit de fonctionnaires. Mais ces personnages se font encore remarquer par leur respectueuse complaisance envers le patronat en général.

(*A suivre.*) M. Pierrot.

(1) Voir les numéros antérieurs.

(1) D'après mon expérience médicale, l'élégance de l'habillement, même la richesse des dessous, n'exclut pas la malpropreté corporelle.

(2) Où est la possibilité de cette propreté, si la femme tombe malade de la poitrine ? C'est alors un peu plus de misère et l'abandon de toute hygiène. Si c'est le mari qui devient phtisique, c'est encore plus de misère pour la famille, et l'excès de travail pour la femme atteint son maximum. La tuberculose est dans les meilleures conditions pour se propager.

(3) Le préjugé du *courant d'air* est très répandu à Paris, et, sous ce fallacieux prétexte, les gens se claquemurent dans les bureaux, dans les logements, de même dans les omnibus, sans oser ouvrir la moindre fenêtre.



MOUVEMENT SOCIAL

Je n'ai jamais bien compris les raisons qui font que tant d'amoureux se suicident. Si des parents, ou un mari, ou les lois, ou l'opinion, ou des préjugés font obstacle, eh bien ! l'on se passe de l'autorisation des parents, des lois ou des préjugés, on lutte ou l'on s'enfuit, on affronte l'opinion ou l'on se cache, n'importe quoi, mais l'on ne se tue pas. Tout devrait être préférable à la mort. Il est étrange que l'amour, au lieu d'être un facteur d'énergie, soit un facteur de désespérance. Si quelque chose devrait faire naître des pensées de vie, et non des pensées de mort, il semble bien pourtant que ce soit l'amour. Mais sans doute les gens que ce sentiment envahit en sont troublés à tel point qu'ils perdent tout contrôle sur eux-mêmes, comme des aliénés, et deviennent ainsi mûrs pour les actes les plus déraisonnables.

Voici un exemple encore plus bizarre :

Un ouvrier pâtissier de 27 ans et une plumassière de 23 ans vivaient ensemble depuis 6 ou 7 mois. Un jour, incommodés par une odeur insupportable et ne les ayant pas vus depuis six jours, les voisins font enfoncer leur porte et on trouve leurs deux cadavres décomposés. Pourquoi s'étaient-ils tués ? Ils l'expliquaient dans une lettre trouvée près d'eux : « *Parce qu'ils ne pouvaient vivre en bon accord et*

que, malgré cela, ils s'aimaient trop pour avoir le courage de se séparer. »

Ainsi ces deux jeunes gens, qui ne pouvaient s'entendre ni pour vivre en bon accord, ni pour se quitter, se sont entendus pour mourir. N'est-ce pas le comble de la folie? A 27 et 23 ans, ne pas trouver d'autre solution que la mort, c'est triste.

C'est lâche.

*
* *

Le nom de Grasselin est connu. Il fut condamné à deux ans de prison pour avoir, à son arrivée au régiment, refusé de toucher un fusil, sa conscience lui interdisant d'apprendre à tuer. C'est, si je ne me trompe, un disciple de Tolstoï, mû, comme lui, par des motifs religieux.

Si Grasselin eût été un simple révolutionnaire, il eût pris le chemin de biribi; religieux, il bénéficia d'une certaine indulgence. On le gracia et on le versa aux infirmiers.

Mais on a voulu lui remettre le fusil en mains et Grasselin a de nouveau refusé doucement, en disant que tous les hommes étaient frères. Et le conseil de guerre du 7e corps l'a recondamné à 6 mois de prison.

Du soldat qui assassine consciencieusement et vole et pille, ou de Grasselin, quel est le vrai héros?

La foi, parce qu'elle aveugle, est très capable de créer de l'héroïsme et aussi du fanatisme. Mais l'héroïsme ne pouvant être que le fait d'un très petit nombre, ce n'est pas de lui que nous pouvons raisonnablement attendre la libération humaine : c'est de l'entente réfléchie et raisonnée des individus ayant intérêt à cette libération.

*
* *

Les antisémites sont des gens qui se payent la tête du public, tout simplement. L'aristocratie antijuive est pleine de juives et de juifs épousés, à cause de leur grosse fortune, par les nobles ruinés. Les rédactions de journaux antisémites sont remplies de juifs baptisés ou même pas baptisés. Mais voici qui est mieux. M. Max Régis, le roi des antisémites algériens, qui lança ses bandes d'apaches sur les juifs d'Alger sans défense et a sur la conscience des assassinats d'hommes et de femmes israélites, M. Max Régis annonce son mariage avec une jeune fille juive d'Alger, Mlle Sarah Jaïs.

Les antisémites qui épousent des israélites, sont bien impudents. Mais les israélites qui épousent leurs insulteurs et leurs bourreaux sont bien méprisables. Et à moins que ce ne soit dans le dessein de venger ses frères et ses sœurs, l'état d'âme de Mlle Sarah Jaïs m'étonne.

*
* *

Nouvelle condamnation pour Yvetot : deux mois de prison par la cour d'assises de la Seine-Inférieure pour « injures à l'armée », dans des conférences à Darnetal et à Sotteville.

Injures à l'armée! Dire à l'institution dénommée armée ses quatre vérités, c'est l'injurier. L'armée, c'est la divinité nouvelle. La critiquer, c'est commettre les crimes de blasphème et de sacrilège.

R. Ch.

*
* *

Beaucaire et environs (1). — Pas d'usines ou sans importance, employant à peine un personnel de 20 hommes ou femmes. Le principal travail est à la terre, surtout aux vignobles. Les salaires pour hommes : 3 fr. 50 en été, 3 francs en hiver pour les journaliers ; femmes, la moitié de ceux des hommes en toute saison. Il se produit des séries de chômages très longs, surtout les années de grêle comme celle-ci, où l'on ne reste pas moins de quatre mois sans travail dans le courant d'une année.

Durée du travail. — 10 heures pour les journaliers qui retournent chaque soir chez eux. De soleil à soleil, c'est-à-dire au soleil levant être au travail jusqu'au soleil couché, toute l'année, pour les journaliers qui sont nourris dans les fermes, ainsi que les valets de ferme ; en plus, en période pressante, moissons, foins, vendanges (ce dernier cas rarement pourtant), à 2 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir. En été, la journée est coupée de deux repas réguliers : à 7 heures matin, déjeuner, une heure de repos ; à midi, dîner, deux heures de repos. En hiver, la journée est coupée par un repas à 11 heures et une heure de repos seulement.

(1) Nous renouvelons notre appel pour que les compagnons nous envoient des monographies semblables pour leur région.

Loyer. — Moyenne deux : pièces, une cuisine et une chambre, 70 francs. Inutile de vous dire que ce n'est pas au rez-de-chaussée, ni même au premier. Pas même de water-closets dans la plupart des maisons. Jugez de la propreté de la ville et de l'hygiène.

Nourriture. — Les vivres ne sont pas bon marché, mais on paie plus cher dans bien des pays. Vin 0 fr. 20 et 0 fr. 15 le litre. Viande de 2e qualité : 1 fr. 30 le kilog. (de la vache ou des moutons africains) ; le bœuf est beaucoup plus cher ; pain 0 fr. 375 le kilog. D'une façon générale, la nourriture se compose d'une soupe légume et légumes à dîner, soupe ou salade et légumes fricotés le soir ; comme boisson, vin du meilleur marché ou petit vin appelé piquette. Le dimanche, pot-au-feu. Les femmes préparent la nourriture du lendemain le soir après le souper. Il y a restriction pour ceux qui travaillent trop loin, ils n'ont de soupe que le soir. Les hommes sont très cafetiers (expression locale), prennent l'apéritif au moins une fois par jour, l'absinthe surtout ; le matin la goutte, le soir après souper, champoreau (mélange de café, de vin ou d'eau-de-vie).

Le manque de nourriture suffisamment bonne mène à l'alcool. Le niveau intellectuel de la population est moyen, pas de fréquentation d'église, mais on fait baptiser et communier les enfants : la situation est pitoyable. Tout le monde a espoir *aux réformes de l'État* (sans être, ce qui est plus fort, des politiciens enragés, puisque sur 2.883 inscrits, 1.664 seulement votent). Pas de coopératives. Il était question d'en former une dans le syndicat agricole : je l'ai combattue et j'ai réussi. Le syndicat a aussi beaucoup d'inscrits mais peu, *très peu*, assistent aux réunions ou ne paient pas les cotisations. Néanmoins, il y a un peu de mieux depuis que nous y sommes sept à huit camarades.

J'oubliais de mentionner une catégorie d'ouvriers (pour Beaucaire seulement) : les marins, portefaix, employés de la Compagnie de Navigation.

Leur mentalité est déplorable à tous les points de vue (pas de syndicats, ne sachant ni lire ni écrire) ; pour ceux qui sont un peu intelligents, ils valent encore moins (ils font les mouchards et vont travailler à Arles ou à Saint-Louis lorsque les ouvriers de ces localités sont en grève).

Je ne parlerai pas de la prostitution non cartée, ainsi que des tout petits détails qui découlent d'une telle organisation. Je termine en vous disant qu'il existe un contrat de travail du 4 juin 1904 et que presque personne ne l'exige, dans la crainte de crever la faim, car MM. les patrons sont terribles. D'abord les membres du comité de la grève (dont je fais partie) ne travaillent plus il y a deux mois ; mais cela ne nous a pas refroidis ; j'espère, à la récolte prochaine, reprendre de plus belle, car je compte être entouré de meilleurs éléments pour un plein succès.

C. L.

*
* *

Nantes. — Tout dernièrement deux couvreurs tombaient d'un toit d'une hauteur de dix mètres et ne tardaient pas à mourir. Dans les journaux on relata ce fait avec détails, on plaignit les malheureuses victimes et leurs familles, et aussi on leur reprocha leur imprudence. Mais quant aux causes de l'accident, on les passa sous silence.

Or, les voici : les ouvriers qui étaient montés sur le toit n'étaient pas des couvreurs de profession, c'étaient des ouvriers quelconques sans travail, que le patron couvreur avait embauchés *pour les payer moins cher*. Et c'est le troisième ou quatrième accident de ce genre qui arrive pour cette même raison, cette année.

Mouvement ouvrier. — Me voici bien en retard pour parler du verdict de l'affaire de Cluses rendu la semaine dernière, le lendemain même où paraissait le journal. Je ne ferai donc que l'enregistrer.

Comme il était à prévoir, les ouvriers que, pour la circonstance, l'on avait accolés sur les bancs de la cour d'assises à côté des quatre frères Crettiez, ont été acquittés. Il ne pouvait en être autrement.

Les assassins, eux, s'en tirent à bon compte et vraiment ils n'ont pas à se plaindre. Huit mois de prison à l'un et un an aux trois autres pour quatre travailleurs tués et une quarantaine de blessés, on avouera que Dame justice s'est montrée on ne peut plus clémente, et je gage que si les rôles avaient été retournés et que des ouvriers, dans des conditions semblables, eussent tiré avec autant d'adresse sur des patrons, les malheureux ne s'en seraient pas tirés à si bon compte.

Mais en somme, comme quelle que soit la peine, cela ne rendra pas la vie aux victimes, les condamnations intervenues n'ont pour nous aucune importance.

Par contre, le véritable auteur de ces assassinats, celui qui, par son entêtement stupide de vieux parvenu, arma le bras de ses fils, s'en tire, lui aussi dans de bonnes conditions.

Ce qui pouvait certainement affecter le plus le vieil harpagon de père Crettiez, aurait été de le frapper à son endroit sensible, c'est-à-dire à la caisse, mais la justice qui, par-dessus tout, respecte l'argent et ses détenteurs, s'est montrée outrageusement respectueuse de la fortune du vieux.

Les victimes qui restent — plusieurs sont infirmes à vie — et ceux pour qui les morts étaient des soutiens auront, en tout et pour tout, à se partager une somme, fixée par le tribunal, de 12.500 francs. C'est, vu le nombre des malheureux ayant droit à une indemnité, plus que dérisoire et l'on voit qu'en somme la société bourgeoise défend on ne peut mieux les siens.

Que les rôles soient un jour renversés et nous pourrons le constater encore mieux.

*
* *

Comme tous les ans à pareille époque et depuis une douzaine d'années — sans que les travailleurs s'en soient aperçus du reste — le Conseil supérieur du travail, cher à nos réformistes, a tenu ces jours derniers sa session annuelle.

Patrons, ex-ouvriers et politiciens réunis, ont mis quinze jours pour accoucher de trois vœux suivis d'un projet de loi sur « *le repos hebdomadaire* ». Ce n'était vraiment pas la peine de tant critiquer les travailleurs réunis à Bourges et de leur reprocher — ce qui est inexact — de n'avoir rien fait.

Il faut croire, du reste, que la besogne à accomplir ne passionnait pas outre mesure certains « conseillers », car il a fallu à plusieurs reprises battre le rappel dans les journaux, pour les engager à assister aux séances.

En tous cas, je ne saurais trop recommander la lecture du projet élaboré aux travailleurs encore susceptibles de se faire des illusions sur la besogne que peuvent accomplir les leurs dans de pareils cénacles. Ce sera, j'en suis persuadé, le meilleur remède à ce qui peut leur rester d'enthousiasme.

L'article premier de ce pénible travail débute ainsi : Il est interdit d'occuper plus de six jours complets par semaine un même ouvrier ou employé, etc., etc., et suivent immédiatement une centaine de lignes destinées à détruire l'interdiction énoncée dans le susdit paragraphe.

Dans les articles suivants du projet, il n'y est plus question que de « faculté de suspension », « cas de travaux urgents », « repos compensateurs », etc., etc., détruisant entièrement l'affirmation contenue dans l'article premier de ce projet de loi qui, espérons-le, deviendra célèbre, les exploiteurs ayant toujours des « travaux urgents » et pleins d'excellentes raisons pour faire travailler ceux qu'ils emploient suivant leur bon plaisir.

Au reste, ces « dérogations » n'existeraient-elles pas, qu'une loi, quelle qu'elle soit, sur le repos hebdomadaire — à moins qu'elle n'arrête complètement toute vie, comme cela a lieu en Angleterre — où du reste l'on commence à y donner des accrocs — serait absolument inefficace pour le but qu'elle se propose.

C'est, en effet, dans le cerveau des intéressés qu'il faut tâcher de faire rentrer que le repos est utile, indispensable, et non le décréter par une loi qui ne fera pas se reposer ceux qui n'en auront pas compris l'absolue nécessité.

Je crains même qu'une loi de ce genre ne parvienne à aller absolument à l'encontre du but qu'elle se propose en développant — comme la fameuse loi dite de dix heures, par exemple — le travail à domicile toujours moins avantageux et moins rémunérateur pour l'exploité. Du reste, je crois qu'il n'y a pas à se faire d'illusion, car il est on ne peut plus certain qu'une réforme à laquelle souscrivent et collaborent des patrons envoyés là exclusivement pour soutenir des intérêts patronaux, ne peut être qu'une duperie pour les travailleurs.

Biétry et ses jaunes qui, du reste, comptent quelques bons amis parmi les membres ouvriers (!) de ce supérieur Conseil, ne manqueront pas, je l'espère, de donner leur entière adhésion à cette grande réforme, qui donne aussi satisfaction à l'église — puisqu'il y est spécifié que « le repos collectif sera fixé

au dimanche » — et qui va, c'est le vœu le plus cher que je forme à son adresse, aller dormir dans les cartons de quelque commission de la Chambre ou du Sénat, avec pas *mal* d'autres du même genre qui l'ont précédée.

Coupat, *Keufer* et Cie en seront encore pour leur dur labeur et leur dévouement en faveur de la classe ouvrière.

Et ce sera tant mieux pour les exploités à qui l'on pourrait imposer leurs élucubrations.

⁂

Lépine, ce petit être hargneux auquel nos gouvernants n'osent pas toucher, par crainte qu'il ne dévoile un jour leurs dégoûtantes personnalités, continue ses frasques.

Lundi dernier encore, à la sortie d'une réunion organisée à la Bourse du travail de Paris par le syndicat des limonadiers, sans provocation aucune, les brutes qui sont sous ses ordres ont chargé, avec leur violence habituelle, les travailleurs qui ne sortaient pas assez vite à leur gré de l'immeuble municipal.

Sans que l'on sache pourquoi, *sans prétexte aucun*, un certain nombre de ces brutes avaient même dégainé, et comme de juste, des travailleurs ont été blessés. Deux d'entre eux qui avaient reçu des coups de sabre, ont dû aller se faire panser dans des pharmacies. De plus, une trentaine d'arrestations — non maintenues, du reste, — ont été opérées.

Une heure plus tard, une manifestation ayant eu lieu devant l'établissement du président de la chambre syndicale des patrons limonadiers, une nouvelle bagarre s'est produite entre les manifestants et la police, et de nouvelles arrestations ont été faites.

La république chère à nos socialistes est décidément le meilleur gouvernement... pour eux et pour les exploiteurs s'entend.

Quant au Lépine dont on craint si fort en haut lieu, les bavardages sur Loubet et sa bande, il aurait, ma foi, bien tort de se gêner.

Le mouchard qui a surpris les secrets des puissants est le véritable roi de Paris.

Espérons que, d'une façon ou d'une autre, cela finira un jour.

⁂

Le chômage perpétuel qui atteint une partie de la classe ouvrière, se fait généralement sentir plus particulièrement à l'entrée de l'hiver.

A Nantes, il atteint des proportions énormes, et l'on estime qu'il y a 10.000 ouvriers sans travail.

Des réunions ont lieu à la Bourse du travail et une délégation a été envoyée au préfet pour lui faire part de la situation. Le préfet « examine » et les ouvriers continuent à crever de faim.

Et cependant un camarade me signale que pendant que ces milliers d'ouvriers sont sans travail, d'autres, employés dans une chocolaterie, *font* 12 et 14 heures par jour ; que dans une fonderie on y tierce les heures et que l'on y travaille le dimanche, etc., etc.

Mon correspondant, qui garde encore des illusions me demande, à ce propos, à quoi sert la loi de dix heures.

Comme l'on voit, pendant que les uns se surmènent, d'autres manquent de travail, ce qui n'empêche pas nos économistes de trouver parfaite l'organisation actuelle.

J'aurai l'occasion de revenir sur cette question du chômage que MM. les réformistes espèrent conjurer par la mendicité.

P. Delesalle.

⁂

D'une lettre d'un camarade sur les causes et les conséquences probables du mouvement qui vient d'avoir lieu dans les arsenaux de la marine :

« Les ouvriers poudriers de l'île Saint-Michel, à Lorient, ont à faire une traversée de trente minutes pour se rendre dans l'île où ils travaillent. Une chaloupe à vapeur de la marine est, à cet effet, mise à leur disposition. Autrefois, le temps passé dans cette chaloupe leur était décompté sur les heures de travail. Depuis l'application de la journée de huit heures dans les arsenaux (janvier 1903), ils sont obligés de faire huit heures de travail, une demi-heure à l'aller, une demie au retour de traversée ; total : neuf heures de présence sous l'autorité maritime, car, dès l'embarquement, ils sont astreints à la discipline.

Dès janvier 1903, ils réclamèrent près du ministère, mais cette réclamation ne fut pas écoutée, pas plus que celles qui se succédèrent depuis, de temps à autre.

Mécontents, ils décidèrent dernièrement de n'embarquer qu'à l'heure où les autres ouvriers prenaient leur travail. Refus du préfet maritime de Lorient, Melchior, d'où grève, puis circulaire du préfet leur enjoignant de prendre le travail le lundi, 21 novembre, sous menace de renvoi.

Deux hommes et quatre femmes n'embarquèrent pas à l'heure fixée et furent prévenus de leur congédiement. C'était refuser à des ouvriers le droit de grève, malgré le droit concédé de se syndiquer.

Toutes les organisations des arsenaux furent prévenues, et c'est ainsi que l'agitation prit naissance.

A Brest, pendant quatre soirs successifs, avant ce fait, les ouvriers se réunissaient dans la cour de la Bourse du travail, prenaient connaissance des correspondances échangées, et, quatre soirs de suite, décidaient la grève, s'il y avait lieu.

C'était magnifique d'endurance, de voir cette masse, chaque jour, sous la grêle, la pluie, la neige, les pieds dans l'eau, écouter les camarades du conseil d'administration leur rendre compte des diverses phases de la lutte à Lorient.

Quand une bourrasque de grêle s'abattait sur eux et couvrait la voix des orateurs juchés sur une table, éclairés de deux lampes, tous en chœur entonnaient l'*Internationale* et attendaient, stoïques, que les camarades pussent reprendre la suite de leurs discours ; et chaque soir avant de partir la grève mise aux voix était adoptée.

Aussi quand le mardi 22, nous reçûmes le télégramme suivant de Vibert, délégué à Lorient : Ouvriers Lorient décident grève demain matin ; prenez décision, une seule voix sortit des poitrines : *Vive la grève !*

Et en effet, le mercredi, le chômage fut complet à Brest ; dès 7 heures du matin des groupes s'étaient portés aux grilles de l'arsenal pour prévenir les camarades absents à la réunion de la veille.

Comme on nous refusait toute salle, les réunions eurent lieu ce jour en plein air, sous le mauvais temps ; les orateurs étaient obligés de se hisser sur le mur séparant la cour de la Bourse de la rue, pour haranguer les 5.000 camarades dont la moitié était dans la cour et la moitié dans la rue.

Le lendemain la solidarité était aussi grande, mais épurée de 5 à 600 jaunes à qui il avait été laissé toute liberté d'entrer, et certes la lutte se serait continuée chaude et vigoureuse, malgré la circulaire de Pelletan enjoignant (2e édition de son iniquité) aux ouvriers de reprendre le travail sous peine de congédiement. Notre cher ministre des humbles aurait fait là une expérience de la volonté ouvrière, si malheureusement nous n'avions pas été obligés de cesser la grève en pleine force, en pleine énergie, abandonnés que nous étions par les autres organisations de la marine.

En effet, au télégramme annonçant la grève et comptant sur la solidarité, un port nous demandait des explications, un autre envoyait des délégués sur place, un autre promettait des secours pécuniaires, etc., c'était tergiverser au moment où l'action était nécessaire ; il est vrai que ces organisations étaient à dessein mal renseignées par certaines personnalités et certains ont pu croire que nos revendications étaient mal fondées. Mais il n'en reste pas moins que la force ouvrière consiste beaucoup en la spontanéité ; c'est ce qui nous fit défaut et c'est ce qu'il faudra prévenir à l'avenir.

A Lorient, le mouvement qui, dès le début, avait rencontré de sérieuses difficultés locales et morales, s'accentuait très bien ; à Brest nous étions en pleine vigueur et nous pouvons affirmer que nous ne sommes pas rentré la tête basse. Mais ces quelques jours nous ont valu des années d'expérience et il est permis de dire : les organisations maritimes nouvellement nées à la vie syndicale contiennent une force qui, manœuvrant avec ensemble, pourra beaucoup un jour.

Un mouvement d'aussi courte durée n'est pas fertile en incidents méritant d'être racontés ; seuls, des enseignements s'en dégagent et nous saurons en profiter. Les premiers sont ceux-ci : 1° Pelletan le ministre archi-populaire a fait ce que l'on qualifie d'ignoble chez un patron : renvoyer des ouvriers pour faits de grève ; 2° la clique nationaliste et socialiste en partie nous a hurlé aux chausses sur l'air du vieux refrain : défense nationale. Elle veut des défenseurs nationaux mais se soucient peu qu'ils crèvent de faim (moyenne des salaires : 3 fr. 05) ; 3° Nous avions tort de remuer et de créer des embarras au cabinet : « Attendez, laissez-nous digérer et nous penserons à vous entre deux repas de nonnes. »

Tout cela et d'autres choses ont ouvert les yeux à plusieurs et nous pouvons affirmer que notre confiance en la force révolutionnaire a augmenté devant le soulèvement en vingt-quatre heures de 5.000 ouvriers prêts à marcher et qui n'ont pas baissé pavillon.

Si tu crois que notre mouvement fut trop précipité, nous pensions : « Lorient se solidarise avec les poudriers ; Brest emboîtait le pas et nous espérions que les autres auraient suivi. » C'était assez logique, mais bast ! ils nous voient aux prises criant au secours et s'en vont demander des renseignements à l'amiral Gigon à Toulon, sur la situation topographique de l'île de Saint-Michel ; réponse : « l'île est une presqu'île. » C'est à crever.

Avec cela une fédération qui met quinze jours à bouger de place ; nous étions bien lotis.

Force nous était de réintégrer. Mais quand même nous venons de faire une belle expérience à Brest et j'en suis enchanté. Il y a du bon chez nous. Une autre fois nous remplirons les formalités d'usage pour les autres ports et je crois que nous serons solides ; c'est en forgeant que l'on devient forgeron. »

L. G.

⁂

Dans mon article sur la loi de huit heures dans les mines, paru dans l'avant-dernier numéro, il s'est glissé une inexactitude. Disant que la loi ne s'appliquerait qu'aux ouvriers employés à l'abatage, autrement dit aux piqueurs, j'ajoutais : « c'est-à-dire à ceux qui, actuellement, ne font pas plus de huit heures. » Or, il est des piqueurs qui ne font que huit heures, il en est d'autres qui en *font* neuf et plus. Tous les *chantiers ne sont* pas les mêmes. Alors qu'il sera facile de faire la tâche en huit heures dans celui-ci, avec la meilleure volonté la chose sera impossible dans celui-là. Il arrive donc que si, dans les chantiers mauvais, *le piqueur* ne fait que huit heures, c'est au détriment de son salaire, la Compagnie ne lui payant que le nombre de bennes abattues. Ici, les piqueurs, non seulement abattent le nombre de bennes demandées, mais encore font du boisage, boisage qui leur est payé supplémentairement, ce qui leur fait des journées de 7 à 8 francs. Là, le piqueur ne pouvant achever la tâche, ne gagne que 4 francs. La *Compagnie* envisage la moyenne et dit que ses piqueurs gagnent 6 francs, mais il arrive que ce sont *toujours* les *mêmes*, les amis, les jaunes, qui gagnent 7 francs, et les insoumis, les *rouges*, qui en gagnent 4.

C'est pourquoi la loi votée par les gâteux du Luxembourg est forcément incomplète ; parce qu'elle ne vise qu'une catégorie d'ouvriers, et parce qu'elle ne supprime pas la tâche, ou tout au moins n'institue pas un minimum de salaires. Avec la roublardise et la canaillerie qui caractérisent le haut personnel de nos compagnies des mines, on peut être certain que la limitation de la journée de huit heures se traduira, pour certains, par une diminution de salaires.

L'application de la loi aura encore pour effet, à mon avis, d'aggraver les divisions, les rancunes entre ouvriers mineurs. Si tant est que les piqueurs se trouvent favorisés par ladite loi, ce sera la course au pic. Aux délateurs, aux mouchards, aux jaunes, le pic et les huit heures ; aux autres, les fiers, les hommes jaloux de leur dignité, un travail de manœuvre avec dix heures.

Car, je puis affirmer ceci, c'est qu'étant lampiste, j'ai pu constater par le registre de descente et de montée des ouvriers, que la moyenne des heures de travail est de neuf heures et demie pour les ouvriers du poste de jour, et de dix heures au moins pour ceux du poste de nuit.

Les pouvoirs publics n'ont donc pas fait un gros cadeau à nos camarades mineurs. Ce n'était pas la peine de tant faire désirer cette réforme pour ce qu'elle vaut. Une fois encore, la montagne accouche d'une souris.

⁂

Parlant de la grève des mineurs de Saint-Bel, il y a un mois environ, et de tous les gens qui s'intéressaient au sort des ouvriers, je disais que tous ces protecteurs n'étaient pas sûrement un gage de succès, et que les événements nous donnaient le plus souvent raison. Les mineurs de Saint-Bel peuvent s'en convaincre, car ils ne sont pas plus avancés aujourd'hui que lors de mon premier article. La Compagnie se refuse toujours à traiter avec eux, espérant que le découragement s'emparera des mineurs et qu'une reprise partielle du travail rendra la partie encore plus belle pour elle. On signale bien quelques descentes, mais j'ignore ce qu'il y a de vrai, les nouvelles fournies par les agences étant sujettes à caution.

Galhauban.

Espagne.

La bombe de Barcelone. — Le jeudi 17 novembre, au soir, dans la rue Fernando, à Barcelone, une bombe a été trouvée, au beau milieu de la rue, sous les apparences d'un panier de bonne femme; un homme ramassa ce panier, puis, le voyant fumer et l'entendant crépiter, le jeta à terre; des passants le firent rouler à coups de pieds: la bombe éclata, blessant une vingtaine environ de pauvres gens du quartier — dont quelques-uns sont morts par la suite. C'était la sixième explosion de ce genre depuis le mois de mai, et sur celle-là comme sur les précédentes, le mystère le plus profond a jusqu'ici régné. On n'a pas pu trouver le plus petit coupable; on ne s'est pourtant pas privé d'affirmer bien haut dans la presse bourgeoise, que ces *crimes atroces* étaient l'œuvre d'anarchistes. Crimes atroces? Peut-être. Je ne vois pas quelle signification peut avoir cette bombe éclatant à propos de rien dans un quartier quelconque et tuant une demi-douzaine ou à peu près de pauvres gens. Je comprends une bombe au Palais-Bourbon, à la terrasse d'un restaurant de ventrus ou au seuil d'un magistrat-larbin; cela offre un sens. Je ne comprends pas la bombe de Barcelone. J'observe qu'elle sert d'occasion à toute espèce d'actes arbitraires, perquisitions, arrestations et de thème à des déclamations ignobles contre les anarchistes; j'observe que les conservateurs de Barcelone — au témoignage du *Heraldo de Madrid* — prennent texte de cet acte « évidemment anarchiste » pour « parler de Montjuich *et trouver justifiés certains procédés* »; j'observe un bel empressement de tous les éléments bourgeois à saisir l'occasion de réclamer des « mesures exceptionnelles » contre les anarchistes, et un empressement égal du gouvernement à présenter en effet aux Cortès un projet de loi pour la répression de l'anarchie; et quand je lis après cela dans *Espartaco*, un journal anarchiste qui paraît depuis peu à Barcelone, que si l'on veut connaître l'auteur de l'attentat, c'est à la police elle-même qu'il faut le demander, j'incline fort à croire que cette piste est la bonne.

Russie.

Les événements de Varsovie. — On ne pourrait pas définir autrement ce qui se passe ici, à Varsovie, ces derniers mois. Des manifestations, des batailles, sanglantes même, livrées à la police et à l'armée, se produisent journellement.

Surtout les événements du 12 novembre nous montrent que la vieille Pologne révolutionnaire, écrasée plusieurs fois par la réaction russe, se réveille encore avec plus de courage pour la lutte et peut-être pour la victoire aussi.

La semaine dernière, le Comité du parti socialiste polonais (P.P.S.) lançait des masses innombrables de proclamations, annonçant une manifestation monstre pour le dimanche. Le Comité de la jeunesse académique polonaise adhérant au P.P.S. a fait la même invitation aux étudiants de la ville de Varsovie. Les autres organisations socialistes de notre ville dont les programmes diffèrent de celui du P.P.S., ont été invitées à la manifestation, mais elles refusèrent d'y prendre part.

On comprendra facilement avec quelle impatience on attendait la manifestation dont le temps et le lieu fixés d'avance faisaient que la police les connaissait parfaitement. La manifestation devait commencer à la place des Champignons (Grzybow), devant l'église catholique. A midi moins cinq, je passais sur la place, et j'ai vu une grande foule de policiers en grands préparatifs. Les cours des maisons étaient pleines de cosaques à cheval et d'infanterie. On attendait la boucherie.

Celle-ci a commencé juste à midi. Lorsqu'un groupe de jeunes gens portant le drapeau rouge est sorti de l'église en chantant des chansons révolutionnaires, et se précipitant sur la place, quelques agents provocateurs ont tiré en l'air pour attirer l'attention de la police et de la troupe, qui se sont mises à l'œuvre immédiatement. La bataille s'engagea. *Elle a duré toute la journée.* Le nombre des tués et des blessés n'est pas encore connu exactement, mais on n'en compte pas moins de 40 à 50. Hier, j'ai vu à la morgue huit cadavres de jeunes ouvriers. L'un d'eux avait un œil fermé et l'autre encore ouvert. Un léger sourire restait encore sur ses lèvres bleues...

L'armée russe s'est couverte de gloire. Elle a été plus heureuse à Varsovie qu'en Mandchourie, par exemple !

Après la bataille, on racontait des choses vraiment révoltantes. Un médecin qui sortait de chez son patient, a reçu une balle au front. Un étudiant de l'école polytechnique refusant de sortir du tramway arrêté par la police a été tué net.

Le nombre des arrêtés monte de 1500 à 2000. Tout le public religieux fut également arrêté à l'église. Vers le soir, on a relâché les femmes et les enfants, mais les hommes restèrent encore emprisonnés.

Malheureusement, la perte de la police et de l'armée n'est pas considérable. Il n'y a que quelques policiers et quelques cosaques de tués ou blessés.

Indo-Chine.

Ces bons colonisateurs d'Européens, non contents de pressurer les malheureux Annamites, ne rêvent ni plus ni moins que de rétablir l'esclavage. Il est en effet question de créer un syndicat patronal et voici les conditions dans lesquelles seraient engagés les travailleurs indigènes.

Tout indigène employé chez un adhérent du syndicat devrait remettre à son patron son livret réglementaire et sa photographie, laquelle serait envoyée au siège central du syndicat avec son signalement, de telle sorte qu'un indigène renvoyé d'une maison, ne puisse pas entrer dans une autre sous un faux nom.

Tout employé ayant à se plaindre de son contremaître devrait s'adresser à son patron, ou au syndicat, si c'est du patron qu'il dit avoir souffert.

Tout indigène qui se permettrait de s'adresser directement à l'administration ou à la police, au lieu de passer par ses chefs, serait mis en interdit, eût-il même raison, quant au fond.

Comme on le voit, c'est sous une forme nouvelle le rétablissement du servage.

Et l'on viendra s'étonner un beau jour que les « Jaunes » se sont ligués pour chasser les Européens d'un pays qui, en somme, est le leur.

Nous serions surpris qu'il en fût autrement.

Arménie

Pendant que les puissances sont entièrement absorbées par la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine, réorganisation qui a été prouvée impossible et impuissante, le sultan continue son œuvre de destruction et d'extermination en Arménie. Les menaces et les grands mots des diplomates qui ont couru la presse européenne le lendemain des horribles massacres de Moush et du Sassoun, n'ont eu pour résultat qu'une recrudescence de la politique hamidienne, tant le sultan est convaincu que, pour la question arménienne, il n'a rien à craindre de l'Europe qui ne s'intéresse qu'aux pays et aux populations qui savent et osent mettre en danger ses intérêts pécuniaires.

Il n'y a maintenant plus à *rétablir l'ordre* là-bas, puisque le Sassoun a été presque entièrement exterminé et que des milliers de cadavres ont jonché la plaine de Moush. Cependant le gouvernement a repris avec une ardeur nouvelle les procédés inhumains qu'il a toujours pratiqués quand il voulait exaspérer l'élément arménien.

Un camarade m'écrit de Moush, en date du 19 octobre, vieux style, que l'ancienne histoire de la perception des impôts a recommencé :

« On réclame double paiement pour les impôts et « la perception se fait comme toujours, accompa- « gnée de brutalités sans nom à l'égard des mal- « heureux paysans qui ne sont pas en état de four- « nir l'argent exigé. On va même jusqu'à réclamer « le paiement immédiat et intégral des impôts ar- « riérés de 20 années, bien sûr d'avance que le « paiement ne s'effectuera pas, ce dont on profite « alors pour maltraiter et même tuer le malheureux « contribuable. Des perquisitions pour trouver des « armes (on sait que pour ces circonstances un cou- « teau ordinaire est considéré comme une arme « prohibée) ont donné lieu à des arrestations en « masse. Actuellement, pas moins de 1.500 person- « nes sont emprisonnées de ce chef. On jette en « prison même les femmes, mères et jeunes filles, « et les prisons sont si sales et humides et la nour- « riture est si insuffisante, que la maladie et la « faim font mourir les trois quarts. Pour s'emparer « des hommes qui ont réussi à se cacher, on empri- « sonne les mères et les épouses de ceux-ci, les « forçant de livrer leurs maris ou leurs fils. » (On comprendra mieux à quel point cette mesure est injuste et humiliante aux yeux des Arméniens, quand on sait que selon la loi du pays on n'est pas punissable quand on a donné asile ou caché même un criminel, si celui-ci est un parent).

« Au Sassoun, la misère est plus terrible que jamais. — C'est la famine dans toute son horreur. — Les familles des réfugiés qui, selon la condition imposée par les puissances au lendemain du massacre, ont le droit de rentrer dans leurs foyers, ne peuvent pas même se rendre dans les villes pour y travailler et gagner de quoi vivre. Elles sont forcées de rester sur les montagnes où elles sont acculées à la plus pénible des existences, sans vivres et sans gîte, mourant de faim et de froid. — Les consuls ne font absolument rien pour remédier à cet état de choses et les secours des camarades sont insuffisants pour parer au minimum des besoins de ces malheureux. — Nous n'avons pu leur faire parvenir que 270 napoléons en tout et, outre que l'argent nous manque, il est très difficile d'envoyer des secours, car la communication avec les gens de la montagne est interdite et les routes sont rigoureusement surveillées. — Le but semble donc être de les faire mourir de faim. »

Voilà donc le résultat de l'action européenne en Arménie. — Et comment peut-il en être autrement, quand la sauvegarde des intérêts d'un peuple opprimé est confiée aux mains de gouvernants qui, par leur nature, n'ont d'autre raison d'être que de se solidariser avec les oppresseurs qui ne peuvent plus maintenir leur trône et les privilèges de leur caste que par l'assassinat et l'oppression.

La vraie liberté et le droit de vivre ne s'obtiennent que par la résistance violente et la suppression des tyrans.

EDWARD GREENE.

Constantinople, le 20 novembre 1904.

Etats-Unis.

Depuis fin juin — jour où a expiré le contrat du travail qui régit le district minier de l'Etat de l'Alabama, les mineurs sont en grève. Les mineurs réclament simplement le maintien de l'ancien tarif, ce à quoi se refusent les propriétaires miniers qui prétendent faire extraire le charbon à dix sous la tonne meilleur marché que les années précédentes; ce qui entraînerait pour les mineurs une diminution d'un demi-dollar par jour. Le conflit dure déjà depuis quatre mois, et n'est pas prêt à prendre fin. Si les ouvriers ont de la patience, les patrons ont des dollars en caisse et peuvent attendre dans un doux *farniente*, que la famine et les privations obligent leurs serfs à reprendre le collier. (Il n'est pas rare de voir en Amérique des grèves durer des mois et même une année entière, jusqu'à ce que la hausse sur le combustible soit assez grande pour permettre à d'*honnêtes* spéculateurs ces formidables coups de bourse où ils rafleront des millions sur le dos des mineurs qu'ils contraignent à chômer en les acculant à la grève.) Pendant ce temps, que fait l'*United Mines Workers* où sont affiliés tous les mineurs, à laquelle ils obéissent au doigt et à l'œil? Les chefs, grassement retribués, se contentent, dans les meetings, d'engager les mineurs à rester bien tranquilles chez eux, et surtout à ne pas porter une main sacrilège sur la sacro-sainte propriété, car la propriété individuelle n'a pas de gardien plus vigilant ici que les manitous des organisations ouvrières. Organisations formidables par le nombre, mais c'est tout, réalisant admirablement le programme réformiste de Millerand-Lanoir (l'entente entre le *capital* et le *travail*).

L'*United Mines Workers*, pour un observateur impartial, n'a pas du tout l'esprit combatif que doivent avoir les syndicats ouvriers. Son rôle se borne à obtenir des employeurs de bons salaires, tout en tenant compte de la hausse ou de la baisse des dividendes. Ce qui légitime l'exploitation de l'homme par l'homme. Aucune propagande n'est faite à la masse des syndiqués, pour leur démontrer qu'ils peuvent et qu'ils doivent faire cesser cette exploitation. La grève générale n'est envisagée que comme un moyen de faire le trust sur les salaires.

ADRIEN GARNOUZE.

POUR LES BROCHURES EN RÉIMPRESSION

M., à Chaux-de-Fonds, souscrit : *Patrie-Guerre*, 100; *Machinisme*, 100; *Entretiens*, 100.

L., à Nancy : *Patrie-Guerre*, 100 ; *Machinisme*, 100; *Entretiens*, 100.

Mariatte : 100 diverses.

au dimanche » — et qui va, c'est le vœu le plus cher que je forme à son adresse, aller dormir dans les cartons de quelque commission de la Chambre ou du Sénat, avec pas mal d'autres du même genre qui l'ont précédée.

Coupat, Keufer et Cie en seront encore pour leur dur labeur et leur dévouement en faveur de la classe ouvrière.

Et ce sera tant mieux pour les exploités à qui l'on pourrait imposer leurs élucubrations.

∴

Lépine, ce petit être hargneux auquel nos gouvernants n'osent pas toucher, par crainte qu'il ne dévoile un jour leurs dégoûtantes personnalités, continue ses frasques.

Lundi dernier encore, à la sortie d'une réunion organisée à la Bourse du travail de Paris par le syndicat des limonadiers, sans provocation aucune, les brutes qui sont sous ses ordres ont chargé, avec leur violence habituelle, les travailleurs qui ne sortaient pas assez vite à leur gré de l'immeuble municipal.

Sans que l'on sache pourquoi, sans prétexte aucun, un certain nombre de ces brutes avaient même dégainé, et comme de juste, des travailleurs ont été blessés. Deux d'entre eux qui avaient reçu des coups de sabre, ont dû aller se faire panser dans des pharmacies. De plus, une trentaine d'arrestations — non maintenues, du reste, — ont été opérées.

Une heure plus tard, une manifestation ayant eu lieu devant l'établissement du président de la chambre syndicale des patrons limonadiers, une nouvelle bagarre s'est produite entre les manifestants et la police, et de nouvelles arrestations ont été faites.

La république chère à nos socialistes est décidément le meilleur gouvernement... pour eux et pour les exploiteurs s'entend.

Quant au Lépine dont on craint si fort en haut lieu, les bavardages sur Loubet et sa bande, il aurait, ma foi, bien tort de se gêner.

Le mouchard qui a surpris les secrets des puissants est le véritable roi de Paris.

Espérons que, d'une façon ou d'une autre, cela finira un jour.

∴

Le chômage perpétuel qui atteint une partie de la classe ouvrière, se fait généralement sentir plus particulièrement à l'entrée de l'hiver.

A Nantes, il atteint des proportions énormes, et l'on estime qu'il y a 10.000 ouvriers sans travail.

Des réunions ont lieu à la Bourse du travail et une délégation a été envoyée au préfet pour lui faire part de la situation. Le préfet « examine » et les ouvriers continuent à crever de faim.

Et cependant un camarade me signale que pendant que ces milliers d'ouvriers sont sans travail, d'autres, employés dans une chocolaterie, font 12 et 14 heures par jour; que dans une fonderie on y tierce les heures et que l'on y travaille le dimanche, etc., etc.

Mon correspondant, qui garde encore des illusions me demande, à ce propos, à quoi sert la loi de dix heures.

Comme l'on voit, pendant que les uns se surmènent, d'autres manquent de travail, ce qui n'empêche pas nos économistes de trouver parfaite l'organisation actuelle.

J'aurai l'occasion de revenir sur cette question du chômage que MM. les réformistes espèrent conjurer par la mendicité.

P. Delesalle.

∴

D'une lettre d'un camarade sur les causes et les conséquences probables du mouvement qui vient d'avoir lieu dans les arsenaux de la marine :

« Les ouvriers poudriers de l'île Saint-Michel, à Lorient, ont à faire une traversée de trente minutes pour se rendre dans l'île où ils travaillent. Une chaloupe à vapeur de la marine est, à cet effet, mise à leur disposition. Autrefois, le temps passé dans cette chaloupe leur était décompté sur les heures de travail. Depuis l'application de la journée de huit heures dans les arsenaux (janvier 1903), ils sont obligés de faire huit heures de travail, une demi-heure à l'aller, une demie au retour de traversée; total : neuf heures de présence sous l'autorité maritime, car, dès l'embarquement, ils sont astreints à la discipline.

Dès janvier 1903, ils réclamèrent près du ministère, mais cette réclamation ne fut pas écoutée, pas plus que celles qui se succédèrent depuis, de temps à autre.

Mécontents, ils décidèrent dernièrement de n'embarquer qu'à l'heure où les autres ouvriers prenaient leur travail. Refus du préfet maritime de Lorient, Melchior, d'où grève, puis circulaire du préfet leur enjoignant de prendre le travail le lundi, 21 novembre, sous menace de renvoi.

Deux hommes et quatre femmes n'embarquèrent pas à l'heure fixée et furent prévenus de leur congédiement. C'était refuser à des ouvriers le droit de grève, malgré le droit concédé de se syndiquer.

Toutes les organisations des arsenaux furent prévenues, et c'est ainsi que l'agitation prit naissance.

A Brest, pendant quatre soirs successifs, avant ce fait, les ouvriers se réunissaient dans la cour de la Bourse du travail, prenaient connaissance des correspondances échangées, et, quatre soirs de suite, décidaient la grève, s'il y avait lieu.

C'était magnifique d'endurance, de voir cette masse, chaque jour, sous la grêle, la pluie, la neige, les pieds dans l'eau, écouter les camarades du conseil d'administration leur rendre compte des diverses phases de la lutte à Lorient.

Quand une bourrasque de grêle s'abattait sur eux et couvrait la voix des orateurs juchés sur une table, éclairés de deux lampes, tous en chœur entonnaient l'*Internationale* et attendaient, stoïques, que les camarades pussent reprendre la suite de leurs discours; et chaque soir avant de partir la grève mise aux voix était adoptée.

Aussi quand le mardi 22, nous reçûmes le télégramme suivant de Vibert, délégué à Lorient : Ouvriers Lorient décident grève demain matin; prenez décision, une seule voix sortit des poitrines : *Vive la grève!*

Et en effet, le mercredi, le chômage fut complet à Brest; dès 7 heures du matin des groupes s'étaient portés aux grilles de l'arsenal pour prévenir les camarades absents à la réunion de la veille.

Comme on nous refusait toute salle, les réunions eurent lieu ce jour en plein air, sous le mauvais temps; les orateurs étaient obligés de se hisser sur le mur séparant la cour de la Bourse de la rue, pour haranguer les 5.000 camarades dont la moitié était dans la cour et la moitié dans la rue.

Le lendemain la solidarité était aussi grande, mais épurée de 5 à 600 jaunes à qui il avait été laissé toute liberté d'entrer, et certes la lutte se serait continuée chaude et vigoureuse, malgré la circulaire de Pelletan enjoignant (2e édition de son iniquité) aux ouvriers de reprendre le travail sous peine de congédiement. Notre cher ministre des humbles aurait fait là une expérience de la volonté ouvrière, si malheureusement nous n'avions pas été obligés de cesser la grève en pleine force, en pleine énergie, abandonnés que nous étions par les autres organisations de la marine.

En effet, au télégramme annonçant la grève et comptant sur la solidarité, un port nous demandait des explications, un autre envoyait des délégués sur place, un autre promettait des secours pécuniaires, etc., c'était tergiverser au moment où l'action était nécessaire; il est vrai que ces organisations étaient à dessein mal renseignées par certaines personnalités et certains ont pu croire que nos revendications étaient mal fondées. Mais il n'en reste pas moins que la force ouvrière consiste beaucoup en la spontanéité; c'est ce qui nous fit défaut et c'est ce qu'il faudra prévenir à l'avenir.

A Lorient, le mouvement qui, dès le début, avait rencontré de sérieuses difficultés locales et morales, s'accentuait très bien; à Brest nous étions en pleine vigueur et nous pouvons affirmer que nous ne sommes pas rentré la tête basse. Mais ces quelques jours nous ont valu des années d'expérience et il est permis de dire : les organisations maritimes nouvellement nées à la vie syndicale contiennent une force qui, manœuvrant avec ensemble, pourra beaucoup un jour.

Un mouvement d'aussi courte durée n'est pas fertile en incidents méritant d'être racontés; seuls, des enseignements s'en dégagent et nous saurons en profiter. Les premiers sont ceux-ci : 1o Pelletan le ministre archi-populaire a fait ce que l'on qualifie d'ignoble chez un patron : renvoyer des ouvriers pour faits de grève; 2o la clique nationaliste et socialiste en partie nous a hurlé aux chausses sur l'air du vieux refrain : défense nationale. Elle veut des défenseurs nationaux mais se soucient peu qu'ils crèvent de faim (moyenne des salaires : 3 fr. 05); 3o Nous avions tort de remuer et de créer des embarras au cabinet : « Attendez, laissez-nous digérer et nous penserons à vous entre deux repas de bonnes. »

Tout cela et d'autres choses ont ouvert les yeux à plusieurs et nous pouvons affirmer que notre confiance en la force révolutionnaire a augmenté devant le soulèvement en vingt-quatre heures de 5.000 ouvriers prêts à marcher et qui n'ont pas baissé pavillon.

Si tu crois que notre mouvement fut trop précipité, nous pensions : « Lorient se solidarise avec les poudriers; Brest emboîtait le pas et nous espérions que les autres auraient suivi. » C'était assez logique, mais bast! ils nous voient aux prises criant au secours et s'en vont demander des renseignements à l'amiral Gigon à Toulon, sur la situation topographique de l'île de Saint-Michel; réponse : « l'île est une presqu'île. » C'est à crever.

Avec cela une fédération qui met quinze jours à bouger de place; nous étions bien lotis.

Force nous était de réintégrer. Mais quand même nous venons de faire une belle expérience à Brest et j'en suis enchanté. Il y a du bon chez nous. Une autre fois nous remplirons les formalités d'usage pour les autres ports et je crois que nous serons solides; c'est en forgeant que l'on devient forgeron. »

L. G.

∴

Dans mon article sur la loi de huit heures dans les mines, paru dans l'avant-dernier numéro, il s'est glissé une inexactitude. Disant que la loi ne s'appliquerait qu'aux ouvriers employés à l'abatage, autrement dit aux piqueurs, j'ajoutais : « c'est-à-dire à ceux qui, actuellement, ne font pas plus de huit heures. » Or, il est des piqueurs qui ne font que huit heures, il en est d'autres qui en font neuf et plus. Tous les chantiers ne sont pas les mêmes. Alors qu'il sera facile de faire la tâche en huit heures dans celui-ci, avec la meilleure volonté la chose sera impossible dans celui-là. Il arrive donc que si, dans les chantiers mauvais, le piqueur ne fait que huit heures, c'est au détriment de son salaire, la Compagnie ne lui payant que le nombre de bennes abattues. Ici, les piqueurs, non seulement abattent le nombre de bennes demandées, mais encore font du boisage, boisage qui leur est payé supplémentairement, ce qui leur fait des journées de 7 à 8 francs. Là, le piqueur ne pouvant achever la tâche, ne gagne que 4 francs. La Compagnie envisage la moyenne et dit que ses piqueurs gagnent 6 francs, mais il arrive que ce sont toujours les mêmes, les amis, les jaunes, qui gagnent 7 francs, et les insoumis, les rouges, qui en gagnent 4.

C'est pourquoi la loi votée par les gâteux du Luxembourg est forcément incomplète; parce qu'elle ne vise qu'une catégorie d'ouvriers, et parce qu'elle ne supprime pas la tâche, ou tout au moins n'institue pas un minimum de salaires. Avec la roublardise et la canaillerie qui caractérisent le haut personnel de nos compagnies des mines, on peut être certain que la limitation de la journée de huit heures se traduira, pour certains, par une diminution de salaires.

L'application de la loi aura encore pour effet, à mon avis, d'aggraver les divisions, les rancunes entre ouvriers mineurs. Si tant est que les piqueurs se trouvent favorisés par ladite loi, ce sera la course au pic. Aux délateurs, aux mouchards, aux jaunes, le pic et les huit heures; aux autres, les fiers, les hommes jaloux de leur dignité, un travail de manœuvre avec dix heures.

Car, je puis affirmer ceci, c'est qu'étant lampiste, j'ai pu constater par le registre de descente et de montée des ouvriers, que la moyenne des heures de travail est de neuf heures et demie pour les ouvriers du poste de jour, et de dix heures au moins pour ceux du poste de nuit.

Les pouvoirs publics n'ont donc pas fait un gros cadeau à nos camarades mineurs. Ce n'était pas la peine de tant faire désirer cette réforme pour ce qu'elle vaut. Une fois encore, la montagne accouche d'une souris.

∴

Parlant de la grève des mineurs de Saint-Bel, il y a un mois environ, et de tous les gens qui s'intéressaient au sort des ouvriers, je disais que tous ces protecteurs n'étaient pas sûrement un gage de succès, et que les événements nous donnaient le plus souvent raison. Les mineurs de Saint-Bel peuvent s'en convaincre, car ils ne sont pas plus avancés aujourd'hui que lors de mon premier article. La Compagnie se refuse toujours à traiter avec eux, espérant que le découragement s'emparera des mineurs et qu'une reprise partielle du travail rendra la partie encore plus belle pour elle. On signale bien quelques descentes, mais j'ignore ce qu'il y a de vrai, les nouvelles fournies par les agences étant sujettes à caution.

Galhauban.

Espagne.

La bombe de Barcelone. — Le jeudi 17 novembre, au soir, dans la rue Fernando, à Barcelone, une bombe a été trouvée, au beau milieu de la rue, sous les apparences d'un panier de bonne femme; un homme ramassa ce panier, puis, le voyant fumer et l'entendant crépiter, le jeta à terre; des passants le firent rouler à coups de pieds: la bombe éclata, blessant une vingtaine environ de pauvres gens du quartier — dont quelques-uns sont morts par la suite. C'était la sixième explosion de ce genre depuis le mois de mai, et sur celle-là comme sur les précédentes, le mystère le plus profond a jusqu'ici régné. On n'a pas pu trouver le plus petit coupable; on ne s'est pourtant pas privé d'affirmer bien haut dans la presse bourgeoise, que ces *crimes atroces* étaient l'œuvre d'anarchistes. Crimes atroces? Peut-être. Je ne vois pas quelle signification peut avoir cette bombe éclatant à propos de rien dans un quartier quelconque et tuant une demi-douzaine ou à peu près de pauvres gens. Je comprends une bombe au Palais-Bourbon, à la terrasse d'un restaurant de ventrus ou au seuil d'un magistrat-larbin; cela offre un sens. Je ne comprends pas la bombe de Barcelone. J'observe qu'elle sert d'occasion à toute espèce d'actes arbitraires, perquisitions, arrestations et de thème à des déclamations ignobles contre les anarchistes; j'observe que les conservateurs de Barcelone — au témoignage du *Heraldo de Madrid* — prennent texte de cet acte « évidemment anarchiste » pour « parler de Montjuich *et trouver justifiés certains procédés* »; j'observe un bel empressement de tous les éléments bourgeois à saisir l'occasion de réclamer des « mesures exceptionnelles » contre les anarchistes, et un empressement égal du gouvernement à présenter en effet aux Cortès un projet de loi pour la répression de l'anarchie; et quand je lis après cela dans *Espartaco*, un journal anarchiste qui paraît depuis peu à Barcelone, que si l'on veut connaître l'auteur de l'attentat, c'est à la police elle-même qu'il faut le demander, j'incline fort à croire que cette piste est la bonne.

Russie.

Les événements de Varsovie. — On ne pourrait pas définir autrement ce qui se passe ici, à Varsovie, ces derniers mois. Des manifestations, des batailles, sanglantes même, livrées à la police et à l'armée, se produisent journellement.

Surtout les événements du 12 novembre nous montrent que la vieille Pologne révolutionnaire, écrasée plusieurs fois par la réaction russe, se réveille encore avec plus de courage pour la lutte et peut-être pour la victoire aussi.

La semaine dernière, le Comité du parti socialiste polonais (P.P.S.) lançait des masses innombrables de proclamations, annonçant une manifestation monstre pour le dimanche. Le Comité de la jeunesse académique polonaise adhérant au P.P.S. a fait la même invitation aux étudiants de la ville de Varsovie. Les autres organisations socialistes de notre ville dont les programmes diffèrent de celui du P.P.S., ont été invitées à la manifestation, mais elles refusèrent d'y prendre part.

On comprendra facilement avec quelle impatience on attendait la manifestation dont le temps et le lieu fixés d'avance faisaient que la police les connaissait parfaitement. La manifestation devait commencer à la place des Champignons (Grzybow), devant l'église catholique. A midi moins cinq, je passais sur la place, et j'ai vu une grande foule de policiers en grands préparatifs. Les cours des maisons étaient pleines de cosaques à cheval et d'infanterie. On attendait la boucherie.

Celle-ci a commencé juste à midi. Lorsqu'un groupe de jeunes gens portant le drapeau rouge est sorti de l'église en chantant des chansons révolutionnaires, et se précipitant sur la place, quelques agents provocateurs ont tiré en l'air pour attirer l'attention de la police et de la troupe, qui se sont mises à l'œuvre immédiatement. La bataille s'engagea. *Elle a duré toute la journée.* Le nombre des tués et des blessés n'est pas encore connu exactement, mais on n'en compte pas *moins* de 40 à 50. Hier, j'ai vu à la morgue huit cadavres de jeunes ouvriers. L'un d'eux avait un œil *fermé* et l'autre encore ouvert. Un léger sourire restait encore sur ses lèvres bleues...

L'armée russe s'est couverte de gloire. Elle a été plus heureuse à Varsovie qu'en Mandchourie, par exemple!

Après la bataille, on racontait des choses vraiment révoltantes. Un médecin qui sortait de chez son patient, a reçu une balle au front. Un étudiant de l'école polytechnique refusant de sortir du tramway arrêté par la police a été tué net.

Le nombre des arrêtés monte de 1500 à 2000. Tout le public religieux fut également arrêté à l'église. Vers le soir, on a relâché les femmes et les enfants, mais les hommes restèrent encore emprisonnés.

Malheureusement, la perte de la police et de l'armée n'est pas considérable. Il n'y a que quelques policiers et quelques cosaques de tués ou blessés.

Indo-Chine.

Ces bons colonisateurs d'Européens, non contents de pressurer les malheureux Annamites, ne rêvent ni plus ni moins que de rétablir l'esclavage. Il est en effet question de créer un syndicat patronal et voici les conditions dans lesquelles seraient engagés les travailleurs indigènes.

Tout indigène employé chez un adhérent du syndicat devrait remettre à son patron son livret réglementaire et sa photographie, laquelle serait envoyée au siège central du syndicat avec son signalement, de telle sorte qu'un indigène renvoyé d'une maison, ne puisse pas entrer dans une autre sous un faux nom.

Tout employé ayant à se plaindre de son contremaître devrait s'adresser à son patron, ou au syndicat, si c'est du patron qu'il dit avoir souffert.

Tout indigène qui se permettrait de s'adresser directement à l'administration ou à la police, au lieu de passer par ses chefs, serait mis en interdit, eût-il même raison, quant au fond.

Comme on le voit, c'est sous une forme nouvelle le rétablissement du servage.

Et l'on viendra s'étonner un beau jour que les « Jaunes » se sont ligués pour chasser les Européens d'un pays qui, en somme, est le leur.

Nous serions surpris qu'il en fût autrement.

Arménie

Pendant que les puissances sont entièrement absorbées par la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine, réorganisation qui a été prouvée impossible et impuissante, le sultan continue son œuvre de destruction et d'extermination en Arménie. Les menaces et les grands mots des diplomates qui ont couru la presse européenne le lendemain des horribles massacres de Moush et du Sassoun, n'ont eu pour résultat qu'une recrudescence de la politique hamidienne, tant le sultan est convaincu que, pour la question arménienne, il n'a rien à craindre de l'Europe qui ne s'intéresse qu'aux pays et aux populations qui savent et osent mettre en danger ses intérêts pécuniaires.

Il n'y a maintenant plus à *rétablir l'ordre* là-bas, puisque le Sassoun a été presque entièrement exterminé et que des milliers de cadavres ont jonché la plaine de Moush. Cependant le gouvernement a repris avec une ardeur nouvelle les procédés inhumains qu'il a toujours pratiqués quand il voulait exaspérer l'élément arménien.

Un camarade m'écrit de Moush, en date du 19 octobre, vieux style, que l'ancienne histoire de la perception des impôts a recommencé:

« On réclame double paiement pour les impôts et la perception se fait comme toujours, accompagnée de brutalités sans nom à l'égard des malheureux paysans qui ne sont pas en état de fournir l'argent exigé. On va même jusqu'à réclamer le paiement immédiat et intégral des impôts arriérés de 20 années, bien sûr d'avance que le paiement ne s'effectuera pas, ce dont on profite alors pour maltraiter et même tuer le malheureux contribuable. Des perquisitions pour trouver des armes (on sait que pour ces circonstances un couteau ordinaire est considéré comme une arme prohibée) ont donné lieu à des arrestations en masse. Actuellement, pas moins de 1.500 personnes sont emprisonnées de ce chef. On jette en prison même les femmes, mères et jeunes filles, et les prisons sont si sales et humides et la nourriture est si insuffisante, que la maladie et la faim font mourir les trois quarts. Pour s'emparer des hommes qui ont réussi à se cacher, on emprisonne les mères et les épouses de ceux-ci, les forçant de livrer leurs maris ou leurs fils. » (On comprendra mieux à quel point cette mesure est injuste et humiliante aux yeux des Arméniens, quand on sait que selon la loi du pays on n'est pas punissable quand on a donné asile ou caché même un criminel, si celui-ci est un parent).

« Au Sassoun, la misère est plus terrible que jamais. — C'est la famine dans toute son horreur. — Les familles des réfugiés qui, selon la condition imposée par les puissances au lendemain du massacre, ont le droit de rentrer dans leurs foyers, ne peuvent pas même se rendre dans les villes pour y travailler et gagner de quoi vivre. Elles sont forcées de rester sur les montagnes où elles sont acculées à la plus pénible des existences, sans vivres et sans gîte, mourant de faim et de froid. — Les consuls ne font absolument rien pour remédier à cet état de choses et les secours des camarades sont insuffisants pour parer au minimum des besoins de ces malheureux. — Nous n'avons pu leur faire parvenir que 270 napoléons en tout et, outre que l'argent nous manque, il est très difficile d'envoyer des secours, car la communication avec les gens de la montagne est interdite et les routes sont rigoureusement surveillées. — Le but semble donc être de les faire mourir de faim. »

Voilà donc le résultat de l'action européenne en Arménie. — Et comment peut-il en être autrement, quand la sauvegarde des intérêts d'un peuple opprimé est confiée aux mains de gouvernants qui, par leur nature, n'ont d'autre raison d'être que de se solidariser avec les oppresseurs qui ne peuvent plus maintenir leur trône et les privilèges de leur caste que par l'assassinat et l'oppression.

La vraie liberté et le droit de vivre ne s'obtiennent que par la résistance violente et la suppression des tyrans.

EDWARD GREENE.

Constantinople, le 20 novembre 1904.

Etats-Unis.

Depuis fin juin — jour où a expiré le contrat du travail qui régit le district minier de l'Etat de l'Alabama, les mineurs sont en grève. Les mineurs réclament simplement le maintien de l'ancien tarif, ce à quoi se refusent les propriétaires miniers qui prétendent faire extraire le charbon à dix sous la tonne meilleur marché que les années précédentes; ce qui entraînerait pour les mineurs une diminution d'un demi-dollar par jour. Le conflit dure déjà depuis quatre mois, et n'est pas prêt à prendre fin. Si les ouvriers ont de la patience, les patrons ont des dollars en caisse et peuvent attendre dans un doux *farniente*, que la famine et les privations obligent leurs serfs à reprendre le collier. (Il n'est pas rare de voir en Amérique des grèves durer des mois et même une année entière, jusqu'à ce que la hausse sur le combustible soit assez grande pour permettre à d'*honnêtes* spéculateurs ces formidables coups de bourse où ils rafleront des millions sur le dos des mineurs qu'ils contraignent à chômer en les acculant à la grève.) Pendant ce temps, que fait l'*United Mines Workers* où sont affiliés tous les mineurs, à laquelle ils obéissent au doigt et à l'œil? Les chefs, grassement retribués, se contentent, dans les meetings, d'engager les mineurs à rester bien tranquilles chez eux, et surtout à ne pas porter une main sacrilège sur la sacro-sainte propriété, car la propriété individuelle n'a pas de gardien plus vigilant ici que les manitous des organisations ouvrières. Organisations formidables par le nombre, mais c'est tout, réalisant admirablement le programme réformiste de Millerand-Lanoir (l'entente entre le *capital* et le *travail*).

L'*United Mines Workers*, pour un observateur impartial, n'a pas du tout l'esprit combatif que doivent avoir les syndicats ouvriers. Son rôle se borne à obtenir des employeurs de bons salaires, tout en tenant compte de la hausse ou de la baisse des dividendes. Ce qui légitime l'exploitation de l'homme par l'homme. Aucune propagande n'est faite à la masse des syndiqués, pour leur démontrer qu'ils peuvent et qu'ils doivent faire cesser cette exploitation. La grève générale n'est envisagée que comme un moyen de faire le trust sur les salaires.

ADRIEN GARDOUZE.

POUR LES BROCHURES EN RÉIMPRESSION

M., à Chaux-de-Fonds, souscrit: *Patrie-Guerre*, 100; *Machinisme*, 100; *Entretiens*, 100.

L., à Nancy: *Patrie-Guerre*, 100; *Machinisme*, 100; *Entretiens*, 100.

Mariatte: 100 diverses.



—— **Groupe Germinal**. — Nous aurions besoin, à titre de documents pour écrire un livre, du *Procès de Lyon*, du *Procès de Vienne*. Les camarades qui pourraient nous envoyer ces brochures, ne serait-ce qu'à titre de prêt nous rendraient un bien grand service.

Nous n'osons offrir d'argent, mais si ceux qui pourraient nous obliger étaient des collectionneurs de cartes postales, nous nous ferions un plaisir de leur en envoyer une collection des différents pays des Etats-Unis.

Le groupe *Germinal* de San Francisco.
Adresse : Laurent Casas, 1092 Stanford ave.
Oakland (Col).

—— **Groupe de propagande par la brochure de Paris Sud-Est**. — Mouvement de novembre :

Envoyé ou distribué :

Temps Nouveaux	900
La Liberté par l'Enseignement	50
Manuel du Soldat	50
Chauvinard (images pour enfants)	50
Anarchie (Girard)	100
Voix du Peuple n° spécial pour la classe	100
— n° ordinaire	40

Merci au camarade de Toulon qui a envoyé son obole.

Si tous les camarades faisaient selon leurs moyens, si minimes qu'ils soient, nous serions plus près de notre idéal que nous ne le sommes.

Envoyer fonds et correspondance au camarade René Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil (Seine).



—— Grand Meeting de protestation en faveur des victimes politiques italiennes, dimanche 4 décembre 1904, à 2 heures et demie, salle de l'Eden du Temple, rue de Bretagne, 49, sous la présidence du citoyen Amilcare Cipriani et avec le concours des citoyens Edouard Vaillant, Victor Dejeante, députés de Paris; Paul Lafargue, Charles Malato, Louis Dubreuilh, Bracke, secrétaire du Parti socialiste de France; Victor Grifuelhes, secrétaire de la Confédération générale du travail; Georges Yvetot, secrétaire de la Fédération des bourses; Hubert Lagardelle, directeur du *Mouvement socialiste*, Roubanovitch, du parti socialiste révolutionnaire russe; Remay, du parti social démocrate russe; Volkaert, du parti ouvrier belge; Ernest Lafont, André Morizet, rédacteurs au *Mouvement socialiste*; S. Piroddi, de l'Union socialiste en France; E. Sighieri, de la Fédération socialiste italienne de la Seine.

—— **Jeunesse libertaire du V°**, 76, rue Mouffetard. — Jeudi 8 décembre, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade : *Contre les anticléricaux. Pour l'anarchie.*

—— **Groupe des Poètes-Chansonniers révolutionnaires**. — *Le* mercredi 7 décembre, à 8 h. 1/2, 4° veillée mensuelle des poètes et chansonniers révolutionnaires, à la taverne de la Semeuse, 33, rue de Rivoli, avec le concours de M. Duranton, des concerts Colonne; Dorninus, des Quat'Z-Arts, M. et Mme Marx et Mme d'Helmay. Conférence avec auditions sur la « Chanson rouge » de Maurice Boukay, par Jean Kergal.

Vestiaire : 0 fr. 30 centimes.

—— **Internationale antimilitariste**. — La section du XVIII° arrondissement vient d'éditer une série d'étiquettes de propagande antimilitariste, dues à la plume autorisée de François Coppée, Jules Lemaître, E. Drumont, Henri Rochefort.

Ces étiquettes — gommées — sont en vente au siège de l'A.I.A., 45, rue de Saintonge, tous les jours, de 4 à 6 heures, et à la section du XVIII°, tous les soirs, 22, rue de la Barre, de 8 h. 1/2 à 10 heures.

Prix du mille : 1 fr. 25; *le cent* : 0 fr. 25.

Par la poste, joindre les frais d'envoi.

—— **Association Internationale Antimilitariste des travailleurs (Section du XIII°)**. — Réunion le samedi 3 décembre, à 9 heures du soir, salle Reigneau, boulevard Arago, 17.

—— **Internationale Antimilitariste (Section du XI°)**. — Réunion samedi 3 décembre, à 9 heures du soir, salle Bouniol, 14, rue Fontaine-au-Roi. Organisation de la propagande dans l'arrondissement. Adhésions et remise des cartes.

—— **Internationale Antimilitariste (Section du XV°)**. — Le samedi 3 décembre, à 9 heures du soir, formation définitive de la section, salle de l'Emancipation, 38, rue de l'Eglise. Causerie par Henri Duchmann et Miquel Almereyda sur le rôle et le fonctionnement de l'A. I. A.

—— **Le Milieu Libre**, 22, rue de la Barre (18° arrond.). — Tous les jeudis et samedis, causerie par un camarade.

—— **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre. — Tous les jeudis et samedis, causerie. Tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2, **répartition des denrées.**

—— **Jeunesse syndicaliste de Paris**. — Lundi 5 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie publique, par le camarade Olliver, sur la Situation de l'ouvrier moderne. — Lundi 12 décembre, Chemel : Matière, Energie, Substance.

—— **L'École libertaire** 25, rue du Rendez-Vous (XII°). — Le dimanche 11 décembre, à 2 heures précises, au Lac Saint-Fargeau, 296, rue de Belleville (XX° arr.). Fête de l'Enfance avec le concours du Conservatoire de Mimi-Pinson, sous la direction de Gustave Charpentier. Conférence par Paul Robin, sur l'éducation intégrale des enfants.

On peut se procurer des places à l'avance chez Rousselle, 82, rue de Lille ou L. Martin, 83, rue des Pyrénées et à l'Ecole libertaire, les mardi et mercredi, de 7 h. 1/2 à 8 h. 1/4 du soir.

—— **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy. — Vendredi 2, Dr Pozercki, de l'Institut Pasteur : La Reproduction des êtres vivants. — Mercredi 7, à 8 h. 1/2. Conseil d'administration. A 9 heures, Rousselet : De Patriote à Antimilitariste. — Vendredi 9. Ibos : La fin des Religions.

—— ARCUEIL-CACHAN. — **Fédération des Universités populaires, « La Pensée Libre »**. — Samedi 3 décembre. M. Chemel : L'idée de Patrie. — Mercredi 7. Cours de dessin.

—— PUTEAUX. — Le samedi 3 décembre, salle Paulus, à 8 h. et demie, Grand meeting sur les verdicts récents. Orateurs : Libertad, Brunet, Girard.

Entrée : 0 fr. 25 pour les frais.

—— NOGENT-LE-PERREUX. **Internationale Antimilitariste**. — *Avis important* — En réponse aux processions patriotiques des vétérans à propos de l'anniversaire de la bataille de Champigny, la section de Nogent-le-Perreux fait appel aux membres des sections de Paris et banlieue pour venir en grand nombre à la grande salle des Fêtes de Champigny, le dimanche 11 à 3 heures où les camarades Miguel Almereyda et Liard-Courtois, traiteront : L'antimilitarisme et la Nouvelle Internationale. Entrée grrtuite. Le prochain numéro annoncera les moyens de transport.

—— BEAUNE. — **Section de l'A.I.A.** — Réunion tous les mercredis chez le camarade Brenot, 68, faubourg Madeleine, à 8 heures du soir. — Etude : Langue Esperanto, *Le Bétail*, pièce de V. Meric.

Propagande pour les campagnes. On trouvera des brochures et journaux chez le secrétaire.

—— NOUZON-AIGLEMONT (Ardennes). — **Les Anti-Propriétaires**. — Le dimanche 4 décembre, causerie par le compagnon Lévêque.

Pour les correspondances, s'adresser au compagnon Gualbert, à la Forge-Nouzon (Ardennes).

P. S. — Le groupe demande à entrer en communication avec le groupe d'Amiens.

—— LYON. — **Jeunesse Libertaire**. — Dimanche 4 décembre, soirée familiale, salle Chamarade, 26, rue Paul-Bert à 8 h. 1/2. Causeries sur l'Art social par Sosthène Goujat.

Le bénéfice de cette soirée est destiné à la propagande des envois de journaux à domicile.

—— Dimanche 4 décembre, Réunion de la section antimilitariste, à 2 heures, *après-midi*, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert.

VIENT DE PARAÎTRE

Une superbe lithographie de Willette. Trois tirages, 1 fr. 40, franco; 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

Frontispice pour le supplément, lithographies en couleur :

Du premier volume, par Willaume	2 fr.
Du deuxième volume, par T. Pissarro	2 fr.
Du troisième volume, par Luce	2 fr.

L'Almanach illustré de la Révolution pour 1905. Couverture en couleurs par Steinlen.
Articles de Kropotkine, J. Grave, P. Quillard, L. Descaves, etc., etc.
Nombreux documents.
Prix : 0 fr. 30; par la poste, 0 fr. 40.
Le réclamer chez tous les dépositaires du journal où il doit se trouver.

Un mastic s'est produit dans la mise en pages de notre dernière Variété. *Nous la redonnerons rétablie en son ordre dans notre prochain numéro.*



P. à Paris — L'abon. M. est servi.

J. C., à Commercy. — Votre journal nous était revenu; mais vous ne nous avez pas donné de changement d'adresse.

Paris à Morat. — Commande expédiée. — La suite doit paraître en volume. Votre abon. est terminé.

S. E. New-York. — Votre abon. finira fin fév. — Envoyé tous les numéros. Une autre fois n'oubliez pas d'affranchir. Cela nous fait payer double taxe.

J. L. à Montigny. — Oui, c'est bien fin octobre qu'est expiré votre abon.

J., à Alger. — Brochures expédiées. Rien à ajouter à ma lettre.

L. à Huri. — *Régénération humaine*, 27, rue de la Duée, Paris.

C. b. à Nogent-les-Vierges. — Nos réexpédiés.

A. D. à Bruxelle. — Mandat poste, 3 fr.

A. L. à Jerez. — Reçu lettre, j'en prends note; mais pas encore de nouvelles de la somme.

J. B. Buenos Ayres. — Ça n'était rien d'important : des timbres de 4 et de 6 centavos.

D. M. à Ain. — Si les articles sont bons et dans la note du journal, ils seront acceptés avec plaisir.

J. R. à Cosne. — Votre abon. est expiré depuis fin juillet ?

M., à Dorignies. — B., à Limoges. — D. A., à Harmes. — C., à Joyeuse. — L. S., à Lyon. — V. B., à Gravenhage. — L., rue B. — F., à Genève. — B., à Charleroi. — N. V., à San-Paulo. — H., à Champey. — L. M. — J. F., à Dison. — G., à Rotterdam. — M., à Dorignies. — J., à La Rochelle. — M., à Oakland. — M., à Laxou. — L. R., à Laroche-sur-Foron. — R., à Firminy. — C., à Beaune. — L. M., à Levallois. — G., à Augy. — Chinon. — S., à Cusset. — B., à Lyon. — D., à Amiens. — M., à C.-de-F. — R., à Bruxelles. — G., à Neuilly. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Reçu pour le journal : L. S., à Cognac, 0 fr. 60. — St-Quentin, 1 fr. — L. C., 5 fr. — F., 6 fr. — D., à Vincennes, 2 fr. — P. P., à Aiguesmortes, 0 fr. 60. — C. F., 12 fr. — Chinon, 2 fr. — Merci à tous.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 32 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ❖ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 10 Déc. au 16 Déc. 1904.*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



Réflexions sur la Guerre

Il y a quelque temps, j'assistais, à l'Alhambra de Londres, à une représentation cinématographique d'épisodes de la guerre russo-japonaise. C'étaient des vues du transsibérien amenant et déversant ses cargaisons d'hommes pour la boucherie ; des scènes de départs et d'adieux ; de longs défilés de cavaliers à figures de Kalmoucks, coiffés d'un bonnet de fourrure en pointe, montés sur de petits chevaux au poil long, lamentable défilé de pauvres gens en route vers quoi ? vers la mort et vers le meurtre. Puis, pour finir, le spectacle d'un cuirassé japonais évoluant, entouré de fumée et d'éclairs, crachant la destruction tout autour de lui, sous les bravos frénétiques du public, presque aussi sauvage qu'en France.

Mon voisin, un patriote, me dit : « Ne trouvez-vous pas que ce défilé tragique d'hommes marchant à la guerre est impressionnant ? Leurs figures sont calmes et graves. Ils vont à la mort, et le savent. Ils vont au devoir. Est-ce qu'il n'y a pas là quelque chose de grand ? »

Je fis remarquer qu'il est une différence entre des gens qui vont se faire tuer et des gens qu'on envoie faire tuer, et que si le premier spectacle peut avoir quelque chose de grand, le second est sûrement quelque chose de triste. Les malheureux Cosaques que j'avais devant moi, montraient des visages bien plutôt résignés qu'enthousiastes ; du moins il me le semblait. On fait toujours trop état de l'héroïsme des hommes en uniforme allant au combat : on oublie qu'ils ne sont pas libres de faire autrement.

La plupart des soldats qui vont à la guerre, n'y vont que parce qu'ils n'ont pas osé, ou pas pu, déserter. Quant aux autres, c'est curiosité, amour du risque, de l'aventure, de l'inconnu, du nouveau, désir de « voir du pays », d'assister à des choses extraordinaires, d'échapper à des dangers et de pouvoir dire un jour : « J'ai passé par là. » Dans tout homme il demeure un peu du garçonnet qui jouait aux Peaux-Rouges ou aux brigands. C'est aussi entraînement collectif, excitation mutuelle, fièvre, alcool, vague espérance d'exploits, dérivatifs à la morne vie quotidienne, cupidité de galons, de croix, de butins, de viols, réveil des instincts de brutalité, pose à l'héroïsme, mauvaise honte, crainte lâche d'être appelé lâche, inertie, besoin de faire comme tout le monde, espoir qu'on tuera mais ne sera pas tué.

Ils vont à la mort ? Ils vont surtout à l'assassinat. S'il était possible d'ouvrir les crânes de tous ces hommes et d'y lire les pensées imprimées sur leurs cerveaux, je crois qu'on y lirait : « Je vais tuer des ennemis », et non pas « Je vais être tué par des ennemis. » Ou lorsque cette pensée leur vient — car il faut bien qu'elle leur vienne, — je suis certain qu'elle les assombrit et les attriste, loin qu'ils l'accueillent avec la joie de l'héroïsme et la conscience du dévouement au devoir.

N'importe. Je suppose que ce devoir et cette conscience existent. Il y a même apparence qu'ils existent chez quelques-uns. Soit. A ceux-là qui les ressentent, d'aller se battre. Mais non pas aux autres. Après tout, chacun est maître de sa peau. Et que des êtres soient assez fous, ou assez sublimes, pour offrir leur vie même — tout ce qui pour eux existe — à une idée, vraie ou fausse, je n'y vois rien à redire. Mais on oublie trop que ces fanatiques ne font point que donner leur peau, et qu'ils s'occupent encore, et bien davantage, à prendre la peau des autres. Leur but principal, et même unique, n'est nullement de se sacrifier, mais de sacrifier les autres. Avant tout, ils entendent tuer et n'être pas tués. Si cet inconvénient leur arrive, c'est que ceux à qui ils en avaient se seront défendus. Et leur étonnement, leur mécontentement doivent être assez semblables à ceux du bourreau à qui le condamné, dans une brusque volte-face, couperait le cou. Ce n'est pas cela qu'ils voulaient. Ainsi leur rôle et leur intention apparaissent beaucoup moins sublimes, et le soldat qui court à la bataille me fait songer au bandit de grande route qui risque sa vie, lui aussi, et la donne, quand il ne peut plus faire autrement, — beaucoup plus qu'à l'homme de science qui s'inocule une maladie dangereuse pour en suivre la marche, où à l'ouvrier obscur qui s'épuise, s'use et meurt pour que sa femme et ses petits mangent et vivent.

Va pour la guerre ! Chacun étant libre de faire de son corps l'usage qui lui plaît, il est juste que ceux qui veulent y aller y aillent. Mais il est déraisonnable de contraindre à s'aller faire tuer ceux qui n'en ont pas l'envie, et qui ont au contraire la plus grande envie de vivre.

Malheureusement, les guerres peuvent-elles se cantonner entre ceux qui en sont partisans ? Quand une armée entre sur un territoire étranger, tout le monde s'y trouve exposé à subir ses violences : d'où solidarité forcée pour se défendre et les repousser. Il n'est pas possible de vouer aux guerres défensives la même réprobation qu'aux autres. D'ailleurs, en cette matière, c'est moins de sentiment que de raison qu'il s'agit. S'il y avait intérêt pour un peuple à en exterminer un autre, il devrait le faire sans hésiter ; de même qu'un individu ne doit pas hésiter à tuer quiconque attente à sa vie. La sensibilité poussée jusqu'au bout mènerait à des résultats absurdes : par exemple, laisser pulluler les animaux, même nuisibles. Il faut résister au mal, à ce qui est pour soi le mal. Tolstoï a tort. Ses disciples (Gontaudier, Delsol, Grasselin, les anarchistes chrétiens de Hollande, les Doukhobors) sont des héros, à plus juste titre certes que les gens de guerre ; mais ce sont des héros inutiles, puisque leur exemple n'est pas (et ne peut pas être) suivi.

La meilleure condamnation des guerres, ce n'est pas leur barbarie, mais leur inutilité. Quelle est la guerre qui ait jamais apporté une solution définitive à un conflit quel qu'il fût ?

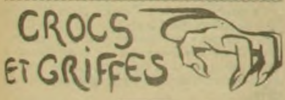
Les conflits renaissent, et des guerres anciennes sortent des guerres nouvelles. Quelle que soit l'issue d'une guerre, il en résulte toujours quelque chose de fâcheux pour la mentalité des peuples en lutte : vainqueurs, ils sont la proie du patriotisme dominateur, et vaincus, du patriotisme revanchard. Les haines sont plus vives après la guerre qu'avant. Je sais bien qu'avec le temps les haines s'apaisent, puis s'éteignent ; mais au bout de combien d'années, parfois combien de siècles, perdus pour le progrès des sociétés et l'amélioration de l'espèce humaine ?

Les idées sont bien plutôt des résultats que des causes. Si l'idée d'internationalisme est née, c'est que l'internationalisme existait déjà dans les faits. Les théories ne font guère que constater et formuler — toujours incomplètement — ce qui existe. Ce n'est pas parce que l'idée pacifique est propagée que la guerre cessera, mais parce que celle-ci est rendue de plus en plus difficile par la multiplicité et l'enchevêtrement des intérêts en cause, parce que les peuples dépendant de plus en plus les uns des autres pour leur vie économique, la guerre se montre de plus en plus contraire à leurs intérêts vitaux, et qu'ils en perdent par là le goût.

Le développement continu de l'industrie et des échanges, en augmentant les relations de pays à pays, nécessite une organisation internationale toujours plus complexe. Les gouvernements sont obligés de suivre ce mouvement, et nous les voyons multiplier, de plus ou moins bonne grâce et de façon plus ou moins efficace, les congrès et tribunaux d'arbitrage, les accords et les conventions pour régler amiablement les questions douteuses, sources de conflits possibles. Là comme ailleurs, là comme partout, nous voyons l'entente se substituer au bon plaisir de jadis.

Tout ce qui resserre les rapports entre peuples et augmente leur solidarité matérielle, est une cause de difficultés pour des guerres futures. Développer l'internationalisme, de quelque façon que ce soit, c'est donc travailler à la suppression des guerres. Et pour développer l'internationalisme, ce serait un excellent instrument qu'une langue auxiliaire commune à tous, comme est l'Esperanto, par exemple.

René Chaughi.



Tu diras le vrai, Thalamas. — *Au lendemain de l'aventure du professeur Thalamas, frappé aux applaudissements du Bloc, par le Ministère « de laïcité et de réformes sociales », pour avoir parlé de Jehanne Darc en historien libre, alors qu'il convenait de le faire en patriote et en chrétien, c'est-à-dire en bigot d'État et d'Église, — il est bien permis de repenser aux délices promises du monopole de l'enseignement.*

Il n'est même pas du tout oiseux de reproduire une phrase monumentale d'un Gustave Téry, paru dans la Petite République *du 23 septembre 1902. Voici :*

« Le système scolaire serait calqué sur le système judiciaire : les magistrats de la raison diraient le vrai, dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties que les juges disent le juste. »

Tout est merveille dans ce texte, tout, absolument tout. Mais, particulièrement, que penses-tu, ô professeur Thalamas, de ce dire le vrai, *en quoi se résumeraient, ô magistrat de la Raison, tes fonctions quasi-judiciaires, ou quasi sacerdotales ! Que penses-tu aussi du respect manifesté pour tes arrêts ou tes oracles, par le gouvernement et par les partis ?*

Tu diras le vrai, Thalamas ! Tu ne diras que le vrai !… Seulement toutes et quantes fois que ce vrai *déplaira soit à M. Berry ou à M. Chaumié, soit au Bloc ou à l'Anti-Bloc, soit au Dieu ou au Diable, soit aux parents ou aux enfants, soit aux morts ou aux vivants, tu t'exposeras à te voir fendre, sinon l'oreille, du moins la langue. Très heureux qu'on ne te la coupe pas tout à fait pour la clouer derrière la chaise, te condamnant ainsi — professeur auquel, comme à tant d'honnêtes toutous, il ne manquerait que la parole — non plus à* dire le vrai, *mais à le mimer, à le siffler ou à le danser, à ton choix.*

Une idée pour finir ! Le « grand citoyen » cher aux jeunes du socialisme, — j'ai nommé Waldeck-Rousseau — a souvent parlé de la nécessité de réglementer la liberté. Je propose — comme préface au monopole de l'enseignement — qu'on réglemente non seulement la liberté, mais encore la vérité. — Législateurs, à vos plumes !

⁂

Anticléricalisme pur. — *On lit dans* Lumière, *revue socialiste de la Libre pensée suisse (Genève, 15 oktobre 1904 :*

« Arrivé à Rome le 18 septembre, le petit groupe des congressistes suisses consacra deux jours à la visite des monuments les plus intéressants. Et vous pouvez compter que ce ne sont pas les nombreuses églises qu'ils rencontraient qui attiraient leur attention… »

On désirerait que le prochain conseil œcuménique étudiât cette question palpitante : « Des rapports de l'anticléricalisme et de l'art religieux, ou un anticlérical peut-il passer près d'une église (notamment) sans se boucher les yeux au risque de la voir — et d'en être vu. »

Am. C.

UN MOYEN

Dans des numéros récents des *Temps Nouveaux*, nos collaborateurs Bresselle et M. P… se préoccupaient d'un moyen efficace pour mettre un terme à ces boucheries internationales telles que celle qui, tranquillement, se perpètre en Extrême-Orient sous l'œil indifférent des peuples et dans le silence des Ligues de la Paix.

L'un et l'autre préconisent l'entente des individus et des peuples pour refuser de se soumettre aux fantaisies meurtrières des dirigeants.

Cette entente a déjà été préconisée maintes fois par beaucoup d'entre nous, et il est certain que ce serait là la solution définitive.

Mais elle nous apparaît comme un idéal malheureusement réalisable dans seulement un avenir assez éloigné. Que d'années ne faudra-t-il pas, en effet, avant d'avoir établi *dans le monde entier* un courant d'opinion assez puissant pour déterminer, au moment voulu, cette grève monstre qui, sans plus de lutte, ferait disparaître une fois pour toutes la guerre de la surface du globe ? Nos dirigeants ont encore de beaux jours !…

Il ne faudrait pas se repaître d'idéals imprécis, réalisables dans des siècles. Il faudrait éviter le ridicule de tels propagandistes « antimilitaristes » qui, sérieusement atteints d'une spéciale araignée métaphysique, à tout venant prétendent débiter la si complexe et inextricable futaie du grand problème humain en petits parallélipipèdes syllogistiques géométriquement découpés par barocco et baralipton.

Ils nous disent, ces panacistes :

« La guerre existe parce qu'il y a des armées. Il y a des armées parce qu'il y a des soldats. Donc, que chacun refuse d'être soldat, et alors plus d'armée, partant plus de guerre. »

C'est fort simple, vous le voyez. Mais comment et quand obtenir que chacun refuse d'être soldat ? C'est là justement le *hic*.

Du train dont marchent les idées — relativement si rapide pourtant à notre époque — combien d'années, de siècles même peut-être faudra-t-il pour éveiller et fortifier à tel point la conscience des centaines de millions de dupes qui croient la guerre plus qu'une nécessité, un devoir glorieux et sacré ? Le rêve est très beau en effet, et nous aussi l'avons nourri longtemps. Mais les déceptions, les insuccès nombreux subis au cours de tentatives de réalisation d'autres rêves, nous ont acquis l'expérience qu'il y a loin, bien loin, du désir à la réalité. Et si le but, l'idéal visé doit conserver toute son intégralité, il n'en est pas moins vrai que la tactique journalière pour y atteindre, a l'obligation, sous peine d'inefficacité, de se préoccuper de réalisations immédiates.

C'est fou de se contenter, quand la guerre sévit, de cette propagande à longue échéance qui donnera des fruits au siècle prochain. Sans doute, il ne faut pas la négliger, il ne faut pas négliger l'éducation des inconscients ni celle des générations naissantes dans l'espoir de former, le plus tôt qu'il se pourra, une humanité forte, ayant l'énergie des révoltes efficaces. Mais c'est là une œuvre à long terme. En attendant, les gouvernants, profitant de l'inconscience des masses, poursuivent leur œuvre criminelle d'assassins de peuples. Et ceux-ci, fanatisés par d'impudents mensonges, se ruent à d'abominables boucheries, fiers des mutilations reçues, glorieux d'une mort possible, heureux du pal qui les guette au fond des « trous-de-loups ». C'est pour la patrie !…

La guerre terminée, le fanatisme persiste, entretenu par de prétendues obligations de revanche, chez les vaincus, et de conservation des avantages de la guerre, chez les vainqueurs. Et l'œuvre pacifiste est reculée de nombre d'années.

Si l'on veut transpercer une montagne, une pioche et une brouette peuvent suffire. Mais avant que se termine l'œuvre entreprise, mille accidents peuvent survenir anéantissant la tâche accomplie et condamnant à de continuels recommencements. Des moyens plus rapides, plus violents sont nécessaires pour obtenir des résultats sensibles et durables. Tels les explosifs, le forage mécanique, etc.

Ainsi devons-nous procéder. Le but une fois bien déterminé, recherchons les moyens d'exécution que nous peut fournir l'état social du moment. Mais ne nous obstinons pas aveuglément aux premiers adoptés si, par la suite, d'autres plus efficaces résultent des modifications survenues dans l'état social.

Tant que la pioche et la brouette étaient les seuls outils disponibles pour abattre la montagne du militarisme, nous n'avions pas tort — quelque colossale que pût paraître l'œuvre — d'espérer en eux. Les rouages sociaux se sont perfectionnés depuis et leur ensemble nous offre aujourd'hui en sa complexité un outillage autrement puissant et fécond en résultats.

Une force est née depuis quelques années, force avec laquelle les dirigeants doivent aujourd'hui compter. La classe ouvrière n'est plus, comme jadis, éparpillée sans liens, dans un amorphisme social totalement impropice à toute action étendue. Elle s'est organisée, a su avec une sagacité très clairvoyante coordonner ses groupes et ses centres d'activité, à tel point qu'elle est devenue une puissance susceptible, si elle le veut, d'une action non seulement défensive, mais même offensive contre la classe capitaliste, son ennemie irréconciliable.

Elle le sait et connaît l'arme qui lui assurera la victoire quand elle voudra s'en servir : la grève générale.

Et c'est à cette arme qu'il faut recourir en l'occurrence. Sinon la grève générale, du moins la grève restreinte bien comprise.

Il ne faut pas se dissimuler, en effet, les difficultés *présentes* que pourrait rencontrer la détermination d'une grève générale. Celle-ci demande une entente trop complexe et trop étendue pour l'état actuel de l'organisation ouvrière.

Mais ce qui suffirait, ce serait la grève d'une ou de quelques-unes des corporations auxquelles

est subordonné tout le fonctionnement de la vie sociale. Tels les transports, par exemple. Telle encore celle des dockers.

Que l'une de ces corporations suspende le travail et tout s'arrête, comme l'occlusion d'un vaisseau par un caillot sanguin peut déterminer instantanément, par un arrêt de la circulation, une paralysie générale. On a vu récemment le désarroi produit dans le monde commercial, pour ne citer que celui-là, par la grève de Marseille

Or, nul ne me dira qu'une grève semblable est impossible.

Je ne crois pas impossible non plus d'établir un accord entre les corporations similaires des autres pays en vue d'une action concertée dans ce but. Et si une telle manifestation se produit simultanément dans plusieurs pays, si les corporations, prenant l'initiative d'un tel mouvement, déclarent formellement à leurs gouvernements : « Nous ne reprendrons le travail que quand vous serez intervenus efficacement pour faire cesser la boucherie qui s'opère actuellement en Extrême-Orient », je suis convaincu qu'elle donnera un résultat.

La bourgeoisie, atteinte dans ses profits, dans son or, laissera là les éloquentes sentimentalités de son pacifisme jusqu'ici purement théorique, pour entrer, cette fois, dans la voie d'interventions moins platoniques.

Et cela peut se faire dès demain, aujourd'hui même. Un peu de propagande dans les syndicats suffirait.

D'ailleurs, le moyen a déjà été envisagé, et je m'étonne même que quelque organisation ouvrière, soit la Confédération générale du travail, soit la Fédération des Bourses, n'ait pas entrepris une action en ce sens.

André Girard.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

Les précautions d'hygiène deviennent encore plus pressantes lorsqu'il s'agit d'un malade, d'un tuberculeux. C'est alors qu'un logement ensoleillé, spacieux, devient nécessaire, qu'il faut une aération continue, de jour et de nuit. Le lit doit être situé au milieu de la pièce, en dehors des alcôves, de façon à ce que le malade puisse jouir de l'air et de la lumière. Dans cette pièce on ne doit pas faire de cuisine, on ne doit pas entasser d'autres personnes, soit pour le travail du jour, soit pour le repos de la nuit. C'est alors qu'il ne faut pas soulever les poussières par un balayage intempestif sous le nez du malade, etc.

Si le tuberculeux est encore valide et peut aller travailler, s'il revient d'une cure faite à la campagne ou dans un sanatorium, en apparence guéri, il faut naturellement qu'il évite toute fatigue, qu'il prenne un repos plus prolongé que l'individu sain, qu'il se ménage, qu'il mange bien. Conditions impossibles. Enfin, il retrouvera l'atelier sale et poussiéreux, bien content d'ailleurs d'être occupé, cachant sa tare et tremblant d'être renvoyé, à cause de l'insuffisance de son effort ou à cause de la peur de contagion.

En réalité, il y a impossibilité pour le prolétaire tuberculeux à se traiter convenablement. Mais comme la maladie est lente, comme l'on voit des cas de guérison se produire malgré tout, j'estime qu'il vaut mieux renseigner le

(1) Voir les n°s 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 25 et 26 des *Temps Nouveaux*.

malade sur son mal, en dépit de tout pessimisme, à moins qu'il ne soit irrémédiablement condamné.

C'est qu'il s'agit ici d'une maladie longue où le malade doit se surveiller, se soigner lui-même. Il ne s'agit pas d'une maladie aiguë, où le malade, au lit, abattu par la fièvre, délirant quelquefois, incapable de volonté et de jugement, est traité par son entourage suivant les indications du médecin. Dans la tuberculose, maladie chronique, les indications du médecin s'adressent au malade qui se traite lui-même. Si l'on se contente de dire à un phtisique qu'il a une bronchite, on peut être sûr que le patient se libérera bientôt de l'observation d'un régime trop compliqué, trop méticuleux, pour une affection qu'il croit bénigne. Instruire le malade longuement, le rassurer d'abord, lui indiquer les chances de guérison, c'est le meilleur moyen de lui voir suivre toutes les règles nécessaires à un rétablissement possible. Il n'y a pas à craindre la peur, le découragement. On envoie bien les malades dans un sanatorium ; il faut donc qu'ils soient prévenus de leur état. D'ailleurs l'expérience journalière prouve que les plus pusillanimes acceptent et supportent très bien la vérité, mieux qu'on ne pourrait l'imaginer, à condition qu'on prenne quelques précautions pour leur dévoiler leur état et qu'on sache leur donner l'espoir.

Il faut fournir au tuberculeux l'explication de tous les soins qu'il a à prendre ; c'est là encore une nécessité pour que le traitement soit bien observé. L'habitude d'un certain nombre de médecins est d' « ordonner », sans ajouter de raisons. J'ai assez souvent vu dans ces cas que l'ordonnance était mal comprise et suivie tout de travers ; mais je sais bien que les malades ont souvent plus de considération pour les médecins autoritaires.

Beaucoup de médecins font une ordonnance en indiquant plus ou moins brièvement la façon d'appliquer les soins prescrits ; c'est plus rapide d'abord ; ensuite on croit au-dessous de la « dignité médicale » d'entrer en discussion avec le public, ou bien on se contente de donner comme explication les phrases toutes faites qui flattent les préjugés populaires. Il entre, dans cette façon d'agir, un certain mépris pour l'ignorance du public ; mais on ne se préoccupe guère de faire disparaître cette ignorance (1). La « dignité médicale » consiste surtout à imposer à ce public le respect et la considération qui vont ordinairement aux esbroufteurs autoritaires, comme si la guérison était un secret merveilleux entre les mains des charlatans.

A mon avis, le rôle du médecin est, non seulement de soigner les malades, mais aussi d'instruire les gens sur l'hygiène et toutes les questions qui s'y rattachent ; c'est d'ailleurs un moyen de faire de la propagande. Mais simplement, au point de vue médical, je trouve beaucoup plus « digne » ce rôle d'éducateur. Je veux bien que les explications ne sont pas toujours comprises ; tout au moins peut-on les donner plus ou moins élémentaires, en s'efforçant de les faire comprendre et non de vouloir briller, faire de l'esprit, étonner les gens à bon compte, en s'efforçant aussi de mettre les conseils à la portée pratique des gens auxquels ils s'adressent, sans tomber dans les exagérations qui rendent l'hygiène insupportable.

Avec les tuberculeux, c'est une nécessité d'expliquer les raisons d'agir. D'ailleurs j'ai exposé, dans mes premiers articles, que le sanatorium populaire n'avait guère d'autre utilité que de faire l'éducation des malades. Et c'est cette éducation qui joue le principal rôle dans la guérison future, si les conditions

(1) L'ignorance et la crédulité, au sujet des choses médicales, est incroyable, aussi bien chez les intellectuels que chez les autres. La classe ouvrière, dans les grands centres, est peut-être la moins ignorante, car elle est éduquée par la pratique des hôpitaux.

sociales permettent l'observation des soins nécessaires.

Le rôle du médecin est donc d'instruire son malade, de lui donner des conseils pratiques, simples à exécuter, de décider le malade à partir pour la campagne, pour s'y reposer, quand il peut le faire ; car il arrive que les malades peuvent le faire, mais le plus difficile est, malgré tout, de les décider à partir. Le médecin doit chercher à les faire changer de profession, si cela est utile, mais c'est loin d'être toujours possible. Il doit les prémunir contre tout excès : excès de travail, excès de boissons, etc. Je renvoie d'ailleurs à tout ce que j'ai dit dans le cours de mes articles. Mais le rôle du médecin est limité ; il ne peut ni pourvoir à la subsistance et au logement de la famille, ni fournir au malade une occupation hygiénique et peu fatigante.

L'éducation du malade a encore pour avantage de parer aux dangers de la contagion directe à l'intérieur de la famille. La précaution est utile, surtout pour les enfants, quoique la contagion puisse se faire de mille autres façons dans les grandes villes ; mais avec un malade tuberculeux les chances de contagion sont multiples et de tous les instants (surtout avec le surcroît de travail et de misère causé par la maladie).

Le malade doit cracher dans un crachoir, *à portée de sa bouche* (1), tout simplement dans un vase en verre, en faïence ou en porcelaine, au fond duquel on a l'habitude de mettre une solution antiseptique (de l'eau simple est suffisante). On n'a qu'à rincer ce vase dans les cabinets avec de l'eau bouillante. Dans les sanatoriums, il est défendu de cracher même dans son mouchoir ; on se sert d'un crachoir de poche. Le tuberculeux doit couvrir sa bouche avec son mouchoir, quand il éternue, quand il tousse ; il doit se gargariser et se nettoyer les dents souvent, de façon à ne pas conserver dans la bouche des particules bacillifères.

On saura, en outre, que l'on peut pratiquement stériliser, c'est-à-dire désinfecter les mouchoirs, le linge de corps, le linge de literie, au moyen du lessivage, ou simplement en les plongeant dans l'eau en ébullition pendant une demi-heure environ.

Je crois que le plus grand bienfait d'une éducation antituberculeuse bien comprise est d'apprendre aux gens *qu'on peut vivre sans danger auprès des tuberculeux*, à condition qu'ils suivent les précautions indiquées plus haut.

Les sanatoriums se vantent de ne jamais avoir de cas intérieurs de contagion. On peut, sans craindre, soigner les malades à la maison, on peut les accepter à l'atelier, puisqu'on ne peut pas leur assurer un traitement rationnel par le repos complet et prolongé en pleine campagne.

En dehors de l'éducation faite par le médecin et sous son contrôle, je n'ai qu'une confiance très médiocre dans le rôle éducatif des affiches, des conférences faites dans les casernes, etc. Les gens ne sont pas *intéressés* à y prêter quelque attention (2).

(1) L'ancien crachoir, posé à terre, rempli de sciure, est tout à fait inutile. Les crachats peuvent s'y dessécher et être ensuite dispersés avec la poussière quand on renverse le crachoir d'un coup de pied ou d'un coup de balai. Et puis *surtout* on crache ordinairement à côté ; enfin il est difficile à nettoyer.

(2) D'ailleurs, il ne faut jamais rien accepter comme parole d'évangile, si j'ose m'exprimer ainsi. Je me souviens qu'il y a quelques années j'avais accompagné Allemane à l'U. P. du 2me. Il se trouva ce soir-là qu'un jeune normalien (section des sciences) tout plein de bonne volonté, faisait une conférence sur les microbes. Je fus ébahi par les conclusions que développa le conférencier : le Microbe était l'Ennemi ; il n'y avait que Lui. Toutes les maladies infectieuses venaient de ce que nous ne stérilisions pas notre eau, nos aliments, nous-même, etc. Facteurs économiques, *facteur humain*, tout disparaissait devant le microorganisme, ou plutôt le conférencier ignorait tout ce qui se passait en dehors de ses tubes de culture et n'avait pas la moindre notion de la résistance organique humaine. Par exemple le serum antidiphtérique devait guérir à

Pour résumer les quatre derniers articles, je dirai qu'*au point de vue éducatif* les prolétaires ne sont pas toujours en état de suivre les règles d'hygiène nécessaires à leur santé et propres, en particulier, à éviter la tuberculose. L'éducation, préconisée comme moyen de lutte contre cette maladie, ne peut pas avoir d'efficacité réelle, sinon de montrer aux gens les conditions dans lesquelles ils devraient vivre et qu'ils doivent exiger. On a pu se rendre compte que les principales ne sont pas au pouvoir du prolétariat dans la société actuelle.

Cela n'empêche pas les philanthropes de déclarer que, dans la lutte antituberculeuse, « le premier de tous les moyens sociaux (!) est *évidemment* l'éducation populaire. » Dans leur esprit tout l'effort consiste à se mettre à l'abri des crachats. J'ai déjà dit, dans un article précédent, que cette précaution était tout à fait illusoire : elle n'a guère d'utilité que dans le milieu familial. L'éducation antituberculeuse est trop souvent tendancieuse ; elle semble dire aux prolétaires qu'ils sont responsables de la maladie qui les décime et qu'ils sont victimes de leur malpropreté.

Il n'y a malheureusement pas le plus léger paradoxe à dire que la cause de la tuberculose réside dans les conditions sociales, et que le moyen le plus certain pour la combattre serait la disparition de l'exploitation capitaliste.

(*A suivre.*) M. PIERROT.



France.

M. Thalamas était professeur d'histoire au lycée Condorcet. On sait combien l'histoire est incertaine et défigurée par des légendes. La vie de Jeanne d'Arc, entre autres, est un bon exemple d'un fait historique défiguré par la légende. Quand il en vint à Jeanne d'Arc, M. Thalamas avertit ses élèves que les explications miraculeuses et théologiques ne sont point de mise en histoire, qui est une science fondée sur la raison, et où tous les faits doivent s'expliquer humainement. M. Thalamas est un homme de vérité, par conséquent un mauvais professeur pour la bourgeoisie. Les jeunes bourgeois morveux auxquels il faisait le grand honneur de donner ses leçons, mauvaise petite herbe de nationalistes, de cléricaux et d'exploiteurs, s'en allèrent moucharder l'homme qui leur prodiguait son savoir et son bon sens, l'accusant d'outrager la religion et la patrie et d'avoir poussé l'audace jusqu'à mettre en doute la chasteté de la « bonne Lorraine ». Ces propos parvinrent à l'oreille d'un gros homme qui fait le métier doublement triste de député conservateur, lequel entra en une violente colère, comme si l'enseignement de l'histoire était son monopole, et somma le ministre, un nommé Chaumié, d'avoir à sévir.

En même temps, on voyait des scènes extrêmement bouffonnes : une troupe de bambins allant acclamer la statue de Jeanne d'Arc, sous la conduite de M. François Coppée ! Que le Dieu de l'évêque Cauchon en soit loué : il y a encore de la joie au vingtième siècle.

Terrifié par le gros homme et par les bambins de M. Coppée, le ministre ouvrit contre son subordonné une enquête étrange : il supprima toutes les formalités usitées en pareils cas, il fit interroger les élèves accusateurs et non le professeur accusé, tint pour rien l'absence de plainte des parents, déclara, du haut de son portefeuille, M. Thalamas coupable de manque de tact et de mesure, et l'envoya enseigner l'histoire dans un autre lycée.

Ainsi, voilà où en est l'enseignement de l'histoire, au commencement du vingtième siècle, dans les lycées de l'Etat. Les professeurs sont tenus d'enseigner à leurs élèves qu'ils ne doivent pas douter que Dieu ait parlé à *Jeanne* d'Arc par la voix de saint Michel, de sainte Catherine et de sainte Marguerite.

⁂

Où allons-nous ? Les professeurs refusent de faire le métier pour lequel la bourgeoisie les paye, et les magistrats refusent aussi de faire le leur. Ne signale-t-on pas un procureur de la République qui, devant le tribunal correctionnel de Saint-Calais, où une pauvre servante de vingt-trois ans était jugée pour infanticide, se mit à prendre sa défense, au lieu de requérir sa condamnation ?

« Pour juger, en effet, cette affaire comme il convient, at-il dit, il faut se rendre compte de l'état d'âme d'une jeune fille abandonnée, à la veille de perdre sa place, et qui avait peur de la misère et de la situation douloureuse que nos préjugés sociaux créent aux filles-mères. Aussi longtemps que ces préjugés stupides n'auront pas disparu, il y aura des suppressions d'enfants et des infanticides. »

Les défenseurs de la bourgeoisie désertent leurs postes, les uns après les autres. Nous voilà bien.

R. CH.

⁂

Dimanche a eu lieu le meeting de protestation en faveur des persécutés de la réaction en Italie. La salle de l'Eden du Temple était remplie d'une foule de militants de tous pays, et des différents partis avancés, soulignant par leurs approbations les paroles énergiques et les expressions de solidarité avec les victimes, etc.

La manifestation prit fin par l'acclamation d'un d'un ordre du jour stigmatisant la conduite du gouvernement italien, et faisant appel à l'esprit révolutionnaire du peuple pour empêcher la reproduction des massacres de travailleurs.

⁂

... La morale laïque forme les individus, trempe les caractères... — discours entendus. — Voyez plutôt...

A la rentrée des classes, aux vacances dernières, un instituteur arrivait frais émoulu de la ville, dans une petite commune de la Gironde. En prenant possession de la classe, il trouvait pendu au mur un symbole en plâtre, lequel était fixé sur une croix.

Imbu des idées du gouvernement — parce que fonctionnaire, il crut bon de faire du zèle en se montrant plus républicain que la République et son président.

Il résolut d'enlever aux yeux des élèves l'applique démodée appelée christ, pour la remplacer par un papier imprimé de la déclaration des fameux Droits de l'homme et du citoyen.

Devant les élèves rassemblés pour la circonstance, avec des discours appropriés, il procéda au sacrilège et remisa quelque part le plâtre et sa croix devenus gênants. C'est ici que l'affaire se corsa. Les enfants s'empressèrent au sortir de la classe de raconter à leurs parents ce qui s'était passé. Stupeur générale dans la localité. Mais on se remit vite, et sous la direction de quelques vieilles bigotes, en rupture de pain à cacheter ou de cordon de Saint-André, on organisa la résistance. Naturellement le curé en fut et toute la meute donna pour hurler aux chausses de l'impie... Le maire fut sommé de prendre position dans le combat. Craignant l'influence du curé pour son mandat prochain, il accueillit fort bien les protestataires, et se rangea sous la bannière de la sainte ligue.

Il intima à l'instituteur l'ordre de remettre les choses en leur état primitif, sous peine pour lui de perdre la gratification que la commune devait lui octroyer chaque année.

Ce dernier, terrifié par l'intensité du tapage et craignant la perte de l'aumône promise, céda.

Il oublia qu'il pratiquait la morale laïque depuis quelque quinze ans et le soir, après la classe, comme un malfaiteur exécutant un mauvais coup, il replaça le christ. Son absence avait duré huit jours.

Le lendemain, la morale laïque dut se transformer en ruse et mensonge, pour pouvoir légitimer la remise de l'emblème, que huit jours avant elle jugeait nécessaire d'enlever. De tout ce gâchis quelle saine morale tirer ? Tout simplement que tous les enseignements, soit religieux, soit étatistes se valent, et que les anarchistes ont raison de vouloir s'en passer. A quand la morale anarchiste ?

FÉLIX LAISSANT.

⁂

AMIENS. — *Lutte de classes.* — Ici, à Brest, à Marseille, dans les pays houillers, à Cluses, à Fourmies, et dans beaucoup d'autres endroits, les ouvriers ont essayé, bien timidement, hélas ! d'atténuer un peu leurs *souffrances* en implorant une aumône de quelques centimes par jour.

Ce genre de mendicité n'est pas toujours bien accueilli ; du reste il coûte toujours à celui qui possède un butin de s'en défaire ; acquis par la violence, gardé jalousement par des violents, il ne peut être repris que par la force. C'est une loi inéluctable.

A Cluses, les Crettiez tuent des grévistes ; pour cela ils sont condamnés à la prison, ceux de Fourmies n'ont pas été inquiétés. Cependant entre les faits de Cluses et ceux de Fourmies il n'y a pas de différence. Ils défendaient les uns et les autres le droit que possèdent les riches de voler le travail des pauvres.

Il paraît tout de même qu'il y a comme en musique une cadence a observer, le droit de tuer étant légal ou illégal selon les convenances réglées par les normes juridiques.

De toutes ces grèves, de toutes ces tueries, il y a des déductions à faire. Je ne connais pas les Crettiez pas plus que les assassins de Fourmies, dont j'ignore les noms. Leurs procédés exécrables sont la suite logique, forcée, inévitable, le prolongement, dirai-je, des instructions reçues dans la famille, dans les écoles.

Le fait, à si bien dit le camarade Reclus, n'est que la pensée visible. La pensée n'est que le reflet de l'ambiance (voir la brochure d'Etiévant) ou la dirige comme une machine ; donc s'il y a des coupables, il faut les chercher dans nos éducateurs, et chaque fois qu'un individu se trouve en face de jugeurs, amené pour vol ou assassinat, qu'il est condamné à une peine quelconque, c'est en même temps la condamnation des principes sociaux.

Les hypocrites ou les sincères qui soutiennent que les réglement dits lois ont été faits pour sauvegarder les intérêts de tous, mentent et se trompent.

Ces réglements qui déshonorent l'humanité tout entière sont sortis des besoins des maîtres pour maintenir l'état de servage sous une forme morale.

J'estime que s'il fallait des réglements ce serait à ceux qui cultivent la terre, travaillent dans les usines, en un mot font œuvre utile, qu'il appartiendrait de tracer les lignes des règlements, et non aux fainéants ; à ceux-ci je ne puis reconnaître aucun droit, et tant que les esclaves ne partiront pas de ce principe, ils resteront ce qu'ils sont et ne mériteront pas plus.

Que les travailleurs tirent donc un enseignement utile des faits, qu'ils sachent que tant qu'ils reconnaitront aux patrons le droit de vivre de leur travail, ils seront contraints aux pires corvées inhérentes à leur classe et sanctionneront les coups de fusils.

DELUCHEUX.

⁂

SAINT-JUNIEN. — La grève des papetiers ne s'arrange pas. Le mouvement au contraire s'étend. En manifestant, les grévistes se rendent aux papeteries travaillant encore (certaines sont à 12, 18, 20 kilom. de la ville. Hier, dimanche, s'est produite une échauffourée en allant à Boussignac. Les gendarme et les dragons ont chargé ferme, mais n'ont pu briser la colonne, qui continua sa route en emportant ses blessés au nombre de trois. J'ignore si du côté des cognes il y a eu du sang. Il est maintenant impossible de sortir la nuit dans les rues, sans risquer de se faire rouer de coups par les malandrins de la police.

Les éléments syndiqués sont énergiques, — il serait possible, je crois, malgré les troupes, de renouveler les actes virils accomplis lors de la grève des papetières.

Pour ce qui est des grévistes, on n'en entend pas parler en ville. Les nouvelles de leurs sorties aux autres papeteries, on les apprend par les journaux.

L'enquête pour le manifeste des jeunesses, se poursuit sans beaucoup de résultats.

Nous sommes maintenant tracassés pour distribution de manifestes aux soldats ; on en a, paraît-il, collé jusques dans l'intérieur de la caserne.

Nous attendons.

J. B.

---

coup sûr, dans tous les cas ; et s'il y avait encore des cas de mort pas diphtérie, cela était dû à l'ignorance et à la malveillance des médecins.

Mouvement ouvrier. — J'ai eu l'occasion de m'élever à différentes reprises contre l'acceptation de postes officiels par des militants syndicaux. En général, les travailleurs, avec juste raison, considèrent comme transfuge à leur classe ceux d'entre eux —, rares heureusement — qui acceptent du gouvernement des fonctions quelles qu'elles soient. C'est là un excellent état d'esprit qui ne doit pas se perdre, au contraire, et, la classe ouvrière se doit à elle-même de persévérer dans ce sens.

Cependant, ces temps derniers certains réformistes notoires n'ont pas craint de rompre avec cette excellente habitude et la semaine dernière, Briat acceptait d'être nommé par le ministre de la justice dans une commission qui doit, à ce qu'il paraît, reviser le Code civil.

J'avoue que je conçois difficilement ce qu'un ouvrier pourra bien faire dans une telle galère, en compagnie de jugeurs notoires, et du reste Briat fait partie de tellement de choses que cela ne m'aurait pas autrement surpris, si je n'avais vu sur la même liste quelques-uns de ces hommes à robe rouge, dont le métier consiste à envoyer des victimes de l'état social au bagne ou à l'échafaud, et ce moyennant rémunération; j'ai nommé les Ballot Beaupré, les Forichon, les Cruppi, les Bulot, etc, etc.

Ce dernier surtout mérite de notre part une mention toute spéciale.

C'est en effet ce pourvoyeur de bagnes qui, à la suite de l'échauffourée de Clichy le 1[er] mai 1891, fit condamner à cinq ans de prison trois travailleurs : Decamps, Dardare et Léveillé, et c'est pour protester contre ces iniques condamnations que Ravachol se livra un matin à l'exploit que l'on sait.

Par représailles, Bulot participa activement à la traque et aux râfles d'anarchistes qui eurent lieu de 1892 à 1894; c'est lui-même qui requit dans la plupart des procès faits à nos camarades à cette époque et notamment au procès des Trente ou figuraient entre autres Grave, Faure, Pouget, etc.

Depuis, ce Bulot qui a, par-dessus tout, la haine des révoltés, n'a fait que de monter en grade et notre république de mouchards l'a placé au plus haut de l'échelle judiciaire.

Et c'est avec de semblables individus que vient d'accepter de siéger, un secrétaire d'organisation ouvrière.

Comment et par quelles intrigues Briat a-t-il été nommé là; nul ne le sait, mais en tout cas, c'est tomber bien bas et c'est à mes yeux pour un ex-travailleur, la pire des déchéances.

Briat est-il donc attaché à ce point au gouvernement qu'il ne puisse se refuser à de semblables besognes?

J'ajoute que ce n'est pas le seul fait et que Briat ne regarde pas de très près à ses relations gouvernementales s'entend — et que dans une société dite *d'éducation sociale?!* il n'a pas de répugnance à s'asseoir à côté de Vel-Durand, celui-là même qui était préfet du Nord, et est de ce fait en partie responsable de la fusillade de Fourmies et qui, dimanche dernier encore, présidait aux côtés de Lépine, la société des *employés de la préfecture de police*, qui renferme dans son sein l'unanimité des mouchards professionnels.

Il y a quelque temps, l'organisation à laquelle appartient Briat s'était émue d'une petite note parue dans l'*Action Directe*. Les faits que je signale aujourd'hui sont autrement graves et ne devraient pas, ce me semble, laisser des camarades indifférents.

Quoi qu'il en soit, je crois qu'il est très difficile d'admettre que la classe ouvrière organisée, puisse tolérer que des fonctions syndicales soient compatibles avec des postes gouvernementaux.

Le syndicalisme, tel que nous le comprenons, doit être un mouvement d'opposition systématique à la société capitaliste et à l'État bourgeois, et l'acceptation par un militant ouvrier du poste que j'ai indiqué, est la négation absolue du but que poursuit le syndicalisme.

∴

La grève générale des quatre grandes sections de la Fédération des travailleurs agricoles, qui comprend les départements de l'Aude, des Pyrénées-Orientales, de l'Hérault et des Bouches-du-Rhône, est déclarée depuis lundi et, à l'heure actuelle, plus de 15.000 ouvriers de la terre ont quitté le travail.

Voici la proclamation lancée par le comité fédéral :

« Le comité fédéral des travailleurs agricoles du midi, dans sa séance du 1[er] décembre, tenue à l'hôtel de ville de Narbonne, vient de prendre une mesure des plus graves : la grève générale corporative, à l'heure actuelle, embrasse toutes les organisations terriennes ayant répondu favorablement au questionnaire à elles adressé.

« Ce n'est qu'après avoir longuement mûri cette détermination, qu'après enquête sérieuse sur la mentalité des syndicats, que le comité a décrété la grève.

« Réduits au chômage le plus intense de par la mauvaise volonté patronale pour les uns, subissant des salaires dérisoires pour les autres, la majeure partie des ouvriers agricoles, acculée par les vexations répétées, a affirmé hautement ses droits à l'existence et son désir de briser toutes entraves à son émancipation. »

Les principales revendications formulées sont les suivantes : « Minimum de salaire, 50 centimes de l'heure; journée de six heures; suppression du travail à forfait. » Pour la journée de six heures, il est bon de faire remarquer qu'il n'est pas rare que le domaine où doit travailler l'ouvrier agricole se trouve à une heure et demie, voire même deux heures de son domicile, ce qui augmente notablement la journée de travail.

La grève a pris naissance dans les environs de Narbonne où, depuis qu'a paru la fameuse circulaire de Combes, que j'ai signalée en son temps, les patrons étaient devenus des plus arrogants. Certains d'entre eux avaient même émis la prétention de ne plus donner que 2 fr. 50 au lieu de 2 fr. 70 par jour à leurs ouvriers; ceux-ci, bien entendu, n'acceptèrent pas, et c'est pour enrayer la tentative faite de toutes parts par les propriétaires, que la Fédération agricole, après examen de la situation, décida un mouvement d'ensemble de la corporation.

Je le répète, la grève est générale dans la région et tout un service a été organisé pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de défections. Des cortèges sont organisés et les grévistes, drapeaux rouges et noirs au vent, et aux chants de l'*Internationale* et de la *Carmagnole*, vont de village en village stimuler les énergies.

Et cela ne doit pas être un mince spectacle que d'assister au réveil de ces travailleurs de la terre, en qui la bourgeoisie capitaliste mettait, hier encore, tout son espoir, comptant bien pouvoir opposer un jour les prolétaires de la terre à ceux de l'industrie.

C'est à la propagande syndicale activement menée par nos camarades que l'on doit ce réveil des masses paysannes, trop longtemps courbées sous le joug des gros propriétaires.

La place fait défaut même pour signaler simplement les incidents multiples qui se produisent chaque jour. Les Bourses du travail de Béziers, Perpignan, Narbonne, Arles, Carcassonne, Montpellier, apportent leur concours précieux aux travailleurs de ces centres et, en plus des imposants cortèges, des réunions ont lieu chaque jour.

A signaler cependant la sanglante agression de Crusy, près de Narbonne, où un propriétaire que les lauriers des Crettiez empêchent de dormir, a tiré sans provocation cinq coups de revolver sur un groupe de grévistes, blessant l'un d'eux au bas-ventre.

En attendant la troupe promise aux propriétaires dans la circulaire Combes, le gouvernement commence à envoyer des renforts de gendarmes; des incidents graves sont donc à prévoir.

Quoi qu'il en soit, les travailleurs agricoles que les conditions de travail ont rapproché de ceux de l'industrie, sont maintenant gagnés aux idées d'émancipation.

Les grèves agricoles, chaque jour plus fréquentes, sonnent le glas de la société capitaliste.

Quoique le mouvement soit, pour l'instant, beaucoup moins important, il est bon de signaler et de rapprocher de ce qui se passe dans le Midi, l'agitation qui se produit actuellement chez les bûcherons du Cher et de l'Yonne.

L'idée d'une Fédération de tous les travailleurs de la terre a été lancée à Bourges au moment du Congrès. L'idée a fait son chemin, et le jour où cette puissante organisation sera sur pied, il se pourrait bien que la société capitaliste ait à compter avec une force à laquelle ses suppôts n'ont pas encore songé.

Mais ce jour-là, espérons-le, il sera trop tard.

∴

Malgré la campagne menée et les moyens employés par les réformistes pour essayer de s'emparer du bureau de la Confédération, leur tentative a échoué et aussi bien au bureau que dans les diverses commissions — grève générale, journal, etc., — l'élément révolutionnaire l'a emporté haut la main.

Le camarade Griffuelhes reste secrétaire et Pouget comme adjoint, chargé du journal. Les camarades Latapie, Dubéros, Tabard, Lenoir, Desjardins, etc., etc., se repartissent dans les commissions.

C'est un succès pour les révolutionnaires et MM. les réformistes s'étaient un peu trop pressés de chanter partout qu'ils prendraient leur revanche du Congrès de Bourges.

La classe ouvrière économiquement organisée voit enfin clair et a assez des décevants palliatifs préconisés par les gouvernemento-reformistes,

P. Delessalle.

∴

Découvrez-vous les fronts bornés
Que des rêves passés encrassent,
Voici des esclaves qui passent.

Firminy. — *Dix heures*. — L'air est ébranlé par les salves d'artillerie. C'est la Sainte-Barbe, c'est-à-dire jour de soulographie pour les mineurs. La Compagnie des mines accorde à ses serfs une gratification d'une demi-journée de salaire et un morceau de brioche. En tête du cortège qui se rend à l'église pour une grand'messe solennelle, une demi-douzaine de drapeaux (pas de cortège sans drapeaux) puis les musiciens, ensuite la sainte en plâtre, portée par quatre hommes et encadrée de deux drapeaux — sa garde d'honneur. — Viennent ensuite l'état-major de la mine, toute la clique des gardes-chiourme, depuis le directeur au huit-reflets et aux 150.000 ou 200.000 francs par an d'appointements, jusqu'au saute-ruisseau à 60 francs par mois, en passant par toute la gamme des ingénieurs, contrôleurs, gouverneurs surveillants, chefs d'équipe; tout ce monde-là comptant leurs pas, jetant des coups d'œil de droite et de gauche pour voir si on les admire, suivent sans rire le fétiche en plâtre qui les précède. Et nous nous moquons des nègres de l'Afrique centrale et de leurs cérémonies!

Forment ensuite l'arrière-garde, les retraités de la Compagnie avec leur drapeau et leurs deux rubans, celui de leur médaille — trente ans de servitude — et celui de leur société. Et ce sont eux les plus grotesques. Hypnotisés par leur médaille et leur ruban large comme la moitié de la main, savourant d'avance le bon gueuleton qu'ils vont se payer — une fois par an — et la cuite qu'ils vont prendre, ils se redressent comme des coqs sur leurs ergots, inconscients qu'ils sont de leur indignité et du rôle d'esclaves qu'ils s'obstinent à jouer jusqu'au seuil de leur vie.

Galhauban.

Allemagne.

Sous le titre « Mouvement ouvrier et social », le *Schwabische Tagwacht*, organe officiel du parti social démocratique de Stuttgart, publie dans son numéro du 30 novembre, l'information suivante :

« Un syndicat d'agents de police ayant à sa tête « un social démocrate a *été fondé* à Lucerne; il « comprend trente-cinq agents et a déjà donné son « adhésion à l'Union centrale des fonctionnaires mu- « nicipaux de la Suisse. Le président est le compa- « gnon Koch, le rédacteur de l'organe local de notre « parti. Si le nouveau syndicat d'agents de police « peut se maintenir, ce qui n'est pas encore certain, « cela aura le don d'exaspérer le maire et chef du « parti libéral Heller. »

Elberfeld : Le personnel des conducteurs du tramway aérien d'Elberfeld s'est mis en grève pour protester contre l'application d'un nouveau règlement; la grève s'est étendue aux manœuvres et aux lamineurs. Le grévistes ayant averti le public par des feuilles volantes que l'usage du tramway pouvait désormais présenter certains dangers, la justice chercha à s'opposer à la distribution de ces feuilles. Il s'en suivit des scènes de violence : les policiers (peut-être encore des social démocrates) firent usage de leurs revolvers et blessèrent un enfant de 10 ans. L'indignation de la population fut considérable : les voitures des tramways furent criblées de pierres, si bien que le service du soir devint impossible.

∴

Le chômage sévit d'une façon terrible dans l'empire des social démocrates.

A Berlin, 2.000 ébénistes sont en grève ou sur le pavé; 4.500 menuisiers et 8.000 métallurgistes sont sans travail.

A Munich, il y a 7.000 chômeurs.

Dans le bassin de la Ruhr, les compagnies houillères, bien que leur situation financière soit des plus prospères, ont congédié 10.000 ouvriers et élevé

le prix du charbon; cependant les mêmes compagnies font venir de nouveaux mineurs des districts de l'Est, ce qui rend les conditions du travail encore plus désastreuses.

Toutes ces victimes gardent le calme et la dignité chers aux social-démocrates.

* * *

Cependant la propagande anarchiste et la campagne retentissante entreprise par le Dr Friedeberg en faveur de la grève générale, produisent quelques résultats : l'idée d'une grève générale est discutée, ce qui est un grand point. Les journaux socialistes et corporatifs se font l'écho de ces discussions. Mais presque seule, la *Revue des typographes et fondeurs de caractères* a publié sur ce sujet un article favorable; les autres organes syndicaux, entre autres le *Journal des paveurs*, et le *Journal des chantiers de la marine* se sont montrés hostiles à ce mode d'action : les uns prétendent que la grève générale fut une illusion de jeunesse du mouvement ouvrier, et que vouloir la propager aujourd'hui, c'est s'exposer à perdre en un jour le fruit des longs et pénibles efforts qui ont été consacrés à organiser les forces ouvrières; les autres pensent que les syndicats allemands sont assez forts et assez puissants pour n'avoir pas besoin de recourir à une telle arme; d'autres enfin affirment que le moment n'est pas encore venu et que l'emploi de la grève générale nécessite des organisations bien disciplinées et des caisses bien garnies!! En un mot, ces réponses révèlent, chez l'immense majorité des syndiqués allemands, une incompréhension totale de ce que doit être la grève générale et des circonstances qui peuvent la déterminer.

Hongrie.

La classe ouvrière de Hongrie ne possédait jusqu'à ce jour aucune garantie légale du droit de coalition. La police pouvait à volonté tolérer ou réprimer les grèves, et il était légalement interdit aux associations ouvrières de préparer des mouvements grévistes et d'en prendre la direction. Pas une grève ne se produisait sans que l'autorité sévisse de la façon la plus rigoureuse : renvois, arrestations, emprisonnements étaient à l'ordre du jour; la répression brutale de la dernière grève des chemins de fer est encore dans toutes les mémoires.

Néanmoins, le mouvement ouvrier prenant de jour en jour plus d'extension, les conflits devenant de plus en plus aigus, la classe capitaliste s'en alarma. La lutte prit alors un véritable caractère de guerre de classes. Ce furent d'abord les patrons du bâtiment qui congédièrent leur personnel en masse, afin de briser les organisations ouvrières, et pour engager le gouvernement à promulguer une loi contre les syndicats. Puis « l'Union des industriels du fer et des fabriques de machines » demanda au gouvernement de placer les syndicats sous la surveillance de la police, de contrôler l'emploi de leur argent, de leur interdire toute immixtion dans les conditions du travail, de leur défendre d'employer certains de leurs membres à des fonctions rétribuées, et de procéder à la dissolution des syndicats qui tramaient des complots secrets.

Les chambres de commerce, l'*Union des industries agricoles* et d'autres corporations harcelèrent le gouvernement dans le même but. En un mot, toute la classe capitaliste partit en guerre contre les syndicats. A ces sollicitations, le gouvernement a répondu, il y a environ un mois, par deux ordonnances, l'une du ministre de l'intérieur, Tisza, l'autre du ministre du commerce Hieronymi, dont voici les passages essentiels :

« ... Nous étions dans l'erreur quand nous voulions préparer l'apaisement des esprits en interdisant ou même en punissant les mouvements grévistes. Chacun, sans doute, doit exécuter son travail conformément aux contrats passés, mais chacun a le droit de n'accepter le travail que sous certaines conditions et personne ne peut être forcé à l'accomplir dans des conditions qu'il ne juge pas satisfaisantes. Dans la grande industrie, ce droit n'existe réellement pour l'ouvrier que s'il a toute liberté de s'entendre avec ses compagnons pour le refus collectif du travail. Une telle entente conclue en vue de modifier les conditions du travail est un procédé légal et autorisé dans la période économique contemporaine; priver l'ouvrier de cette arme, c'est le livrer sans défense à l'employeur...

« Le droit d'interdiction et de punition ne peut être exercé par l'Etat et les tribunaux que dans les cas où il est porté atteinte à la vie et aux biens des employeurs ou des ouvriers désireux de continuer le travail, ou *lorsque la résolution des ouvriers est obtenue par pression au lieu de se dégager de leur libre consentement*. Or c'est ce qui se passe dans la plupart des grèves. C'est en pareil cas le devoir des tribunaux et en général de tous les intéressés de rechercher les délits, de les dévoiler et de les punir. Je requiers dans ce but l'assistance de la société tout entière et j'exige que les tribunaux accomplissent leur devoir de la façon la plus sévère. J'entends que chaque tribunal — même par les moyens les plus rigoureux, quand c'est nécessaire — veille sur la sécurité des personnes et des biens, protège chaque citoyen contre les menées terroristes, punisse les actes illégaux et tienne à l'écart les individus qui entraînent les ouvriers à de tels actes.

« Si les tribunaux accomplissent leur devoir et trouvent chez les classes intéressées de la société l'appui nécessaire, nous en finirons une fois pour toutes avec ces éléments de désordre dont la force semble tenir du miracle, et qui poussent la masse ouvrière, souvent contre son gré, à des luttes sans issue...

« Le gouvernement compte sur l'appui énergique des municipalités et de toute la société hongroise. »

Ainsi donc, le gouvernement reconnaît la légitimité du droit de coalition et des grèves, et, par la même occasion, imprime un caractère légal à toutes les violences exercées contre les grévistes. Les tribunaux et la classe capitaliste sauront interpréter comme il faut ces paroles ministérielles. C'est une ère de persécutions qui va s'ouvrir pour les syndicats ouvriers.

Espagne.

L'action anarchiste s'acentue en Espagne, note un rédacteur de l'*Européen* (19 novembre). Tandis que *Tierra y Libertad*, *El Rebelde*, *Espartaco* et autres feuilles propagent les théories du communisme libre, un groupe vient de rééditer *La Huelga general*, qui, en février 1902, avait tant contribué par sa propagande à la grande grève de Barcelone.

La Huelga general offre une somme de 500 francs à l'auteur du meilleur ouvrage de propagande sur les points suivants :

1° De la nécessité pour l'ouvrier d'être affilié aux syndicats ;

2° Que les syndicats et sociétés de résistance doivent se fédérer localement et régionalement;

3° Que les syndicats et sociétés de résistance doivent étudier dès à présent les moyens d'abolir le patronat ;

4° De l'échange local et régional des produits par les sociétés ouvrières ;

5° Des rapports avec les peuples encore asservis au capital et à l'Etat ;

6° De la réalisation de la grève révolutionnaire ;

7° De l'inutilisation des autorités, de la force publique et des édifices officiels et privés ;

8° De la subsistance du peuple pendant la grève ;

9° La révolution triomphant, comment instaurer un régime anarchique, conciliant les nécessités urgentes de l'existence avec les principes ?

Tous ces sujets seraient dans la suite traités en conférences publiques. L'*Européen* constate, d'autre part, qu'au sein même du parti républicain, dirigé par Salmeron, « s'est formé un groupement d'éléments impatients de ce qu'ils considèrent comme des lenteurs parlementaires, et dont le *leader*, sinon nominal du moins très réel, est le député catalan Lerroux, homme de tempérament et très populaire dans les milieux ouvriers. »

Très bien. Mais pourquoi l'antiparlementaire Lerroux ne jette-t-il pas sa démission de député à la tête du Parlement ?

C.

* * *

A Barcelone, où depuis quelque temps explosaient des bombes de dynamite, il en a explosé une le jeudi 17 novembre. Celle-ci n'a pas joué la comédie comme les précédentes; mais tout au contraire, ça été un drame de malheureuses conséquences pour les individus qui ont été touchés.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* se souviennent qu'il y a quelque temps, dans le mouvement ouvrier, il y avait une lettre d'Espagne faisant appel à la presse du dehors, car celle d'ici n'aurait pas eu le courage de la publier, poussée par la lâcheté et le peu de bénéfices que cette publication pouvait lui rapporter. Mais cette lettre, publiée par les *Temps Nouveaux*, ne trouva pas d'écho dans la presse française; ce qui nous fit comprendre que celle-ci reste au même niveau que l'espagnole. Cependant l'article fit son effet; un député républicain, dans un *meeting*, accusa le préfet et sa police de la fabrication d'un *complot* qui devait commencer avec l'explosion de quelque chose qui forçât l'opinion, et ainsi pouvoir emprisonner sans forme de procès, tous les anarchistes. D'abord les manœuvres de la police barcelonaise aboutirent complètement, mais, après, des bombes commencèrent à sauter de temps en temps, dans des lieux où il n'y avait aucun danger pour les gens riches, et qui ne firent mal à personne; mais cela n'empêcha pas que la police emprisonna quelques ouvriers qui, malgré leur innocence restent en prison. Avec ceux-ci, la police et les employés de la prison ont fait toutes sortes de tentatives — où la bastonnade et le refus de nourriture ont joué le premier rôle — pour pouvoir obtenir quelque aveu, qu'ils n'ont pas pu faire parce qu'ils ne savent rien.

Le juge qui conduisait le procès voulait les mettre en liberté, mais les accusations de la police l'en empêchèrent.

Survient la troisième bombe, à la Rambla, lieu le plus affluent de la ville, et les anarchistes les plus connus sont visités par les policiers, et le camarade concierge du *Cercle de Estudios Sociales* est emprisonné. Alors tous les membres du cercle, au nombre de 300, se rendent au Palais de Justice pour parler avec le juge : ils lui firent savoir que tous, ils étaient aussi coupables que celui qui était en prison, et que, par conséquent il fallait mettre en liberté le camarade injustement emprisonné, ou au contraire, emprisonner les 300 qui étaient venus. Le juge se montra très gentil et fit quelques questions sur l'affaire des bombes; ils répondirent tous que pour l'explosion, la police savait bien qui en était l'auteur. Le juge mit en liberté la détenu et n'inquiéta personne, convaincu que ce n'était pas les anarchistes qu'il fallait emprisonner, mais ceux qui les avaient accusés.

Cela passé, vient le dix-sept, et une autre bombe fait explosion dans la rue Fernando, laissant vingt-trois blessés, dont trois sont morts.

Les journaux clament, tout le monde demande le châtiment des auteurs. *Tresol*, appelé *Neron*, chef de la police, veut emprisonner tout le monde; mais une dépêche de Madrid ordonne de n'inquiéter personne et commande strictement de n'emprisonner que si l'on est sûr.

Tout le monde reste tranquille; mais dans les sphères gouvernementales, on sait qu'il y a du mouvement. Le premier et le second chef avec dix agents de la police judiciaire ont été déclarés démissionnaires, de même que le président de la audiencia (cour d'assises).

L'opinion de la foule est favorable aux libertaires; car on comprend que les anarchistes peuvent jeter des explosifs dans la voiture ou la maison d'un grand bourgeois ou d'un grand dignitaire, mais non dans une rue où l'on peut blesser des innocents.

Ce qui a étonné, c'est l'impassibilité du gouvernement de M. Maura, commandant le respect des ouvriers et refusant de mettre Barcelone en état de siège. Générosité et justice auxquelles les travailleurs et encore moins les anarchistes ne sont pas accoutumés de la part du gouvernement espagnol.

Encore que l'opinion publique a fait assez de chemin vers la justice, il faut prendre garde, se méfier des apparences actuelles, et penser que cette explosion peut bien être le prétexte pour faire approuver des lois scélérates contre les idées anarchistes et contre les syndicats; et une fois cette loi mise en vigueur, il peut survenir une autre plus grande explosion et faire un plus grand Montjuich que l'autre fois, pour satisfaire le désir de la bourgeoisie barcelonnaise et de son chien de garde, le chef de police Tresol.

Ladislas Hornes.

Italie.

Les ouvriers italiens élèvent la voix et précisent leurs griefs. La magnifique grève de septembre leur a enseigné leur propre puissance. Puis, la récente défaite électorale des partis populaires, notamment du parti socialiste, aura certainement pour effet « de faire refluer leur activité de Montecitorio (le Palais-Bourbon italien) dans les syndicats ouvriers et d'y accentuer l'esprit révolutionnaire. »

« Dans ces conditions, poursuit l'*Européen*, malgré la majorité que le suffrage universel vient de donner au gouvernement, on peut prévoir, pour

celui-ci, une ère non lointaine de difficultés politiques et économiques. »

Voilà qui vient à l'appui de notre dire anarchiste ! Oui, c'est en *dehors* du Parlement et de tous les conseils élus qu'il faut mener la lutte économique et politique ; c'est en dehors du Parlement et de tous les conseils élus qu'on mène la lutte la plus redoutable et la plus effective.

Quelle force souveraine auraient les « partis populaires » si au lieu de n'avoir à Montecitorio que quelques députés de moins, ils n'en avaient plus du tout !

Quand les travailleurs socialistes, assagis, s'abstiendront-ils tout à fait d'une pacification électorale qui n'est pas du tout, comme on l'a dit, une amusette sans importance, mais qui est une chute étourdie dans les panneaux délibérément tendus par les gouvernements ? Participer à des élections, c'est collaborer au fonctionnement de la société d'iniquité et de meurtre qu'est la société actuelle ; mais n'y pas participer, ce n'est point renoncer à la parole et à l'action, bien au contraire. Quand les travailleurs socialistes comprendront-ils que l'abstention de l'anarchiste est la véritable ACTION et la plus probe, la plus libre, la plus élevée ?

Moins il y aura de députés socialistes dans les Chambres, plus le socialisme sera vivant et puissant parmi les peuples. AM. C.

⁂

Il y a trois semaines la comédie électorale battait son plein en Italie. La grève générale qui tendait à forcer les députés d'extrême gauche à obtenir par une action énergique la chute du cabinet... et, chuchotait-on, de quelque chose d'autre, détermina le gouvernement à dissoudre la Chambre et à faire appel aux électeurs. Giolitti ne s'est pas mépris en mettant ainsi au défi les mineurs de « partis avancés », dont l'insuffisance, le manque d'aspirations s'élevant au-dessus des basses préoccupations et ambitions personnelles, ne faisait que de peu redoutables adversaires, facilement mis à raison par une politique faite d'astuce. Le gouvernement a renforcé considérablement sa majorité réduisant à 85, de 105 qu'ils étaient, les « honorables » d'extrême gauche. Les socialistes qui étaient 35 et espéraient monter à 40, sont réduits à 27. Il est donc évident que, un bon nombre des voix dont bénéficiaient ces derniers jusqu'à présent ne provenaient pas de travailleurs socialistes, mais de simples mécontents, qui dès qu'on leur promettait quelque chose, se rangeaient du côté du gouvernement pour combattre le mouvement socialiste, qui par la grève générale avait éveillé leurs appréhensions.

Les anarchistes, bien que peu préparés, profitèrent de l'occasion pour faire une propagande assez active. Quelques camarades parcoururent le pays, en exposant dans les différentes villes les arguments qui nous font repousser comme néfaste le parlementarisme et obtenant souvent un encourageant succès, malgré la ritournelle des meneurs qui ne manquaient pas de les représenter comme faisant le « jeu de la réaction ». De nombreux feuillets d'occasion, placards, prospectus, furent distribués à profusion. Note discordante : parmi ces derniers il y en avait un qui portait — combien maladroitement — en tête, le titre pompeux de *Parti Socialiste Anarchiste italien*. C'est l'exclamation du vieux dada de l'organisation *formelle* en parti organisé du mouvement anarchiste : idée heureusement enterrée et qui, remise en discussion, ne pourrait que nuire à l'entente sérieuse des camarades des différentes tendances. On peut être partisan d'une action suivie et méthodique sans pour cela avoir recours au formalisme des partis bourgeois et autoritaires.

Une manifestation nouvelle et symptomatique est celle qui s'est produite dans l'armée. La classe de 1880 avait été rappelée, pour garantir l'ordre pendant la période électorale, disait-on. Or, celle-ci terminée, ces jeunes gens ne se voyant point restitués à leurs occupations habituelles, dans de nombreuses villes, se livrèrent à des manifestations de protestation passive. Ils avaient établi entre eux une entente, naturellement secrète, et s'assemblaient aux heures de sortie, se mettaient en évidence dans les rues, communiquant aux passants, par des propos à haute voix, leur mécontentement et leur désir d'être renvoyés chez eux. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et conduits à La Spezzia, où ils devront être jugés, et où ils seront certainement condamnés à plusieurs années de réclusion. Ce seront de nouvelles victimes à ajouter à celles qui, encore, attendent dans les cachots du royaume le jour de leur délivrance... Espérons qu'il ne tarde à venir. C. FRIGERIO.



Jean Baffier, le sculpteur biturige, a repris la publication, abandonnée en 1897, de son *Réveil de la Gaule* (1). — Longtemps on ne put qu'admirer Jean Baffier pour la droiture de son existence d'artiste, par sa ténacité de terrien laborieux et parce qu'il était plastiquement, le poète des paysans. Egalement on ne pouvait que l'approuver pour la conception qu'il s'était faite d'un art vivant, jailli directement des entrailles du *sol* et de la *race*, et glorifiant ce qu'il y a de plus glorieux au monde, le travail, transformateur de la matière, l'Effort, source de vie et de virilité...

Oui, Jean Baffier aura été l'un des premiers de cette époque à comprendre l'importance d'allier la pratique de l'art et l'action sociale... ou antisociale.

Ceux qui un jour trouveront l'historique du récent mouvement *d'art social* auront à y constater, en maints endroits, l'influence des idées de Baffier.

Voilà vingt ans que Baffier, inlassable, bataillait, par la plume, la parole et le ciseau, contre « le rouleau des unitaires » (2) ; vingt ans qu'il bataillait contre le redoutable étatisme des néo-jacobins, contre le parlementarisme endormeur et l'arbitraire de la bureaucratie, contre la domination de l'argent enfin.

Cette action nous plaisait. A bien dire, la sociologie de « l'ouvrier sculpteur » un peu courte, s'écartait assez souvent de la nôtre ; elle était fruste, rudimentaire, instructive, entachée fâcheusement d'empirisme. N'empêche, elle avait de la carrure, de la verdeur, de l'accent, et si Baffier n'était pas un révolutionnaire, il nous suffisait qu'il fût révolté.

Ce Baffier-là n'est plus. Qu'il repose en paix comme un souvenir. Le Baffier d'aujourd'hui, l'ami des Drumont, des Lemaître, des Coppée et des... Botrel, le candidat, à Sancoins, en Berri, de la Patrie française, des hobereaux et des moines, n'a rien qui le différencie des autres agents de son parti. C'était bien la peine d'avoir si longtemps dénoncé la politique et le parlementarisme pour s'associer, en fin de compte, à toute les menées d'un syndicat de politiciens aussi fourbes, aussi haineux, aussi véreux que ceux des syndicats d'en face et d'à côté !

Je viens de lire tout ce qui a paru du *Réveil de la Gaule* (nouvelle série). C'est, pour moi, un fait que Jean Baffier a cessé de parler et d'écrire en homme véritablement *libre* et cette déchéance m'a peiné. AM. C.



La Physiologie morale (3), de M. G. Chatterton Hill, est un livre de débutant, livre de sincérité et de bonne foi, certes, mais où l'on sent que les idées de l'auteur ne sont pas très arrêtées. Livre de quelqu'un qui cherche sa voie, en croyant formuler des idées bien assises.

M. Hill a surtout beaucoup lu et il est encore sous l'impression de ses lectures. Et il flotte entre le communisme anarchiste et l'individualisme de Stirner.

(1) 6 *bis, rue* Lebouis, Paris, (14e).
(2) Auguste Fourès.
(3) Un volume, 3 fr. 50, *chez* Stock.

L'une l'attire par son côté social, mais il semble craindre que ce solidarisme communiste ne laisse pas assez de marge à son individualité que flatte davantage l'autre mais dont, cependant, il entrevoit l'outrance et le néant, comprenant que son « Moi » a besoin de se solidariser avec les autres « Moi » pour atteindre son entier développement.

M. Hill est jeune, cela se ressent à sa facilité à se laisser éblouir par les notoriétés factices et à prendre pour argent comptant les affirmations de gens n'ayant aucune valeur scientifique, comme les Hamon, les Garofalo, les Le Bon et autres Lombroso ; ce qui l'entraîne à des conceptions qui l'embarrassent et lui apportent un trouble l'empêchant de voir clair dans ses propres idées. Telle, par exemple, l'existence de criminels-nés, dans lesquels il voit un obstacle à la création d'une société sans lois ni gouvernement.

Que M. Hill, se débarrassant de ses idées préconçues, relise avec sens critique les œuvres de M. Lombroso, et il verra combien les affirmations de ce pseudo-anthropologue ne reposent sur aucune base, nullement étayées de faits probants, ceux qu'il apporte à l'appui étant pris sans méthode et sans aucun sens critique, et relevant plus de la loge d'un concierge que du laboratoire du savant.

Non, on ne naît ni bon ni criminel. On vient au monde avec des aptitudes. Et ces aptitudes, selon le milieu où l'on naît, selon l'éducation, selon la direction qu'elles prennent sous ces diverses influences, selon les circonstances où elles sont appelées à évoluer, seront appliquées à faire ce que nous nommons bien ou mal qui, eux-mêmes, du reste, changent de nom selon le milieu et les circonstances où ils s'accomplissent.

Tel être né de parents mendiants avachis, deviendra escarpe, souteneur qui, venu au monde dans un milieu plus fortuné, aurait fait un fringant officier, ou un honorable industriel se contentant de rogner le salaire de ses ouvrières, en leur expliquant qu'elles ont le trottoir après la journée, pour retrouver ce qu'il leur rogne.

Il est facile de trouver des traces de dégénérescence chez les criminels lorsqu'ils ont traîné une vie de misère, de prison, d'alcoolisme et d'excès de toutes sortes. Seulement ces tares sont des effets et non des causes.

Lorsque M. Hill sera revenu de sa conception du criminel-né, il comprendra également ce qu'aurait de dangereux son comité de défense sociale, et cela lui permettra de comprendre que l'idée communiste anarchiste n'est, en fait, que l'individualisme bien compris, et d'accord avec les faits.

⁂

Dans *La Maternelle* (1), M. Léon Frapié, sous forme de roman, nous montre toute la fausseté de l'enseignement officiel, venant, à chaque instant, se heurter aux faits de la rue, de la vie journalière : combien il est absurde de n'avoir qu'une méthode d'enseignement pour tous, alors qu'il en faudrait autant qu'il y a d'individus.

Peut-être l'auteur a-t-il exagéré les tares de l'enfance qu'il nous décrit, amplifié l'inconscience de leurs parents ? Peut-être voit-il noir ? ou peut-être aussi l'a-t-il voulu ainsi, pour donner plus de force à ses tableaux ; en tout cas, il y a des choses vraiment bien observées. Tous ceux qui s'occupent d'éducation liront avec fruit ce volume, et y apprendront qu'il ne suffit pas de se conformer strictement aux règlements et aux conseils pédagogiques, quelle que soit l'excellence de leur esprit, si on n'y apporte pas un peu de son cœur et de sa compréhension des mentalités que l'on veut contribuer à développer.

⁂

Malgré — ou parce que — elle était éditée par une librairie socialiste, c'est sans grand enthousiasme que j'entrepris la lecture de *L'Armée aux grèves* (2), par le lieutenant Z. *L'Armée aux grèves*, racontée par un lieutenant, il me semblait que cela ne devait pas être fameux. Mais, dès les premières pages, je changeais bientôt d'avis.

Certainement, l'auteur a assisté aux scènes qu'il raconte, et comme officier, cela ne fait aucun doute. C'est seulement sa façon de raconter les faits et de les apprécier qui ne sont pas d'un soldat, ni d'un homme inféodé à aucune école.

C'est un esprit vraiment indépendant, qui s'est débarrassé de tous les préjugés sociaux dont son éducation a dû être entourée, qui raisonne des

(1) Un vol., 3 fr. 50, Librairie Universelle, 33, *rue* de Provence.
(2) Une brochure, 1 *fr.*, Société nouvelle d'éditions, 17, rue Cujas.